



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

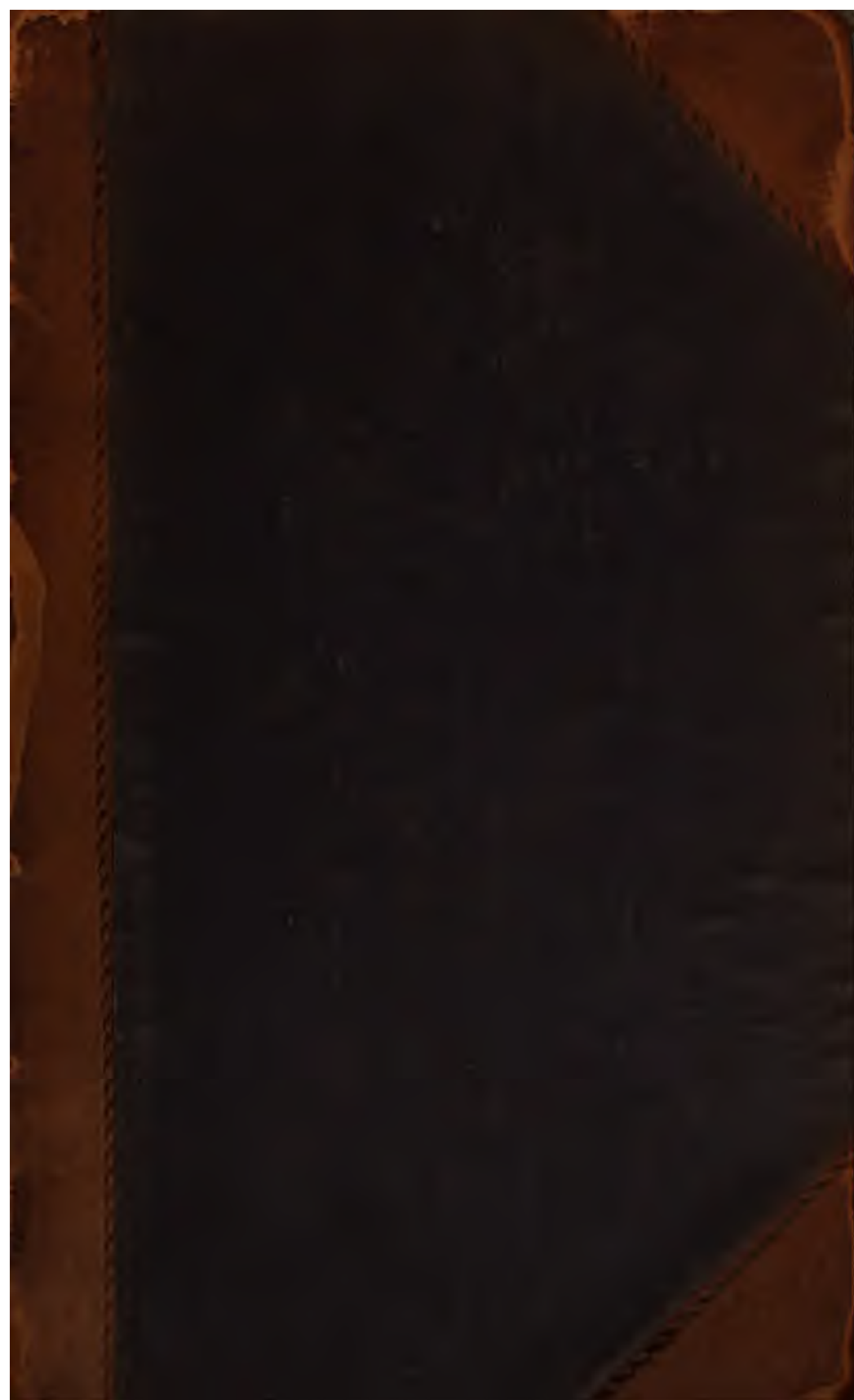
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

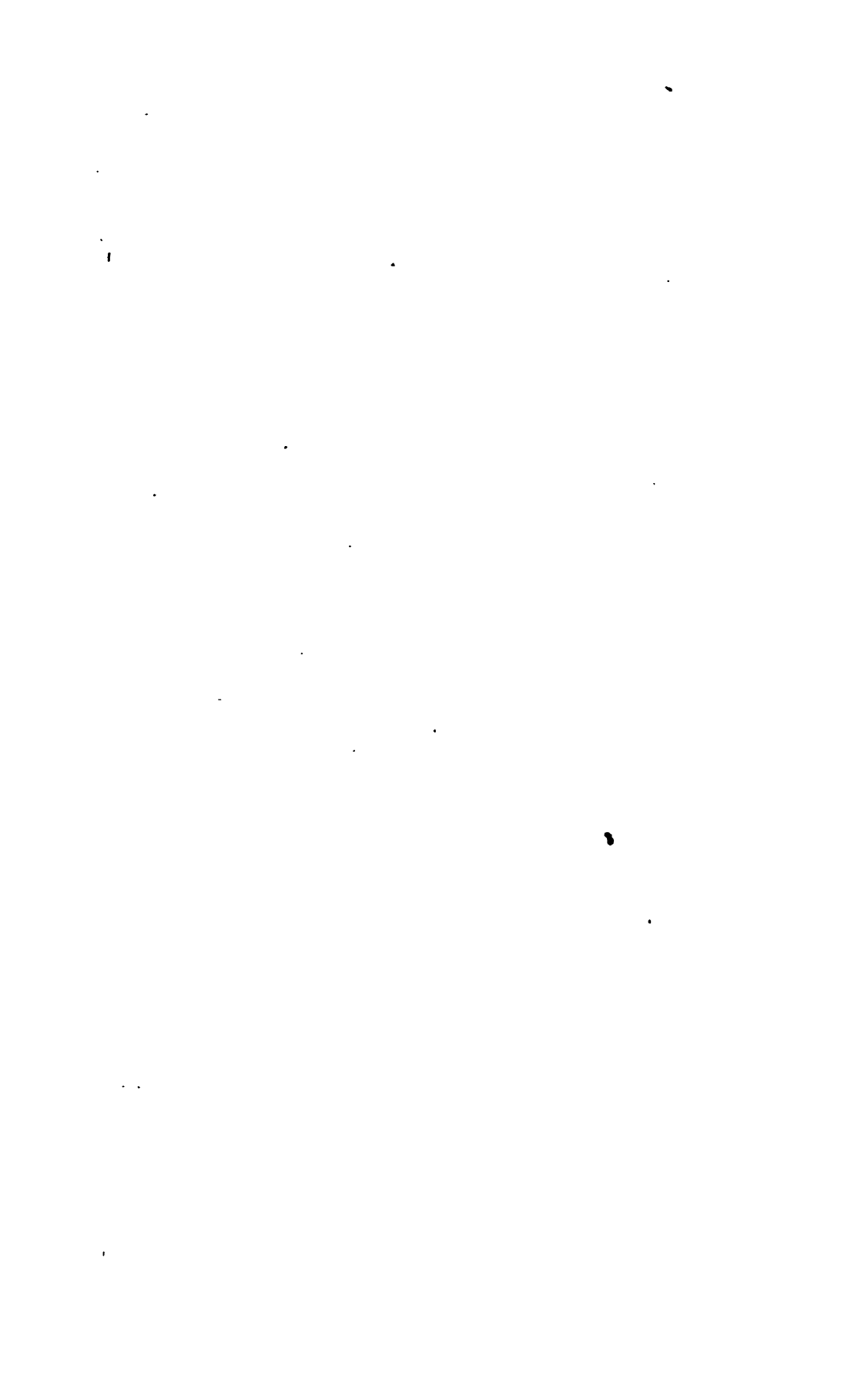
About Google Book Search

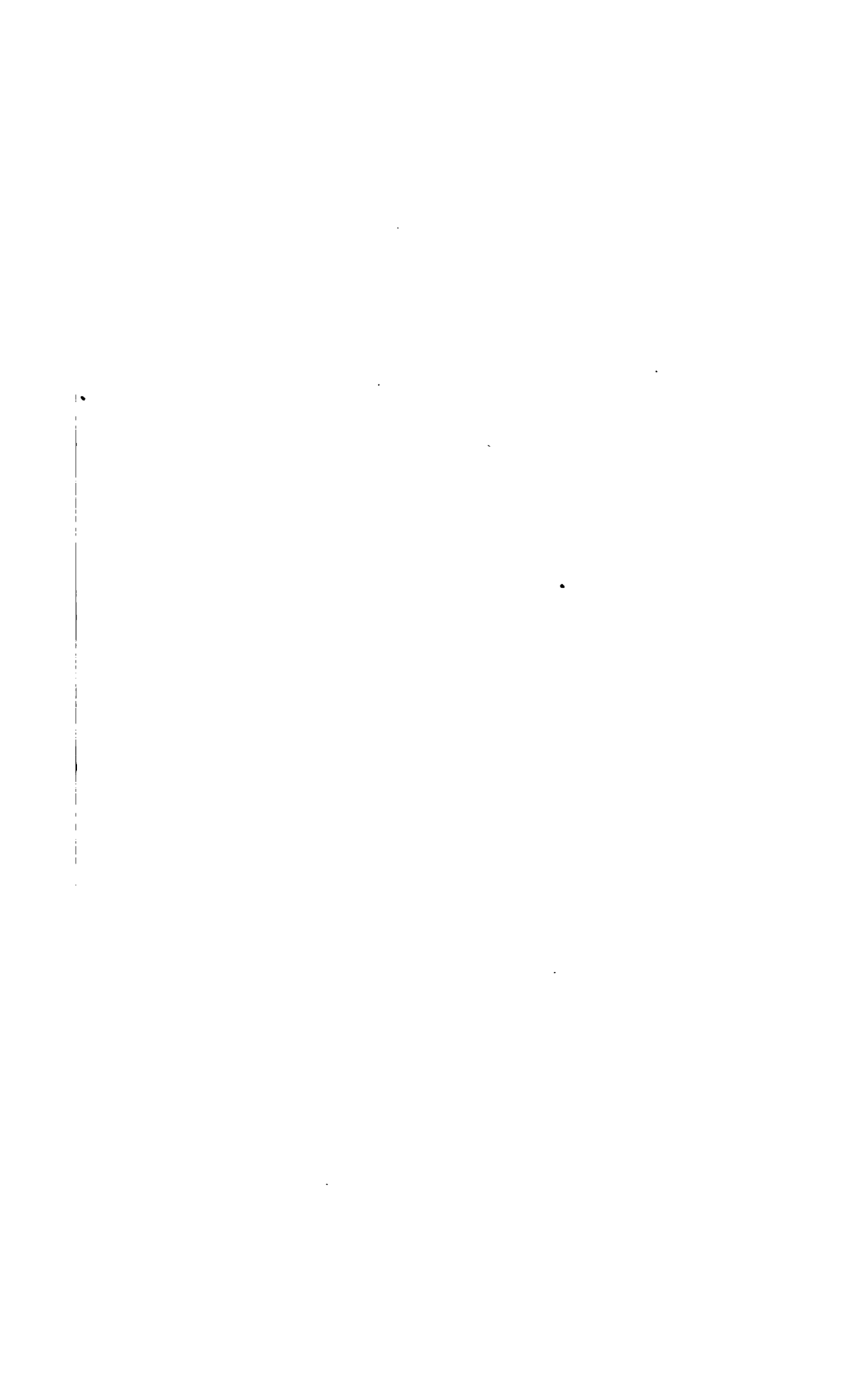
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



1123

Soc. 3974 d. 229
25.1







BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE.



Grenoble, impr. de Prudhomme.

BULLETIN

DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^{me} Série. — Tome 1^{er}.

1856 — 1860.



76

GRENOBLE,
IMPRIMERIE MUNICIPALE DE PRUD'HOME,
Rue Lafayette, 14.

1861.







DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

L'ACADÉMIE DELPHINALE, fondée en 1772, a été autorisée à porter le titre d'*Académie Delphinale* par lettres-patentes du roi Louis XVI, données à Versailles en mars 1789, et enregistrées le 6 juillet suivant au greffe du Parlement de Grenoble. Ces lettres-patentes lui accordaient un sceau formé d'un champ d'azur avec un livre ouvert d'argent, sur lequel devaient être inscrits ces mots : *Sciences et Arts*, au chef cousu de gueules, chargé d'une fleur de lis d'or, d'un dauphin de même, et d'une rose d'argent.

Dispersée par la Révolution, cette société littéraire se reforma, le 20 floréal an IV, sous le nom de *Lycée des sciences et des arts*, qu'elle quitta en l'an X pour celui de *Société des sciences et des arts*. Elle fut très-florissante sous l'Empire ; mais, à partir de la Restauration, ses réunions devinrent très-rares et finirent par cesser tout à fait.

TOM. I.

En 1836, sur l'appel de M. Hugues Berriat, alors maire de Grenoble, ses anciens membres se rassemblèrent de nouveau, firent des élections pour compléter le nombre réglementaire, et eurent une première séance le 10 mai. L'honneur de cette réorganisation revient surtout à M. Hugues Berriat, cet infatigable administrateur auquel Grenoble doit tant d'institutions utiles, et au regrettable M. Ducoin, conservateur de la bibliothèque publique et secrétaire de la Société depuis le 10 mai 1836 jusqu'au 13 novembre 1851, jour de sa mort. L'Académie Delphinale ne reprit son nom que le 7 juin 1844, sur le rapport de M. Frédéric Taulier, aujourd'hui doyen de la Faculté de droit. Elle peut désormais reprendre avec ce titre le sceau qui lui fut donné par son fondateur, le roi Louis XVI.

Elle a publié, depuis sa réorganisation en 1836, un Bulletin de ses travaux. Ce Bulletin, commencé en 1844, forme maintenant quatre volumes et comprend tous les travaux de la Société depuis le 10 mai 1836 jusqu'au 18 décembre 1852. Il sera complété par un cinquième volume qui contiendra l'extrait des lectures faites pendant les années 1853, 1854 et 1855.

L'Académie commence, à partir du 1^{er} janvier 1856, une nouvelle série de Mémoires qui paraîtront trois fois par an, en livraisons de cinq à sept feuilles au plus.

ÉTAT DE L'ACADÉMIE AU 1^{er} JUILLET 1856.

BUREAU POUR L'ANNÉE 1856.

Président. — M. MAIGNIEN, doyen de la Faculté des Lettres.

Vice-président. — M. ALB. DU BOYS, ancien magistrat.

Secrétaire perpétuel. — M. CH. REVILLOUT, professeur d'histoire au Lycée impérial.

Secrétaire adjoint. — M. HATZFELD, professeur à la Faculté des Lettres.

Trésorier perpétuel. — M. CASIMIR DE VENTAVON, avocat.

MEMBRES RÉSIDANTS AU 1^{er} JUILLET 1856.

MM. BLANCHET , président de chambre à la Cour impériale.....	1836
IMBERT-DESGRANGES , conseiller à la Cour impériale.....	1836
MALLEIN (Jules) , professeur à la Faculté de droit.....	1836
GAUTIER (Auguste) , doyen honoraire de la Faculté de droit	1836
DU BOYS (Albert) , ancien magistrat.....	1836
BERTIER , ancien juge de paix.....	1836
CROZET , maire de Grenoble.....	1836
LEROY , doyen de la Faculté des Sciences.....	1836
BURDET , professeur à la Faculté de droit.....	1837
FAUCHÉ-PRUNELLE , conseiller à la Cour impériale.....	1838
TAULIER (Jules) , ancien chef d'institution.....	1838
AUZIAS (Théodore) , avocat.....	1839
DUPORT-LAVILLETTE , président de chambre à la Cour imp..	1839
VENTAVON (Mathieu DE) , avocat.....	1840
VENTAVON (Casimir DE) , avocat.....	1840
JOFFRE , docteur en médecine.....	1840

MM. VITAL-BERTHIN , membre du conseil général.....	1840
MAIGNIEN , doyen de la Faculté des Lettres.....	1840
VERNET , juge honoraire au tribunal civil.....	1840
MICHAL (Louis) , juge suppléant au tribunal civil.....	1840
DALBOUSSIÈRE , avocat.....	1840
CHARBONNEL-SALLE , juge au tribunal civil.....	1840
SAINT-MAURICE (DE) , propriétaire.....	1841
LEMPs (l'abbé DE) , ancien curé de Saint-André.....	1841
ROUSSELOT (l'abbé) , vicaire général.....	1842
PIAT-LONGCHAMP-DUPRÉ , avocat.....	1842
GENEVEY (l'abbé) , curé de Saint-Louis.....	1843
CUNIT , ingénieur des ponts et chaussées.....	1844
CHAMBON (l'abbé) , vicaire général.....	1844
BOURDAT , professeur de mathématiques.....	1844
ANDERT (Eugène D') , docteur en médecine.....	1846
GOURNAY (DE) , membre de l'expédition scientifique de Mo- rée.....	1846
SISTERON , avocat.....	1846
DENANTES , avocat.....	1846
MACÉ , professeur à la Faculté des Lettres.....	1850
REVILLOUT , professeur d'histoire au Lycée impérial.....	1850
FISSONT , chef du cabinet du Préfet.....	1850
MAUREL DE ROCHEBELLE (Albert)	1851
GAUTIER (Louis) , avocat général.....	1853
ROUX , professeur à la Faculté des Lettres.....	1853
LALANDE (Julien) , censeur des études au Lycée impérial...	1853
DAUSSE (Benjamin) , ingénieur en chef des ponts et chaus- sées.....	1853
MONTEYNARD (Charles, comte DE)	1853
GINOULHIAC (Mgr Marie-Achille) , évêque de Grenoble.....	1854
HATZFELD , professeur à la Faculté des Lettres.....	1855
PHILIBERT-SOUPÉ , professeur de rhétorique au Lycée impé- rial.....	1855
PAGÈS (Adolphe) , substitut du procureur général.....	1856
BRAUSSIRE , professeur de logique au Lycée impérial.....	1856

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM. CHAMPOLLION-FIGEAC père, ancien secrétaire perpétuel de l'Académie Delphinale, bibliothécaire au château de Fontainebleau.

FAURE (Félix), premier président honoraire de la Cour impériale.

BÉRENGER, président de chambre à la Cour de cassation.

BERRIAT-SAINT-PRIX (Charles), conseiller à la Cour impériale de Paris.

PELLAT, doyen de la Faculté de droit de Paris.

BERLIOZ (Hector), membre de l'Institut.

TERREBASSE (Alfred DE), ancien député, au Péage-de-Roussillon (Isère).

ITIER (Jules), directeur des douanes à Montpellier.

MONNIER DE LA SIZERANNE, député au corps législatif.

MASSAS (Adrien DE), officier supérieur d'artillerie.

VICAT, ingénieur en chef des ponts et chaussées, membre correspondant de l'Institut.

MESNARD, premier vice-président du Sénat.

RÉAL (Félix), ancien conseiller d'Etat.

MALLET, recteur honoraire à Paris.

BINEAU, professeur de chimie à la Faculté des Sciences de Lyon.

FERRIOT, recteur honoraire de l'Académie de Grenoble à Saint-Ismier (Isère).

COURNOT, recteur de l'Académie de Dijon.

LAPLANE (Edouard DE), membre correspondant de l'Institut, à Sisteron (Basses-Alpes).

SAINT-ANDÉOL (DE) fils, à Moirans (Isère).

HOMBRES-FIRMAZ (D'), membre correspondant de l'Institut, à Alais (Gard).

DECORDE, conseiller à la Cour impériale de Rouen.

REUX-FERRAND, homme de lettres à Paris.

CHOLET, docteur en médecine à Beaune-la-Rolande (Loiret).

SABATTIER, curé de Sainte-Anne à Montpellier (Hérault).

VINCENT, à Briançon.

CHÉRIAS (Jules), juge de paix à la Bâtie-Neuve (Hautes-Alpes).

METGÉ, avocat à Castelnaudary (Aude).

BERGERRE, professeur de musique à Gien (Loiret).

MM. MASSAS (Charles DE), littérateur à Paris.

NICHET, professeur à l'école secondaire de médecine, à Lyon.

PONSARD, de l'Académie française.

GAU, curé à Luz-la-Croix-Haute (Drôme).

MICHELET, membre de l'Institut.

GRIMAUD (Gustave), avocat à Saint-Marcellin (Isère).

DUCOIN (Auguste), avocat à Lyon.

MONTMEYAN (Isidore DE), membre de l'Académie d'Aix (Bouches-du-Rhône).

GABOURD, chef de bureau au ministère de l'intérieur.

JACQUEMOUD, sénateur à Chambéry.

CHAMPIER (DE), président du tribunal civil d'Orange (Vaucluse).

BÉRANGER (marquis DE), ancien député de l'Isère.

BLANC (Célestin), peintre.

LENORMANT (Charles) membre de l'Institut.

COMTE (Achille), directeur de l'école préparatoire des sciences et des lettres, à Nantes.

BEUX (Gustave DU), procureur général à Aix (Bouches-du-Rhône).

NADAUD, premier président honoraire de la Cour impériale.

DUNGLAS, ancien inspecteur de l'Académie de Grenoble.

MOLÉON (DE), rédacteur en chef des *Annales de l'industrie*, à Paris.

CALVET-ROGNIAT, à Crémieu (Isère).

DORGEVAL-DUBOUCHET, propriétaire à Theys (Isère).

MORELLET, ancien notaire à Bourg (Ain).

KERKHOVE (le vicomte), à Anvers (Belgique).

MONT (DU), professeur de belles-lettres à Anvers.

KERKHOVE-VARENT (le vicomte Eugène DE), à Anvers.

SCHAEKPENS (Alexandre), archéologue à Maëstricht (Hollande).

BLANCHET (Hector), à Voiron (Isère).

DEWANDRE (Henri), avocat à la Cour d'appel de Liège.

LE BIDART DE THUMAIDE (le chevalier Alphonse-Ferdinand), à Liège (Belgique).

HERMENOUS (Lohis), secrétaire de la Faculté de droit de Poitiers.

TAULIER (Frédéric), doyen de la Faculté de droit de Grenoble.

GARNIER, professeur à la Faculté des lettres de Paris.

REUME (Auguste DE), capitaine d'artillerie à Bruxelles.

THIBAUT, ancien principal du collège de Valence.

REINAUD, membre de l'Institut, professeur au collège de France.

MM. SOULIÉ, professeur de rhétorique au Lycée de Reims.

DARESTE DE LA CHAVANNE, professeur à la Faculté des lettres de Lyon.

RÉAL (Gustave), secrétaire général du chemin de fer de Lyon.

BERRIAT-SAINT-PRIX (Félix), avocat à Paris.

JAY (Emile), avocat à Paris.

SIMON (G.), propriétaire à Nantes.

BOURGEAT (l'abbé), directeur du Collège d'Oullins (Rhône).

QUINON, professeur à la Faculté de droit de Grenoble.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

SOCIÉTÉS DE FRANCE.

AIN. — Société d'émulation de Nantua.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Académie des sciences, arts et belles-lettres d'Aix.

CALVADOS. — Société académique de l'arrondissement de Falaise.

CÔTE-D'OR. — Académie de Dijon.

DOUBS. — Académie des sciences, des belles-lettres et des arts de Besançon.

GARD. — Académie du Gard, à Nîmes.

GIROUDE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

HÉRAULT. — Société archéologique de Béziers.

ILLE-ET-VILAINE. — Société académique de Rennes.

INDRE-ET-LOIRE. — Société archéologique de Touraine, à Tours. — Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire.

ISÈRE. — Société de statistique, des sciences et des arts industriels, à Grenoble.

JURA. — Société d'agriculture et des arts de l'arrondissement de Dôle.

HAUTE-LOIRE. — Société d'agriculture, sciences et arts du Puy.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Société académique de Nantes.

MAINE-ET-LOIRE. — Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers. — Société industrielle d'Angers.

MANCHE. — Société impériale académique de Cherbourg.

MARNE. — Société d'agriculture, sciences et arts de Châlons. — Académie impériale de Reims.

MOSELLE. — Académie impériale de Metz.

OISE. — Athénée du Beauvaisis, à Beauvais.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Société des sciences, belles-lettres et arts à Perpignan.

BAS-RHIN. — Société des sciences, agriculture et arts du Bas-Rhin, à Strasbourg.

RHÔNE. — Académie des sciences, des lettres et des arts de Lyon. — Société d'agriculture, d'histoire naturelle et des arts utiles de Lyon.

SARTHE. — Société d'agriculture au Mans.

SEINE. — Athénée ou Lycée des arts. — Société philotechnique. — Comité des arts et des monuments au ministère de l'instruction publique.

SEINE-ET-OISE. — Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise, à Versailles.

VAR. — Société des sciences, belles-lettres et arts du Var, à Toulon.

VAUCLUSE. — Académie de Vaucluse, à Avignon.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

BELGIQUE. — Académie d'archéologie de Belgique, à Anvers. — Société libre d'émulation de Liège.

ESPAGNE. — Académie espagnole d'archéologie, à Madrid.

ÉTATS SARDES. — Société royale académique de Savoie, à Chambéry. — Association florimontane, à Annecy.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LE PREMIER SEMESTRE DE L'ANNÉE 1856.

Séance du 11 janvier 1856.

M. HATZFELD lit un rapport sur un livre ayant pour titre : *Du Fondement de l'obligation morale*, par M. Emile Beaussire, professeur de logique au lycée impérial de Grenoble.

L'Académie passe ensuite à des scrutins pour le renouvellement partiel du bureau et du conseil d'administration. M. MAIGNIEN est élu *président*, M. DU BOYS, *vice-président*, et M. HATZFELD, *secrétaire adjoint*; MM. SOUPÉ et DE ROCHEBELLE sont nommés membres du conseil d'administration pour les années 1856 et 1857.

Séance du 6 février 1856.

M. QUINON, qui va résider habituellement à la campagne, adresse à l'Académie sa démission de membre résidant, et désire échanger ce titre contre celui de correspondant. L'Académie, tout en regrettant la détermination de M. Quinon, décide que son nom sera inscrit sur la liste des membres correspondants, conformément à l'article 3 du règlement.

M. le président communique à l'Académie la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes qui place les sociétés savantes sous le patronage des recteurs.

M. BURDET lit un rapport sur divers projets de crédit foncier, publiés par MM. Boutard, Morellet et de Beaumont.

M. Boutard, dont le projet a été approuvé par la société d'agriculture d'Indre-et-Loire, demande le cours forcé des titres hypothécaires souscrits par les emprunteurs. M. Burdet repousse ce système, qui a une malheureuse analogie avec le papier-monnaie.

M. Morellet voudrait créer une société au capital de 160 millions. Cette société placerait d'abord son capital dans toute la France, sur de bonnes hypothèques, aux conditions des prêts qui se font actuellement chez les notaires; puis, s'étant ainsi nanti de titres hypothécaires,

obtiendrait l'autorisation d'émettre des lettres de gage jusqu'à concurrence de 500 millions. Les nouveaux emprunteurs qui souscriraient cette fois des engagements hypothécaires aux conditions du décret du 28 février 1852, recevraient en échange ces lettres de gage, ou bien, à leur choix, des bons du Trésor ne portant point intérêt. M. Burdet trouve dans le projet de M. Morellet des idées plus acceptables que dans la brochure de M. Boutard ; mais il y voit le grave inconvénient d'engager le crédit de l'Etat par ces bons du Trésor sans intérêt.

M. de Beaumont, sénateur, veut une société au capital de 400 millions, et autorisée à émettre des lettres de gage jusqu'à deux milliards. Ce grand établissement aurait ainsi les mêmes bases que la Banque de France, et ferait à l'avance des marchés avec tous les grands établissements de crédit, pour se soutenir dans les temps de crise. Tout en trouvant ce dernier projet bien hardi, le rapporteur pense que l'immense développement du crédit public peut en rendre la réalisation vraisemblable.

Séance du 9 mars 1856.

M. l'abbé GENEVEY lit un rapport sur un ouvrage de M. l'abbé Bourgeat, ayant pour titre : *Programme d'un cours de philosophie*.

A la suite de ce rapport, M. l'abbé BOURGEAT, directeur du collège d'Oullins, est nommé membre correspondant de l'Académie.

MM. PAGÈS, substitut du procureur général à la cour impériale, et M. EM. BEAUSSIRE, professeur de logique au Lycée impérial, sont nommés membres résidants en remplacement de M. DUCHESNE, décédé, et de M. Emile JAY, qui a quitté Grenoble.

Séance du 11 avril 1856.

M. HATZFELD lit une *Etude littéraire sur les commencements de Corneille*.

Séance du 25 avril 1856.

M. PHILIBERT SOUPÉ lit une *Etude sur Régnier*.

Séance du 23 mai 1856.

Sur la proposition de M. le président, l'Académie nomme une commission pour étudier les améliorations à introduire dans la publication du Bulletin. Cette commission, composée de MM. Aug. GAUTIER, FAUCHÉ-PRUNELLE, MACÉ et DE MONTEYNARD, est en outre chargée d'examiner s'il serait possible d'avoir, à l'époque du congrès, une séance publique.

M. MAIGNIEN lit ensuite une étude intitulée : *Préjugés en fait de littérature et d'art*.

M. le président communique à l'Académie deux circulaires de M. le ministre de l'instruction publique, relatives à la publication 1^o d'un *Recueil des inscriptions de la Gaule et de la France* ; 2^o de la *Correspondance du cardinal Mazarin*.

Séance du 19 juin 1856.

M. REVILLOUT, rapporteur de la commission nommée dans la précédente séance, présente à l'Académie le projet de règlement préparé par cette commission.

Après une discussion à laquelle prennent part tous les membres présents, l'Académie prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}.—La publication des travaux, lus dans les séances de 1853, 1854 et 1855, est ajournée jusqu'à nouvel ordre.

L'Académie consacrera à l'impression de cet arriéré toutes les économies qu'elle pourra faire et la cotisation de 1855 qui n'est pas encore perçue.

Elle nommera une commission qui sera chargée de l'impression de cet arriéré et devra s'entendre avec les auteurs sur les retranchements à faire à leurs travaux, s'il y a lieu.

Art. 2.—L'Académie commencera une nouvelle série de Bulletins. Cette série comprendra les travaux lus depuis le 1^{er} janvier 1856.

Art. 3.—Cette nouvelle série paraîtra par livraisons trimestrielles de cinq à sept feuilles au plus. Il n'y aura qu'une seule livraison pour les deux derniers trimestres de l'année.

Art. 4.—Les trois livraisons de chaque année paraîtront en avril, juillet et janvier.

Art. 5.—Les livraisons ne pourront plus être interrompues au milieu d'un article et formeront un volume complet comme un numéro de Revue.

Art. 6.—Chaque livraison devra contenir toutes les lectures qui auront été faites dans un trimestre. La commission de rédaction s'entendra, pour cela, avec les auteurs sur les retranchements à faire à leurs ouvrages s'il y a lieu.

Après cette délibération, l'Académie décide, sur la proposition de la même commission, qu'une séance publique aura lieu au mois de décembre, suivant les prescriptions du règlement.

MÉMOIRES ET RAPPORTS.

Rapport lu par M. Hatzfeld dans la séance du 11 janvier 1856.

DE L'AUTORITÉ D'UNE MORALE FONDÉE SUR LA RAISON.

Ces quelques pages ont été suggérées par un essai de M. Emile Beaussire, sur le *Fondement de l'obligation morale*, où il recherche philosophiquement sur quel principe repose le *devoir* ; ce qui fait que la loi morale *oblige*, et que chacun se sent tenu de lui obéir.

On ne conteste guère que la destinée de l'homme ne réside dans l'accomplissement de cette loi qui s'impose à toute créature libre et raisonnable. Les plus grands philosophes ont été d'accord, ou peu s'en faut, sur l'existence du devoir, et même sur les caractères essentiels qui distinguent ce mobile des autres mobiles de nos actions. La question à laquelle s'est attaché M. Beaussire est plus délicate et plus controversée : D'où vient que le devoir a la force de m'obliger ? De quelle autorité emprunte-t-il ce pouvoir ? De quel droit me commande-t-il ? Je vois des actions indifférentes, qui me semblent livrées à la fantaisie de chacun. Je vois des actions sublimes, qui tiennent de la sainteté ou de l'héroïsme et passent la portée commune. Je vois, enfin, des actions strictement obligatoires pour tous les hommes : car, dès que l'on y manque, la conscience crie : *Tu fais mal*. D'où naît l'ascendant impérieux de cette loi, qui, sans contraindre personne, lie tout le monde ?

La plupart des philosophes ont répondu : C'est dans la *raison humaine* qu'est la racine de l'obligation morale.

Quelle autre puissance, en effet, nous donnerait ce principe universel et nécessaire que nous cherchons ?

Serait-ce la sensibilité ? Elle est passionnée, inconstante et mobile. Elle varie selon les tempéraments, les âges, les circonstances ; elle change avec les temps, les lieux, les personnes : elle ne peut donc fournir une règle inflexible, une loi fixe, invariable.

Serait-ce le libre arbitre ? La liberté de l'homme, capable du bien et du mal, n'est-elle pas la force même qui doit être liée par l'obligation ? Elle ne saurait donc fonder l'obligation, puisqu'elle la subit.

Reste la raison, seule puissance, en effet, qui ait en nous le privilège de concevoir l'éternel, l'absolu, le parfait.

Bien des écoles ennemies se sont partagé, dans l'histoire, le champ

de la philosophie ; bien des doctrines rivales se sont produites tour à tour dans le monde. Mais il est un point où sont venus se rallier les systèmes les plus divers, et c'est celui-là : Aristote et Platon, Descartes et Leibniz, se sont accordés pour établir le devoir sur une conception de la raison humaine, pour tirer la règle suprême de toute morale des vérités éternelles que Dieu a gravées dans tous les esprits.

Telle n'est pas cependant la doctrine qu'a soutenue M. Beaussire ; et, malgré l'autorité imposante de ces grands noms, il a essayé de faire revivre une théorie combattue avec beaucoup de force par Leibniz, celle que le savant jurisconsulte Samuel Pufendorf a développée, très-imparfaitement, il est vrai, dans son *Traité du droit de la nature et des gens*, et dans ses *Éléments de droit naturel*.

Reprenant ce grand débat sous une forme plus rigoureuse et plus scientifique, M. Beaussire ne s'est pas contenté de préciser et de compléter la thèse de Pufendorf et de son disciple Barbeyrac, de combattre comme eux, et plus fortement encore, la théorie de Leibniz : il s'est attaqué à tous ceux qui ont adopté le même principe, et s'est efforcé de réfuter, sous toutes les formes qu'elle a revêtues, la doctrine qui place le fondement de l'obligation morale dans la *raison*.

I.

Le bien et le juste, suivant Leibniz, résident dans l'essence de Dieu, lors même qu'il n'aurait créé aucun être. Ce sont des vérités éternelles, qui font partie de l'entendement divin. Et comme le caractère du juste est d'être essentiellement *obligatoire*, *Dieu lui-même est obligé* ; il ne peut pas ne pas être juste.

Qu'est-ce que notre raison ? Un rayon de l'entendement divin. Cette raison, bornée, imparfaite, voit cependant, par un privilège vraiment merveilleux, les vérités éternelles et absolues qui résident dans la raison infinie. Elle y voit donc le bien, le juste, comme toutes les autres vérités nécessaires qui sont en Dieu. Et dès que le bien lui apparaît, elle le conçoit comme obligatoire, parce que telle est en Dieu même l'essence du bien.

Ainsi la loi morale s'explique simplement par la lumière de la raison éternelle que Dieu a allumée dans nos esprits ; et les principes que ma raison me révèle ne s'impose pas seulement à mon intelligence, forcée de donner au vrai son adhésion, ils assujettissent encore ma volonté, qui est obligée de les suivre comme règles de sa conduite.

« Dieu, dit Leibniz, est l'auteur du droit, non par sa volonté, mais par son essence, de la même manière qu'il est l'auteur de la vérité. . . . »

« La cause efficiente du droit est la lumière éternelle que Dieu a allumée dans nos esprits. »

Les objections que M. Beaussire oppose à ce redoutable adversaire, en s'inspirant de Pufendorf et de Barbeyrac, ne sont pas moins précises.

Suivant M. Beaussire, la raison est impuissante à fonder une morale qui oblige l'homme et lui impose des devoirs, parce qu'elle sort de son domaine lorsqu'elle prétend porter des lois et assujettir la volonté à son empire. Pour commander à une volonté, il faut une autre volonté et une volonté souveraine. La raison m'éclaire, me conseille : elle ne m'oblige pas. En lui désobéissant, je fais une erreur, une absurdité peut-être, mais non pas une faute. Elle me dit ce qu'il me faut croire, elle ne me prescrit pas ce que je dois faire ; elle n'en a ni la puissance ni le droit.

Pascal a dit avec ironie :

« La raison nous commande bien plus impérieusement qu'un maître, car en désobéissant à l'un on est malheureux, et en désobéissant à l'autre on est un sot. »

Rien ne saurait faire comprendre plus clairement la doctrine soutenue par M. Beaussire. En désobéissant à la raison, je ne serais qu'un sot. Pour devenir coupable, il faut que je désobéisse à un législateur, investi d'une autorité que je respecte. En un mot, l'obligation de faire le bien ne peut être imposée à l'homme que par *un décret de la volonté divine*.

Dire, avec Leibniz, que la raison humaine suffit à fonder l'obligation morale, parce que son essence est de concevoir les vérités éternelles, parce qu'elle contemple en Dieu le bien, le juste, et par conséquent l'obligation qui en dérive nécessairement, c'est confondre l'idée du *bien* avec l'idée du *juste*.

Considérez l'homme : sa raison conçoit l'idée du bien. Mais tout ce qui est bien n'est assurément pas obligatoire pour lui. Cette partie du bien que la conscience lui prescrit rigoureusement d'accomplir, est seule obligatoire à ses yeux ; le reste est sainteté, héroïsme : ce n'est plus ce qu'on nomme strictement *le devoir*. Il ne suffit donc pas, comme le prétend Leibniz, que le bien soit conçu par la raison pour devenir obligatoire, puisque le devoir strict n'embrasse qu'une partie du bien.

Considérez Dieu, maintenant : Leibniz veut que le bien, le juste, et l'obligation qui en dérive, soient en Dieu comme les autres vérités nécessaires. Il y a confusion. Dieu est le type du bien, l'idéal de la perfection ; mais il n'est pas vrai de dire que l'obligation fasse partie de l'essence divine, car l'obligation suppose une volonté faillible : or, il n'y a pas de faute possible en Dieu ; une responsabilité : or qui demanderait compte à Dieu de sa volonté ? enfin, une sanction : or, quelle force commanderait à la puissance divine ?

La volonté de Dieu se porte essentiellement au bien, c'est pourquoi il n'y pas pour elle d'obligation. Mais la volonté de l'homme étant

faillible, il a fallu lui prescrire ce qu'elle doit faire, ce qu'elle doit éviter.

« Qui ne sent, dit M. Beaussire, qu'un commandement divin doit » avoir bien plus d'influence qu'une conception rationnelle, pour » obliger la volonté et pour maintenir les passions ? D'un côté, nous » sommes soumis à un être vivant qui nous a créés, qui nous conser- » ve, qui nous aime, pour qui nous pouvons ressentir des mouve- » ments d'amour et de reconnaissance ; ses lois se révèlent à nous » comme des décrets inviolables, et comme des marques de sa bonté. » De l'autre, c'est une puissance abstraite et presque impersonnelle, » qui ne porte qu'un nom général, le nom de *raison*. Quand l'idée gé- » nérale du juste qu'elle nous fait concevoir aurait le pouvoir de nous » obliger en se manifestant à notre esprit, cette conception sublime, » mais sans vie, aurait-elle la précision sur l'efficacité d'un comman- » dement de Dieu ? » (Pag. 12, 13.)

Capable d'apercevoir des règles, sans autorité pour les prescrire par elle-même, la raison n'est autre chose que la faculté de connaître. Fût-elle infallible comme la raison divine elle-même, elle n'en resterait pas moins impuissante à commander. Son rôle est de discerner le bien et le mal, non d'ordonner à la volonté de pratiquer l'un et d'éviter l'autre ; et sa puissance naturelle ne va qu'à distinguer la vérité de l'erreur.

D'ailleurs, la raison de l'homme n'est-elle pas, comme le reste de sa nature, imparfaite et bornée ?

Les philosophes qui ont voulu faire de l'obligation morale un commandement de la raison, sont tombés dans cette erreur dangereuse d'attribuer à la raison elle-même le caractère des vérités qu'elle connaît. Ils ont presque identifié la raison humaine avec la raison divine, en supposant entre l'une et l'autre une communication constante, mystérieuse, arbitraire.

Ils ont compris que la raison ne pouvait prétendre à une autorité souveraine sur les actions de l'homme, si elle n'était qu'un attribut borné de notre nature bornée. Pour justifier une semblable puissance, il a fallu lui attribuer quelque chose de surhumain, la supposer éclairée par une lumière divine, et ne lui laisser en quelque sorte rien d'humain, rien de personnel.

« C'est une impiété, s'écrie Malebranche, que de dire que cette raison universelle, à laquelle tous les hommes participent et par laquelle seule ils sont raisonnables, soit sujette à l'erreur. »

M. Beaussire combat cette exaltation imprudente de la raison humaine, sans rien retirer à notre faculté maîtresse de sa dignité et de sa grandeur véritable ; et il montre que si son objet est vraiment divin, elle n'en reste pas moins une faculté humaine et faillible.

« Elle perçoit des vérités nécessaires, absolues, universelles, mais

» elle ne fait pas ces vérités, et on a aucun motif de lui attribuer les mêmes caractères. »

« ... On se fonde sur le caractère universel et nécessaire des idées de la raison, pour attribuer les mêmes propriétés à la faculté qui les forme... Une idée est nécessaire quand son objet est nécessaire, de même qu'elle est contingente quand elle représente un objet contingent. L'intelligence est toujours la même... Pourquoi certaines idées se trouvent-elles dans toutes les intelligences? C'est que leur objet est présent à toutes les intelligences. Cela prouve l'immensité de l'objet, non celle de l'esprit qui le connaît. »

La raison humaine, essentiellement faillible, faite pour connaître, non pour ordonner, ne peut donc tirer d'elle-même la loi qui oblige notre volonté. Mais ne peut-elle pas transmettre à l'homme cette loi, aperçue en Dieu ?

Elle le peut sans doute, si on reconnaît, avec M. Beaussire, que cette loi est un commandement divin, si l'on admet que la raison, en apercevant l'obligation morale comme une vérité universelle, en trouve l'origine dans la volonté de Dieu. Mais, dans cette hypothèse, l'obligation morale n'est plus fondée sur la raison, sur la nature des choses : elle devient une prescription volontaire du créateur. Ici la doctrine de Leibniz, au contraire, la raison nous fait connaître seulement l'essence de Dieu, les attributs de la nature divine ; et l'obligation, on l'a vu plus haut, n'est point un attribut de Dieu.

Fonder ainsi le devoir sur une prescription qui émane de la volonté divine, sur le commandement d'un supérieur, n'est-ce pas, objecte Leibniz, donner à la morale une base arbitraire ? Le mal serait-il donc le bien, s'il plaisait à Dieu d'ordonner qu'il en fût ainsi ?

Non, répond M. Beaussire. Le bien est dans la nature de Dieu : il ne saurait s'y soustraire sans se contredire lui-même. Mais la loi morale n'est pas le bien. Elle est cette partie du bien que Dieu nous prescrit d'accomplir, par un décret de sa volonté libre. Il ne nous commande pas tout ce qui est bien, à cause de l'imperfection de nos volontés ; mais il ne nous commande que ce qui est bien, et conforme à sa perfection infinie. C'est ainsi que la raison a sa part dans la détermination de la loi morale.

Après avoir combattu la doctrine qui cherche dans la raison le fondement de la loi morale, M. Beaussire s'attache à réfuter les théories particulières qui ont voulu fonder l'obligation morale sur tel ou tel principe rationnel.

Les uns ont pris pour base l'idée de l'*ordre universel*, en vertu de laquelle chaque être doit tendre vers la fin qui lui a été assignée. Mais cette loi, qui embrasse la création tout entière, dépasserait les limites de la morale qui ne s'applique qu'à des êtres libres. D'autres ont invoqué l'*idée du bien*, moins vaste que l'*idée de l'ordre*. Mais le bien

lui-même, quoiqu'il soit certainement la matière du devoir, est encore plus étendu que le devoir strict, puisqu'il comprend une foule d'actions d'héroïsme, de sainteté, qui ne sont point obligatoires.

L'idée du *juste* est plus précise en apparence que l'idée du *bien*. Elle est à la fois une notion de la raison et un attribut de la nature divine.

Mais la justice en Dieu n'est point obligatoire ; « Dieu est juste, comme il est bon, comme il est sage, comme il est libre, d'après la loi de sa nature parfaite. » L'homme, au contraire, a le devoir d'être juste, et ce devoir lui est imposé par la loi morale.

L'idée du juste se confond donc, au regard de Dieu, avec l'idée du *bien* en général, et elle rentre alors dans l'hypothèse précédente ; au regard de l'homme, elle se confond avec l'idée du *bien obligatoire*, et suppose alors ce qui est en question.

L'idée du *droit* ne peut pas davantage servir de fondement à la loi morale. Tout droit, en effet, supposant un devoir qui lui corresponde, le droit se mesure sur le devoir et ne saurait l'établir.

Reste l'idée de l'*ordre social*, la loi civile, invoquée par ceux qui, comme Hobbes ou Rousseau, ne reconnaissent ni droits ni devoirs antérieurs à l'établissement des sociétés. M. Beaussire n'a pas de peine à prouver que dans ce cas le devoir disparaît : on n'est plus véritablement obligé, mais contraint par la nécessité, par la force.

Les deux premières hypothèses dépassent la portée de l'obligation morale ; les dernières, loin de l'expliquer, ne se peuvent définir avec précision que par elle.

II.

Mais ici se présente une difficulté nouvelle :

L'obligation morale ne peut être fondée sur les principes que fournit la raison, ni sur la raison elle-même : il faut, pour l'établir, un décret de la volonté divine, un commandement de Dieu. Ce commandement où le trouver ? Sous quelle forme nous apparaît-il ?

Si vous êtes chrétien, israélite ou musulman, la réponse est facile : Dieu a fait connaître à l'homme son commandement par une révélation surnaturelle dont Moïse pour l'israélite, dont J.-C. pour le chrétien, dont Mahomet pour le musulman, a été l'organe.

Mais vous attendez une réponse philosophique : or on vous a démontré théoriquement qu'aucune des puissances qui constituent la nature de l'homme ne peut fournir l'idée d'obligation morale ; on prouve historiquement que tous les systèmes qui ont essayé de fonder la morale sur une des facultés humaines, n'ont donné qu'une base fragile à la loi morale et à la sanction qui doit lui servir de garantie. Et l'ex-

périence pratique de la vie semble dire elle-même qu'il y a eu peu d'hommes pour qui les principes philosophiques aient été un frein suffisant contre leurs passions.

Que reste-t-il à la philosophie? Où fonder sa morale? Faut-il conclure de tout cela que la religion seule peut trouver dans la parole de Dieu révélée à l'homme ce commandement précis que nous cherchons?

Non, dit le philosophe. Eh bien, puisqu'il ne s'agit pas ici du commandement surnaturel dicté à Moïse sur le Sinai, rattachez donc à quelque attribut de notre nature cette obligation morale. Il ne suffit pas de dire qu'elle est fondée sur une prescription de la volonté divine : montrez-nous quelque part cette prescription, que nous puissions la reconnaître et lui obéir !

Cette difficulté n'a pas échappé à M. Beaussire. Il en fait l'aveu dès l'introduction de son livre :

« Si l'on refuse à la raison le droit de commander à la volonté ; si l'on cherche les règles de la morale, non dans les vérités éternelles que Dieu a gravées dans tous les esprits, mais dans les lois inviolables auxquelles il a voulu nous assujettir, ne sacrifie-t-on pas la philosophie? N'invoque-t-on pas un principe purement théologique? » (Pag. 14.)

Voyons comment il a résolu le problème, en le renfermant, comme il l'avait annoncé, dans les limites de la philosophie.

C'est dans la conscience que nous avons de notre liberté, et dans la responsabilité qui en est la suite, que M. Beaussire trouve la manifestation de ce commandement divin.

« En concevant, dit-il, l'imputabilité de nos actions, nous ne nous demandons pas seulement quelles actions nous sont imputables, mais devant qui nous avons à en répondre. » (Pag. 143.)

« ... Notre responsabilité ne saurait nous être imposée par une cause fatale, mais seulement par une volonté libre... » (*Ibid.*)

« ... Si nous écartons toute influence fatale, nous ne pouvons être soumis dans notre détermination qu'à la volonté des autres hommes, à la nôtre, ou à celle de Dieu. » (Pag. 135.)

Or, nos semblables sont des hommes comme nous. « Leur volonté est imparfaite, arbitraire, sujette à faillir. » (Pag. 136.)

« Si ce n'est pas devant les hommes, sera-ce devant nous-mêmes que nous aurons à répondre ? » (Pag. 136.)

« ... Cette responsabilité de l'homme devant lui-même est souvent le seul frein qui retienne dans le devoir certaines natures désordonnées. »

« ... Certains hommes croiraient se manquer à eux-mêmes, s'ils n'exigeaient pas de leur volonté l'observation de certains devoirs. » (Pag. 137.)

« Mais faut-il voir dans cette acceptation l'origine du devoir ? » (Pag. 138.)

« ... Voici l'obligation, si elle dépend des lois que la volonté s'im-

» pose à elle-même, soumise à tous les hasards, à tous les caprices
 » d'une libre détermination. » (Pag. 139.)

Or, nous sentons que notre responsabilité demeure invariable,
 « qu'elle subsiste toujours la même, au milieu des règles arbitraires que
 » nous recevons des autres hommes ou qui nous sont imposées par notre
 » propre volonté... »

« Il faut donc que la volonté devant laquelle nous nous sentons res-
 » ponsables, soit exempte de tout changement comme de toute imper-
 » fection, et que tous les commandements tendent nécessairement au
 » bien. Il faut, en un mot, que ce soit la volonté de Dieu. » (Pag. 141.)

C'est ainsi que M. Beaussire explique la connaissance de l'obligation. La raison ne la perçoit pas directement en elle-même, mais dans la conscience que nous avons de notre libre arbitre et de la responsabilité qu'il entraîne. Ce n'est pas la responsabilité qui fonde l'obligation, mais elle l'atteste, elle la suppose, elle en est la suite nécessaire.

« Or, de même qu'on va en physique des effets aux causes, nous
 » pouvons aussi partir de ce fait pour remonter jusqu'à des causes, c'est-
 » à-dire jusqu'à l'autorité devant laquelle nous sommes responsables et
 » qui nous impose nos devoirs. » (Pag. 133.)

Ce dernier chapitre nous a paru la partie faible de l'ouvrage. Faut-il en accuser l'auteur? Faut-il s'en prendre à la philosophie elle-même?

« On se défie, nous dit M. Beaussire, de la morale philosophique : on
 » lui reproche d'être à la fois impuissante et dangereuse, de manquer
 » d'autorité pour diriger la conduite des hommes, et de leur inspirer une
 » confiance aveugle dans leurs lumières individuelles. On lui demande
 » quelquefois de sages conseils, de nobles enseignements, mais on ne
 » croit pas en général que ses préceptes soient assez efficaces pour com-
 » mander aux passions, pour obliger sa volonté. C'est en quelque sorte
 » une science de luxe, qui ne s'adresse qu'aux esprits cultivés ; ce n'est
 » pas la morale populaire qui doit servir de règle à tous les hommes. »
 (Pag. 4.)

La théorie que M. Beaussire a développée, serait-elle à l'abri de cette critique?

Il semble aisé d'établir qu'un commandement divin d'où naît le devoir est au fond de nos consciences. Mais dire comment il s'y trouve et, par-dessus tout, en quoi il consiste, sous quelle forme il se révèle à notre raison, voilà le nœud difficile à trancher. Quand la réponse de M. Beaussire serait satisfaisante sur le premier point, l'est-elle également sur le second? Ce commandement de Dieu, révélé à l'être libre par la conscience de sa responsabilité, en reste-t-il moins vague, la raison qui doit l'interpréter moins sujette à l'erreur, et la philosophie qui ne relève que de cette raison faillible, moins embarrassée pour donner à sa morale la précision et l'autorité d'une loi inviolable pour tous?

Enfin, quelles conséquences tirer de cette longue discussion si, par-

venu au terme, on trouve que, fondée sur la raison ou sur un commandement de Dieu, la morale philosophique n'est guère plus infail-
lible? Voici, je crois, sur ce point, la véritable pensée de l'auteur du *Mémoire* : son but a été de faire sentir le danger pour l'homme d'iso-
 ler les vérités morales de l'idée de Dieu, et de les assimiler aux vérités
 de l'ordre logique.

Sans doute, les vérités de la raison empruntent de Dieu seul leur cer-
 titude logique ; mais il est évident que, dans la pratique, nous n'avons
 pas besoin de recourir à Dieu pour admettre comme des vérités évi-
 dentes par elles-mêmes, que le tout égale la somme de ses parties ou
 que la partie est plus petite que le tout.

Si donc, comme Leibniz, on fait simplement de l'obligation morale
 une vérité de raison, on la rattachera en principe à Dieu, par un lien
 métaphysique ; mais, dans la pratique, on oubliera ce lien, et l'on arri-
 vera à se passer de Dieu. Dès lors, la violation de la loi, si la loi est
 conçue comme quelque chose de purement intellectuel, semblera une
 sottise plutôt qu'une faute ; et le coupable, au lieu de dire : *j'ai péché*,
 au lieu de reconnaître que sa volonté a failli, s'excusera en rejetant le
 mal sur une erreur de son entendement.

Concevez au contraire l'obligation comme un commandement :
 pourrez-vous séparer le commandement de l'Être souverain qui com-
 mande et se réserve de juger ?

Il n'y a pas un devoir, pas une vertu rigoureusement obligatoire
 pour celui qui ne voit pas en Dieu le principe et la fin de l'homme.

Si vous isolez ma raison de l'idée d'un être parfait qui m'appelle à
 des destinées plus hautes, pourquoi vaincrais-je mes désirs et m'abstien-
 drai-je de jouir des biens de ce monde ? Pourquoi respecter le droit
 d'autrui ou soulager les souffrances des autres hommes, si je ne vois
 en Dieu un père commun pour tous les hommes ? Pourquoi garder la
 foi donnée, si je ne me crois placé sous le regard de celui qui ne trompe
 jamais et que l'on ne saurait tromper ?

Il n'y a pas grand danger à ce que la logique oublie Dieu. Les vé-
 rités qui sont de son domaine forcent l'assentiment de notre raison.
 Mais, sans Dieu, la morale est bien vite envahie par nos passions, car
 elle leur fait violence.

Chose étrange ! cette autorité que doit donner à la loi morale l'idée
 toujours présente du Dieu qui la prescrit, a conduit Kant à isoler la
 morale de l'idée de Dieu : il a craint que « Dieu et l'éternité, dans leur
 » majesté redoutable, étant sans cesse devant nos yeux, nous n'eussions
 » plus de lutte à soutenir. » M. Beaussire réfute sans peine cette objec-
 tion bizarre.

« Kant, on peut le dire, se bat ici contre des fantômes ; nous croyons
 » théoriquement à l'existence de Dieu ; nous reconnaissons en lui notre
 » maître suprême, et cependant nous ne sentons pas, en présence de sa

» majesté redoutable, cet apaisement de nos passions, cette victoire complète de la loi qui semble à l'illustre philosophe la ruine de notre mérite moral. C'est que Dieu est à la fois trop près et trop loin de nous : trop près, car son action toute-puissante s'exerçant sans cesse sur nos âmes, nous devient insensible et se confond avec notre nature ; trop loin, car ces grands coups qui nous font surtout sentir sa puissance, n'éclatent jamais qu'à des intervalles éloignés, comme ces grandes mesures de justice et de bienfaisance qui révèlent de temps en temps à un peuple la sollicitude de son souverain. Or, les observateurs de la nature humaine savent combien un objet prochain, quel que soit son peu de valeur, a de force pour nous déterminer, quand il n'est opposé qu'à une crainte ou à une espérance dont la réalisation doit longtemps se faire attendre. N'ayons donc pas peur qu'en attribuant à la volonté de Dieu l'origine de l'obligation, nous devenions jamais trop vertueux. Dieu nous ferait sentir plus directement encore sa puissance irrésistible, que la passion saurait toujours élever la voix et nous forcer à de continuels combats. » (Pag. 155.)

On voit par tout ce qui précède, comme par cette dernière citation, que M. Beaussire a voulu donner à la morale philosophique, sinon l'infaillibilité, à laquelle aucune science humaine ne peut prétendre, au moins un caractère plus pratique, et je dirai presque, plus religieux. Le lecteur jugera s'il a atteint ce but.

Renvoyant ceux qu'intéressent ces grands débats à l'ouvrage même de M. Beaussire, nous dirons seulement ici que ce travail a le mérite à nos yeux, sinon d'avoir résolu le grave problème qu'il s'était posé, au moins d'en avoir préparé la solution par de savantes recherches, et surtout de venir troubler, au nom de la philosophie elle-même, la quiétude de certains philosophes qui se reposent avec complaisance sur une conception du devoir, flottante et vague en théorie, stérile et impuissante en pratique.

Rapport lu par M. Genevey dans la séance du 9 mars 1856.

PROGRAMME D'UN COURS DE PHILOSOPHIE PAR M. L'ABBÉ BOURGEAT.

M. l'abbé Bourgeat fit hommage à l'Académie delphinale, il y a quelques années, du premier volume de son *Histoire de la philosophie*. Dernièrement, il lui a envoyé le programme du cours qu'il a fait, pendant longtemps, au collège d'Oullins ; c'est assez vous dire que les études philosophiques ont occupé presque entièrement sa vie ; c'est vous dire par là même qu'elle a été sérieuse et laborieuse, qualités dont il faut toujours tenir grand compte, surtout à une époque où elles sont assez rares. Je vais essayer, Messieurs, de vous donner une idée du livre de M. Bourgeat ; mais auparavant, et ce ne sera pas sortir de mon

sujet, je me permettrai quelques réflexions sur la philosophie et les études philosophiques.

La philosophie est quelque chose d'élevé : l'amour de la sagesse n'est-il pas ce qui peut donner à l'homme une haute idée de ses devoirs, ainsi que des facultés qu'il tient de Dieu ? Nous apprenons par là, d'abord, qu'il y a dans le monde une sagesse se manifestant par des lois qui s'appliquent à toutes les choses de la vie. Une sagesse qui embrasse, par ses prescriptions et son gouvernement, l'ordre moral aussi bien que l'ordre physique du monde ; qu'il y a une sagesse qui répond à nos facultés comme à nos besoins, qui nous ennoblit d'autant plus que nous nous en approchons davantage, et qui nous laisse toujours beaucoup à désirer et à obtenir, alors même que nos travaux nous ont fait avancer assez loin dans le chemin du progrès. Il y a une sagesse qui n'est pas nous, mais à laquelle nous devons nous unir ; qui ne nous appartient pas par sa nature, mais qui peut devenir notre bien et enrichir notre âme, que, dès lors, nous devons aimer, nous devons rechercher. Or, telle est la philosophie, telles doivent être les études philosophiques ; tout cela est indiqué par cette définition : l'amour de la sagesse.

Mais, d'un autre côté, cette définition soulève, lorsqu'on l'examine attentivement, une infinité de questions, et par là même de difficultés, puisque toute question a les siennes. Ce mot *sagesse* parle à notre âme un langage qui répond à ses plus nobles instincts ; rien de plus vrai : mais qu'est-ce que la sagesse ? Là se trouvent, pour nous, les premiers embarras. En effet, l'homme la trouvera-t-il chez lui ou chez les autres ? S'il écoute ce que lui dira sa raison, il trouvera beaucoup d'obscurités, beaucoup d'incertitudes, il se trouvera sujet à beaucoup de changements. S'il écoute les autres, de combien de contradictions ne sera-t-il pas témoin ? Quelle différence ne remarquera-t-il pas dans les idées humaines ? Et, à la vue d'un spectacle si décourageant, ne sera-t-il pas tenté de dire comme Job : « Apprenez-moi où est la Sagesse, si vous le savez ; dites-moi le lieu qu'elle habite, si vous le connaissez. »

Si, en effet, celui qui se livre aux études philosophiques veut consulter l'histoire de la philosophie, et il le faut bien, sous peine de n'avoir qu'une science très-incomplète, il verra, soit dans les temps anciens, soit dans les temps modernes, les philosophes, qui, tous, se disent amis de la sagesse, qui tous prétendent chercher la vérité, se partager en mille sectes, non-seulement diverses, mais très-opposées, comme si la sagesse pouvait être différente d'elle-même, comme si la vérité pouvait être opposée à la vérité. Aussi en est-il, dans notre temps, qui, entraînés sur cette pente jusque dans l'abîme, n'ont pas craint de dire que la négation et l'affirmation sont la même chose, niant ainsi l'intelligence humaine autant qu'ils le peuvent.

Et pourtant, malgré ces difficultés, malgré ces contradictions, la philosophie a toujours eu pour les esprits élevés le même attrait ; on a toujours vu l'homme d'intelligence s'adonner à ces études avec un véritable entraînement. C'est que, malgré tout, la sagesse existe ; c'est que, malgré tout, s'occuper de la vérité, non-seulement pour la recevoir et pour la connaître d'une manière positive, si l'on peut parler ainsi, mais pour en scruter les raisons, pour en découvrir les convenances, pour en acquérir, enfin, une connaissance scientifique, autant qu'on peut y parvenir, a toujours paru à l'intelligence humaine le plus légitime comme le plus noble exercice de ses forces.

Sans doute, la philosophie ne peut pas tout ce que des hommes d'un grand génie lui ont attribué autrefois, tout ce que des hommes d'élite lui attribuent encore aujourd'hui. Non, elle a ses misères et ses infirmités, comme tout ce qui tient à nous, et je viens de les indiquer. Il ne paraît pas, qu'en fait, la philosophie ait jamais rien découvert de bien important ; que, théoriquement, la raison, éclairée par cette lumière vraie quoique faible, puisse aller jusqu'à tel degré ou jusqu'à tel autre ; je ne pense pas qu'on doive guères s'en inquiéter, ni se faire la guerre pour cela, attendu que les hommes n'ont point eu besoin de la philosophie pour connaître les vérités nécessaires à leur vie intellectuelle et morale. Les philosophes ont travaillé sur un fond existant avant eux ; ils l'ont corrompu quelquefois, l'histoire nous l'apprend ; mais ils ne l'ont guères enrichi ; et Descartes, malgré le travail qu'il prétend avoir fait pour dépouiller son esprit de toute connaissance antérieure, n'a rien inventé. Il n'a pu faire autre chose qu'établir une méthode de contrôle ; aller plus loin, aurait été de sa part, comme de celle de tout autre, une prétention peu justifiée.

Mais, ne repoussons point la philosophie parce qu'on a exagéré ses droits et son pouvoir, elle sera toujours une des grandes richesses de l'intelligence. Sans elle, nos connaissances perdraient une grande partie de leur valeur ; sans elle, ce que nous savons rationnellement et par des moyens scientifiques, ce dont nous pouvons nous rendre compte, ce que nous pouvons nous démontrer, resterait à l'état d'empirisme, et notre intelligence ne peut s'en contenter. Aussi, bien que ce soit un malheur de voir régner si peu d'accord parmi les philosophes, d'en voir même quelques-uns arriver à la négation complète de toute vérité, l'esprit humain a néanmoins toujours connu dans quelle estime il devait avoir la philosophie ; il a toujours su qu'on pouvait être un vrai philosophe sans tomber en des excès que la raison elle-même réprouve ; il a toujours su que si l'accord en tout et partout n'était pas toujours possible, il pouvait cependant exister, et que, pour les esprits droits, il existe sur les questions importantes, sur ce qui fait la vraie dignité de la nature humaine.

Voilà pourquoi on a toujours cru qu'un cours de philosophie devait

nécessairement terminer l'éducation des jeunes gens. Leurs humanités étant finies, on a toujours voulu leur faire exercer leur raison sur les fondements de nos connaissances, sur les questions qui doivent nous apprendre ce que nous sommes. Sans doute, sur tout cela, la religion dit à l'homme tout ce qu'il doit savoir, et va plus loin que la philosophie, mais quand on a soin de ne point séparer l'une de l'autre; et rien n'est plus facile, car toutes nos connaissances ont la même source, et, venant de Dieu, doivent nous conduire à la même fin; la philosophie, avec sa méthode rationnelle, fortifie l'esprit, lui apprend à se rendre compte de ce qu'il croit, lui fournit les moyens de démêler et de combattre les sophismes, lui apprend à considérer les objets, soit en eux-mêmes, soit dans leurs rapports avec d'autres, et l'on devra convenir du mérite d'un semblable exercice et de la valeur de semblables connaissances.

La mission d'un professeur de philosophie est donc bien grande et bien belle. Celui qui la comprend et à qui le ciel a donné une intelligence assez forte et un esprit assez droit pour la remplir, mérite bien de l'humanité. Un professeur de philosophie est bien coupable quand il méconnaît ses devoirs; mais quand il les connaît et qu'il leur est fidèle, il a droit à une véritable reconnaissance. C'est une fonction pénible qu'il remplit; elle exige de lui un travail approfondi et fatigant, il cultive, avec beaucoup de sueur, le champ des jeunes intelligences, et il est heureux quand il a pu y développer une raison droite, amie de la vérité, et assez éclairée pour ne point se laisser séduire par des erreurs qui se présentent trop souvent sous tous les dehors de la vraisemblance.

Voilà ce que M. Bourgeat s'est proposé, et ce que, pendant les longues années de son professorat, il a regardé comme la fin de son enseignement. On peut connaître la marche qu'il a suivie par le livre qui contient son programme et que nous avons sous les yeux. La pensée fondamentale qui l'a inspiré, est exprimée par les paroles de Lac-tance, qui servent d'épigraphe à son livre: « Les hommes se trompent, » dit ce Père de l'Eglise, ou parce qu'ils reçoivent la religion sans s'occuper de la philosophie, ou parce qu'ils étudient la philosophie sans tenir compte de la religion; car il ne faut pas séparer l'une de l'autre. » Et, en effet, il est aisé de voir que tous ceux qui étudient la religion font un grand usage de la vraie philosophie. Nous ne trouvons aucun théologien qui n'ait été en même temps un véritable métaphysicien; non pas sans doute qu'on soumette, en quelque degré que ce soit, les vérités révélées à la philosophie; mais on peut dire que, par le moyen d'une logique exacte et d'une bonne métaphysique, on les élucide, on en voit plus facilement la portée, on en découvre les convenances, en un mot, on montre combien elles conviennent à l'esprit humain, et quelle force elles lui donnent.

Celui, au contraire, qui veut étudier la philosophie sans tenir compte de la religion ; qui veut opérer entre l'une et l'autre une séparation que l'orgueil humain est seul à demander, peut être assuré qu'il sera d'une faiblesse extrême, ou qu'il ne tardera pas à se tromper. Je pourrais citer ici des noms et des faits, pour prouver ce que j'avance ; mais je le crois inutile. Sans doute il ne faut point confondre la théologie et la philosophie ; dès qu'il y a deux mots, il y a deux choses. Par là même qu'on désire l'union de la théologie et de la philosophie, on suppose évidemment qu'elles sont deux, puisque jamais on n'unit que deux termes. L'union n'est pas la confusion ; quoique unies, la théologie et la philosophie conserveront chacune leur nature et leur méthode. C'est là ce que M. Bourgeat a voulu et il n'a rien voulu que de légitime.

Il divise son cours, non pas d'une manière nouvelle, mais de la manière qui paraît la plus raisonnable. Il s'occupe en commençant des facultés de l'âme, et, à ce sujet, il traite de sa spiritualité. Ensuite il développe les lois de la logique. Or, rien de plus nécessaire que ce travail ; car, quoiqu'il y ait en chacun de nous une logique naturelle dont tout le monde fait usage, la connaissance des règles qui doivent nous diriger dans le raisonnement, n'en est pas moins importante. Un esprit jeune, ardent, dans lequel l'imagination domine, en a surtout le plus grand besoin ; c'est la logique qui le fortifie, qui le dirige ; sans elle, les plus belles connaissances ne servent à rien ; c'est encore une vérité d'expérience. En traitant de la logique, M. Bourgeat ne pouvait passer sous silence ce qui tient à la certitude, question si importante qui au premier aspect paraît si claire et qui est si difficile. Il s'arrête, dans son enseignement, à une doctrine conciliatrice qui réunit ce qu'on avait voulu séparer : Dieu, la société, la raison individuelle. A-t-il tort de penser ainsi ? Il faudrait de grandes raisons pour l'établir. Il semble, au contraire, que sa doctrine éclaircit beaucoup d'obscurités. On ne peut, au reste, s'étendre, dans un simple rapport, sur tant de sujets ; car M. Bourgeat, n'ayant jamais publié qu'un programme, on serait exposé à faire un livre plus volumineux que le sien.

M. Bourgeat traite ensuite de la Théodicée ; il donne les preuves communes et ordinaires, et par conséquent les bonnes, de l'existence de Dieu. Il réfute l'athéisme, le polythéisme, le panthéisme, le manichéisme, erreurs qui, toutes, attaquent l'idée de Dieu dans son essence. Il s'occupe ensuite des attributs divins, comme on l'a fait jusqu'à présent dans tous les cours de philosophie. En parlant des attributs de Dieu, il a une leçon sur la Trinité. Il n'a point voulu soutenir que la raison humaine pût, par ses propres forces, parvenir à la connaissance de ce dogme ; il n'a point voulu, non plus, en donner des preuves directes, tirées des lumières de la raison ; il a voulu prouver seulement que la raison pouvait trouver dans la notion de ce dogme de grands secours pour traiter

avec plus de sûreté, plus de grandeur, les questions qui sont de son domaine. En faisant ainsi, il a marché sur les traces des hommes les plus célèbres, et en particulier de Bossuet, dont tout le monde connaît les *Elévations sur les mystères*, ouvrage de la plus haute théologie unie à la plus riche philosophie.

Ensuite, M. Bourgeat parle de l'anthropologie, de la morale et même de la politique. Il est, en effet, bien raisonnable que l'homme se connaisse lui-même autant qu'il le peut. Mais, étant parvenu à cette connaissance, il est amené naturellement à étudier les lois de la morale. L'homme ne peut se connaître sans voir qu'il est lié par des rapports nécessaires, soit avec l'Etre souverain qui est sa cause, soit avec d'autres êtres raisonnables comme lui, ou irraisonnables; et de ses rapports naissent forcément des devoirs. Le philosophe qui ne s'en préoccuperait point, se livrerait à des recherches bien stériles. Mais l'étude de la morale reporte aussi naturellement l'homme à Dieu, pour trouver dans sa loi la vraie source des obligations. Tous les systèmes conçus en dehors de ces notions, sont faibles, et même ils donnent lieu à des conséquences que leurs auteurs seraient les premiers à repousser.

Comme dans les anciens cours de philosophie, M. Bourgeat n'abandonne point son sujet, sans parler de ce que nous appelons la religion naturelle, de la possibilité de la révélation et de la connaissance des preuves qui lui servent de fondement. En traitant toutes ces questions, il n'a point tracé une route nouvelle, on l'a suivie bien souvent avant lui; car, puisqu'il y a une révélation faite aux hommes, on peut la considérer sous deux rapports: d'abord en ce qui concerne sa doctrine, prise en elle-même, et dont un grand nombre de points surpassent les forces de la raison; en second lieu, on peut examiner ce que la raison saisit, ce qu'elle se démontre, afin d'arriver, par ce moyen, à une connaissance plus parfaite; car, si la raison et la révélation étaient séparées par un espace infranchissable, évidemment il ne faudrait plus parler de religion révélée; elle serait, en ce cas, un non-sens. La révélation s'adresse à l'homme, c'est-à-dire, à une créature raisonnable, donc la raison peut et doit s'en occuper d'une certaine manière; si elle ne comprenait rien, si elle ne saisissait rien, elle ne pourrait non plus rien croire.

Cette méthode était généralement suivie autrefois dans les cours de philosophie; on ne voit pas ce qu'on gagnerait à y renoncer, on voit bien plus clairement ce qu'on pourrait y perdre. Toujours est-il, sans vouloir entrer en d'autres détails qui probablement nous entraîneraient trop loin, que M. Bourgeat, agissant comme presque tous ses devanciers, a eu les mêmes raisons qu'eux, raisons qu'on pourrait défendre sans avoir à craindre de trop graves objections.

Enfin, M. Bourgeat termine par une histoire sommaire de la philosophie ancienne et moderne. Si l'histoire des faits nous occupe d'une

manière tout à la fois utile et attrayante, l'histoire des idées et des systèmes n'a pas moins d'utilité et sert bien souvent à expliquer celle des faits. Lorsque certains systèmes ont acquis une autorité plus ou moins grande, ils marquent de leur cachet la vie des peuples qui les ont embrassés. Les idées, les doctrines, finissent toujours par se traduire en actes. Ce qui, à certaines époques, avait passé peut-être pour un simple amusement de quelques esprits ardents et vifs, devient, en d'autres temps, le fond même de la civilisation, et la règle presque générale des intelligences. Il est donc bien important de savoir de quoi les hommes se sont occupés, et quelles traces leurs divers systèmes ont laissées dans l'histoire de leurs temps. Comme aux fruits on connaît l'arbre, aux conséquences on connaît une doctrine. Comme l'eau contenue dans un vase, et que l'on comprime, trouve toujours le moyen de sortir, ainsi en est-il des doctrines que l'on admet théoriquement, et dont on voudrait comprimer et supprimer les conséquences. Vains efforts ! toujours elles paraîtront pour le bien ou pour le mal de ceux qui en auront admis les principes.

On trouve aussi, en étudiant l'histoire de la philosophie, des preuves évidentes de la faiblesse et des bornes de l'esprit humain. Cet enseignement fût-il le seul, on ne devrait point regretter son travail. Enfin et pour terminer, les philosophes étant, comme ils le disent, dans une région de liberté, en profitent pour être rarement d'accord ; on peut donc, si l'on veut, ne pas partager toutes les idées de M. Bourgeat ; mais, par la même raison, il est libre de les avoir, libre de les soutenir.

Ici devait figurer l'*Etude littéraire* de M. Hatzfeld sur les commencements de Corneille ; mais l'auteur étant absent de Grenoble, son travail sera inséré dans la 2^e livraison de 1856.

Etude lue par M. Soupé dans la séance du 25 avril 1856.

SUR LES SATIRES DE REGNIER.

Satire politique, satire littéraire, satire de mœurs : telle est la triple forme sous laquelle se produit la satire, une des plus piquantes expressions de la pensée humaine.

La satire politique n'est qu'un accident dans le monde des idées : elle ne se montre ni chez tous les peuples ni dans tous les siècles. Semblable aux sifflements qui présagent la tempête, elle éclate au milieu des secousses qui bouleversent les sociétés :

sublime protestation de quelques-uns au nom de tous, elle ébranle les tyrans sur leur trône, elle venge les peuples de leurs fers, elle s'élève à Dieu comme un murmure de la conscience publique. Mais son pouvoir est plus énergique que durable; il passe avec les événements qui l'ont provoquée : dès que se dissipe l'orage, on oublie la voix qui poussa le premier cri d'alarme. Ces œuvres, écloses à la hâte, mûrissent rarement et se flétrissent vite; elles se dépouillent peu à peu du mérite de l'actualité qui les recommandait si vivement à la sympathie des contemporains. Chaque jour davantage leurs beautés pâlissent, leurs défauts apparaissent, leur portée morale est méconnue, leur valeur littéraire est dépréciée : elles arrivent froides et obscures devant un nouveau public, qui n'a pour les comprendre ni les mêmes habitudes, ni les mêmes intérêts, ni les mêmes passions qu'autrefois. Loin de remuer encore le cœur, à peine contentent-elles l'esprit; on ne les sent plus, on les juge; que dis-je? on les condamne : au fanatisme de l'admiration succède l'exagération du mépris; d'ordinaire, ici-bas, cesser de servir, c'est cesser de plaire.

La satire littéraire a des conditions de durée meilleures; le succès en est plus lent, mais plus sûr : elle doit moins au présent; elle a plus d'avenir. Les fautes qu'elle attaque sont plus humbles; les haines qu'elle soulève sont moins bruyantes. Ne combattant ses adversaires que sur le terrain du langage ou de l'imagination, elle revient sans cesse à des questions de goût, de style et d'idées, questions curieuses et vivaces, questions d'un éternel à-propos pour quiconque écrit, lit ou pense.

Obligée d'appeler l'exemple à l'appui du précepte, d'instruire ceux qu'elle censure, de faire devant eux ses preuves d'habileté, sous peine de les voir décliner sa compétence, elle rencontre souvent et ne manque jamais l'occasion de déployer de la finesse, de la grâce, de la noblesse, de l'énergie, toutes choses, Dieu merci, dont on tient compte en tous les temps. Pour exciter un intérêt moins variable que la satire politique, est-ce à dire que la satire littéraire soit à l'abri de toutes les atteintes et que les siècles n'aient aucune prise sur elle? Nullement. Ici encore se reproduit et s'exerce ce privilège que nous avons de reviser, de contester, de casser même la sentence des premiers juges, privilège inaliénable, mais dangereux, dont le public est si jaloux et dont il use jusqu'à l'abus. On se demande alors si

ces écrivains, qui s'arrogeaient sur la réputation de leurs confrères, le droit de vie et de mort, étaient réellement, par leur situation, par leurs lumières, par leur probité, à la hauteur de ces difficiles fonctions. On plaint les vaincus, on penche à les croire opprimés, on aime à les trouver innocents. L'esprit humain est naturellement subtil : renverser les gloires établies et relever les renommées détruites, ce sont là deux écueils où il échoue tour à tour. Aussi le sceptre du goût est-il lourd à porter : le sacerdoce de la critique veut une voix grave, un cœur droit et des mains pures ; à moins de parler comme Aristarque, vous êtes sifflé comme Zoïle. Avant d'écouter et de suivre vos arrêts, on cherche d'abord si vous aviez qualité pour les rendre. Ainsi, au XVIII^e siècle, Clément, Fréron, Palissot, épuisèrent leurs efforts et leur vigueur sans ébranler le colosse redoutable de l'Encyclopédie ; leurs noms pesaient trop peu dans la balance de l'opinion : quand ils auraient eu pour eux la raison, ayant contre eux Voltaire, Diderot, d'Alembert, La Harpe, Marmontel, les philosophes et les rieurs, ils devaient succomber et ils ne se relevèrent jamais de leur chute. Notre justice rétroactive n'épargne pas les noms les plus illustres et les plus respectables. Boileau lui-même, qu'on nommait, de son temps, le *légi­slateur du Parnasse*, Boileau a passé sous ces fourches caudines de la postérité. On a contesté la profondeur de son érudition, en s'appuyant sur plus d'un vers de l'*Art poétique* pour affirmer que, s'il avait longtemps étudié les monuments de la Grèce ou de Rome, il ne connaissait que par ouï-dire les antiquités de son pays et les chefs-d'œuvre des langues modernes. On a mis en doute l'infail­libilité de son goût, en le voyant condamner chez Quinault plusieurs des qualités qu'il applaudissait le plus dans Racine, placer Voiture à côté d'Horace ou Racan au niveau d'Homère, et se moquer du clinquant du Tasse. On a blâmé la sécheresse des sentiments de celui qui poursuivait à outrance et fustigeait sans pitié un Colletet, *crotté jusqu'à l'échine*, un Cassandre, *qui vivait l'été sans linge et l'hiver sans manteau* ; un St-Amand, *dont un lit et deux placets composaient tout le bien*, et quelques autres, gens de cœur et d'esprit, mais rebutés par Louis XIV et raillés par Despréaux, bien que les brevets de pension, conférés par le grand roi, ne fussent pas toujours nécessairement des garanties d'immortalité.

Des trois subdivisions de la satire, la satire de mœurs est la plus utile et la plus féconde. Elle ne repose pas sur ces intérêts passagers, sur ces ambitions éphémères, sur ces petites haines du moment, qui sont l'unique objet ou, du moins, la plus grande ressource de la satire politique; elle n'a pas, comme la satire littéraire, l'inconvénient d'attaquer des individus, de soulever des ressentiments, d'encourir le reproche, quelquefois trop fondé, d'envie ou d'ignorance. Son horizon est plus large, son essor est plus élevé, ses traces sont plus profondes. Tout en constatant avec soin les défauts de l'époque particulière qui sert de modèle à ses peintures, elle sort, à chaque pas, de cette sphère un peu bornée pour entrer dans le vaste domaine des généralités; elle puise abondamment aux sources de l'observation commune et de la vérité universelle. Elle met en scène l'homme réel, tel qu'il fut toujours, tel qu'on le voit partout, avec ses travers et ses qualités, tantôt sublime, tantôt absurde, passionné jusqu'à l'excès, mobile en ses désirs, aveugle en ses desseins, prompt à penser et à agir, prompt surtout à oublier ce qu'il a voulu et à changer ce qu'il a fait. La satire de mœurs est la leçon de l'humanité; elle est à la fois plus piquante et plus efficace; elle a le droit de prendre la vieille devise de la comédie légère : *Castigat ridendo*. Elle emploie tour à tour le récit et le dialogue, c'est-à-dire, les deux grandes formes du langage; elle arrive au double but de toute œuvre de l'esprit : instruire et plaire. De ce qu'elle est, non-seulement le portrait de telle ou telle époque, mais aussi le miroir de tous les hommes, il résulte que tous les hommes, à quelque époque qu'ils appartiennent, peuvent la comprendre et en profiter. Au bout d'un siècle, les iambes politiques ont besoin, pour être vus dans leur vrai jour, des lumières de l'histoire : Tacite nous en dit plus que Juvénal sur Séjan ou sur Tigellin; entendrions-nous certains passages de Barthélemy, si nous n'avions lu le récit des dernières luttes de la Restauration? La critique littéraire réclame, plus impérieusement encore, le secours des commentateurs : sans les doctes compilations d'un Muret, d'un Scaliger, d'un Juste-Lipse, saurions-nous quels étaient cet Alpinus, ce Crispinus et tant de versificateurs vulgaires, si rudement châtiés par Horace? A moins d'études préalables, qui serait en état de juger sérieusement les Perrin, les Pelletier, les Bonnetcorse, les Titreville, ces mille victimes oubliées que Boileau, d'un

bras impitoyable, immolait en holocauste au bon goût? Mais que la satire de mœurs nous esquisse à grands traits un orgueilleux ou un flatteur, un pédant ou un libertin, un sot enfin, nous ne cherchons pas ailleurs que dans notre mémoire ou autour de nous le type de toutes ces images et l'original de toutes ces copies. Ces caractères, pris dans la réalité, nous frappent au premier aspect : on les salue, on leur sourit, on les applaudit, comme des figures de connaissance. Ce ne sont pas là des abstractions idéales, des fantômes impossibles, des statues froides et inanimées; ce sont des personnages que l'art emprunte à la nature, qui pensent, qui parlent, qui agissent comme nous, qui vivent, en un mot, de la vie générale. Aussi excitent-ils un intérêt vif et durable, que le temps ne saurait altérer, qui survit aux révolutions politiques et aux cabales littéraires, qui vient du cœur et qui y retourne.

— C'est dans cette classe privilégiée que se place, sur un des premiers rangs, l'écrivain dont nous voulons seulement esquisser les principaux traits. Régnier est directement issu de la spirituelle famille, qui comprend Aristophane, Plaute, Villon, Rabelais, Cervantès, Molière, Lesage, Swift, Voltaire et Beaumarchais, tous ces grands hommes, différents de style et de pensée, inégaux en élévation et en profondeur, brillant, ceux-ci par plus de finesse, ceux-là par plus de gaieté, quelques-uns par un génie plus mâle et plus fertile, mais tous doués d'une verve abondante et railleuse, unissant tous l'éclat de la forme et la solidité du fond, tous habiles à réfléchir dans le triple miroir de la comédie, de la satire ou du roman, les travers de l'esprit, les vices du cœur, tout le côté ridicule et honteux de la nature humaine.

Mathurin Régnier naquit à Chartres, en 1573, d'un modeste cabaretier. Comme tous les poètes illustres, il entendit de bonne heure une voix secrète qui lui dictait des chants et, comme eux, il l'écouta : son humeur piquante et enjouée le poussa vers la critique, et, dans la carrière épineuse qu'il embrassait, son goût fut d'accord avec son talent. Avant sa vingtième année, il voyagea en Hollande, en Suisse, en Italie; il compta parmi ses amis des princes, des ambassadeurs, des cardinaux; il obtint par leur crédit une pension et plusieurs bénéfices : mais aux merveilles des pays étrangers il préféra la France; à ses nobles protecteurs, de joyeux compagnons; aux honneurs de la cour ou de l'Eglise,

les plaisirs et la liberté. Il fit deux parts de sa vie : l'une pour les vers, l'autre pour l'amour ; mais l'amour lui déroba plus de temps que les vers : jamais il n'eût écrit la dixième satire de Boileau. Ainsi que Catulle, Horace, Properce, Tibulle, Ovide, Parny, André Chénier, Millevoie et tous les princes de la poésie érotique, il ne haïssait pas les intrigues faciles : son esprit était plus délicat que son cœur. Sa courtoisie était égale à son insouciance, sa bravoure à sa gâté : quoi qu'en ait dit Despréaux, jamais la peur ne le fit repentir d'avoir frappé fort, parce qu'il frappait juste. Dans plus d'un endroit de ses ouvrages, il jure de ne pas déposer le fouet de l'ironie tant qu'il verra des méchants et des sots à corriger ; il le garda jusqu'à la fin. Sa requête au Roi en faveur de Théophile exilé atteste la chaleur et la franchise de son amitié : dans les heures que lui laissait sa vie licencieuse, il composa seize satires, trois épîtres, cinq élégies, quelques sonnets, des odes assez ennuyeuses et des épigrammes fort lestes : la mort le surprit à Rouen, en 1643 ; il avait quarante ans.

La poésie de Régnier est large et nombreuse ; les cordes qu'elle fait vibrer sont hautes et sonores ; elle pêche plutôt par ce qu'elle a de trop que par ce qui lui manque : c'est le défaut et le mérite de la plupart de ses contemporains. Sous le point de vue extérieur, elle n'est pas tout à fait dégagée du chaos où s'agitait alors la littérature française. A travers le tissu d'un style ordinairement correct et pur, elle laisse apercevoir les taches d'une trivialité bizarre : tandis que les rimes y sont d'une remarquable richesse, les hiatus, que Malherbe proscrivit le premier, y défigurent les plus beaux vers ; la construction des phrases y est parfois embarrassée : mais ces vices, qui tiennent presque tous au goût de l'époque, sont plus qu'effacés par la vérité des tableaux, la ressemblance des figures et l'éclat du coloris. Régnier emprunte au XVI^e siècle ses grâces naturelles, ses allures hardies, son droit de tout penser et de tout dire ; il en évite toujours la subtilité et souvent le cynisme. Plus instruit que Villon ou Marot, il connaît l'antiquité, l'imité et ne la copie point ; il touche, d'un côté, aux savants barbarismes de la Pléiade ; de l'autre, aux concetti des écoles italienne et espagnole ; cependant il n'a ni la diction pénible de Ronsard ni l'afféterie de Théophile ou l'enflure de St-Amand ; il vit au milieu de ces influences sans les sentir. Il consent à reproduire les autres, pourvu que son carac-

tère propre n'en souffre pas; il prêterait plus à Boileau qu'il n'a reçu d'Horace; avant tout, il veut et sait être original.

— Les œuvres de Régnier commencent, comme celles de Boileau, par un Discours au Roi; c'était un des usages littéraires de l'époque. En dépit de la Ligue, en dépit de la Fronde, les deux chefs de la satire française brûlèrent, sur l'autel de Henri IV et de Louis XIV, l'encens qu'Horace avant eux prodiguait en l'honneur d'Auguste. Le poète est un enfant: la grandeur l'éblouit, la gloire l'enivre, les hochets dorés l'amuse. C'est une contradiction bizarre que ce penchant ordinaire des poètes satiriques à se choisir des protecteurs et à payer en flatteries leur protection: on dirait qu'ils veulent acheter d'un seul homme le droit de censurer tous les hommes, et qu'au milieu des orages qu'ils soulèvent contre eux ils ont besoin de s'assurer un port. Les génies les plus mâles et les plus sauvages échouèrent devant cet instinct d'adulation, une des incurables plaies de l'esprit humain. Lucain vante Néron dans la *Pharsale* et souille du nom d'un tyran cet hymne à la liberté romaine; avec le même pinceau qui vient de retracer les débauches aristocratiques du XVIII^e siècle, Gilbert représente sous d'éclatantes couleurs le caractère dégradé de Louis XV. Disons, en faveur de Régnier, que ses éloges ne sortent jamais de la convenance et de la vérité, que son héros n'avait à se reprocher ni des proscriptions politiques ni des persécutions religieuses, et que tout Français pouvait rendre noblement hommage au citoyen qui ferma les blessures de la France épuisée, au chevalier d'Arques et d'Ivry, au plus populaire de nos monarques. Cette première satire n'est donc qu'un panégyrique: le poète célèbre les victoires du Béarnais, et, d'après une tradition souvent renouvelée depuis la *Bucolique* à Pollion, prédit un merveilleux avenir au jeune homme qui lui succédera sur le trône. Si Régnier se voue au genre satirique, c'est qu'il n'appartient pas à tous de louer dignement Henri.

Pour chanter un Auguste, il faut être un Virgile,

disait Boileau, qui, dans son discours au Roi, a développé longuement l'idée primitive de son devancier. Tout ce morceau est plein d'allusions à la Fable et de réminiscences classiques. Le prince, qui sera plus tard Louis XIII, y ferme le temple de la guerre, comme Octave, au III^e livre des *Géorgiques*: les deux

situations sont analogues; les deux passages sont calqués l'un sur l'autre. Régnier félicite Henri IV des vertus de son fils, dans ces vers qui surpassent Ronsard et annoncent Corneille :

Il fait voir clairement par ses jeux triomphants
Que les rois et les dieux ne sont jamais enfants,
Si bien que, s'élevant sous ta grandeur prospère,
Généreux héritier d'un si généreux père,
Comblant les bons d'amour et les méchants d'effroi,
Il se rend, au berceau, déjà digne de toi.

Après une comparaison brillante entre l'auteur qui aborde un travail et l'athlète qui essaie ses forces, la pièce se termine par ce précepte hardi :

Il faut faire de même un œuvre entreprenant,
Juger comme au sujet l'esprit est convenant
Et, quand on se sent ferme et d'une aile assez forte,
Laisser aller la plume où la verve l'emporte.

Dans sa satire II, adressée au comte de Garamain, Régnier raconte sa jeunesse écoulée au sein de la pauvreté : il déplore dix de ses années les plus belles, passées sans profit hors de France et à la cour d'un prélat puissant; il maudit la Fortune, compagne éternelle de la Sottise. Il raille avec esprit les petits écrivains du jour, leur jargon incompréhensible, leur orgueil et leur cupidité.

Ils vous vont accoster, comme personnes ivres,
Et disent pour bonjour : « Monsieur, je fais des livres;
» On les vend au Palais et les doctes du temps,
» A les lire amusés, n'ont autre passe-temps.... »
Un autre, refrogné, rêveur, mélancolique,
Grimaçant son discours, semble avoir la colique,
Suant, crachant, toussant, pensant venir au point,
Parle si finement que l'on ne l'entend point...
Un autre, ambitieux pour les vers qu'il compose,
Quelque bon bénéfice en l'esprit se propose
Et, dessus un cheval comme un singe attaché,
Méditant un sonnet, médite un évêché.

Le poète en appelle à la Postérité contre ces poèteaux.

— Satire III, au marquis de Cœuvres. Que doit-il faire, des vers dans sa mansarde ou des révérences à la Cour? Choisir est difficile.

Le monde est un brelan où tout est confondu :
Tel pense avoir gagné qui souvent a perdu.

Dans cette incertitude, il faut s'incliner devant le sort, suivre le torrent, se remettre, corps et âme, entre les mains de la Providence ;

Qui pêche avec le ciel pêche honorablement.

D'ailleurs, pourquoi tant courir vers un but qu'on n'atteint pas ? On franchit une barrière ; le précipice est au bout : on est plus riche ; est-on plus libre ?

Tous les hommes vivants sont ici-bas esclaves,
Mais, suivant ce qu'ils sont, ils diffèrent d'entraves :
Les uns les portent d'or et les autres de fer.

L'ambition est un piège ; la gloire serait plus digne de nous, si elle tenait tout ce qu'elle promet et rapportait autant qu'elle coûte. Mais la carrière des lettres est aussi glissante que celle des honneurs ; le génie, au lieu de s'envoler vers la nue, rampe dans la poussière : à quoi bon pâlir sur son œuvre ?

Pourvu qu'on soit morguant, qu'on bride sa moustache,
Qu'on frise ses cheveux, qu'on porte un grand panache,
Qu'on parle baragouin et qu'on suive le vent,
En ce temps d'aujourd'hui l'on n'est que trop savant.

Comment réussirai-je ? ajoute Régnier. Je ne vends point mon âme ; je ne sers pas les seigneurs auprès de leurs maîtresses :

De porter un poulet je n'ai la suffisance.

On sait que Marot, Malherbe et Benserade composaient tous les madrigaux que François I^{er}, Henri IV et Louis XIV envoyaient, chaque matin, à leurs favorites. Longtemps les poètes furent chargés, à la Cour, d'offrir les vers et les bouquets, de porter les billets galants, de ménager les tendres entrevues et de remplir pour autrui tous les petits manèges de l'amour : fonctions ingrates et difficiles qui demandaient à la fois beaucoup d'adresse, de complaisance ou d'audace, et qu'exercèrent, depuis, avec tant d'adresse les valets de Molière et de Marivaux. Tout ce passage a servi de modèle à Boileau dans sa première satire.

Satire IV, à Motin. — Régnier gémit sur l'avilissement où est tombée la poésie : métier pour métier, celui de laquais vaut mieux que celui de rimeur. Que ne s'est-il livré au barreau, à la médecine, à toutes ces professions où chaque mot qu'on

prononce se paie au poids de l'or ? Mais il s'est jeté dans les bras de la poésie, la plus capricieuse des maîtresses : grands, plaisirs et repos, il lui a tout sacrifié; il a semé beaucoup et n'a rien recueilli. Il languit sans autre appui que lui-même; car pour ceux qui s'érigent en protecteurs des lettres, il ne juge leur faveur ni très-utile ni très-honorable; leur amitié si bruyante se dissipe comme le vent, dès qu'on la veut saisir; aussi Régnier s'écrie-t-il avec gaité :

Je dirai librement, pour finir en deux mots,
Que la plupart des gens sont habillés en sots.

Satire V, à Bertaut, évêque de Séz. — Régnier se plaint à son vertueux et spirituel ami des aboiements et des morsures de la critique : on l'accuse d'être immoral dans sa vie et dans ses vers; il ne sait quel langage tenir pour être approuvé de tous. Non-seulement chaque individu a des inclinations diverses, mais encore chez chaque individu les inclinations se modifient avec les années.

Chaque âge a ses humeurs, son goût et ses plaisirs,
Et, comme notre poil, blanchissent nos désirs.

Ici vient la description des quatre âges de l'homme, tour à tour essayée par Aristote, Horace, Régnier, Bossuet, Boileau et Delille. La version de Régnier n'est qu'un pâle reflet du texte latin : elle est exacte sans concision et diffuse sans élégance; on y remarque cependant des tournures hardies et des expressions pittoresques.

Satire VI, à M. de Béthune, ambassadeur à Rome. — Régnier se pose courageusement en champion de la moralité humaine devant les vices et les erreurs de son siècle; il tonne contre la corruption publique; peut-il voir sans chagrin et sans colère

.... Que la valeur ici n'ait plus de lieu,
Que la noblesse coure en poste à l'Hôtel-Dieu,
Que les jeunes oisifs aux plaisirs s'abandonnent,
Que les femmes du temps soient à qui plus leur donnent.

Il lance un foudroyant anathème contre ce fantôme de l'honneur, que les mortels poursuivent toujours sans jamais l'atteindre. Il oppose au spectacle de la dégradation actuelle le tableau de l'innocence primitive; il remonte jusqu'au berceau de la société et il la suit dans sa marche; il explique comment les cités

se formèrent, comment se heurtèrent les droits égaux des différents individus et comment de leur choc naquit la Discorde, comment enfin l'intérêt brisa les liens de la fraternité naturelle. L'honneur n'est plus qu'un vain mot que chacun entend à sa manière : les courtisans le placent dans la noblesse, les libertins dans le plaisir, les guerriers dans la bravoure, les savants dans le travail; Régnier lui-même, qui écrit contre l'honneur, aspire à l'honneur de bien écrire. Toutes ces idées ont été reproduites dans le même ordre et quelquefois dans les mêmes termes que Boileau à la fin de sa 11^e satire.

Satire VII^e, au marquis de Cœuvres.—Régnier s'y proclame le défenseur du beau sexe et l'apôtre du plaisir : Ainsi que Villon, Marot, Théophile, Chapelles, Chaulieu et tant d'autres, il chante de joyeuses maîtresses et de folles intrigues. Cheveux bruns ou blonds, yeux bleus ou noirs, nobles dames ou filles du peuple, peu lui importe : les femmes ont chacune leur prix à ses yeux.

Satire VIII, à M. de Beaulieu, évêque du Mans.—Cette satire, qui, surtout vers la fin, imite de près la 9^e satire du 1^{er} livre d'Horace, est la plus amusante des huit premières ; il y raconte, à l'instar du poète latin, toutes les tribulations que lui fit endurer un fâcheux. Ce portrait est esquissé de main de maître : on y reconnaît, sauf les différences de noms et de costumes, ce type éternel de sottise et de vanité qui se reproduit à toutes les époques et chez toutes les nations civilisées : les élégants d'Athènes ou de Rome, les raffinés du temps de Régnier, les Euphuistes du temps de Shakspeare, les roués de la Régence, les petits-maîtres sous Louis XV, les merveilleux du Directoire, les dandys de Londres ou les lions de Paris au XIX^e siècle, sont autant de copies d'un modèle commun. Voyez celui-ci

Sa barbe pinçoter, cajoler la science,
Relever les cheveux, dire : « En ma conscience ! »,
Faire la belle main, mordre un bout de ses gants,
Rire hors de propos, montrer ses belles dents,
Se carrer sur un pied, faire arser son épée
Et s'adoucir les yeux ainsi qu'une poupée.

Régnier l'avait déjà vu, une fois, chez une dame, à qui ce fat demandait, du ton de Mascarille dans les *Précieuses ridicules* :

- « Madame, à votre avis, cejourd'hui suis-je bien ?
- « Suis-je pas bien chaussé ? Ma jambe est-elle belle ?
- « Voyez ce taffetas ; la mode en est nouvelle :

- » C'est œuvre de la Chine. A propos, l'on m'a dit
- » Que contre les clinquants le roi fait un édit. »

Mais un homme de ce jargon entre vite en matière et ne s'arrête pas plus aux préambules qu'aux convenances ; il aborde l'auteur au milieu d'une église, où il priait dévotement, le serre dans ses bras et l'emmène, bon gré mal gré.

L'échine j'allongeais comme un âne rétif,

dit Régnier d'après un vers d'Horace : l'importun, que son cheval attend devant le portail, veut prendre notre poète en croupe ; l'autre s'en défend :

- « Je vous baise les mains ; je m'en vais ici-près,
- » Chez mon oncle dîner. » — « Oh Dieu ! le galant homme !
- » J'en suis ! »

Ce bourreau livre sa victime à une nouvelle torture ; il tire un papier de sa poche et s'apprête à le lire :

- « Ce sont de méchants vers
- (Je connus qu'il était véritable à son dire)
- » Que, pour tuer le temps, je m'efforce d'écrire....
- » Mais, Monsieur, n'avez-vous jamais vu de ma prose ? »
- Il vint à reparler dessus le bruit qui court,
- De la Reine, du Roi, des Princes, de la Cour,
- Que Paris est bien grand, que le Pont-Neuf s'achève,
- Si plus en paix qu'en guerre un empire s'élève.

Régnier fait jouer toutes ses batteries pour le repousser : il lui conseille d'aller au Palais surveiller un procès qu'il peut perdre et voir les juges qu'il doit gagner ; il l'engage à courir au Louvre pour saluer le roi : ruses inutiles !

- « Ha non ! Monsieur, » dit-il, « j'aimerais beaucoup mieux
- » Perdre tout ce que j'ai que votre compagnie. »

Hélas ! il était donc vrai l'oracle d'une Bohémienne qui avait prédit à Régnier : « Tu mourras du bavardage d'un sot ! » Cette idée est encore du poète latin. Enfin, le ciel prend pitié du satirique et un créancier le débarrasse du fâcheux, à peu près comme dans Horace.

Satire IX, à Rapin, un des six auteurs de la satire Ménippée.— Régnier y fronde les mauvais critiques, qui ne savent qu'aboyer ou mordre, et qui devraient consacrer à s'instruire eux-mêmes le temps qu'ils perdent à déchirer les autres :

.... Car, s'ils font quelque chose,
C'est proser de la rime et rimer de la prose.

Ils s'acharneraient moins contre les écrivains, s'ils étaient forcés d'écrire, et ceux qu'ils ont tant de fois attaqués pourraient user de représailles. Mais le critique se croit bien supérieur à l'écrivain ; le laboureur et le citadin se méprisent l'un l'autre ; l'homme de guerre rit de l'homme de loi : chacun s'imagine que l'état qu'il exerce est le premier état du monde, que les intérêts qui l'agitent sont les plus nobles de tous, qu'il n'y a rien au-dessus des objets de son affection ou de son estime.

L'amant juge sa dame un chef-d'œuvre ici-bas,
Encore qu'elle n'ait rien sur soi qui soit d'elle ;

dit Régnier, comme Lucrèce ou Molière ; et il fait, de la toilette très-artificielle d'une coquette, un tableau comique que Lesage semble avoir voulu reproduire dans son 3^e chapitre du *Diable botteur* et qui serait aussi fort applicable de nos jours. On le voit, Régnier emploie la dernière partie de cette pièce à réfuter la 1^{re} satire d'Horace (1^{er} livre), qui n'est que le développement de la proposition contraire à la sienne.

Satire X.— Régnier y fait la description d'un repas extravagant. Ce sujet, déjà traité avant lui par Horace (dans sa 8^e satire du II^e livre), le fut, depuis, par Boileau dans sa 3^e satire : il y a des lieux communs qui tentent tous les poètes ; il y a des ridicules qui sont de toutes les époques. Les trois ouvrages se ressemblent beaucoup ; Régnier a calqué le sien sur celui d'Horace, et Boileau les a copiés tous deux. Un homme, que Régnier connaît à peine, le rencontre dans la rue, l'entraîne à la promenade et le fait entrer dans sa maison, où se réunissent force originaux. La compagnie était des plus grotesques : un docteur surtout s'y faisait remarquer par la monstruosité de son visage, de son costume et de ses raisonnements. Ce portrait est devenu, sous le pinceau de Régnier, une caricature digne de Callot ou d'Hogarth.

Si je n'en disais mot, je n'en pensais pas moins
Et jugeai ce lourdaud, à son nez authentique,
Que c'était un pédant, animal domestique....
.... Ses discours, plaisamment étourdis,
Feraient crever de rire un saint du paradis ;
Ses yeux, bordés de rouge, égarés, semblaient être
L'un à Montmartre et l'autre au château de Bicêtre....

Enfin, on sert le dîner, à la grande joie de tous les assistants, même du poète; mais, nouvel embarras.

..... Un gros valet d'étable,
Glorieux de porter les plats dessus la table,
D'un nez de majordome et qui morgue la faim,
Entra, serviette au bras et fricassée en main,
Et, sans respect du lieu, du docteur ni des sauces,
Heurtant table et tréteaux, versa tout sur mes chausses.

Les mets ne valaient pas mieux que les convives.

Devant moi, justement, on plante un grand potage
D'où les mouches à jeun se sauvaient à la nage....

Cependant le vin échauffe les têtes; on discute, on dispute : le docteur a les honneurs de la querelle.

Il semblait que la gloire, en ce gentil assaut,
Fût à qui parlerait, non pas mieux, mais plus haut.

Des injures on vient aux coups; en homme prudent et pacifique, Régnier se sauve,

Jurant, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendra plus.

Autres mésaventures. Il est à une lieue de son logis; la nuit est noire; il pleut à verse: rentrer chez soi, de si loin, à cette heure, par ce temps, n'était pas chose facile. Coucher au milieu de la rue, c'eût été faire pour son médecin provision de rhumes et de catarrhes. Que résoudre? Où aller? Il voit une porte ouverte; il s'y élance: hélas! après Charybde, c'était Scylla!

Satire XI. — Elle est aussi comique que la précédente, dont elle est la suite. Le choix équivoque du sujet, la hardiesse de certains détails, la crudité de plusieurs expressions, révoltent la délicatesse si susceptible de nos mœurs actuelles; mais les oreilles de nos aïeux s'effarouchaient beaucoup moins aisément que les nôtres. C'était, à l'époque de Cicéron, une question de savoir si l'on devait désigner toutes les choses par leurs noms: les stoïciens en étaient d'avis; l'orateur romain soutenait l'opinion contraire. Cette grande lutte de la périphrase et du mot propre n'est pas terminée, à l'heure qu'il est. Au XVI^e siècle, la naïveté allait jusqu'à la licence; le style de Rabelais, de Marrot, de Marguerite de Navarre, de Brantôme, ajoutons même, celui de Scarron, de La Fontaine et de Molière, se piquait plu-

tôt de naturel que de chasteté. Alors le langage éclaircissait la pensée; aujourd'hui tout est changé. Est-ce vertu ou prudence? On l'ignore. La moralité existe-t-elle pour nous ailleurs que dans le vocabulaire? Souhaitons-le. Mais n'exigeons pas de Régnier un puritanisme qui n'était pas à la mode de son temps : cette satire du *mauvais gîte*, qu'on ose à peine lire à présent, dut lui paraître toute simple à écrire.

L'allusion fameuse que Boileau y a faite dans l'*Art poétique*, de moitié avec le pieux Arnauld, nous dispense de toute analyse.

Satire XII, à M. Fréminet. — Chacun glose sur moi, dit-il à son ami : au reste, c'est la coutume; Zoïle a laissé plus d'héritiers qu'Aristarque :

..... Les envieux vont après les poètes,
Comme après les hiboux vont criant les chouettes;
Leurs femmes vous diront : « Fuyez ce médisant;
» Fâcheuse est son humeur; son parler est cuisant.
» Quoi ! Monsieur, n'est-ce pas cet homme à la satire,
» Qui perdrait son ami plutôt qu'un mot pour rire ? »

Mais les cris rauques de la jalousie ne le font point pâlir; il a le courage qui anime et la conscience qui rassure; ce goût invincible qui le pousse vers la satire, il le doit à son père, qui, pour détourner sa jeunesse du vice, démasquait devant lui tous les hommes vicieux. Dans sa 4^e satire du 1^{er} livre, Horace avait tenu le même langage. Régnier ne se dépouillera donc qu'avec la vie de ses hautes et pénibles fonctions dont sa Muse s'est chargée; si un mauvais auteur l'attaque, malheur à lui !

Satire XIII, sur Macette. — Macette, à quinze ans, était courtisane; plus tard, voyant l'âge arriver et la beauté s'enfuir, elle est devenue dame de cour et d'église et a porté à Dieu un cœur dont les hommes ne voulaient plus. Mais l'hypocrisie déguise seulement les vices; elle ne les étouffe pas : aussi Macette revient sans cesse à ses instincts de corruption. Pervertie dès l'enfance, elle essaie à son tour de pervertir les autres : elle se venge par le mal qu'elle conseille du mal qu'elle ne peut plus commettre. Régnier nous a représenté cette sœur aînée de Tartufe avec une vigueur de pensée et un luxe de coloris que Molière surpasse sans l'effacer, et c'est dans des vers charmants d'esprit et de forme qu'elle débite les plus astucieux sophismes.

Satire XIV. — Régnier y prouve, ainsi que Despréaux dans sa 8^e satire, qu'il n'y a pas de sages au monde, que la folie des hommes varie seulement du plus au moins, et que c'est souvent

des plus haut placés que l'on rit davantage. Il esquisse avec finesse les portraits de Galet le joueur, de Pierre du Puis le prodigue, du sieur de Provins, qui quitte son manteau court pour un balandran, de du Cousin, qui abandonne sa maison de peur de la réparer, et de plusieurs autres dignes représentants de l'extravagance humaine.

Satire XV.—Doit-il continuer à suivre la route épineuse de la satire? C'est un âpre sentier où l'on trouve plus de ronces que de fleurs. On est haï de ceux que l'on blâme; on n'est pas cru de ceux qu'on loue: le travail est rude et le salaire est douteux. Mais comment se dérober aux étreintes fougueuses de ce démon intérieur qui le force à rimer? Tant que la sottise et la méchanceté frapperont sa vue, il parlera pour les confondre: c'est dire que la mort seule lui imposera silence. Horace, dans sa première satire du II^e livre, et Boileau, dans sa 7^e, ont traité le même sujet.

La XVI^e et dernière satire est une des plus amusantes: elle roule encore sur la rencontre d'un fâcheux. Rien de plus spirituel et de plus gai que la figure largement crayonnée de cet importun, joueur habile, vert galant, grand mangeur, qui se vante à propos et se moque des autres au hasard, qui critique le Louvre neuf et possède des cabinets de curiosités, qui s'est bravement conduit à la guerre, connaît quatre langues, professe les mathématiques et tire les horoscopes, qui a tout vu et tout fait, qui ne sait ni ce qu'il dit ni ce qu'il pense, dont la personne, en un mot, est un abrégé de tous les ridicules.

— Tel est Mathurin Régnier, autant qu'une esquisse si rapide peut reproduire les traits d'un modèle si brillant; tel il est, avec ses imperfections, qu'il tient de son époque, et ses beautés, qui sont de tous les temps. De la finesse sans obscurité, de la simplicité sans bassesse, une raison aimable et un esprit nerveux, une grande profondeur d'observation, un rare sentiment d'originalité, quelquefois une naïveté digne de La Fontaine, souvent une pureté de style digne de Boileau, toujours une verve comique digne de Molière: voilà ses titres à l'immortalité. Son nom est plus populaire que ses ouvrages; on en parle beaucoup, on le lit peu: sa gloire est du petit nombre de celles qui paraissent moins qu'elles ne sont et qui tiennent tout ce qu'elles promettent; gloires plus durables que bruyantes que les siècles murissent, mais ne flétrissent pas!

A. PHILIBERT-SOUPÉ.

Lecture faite par M. Maignien dans la séance du 23 mai 1856.

PRÉJUGÉS EN FAIT DE LITTÉRATURE ET D'ART.

Quand il s'agit de littérature et d'art, si l'on n'est muni de principes fixes, vrais en eux-mêmes et absolus, on s'écarte bientôt de la raison et l'on arrive insensiblement jusqu'à des erreurs dont on ne peut ni prévoir ni éviter les suites : on se laisse naturellement glisser dans un quiétisme agréable et funeste ; on fait servir à un autre but le grand art que Dieu n'a pas donné en vain à l'homme ; on finit par n'y voir qu'un moyen d'ébranlement pour les nerfs et de charme sensuel ; la prédominance des idées de *relatif* rend bientôt tout indifférent, et alors le vrai et le faux se valent, ou plutôt il n'y a plus ni vrai ni faux ; il reste un vain amusement qui ne cesse d'être indifférent qu'en devenant dangereux.

Mais, me dira-t-on peut-être, vous êtes un classique incorrigible qui tenez tout prêt un code littéraire donnant raison à ces œuvres non moins ennuyeuses que raisonnables, et à des formes surannées : non pas, s'il vous plait ; nous ne venons pas réclamer de certaines règles plus ou moins sûres et légitimes, mais celles qui, puisées dans la nature et dans le cœur de l'homme même, ne doivent ni changer ni vieillir. Ce sont les principes que nous cherchons ; c'est précisément la méthode la plus impersonnelle, l'analyse la plus libre et la plus sûre, absolument parlant, et la plus exempte de préjugés ; et, pour qu'on ne puisse pas s'y tromper, avant que nous soyons arrivés au résultat, nous allons, sans autre préambule, faire une courte revue des préjugés relatifs à l'art, à la littérature : les connaître, les décrire, les stigmatiser, c'est au moins avoir pensé au danger, c'est une chance de plus pour n'y pas tomber sans le savoir.

Bacon fait connaître dans son *Novum organum* les préjugés, les *idola* qui s'opposent à l'étude, à l'investigation de la nature et à la vraie recherche des causes ; qu'il nous soit permis, à l'exemple de ce grand maître, d'exposer une liste aussi complète qu'il nous est possible des préjugés, des *idola* littéraires dont la tyrannie nous paraît d'autant plus douce, que nous nous croyons libres en leur obéissant¹ :

¹ Je ne veux que donner ici le signalement de chaque préjugé et le faire reconnaître. Je ne puis m'arrêter à discuter les détails (je fais un simple cha-

1^{er} Préjugé. — On prend l'effet pour la cause et des circonstances pour un principe, en attribuant, par exemple, la nature et la forme de l'art dramatique d'une époque donnée, à des éléments tout extérieurs, aux usages de mise en scène : ainsi, la simplicité, l'unité si sincère de l'œuvre dramatique du xvii^e siècle, les récits, l'ennoblissement systématique du style, etc., tout cela tenait, a-t-on dit, à la présence d'un certain nombre de spectateurs sur la scène. Mais la représentation ne précède pas l'art même ; les poètes alors étaient dans les conditions de l'art, par l'acceptation libre du principe et par le goût public. C'est donc l'esprit général de l'époque, la direction naturelle des idées, d'après ce qui avait précédé, et l'usage fait alors des modèles, qui ont modifié l'art et, par suite, le genre de représentation. Nous ne disons pas que cette forme fût à toujours et *a priori* la meilleure, c'est une autre question ; nous notons seulement l'erreur qui a représenté les poètes comme très-gênés et embarrassés par des formes et des règles qui n'étaient pas toutes puisées dans la nature. Ils les acceptaient et les voulaient eux-mêmes. Quand on les plaint d'avoir été si gênés par Aristote, on ne fait pas attention que ce sont eux qui l'invoquent sans cesse, qui vont le chercher : c'est leur meilleur ami. On voit que ce préjugé tient à une arrière-pensée contraire à ces chefs-d'œuvre si sévères et si beaux. — Il y a cependant une excuse, ou une circonstance atténuante à l'expression de cette erreur. En effet, après le *moment* vrai et naturel d'une forme d'art, cette forme restant la même en tous ses éléments, même ceux qui ne sont pas essentiels, peut gêner et arrêter l'essor des artistes ; ceux-ci alors n'osent ni ne peuvent la modifier par suite de la tendance de l'esprit humain à confondre le vrai éternel et par conséquent général, avec le vrai relatif, transitoire et périssable ; on ne voit pas qu'il n'était lui-même accepté comme vrai et vraiment excellent qu'à la faveur d'une concordance momentanée avec tous les éléments d'une époque. Ainsi, ce préjugé que nous signalons consiste à expliquer par de petits faits matériels et des causes étrangères à l'art, des éléments qui faisaient partie du fond même de l'art.

2^e Préjugé. — Préjugé de découverte : en feuilletant des li-

vre, il faudrait un volume). A supposer même que je me trompe en appréciant quelques faits particuliers, donnés comme exemples, les causes d'erreur n'en sont pas moins exactes, et le principe subsiste.

vres longtemps oubliés ou inconnus, on trouve quelques bons passages, quelques tirades curieuses et assez vivement tournées; on attribue à un malheureux hasard, à une indifférence inexplicable, l'oubli complet où ils sont ensevelis. On y cherche des beautés qu'on commente avec l'arrière-pensée de faire revivre une ancienne réputation, une gloire éteinte; on plaide, on s'échauffe, on se laisse emporter par la découverte, et, sans s'arrêter en si beau chemin, on proclame l'excellence de tout l'ouvrage. Ainsi, ces épopées orientales comparées et même préférées à celles d'Homère, pour des passages charmants, nous en convenons sans peine, et des idées d'une moralité vraiment supérieure; ainsi les exagérations modernes sur le mérite réel des romans épiques du moyen âge. Ainsi encore, les poètes français du xvr^e siècle placés au sommet de l'art après un oubli trop complet sans doute, et qui ne méritaient ni cet excès d'honneur ni cette indignité. La décadence de l'art français commence, pour MM. de Ste-Beuve et Sismondi, après le xvr^e siècle; pour M. Paulin Paris, elle remonte au xiv^e siècle! L'excuse, on le voit, est dans l'injustice d'un oubli complet, d'une condamnation absolue; mais faut-il pour cela que nous passions d'un extrême à l'autre? Ce préjugé ne se montre qu'aux époques où le goût se trouble, où les opinions les plus exagérées ont leurs partisans; où les idées relatives, personnelles, particulières, prédominent et ont la vogue.

3^e *Préjugé*. — C'est le préjugé que nous pouvons appeler *historique*. On oublie volontairement les prescriptions les plus évidentes de la raison et du goût, pour ne s'arrêter qu'au relatif et tout juger uniquement d'après l'époque où la chose a été produite. Lucrèce, par exemple, ce grand poète, a-t-il dans ses vers l'harmonie divine de ceux de Virgile, comme le veulent ses traducteurs et ses commentateurs? Ne peut-on l'admirer sans lui donner toutes les qualités possibles, et faut-il supprimer Dieu et la vie future, parce que Lucrèce les a bannis du *de natura rerum*? Régnier a-t-il tous les mérites que lui donne la critique moderne? N'avons-nous pas vu à ce sujet et pour défendre les expressions et les formes poétiques qu'ont dans la suite perfectionnées des esprits plus sûrs et plus délicats, n'avons-nous pas vu des critiques remettre en lumière et adopter les idées les plus bizarres de l'abbé Gagliani? Ces auteurs ont parlé la langue de leur temps, disent nos critiques; donc, sous ce rapport, il n'y a

aucun reproche à leur faire — toutes les langues se valent. — Qu'il n'y ait point de reproches personnels à leur faire, c'est possible (quoique cependant les poètes doivent devancer le goût et inventer ce qui est le meilleur); mais dire : on parlait ainsi, on pensait ainsi, et excuser tout par cette relation aux choses de l'époque, n'est-ce pas nier tout progrès de la langue, de l'esprit, des sentiments, de l'art, des formes de l'art, et supprimer d'un trait de plume tout le mystérieux travail par lequel l'esprit se développe et se fortifie, jusqu'à ce qu'il parvienne à ses productions les plus parfaites? La langue, les idées, les formes de style, ont quelque chose d'absolu qu'on cherche et qu'on trouve, et qui ne tient pas au hasard des circonstances et aux caprices de l'usage; autrement, changer et se perfectionner, ce serait toujours la même chose. Ce préjugé provient du préjugé contraire qui bannit en masse tout ce qui ne date pas d'hier, tout ce qui n'est pas jeté dans un moule convenu. Cherchons donc à bien connaître ce qui a été bon et naturel relativement à une époque, pour la bien comprendre, et ne pas tout juger d'après nos idées d'aujourd'hui, dont le caractère particulier nous trompe souvent; mais gardons-nous de conclure que ce bon relatif est, par cela même, absolument bon. C'est le piège le plus dangereux où puisse trébucher la raison.

4^e *Préjugé*.—J'appellerai celui-ci *préjugé classique* : aux règles essentielles puisées dans la nature et le cœur humain et appuyées de l'exemple de grands maîtres, on en a mêlé plusieurs qui sont le produit d'une époque, vraies seulement dans un moment donné, quelques-unes même insignifiantes ou suspectes. Ensuite, on s'y cramponne, on confond le relatif et l'absolu, le fini et l'infini, l'infirme et périssable avec l'expression immortelle de l'art, la vie vraie avec les habitudes et les modes : le goût se fausse et se perd; on imite tout des maîtres, et l'on commet à leur égard, par l'imitation, *une première infidélité*¹. Les autorités en fait d'art, de poésie, de critique, deviennent infaillibles en tout; un mot quelconque d'Aristote devient une règle absolue, et l'on ne veut pas prendre garde que ces maîtres eux-mêmes penseraient sur plusieurs points aujourd'hui, tout autrement qu'ils ne l'ont fait autrefois. Par ce préjugé, on

¹ Expression de M. Villermain.

conçoit une admiration sans réserve et *à priori* pour tout ce qui est ancien, et ceux qui traduisent ou commentent, font à ces admirables modèles l'injure de les embellir et de les corriger, ce qui est déjà contraire à leur propre sentiment, car pourquoi embellir ou corriger ce qui est parfait ? Enfin, on condamne sans examen tout ce qui paraît sortir des routes battues ou être taillé sur un autre modèle; on finit enfin par ne plus voir ni étudier la nature dans la nature elle-même, mais dans les livres, les exemples, les modèles, les autorités... ce préjugé provient d'une prudence excessive contre les dangers de la confusion et du chaos. Il y a des nécessités de tradition, d'enchaînement dans les œuvres de l'esprit humain; la crainte exagérée de les rompre fait tomber naturellement dans un excès qui n'est peut-être pas moins dangereux.

5° *Préjugé*.—Ce préjugé peut être appelé le *préjugé romantique*, puisqu'il nous présente les défauts opposés au précédent. Là, c'était une prépondérance sans limites et déraisonnable de raison et d'imitation; ici, c'est le même défaut au profit de l'imagination et de l'indépendance. On regimbe, on se révolte contre l'admiration générale; on cherche d'autres exemples et d'autres objets d'études défectueux et très-suspects, et l'on admire les fautes mêmes comme par une protestation contre des règles surannées et factices; on ne parle plus que d'émotion, de sentiment, de sensation, et on les trouve où l'on veut pour le besoin de la cause. — On rejette en principe toute imitation, mais on l'aime, en se gardant bien de l'avouer, dans tout ce qui n'est pas le système ennemi; on ne veut que la nature, non la nature vraie et immédiatement reconnue par tous, mais la nature réelle sans style, souvent même sans vraisemblance, ne fût-ce que pour donner tort à Boileau :

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

On s'emporte, dans l'expression artistique, au delà des bornes les plus nécessaires pour mieux constater sa liberté et en prendre possession; on prêche une indépendance absolue d'art et de critique, ce qui est une contradiction, car c'est donner en même temps raison à l'opinion contraire. Le motif et l'excuse de ce préjugé se trouvent dans l'exagération du préjugé précédent et l'ennui mortel des œuvres qui en résultent.

6° *Préjugé*. — C'est le préjugé d'école, le plus difficile à saisir, parce qu'il agit en nous sans que nous puissions nous en apercevoir de nous-mêmes. Par ce préjugé, on défend une littérature, un genre, une époque, avec l'arrière-pensée des souvenirs ; on s'aime dans la pensée de ses études d'autrefois ; on ne veut pas revenir sur ces prédilections ; on plaide au lieu d'analyser et de prouver ; on aime au lieu de comprendre ; on cache, on dissimule les défauts au lieu de les regarder et de les noter ; on amplifie, on invente des beautés ; on se passionne, non pour l'art, mais pour sa vieille opinion. Il est difficile, en effet, de ne pas juger par sentiment, et le sentiment d'autrefois se présente avec une fraîcheur d'impression et un parfum d'adolescence qui ne laisse pas toute liberté au jugement d'aujourd'hui ; et puis on ne veut pas avoir perdu son temps ; prendre de nouvelles habitudes, accepter un goût nouveau toujours suspect par sa nouveauté même. L'excuse de ce préjugé, c'est qu'il y a des parties excellentes dans ce qui plaît si fort, et qu'on les connaît parfaitement, mieux que personne, quand on les sait par vieille habitude d'école.

7° *Préjugé*. — C'est le préjugé qu'on peut appeler *de goût naturel*. Indépendamment des habitudes, des prédilections d'école, etc., on est naturellement disposé à telle ou telle impression ; on a des propensions pour ce qui est plutôt, ou raisonnable, ou pittoresque, ou simple, ou passionné ; enfin, pour ce qui montre partout la mesure, la règle, l'exacte discipline ou l'indépendance plus ou moins absolue. Un esprit incomplet choisit par goût et exclut tout ce qui ne lui plaît pas, à lui en particulier ; ce qui est absolu et général est jugé par les particularités du caractère et du tempérament : on ne dit pas seulement, j'aime ceci ou cela, mais ceci ou cela est le plus beau et le meilleur, parce qu'il me plaît. L'excuse est dans le sentiment plus profond, par cela même qu'il est exclusif, des beautés qui se rencontrent par-ci par-là dans les œuvres ainsi préférées.

8° *Préjugé*. — J'appellerai celui-ci *préjugé de méfiance*. On se méfie non-seulement des autres mais de soi-même, c'est-à-dire qu'on n'ose pas approuver ou blâmer d'après sa propre opinion, par un respect outré de celle qui est ou paraît consacrée. On trouve plus commode d'adopter une époque et une école, et de répéter des jugements tout faits. S'agit-il d'une œuvre nouvelle, on aime mieux, en la critiquant ou en s'en moquant, paraître

trop sévère, si elle est bonne, et surtout échapper au ridicule de louer ni aisement, si elle est mauvaise. On veut avoir pour soi un parti puissant qui loue ou qui blâme, ou bien la postérité derrière laquelle on puisse s'abriter sûrement; on n'oserait pas avoir raison le premier et tout seul. Nous trouvons le motif de ce préjugé dans l'incertitude et la passion de la critique contemporaine qui effraie les esprits prudents et timides, et le sentiment légitime de méfiance de soi-même quand il est raisonné et.... raisonnable.

9^e *Préjugé*. — Voici un préjugé qui tient à l'*ignorance relative* : parmi les éléments possibles des diverses formes de l'art, il y en a que nous ignorons tout à fait. Nous ne pouvons pas toujours prévoir facilement autre chose que ce qui est déjà arrivé; l'histoire du passé embarrasse et enchaîne nos prévisions de l'avenir; mais de certaines circonstances, ou fortuites ou amenées par l'esprit et les instincts d'une époque, rendent possibles et vraisemblables de certaines formes, de certaines expressions artistiques qu'on n'aurait pas soupçonnées; de là une double erreur, une double tendance qui mène à notre préjugé : on est alors ou trop hardi ou trop timide : ou l'on ne voit plus comme possible aucune expression nouvelle et différente, les changements et perfectionnements qui ont précédé les ayant toutes épuisées; ou on les croit possibles toujours et à tout propos, précisément parce que tant de formes variées et si souvent imprévues les font regarder comme inépuisables. L'excuse de ce préjugé se devine facilement : l'incertitude de l'avenir rend bien naturellement circonspect relativement aux inductions hardies qu'on serait tenté de tirer de l'histoire, et l'on se méfie non moins naturellement des innovations et des essais, quand on en a vu de toutes sortes, et quelques-uns si mal venus.

10^e *Préjugé*. — C'est le préjugé *d'arrière-pensée politique* ou *philosophique*. — On loue ou l'on blâme, non ce qui est ou ce qu'on trouve bon ou mauvais, mais ce qu'ont écrit ceux qu'on aime ou qu'on déteste. On croirait se trahir soi-même et trahir son parti que de louer l'art et le talent d'un ennemi par l'opinion. On trouve toujours à excuser ou plutôt à expliquer favorablement les erreurs et les fautes de ceux dont on approuve les principes. Il faut que tout soit bon ou que tout soit mauvais, dans Voltaire, par exemple, lors même qu'il ne s'agit pas de ses opinions particulières ou de ses doctrines passionnées. On met au ban de la philosophie quiconque critique ses vers, ou l'on regarde

comme traître à la religion et aux saines doctrines ceux qui admireraient son esprit et son style, même en tout autre sujet que la religion et la morale ; on arrive bientôt ainsi à la négation de tout ce qui est littéraire. On parle bien de goût et d'art, mais cela veut dire drapeau et mot d'ordre. Nous ne parlerons donc pas des préjugés qui tiennent à l'amour-propre, à la jalousie, à l'envie.... Nous renvoyons ceux qui en sont affligés à l'école, pour y chercher un peu de goût, et au catéchisme, pour y trouver un remède à toutes ces vilaines passions.

44^e *Préjugé*. — Celui-ci est le plus fort peut-être, quand il existe, mais il a quelquefois des intermittences extraordinaires : je veux parler du préjugé de *nationalité*. On veut prouver (tout bas, *à priori* ; tout haut, par des arguments) que la littérature de son pays, que les idées, le style, l'art de son pays, sont les meilleurs : on plaide au lieu d'analyser ; on dissimule, on nie les défauts, pour ne voir que les beautés, et on fait le contraire à l'égard des autres peuples. On a quelque peine à se figurer qu'il puisse y avoir de l'esprit et du génie ailleurs, et c'est avec un certain fond de mauvaise humeur et un esprit au moins prévenu, qu'on s'en informe. On voudrait retrouver chez les autres peuples ses propres idées, son style, sa langue même. On se croit obligé d'établir la prééminence, à chaque mot ; on lit avec effroi, chez un étranger, un beau vers ou l'expression d'une grande pensée, et l'on ne se rassure qu'après avoir trouvé dans la littérature nationale un vers encore plus beau, une maxime encore plus noble et plus sublime. L'excuse à ce préjugé est dans le sentiment plus exquis d'une langue parlée dès l'enfance, et de certaines beautés artistiques qui échappent presque toujours aux étrangers. Ainsi, ceux qui ont ce préjugé, ont raison dans une partie plus ou moins restreinte ; leur tort est de se figurer qu'ils ont raison en tout, et de n'avoir pas une science suffisante des principes. Il y a de ce préjugé une variété qui est de la même nature, tout en présentant l'idée contraire : celui-ci consiste dans la manie de ne trouver bon que ce qui se fait chez les autres ; mais ce n'est ordinairement qu'une manière de stimuler le goût lorsqu'il s'émousse, et il est une des armes offensives du romantisme lorsqu'il commence à lutter contre des théories surannées. Il a quelquefois du bon : il empêche qu'on ne s'endorme dans sa gloire, qu'on ne s'asphyxie dans son égoïsme, il renouvelle l'air, pour ainsi dire ; c'est-là son excuse et son

côté légitime. Pour en revenir au préjugé de *nationalité*, ceux qui en sont atteints, disions-nous, ont raison en un point et tort en plusieurs. Cependant, il y a nécessairement une littérature, un art qui possède à un plus haut degré que tous les autres un ensemble plus complet de mérites divers : invention, imagination, esprit, raison, idéal, style, etc., etc. ; il y a, il doit y avoir une nation qui, sans l'emporter absolument dans chacun de ces éléments, en réunit cependant le plus et à un plus haut degré ; une qui est, en somme, la plus riche par l'ensemble et l'excellence de ces qualités ; et, si nous croyions, si nous disions que cette nation privilégiée nous paraît être la nation française, dirait-on que nous tombons volontairement dans le préjugé dont nous venons de faire l'esquisse ? Mais ce n'est point là notre conclusion, et je me hâte d'y arriver ; la voici : N'ayons pas de préjugés, mais ayons des principes ; cherchons le vrai partout et avant tout. Sans principe, l'imagination va au hasard ; l'idéal baisse, baisse toujours ; on arrive bien vite à une indépendance illimitée et stérile ; et ces principes vrais, absolus, dégagés autant que possible des particularités vouées au changement, nous essaierons d'en faire, dans l'étude suivante, une courte et sincère revue.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE DE 1856.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

1^o *Etudes sur les Cours d'eau à fonds mobile*, par M. C. CUNIT, ingénieur des ponts et chaussées. — 1 vol. petit in-folio. Grenoble, impr. autograph. F. Allier père et fils.

Cet ouvrage, tout en s'adressant aux ingénieurs et aux hommes spéciaux, a principalement pour but d'être utile aux populations de nos régions montagneuses immédiatement exposées aux dangers des eaux.

Il est divisé en trois parties : dans la première, l'auteur expose les lois générales auxquelles sont assujettis le déplacement, le transport et le dépôt de matières charriées par les cours d'eau ; dans la seconde, il applique sa théorie aux cours d'eau considérés en général ; dans la troisième, enfin, il présente l'application pratique de cette théorie à quelques-uns des cours d'eau ou torrents du département de l'Isère.

2^o *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes cottiennes-briançonnaises, augmenté de recherches sur leur ancien état politique et social, sur les libertés et les principales institutions du Dauphiné, ainsi que sur plusieurs points de l'histoire de cette province*, par M. Alexandre FAUCHÉ-PRUNELLE. — Grenoble, Ch. Vellot et C^{ie} ; Paris, Dumoulin. — 1^{er} vol., 1856.

Le 1^{er} volume de cet ouvrage, qui a obtenu de l'Académie des inscriptions et belles-lettres une mention très-honorable dans la séance du 12 novembre 1852, contient l'examen des institutions briançonnaises, par ordre chronologique, depuis les temps antiques jusqu'aux grandes chartes du XIV^e siècle.

Après un tableau pittoresque du pays et du petit peuple dont il va parler, l'auteur examine rapidement quelles ont été ou ont dû être les institutions des Alpes briançonnaises : puis, arrivant à la domination romaine, il raconte comment le roi Cottius maintint, même après la

soumission des Gaules et de l'Allobrogie, l'indépendance de son peuple jusqu'au règne de Néron. Il montre ensuite le régime municipal romain s'introduisant dans l'Allobrogie et dans les Alpes, et persistant dans ces contrées, même après les invasions germaniques. Il recherche les effets de ces invasions sur les institutions municipales du Briançonnais, qui conservent encore, malgré l'influence des législations et des coutumes germaniques, des marques de leur origine, jusqu'à l'époque féodale. Il examine ensuite les effets du système féodal, non-seulement dans le Briançonnais, mais encore dans le Dauphiné, et discute l'origine et la nature du pouvoir des anciens Dauphins. Arrivé aux grandes chartes briançonnaises du XIV^e siècle, il en fait connaître les dispositions, et finit ce premier volume en racontant le transport du Dauphiné à la maison de France.

Ce travail, fruit de longues et patientes recherches, renferme, avec un grand nombre de documents inédits ou peu connus, des dissertations fort curieuses, non-seulement sur l'histoire du Briançonnais, mais encore sur celle du Dauphiné en général. Ainsi, sur la question de l'origine des Dauphins, l'auteur appuie de considérations neuves et de citations nombreuses l'opinion qui voit, dans les seigneurs d'Albon, non pas des usurpateurs, mais les descendants des anciens comtes du Graisivaudan. Les chapitres concernant la puissance des Dauphins, les attributions et les droits de leurs officiers, l'organisation du conseil delphinal, les garanties des libertés delphinales et briançonnaises, l'état des personnes et des terres dans le Briançonnais, sont des dissertations fort importantes.

Histoire du Dauphiné depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, par M. Jules TAULIER, ancien chef d'institution de plein exercice à St-Martin-le-Vinoux, près Grenoble. — Grenoble, Ch. Vellot et Cie, 1855.

« Ce n'est point un livre savant que j'ai voulu faire, dit M. Taulier; ce petit ouvrage est destiné, non à la bibliothèque de l'érudit, mais plutôt à celle de l'homme du monde. . . . J'ai cherché surtout à faire connaître l'histoire du Dauphiné, telle que mes lectures me l'ont apprise, telle qu'il est utile que le plus grand nombre la connaisse. J'ai tâché de mettre dans mon récit de la clarté et un peu de cette chaleur qui vient au cœur de quiconque aime son pays, lorsqu'il en déroule les annales et qu'il en rappelle les titres glorieux à l'estime de tous. »

D'après ce plan, l'auteur, tout en présentant avec beaucoup de méthode et de clarté la suite de l'histoire dauphinoise, s'attache principalement aux événements et aux hommes les plus célèbres. Il consacre quatre-vingts pages à une description fort intéressante du Dauphiné et des trois départements formés par cette ancienne province; puis il re-

trace à grands traits l'histoire de ce pays avant la conquête de Rome, sous la république et sous l'empire, sous la domination des Bourguignons et des Francs, enfin sous les rois du deuxième royaume de Bourgogne. L'origine si obscure des premiers dauphins l'occupe un moment; mais il s'étend davantage sur la 2^e et la 3^e race, et surtout sur le règne si rempli d'Humbert II. Une large place est réservée au séjour que fit Louis XI dans le Dauphiné, aux guerres de religion, aux exploits et à l'administration de Lesdiguières. M. Taulier ne signale rien d'important en Dauphiné sous Louis XIII, Louis XIV et Louis XV; mais, arrivé à la révolution française, il donne environ cent pages à l'histoire de ce pays, depuis cette époque jusqu'à nos jours. Cette dernière partie est tout à fait neuve et pleine d'intérêt.

Etudes sur le droit primitif des sociétés humaines, par M. Albert Du Bois. (Extrait de la *Revue historique du droit français et étranger*, numéro de mars-avril 1856.)

Cette brochure traite du droit de vengeance, de sa légitimité, de son caractère propre, et de ses rapports avec les origines et le développement du droit pénal.

Recueil de mémoires et d'observations sur divers sujets. Suite de mémoires et observations de physique, de météorologie, d'agriculture et d'histoire naturelle, par le baron L.-A. d'HOMBRES FIRMAZ, membre correspondant de l'Institut, des Académies de Bordeaux, Caen, Dijon, Grenoble, etc. — Alais, 1844 à 1851, 4 vol. in-8°.

Ces mélanges, qui forment la sixième partie des œuvres de M. le baron d'Hombres Firmaz, contiennent la relation du 6^e et du 7^e voyage que ce vénérable savant a faits en Italie pendant les années 1845 et 1846. Ils renferment, en outre, un grand nombre d'observations de botanique, de géologie et d'agriculture. On y remarque aussi des notices nécrologiques sur deux médecins d'Alais, les docteurs Du Pouget et Pagès, et la description d'un cimetière gallo-romain, découvert à St-Hippolyte de Caton, arrondissement d'Alais.

MÉMOIRES ENVOYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Rapport fait au congrès des sociétés savantes sur les travaux de la Société académique de l'Aube, en 1855, par M. le baron DOYEN, membre résidant. Séance du 29 mars 1856.

Annales de l'Académie d'archéologie de BELGIQUE, tom. XII^e, 1^{re} livraison. Anvers.

Société archéologique de BÉZIERS. Séance publique du 25 mai 1854 et programme du concours de 1855.

Ce procès-verbal contient une dissertation sur l'origine et l'usage des cloches, par M. Azais, président de la Société archéologique de Béziers. Pendant la révolution, les cloches durent se taire en France, en vertu d'une loi du 22 germinal an IV, qui confirmait un message du Directoire exécutif, du 18 ventôse : tout ministre d'un culte quelconque qui invitait les citoyens à se réunir au son des cloches, était puni, pour la première fois, d'une année de prison ; en cas de récidive, il était condamné à la déportation.

Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de DRAGUIGNAN.

Mémoires de l'Académie du GARD, 1854-1855. Nîmes, 1855.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'INDRE-ET-LOIRE, tom. XXXIV, 1^{re} et 2^e livraison, Tours, 1855 ; tom. XXXV, 1^{re} et 2^e livraison, 1856.

Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la MARNE. Séance publique du 29 août 1855. — Rapport sur les travaux du congrès des Sociétés savantes de France (session de 1856).

Mémoires de l'Académie impériale de METZ, XXVI^e année, 1854-1855.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE, tom. VI, nos 1, 2 et 3.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du PUY, tom. XIX, 1854.

On trouve dans ce volume, pag. 525, une reconnaissance faite le 1^{er} avril 1460 (*vieux style* : Pâques, en 1461, était le 5 avril) par le seigneur de Merqueure (diocèse du Puy) « à magnifique et puissant seigneur Aymar de Poitiers, seigneur de St-Vallier, Arlempdes et St-Privat. » — Cet Aymar de St-Vallier était de la famille des comtes de Valentinois et de Diois.

Ce volume contient en outre, pag. 163 à 177, une *Notice sur les*

Béates de la Haute-Loire, écrite par M. DUNGLAS, membre correspondant de l'Académie Delphinale. Les *Béates* forment une congrégation d'institutrices de village, particulière au département de la Haute-Loire.

Congrès scientifique de France, 22^e session tenue au Puy en septembre 1855. — Paris, 1856, 2 vol. in-8°.

Le 1^{er} volume contient, pag. 188, un arrêté du congrès qui décide que la 24^e session du congrès scientifique aura lieu à Grenoble en 1857.

Dans le second volume, pag. 307 et suiv., est un mémoire de l'abbé Sauzet, chanoine de la cathédrale du Puy, sur le passage de César dans la Vellavie (le Velay). Ce travail peut servir à déterminer les limites de l'Allobrogie, du côté de l'ouest : « L'Allobrogie, dit M. l'abbé Sauzet, occupait, avec un développement à la vérité bien inégal, les deux côtés du Rhône, la droite et la gauche. Cette partie qui longe le fleuve entre Vienne et un peu au-dessus d'Annonay, n'appartenait pas alors au Vivarais, comme elle en a dépendu depuis. » (Tom. II, pag. 310.)

Société agricole, scientifique et littéraire des PYRÉNÉES-ORIENTALES, tom. IX, 1854.

Ce volume contient des recherches sur les monnaies qui ont eu cours en Roussillon, par M. Colson, chef de bataillon (pag. 29 à 255). Quatre planches de monnaies accompagnent ce travail.

Bulletin du comice agricole de l'arrondissement de SAINT-QUENTIN, tom. IV.

Mémoires de la Société archéologique de TOURAINE. — tom. VI, 4 livraisons in-8°, Tours 1854.

La 1^{re} livraison renferme des recherches historiques sur l'ancienne châellenie de Montrésor (Indre-et-Loire). En 1493, cette terre fut vendue, par décret, à Imbert de Bastarnay, baron du Bouchage. Ce seigneur dauphinois était en grande faveur auprès de Louis XI. Il fut enterré dans l'église de Montrésor en 1523. René, petit-fils d'Imbert, mourut en 1580 ; avec lui s'éteignit sa maison, et Montrésor entra par ses filles, d'abord, dans la maison d'Ailly, puis dans celle de Joyeuse. (Pag. 82 et 83, n^{os} XXV, XXVI et XXVII.)

Cette livraison, ainsi que la 3^e et la 4^e, contient encore des études d'histoire et de jurisprudence sur les formules de Sirmond, par M. Legallais, pag. 25, 101 et 213.

Revue des Sociétés savantes de la France et de l'étranger,

publiée sous les auspices du ministre de l'instruction publique et des cultes, tom. 1^{er}, 1^{re} livraison. Janvier 1856.

Cette livraison contient l'analyse du tom. IV (1^{re} et 2^e livraison) du *Bulletin de l'Académie delphinale* (Revue, pag. 53.)

OUVRAGES OFFERTS PAR DES AUTEURS ÉTRANGERS A L'ACADÉMIE.

Observations sur les principales causes de l'élévation du prix du pain et de la viande, par M. Victor CHATEL. Paris, 24 pag. in-12.

L'auteur se propose de prouver que la maladie de la pomme de terre est la principale cause de l'élévation du prix du pain, et a contribué aussi à amener les prix élevés de la viande. — On voit dans ce mémoire que c'est un Dauphinois, M. de Barral, évêque de Castres, qui a importé en 1755, dans le Tarn, la culture de la pomme de terre, dont il avait fait venir la semence du Dauphiné.

Etudes historiques sur les clercs de la Bazoche, suivies de pièces justificatives, par Adolphe FABRE, licencié en droit, président de la Chambre des avoués de Vienne. — Paris, 1856, 4 vol. in-8°.

Les deux corporations singulières qui, sous le nom de *Royaume de la Bazoche* et d'*Empire de Galilée*, se composaient des clercs de procureurs au Parlement et des clercs de procureurs à la Cour des comptes, sont l'objet de ces études historiques. Les clercs du Parlement et de la Cour des comptes n'étaient pas les seuls à former de telles sociétés : il en existait de semblables au Châtelet de Paris, à Lyon, à Toulouse, à Orléans, et dans les principales villes de France.

Ces associations, par leur organisation, touchent aux corporations des métiers : par leur origine, elles se lient à l'institution des procureurs ; par leur juridiction, elles se rattachent à la permanence du parlement de Paris.

Les poésies et les satires des bazochiens nous font remonter à la transformation de la langue française pendant le XIV^e et le XV^e siècle. Leur théâtre, rival heureux de celui des Confrères de la passion, est un des berceaux de la comédie française ; enfin, leurs montres et leurs cérémonies, souvenirs évidents de la fête des Fous, continuent jusqu'au XVIII^e siècle la tradition de cette joyeuse et païenne coutume.

M. Fabre a divisé son livre en trois parties : il consacre la première à l'organisation judiciaire et à la juridiction exceptionnelle que

les rois de France accordèrent aux sociétés de la Bazoche, et fait connaître en même temps leurs coutumes et leurs cérémonies depuis Philippe-le-Bel jusqu'en 1789. Dans la seconde, il détermine le rôle de ces communautés dans les origines du théâtre moderne. Dans la troisième, enfin, il cherche les écrivains et les poètes qui sortirent de leur sein et l'influence qu'elles exercèrent sur les lettres.

L'auteur a placé au frontispice de son livre une gravure sur bois du XVI^e siècle, qui représente *dame Bazoche pleurant son roi*. Il a réimprimé à la fin plusieurs pièces curieuses, entre autres les *Statuts et Ordonnances du royaume de la bazoche*, les *Complaintes et Epitaphes du roi de la Bazoche* attribuées à André de la Vigne, et l'*Idylle latine de Philibert Girinet sur l'élection de Pierre Gautier, roi de la Bazoche de Lyon*, le *Ludus sancti Nicholai*, et la poésie d'Hilaire de *papa scholastico*.

Œuvres complètes du baron de Stassart, publiées et accompagnées d'une notice biographique et d'un examen critique des ouvrages de l'auteur, par P.-N. DUPONT-DELPORTE, avocat à la Cour impériale de Paris, ancien représentant du Pas-de-Calais à l'assemblée législative. — Paris, Didot, 1855. 4 vol. gr. in-8°. Ouvrage donné à l'Académie par S. Exc. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.

M. le baron de Stassart, né à Malines le 2 septembre 1780, a administré, comme sous-préfet, l'arrondissement d'Orange, ancienne dépendance du Dauphiné, et, comme préfet, le département de Vaucluse. La ville d'Orange doit à cet administrateur laborieux et qui ne resta dans ses murs que peu de mois, l'érection d'un monument au vénérable évêque Dutillet, la création de sa bibliothèque, l'une de ses plus belles promenades, l'acquisition d'un temple protestant, et la restauration d'un de ses monuments romains.

M. de Stassart quitta le département de Vaucluse pour l'administration des Bouches-de-la-Meuse, qui avait pour chef-lieu La Haye. Quand son pays eut été séparé de la France, il fut successivement député à la seconde Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, vice-président du congrès national de Belgique, président du sénat jusqu'en 1838, simple sénateur jusqu'en 1847. Il mourut à Bruxelles le 10 octobre 1854. Il était correspondant de l'Institut.

Ses œuvres, recueillies et publiées en 4 vol. par l'auteur lui-même, en 1854, l'ont été de nouveau en France, en vertu d'une disposition de son testament. Elles contiennent, dans le genre poétique, des fables, des épîtres, des lettres en vers, des élégies, des imitations d'Horace, des contes, des chansons, des épigrammes ; dans le genre philosophique, les pensées de Circé, la traduction des méditations d'Eckarts-

hausen ; dans le genre académique, des discours à l'athénée de Vaucluse et à l'académie de Bruxelles ; dans le genre littéraire varié, des idylles et des contes en prose ; dans le genre critique, une série d'analyses sur des ouvrages contemporains ; dans le genre historique, des biographies ; dans le genre politique, ses discours aux Etats-Généraux de Hollande, au congrès et au sénat de Belgique.

Œuvres du comte P.-L. Rœderer, pair de France, membre de l'Institut, etc., etc., etc., publiées par son fils le baron A.-M. Rœderer, ancien pair de France, tant sur les manuscrits inédits de l'auteur, que sur les éditions partielles de ceux de ses ouvrages qui ont déjà été publiés, avec les corrections et les changements qu'il y a faits postérieurement. — Paris, Didot, 1853 et 1854, 3 vol. gr. in-8° ; ouvrage offert à l'Académie par le fils de l'auteur.

Le 1^{er} volume contient le théâtre divisé en deux parties : 1° les comédies historiques : *Le Marguillier de St-Eustache*, *Le Fouet de nos pères*, *le Diamant de Charles-Quint*, *La Proscription de la Saint-Barthélemy*, *Le Budget de Henri III* et *La Mort d'Henri IV* ; 2° le théâtre normand ou du Bois Roussel, comprenant les comédies et les proverbes. Cette seconde partie des comédies de M. Rœderer était entièrement inédite : elle renferme de curieux tableaux des mœurs et des habitudes normandes.

Le second volume contient les mémoires pour servir à l'histoire du règne de Louis XII et de François 1^{er}. C'est dans ce volume que se trouve le mémoire sur l'histoire de la société polie en France.

Le 3^e volume, intitulé *Histoire contemporaine*, renferme les renseignements les plus intéressants sur les événements auxquels M. Rœderer a été mêlé pendant la révolution et sous l'empire. On y remarque surtout des entretiens intimes avec Napoléon Bonaparte, général, premier consul et empereur.

La Cinéide ou la Vache reconquise, poème national héroï-comique, en 24 chants, par l'abbé Ch. Du Vivier de Streel, curé à St-Jean de Liège. — Bruxelles, 1854, 1 vol. in-12.

Il s'agit, dans ce poème, d'une vache enlevée au village de Jallet, en 1275, par le bailli du Condroz, canton du pays de Liège qui avait pour capitale Ciney. Cet enlèvement eut pour conséquence une guerre terrible, dans laquelle entrèrent le duc de Brabant et les comtes de Flandre et de Namur, et qui ne fut terminée que par la médiation du roi de France Philippe le Hardi. Le bourg de Ciney fut détruit de fond en comble pendant cette guerre féodale.

Poésies Wallones, par l'auteur du *Pantalon trawé* (M. l'abbé Du Vivier). — 2 broch. in-12, Liège, 1842.

Le but de l'auteur, en faisant cette publication, a été d'attirer l'attention sur la langue wallone. « Le wallon n'est pas, comme beaucoup de personnes le pensent, une corruption du Français. . . . ; il est, comme le français, le résultat, le composé, ou, si l'on veut, le dernier résumé des langues de divers peuples qui ont fait des excursions dans la Gaule, mêlée au langage celtique ou kimri, etc., des premiers habitants. . . . C'est une langue à laquelle il n'a manqué que des écrivains pour qu'elle participât à la richesse et à l'harmonie de l'italien, langue avec laquelle elle a conservé plus d'affinité qu'avec le français. »

Le but de M. Du Vivier a été atteint : ses concitoyens ont enlevé en trois mois mille exemplaires du premier volume de ses poésies wallones.

Quelques découvertes dans l'ancienne chapelle des bénéficiers de la collégiale de St-Jean, à Liège, par M. Ch. Du Vivier de Streel, curé de St-Jean. (Extrait du *Bulletin de l'Institut archéologique Liégeois*). — Liège, 1856, br. in-8°.

Des enfants dans les prisons et devant la justice, ou des réformes à faire dans les lois pénales et disciplinaires qui leur sont appliquées, par M. VINGTRINIER, médecin en chef des prisons de Rouen. — Rouen, 1855, une broch. in-8°.

Ce mémoire a pour épigraphe : « Il serait mieux d'ouvrir aux enfants délaissés les portes des hospices que celles des prisons. » Il a été lu dans le sein de l'Académie des sciences, lettres et arts de Rouen, qui en a ordonné l'impression dans son Précis de 1855.

Le Sud-Est, journal agricole et horticole, paraissant mensuellement. — 1^{re} livraison.

M. Prudhomme, imprimeur de l'Académie Delphinale, publie, depuis l'année 1855, un journal mensuel, intitulé le *Sud-Est*, et consacré à l'agriculture et à l'horticulture. Ce recueil a tiré son nom de la division officielle de la France en sept régions agricoles : il est donc destiné par son éditeur à fournir aux 45 départements qui composent cette région, un centre commun de publicité ; mais il est plus particulièrement consacré aux intérêts agricoles du département de l'Isère. Le Dauphiné manquait d'une Revue de ce genre, M. Prudhomme, qui édite de-

puis longtemps, avec un succès soutenu, une *Bibliothèque municipale* et une *Petite Bibliothèque économique et rurale* répandues dans toute la France, a voulu combler cette lacune. Il a eu, en même temps, l'ambition désintéressée de porter à la connaissance du plus grand nombre les travaux des sociétés agricoles, et pour cela il a mis son journal à 5 fr. par an. M. Prudhomme fait en outre des avantages particuliers aux Sociétés agricoles qui voudront fournir le Journal à tous leurs membres. Enfin, il offre gratuitement à toutes les communes chefs-lieux du département de l'Isère, et à toutes les autres où il y aura cinq abonnés payant, un exemplaire qui sera déposé, lors de sa publication, dans le lieu public le plus fréquenté de la localité, et conservé ensuite à la mairie, où chacun pourra le consulter sans déplacement.

La bonne pensée de M. Prudhomme a été comprise par l'administration du département, qui a vu dans le *Sud-Est* « une » publication très-utile, destinée à répondre aux besoins du pays » et à faciliter les améliorations de l'industrie rurale. Ces sociétés agricoles sont venues en aide à l'Editeur, et trois d'entre elles, la *Société d'agriculture de l'arrondissement de Grenoble*, la *Société d'horticulture de l'Ain*, et la *Société d'agriculture de Vienne*, ont fait de son journal l'organe de leur publicité.

Le *Sud-Est* forme une véritable encyclopédie où se trouvent réunies toutes les matières qui peuvent intéresser l'agriculture. Ces matières sont classées de la manière suivante: 1° une partie officielle reproduit tous les actes des pouvoirs publics ou des Sociétés qui peuvent intéresser la région; 2° une seconde partie, qu'on pourrait appeler également officielle, contient les *bulletins* des Sociétés qui ont pris le journal pour organe; 3° la troisième partie est consacrée à des articles sur l'agriculture ou l'horticulture, fournis par les correspondants, ou bien extraits de journaux, de revues et d'ouvrages agricoles. Viennent ensuite un *Bulletin* de jurisprudence agricole, des *Nouvelles* intéressant l'agriculture, la description des plantes nouvelles découvertes dans le Dauphiné, depuis Villars et Mutel; enfin un *Bulletin bibliographique*.

OUVRAGES CONCERNANT LE DAUPHINÉ.

Essai historique sur l'abbaye de St-Barnard et sur la ville de Romans. — Première partie, accompagnée de pièces justificatives inédites, entre autres, du cartulaire de Romans, annoté par M. GIRAUD, ancien député, membre correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques. — Lyon, impr. de Louis Perrin, 1856, 2 vol. in-8°.

M. Giraud s'est proposé d'écrire l'histoire complète de l'abbaye et de la ville de Romans; mais il ne livre encore au public que la première partie de son travail, qui comprend l'histoire de Romans depuis la fondation du monastère vers le milieu du IX^e siècle jusqu'à la charte donnée aux habitants de la ville au commencement du XIII^e.

« Richement fondée, dit M. Giraud, par l'archevêque Barnard, sac-
 » cagée peu après par une horde barbare, rétablie, puis ruinée de
 » nouveau au X^e siècle, l'abbaye de Romans subit alors le sort com-
 » mun à la plupart des monastères; elle fut réduite violemment sous
 » la domination laïque. Mais, au commencement du XI^e, une ère de
 » réparation s'ouvrit pour elle: Léger, son chef et l'un de ses en-
 » fants, parvenu par son mérite et ses vertus au siège de Vienne, lui
 » fit restituer ses biens, lui donna des statuts, en surveilla l'exécu-
 » tion, et, ce qui mit le comble à ses bienfaits, il obtint en sa faveur,
 » du pape Léon IX, la liberté romaine, c'est-à-dire le droit de relever
 » immédiatement de la Cour de Rome. Cette immunité dont elle jouis-
 » sait seule dans tout le ressort de l'archevêché, accrut beaucoup sa
 » considération et sa puissance. La protection des empereurs qu'elle
 » sut également se ménager, et les privilèges qu'ils lui accordèrent, y
 » ajoutèrent encore. » (*Introduction*, p. III.)

En écrivant l'histoire de cette puissante abbaye, M. Giraud a dû plu-
 sieurs fois retracer celle du Dauphiné tout entier, le monastère de St-
 Barnard ayant eu à soutenir, contre Guigues dauphin, une lutte ter-
 rible pendant laquelle il fut détruit par les flammes, en 1133. Les des-
 tinées de Romans se trouvèrent aussi intimement liées à celles de
 l'église de Vienne, depuis que le titre d'abbé de St-Barnard eut été uni
 à celui d'archevêque. Mais, sobre de détails sur les événements qui se
 rattachent indirectement à son sujet, M. Giraud se renferme dans son
 abbaye et ne touche à l'histoire générale que pour éclaircir l'histoire
 particulière de Romans. Il s'arrête dans son récit à la charte de 1212,
 donnée par l'archevêque Humbert aux habitants de Romans. Là com-
 mence l'histoire proprement dite de la ville de Romans.

M. Giraud a fait graver, pour ce premier volume, les *fac simile*
 d'une charte et d'une inscription, le plan de l'église St-Barnard, et le
 dessin de la coupe et des portes de ce monument.

A la suite de son *Essai historique*, M. Giraud publie le cartulaire de St-Barnard. Malheureusement, l'original de ce cartulaire, qui contenait 418 chartes, n'existe plus. L'éditeur n'a eu entre les mains que la copie des trente-neuf premiers feuillets de ce recueil, faite par M. Moulinet, ancien conservateur des archives du district de Romans, et une analyse du reste, composée au milieu du XVIII^e siècle. C'est ce cartulaire mutilé que publie M. Giraud. Dans des notes courtes, mais pleines de science, placées à la suite de chaque charte ou de chaque extrait de charte, l'éditeur a éclairci toutes les difficultés d'histoire, de chronologie et de géographie que présente le texte. Cette publication, pleine d'intérêt pour le Dauphiné, préparée par de longues et consciencieuses recherches, a été faite avec un grand soin typographique. La correction du texte, la beauté et la force du papier, l'élégance des caractères semblables, pour la forme, à ceux des grandes publications historiques des deux derniers siècles, font le plus grand honneur à M. Louis Perrin, imprimeur à Lyon.

Grâce à cet utile concours, un simple particulier a pu mettre au jour un beau et savant livre, qui rivalise avec tout ce que le gouvernement a publié de mieux en ce genre. Désormais, le Dauphiné a sa collection de *Documents inédits*: commencée par l'histoire d'Aymar du Rivail éditée par M. de Terrebasse, elle est dignement continuée par les *Delphinalia* de M. Gariel, les chartes du Briançonnais réunies par M. Fauché-Prunelle, et le cartulaire de St-Barnard, publié par M. Giraud.

La Réforme et les guerres de religion dans le Dauphiné, de 1560 à l'Edit de Nantes (1598), par J.-P. Long, D. M., chevalier de la Légion d'honneur, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. — Paris, Firmin Didot, 1836.

L'auteur a cherché à rassembler, pour en faire un récit suivi, tout ce qu'il a pu trouver de plus remarquable sur les guerres de religion: outre les documents déjà connus, il a eu en sa possession plusieurs pièces inédites, entre autres les Mémoires de deux protestants de Die, Gaspard et Thomas Gay, qui jouèrent un rôle assez considérable dans les événements de cette époque.

M. Long divise les guerres du Dauphiné en trois périodes: la première, qui dure un an, est remarquable par les excès inouïs du baron des Adrets; la seconde, de treize ans, renferme les entreprises audacieuses et la catastrophe de Montbrun; la troisième, de 22 ans, aboutit au triomphe de la réforme et de la royauté, sous Lesdiguières. M. Long ne dissimule les excès d'aucun parti; il a pris pour épigraphe: *neu patriæ validas in viscera vertite vires*. L'histoire des guerres est suivie de notices intéressantes sur les guerriers, les hommes d'Etat, les

savants et les hommes de lettres qui ont été remarquables en Dauphiné pendant ces luttes religieuses. Après ces notices, se trouvent de nombreuses pièces justificatives, lettres émanées des personnages célèbres, extraits du *Journal de la maison Gay*, et des synodes provinciaux des protestants, etc. M. Long a réimprimé, parmi ces documents, le *Discours en forme de cantique sur la vie et mort de Charles Du Puy, seigneur de Montbrun* (pag. 291). Il y a aussi inséré les comptes des deux communes de Pontaix et de Chastillon en Dyois. Ces deux pièces curieuses font connaître les prix de la vie et l'intérêt de l'argent au XVI^e siècle, dans les campagnes du Dauphiné pendant les guerres de religion (pag. 309 et 310).

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} JUILLET 1856 JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1857.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. DALBOUSSIÈRE, avocat, est décédé le 14 août.

M. Emile BEAUSSIRE, professeur de logique au Lycée impérial, a été nommé le 20 septembre à la Faculté de Poitiers.

M. VERNET, juge honoraire au tribunal civil, est décédé le 24 octobre, à Corenc (Isère).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

L'Académie a, dans ce semestre, décidé qu'elle se mettrait en correspondance avec les Sociétés suivantes :

NORD. — Société de l'histoire et des beaux-arts de la Flandre maritime, à Bergues.

SAVOIE. — Société savoisienne d'histoire et d'archéologie à Chambéry.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LE 2^e SEMESTRE DE L'ANNÉE 1856.

Séance du 4 juillet 1856.

M. SOUPÉ, qui a déjà fait deux lectures sur l'Epopée française au XVI^e siècle, examine, dans un troisième mémoire, les *principaux essais épiques* tentés en France depuis 1590 jusqu'en 1650.

M. ALBERT DU BOYS lit un mémoire ayant pour titre : *Le cardinal Ximènes et l'inquisition espagnole*. Ce travail, qui a paru dans le *Correspondant* (tom. XL, pag. 719 à 747, livraison du 25 avril 1857), considère Ximènes sous trois points de vue principaux : 1^o comme réformateur des ordres monastiques et principalement des Franciscains conventuels ; 2^o dans ses rapports avec l'inquisition ; 3^o comme homme d'Etat et homme privé.

M. du Boys examine dans ce travail l'ouvrage d'Hefele (*Ximènes et l'église d'Espagne à la fin du XV^e et au XVI^e siècle*). Voici son jugement sur cet historien et en même temps sur l'inquisition d'Espagne :

« L'écrivain allemand réduit à leur juste valeur les déclamations contre l'inquisition, dont notre siècle commence à être fatigué ; il montre que cette institution, sans avoir été bonne, même au point de vue des idées du temps où elle a été fondée, est pourtant meilleure que la réputation qu'on lui a faite.

» Peut-être Hefele va-t-il trop loin en cherchant à justifier quelques vices de procédure, qui tendaient à restreindre la liberté de la défense plus que ne le permettent les règles du droit naturel, et les prescriptions mêmes du quatrième concile de Latran, qui a tracé si admirablement les règles de la justice criminelle au commencement du XIII^e siècle. Mais, dans la conclusion de sa dissertation, il se sépare nettement des partisans aveugles et absolus de l'inquisition. Voici comment il s'exprime :

« Ajoutons, en terminant ce chapitre, que nous sommes bien éloigné de nous constituer le champion du Saint-Office en lui-même.
» Nous refuserons toujours à la puissance séculière le droit de garrotter les consciences, et nous sommes opposé de toute notre âme à

» toute contrainte religieuse de la part du pouvoir temporel, qu'elle
 » parte soit d'un Torquemada en robe de dominicain, soit d'un bu-
 » reaucrate du dix-neuvième siècle en uniforme civil. Nous avons
 » voulu seulement montrer que l'inquisition n'était point cette chose
 » monstrueuse et repoussante que l'esprit de parti et l'ignorance
 » prétendaient en faire (¹). »

M. du Boys apprécie de la manière suivante le caractère politique de Ximénès :

« De tous les hommes d'Etat qui ont appartenu aux rangs du clergé, nul ne se préserva mieux que Ximénès de toute concession à l'esprit du monde. Le génie du cardinal espagnol se présente, dans l'ordre religieux et politique, sous cet aspect grandiose et sévère qu'offrent le génie de Dante et celui de Michel-Ange, dans l'ordre de la poésie et des arts. On l'admire plus qu'on ne l'aime. Et cependant Ximénès, qui se fit craindre et souvent haïr de la noblesse, du clergé et des ordres monastiques, fut aimé du peuple espagnol pendant sa vie et en devint l'idole après sa mort. »

Séance du 25 juillet 1856.

L'Académie a reçu de M. Paul MARCHEGAY une pièce inédite relative au Dauphiné.

M. MAIGNIEN lit une étude de mœurs intitulée *l'Utilitaire*.

M. du BOYS lit, au nom de M. Félix Réal, membre correspondant, une notice sur *Hugues de Lionne*.

Séance du 21 novembre 1856.

L'Académie arrête qu'elle se mettra en correspondance :

1° Avec la Société de l'histoire et des beaux-arts de la Flandre maritime de France, séant à Bergues (Nord) ;

2° Avec la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, séant à Chambéry (Savoie).

M. MACÉ lit la première partie d'un mémoire sur *Cyrène et le Silphium des anciens*.

Séance du 19 décembre 1856.

M. MACÉ achève la lecture de son mémoire sur *le Silphium*.

Cette dissertation a paru depuis dans la *Revue archéologique* (14^e année).

La plante désignée par les Grecs sous le nom de *Silphium* et par

(¹) Traduction de MM. Sisson et Crampon, p. 287.

les Romains sous celui de *Laserpitium*, fournissait une espèce de suc ou de gomme estimée au poids de l'argent chez les anciens. Aristophane, Antiphane, Plaute, Hippocrate, Théophraste, Dioscoride, Galien, Arrien, Strabon, Elien, Solin, parlent de cette plante et de son suc précieux ; mais l'auteur ancien qui nous fournit sur le *Silphium* les renseignements les plus abondants, est Pline le Naturaliste. La tige, les racines, les feuilles et le fruit de cette plante servaient en Grèce et à Rome aux usages les plus nombreux et les plus variés, mais les anciens estimaient surtout le suc qui en était extrait et que les Romains appelaient *laser*. Cet extrait s'employait tour à tour comme parfum, comme condiment et comme remède.

Le *Silphium* croissait dans plusieurs parties de l'Asie et même en Europe, sur le Parnasse ; mais le plus estimé venait de Cyrène, ville située au N.-E. de l'Afrique, et dont on retrouve les ruines dans la régence de Tripoli. Ce produit précieux était même la principale richesse de cette colonie célèbre ; mais l'exportation qu'en faisaient les Cyrénéens cessa pour différentes causes, dès le premier siècle de l'empire romain.

On a fait dans les temps modernes toute espèce d'hypothèse pour déterminer quelle est la plante désignée par les anciens sous le nom de *Silphium*. Tous les savants se sont accordés néanmoins à reconnaître qu'il n'y a rien de commun entre cette plante et celle que Linné a appelée de ce nom. Le *Silphium* de Linné est une *synanthérée*, tandis que le *Silphium* des anciens était une *ombellifère*. Mais quelle est cette ombellifère ? Les uns, et c'est le plus grand nombre, l'ont prise pour l'*assa fœtida*, et d'autres pour la *thapsia garganica*. M. Macé démontre que les caractères de ces deux plantes ne se rapportent pas exactement aux renseignements que nous donnent les anciens. Le *Silphium* ne doit pas mieux être confondu avec le *benjoin* ou l'*opium*, comme le veulent quelques interprètes, mais M. Macé pense qu'il n'est pas autre chose que le *laserpitium siler*, plante que l'on trouve en abondance dans les environs de Grenoble. Les divers motifs sur lesquels l'auteur s'appuie seront textuellement reproduits un peu plus loin (Voir *Mémoires et Rapports*).

MÉMOIRES ET RAPPORTS.

Etude lue par M. Hatzfeld dans la séance du 11 avril 1856.

SUR LES COMMENCEMENTS DE CORNEILLE (1).

En lisant le théâtre de P. Corneille, chacun est frappé des traits sublimes, des éclairs de génie qu'il y rencontre à chaque pas; peu de personnes y admirent ce qu'il a de plus extraordinaire, une conception nouvelle de l'art dramatique, pleine d'originalité et de grandeur. J'ai tenté de mettre en lumière cette conception hardie et d'en suivre le progrès jusqu'à la maturité de Corneille.

Le débat entre l'art classique et l'art romantique a été mesquinement réduit à des querelles de forme; et les romantiques, en affectant de croire que la tragédie classique était tout entière dans les unités de temps et lieu, rehaussées d'éloquents discours, de pompeux récits et de confidences solennelles, se sont fait un triomphe aisé. Qu'importe, en effet, qu'il ait plu à certains auteurs d'adopter telle ou telle règle, dont celui-ci a tiré des pauvretés, celui-là des beautés immortelles; ou que le fanatisme de certains classiques ait prêté aux trop fameuses unités je ne sais quelle vertu sainte, et transformé de simples conventions en lois inviolables! Dans ce cercle étroit et sous ces formes convenues, Corneille a fait entrer une large et puissante conception dramatique, qui a sans doute échappé à nos romantiques, puisqu'ils la nient, et qui, pour avoir été renfermée dans un cadre, admiré naguère, aujourd'hui suranné, n'en est pas moins indépendante de cette forme extérieure, criblée d'épigrammes faciles par les écrivains romantiques.

J'espère montrer un jour que ces partisans de la liberté dans

(1) Cette étude aurait dû paraître dans la livraison précédente, mais l'auteur était absent de Grenoble lorsque cette livraison était sous presse.

l'art n'ont guère mieux entendu Shakspeare, l'objet de leur culte ; que la plupart, abusés par cette fantaisie et cette liberté d'allures, n'ont pas vu que ce désordre apparent couvrait une conception dramatique, différente à coup sûr de celle de Corneille, mais comme elle gouvernée par une logique supérieure et non par le caprice ; et que les écrivains qui ont prétendu renouveler l'art tragique en se bornant à copier l'allure capricieuse du poète anglais, n'ont guère été moins naïfs que ceux qui demandaient aux règles de leur poétique une recette du sublime.

On a beaucoup écrit sur les chefs-d'œuvre de Corneille, depuis le *Cid*, sa première victoire et la plus éclatante, jusqu'à *Nicomède* et *Sertorius*, ses derniers triomphes. Le reste est demeuré dans l'oubli ; et l'on ne peut s'étonner que *Le menteur* et *Polyeucte* aient fait oublier *Mélite* et *Agésilas*. Il y a toutefois cette différence entre les ébauches de la jeunesse de Corneille et les œuvres imparfaites de sa vieillesse, que l'étude des dernières ne peut offrir qu'un triste et inutile tableau, celui de la décadence d'un beau génie, tandis que l'étude des premières présente le spectacle instructif d'un grand esprit qui, s'ignorant lui-même, se dégage par degrés des voiles qui l'enveloppent, grandit, s'illumine et se transfigure. De ce point de vue, les premiers essais de Corneille nous ont semblé mériter l'attention.

I.

MÉLITE.

La comédie de *Mélite* parut en 1629. Malherbe venait de mourir. Le vieux Hardy, sur le déclin de sa trop longue carrière dramatique, lut la pièce et trouva que « c'était une assez jolie farce. »

Quelle profusion d'incidents bizarres et invraisemblables !

Eraste est épris de *Mélite*, qui le dédaigne ; il fait connaître celle qu'il aime à son ami Tircis, qui ne tarde pas à le supplanter. Eraste, pour se venger, suppose des lettres d'amour adressées par *Mélite* à Philandre, fiancé de la sœur de Tircis. Philandre, qui s'imagine alors être aimé de la belle *Mélite*, délaisse la sœur de Tircis. Tircis croit à la trahison de *Mélite* et s'indigne. Un de ses amis se charge d'éprouver *Mélite* ; on lui

porte la fausse nouvelle de la mort de Tircis : elle s'évanouit ; Eraste est déchiré de remords ; sa raison s'égare, et dans sa folie, il laisse échapper l'aveu de sa fourberie. Mélite retrouve Tircis qu'elle croyait perdu ; Eraste revient à la raison et s'unit à la sœur de Tircis, qui a rompu avec l'inconstant Philandre ; enfin, Tircis épouse Mélite dont il a reconnu l'innocence et éprouvé l'amour.

La complication et l'invraisemblance de cette intrigue devaient trouver grâce aux yeux de Hardy, dont « la veine féconde » avait popularisé en France ces imbroglios imités de l'Espagne. Corneille fut plus sévère pour lui-même ; il reconnut, dans son *Examen de Mélite*, « que la crédulité de Philandre passait les bornes ; que la folie d'Eraste n'était pas de meilleure trempe et qu'il la condamnait dès lors en son âme, et il déclara le cinquième acte presque inutile pour le dénouement. » Cependant, au milieu de ces défauts choquants, des qualités inattendues se révèlent à l'observateur attentif.

Si l'action n'est guère plus simple que dans les pièces de Hardy, elle est bien supérieure par la régularité de la structure et l'enchaînement des parties. Les incidents ne sont plus disposés comme au hasard : ils naissent les uns des autres. L'imprudence d'Eraste, qui introduit Tircis chez celle qu'il aime, cause sa disgrâce. Cette disgrâce éveille en lui le désir de la vengeance et lui fait supposer les lettres de Mélite. Ces lettres séparent Chloris de Philandre et réduisent au désespoir Tircis et Mélite. Ce désespoir cause l'erreur d'Eraste, ses remords et la perte de sa raison. Enfin, la folie d'Eraste lui arrache l'aveu de sa fourberie et dénoue l'intrigue.

L'action est donc véritablement une et forme un tout dont les parties étroitement liées concourent à un but commun.

Mélite aime Tircis et dédaigne Eraste, voilà le commencement.

Eraste se venge en brouillant Mélite avec Tircis, voilà le milieu.

La fourberie d'Eraste se découvre et Tircis épouse Mélite, voilà la fin de la pièce.

Qui avait enseigné au jeune poète cette loi suprême de l'art dramatique, l'unité d'intérêt, sans cesse violée par ses devanciers ? Il nous l'apprend lui-même : « le sens commun. »

Cette pièce, dit Corneille, fut mon coup d'essai, et elle n'a garde d'être

dans les règles, puisque je ne savais pas alors qu'il y en eût. Je n'avais pour guide qu'un peu de *sens commun*, avec les exemples de Hardy, dont la veine était plus féconde que polie, et de quelques modernes qui commençaient à se produire et qui n'étaient pas plus réguliers que lui.... *Ce sens commun, qui était toute ma règle, m'avait fait trouver l'unité d'action, pour brouiller quatre amants par une seule intrigue.*

Ce qui ne mérite pas moins d'être remarqué dans *Mélite*, c'est l'étude et la peinture du cœur humain. Considérez les personnages de Hardy : chacun d'eux ressemble au premier venu. Ici, chaque personnage apporte dans l'action un caractère nettement tracé, qu'il y conserve, qu'il y développe, et qui justifie tous ses actes.

La faiblesse passionnée d'Eraste est en regard de la froide habileté de Tircis. Chez le premier, on ne trouve qu'imprévoyance, il suit toujours le premier mouvement ; chez le second, tout est calcul.

Dès la première scène, ce contraste est dessiné avec finesse :

Eraste, en homme passionné, raconte, en les exagérant, ses peines amoureuses, et Tircis raille froidement l'amour et les infortunes d'Eraste. A l'enthousiasme, aux illusions de l'amant, notre incrédule oppose les charges du ménage ; et, à la vanité d'une beauté éphémère, les avantages plus solides de la fortune, qui prête des attraits à la laideur même.

TIRCIS.

Pauvre amant, je te plains, qui ne sais pas encore
Que bien qu'une beauté mérite qu'on l'adore,
Pour en perdre le goût on n'a qu'à l'épouser.
.....

ERASTE.

Toi-même qui fais tant le cheval échappé,
Nous te verrons un jour songer au mariage.

TIRCIS.

Alors, ne pense pas que j'épouse un visage.
.....
..... L'abondance des biens
Pour l'amour conjugal a de puissants liens :
La beauté, les attraits, l'esprit, la bonne mine,
Echauffent bien le cœur, mais non pas la cuisine,
Et l'hymen qui succède à ces folles amours,
Après quelque douceur, a bien de mauvais jours.

Plus loin , nous voyons Eraste , artisan de sa propre disgrâce. Imprudent et irréfléchi, il veut à toute force faire admirer sa Mélite à Tircis, et triompher de l'indifférence qu'affiche son ami. Ce but, il l'atteint, mais à ses dépens. Ce qu'il raconte à Mélite de l'insensibilité de Tircis, fait désirer à la jeune fille une conquête flatteuse pour son amour-propre.

Tircis, séduit sans vouloir l'avouer, suit habilement la route qui doit le conduire au cœur de Mélite, caresse son orgueil par des louanges demi-railleuses, demi-sincères, affectant de parler en faveur d'Eraste et de demeurer insensible à sa beauté.

Ainsi la coquetterie de Mélite, dont la vanité cherche un triomphe difficile et dédaigne le cœur soumis d'Eraste pour celui qui est rebelle à son joug, a pour pendant la vanité de Tircis, stimulée par l'indifférence qu'affecte la jeune fille, mais finement dissimulée par un homme habile et maître de lui.

A côté de ces deux caractères, Corneille a tracé, pour les faire mieux ressortir, deux vanités d'un ordre inférieur : à Mélite qu'irrite la résistance de Tircis, et à Tircis qu'animent les froideurs de Mélite, Corneille a opposé Chloris et Philandre : Chloris qui se complaît dans l'humilité de son amant et aime Philandre pour sa docilité; et Philandre qui aime surtout Chloris parce qu'il est flatté de la préférence qu'elle lui témoigne. La première scène entre Philandre et Chloris est un échange piquant de concessions et de flatteries intéressées.

Le second acte nous montre la jalousie d'Eraste, sa maladresse accrue par la sincérité même de sa passion, ses emportements qui ne font que blesser Mélite et servir la cause de Tircis.

ERASTE.

Quoi ! seule et sans Tircis ! vraiment c'est un prodige,
Et ce nouvel amant déjà trop vous néglige,
Il n'a plus de plaisir qu'à vous entretenir.

MÉLITE.

Il a lieu de s'y plaire avec quelque justice.
L'amour, ainsi qu'à lui, me paraît un supplice;
Et sa froideur, qu'augmente un si lourd entretien,
Se résout d'autant mieux à n'aimer jamais rien.

ERASTE.

Dites à n'aimer rien que la belle Mélite.

MÉLITE.

Pour tant de vanité j'ai trop peu de mérite.

ERASTE.

En faut-il tant avoir pour ce nouveau venu ?

MÉLITE.

Un peu plus que pour vous.....

ERASTE.

Vos mépris ne sont pas de grande conséquence,
Et ne vaudront jamais la peine que j'y pense.

MÉLITE.

S'il osait me tenir de semblables discours,
Nous romprions ensemble avant qu'il fût deux jours.

ERASTE.

.....
Qu'aurait-il à se plaindre, étant si bien reçu ?

MÉLITE.

Eraste, voyez-vous, trêve de jalousie ;
Laissez en liberté mes inclinations.
Qui vous a fait censeur de mes affections ?
Est-ce à votre chagrin que j'en dois rendre compte ?

ERASTE.

Non, mais j'ai malgré moi pour vous un peu de honte
De ce qu'on dit partout du trop de privauté,
Que déjà vous souffrez à sa témérité.

MÉLITE.

Ne soyez en souci que de ce qui vous touche.

ERASTE.

Le moyen, sans regret, de vous voir si farouche
Aux légitimes vœux de tant de gens d'honneur,
Et d'ailleurs si facile à ceux d'un suborneur ?

MÉLITE.

Ce n'est pas contre lui qu'il faut en ma présence
Lâcher les traits jaloux de votre médisance.
Adieu. Souvenez-vous que ces mots insensés
L'avanceront chez moi plus que vous ne pensez.

(Act. II, Sc. 2.)

Ce n'est pas encore le style du Cid, mais que l'on compare ces vers avec ceux de Hardy et de Rotrou, et l'on reconnaîtra que le progrès que nous avons constaté dans la structure de la fable, dans le développement des caractères, n'est pas moins marqué dans la diction ; que les idées s'enchaînent avec rigueur, que les images ne sont point jetées au hasard, prodiguées sans discer-

nement, mais viennent ici fortifier et éclairer la pensée; que la subtilité et la recherche font place au naturel, à la précision. Déjà Corneille a compris que le style ne doit pas être la parure mais le vêtement de l'idée, que la forme est au service du fond, et que les détails sont subordonnés à l'ensemble. Pour nous, ces notions sont presque des lieux communs. Au moment où Malherbe venait à peine d'achever sa carrière, c'étaient de grandes nouveautés.

II.

En 1630, Corneille donna *Clitandre*, et l'on put croire un moment que notre poète s'était laissé séduire aux raffinements des *Précieuses*. Il y a tel vers dans *Clitandre*, qui, si Corneille fût mort à ce moment, eût marqué sa place auprès de Théophile ou de Scudéry. On sait que Corneille fréquenta l'hôtel de Rambouillet, et que le mâle auteur de *Cinna* composa trois fleurs de *la Guirlande de Julie*.

Corneille ne tarda guère à désavouer *Clitandre*; et il blâma lui-même avec sa simplicité ordinaire les défauts de sa pièce, la complication monstrueuse de l'intrigue, et ce style laborieux et guindé qui, disait-il, « ne vaut rien du tout. » Qu'ajouterait, en effet, la plus sévère critique à ce qu'on va lire?

Un voyage que je fis à Paris pour voir le succès de *Mélite*, m'apprit qu'elle n'était pas dans les vingt et quatre heures. C'était l'unique règle que l'on connût en ce temps-là. J'entendis que ceux du métier la blâmaient de peu d'effet, et de ce que le style en était trop familier. Pour la justifier contre cette censure par une espèce de bravade, et montrer que ce genre de pièces avait les vraies beautés du théâtre, j'entrepris d'en faire une régulière (c'est-à-dire dans les vingt et quatre heures), pleine d'incidents, et d'un style plus élevé mais qui ne vaudrait rien du tout, en quoi je réussis parfaitement.

L'horizon de l'hôtel de Rambouillet devait sembler étroit au génie de Corneille. Il l'eut bientôt dépassé, et quand éclata la querelle des *Uraniens* et des *Jobelins*, qui partagea tous les beaux esprits entre le sonnet de *Job* par Benserade et le sonnet d'*Uranie* par Voiture, Corneille vengea la dignité des lettres en vouant au ridicule ce débat frivole dans un sonnet plein d'ironie :

Demeurez en repos, Frondeurs et Mazarins,
 Vous ne méritez pas de partager la France.
 Laissez-en tout l'honneur aux partis d'importance
 Qui mettent sur les rangs de plus nobles mutins.

Nos *Uraniens* ligués contre nos *Jobelins*
 Portent bien au combat une autre véhémence ,
 Et s'il doit s'achever de même qu'il commence ,
 Ce sont *Guelfes* nouveaux et nouveaux *Gibelins*.

Vaine démangeaison de la guerre civile
 Qui partagiez naguère et la cour et la ville ,
 Et dont la paix éteint les cuisantes ardeurs ,

Que vous avez de peine à demeurer oisive ,
 Puisqu'au même moment qu'on voit bas les frondeurs ,
 Pour deux méchants sonnets on demande qui vive !

Après l'examen détaillé que nous avons fait de *Mélite*, nous ne nous arrêterons pas à *Clitandre*, à *la Veuve*, à *la Galerie du palais*, à *la Suivante*, à *la Place royale*, qui ne diffèrent guère de *Mélite* pour la structure de la fable dramatique, pour la peinture des caractères et pour le mérite du style. Mais c'est une étude curieuse que celle des dédicaces qui précèdent chacune de ces pièces : c'est là que l'on peut observer le progrès de la pensée de Corneille, ses réflexions profondes sur toutes les questions qui touchent à la poésie dramatique ; la hardiesse et l'originalité de ses vues jointes à je ne sais quelle soumission naïve ; son intelligence et son respect réfléchis des règles essentielles, son dédain des règles subalternes et accessoires : tout ce qui atteste enfin que ses grands chefs-d'œuvre ont été préparés par de longues et sérieuses méditations sur son art.

On a beaucoup parlé de l'aveugle soumission de Corneille à la règle des unités. Or nous lisons dans la préface de *Clitandre* :

Si j'ai renfermé cette pièce dans la règle d'un jour, ce n'est pas que je me repente de n'y avoir point mis *Mélite* ou que je me sois résolu à m'y attacher dorénavant. Aujourd'hui, quelques-uns adorent cette règle, beaucoup la méprisent ; pour moi, j'ai voulu seulement montrer que si je m'en éloigne, ce n'est pas faute de la connaître.

Et dans la préface de *la Suivante* :

J'aime à suivre les règles ; mais loin de me rendre leur esclave, je les élargis et resserre selon le besoin qu'en a mon sujet.

Mais Corneille ne pousse pas l'amour de l'indépendance jusqu'à prendre tout un siècle pour la durée de l'action et toute la terre pour le lieu de la scène. Y a-t-il rien de plus sensé que ce passage de l'épître dédicatoire de *la Veuve* ?

Pour l'ordre de la pièce, je ne l'ai mis ni dans la sévérité des règles ni dans la liberté. . . . L'une est trop rarement capable de beaux effets, et on les trouve à trop bon marché dans l'autre, qui prend quelquefois tout un siècle pour la durée de son action, et toute la terre habitable pour le lieu de la scène.

Il est une règle sur laquelle Corneille n'admettra point de tolérance ; et celle-là, du moins, les romantiques n'ont osé la combattre : c'est *l'unité d'action*. Loin de l'élargir, Corneille la rend chaque jour plus étroite et plus rigoureuse, comprenant qu'elle est la pierre angulaire du drame.

S'il y a double action, la pièce est double pour ainsi dire, et l'intérêt divisé s'affaiblit. C'est ce que Corneille exprime avec une force de langage et de raison peu commune, en blâmant la double intrigue de *la Place Royale* :

Ces deux dessins formés ainsi l'un après l'autre font deux actions, et donnent deux âmes au poème.

Corneille ne se contente pas de l'unité générale de l'action et du sujet. Il demande la liaison des scènes entre elles. On lit dans l'Épître dédicatoire de *la Suivante* :

Il n'y a qu'une action principale à qui toutes les autres aboutissent. La liaison même des scènes, qui n'est qu'un embellissement et non pas un précepte, y est gardée.

Et dans l'examen de *la Veuve* :

Il n'y a point de liaisons de scènes, et par conséquent point de continuité d'action.

Corneille va bannir peu à peu tous ces événements épisodiques qui introduisent une petite action au milieu de la grande, et désormais tous les incidents secondaires viendront conspirer vers un événement unique et essentiel qui sera le but de toute la pièce.

Corneille s'impose une seconde loi, non moins essentielle que la première : celle de la vraisemblance dramatique. Et telle est aux yeux du poète l'importance de cette règle, que cherchant dans l'examen de *Mélie* la cause du succès d'une comédie si imparfaite, il ne la trouve que dans ce respect de la vraisemblance violée par ses devanciers :

La nouveauté de ce genre de comédie. . . . et le style naïf qui faisait une peinture de la conversation des honnêtes gens, furent sans doute cause de ce bonheur surprenant.

Dans l'Epttre dédicatoire de *la Veuve*, Corneille explique d'un mot ce qui constitue cette qualité essentielle à son art :

Je tâche de ne mettre en la bouche de mes acteurs que ce que diraient vraisemblablement en leur place ceux qu'ils représentent, et de les faire discourir en honnêtes gens et non pas en auteurs.

N'y a-t-il pas dans ces fragments un enseignement pour notre siècle qui a vu plus d'une intelligence, merveilleusement douée, avorter prématurément, pour s'être crue dispensée de l'effort, de la réflexion, de l'étude, et pour s'être livrée au hasard de l'inspiration sans autre guide que le caprice et l'instinct?

En relisant ces réflexions de Corneille, fruit de patientes et laborieuses recherches, on aime à se dire que, pour l'honneur de la nature humaine, il ne se fait rien de grand ici-bas sans la raison et sans la liberté; et que si le génie est une semence divine, cette semence veut être fécondée par le travail.

Jusqu'ici Corneille n'a composé que des comédies; le moment approche où il va s'essayer dans le genre tragique, sa véritable grandeur.

III.

Le genre tragique et le genre comique sont-ils si étroitement unis qu'on puisse aller de l'un à l'autre, comme par une transition naturelle? Malgré l'autorité de Platon, qui, dans *le Banquet*, déclare les deux muses inséparables et affirme qu'il appartient au même homme de savoir traiter la Comédie et la Tragédie, il est douteux qu'un Sophocle eût pu devenir le rival d'un Aristophane, d'un Ménandre. Et bien que la Comédie et la Tragédie reposent l'une et l'autre sur l'étude du cœur humain et l'observation des caractères, elles sont séparées par des différences si profondes, qu'on ne saurait admettre qu'un homme tel que Corneille ait passé brusquement du comique au tragique sans que rien eût préparé ou fait pressentir cette transformation de son génie. Cherchons donc à retrouver dans les premières comédies de Corneille, des traces de sa vocation tragique.

Il est aisé de définir la Comédie et la Tragédie. On a dit souvent, et avec raison, que la Comédie peint les *travers* et la Tragédie les *passions*. Mais ces deux termes ont besoin, à leur tour, d'être définis. Qu'est-ce qu'un *travers*? Qu'est-ce qu'une *passion*?

N'y a-t-il pas dans tout travers un élément passionné? L'avare n'a-t-il pas la soif de l'or?

Le travers, à son origine, dérive en effet d'une passion; mais d'une *petite passion* qui a pu étendre insensiblement sa domination, et qui est devenue, par l'habitude, une seconde nature. Elle a donc dégénéré peu à peu en un défaut permanent, dont on ne veut plus s'avouer l'empire, et c'est là proprement ce qui constitue le travers. L'avare se croit simplement soigneux, prévoyant, économe, et les autres hommes sont à ses yeux des prodiges. La femme savante croit aimer la science et ne vise qu'à satisfaire sa vanité. Le misanthrope croit être mû simplement par l'amour de la vérité et de la vertu: il ne voit pas son intolérance qui le rend injuste, et qu'irrite encore le dépit jaloux. Cet aveuglement du personnage comique, qui ne voit pas ou ne veut pas voir son infirmité, voilà ce qui le rend plaisant et ridicule.

Il n'en est pas de même des grandes passions: ce sont des mouvements impétueux de l'âme, avec la conscience d'un but déterminé que l'on brûle d'atteindre, et que l'on poursuit, momentanément, à l'exclusion de tout autre. C'est pourquoi la passion proprement dite est condamnée par sa violence même à une durée limitée: elle meurt dès que son but est atteint; mais tant qu'elle dure, elle ne peut pas s'ignorer. Othello a conscience de sa jalousie effrénée; Macbeth, de son ambition insatiable; Polyeucte, de l'amour divin qui le possède et le pousse au martyre. Le héros tragique, soit qu'il s'abandonne à sa passion, soit qu'il s'efforce de la vaincre, sait tout ce qui l'arrête et tout ce qui l'entraîne, et connaît ce qui se passe au dedans de lui.

Or, dans *Mélite* et les comédies qui l'ont suivie, je remarque précisément chez les personnages ces retours de la conscience sur elle-même, qui semblent surtout du ressort de la Tragédie.

Lorsqu'Eraste dit à Tircis, dans *Mélite*:

Je te l'avoue, ami, mon mal est incurable ;
Je n'y sais qu'un remède, et j'en suis incapable.
Le change serait juste après tant de rigueur,
Mais, malgré ses dédains, Mélite a tout mon cœur....
D'un seul de ses regards l'adorable contrainte
Me rend tous mes liens, en resserre l'étreinte,
Et par un si doux charme aveugle ma raison,
Que je cherche mon mal et fuis ma guérison....

Eraste, connaissant, avouant sa faiblesse, est un personnage tragique.

Lorsque Tircis, au moment de trahir Eraste, s'écrie :

Tantôt je suis ami, tantôt je suis rival,....
J'ai honte de me voir insensible ou perfide;
Si l'amour m'enhardit, l'amitié m'intimide.
Entre ces mouvements mon esprit partagé, etc.

Tircis, écoutant les reproches de sa conscience, est un personnage tragique.

De même, dans la comédie de *la Veuve* (Act. I, Sc. 6), lorsque Clarice s'écrie :

Que mon rang me déplaît ! Que mon trop de fortune,
Au lieu de m'obliger, me choque et m'importune !
Egale à mon Philiste, il m'offrirait ses vœux....

Clarice, n'osant avouer son amour à Philiste, et se reprochant ses scrupules, est une héroïne tragique.

Et quand Philiste, épris de Clarice, mais retenu par la crainte d'offenser celle qu'il aime, et partagé entre le respect et l'amour, s'écrie :

Que l'un m'offre d'espoir, que l'autre a de rigueur,
Et tandis que tous deux tâchent à me séduire,
Que leur combat est rude au milieu de mon cœur !....

Et quand, plus tard, croyant Clarice perdue pour lui, il veut et ne veut pas mourir :

Quel charme à mon trépas de penser qu'elle m'aime,
Et, dans mon désespoir, qu'il m'est doux d'espérer
Que ma mort à son tour la fera soupirer !
Simple, qu'espères-tu ? sa perte volontaire
Ne veut que te punir d'un amour téméraire, etc.

Philiste, agité de mouvements tumultueux, troublé, passionné, est un héros tragique. Ce retour continu du personnage sur lui-même, cet aveu, qu'il se fait sans cesse et qu'il fait à ceux qui l'entourent, des orages qui s'élèvent au fond de son cœur, donne aux comédies de Corneille, et dans les sujets les moins relevés, je ne sais quelle gravité qui n'est pas du genre comique.

Ecoutez une jeune fille (Dorise) qu'on veut marier contre son gré :

Cependant il y va du reste de ma vie,
 Et je n'ose écouter tant soit peu mon envie !
 Il faut que mes désirs, toujours indifférents,
 Aillent sans résistance au gré de mes parents,
 Qui m'apprentent peut-être un brutal, un sauvage.
 Et puis cela s'appelle une fille bien sage !
 Ciel, qui vois ma misère et qui fais les heureux,
 Prends pitié d'un devoir qui m'est si rigoureux !

N'est-ce pas là l'accent de la passion ? N'est-il pas évident que Corneille est mal à l'aise dans la Comédie ; qu'elle se transforme et se dénature visiblement sous sa main, et qu'il marche à son insu vers la Tragédie, véritable vocation de son génie héroïque !

Des personnages tels que Tircis, Eraste, Mélite, Philiste, Clarice, Dorise, ne s'ignorent pas : ce ne sont point des êtres aveuglés par quelque travers, mais agités par quelque passion. Ils sont aimables ou haïssables ; ils ne sont pas plaisants. Si les comédies où ils se meuvent ont quelque chose de comique, le rire y est presque toujours provoqué par des situations bizarres, et non par des travers ou des ridicules qui tiennent au fond des caractères.

Je trouve ces paroles frappantes dans l'Épître dédicatoire de *la Veuve* : « Les fourbes et les intrigues sont principalement du » jeu de la Comédie ; les passions n'y entrent que par accident. » Cette phrase résume admirablement les premiers essais dramatiques de Corneille : débutant dans le genre comique avec l'instinct de la Tragédie, il ne traite pas précisément la Comédie de mœurs, qui peint le travers, mais la Comédie d'intrigue ; et nous avons vu qu'il y fait entrer, à son insu, et comme *par accident*, les passions qui sont faites pour une autre scène.

Le succès de la *Sophonisbe* de Mairet, poussa Corneille à s'essayer enfin dans la Tragédie. En 1635, il fit représenter *Médée*, le véritable antécédent du *Cid* ; il était alors âgé de 30 ans.

IV.

MÉDÉE.

Cette tragédie a de grands défauts, et Corneille a prévenu la critique en prenant soin de les relever lui-même. Le plus grand de tous est dans le choix même de ce sujet demi-fabuleux, où le

réel et le fantastique se heurtent à chaque pas. L'audace et l'énergie que Médée porte dans le crime ont je ne sais quelle grandeur sauvage qui s'efface à la réflexion, quand on songe à la magicienne protégée par sa puissance surnaturelle. L'éloquente réponse de Médée

.....Que vous reste-t-il ? — Moi !

n'est plus un trait de fierté héroïque dans la bouche de celle qui commande à toute la nature ; et ce pouvoir merveilleux, infail-
lible, qui ne laisse point d'incertitude sur l'issue de la lutte,
détruit l'intérêt de l'action.

Le dénouement se ressent de la faiblesse de l'action. Corneille blâme avec raison « ce spectacle de mourants, » où il ne trouve pas « l'effet que demande la tragédie ; » et la raison en est simple, c'est que nous ne nous intéressons à personne.

Corneille critique aussi plusieurs détails de sa pièce : des nar-
rations trop ornées pour qu'un personnage animé d'une passion
violente ait « *toute la patience nécessaire au récit ;* » des con-
fidents « *qui ne sont introduits que pour écouter la narra-
tion du sujet* » ou pour raconter « *des événements publics
connus de tout le monde ;* enfin, le style, qui « est fort inégal
en ce poème. »

Mais, ce qui me semble plus frappant que tout le reste, dans
l'examen de Médée, où le poète critique son propre ouvrage
avec une clairvoyance, une franchise et une modestie peu fami-
lières aux auteurs, c'est que Corneille y établit une règle nou-
velle, inconnue de ses devanciers, et dans laquelle on entrevoit
l'inspiration chrétienne qui va renouveler la poésie et élever la
dignité de l'art : cette règle, c'est celle de la moralité dramatique.

Corneille, avec cette hauteur de raison qui lui révèle le sens
profond des choses, laisse aux écrivains médiocres le soin pué-
ril de chercher la moralité dans le dénouement. Il sait qu'on
voit rarement le crime puni et la vertu récompensée ici-bas ;
pourquoi présenter aux hommes une image menteuse de la vie ?
La vertu trouve son prix en elle-même et dans des espérances
plus hautes. Que le poète fasse aimer la vertu en la montrant
belle, grande, sereine, enviable jusque dans les revers ; qu'il
fasse détester le vice en le montrant bas, honteux, méprisable,
même dans le succès, la conscience humaine sera satisfaite.

Telle est la loi que Corneille impose à la Tragédie dès son premier essai.

Si elle veut nous faire quelque horreur des actions mauvaises, ce n'est point par leur punition, mais par leur laideur qu'elle s'efforce de nous représenter au naturel.

Et comme il y a, dans *Médée*, « peu de personnages dont les mœurs ne soient plus mauvaises que bonnes ; » que, malgré les crimes atroces de Médée et l'acte barbare qui les couronne, « la perfidie de Jason et la violence du roi de Corinthe la font paraître injustement opprimée, » cette tragédie a le défaut de ne point laisser l'impression qu'on doit attendre, et de montrer, comme l'a dit Corneille avec une brièveté éloquente,

.....Le crime en son char de triomphe.

Il nous reste à dire, ce que n'a pas fait Corneille, les beautés qui étincellent parmi ces imperfections, et comment, dans ce sujet même, moins propre pour une tragédie de passions et de caractères que pour une pièce à machines, il a su créer des situations pathétiques et faire vivre des passions fortes et vraies.

Deux grands caractères dominent l'action. Ici, Médée, la femme criminelle qui, pour s'unir à celui qu'elle aimait, a versé le sang de son père; là, Jason, l'époux ingrat et infidèle qui voudrait s'autoriser de ces crimes pour justifier son inconstance, oubliant qu'ils furent commis pour lui seul, et qu'il s'en fit le complice en en recueillant les fruits. Quel châtimement pour Médée ! celui qu'elle aime ardemment, pour qui elle a tout osé et tout sacrifié, lui échappe, se détourne d'elle. La crainte seule retient encore Jason, mais son affection est morte et la reconnaissance lui est devenue un fardeau.

Médée ne peut contenir sa fureur ; ses emportements hâtent la rupture ; elle menace et se rend plus odieuse.

Enfin, pour ressaisir son empire, elle tente un suprême effort ; elle obtient de Jason un dernier entretien. Elle invoque les souvenirs d'un amour oublié ; elle rappelle ses bienfaits, qui furent autant de crimes, et cette énumération terrible augmente la répulsion qu'inspire Médée, et détruit peut-être les derniers scrupules qui retenaient Jason.

Racine ne s'est-il pas souvenu de *Médée*, quand il a composé sa belle tragédie de *Britannicus*, lorsqu'il a tracé les deux

grands caractères d'Agrippine et de Néron; lorsqu'il a montré, non plus la femme, mais la *mère criminelle*; et, en regard, *le fils ingrat*, s'autorisant des crimes qui lui ont donné la couronne, pour se dégager d'une reconnaissance importune et d'une tendresse tyrannique : puis Agrippine, emportée, menaçante comme Médée, hâtant la rupture par ses fureurs, s'efforçant de ressaisir, dans une dernière entrevue, ce fils qui lui échappe, et rappelant en vain de coupables bienfaits.

Trois grandes situations, qui ressortent du sujet même, sont communes à ces deux pièces :

L'exposition, où celle qui se sent délaissée doit exhaler avec amertume sa douleur et son ressentiment.

Le nœud, où la mère et le fils, la femme et l'époux se trouvent en présence; où, d'un côté, on supplie, on menace, en rappelant le passé, et, de l'autre, on dissimule, on s'excuse.

Le dénouement, où l'époux et le fils ingrats, cessant de se contraindre, brisent le joug d'une affection qui les importune.

Chacun sait avec quelle supériorité Racine, dans la maturité de son génie, a traité ces trois grandes situations. Chacun se rappelle Agrippine éclatant devant Burrhus en reproches véhéments; puis forçant Néron à l'entendre, et lui retraçant des bienfaits qu'elle ne peut rappeler sans rougir; enfin, quand elle a perdu tout espoir, maudissant ce fils qu'elle aima et pour qui elle se fit criminelle.

De ces trois situations, la dernière devait inévitablement, dans *Médée*, se ressentir du vice même de l'action et de la faiblesse du dénouement; mais les deux premières sont développées avec une force tragique et une puissance d'accent qui rappelle les plus beaux temps de Corneille.

D'abord l'évocation infernale de Médée, ces sauvages imprécations, cette fureur de l'amour outragé :

Souverains protecteurs des lois de l'hyménée,
Dieux, garants de la foi que Jason m'a donnée,
Vous qu'il prit à témoin d'une immortelle ardeur
Quand par un faux serment il vainquit ma pudeur !
Voyez de quel mépris vous traite son parjure,
Et m'aidez à venger cette commune injure :
S'il me peut aujourd'hui chasser impunément,
Vous êtes sans pouvoir ou sans ressentiment !
Et vous, troupe savante en noires barbaries,
Filles de l'Achéron, pestes, larves, furies,

Fières sœurs , si jamais notre commerce étroit
Sur vous et vos serpents me donna quelque droit ,

.....
Apportez-moi du fond des antres de Mégère
La mort de ma rivale et celle de son père ;
Et , si vous ne voulez mal servir mon courroux ,
Quelque chose de pis pour mon perfide époux !

.....
Jason me répudie ! Et qui l'aurait pu croire ?
S'il a manqué d'amour , manque-t-il de mémoire ?
Me peut-il bien quitter après tant de bienfaits ?
M'ose-t-il bien quitter après tant de forfaits ?

.....
Tu t'abuses , Jason , je suis encor moi-même ! ...

La scène où Médée découvre son cœur à Nérine , sa confidente :

Eh bien , Nérine , à quand , à quand cette hyménée ?
En ont-ils choisi l'heure ? en sais-tu la journée ?
.....
Croit-il qu'en cet affront je m'amuse à me plaindre ?
S'il cesse de m'aimer , qu'il commence à me craindre.

L'amertume et la violence de cette douleur qu'irritent l'orgueil offensé et la jalousie implacable ; les accents passionnés d'une tendresse mal éteinte , avec la hauteur d'une âme inflexible , que dévore la soif de la vengeance :

Tu veux que je me taise et que je dissimule !
Nérine , porte ailleurs ce conseil ridicule ;
.....
Jason m'a fait trahir mon pays et mon père ,
Et me laisse au milieu d'une terre étrangère ,
Sans supports , sans amis , sans retraite , sans bien ,
La fable de son peuple et la haine du mien :
Nérine , après cela , tu veux que je me taise !
Ne dois-je point encor en témoigner de l'aise ?
.....

NÉRINE.

Votre pays vous hait , votre époux est sans foi ,
Contre tant d'ennemis que vous reste-t-il ?

MÉDÉE.

Moi !

Moi , dis-je , et c'est assez.

NÉRINE.

Quoi ! vous seule , Madame ?

MÉDÉE.

Oui, tu vois en moi seule et le fer et la flamme,
Et la terre, et la mer, et l'enfer et les cieux,
Et le sceptre des rois, et le foudre des dieux.

Puis l'entretien avec Jason, mélange admirable des sentiments les plus contraires : la colère et l'amour, les supplications et la violence, la tendresse et le dédain :

Ne fuyez, pas, Jason, de ces funestes lieux,
C'est à moi d'en partir, recevez mes adieux.
Accoutumée à fuir, l'exil m'est peu de chose,
Sa rigueur n'a pour moi de nouveau que sa cause.
C'est pour vous que j'ai fui, c'est vous qui me chassez,
Où me renvoyez-vous, si vous me bannissez ?
Irai-je, sur le Phase où j'ai trahi mon père,
Apaiser de mon sang les mânes de mon frère ?
Irai-je en Thessalie, où le meurtre d'un roi
Pour victime aujourd'hui ne demande que moi ?
Il n'est point de climat dont mon amour fatale
N'ait acquis à mon nom la haine générale ;
Et ce qu'ont fait pour vous mon savoir et ma main,
M'a fait un ennemi de tout le genre humain.
Ressouviens-t'en, ingrat !.....

Enfin, après les fureurs et les menaces, ce dernier cri de l'amour :

Je t'aime encor, Jason.....

imité, mais non surpassé par Racine dans *Bajazet* :

Ecoutez, Bajazet, je sens que je vous aime !

Nous nous sentons portés vers une sphère supérieure. L'auteur de *Mélite* et de *Clitandre* fait place à l'écrivain qui va concevoir et créer *le Cid*. Déjà le poète descend dans la conscience de ses héros : il cherche l'intérêt dans le conflit des divers mobiles qui se partagent le cœur humain, dans les luttes de l'âme contre elle-même, dans le spectacle de cet être semblable à nous, comme nous raisonnable et libre, libre de s'élever ou de se dégrader à ses propres yeux. Ce ne sont plus les *imbroglios* de Hardy et cette profusion d'incidents qui ne satisfont qu'une curiosité passagère, sans émouvoir : ce sont des situations où se meuvent et se passionnent des êtres humains. Corneille a compris que la vie est une lutte, que cette lutte

doit animer le drame qui est la peinture de la vie, et que le véritable pathétique n'est pas dans le hasard des événements et des circonstances, mais dans ces alternatives de grandeur et de défaillance, d'espérance et de crainte, de faiblesse et de force, qui sont l'histoire dramatique de l'âme humaine.

La dédicace de *la Place royale* révèle quelque chose de plus, ce qui n'était encore qu'en germe dans *Médée* : le poète qui, non content de peindre les combats intérieurs de l'âme, placera son idéal dans les victoires de la volonté, maîtresse d'elle-même.

Ce que je respecte en vous, dit-il à son protecteur, c'est cette *possession de vous-même*, que vous conservez si parfaite parmi tant d'intrigues.

..... C'est de vous que j'ai appris que l'amour d'un honnête homme doit être toujours *volontaire*, et que *tout autre amour est une tyrannie dont il faut secouer le joug*.

Aux yeux de Corneille, l'aveugle instinct rapproche l'homme de la brute; la raison et le libre arbitre font sa dignité.

La personne aimée nous a beaucoup plus d'obligation de notre amour, alors qu'il est toujours l'effet de notre choix et de son mérite, que quand il vient d'une *inclination aveugle* et forcée par quelque ascendant de naissance, à qui nous ne pouvons résister.

Dans ces quelques lignes n'entrevoit-on pas les amours chastes et fières du Cid et de Chimène, ces nobles combats du devoir héroïque contre la passion, et ces lois austères du *renoncement*, source d'un pathétique inconnu de l'antiquité? Sous ces froides réflexions ne pressent-on pas les figures sévères et passionnées d'Horace, de Pauline, de Polyeucte?

C'est le monde idéal où Corneille va transporter la muse de la Tragédie.

Lecture faite, le 20 juillet 1856, par M. Philibert-Soupé.

DES PRINCIPAUX ESSAIS ÉPIQUES EN FRANCE DE 1590 A 1650.

Messieurs, ayant entrepris d'esquisser devant vous l'histoire de l'épopée française au XVI^e et au XVII^e siècles, j'ai inauguré cette galerie de figures littéraires, souvent assez curieuses, par deux articles, lus ici, l'an dernier, où je tâchais de vous retracer les traits principaux de Ronsard et de Dubartas, deux chefs d'écoles, jadis puissantes, longtemps rivales et maintenant en-

sevelies dans les ténèbres d'un oubli commun. Ces deux victimes de Boileau, qu'on avait l'habitude de persiffler plutôt que de juger; ces deux types consacrés d'ambitieuse enflure et d'obscurité ridicule, méritaient, vous l'avez vu, non pas certes d'être réhabilités avec faste, mais d'être étudiés avec soin. Si leur crédit est mince auprès de la postérité, leur action sur leur siècle fut considérable, et ces deux influences, entre lesquelles aujourd'hui nous daignons à peine distinguer et choisir, étaient alors également puissantes, mais tout à fait opposées. Le Vendomois Ronsard avait pour lui les Valois, la cour, Paris, les orthodoxes; le gascon Dubartas fut le favori du Béarnais, de l'armée, des provinces, des Réformés. Le premier imaginait des fictions équivoques en marchant maladroitement sur les traces d'Homère et de Virgile; le second puisait ses inspirations emphatiques dans les versets défigurés de l'Ancien Testament. De là deux courants de poésie épique: l'une, historique ou mieux mythologique, l'autre, morale et toute chrétienne, qui n'ont cessé de couler pendant tout le XVII^e siècle et que nous allons suivre rapidement avec vous depuis la *Franciade* et la *Semaine* jusqu'à l'*Alaric* de Scudéry.

On a souvent remarqué la tendance de certaines époques vers certaines idées, tendance qui n'est pas moins persistante et durable, même quand elle se manifeste sans éclat et sans succès. Les cycles mythique et troyen ont doté la Grèce primitive d'une foule de poètes épiques qui tous ont disparu devant la gloire d'un seul. A Rome, entre Ennius et Stace, en trois siècles au plus, le nombre n'en fut pas moins grand: ils abondèrent aussi dans une période assez restreinte du moyen-âge; de même et plus encore, en France, on les voit, de 1580 à 1680, se succéder à rangs si pressés que la liste complète en serait fastidieuse à lire, que l'analyse succincte en est déjà longue à faire. En 1572, l'année même de la Saint-Barthélemy, tout de suite après la publication des quatre premiers chants de l'épopée de Ronsard, un nommé Louis d'Orléans, qui prit plus tard le titre d'avocat général de la Ligue, composait sur *Renaud* un poème chevaleresque. En 1578, Lefèvre de la Boderie, *interprète aux langues pérégrines*, dédiait au frère du roi sa *Galliade*, où il chantait les révolutions des sciences et des arts, sujet qui devait sembler passablement métaphysique dans le Louvre de Catherine de Médicis. Peu de temps après, Pierre de Brach, noble,

soldat, protestant et gascon comme son ami Dubartas, chanta *David et Goliath*. En 1583, Didier Oriet, *écuyer lorrain*, donna une *Susanne* en trois livres. Dans le premier, Susanne épouse Joachim, à Babylone; le second est consacré aux gémissements et aux vœux des Israélites captifs, aux prophéties de Jérémie, à la délivrance du peuple juif; le troisième nous montre la jeune femme accusée par les vieillards, puis réhabilitée contre leurs calomnies et vengée par leur châtement. Cette légende, qui a tant fourni de poèmes et de drames et qu'André Chénier avait commencé à traiter lui-même, est mêlée, chez Oriet, d'épisodes sans intérêt et sans vraisemblance. En 1584, Guillaume de Chevalier offrait au duc de Montpensier un ouvrage, intitulé *le Décès ou la fin du monde* et divisé en trois visions; ce sujet, traité en prose vers 1802 par Grenville, exigerait le pinceau d'un Michel-Ange ou la plume de Milton: jugez de ce qu'il devint entre les mains de ce rimeur aux trois visions! Un Dauphinois, Alexandre de Pontaimery, en outre de poésies diverses, célébra, en sept livres, *la Cité de Montélimar*, trois fois prise dans les guerres de religion (1591). Cette œuvre d'un patriotisme local n'était pas de force à intéresser la France tout entière: ce n'est qu'une gazette mal rythmée et sans invention, sur des événements contemporains. Comme Lucain et Voltaire, il manque à cette règle, sagement rappelée par Ronsard, de ne prendre que des sujets éloignés de plusieurs siècles. Il fit une seconde épopée, *le Roi triomphant*, où il énumérait tous les succès de Henri IV jusqu'à son entrée dans Paris: il n'est pas impossible que l'auteur de la *Henriade* en ait eu connaissance. Voltaire aurait pu tirer un meilleur parti du poème de Jean Prévost, un de ces écrivains si nombreux, mais la plupart si ignorés, qui, dès le règne de Henri IV et à travers les tempêtes civiles, préludaient avec effort aux splendeurs littéraires du siècle de Richelieu et de Louis XIV. Avocat, jeté en prison pour un héritage disputé, après bien des poésies légères et plusieurs tragédies, Prévost publia, en trois chants et avec le mètre décasyllabique déjà employé dans la *Franciade*, l'*Apothéose de Henri IV*, dont nous donnerons ici une idée.

1^{er} CHANT. — Désolées du règne long et heureux de ce monarque, les Furies trament sa mort et songent à en confier le soin à Ravallac, leur nourrisson. Mégère va le visiter en Angoumois et le trouve agenouillé devant l'image de Jacques Clément qu'il

admire. Elle lui promet la même gloire. Le voyant hésiter, elle verse dans son sein tous les poisons de l'Enfer ; aussi, égaré par le fanatisme, accourt-il vers ce Paris que Prévost nomme

Mère des arts, superbe également
De sa grandeur et de son Parlement,
Qui, sous le ciel, n'a rien qui le seconde,
L'œil, en un mot, et la perle du monde.

La capitale de la France était dès longtemps accoutumée à ces hyperboles louangeuses que l'admiration unanime des étrangers confirmait d'âge en âge. Nous assistons, ainsi que Ravail-lac, au couronnement de la reine à Saint-Denis. Cette cérémonie est troublée par des présages funestes. Le dauphin Louis contemple les tombeaux de la vieille basilique, en compagnie de son père, qui lui raconte la vie des principaux rois de France et lui donne de sages conseils, presque toujours aussi bien exprimés que ceux-ci :

Se commander est une monarchie ;
Lors, à bon droit, d'autrui tu seras roi,
Si tu peux l'être auparavant de toi.
En qui peut tout, la licence effrénée
Des passions se laisse abandonnée
Aller au pire ; on est plus inhumain,
Où la vengeance est plus près de la main.
Mais reconnais que tu passes la vie
Aux yeux de tous, que tout le monde épie
Tes actions, les voit publiquement
Et qu'on ne peut couvrir secrètement
L'abus d'un roi.....
On ne dit guère aux rois la vérité ;
Crains les écrits de la postérité,
Qui, juge entier, après la mort, attache
Aux trépassés la mémoire ou la tache.

Y a-t-il exagération à dire que, sous ces coupes faciles renouvelées de Marot, percent parfois des touches franches et vigoureuses qui annoncent Corneille ?

II^e CHANT. — Rentré dans Paris, Henri IV voit en songe l'ombre sanglante de son prédécesseur, qui lui narre les détails de son assassinat ; précaution assez oiseuse, puisque le Béarnais avait été presque témoin de la tragédie de St-Cloud. Pour se distraire de ces funestes images, ce prince se rend à l'Arsenal ; le

poignard bénit d'un moine l'arrête en chemin : description du meurtre et de ses suites. La France personnifiée va demander à Dieu vengeance contre le régicide et protection pour le dauphin : l'Eternel accueille ses vœux : l'âme de Henri apparaît à sa veuve et la console par la perspective de la gloire future de son fils : Marie de Mélicis, meilleure épouse et meilleure mère que dans l'histoire, essuie ses larmes.

III^e CHANT. — Conduit par Mercure, Henri IV descend dans l'autre monde ; il voit les supplices variés que les coupables subissent dans les enfers et reçoit, dans les Champs-Élysées, la récompense de ses vertus. Il y a dans cette composition oubliée de l'invention, un plan conduit avec assez d'art, un emploi convenable de la fable et des épopées antiques et plus d'un bon vers.

Quelques œuvres plus médiocres l'avaient précédée de peu d'années. Joseph Duchesne, né en Gascogne, calviniste, camarade d'études de Dubartas, mari de la petite-fille du savant Guillaume Budé et médecin du roi, se reposa de longs voyages en rédigeant (1593) une Encyclopédie versifiée en six livres, dédiée à Henri IV et appelée *le Grand miroir du monde*. En voici la table de matières : I^{er} Livre : définition de Dieu et de ses attributs ; réfutation de l'idolâtrie. II^e Livre : création des mondes intellectuel, céleste et élémentaire ; naissance des anges. III^e Livre : chute des anges ; diatribes contre les hérésies. IV^e Livre : merveilles du monde visible, surtout de l'astronomie. V^e Livre : opinions diverses des philosophes sur l'origine du monde. VI^e Livre : des quatre éléments et spécialement de l'eau. Ce long poème, où les muses et les sciences essaient de se donner la main, est très-ennuyeux ; il est plein de sorties véhémentes à l'adresse des sectes religieuses. Au premier chant, à propos de la véracité infailible de Dieu, on a, par digression, toute l'aventure de Jonas. Au deuxième chant, Duchesne raconte sans façon une expérience chimique qu'il a faite avec ses amis sur des orties brûlées. Au sixième chant, en traitant de l'eau, il cite ingénieusement tous les fleuves français illustrés par la naissance de quelque grand homme de l'époque ; la Seine avec Daurat, de Thou, de Luynes, du Plessis-Mornay, de Fresnes, Chiverny, Charles de Bourbon, Sillery ; l'Yonne avec les Harlays ; l'Allier avec l'Hôpital ; la Loire, avec Forget ; le Loir, avec Ronsard ; la Sarthe, avec Garnier ; la Garonne,

avec Pibrac, Terlon, Duhaillan, Dubartas; le Gers, avec Lajesée, Pontus de Tyard, Tamisier et Duchesne lui-même. Ce poète avait aussi en tête de décrire toutes les merveilles du monde : il ne demandait pour cela que quatre chants; mais le public en fut quitte pour la peur. Cependant il eut ses admirateurs et l'érudit Simon Goulard l'annota bravement : celui qui avait osé approfondir Dubartas ne pouvait reculer devant Duchesne. En 1602, le provençal François Descallis, auteur de poésies mythologiques, fit paraître une épopée, *la Lydiade*, en sept livres, dont chacun comptait près de 1,200 alexandrins. Dans cet ouvrage de fantaisie il s'agissait des amours romanesques de je ne sais quel Alceste pour une Lydie quelconque : hors-d'œuvre stériles, détails surabondants, faux merveilleux, vers mal forgés, épithètes construites au hasard, archaïsmes et provincialismes, rien n'y manque.... que le talent et le goût. Ce qui n'empêchait pas l'écrivain de déclarer, dans sa préface, « que l'invention de ce poème était toute de lui ou que, s'il avait fait quelque emprunt, il l'avait rendu avec tant d'usure qu'on ne pouvait en *vindiquer* la propriété. » On lui disait dans un sonnet :

La superbe Mantoue adore son Virgile;
Le pays Vendomois honore son Ronsard;
La Toscane chérit Pétrarque, son mignard :
Descallis est l'honneur d'Aix, sa ville natale.

Un autre Provençal de ses amis préférait la *Lydiade* à l'*Iliade*. *Excusez-le, Messieurs; il ignorait le grec*. Vers 1604, Pierre d'Aigaliers composa des poésies fugitives, des tragédies, un *Art poétique* (les ouvrages de ce genre pullulaient alors) et une *Franciade*, distribuée en neuf chants, en l'honneur des neuf muses et par réminiscence d'Hérodote.

Le sujet en est la guerre soutenue contre les Romains, quinze ans avant l'ère chrétienne, par Francus, roi des Sicambriens et Cimbriens. Après le long récit des exploits de ces Cimbres et de ces Sicambres, nos ancêtres supposés, vient toute l'histoire de France, depuis Marcomir, premier roi, jusqu'à Henri IV, encore régnant, auquel l'œuvre est dédiée. On y trouve des fables merveilleuses, quelques imitations passables de Virgile et d'Ovide et des notes savantes. Jude Serclier, chanoine de Saint-Ruf, en Dauphiné (1606), voulut effrayer les pêcheurs endurcis en lançant con-

tre eux un poème théologique; le moyen était terrible. C'était, comme dit le titre, « *le Grand tombeau du monde ou Jugement final*, en six chants, dédié à la sainte Vierge, notre avocate; » dans ce mélange de dogmes sacrés, d'abstractions vagues et de recherches profanes, les mauvais vers abondent. Ce disciple de Ronsard, qui n'avait imité que les défauts de son maître, se fit à lui-même les honneurs d'un commentaire, tiré de l'Ecriture, des Pères et des poètes grecs et latins. Le commentaire était, au XVI^e siècle, ce que l'illustration est dans le nôtre: un passe-port pour les mauvais livres. Christophe de Gamon, déjà avancé en âge (1609), édita une *Semaine*, contre-partie de celle de Dubartas, divisée en sept journées et pleine d'excentricités scientifiques bien dignes d'un homme adonné à l'alchimie; la Gloire ne lui sourit pas plus que pour la Fortune.

Le règne du jeune Louis XIII commença comme avait fini celui de son père, par des panégyriques et des épopées; l'éloquence et la poésie coulaient à pleins bords; mais, pour quelques paillettes de métal, que de limon! L'exemple de Dubartas avait été contagieux. Les poèmes sacrés inondaient le Parnasse avec une profusion qui fait comprendre d'avance la mauvaise humeur de Boileau contre le merveilleux chrétien. Le grand Salluste avait laissé un neveu, Jean d'Escorbiac, seigneur de Bayonnette, natif de Montauban, qui se crut obligé, pour soutenir l'honneur de sa famille, de publier une *Christiade*, en cinq chants, inférieure, comme on pense, à la *Messiede* de Klopstock. — I^{er} Chant: à l'occasion de la promesse d'un Rédempteur, d'Escorbiac remonte par delà le déluge jusqu'à la création du monde; à propos des suites du péché originel, il flétrit naïvement l'abus que les poètes font de leur génie; il loue amplement Ronsard et surtout Dubartas, qu'il élève au-dessus de tous les écrivains passés, présents et futurs; il prend rudement à partie Christophe de Gamon, l'adversaire de son oncle, et passe de là, sans transition, à un sermon sur les vertus de la sainte Vierge.

II^e Chant: naissance de Jésus-Christ. — III^e Chant: vie et miracles du Sauveur; digressions assez indirectes sur l'imposition de Mahomet et sur le sacre de Louis XIII. — IV^e Chant: passion et mort de Jésus. — V^e Chant: sa résurrection, son ascension, descente du St-Esprit, apostolat et martyre des douze disciples; long éloge des femmes par souvenir de celles qui allè-

rent adorer le divin tombeau; le tout terminé par une prière à Jésus-Christ et par ce quatrain qui donne du style un échantillon exact et suffisant :

Jeune d'ans, j'ai vieilli en faisant cet ouvrage
Et vieux, je rajeunis en le voyant parfait;
Si j'y ai employé le plus beau de mon âge,
C'est pour servir à Christ qui par moi l'œuvre a fait.

Qu'ajouter à de pareils aveux ? A ces élucubrations mystiques, dues presque toutes à des réformés et dont les auteurs étaient en guerre avec la raison au moins autant qu'avec la foi, un militaire bien pensant, de La Croix-Marron, riposta, en 1614, par deux poèmes, de quatre chants chacun, réunis sous le titre collectif de *la Muse catholique* et dirigés contre les hérétiques; mais l'orthodoxie ne dispense pas du talent et il fut aussi ennuyeux que ses rivaux pouvaient l'être. *Le Triomphe du Messie* par François Duport (1617) ne fut ni moins long ni moins lourd. Trois poèmes, presque coup sur coup, célébrèrent *la Madeleine*, cette gracieuse pécheresse qui, depuis, a inspiré si souvent la littérature et les arts, dont, en ce siècle même, l'élégant burin de Canova retraçait la beauté, dont la plume légère de Delphine Gay décrivait les erreurs. Elle se fut repentie bien plus vivement encore, si elle avait pu prévoir de combien de rhapsodies sa conversion serait le prétexte. En 1617, un capucin de Beauvais, frère Rémi, lui consacra vingt livres, interminable tissu de rêveries insensées et de phrases bouffies. En 1622, un chartreux provençal, frère Durand, fit une *Magdaliade* dans le même goût, mais bien plus pardonnable, puisqu'elle s'arrête au cinquième chant. En 1628, Jacques Leclerc raconta aussi tout au long l'existence mondaine de Madeleine, sa retraite et sa mort en Provence : son œuvre porte le titre allégorique de *Uranie pénitente*. Les sujets ecclésiastiques étaient alors en grande vogue; Nicolas Coëffeteau, bon prédicateur, vertueux évêque, savant distingué, se donna beaucoup de mal pour chanter la vie et le martyre de sainte Marguerite (1623); il réussit à devenir, tout comme un autre, un pitoyable rimeur. De 1621, date une *Susanne* en quatre parties par le tragique Antoine de Montchrestien. Il y avait plus à espérer de Claude Billard, qui venait de mourir, en 1618, à 70 ans, sans avoir beaucoup profité de ses relations en haut lieu. Né près de Moulins, écuyer, seigneur de

Courgenet, élevé chez la duchesse de Retz, il porta les armes avec éclat, puis devint conseiller et secrétaire de Marguerite de Navarre, mais versifia toute sa vie. Il fit des élégies amoureuses, huit tragédies, dont les sujets, très-variés, trahissent un certain instinct d'originalité : *Polyxène*, *Gaston de Foix* et *Mérovée* (1607); *Panthée* et *Saül* (1608); *Alboin* et *Génévre* (1609) et, en 1610, *la mort d'Henri IV*, offerte à sa veuve; enfin, un grand poème, *l'Eglise triomphante*, en treize chants, chacun d'au moins huit cents vers, imprimé à Lyon, seulement en 1618, et dédié à la fois par le prudent auteur à la vierge Marie et à la reine Marie de Médicis. Dans ses conceptions ambitieuses Billard dépouillait par avance tous les épiques futurs et il ne leur laissait que la ressource de l'amplification; en effet, tout ce que Saint-Amand, Coras, Desmarets, S^{te}-Garde, Mamburn, Milton, Voltaire, Klopstock, Châteaubriand, vingt autres ont tenté de raconter, est déjà indiqué dans la rude esquisse du vieux poète. Dans son premier chant, nous voyons la révolte des mauvais anges, leur punition et la chute de l'homme; dans le second, la délivrance des Israélites par Moïse, le passage de la mer Rouge, les quarante années passées au désert; dans le troisième, la conquête de la terre promise, les victoires de Josué et des autres Juges, les aventures de Samson; dans le quatrième et le cinquième, les principaux faits historiques de l'Ancien Testament; dans les trois suivants, la vie, les miracles, la mort, la résurrection du Christ, la prédication des apôtres et les épreuves des martyrs; dans le neuvième, le progrès des hérésies en descendant jusqu'à celles de Luther et de Calvin; dans le dixième, un parallèle de la conversion de Constantin avec celle de Henri IV; dans le onzième, l'histoire des Sarrasins et de leur défaite par Charles Martel; dans le douzième, la mort d'Elie et d'Enoch et l'extermination de l'antechrist; dans le treizième, le jugement dernier. Cette longue épopée, à la poésie près, rappelle, pour l'ambition des idées et la lâcheté du plan, les poèmes incommensurables de l'Inde ou les encyclopédies humanitaires de nos jours. A ces pieux sujets, Billard rattachait péniblement force anecdotes romanesques, force digressions inutiles; il n'en croyait pas moins avoir fait un chef-d'œuvre, destiné, disait-il, à convertir tous ceux qui le liraient. Hélas! l'épreuve fut rarement tentée.

Voici le début de *l'Eglise triomphante* :

Sillé des vanités de l'âge et de la Cour,
 J'ai chanté deux beaux yeux, enchanté de l'amour.
 Ravi de la fureur des vierges Hypocrènes,
 J'ai immortalisé les plus grands capitaines
 Et gravé, valeureux, le nom de la valeur
 Sur les plus saints autels du temple de l'honneur.
 Sous un mâle courage et d'une voix hardie,
 J'ai tonné dans mes vers, fait voir la tragédie,
 Brave sur le théâtre, en son parler François,
 N'emprunter que le nom du cothurne Grégeois.
 Tout cela, vanité ! le déclin de mon âge
 Cherche d'autres lauriers, élève mon courage
 D'une flamme plus vive, et fait luire à mon œil
 Avec un autre amour, d'autres rais du soleil.

Ces autres vers en forment presque la conclusion :

J'achevais ces vers saints, consacrés à Marie,
 Quand les Vénitiens, la Savoy, l'Ibérie,
 Se trempaient dans le sang et que le lys François,
 Asyle du Piémont, épouvantait les rois :
 Lorsque, tout rebuté de la fortune adverse
 Et de ce siècle ingrat, du malheur qui traverse
 Mes vœux et mes desseins, sur l'an soixante-sept,
 Je trouvais mon Linterne ès bois de Courgenet,
 Plus riche de lauriers, d'honneurs et de mérites
 Que des bienfaits des rois, que mes braves charites
 Ont immortalisés ! mais on ne m'a rendu
 Qu'un regret d'un long temps si vainement perdu.
 Chargé de neuf enfants, sans pension aucune,
 Office ni bienfait, je dis à la Fortune
 Adieu pour jamais et n'espère plus rien !

Tristes vers ! s'écriera-t-on : triste position aussi pour doter la France ingrate de cette gloire tant attendue de l'Epopée ! Il est vrai qu'Homère et Milton étaient aveugles et pauvres ; le Tasse, en prison ; Camoëns, à l'hôpital. En somme, ces périodes si développées et à rejets si libres peignent assez nettement les hautes aspirations, la carrière laborieuse et les déceptions mélancoliques de ce Claude Billard, qui fut un des meilleurs disciples de Dubartas. Un certain Gueuffrin, contrôleur du grenier à sel de Noyon, secrétaire du dernier duc de Mayenne (où la poésie épique allait-elle se nicher !) fit, en 1623, une *Franciade* ou histoire de France en vers depuis Pharamond jusqu'à son époque ; il la dédia à Louis le Juste, auquel il donnait d'utiles conseils. Il l'avait d'abord commencée à Charlemagne, pour faire suite à

la *Franciade* de Ronsard, qui s'arrête là ; on l'engagea à remonter jusqu'au berceau de la monarchie et il partagea son œuvre en six livres , dont le premier contenait les légendes merveilleuses sur Francus et dont le sixième renfermait la vie d'Henri IV et le panégyrique de son fils. En 1623 aussi, Nicolas Bergier, dans un poème fort court, chanta la pucelle d'Orléans et les succès de Charles VII jusqu'au sacre de Reims ; ce poème faisait partie d'un recueil rempli de pièces à la louange de Jeanne d'Arc. En 1628, un gentilhomme de Caen , nommé Patris, consacra également plusieurs morceaux héroïques à la victime de Rouen. Ce type admirable d'héroïsme, de foi et de vertu allait être repris bientôt par la Mesnardière dans une tragédie et par Chapelain dans son épopée. On sait combien de fois, depuis, il a exercé la poésie dramatique, épique, élégiaque, (n'ajoutons pas satyrique) ; mais l'histoire seule lui a rendu, surtout de nos jours, des hommages dignes d'elle. De loin en loin on revenait à l'imitation de l'antiquité ; à l'instar de Bertaut, qui avait versifié le deuxième livre de l'*Enéide*, Segrais allait imiter toute l'épopée virgilienne et Brébeuf traduire, comme nous le redirons plus tard, la *Pharsale* de Lucain : du Souhait et d'Assouci , raillés tous deux par Boileau, s'escrimaient, l'un, en prose, contre l'*Iliade* d'Homère ; l'autre, en vers, contre l'*Enlèvement de Proserpine* de Claudien. Mais les sujets nationaux ou chrétiens agréaient plus au goût du public ; l'influence de Ronsard et de Dubartas était sensible encore. Ainsi, vers 1630, moururent trois versificateurs, d'Avignon, Godard et Heudon, qui osèrent porter, à leur tour, la main sur le rameau magique de l'Epopée ; par malheur, il devait se dessécher entre leurs doigts. Hugues d'Avignon, seigneur de Montteil, était plus noble qu'habile ; sous le titre de *Velléjade*, il chanta, en trois livres, la gloire et les merveilles de l'église et de la ville du Puy-en-Velay ; la délicatesse de l'exécution répondit à l'importance du sujet, ce qui n'empêchait pas l'auteur de se comparer à Ronsard et même à Homère. De même, Jean Godard ébaucha une *Franciade*, qui devait, selon son expression, faire pendant à l'*Iliade* et à l'*Enéide*. Jean Heudon donna ce titre consacré de *Franciade* à un poème en six livres, qui devait, hélas ! en avoir seize. Dans les quatre premiers, il célèbre les exploits des Celtes et des Gaulois jusqu'à Pharamond ; le cinquième contient les faits des quatre premiers rois Mérovingiens ;

dans le sixième, on voit la conversion de Clovis, avec une longue instruction de saint Rémi au prince; le tout se complique plus ou moins ingénieusement d'un récit de la création du monde et d'un morceau sur la conversion d'Henri IV. En 1638, Philippe Lenoir, ministre calviniste, dédia à la duchesse de Rohan un poème de quinze livres, intitulé *Emmanuel*, et contenant la paraphrase des quatre Evangiles. Du livre I au livre XIII, il racontait la vie et la mort du Christ; dans le XIV^e, il exposait les faits depuis sa résurrection jusqu'à son ascension; le XV^e retraçait la descente du St-Esprit et les effets miraculeux de la prédication des apôtres. Du même temps (1642) et dans le même genre, nous avons les *Merveilles de Jésus-Christ*, par Charles de Bouques, poème divisé en deux parties, dont la première a cinq chants : le premier, sur la naissance de saint Jean; le deuxième, sur la conception de la Vierge; le troisième, sur la naissance et l'enfance de Jésus; le quatrième, sur son baptême par Jean; le cinquième, sur sa tentation au désert; et ainsi de suite. En 1646, le père du fameux Mascaron publiait, lui aussi, son épopée, sous le titre de *Rome délivrée*. Le *Saint Paul*, de Godeau, est à peu près de la même date. Antoine Godeau, né à Dreux en 1605, parent du prudent et silencieux Conrart, fut, on le sait, un des premiers membres de l'Académie française; déjà connu dans les belles ruelles par des vers agréables et un amour malheureux, il fut, en 1632, présenté à l'hôtel Rambouillet; petit et laid, mais spirituel et galant, il y reçut à l'unanimité le surnom de *Nain de Julie*, de cette illustre Julie d'Angennes, duchesse de Montausier, pour qui les plus beaux esprits du temps s'empressaient de tresser de poétiques guirlandes. En 1635, Godeau se fit prêtre, prêcha avec succès et obtint l'évêché de Grasse et Vence; il fut un instant question de lui confier l'éducation de Louis XIV; il mourut en 1672 à 67 ans. Sa fécondité littéraire était grande. Il fit des églogues sacrées, où les Alexis et les Licidas agitent des points de controverse sur le dogme, des paraphrases, des psaumes que Boileau loue assez dans une lettre au chanoine Maucroix; des odes, dont quelques-unes sont belles et dont Corneille s'est souvenu pour les stances de *Polyeucte*; des épîtres morales, adressées aux hommes les plus considérables de l'époque; des hymnes, des panégyriques sacrés, un poème sur la Sorbonne; enfin, son *Saint Paul*, fort loué par Chapelain et Coras, peu estimé de Baillet, qui n'y

voit ni merveilleux, ni guerres, ni amours, ni aucun des éléments véritables de l'Épopée. Les épisodes sont trop longs : dans le quatrième livre, celui de l'histoire juive ; dans le cinquième, celui du récit des persécutions et des hérésies ; une apologie à la fois diffuse et sèche du Christianisme ; surtout la description d'une galerie de tableaux que saint Paul admire en faisant antichambre chez le grand-prêtre de Jérusalem. La versification en est plus forte et plus pompeuse que celle de ses autres ouvrages, mais avec bien des inégalités, parce qu'il le fit à bâtons rompus ; il eut, au reste, pour le moment, un de ces succès exagérés qu'un long oubli expie toujours.

Nous ne croyons pas, Messieurs, pouvoir mieux pallier la monotonie, inhérente nécessairement à des listes de noms obscurs et à des analyses d'ouvrages médiocres, qu'en fermant, pour aujourd'hui, cet inventaire critique par l'article que nous devons à un des plus curieux champions de l'épopée française au XVII^e siècle, le père Pierre de Saint-Louis. C'est une page de plus à ajouter à l'histoire des aberrations de l'esprit humain. Ce singulier personnage, dont l'existence ne fut révélée au monde savant que par une lettre d'un chanoine de Nismes, Folard (insérée au *Mercur de France* de juillet 1750), était né, en 1626, dans le comtat d'Avignon. A dix-huit ans, il s'éprit d'une demoiselle, nommée Madeleine, qu'il tâcha d'immortaliser en vers grecs, latins, provençaux et français, ou à peu près ; mais, l'ayant perdue en 1651, il entra en religion et voyagea de couvent en couvent. Il excellait dans les charades et avait la manie des anagrammes : il en faisait sur tous les noms des papes, des empereurs, des rois de France, des saints, et des généraux de l'ordre des Carmélites, auquel il appartenait. Il croyait, comme certains thaumaturges de l'antiquité et comme un fameux romancier de nos jours, que le nom suffisait pour révéler la destinée. Aussi dans deux de ses noms, *Ludovicus Barthélemi*, n'avait-il pas manqué de trouver, au choix, ces deux oracles : *Carmelo se devovet* et *Il est du Carmel*. Pour épigraphe de ses poésies, il prit ce pentamètre latin :

Si nova non canto carmina, canto novè.

Le bon carme avait raison et personne ne lui contestera le mérite d'avoir chanté d'une manière neuve. Il avait composé la *Muse bouquetière de Notre-Dame de Lorette*, qui fut impri-

mée en 1672 à Viterbe ; il travailla huit ans à une *Eliade* en l'honneur d'Elie, patron des Carmélites, qui ne fut pas publiée ; c'est autant de perdu pour la postérité. Elle peut se consoler avec l'œuvre capitale de Pierre de Saint-Louis, la *Magdalénéide*, sur la conversion de Madeleine la pécheresse. Ce sujet avait été bien souvent traité ; mais il l'avait entrepris par souvenir de sa chère Madeleine trop tôt ravie à son cœur. Il le suspendit par un pieux scrupule ; mais dans une visite à la sainte Baume de Provence, une vision lui ayant montré sa belle, Dante de contrebande, il jura de chanter la Béatrix de sa jeunesse et il termina son poème. Ses supérieurs, gens sensés, le nommèrent professeur pour occuper son temps et le guérir de la métromanie ; ils se moquèrent de lui et voulurent l'effrayer sur les dangers de l'impression ; rien n'y fit et la chose parut sous ce titre : « *La Madeleine au désert de la Sainte-Baume de Provence*, poème spirituel et chrétien (il y a pléonasmé ou hyperbole), par le père Pierre de Saint-Louis, religieux carme de la province de Provence. » Suivent trois épigraphes bibliques, force anagrammes, un vœu à Notre-Dame de lumière, une préface peu modeste, des sonnets et des distiques latins faits en l'honneur du poète par ses amis et ses camarades (la camaraderie date de loin), et deux avis aux lecteurs, qui rappellent tout à fait, par le prosaïsme de la forme et les allures cavalières du tour, certaines allocutions de nos écrivains d'aujourd'hui à l'inepte, ingrat et injuste public. Voici le premier, qui est un quatrain :

Ce livre est à la bonne foi ;
Mais, du reste, si tu t'en fâches,
Je veux bien, lecteur, que tu saches
Qu'il n'a pas été fait pour toi.

Le second est un huitain :

Garde-toi bien de m'acheter,
Critique, si je ne t'agréé ;
Tu peux ailleurs te contenter
Sans me faire la simagrée,
(Mon auteur n'ayant attendu
Ni ton amitié ni ta haine) ;
Car vous aurez tous deux perdu,
Toi ton argent et lui sa peine.

Pierre de Saint-Louis, relégué dans un couvent des Alpes, y mourut, à cinquante-huit ans, entre les bras du père Groslier,

son ami et biographe. Son poème, qui était resté dix ans intact chez le libraire, se vendit tout à coup à un grand nombre d'exemplaires. On a prétendu que le père Baillet, jésuite, ou le fameux Nicolle de Port-Royal, fut l'auteur de cette vogue subite et incroyable, en répandant exprès l'ouvrage comme une curiosité des plus divertissantes.

Cependant il se trouva des critiques pour le louer sérieusement : l'abbé Dubos l'a vanté ; Lamounoye, en 1714, l'a réimprimé dans sa collection poétique, mais comme un *chef-d'œuvre*, disait-il, de *pieuse extravagance*, destiné à réjouir le public ; il ajoutait que le poète avait cherché tous les défauts que, d'ordinaire, on évite ; qu'il aurait évidemment remporté le prix, si l'on en avait proposé un pour le poème où entreraient le phébus le plus raffiné et le galimathias le plus exquis, et qu'enfin il méritait de servir de modèle à Desmarest de saint-Sorlin, pour son *Amidor des Visionnaires*. Faisons quelques emprunts discrets à cette épopée, où tout est plat, bizarre ou grotesque, parodie involontaire du genre héroïque et sacré. Voici d'abord des vers empruntés au début et où le carme nous raconte comment il a renoncé à la poésie légère et aux folles amours ; c'est l'invocation obligée :

Phébus, je n'attends pas que ta Daphné m'apprête
Un rameau de laurier pour m'en ceindre la tête,
Et je ne puis briguer ton secours prétendu
Pour un livre d'amour qui n'est point défendu.
Mes larmes, mes amours et mes guerres sont saintes ;
Ma matière n'est point au rang des choses feintes ;
Je rejette Médor, Angélique et Roland,
Mon style n'étant point cavalier ni galant.
Je me rétracte ici de quantité d'ouvrages
Satiriques, impurs, impertinents, volages,
Non plus que s'ils étaient des contes d'Amadis ;
Ou je les désavoue, ou bien je m'en dédis.
Ce n'est plus sur les noms des seigneurs et des dames
Que je pense à trouver de justes anagrammes,
Et ne m'amuse plus, pour me mettre en renom,
Toujours morne et rêveur, à renverser un nom.
Je ne suis plus touché d'une sotte tendresse
Aux mignardes douceurs de la voix de Lucrèce
Et je ne décris point combien elle me plut,
Quand je la vis jouer des yeux et de son luth.
Valberinthe n'est plus, ayant rompu ses chaînes,
Le sujet de mes vers ni celui de mes peines,

Et je ne chante plus Laure à la tresse d'or,
 Laure, la chère sœur de mon cher Alidor.
 Je quitte ces beautés, qu'enfin le temps efface
 Ou que la mort détruit, pour prendre une autre face,
 Des jeux plus innocents ou de meilleurs desseins,
 Des sentiments meilleurs et des sujets plus saints.

Là-dessus, il entonne un poème en douze chants : l'action se passe dans un désert sauvage ; Madeleine, nue, les cheveux épars, y est assise tête à tête avec un crâne poli par le temps ; des anges la ravissent, sept fois par jour, dans des extases que le lecteur a de la peine à partager. Il y a là des dialogues de deux cents vers sur des questions théologiques entre la pénitente et l'écho, qui lui répond par monosyllabes ; la voix du Monde cause avec la voix de la solitude, et la tête de mort, se mettant de la partie, adresse à Madeleine de piquantes leçons de morale. Cela est extraordinaire, je l'avoue ; mais cela vaut bien telle épopée humanitaire du XIX^e siècle, où les étoiles, les crocodiles et les cathédrales s'entretiennent ensemble en prose poétique à la Châteaubriand. Le Monde cherche à entraîner Madeleine par les vers suivants, peu faits pour tenter :

Qu'as-tu fait des souris, des grâces, des attraits
 Qui te faisaient briller sur les plus beaux portraits....,
 Comme pour empêcher qu'on ne te reconnaisse ?
 Pourquoi flétrir ainsi la fleur de ta jeunesse
 Dans la verte saison de tes plus doux appas,
 Sachant que c'est un fruit qui ne se garde pas,
 Que la beauté du corps et l'embonpoint de l'âge
 Passent comme l'éclair transparent et volage,
 Ou bien comme un cheval qui va sans éperon
 Et mieux qu'aucun vaisseau de voile ou d'aviron ;
 Que c'est un cerf-volant qui court à toute bride,
 Pour te venir marquer d'une éternelle ride....,
 Et que ta tresse blonde, en te désobligeant,
 Passe d'un âge d'or dans un siècle d'argent.

A la richesse des rimes et à l'indigence des idées, à la profusions et à l'incohérence des métaphores, au mélange de la vulgarité et de l'emphase, on croirait lire des tirades écrites hier à peine par quelque fantaisiste à barbe pointue et à longs cheveux. La Madeleine répond par une harangue ascétique dont nous extrayons ce passage :

Si tu n'as pas pour moi de ruse plus subtile,
 Je n'entends pas d'ici ta voix de crocodile ;

Mes roses, mes plaisirs, mes passe-temps plus chers,
Se trouvent aux chardons, aux ronces, aux rochers.
Ne me cherche donc plus parmi ces solitudes ;
Des douillets comme toi les trouveraient trop rudes.

Que dites-vous de cette description du visage de la sainte ?

Voyez encor ces yeux, qui ne veulent rien voir,
Dans une affliction qu'on ne peut concevoir,
Ces glaces, ces miroirs, ces chandelles fondues
Sur la joue et de là sur les lèvres fendues,
Roulant jusqu'à sa bouche, autrefois de corail
Et maintenant d'ébène et faite en soupirail ;
Bouche dont les souris découvrèrent avec gloire
Un petit double rang de perles en ivoire ;
Lèvres dont l'incarnat faisait voir à la fois
Un rosier sans épine, un chapelet sans croix.
Voyez ces mêmes yeux, plus mourants que malades,
Abattus et noyés sous ces belles arcades,
Sous ces arcs de triomphe et ces iris dorés
Dont ils voulaient tirer leurs traits plus acérés.

Tableau plein de *brio* et de *morbidezza* ! diraient, dans leur patois cosmopolite, certains Aristarques de ce temps-ci. Le récit de la traversée de la sainte, pour aller de Palestine en Provence, est aussi fort remarquable par sa minutie pittoresque et sa couleur mythologique :

Sur un char azuré, le dieu marin Neptune
Est interdit de voir cette bonne fortune.
A son signal soudain les cornets des Tritons
Font sauter et bondir les dauphins et les thons.
On voit monter du fond les troupes écaillées,
De ce beau train naval toutes émerveillées,
Qui portent sur leur dos, de leur pays natal,
Les perles, l'ambre gris, le nacre et le cristal.
Tous les vents, attachés aux pieds de Madeleine,
Retiennent, par respect, leur souffle et leur haleine,
Excepté seulement quelques petits zéphirs
Qui la font avancer autant que ses soupirs,
Faisant flotter en l'air d'une façon galante
Le voile de sa tête et sa tresse volante,
Tout superbes et fiers de baiser ce bel or
Et friser en passant cet ondoyant trésor.

Il y a, çà et là, dans cette longue rhapsodie, quelques mouvements heureux et quelques vers brillants ; mais l'ensemble en est détestable.

Nous sommes ainsi arrivés, Messieurs, à la moitié du XVII^e siècle, à cette période pleine de bruit et de splendeur. Pendant que l'éloquence, la poésie dramatique, la satire, la fable, inspiraient tant de chefs-d'œuvre immortels, l'Epopée était moins favorisée et, à côté du *Cid*, de *Britannicus* et du *Misanthrope*, elle était réduite à citer la *Pucelle* de Chapelain, l'*Alaric* de Scudéri, le *Moïse sauvé* de St-Amand, le *Clovis* de Desmarest, le *Saint Louis* du père Lemoine, le *Jonas* de Coras et tant d'autres compositions, mêlées de quelques beautés et de beaucoup de défauts, d'abord portées aux nues, puis flagellées par Boileau, enfin vouées à un éternel oubli, dont nous essaierons de les faire sortir, un instant, pour notre édification à tous.

Lecture faite, le 25 juillet 1856, par M. Du Boys, au nom de M. Félix Réal, membre correspondant.

ESSAI BIOGRAPHIQUE SUR M. HUGUES DE LIONNE.

M. Hugues de Lionne est né à Grenoble. Le nom de cet homme illustre est un de ceux dont le Dauphiné peut, à juste titre, le plus s'enorgueillir. Préparé aux affaires par le comte Servien, son oncle, initié par Richelieu aux travaux, au but, aux secrets de la grande politique, collaborateur infatigable de Mazarin, qui le chargea des missions les plus délicates et lui fournit l'occasion de s'y montrer diplomate consommé; appelé plus tard à remplacer ce grand ministre dans les conseils du roi, où prévalut son heureuse influence pendant les dix années du règne de Louis XIV, les plus fertiles en succès, les plus fécondes en résultats, M. de Lionne a consacré trente-six années à rendre les plus grands services à la France.

Il m'a paru digne d'intérêt de rechercher les principaux traits de sa vie, son origine, son éducation, ses liens de famille; d'étudier sa part d'action dans cette société si troublée et si puissante du XVII^e siècle; de recueillir tous les souvenirs qui rattachent à notre province cet homme éminent; il m'a paru digne d'intérêt surtout de constater et d'apprécier sa participation aux grands actes de notre politique de 1636 à 1674.

On s'étonne qu'une existence aussi bien remplie, aussi con-

stamment mêlée aux plus grands événements de la politique de son siècle, ait néanmoins pris si peu de place dans la biographie.

C'est à peine si les notices qui se recommandent plus particulièrement par leur exactitude à la confiance du public, ont consacré quelques lignes au souvenir de M. de Lionne.

C'est aux Mémoires du temps qu'il faut recourir pour comprendre la haute opinion qu'on s'était faite de sa pénétration, de sa sagacité, de la clairvoyance de son esprit. C'est à M. Mignet surtout qu'appartient l'honneur d'avoir mis sous son véritable jour la haute valeur de M. de Lionne ; c'est à M. Mignet que la mémoire de ce grand ministre devra, par la production de documents précieux jusqu'alors inédits, la divulgation de ses titres les plus beaux à la reconnaissance et à l'admiration de son pays. En publiant les négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV, M. Mignet a révélé les immenses travaux du secrétaire d'Etat, la sagesse de ses vues, la vigueur de ses résolutions, la persévérance de sa volonté dans l'exécution. Je ne crains pas de le dire, cette publication, si intelligemment coordonnée, si intéressante dans ses détails, a placé M. de Lionne sur un piédestal. Le ministre a trouvé, dans le spirituel et judicieux académicien, un appréciateur digne de lui.

La famille de Lionne était originaire du Gapençois, en Dauphiné. Au XIV^e siècle, Pierre de Lionne, capitaine célèbre, avait rendu de grands services à la France dans les guerres qu'elle eut à soutenir sous les rois Jean, Charles V et Charles VI, contre les Anglais et les Flamands. Pierre se signala particulièrement à la journée de Rosbeck, en 1382, et mourut en 1399 ⁽¹⁾.

La famille de Pierre de Lionne continua à se distinguer dans la noblesse d'épée. Au commencement du XV^e siècle, elle formait trois branches, dont l'une prit le nom de Claveyson ⁽²⁾, une autre celui de Leyssins. La troisième avait fixé d'abord sa principale résidence à St-Quentin, sur la rive gauche de l'Isère ;

⁽¹⁾ V. *Nouveau dictionnaire historique*, par Chaudron et de Landine, tom. VII, 1804.

⁽²⁾ L'une des places de Grenoble porte ce nom.

plus tard, elle s'était établie dans le Royannais et vint enfin habiter Grenoble.

Hugues de Lionne appartient à cette dernière branche. Il est né à Grenoble, sur la paroisse de St-Hugues, le 14 octobre 1611, d'Artus de Lionne, conseiller au parlement du Dauphiné, et d'Isabeau Servien.

Des trois enfants nés de cette union, Hugues était le plus jeune. Il survécut aux deux autres qui moururent en bas âge.

Isabeau Servien, sa mère, décéda en 1612; elle n'avait pas vingt et un ans. Artus de Lionne, frappé dans ses affections les plus chères, renonça à sa charge et embrassa l'état ecclésiastique.

Appelé, vingt-deux ans plus tard (en 1634), à la coadjutorerie de l'évêché de Gap, Artus fut nommé, en 1637, à cet évêché, après le décès du titulaire, M. Charles Salamon-Duserre. Il abdiqua en 1661 et se retira à Paris. Il y mourut en 1663. Il avait conservé jusqu'à sa mort l'abbaye de Salignac (diocèse de Limoges).

Le jeune Hugues, privé des soins de sa mère, fut élevé par son oncle, Abel de Servien. Nul doute que sous la direction de cet homme d'Etat, l'éducation de Lionne n'ait été libérale. Le neveu fut mis en état d'entrer dans la carrière de l'oncle.

Les rapports que le jeune de Lionne a eus, dès son enfance, avec Abel de Servien, ont eu sur sa destinée une trop grande influence pour que nous n'ayions pas mis du prix à rechercher le caractère, les mœurs, les travaux de M. Servien, et à le suivre dans sa carrière.

Abel de Servien est né à Grenoble en 1593. Témoin de la lutte énergique qu'avait soutenue Richelieu contre les grands feudataires, pour conserver à la couronne son pouvoir et ses prérogatives, il s'était attaché à la fortune du cardinal, et, plus tard, à celle du cardinal Mazarin, successeur de Richelieu. Il avait été procureur général près le parlement de Grenoble⁽¹⁾, maître des requêtes, premier président au parlement de Bordeaux et ambassadeur en Savoie. Le cardinal Mazarin connaissait sa capacité. Il le choisit pour l'un des plénipotentiaires chargés de trai-

(1) Pendant son séjour à Grenoble, il avait pour résidence de plaisance le château de Cossey, qu'il s'était plu à embellir. On y voit encore les vestiges des canaux, des pièces d'eaux, des jardins et des beaux couverts dont il avait orné cette résidence.

ter la paix générale. Servien y servit fort utilement la France et contribua beaucoup à maintenir les Suédois dans notre alliance. A son retour, il fut fait secrétaire d'Etat. A Münster, il avait eu de grands différends avec son collègue le comte d'Avaux.

Devenu surintendant des finances, il dépensa des sommes considérables pour embellir Meudon, qu'il avait acheté du duc de Guise. Il y joignit Fleury et plusieurs autres villages pour agrandir le parc. Il acquit encore le marquisat de Sablé, en Anjou.

« Bien que le comte de Servien fût extrêmement appliqué aux affaires, dit l'un de ses contemporains, il ne laissait pas d'aimer la bonne chère. Il était encore galant et faisait facilement les vers. Il avait fort bonne mine : un œil qu'il avait perdu par accident ne défigurait point son visage. Il obligeait de bonne grâce, et quand il était contraint de refuser ce qu'on lui demandait, c'était d'une manière si polie, qu'on sortait toujours satisfait de sa présence ⁽¹⁾. »

Tel est l'homme distingué, aux soins et à l'affection duquel fut confiée la direction de Hugues de Lionne.

Les goûts de l'oncle se retrouveront chez le neveu. Voué à la même carrière que Servien, de Lionne saura y développer au plus haut degré intelligence et aptitude.

D'abord secrétaire des commandements de la reine-mère, M. de Lionne occupait, dès 1636, un poste important auprès du cardinal de Richelieu. Il n'avait pas alors vingt-cinq ans ; et quand, à la mort du cardinal, Mazarin fut mis à la tête du gouvernement, Hugues de Lionne s'attacha à la fortune du ministre italien. De 1642 à 1664, on le voit prendre, sous l'autorité de Mazarin, la plus grande part à la direction de notre politique extérieure ; et son habileté n'est pas moins souvent mise à l'épreuve dans les négociations difficiles que les troubles intérieurs ne rendaient alors que trop fréquentes entre les divers grands pouvoirs de l'Etat.

En 1647, il était secrétaire attaché au premier ministre. La lutte était vive entre l'autorité royale et les parlements. Ainsi, c'est M. de Lionne qu'on envoie, en janvier 1647, au chancelier, pour tracer à ce dernier le cadre dans lequel celui-ci

(1) En 1836, quand on a restauré la salle des audiences de la 1^{re} chambre de la Cour royale de Grenoble, on y a placé le portrait d'Abel de Servien.

avait à se renfermer dans la harangue que ce haut fonctionnaire devait faire au roi, à l'occasion du refus fait par le parlement d'enregistrer quelques édits bursaux ⁽¹⁾.

L'année suivante, en 1648, la Fronde le trouva opposé à ses intrigues et l'un des plus fermes soutiens du pouvoir royal. On le voit, en 1649, préparer les ordres qui doivent assurer l'arrestation du prince de Condé, du prince de Conti et du duc de Longueville ⁽²⁾, et, le 1^{er} février 1651, c'était encore à M. de Lionne et à M. le maréchal de Grammont que la Cour donnait la mission d'aller au Havre, à l'effet d'y régler, avec les princes, les bases d'un traité pour leur libération.

Le 9 février 1651, un arrêt du parlement de Paris, rendu contre Mazarin, avait exilé ce ministre; la direction des affaires fut laissée à Letellier, Servien et de Lionne. Celui-ci entama une négociation, de concert avec le prince de Condé, pour faire rentrer Chavigny. De là le soupçon qui naquit dans l'esprit de la reine et du cardinal contre la fidélité de Servien et de Lionne : Anne et son ministre crurent que ceux-ci voulaient passer au parti des princes; mais le cours des événements fit tomber cet injuste soupçon. Le 7 juillet 1651, le prince de Conti, au nom de son frère, demandait au parlement l'éloignement des Letellier, Servien et Lionne. M^{me} de Motteville ⁽³⁾ termine son VI^e volume par les réflexions suivantes :

« Ce que le prince avait dit contre de Lionne lui fut utile à » l'égard de la reine, à cause des chagrins qu'elle avait eus contre lui, et servit beaucoup aussi à sa réputation. »

Nous manquons à la vérité si nous ne mettions sous les yeux du lecteur une correspondance autographe publiée en 1836 par M. Ravenel.

Cette correspondance jette une vive lumière sur l'une des époques les plus intéressantes de la vie de M. de Lionne.

Mazarin était exilé : il entretenait une correspondance fort active et fort secrète avec Anne d'Autriche et avec M. de Lionne. Cette correspondance avait pour objet principal, tant la direc-

(1) V. M^{me} de Motteville.

(2) V. *Ibid.*

(3) N'oublions pas que M^{me} de Motteville inclinait un peu vers les Frondeurs. Elle avait pour amis Laigne et Montrésor, et elle était fort suspecte à Mazarin.

tion générale des affaires de l'Etat, que les moyens de préparer et d'assurer la rentrée de Mazarin en France et au sein du conseil de la régence.

L'esprit inquiet et jaloux du ministre se peint tout entier dans plusieurs de ses lettres. Nous nous bornerons à quelques citations. On y remarque deux choses : la vive affection du premier ministre pour Anne d'Autriche ; un mouvement de jalousie furieuse du cardinal contre de Lionne.

« J'avais fait, écrit-il à M. de Lionne, j'avais fait une longue » dépêche en réponse aux vôtres des 22 avril et 4 courant ; mais » je l'ai supprimée, la saison n'étant pas propre, pour un mal- » heureux, aux contestations, comme elle l'est à souffrir et à ren- » dre grâce des injures. J'avoue donc que je n'ai pas été six semai- » nes sans vos lettres, quoiqu'il y ait cinquante jours depuis le 16 » mars jusqu'au 5 mai qu'arriva le gentilhomme de M. de Mer- » cœur, qui me rendit vos dépêches en date des 21, 22, 23, 24, » 25 mars, 4, 8, 9 et 14 avril. Mais je vous apprendis que quand » vous m'auriez écrit tous les jours, je n'aurais pas été pour » cela tous les jours sans prendre la peine de m'envoyer les let- » tres. Je n'aurais pas été pour cela mieux informé de ce qui se » passait. »

Mazarin continue : il désigne les personnes qui l'ont abordé dans son lieu d'exil et auxquelles M. de Lionne aurait pu confier ses dépêches, et cependant celui-ci n'a rien fait, rien communiqué.

« En faisant réflexion sur tout ce que j'ai demandé à la reine » dans mon éloignement, ajoute-t-il, je vois que je n'ai été heu- » reux qu'à obtenir ce que j'ai demandé à votre instance ou » qu'il était de votre intérêt de faire réussir. Je pourrais bien » marquer une dizaine de choses de cette nature, etc.

» Enfin, mon nom auprès de la reine fait de grands efforts en » tout ce qui plaît de l'employer pour votre avantage ou pour » celui des personnes que vous croyez à propos d'obliger ; mais » autrement il n'y a rien de fait, etc. »

Le cardinal discute ensuite le traité de conciliation intervenu entre la Cour et M. le prince : il en analyse les conditions et démontre avec une admirable sagacité les résultats nécessaires, tout aussi préjudiciables aux intérêts de la royauté que propres à investir imprudemment M. le prince d'un pouvoir et d'une influence que personne n'avait eus jusqu'à ce jour.

« Pour ce qui est des diligences que vous dites avoir faites
 » jusqu'à ce jour, ajoute la lettre du cardinal à M. de Lionne,
 » pour reconnaître à quel point M. Letellier tenait dans l'esprit
 » de la reine, et pour venir à bout de l'affaire qui vous tenait
 » tant à cœur, je ne vous dirai rien sur la chose, car vous
 » voyez assez ce que c'est que de vouloir surprendre votre mal-
 » tre, lui supposant une lettre que je n'avais pas écrite pour
 » l'obliger, sur ce fondement, à prendre résolution en une af-
 » faire importante qui était à votre avantage. Je n'ai guère vu
 » d'exemple de cette force, et je ne croyais pas être en état que
 » vous en dussiez user si familièrement.

» J'ai encore été surpris de voir que vous êtes bien craintif et
 » considéré à entreprendre les choses qui me peuvent être
 » avantageuses ; mais que vous êtes fort hardi à vous résoudre
 » lorsqu'il s'agit de pousser celles qui vous peuvent être utiles,
 » sans beaucoup faire réflexion si les voies sont honorables. »

Il est difficile de parler avec plus de hauteur, d'amertume, d'ironie et de dédain !

Le 12 mai 1651, Mazarin écrivait à la reine : « Vous vous re-
 » mettez à M. de Lionne qui ne me dit que ce qui lui plait, et
 » je crois qu'il me prend pour un enfant. Il me mande entre au-
 » tres choses, qu'il avait conseillé à la reine, avec son oncle, de
 » maltraiter M^{me} de Chevreuse, afin de l'obliger d'avoir recours
 » au cardinal, comme si l'on ne connaissait pas qu'ils l'ont fait
 » pour servir M. le prince et lui donner une marque de service
 » qu'ils lui ont promis de lui rendre auprès de la reine, etc. »

« On mande, ajoute-t-il, pag. 40, que Servien et Lionne
 » travaillent à s'emparer de l'autorité et des affaires, assistés de
 » M. le prince, avec intention de donner, après, un morceau
 » au cardinal. Ils ne le connaissent pas bien. »

La lettre suivante, écrite par Mazarin à la reine, le 16 juillet, 1651, jette un jour plus vif sur ses rapports avec la reine et sur l'inquiétude jalouse qui le domine. Il avait été profondément blessé de ce que de Lionne, lui devant tout, s'était néanmoins entremis pour opérer la réconciliation entre la reine et le prince de Condé.

Il se plaint (v. M. Ravenel, pag. 158) d'être obligé de se servir, pour intermédiaire avec la reine, de Lionne, et reproche à ce dernier une infidélité ; et il expose les faits qui donnent lieu à ce reproche. Dans cette même lettre, Mazarin disait à la reine :

« Je vous prie de caresser tout le monde..... Vous pourriez
 » dire à Lionne, pour le faire revenir et l'échauffer à l'égard du
 » cardinal, que le jour qu'il reviendra à la Cour, vous le ferez
 » secrétaire d'Etat. »

« De Servien et de Lionne, disait encore Mazarin à la reine,
 » on ne croit pas qu'ils aient fait une liaison contre le cardinal
 » et qu'ils aient trahi; mais on voit qu'ils ont songé plus à leurs
 » intérêts qu'à ceux du cardinal, quelque flatterie qu'ils aient
 » faite à la reine là-dessus pour se mettre bien dans son esprit
 » et lui imprimer qu'eux seuls étaient les véritables serviteurs
 » du cardinal, qu'ils agissaient sincèrement et avec affection
 » pour le rétablissement de ses affaires. »

Ailleurs, Mazarin ajoute : « On ne doute point que le prince
 » ne soit engagé au soutien de Servien et de Lionne, assistant
 » le premier pour lui faire avoir les sceaux et le poussant après
 » à la qualité de premier ministre, et l'autre à la charge de se-
 » crétaire d'Etat. »

Cette lettre révèle tout à la fois la passion de Mazarin pour la reine, et les soupçons jaloux que les rapports de la reine avec Lionne avaient jetés dans l'âme de l'ombrageux Italien.

« Si vous voyiez, écrivait Mazarin à la reine (v. M. Ravenel,
 » p. 158), si vous voyiez l'état dans lequel je suis, je vous ferais
 » pitié; il y a des petites choses qui me tourmentent au der-
 » nier point. Par exemple, je sais que vous avez dit plus d'une
 » fois à M. de Lionne pourquoi il ne prenait pas la chambre
 » du 26 (du cardinal), lui témoignant tendresse de ce qu'il se
 » mouillait en passant la cour. Cela m'a fait perdre le sommeil
 » deux nuits de suite, et des choses semblables seraient capa-
 » bles de me faire mourir.

» Je vous proteste que si je pouvais être persuadé que vous
 » eussiez estime et affection pour un si lâche coquin, qui me
 » trahit continuellement, je serais incapable de vivre. Que vous
 » dissimuliez avec lui si le bien des affaires le requiert, patien-
 » ce; mais que dans votre âme vous en fassiez cas, cela ne se
 » peut souffrir. Je vous demande là-dessus une déclaration de
 » votre volonté: c'est-à-dire, si, après toutes les choses que
 » vous savez, vous ne le croyez pas un infidèle, un infâme et
 » un traître, et si vous n'êtes prête à faire de lui tout ce que
 » voudra 46 (c'est-à-dire le cardinal lui-même). Je vous con-
 » jure de faire là-dessus une réponse précise de laquelle dépende
 » ou ma vie ou ma mort. »

Mazarin était toujours en exil. La lutte entre la reine et le parlement continuant, des négociations restaient toujours ouvertes.

M^{me} de Motteville, tom. V, pag. 12, fait connaître une réponse pleine de fierté, faite par la reine aux gens du roi, au sujet de Lionne :

« Et sur ce qu'on accuse, par cette lettre, ceux qui ont » l'honneur de servir le roi dans ses conseils et un officier domestique de la reine (Lionne était, dit M^{me} de Motteville, secrétaire des commandements de la reine), S. M. répond » qu'elle peut choisir ainsi qu'il lui plaira. »

« La conclusion de l'assemblée fut que la reine serait très-humblement priée de donner une nouvelle déclaration à part » contre le cardinal Mazarin, qui pût rassurer les esprits et » donner aux princes toutes les sûretés. On n'y parla point » néanmoins de ceux qui avaient été nommés, savoir : Letellier, » Servien et Lionne. Néanmoins, ajoute l'auteur cité, Letellier, » Servien et de Lionne furent éloignés. La reine voulut donner » cette marque à toute la France de l'amour qu'elle avait pour » la paix et pour le repos de l'Etat, joint à ce que les petits dégoûts qu'elle avait eus contre de Lionne et Servien lui en ôtasent la douleur (tom. V, pag 18). Ils partirent et s'en allèrent » avec leurs femmes et leurs enfants.

» Letellier était bien aimé du cardinal. Il emportait la satisfaction d'avoir eu une conduite sans reproche, et d'être le seul des trois dont la probité ne fût pas suspecte.

» La disgrâce dura peu.

» Cette année 1654, la Cour étant allée de Tours à Blois, Servien eut ordre d'y revenir. Il en avait été exilé avec Letellier, » à cause que les princes le demandaient. Mais quelques-uns croyaient que le cardinal n'en était pas content, non plus » que de Lionne, qui fut quelque temps dans une manière de » disgrâce. Servien, qui avait vu autrefois le cardinal lui faire la cour pendant qu'il était secrétaire d'Etat, était soupçonné, » aussi bien que de Lionne, d'avoir voulu s'établir, l'un et l'autre, auprès de la reine, par leur grande capacité pour les » affaires d'Etat, pendant l'absence du premier ministre, pour l'accoutumer à se passer de lui. Mais cette disgrâce ne dura » pas longtemps et leur prompt retour fit voir que les soupçons » qu'on avait eus de leur fidélité avaient été fort mal fondés » (tom. V, pag. 129). »

Du jour où le cardinal Mazarin fut rétabli officiellement dans la haute direction des affaires de l'Etat, il chargea Lionne de missions importantes et délicates.

De Lionne a été successivement ambassadeur du roi à Rome, à Francfort, à Madrid.

1655. — *Ambassade à Rome. — Objet de sa mission.* — En 1655, Lionne était ambassadeur extraordinaire du roi à Rome.

A cette époque, M. le cardinal de Retz était en instance auprès du Saint-Siège : ses ennemis prétendaient le contraindre à donner sa démission. Le cardinal déployait dans cette lutte toutes les ressources de son esprit. L'abbé Charrier, l'un de ses principaux adhérents, non moins que le cardinal de Retz, déclamaient publiquement contre M. de Lionne. Celui-ci en usait bien plus modérément, se contentant d'exécuter sans passion les ordres du roi, et, pour marquer au cardinal de Retz que sa commission ne l'empêchait pas de l'honorer, il lui fit offrir de le servir en France, et de lui ménager un accommodement sans qu'il donnât sa démission. Mais l'abbé Charrier empêcha le cardinal d'écouter ses propositions.

D'un autre côté, les Fouquet, animés d'un sentiment d'une jalousie extrême contre M. de Lionne, cherchaient à le traverser dans ses négociations par toutes sortes de moyens. Ils avaient envoyé à Rome leur jeune frère, conseiller au parlement, à l'effet de leur servir d'espion auprès de Lionne.

S'il était permis de s'écarter de la gravité du sujet, nous pourrions emprunter aux Mémoires de Guy-Joly, secrétaire du cardinal de Retz, des anecdotes qui font connaître ces grands personnages et qui initient dans les mœurs du temps.

De Lionne termina les différends qui existaient entre le pape et le duc de Parme, et, en sa qualité d'ambassadeur extraordinaire du roi auprès du Saint-Siège, il assista, en 1655, au conclave qui élut Alexandre VII, et parvint à le faire prononcer en faveur de la France.

Dans son ambassade à Rome, ce diplomate acquit une réputation de finesse et d'habileté telle, que les diplomates italiens redoutaient d'entrer en négociation avec lui.

M. de Lionne quitta Rome en 1656. A son retour, il passa

par Madrid. Chargé d'une mission secrète, il alla se loger inognito au *Bueno-Retiro*. Là il put entamer avec le premier ministre espagnol, don Louis de Haro, des négociations pour la paix. Mais, sur le bruit du rétablissement du prince de Condé, la négociation fut rompue.

Son ambassade à Francfort. — En 1658, l'empereur Ferdinand III étant décédé, les électeurs s'assemblèrent à Francfort-sur-le-Mein, pour procéder à l'élection de son successeur. M. de Lionne et M. le maréchal de Grammont y furent envoyés de France avec le titre d'ambassadeurs extraordinaires. Leur influence y fut grande. L'élection se fit en trois jours. Réunis le 18 juillet, les électeurs élurent pour empereur Léopold, qui fut couronné quelques jours après. Les ambassadeurs de France demeurèrent à Francfort après le départ de l'empereur et firent signer une ligue pour maintenir la paix d'Allemagne, qui s'appela la *ligue du Rhin*. Ils ne rentrèrent en France qu'après avoir fait signer et consommer cette association.

Dans cette ligue entrèrent les électeurs de Mayence, de Cologne, le Palatin; le roi de Suède, comme duc de Poméranie; le duc de Neubourg, l'évêque de Münster, le Landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Brunswick-Limbours.

L'année 1659 fut féconde en grandes négociations, dont le résultat fut la pacification, cimentée par le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse.

Une suspension des hostilités ayant été consentie au mois d'avril de cette année (1659), Pimentel, négociateur pour la Cour d'Espagne, vint à Paris et entra en négociation avec M. de Lionne. Ce diplomate étranger se trouvait au château de Berny le jour où M. de Lionne avait l'honneur d'y recevoir Leurs Majestés.

Le 28 du même mois, M. de Lionne se rendait à Saint-Sébastien et à Fontarabie, pour y continuer les préparatifs de cette pacification. Il habitait Handaye, village de France séparé de Fontarabie par la rivière de la Bidassoa.

Pendant toutes les négociations qui y eurent lieu entre les deux Cours, M. de Lionne remplit constamment le rôle de secrétaire du cardinal.

« Fouquet, Letellier et Lionne (dit M. de Choisy dans ses Mémoires, collection de Petitot, vol. LXIV, pag. 214) étaient les trois ministres dont se servait le cardinal. Fouquet était surin-

tendant ; Letellier, comme secrétaire d'Etat de la guerre, avait une connaissance entière du gouvernement, et Lionne était ministre d'Etat depuis qu'il avait été aux conférences de Francfort, et, quoiqu'il n'eût point de charge, il faisait depuis plusieurs années celle de secrétaire d'Etat des affaires étrangères. » « Le cardinal, ajoute-t-il, se plaignait toujours de lui, en disant des choses désagréables et ne pouvait s'en passer. » Toutes les affaires étrangères étaient résolues avec lui et ensuite portées au vieux Brienne ou à son fils, qui étaient obligés de signer sans examiner.

1664, 3 mars. — M^{me} de Motteville, au VI^e vol., pag. 73, raconte une conversation qu'elle eut avec Anne d'Autriche pendant la dernière maladie de Mazarin. Le cardinal s'était fait transporter à Vincennes. On s'agitait à la Cour pour savoir à qui reviendrait le pouvoir :

« La reine-mère me dit que Letellier, le procureur général
 » Fouquet et de Lionne étaient destinés, non pour gouverner le
 » roi, mais pour le servir. Elle me parla du maréchal Villeroi
 » comme un homme qui aimait l'Etat et avait de la capacité,
 » mais qui était faible. Elle croyait néanmoins qu'il serait du
 » conseil : ce qui ne fut pas. Elle me parut persuadée que
 » Letellier était un homme habile en sa charge, homme de
 » bien, assez à elle, mais pas capable de la première place. Elle
 » croyait que le procureur général, capable quoique grand vo-
 » leur, demeurerait le maître de tous. Pour de Lionne, elle me
 » témoigna avoir dessein, si elle le pouvait, de l'éloigner du
 » conseil, après la mort du ministre. »

Ce dernier projet de la reine Anne d'Autriche ne se réalisa pas.

1664. — Louis XIV, à la mort de Mazarin, appela de Lionne au ministère des affaires étrangères, et, après la démission de M. de Brienne, de Lionne fut nommé secrétaire d'Etat.

1662. — Ce ministre ménagea l'acquisition de la ville de Dunkerque. Il prépara et signa, le 27 avril 1662, un traité d'amitié, de confédération, de commerce, de navigation avec le roi.

1667. — Il concourut au traité de ligue offensive et défensive entre Louis XIV et Alphonse VI, roi de Portugal et des Algarves, contre le roi d'Espagne, et, cette même année (18 novembre 1667), il proposa le projet de traité entre le roi Louis XIV et les Etats généraux des Pays-Bas.

Mais laissons parler M. Mignet, dans son Introduction aux négociations relatives à la succession d'Espagne, pag. LVIII :

1664 à 1668. — « Cette période, » dit l'illustre académicien, « est une *négociation perpétuelle* : négociation avec l'Espagne pour obtenir d'abord qu'elle révoquât l'acte de renonciation, ensuite qu'elle condescendît au droit de dévolution ; avec la Hollande, pour lui faire admettre les prétentions générales de Louis XIV à la monarchie espagnole, et ses projets particuliers sur les Pays Bas, quoiqu'elle fût la puissance la plus exposée par son agrandissement ; avec l'empire d'Allemagne, pour protéger la ligue du Rhin ; avec la Diète de Ratisbonne, pour l'empêcher de prendre sous sa garantie le cercle de Brandebourg ; négociations et traités avec les électeurs de Mayence, de Cologne, de Brandebourg, le duc de Neubourg et l'évêque de Münster, pour qu'ils fermassent à l'empereur la route des Pays-Bas, s'il voulait y marcher au secours de l'Espagne ; avec le Portugal, pour qu'il attaquât l'Espagne dans la Péninsule, lorsque Louis XIV lui prendrait la Flandre ; négociations avec la Suède, l'Angleterre, pour les maintenir dans son alliance ou dans l'inaction ; enfin, négociation et traité secret et éventuel de partage de la monarchie espagnole avec l'empereur Léopold, tels furent les grands actes diplomatiques qui remplirent cette époque.

» Presque toutes ces négociations réussirent : on n'en est pas surpris lorsqu'on connaît la manière dont elles furent conduites par M. de Lionne. La vue de ce ministre embrasse avec aisance le vaste champ des affaires politiques de l'Europe, et elles lui sont si familières, qu'il les traite avec une facilité merveilleuse qui plaît, bien que parfois elle devienne un peu prolix. Dans les ordres et les directions qu'il donne, il montre la connaissance la plus profonde des hommes et des matières d'Etat. Il prévoit toutes les difficultés probables, et il indique avec abondance les moyens de les vaincre. On le surprend fréquemment à penser, agir, diriger de lui-même, sauf l'approbation du roi, qui ne lui manque jamais. Il paraît ne pas douter que ses avis ne soient écoutés, préférés, suivis.

» La période de 1664 à 1668 fut le moment le plus beau de la politique de Louis XIV. Il cultiva avec soin ses alliances ; il maintint dans l'immobilité les puissances jalouses ou ef-

» frayées ; il fit, avec son compétiteur à la succession d'Espagne, le plus utile traité de partage, en cas de mort de Charles II, puisqu'il ménageait la réunion des Pays-Bas à la France ; il entreprit une guerre si bien préparée, qu'il ne rencontra pas un ennemi en campagne quoiqu'il rompt la paix du monde ; il s'y montra aussi surprenant par la rapidité de ses coups que par la modération de ses exigences ; il acquit les places de Charleroy, Douai, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtray, Bergues, Furnes, avec leurs terri-
 » toires, et étendit ainsi, du côté du nord, la frontière de la France qui, dans cette direction, était très-faible et très-rap-
 » prochée de la capitale.

» Mais peu de temps après finit avec M. de Lionne, qui mourut en 1674, l'esprit qui avait jusque-là dirigé et contenu Louis XIV. Le roi habile devint passionné ; la guerre de dévotion conduisit à la guerre de Hollande, un acte d'agrandissement à un acte exagéré de vengeance.

» Un commis violent, M. de Louvois, avait succédé, dans sa faveur, à un habile politique. C'est en Hollande qu'eut lieu le naufrage de la politique ancienne, suivie sans interruption sous Henri IV, Richelieu, Mazarin, Lionne. »

Dans ses rapports avec Louis XIV, de Lionne ne craignait pas de lui faire connaître la vérité sur les hommes et sur les choses, au risque de déplaire au monarque, témoin cette anecdote conservée dans les Mémoires de M. Arnauld, et que je me plais à reproduire.

On sait avec quelle rigueur le roi avait poursuivi Fouquet et tous les hommes qui s'étaient attachés à la fortune du surintendant ; de ce nombre était M. Arnauld de Pomponne, et celui-ci avait été exilé de la Cour.

Extrait des Mémoires de M. l'abbé Arnauld. (Petitot, 2^e série, t. xxxiv, pag. 348.) — « Mon frère (M. de Pomponne) eut sa part à la disgrâce de Fouquet. Il fut relégué à Verdun. Y ayant été un an, il eut permission de se rapprocher jusqu'à La Ferté-sous-Jouarre pour pouvoir conférer avec la famille de sa femme, sur les affaires que la mort de M. Ladvocat, son beau-père, lui avait laissées. Il y fut encore dix-huit mois au bout desquels il obtint la liberté de demeurer à Pomponne. Il y avait six mois qu'il y était, ne pensant plus qu'à couler doucement ce

temps de disgrâce, quand M. de Lionne, qui, en toute occasion, s'est montré de nos amis, lui écrivit de venir à Paris (1665), et de n'y voir personne qu'il ne l'eût vu. D'abord que mon frère entra, il lui dit d'un air gai : « — Eh bien, monsieur, avez-vous des bottes bien graissées ? Pourrez-vous encore courir la poste ? — Il y a longtemps, Monsieur, que j'en ai perdu l'habitude, lui répartit mon frère ; mais s'il y va du service du roi ou du vôtre, je me sens encore en état de tout entreprendre. — Puisque cela est, reprit M. de Lionne en l'embrassant, je vous salue donc, Monsieur l'ambassadeur de Suède. »

» Si mon frère fut surpris, il ne faut pas le demander. Il crut d'abord que c'était une raillerie de ce ministre ; mais, enfin, ayant été informé de la manière dont la chose s'était passée, il n'eut plus qu'à lui rendre tous les remerciements qu'il lui devait du service qu'il lui avait rendu, service qui ne pouvait être plus important dans le malheureux état de ses affaires. En effet, il fallait être autant ami que M. de Lionne et aussi généreux que lui, pour oser proposer au roi, pour un des plus importants emplois qui fussent alors, un misérable exilé, qui souffrait encore actuellement les effets de sa colère. Mais il surmonta les craintes qu'un autre aurait pu avoir dans cette rencontre, ne considérant que l'intérêt de son ami et celui du roi, qu'il crut que mon frère pourrait servir utilement.

» Après qu'on eut assez longtemps agité dans le conseil qui serait propre à être envoyé en Suède, M. de Lionne dit hardiment : « Sire, si j'osais, je proposerais à Votre Majesté un homme qui a toutes les qualités nécessaires. » Le roi lui ayant commandé de le nommer : « C'est M. de Pomponne, Sire, lui dit-il. » En même temps, M. Letellier, qui a toujours fait l'honneur à mon frère de lui témoigner de l'amitié, ajouta que S. M. ne pouvait pas faire un meilleur choix, et qu'il ne savait pas comment la pensée ne lui était pas venue de le proposer aussi bien que M. de Lionne. Ainsi la chose fut résolue.....

» Le roi parla à mon frère fort honnêtement à son ordinaire, et lui fit connaître qu'il avait oublié ses soupçons, ce qui le consola extrêmement. Mais M. de Lionne acheva de lui mettre l'esprit en repos ; car, comme il prit congé de lui, il lui dit le plus obligeamment du monde : « Je ne crains point d'avoir des reproches de vous avoir nommé à S. M., ni que vous manquez d'emploi dorénavant : je ne suis en peine que de vous

» y faire subsister; mais je vous promets que j'y apporterai
 » tous mes soins. » Et il le fit en effet. »

M. de Lionne mourut à Paris, en 1674, le 4^{er} septembre, à l'âge de 60 ans.

Voici comment Saint-Evremond parle de ce ministre, dans une lettre à Isaac Vossius :

« Je suis surpris qu'un homme aussi consommé dans les négociations, si profond dans les affaires, puisse avoir la délicatesse des plus polis courtisans pour la conversation et pour les plaisirs. On peut dire de lui ce que Salluste dit de Sylla, que son loisir était voluptueux, mais que, par une juste disposition de son temps, avec la facilité de travail dont il s'est rendu le maître, jamais affaire n'a été retardée par ses plaisirs. Personne plus que lui ne connaît les beaux ouvrages : personne ne les fait mieux. Il sait également juger et produire, et l'on est en peine si l'on doit estimer plus en lui la finesse du discernement ou la beauté du génie.

» De Lionne est le seul entre les ministres d'Etat qui ait fait
 » appréhender de le perdre, et fait connaître ce qu'on a perdu
 » au même instant qu'il est mort. »

Voici ce qu'écrivait un autre de ses contemporains, M. de Choisy, au moment où l'on annonçait le décès de M. de Lionne :

« Hugues de Lionne, gentilhomme du Dauphiné, avait un génie supérieur. Son esprit, naturellement vif et perçant, s'était encore aiguisé dans les affaires où le cardinal Mazarin l'avait mis de bonne heure. Habile négociateur que la réputation d'une trop grande finesse avait rendu presque inutile dans le commerce des Italiens, qui se défiaient d'eux-mêmes quand ils avaient à traiter avec lui.

» Avec beaucoup d'esprit et d'étude, il écrivait assez mal, mais facilement, ne se voulant pas donner la peine d'écrire mieux. Au reste, fort désintéressé, ne regardant les biens de la fortune que comme des moyens de se donner tous les plaisirs. Grand joueur, grand dissipateur, sensible à tout, ne se refusant rien, même aux dépens de sa santé; paresseux quand son plaisir ne le faisait pas agir; infatigable et passant à travailler les jours et les nuits, quand la nécessité y était (ce qui arrivait rarement); n'attendant aucun secours de ses commis; tirant tout de lui-même; écrivant de sa main ou dictant.

» tant toutes les dépêches; donnant peu d'heures, dans la journée, aux affaires de l'Etat, et essayant de regagner par sa vivacité le temps que ses passions lui faisaient perdre. Sa mort fut aussi chrétienne et pénitente que sa vie l'avait été peu. Il ne pouvait trop souffrir, disait-il tout haut, pour expier ses péchés, et l'on vit en sa personne un exemple sensible de ces esprits forts qui, à la vue du jugement de Dieu, sont contraints de déposer toute leur fierté, et de reconnaître humblement les vérités de la foi qu'ils avaient combattues avec insolence. »

M. de Lionne s'était marié avec M^{lle} Payen : il ne fut pas heureux dans son intérieur. Les Mémoires du temps révèlent les scandales de la vie désordonnée de M^{me} de Lionne.

Elle avait pour fille M^{me} de Cœuvres, adonnée comme elle à une vie licencieuse. A la suite d'une scène pleine de scandale, racontée par Bussy-Rabutin dans l'*Histoire amoureuse des Gaules*, M. de Lionne exigea que M^{me} de Lionne fût renfermée dans un couvent.

C'est à cette scène que fait allusion la lettre de M^{me} de Sévigné à sa fille, du 2 août 1671. Nous la rapportons ici :

« Ah ! que j'aurais été contente si la nouvelle de M^{me} de Lionne était venue toute seule. » (Ed. Blaise, 1820, tom. II, p. 140.)

Dans une lettre du 19 août 1671, M^{me} de Sévigné, continuant sur le même sujet, ajoute, pag. 164 :

« M. d'Harouïs est aussi étonné que vous de l'aventure de M^{me} de Lionne. Votre raisonnement est bon ; mais quoique le mari fût accoutumé à sa propre disgrâce, il ne l'était pas à celle de son gendre ; c'est ce qui l'a fait éclater. »

M. de Lionne a eu plusieurs enfants.

L'aîné était le marquis de Berny, en faveur duquel il avait obtenu du roi la survivance de sa charge. Mais Berny trouva la tâche au-dessus de ses forces : il s'en démit avec l'autorisation du roi, en faveur de M. Arnauld de Pomponne ;

M. Arthus de Lionne, qui fut évêque de Rosalie et vicaire apostolique dans la Chine. Celui-ci mourut à Paris le 2 août 1743, à 58 ans, avec une grande réputation de vertu et de zèle ⁽¹⁾ ;

(1) Extrait du *Nouveau dictionnaire historique*, 1804. MM. Chaudron et de Landine.

Nous venons de dire que sa fille avait épousé M. le marquis de Cœuvres.

M. l'abbé Arnauld, dans les Mémoires déjà cités (Petitot, vol. XXXIV, pag. 334), relate dans les termes suivants les circonstances qui amenèrent le roi à confier à son frère, M. de Pomponne, cette haute et délicate mission. •

« Le roi (1671), qui dès lors prenait ses mesures pour les grands desseins qui devaient éclore l'année suivante, dit d'abord à M. de Pomponne qu'il fallait qu'il retournât en Suède, en lui témoignant obligeamment que personne n'était plus propre que lui à lui rendre le service qu'il en attendait par l'estime qu'il avait laissée de lui en cette Cour. S. M. ajouta qu'elle ne l'y laisserait pas longtemps, et elle l'envoya ensuite à M. de Lionne, pour recevoir son instruction.

» On sait que ce ministre aimait un peu ses plaisirs, et qu'il leur donnait tout le temps qu'il pouvait dérober aux affaires sans préjudicier au service de l'Etat. Ainsi, croyant se pouvoir décharger sur mon frère (M. de Pomponne) de la peine de faire cette instruction, après l'avoir entretenu du sujet de son voyage et de ce qu'il avait à négocier, il lui dit de la faire lui-même : ce que mon frère exécuta après s'en être excusé autant qu'il put. C'est ici un des plus beaux endroits de la vie de M. de Lionne; des gens reconnaissants ne sauraient assez le publier pour en conserver la mémoire. Il porta au roi cette instruction sans y rien changer. S. M. la goûta; et ayant dit à M. de Lionne, en la louant, qu'il s'était surpassé lui-même cette fois, un discours si surprenant pour une âme moins bien faite que la sienne, et qui l'aurait pu piquer de dépit ou de jalousie, n'ébranla point dans son cœur la justice qu'il devait à son ami, qui n'y avait travaillé que par ses ordres. Sans hésiter un moment : « Il ne faut point, Sire, lui dit-il, imposer à Votre Majesté; c'est M. de Pomponne qui l'a faite. — Je suis bien aise, lui dit le roi, que vous me l'ayez fait connaître; c'est un homme dont on pourra se servir dans l'occasion. » Nous avons cru, et avec beaucoup d'apparence, que ce fut là le premier fondement de la fortune de mon frère: il en sera éternellement redevable à ce généreux ami qui, par une vertu peu commune, ne voulut point se parer du bien d'autrui; ce que beaucoup d'autres en sa place auraient pu faire. Il aimait mieux risquer de perdre quelque chose de son estime dans l'esprit du roi, que de ne pas rendre

témoignage à la vérité. Ce grand homme ne jouit pas longtemps de la satisfaction qu'il devait avoir en lui-même d'une si belle action. Il mourut au mois d'août suivant d'une manière assez surprenante, et acheva, sans y penser, l'établissement de mon frère. Le roi jeta les yeux sur lui pour remplir l'importante charge que M. de Lionne laissait vacante, après que M. le marquis de Berny, son fils, qui y était reçu en survivance, eût supplié S. M. *de recevoir sa démission.*»

Pour procurer à M. de Pomponne les moyens de payer cette charge, le roi lui donna celle de premier écuyer de sa grande écurie, qui était alors vacante, avec un brevet de retenue de 400,000 livres.

M. de Lionne a beaucoup écrit : les archives des affaires étrangères renferment des documents nombreux, écrits entièrement de sa main, sur les affaires les plus importantes et les plus délicates. Ces documents sont du plus grand intérêt. M. Mignet a analysé un grand nombre de ses dépêches dans la publication que nous avons citée. Il en a donné quelques-unes en leur entier, et l'on peut apprécier aujourd'hui la haute capacité de ce grand ministre.

On a publié ses négociations à Francfort, 4 vol. in-4°.

En résumé, quand on pense que M. de Lionne est mort à 60 ans, sinon dans la force de l'âge, du moins en pleine possession de sa belle intelligence, dans un moment où, par la sagesse de ses conseils, par les ressources de son expérience, par la parfaite connaissance des hommes et des choses de son temps, et paraissait appelé à rendre longtemps encore des services signalés au souverain qui régnait sur la France, on s'afflige profondément de cette fin prématurée. M. de Lionne réunissait à un esprit étendu et sagace, une prudence consommée ; à un calme que rien n'altérerait, une fermeté de résolution qu'aucun obstacle n'arrêtait. Dans cette vie si pleine, mêlée à deux époques si éminemment dissemblables, sous la pression, tantôt des agitations de la Fronde, pendant la minorité de Louis XIV, tantôt de l'expansion désordonnée de l'âme ambitieuse du grand roi, quand il se fut enivré de ses premiers succès, toujours on voit chez le ministre ces qualités briller du plus vif éclat. Ce qu'on admire chez notre illustre Dauphinois, à ces deux époques si difficiles, c'est son esprit de conduite. Fortifier l'autorité,

la servir au besoin, l'avertir, et, par ses avertissements, chercher à la contenir, voilà sa règle. Il n'y manque jamais. Dans les temps agités de la Fronde, alors que les âmes les plus fortement trempées étaient en quelque sorte incertaines d'elles-mêmes, ne sachant où puiser le principe d'une direction, où aller, où s'arrêter, combattant le lendemain ce qu'elles avaient défendu la veille, M. de Lionne a constamment marché à la lueur d'une idée unique, simple et vraie, le maintien du principe de l'autorité, source de l'ordre à l'intérieur, de la force à l'extérieur, moyen unique de continuer et de développer la grande politique de Henri IV et de Richelieu, à laquelle M. de Lionne s'était associé, et, par elle, d'accroître l'influence de la France par ses négociations, s'il le fallait, par ses armes, moins en vue de conquête que pour soustraire l'Europe à la prépondérance d'une puissance envahissante. On suit avec un intérêt irrésistible cet habile homme d'Etat, poursuivant invariablement son but à travers les menées des partis contraires, les jalousies et les soupçons excités contre lui et quelquefois partagés en haut lieu. Et quand, plus tard, on le voit préparer et diriger la politique extérieure du royaume, on est fier, en lisant ses dépêches, d'appartenir par un lien, quelque faible qu'il soit, à ce ministre, enfant du Dauphiné, dont le langage est inspiré par un sentiment si vif, si dévoué aux intérêts, à la grandeur, à la dignité de la France. Ce patriotisme éclairé, c'était, dans le langage du temps, le dévouement au service du roi.

Mais lorsque, plus tard, l'orgueil du prince le poussait dans des voies que désavouait la raison d'Etat, M. de Lionne n'hésite pas à avertir son maître du péril qu'il court à s'y engager. En le contenant, il cherche encore à le servir.

Tel est le caractère distinctif de cette belle carrière qu'a parcourue M. de Lionne, de 1638 à 1664, et de 1664 à 1674, époque de sa mort.

On peut voir le portrait de M. de Lionne dans le beau tableau de Philippe de Champagne que possède le Musée de Grenoble. Ce tableau représente la réception de Louis XIV dans l'ordre du St-Esprit, par le prince Gaston d'Orléans, grand maître, entouré des principaux officiers de l'ordre, au nombre desquels siège M. de Lionne.

L'Académie Delphinale a orné la salle de ses séances du portrait de M. de Lionne, juste hommage accordé à la mémoire de l'homme d'Etat qui a rendu de si grands services à la France, et dont la province où il est né a raison de s'enorgueillir ⁽¹⁾.

LE SILPHIUM DES ANCIENS.

(Extraits de la conclusion du mémoire de M. Antonin Macé, dont la première partie a été analysée ci-dessus, pag. 67.)

..... Depuis que j'habite le Dauphiné; depuis, surtout, que j'ai contracté le goût de la botanique, goût si naturel au milieu de nos belles et riches montagnes, une idée m'a constamment préoccupé, idée que de nouvelles recherches et des études plus approfondies ont fortifiée au lieu de l'ébranler; c'est que nous n'avons peut-être pas besoin d'aller chercher en Asie et en Afrique la plante si célèbre chez les anciens sous le nom de *silphium*, et que cette plante existe peut-être chez nous. Je serais, en effet, bien tenté de croire que cette plante n'est autre chose que cette magnifique ombellifère désignée aujourd'hui sous le nom de *laserpitium siler*, et appartenant à ce genre *laserpitium* si voisin, par une foule de caractères, du genre *ferula* et surtout du genre *thapsia*.

Cette belle plante, dont la tige atteint jusqu'à un mètre et demi de hauteur, dont les feuilles, d'un beau vert, s'étalent en touffes épaisses et se divisent en folioles élégantes, dont les ombelles, étalées en trente et quarante rayons, portent un fruit oblong, légèrement ailé, fortement aromatique, croît dans plusieurs parties montagneuses du sud-est de la France. MM. Lecoq et Lamotte ⁽²⁾ la signalent, mais comme très-rare, dans les débris des rochers calcaires du département de la Lozère, comme plus commune aux environs de Mende et de Florac. Mais elle ne paraît pas s'avancer plus au nord dans cette direction, et le département de la Lozère semble être sa limite vers le centre de la

(1) Ce portrait est l'œuvre de M. Célestin Blanc, peintre, membre correspondant de l'Académie Delphinale. — C'est M. Réal qui l'a donné à l'Académie (*N. du secrét.*).

(2) *Catalogue raisonné des plantes vasculaires du plateau central de la France*; 1848, in-8°, pag. 197.

France. M. Ch. Godet ⁽¹⁾ l'indique comme très-répandue dans le Jura neuchâtelois jusqu'aux côtes du Doubs, mais ne s'avancant pas jusqu'au Jura argovien et bâlois. Lamarck ⁽²⁾ la désigne comme se trouvant dans les montagnes du Dauphiné et de la Provence. MM. Grenier et Godron ⁽³⁾ la signalent dans les mêmes localités, et, de plus, dans les Pyrénées et au Mont-Colombier, dans le département de l'Ain. Elle est abondante, aux mois de juillet et d'août, dans plusieurs localités des environs de Grenoble, surtout sur le calcaire du massif de la grande Chartreuse, où elle croît dans les fentes des rochers. Elle couvre le sommet du Mont-Rachais, au-dessus de Grenoble, et c'est au milieu du *laserpitium siler* que l'on rencontre la *tulipa sylvestris* Vill. (*tulipa celsiana* Red.) et la *viola mirabilis*. Elle descend même au-dessous de la Bastille et des rampes de Chantemerle, sur la route du Sappey. On la trouve également le long des rampes qui conduisent de Bernin à Saint-Pancrace et à la dent de Crolles ; dans les gorges d'Engins, sur la route de Sassenage à Villard-de-Lans ; dans les bois de Chalais, en allant de l'ancienne Chartreuse, aujourd'hui la maison d'études des dominicains, à cette croix d'où l'on jouit d'un panorama magnifique que tous les Grenoblois connaissent. Je l'ai trouvée, beaucoup plus bas, sur ces assises de néocomien supérieur que l'on côtoie, en suivant l'ancienne route de Saint-Egrève au Fontanil, près des moulins de la Chance ; enfin, et en très-grande abondance, en descendant du sommet de la Pinéa, vers les villages de Quaix et de Proveysieux. Cette plante n'est pas spéciale aux parties de la France que je viens d'indiquer. De Candolle, dans son *Prodrome* ⁽⁴⁾, la désigne avec cette mention : *In montanis Europæ mediæ et australis*. En effet, Allioni, dans son magnifique ouvrage sur la flore du Piémont ⁽⁵⁾, la signale comme commune dans les régions subalpines, principalement sur les lieux escarpés, dans les fentes de rochers : *Ad radices Alpium, præcipue e rupium fissuris, locis præcipitibus, frequens pro-*

⁽¹⁾ *Flore du Jura* ; Neuchâtel et Berne, 1852, 1^{re} partie, p. 288.

⁽²⁾ *Botanique de l'Encyclopédie méthodique*, III, p. 426.

⁽³⁾ *Flore française*, t. 1^{er}, p. 681.

⁽⁴⁾ IV, 205.

⁽⁵⁾ *Flora Pedemontana*, 3 vol. in-fol., Augustæ Taurinorum, 1785, t. II, p. 12.

dit. Il est vrai que l'illustre botaniste piémontais ne désigne pas la plante qui nous occupe sous le nom de *laserpitium siler* que nous lui donnons maintenant, et qu'il en fait un genre distinct sous le nom de *siler montanum*, en faisant observer que le caractère générique des *laserpitium* est d'avoir, à leurs graines, deux ailes dorsales et deux marginales, tandis que la plante dont nous parlons a plusieurs ailes, mais très-petites, à peine visibles, et qui ressemblent plus à des stries qu'à des ailes : *differt a laserpitio*, dit Allioni, *dorso non duas tantum sed plures alas ferente*. Cette observation avait été faite déjà par G. Bauhin ⁽¹⁾, qui range notre plante dans le genre *ligusticum*, sous le nom spécifique de *siler montanum angustifolium*, et par Tournefort, qui en fait un genre distinct ⁽²⁾. Là, au surplus, n'est pas la question ; il nous suffit de constater les localités européennes signalées par Allioni pour la plante qui nous occupe, soit que, avec Bauhin, Tournefort, Allioni, on en fasse un genre sous le nom de *siler montanum*, soit que, avec les botanistes de nos jours, on n'en fasse qu'une espèce du genre *laserpitium*, sous le nom de *laserpitium siler*. Les localités jusqu'ici indiquées ne sont pas les seules. Le savant Suédois, M. Nyman, dont j'ai déjà parlé, indique ⁽³⁾ les contrées suivantes de l'Europe comme produisant cette plante : la Suisse, l'Autriche, la Styrie, la Carniole, le Tyrol, les montagnes du Wurtemberg, les Pyrénées, le Jura, la Lozère, le Dauphiné, la Castille, la Galice, le royaume de Naples, la Sardaigne, la Dalmatie, les montagnes de la Grèce et surtout Delphes, tout en distinguant le *laserpitium* du Dauphiné sous le nom de *laserpitium montanum*, et celui du royaume de Naples sous le nom de *laserpitium garganicum*.

La dernière localité signalée dans l'énumération de M. Nyman est très-importante à remarquer. Delphes, c'est le Parnasse. Or, dans un passage analysé plus haut, Pline nous a appris qu'on trouvait le *silphium*, ou du moins, suivant lui, une des espèces de *silphium*, sur le Mont-Parnasse en Grèce. Théophraste ⁽⁴⁾ va beaucoup plus loin que Pline, et affirme positive-

(1) *Pinax theat. bot.*, p. 162.

(2) *Elém. de Bot.*, édit. de Jolyclerc, 1797, t. II, p. 196.

(3) *Sylloge Flor. eur.*, p. 147.

(4) VI, 3.

ment que le *silphium* du Parnasse était identique à celui de Cyrène, et cela peut s'expliquer facilement si l'on se rappelle que les Cyrénéens, pour honorer Apollon, avaient envoyé une tige de *silphium* à Delphes. Il est infiniment probable que c'est de cette tige, apportée de Cyrène, que provenait le *silphium* qu'on trouvait sur le Parnasse, du temps de Théophraste et de Pline. Or, la présence actuelle du *laserpitium siler*, constatée par M. Nyman, sur le Parnasse, n'est-elle pas déjà une sorte de présomption, d'induction, d'argument, à l'appui de l'opinion que j'ai émise, que le *silphium* des Grecs, le *laserpitium* des Romains, ne serait rien autre chose que notre *laserpitium siler* ?

Il y aurait bien aussi quelque argument à tirer de la transmission de ce nom de *laserpitium*, à travers le moyen âge, des naturalistes de l'antiquité aux botanistes de la Renaissance, frappés des caractères que présentent surtout les racines de cette plante produisant un suc, une gomme, une résine fortement aromatique. Mais il y a tant d'exemples de l'arbitraire des dénominations génériques et spécifiques données aux plantes, que je n'insiste pas sur ce point, quoique, dans le cas dont il s'agit, je croie la dénomination excellente, comme l'abbé Belley, du reste, en avait déjà fait la remarque dans le savant mémoire sur l'améthyste du cabinet du duc d'Orléans dont j'ai précédemment parlé.

J'ai, à l'appui de ma thèse, des arguments beaucoup meilleurs. Les anciens, Pline surtout, ne nous ont donné que des descriptions tout à fait insuffisantes des plantes, du reste peu nombreuses, qu'ils connaissaient. Ce qui les préoccupait surtout, c'étaient les propriétés, plus ou moins réelles, plus ou moins merveilleuses, qu'ils leur attribuaient. Les botanistes modernes seuls, surtout depuis Linné et A.-L. de Jussieu, ont étudié la physiologie végétale, et su décrire et classer les plantes d'après les divers caractères que présentent la racine, les feuilles, la fleur, le fruit. On ne peut pas espérer trouver quelque chose de semblable chez Théophraste, Dioscoride ou Pline. Cependant, sans être suffisantes, quelques-unes de leurs descriptions sont utiles et peuvent mettre sur la voie. C'est ainsi que Pline, dans un chapitre déjà plusieurs fois cité ⁽¹⁾, nous dit que le *silphium*

(1) XIX, 15.

ou *laserpitium* avait de fortes et grosses racines ; que la tige en était férulacée ou d'une grosseur égale à celle des férules ; que ses feuilles ressemblaient beaucoup à celle de l'*ache* (*levis-ticum officinale* Koch?) ; que les graines en étaient foliacées ; que les feuilles en tombaient tous les ans ; enfin que la racine, dont la longueur allait jusqu'à une coudée, avait au-dessus de terre une tubérosité. Théophraste ajoute ⁽¹⁾ que, si la tige et les feuilles périssaient chaque année, la racine, très-grosse et très-longue, d'un blanc jaunâtre à l'intérieur, et revêtue d'une écorce noire, était très-vivace. Sans doute, il s'en faut de beaucoup que cette description soit complète ; mais, enfin, les traits que je viens de citer conviennent singulièrement au *laserpitium siler* de nos contrées. J'ai sous les yeux, en écrivant ceci, trois pieds de *laserpitium siler*, l'un cueilli, le 5 août 1852, sur la montagne de Charmanson, au-dessus du couvent de la grande Chartreuse ; le second, cueilli, au mois de juillet 1855, dans ces pittoresques gorges d'Engins, au-dessus de Sassenage, qui sont une des plus curieuses localités des environs de Grenoble ; le troisième enfin, malheureusement trop avancé, que j'ai cueilli surtout pour la racine, le 29 octobre 1856, sur les rochers néocomiens du moulin de la Chance, entre Saint-Egrève et le Fontanil. Tous les traits signalés par Pline et Théophraste s'y remarquent d'une manière frappante : la grosse tige férulacée, les feuilles profondément divisées en folioles, les graines ailées (ce que Pline exprime sans doute par les mots *semen foliaceum*) ; les feuilles et les tiges desséchées sur l'échantillon cueilli pendant l'automne dernier ; surtout les caractères, si remarquables, de la racine. Aucun des échantillons que je possède n'a une racine complète. La racine du *laserpitium siler*, profondément insérée dans les fissures des rochers, est très-difficile à arracher, et je ne puis affirmer si elle atteint parfois cette longueur d'une coudée (0 m. 50) dont parle le naturaliste latin. Mais, enfin, celle que je possède, quoiqu'elle ne soit pas complète, suffit pour montrer les caractères essentiels : elle est ligneuse et vivace, tandis que les tiges et les feuilles tombent chaque année ; elle est d'un blanc jaunâtre à l'intérieur et revêtue d'une écorce noire, comme dit Théophraste ; elle est for-

(1) VI, 3.

tement aromatique, et quand on la casse, elle laisse couler une gomme résineuse qui s'attache aux doigts ; enfin, à la naissance des feuilles et des tiges, elle offre cette tubérosité signalée par Pline, un renflement, un bourrelet formé par les débris des tiges et des feuilles des années précédentes. La plus grosse des racines que je possède, et il en existe de beaucoup plus grosses encore, mesure une circonférence moyenne de 7 à 8 centimètres, tandis que le bourrelet, à la naissance des feuilles, a une circonférence de 18 centimètres. Il me paraît difficile de rencontrer jamais une analogie, je n'ose dire encore une identité, plus frappante, et ceci me suffit pour rejeter l'opinion de Pacho, qui a cru retrouver le *silphium* dans une ombellifère de la Cyrénaïque, appelée *derias* par les Arabes, dont il a donné une description et une gravure reproduites, il y a deux ans, dans un article, malheureusement rempli d'erreurs, du *Magasin pittoresque* ⁽¹⁾. Cette plante, qui n'est, ce me semble, que la *ferula tingitana* ou la *ferula ferulago*, ne peut pas être le *silphium*, puisqu'elle a une racine fusiforme et charnue, tandis que celle du *silphium*, comme celle du *laserpitium siler*, était grosse et ligneuse.

L'analogie est également très-frappante lorsque l'on compare les propriétés du *laserpitium siler* et celles que les anciens attribuaient au *silphium*. J'ai analysé celles-ci plus haut, principalement d'après Pline, et elles ont été le sujet de deux dissertations médicales publiées en 1659, par deux membres de la Faculté de médecine de Paris, Philippe Douté et Bertin Dieuxivoie, dissertations indiquées par l'abbé Belley, mais qu'il m'a été impossible de me procurer. Quant aux propriétés du *laserpitium siler*, quoiqu'elles soient aujourd'hui en partie oubliées ou négligées, elles paraissent nombreuses, importantes, et elles ont été longtemps célèbres. Bauhin ⁽²⁾ signalait déjà cette plante comme un excellent purgatif. Suivant Lamarck ⁽³⁾, le *laserpitium siler* est une plante incisive, stomachique, diurétique et emménagogue, et Lamarck ajoute que l'on se servait, pour ces divers usages, des feuilles et de la racine, et que celle-

(1) 1855, p. 311.

(2) Πλάξ th. bot., pag. 161.

(3) Bot., III, pag. 426.

ci est fort amère. MM. Decaisne et Lemaout, dans leur *Flora élémentaire des jardins et des champs* ⁽¹⁾, disent que les racines et les fruits de cette plante sont aromatiques et stimulants. Notre illustre botaniste Villars, qui était en même temps un praticien fort distingué, est beaucoup plus explicite ⁽²⁾ : « Le » *laserpitium siler*, dit-il, a une racine très-amère; elle sur- » passe tous les amers indigènes. On devrait en faire usage » pour les fièvres, les cachexies, les défauts d'appétit, les dé- » fauts des règles, etc. J'en ai fait usage dans la vue de rétablir » l'estomac en plusieurs cas, et mes malades s'en sont assez » bien trouvés. Je la fais infuser dans du vin pour pallier son » amertume, qui est insupportable. » Rappelons-nous que Pline parle également du mélange du *silphium* avec diverses substances et notamment avec du vin, et nous saisirons encore ici un rapprochement qui a quelque importance.

La *Pharmacopée universelle* ⁽³⁾ n'indique pas de nombreux emplois du *laserpitium* ou *laser*, comme elle l'appelle en lui donnant son nom vulgaire. Cependant elle dit que les semences de cette plante ont une odeur agréable et aromatique, une saveur âcre, aromatique et amère, et que la plante elle-même est un excitant et un tonique. Mais l'illustre botaniste piémontais, Allioni, nous donne sur les propriétés et l'emploi du *laserpitium siler*, ou, comme il l'appelle, du *siler montanum*, des détails infiniment plus nombreux et très-importants à recueillir. « La racine de cette plante, dit Allioni ⁽⁴⁾, produit, par incision, un suc résineux, aromatique, abondant. La plante entière, qui est fortement odorante et aromatique, renferme un principe actif, semblable, mais en moindre abondance. » Il ajoute que la racine, étant broyée, produit une odeur d'ail ou d'oignon (*scillagogum*) ; que l'on a coutume, en Italie, de l'employer dans la composition du sirop de *peucedanum*, où, quoiqu'il entre beaucoup d'autres plantes émollientes et pectorales, la plus grande partie est tirée de la racine du *siler montanum*, qui n'est autre chose, nous le savons, que notre *laserpitium siler*. Il paraît,

(1) 2 vol. in-12, 1855, t. 1^{er}, pag. 373.

(2) *Histoire des plantes du Dauphiné*, II, pag. 627.

(3) I, pag. 703.

(4) *Flor. pedem.*, II, pag. 12.

toujours d'après Allioni, que ce sirop était très-employé en Italie dans les maladies de poitrine, et considéré comme très-utile aux phthisiques, surtout dans les abcès et les congestions formées dans le poumon par la pituite, pourvu qu'il n'y eût pas toux provenant d'une humeur âcre ou produisant de l'irritation. On le considérait, enfin, comme un diurétique excellent, et comme très-bon pour la goutte, surtout lorsque celle-ci remonte vers le poumon. Dans tous ces cas, on employait ce sirop en le prenant par cuillerées, de manière à en prendre deux onces, trois au plus, dans vingt-quatre heures, ce qu'Allioni exprime par le singulier mot *intra nycthemerum*. Nous ne sommes pas compétent pour juger de la valeur de ce remède, et nous ne savons pas si les médecins italiens continuent de l'employer. Nous sommes obligé de reconnaître que le sirop de *peucedanum officinale*, employé aujourd'hui en France ⁽¹⁾, se compose, avec la racine de *peucedanum*, de feuilles de véronique et de tussilage, de miel blanc et de réglisse, et ne contient pas de *laserpitium siler*. Mais, enfin, le témoignage d'Allioni vient s'ajouter à ceux de Bauhin, de Lamarck et de Villars, pour nous prouver que, au dernier siècle encore, on attribuait au *laserpitium siler* plusieurs des propriétés que Pline attribuait au *silphium*.

Ainsi, l'identité du nom, celle de quelques stations, la ressemblance, sinon l'identité absolue des caractères physiologiques, celle des propriétés médicinales, tout semble se réunir pour nous faire admettre que le *silphium* des Grecs, le *laserpitium* des Romains, n'est rien autre chose que le *laserpitium siler* des botanistes modernes.

Ici, M. Macé soulève et réfute les objections diverses que l'on peut opposer à son opinion, objections relatives à l'abondance du *laserpitium siler* dans plusieurs contrées de l'Europe, et à son absence, au moins apparente, dans les parties de l'Afrique septentrionale qui ont été explorées par les botanistes modernes, et il termine ainsi :

Je ne donne, cependant, encore cette conclusion que sous toutes réserves. Il faut, pour que la démonstration soit complète et sans réplique, que les botanistes aient étudié la plante envoyée dans le Devonshire par le capitaine Smyth, et qu'ils aient

(1) *Pharmacopée univ.*, II, pag. 256.

vérifié si elle diffère de la *ferula ferulago* et de la *thapsiagar-ganica*, et si elle forme une espèce nouvelle. Il faut, surtout, que les voyageurs dans la Cyrénaïque aient étudié sérieusement, scientifiquement, la flore de ces contrées et en aient dressé au moins un catalogue raisonné. C'est un vœu que formait déjà l'abbé Belley, à une époque où les communications n'étaient pas aussi faciles qu'elles le sont aujourd'hui, et où la botanique n'était pas aussi avancée qu'elle l'est de nos jours. Si, comme tout nous le fait présumer, les voyageurs botanistes découvrent dans la Cyrénaïque quelques pieds de *laserpitium siler*, la question sera résolue. Seulement, en admettant que la plante, si célèbre dans l'antiquité sous le nom de *silphium* et que nous croyons être le *laserpitium siler*, n'ait pas été complètement détruite par suite des diverses causes indiquées par Strabon, Pline et Solin, les voyageurs ne devront la chercher ni sur les côtes, où les frères Beechey et Pacho ont cru à tort la rencontrer et où elle n'a probablement jamais existé, ni dans la plaine, mais bien dans la partie montagneuse, vers le désert, comme Pline en indique très-positivement les stations. Dans nos contrées, le *laserpitium siler* se trouve à une hauteur moyenne de 400 à 700 mètres, sur les roches calcaires et non sur les roches granitiques, à l'exposition du midi. En tenant compte de la différence considérable de latitude entre le midi de la France et le nord de l'Afrique, ce serait sur les montagnes calcaires de la Cyrénaïque, à l'exposition du nord, que la même plante devrait se retrouver, et à une hauteur moyenne de 1000 à 1200 mètres. Quoique, comme l'avoue Balbi ⁽¹⁾, l'orographie de l'Afrique n'offre encore que des doutes et des hypothèses, il est présumable, cependant, que les derniers contreforts de l'Atlas qui vont expirer, en traversant, dans deux directions, les Etats de Tripoli, dépassent de beaucoup cette hauteur, puisque les frères Beechey nous apprennent que les ruines de Cyrène (ou *Grennah*) sont à 1800 pieds (600 mètres) au-dessus du niveau de la mer, et que Mannert ⁽²⁾ nous représente le terrain de la Cyrénaïque s'étageant, du nord au midi, en terrasses de plus

(1) *Abr. de Géog.*, 3^e édit., pag. 827.

(2) *Géogr. des Etats barbaresques*. — Trad. de MM. Marcus et Duesberg, pag. 59.

en plus élevées, jusqu'à des montagnes qui atteignent une hauteur considérable. Lors même que le travail, que je termine en ce moment, n'aurait pas d'autre résultat que d'appeler sur ce point l'attention des voyageurs et des botanistes, et de fournir quelques éléments utiles et quelques renseignements précis pour la solution d'un problème d'histoire naturelle, je ne le croirais pas complètement inutile ⁽¹⁾.

Peut-être aussi, et c'est encore une de mes espérances, ce travail aura-t-il une autre utilité. Si, comme je le crois de plus en plus, le *silphium* des anciens n'est rien autre chose que le *laserpitium siler* des botanistes modernes, nous possédons, au milieu de nous, une ressource précieuse dont on pourrait tirer parti. Je n'oserais certainement pas affirmer qu'il ait toutes les merveilleuses propriétés que Plinie attribue au *silphium* ; mais des personnes, très-compétentes et très-sérieuses, qui ont longtemps habité le massif de la grande Chartreuse, m'ont affirmé que les vaches et les moutons mangeaient avec avidité les tiges et les feuilles naissantes des diverses espèces de *laserpitium* qui y croissent en abondance (*L. siler*, *L. gallicum*, *L. latifolium*) ⁽²⁾. N'y aurait-il pas là un fourrage assuré, sain et abondant ? En tous cas, il est fâcheux, peut-être, qu'on ait négligé les ressources que sa racine surtout offre à l'art médical, ressources attestées, nous l'avons vu, par Bauhin, Lamarck, Villars, Allioni, et dont s'était préoccupé, dans les dernières années de sa vie, notre regrettable concitoyen le docteur Albin Gras, dont l'activité d'esprit était infatigable. Peut-être enfin, et

⁽¹⁾ C'est à ce titre aussi qu'est utile le curieux ouvrage que vient de publier M. J.-B. du Molin, sous le titre de *Flore poétique ancienne, ou Etudes sur les plantes les plus difficiles à reconnaître des poètes anciens grecs et latins*. N'ayant pu me le procurer encore, je ne sais si l'auteur s'est occupé dans son ouvrage du *silphium* des anciens, mais je ne l'ai pas vu mentionné dans l'analyse que je viens de lire dans le *Bulletin de la Société botanique* (juin 1857, t. IV, pag. 250).

⁽²⁾ Au moment où je corrige ces épreuves, j'ai pu vérifier par moi-même cette affirmation. Je viens, dans une excursion faite, le 14 juillet, au couvent de Chalais, de voir une multitude de pieds de *laserpitium siler*, dont les feuilles et les tiges florales avaient été récemment broutées. Du reste, j'y ai trouvé cette belle ombellifère dans un magnifique état de floraison et de fructification naissante; les graines qui commencent à se former ont un arôme exquis.

c'est encore une analogie de plus avec le *silphium* des anciens, serait-il facile d'extraire de la racine, de la tige, des feuilles et du fruit du *laserpitium siler* une essence utile. La tige que j'ai cueillie le 29 octobre dernier, étant restée à l'air libre, exhale un parfum doux et agréable qui peut faire présumer que cette plante renferme une huile essentielle. Ce serait à l'analyse de l'en extraire, et je me permets encore d'appeler sur ce point l'attention des chimistes. Si le *laserpitium siler* était ainsi utilisé, l'extraction des racines deviendrait une ressource pour les habitants de plusieurs parties de nos montagnes. Déjà ils savent tirer parti, pour la pharmacie et l'herboristerie, de beaucoup des plantes rares et précieuses que la nature produit chez eux. C'est ainsi que tous les voyageurs et les botanistes qui ont été visiter les belles et parfumées prairies du Lautaret dans l'Oisans, ont pu voir une foule de femmes et d'enfants cueillir les fleurs de l'*arnica montana*, les feuilles et les fleurs de la *veronica Allionii*. C'est ainsi que j'ai vu les pâtres des montagnes de Champrousse, du lac Robert et de la cascade des Orcières, ceux de la partie supérieure de la charmante vallée d'Autrans vers le pic de Naves et le pas de la Clé, arracher et faire sécher, pour la vendre aux pharmaciens et aux droguistes de Grenoble et de Lyon, la racine de la *gentiana lutea*. La racine du *laserpitium siler*, qui semble jouir de propriétés analogues, plus diverses et plus nombreuses encore, offrirait des ressources semblables aux habitants de plusieurs de nos montagnes.

Enfin, j'ai essayé, sinon de résoudre, du moins d'éclaircir une question d'érudition qui, depuis la renaissance des lettres, a beaucoup embarrassé et divisé les commentateurs de Théophraste, de Pline, d'Aristophane, de Plaute, d'Hérodote, de Strabon, de Dioscoride. Les nuages dont cette question, et plusieurs questions analogues que soulèvent la lecture et l'interprétation des auteurs de l'antiquité, sont environnées, tiennent (me permettra-t-on de le dire en terminant ?) à ce que les littérateurs, les philologues, les hellénistes, ne connaissent pas assez les sciences naturelles ; à ce que, réciproquement, les naturalistes et les savants de profession ne se préoccupent pas assez d'éclairer et de compléter leurs observations et leurs découvertes avec l'aide des lumières que les écrivains grecs et latins peuvent leur offrir. Cette séparation, cet isolement, ce divorce entre les hommes d'étude, sont, à tous égards, déplorables, et

il est urgent de tout faire pour y mettre un terme. Ce serait une science bien orgueilleuse et bien mesquine que celle qui s'imaginerait qu'elle ne date que d'hier; et qu'elle n'a ni histoire ni racines dans le passé. Toute science, quelle qu'elle soit, a eu des aïeux qu'elle ne doit pas plus méconnaître qu'esurfaire, mais dont elle doit étudier les œuvres. Pour cela, la connaissance des langues et des littératures de l'antiquité est indispensable, et, par conséquent, il serait profondément honteux et déplorable que les médecins, les géologues, les chimistes, les botanistes, qui, toute leur vie, seront condamnés à parler grec et latin, n'eussent pas l'intelligence des langues dont se servent les sciences mêmes qu'ils étudient, ni la possibilité de lire et de comprendre les auteurs qui ont été les pères et les premiers fondateurs de ces sciences. Ce serait rompre avec toutes les traditions des sciences naturelles et médicales depuis le XVI^e siècle. Les Guy-Patin, les Boërhave, les Linné, ont été à la fois des savants éminents et des littérateurs distingués et spirituels; et, de nos jours, ne voyons-nous pas leurs exemples honorablement imités par les Biot, les Flourens, les Littré, les Daremberg? Dans l'intérêt réciproque des sciences proprement dites et de la littérature, fortifions cet accord au lieu de le laisser s'affaiblir, et, persuadons-nous bien que, si, de nos jours plus que jamais, au milieu des merveilles que les sciences font éclore sous nos yeux, il importe que les littérateurs de profession soient un peu chimistes, géologues et naturalistes, il n'importe par moins que les savants de profession aient reçu une forte, une solide, une profonde éducation littéraire.

A ces extraits du long travail de M. Antonin Macé, nous ajouterons la copie d'une lettre que l'auteur a reçue, pendant la durée de la publication de son mémoire dans la *Revue archéologique*, d'un de nos hellénistes les plus honorablement connus, M. le docteur Daremberg, bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine. Cette lettre nous a paru digne d'être insérée dans le *Bulletin*, non-seulement parce qu'elle est un témoignage de l'importance du travail de notre confrère, mais aussi parce qu'elle renferme un texte curieux, tout à fait inédit, et que l'auteur regrette de n'avoir pas connu plus tôt pour le faire entrer dans la première partie de son mémoire.

« A Monsieur Antonin MACÉ, professeur à la Faculté des lettres de Grenoble.

BIBLIOTHÈQUE
Mazarine.

Paris, le 6 août 1857.
A l'Institut, 1, rue de Seine.

» MONSIEUR,

- » J'ai lu avec infiniment d'intérêt et beaucoup de profit vos
- » deux savants articles sur le *Silphium*. J'attends la suite avec
- » impatience, et j'espère que vous ferez tirer ce travail à part.
- » En attendant, permettez-moi de vous communiquer un
- » passage inédit d'Oribase. (Tom. III, p. 424. — Ce volume,
- » presque terminé, paraîtra dans quelques mois.) Il s'agit du
- » régime des nourrices, quand l'enfant arrive vers le moment
- » du sevrage. Parmi les choses nuisibles, l'auteur range le
- » *Silphium* en ces termes : Κάκιστον δὲ καὶ τὸ ἥδυσμα οἱ ὅποι, ὅτε
- » μαιδικός, καὶ ὁ ἐκ Κυρήνης, καὶ ὁ ἀπὸ τῶν Σύρων οὐ παλαι κομιζόμε-
- » νος. Cette nouvelle importation du *Silphium* de Syrie me
- » paraît surtout remarquable. Si vous aviez sur ce point quel-
- » ques renseignements nouveaux, je serais heureux de vous
- » citer dans mes notes sur le 3^e volume d'Oribase que je pu-
- » blie, avec la collaboration de mon ami M. Bussemaker. Peut-
- » être les deux premiers volumes vous sont-ils connus. Vous
- » savez qu'Oribase n'est qu'un compilateur. Le passage cité
- » remonte donc plus haut que lui. Est-il de Galien ou d'Athénée
- » le médecin? C'est ce que je n'ai pu encore déterminer.
- » Agréez, Monsieur, mes salutations empressées et l'assu-
- » rance de ma parfaite considération.

» D^r Ch. DAREMBERG,

» Bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine.»

DOCUMENTS INÉDITS.

Le Président de l'Académie a reçu de M. Paul Marchegay, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, à Angers, la lettre suivante :

• Angers, 16 juillet 1856.

• Monsieur le Président,

• Je viens de retrouver dans mes notes historiques la copie d'un document assez curieux, mais dont je ne saurais et même ne pourrais tirer profit. Il sera plus convenablement placé dans les archives de votre honorable Compagnie, et je vous prie de vouloir bien lui en faire hommage, de ma part.

• Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

• P. MARCHEGAY. •

COPIE (*de la fin du XV^e ou commencement du XVI^e siècle.*)

A mes très honnourés seigneurs mess^{rs} de la court de parlement de Grenoble.

Mes très honnourés seigneurs, je me recommande très humblement a vostre bonne grace. Et vous plaise savoir, mess^{rs} que la compaignie de mons^r de Mauleon est arrivée aujourduy en ceste ville, et partit de Lyon mecredy, au quel lieu on fait leur monstre, et vindrent coucher à Ville Urbane et en Vaux, et jusques icy ont fait assés bonnes journées pour gens d'armes, dont ilz se plaignent fort et sont deliberez que d'issy à Grenoble ne feront que une leue pour jour, en actendant leurs compaignons qui ne sont pas encoures en la bande. et n'est possible a moy de les plus fere tirer avant si ce n'est à leur plaisir. D'aultre part, mess^{rs}, touchant payement de leur despense, il n'en est nouvelles, quelque commandement ne cries que je leur face fere,

qui est grant folle aux povres gens. pourquoy, mess^{rs} vous en advertiz à celle fin que y donniés quelque ordre en tout ainsi que verrés affere sur le fet du chemin et du payement; et par ce pourteur m'en manderez vostre bon plaisir, le quel vous envoie expressement, priant à Dieu, mes tres honnourés seigneurs, qui vous doint très bonne vie et longue.

Escript à La Tourt du Pin, ce samedi xxij^e jour de fevrier.

Le tout vostre très humble serviteur.

JOUFFREY DE MONTCHENU.

Pièce trouvée dans les archives du duché de Thouars, en Poitou, et offerte à la Société des sciences et arts de Grenoble.

Pour copie conforme.

P. MARCHEGAY.

Juin 1855.

Note du secrétaire sur cette communication. — Cette lettre donne lieu à trois questions principales : 1^e Quel en est l'auteur ? 2^e En quelle année a-t-elle été écrite ? 3^e Quel était ce monsieur de Mauléon dont il est fait mention dans ce document ?

1^o Joffrey ou Geoffrey, auteur de cette lettre, appartenait à la maison de Montchenu, l'une des plus anciennes et des plus nobles du Dauphiné. Il était seigneur de Châteauneuf-de-Galaure et de Ratières, et figure dans un contrat de 1526 cité par Guy-Allard (art. *Baternay*), et Salvaing de Boissieu (*Usage des fiefs*, chap. XIII, 1^{re} part., pag. 120, Grenoble, 1731).

Voici, sur ce personnage, quelques autres renseignements dus au savant M. de Terrebasse, membre correspondant de l'Académie. Il était fils de Falque de Montchenu, célèbre par sa résistance à Louis XI et ses démêlés avec son gendre, Imbert de Baternay, qui avait épousé sa fille malgré lui, et s'était fait investir des biens de Gabriel de Rousillon, seigneur du Bouchage, dévolus par droit d'héritage à la maison de Baternay. Falque avait épousé, en 1445, Jacqueline de la Queille ou de la Queuille, d'une ancienne maison de l'Auvergne. Il mourut vers 1477, laissant de son mariage Georgette de M., mariée à Imbert de Baternay, favori de Louis XI, connu dans l'histoire de ce prince sous le nom de M. du Bouchage; Catherine, mariée avec Louis de Grolée, seigneur de Châteauvilain, et Geoffrey ou Joffrey, dont il est ici question. Joffrey poursuivit toute sa vie la restitution des biens enlevés à sa famille par Imbert de Baternay, son ancien vassal, et il plaidait encore, en 1526, contre René de Baternay, seigneur du Bouchage et d'Anton en Dauphiné et de Montrésor en Touraine, petit-fils d'Imbert. Il avait épousé, en 1484, Marguerite de Compois, dont il eut Antoine de Montchenu, gouverneur du Mont-St-Michel, en Normandie.

2° Comme cette lettre, d'après les indications fournies par M. de Marchegay, appartient à la fin du XV^e ou au commencement du XVI^e siècle, et que d'ailleurs Jouffrey de Montchenu n'a dû naître que vers 1446, elle n'a pu avoir été écrite que dans l'une des années suivantes : 1466, 1472, 1477, 1483, 1494, 1500, 1505, 1511, 1522, 1528, 1533.

En effet, pour que le 22 février se rencontre un samedi, il faut que l'année ait E ou bien E.D pour lettres dominicales, et celles que nous venons d'énumérer sont les seules pour lesquelles il en soit ainsi dans la dernière moitié du XV^e siècle et dans la première du XVI^e.

D'un autre côté, si, comme nous le supposons, le mouvement de troupes dont il est question dans cette pièce s'est fait à l'occasion des guerres d'Italie, il en résulte qu'elle n'a pas été écrite avant 1494, puisque ces guerres n'ont commencé que cette année-là (*). Mais il serait fort possible qu'elle fût justement de cette époque, puisque Charles VIII fit assembler son armée dès 1493 (**).

3° Le seigneur de Mauléon dont il s'agit ici était évidemment un membre de la famille de la Trémoille. En effet, l'existence de notre lettre dans les archives du duché de Thouars prouve qu'il n'est pas ici question de la ville de Mauléon (Basses-Pyrénées), ancienne capitale du pays de Soule, mais de Mauléon dans le Poitou, aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), bourg qui avait à la fois une abbaye de l'ordre de St-Augustin et un château seigneurial dépendant des la Trémoille, héritiers des vicomtes de Thouars (†). Aussi le seigneur dont parle Jouffrey est-il Jacques de la Trémoille, seigneur de Mauléon et de Bomiers, troisième fils de Louis I^{er} de la Trémoille, et frère de ce Louis II de la Trémoille qui mérita avant Bayard le titre de *Chevalier sans reproche*. Jacques de la Trémoille mourut sans enfants, et la seigneurie de Mauléon revint à la branche aînée de sa maison (‡). Il suivit Charles VIII à la conquête du royaume de Naples (1494), et Louis XII à celle du Milanais (1499) ; il assista aussi au second voyage de Naples (1501) et à la bataille de Marignan (1515 [§]). La seule de ces diverses expéditions qui se rapporte aux années indiquées par les lettres dominicales et énumérées plus haut est celle de 1494 ; mais Jacques de Mauléon a pu accompagner son frère à la seconde conquête du Milanais en 1500. La lettre de Jouffrey peut donc se placer, soit en 1494, soit en 1500.

(*) Charles VIII partit de Vienne le 23 août 1494. (*Mém. de Comines*, livre VII, chap. VI.) — (†) *Mémoire de la Trémoille*, par Jean Bouchet, chap. XVII, éd. Petitot, p. 409. — (‡) *Ibid.*, chap. XIII, p. 399. — *Gallia Christ. nov.*, tom. II, p. 1297. — (§) Moreri, art. la Trémoille, n° VI. — (¶) Moreri, *ibid.*, n° VI. — P. Anselme, *Hist. général. de France*, 3^e édit., tom. IV, p. 166.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE PENDANT LE 2^e SEMESTRE DE 1856.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

Note relative aux inondations, lue à l'Académie des Sciences par M. DAUSSE, ingénieur en chef des ponts et chaussées. (Extraite des *Comptes-rendus des séances de l'Académie des sciences*, tom. XLII, séance du 30 juin 1856.) — Broch. in-4°, 8 pag.

L'auteur établit dans cette note qu'il n'y a pas de limite assignable aux grandes crues de nos rivières, et propose en conséquence de garder désormais les digues insubmersibles pour les villes, bourgs et villages bâtis dans des lieux trop bas, et de se contenter pour les vallées de digues arasées à la hauteur des berges.

Essai critique sur la littérature indienne et les études sanscrites, avec des notes bibliographiques, par A. PHILIBERT-SOURÉ, docteur ès lettres, professeur de rhétorique au lycée impérial de Grenoble (août 1856). — Paris, Benjamin Duprat et A. Durand; Grenoble, Ch. Vellot. — In-42, 122 pages.

Ce petit volume, le premier de ce genre qu'on ait jusqu'ici publié en France, outre un avant-propos et une conclusion, contient neuf chapitres intitulés : I. Ce qu'on savait de l'Inde avant le 19^e siècle. II. Les Védas, les Pourânas, les Oupanishads. III. Le Mâhabhârata. IV. Le Râmâyana. V. Poèmes secondaires de l'Inde. VI. Théâtre indien. VII. Brahmanisme; mythologie indienne. VIII. Réforme religieuse ou bouddhisme. IX. Philosophie, sciences, ouvrages en prose. Il offre un tableau rapide des progrès des études sanscrites en Europe depuis soixante ans, et donne la liste d'une foule de publications relatives à cette branche importante de l'orientalisme.

Précis de rhétorique et de littérature, avec des notices sur les auteurs classiques français, par le MÊME (déc. 1856).

— Paris, Dezobry et Magdeleine; Grenoble, Ch. Vellot. — In-12, 186 pag.

Ce manuel se compose de trois parties : dans la première sont exposées les règles consacrées de la rhétorique; la seconde renferme des éléments de littérature, avec la liste chronologique des principaux écrivains de chaque pays, en chaque genre, et un chapitre sur la composition littéraire; la troisième est une suite de notices biographiques et critiques sur Descartes, Pascal, Corneille, Racine, Molière, La Fontaine, Boileau, M^{me} de Sévigné, Bossuet, Fénelon, La Bruyère, Massillon, J.-B. et J.-J. Rousseau, Voltaire, Montesquieu, Buffon.

Etude sur l'histoire du Colonat chez les Romains, par M. Ch. REVILLOUT, professeur au lycée impérial de Grenoble. — Broch. in-8°, 44 pag.; Paris, Durand, 1856.

Cette brochure contient l'histoire des colons et des fermiers romains, depuis les commencements de Rome jusqu'au règne de Constantin. Elle établit qu'avant cette dernière époque les *colons* étaient encore des fermiers libres et non des serfs de la glèbe.

MÉMOIRES ENVYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Annales de l'Académie d'archéologie de BELGIQUE, tom. XIII, 2^e livr., p. 113-224. Anvers, 1856, in-8°.

Mémoires de la Société impériale académique de CHERBOURG. — 1856; 4 vol. in-8°; xxxii et 372 pages.

On remarque dans ce recueil, sous le titre de *Paléographie de Cherbourg et de ses environs* (pag. 45 à 84), une espèce de journal où se trouvent consignés tous les faits relatifs à l'histoire de Cherbourg et des lieux situés dans les alentours. L'auteur de cet intéressant travail, M. de Pontaumont, émet avec raison le vœu qu'un pareil journal soit entrepris dans chaque commune de l'empire.

Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de DRAGUIGNAN, t. I (de la p. 165 à 216); 1856, in-8°.

On trouve dans cette livraison une notice de M. l'abbé Doze, sur la *voie aurélienne* qui conduisait de Rome à Arles, en suivant le littoral de la Méditerranée. Cette livraison contient encore un *programme*

d'études archéologiques pour le Var, par M. Louis Rostan. Ce travail complet pourrait être proposé utilement à tous les départements.

Compte-rendu des travaux de l'Académie du GARD, en séance publique du conseil général et du conseil municipal, le 29 août 1856, par M. Nicot, secrétaire perpétuel. — Nîmes, broch. in-8°, 48 pages.

INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE. *Rapport fait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, au nom de la commission des antiquités de la France, par M. Adrien de LONGPÉRIER, le 8 août 1856. — Paris, Firmin Didot; broch. in-4°, 14 pages.

Recueil de travaux lus à la Société MÉDICALE ALLEMANDE de Paris, publié par MM. H. Meding et A. Martin. Première année. — Paris, 1856, in-8° de 96 pag.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE, tom. VI, nos 4 et 5. — Paris, 1856; deux broch. de 108 et 72 pages.

Société agricole scientifique et littéraire des PYRÉNÉES-ORIENTALES, tom. X. — Perpignan, 1856, in-8°, 652 pag.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la SARTHE, 2^e série, tom. IV, pag. 101 à 204. — Le Mans, 1856, in-8°.

Mémoires de la Société royale académique de SAVOIE. — Chambéry, 1825-1854, 43 vol. in-8°.

Beaucoup d'articles de cet important recueil sont aussi intéressants pour le Dauphiné que pour la Savoie elle-même. On y remarque principalement les mémoires suivants :

Tom. I (1825). *Aperçus géologiques sur les environs de Chambéry*, par M. le chanoine Billiet ⁽¹⁾ [pag. 135-169].—*Notice sur la recherche des monuments antiques en Savoie*, par M. le général comte de Loche (pag. 224-236).

Tom. II (1827). *St-François de Sales considéré comme écrivain*, par M. G.-M. Raymond (pag. 199-233).

Tom. III (1828). *Mémoire sur Humbert aux blanches mains*, par M. le comte Xavier de Vignet (pag. 259-398).—*Recherches historiques sur*

(¹) Aujourd'hui Mgr l'archevêque de Chambéry.

les monuments romains d'Aix en Savoie, par M. le général comte de Loche (pag. 399-445).

Tom. IV (1830). *Lettre de M. Louis Cibrario, sur la route qui conduisait anciennement par la vallée d'Usseil, de Piémont dans la Haute-Maurienne* (pag. 191-207). — *Notice historique sur les Allobroges* et les anciens habitants des contrées qui composent aujourd'hui le duché de Savoie, par M. le chanoine Chuit (pag. 275-375).

Tom. VII (1835). *Notice sur les abîmes de Myans*, par M. le docteur Gouvert (pag. 60-125). — *Aperçus géologiques sur la vallée de Chambéry*, par M. le chanoine Rendu ⁽¹⁾ [185-265]. — *Notice sur le village de Brios où mourut Charles le Chauve* (pag. 265-287).

Tom. VIII (1837). *Notice sur la peste qui a affligé le diocèse de Maurienne en 1630* (pag. 191-208). On voit dans cette notice que dans les années 1585, 1608, 1628, 1629, 1630 et 1665, la peste fit des ravages dans le Dauphiné. Cet article signale aussi de curieuses ordonnances portées en Savoie contre les engraisseurs (*untori*), que la crédulité populaire accusait de propager la contagion en frottant les murailles des églises et des maisons avec un onguent de couleur jaunâtre.

Tom. IX (1839). *Notice sur les poids et mesures du duché de Savoie*, suivie d'un appendice sur les principales mesures de quelques pays voisins, par M. G.-M. Raymond (pag. 1-101). — *Traits principaux de la géologie de la Savoie*, par M. le chanoine Rendu (pag. 123-177). — *Notes inédites sur la guerre des Espagnols en Savoie, pendant la campagne de 1742*, par M. l'abbé Bonnefoy (pag. 208-239). Cette campagne est un épisode de la guerre de la succession d'Autriche, pendant laquelle le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III, était l'allié de Marie-Thérèse contre la France et l'Espagne. — *De la marche des études historiques en Savoie et en Piémont, depuis le XIV^e siècle jusqu'à nos jours*, par M. Léon Ménabréa (pag. 249-361).

Tom. X (1841). *Théorie des glaciers de la Savoie*, par M. le chanoine Rendu (pag. 39-158). — *Montmélian et les Alpes*, par M. Léon Ménabréa (pag. 159-792), avec cinq plans. Cette savante monographie, accompagnée de nombreux documents inédits, est fort importante pour l'histoire des rapports du Dauphiné avec la Savoie.

Tom. XI (1843). *Des brises périodiques dans les vallées des Alpes*, par Mgr Billiet, archevêque de Chambéry (pag. 1-23). — *Matériaux historiques et documents inédits, extraits des archives de la ville de Chambéry*, par M. le marquis Costa de Beauregard (pag. 153-242). — *L'abbaye d'Aulps*, par M. Léon Ménabréa (pag. 243-324). Cette abbaye, située dans le Chablais, eut un moment des rapports avec le Dauphiné, lorsque les Dauphins du Viennois eurent la baronnie de Fauc-

(¹) Aujourd'hui Mgr l'évêque d'Annecy.

gny. — *Notice sur les voies romaines qui conduisaient de Lemincum à Augustum*, par M. le comte de Vignet (pag. 353-372).

Tom. XII. *De l'origine, de la forme et de l'esprit des jugements rendus au moyen âge contre les animaux*, par M. Léon Ménabréa (pag. 399-558). Plusieurs procès de ce genre eurent lieu en Dauphiné : à Grenoble, en 1543, contre les chenilles et les limaces ; à Valence, en 1585, contre les chenilles ; et Guy-Pape, dans un de ses arrêts, prononce la décision suivante : *Si animal brutum delinquat, ... an debet mori ? Dic quod sic* (Quæst. 238).

Seconde série, tom. I (1851). *Observations sur le recensement des personnes atteintes de goître et de crétinisme dans les diocèses de Chambéry et de Maurienne*, par Mgr Alexis Billiet, archevêque de Chambéry (pag. 1-40). — *Observations sur les mœurs et les habitudes des oiseaux de la Savoie*, par M. J.-B. Bailly (pag. 41-140). — *Notice sur quelques monnaies de Savoie, inédites*, par M. François Rabut (pag. 159-178). Il est fait mention dans ce travail d'une association qui a existé aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, sous le nom de *Serment des monnoyers du saint empire romain*. Cette association avait un sceau dans lequel figuraient les écussons de l'évêque de Valence, du comte de Valentinois, du prince d'Orange, du dauphin et de l'archevêque de Vienne. Elle a tenu en 1485 un parlement à Orange. — *De l'administration militaire au moyen âge*, par M. Léon Ménabréa (pag. 179-226). Ce mémoire contient de curieux détails sur l'occupation du Faucigny par le comte Vert (Amé VI de Savoie), après la cession qui lui en fut faite le 5 janvier 1354 (v. st.), en échange des terres que la maison de Savoie possédait en Dauphiné.

Bulletin semestriel de la Société des sciences, belles-lettres et arts du département du VAR, séant à Toulon ; 24^e année, 1856 ; broch. in-8°, xvi et 288 pag.

On y trouve, pag. 233, une lettre de Prunier, seigneur de Saint-André, datée de Sisteron, le 1^{er} mars 1593. Ce personnage, *un des plus grands hommes que le Dauphiné ait produits* (Chorier), fut ensuite premier président du Parlement de Grenoble. — Il est question, dans une lettre d'Henri IV, du 6 mars 1592, aux habitants de Toulon, du « sieur Alphonse Arnaux, nostre intendant général en Dauphiné » (pag. 229).

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1857.

BUREAU POUR 1857.

Président. — M. ALBERT DU BOYS, ancien magistrat.

Vice-président. — M. AUG. GAUTIER, doyen honoraire de la Faculté de droit.

Secrétaire perpétuel. — M. CH. REVILLOUT, professeur d'histoire au Lycée impérial.

Secrétaire-adjoint. — M. MACÉ, professeur d'histoire à la Faculté des lettres.

Trésorier perpétuel. — M. CASIMIR DE VENTAVON, avocat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. SOUPÉ, de ROCHEBELLE, MAIGNIEN, PATRU, de GOURNAY.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. de SAINT-MAURICE, propriétaire, est décédé le 28 janvier.

M. de BOURNET-LAVAL a été élu le 27 mars, en remplacement de M. QUINON, nommé, sur sa demande, membre correspondant.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LE 4^{tr} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1857.**Séance du 9 janvier 1857.**

M. MACÉ lit une dissertation sur une inscription inédite, trouvée à la Chapelle-Blanche, en Savoie.

M. BURDET commence la lecture d'un Mémoire sur les libertés delphinales.

Séance du 23 janvier 1857.

M. de GOURNAY lit quelques mots sur le Musée d'Archéologie de Grenoble. L'auteur raconte dans cette communication comment il trouva tout à faire, au milieu de difficultés sans nombre, dans le Musée Archéologique, créé seulement de nom, et dont il fut nommé le conservateur à la fin de 1853. Une palissade en bois destinée à préserver les monuments lapidaires, en attendant une grille en fer; un crédit de 150 fr. obtenu de la ville pour l'entretien du Musée; le nombre des pierres gallo-romaines, porté de vingt-quatre à vingt-huit; enfin, des démarches de toutes sortes pour augmenter encore ces richesses épigraphiques, témoignent assez du zèle déployé par le conservateur dans ses fonctions laborieuses et gratuites.

Mais une question de propriété sur le préau dans lequel est établi le Musée, ayant été soulevée tardivement et inopinément, au nom de la fabrique, par M. le curé de St-Laurent, et l'administration municipale ayant cru devoir prendre parti pour la fabrique, M. de Gournay a remis à M. le maire sa démission de conservateur.

En se retirant, M. de Gournay demande à l'Académie delphinale de prendre le Musée sous son patronage, et d'empêcher, par son intervention, que les monuments de cette collection ne soient ensevelis, comme ils en sont menacés, sous les ronces et les immondices. Il propose de les faire transporter dans la petite place située entre l'abside de l'église et la grille qui doit longer la rue St-Laurent. M. de Gournay met en même temps à la disposition de l'Académie divers objets trouvés dans les fouilles qui ont eu lieu autour de la Crypte.

L'Académie nomme, pour s'occuper de ces objets divers, une commission composée de MM. DU BOYS, LOUIS GAUTIER et MACÉ.

L'Académie procède ensuite au renouvellement partiel de son bureau et de son conseil d'administration pour l'année 1857. M. DU BOYS est élu *président* ; M. le doyen GAUTIER, *vice-président* ; M. MACÉ, *secrétaire-adjoint* ; MM. MAIGNIEN, PATRU et DE GOURNAY sont nommés membres du conseil d'administration pour les années 1857 et 1858.

Séance du 13 février 1857.

M. de GOURNAY lit une dissertation sur une effigie incrustée à l'extérieur de l'église St-Laurent, dans le pourtour de l'abside.

M. Louis GAUTIER présente, au nom de la commission nommée dans la dernière séance, un rapport sur la situation du Musée archéologique. Il termine ce rapport par la proposition suivante : l'Académie fera près de l'administration municipale une démarche pour obtenir : 1^o le maintien provisoire du Musée archéologique dans le préau de St-Laurent ; 2^o une toiture pour préserver les pierres tumulaires ; 3^o la nomination d'un nouveau conservateur.

L'Académie adopte la proposition et charge la commission de porter les vœux exprimés dans le rapport de M. Gautier à l'administration municipale.

M. MACÉ propose que, désormais, quand un membre résidant viendra à mourir à Grenoble, le bureau tout entier et trois membres de l'Académie, désignés à tour de rôle, assistent aux funérailles. M. Cas. de VENTAVON ajoute à cette proposition que les mêmes membres chargeront l'un d'entre eux de composer une notice sur le confrère décédé.

La proposition ainsi augmentée est acceptée par l'Académie, et sera ajoutée au règlement.

Sur la demande de M. Casimir DE VENTAVON, l'Académie fait don à la Bibliothèque de Gap d'un exemplaire de son Bulletin.

Séance du 27 février 1857.

M. BURDET continue sa lecture sur les libertés delphinales.

Sur la proposition de M. FAUCHÉ-PRUNELLE, l'Académie nomme une commission pour préparer les éléments d'un *Recueil de Chartes dauphinoises*. Cette commission fera son rapport au commencement de l'année 1858. Elle se compose de MM. FAUCHÉ, BURDET, GAUTIER, MACÉ, auxquels se réuniront le président et le secrétaire perpétuel, membres de droit de toutes les commissions.

Séance du 13 mars 1857.

M. DU BOYS lit un Mémoire ayant pour titre : *Des seigneuries ecclésiastiques et des Avoueries*. Ce travail forme cinq chapitres : dans le premier, l'auteur s'attache à faire connaître les caractères particuliers

Saint-Hugon, le Grand-Charnier, Brame-Farine, etc.). Mais cette roche forme les gradins supérieurs et les escarpements de la chaîne du Haut-du-Seuil, chaîne qui fait partie du massif de la Grande-Chartreuse, située presque en face, sur la rive droite de l'Isère. Ces belles pierres blanches, vulgairement désignées, à Grenoble, sous le nom de pierres de Sassenage, ont servi, les années dernières, à former les ogives des portes et des fenêtres de la nouvelle église de la Chapelle-Blanche, et ont été apportées de carrières ouvertes sur la rive droite de l'Isère, en France, dans les communes de la Terrasse et du Tournet. La pierre sur laquelle est gravée notre inscription provenait sans doute de carrières ouvertes, à l'époque romaine, dans les mêmes localités.

Cette pierre a 0,87° de hauteur, une largeur de 0,56°, et une épaisseur de 0,50°. Les lettres de la première, de la troisième et de la cinquième ligne ont 0,08° de hauteur, celles de la seconde et de la quatrième 0,05°. Les lettres de la première ligne commencent à 0,06° $\frac{1}{2}$ de l'angle de la pierre; celles de la seconde à 0,09° $\frac{1}{2}$; celles de la troisième, à 0,05°; celles de la quatrième, qui est beaucoup plus longue que toutes les autres, à 0,03° $\frac{1}{2}$; celles de la cinquième à 0,44°. Du sommet de la pierre à la première ligne, il y a un intervalle de 0,08°; les autres lignes sont espacées entre elles de 0,04° $\frac{1}{2}$; de la dernière ligne au bas de la pierre, il y a un espace libre de 0,27°.

Ce petit monument est placé aujourd'hui à gauche de l'entrée principale de la nouvelle église, devant la cure. D'après les renseignements qui me furent donnés, le 27 septembre, par des ouvriers travaillant à la construction de cette église, et qui m'ont été confirmés, depuis cette époque, par correspondance, cette inscription a été trouvée, en 1853, sous le principal autel de l'ancienne église, lors de sa démolition, pour faire place à la charmante église ogivale que l'on termine en ce moment.

D'après les mêmes renseignements, une seule personne, jusqu'ici, en aurait pris copie, M. Rabut, professeur d'histoire au collège de Chambéry, qui ne paraît pas l'avoir publiée. Je crois donc pouvoir la considérer comme inédite, quoiqu'on m'ajoute aussi que M. le curé de la Chapelle-Blanche a transmis des renseignements à ce sujet à Mgr l'archevêque de Chambéry.

Quoique la commune où a été trouvée, et où existe encore cette inscription, ne fasse plus aujourd'hui partie de la France, l'inscription ne me paraît pas moins devoir figurer dans le grand

et national recueil que M. Léon Renier prépare sous les auspices du gouvernement. C'est à ce titre que je la transmets au *Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*. La Chapelle-Blanche n'est séparée des communes du Moutaret (canton d'Allevard), et de Saint-Maximin (canton de Goncelin), dans l'arrondissement de Grenoble, que par le ravin, profondément encaissé, où coule le torrent du Bens, affluent du Bréda, qui est lui-même un affluent de l'Isère. La plupart des habitants du Moutaret et de Saint-Maximin possèdent des vignes sur la belle côte méridionale de la Chapelle-Blanche, dont ils ne sont qu'à une demi-heure de marche ; sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, la frontière est purement artificielle : le sol, la culture, la langue, les mœurs, le costume, les usages, tout est identique sur l'une et l'autre rive du Bens qu'on traverse en deux minutes sur de modestes ponts de bois très-rustiques et très-simples. D'ailleurs, à l'époque romaine, les pays qui ont formé plus tard le Dauphiné et la Savoie faisaient partie de la même province, et dès lors, les monuments romains que la Savoie peut nous offrir, s'ils n'appartiennent plus à la France actuelle, appartiennent à l'histoire de France, puisque ce sont, comme ceux-mêmes qu'on peut trouver en Dauphiné, des monuments de la Gaule romaine.

Ceci posé, je puis entrer dans quelques explications sur le sens de l'inscription et sur les conséquences historiques qu'on peut en tirer.

Cette inscription peut recevoir deux interprétations.

On peut d'abord la lire de cette manière :

Jul(ius) Q(uinti) fil(ius), Veræ, Flam(inæ) Aug(usti), Maximilla(e) fil(iæ), T(estamento) P(oni) J(ussit).

Julius, fils de Quintus, a ordonné, par son testament, d'élever ce monument à Véra, prêtresse d'Auguste, fille de Maximilla.

C'est la première interprétation qui m'était venue à l'esprit, celle à laquelle je suis resté longtemps attaché. Mais elle soulève quelques difficultés assez graves. En premier lieu, il est nécessaire, si l'on adopte ce sens, de changer *Maximilla* en *Maximillæ*. Ce ne serait pas sans exemple, assurément ; mais il n'y avait ici aucune raison pour la suppression de l'*e* qui pouvait parfaitement trouver sa place, puisqu'il y a un signe de ponctuation, très-nettement accusé, entre la dernière lettre du mot

Maximilla et la première du mot *fil*. En second lieu, ne serait-il pas étrange, contraire aux règles de la construction latine, d'avoir intercalé le titre de la profession entre le nom proprement dit et le nom de la mère ? Et si l'on avait voulu exprimer ce que cette première interprétation admettrait, la troisième ligne n'aurait-elle pas dû précéder la seconde ?

Ces motifs m'ont décidé à adopter une seconde interprétation qui n'exige aucune addition insolite, et qui suit précisément l'ordre même des mots :

Jul(iæ) Q(winti) fil(iæ) Veræ, Flam(inæ) Aug(usti), Maximilla fil(ia) T(estamento P(oni) J(ussit)).

A Julia Véra, fille de Quintus, prêtresse d'Auguste, Maximilla, sa fille, a fait élever ce monument par son testament.

La seule objection qu'on puisse faire à cette interprétation, c'est la séparation du prénom et du nom de Véra par le nom de son père. Mais nous en trouvons un exemple dans l'inscription que je cite, un peu plus loin, d'après Gruter. Il suffirait enfin de parcourir Tite-Live pour en pouvoir citer un grand nombre : *C. Domitius, Cn. f. Calvinus; Spurius Carvilius, Q. f. Maximus* (X. 9), etc. En voici un autre pris au hasard dans le *Corpus inscriptionum* d'Orelli (n° 246) : *Julia Decum. fil. Decumina Flaminica*. La tournure est donc parfaitement latine et cela nous suffit.

Je n'insiste pas sur le sens du sigle T. P. I. Ce sigle, qui n'est pas très-commun, peut recevoir deux interprétations. Notre savant concitoyen, M. Pilot, archiviste du département de l'Isère, ayant rencontré cette abréviation dans une inscription qui se trouve à la Terrasse (canton du Touvet), dans la vallée du Graisivaudan, l'a traduite par *tumulum ponere jussit* (*Bulletin de la Société de statistique du département de l'Isère*, 1^{re} série, t. III, p. 436). En substituant *poni* à *ponere*, qui serait ici un solécisme, cette interprétation est parfaitement admissible, dans les cas où il s'agit évidemment d'un tombeau. Mais, dans les autres cas, il faut adopter le sens que donne le grand recueil de Gruter, où l'on trouve deux ou trois exemples (CCCVIII, 4 ; CCCLVII, 3, etc.) de la formule *testamento poni jussit* en toutes lettres, ce qui engagea Gruter à donner au sigle qui nous occupe cette interprétation. C'est belle que l'on doit adopter pour une des pierres gallo-romaines

de notre musée lapidaire de Grenoble, où l'on trouve ce sigle; c'est celle qu'on doit donner aussi de préférence, pour le petit monument dont nous parlons en ce moment, parce qu'il n'a rien de funéraire. C'est, en effet, tout simplement, un souvenir que Julius, fils de Quintus, ou, plus probablement, Maximilla, fille de Véra, laisse en mourant, et comme témoignage de reconnaissance, à cette Véra qui, très-vraisemblablement, était encore vivante.

Deux questions plus importantes peuvent être soulevées par l'inscription que je viens de transcrire et d'interpréter : 1° Comment doit-on compléter le mot FLAM dont notre inscription ne donne que les quatre premières lettres ? — 2° Y a-t-il quelque conséquence historique à tirer de la présence de cette inscription dans le chef-lieu de la commune de la Chapelle-Blanche, et de sa découverte sous le maître-autel de l'ancienne église de ce village ?

1° On peut compléter le mot FLAM, dont nous n'avons ici que les quatre premières lettres, soit par FLAMINÆ, soit par FLAMINICÆ. De ces deux interprétations, la seconde est infiniment plus commune et plus classique. *Flaminica*, dit Festus extrait par Paul Diacre (édit. des grammairiens latins, par D. Godefroy, 1585, in-4°, pag. 289), *id est Flaminis Dialis uxor*. Le passage classique d'Aulu-Gelle (X, 45) est beaucoup plus explicite encore; l'épouse du *Flamen Dialis*, qui portait le nom de *Flaminica*, était soumise à presque toutes les règles sévères auxquelles était assujetti le *Flamen Dialis* lui-même : *Eædem ferme cærimonix sunt quas flaminicas Diales seorsum aiunt observitare*. Ceci n'était même pas particulier à la femme du *flamine* de Jupiter; la femme du *flamine* de Mars, celle du *flamine* de Quirinus, étaient soumises aux mêmes règles. Les unes et les autres devaient être *patrimæ* et *matrimæ*, c'est-à-dire avoir leur père et leur mère vivants, comme dit également Festus, et, dit-il encore, ne pouvaient pas divorcer. Aussi voyons-nous dans les Institutes de Gaius (I, § 112) que le mariage d'un *flamine* se faisait toujours par *confarreatio*. Les règles imposées aux femmes des grands *flamines* primitifs furent également celles auxquelles on assujettit les femmes des *flamines* établis après qu'on eut pris l'habitude de déifier les empereurs. César, de son vivant même, dit Suétone (*C. Jul. Cæs.*, 76), eut des temples, des autels, des statues à côté de celles des dieux, un lit sa-

cré, un *flamine* : *templa, aras, simulacra juxta Deos, pulvinar, flaminem*, et ce flamine ce fut Antoine, comme Cicéron le dit avec indignation dans la cinquième Philippique : *Est ergo flamen, ut Jovi, ut Marti, ut Quirino, sic divo Julio Marcus Antonius!* (Phil. V, 43.) Auguste imita cet exemple, et, suivant les énergiques expressions que Tacite prête aux vieux républicains, il enleva leurs honneurs aux dieux, en exigeant, comme eux, des temples, des images, des *flamines* et des *prêtres* : *Nihil Deorum honoribus relictum, quum se templis et effigie numinum, per Flamines et sacerdotes, coli vellet.* (Tac. Ann. I, 10). Sans doute, ce fut Tibère qui, le premier, comme Tacite nous l'apprend encore (Ann. I, 54), constitua les *prêtres* d'Auguste en collège : *Idem annus novas caerimonias accepit, addito sodalium Augustalium sacerdotio* ; mais la flatterie avait pris les devants, et déjà des collèges de *prêtres* Augustaux avaient été spontanément établis par des colonies ou des municipes, comme on le voit notamment dans ce décret de la colonie de Pise, en l'an 4 de notre ère, réimprimé dans les *Latini sermonis reliquiae* de M. Egger (p. 337), où nous voyons un Statulenus Juncus, revêtu de la dignité de *flamen Augustalis*. L'exemple fut contagieux, et bientôt tous les empereurs, la plupart des impératrices, eurent leurs *flamines*. Il y eut, enfin, surtout dans les villes coloniales, des *flamines* attachés au culte du génie protecteur de la cité. De là, ce nombre immense de *flamines*, avec des désignations générales ou locales, que l'on rencontre dans les inscriptions, comme l'a très-justement remarqué Robert Estienne dans son *Thesaurus linguae latinae* : *Deorum omnium flamen occurrit in inscriptionibus*. Par suite, aussi, les inscriptions mentionnent les femmes des *flamines* de ces différents dieux, sous les diverses appellations de *flaminæ* et de *flaminicæ*, appellations à peu près identiques, quoique la seconde soit infiniment plus commune que la première. L'une et l'autre peuvent également se traduire par *prêtresse*, *sacerdotissa*, comme dit encore Robert Estienne. Cependant il y a cette différence entre l'une et l'autre, que le mot *flaminica*, surtout quand il n'est pas suivi d'une désignation spéciale, indique la femme d'un *flamine*, tandis que le mot *flamina* désigne plus ordinairement une femme exerçant elle-même des fonctions sacerdotales. C'est une observation très-juste qui a été faite par M. Pilot (*Recherches sur les antiquités*

dauphinoises, I, p. 265), et qu'il justifie par des exemples puisés dans des inscriptions de Die et de Vienne, et qui est d'accord avec les définitions du Lexique de Facciolati : *FLAMINA mulier flaminio prædita*; — *FLAMINICA uxor flaminis*. Dès lors, il est préférable, comme je l'ai fait ici, lorsque le mot abrégé est suivi de la désignation d'une divinité, de le compléter par *flamina*, quoique cette expression, comme le remarque Robert Estienne, ne se trouve pas dans les auteurs, et ne se rencontre que dans des inscriptions qui même ne sont pas très-nombreuses. Gruter (*Corp. insc.*, p. CCCCLIX, n° 9) n'en cite qu'un seul exemple :

VIBIA . L . F . MARCELLA
FLAMINA AVGVST

et encore au-dessus du mot *flamina* ajoute-t-il un *sic*, tandis qu'il donne une masse d'inscriptions portant en toutes lettres le mot *flaminica* : *Flaminica D. Trajani*; *Flaminica domus Augusti*; *Flaminica divæ Plotinæ*, etc. Il en est exactement de même d'Orelli (n° 216, 345, 2225, etc.) Toutefois, le mot *flamina* se trouve en toutes lettres dans une inscription rapportée par Reinesius (n° 49), et dans une autre que Spanheim a donnée le premier (*De usu et præst. numism.*, p. 61), en faisant précéder cette citation de cette remarque : *Promiscue apud Romanos, ex utroque sexu, Divi Augusti aliorumque Cæsarum consecratorum sacerdotes, flamines, seu flaminæ, vel flaminicæ... vocantur*. Ainsi, que l'on complète les quatre premières lettres de la troisième ligne par *flaminæ* ou par *flaminicæ*, le sens sera toujours, à peu de chose près, le même; Véra, en l'honneur de laquelle le monument qui nous occupe fut élevé, était prêtresse d'Auguste, mais non pas seulement femme d'un *flamine* d'Auguste, comme on l'interpréterait en s'en tenant strictement à la définition des grammairiens, sans l'éclairer et la compléter par les monuments épigraphiques.

2° Mais où Véra exerçait-elle ce sacerdoce? La localité où notre inscription a été trouvée remonte-t-elle jusqu'à l'époque romaine? La Chapelle-Blanche a-t-elle été une station militaire et a-t-elle eu une histoire aujourd'hui oubliée? Voilà les questions que je me suis posées, dès le premier jour, et auxquelles j'ai le regret de ne pouvoir répondre d'une manière complètement satisfaisante. Aucun des historiens de la Savoie que j'ai consultés ne fait mention de la Chapelle-Blanche à une époque reculée, et

M. le curé de cette commune croit même pouvoir affirmer que les titres les plus anciens où elle soit mentionnée, ne remontent pas au-delà du XIV^e siècle; elle y est désignée sous le nom de *Cappella alba*. Il va même plus loin, et présume que l'inscription qui nous occupe a été apportée là, d'une autre localité, attendu qu'on n'a jamais rien trouvé dans le pays qui remontât à l'époque romaine.

Cette présomption n'est pas complètement inacceptable. Mais on peut cependant affirmer que si la Chapelle-Blanche ne date que du moyen âge, si elle n'a pas eu d'importance à l'époque romaine, il n'en a pas été ainsi des localités voisines. Toute la petite chaîne sur laquelle ce village est bâti, chaîne dont le point le plus élevé n'atteint pas 800 mètres au-dessus du niveau de la mer, qui part de Pontcharra et va, en s'élevant, jusqu'aux tours de Montmayeur, pour redescendre en pente douce et aller expirer à Chamousset et à la Croix, près d'Aiguebelle, toute cette petite chaîne, dis-je, soit sur son versant méridional, vers le torrent du Gellon et la charmante vallée de la Rochette, soit sur son versant septentrional où, dans une longueur d'environ 25 kilomètres, elle forme les berges de la rive gauche de l'Isère, en face de Saint-Pierre-d'Albigny et de Montmeillan, a été longtemps occupée par les Romains, et en conserve les traces et les preuves. Un premier témoignage de cette longue domination se trouve dans les nombreuses communes qui, principalement dans la vallée de la Rochette, portent le nom de *Villard*, dérivé, sans aucun doute, du mot *villa* : *Villard-d'Héry*, sur le versant de l'Isère; et sur le versant du Gellon, *Villard-Dizier*, *Villard-Léger*, *Villard-Mogin*, *Villard-Sallet*, etc. Or, ce nom de Villard est très-commun dans l'Oisans : *Villard-d'Arène*, *Villard-Eymond*, *Villard-Reymond*, *Villard-Reculas*, etc., et l'Oisans était précisément sur cette route de Turin à Vienne, par les Alpes Cottiennes, indiquée dans les itinéraires. Il en est de même de *Villard-de-Lans* qui se trouvait sur la route conduisant dans le *Vercors* actuel, le pays du *Vertacomacori* de Plinie, peuple de la grande confédération des Voconces. Partout où ce nom s'est conservé, s'est conservé par cela même le souvenir de la domination romaine. Ce témoignage n'est pas le seul; il n'est même pas le plus important. On m'a affirmé qu'il existait des débris d'antiquités romaines, et même des inscriptions, dans le village de Saint-Pierre-de-Soucy, situé sur le ver-

sant septentrional de cette chaîne, du côté de l'Isère, à peu de distance de ce joli lac de Sainte-Hélène, but d'excursions très-connu des habitants de Montmeillan et des baigneurs d'Aix et surtout d'Allevard. Je n'ai pu vérifier par moi-même ce fait que je n'ai connu que depuis mon retour; on m'a promis de me communiquer une copie de ces inscriptions, et je m'empresserai, dans ce cas, de les transmettre au *Comité*. Un fait beaucoup plus important est l'existence d'une voie romaine, encore aujourd'hui parfaitement visible et praticable dans plusieurs de ses parties, près des tours de *Montmayeur*, situées au point culminant de la chaîne dont nous parlons, débris d'un château féodal qui dominait à la fois la vallée de la Rochette et celle de l'Isère, et qui produisent un si pittoresque effet dans le paysage, soit qu'on les aperçoive de Montmeillan, de Saint-Pierre-d'Albigny, de la Rochette ou d'Aiguebelle. Cette voie romaine, située sur les communes actuelles de la Trinité et de Villard-Sallet, fut retrouvée en 1684, et l'abbé Grillet, dans son *Dictionnaire historique de Savoie* (art. *Montmayeur*, t. III, p. 40), nous apprend qu'on la répara à cette époque, si bien que, lors du mariage d'Anne-Marie, fille de Philippe duc d'Orléans et nièce de Louis XIV, avec le duc de Savoie Victor-Amédée, qui devait, trente ans plus tard, prendre, le premier, le titre de roi de Sardaigne, la Cour de Turin vint recevoir la jeune fiancée sur les frontières du Dauphiné, et suivit la voie romaine pour se rendre de Pontcharra à Aiguebelle, c'est-à-dire, à l'entrée de la Maurienne.

Cette voie romaine n'était pas une des grandes routes de l'empire. Il est très-remarquable, en effet, que la vallée de la Maurienne et le col du Mont-Cenis, qui sont aujourd'hui la route la plus fréquentée pour passer de France en Italie, et qui, comme j'ai essayé de le démontrer ailleurs, en admettant les conclusions de M. Larauza, comme j'en ai acquis de plus en plus la conviction en étudiant, de nouveau, il y a trois mois, toutes ces localités, avaient été suivis par Annibal, étaient sinon complètement ignorés des Romains, du moins délaissés par eux. Ainsi que l'a très-justement fait observer M. Wackenaer (*Géographie des Gaules*, II, p. 395), Strabon est le seul auteur de l'antiquité qui ait parlé du Mont-Cenis; encore même ne le nomme-t-il pas et n'a-t-on conclu qu'il s'agissait de ce col que parce que le géographe grec décrit le beau lac qui s'y trouve. Je sais très-

bien que Bergier (*Chemins*, etc., p. 439) a cru cependant, en s'appuyant sur un passage d'Appien dans l'*Histoire des guerres civiles*, et sur la célèbre lettre de Pompée au sénat, qui se lit aujourd'hui dans les fragments de Salluste, que c'était par le Mont-Cenis que Pompée avait passé pour aller combattre Sertorius en Espagne. Mais on a démontré qu'il s'agissait, dans cette lettre, du Saint-Gothard. Ni la carte de Peutinger, ni les itinéraires, n'indiquent de voie militaire, de grande route, par le Mont-Cenis et par la Maurienne, quoique cette vallée fût occupée par les Romains, comme le prouvent les tombeaux et autres monuments antiques découverts en 1827, près du col de la Magdeleine, vers le milieu de cette vallée, et qui furent le sujet d'un travail de Mgr Billiet, alors évêque de Saint-Jean-de-Maurienne, aujourd'hui archevêque de Chambéry (*Mém. de la soc. roy. académ. de Savoie*, III, p. 239). Les seules routes indiquées pour passer d'Italie en Gaule, sous l'empire, sont celles des *Alpes cottiennes* (le Mont-Genèvre), du *Summum penninum* (le grand St-Bernard), et des *Alpes graïennes* (le petit St-Bernard). J'ai discuté les questions que soulèvent ces itinéraires, et surtout le dernier, dans ma traduction d'*Aymar du Rivail* (ch. 7 et 27, p. 75 et 310). M. Walckenaer fait enfin remarquer que la première mention, nette et positive, de la vallée de la Maurienne et du Mont-Cenis ne se trouve que dans le testament d'Albon, qui date de l'année 739, mais que, à partir du milieu du VIII^e siècle, ce fut le grand passage de la Gaule en Italie, celui que suivirent Pépin, Charlemagne, Charles le Chauve, etc.

Sous l'empire, il n'en était pas ainsi, et la grande voie militaire de Turin à *Lemincum* (Chambéry) remontait d'abord la vallée de la Doire (*Doria Baltea*), traversait le col du petit Saint-Bernard, puis descendait la vallée de la Tarentaise, c'est-à-dire de l'Isère. Toutefois, les habitants de la Maurienne devaient avoir des moyens de communication avec *Lemincum*, avec *Vienne*, avec *Lugdunum*. C'était précisément la voie secondaire dont on retrouve des fragments au-dessous des tours de Montmayeur. Seulement, il peut paraître bizarre, à ceux qui n'étudieraient la question que sur des cartes, que cette voie, au lieu de suivre le cours de l'Arc au sortir de la vallée de la Maurienne à Aiguebelle, et jusqu'au confluent de ce torrent avec l'Isère, à quelques kilomètres de là, puis de traverser l'Isère,

pour se diriger en plaine vers *Lemincum* ou Chambéry, ait quitté la plaine, à Aiguebelle, pour s'élever sur le flanc de la petite chaîne de montagnes qui nous occupe, la suivre dans toute sa longueur pour se rendre à *Cularo* (Grenoble) et Vienne, enfin, la franchir pour descendre vers *Lemincum*, faisant ainsi un coude qui paraît parfaitement inutile.

Mais, lorsqu'on étudie la question sur les lieux, on s'aperçoit facilement que ce détour était indispensable. Si l'on se place, en effet, sur une des montagnes qui entourent Allevard, sur le sommet de Brame-Farine, par exemple (1260^m), ou, mieux encore, sur le sommet du Grand-Charnier (2559^m), d'où, si les détails sont plus confus, l'on embrasse, au moins, beaucoup mieux l'ensemble, l'on voit que le lac du Bourget et Chambéry occupent le sommet d'une sorte de triangle dont un des côtés, à l'est, est formé par les monticules que couronnent les tours ruinées de l'ancien château de Saint-Geoire, et par la montagne de la Tuile, si remarquable par les couches contournées des roches qui la composent, et au pied de laquelle est bâti Montmeillan ; dont un autre côté, à l'ouest, est formé par le pic et l'énorme échancrure du Mont-Grenier (1938^m), au pied duquel se trouve Chapareillan, le premier village de France dans cette direction ; dont la base, enfin, au midi, est formée par le cours de l'Isère. Or, si l'on parcourt, ensuite, les localités dont on vient ainsi de saisir l'ensemble, en allant, par exemple, de Pontcharra ou de Barraux à Montmeillan, on voit, d'abord, que le pays qui s'étend de l'Isère à Chambéry, qui, des points élevés où l'on s'était placé, semblait une plaine, forme aujourd'hui, en réalité, du moins vers l'ouest, une série de petites ondulations, de petits monticules coniques, séparés entre eux par de petits lacs et couverts de vignobles. C'est ce que l'on appelle les abîmes de Notre-Dame de Myans ; ils ont été formés, en 1248, par un éboulement subit du Mont-Grenier, et toute cette vaste échancrure, formant aujourd'hui le col du Frêne, par lequel on communique de Montmeillan, de Chapareillan et de Barraux avec Entremont-le-Vieux ou Epernay, et, par suite, avec les Echelles, est le résultat de cet éboulement qui engloutit plusieurs villages et même une ville, celle de Saint-André ; événement terrible, sur lequel l'esprit légendaire a travaillé, mais qui a été historiquement démontré par d'Achery, dans le huitième volume du *Spicilegium*, par de Saussure (*Voyage dans les Alpes*, III, p. 47),

et par d'autres écrivains que j'ai analysés dans une des notes de ma traduction d'*Aymar du Rivail* (Ch. VII, p. 83). Avant cet événement, entre le Mont-Grenier et la montagne de la Tuile, le terrain formait une plaine. D'un autre côté, sur la rive gauche de l'Isère, l'on voit que la petite chafne, entre Pontcharra et Aiguebelle dont j'ai déjà plusieurs fois parlé, vient expirer aux bords de l'Isère par une série de petites ondulations formées d'un sable très-friable et de cailloux non agglutinés. Nous sommes amenés à conclure de là que tous ces terrains étaient exposés, et ont été exposés pendant de longs siècles, aux crues, aux débordements, aux inondations de l'Isère, et, aujourd'hui encore, l'on voit que cette rivière forme, là, une multitude de petits bras, de petites îles, de fonds vaseux et marécageux que l'on essaie de rendre à la culture depuis que le gouvernement sarde a entrepris, à grands frais, d'enfermer l'Isère dans un lit régulier par des travaux énormes d'endiguements, terminés à peu près sur la rive droite, mais qui sont loin d'être achevés sur la rive gauche.

L'on conçoit, dès lors, qu'il y avait impossibilité, à l'époque romaine, de diriger une route par là ; cette impossibilité s'est même prolongée jusqu'à nos jours, jusqu'à ce que les digues, construites par les rois Charles-Albert et Victor-Emmanuel II, aient pu servir de grandes routes. Aujourd'hui, en quittant Montmeillan pour aller à Chambéry, on se dirige en plaine ; il y a quelques années encore, on escaladait le village même de Montmeillan. Il y a quelques mois encore, la route d'Italie traversait l'Isère en face de Montmeillan, montait par la Chavanne, Planaise, Coise, Maltaverne et Bourgneuf pour arriver à Aiguebelle, c'est-à-dire, se dirigeait sur les gradins inférieurs du versant septentrional de la petite chaîne dont nous parlons, route pittoresque assurément, mais lente et fatigante. Aujourd'hui seulement, grâce aux digues qui emprisonnent l'Isère, la route suit la rive droite de cette rivière qu'elle ne traverse qu'à Chamousset. De même, il y a deux ans encore, la route conduisant à Albertville et à Moutiers, c'est-à-dire la route de la Tarentaise, s'engageait, comme la voie militaire romaine par les Alpes graiennes, sur les gradins de la chaîne des Bauges, à cent et cent cinquante mètres au-dessus de l'Isère, par Cruet, Saint-Jean-de-la-Porte, Saint-Pierre-d'Albigny, Grésy ; aujourd'hui cette route est commune avec celle d'Italie jusqu'au pont de

Chamousset, et après sa bifurcation avec la route d'Italie, elle continue de suivre les digues de l'Isère presque jusqu'à Allevard. Il en est de même du chemin de fer Victor-Emmanuel, que l'on vient d'ouvrir à la circulation, et qui, de Montmeillan au pont d'Ayton, n'a été faisable, en plaine, que grâce aux digues récemment élevées sur la rive droite de l'Isère.

Il résulte de cette étude topographique que, à l'époque romaine, et pendant de longs siècles encore, jusqu'à la construction toute récente des digues de l'Isère, il y avait impossibilité de diriger une route d'Aiguebelle, c'est-à-dire, de l'extrémité nord de la Maurienne à Chambéry, en suivant le fond de la vallée de l'Isère, et qu'il fallait nécessairement diriger la route sur le flanc des montagnes. Voilà pourquoi la voie romaine secondaire, qui conduisait de la Maurienne, d'une part, vers *Leminum* et *Lugdunum*, et, de l'autre, vers Vienne, par la vallée du Graisivaudan et *Cularo*, se jeta sur le versant méridional de la petite chaîne, entre Pontcharra et Aiguebelle, c'est-à-dire, vers la vallée de la Rochette. Ici, il se présentait des difficultés analogues et dont on se rend encore parfaitement compte sur les lieux. Je ne puis, assurément, admettre une tradition, dont on m'a beaucoup parlé, et suivant laquelle, à une époque que l'on ne fixe pas, l'Arc, au lieu d'aller se jeter dans l'Isère, un peu au-dessus de Chamousset, occupait la vallée de la Rochette et allait se réunir à l'Isère avec le Bréda, c'est-à-dire à Pontcharra. L'étude que j'ai pu faire des lieux, à plusieurs reprises, rend pour moi cette tradition tout à fait improbable ; il me paraît impossible de considérer la petite élévation de terrain, le petit monticule qui se trouve à l'ouest de la vallée de la Rochette, au village appelé le Détrier, au-dessous de la Chapelle-Blanche, comme le produit d'atterrissements formés par l'Arc ; je le crois naturel, et, dès lors, jamais rivière n'a pu le franchir. Mais, enfin, depuis le Détrier jusqu'à Aiguebelle et Chamousset, nous trouvons d'abord un petit lac, vulgairement désigné sous le nom de lac de la Plaine ou de la Rochette, dont les eaux vont se réunir, à la Rochette même, à deux torrents venant des montagnes de Saint-Hugon et du Grand-Charnier, pour former le torrent du Gellon, qui occupe, depuis lors, jusqu'à son confluent avec l'Isère, un peu au-dessous de Chamousset, tout le fond de la vallée. Le limon déposé par ce torrent, forme des prairies très-mauvaises, tourbeuses, marécageuses, couvertes

d'aulnes et de saules, impraticables pendant une grande partie de l'année. Aussi la route qui conduit de la Rochette à Aiguebelle par Chamoux, et celle qui fait communiquer les villages de la Croix, de Villard-Sallet, de la Trinité, de Betton-Bettonet, se tiennent-elles sur le flanc des montagnes, de l'un et de l'autre côté de la vallée ; on commence seulement, en ce moment, à dresser les plans et à poser les jalons d'une route carrossable qui suivra le fond de la vallée, pour aller se souder, un peu avant Aiguebelle, au chemin de fer Victor-Emmanuel, et qui sera une immense amélioration pour tout le pays.

Dans cet état de choses, il est facile de se rendre compte des restes de la voie romaine que l'on rencontre près des tours de Montmayeur, et aussi de la direction que cette voie prenait. A partir d'Aiguebelle, ne pouvant suivre le fond des vallées de l'Isère et du Gellon, elle suivait le flanc méridional de la chaîne entre Pontcharra et Aiguebelle ; après être montée presque au faite de cette chaîne, là où s'éleva plus tard le château féodal de Montmayeur, elle se dirigeait vers l'ouest, et, par une pente peu sensible, traversait le territoire occupé aujourd'hui par les communes de Villard-Sallet, de la Croix et de la Chapelle-Blanche ; puis, peu après, comme, du reste, la route actuelle de la Rochette à Montmeillan, elle franchissait la crête de cette chaîne à un point où celle-ci est peu élevée, pour descendre par le territoire des communes actuelles de Villaroux et des Molettes, aux bords de l'Isère, qu'elle traversait en face de Montmeillan, qui est probablement la *Mantala* des Itinéraires ; tandis qu'une autre de ses bifurcations allait vers *Cularo* par le territoire des communes actuelles de Laissaud et de Pontcharra.

Si l'on comprend bien la direction de cette voie secondaire dont l'existence, quoiqu'elle ne soit mentionnée par aucun itinéraire, est attestée par des témoignages irrécusables sur deux ou trois points de son parcours, il est facile de comprendre comment l'inscription qui a donné lieu à cette longue note, et que nous publions pour la première fois, a été trouvée à la Chapelle-Blanche. Le territoire de cette commune était nécessairement traversé par la voie romaine qui conduisait de la Maurienne vers *Lemincum* ou Chambéry d'une part ; de l'autre, vers *Cularo* ou Grenoble et Vienne. Nous ne doutons même pas que des recherches intelligentes ne fassent découvrir, dans ces localités, d'autres débris précieux de la civilisation romaine,

et nous serions heureux d'appeler, sur ce point, l'attention des antiquaires et des savants distingués dont s'honore la Savoie. Toute découverte que l'on peut faire dans ce genre est un document nouveau, plus ou moins important, ajouté à l'histoire. Tout monument que l'on exhume, et que l'on sauve du marteau des démolisseurs, est un titre national que l'on conserve, et, en le conservant, en le commentant, on fait acte de patriotisme.

Lecture faite par M. Burdet dans la séance du 9 janvier 1857.

DE L'ANCIENNE ORGANISATION FÉODALE DE LA PROVINCE DU DAUPHINÉ ET DE L'ÉTAT DE LA CONSTITUTION POLITIQUE DE CE PAYS A L'ÉPOQUE DE LA CESSION QUI EN FUT FAITE PAR LE DAUPHIN HUMBERT II A LA FRANCE.

Les princes que nous connaissons sous le nom de *Dauphins* mirent beaucoup de temps à acquérir la prépondérance qui a fini par les faire considérer comme les véritables souverains du Dauphiné. Les autres suzerains du pays et les évêques maintinrent pendant une longue période, vis-à-vis d'eux, leur indépendance, et quelques-uns traitèrent avec eux sur un pied d'égalité presque jusqu'à l'époque où la province fut définitivement cédée à la France.

Les Dauphins remplirent ainsi le même rôle qu'avaient eu, en France, les premiers rois de la dynastie capétienne ; mais ils furent en retard de deux siècles dans les efforts qu'ils firent pour se placer à la tête de la hiérarchie féodale, et ils n'y parvinrent jamais d'une manière aussi complète. Ainsi, la maxime qu'avaient fait de bonne heure prévaloir les rois de France qu'ils ne pouvaient être les vassaux de personne, ne fut jamais réalisée par les Dauphins, qui, même au temps de leur plus grande puissance, tenaient encore en fief des terres de leurs co-seigneurs dauphinois.

Ce moment d'éclipse que subit l'autorité souveraine fut le temps où les institutions féodales acquirent leur plus grand développement et régnèrent véritablement sur le pays : comme il s'agit surtout, dans ce Mémoire, de l'influence qu'ont exercée ces institutions, il ne sera pas inutile de rappeler en peu de mots d'où elles venaient, et par suite de quelles circonstances elles avaient pris racine dans la société.

L'idée du fief appartient aux peuples germaniques, quoiqu'on puisse expliquer aussi par plusieurs précédents romains sa facile naturalisation dans les contrées autrefois soumises à la domination romaine. Les bandes germaniques qui firent irruption dans le pays étaient placées sous le gouvernement d'un chef auquel ses compagnons se liaient par une espèce d'association volontaire qui comportait la promesse d'une fidélité à toute épreuve : le chef reconnaissait cet engagement en s'obligeant, de son côté, de donner à ses associés une part du butin et en leur assurant sa protection envers et contre tous.

Ces usages, indices d'une société trop faiblement constituée pour donner à tous ses membres le bienfait d'une complète sécurité, avaient persisté, après l'établissement, sur le sol gaulois : les chefs barbares ne comptaient, pour le maintien de leur puissance, que sur les compagnons armés qu'ils avaient autour d'eux, et qui avaient lié leur sort au leur par une promesse de fidélité. Ils ne négligeaient rien pour en augmenter le nombre et pour s'attacher ainsi même d'autres chefs moins puissants qui leur amenaient la suite nombreuse dont ils étaient entourés : la promesse de fidélité faite par le compagnon qui engageait ses services s'appelait *hommage*, parce qu'il s'engageait à devenir l'homme du chef, expression consacrée qui a, depuis, passé dans le langage ordinaire, et qui est la véritable origine du mot *hommage* ⁽¹⁾.

Après que l'établissement territorial fut devenu stable, les rois qui avaient été mis en possession de très-vastes domaines dépendant de l'ancien fisc romain ou des grands de Rome, donnaient ordinairement, à celui qui se liait vis-à-vis d'eux par l'hommage, des terres en bénéfice, c'est-à-dire, pour en jouir précairement et pendant un temps qui était ordinairement celui de la vie du bénéficiaire. Cet accessoire n'était pas cependant indispensable ; l'hommage supposait toujours le vasselage, mais non pas nécessairement la concession d'un territoire au

(1) *Tassilo, dux Bajoriarorum cum primoribus gentis suæ venit, et more francico in vassaticum manibus suis commendavit.* (Blignon sur Baluze, t. II, p. 899.)

Pour la forme de l'hommage, le compagnon plaçait ses mains dans les mains du chef.

vassal, c'est un point qui a été bien établi par plusieurs auteurs féodaux. (V. notamment Bignon sur les *Formules de Marculphe*, dans Baluze, t. II, p. 940; Chantereau Lefèvre, dans son *Traité des fiefs*, p. 164; Muratori, t. I, *Antiq. medii ævi*, p. 548, dissert. II; dom Bouquet, *Du droit public de la France*, pp. 446 et suiv.)

Par sa nature même, cet usage, qui produisit la tenure dite bénéficiaire, ne fut d'abord pratiqué qu'entre les membres de la nation conquérante. On n'eût sûrement pas admis dans le principe de la conquête que les anciens habitants du territoire fussent reçus à l'hommage, même sans concession de territoire. Le vasselage constituait surtout alors un compagnonnage militaire dont les traditions aussi bien que la politique éloignaient les peuples vaincus. Il y eut cependant bientôt des exceptions quand l'assimilation des anciens habitants avec les nouveaux venus eut fait quelques progrès, et les premières se remarquèrent chez les Visigoths, qui furent prompts à admettre les Gallo-Romains à porter les armes dans leurs rangs ⁽¹⁾.

L'histoire nous apprend quelles furent les suites de ces concessions bénéficiaires faites aux puissants par les chefs barbares ou par les rois des deux premières races. Ces détenteurs précaires, oubliant le principe de leurs possessions et le lien qui les rattachait à un pouvoir central, tendirent perpétuellement à changer la nature de leur tenure, et à se rendre complètement indépendants dans le territoire qui leur était échu : c'est ce qu'on appelait convertir le bénéfice en allén. Beaucoup, à la vérité, pouvaient soutenir avec raison que le territoire qu'ils possédaient leur était venu au moment du partage du pays comme le lot qui leur était acquis dans le butin, et qu'il avait ainsi le caractère allodial ; mais ceux-là même qui avaient reçu les terres qu'ils possédaient d'un chef ou du roi à la charge de l'hommage et du service militaire, travaillèrent constamment à effacer les traces de cette origine, et à les faire considérer comme étant tenues par eux en vertu d'un droit primitif de conquête, et constituant ainsi dans leurs mains de véritables alleux.

(1) Si quis, dit la loi des Visigoths, liv. V, tit. 3, 1, *ei quem in patrocinio habuerit arma dederit, apud ipsum quæ sunt donata permaneant: si vero alium sibi patronum elegerit, habeat licentiam cui se voluerit commendare sed reddat omnia patrono quem deseruit.*

Ces usurpations réussirent sous le faible gouvernement des premiers rois, et quand Charlemagne vint, plus tard, avec la pensée de profiter de la puissance que les événements lui avaient donnée pour chercher à faire renaitre l'ancienne puissance impériale romaine, l'un des principaux obstacles qu'il rencontra, ce fut cette position prise par les bénéficiaires visant à une complète indépendance ; on voit dans les capitulaires du grand empereur une foule de dispositions qui toutes ont pour but de lutter contre cet état de choses et d'empêcher la conversion du bénéfice en alleu.

Mais l'ordre, qui fut un moment rétabli sur ce point, ne put se maintenir. Dès 877, l'un des successeurs de Charlemagne, Charles le Chauve, était obligé de céder devant la puissance toujours croissante des détenteurs de bénéfices, en consentant, par un capitulaire célèbre, à ce que ces bénéfices, au lieu d'être simplement viagers, devinssent héréditaires, et, moins d'un siècle après, l'avènement de Hugues Capet témoigna du succès complet qu'obtenaient les anciens bénéficiers dans leurs prétentions à l'indépendance. Hugues Capet ne fut que l'un de ces puissants qui s'élevaient de toutes parts sur les ruines de la royauté ; il devenait souverain dans son territoire au même droit et par le même titre que tous les autres suzerains devenaient souverains dans ceux au milieu desquels ils étaient établis.

Un tel état de choses était inquiétant pour les petits possesseurs du sol appartenant à la nouvelle race établie, et surtout pour les anciens habitants. Dans cet éparpillement du pouvoir souverain, les droits manquaient de garantie, et chacun avait à redouter son voisin plus fort que lui, dont il pouvait à chaque instant éprouver la colère, et à la merci duquel il se trouvait sans appui. Ce fut alors que naquit le fief ; il y en eut des exemples assez nombreux sous les deux premières races ; mais au commencement de la troisième, il devint le fait le plus important de la société.

Chaque puissant, tardant à l'indépendance dans son territoire, était disposé à se faire le centre d'une association spéciale qui lui donnait le moyen d'utiliser les forces et les services de tous les habitants répandus autour de lui : on y employa la forme de l'hommage usitée pour les bénéfices : on trouva le moyen d'y rattacher même les petits et les faibles par le moyen de la récommandation, qui fut une pratique consistant en ce que celui

qui voulait se recommander offrait lui-même au puissant les terres qu'il possédait, et elles lui étaient rendues avec une assurance de protection et le titre de vassal ; ou même sans que le recommandé fût admis jusqu'au compagnonnage et au titre de vassal, on lui rendait ses terres sous la condition de certains services et avec l'assurance d'être protégé. Cette dernière tenure fut ce qu'on appela le bail à cens : elle devint générale et fut le plus souvent pratiquée même en dehors de la recommandation et pour les serfs qui ne possédaient rien, au moyen de quelques concessions de terres que faisait de lui-même le puissant pour s'attacher plus étroitement celui qui devenait ainsi son obligé.

Ainsi, tandis que le bénéfice n'avait eu pour but que de favoriser les rapports des puissants entre eux, le fief introduit à son image, et, un peu plus tard, le bail à cens, vinrent aider aux rapports des puissants avec les petits. Un pareil usage avait déjà existé chez les Romains lorsque, sous l'Empire, des circonstances analogues à celles où se trouvait alors la société, s'étaient montrées et avaient donné naissance à une convention qui reçut le nom de *patrocinium*, et dont les traces se retrouvent dans la législation.

Lorsqu'en effet, le gouvernement romain fut parvenu à établir dans les Gaules le système despotique qui lui servit pendant un certain temps à pressurer et à opprimer le pays en constituant, d'une part, une classe de puissants, affranchis de tout impôt et jouissant de toutes les dignités, et, de l'autre, en faisant peser sur le reste de la population les charges les plus lourdes et les plus accablantes, il se manifesta une tendance qui était dans la nature des choses ; les plus faibles et les plus opprimés cherchèrent un refuge chez leurs compatriotes puissants et voulurent se mettre sous leur protection : le moyen auquel ils recouraient le plus était une espèce de vente simulée de leurs biens au puissant dans les mains duquel ces biens devaient être affranchis de l'impôt, et qui les leur rendait ensuite à des conditions et sous des redevances plus tolérables que celles qu'imposait le fisc romain.

Mais la politique romaine combattit énergiquement cette tendance et trouva le moyen d'en paralyser les résultats. En faisant une position privilégiée à un certain nombre d'habitants du pays, elle avait voulu diminuer les résistances et se concilier les hommes les plus riches, mais elle y mettait pour condition ab-

solue que ces hommes s'isoleraient du reste de la nation, et demeureraient étrangers aux souffrances que les agents du gouvernement faisaient peser sur le peuple. Ce n'était pas là, il faut bien le remarquer, une véritable aristocratie, capable de comprendre son rôle naturel, mais une réunion d'hommes étrangers les uns aux autres et que l'omnipotence romaine tirait souvent des plus basses classes de la société, et notamment de celle des affranchis, et c'est là ce qui explique le succès de cette politique machiavélique mise en usage par le gouvernement romain pour proscrire ce qu'il appelait le *patrocinium*. Les textes abondent sur ce point dans les Codes Théodosien et de Justinien : « *Abstineant patrociniiis agricolæ subjugandi* » *supplicio si talia sibimet adjumenta commentis audacibus conquisierint.* » Code Théod., lib. xi, tit. xxiv, leg. 2.) On peut lire encore dans le Code de Justinien tout le titre 14, intitulé : *Ne liceat potentioribus patrocinium litigantibus præstare*, et le titre 15 dont la rubrique est : *De his qui potentiorum nomine titulos prædiis affigunt*, et qui a précisément pour objet de proscrire les translations simulées des propriétés contribuable dans la main des puissants, pour échapper à l'impôt, ce qui constituait l'abus que la législation tendait à proscrire.

Ce furent les mêmes causes qui, après la conquête barbare, produisirent le fief, dont l'analogie avec le *patrocinium* est évidente; les agents des premiers rois, qui, sous le nom de bénéficiers, ou même de *judices* emprunté aux Romains, percevaient les mêmes tributs et soumettaient les populations aux mêmes charges que ceux-ci avaient exigées, n'étaient pas moins oppresseurs, et, dès lors, la tendance des petits, privés de toute sécurité, à se mettre sous la protection des puissants, se renouvela. On rechercha de nouveau les meilleurs moyens d'organiser le *patrocinium*, et les formes de l'hommage et de la vassalité introduites par les conquérants eux-mêmes se prêtèrent facilement à remplir ce but, et servirent à propager rapidement l'institution du fief et du bail à cens.

Le gouvernement mérovingien, pas plus que celui des Romains qui l'avait précédé, ne devait trouver son compte à cette politique. Il aurait fallu, pour que les petites associations constituées par le fief et le bail à cens lui profitassent, ou au moins ne lui fussent pas hostiles, qu'elles fussent toutes rattachées par

un lien hiérarchique à la puissance centrale, et que leur activité fût dirigée dans un sens favorable au service du nouvel état ; mais c'était le contraire qui arrivait. Les grands et les puissants, même ceux investis de bénéfices, s'affranchissaient de plus en plus de toute subordination et tendaient à se constituer eux-mêmes, dans chaque localité, le centre d'une petite souveraineté indépendante, en repoussant toute autre autorité que la leur.

Dans leur faiblesse toujours croissante, les rois de la première race ne montrèrent cependant jamais même le désir de s'opposer à la constitution du fief en suivant les errements qui leur étaient tracés par la politique romaine. Charlemagne lui-même, qui réagit avec force contre les tentatives des puissants, et qui multiplia les mesures pour empêcher les bénéficiaires de convertir le bénéfice en alleu, toléra toujours le fief et le consacra même par une disposition formelle de ses capitulaires, soit qu'il fût dominé par la force des circonstances, soit que l'esprit du fief lui parût rentrer dans les idées du christianisme, qu'il mit toujours beaucoup de soins à faire prévaloir.

Il existe sur ce point un texte tiré des lois lombardes, portées, comme on sait, par cet empereur et recueillies par Baluze (I, 356, 66), que son importance, pour éclairer la situation que nous retraçons, nous engage à rapporter. L'empereur, sondant les plaies qui affligeaient le plus la société sur laquelle il régnait, dénonce les abus que se permettaient les officiers chargés de la perception des redevances sur la population, et édicte contre eux diverses mesures ; mais en même temps il autorise formellement la conduite de ceux qui reçoivent sous leur protection les hommes qui, par suite d'une volonté libre et spontanée, vont se placer sous cette protection.

« Audivimus etiam quod juniores comitum, vel aliqui ministri reipublicæ, sive etiam nonnulli fortiores vassi, aliquas redhibitiones, vel collectiones, quidam per pastum, quidam etiam sine pasto, quasi deprecando à populo exigere solent, similiter quoque operas collectionis frugum, arare, seminare, coruncare, vel cætera his similia a populo per easdem, vel alias machinationes exigere consuevere, non tantum ab ecclesiasticis, sed etiam à reliquo populo : quæ omnia nobis à populo justè removenda videntur, quia in quibusdam locis in tantum indè populus oppressus est ut multi ferre non valentes per fugam à dominis vel patronis suis lapsi fuerint, et terræ

» ipsæ in solitudinem redactæ sunt. — *Potentioribus autem vel ditioribus in spontanea tantum voluntate, vel mutua dilectione volentibus solatia præstare invicem minimè prohibemus.* »

Nous pourrions citer d'autres textes où se reproduit le même esprit de la législation de Charlemagne ⁽¹⁾. Répression des abus auxquels se livraient les grands qui renouvelaient tous les excès de l'ancienne aristocratie romaine dans la perception des redevances et l'imposition des corvées arbitraires, et cependant tolérance pour les rapports établis volontairement, et qui pouvaient placer les petits sous la protection des grands. — C'en était assez pour donner un titre légitime à l'institution du fief, et marquer la tendance opposée des idées qui prévalaient alors sur celles qui avaient fait le fond de la politique suivie par les Romains.

Voilà quelques notions sur la véritable origine du fief, et d'après lesquelles on s'expliquera sans peine comment cette institution envahit la société, lorsque l'action des puissants ne fut plus contenue par la main de Charlemagne.

Elle amena rapidement la chute de tout pouvoir central et il ne pouvait en être autrement dès qu'on examine à quelles conséquences on arriva par l'application du régime du fief.

Non-seulement le puissant au profit de qui se formait la nouvelle association parvenait à se rendre indépendant de l'action royale en déclinant toute action des agents royaux sur sa personne et sur ses biens, mais, de plus, il repoussait l'action des mêmes agents sur tous ceux qui étaient placés par le fief ou le bail à cens sous sa garde et protection, ou, comme on disait alors, *sub mundeburdio*.

Il les affranchissait sous le triple rapport du service militaire, de la justice et des impôts, c'est-à-dire, sur tous les points les plus vitaux de l'exercice de la souveraineté.

Sous le rapport militaire, le recommandé ou le vassal n'était plus tenu d'obéir au ban que publiait le comte et qu'on appelait

(1) Il faut rappeler surtout le fameux capitulaire de 811, connu sous le nom de *Præceptum ad Hispanos*, parce qu'il fut concédé à des Espagnols réfugiés. On y lit : *Noverint tamen iidem Hispani sibi, licentiam a nobis esse concessam ut se in cassaticum comitibus nostris more solito commendant.* (Baluze, 1, 552.)

bannus ad hostem, et, plus tard, *service d'Ost*. Il se bornait à répondre à l'appel de son seigneur pour faire à cheval le service qu'on appelait *chevauchée*, s'il avait fait hommage, ou bien il se bornait à contribuer ou à faire un service à pied, s'il était simple censier. On comprend difficilement comment les premiers rois avaient pu donner les mains à un pareil empiètement sur les droits de leur souveraineté; la concession se retrouve cependant dans l'un des capitulaires qui nous sont restés de Charles le Chauve, dont le règne fut l'expression d'une décadence constante du pouvoir souverain : *Volumus ut cujuscumque nostrum homo, in cujuscumque regno sit, cum seniore suo in hostem, vel aliis suis necessitatibus pergat, nisi talis regni invasio quam Lauteri dicunt (quod obsit) acciderit, et omnis populus hujus regni ad eam repellendam communiter pergat.* (Dans Baluze, 1, 485, cap. 844, n° 3.) L'empereur fait, à la vérité, une réserve pour un cas extrême, mais il reconnaît explicitement le droit du seigneur sur ses hommes.

Sous le rapport de la justice, il faut rappeler d'abord que les Germains, dès le moment de l'occupation, avaient été impuissants pour conserver les formes de la procédure romaine trop savante et trop compliquée pour eux-mêmes; ils cherchèrent cependant à garder à chaque population ses lois traditionnelles, mais ils en faisaient l'application, suivant les usages germaniques, au moyen de l'assemblée des hommes libres de chaque canton présidée par le magistrat; puis quand le développement qu'avait pris l'établissement germain rendit ces assemblées difficiles, et que les hommes libres refusèrent de s'y rendre; il y eut une certaine classe d'hommes connus sous le nom de *Scabins* à qui fut plus spécialement dévolue, dans chaque localité, la charge de juger sous la présidence du *judex*. On trouve dans les capitulaires de Charlemagne des détails étendus sur l'organisation de cette institution ⁽¹⁾.

(1) Quelques auteurs ont cru pouvoir soutenir que les formes judiciaires des tribunaux romains avaient survécu sous les rois francs pour les jugements rendus entre leurs sujets romains. C'est une opinion bien difficile à admettre, et qui a été réfutée par M. Pardessus. Il est certain qu'on conserva aux Romains le bénéfice de leur législation; mais ce furent les tribunaux constitués suivant la forme germanique qui en firent l'application.

Dans les temps de désordre qui suivirent l'avènement de la troisième race, les fonctions du *judex* tombèrent, en général, dans les mains des seigneurs qui en firent un accessoire de leur souveraineté, mais qui ne changèrent point, au moins le plus souvent, les formes de la justice. Ce fut toujours avec le concours des hommes de la terre spécialement convoqués qu'ils firent les jugements, se bornant à se charger de l'exécution. Les plus anciennes coutumes témoignent de ces usages ⁽¹⁾.

Mais dans ces temps, il n'était plus question de la législation ancienne des peuples vaincus, que les premiers rois s'étaient attachés à conserver. Toutes ces notions s'étaient perdues au milieu des désordres et de l'anarchie qui marquèrent cette époque. La distinction qui s'était maintenue d'abord entre les nationalités s'était même effacée; il n'y avait plus que des puissants et des petits, et au lieu d'invoquer la loi personnelle et nationale, il ne fut plus permis de recourir qu'à celle en vigueur dans le territoire où l'on se trouvait placé. Les mœurs seules et les traditions populaires conservaient l'empreinte des anciennes institutions romaines. Devant la justice, il n'était question, le plus souvent, que d'injures personnelles à venger; les grands n'y recouraient pas et pourvoyaient eux-mêmes à leur vengeance pour les actes dont ils croyaient avoir à se plaindre, en prenant les armes et en faisant la guerre pour leur propre compte. Pour les autres, on ne suivait plus que le système des compositions pécuniaires inauguré par les lois d'origine germanique, au moyen duquel les plus grands coupables pouvaient racheter leurs fautes. Dans le doute, les moyens de preuve existaient dans le duel judiciaire et les épreuves de l'eau bouillante et du feu.

Pendant que le pouvoir royal était debout, il paraît bien résulter des textes qu'on pouvait appeler à lui de la décision du *judex* et du puissant ⁽²⁾: celui-ci même était justiciable de la Cour du roi pour ses méfaits; mais quand le pouvoir royal ne subsista plus, l'appel ne put continuer d'exister, et ce fut alors que

⁽¹⁾ La coutume de Beauvoisis est telle, que les seigneurs ne jugent pas en leur Cour, mais que ce sont les hommes qui jugent. (Beaumanoir, sur la coutume de Beauvoisis.)

⁽²⁾ Capit. de 756 et plusieurs autres. (Baluze, t. 1, p. 180.)

s'établit la règle que nous trouvons dans les auteurs anciens : *Entre toi et ton vilain, nul juge fors Dieu* (*Conseils d'un ami*, Pierre Desfontaines, chap. II, art. 8). Le duel judiciaire était considéré comme le jugement de Dieu, et ne pouvait pas être sujet à recours⁽¹⁾.

Mais le fief modifiait puissamment, au point de vue de la justice, la position de celui qui pouvait en réclamer le bénéfice. Il existait dans l'association féodale une espèce de justice familiale, formée par la réunion de tous les vassaux autour du seigneur à qui ils avaient engagé leur fidélité. L'obligation de tenir la Cour et les plaids du seigneur était, avec le service militaire, l'engagement principal contracté au moment de l'hommage. Cette réunion formait ce qu'on appelait la Cour féodale, qui jugeait de tous les débats qui pouvaient survenir, d'abord entre les vassaux et le seigneur, sur le point de savoir s'ils avaient convenablement rempli les devoirs du fief, ensuite toutes les discussions entre vassaux, et enfin les querelles de même nature entre ceux qui étaient simples censiers; seulement, dans ce dernier cas, la Cour féodale pouvait n'être pas exclusivement composée de pairs, c'est-à-dire de vassaux ayant fait hommage au même seigneur, parce que le censier, n'étant pas noble et ne faisant point hommage, n'avait pas le droit, comme les vassaux, de demander à être jugé par ses pairs; il suffisait que la Cour fût composée d'hommes libres, convoqués par le seigneur. C'est le sens de l'observation qu'on trouve dans les anciens auteurs, lorsqu'ils disent que la justice était alors rendue suivant *la loi vilaine*.

Mais, dans tous les cas, l'effet de cette justice existant dans le fief était de soustraire celui sur qui elle s'exerçait à la justice du comte ou de tout autre justicier existant dans la contrée, soit qu'il fût l'agent royal sous les premières races, soit qu'il eût usurpé pour lui seul, après la destruction de la royauté, les fonctions justicières.

(1) Dans les terres concédées en immunités, même sous les deux premières races, l'église ne subissait pas, comme les seigneurs laïques de ce temps, l'appel au roi ou aux *missi dominici* du temps de Charlemagne. La règle : *entre toi et ton vilain nul juge fors Dieu*, dont les seigneurs laïques n'ont profité que sous la troisième race, lui appartenait déjà auparavant. Cela était vrai au moins pour les terres concédées *cum integrâ immunitate*. (Marculphe, *Form.* 1, 1.)

Le plus souvent, il est vrai, le seigneur féodal était aussi le seigneur justicier; mais cela n'arrivait pas toujours. L'Eglise surtout eut un grand nombre de vassaux sur qui elle régna sans partage, même sous les deux premières races, sans avoir toujours la plénitude du pouvoir justicier, et quand la Cour féodale à laquelle elle présidait avait à punir un individu coupable d'un crime grave, elle le remettait le plus souvent au justicier qui était resté investi du droit de punir les méfaits importants ⁽¹⁾.

Quand un débat s'élevait entre un vassal ou un censier et un individu étranger à l'association féodale, l'intervention de la Cour féodale devenait plus douteuse parce que sa juridiction n'avait pour base que les engagements pris dans le fief. Mais le chef de la confédération n'en agissait pas moins; si celui contre lequel le vassal ou censier avait une demande à former, était engagé dans une autre association féodale, on s'adressait, pour avoir justice, au chef de cette association, et, en cas de refus, on prenait les armes contre lui. Si celui contre lequel on agissait n'appartenait à aucune confédération, on s'adressait au comte ou *judex*, qui conservait le droit de faire justice.

Quand la plainte ou demande émanait d'une personne non comprise dans la confédération et se dirigeait contre un membre de cette association, les rôles étaient intervertis, il devait s'adresser au comte qui devait lui-même demander justice à la confédération. Le comte, en cas de refus, aurait dû aussi prendre la voie des armes, qui n'appartenait, dans aucun cas, à son justiciable isolé; mais le comte ne se croyait pas engagé à ce point, et comme il n'était pas, le plus souvent, assez fort pour contraindre la confédération, il se bornait à agir *per admonitionem*, moyen qui restait sans effet toutes les fois que la confédération attaquée était assez puissante pour se soustraire à l'effet des condamnations ordinaires auxquelles la justice faisait procéder.

(1) Cela pouvait arriver à des seigneurs féodaux autres que l'Eglise: mais on ne renvoyait jamais à la justice ordinaire que de simples censiers. Les vassaux proprement dits récusaient toute autre juridiction que celle de la Cour féodale; et c'est par une tradition de cette ancienne prétention que les gentilshommes soutinrent longtemps, sous l'ancienne monarchie, qu'ils n'étaient justiciables que du Parlement, qui avait remplacé l'ancienne Cour féodale.

L'appui que ces associations donnaient ainsi à l'individu faible et isolé, fut l'une des grandes causes qui les multiplia. Personne ne voulut rester en dehors des associations : on appela *gens sans aveu* ceux qui n'avouaient aucun seigneur, et le sens de dédain qui s'applique encore aujourd'hui à cette expression, et qui date des temps féodaux, montre le peu de cas qu'on faisait des individus à qui on pouvait l'appliquer. Ce fut une des grandes causes qui firent disparaître presque complètement la tenure allodiale pour les petits propriétaires. Nous expliquerons plus loin comment le Dauphiné et le Midi de la France présentèrent quelques exceptions à ce résultat général.

Il faut encore noter un avantage important qui contribua à faire prévaloir la justice rendue dans le fief sur celle qu'on pouvait obtenir hors du fief. Cette dernière, comme nous l'avons dit, n'admettait jamais l'appel, depuis que la charte de la royauté avait détruit l'appel au roi ; c'est le sens de la maxime : *Entre toi et ton vilain nul juge fors Dieu*, tandis que si le suzerain féodal dont la Cour avait jugé relevait lui-même par la vassalité d'un autre seigneur, le recours à la Cour du seigneur supérieur fut toujours admis, d'abord en prenant à partie et en offrant le combat aux juges qui avaient rendu le premier jugement, et, plus tard, même en suivant des formes plus rationnelles. Il y a sur ce point des textes précis dans Beaumanoir.

Enfin, le fief et le bail à cens offraient encore à celui qui s'y engageait un autre avantage, c'est que les terres qui avaient fait l'objet de la recommandation et qui avaient été remises à ce titre entre les mains des puissants, s'y trouvaient, par le fait seul de la possession de ces derniers, affranchis des tributs qu'elles supportaient auparavant, et elles revenaient dans leurs mains avec cette franchise. Il est vrai que le seigneur féodal imposait des conditions souvent fort dures et qui donnèrent lieu à des abus terribles ; mais au début, au moins, le fief avait un caractère conventionnel qui le faisait apprécier et qui était certainement un avantage. Le recommandé trouvait souvent, d'ailleurs, dans son nouveau seigneur plus de modération, et c'est ce qui arrivait surtout quand il se recommandait à l'Eglise, et ce qui explique les énormes possessions que l'Eglise et les monastères obtinrent par la voie de la recommandation et des concessions féodales.

Comme nous n'entendons pas faire ici un exposé complet des

institutions féodales, nous nous bornerons à ces indications suffisantes pour rappeler la tendance qu'eut dans l'origine le mouvement féodal.

Ce mouvement s'était fait sentir en Dauphiné comme dans toutes les autres parties du grand empire de Charlemagne ; mais ensuite, dans les transformations successives par lesquelles passa le fief, il y eut pour ce pays quelques modifications spéciales qui furent le résultat des événements et que nous croyons devoir indiquer en mettant le plus de brièveté possible dans notre exposé.

Les causes essentielles auxquelles il faut rapporter ces modifications vinrent surtout de ce qu'en Dauphiné l'action de la royauté, qui, dès le X^e et le XI^e siècle, commença à se relever, en France, sous les successeurs de Hugues Capet et quelques autres grands suzerains, et à dominer fortement les seigneurs féodaux, fut, au contraire, absolument nulle sous les faibles souverains qui portèrent le titre de rois de Bourgogne, et d'autant plus nulle que ces souverains approchèrent plus de l'époque de leur décadence. Après eux, l'empire d'Allemagne, qui leur succéda, n'eut qu'une existence nominale. Le pouvoir de l'empereur n'eut aucune réalité sur cette contrée éloignée du centre de sa domination ; au contraire, les suzerains, en obtenant de la puissance impériale des cessions de droits et de prérogatives qui furent très-fréquemment accordées, donnèrent une base plus solide à leurs prétentions, et ils en trouvèrent une autre dans l'introduction dans la province d'un Code rédigé pour les fiefs sous l'autorité des empereurs en Lombardie, et où des jurisconsultes, tout imbus des idées romaines, avaient cherché à plier à la hiérarchie et aux formes romaines les usages féodaux devenus la base du droit public de l'Europe. Ce Code, que nous connaissons encore aujourd'hui sous le nom de *Libri feudorum*, en réglant les droits et les devoirs du fief, tendait à investir les suzerains des prérogatives les plus étendues de la souveraineté au moyen de textes formels ; seulement il faisait de l'empereur le chef des suzerains en le plaçant au sommet de la hiérarchie féodale. Mais là où, comme en Dauphiné, le pouvoir de l'empereur n'était, en fait, qu'une ombre, cette théorie ne devait profiter qu'aux suzerains locaux. Les auteurs de la province et notamment Salvaing, attestent que l'autorité du livre des fiefs fut de tout temps reçue en Dauphiné.

En examinant de près la constitution féodale du Dauphiné dès l'origine, on voit de suite se révéler les conséquences de ces causes premières.

Ainsi, en Dauphiné, au XI^e et au XII^e siècle, nous trouvons encore le fief constitué comme une association toute personnelle entre les possesseurs de terres de la contrée, qui imposait à tous les devoirs les plus personnels et les plus étroits. Les vassaux, dans ce fief que les auteurs qualifient fief de *plejure*, s'obligeaient à remplir de leur personne le service militaire et le service de Cour et conseil. Ils devaient servir leur seigneur en toute occasion, de leur fortune et de leur vie. Si le seigneur était prisonnier de guerre ou s'il avait contracté quelque obligation pour obtenir sa liberté, ils devaient se rendre sa caution et même devenir ses otages.

Le vassal n'avait la faculté de faire hommage à aucun autre seigneur, à moins que le premier n'y eût donné son consentement. Il lui était absolument interdit de vendre la terre pour laquelle il avait fait hommage, ou même de la sous-inféoder en partie, et de substituer ainsi qui que ce fût aux obligations personnelles contractées vis-à-vis son suzerain. Le feudataire n'était même pas réputé propriétaire, et ce qui le prouve, c'est qu'il le devenait dans le cas de forfaiture du seigneur dominant ⁽¹⁾.

Toutes ces dispositions, qui faisaient du fief une association pratique et imposant à la personne du feudataire des devoirs journaliers, étaient conformes à sa nature primitive; mais en France et dans d'autres pays voisins, on était déjà bien loin de cet état de choses. Les seigneurs féodaux, dominés par l'ascendant qu'avaient pris la royauté ou des princes devenus puissants dans de vastes circonscriptions; et n'étant point, d'ailleurs, contenus par des textes écrits et codifiés comme ceux du livre des fiefs et des usages lombards, n'avaient pas attaché la même importance à imposer à leurs vassaux des obligations personnelles, et ils avaient promptement incliné à changer leurs services contre des redevances.

Ainsi, on avait permis au vassal d'aliéner les terres objet de la concession féodale, en imposant à l'acquéreur les mêmes obligations dont il était tenu vis-à-vis son seigneur. Seulement cette aliénation donnait ouverture à un droit pécuniaire au

(1) Salvaing, *De l'usage des fiefs*, passim.

profit du premier seigneur, connu sous le nom de *droit de lods et vendes, quint et requint*; de plus, le suzerain avait le droit d'exercer le retrait, c'est-à-dire, de reprendre l'immeuble en payant au vassal un prix égal à celui qui lui était offert : c'est ce qu'on appelait le *droit de retrait*.

Ces usages, évidemment copiés sur l'ancienne emphytéose pratiquée chez les Romains, faisaient dégénérer le fief de ses conditions essentielles. L'association militaire perdait beaucoup de sa force dès lors qu'il dépendait du vassal de s'affranchir au moyen d'un remplaçant quelconque. Ils ne furent jamais admis, en Dauphiné, avant la cession faite à la France. Les droits de lods et ventes, et ceux de quint et de requint, ainsi que celui de retrait, y furent toujours inconnus jusqu'à cette époque, et on n'y pratiqua que le droit de relief, qui était une redevance payable à chaque mutation arrivée par le décès du seigneur dominant ou du vassal ⁽¹⁾. On supposait dans ce cas que la convention toute personnelle qui avait été la base du fief était dissoute, et que le nouveau vassal, venant renouveler sa promesse de foi et hommage, le seigneur dominant pouvait mettre à son consentement pour rétablir la convention féodale, la condition du paiement d'un droit. Après l'introduction du bail à cens, des usages semblables, quoique plus restreints, s'introduisirent, en France, pour les terres dépendant de ces baux. Le censitaire ne pouvait pas, à la vérité, comme le vassal, donner à cens à un autre une partie de la terre qui lui avait été concédée; il ne pouvait pas même en changer la culture; il ne pouvait pas grever la terre de rentes ou d'hypothèques au delà d'une certaine mesure. Le seigneur qui avait abandonné la propriété utile, conservait le droit de chasse et de pêche.

Mais cependant le censitaire pouvait aliéner son droit entier, sauf alors le paiement des droits de lods et vendes, et celui de retrait. Tandis qu'en Dauphiné, avant l'introduction des usages français, le simple censier était toujours lié à son seigneur d'une manière indestructible; l'hommage qu'il prêtait au seigneur était toujours celui qu'on appelait l'hommage-lige, qui donnait au seigneur le pouvoir de disposer de lui à peu près

(1) Suivant Salvaing, ce droit de relief, qui s'appelait aussi *droit de plait*, n'était pas dû sans stipulation; mais toutes les reconnaissances féodales contiennent cette stipulation. V. *Traité du plait* de cet auteur.

sans réserve pour le service militaire, et même de ses biens pour acquitter sa rançon.

En s'écartant de la pureté primitive de l'institution féodale, on arriva, en France, à des doctrines compliquées sur les droits respectifs des vassaux et des seigneurs, qui compromirent plus d'une fois le fief lui-même, et donnèrent de grands avantages aux influences qui se levaient de toutes parts contre la féodalité. Les inféodations successives mirent en présence plusieurs seigneurs superposés les uns aux autres, et le lien hiérarchique qui les unissait, comme les rapports existants entre les terres objet de ces inféodations, ne fut pas toujours facile à définir. En Dauphiné, dans le principe au moins, l'établissement féodal ne rencontrait pas ces obstacles : le fief y eut toujours un caractère réel, c'est-à-dire, qu'il n'exista pas sans une concession primitive de territoire et sans constituer une prérogative réelle attachée aux terres du seigneur dominant ; au travers des mutations opérées, il resta toujours attaché à ces terres. On ne connut jamais, comme en France, la doctrine du *fief en l'air*, c'est-à-dire, des droits de fief conservés à la personne du seigneur, quoiqu'il ne possédât plus aucune portion de la terre à laquelle avait été attachée la concession primitive.

Par une suite des mêmes idées, les droits du vassal sur la terre où était assis le fief n'étaient point transmissibles par testament, et ils ne passaient à l'héritier du sang, même dans la ligne directe, qu'autant qu'il était mâle et qu'on en pouvait attendre un service militaire. Les femmes, comme les roturiers, étaient incapables pour cette cause de la succession du fief.

Faute d'un héritier placé dans les conditions voulues, le seigneur suzerain reprenait la terre donnée en fief, et c'est sous ce rapport qu'on disait que les vassaux étaient mainmortables.

Pour être exact sur ce point, il faut cependant mentionner une distinction qu'on trouve dans les anciens documents et notamment dans le statut delphinal de Humbert II, de 1349, que nous ferons connaître avec détail un peu plus loin, et qui modifie quelque peu ces règles. Les fiefs dauphinois étaient de deux natures, ou nouveaux ou anciens : on appelait fief nouveau celui qui était assis sur une portion du domaine du seigneur suzerain, que celui-ci démembrait à l'occasion du fief, tandis que le fief ancien se formait par l'hommage volontaire que faisait un ancien possesseur des terres de son propre domaine. C'était l'usage de la recommandation qui fut pratiqué dans toute

l'Europe, et qui absorba une grande quantité de petits alleux.

Or, le fief ancien avait tout naturellement quelques privilèges qui étaient refusés au fief nouveau. Il passait aux héritiers même collatéraux du vassal, et même aux filles ; mais, dans ce dernier cas, seulement lorsque cela avait été stipulé dans la concession primitive. Il paraît même qu'il pouvait être aliéné, mais avec le consentement, non-seulement du suzerain, mais de tous les héritiers présomptifs, et de tous ceux qui pouvaient y avoir des droits éventuels.

Mais pour que le fief fût réputé ancien et jouît de ces prérogatives, il fallait que l'ancienneté, c'est-à-dire, le fait de la propriété antérieure du vassal, fût prouvé par titres, faute de quoi il était présumé nouveau ⁽¹⁾.

A ces règles, spéciales à la province, il faut ajouter celles relatives au cas de commise. Toutes les fois que le vassal manquait aux devoirs du fief, soit en refusant ou en retardant l'hommage, soit en désavouant le fief ou n'en remplissant pas les obligations principales, il était traduit devant la Cour féodale qui prononçait la commise, et le fief était confisqué au profit du suzerain. En France, quand il n'était question que d'un retard dans les devoirs du fief, le seigneur se bornait à la saisie féodale par le moyen de laquelle il s'emparait des revenus du fief. Il fallait un désaveu formel du fief ou quelque mesure attentatoire à l'existence du fief lui-même ou de la chose inféodée pour motiver la commise.

Par l'organisation du fief en Dauphiné, le seigneur était assuré de se trouver toujours, en cas de danger, appuyé et secouru par ses vassaux. Il s'y joignait des confédérations de famille entre les seigneurs les plus puissants, parents les uns des autres, qui leur procuraient, au moment du besoin, la coopération réciproque. Tout était prévu dans les accords écrits par lesquels se constituaient ces confédérations pour la conduite à tenir dans les cas qui pouvaient se présenter, y compris la mort de chaque confédéré ; et comme on n'était gêné par aucun droit civil antérieur, on y disposait de la manière dont se régleraient les successions. On peut voir, dans Salvaing, l'acte de cette espèce qui fut passé dans la famille des Alleman et qui les rendit redoutables à toute la contrée pendant longtemps. C'est

(1) Salvaing, *De l'usage des fiefs*, chap. 2.

de là qu'est venu le proverbe connu en Dauphiné : *Gare la queue des Alleman*.

Enfin, il faut dire encore que les hommes engagés dans ces vassalités et ces confédérations, développèrent le plus souvent, au milieu du désordre que présentaient dans ce temps les institutions sociales, des qualités morales et militaires qui donnaient à tous leurs engagements une grande valeur : l'institution de la chevalerie qui naquit dans ce temps n'eut nulle part plus d'éclat qu'en Dauphiné : les chevaliers, perpétuellement réunis autour des suzerains, soit pour les soutenir dans leurs querelles, soit pour la Cour féodale, animèrent bientôt ces réunions par toute espèce de divertissements et de jeux, où les dames jouèrent un rôle important : on sait que le Dauphiné fut la patrie des Cours d'amour tenues à l'exemple des Cours féodales.

On comprendra comment par suite de ces circonstances on peut être autorisé à dire que le système féodal fut mieux pratiqué en Dauphiné qu'ailleurs, ou qu'au moins il le fut plus longtemps qu'en France dans sa pureté primitive : il n'y avait encore en Dauphiné, dans le XI^e et la première moitié du XII^e siècle, aucun suzerain assez puissant pour pouvoir, comme en France, exercer un pouvoir central et souverain : celui de l'empereur était toujours resté nominal et inaperçu.

Dans cet état devaient aussi se développer tous les inconvénients inhérents aux fiefs, et c'est ce qui arrivait en effet : les guerres privées entre seigneurs, qui n'étaient point contenues comme en France par les institutions de saint Louis, éclataient à chaque instant ; les seigneurs les plus faibles étaient exposés à se soumettre et à faire hommage de leurs possessions, ou s'ils étaient déjà vassaux, à la confiscation de leurs biens. Les luttes avec les évêques de la contrée se renouvelaient souvent ; les Cours féodales terminaient les différends par le combat judiciaire. Ce fut l'état du pays presque jusqu'à la fin du XIII^e siècle.

Que pouvait être sous un pareil régime la position des populations, et de quels avantages sociaux avait-elle pu rester investie ?

On ne saurait douter que là où l'autorité et l'influence des seigneurs s'exercèrent sans contre-poids, les habitants ne ressentissent, dans toute son intensité, les charges qui furent partout la conséquence de l'autorité féodale et justicière. Les campagnes du Dauphiné avaient été préparées à ce régime par la

domination romaine qui n'y avait laissé que des serfs et des colons : les circonstances n'avaient pas, depuis lors, été favorables aux petits propriétaires qui auraient voulu y conserver leur indépendance : ceux qui avaient agi dans ce but s'étaient réfugiés dans les villes peu nombreuses de la contrée, ou dans quelques localités privilégiées par diverses causes dont nous nous occuperons tout à l'heure. Aussi voyons-nous par les documents qui nous restent que presque partout dans ces campagnes régnait le servage, c'est-à-dire, que les habitants étaient ou dans les liens du bail à cens qui les mettaient en Dauphiné, eux et leurs biens, à la disposition de leur seigneur, ou rangés parmi les serfs taillables à merci ou miséricorde sur lesquels le seigneur prélevait, comme justicier, une foule d'impôts autorisés par les usages, mais le plus souvent abusivement étendus par lui. On sait que le caractère principal de cette condition était que les serfs ne pouvaient posséder des biens qu'à la charge de ne point en disposer entre-vifs ni par testament, de sorte qu'à moins qu'ils ne laissassent d'héritiers en ligne directe, ces biens devaient revenir au seigneur. Ils ne pouvaient non plus s'éloigner de la seigneurie ni se marier au dehors sans le consentement du seigneur.

Ce qui prouve que ce fut là, généralement dans les campagnes, l'état de la population dauphinoise, ce sont précisément les nombreuses chartes qu'obtinrent, dans le XII^e et le XIII^e siècle, un grand nombre de communautés d'habitants, et qui avaient toutes pour objet d'améliorer cette position. L'intérêt des seigneurs eux-mêmes les amena, dans beaucoup de circonstances, à faire des concessions pour fixer la population sur leurs terres et attirer des habitants près des châteaux qu'ils faisaient bâtir, et on voit partout que leurs concessions portent sur quelques-uns des droits justiciers imposés aux serfs, et que la plus enviée et la plus ordinaire est la faculté de disposer de leurs biens par testament : ce qui suppose bien qu'auparavant ils en étaient privés.

Les seigneurs dauphinois puisaient d'ailleurs des moyens pour étendre leur domination et restreindre les droits des habitants dans la législation des fiefs lombards, introduite, comme nous l'avons déjà dit, dans le pays, par suite de ses rapports avec l'empire d'Allemagne, et plus tard, par ceux que favorisa l'extension de la souveraineté des ducs de Savoie, grands

possesseurs en Dauphiné, dans la haute Italie. Les constitutions contenues dans les *libri feudorum* tendaient à exagérer le pouvoir des seigneurs en les investissant de tous les droits réputés régaliens dans les traditions romaines : c'est dans ce recueil comme dans un arsenal qu'ils puisaient la base de toutes leurs prétentions ; aussi voit-on avec quel soin les jurisconsultes français du temps de la féodalité cherchent à en décliner l'autorité par leur pays ⁽¹⁾.

Il y avait, surtout au *livre des fiefs*, un texte que sa brièveté nous permet de rapporter, et qui nous paraît précieux pour rendre compte des prétentions des seigneurs en Dauphiné, prétentions qui ont été longtemps des réalités : c'est le chapitre 56 du liv. 2, intitulé : *Quæ sunt Regaliæ*.

« Regaliæ, armandiæ, viæ publicæ, flumina navigabilia et ex
 » quibus fiunt navigabilia, portus, ripaticæ, vectigalia quæ
 » vulgò dicuntur telonia, moneta, multarumque pœnarum com-
 » pendia, bona vacantia quæ ut ab indignis legibus auferun-
 » tur, nisi quæ specialiter quibusdam conceduntur, bona con-
 » trahentium incestas nuptias, condemnatorum et proscripto-
 » rum, angariarum, parangariarum, et plaustrorum, et navium
 » præstationes, et extraordinaria collatio ad felicissimam nu-
 » minis expeditionem, potestas constituendorum magistratuum
 » ad justitiam expediendam, argentariæ et palatia in civitati-
 » bus consuetis, piscationum redditus et salinarum, et bona
 » committentium crimen majestatis, et dimidium thesauri in
 » loco Cæsaris inventi, non datâ operâ vel loco religioso, si datâ
 » operâ totum ad eum pertineat. »

On voit que cette nomenclature comprenait à peu près tous les attributs de la souveraineté la plus étendue ! Or, l'exercice de presque tous fut réclamé par les suzerains, au moins par ceux qui s'attribuaient le titre de justitiers : sur plusieurs points leur pouvoir, favorisé par le texte, alla plus loin que celui des justiciers français : on peut citer les rivières et cours d'eau qui tombèrent partout en Dauphiné dans la complète appropriation des seigneurs, tandis qu'ailleurs leur droit sur ce point fut toujours contesté, et que le seigneur justicier ne pratiquait habituellement que le droit de mettre la rivière en défens pour

(1) V. notamment d'Argentré sur la coutume de Bretagne.

s'en attribuer la pêche. Mais la tradition romaine où avait puisé le *livre des fiefs* était favorable aux droits du souverain sur les eaux de toute nature, et les suzerains dauphinois se considérant, au besoin, comme les représentants des empereurs d'Allemagne, ne se faisaient pas faute de s'appliquer le bénéfice de ces précédents romains ⁽¹⁾.

Il y avait cependant en Dauphiné les éléments d'une opposition destinée à servir de contre-poids au pouvoir féodal, et ce fut d'abord dans le pouvoir acquis par les évêques et le clergé qu'il faut la signaler.

On sait quelle importance avait eue dans le pays la puissance des évêques et des monastères sous Charlemagne et les rois bourguignons, et aux temps primitifs de la féodalité, lors de l'expulsion des Sarrasins. Quand les empereurs d'Allemagne eurent acquis nominalement au moins la souveraineté, les évêques recoururent à eux comme les autres suzerains pour obtenir la cession de toutes leurs prorogatives souveraines sur leur ville épiscopale et sur de vastes territoires, et cette faveur ne leur fut pas refusée; de telle sorte que, non-seulement ils conservèrent dans leurs villes l'influence qu'ils n'y avaient jamais perdue, et à laquelle leur autorité religieuse venait ajouter un grand poids, mais encore ils eurent sur les populations urbaines et sur celles de beaucoup de localités, des prétentions égales à celles des autres suzerains.

Ils en profitèrent comme les autres pour placer les populations sous le régime justicier et féodal par le moyen des vassalités et du bail à cens, et l'espérance d'une domination plus modérée multiplia même en leur faveur l'exercice de la recommandation. Ils prirent rang ainsi dans l'association féodale, mais des causes profondes de division ne tardèrent pas à éclater entre eux et les autres seigneurs, dont leur caractère religieux et leur origine souvent populaire tendaient à les éloigner.

Placés dans les centres les plus populeux où vivaient encore quelques traditions de l'administration romaine, les évêques auraient dû, pour user comme les autres seigneurs de leurs droits justiciers et féodaux, exercer avec rigueur le pouvoir que

⁽¹⁾ C'est par une tradition du *livre des fiefs* que les seigneurs dauphinois maintinrent jusque dans les temps modernes l'obligation de rendre hommage et de prêter serment de fidélité au seigneur justicier lorsqu'il y avait séparation du fief et de la justice: ce qui ne se pratiquait pas en France. (Laferrière, *Hist. du droit franç.*, t. 5.)

les circonstances avaient mis en leur main pour comprimer ces populations et détruire le souvenir de ces traditions qu'elles avaient conservé ; mais la crainte de se voir opprimés par les autres seigneurs qui se montraient toujours prêts à les supplanter et à les inquiéter dans leurs possessions, leur fit tenir une autre conduite : ils se rapprochèrent, au contraire, des populations, protégèrent l'existence des anciennes formes municipales que le souvenir de l'administration romaine avait conservées, et n'usèrent qu'avec réserve de leurs droits de justice : ils obtinrent ainsi leur appui dans les luttes nombreuses qu'ils engagèrent avec leurs puissants voisins contre lesquels ils usèrent aussi, quoique souvent sans succès, de leurs armes spirituelles.

Si on étudie l'histoire de Vienne, Valence, Gap, Die, Embrun, Forcalquier, Saint-Paul, on verra partout la preuve de cet état de choses : luttes permanentes des évêques avec les seigneurs, et en définitive au travers de nombreuses vicissitudes ; succès des évêques, au moins en ce sens, que leurs villes restent presque partout en dehors de la domination des Dauphins et des autres seigneurs. On sait que Vienne, Valence, et Die notamment, n'ont jamais subi la domination du Dauphin et des comtes de Valentinois et Diois, malgré les efforts persévérants de ces princes pour s'en emparer.

Grenoble, après de grandes luttes entre les Dauphins et l'évêque, dont une portion se trouve retracée dans la vie de saint Hugues qu'a publiée M. Albert du Boys, vit enfin la paix se rétablir par un partage de la seigneurie entre les deux contendants qui y établirent un juge commun pour l'administration de la justice et la perception des redevances justicières ⁽¹⁾.

(1) En France, l'Eglise, souvent opprimée aussi par les seigneurs féodaux et souvent moins favorablement placée qu'en Dauphiné pour soutenir la lutte, eut recours, le plus souvent, au moyen du transport à des seigneurs puissants et à titre de fief, d'une partie de la dime que les capitulaires avaient généralement rendue obligatoire. Ce fut cet usage qui produisit les *dîmes inféodées* données souvent par le seigneur feudataire à d'autres, à titre d'arrière-fief. Quoique l'Eglise, dans la période de décroissance de la féodalité, ait employé des efforts constants pour racheter ces dîmes, il en existait encore en 1789 des masses considérables. (D'Héricourt, *Lois salic.*; Laferr., *Hist. du droit français*, t. 4, p. 427.)

Les églises elles-mêmes furent inféodées ; les seigneurs prenaient le titre de *Vidames* et se chargeaient de leur défense.

Or, cet état de choses favorisa dans le pays la conservation d'une tenure qui était devenue fort rare ailleurs, nous voulons parler de celle qui comportait l'existence des petits alleux. Les petits propriétaires établis dans les villes ou dans les terres des évêques, ou même dans celles des seigneurs voisins, profitant des circonstances qui obligeaient ces seigneurs à des ménagements, ne se virent pas, comme ailleurs, dans la nécessité de se placer dans le fief par la voie de la recommandation, et d'acheter ainsi la protection du seigneur féodal. Au point de vue du droit justicier, ils eurent la prétention d'être affranchis de la plupart des redevances qui n'étaient pas une conséquence directe des droits de police, de justice et d'administration : ils en vinrent à s'assimiler aux nobles sans juridiction, et à se qualifier de *franchi* en invoquant le souvenir de la liberté romaine.

Les habitants de Vienne se qualifiaient tous de nobles et libres comme citoyens romains ; et des localités bien moins importantes, aidées par les circonstances, arrivèrent à participer aux mêmes privilèges, et à faire constater leurs droits dans des chartes que nous avons encore. Voici notamment celle qu'avait obtenue la petite ville de Nyons dans le bas Dauphiné, et qui fut reconnue en 1339 par Humbert II comme ayant une existence bien antérieure. — Il est stipulé :

« Que les habitants ont le titre de bourgeois ; qu'ils doivent être considérés comme libres et comme citoyens romains ; que le seigneur doit les tenir sous sa sauvegarde, et cependant ne jamais les engager ni les mettre en otage ni eux ni leurs biens ;

» Qu'ils ne doivent être tenus à aucune charge ni à aucune prestation envers aucun seigneur ;

» Qu'ils peuvent tester et donner entre-vifs ; que leur succession passera à leurs parents avec leurs charges et honneurs, et s'ils n'avaient point de proches, sera distribuée aux pauvres ;

» Qu'il leur sera permis d'aller habiter ailleurs après avoir payé leurs dettes ;

» Que les bourgeois de Nyons jouiront des mêmes honneurs, libertés ou exemptions qu'ont les soldats ou gendarmes de Nyons, et les féodaux qui n'ont point de juridiction ;

» Que les libertés et franchises ne pourront jamais être révoquées par aucun édit ;

» Que chaque officier ne pourra entrer en charge sans avoir juré sur le Saint-Evangile et devant le peuple de les maintenir ;

» Que la Cour de Nyons ne pourra condamner à plus de cinq

sols viennois, pour quelle injure que ce soit; qu'elle ne pourra condamner pour une contusion sans effusion de sang à plus de dix sols; s'il y a effusion de sang à quinze sols, etc. »

Cet état de choses ne donnait pas aux habitants une liberté aussi complète que celle qu'étaient parvenues à établir dans le XI^e et XII^e siècle les villes municipales du midi de la France ou les communes jurées du Nord, à la suite des révolutions qui avaient ébranlé, dans ces pays, le pouvoir des seigneurs : les habitants restaient soumis aux droits généraux exercés par les justiciers pour la justice, la police et l'administration; ils lui devaient le service militaire, mais hors le cas d'une convention expresse et justifiée, ils n'étaient pas de leur fief; ils possédaient leurs biens en toute propriété et ne devaient subir aucun tribut émané de la seule volonté du seigneur : ils prenaient le titre de *franchi* : qu'on retrouve très-souvent dans les actes, et s'assimilaient, suivant les termes de la charte de Nyons, aux nobles et féodaux sans juridiction, c'est-à-dire à ceux qui, bien que possesseurs de fiefs, n'avaient pas le pouvoir justicier.

Des causes difficiles à bien saisir avaient propagé cette tenure dans plusieurs localités de la province. Ainsi, ce n'est pas sans surprise qu'on en retrouve les éléments dans le Briançonnais et dans quelques contrées voisines situées au pied des Alpes. On voit dans les plus anciens titres relatifs aux habitants du Briançonnais, qu'ils sont en général traités de *franchi*, et qu'ils prétendent aussi à être traités, pour les honneurs et pour les charges, comme les nobles sans juridiction.

Un titre important pour la province dont nous parlerons un peu plus loin, l'arrêt du conseil rendu par Louis XIII en 1639 sur la réalité des tailles en Dauphiné, constate que toutes les terres, dans le Briançonnais comme dans l'Oisans, et à Upaix, Gap et Embrun, étaient, dès les temps anciens, cadastrées, et qu'elles supportaient également les charges de toute nature qui pouvaient être réparties sur la contrée. C'est l'indice le plus clair d'une ancienne tenure allodiale, car partout où le pouvoir des seigneurs domina d'une manière entière, les fonds furent toujours distingués en deux classes : les fonds nobles, les fonds roturiers; et toutes les charges furent réservées à ceux-ci, tandis que les autres en étaient exempts. Cet état de choses s'est maintenu en Dauphiné jusqu'aux époques les plus récentes.

En réfléchissant aux causes probables de cette anomalie,

nous avons été amené à cette conjecture : qu'elle était une tradition de l'occupation sarrasine qui s'est précisément perpétuée pendant près d'un siècle, dans les localités que nous venons de signaler. On sait que ce qui distinguait la tenure sarrasine de la tenure romaine et de la tenure féodale, c'est que les terres partagées entre les conquérants et les anciens habitants étaient cadastrées et soumises uniformément à l'impôt, qui faisait seulement peser une charge plus lourde sur les vaincus, tandis que chez les Romains et les Francs, les terres des puissants furent toujours affranchies. Il est possible qu'après l'expulsion des Sarrasins, le pouvoir féodal, s'établissant de nouveau, ait trouvé des difficultés à changer radicalement l'établissement territorial qui avait déjà poussé des racines profondes, et qu'il en ait ainsi resté des traces auxquelles les anciens habitants s'étaient fortement rattachés ⁽¹⁾.

On voit par ces développements comment le suzerains dauphinois, malgré la puissance que devait leur donner sur les populations la constitution énergique de l'association féodale, trouvaient cependant dans la contrée certains éléments d'opposition qu'ils furent toujours impuissants à vaincre.

D'un autre côté, certaines causes qui contribuèrent puissamment en France à l'extension de la tenure féodale, leur furent toujours étrangères ; le fief français, quoique fort amoindri par la puissance royale, et presque dégénéré en institution fiscale, avait trouvé, dans cette situation, des moyens d'accroissement en faisant notamment prévaloir la maxime : Nulle terre sans seigneur, succès auquel les seigneurs n'atteignirent pas en Dauphiné. Ceci demande encore quelques explications.

Nous avons établi plus haut, qu'indépendamment des droits dérivant du fief proprement dit, les seigneurs, ceux au moins qui se qualifiaient de justiciers, prélevaient sur les habitants diverses redevances que nous faisons, dans notre opinion, dériver des traditions romaines, mais que, dans tous les cas, l'usage avait érigé en loi comme une conséquence de leurs droits de justice et d'administration, et pour tout dire, de leur puissance quasi souveraine. Au milieu du désordre dont les ins-

⁽¹⁾ M. Fauché-Prunelle rejette ces conjectures, et rapporte à la persistance des traditions romaines, l'espèce d'indépendance dans laquelle se maintinrent, quant à la tenure territoriale, les communautés briançonnaises. Voy. ses *Essais*, t. 2.)

titutions féodales furent toujours entourées, on arriva facilement à confondre ces redevances avec celles qui prenaient leur origine dans le fief, et les seigneurs usèrent d'une foule de voies indirectes pour augmenter cette confusion qui leur donna plus tard les moyens de soutenir que les terres sur lesquelles portaient les redevances étaient réellement de leur fief, quoiqu'elles n'y eussent réellement jamais été mises. Cette prétention leur créait de grands avantages, parce que le fief qui supposait une convention primitive, et le plus souvent une concession de terrain, donnait une base plus assurée à leurs droits, et qu'ensuite, dans une foule de cas, par le moyen du retrait ou de la commise, ils pouvaient même rentrer dans la propriété de la chose inféodée dont le domaine direct était toujours censé reposer sur leur tête.

L'usurpation fondée sur cette tactique mise en usage par les seigneurs, fit de grands progrès en France dans les XIII^e et XIV^e siècles, et atteignit même les terres qui avaient conservé dans les mains de leurs propriétaires nobles, le caractère allodial. Toutes les fois que le privilège de ces terres, qui reposait toujours sur des faits très-anciens et ordinairement mal établis, ne put être justifié par titres, le seigneur justicier les soumit d'abord à la redevance, comme terrains situés dans le territoire sur lequel s'étendait son droit justicier, et plus tard il tira du fait de la redevance la conséquence que le tenancier était tenu par suite de l'ancienne existence d'un fief ou d'une censive, et il parvint ainsi à faire considérer les terres comme dépendant de son fief, et à leur imposer le caractère et les redevances féodales. La qualité de noble ne suffisait pas à préserver le possesseur, parce qu'on avait admis que les nobles pouvaient prendre des héritages même à cens, et dans cette position ils étaient tenus, comme les autres, de toutes les charges pécuniaires, sauf à se faire représenter pour la corvée personnelle, qui était considérée comme ayant un caractère vil. Dans cet état de choses, la noblesse du possesseur ne suffisait pas, sans d'autres preuves, à justifier de l'allodialité de la terre.

Les justiciers ne respectaient que les alleux fondés en titre ou les terres tenues en fief des seigneurs féodaux voisins, dont les possesseurs pouvaient justifier de leur tenure; encore inquiétaient-ils bien souvent ces seigneurs, toutes les fois qu'il y avait de l'incertitude sur la limitation des terres composant le fief.

Les traces des discussions auxquelles donnèrent lieu en France ces prétentions des seigneurs justiciers, qui furent pendant longtemps l'un des faits considérables du droit relatif à la tenure territoriale, se retrouvent dans une foule de documents législatifs.

Ainsi, lors de la première rédaction des coutumes sous Charles VII, on voit que les seigneurs avaient tellement fait progresser la doctrine qu'ils voulaient mettre en honneur, qu'ils demandèrent formellement qu'il fût décidé que toutes les terres non justifiées allodiales fussent déclarées féodales et reconnues dans la directe du seigneur local. Cette demande ne fut pas d'abord accueillie, et il y eut même des coutumes, comme celle de Bretagne, qui, à cette occasion, effacèrent dans le texte la maxime : *nulle terre sans seigneur*, qui y avait été admise en ce sens, que toutes les terres situées dans l'enceinte de la justice devaient un cens au seigneur, mais nullement avec l'intention de prêter à cette conséquence que ces terres pourraient, à défaut de titre formel, être considérées comme relevant de son fief ⁽¹⁾.

Mais, plus tard, les seigneurs eurent un succès plus complet dans la rédaction définitive des coutumes, et la maxime « nulle terre sans seigneur » prévalut partout avec toutes ses conséquences. Le résultat fut si complet dans le Nord de la France, qu'on finit par y considérer l'alleu comme une tenure qui ne pouvait plus avoir d'existence légale en présence du seigneur justicier. Cet état de choses remonte même fort haut; Beaumanoir le constate dans la coutume de Beauvoisis, en ces termes :

« Quant li sire voit aucun de ses sougiès tenir héritages du-
 » quel il ne rend à icelui chences, rentes, ni redevances, li
 » sire y pot jeter les mains : car nul, suivant notre coutume,
 » ne pot tenir d'alues ; et on appelle alues ce qu'on tient sans
 » rendre à nului nulle redevance ; et se li queens (comte) s'apper-
 » çoit avant que nul de ses sougiès, que tes alues soient
 » tenus de sa conté, il les peut prendre comme siens, et si un
 » de ses sougiès y avait jeté les mains si ne pot li demeurer,
 » s'il ne prouve que ce fut de son fief. »

Ce passage atteste bien déjà la complète décadence de l'alleu en France, ailleurs que dans les mains des seigneurs de fief.

(1) Championnière, *De la propriété des eaux courantes*.

Toutes les terres furent soumises à des redevances qui, d'abord, n'eurent vraisemblablement que le caractère justicier, mais qui, plus tard, furent considérées comme la base de la directe féodale. Il n'y eut d'excepté que celles reliées déjà à la directe d'un autre seigneur.

Les petits seigneurs féodaux avaient même, comme on l'a dit, de la peine à défendre leur fief contre les prétentions de leurs voisins plus puissants. C'est sûrement dans leur intérêt autant que dans celui des propriétaires d'alleux, que la législation intervint dans le XVI^e siècle : l'ordonnance de Blois en 1579 prescrivit d'informer contre ceux « qui, de leur propre autorité ont osté et » soustrait les lettres, titres et autres enseignements de leurs » sujets. »

C'est aussi pour eux que les jurisconsultes, à cette époque, firent prévaloir la doctrine dite de l'enclave, qui consistait en ceci : que toutes les fois que le fief s'étendait sur un territoire continu et limité, toutes les terres enclavées dans ce territoire devaient être considérées comme une dépendance du fief à l'exclusion du seigneur justicier, si celui-ci était distinct du féodal⁽¹⁾.

Mais hors ce cas du fief couvrant un territoire continu et limité, et lorsqu'il s'agissait d'un fief épars, le seigneur féodal dont les titres primitifs étaient rarement en règle, était exposé à subir les prétentions du haut justicier, et il en était dans tous les cas et à plus forte raison de même pour le possesseur d'alleu.

Mais toute cette doctrine si vaste et si compliquée qui introduisit dans la législation la maxime « nulle terre sans seigneur », comme un moyen d'acquiescer aux seigneurs et plus tard aux rois des redevances, resta complètement étrangère au Dauphiné avant la réunion de ce pays à la France. Nous verrons dans la seconde partie de ce Mémoire qu'on tenta inutilement de l'y implanter après cette réunion. Sous les Dauphins, les éléments manquaient pour une pareille tentative, le service du fief et du

(¹) On retrouve cette doctrine dans Dumoulin, dans son Commentaire sur la coutume de Paris, § 68, gl. 1, n° 6.

• Habens territorium limitatum in certo jure sibi competente est fundatus, jure communi, in eodem jure, in quolibet parte territorii : habet intentionem fundatam quod quilibet possessor fundi in eodem territorio tenetur agnoscere eum in feudum vel in censum.

bail à cens était tout personnel et ne prêtait point à des confusions et à des équivoques avec les redevances justicières. Ces redevances, qui ne pesaient que sur les taillables, n'atteignaient point les possesseurs de terres qui, sous le titre de *franchi*, en étaient affranchis ou ne payaient que celles imposées pour l'utilité des lieux où ils habitaient, ou légitimées par l'usage ou par la stipulation des chartes qui précisaient l'étendue des charges dont ils pouvaient être passibles. Les seigneurs qui ne retiraient pas d'ailleurs de leurs fiefs les droits fiscaux produits par les mutations, mais seulement les moyens de soutenir leurs querelles et de se battre contre les autres seigneurs, étaient bien loin de songer aux entreprises tortueuses suivies avec tant de persévérance par les justiciers français, pour étendre leur puissance et surtout leurs revenus sur les terres de leurs voisins.

On reconnaîtra par ces simples indications, que les bornes de ce mémoire ne nous permettent pas de développer davantage, qu'en Dauphiné toutes les conditions de l'institution féodale se présentèrent avec des droits plus nets et plus tranchés qu'en France. A côté d'une noblesse souveraine exerçant dans toute leur rigueur les prérogatives justicières et féodales, on trouve une population réduite presque partout à l'état du servage; mais dans les villes et dans quelques localités privilégiées, on voit cependant qu'une certaine partie de cette population plus agglomérée est parvenue, à l'aide de circonstances toutes spéciales, à garder quelques traditions anciennes de liberté, traditions maintenues plus pures qu'en France, et beaucoup moins absorbées par l'envahissement de la féodalité.

A défaut d'une histoire complète pour reproduire et justifier tous les éléments de cet état de choses qui mérite d'être remarqué si l'on veut connaître le véritable caractère des anciennes institutions féodales de la province du Dauphiné, nous nous attacherons à un titre qui fait époque pour l'histoire des institutions de cette province, et qui nous paraît jeter beaucoup de lumière sur l'état des personnes et la tenure territoriale au moment de la cession de la province à la France: c'est l'acte que fit rédiger à ce moment le dernier Dauphin, sous la date du 13 mars 1349, pour garder les privilèges de ses sujets, qui fut accepté par le roi de France, et qui est resté connu sous le nom de *Statut delphinal* ou de *Libertés delphinales*.

Mais pour bien comprendre la portée de ce titre, il faut nous permettre encore quelques développements historiques, pour faire apprécier les circonstances au milieu desquelles il intervint.

En 1349, le pouvoir du Dauphin avait acquis une grande extension, et il était parvenu à une véritable souveraineté en dominant, au moins dans une certaine mesure, toutes les autres institutions de la province. Il avait suivi, pour y parvenir, à peu près la même voie que les rois de France depuis Hugues Capet, sans atteindre pourtant, suivant l'observation déjà faite, à des résultats aussi complets.

Sans vouloir entrer ici dans tous les détails de la marche suivie par la royauté dans les deux pays, il nous paraît utile et instructif d'en suivre sur quelques points les similitudes et les différences.

On peut, en consultant les savants ouvrages des historiens modernes de la France et notamment ceux de M. Guizot, se rendre compte ou au moins acquérir des idées d'ensemble sur les moyens employés par les rois de France pour dominer la féodalité.

Les rois de France, au commencement de la troisième race, n'étaient, à vrai dire, que de grands tenanciers devant lesquels venait de s'éclipser le pouvoir souverain. Ils n'avaient, comme les autres comtes, que des droits de justice et de fief, établis sur un certain territoire, et ils devaient être, dès lors, sans action et sans influence sur leurs voisins.

Mais le titre seul de *roi*, que les Capétiens avaient gardé, et qui avait encore dans l'esprit des populations un grand prestige, leur donna bientôt les moyens d'y rattacher une puissance réelle.

Ils s'en prévalurent pour intervenir dans les querelles que les autres seigneurs avaient entre eux, dans celles notamment où le puissant menaçait de détruire le faible et surtout l'Eglise, et leur arbitrage, souvent volontairement accepté, fut bientôt pour eux l'origine de grandes influences.

Ils en vinrent ensuite, dans les terres où ils exerçaient à la fois le pouvoir féodal et le pouvoir judiciaire, à faire juger par leur Cour tout le monde, sans s'arrêter au privilège des possesseurs d'alleux ou des nobles qui pouvaient être enclavés dans ce

territoire, ou même quelquefois qui habitaient au dehors ⁽¹⁾).

On arriva bientôt aux cas royaux, c'est-à-dire, qu'on reconnut qu'il y avait des cas où la justice du seigneur était impuissante, et où l'on devait recourir à la justice du roi. Ces cas étaient d'abord fondés sur la qualité des parties, et avaient pour effet de soustraire à la justice des seigneurs tous les officiers royaux. Plus tard, ils furent étendus à raison de l'objet du litige, et ceux-là même dont les possessions et le domaine étaient hors de la juridiction royale, eurent la prétention de porter les cas royaux devant les tribunaux institués dans les terres du roi. C'est ce qui arriva surtout pour la propriété des chemins et pour les crimes et délits qui s'y commettaient.

On amplifiait toujours la nomenclature des cas royaux, et on restait sourd aux réclamations des seigneurs, qui demandèrent souvent le redressement de ce grief les armes à la main. On voit que sous Louis X les barons de Champagne confédérés demandent entre autres choses une définition précise des cas royaux, à quoi le roi se borne à répondre d'une manière équivoque : « C'est à savoir que la Royale Majesté est entendue es » cas qui de droit ou de ancienne coutume peuvent ou doivent » appartenir à souverain prince ou à nul autre. »

Mais ce qui aida surtout la domination des rois, qui ne présentait encore que des éléments vagues et mal définis, à se consolider, ce fut l'assentiment des populations en qui vivait encore le souvenir de l'ancienne royauté, et à qui, par les vices de l'organisation féodale, manquait souvent la justice, ce premier besoin des peuples.

(1) On lit dans le testament de Philippe-Auguste, de 1190 : *Et in terris nostris quæ propriis nominibus distinctæ sunt ballivos nostros posuimus qui in balliviis suis singulis mensibus ponant unum diem qui dicitur assisia in quo omnes qui clamorem faciunt recipiant jus suum per eos et justitiam sine dilatione, et nostra jura et nostram justitiam, et forefacta quæ propriæ nostra sunt ibi scribantur.*

Forefacta s'applique aux causes venant du dehors des terres du roi.

Avant Philippe-Auguste et dès le règne de Louis le Gros, des commissaires furent envoyés dans les seigneuries, pour recevoir les plaintes que les sujets faisaient contre les seigneurs et leurs officiers. Ces envoyés royaux avaient la qualification de *juges des exempts*, précisément parce qu'ils se rendaient dans des seigneuries non dépendantes de la couronne, et, dès lors, exempts de la justice ordinaire des prévôts et autres officiers du roi. (*Vita Ludov. Crassi*, recueil de dom Bouquet, IX, cité par Laferrière, *Hist. du droit français*, t. IV, p. 119.)

Ces populations, d'abord partout opprimées, réussirent sur plusieurs points à ressaisir une certaine indépendance. Dès le XI^e siècle, un mouvement de réaction se produisit dans les villes du midi de la France, par suite des exemples et des incitations qui leur venaient de l'Italie. Les villes italiennes avaient beaucoup mieux conservé que les villes françaises les traditions de la liberté et de l'administration romaine qui y avaient d'ailleurs toujours été plus développées et mieux garanties. De plus, les grandes luttes du sacerdoce et de l'empire leur avaient donné les moyens de maintenir leur état, et de subir, beaucoup moins que les villes françaises, l'ascendant du système féodal, qui n'avait jamais jeté, en Italie, des racines bien profondes. Les cités de la Toscane et de la Lombardie, qui avaient dû à ces circonstances une civilisation relativement fort avancée, parvinrent, par leurs propres forces, à se créer un modèle d'organisation politique où le plus grand développement de la liberté civile se trouva joint, dans l'intérêt des citoyens, au droit absolu de juridiction, à la puissance militaire et à toutes les prérogatives des seigneuries féodales. Elles eurent des assemblées souveraines où l'on décidait de la guerre et de la paix, et leurs chefs électifs prirent le nom de consuls.

Le mouvement qui faisait éclore ces constitutions républicaines pénétra en France par les Alpes et par la mer, et exerça une influence qui produisit, dans quelques cités, un régime municipal qui, sans jamais avoir l'éclat et la puissance des cités italiennes, y ramena cependant des formes d'administration beaucoup plus puissantes et notamment le consulat; dans les autres parties de la France, ce mouvement se fit beaucoup moins sentir. Cependant, dans le Centre, un grand nombre de villes obtinrent successivement un affranchissement plus ou moins complet, presque partout le pouvoir de gérer leurs propres intérêts, de rendre la justice et une véritable souveraineté *intra muros*. Le mode généralement adopté pour la forme de l'administration, fut le gouvernement par des consuls choisis chaque année par la généralité des citoyens, exerçant les pouvoirs judiciaires et administratifs avec un corps de notables.

Plus au Nord, il n'y avait pas, dans les centres de population, des éléments qui pussent servir à cette espèce de résurrection des formes romaines, et ils n'eussent pu que bien difficilement s'établir sous la pression exercée par le pouvoir féodal, mais la

réaction ne s'établit pas moins et même d'une manière beaucoup plus violente, et qui aboutit, dans un grand nombre de lieux, à l'établissement de la commune jurée moins parfaite et moins complète, sans doute, que les municipalités méridionales, mais qui n'en donnait pas moins satisfaction aux instincts populaires qui se manifestèrent contre les seigneurs.

L'impulsion une fois donnée ne s'arrêta pas dans les villes, elle pénétra dans les campagnes par les chartes des communes, par les coutumes écrites et les statuts municipaux ; la vie urbaine donnait des exemples d'administration, et les colons ou même les serfs qui s'enrichissaient cherchaient à les imiter. Dans le Nord, la commune jurée s'appliqua quelquefois même à des bourgs populeux, à la suite de révoltes et de pillage ; le plus souvent, toutefois, les communes peu importantes n'obtinrent que des chartes qui, sans les affranchir complètement de la juridiction seigneuriale, modifièrent seulement à leur avantage les droits réels et personnels qui pesaient sur eux.

Quand on parle des progrès du pouvoir royal en France, il est impossible de ne pas rappeler ces faits qui sont au nombre des plus connus de notre histoire nationale, et où se trouve le principe du grand mouvement qu'on a appelé l'affranchissement des communes. La bourgeoisie reconstituée comprit bien vite le parti qu'elle avait à tirer de l'institution de la royauté et des souvenirs qui s'y rattachaient ; les villes se placèrent sous son patronage et s'agrandirent, et devinrent des centres industriels en recevant dans leur sein un grand nombre de familles échappées au servage, qui trouvaient là protection contre les recherches de leur seigneur, et des moyens d'existence. Le roi de France, a dit M. Thierry, retrouva dans les villes organisées suivant les bases nouvelles, ce que le citoyen donne à l'Etat, ce que le baronnage ne pouvait ou ne voulait pas donner, la *soumission* effective, des subsides réguliers, des milices capables de discipline, et c'est avec ce secours que la royauté put redevenir un pouvoir actif et militant pour la défense des faibles et le maintien de la paix publique.

L'Eglise, de son côté, dit M. Guizot, dont l'importance était grande par ses possessions et l'influence morale qu'elle avait conservé, tendait les mains vers la renaissance du pouvoir royal et l'appelait de tous ses vœux ! Son action se trouvait entravée et contestée par cette multitude de seigneurs indépendants,

dont plusieurs ne savaient pas apprécier et respecter son caractère : les feudataires ecclésiastiques qui se trouvaient inquiétés ou menacés, recouraient volontiers à la puissance du roi, qui ne manquait pas d'intervenir pour exercer un protectorat très-favorable au développement de son autorité. On voit par l'éclat et les cérémonies dont le clergé entoura le sacre de Philippe I^{er}, le plus ancien événement de cette espèce dont la relation nous ait été conservée, et qui eut lieu vers le milieu du XI^e siècle, en 1059, combien le pouvoir royal avait grandi et quel appui le clergé s'efforçait de lui prêter.

Le souvenir des institutions romaines et l'étude de la législation civile de ce peuple, dont l'enseignement avait repris faveur en Italie et pénétra assez rapidement en France, devinrent l'occupation habituelle des nouvelles classes qui s'étaient formées, et amenèrent des réformes considérables dans le droit civil. Il se forma un droit de la bourgeoisie, hostile souvent à celui qu'avait fait prévaloir la domination des seigneurs et tout imprégné des idées qu'on retrouve dans le Code de Justinien, présentant surtout une base égalitaire pour l'état des personnes, la constitution et la transmission de la propriété, et faisant planer au-dessus de tous, un grand pouvoir central protégeant également tous les intérêts.

Les progrès amenés par cette direction des événements et des esprits furent rapides : il y eut bientôt autour du roi une réunion d'hommes politiques tous issus des classes bourgeoises, légistes ou ecclésiastiques, qui donnèrent à son gouvernement une vive impulsion, et, malgré quelque retours violents de la part des seigneurs, leur œuvre produisit bientôt de grands résultats.

En peu de temps, on finit par faire prévaloir l'idée,

Que le roi pouvait créer des communes ;

Que toutes les villes de commune ou de consulat étaient sous sa juridiction immédiate, en ce sens, que les juridictions indépendantes qui s'y étaient formées contre le droit des seigneurs, ne devaient relever par l'appel que du roi ;

Et, un peu plus tard, que, sans changer de résidence et en vivant hors les communes constituées, un homme libre placé sous la juridiction du seigneur pouvait s'en affranchir et se dire sujet du roi pour ne relever que de sa juridiction, ou, pour

employer l'expression consacrée : *désavouer son seigneur et s'avouer bourgeois du roi* ⁽¹⁾.

Nous avons déjà parlé du succès qu'obtinrent les cas royaux : saint Louis porta une atteinte plus grave encore aux droits des seigneurs, en leur faisant accepter la trêve du roi. Cette institution, portée d'abord pour les seigneurs établis dans les terres de la juridiction royale, consistait dans ce que, s'il s'élevait entre eux des discussions, ils ne devaient pas recourir à leur droit habituel de guerres privées, et ne commettre aucun dégât sur les terres de leurs adversaires ou de leurs parents avant le délai de 40 jours, pendant lesquels tous les intéressés pourraient prendre connaissance de la querelle survenue et se mettre en garde.

La trêve du roi amena la ruine des prérogatives militaires des barons, parce qu'en s'étendant au-delà des domaines royaux, elle finit par mettre un terme à l'abus des guerres privées que les barons faisaient chacun pour leur compte. Les décisions des Cours féodales devinrent plus rationnelles, et le système de la preuve par témoins remplaça peu à peu celui du combat judiciaire.

Les juriconsultes, acquérant de l'autorité par l'étude et la science du droit romain, portèrent à leur tour, au droit que les seigneurs exerçaient par leurs Cours féodales, les plus graves atteintes, et ils ne craignirent pas d'ébranler un peu la vérité historique pour faire prévaloir ces deux maximes : Que le roi était le seigneur fleffieux de tout le royaume, et que toute justice émanait du roi.

Le sens de la première était que tous les seigneurs de fief devaient être considérés comme relevant du roi, qui se trouvait placé à la tête de la hiérarchie féodale, et qui ne pouvait être lui-même le vassal de personne. Et le fondement donné à cette vassalité était, qu'en remontant à l'origine, on trouvait que la

(1) Ce fut l'une des innovations les plus funestes pour le droit des seigneurs, et contre laquelle ils réclamèrent longtemps. En 1287, Philippe le Bel fut obligé de faire droit, sur ce point, aux réclamations de ses barons. En 1315, les nobles de Champagne soulevés, proposent, comme un de leurs griefs : qu'ils étaient grevés et dommagiés pour cause de bourgeoisie qui n'ont mie été gardés suivant les ordonnances (Brussel, *Usage des fiefs*, p. 945).

Ce ne fut que dans le cours du XVI^e siècle que les prétentions des seigneurs, sur ce point, furent définitivement condamnées.

possession héréditaire des terres féodales n'avait été qu'une usurpation sur le domaine royal et sur les droits du roi, qui n'avait concédé ces terres qu'à titre viager et à la charge de l'hommage. C'était confondre les bénéfices avec les fiefs, supposer que toutes les terres procédaient de la tenure bénéficiaire, et faire abstraction de la révolution qui s'était opérée par l'avènement de Hugues Capet, qui n'était lui-même qu'un tenancier; mais la nouvelle doctrine n'en prévalut pas moins, et eut pour conséquence immédiate de faire porter à la Cour du roi, par la voie de l'appel, toutes les décisions émanées des Cours féodales, d'après le principe admis dans le fief, qu'il y avait toujours un droit d'appel à la Cour du suzerain.

La seconde maxime, que toute justice émane du roi, n'avait pas de fondement plus solide : elle présupposait qu'à l'origine les seigneurs n'avaient exercé tous les droits judiciaires dont ils avaient continué de se prévaloir en dehors de ceux naissant du fief, que par une délégation de la puissance royale; et que plus tard ils avaient profité de l'affaiblissement de cette puissance pour posséder ces droits comme leur appartenant en propre. Et de là on concluait que toutes les décisions de leur cour sur les droits de cette nature étaient aussi judiciaires par l'appel de la cour du roi, et que, pour rétablir la prérogative royale dans ses droits, il fallait considérer les justices comme seulement inféodées au seigneur et comme relevant du roi par un droit qu'on appela *droit de ressort*, comme on appela le droit de réviser les décisions féodales *droit de mouvance* ⁽¹⁾.

Plus tard on alla plus loin : on soutint que, puisque en principe les justices n'étaient que des offices que les rois avaient volontairement concédés aux seigneurs, ils pouvaient les retirer à leur gré, suivant le bon plaisir royal; et quoiqu'en fait les anciens rois ne soient jamais arrivés jusqu'à cette conséquence, il

(1). Cette doctrine est déjà considérée comme certaine dans Beaumanoir. (Coutumes de Beauvoisis, chap. 2, n° 12.)

• Toute coze qui est tenue comme justice laie doit avoir ressort du seigneur roi et tel manière de ressort ont cil qui tiennent en baronnie en tant et comme les baronnies s'entent; et s'ils n'en font ce qu'ils doivent et qui appartient au ressort, quand ils en sont sommés souffissamment, on en pot aller au roi et en a le roi la connaissance : car toute laie juridiction du royaume est tenue du roi en fief ou arrière fief, et par ce pot ou venir en la cort par vole de défaut de droit ou de faux jugement.

est certain que les droits du seigneur furent réduits par le droit de prévention ⁽¹⁾, et la juridiction toujours croissante des officiers royaux à n'être plus qu'un titre honorifique avec quelques produits fiscaux.

On n'en était pas là encore dans les XII^e et XIII^e siècles, mais on voit cependant par les indications que nous avons données, que la royauté en France devenait, dès cette époque, un pouvoir très-prépondérant, et que les seigneurs recevaient déjà plus de profit de leurs droits féodaux et justiciers, par les redevances qu'ils en tiraient, que par les prérogatives réelles de la souveraineté qu'ils exerçaient.

On comprend aussi comment en lisant l'histoire de France on trouve à Paris et dans quelques provinces voisines, dès le règne de Charles VI, l'image d'une démocratie avancée se posant en face de la féodalité. C'est à partir du règne de Philippe le Bel, que les bourgeois des villes appelés aux États-généraux commencent à jouer un rôle considérable; au milieu des calamités qui vinrent assaillir l'État après la captivité du roi Jean, ils se posèrent tout à fait, en 1355, comme les tuteurs de la monarchie et demandèrent la création d'un impôt, auquel seraient soumises toutes les classes, le droit de percevoir eux-mêmes cet impôt, et le contrôle des opérations. C'était déjà comme un symptôme des idées modernes.

Revenons maintenant au Dauphiné pour voir où l'on en était dans ce même temps.

L'autorité du Dauphin n'avait pu marcher du même pas que celle du roi de France. Dans le XI^e siècle, quand Saint-Louis était déjà assez puissant pour établir la trêve du roi, le Dauphin n'était encore qu'un suzerain important au milieu de ceux qui occupaient le Dauphiné. Le comte de Savoie et les seigneurs de la Tour possédaient dans la province des fiefs presque aussi importants que les siens, et une foule d'autres seigneurs traitaient sur un pied égal avec lui, soit en lui faisant la guerre ou en contractant des alliances, soit en acceptant de lui des terres à titre de fief ou en lui en faisant accepter au même titre. Disons même de suite que jamais le Dauphin ne put faire pénétrer

(1) Le droit de prévention consistait en ce que les officiers royaux étaient investis du droit de se substituer aux juges et agents de la justice seigneuriale pour l'instruction des affaires civiles et criminelles, si dans un délai très-bref ces derniers ne s'étaient pas mis en devoir d'agir.

dans la province l'institution de Saint-Louis et que les seigneurs y jouirent toujours librement de leur droit de guerre privée jusqu'au transfert fait à la France. C'est indiquer assez que le fief avait conservé toutes ses prérogatives militaires et ne pouvait pas dès lors, comme en France, être considéré comme une institution essentiellement fiscale.

Mais les Dauphins acquirent de la prépondérance d'abord en se faisant souvent les arbitres des querelles de leurs voisins et en leur faisant accepter leur médiation, et, dès qu'on les vit investis d'une puissance plus grande, les traditions monarchiques qu'avaient accréditées les souvenirs de l'empire et du royaume de Bourgogne, et la législation sur les fiefs renfermée dans les *libri feudorum*; le besoin qu'avaient d'ailleurs même les autres suzerains d'avoir un point central pour repousser l'agression extérieure, et notamment celle des princes de Savoie, qui avaient déjà de grandes possessions dans la province, suffirent pour les placer à la tête de l'association féodale.

Les suzerains les plus importants, comme les barons de Sassenage, de Bressieu, de Clermont, continuèrent bien, il est vrai, à traiter encore sur un pied égal avec lui, et conservèrent dans leurs terres leur indépendance en tenant leur cour; mais parmi les seigneurs moins puissants, comme parmi les hommes libres, un grand nombre s'étaient placés dans la vassalité du Dauphin par suite de la nécessité et de l'usage qui se produisit partout. L'application rigoureuse des maximes féodales admises en Dauphiné avait ensuite contribué rapidement à augmenter les possessions et par suite la puissance du Dauphin. On sait que comme suzerain, par un droit bien plus sévère que celui suivi en France, il succédait à tous les fiefs dont les titulaires venaient à mourir sans laisser d'héritiers réunissant les conditions voulues; que de plus, à la moindre infraction des devoirs de vassalité, le fief était déclaré par la cour féodale tombé en commise, et le Dauphin, qui était assez fort pour faire exécuter la décision, s'en emparait.

Outre ces deux moyens autorisés par la constitution particulière du fief dauphinois, les Dauphins grandirent beaucoup par les mariages. L'un d'eux, en épousant l'héritière des comtes de Forcalquier, acquit les comtés de Gap ou d'Embrun.

Un autre ⁽¹⁾ épousa Béatrix de Savoie, qui apporta en dot le

(1) Guigues le Jeune.

Faucigny, échangé depuis avec Voiron, mais seulement depuis la réunion à la France.

D'un autre côté, l'héritage des Dauphins étant tombé aux mains d'une femme en la personne d'Anne, fille de Guigues le Jeune, il y eut alliance entre elle et les seigneurs de La Tour, qui, en commençant une branche nouvelle, réunirent encore aux possessions delphinales une portion notable de la province.

Les Dauphins employèrent aussi avec succès la voie des achats, et c'est ainsi notamment qu'ils acquirent, en 1293, les baronnies de Montauban et de Mévouillon dans le Bas-Dauphiné. Quelquefois aussi des circonstances heureuses et le développement qu'avait déjà pris leur puissance, leur valurent l'hommage des seigneurs de quelque importance, établis loin de leurs possessions primitives. Le marquis de Saluces leur fit hommage en 1210.

Toutefois, ces moyens d'asseoir leur domination eussent été lents, et un ordre de choses semblable à celui de France aurait eu de la peine à naître sans l'influence que ne tarda pas d'exercer aussi la classe des bourgeois et des jurisconsultes.

En Dauphiné et en Savoie, on ne vit pas, comme dans le nord de la France, les communautés d'habitants s'insurger contre le régime justicier, ni, comme dans le Midi, des villes s'organiser en république pour se soustraire à ce régime; mais nous avons déjà dit que la plupart des grands centres de population, placés sous l'autorité des évêques, n'avaient cessé de soutenir des luttes contre le pouvoir représenté par les Dauphins, et, qu'à l'aide de ces luttes, s'était maintenue une tenure beaucoup plus favorable aux habitants et certaines traditions de liberté.

Quand le mouvement général des XII^e et XIII^e siècles vint à souffler sur la province, la position de ces habitants tendit à se consolider et à acquérir plus d'importance. On ne peut pas dire que les Dauphins aient jamais rempli un rôle actif dans l'affranchissement des communes comme celui qu'acceptèrent les rois de France, ni qu'ils aient cherché dans de pareils moyens l'abaissement des institutions féodales; mais la force des choses conduisit aux mêmes résultats.

Plus que tout autre pays, le Dauphiné avait conservé la tradition des lois romaines. Quand l'étude du droit romain fut restaurée en Italie, elle fut accueillie dans les villes de la province avec la plus grande faveur: on fit de grands sacrifices

pour se procurer des maîtres. C'est à Valence que fut publié, dès le XI^e siècle, le premier commentaire sur le droit romain après la renaissance de ce droit sous le nom de *Petri exceptiones*. Bientôt la justice rendue par les Cours féodales reçut le contre-coup de cette disposition des esprits. Le combat judiciaire, quoique toujours resté en usage, parce que les gentilshommes y attachaient un point d'honneur, fut cependant moins pratiqué, et une procédure plus rationnelle s'introduisit avec d'autant plus de facilité, qu'elle trouvait un appui dans le livre des fiefs dont les seigneurs avaient abusé dans leur intérêt. La base du fief était en définitive une convention, et les jurisconsultes, imbus de la législation romaine, raisonnaient sur les conséquences de cette convention, sur les usages du fief, sur son étendue, ses limites, sa transmission au moyen d'arguments puisés dans le droit romain.

Ce qui montre combien ces innovations obtenaient de crédit, c'est que dès le milieu du XIII^e siècle, les plus grands suzerains attachaient des jurisconsultes à leur Cour. Nous trouvons dans les annales de Savoie, pays dont les princes étaient dans une position analogue à celle du Dauphin, et dont les possessions s'étendaient en Dauphiné, un titre extrait de la chambre des comptes de *Turin*, prouvant qu'en 1267, Jean de Mongelat recevait, comme jurisconsulte, un traitement de 4 liv. par an : *ut sequerentur placita domini* ⁽¹⁾.

Les Dauphins faisaient, à la même époque, de très-nombreuses concessions de chartes et d'affranchissements. Grenoble obtint une charte semblable, donnée en 1244 par Guigues le Jeune et l'évêque Pierre, *coseigneurs*. Une seconde, plus explicite, fut accordée en 1294 par Humbert I^{er} et Guillaume, et enfin, en 1216, Jean II accorda l'abolition générale du droit de main-morte, même pour les serfs, et renonça à l'établissement de toute taille ordinaire et extraordinaire. C'était donner aux habitants les mêmes privilèges qu'avaient gardés ceux de Vienne sous la domination de l'archevêque, et plusieurs autres localités du Dauphiné.

Les autres seigneurs suivaient quelquefois le même exemple, et sans parler des chartes de communes, qui furent nombreuses, ils concédèrent fréquemment aux hommes de leurs terres,

⁽¹⁾ Cibrario, *Recherches sur l'histoire de la monarchie de Savoie*.

soumis aux redevances justicières, des lettres spéciales d'affranchissement, et les élevèrent même à la qualité de vassaux nobles, par la voie de la recommandation, en leur remettant leurs terres pour les tenir à titre de fief ⁽¹⁾.

Au temps de Humbert II, il y avait, au dire de Salvaing, cent quarante-un nobles ou gentilshommes dans la baronnie de Sassenage, qui ne devaient leur noblesse qu'à la cause que nous venons d'indiquer.

Or, la classe des jurisconsultes, comme celle des bourgeois dont ils étaient issus, ne put avoir, en Dauphiné, que le même esprit et la même pensée qui guidait, en France, toutes ses démarches, celle de faire prévaloir l'autorité souveraine du prince, et de lui subordonner les seigneurs, pour s'affranchir de leur domination. Elle n'était pas en mesure, sans doute, de faire prévaloir des maximes comme celles qu'on introduisit dans le droit français : que le Dauphin était seigneur *seigneur* de tout le territoire, et que toutes les possessions devaient relever de lui, ou bien que toute justice devait émaner du Dauphin, de telle sorte que la justice exercée par tous les autres suzerains lui fût soumise.

Mais, dans le fait, les conséquences auxquelles tendaient ces maximes devinrent presque des réalités. Presque tous les seigneurs du pays finirent par se placer d'eux-mêmes dans les liens de vassalité vis-à-vis du Dauphin ou du comte de Savoie, en sorte que tous ces vassaux étaient justiciables de la Cour de ces suzerains, pour leurs méfaits personnels, et que, de plus, cette Cour recevait l'appel des décisions rendues sur leurs terres, sur les querelles des arrière-vassaux et des censiers, suivant les usages du fief.

La juridiction de la Cour du Dauphin embrassait ainsi les plus grands intérêts de la contrée. Elle y joignait tout ce qui se rapportait aux droits de justice perçus dans les nombreuses terres du Dauphin, vérifiant les comptes de tous les agents qui percevaient ces droits, et procédant par voie d'appel contre les décisions rendues par les feudataires de ces droits de justice, lesquels, suivant un usage qui exista en Dauphiné comme en France, étaient le plus souvent inféodés.

(1) Salvaing nous a conservé le modèle de ces lettres du seigneur, qui accordaient, soit l'affranchissement, soit tout à la fois l'affranchissement et l'anoblissement.

Dans cette position, les autres seigneurs, impuissants à tenir leur Cour et à en faire exécuter les décisions, furent bientôt réduits à une simple juridiction de première instance dans laquelle ils étaient même inquiétés. Je trouve encore là-dessus, dans les *Annales de Savoie*, un fait curieux, et qui montre avec clarté la situation.

En 1326, le comte de Savoie tenait sa Cour féodale, ou, pour parler le langage du temps, tenait ses plaids dans la vallée d'Aoste : il était entouré de prélats, barons et jurisconsultes de son conseil, en présence des seigneurs du pays, qui étaient sans doute ses vassaux, et qui sont tous nommés dans l'acte qui va être mentionné. Le comte dit et fit constater par écrit qu'ayant le droit d'établir son tribunal et de rendre la justice partout où il le jugerait convenable dans la vallée d'Aoste, il prescrivait aux pairs et aux nobles de le suivre, affirmant qu'en leur absence, il aurait également prononcé ses arrêts, puisqu'il avait le droit d'en agir ainsi.

Les seigneurs présents protestèrent alors qu'ils tenaient de lui, à titre de fief, la juridiction sur les grands chemins, ce qui leur attribuait nécessairement la connaissance des délits qui pouvaient s'y commettre, et non point au comte ; mais ce dernier refusa de recevoir leur protestation ⁽¹⁾.

On voit dans cette pièce la position faite aux seigneurs féodaux, et leur impuissance à défendre leurs droits les mieux établis. Le droit de juger les délits commis sur les chemins était, sans aucun doute, dans leurs anciennes attributions ; mais comme, en France, ce cas-là avait été compris dans les cas royaux et soustrait à la juridiction des seigneurs, le comte de Savoie voulait usurper les mêmes prérogatives ; et quoique les seigneurs lui eussent fait hommage de leur droit de justice, et eussent ainsi rendu leurs décisions justiciables par appel de la Cour du comte, celui-ci ne voulait pas même se contenter de cette concession.

Ce résultat devenait de plus en plus inévitable, parce qu'il aurait fallu, pour le prévenir, que les seigneurs dont on méconnaissait les droits, eussent pu à l'instant demander vengeance les armes à la main, en usant de leur droit de guerre privée. Or, depuis que la puissance des Dauphins et des comtes de

(1) Cibrario, *Recherches sur l'histoire de la monarchie de Savoie*.

Savoie avait atteint de grandes proportions, ils ne le pouvaient plus. On voit bien encore, au commencement du XIV^e siècle, le comte de Clermont engagé dans une guerre contre le Dauphin, avec l'appui du comte de Savoie; mais ces exemples sont rares et tout à fait exceptionnels.

On ne saurait s'étonner, en présence de cet état de choses, de l'autorité que prit la Cour féodale du Dauphin, et de l'usage qui s'établit de lui déférer, au moins par voie d'appel, toutes les décisions, soit en matière de fiefs, soit en matière de justices, alors même qu'il s'agissait de contestations qui avaient pris naissance hors des terres du Dauphin.

Aussi, dès avant le transport du Dauphiné à la France, une organisation régulière avait été donnée à cette Cour, qui était devenue une juridiction importante et qui connaissait d'un grand nombre d'affaires, et le même fait se produisait à la même époque pour la Savoie. Dans l'ordre des dates, ce fut le comte de Savoie, possesseur de grands fiefs en Dauphiné, qui établit le premier dans ses terres des baillis chargés de juger les appels formés contre les sentences des juges établis par les seigneurs. Ces baillis étaient assistés d'un procureur du comte, et, à Chambéry, d'un procureur général.

Nonobstant cette création, le comte avait toujours près de lui un conseil composé de prélats, de barons et de jurisconsultes. Ce conseil, indépendamment des avis qu'il pouvait donner sur la politique intérieure ou extérieure, statuait sur les recours en grâce, sur les légitimations, sur les querelles et les méfaits des seigneurs, et il évoquait, quand il le trouvait bon, toute affaire, soit civile, soit criminelle. Les autres juges d'appel n'étaient manifestement que des fonctionnaires adjoints fonctionnant à sa place.

Non-seulement le conseil rendait la justice, mais il recevait les comptes que rendaient les châtelains, mistraux et autres agents ou feudataires de la justice, et il les approuvait ou rejetait. En Savoie, il eut même une attribution distinctive qui était de gérer le gouvernement quand la minorité des princes ou quelque autre circonstance donnaient lieu à des régence.

En 1323, Amédée V étant mort, son fils Odoard lui succéda, et le nouveau comte reçut, le 7 novembre de cette année, le serment des conseillers, qui étaient Etienne de La Baume, doyen de l'église de Lyon; Odon de Chandieu, bailli de Savoie; Jacques

de Bocsozel, bailli de Voiron : Antoine de Barge, Humbert de Sala, Pierre de Clermont, Jean Bonnivard et Pierre François. Nous eîtons à dessein ces noms et les qualités qui s'y rattachent, parce qu'ils sont l'expression de la constitution politique alors régnante dans la province. Le premier était un ecclésiastique, puis deux baillis ; les trois suivants, chevaliers ou jurisconsultes ; les deux derniers clercs, c'est-à-dire, ayant étudié dans les universités.

Ce fut ce conseil, auquel s'adjoignaient souvent les évêques et seigneurs de la contrée, qui fut rendu sédentaire à Chambéry, sous le règne d'Odoard, et qui fut l'origine du sénat de Savoie, ce qui n'empêcha pas qu'il n'y eut toujours un autre conseil auprès du prince, dont les attributions furent de plus en plus politiques.

En Dauphiné, on retrouve la même marche, sauf quelques détails qui s'expliquent par la prépondérance plus grande que donnaient au comte de Savoie les possessions qu'il avait acquises en Italie. Le conseil qui suivait le Dauphin pour l'expédition des affaires portées en sa Cour, fut rendu sédentaire à Saint-Marcellin, en 1337 ; transféré, l'année suivante, au château de Beauvoir, résidence favorite d'Humbert II, et, enfin, en 1339, à Grenoble. Ce fut la même année que fut fondée l'université de cette ville.

Le conseil fut composé d'un président, d'un chancelier et de quatre docteurs, deux en droit civil et deux en droit canonique. Il eut aussi, comme en Savoie, la juridiction des comptes, et fut assisté d'un procureur fiscal du Dauphin.

Rien de plus caractéristique qu'un tel établissement et sa composition : il donne la mesure tout à la fois de l'extension qu'avaient pris les études juridiques, du changement qui s'était fait dans l'opinion relativement à la Cour féodale, et de l'importance que le Dauphin était disposé à accorder aux classes bourgeoises par compensation de l'appui qu'en recevaient ses propres prétentions ou par l'impossibilité de contester leur importance.

Les droits étendus dont jouissaient les seigneurs sur les hommes de leurs terres, n'étaient pas détruits par cette institution, mais il devenait, évidemment, à craindre que ces droits et surtout les abus auxquels ils avaient donné lieu ne pussent se maintenir en présence d'une juridiction supérieure animée d'un esprit étranger à celui de l'association féodale, et qui pouvait intervenir dans toutes les affaires.

Les avantages militaires qu'avait aussi présentés cette association, lorsque chaque seigneur était dans l'habitude de soutenir ses querelles les armes à la main, devenaient aussi de plus en plus insignifiants.

On se rend compte, en présence de ces circonstances, de la détermination que prit Humbert II, de résigner sa souveraineté dans les mains du roi de France et de l'adhésion que rencontra ce projet chez la plupart des seigneurs qui l'entouraient. Tous avaient compris que, dans la situation qui leur était faite par le progrès des idées et la marche des événements, il valait mieux s'attacher, comme en France, à convertir les prérogatives du fief et de la justice en redevances, et prendre les moyens de garantir plus solidement les produits fiscaux. On trouvait ces avantages dans la réunion à la France, où ce système était déjà pratiqué et protégé par une souveraineté qui avait acquis une puissance bien autrement considérable que celle des Dauphins.

On s'explique aussi les actes d'Humbert II, qui précédèrent la cession, et notamment celui du 13 mars 1349, connu sous le nom de statut delphinal, et quelquefois sous celui de libertés delphinales. Dans cette espèce de charte donnée à la province, et qui fut, suivant les traditions, précédée d'une grande assemblée où figuraient, à côté des suzerains, quelques représentants des autres habitants (V. M. Fauché, *Essais sur les institutions brianç.*, t. 2), on voit évidemment que le Dauphin voulut coordonner au besoin, en réformant certains abus, les droits des diverses classes qui composaient la population, à l'effet de pouvoir stipuler ensuite que ces droits seraient garantis et maintenus. C'est à ce titre un document d'un haut intérêt, puisqu'il fixe avec une certitude pour ainsi dire officielle la situation respective des habitants et le droit en vigueur pour chacun d'eux. Nous allons, dans une courte analyse, en reproduire les dispositions que nous avons seulement mis dans un certain ordre pour en rendre l'intelligence plus facile.

Relativement aux droits résultant du fief, il est stipulé :

1° Qu'à l'avenir les fiefs qui, à défaut de titres, étaient présumés nouveaux, seraient au contraire présumés anciens, si le Dauphin ou ses successeurs ne pouvaient établir le contraire. Nous avons indiqué plus haut la différence notable des prérogatives du fief ancien et de fief nouveau, surtout en ce qui concerne la transmission par succession ;

2° Que, désormais, les fiefs tenus du Dauphin pourraient être tous inféodés, ou donnés à emphytéose ou à cens, sans sa permission préalable, et sauf exception pour les terres ayant juridiction qui ne pouvaient être aliénées que de l'express consentement du Dauphin [¹] (art. 26).

Cet article est celui qui présente la plus grande importance, en ce qu'il introduisit dans la province la patrimonialité des fiefs qui n'y existait pas auparavant, et, par suite, les droits fiscaux de lods et vents, quint et requint perçus sur les mutations (art. 22);

3° Que, lorsque les seigneurs et nobles des terres du Dauphin seraient requis pour l'accompagner à la guerre ou dans ses expéditions, on observerait d'abord certaines formes dans la sommation, *per proprias litteras domini gratiosæ, non autem sub pœnis vel mulctis*; qu'ils recevraient certaines indemnités; que, dans le cas où ils perdraient leurs chevaux, le Dauphin pourvoirait aux frais du remplacement; qu'ils ne pourraient pas être conduits au-delà des frontières, à moins que l'objet de la guerre n'intéressât le pays tout entier; que s'ils étaient pris par l'ennemi, ils seraient aussi rachetés à ses frais (art. 1, 2, 3, 4);

4° Que, tous les nobles tenant fief ou même ayant des terres en emphytéoses, conserveraient droit de juridiction et pourraient commettre un juge pour connaître au moins en première instance de tout ce qui intéresserait leurs possessions féodales et la perception des cens et revenus en provenant, lequel juge pourrait même prononcer la commise en cas d'inexécution des obligations (art. 12);

5° Que les sergents (dits maigniers) et autres agents de la Cour féodale du Dauphin, ne pourraient pas instrumenter et porter des prohibitions dans les terres féodales, soumises aux nobles et vassaux, lorsque ceux-ci avaient de pareils agents et étaient en usage de s'en servir (art. 46).

(¹) Cette exception pour les terres dont le seigneur féodal était en même temps justicier, ne disparut que beaucoup plus tard. On lit dans Salvain, qu'en 1386, le baron de Sassenage dut obtenir des lettres patentes du roi Charles VI pour pouvoir charger ses fiefs de la restitution de 10,000 florins reçus en dot de sa femme.

Relativement aux droits justiciers, les libertés contiennent les règlements suivants :

1° Que les seigneurs justiciers ayant le *merum et mixtum imperium* pourraient poursuivre et faire poursuivre par leurs officiers les crimes de toute espèce commis dans l'étendue de leur juridiction, soit que cette juridiction s'étendît sur un territoire continu et limité, ou sur des terres éparées, et cela sans que la Cour supérieure du Dauphin pût intervenir ;

Que le même droit existerait, quelque fût la nature et l'énormité des crimes, sur quelques personnes qu'ils eussent été commis, et alors même qu'ils l'auraient été dans les cimetières, lieux consacrés, sur des personnes jouissant des privilèges du clergé, ou sur les grands chemins ;

Que, dans le cas où les délinquants seraient pris hors du territoire de la juridiction par les officiers du Dauphin, ils seraient incontinent remis aux seigneurs justiciers ou à leurs officiers.

Exceptant, toutefois, de la juridiction des justiciers, les personnes attachées comme officiers au service particulier du Dauphin et de la Dauphine, et les personnes reçues chez eux à qui ils donnent l'hospitalité, et tous ceux qui étaient immédiatement soumis aux Dauphins comme hommes liges et qui pourraient bien être saisis, en cas de crimes, par les officiers des seigneurs, mais qui devraient être remis à la Cour delphinale pour être fait justice.

Quant aux autres hommes relevant du Dauphin pour la justice, et qui pourraient commettre des délits sur les terres des autres justiciers, les officiers de ceux-ci auraient le droit de les punir ; mais, dans le cas où ils ne l'auraient pas fait dans les six mois du méfait, la Cour delphinale pourrait les réclamer (art. 29).

2° Que les maigniers ou officiers de la Cour delphinale ne pourraient se livrer à aucune exécution dans les terres dépendant de la juridiction d'autres seigneurs, au moins lorsque ce territoire serait contigu et limité, avant d'avoir préalablement requis les maigniers et officiers desdits seigneurs, et avant d'avoir fait constater par témoins leur refus et négligence ;

3° Qu'il pourrait y avoir appel à la Cour delphinale des jugements rendus ou des règlements faits par les juges et officiers des autres barons et bannerets dans les terres de ces derniers ; mais que, préalablement à l'appel, il devrait être fait somma-

tion au seigneur, pour qu'il eût à réparer le tort de son juge (art. 34);

4^o Que la ville de Grenoble, ayant déjà, depuis un certain temps, été la résidence du juge d'appel établi pour toute la province, ce serait dans cette ville que serait fixé le siège de la Cour supérieure, formant auparavant le conseil du prince; sauf pour la province de Faucigny, qui, à raison de son éloignement et de la difficulté des communications, conserverait un juge d'appel.

Les articles suivants des libertés peuvent être rapportés aux privilèges généralement garantis aux nobles, auxquels sont assimilés les ecclésiastiques :

1^o Les nobles conserveront le droit de se faire la guerre entre eux, et ils ne seront pas responsables, vis-à-vis la Cour delphinale, des dommages que cette guerre aura causés, à moins que la Cour delphinale n'eût pris l'initiative, et n'eût fait aux deux parties des inhibitions, auquel cas la Cour pourrait procéder contre ceux qui n'obéiraient pas à ces inhibitions (article 14);

2^o Les nobles pourront bâtir des maisons fortes. L'art. 15, qui donne ce privilège, n'est pas même restreint aux nobles, mais concerne tous les sujets du Dauphin, pourvu qu'ils bâtissent *in re propria*, ce que l'on a interprété dans le sens de toute possession *allodiale*. La seule condition apposée est que le lieu de la construction ne soit pas trop près des frontières, et qu'on ne puisse pas reconnaître les tenir en fief d'un autre seigneur que de celui ayant justice sur le territoire, ni la vendre avant d'en avoir fait l'offre audit seigneur, qui sera toujours préféré;

3^o Les nobles, non plus que leurs hommes-liges ou les hommes-liges des églises, ne peuvent être contraints à faire de leur personne des corvées pour le Dauphin, non plus qu'à payer la taille, à moins qu'il ne s'agisse des tailles imposées pour l'utilité des lieux d'habitation. Ceci s'applique même à ceux qui n'étaient entrés dans le fief que par le moyen du bail à cens, et qui sont compris sous la dénomination générale d'hommes-liges;

4^o Les barons et les nobles pourront chasser dans toutes les terres et les forêts du Dauphin, excepté dans les forêts de Claix et de Planèse, et dans les garennes à lapins;

5° Le Dauphin s'interdit, dans le cas où il créerait quelque ville ou commune franche, d'accorder aux hommes des seigneurs la communication des privilèges de cette ville, à moins d'une composition préalable avec le seigneur, pour l'indemniser [¹] (art. 24).

L'art. 47 est très-remarquable en ce qu'il stipule la conservation des franchises accordées ou reconnues en divers temps, aux églises, villes, terres, bailliages et aux simples particuliers, ce qui s'applique à tous ceux qui, d'après ce que nous avons expliqué plus haut, possédaient la qualité de *franchi*.

Restent plusieurs articles contenant abrogation des droits justiciers les plus abusifs, et qui sont surtout ceux qui ont fait donner à l'acte de 1349 le nom de *libertés*, et lui ont valu pendant bien longtemps la reconnaissance des populations.

4° Abolition générale du droit de main-morte, en vertu duquel le Dauphin s'emparait, comme on sait, de la succession, soit des vassaux et des censiers décédés sans postérité, soit des serfs établis sur ses terres. L'abolition n'est, à la vérité, portée que pour les terres du Dauphin; mais il y est ajouté que ceux des vassaux du Dauphin ou autres barons qui ne feront pas à leurs hommes la même concession, ne jouiront pas des concessions faites par lui-même en leur faveur dans les libertés. C'est là une clause générale et dont la portée, tout en respectant la souveraineté des autres seigneurs, était bien de leur imposer réellement une obligation positive quoiqu'indirecte;

2° Le Dauphin établit qu'aucun de ses sujets ne pourra être distrait de la juridiction établie dans la terre même où il résidera, pour toutes les affaires civiles, criminelles ou mixtes où il pourra être intéressé, sauf le cas d'évocation à la Cour delphinale;

3° Il fait remise du droit de garde. Il paraît que l'usage s'était introduit pour les habitants, même dans les terres autres que celles du Dauphin, de recourir à lui en se plaçant sous sa sauvegarde particulière, moyennant une redevance. C'est cette redevance qui est remise, et le Dauphin ajoute qu'il promet pour

(¹) Cet article fait allusion à l'innovation qui s'était introduite en France au préjudice des seigneurs, et à laquelle le roi avait donné les mains, qu'on pouvait, même sans fixer son domicile dans une commune jurée, désavouer son seigneur pour s'avouer bourgeois du roi.

l'avenir, de ne prendre ainsi aucun habitant sous sa garde si ce n'est de l'exprès consentement du seigneur dans le territoire duquel il est placé (art. 28);

Cette dernière clause, étant essentielle dans l'intérêt des seigneurs, pour empêcher qu'il ne fût fait, comme en France, brèche à leur autorité en permettant aux hommes de leurs terres de les désavouer pour avouer un autre seigneur plus puissant;

4° Le Dauphin s'interdit de construire des moulins dans les lieux où il en existe déjà et où les nouvelles constructions pourraient apporter un préjudice (art. 30);

5° Il s'interdit d'employer aucun moyen direct ou indirect pour forcer les femmes de ses terres à se marier avec un homme désigné, promettant, sur ce point, leur laisser toute liberté (art. 25).

Les seigneurs, sous le prétexte de l'intérêt qu'ils avaient à conserver les familles de leurs serfs ou des hommes soumis à leurs justices, empêchaient les femmes d'épouser les hommes appartenant à d'autres terres, ou les obligeaient de se marier dans leurs terres;

6° Il supprime la confiscation prononcée comme peine, étendant cette mesure, non-seulement aux condamnations portées par la Cour delphinale, mais encore par toutes les Cours des barons, sauf les cas d'hérésie et de lèse-majesté;

7° Il établit qu'aucun de ses sujets ne pourra être poursuivi devant la Cour delphinale, à moins qu'il ne se présente un légitime accusateur ou dénonciateur, si ce n'est dans le cas de crime grave où la Cour delphinale pourra procéder contre qui que ce soit. Les cas graves doivent être entendus d'après les lois.

8° Le Dauphin s'interdit de créer aucun droit nouveau de péage et de gabelles, voulant seulement qu'on laisse subsister les anciens; supprimant même tous les droits semblables créés sous son règne et celui de son prédécesseur Humbert I^{er}, soumettant ceux qui en possédaient de plus anciens à des déclarations pour en constater l'existence (art. 40);

9° Il supprime un autre droit récemment établi sous le nom de *data et clamæ* et contre lequel s'élevaient plusieurs plaintes.

Voilà dans toutes ses dispositions essentielles ce document important qui a toujours tenu une grande place dans les traditions de la province, et qui, mieux que tout autre, peut

donner l'idée du caractère qu'eurent en Dauphiné les institutions féodales, et faire connaître leur mouvement de progrès et de décroissance.

On y retrouve toutes les indications de la politique que nous signalions comme ayant guidé le Dauphin et les seigneurs dans la grande détermination qui fut prise, de soumettre le pays à la souveraineté de la France.

Les seigneurs faisaient l'abandon de leurs droits les plus compromis, comme la main-morte, la confiscation, le droit de garde, tous les droits incertains et abusifs. Mais ils avaient, évidemment, à redouter du progrès des idées nouvelles et de l'organisation donnée à la Cour delphinale, de ne pouvoir les conserver longtemps.

Mais, tous les droits inhérents à la justice par suite d'usages anciens, étaient maintenus et régularisés; ils conservaient la taille comtale imposée à tous les habitants de leurs terres qui, sans être nobles ou francs, n'étaient pas réduits à la qualité de serfs : ils avaient, sur ces derniers, la taille servile, tous les droits de péage et de gabelles imposés avant l'événement d'Humbert I^{er}, et une foule d'autres dont les libertés n'avaient pas formellement prononcé l'abolition. S'ils subissaient, pour toutes les décisions rendues au sujet des hommes de leurs terres, l'appel à la Cour delphinale, on leur maintenait la plénitude de juridiction de première instance en matière civile et criminelle, le profit des amendes, et le droit de pourvoir à l'exécution de leurs condamnations.

Les droits féodaux et censiers n'avaient pas été touchés, et, par conséquent, ils restaient en possession de toutes les redevances portées dans les baux à cens, du droit de relief en cas de décès du seigneur ou du feudataire, et du droit d'obliger le vassal et le censier au service militaire.

De plus, sur ce point, la déclaration que tous les fiefs seraient réputés anciens et possédés patrimoniallement, leur permettant de les aliéner et de retirer des droits de lods et vendes, quint et requint, devait augmenter considérablement les produits fiscaux du fief, tout en diminuant son importance sous le rapport du service militaire qui leur devenait bien moins nécessaire.

Par la réunion à la France, les droits ainsi réglés allaient passer sous la sauvegarde d'une autorité plus puissante et plus

réelle que celle du Dauphin ; ils allaient être incorporés à un pays où il existait depuis longtemps des droits analogues, et où l'on devait, dès lors, trouver de meilleures garanties.

Les autres classes de la population obtenaient aussi, dans les libertés, la consécration des avantages dont la marche des idées les avait mis en possession.

Les ecclésiastiques, outre les droits justiciers et féodaux dont ils étaient investis, et pour lesquels ils étaient favorisés comme les nobles, y trouvaient la reconnaissance des privilèges particuliers attachés au clergé, considéré comme corporation particulière : on sait que cette corporation avait sa justice comme l'association féodale, et qu'elle parvint à en étendre beaucoup la compétence. Les terres des églises et des monastères furent maintenues comme celles des nobles, dans la possession de ne payer aucune taille au Dauphin ou autres justiciers ; de ne supporter aucune corvée personnelle, et d'être taxé seulement pour les charges concernant les intérêts particuliers et les besoins des lieux où ces terres étaient situées.

La classe des petits alleutiers, si nombreuse déjà dans les villes, et que la pratique des affranchissements avait dans les derniers temps beaucoup accru, se maintenait aussi dans son droit d'échapper à la taille seigneuriale et à la corvée : ils n'étaient taxés que pour les charges des lieux d'habitation. Seulement, s'ils étaient dans le fief ou parmi les censiers, ils supportaient, outre les redevances inhérentes à cette position, la taille aux quatre cas, ou cas impériaux qui, par un usage particulier en Dauphiné, fut toujours supportée par les hommes de fief, au lieu d'être classée, comme ailleurs, parmi les droits justiciers.

Enfin, le reste de la population eut à se féliciter d'une concession qui la délivrait des droits qui pesaient le plus sur elle, par l'abolition de la main-morte et de la confiscation, par l'atténuation de plusieurs autres droits et l'organisation d'une meilleure justice, puisque le droit d'appel à la Cour delphinale était désormais accordé dans tous les cas, et donnait à tous les droits de sérieuses garanties.

Si le roi de France eût dû se renfermer toujours dans la stricte exécution des conditions faites à sa puissance par les libertés delphinales, ses nouveaux sujets eussent eu des privilèges supérieurs à ceux que pouvaient revendiquer les anciens.

Mais tout en apportant, dans le principe, de grands ménagements à l'exercice de son pouvoir, on vit, dans la suite de ses actes, se réaliser bientôt des modifications qui firent disparaître en partie, au moins, les avantages que le dernier Dauphin avait cru assurer à ses sujets.

Lecture faite par M. de Gournay dans la séance du 13 février 1857.

RAPIDE DISSERTATION SUR L'EFFIGIE INCRUSTÉE A L'EXTÉRIEUR DU POURTOUR DE L'ABSIDE DE L'ÉGLISE DE ST-LAURENT.

Messieurs,

Justement émus de l'intéressante découverte que vient de produire l'amputation de l'ancienne sacristie de l'église de St-Laurent, espèce de loupe, si j'ose m'exprimer ainsi, qui déshonorait ce remarquable édifice, vous avez désiré que je m'expliquasse plus amplement sur cette figure d'évêque, trop tôt baptisée par moi peut-être, qui vient d'être rendue à la lumière du jour, et qui a été providentiellement protégée par le toit de l'ignoble sacristie au centre duquel elle s'est trouvée abritée. Désignons d'abord d'une manière précise l'endroit où est incrustée cette précieuse pierre, et rectifions de suite l'erreur que j'ai commise en attribuant à la rotonde l'honneur de porter la figure qui nous occupe : ce n'est pas dans la rotonde même, mais dans un mur qui fait un léger ressaut sur elle, et donne ensuite naissance à un contrefort auquel on a cousu l'incroyable nef gothique qui termine l'église, *desinit in piscem*, qu'est encastrée la sainte effigie à qui nous désirons tant pouvoir conserver le nom d'Isarne !

Le mur en question, ainsi que le contrefort, appartiennent à l'antique construction de l'église primitive, qui a dû posséder, dans le temps, une nef d'un style homogène avec la partie principale de l'édifice, c'est-à-dire une nef byzantine. L'épaisseur du mur est d'environ 70 centimètres ; il forme saillie à la base du plein-cintre de la rotonde, à droite, et forme un pendant exact à un mur tout semblable qui appuie le flanc gauche de l'abside.

Ce mur, comme tout le reste de l'édifice, est construit en pierres nommées *molasses* ; seulement, ces pierres diffèrent de

grandeur avec celles de la rotonde, et sont un peu plus longues. C'est vers le sommet, et presque au milieu de ce mur, que tombe en perpendiculaire sur la ligne horizontale des assises, le petit bas-relief qui tient nos esprits en suspens : je dis que c'est presque au milieu du mur que l'on aperçoit celui-ci, parce qu'il incline sensiblement sur la gauche. Engagé dans sa partie supérieure dans des assises étroites, il s'encastre, à sa base, dans une large pierre entaillée pour le recevoir ; celle-ci fait partie d'une assise beaucoup plus ample que les autres, et qui tranche par conséquent sur ses voisines ; on pourrait dire de cette assise qu'elle est composée de pierres de grand appareil. Fixons nos yeux attentivement sur l'auguste figure : qu'on ne nous dise pas que ce bas-relief a peut-être été rapporté là ; l'entaille de la pierre où sa base est engagée proteste contre un pareil doute. Non, ce bas-relief n'a jamais été rapporté, il fait partie intégrante du monument ; il est manifestement en place, il est là depuis la construction de l'église. Cette figure, quelle est elle ? Elle porte un vêtement sacerdotal, une espèce de chasuble ou de chape : une crosse est appuyée contre l'épaule droite du saint personnage, qui bénissait jadis de cette même main qui n'existe plus, seul outrage que le temps ou les barbares constructeurs de la sacristie vandale qui vient de tomber, aient infligé à ce précieux fil historique. Le bras gauche de l'évêque, car la vue de cette crosse nous autorise à penser que nous sommes en présence d'un prince de l'Eglise, le bras gauche de l'évêque, disons-nous, est ramené sur la poitrine. Maintenant, scrutons le style de ce bas-relief, style lourd, primitif, grotesque si l'on veut, par la disproportion des parties de cette figure : la tête est énorme, et ne manque pas avec cela d'une certaine majesté ; on dirait que le sculpteur a voulu faire prédominer visiblement l'esprit sur le corps. Les draperies de la chasuble, ou de la chape plutôt, sont agencées à la romaine : en somme, cette figure retient quelque chose de la statuaire antique.

Tel est l'aspect de la figure que nous venons de retrouver sur les murailles extérieures de l'antique basilique de St-Laurent, basilique que des auteurs prétendent avoir été fondée par l'évêque Isarne, Isarne dont la figure, disent-ils, avait été sculptée sur la rotonde de l'église de St-Laurent, et effectivement autant dire *sur elle*, tant le bas-relief en est voisin. On parle bien également d'une autre figure qui accompagnait celle du grand évê-

que de Grenoble, laquelle, mutilée et enfermée dans un cadre entaillé dans la pierre, était placée à côté du fondateur de l'église, et qui représentait, dit-on, St-Thibaut, archevêque de Vienne, célèbre par sa naissance et ses richesses qu'il employa sans réserve à la réparation des églises. D'après les mêmes chroniqueurs, cet illustre archevêque aurait aidé Isarne dans la construction de l'église de St-Laurent, et aurait reçu de ce dernier la marque éternelle de reconnaissance que devrait porter encore la rotonde de cet antique sanctuaire; mais remarquez-le bien, Messieurs, cette figure de St-Thibaut avait un cadre qui était profondément gravé dans la pierre, et la figure sur laquelle nous appelons votre attention est complètement dénuée de cet ornement; les mêmes auteurs disent que la figure du saint archevêque était mutilée, et la figure que nous vous présentons est, sauf une main, parfaitement conservée.... Ce n'est donc point l'image de St-Thibaut que nous avons sous les yeux.

Faudra-t-il admettre que l'œuvre d'Isarne étant demeurée inachevée, un de ses illustres successeurs acquit l'honneur de la terminer, et commanda que l'image en haut-relief du continuateur scellât en quelque sorte le glorieux résultat que celui-ci venait d'atteindre? Il suffit de regarder quelle est la petiteesse de l'échelle sur laquelle l'église de St-Laurent a été construite, pour repousser cette hypothèse; trois années de travail suffisent de reste pour élever un semblable édifice; et d'ailleurs, comment admettre que l'évêque qui aurait achevé l'œuvre d'Isarne, aurait consenti à déposséder son illustre prédécesseur de son titre de fondateur, en imposant à cette rotonde, née en partie des labeurs d'Isarne, son effigie triomphante?

L'on nous a objecté que la sainte image qui nous préoccupe pourrait bien être celle d'un abbé, chef de ce prieuré de bénédictins qui desservaient anciennement l'église.

Ceci est plus inadmissible encore, car il ne s'agit pas ici d'un couvent libre et indépendant: nous sommes en présence de l'antique cathédrale de Grenoble, desservie purement et simplement par des religieux de l'ordre de St-Benoît. Or, ces religieux, appelés par le bon plaisir de l'évêque au sein de la ville épiscopale, étaient de très-humbles serviteurs, et ne pouvaient en aucune manière s'arroger le droit de surcharger les murs sacrés du premier sanctuaire du lieu, d'un témoignage d'une de leurs gloires personnelles! Il faut en convenir, il y aurait eu de la

part de ces religieux une incroyable outrecuidance à agir de la sorte, et, je le répète, l'abbé, fût-il crossé et mitré, n'aurait jamais pu usurper une pareille place sur les murs de la cathédrale.

Et puisque nous parlons de la place où est incrustée cette mystérieuse figure, hâtons-nous d'en faire remarquer l'importance. C'est dans la partie gauche de l'abside, en prenant maintenant l'église dans son sens véritable, c'est-à-dire en nous plaçant à son entrée, qu'est fixé le bas-relief dont il s'agit. Or, qui ne sait que cette partie de l'église (Baronius nous l'apprend) était regardée par les premiers fidèles comme plus noble que la droite? Le Christ, en expirant, avait incliné la tête à droite : voilà sans doute l'origine de cette pieuse distinction ; par conséquent, c'est à la partie gauche de l'église, en regardant l'autel qui figure naturellement la tête du Christ, que revient cet insigne privilège. Eh bien, c'est dans cette partie gauche où se dresse d'ordinaire le trône de l'évêque, que *notre figure d'évêque*, car c'en est bien une, est intronisée ! enfin, regardez-la bien encore, cette figure ; elle trône effectivement de la manière la plus ostensible au centre d'une muraille lisse, sur laquelle le regard la saisit tout d'abord. Et qu'on n'aille pas objecter que les chroniqueurs placent la figure d'Isarne sur le mur de la rotonde : on équivoquerait en pure perte, car il est évident qu'en parlant ainsi, ils n'ont pu assigner cette place dans toute la rigueur du mot, puisque cette rotonde, percée de trois énormes fenêtres byzantines accompagnées de colonnettes, ne laisse plus de place qu'à l'ornementation très-restreinte du bandeau des modillons, où l'on n'aurait pas eu l'inconvenance d'intercaler la figure vénérée d'Isarne parmi des têtes d'animaux ou d'hommes grimaçants ! Encore un coup, examinez bien et la figure qui est en cause, et la place qu'elle occupe ; remarquez son attitude et le lieu élevé où elle est encastree : elle semble placée au faite de l'édifice sacré comme un bouquet mystique qui a marqué l'achèvement de la basilique ; et enfin, la main bénissante de cette statue qui se dirige vers les arrivants de la sombre et majestueuse porte de St-Laurent, comme pour écarter les fléaux de la cité, cette main bénissante témoigne grandement de la haute puissance spirituelle qu'a exercée dans Grenoble le saint personnage en question, dont l'image est apposée comme un cachet sacré, nous l'avons dit, sur l'antique cathé-

drale, sa fille de toute manière, si nous sommes vraiment en présence d'Isarne! Pour notre part, nous ne doutons pas que nous n'ayons sous les yeux le fondateur de l'église de St-Laurent. Cette assertion, nous croyons l'avoir environnée de quelques preuves; reste à savoir quel nom il faut donner à ce fondateur ⁽¹⁾.... Voilà, il nous semble, tout l'embarrassant de la question: le congrès scientifique aura là un beau terrain de controverse archéologique à parcourir, et nous nous félicitons d'avoir eu le bonheur de le lui procurer. Nous nous inclinons à l'avance devant l'interprétation de ce sénat scientifique, et il y aurait de la présomption de notre part à croire que nos arguments sont sans réplique; mais qu'il nous soit permis d'espérer, jusqu'à démonstration contraire, que cette figure d'évêque bénissante n'est autre que celle du grand Isarne, qui est venu applaudir à la restauration de l'antique basilique fondée par lui, et que nous avons eu la joie de retirer, après de longs efforts et de longues peines, de son abjection!

Du reste, Messieurs, telle grave et importante que vous estimiez la découverte que nous vous signalons, elle ne pourra l'être autant que celles qui occupent en ce moment d'une manière si particulière le monde savant: les ruines de Ninive d'une part, celles de la tour de Babel d'une autre, font singu-

(1) La charte par laquelle Humbert successeur d'Isarne fait donation de St-Laurent aux religieux de St-Chaffre (en Velay) peut servir à résoudre cette question. Cette charte, publiée par Mabillon (*De re diplomatic.*, VI, p. 580 et 581, n° 150), est datée de l'année 1012; elle contient le passage suivant:

« Incidit desiderium in cor nostrum, ut pro spe cœlestis patriæ et propter
» remedium animarum nostrarum locum fundatum in honore Beati Lauren-
» tii martyris, præfatæ sedi subjectum, quod per incuriam male direptum
» erat, et inopia exigente religionis status mihi penitus adnullari videbatur,
» in pristinum statum restitueremus. »

Ne résulte-t-il pas de ce texte:

1° Que l'église de St-Laurent n'était pas alors la cathédrale de Grenoble, car Humbert ne l'aurait pas qualifiée par les mots: *præfatæ sedi subjectum*;

2° Que cette église était en ruine au commencement du XI^e siècle: *per incuriam male direptum, penitus adnullari videbatur*.

Si ces conclusions sont vraies, l'église supérieure daterait seulement de l'époque d'Humbert, successeur d'Isarne.

L'église inférieure ou crypte est beaucoup plus ancienne. M. de Caumont, lors du congrès scientifique de Grenoble, a démontré par des arguments péremptoires, qu'elle remontait aux temps mérovingiens. (*N. du Secrét.*)

lièrement pâlir notre douteux triomphe d'archéologue, qui ne manque pas cependant de portée, si nous avons effectivement retrouvé sur les murs de l'église de St-Laurent la figure d'Isarne: après tout, nous sommes dans des temps de découvertes bien singulières, et il est peut-être dans les vues de la Providence de frapper l'esprit matérialisé des peuples par des découvertes de cette nature!

Rapport lu par M. Louis Gautier, dans la séance du 13 février 1857 ⁽¹⁾.

SUR LA SITUATION DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE.

Messieurs, l'Académie Delphinale eut l'honneur, il y a trois ans, de faire un appel à la sollicitude de M. le maire et du conseil municipal de la ville de Grenoble, pour la conservation des pierres tumulaires gallo-romaines que cette ville possède. Ces précieux débris d'une époque intéressante pour notre histoire locale, étaient abandonnés le long des murs du Lycée, aux outrages du temps et aux causes de dégradation qu'amène le contact de la voie publique. — La démarche de l'Académie delphinale eut un résultat favorable. Le conseil municipal vota les fonds nécessaires pour le transport de ces monuments historiques dans le préau de l'église Saint-Laurent, et M. le maire reconnut que leur réunion pouvait devenir le noyau d'un Musée archéologique très-convenablement placé près de la belle crypte en voie de restauration dans le plus ancien quartier de notre cité. Par un arrêté du 15 novembre 1853, ce magistrat institua dans le local que nous venons d'indiquer *un Musée archéologique destiné à recueillir et à conserver toutes les pierres tumulaires gallo-romaines ou autres, offrant un intérêt scientifique, que la ville de Grenoble possédait actuellement, et toutes celles qu'à l'avenir elle pourrait découvrir ou obtenir en don*. Le même arrêté prescrivait qu'un conservateur spécial serait proposé à la direction et à la surveillance du Musée archéologique. En faisant connaître à l'Académie Delphinale une fondation qui répondait au vœu qu'elle avait exprimé, M. le maire, par sa lettre du 15 novembre 1853, se plaisait à en reporter le mérite à notre active intervention, et ajoutait que la restauration de la crypte de Saint-Laurent et la conservation des pierres tumulaires gallo-romaines étaient deux actes qui se complétaient l'un l'autre, et dont l'Académie Delphinale pouvait justement se féliciter.

(¹) Au nom d'une commission composée de MM. du Boys, Louis Gautier et Macé.

La création du Musée archéologique de Grenoble, si honorable pour notre Académie et pour notre édilité, reçut, Messieurs, une heureuse consécration dans le choix d'un conservateur distingué, d'un de nos collègues, qui possède à si juste titre et à un si haut degré toutes nos sympathies. M. le chevalier de Gournay, dont le zèle pour les arts et pour la science historique égale les connaissances variées et l'esprit littéraire, était d'ailleurs désigné au suffrage du premier magistrat de la cité, par les services très-utiles et tout personnels qu'il avait rendus à notre archéologie, à l'occasion de la restauration de la crypte de St-Laurent à laquelle il avait puissamment contribué, par son initiative éclairée, ses soins actifs, ses constants efforts. C'est une justice qui lui est due de proclamer encore une fois dans cette enceinte que sans lui, sans l'éloquence de ses réclamations, sans la vigilance de son concours, ce précieux monument serait encore enseveli sous les décombres et abandonné aux dégradations qui le menaçaient de la ruine et de l'oubli.

Nous connaissons tous, Messieurs, le louable dévouement avec lequel M. le chevalier de Gournay, nommé conservateur du Musée archéologique, en a rempli les fonctions. Par ses soins et le concours de l'autorité municipale, les pierres tumulaires ont été transportées dans le local qui leur était destiné et renfermées dans une enceinte où elles sont protégées autant que le permettent l'état et l'usage ordinaire du préau de l'église Saint-Laurent.

Nous avons, tous aussi, vivement regretté la détermination récente qu'a cru devoir prendre M. de Gournay, en renonçant à exercer plus longtemps la mission qu'il avait bien voulu accepter. L'Académie Delphinale se plaît à rendre hommage à la délicatesse des sentiments qui l'ont animé dans cette circonstance, comme elle gardera avec gratitude le souvenir de son infatigable sollicitude pour l'œuvre de conservation qui lui était confiée.

La situation actuelle, que M. de Gournay a pris soin de vous exposer dans une précédente séance, vous a paru, Messieurs, solliciter de nouveau l'intervention de l'Académie. Vous avez chargé une commission, composée de M. Albert du Boys, de M. Macé et de moi, qu'elle a bien voulu choisir pour son organe, de vous proposer les résolutions que les circonstances pouvaient motiver.

Votre commission a pensé qu'un Musée archéologique à Grenoble était une heureuse institution, non-seulement pour la conservation des monuments lapidaires qu'il gardait dans l'intérêt de la science et de l'histoire locale, mais encore par les développements et l'extension dont il était susceptible. Indépendamment des accroissements de l'avenir, la ville de Grenoble possède, en même temps que les pierres tumulaires gallo-romaines, d'autres richesses archéologiques : vases, meubles, médailles, objets divers, enfouis ou cachés dans les coins

obscur du local insuffisant affecté à sa belle bibliothèque publique et à ses collections d'art. Réunir dans un local commun, dans une salle convenablement disposée pour la visite et pour l'étude, tout ce qui rentre dans le domaine de l'archéologie ; placer dans une partie extérieure et abritée de ce local les monuments lapidaires, et donner ainsi une existence réelle dans un but de véritable utilité au Musée archéologique, c'est là certainement une mesure que nous devons appeler de nos vœux, et qui est la conséquence, le complément désirable de l'institution établie par l'arrêté municipal du 15 novembre 1853. Le moment viendra où l'archéologie, qui désormais a droit de cité dans nos murs, trouvera cette place au soleil, qui lui manque. C'est, nous avons des raisons fondées de le croire, le vœu de l'administration municipale comme le nôtre. La ville de Grenoble attend l'époque où sa situation financière lui permettra d'édifier à la science et aux beaux arts un monument où elle réunira, avec l'air et l'espace qu'ils n'ont pas suffisamment aujourd'hui, ses livres, ses tableaux, ses objets d'art ou d'étude. Là, nos trésors archéologiques pourront être placés dans les conditions que nous réclapons pour eux.

Mais, dans cette expectative que plus d'une difficulté peut prolonger, il est nécessaire de sauvegarder contre toute pensée d'abandon l'institution du Musée archéologique, et de continuer les dispositions protectrices qui ont été prises dans l'intérêt de nos monuments lapidaires. — C'est le premier soin qui doit nous préoccuper ; c'est ce que nous devons surtout signaler à la sollicitude éclairée de l'administration municipale.

Toutefois est-il opportun ou utile de demander dès à présent qu'un nouveau local soit substitué au préau de l'église Saint-Laurent, de proposer notamment l'espace qui va rester libre entre la crypte et la voie publique, et qui doit être fermé d'une grille ? Le voisinage de la crypte restaurée, cette relique précieuse de l'art religieux à une époque rapprochée de l'époque gallo-romaine, justifierait certainement ce nouveau choix. Mais votre commission a pensé qu'il n'y avait pas lieu, du moins en l'état, de manifester le vœu d'un changement de local. Indépendamment des motifs tirés de l'incertitude qui existe encore au sujet des dispositions que recevra l'emplacement ci-dessus indiqué, des difficultés d'appropriation qui peuvent se présenter, de l'état d'encombrement où il est peut-être encore pour longtemps, elle a considéré qu'un nouveau déplacement serait probablement aujourd'hui sollicité sans succès ; que le transport des pierres tumulaires avait été pénible et dispendieux, dans le trajet de la rue au préau, par les degrés et le couloir étroit qui y conduisent ; que la descente présenterait des inconvénients non moins graves ; que l'autorité municipale repousserait ou accueillerait avec peu de sympathie une simple mesure de déplacement sans avantage bien signalé et dans des conditions semblables ;

qu'une pareille communication pourrait être plus nuisible qu'utile au but que l'Académie Delphinale veut atteindre, la conservation du Musée archéologique.

Aussi votre commission a-t-elle été d'avis qu'il fallait se borner à demander, pour la partie lapidaire du Musée archéologique, maintenue provisoirement dans le préau de l'église Saint-Laurent, la nomination d'un nouveau conservateur, mesure indispensable et urgente, et l'établissement d'une toiture placée sur des colonnes en fer, pour mettre les monuments conservés à l'abri des intempéries de l'atmosphère.

- Mais il est nécessaire que ce soit l'Académie elle-même qui adresse à M. le maire de Grenoble cette double demande, sous forme de pressante recommandation, en lui faisant remarquer que l'établissement réclamé entraînera peu de frais; qu'un nouvel appel à un ami éclairé de la science historique est la conséquence de la création du Musée archéologique, et que le maintien de cette institution doit être dans la volonté de l'administration municipale comme dans les désirs de l'Académie Delphinale, puisqu'elle consacre le culte de nos souvenirs historiques en même temps qu'elle nous promet, pour l'avenir, une collection digne de l'importance et du rang intellectuel de notre cité.

Nous proposons, en conséquence, Messieurs, à l'Académie de faire, par une lettre écrite à M. le maire de Grenoble, une démarche dans le sens qui vient d'être indiqué, et de manifester ainsi tout votre intérêt pour le Musée archéologique dont vous avez inspiré l'établissement, dont vous assurerez sans doute la conservation.

Lecture faite par M. de Gournay dans la séance du 27 mars 1857.

DÉCOUVERTE DE LA PARTIE INFÉRIEURE DE LA FIGURE DE SAINT THIBAUT, SUR LE MUR EN SAILLIE DE LA ROTONDE DE L'ÉGLISE DE ST-LAURENT.

Je croyais, Messieurs, n'avoir plus rien à vous apprendre au sujet des travaux de restauration en cours d'exécution à l'église de St-Laurent. La guérison de la hideuse gibbosité qui déformait le tournant extérieur de l'abside (je désigne par ces mots de réprobation la suppression de l'ancienne sacristie) avait livré aux regards un trésor que la toiture de ce monstrueux édifice retenait enseveli sous ses chevrons destructeurs, et je ne tardai pas à découvrir cette intéressante conquête représentée par un objet d'un si petit volume, mais qui était néanmoins, passez-moi ce jeu de mots, d'un si grand poids; je me hâtai de vous annoncer

le gain archéologique que nous venions de faire, et vous en appréciâtes toute l'importance : je saluai peut-être avec trop d'empressement, mais non sans quelque bonne raison, la figure du grand évêque Isarne reprenant sa place triomphale sur le pourtour de l'abside de l'antique cathédrale de Grenoble, et j'éprouvai presque autant de joie à la vue de cette petite image si primitive et si difforme, que j'en ressentis un jour aux bords glorieux de l'Alphée, lorsque les ouvriers que nous employions aux fouilles du temple de Jupiter, exhumèrent des sables d'Olympie les sculptures d'Alcamène.

Ma joie d'antiquaire n'était pas, ce me semble, par trop téméraire, car elle était motivée par les détails clairs et précis que m'avait fournis un ouvrage sans nom d'auteur, il est vrai, mais plein de science, lequel me montrait à n'en pouvoir douter, dans la figure que je venais de découvrir au sommet du mur latéral de l'abside, l'image du grand prélat qui arracha cette contrée au joug des Sarrasins.

Tout ému donc que j'étais de cette importante découverte, et n'apercevant d'ailleurs, à l'entour de l'image si miraculeusement conservée, qu'affreuses déchirures, et les plaies énormes produites par les poutres qui supportaient la toiture de l'ancienne sacristie, je cherchai, sans succès, la figure mutilée que désigne la notice, et qui, d'après la même autorité, représentait jadis saint Thibaut, archevêque de Vienne, et était placée à la droite de la figure d'Isarne, dont notre auteur inconnu, remarquez-le bien, reconnaît implicitement la conservation et l'intégrité, ne mentionnant même pas, lui si exact, la fracture de la main droite, seule avarie qu'ait subie cette figure qui était probablement intacte à l'époque où la notice a paru, et qui a dû être ainsi mutilée lors de la construction de la pitoyable sacristie, qui fut un double attentat contre l'architecture et l'archéologie !

Qui aurait pu, du reste, s'imaginer que la seconde figure, désignée par notre auteur, occupait la place où nos yeux viennent enfin d'en découvrir le tronçon, grâce à un charitable avis qui nous a été donné il y a quelques semaines ? Oui, Messieurs, c'est à l'examen approfondi et sagace d'un homme que l'amour de la science et des arts a entraîné comme moi aux rives de l'Orient, et que, sous ce rapport, comme sous bien d'autres, je me plais à appeler mon confrère, c'est à l'investigation, dis-je, de M. de Bournet, qu'un vote unanime appellera bientôt dans le sein de

notre Académie, que je dois la découverte si importante des restes de la figure de saint Thibaut, placée effectivement, ainsi que l'annonce la notice, à la droite de l'effigie d'Isarne.

Désignons maintenant la place où l'on découvre, non sans peine, ces restes précieux, et décrivons-les religieusement. C'est à environ 30 c. de l'angle du mur qui fait ressaut sur la coupole, et sur la même ligne où est assise la figure conservée que nous vous avons minutieusement décrite, que l'œil rencontre, à la base d'un trou large et profond où était logé l'arbalétrier qui soutenait le toit de la sacristie, le tronçon de la vénérable image. Le bas-relief est brisé presque aux deux tiers; il est engagé, comme son voisin, dans une pierre de l'assise de grand appareil qui traverse les pierres de moindre volume dont le mur est composé. Cette pierre, comme celle où est entée la précieuse figure conservée et à laquelle nous osons plus que jamais attribuer un si grand nom, est entaillée à la demande du bas-relief, et la partie inférieure de celui-ci y est engagée de quelques centimètres. Ce précieux fragment, qui vient apporter une si grande lumière dans notre grave investigation archéologique, est distant de la figure d'évêque d'environ 2 mètres : on distingue un bout de chasuble ou de chape formant un pli diagonal de gauche à droite par rapport à la figure. Les pieds de la statuette sont intacts, et aident à la découvrir; le diamètre du bas-relief mutilé, qui nous occupe si vivement et qui augmente si fort le prix de l'autre, est sensiblement plus large que celui de son voisin : cela provient à la fois et de la dimension de la figure, et du cadre qui règne à l'entour. Ce cadre, dont il ne reste qu'un lambeau d'une hauteur de 30 c. environ, était formé par un carré lisse large de 4 c., accompagné intérieurement, c'est-à-dire dans la partie concave de la pierre, d'un listel formé par de petits trous creusés très-près l'un de l'autre avec beaucoup de régularité. Tous ces détails, qu'il serait impossible de saisir à l'œil nu, m'ont été transmis et pour ainsi dire révélés par une excellente lorgnette que j'ai tenue longtemps braquée sur ce débris sacré pour lequel je vous demanderai la permission de créer un mot, et que j'appellerai débris conservateur. Oui, ce fragment est un véritable trait de lumière qui est venu éclairer les ténèbres qui ont enveloppé jusqu'à ce jour l'origine de la construction de l'antique basilique de Saint-Laurent, et il confirme d'une manière éclatante le témoignage de cette notice sans nom d'auteur que

j'ai souvent citée, et qui a pour titre : *Dissertation sur un Monument souterrain existant à Grenoble*. Cette notice, publiée en l'an XII à Grenoble, par J.-H. Peyronard, imprimeur ⁽¹⁾, renferme les documents les plus curieux, tant sur la crypte que sur la rotonde de l'église de St-Laurent, et je crois devoir extraire ici la page où il est fait mention des deux figures successivement retrouvées en place sur le mur adjacent à la rotonde, mur qui y touche de si près, que l'on a été excusable de prendre ici le tout pour la partie :

» Cent ans environ après l'admission de cette règle (celle de
 » saint Benoit) dans les abbayes du Dauphiné, Isarne fut évê-
 » que de Grenoble. Ses premiers soins, après avoir chassé les
 » Maures de son diocèse, furent de repeupler et de réparer les
 » ravages commis par ces barbares, en y appelant de nouveaux
 » habitants, qu'il favorisa sous tous les rapports. Il fit aussi
 » reconstruire des églises, celles qui existaient auparavant
 » ayant été renversées. Saint Hugues voulut perpétuer le souve-
 » nir des bienfaits que l'Eglise devait à ce prélat, par un acte que
 » l'on croit fait vers l'an 1100 : *Notum sit omnibus fidelibus*
 » *filiis Gratianopolitanæ ecclesiæ*, y est-il dit, *quod, post des-*
 » *tructionem paganorum, Isarnus episcopus ædificavit ec-*
 » *clesiam gratianopolitanam; et ideò, quia paucos invenit*
 » *habitatores in prædicto episcopatu, collegit nobiles, me-*
 » *diocres et pauperes ex longinquis terris, de quibus ho-*
 » *minibus consolata esset gratianopolitana terra*. On peut
 » dès lors regarder l'évêque Isarne comme le fondateur de
 » l'église de St-Laurent; il semble même que la figure d'évêque
 » qui est en relief sur la rotonde, appuie cette conjecture, et ce
 » serait dans ce cas ce même Isarne qu'on aurait voulu repré-
 » senter. La seconde figure, qui est mutilée, serait celle de quel-
 » que personne éminente, aux bienfaits de laquelle le prélat
 » aurait beaucoup dû dans ces moments de détresse. Ce bas-
 » relief est orné d'un cadre que forment des trous assez pro-
 » fonds; on ne remarque pas ces soins sur le premier, et si l'on
 » suppose que, par reconnaissance, Isarne fit placer cette fi-
 » gure à la droite de la sienne, ce ne put être que celle de saint
 » Thibaut, archevêque de Vienne, célèbre par sa naissance et
 » par ses richesses, qu'il employa sans réserve à la réparation

(1) Cette notice a pour auteur M. Champollion-Figeac.

» des églises, et notamment à la reconstruction de celle de
 » St-Maurice de Vienne. Au rapport de Chorier (*Et. pol.*, tom.
 » 2), l'évêque Isarne reçut, dans les temps de troubles, des
 » secours marquants de Barnuinus, archevêque de Vienne. Il
 » apporte en preuve une charte de l'évêque saint Hugues, con-
 » çue en ces termes : *Barnuinus viennensis archiepiscopus*
 » *Isarno gratianopolitano episcopo ecclesiam sancti Do-*
 » *nati et salmoiriacensem pagum concesserat donec gra-*
 » *tianopolitanæ ecclesiæ pax a vastatione redderetur.*
 » Ce passage, cité par Chorier, à l'article d'Isarne, détruirait
 » évidemment, s'il était exact, la conjecture tirée plus haut sur
 » la figure du bas-relief mutilé ; mais on ne peut s'empêcher de
 » le contester lorsqu'on remarque que Barnuinus, archevêque
 » de Vienne, mourut le 24 janvier de l'an 894, et que Isarne ne
 » fut élu évêque de Grenoble que près de cinquante ans après.
 » Cette erreur de Chorier vient de celle commise sur le nom de
 » l'évêque de Grenoble ; on doit lire *Isaaco* au lieu d'*Isarno*,
 » puisque Isaac occupa l'évêché de Grenoble en même temps
 » que Barnuin fut archevêque de Vienne, et que l'un et l'autre
 » assistèrent au concile de Valence de l'an 890. »

Si vous admettez, Messieurs, que cet historique de l'auteur inconnu est fidèle, vous ne serez pas peu satisfaits d'apprendre que le retranchement de la désastreuse sacristie surajoutée au flanc de l'abside de l'église de St-Laurent, a rendu à la lumière du jour les deux bas-reliefs que la notice désigne d'une manière si précise. *Le bas-relief orné d'un cadre que forment des trous assez profonds*, nos yeux viennent de le trouver avec bonheur, et nous rendons grâces de nouveau à notre futur et intelligent confrère d'avoir su si bien démêler parmi les écorchures et les plaies de cette muraille indignement crucifiée pour recevoir l'ignoble apprentis de la sacristie moderne, d'avoir su si bien démêler, disons-nous, ce vestige de figure qui vient appuyer et légitimer nos conjectures au sujet du bas-relief voisin.

Que dirons-nous encore après cela, relativement à ces actes de vandalisme exercés pendant une si longue période contre tant de nos monuments sacrés ou profanes ? De quel blâme assez énergique pourrions-nous poursuivre de pareilles profanations, et combien ne devons-nous pas applaudir aux travaux de cette société française qui étend son patronage intelligent et conser-

vateur sur nos richesses archéologiques ! Honneur à l'homme éminent et plein de savoir qui dirige cette société illustre, qui est une des gloires de notre époque ; éternelle reconnaissance, au nom de la religion, de la science et des arts, au président des congrès scientifiques de France, à M. de Caumont, qui a sauvé nos archives de pierre, et a couvert de l'égide de la science nos vieilles ruines et nos débris sacrés.

Lecture faite par M. Macé dans la séance du 27 mars 1857.

CIPPE FUNÉRAIRE TROUVÉ A ROMAGNIEU (ISÈRE).

Dans une de nos dernières séances, notre honorable confrère, M. de Gournay, en nous entretenant de ses démarches et de ses efforts pour augmenter le *Musée archéologique* dont la direction lui avait été confiée, nous parla des tentatives inutiles qu'il avait faites pour obtenir un cippe funéraire, trouvé, il y a quelques années, dans la petite commune de Romagnieu, près d'Aoste (canton du Pont-de-Beauvoisin), et sur lequel est gravée l'inscription suivante :

CLAVD . ALBINAE

TIB . CL . ALBINI

NAVARC . CLAS.

GERM. FILIAE

Cette inscription n'est pas inédite, comme M. de Gournay semblait le croire. Elle a été publiée déjà, en 1843, par M. Pilot, dans un travail d'ensemble sur les inscriptions trouvées, à diverses époques, dans le département de l'Isère, autres que celles de Grenoble et de Vienne. (*Bulletin de la société de statistique*, 1^{re} série, tom. III, pag. 147.)

La copie de M. Pilot ne diffère de celle que M. de Gournay a bien voulu me communiquer, que sur un point : dans la copie publiée par M. Pilot, les quatre lignes de texte sont suivies de deux lignes de points, qui semblent indiquer que l'inscription était primitivement plus étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui, et ce fait a peut-être, si les conjectures dont je vais parler tout à l'heure sont fondées, une certaine importance historique.

M. Pilot lit ainsi cette inscription : *Claudiæ Albinæ, Tiberii Claudii Albini, Navarchi classis Germanicæ, filiæ*; et M. de Gournay, abandonnant diverses conjectures qu'il a reconnues inadmissibles, se range à cette interprétation qui ne me semble pas pouvoir faire l'objet du moindre doute. La seule question douteuse est de savoir quel sens il faut attacher à l'expression de *Navarchi* et quelle dignité ce mot désignait.

M. Pilot le traduit par *pilote de la flotte Germanique*, et M. de Gournay par *Amiral de la flotte de Germanie*. Suivant moi, cette dernière traduction dit trop, mais la première dit trop peu. L'idée que nous exprimons, en français, par le mot *pilote*, s'exprimait, en latin, par les mots *nauclerus*, *navcleriacus*, *navicularius*, *gubernator navis*; celle que nous exprimons par le mot arabe francisé *amiral*, s'exprimait par les mots : *Præfectus classis*, *præfectus classium*, comme on le voit continuellement dans la *Notitia dignitatum utriusque imperii* (édit. de Pancirole, 1608, pag. 90, 95, 104, 167, 171, 195, etc.). Le *navarchus* occupait une position inférieure à celle d'un amiral ou du commandant d'une flotte, mais de beaucoup plus élevée que celle d'un simple pilote. Le *navarchus* était le capitaine d'un vaisseau de guerre, *navis princeps qui in navi nautis imperat*, suivant l'excellente définition de Robert Estienne (*Thes. ling. lat.*, édit. de Bâle, 1744, tom. III, pag. 240.)

Cette définition pourrait être appuyée par de nombreux exemples. Je n'en citerai que deux, mais très-concluants : le premier, est une inscription trouvée à Ravenne et citée par Gruter (III, p. MXXXI, n° 8), dans laquelle un personnage du nom de Pétrone, appelé *unus ex trierarchis*, c'est-à-dire, commandant d'une trirème ou d'un vaisseau à trois rangs de rames, est également qualifié, par surcroît et redondance, de *navarchus* et de *classis princeps*. Le second, beaucoup plus classique, est ce passage célèbre d'un des discours de Cicéron contre Verrès (*De suppliciis*, c. 24), dans lequel l'orateur romain reproche à l'ancien préteur de Sicile, d'avoir modifié, dans un but de spéculation personnelle, l'usage antique d'après lequel l'argent nécessaire pour le blé, la paie et les autres dépenses d'entretien d'un vaisseau, était remis, par chaque ville, aux capitaines des vaisseaux dont ces villes faisaient les frais : *Sumptum omnem in classem frumento, stipendio, cæterisque rebus NAVARCHO suo quæque civitas semper dare solebat.*

Il nous semble donc que l'inscription doit se traduire ainsi :
A Claudia Albina, fille de Tiberius Claudius Albinus, capitaine de l'un des vaisseaux de la flotte de Germanie. Dès lors, tombe une hypothèse de M. Pilot, suivant laquelle le personnage dont parle notre inscription aurait été un affranchi de l'empereur Tibère (*Tiberius Claudius Nero*), dont il aurait pris le nom, suivant l'usage, et qui aurait été employé comme pilote sur la flotte envoyée contre les Germains lors de l'expédition de Germanicus. Albinus était, son titre bien compris le prouve, un personnage plus important, et, pendant assez longtemps, j'ai, en effet, été fortement tenté de croire que le personnage mentionné sur notre inscription était ce *Clodius* ou *Claudius Albinus*, proclamé empereur en Bretagne à la mort de Pertinax, en l'année 193 de notre ère, en même temps que Pescennius Niger et Septime-Sévère ; qui, associé d'abord au trône par celui-ci, avec le titre de *Cæsar*, adopté même par lui, finit par prendre le titre d'*Auguste*, en Bretagne et en Gaule, et fut vaincu enfin, en 197, par son ancien collègue, à la sanglante bataille de Lyon, et tué dans cette ville, avec sa famille, quelques jours après cette défaite.

Cette conjecture reposait sur plusieurs motifs qui paraissaient au moins plausibles. Les historiens de l'empire qui nous ont retracé, soit la biographie d'Albinus, soit simplement sa lutte contre Septime-Sévère : Spartien, dans la vie de ce dernier empereur ; Capitolin, dans la biographie spéciale qu'il a consacrée à Albinus ; Dion Cassius, dans le 73^e et le 74^e livre de sa grande histoire ; Hérodien, dans son 2^e et son 3^e livre ; Zozime, enfin, dans le tableau sommaire par lequel il débute, nous donnent tous le *nomen* et l'*agnomen* de cet empereur, qui se nommait *Clodius* ou *Claudius Albinus*, permutation de lettres très-fréquente en latin, puisque Velleius Paterculus a bien soin de faire remarquer que *Tiberius Claudius Nero*, l'empereur Tibère, appartenait à la *gens Claudia*, à laquelle avaient appartenu, non-seulement les *Appius Claudius*, si célèbres dans les premiers siècles de la république, mais ce tribun *Clodius*, le persévérant et redoutable ennemi de Cicéron. Mais aucun de ces historiens ne nous donne son *prénom*, et il paraissait dès lors assez vraisemblable que le monument épigraphique qui nous occupe comblait une lacune de l'histoire.

Un second motif à l'appui de notre conjecture, c'étaient les

deux lignes effacées à la suite des quatre lignes seules lisibles aujourd'hui. Ces lignes ont-elles disparu par suite des outrages du temps ? Ce n'est guère supposable dans l'état de conservation du monument. N'ont-elles pas été effacées, au contraire, avec intention, par suite d'une réaction politique, après la défaite et la mort d'Albinus, et par crainte des vengeances de Septime-Sévère, toujours si redoutable, plus redoutable que jamais quand il s'agissait d'Albinus, parce qu'il savait parfaitement que celui-ci était l'homme du sénat ? Un passage de Spartien rendait ceci très-vraisemblable. Le biographe nous dit, en effet, que Septime-Sévère avait laissé subsister en Orient les inscriptions élevées en l'honneur de Pescennius Niger, dont il avait traité avec humanité la veuve et les enfants, tandis qu'il se montra impitoyable à l'égard de la famille et de la mémoire d'Albinus.

Deux autres faits, rapportés par Capitolin (chap. V et VI), donnaient un nouveau poids à nos conjectures. Le biographe nous dit qu'Albinus avait acquis une grande célébrité en Gaule, en y combattant et soumettant quelques peuplades rebelles. Ne pouvait-on pas supposer que, pendant l'une de ces expéditions contre des tribus alpines, Albinus aurait perdu sa fille, et qu'il aurait fait élever ce mausolée dans le lieu même où il campait, sur une voie romaine que j'ai vue à Romagnieu, à peu de distance de cette station militaire d'*Augusta* (aujourd'hui *Aoste*), dont l'importance stratégique est prouvée par les nombreux monuments qu'on y a trouvés ? Enfin, Capitolin nous dit que sous le règne de Commode, qui lui témoigna toujours beaucoup d'affection, Albinus, huit ou dix ans avant de prendre la pourpre, avait remporté plusieurs victoires sur les Frisons d'Outre-Rhin. N'était-il pas permis d'admettre que dans ces expéditions, Albinus aurait commandé un des vaisseaux de cette flotte de Germanie, qui, depuis Auguste, stationnait sur le Rhin inférieur pour s'opposer aux invasions des Barbares en Gaule, et dont l'existence est signalée par une inscription trouvée à Andernach, précisément dans les provinces rhénanes, rapportée dans Orelli (n° 3600), et citée dans un article de la *Revue archéologique* (tom. VI, pag. 596) que m'a indiqué notre confrère M. Revillout ?

Malheureusement toutes ces conjectures tombent devant un fait attesté par de nombreuses médailles. Le prénom de *Clodius Albinus*, que ne donnent pas les historiens de l'empire, est

donné par ces médailles, citées par l'exact Tillemont (*Hist. des empereurs*, tom. III, pag. 8), par Goltz dans son grand recueil de numismatique (Anvers, 1644, tom. IV, pag. 88), plus complètement, enfin, par Eckhel (tom. VII, pag. 161). Sur les monnaies d'or d'Albinus, qu'Eckhel indique comme excessivement rares, sur celles d'argent, qui sont encore très-rares, sur celles de bronze qui sont plus communes, Albinus porte le prénom de *Decimus* et non celui de *Tiberius*, avec le *cognomen* de *Septimius*, par suite de son adoption par Septime-Sévère, de telle sorte qu'il s'intitule *D. Clodius Septimius Albinus*.

Il faut donc renoncer à cette idée, que j'avais quelque temps caressée, que nous possédions un monument élevé par ce *Clodius Albinus* dont le nom se rattache si tristement à un des plus grands faits de l'histoire de la Gaule sous la domination romaine. Mais cette singulière coïncidence du *nom* et de l'*agnomen*, et la suppression des deux dernières lignes de l'inscription, pourraient faire présumer que le monument aurait été élevé par le frère de l'empereur *Albinus*, dont parle Spartien, et qui portait le surnom ou *cognomen* de *Celsinus*. Cette famille *Albina* paraît, du reste, avoir joué un certain rôle et eu quelque importance dans nos contrées, et nous avons ici, à notre musée archéologique, une inscription très-remarquable que notre confrère, M. de Gournay, a obtenue de M^{me} Jouvin, dans la propriété de laquelle elle se trouvait, et sur laquelle se lit également le nom d'une femme de cette famille :

D M

DECIMIAE

ALBINAE

Q VETTIUS

FPIE IUS

CON' 

SANCTI 

Cette inscription est même d'autant plus curieuse, que le nom de *Decimia* rappelle le prénom d'Albinus, indiqué par les médailles. Malheureusement les trois dernières lignes sont très-frustes, et, s'il est très-facile de compléter les deux dernières, *Conjugi sanctissimæ*, épithète assez commune sur les inscriptions funéraires, il n'est pas aussi facile de deviner le sens véri-

table de la cinquième. Y a-t-il un F ou un E? C'est très-équivoque. On ne peut songer à interpréter par *episcopus*; le monument est évidemment païen. Faut-il considérer les trois premières lettres comme des initiales, et entendre : *Felix, pius, invictus*? Mais je crois que les empereurs seuls portaient ces titres. Quant au mot *eius*, qui termine cette ligne, ce serait un énorme solécisme que de lire *ejus conjugii* pour *sux conjugii*, et la forme très-pure des lettres prouve que l'inscription n'appartient pas à une époque de décadence. *Eius* doit donc être la fin d'un nom propre; mais lequel? Il y a là matière à conjectures et à étude. Ce que je voulais seulement constater aujourd'hui, c'est la singulière coïncidence de ce nom d'*Albina* sur deux monuments funéraires de nos contrées, l'un à Romagnieu, l'autre à Grenoble.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE DE 1857.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

Fouilles de St-Jean-des-Vignes près Chalon-sur-Saône, faites en décembre 1855 et en février 1856. Notice par Jules CHEVRIER, membre correspondant de l'Académie Delphinale. — Chalon-sur-Saône, impr. Dejussieu, 1857. — In-4°, 28 pag., 4 pl. (Extraite des *Mémoires de la société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône*.)

Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes-Briançonnaises, par M. Alex. FAUCHÉ-PRUNELLE, conseiller à la Cour impériale de Grenoble. — Paris, Dumoulin; Grenoble, Ch. Vellot et C^e; 2 vol. — 1857.

Ce second volume, destiné à l'exposition des institutions briançonnaises, comprend trois parties bien distinctes.

Dans la première, l'auteur examine le régime intérieur des communautés briançonnaises : il montre les nombreux rapports de leur organisation avec le municipe romain, et signale en même temps les différences qui les distinguaient des autres communautés dauphinoises, ayant, comme elles, une origine romaine. On trouve dans cette partie les détails les plus circonstanciés sur les magistratures municipales, les tribunaux, le service militaire, l'industrie, le commerce, les impôts, les chemins publics, les règlements forestiers, et le système d'irrigation des Alpes briançonnaises.

La seconde partie est consacrée à faire connaître une institution fédérative, particulière au Briançonnais, et qui réunissait entre elles les diverses communautés de ce pays. C'étaient les *Escartons*, assemblées dans lesquelles les communautés se faisaient représenter pour statuer sur leurs intérêts généraux.

Enfin, dans une troisième partie, M. Fauché-Prunelle examine les institutions communes au Briançonnais et au Dauphiné. Cette question l'amène à traiter l'histoire des Etats de cette province : sujet tout à fait neuf, à peine effleuré par les écrivains dauphinois, et sur lequel

l'auteur a fait de longues et savantes recherches et recueilli les documents les plus curieux.

Épitaphe de Fædula, dame Viennoise, baptisée par St-Martin de Tours, par M. Alfred DE TERREBASSE. — Vienne, 1857, in-8°, 11 pages.

Épitaphe des trois martyrs Séverin, Exsupère et Félicien, qui se lisait jadis sur une chapelle de l'église de St-Barnard, à Romans, par M. DE TERREBASSE. — Vienne, in-8°, 16 pages.

Épitaphe du duc Ancemond, dans l'église de St-André-le-Bas, à Vienne en Dauphiné, par M. DE TERREBASSE. — Vienne, in-8°, 10 pages.

Explication d'une inscription singulière qui se voyait autrefois sur le fronton de l'église de Notre-Dame-de-la-Vie, à Vienne en Dauphiné, par M. DE TERREBASSE. — Lyon, in-8°, 7 pages.

M. de Terrebasse explique dans cette brochure l'inscription suivante : *C'est icy la pomme du sceptre de Pilate*, qui se voyait autrefois sur la façade du temple d'Auguste, transformé en église au moyen âge, sous le nom de Notre-Dame-de-la-Vie.

Fondations des seigneurs de Septème, en faveur du monastère de St-André-le-Bas. — Inscription relative au concile œcuménique de Vienne et à la condamnation des Templiers. — Griphe lapidaire conservé au musée de Vienne, par M. DE TERREBASSE. — Vienne, in-8°, 25 pages.

M. de Terrebasse fait connaître dans la première de ces dissertations l'origine du nom de *Septème*, village qui se trouvait à la septième pierre, *ad septimum lapidem*, c'est-à-dire au septième mille sur la route de Vienne aux Alpes. Il explique aussi l'étymologie et le sens du mot *Condamine* ou *Contamine*. Ce nom, d'origine et de formation toute latine, signifiait, suivant M. de Terrebasse, *terre du seigneur, champ seigneurial*, et servait à désigner les terres que le seigneur avait réservées pour lui seul et qu'il faisait cultiver par ses hommes ou ses serfs.

Notice historique et critique sur les armoiries de la ville de Vienne en Dauphiné, par M. DE TERREBASSE. — Lyon, 1857, in-8°, 22 pages.

MÉMOIRES ENVOYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Séance publique annuelle de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix (14 décemb. 1856). — 1857, in-8°, 68 pages.

Bulletin de la Société industrielle d'ANGERS et du département de MAINE-ET-LOIRE, XXVII^e année, VII^e de la 2^e série. — 1856, in-8°, 362 pages.

ASSISES SCIENTIFIQUES *du Sud-Est de la France. Actes de la première session tenue à Aix en 1853*, recueillis, mis en ordre et publiés par le docteur P.-M. Roux, de Marseille, président des assises. — Marseille, Vial, 1854, in-8°, 164 pages.

Annales de l'Académie d'archéologie de BELGIQUE, tom. XIV^e, 1^{re} livr. — Anvers, 1857, 160 pages.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'INDRE-ET-LOIRE, tom. XXXVI, 4^e livr. — Tours, 1856, in-8° de 322 pages.

Annuaire de l'INSTITUT des provinces et des congrès scientifiques. — 1857, tom. IX. — Paris, Derache, xxviii et 536 pag.

Dans un rapport de M. Sellier sur les travaux des académies en 1855 (pag. 282 à 396), figure un compte-rendu des travaux de l'Académie delphinale (pag. 311 à 313).

Mémoires de la Société académique de MAINE-ET-LOIRE, 1^{er} vol., n° 4. — Angers, 1857; in-8°, 44 pages.

La société académique de Maine-et-Loire a été fondée pour amener la fusion des six sociétés savantes qui existent à Angers. Déjà une de ces sociétés s'est réunie à la société académique.

Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la MARNE, année académique 1855-1856. — Chalons, 1857, 4 vol. in-8°, 336 pages.

On remarque dans ce volume un recueil ainsi intitulé : *Usages locaux encore en vigueur dans le département de la Marne*, constatés par des commissions cantonales, réunis et classés par M. Caquot, au nom d'une commission centrale (pag. 231 à 295). Le département

de l'Isère a depuis quelques années un semblable recueil, rédigé par M. Pagès, membre de l'Académie Delphinale.

Académie royale des sciences de MARSEILLE. Discours de réception prononcé dans la séance publique du 23 juin 1844, par P.-M. Roux, docteur en médecine, précédé d'un mémoire de physiologie. — Marseille, 1844, 40 pages.

Travaux de la Société de statistique de MARSEILLE, 12 livr. in-8° :

Compte-rendu des travaux pendant les années 1829 et 1830. — Marseille, 1831, 64 pages.

Compte-rendu des travaux pendant l'année 1833, précédé du *Procès-verbal de la séance publique* tenue en 1834. — Marseille, 1834, 88 pages.

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1836, et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1834, 1835 et 1836. — Marseille, 1838, 118 pages.

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1838, nouv. édit. — Marseille, 1852, 26 pages.

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1840. — Marseille, 1841, 56 pages.

Dans cette livraison est une notice sur M. Le Pasquier, secrétaire général du département de l'Isère pendant les cent jours, mort à Lons-le-Saulnier en 1839, et inhumé à Grenoble (pag. 14 et 15).

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1844 et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1844, 1842, 1843 et 1844. — Marseille, 1845, 112 pages.

En 1844 la Société de statistique de Marseille donna une *mention honorable* à M. Emile Gueymard, ingénieur des mines à Grenoble, pour des *travaux de statistique agricole et industrielle* (pag. 80).

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1846, et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1845 et 1846. — Marseille, 1847, 64 pages.

Cette livraison renferme une notice nécrologique sur le général baron Delort, qui commanda après 1830 la division de Grenoble (pp. 22 à 28).

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1849, et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1847, 1848 et 1849. — Marseille, 1850, 96 pages.

Notices nécrologiques sur M. Reguis, président du tribunal de Marseille, mort à Grenoble le 21 septembre 1847 (pag. 18 et 19), et de M.

Brunel, directeur de l'enregistrement à Marseille, né à Crest (Drôme), le 13 août 1776, mort à Marseille le 22 mai 1849 (pag. 20-22).

Médaille d'argent à M. Jules Itier, membre correspondant de l'Académie Delphinale, pour des documents statistiques sur la Chine et divers autres pays peu connus (pag. 47).

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1851, et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1850 et 1851. — Marseille, 1852, 408 pages.

Procès-verbal de la séance publique tenue en 1853, et *Compte-rendu des travaux* pendant les années 1852 et 1853. — Marseille, 1854, in-8°, 444 pages.

Répertoire des travaux, tom. XVIII^e et XIX^e. — Marseille, 1855 et 1856; 2 vol. in-8°, 584 et 578 pages.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE.

Tom. VII, n° 2. — Paris, 1857; broch. in-8°, 84 pages.

Ce numéro contient un mémoire sur *l'influence de la morale chrétienne sous le règne de Louis XIV.*

Tom. VII, n° 3. — Paris, mai et juin 1857; in-8°, 56 pages.

Annales de la Société académique de NANTES et du département de la Loire-Inférieure, tom. XXVII, 1856, 1^{er} et 2^e semestre. 2 liv. in-8° de 422 et xvi pag.

On trouve dans ce volume une biographie intitulée *Nicolas Travers, historien de Nantes et théologien* (pag. 250 à 366), par M. DUGAST-MATIFIEUX. Travers, né en 1674, mort en 1750, publia en 1734 une *Consultation sur la juridiction et approbation nécessaires pour confesser*, ouvrage dans lequel il attaquait l'autorité des évêques, et qui fut censuré le 1^{er} octobre 1735 par un mandement du cardinal de Tencin, archevêque d'Embrun. Condamné en même temps par Languet, archevêque de Sens, il se défendit par un nouvel écrit, dans lequel il traitait fort légèrement la censure de l'archevêque d'Embrun (*La consultation, etc., défendue par l'auteur contre, etc.*, en France [sans lieu ni date]; 1736, in-4° de 209 pages.)

Dans la liste des membres correspondants de la Société académique de Nantes, figure, à la date du 6 octobre 1842, M. Macé (Antonin), membre résidant de l'Académie Delphinale (pag. 414).

Bulletin de la Société des Antiquaires de PICARDIE, année 1857, n° 4. — Amiens, in-8° (pag. 289 à 336).

Règlement de la société d'agriculture, sciences et arts de la SARTHE. — Le Mans, 1856-1857, in-8°, 96 pages.

Cette livraison contient, outre le règlement, les travaux de la société pendant le premier trimestre de 1857.

OUVRAGES OFFERTS PAR DES AUTEURS ÉTRANGERS.

Maladie des pommes de terre, maladie de la vigne, par M. Victor CHATEL, 1857. — Paris, 8 pag. in-8°.

L'auteur recommande, comme en 1854, de couper, dès que la maladie commence à se déclarer, les tiges des pommes de terre, non à la faux, mais avec une faucille ou mieux encore une serpette, le plus près de terre possible, de butter de nouveau après cette opération, en ayant soin de tasser fortement la terre. — En ce qui concerne la maladie de la vigne, M. Châtel réclame la priorité pour le couchage des vignes et le soufrage, comme *moyens préventifs*.

Catalogue de la Bibliothèque et de l'Herbier, riche de 40,000 plantes, de M. N.-A. DESVAUX, directeur en retraite du jardin botanique d'Angers, etc. — Vente à Angers le lundi 2 mars 1857. — Angers, Cosnier et Lachèze, 1857, 236 pages.

Eloge historique de Polydore Roux, conservateur du cabinet d'histoire naturelle de la ville de Marseille, par P.-M. Roux, docteur en médecine, secrétaire perpétuel de la Société de statistique de la ville de Marseille. — Marseille, 1834, in-8°, 44 pages.

Polydore Roux mourut, comme Victor Jacquemont, à Bombay, le 12 avril 1833, au milieu de courses scientifiques.



BULLETIN

DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1857 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1858.

BUREAU POUR 1858.

Président. — M. QUET, recteur de l'Académie de Grenoble.

Vice-président. — M. LOUIS GAUTIER, avocat général.

Secrétaire perpétuel. — M. Ch. REVILLOUT, professeur d'histoire au Lycée impérial.

Secrétaire-adjoint. — M. MACÉ, professeur d'histoire à la Faculté des lettres.

Trésorier perpétuel. — M. CASIMIR DE VENTAVON, avocat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. MAIGNIEN, PATRU, DE GOURNAY, DU BOYS, FAUCHÉ-PRUNELLE.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. DE LEFFEMBERG, avocat général, M. DEYNEZ, professeur de troisième au Lycée impérial, M. Emile LACOUR, avocat, ont été élus le 1^{er} mai 1857.

M. l'abbé BOURDILLON, directeur de l'Institution de Bois-Robert, a été élu le 12 juin 1857.

M. QUET, recteur de l'Académie de Grenoble, a été élu le 4 décembre 1857.

TOM. I.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

M. d'HOMBRES-FIRMAZ, à Alais (Gard), est décédé en 1857.

M. l'abbé BOURGEAT, directeur du collège d'Oullins (Rhône), est décédé en 1858.

M. Jules CHEVRIER, de Châlon-sur-Saône, a été élu le 12 juin 1857.

M. Gabriel MONAVON, juge de paix à la Tour-du-Pin, a été élu le 10 juillet 1857.

M. REVELLAT jeune, agent-voyer en chef de l'Ardèche, a été élu le 26 mars 1858.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

L'Académie a décidé qu'elle se mettrait en rapport avec les Sociétés suivantes :

HÉRAULT. — Académie des sciences et des lettres de MONTPELLIER.

Société archéologique de MONTPELLIER.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LES TROIS TRIMESTRES DE L'ANNÉE 1857 ET LE PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1858.

Séance du 1^{er} mai 1857.

M. SOUPÉ lit les premiers actes d'une *Etude dramatique* en cinq actes et en vers, ayant pour titre *La comtesse Mathilde*.

M. Ch. DE LEFFEMBERG, avocat général près la Cour impériale de Grenoble, est nommé en remplacement de M. VERNET, décédé; M. DRYNEZ, professeur de troisième au Lycée impérial, en remplacement de M. Emile BEAUSSIRE, qui a quitté Grenoble; M. Emile LACOUR, avocat, en remplacement de M. DALBOUSSIÈRE, décédé.

Séance du 15 mai 1857.

M. SOUPÉ achève la lecture de sa tragédie, intitulée *la Comtesse Mathilde*.

Séance du 1^{er} juin 1857.

M. DU BOYS fait une lecture ayant pour sujet l'*Organisation des justices et le droit criminel dans les villes*. Ce travail forme deux chapitres de l'*Histoire du droit criminel des peuples modernes*. (Tom. II, ch. VII et XVII; Paris, Durand, rue des Grès-Sorbonne, 1858.)

M. REVILLOUT lit un rapport sur un ouvrage ayant pour titre : *Fouilles de St-Jean-des Vignes près Châlon-sur-Saône*, par M. Jules CHEVRIER. A la suite de ce rapport, M. Jules CHEVRIER est nommé membre correspondant de l'Académie.

M. l'abbé BOURDILLON, directeur de l'Institution de Bois-Rolland, est nommé membre résidant, en remplacement de M. de SAINT-AURICE, décédé.

Séance du 10 juillet.

M. REVILLOUT a lu un rapport sur l'histoire de Montfleury, de M. Maillefaud.

M. Louis GAUTIER a lu un rapport sur un livre de poésie, publié par M. Gabriel Monavon, sous le titre de *Jeunes fleurs*.

A la suite de ce dernier rapport, M. Gabriel MONAVON a été nommé membre correspondant.

Séance du 4 décembre 1857.

L'Académie décide qu'elle échangera ses publications avec l'Académie de Montpellier et la Société archéologique de la même ville.

Un membre annonce qu'il a l'intention de faire imprimer le cartulaire de l'ancien prieuré de Domène, sous ce titre : *Cartulaire de Domène*, publié pour la première fois sous les auspices de l'Académie Delphinale, par un de ses membres. L'imprimeur sera M. Louis Perrin, de Lyon, un des premiers typographes de France.

M. le Président lit une lettre de M. le Recteur, qui demande à l'Académie de lui désigner un certain nombre de membres pour s'occuper de la *topographie de la Gaule*, travail ordonné par l'Empereur. M. le Président désigne MM. MACÉ, FAUCHÉ-PRUNELLE et REVILLOUT.

M. GENEVEY lit une dissertation ayant pour titre : *De l'état sauvage*.

M. le Président dit quelques mots sur le congrès qui a eu lieu à Grenoble au mois de septembre dernier : Voici le jugement porté sur cette session par M. de Caumont, dans le *Bulletin monumental* (3^e série, tom. III, n° 7) : « Nous ne pouvons rendre compte des travaux du congrès ; ils ont été parfaitement dirigés et jamais les bureaux n'avaient mieux fonctionné. La session de Grenoble sera comptée parmi les meilleures qui aient eu lieu.... L'hospitalité de la ville de Grenoble a été parfaite pendant tout le temps du congrès. »

M. MACÉ rend un compte verbal d'une brochure publiée par M. Bouillier, doyen de la faculté des lettres et président de l'Académie de Lyon. Dans cette brochure, ayant pour titre : *L'Institut et les Académies de province*, M. Bouillier émet le vœu que l'Institut de France devienne le centre et le lien des Académies provinciales, et choisisse un certain nombre d'entre elles pour correspondantes.

L'Académie Delphinale nomme une commission composée de MM. le doyen GAUTIER, BURDET, MACÉ et DE BOURNET, pour lui faire un rapport sur cette question.

M. QUET, recteur de l'Académie de Grenoble, est nommé membre résidant.

Séance du 18 décembre 1857.

M. BURDET lit un rapport au nom de la commission chargée d'examiner les questions soulevées par M. Bouillier dans sa brochure : *L'Institut et les Académies de province*.

Une discussion s'engage sur les conclusions de ce rapport : l'Académie Delphinale, après avoir entendu les arguments pour et contre la

proposition, remet à se prononcer au moment où l'Institut lui-même aura fait connaître sa pensée sur le vœu de M. Bouillier.

M. REVILLOUT lit ensuite une notice sur l'*ancienne Académie Delphinale*.

Séance du 22 janvier 1858.

M. BURDET achève la lecture de sa *dissertation* sur le *Statut delphinai*. Ce travail a été publié en entier dans la dernière livraison du Bulletin.

L'Académie passe ensuite à des scrutins pour le renouvellement partiel du bureau et du conseil d'administration. M. QUET est élu *président*; M. LOUIS GAUTIER, *vice-président*; M. MACÉ, *secrétaire adjoint*; MM. ALBERT DU BOYS et FAUCHÉ-PRUNELLE sont nommés membres du conseil d'administration pour les années 1858 et 1859.

Séance du 19 février 1858.

Sur la proposition de M. le président, l'Académie nomme une commission composée de MM. DU BOYS, FAUCHÉ-PRUNELLE, LOUIS GAUTIER, BURDET, GENEVEY et MAIGNIEN pour examiner le règlement et voir quels sont les moyens de maintenir l'éclat de l'Académie.

M. MACÉ rend un compte verbal des programmes du congrès scientifique qui doit se tenir à Auxerre au mois de septembre prochain. Il a remarqué avec plaisir qu'une des questions de ce programme est relative à l'*écobuage*, ce procédé dauphinois qui avait au premier abord si fortement étonné les membres du congrès réuni à Grenoble en 1857.

M. MAIGNIEN lit des réflexions sur la *conclusion morale dans les ouvrages qu'on peut considérer comme des œuvres d'art*.

Séance du 5 mars 1858.

M. REVILLOUT lit un mémoire sur les *funérailles des anciens moines d'Egypte*. Une discussion s'engage au sujet de ce travail, et M. MACÉ fait remarquer à l'auteur qu'il a peut-être tenu trop peu de compte de l'opinion du docteur Pariset sur la salubrité de l'Egypte ancienne, et l'influence des embaumements pour empêcher la production de la peste.

Séance du 26 mars 1858.

M. le Président fait un rapport verbal sur un travail envoyé par M. REVELLAT jeune, agent-voyer en chef du département de l'Ardèche, et qui a pour objet les antiquités de ce département.

A la suite de ce rapport, M. REVELLAT jeune est nommé membre correspondant de l'Académie.

M. REVILLOUT fait un rapport au nom de la commission chargée d'examiner le règlement.

M. MACÉ communique à l'Académie la traduction partielle qu'il a faite du voyage d'Abraham Golnitz, citoyen de Dantzic, dans les Pays-Bas espagnols, la France, la Savoie et une partie du Piémont. La relation de ce voyage, intitulée *Ulysses Belgico-Gallicus* fait assez bien connaître l'état du Dauphiné dans les premières années du ministère de Richelieu.

MÉMOIRES ET RAPPORTS.

Lecture faite par M. Philibert-Soupé dans les séances des 1^{re} et 15 mai 1857.

ETUDE DRAMATIQUE EN CINQ ACTES ET EN VERS, INTITULÉE : LA COMTESSE MATHILDE.

PERSONNAGES.

HENRI IV de Franconie, empereur d'Allemagne.

CONRAD, son second fils.

LIPRAND, prêtre de Ferrare.

AVIANUS, Sarrasin, médecin de Mathilde.

MATHILDE D'ESTE, comtesse de Toscane.

PRAXÈDE, 2^e femme de Henri IV.

MATTEA, jeune fille au service de Praxède.

Officiers, soldats, magistrats, seigneurs, pages.

La scène se passe vers 1101 à Florence, dans le palais de Mathilde.

ACTE PREMIER.

(Le théâtre représente la grande salle du palais ducal. A droite, un trône sur une estrade ; porte à gauche ; porte au fond.)

SCÈNE I.

MATHILDE, AVIANUS, OFFICIERS, SEIGNEURS, MAGISTRATS, GARDES.

(Mathilde est debout sur l'estrade ; au pied, sur le devant, Avianus ; les autres à gauche et au fond, tête nue.)

MATHILDE.

Officiers de ma cour, magistrats de Florence ,

La paix doit dans nos murs ramener l'espérance.

Le pape et l'empereur , trop longtemps divisés ,

Sentant de leur courroux les efforts épuisés ,

Vont s'unir devant Dieu par des serments durables :

Si j'ai plaint bien souvent ces luttes déplôrables ,

Si je ne m'y mêlai que pour les adoucir ,

A les faire oublier je saurai réussir ,

Et c'est dans mes Etats, entre mes mains loyales,
 Qu'Henri confirmera ses promesses royales.
 N'allons pas repousser l'ennemi d'autrefois,
 Lorsqu'il daigne avec nous s'incliner sous la croix !
 Son épouse et son fils marchent dans son escorte ;
 De la ville bientôt ils franchiront la porte :
 Sortez au-devant d'eux, et que, de fleurs ornés,
 Les lieux où passeront ces hôtes couronnés
 Retentissent au loin de clameurs d'allégresse ;
 Courez tous !

(Elle descend de l'estrade ; tous les assistants se retirent par le fond, excepté Avianus.)

SCÈNE II.

MATHILDE, AVIANUS.

AVIANUS (stupéfait).

Se peut-il ? O ma noble maîtresse,
 Est-ce vous que j'entends, vous qui parlez ainsi ?
 Henri votre allié, les Allemands ici !
 Ma surprise....

MATHILDE (froidement).

Plus tard, Avianus, peut-être
 Tu seras moins surpris.

AVIANUS.

Je pensais vous connaître.
 Moi qui, de médecin devenu confident,
 Admirais les transports de votre esprit ardent,
 Quand, méprisant la crainte et désarmant le blâme,
 Vous rêviez l'Italie aux genoux d'une femme,
 Je vous vois chanceler et, trompant notre espoir,
 Accepter froidement votre part du pouvoir,
 Sans que de vos projets le souvenir vous touche,
 Sans que le nom d'Henri déchire votre bouche.
 Vous laisserez régner le tyran impuni
 Et l'ombre d'Hildebrand...

MATHILDE (avec amertume.)

Va, tout n'est pas fini !

AVIANUS.

Cette paix cependant ?...

MATHILDE (vivement.)

Elle était nécessaire.

De combat en combat notre vieil adversaire
 A reculé parfois sans s'abattre jamais,
 Et contre lui nos coups seraient vains désormais,
 Si, pour anéantir sa puissance usurpée,
 On jouait l'avenir sur la foi d'une épée !
 Rodolphe de Souabe, armé par nous jadis,
 Rodolphe, environné de partisans hardis
 Et prodiguant ses jours à la cause commune,
 N'a pu de l'empereur balancer la fortune.
 Hermann de Luxembourg imita ses revers
 Et de nos soldats morts nos champs furent couverts.
 A quoi bon prolonger un duel impossible ?
 Mon cœur est éprouvé, mais n'est pas insensible ;
 Et je souffrirais trop de revoir nos guerriers,
 Comme un bétail aveugle, expirer par milliers,
 Pour léguer à leurs chefs une triste victoire
 Dont tant de sang versé ferait pleurer la gloire.
 J'espère donc qu'Henri, mieux instruit par les ans,
 D'une sage alliance approuvera les plans ;
 Que Praxède, aujourd'hui sa nouvelle compagne,
 Fera parler bien haut les vœux de l'Allemagne,
 Et que son fils Conrad n'aura point oublié
 Que nous fûmes naguère unis par l'amitié.
 Tel est, Avianus, le but qu'il faut atteindre ;
 Je l'atteindrai !

AVIANUS.

Madame, en vain je voudrais feindre.

Nul miracle à présent ne doit plus m'étonner,
 Puisque Henri sait fléchir, Mathilde pardonner !
 Lorsque Hildebrand vivait et vous nommait sa fille,
 Vous détestiez d'Henri la coupable famille,
 Et sur lui, sur les siens, vous juriez d'assouvir
 Cette sainte fureur que j'aimais à servir.
 Mais Hildebrand n'est plus et Salerne a sa cendre ;
 Dans la tombe où proscrit nous l'avons vu descendre,

Il a tout emporté , son génie et sa foi !
Mort fatale !

MATHILDE (avec fougue.)

Je vis, et sa haine avec moi !

AVIANUS (avec doute.)

Sa haine....

MATHILDE.

Ne crois pas qu'elle soit affaiblie.
Mais les leçons du temps, les droits de l'Italie ,
Les chances de la guerre éclairent ma raison.
Sans risquer dans les camps l'orgueil de ma maison ,
Sans livrer aux hasards le drapeau que j'arbore,
Je dois, je veux traiter avec ceux que j'abhorre,
Et peut-être du sort un coup inattendu
Sauvera mon honneur qu'un échec eût perdu !
Ton adresse, rompue aux ruses de l'Afrique ,
Saisit vite les fils de notre politique ;
Tu me seconderas, dès que viendra l'instant
D'obtenir, de hâter un triomphe éclatant.
Le calme est jusqu'alors la loi que je t'impose ;
Et, si tu crois en Dieu, dont je soutiens la cause...

AVIANUS (froidelement).

Je crois en vous, Madame, et n'ai pas d'autre Dieu !

MATHILDE.

C'est bien. J'attends quelqu'un ; laisse-moi seule : adieu.
(Avianus s'incline et sort par le fond).

SCÈNE III.

MATHILDE (avec joie).

Ils viennent ! Tout à l'heure ils vont dans cette enceinte
Déposer, comme un masque, une longue contrainte
Et me tendre une main que je devrais briser ;
Non, non, sourions-leur.

(Avec ironie).

Un sourire, un baiser,
C'en est assez pour perdre et pour tromper un homme...
Et, s'il me faut ma grâce, on me la doit à Rome !
Qui brava les dangers a bien droit aux pardons.
Praxède, m'a-t-on dit, avec de riches dons ,

M'a dépêché d'avance une de ses suivantes.
 A lire dans les cœurs les femmes sont savantes !
 Voyons la jeune fille. Un hasard merveilleux
 Nous avertit souvent par de naïfs aveux.
 Oui, d'elle j'apprendrai ce que mon nom inspire
 De colère ou de crainte aux sujets de l'empire ,
 Si ses maîtres pour moi forment des vœux plus doux !
 Elle était là...

Allant parler à la porte de gauche).
 Qu'elle entre !
 (Elle s'assied à droite).

SCÈNE IV.

MATHILDE, MATTÉA.

(Mattéa entre à gauche , portant un coffret doré ; elle s'incline très-troublée.)

MATHILDE.

Enfant , rassurez-vous !

MATTÉA (à part).

C'est là cette Mathilde , objet de tant de haine !

MATHILDE (avec douceur).

Vous tremblez ?

MATTÉA (timidement).

A l'aspect de cette illustre reine
 Dont la présence émeut même ses ennemis,
 La crainte est naturelle et le trouble est permis.

MATHILDE.

Il n'est plus d'ennemis ; parlez avec courage :
 Praxède vous envoie ?

MATTÉA.

Elle vous rend hommage,
 Et , pendant qu'à travers votre vaste cité,
 Où l'attendent les soins de l'hospitalité ,
 L'empereur , convaincu que sa foi le protège ,
 Entre à cheval , suivi du plus brillant cortège ,
 Ma maîtresse a voulu que je vinsse à vos pieds ,
 Comme un gage d'oubli des malheurs expiés ,
 Déposer ces présents , travail de l'Allemagne.

MATHILDE (prenant et ouvrant le coffret).

L'empereur a sans doute une digne compagne.
 De ces rares trésors mes regards sont surpris
 Et la main qui les donne en a doublé le prix.
 (Déposant le coffret sur une table).
 Dites-lui bien surtout... Mais plutôt c'est moi-même
 Qui lui dirai combien je l'honore et je l'aime.
 Ah! qu'il tarde à mon cœur de plonger dans le sien,
 De serrer avec elle un solide lien
 Et d'échanger du moins contre les fleurs des fêtes
 Ces diadèmes d'or si pesants pour nos têtes!
 (Se levant).
 Les cours ont des échos prompts à tout révéler;
 Praxède a ses soucis que je puis consoler.

MATTEA (étonnée).

Des soucis!

MATHILDE.

Elle est jeune; et ses belles années
 Sont aux lois d'un vieillard sans retour enchaînées,
 Et peut-être, malgré la splendeur de son rang...

MATTEA (avec énergie).

L'empereur est si bon, Madame! il est si grand!
 A chérir ses devoirs un tel nom doit contraindre,
 Et qui les accepta ne saurait les enfreindre!

MATHILDE (dissimulant).

Je le crois... et Conrad, le second fils d'Agnès,
 Qui jadis, à Modène, habita mon palais,
 Est-il toujours superbe et sa valeur féconde
 Vers de nouveaux exploits?...

MATTEA (tristement).

Une peine profonde

Lentement le dévore.

MATHILDE (vivement).

Il serait malheureux?

MATTEA.

Il évite nos voix, il se cache à nos yeux.

MATHILDE.

Quelque ami reçoit-il sa triste confidence?

MATTEA (avec réserve).

Nul n'ose pénétrer sa craintive prudence.

MATHILDE.

Vous ignorez les maux dont il souffre tout bas ?

MATTEA (noblement).

Si je les connaissais , je n'en parlerais pas !

MATHILDE (froidelement).

Je vous approuve. (Avec intention) Ainsi ce n'est pas, j'en espère,
L'ennui de l'esclavage où le retient son père,
L'attente du pouvoir qui l'agite en secret ?

MATTEA (indignée).

A ces lâches désirs le prince descendrait !
De les lui supposer , je rougirais , Madame.
Quelques vœux que de loin son avenir réclame ,
Son présent est trop beau pour en presser le cours.
D'un père qui l'adore il compterait les jours !
Son âme est au-dessus d'une telle bassesse.
Il admire d'Henri l'énergique vieillesse ;
Par ses constants efforts il tente de l'aider ,
Et c'est en l'imitant qu'il veut lui succéder !

MATHILDE (à part, avec dépit).

Elle n'avoûra rien ! (Haut) Jeune et loyale fille ,
Pour l'illustre empereur , pour sa noble famille
Un dévouement bien pur éclate dans vos yeux ;
Il se l'est ménagé par des bienfaits nombreux ?
Allemande , je pense, et née en ses domaines ,
Vous suivîtes ses pas aux campagnes romaines ?

MATTEA (tristement).

Non : je naquis à Rome et souffris en naissant ;
Car ma mère arrosa mon berceau de son sang !
Mais l'empereur , plaignant la guerre et ses disgrâces ,
Des larmes des vaincus sèche souvent les traces.
Pour soulager mes maux qu'il connut par hasard ,
Jetant sur l'orpheline un bienveillant regard ,
A nos foyers déserts il m'arracha sans peine ;
Et depuis ce moment sa maison fut la mienne :

Je grandis sous son ombre et j'appris, chaque jour ,
 Combien il méritait de respect et d'amour ,
 Fièr de le servir et trop digne d'envie ,
 Si, pour sauver la sienne, il lui fallait ma vie....
 (S'arrêtant avec respect).
 Pardon , Madame...

MATHILDE (à part).

Heureux ceux qu'on aime à ce point !

(Haut).

Ce langage est sincère et ne m'outrage point ;
 Pour qui la défend bien toute cause est sacrée !
 Mais la discorde cesse et la paix est jurée ;
 Les peuples béniront le repos affermi ;
 Oubliez des combats dont chacun a gémé :
 (Fièrément).
 Ils ont vengé l'Eglise !

MATTEA (avec douleur).

Ils m'ont ravi ma mère !

MATHILDE.

Le temps adoucira cette tristesse amère ;
 Moi-même...

(Voyant entrer Avianus à gauche).

Avianus ! Et que veut-on de nous ?

MATTEA (en s'inclinant).

Je m'éloigne.

MATHILDE (la congédiant du geste).

A bientôt !

(Mattéa sort au fond.)

SCÈNE V.

MATHILDE , AVIANUS.

AVIANUS.

Madame , à vos genoux
 Un prêtre de Ferrare, en serviteur fidèle,
 Demande à s'incliner.

MATHILDE (surprise).

De Ferrare ! il s'appelle ?

AVIANUS.

Liprand.

MATHILDE.

Je le connais ; c'est un homme estimé ;

Du pontife Paschal il est, dit-on, aimé ;
Recevons-le. Sait-on quel message il apporte ?

AVIANUS.

Non : je l'ai fait attendre auprès de votre porte ;
Mais je crois que de Rome un ordre le conduit.

MATHILDE (vivement).

De Rome ! Qu'on s'écarte et qu'il soit introduit.
(Avianus introduit Liprand à gauche et sort ; Mathilde s'est rassise à droite).

SCÈNE VI.

MATHILDE, LIPRAND.

MATHILDE.

Liprand, qui vous amène ?

LIPRAND (qui s'est incliné devant elle).

Une cause bien sainte.

(Lui remettant des papiers qu'elle ouvre et lit tout bas).

Du sceau pontifical reconnaissez l'empreinte ;
Ce signe donnera créance à mes discours ;
Car ma bouche est mal faite au langage des cours.

MATHILDE.

Du plus grand des prélats organe trop timide ,
Parlez : j'ouvre mon cœur à ceux que la foi guide.
Aux sentences du ciel j'ai toujours obéi ;
Si jusqu'à ce moment j'ai lutté contre Henri ,
C'est qu'un but solennel consacrait l'entreprise ,
C'est qu'en frappant l'Empire on délivrait l'Eglise !

LIPRAND.

On le sait, et tout haut l'Eglise vous bénit !
Mais , puisque entre vous deux cette lutte finit ,
Puisque le sang chrétien ne rougit plus nos plaines ,
Employez mieux l'ardeur dont les âmes sont pleines .
C'est peu de triompher , si vos triomphes vains
Ne doivent pas servir au bonheur des humains ;
L'éloge le plus doux , c'est la reconnaissance !...
(S'exaltant peu à peu).
Avez-vous oublié le serment de Plaisance ,
Lorsque l'hermite Pierre y parut à nos yeux ,
Tel qu'un ange sauveur redescendu des cieux ?

Nous étions là cinq mille, ou souverains ou prêtres,
 Vous, parés des blasons transmis par vos ancêtres,
 Nous sans biens et sans droits, tous unis en ce lieu
 Pour réconcilier les hommes avec Dieu !
 Pierre vint, et parmi notre foule empressée
 Comme un rayon céleste il jeta sa pensée.
 Il nous montra de loin l'Orient dévasté,
 Jérusalem pliant sous un joug détesté,
 Le sépulcre divin en proie à mille outrages,
 Et l'étendard du Christ brisé par les orages.
 Il demandait secours pour nos frères proscrits ;
 Il nous peignait leurs pleurs, leurs blessures, leurs cris,
 Puis le destin qui change et l'espoir qui s'éveille,
 Enfin du Christ vengé la touchante merveille :
 L'avez-vous oublié ?...

MATHILDE.

Non, ce jour fut bien beau !

LIPRAND.

L'Europe se leva pour défendre un tombeau ;
 Les nations s'armaient, marchant, comme un seul homme,
 A l'ombre de la croix et sur les pas de Rome ;
 Dieu dirigeait d'en haut le fer de nos soldats :
 Tant de prospérités s'arrêtèrent, hélas !
 Aujourd'hui, comme alors, la plaintive Judée,
 Par des flots de païens est partout inondée.
 Il faut de nouveaux chefs ; il faut d'autres guerriers.
 Dans les eaux du Jourdain retrempons nos lauriers ;
 Baignons dans un sang vil, sous les saintes murailles,
 Ce fer que nous plongeons dans nos propres entrailles.
 Tous ces chefs, que l'orgueil avait tenté d'aigrir,
 Redeviendront amis et frères pour mourir !
 France, Espagne, Angleterre, Allemagne, Italie,
 Dans vos dissensions qu'un seul cri vous rallie ;
 Dieu le veut ! Dieu le veut ! C'est le cri de Clermont ;
 Il est parti du ciel et la terre y répond ;
 Nous y répondrons tous !

MATHILDE (se levant).

Expliquez-vous, mon père.

LIPRAND (tombant à ses genoux).

Madame, c'est en vous que le Saint-Siège espère ;

Vous l'avez bien servi dans de tristes combats ;
A de plus purs devoirs vous ne faillirez pas !

MATHILDE (frolement).

Vous pensez donc ?...

LIPRAND (vivement).

Qu'un mot de votre voix puissante

Entraîne des Toscans la race obéissante ;
Que la cause sacrée obtienne votre appui :
Un tel nom en aura bien d'autres après lui !
(Se levant).
Godefroy, Bohémond, Baudouin et Tancrede
Aspirent à vous suivre et m'ont promis leur aide ;
La Sicile est à nous ; les Flamands sont tout prêts :
Tous, de la Providence admirant les décrets,
Brûlent pour une guerre où, triomphant sans blâme,
On illustre son bras en rachetant son âme !
Que dis-je ? Cet objet de tant d'inimitié,
Henri, dont un hasard a fait votre allié,
Voudra sans doute aussi, pour laver l'anathème,
Recevoir des dangers le glorieux baptême,
Et, fléchissant le sort dont il subit les coups,
Montrer son repentir en partant avec vous !
Donnez au monde ému le plus grand des spectacles ;
Une femme, un vieillard, à travers les obstacles,
En dépit de leur haine, au mépris du trépas,
Vers l'immortalité marchant du même pas !
Vous savez à présent ce que Paschal demande ;
Prononcez !

MATHILDE.

Quand il prie, un pontife commande ;
Qui parle au nom du ciel est sûr d'être écouté !..
Mais cependant tout cède à la nécessité ;
Sans que les envieux de tiédeur nous accusent,
Bien des événements à nos vœux se refusent.
Par dix ans de malheurs mon peuple déchiré
Pour de pareils périls serait mal préparé !

LIPRAND (stupéfait).

Qu'entends-je ?..

MATHILDE.

J'ai, d'ailleurs, des projets qu'on ignore

Et qui dans mes Etats me retiennent encore.
 La prudence m'oblige à des soins importants
 Que Paschal connaîtra, dès qu'il en sera temps.

LIPRAND.

Ainsi c'est un refus que Mathilde m'annonce ?

MATHILDE.

Rome saura bientôt ma dernière réponse ;
 Elle en approuvera la secrète raison.

(Fièrement).

Je ne crois pas trahir l'honneur de ma maison !
 Vous, néanmoins, restez ; que ce palais tranquille ,
 Près de moi , quelque temps , vous offre un sûr asile ;
 L'empereur va venir pour habiter ces lieux ,
 Et de notre union vous bénirez les nœuds !

(On entend des cris au dehors).

LIPRAND (s'inclinant tristement).

Madame...

MATHILDE.

Ecoutez-donc... Au loin le clairon sonne ;
 On s'approche ; (avec joie). C'est lui !

LIPRAND (à part avec douleur).

Seigneur, on t'abandonne !
 (Il se retire à l'écart).

SCÈNE VII.

MATHILDE, HENRI, PRAXÈDE, CONRAD, LIPRAND, MATTÉA,
 AVIANUS, OFFICIERS, SEIGNEURS DES DEUX COURS, GARDES.

(Ils entrent tous par le fond ; Henri, Praxède et Conrad sont revêtus de leurs costumes et de leurs insignes impériaux).

HENRI.

Vous le voyez, Mathilde, Henri sur votre foi
 Se rend à votre appel.

MATHILDE (s'inclinant).

C'est un grand jour pour moi !
 Salut, brave Conrad ; salut, belle Praxède !
 Puisqu'à nos différends le temps porta remède,
 J'applaudis au destin qui, dans cette cité,
 Me permet d'accueillir un prince redouté,
 Son héritier fidèle et sa noble compagne.

CONRAD.

Honneur à l'Italie !

MATHILDE.

Et gloire à l'Allemagne !

HENRI (avec franchise).

Jusqu'à votre palais vos joyeux Florentins
 Avaient de rameaux verts semé tous les chemins ;
 De couronnes de fleurs ils décoraient leur tête,
 Et leurs maisons riaient avec un air de fête.
 (Se retournant avec un sourire vers les seigneurs toscans).
 Ils n'ont donc plus d'horreur pour leur vieil ennemi ?
 Je les ai vus parfois d'un ceil moins affermi
 Qu'en ce jour solennel où la paix nous rassemble...

MATHILDE.

Sur les champs de bataille où vous luttiez ensemble?....

HENRI.

Ou vaincus, ou vainqueurs, mais toujours courageux.

PRAXÈDE (à Henri).

Chassez ces souvenirs.

MATHILDE.

L'allégresse et les jeux
 Doivent seuls signaler votre auguste présence.

(A sa suite).

Que mille feux, ce soir, illuminent Florence ;
 Que de gais troubadours, au bruit des instruments,
 D'un splendide festin charment les doux moments ;
 Que la cloche, ébranlant les tours des cathédrales,
 Remplisse l'air de vœux pour nos têtes royales :
 De ces solennités surveillez les apprêts.

(Des officiers sortent par le fond).

(A Henri.)

Différons à plus tard nos graves intérêts ;
 Par de nombreux plaisirs je veux prouver ma joie
 Aux hôtes généreux que le Seigneur m'envoie !

PRAXÈDE.

Qui ne serait touché d'un si brillant accueil ?

CONRAD.

Tous nos ressentiments sont restés sur le seuil.

HENRI.

Puisse votre langage être à jamais sincère,
 Mathilde ! Si, de Rome implacable adversaire,
 J'ai de votre parti repoussé les efforts,
 Votre grâce l'emporte et l'oubli sied aux forts :
 Oublions tout !

LIPRAND (passant au milieu d'eux).

O chefs de la Cour, de l'armée,
 Calmez des factions la haine envenimée;
 Que l'avenir soit pur et prêtez un serment
 Que nul ne puisse feindre ou rompre impunément.
 Si quelqu'un d'entre vous manque à la foi promise,
 Que, proscrit par les rois et maudit par l'Eglise,
 La foudre sur son front éclate au même instant.
 Jurez.

TOUS (étendant la main).

Nous le jurons !

LIPRAND (avec dignité).

Dieu vengeur vous entend !

HENRI (à sa suite).

Retirons-nous. (Noblement.) Mathilde, en vous je me confie.

MATHILDE (s'inclinant).

Prince....

HENRI.

Et c'est votre honneur, qui répond de ma vie !

A demain.

MATHILDE (lui baisant la main).

A demain.

(Henri, Praxède, Conrad, Mattea et quelques seigneurs entrent à gauche ; Liprand et les autres sortent au fond.)

SCÈNE VIII.

MATHILDE, AVIANUS.

MATHILDE (qui les a suivis des yeux).

(Avec explosion.)

Enfin ils sont à moi,
 Et de leur imprudence ils subiront la loi !

AVIANUS (stupéfait).

O ciel !

MATHILDE (avec force).

Avianus , la lutte recommence ;
C'est Dieu qui dans leurs cœurs a soufflé la démente ;
Pour me délivrer d'eux j'attends tout du hasard :
Une femme suffit pour abattre un vieillard !

ACTE DEUXIÈME.

Le théâtre représente une des salles réservées à Henri. Porte au fond ; porte intérieure à droite ; table et fauteuils ; portraits en pied ; derrière un de ces portraits , à droite , une porte dérobée.

SCÈNE I.

MATTEA.

(Tristement.)

Il n'est plus au palais ! Toujours seul ! Toujours sombre !
Chaque matin , quand l'aube en naissant chasse l'ombre ,
Aussitôt que ces murs à nos pas sont ouverts ,
De quelque bois voisin cherchant les abris verts ,
Il s'échappe d'ici , sans bruit et sans escorte ,
Et se laisse égarer où son coursier l'emporte.
Pauvre prince Conrad ! Rien encor n'a calmé
Cet étrange poison dont il est consumé :
Ni la bonté d'Henri que son silence étonne ,
Ni le soin de défendre une noble couronne ,
Ni de ses amis vrais les impuissantes voix.
Seule l'impératrice à ses yeux quelquefois
Montre un rayon d'espoir qui l'abuse peut-être !

(Avec tendresse.)

Pourquoi si loin de lui le sort me fit-il naître ?
Sur ses moindres soucis je veillerais si bien !
Mon cœur s'élèverait pour égaler le sien ,
Et , d'une amitié tendre épuisant tous les charmes ,
J'aurais du moins le droit de partager ses larmes !
Mais , moi , je ne puis rien pour ses maux , qu'en souffrir ,
Obéir , quoi qu'il veuille , et , s'il mourait , mourir !
Non , il doit vivre heureux et la paix revenue
Permettra de guérir sa blessure inconnue ;

Puissions-nous, quand bientôt nous quitterons ces lieux,
Partir l'âme plus libre et le front plus joyeux !

(Mathilde et Avianus entrent au fond.)

SCÈNE II.

MATTEA, MATHILDE, AVIANUS.

MATTEA.

On vient ; de ce côté la comtesse s'avance.

(Allant vers elle avec respect.)

Madame....

MATHILDE.

Prévenez Henri de ma présence ,
Et qu'on nous laisse seuls ; je m'empresse aujourd'hui
D'accorder l'entretien sollicité par lui.
S'il veut bien me trouver , j'attends en cette salle.

MATTEA (s'inclinant).

Je sors.... (Elle entre à gauche.)

SCÈNE III.

MATHILDE, AVIANUS.

MATHILDE.

Avianus, voici l'heure fatale
Que j'espérais longtemps ; elle va décider
Qui de nous est enfin digne de commander.

AVIANUS.

Quel est votre projet ?

MATHILDE.

D'éprouver la Fortune,
D'oser tout ! Hésiter est d'une âme commune ;
Bien souvent aux destins les hommes font la loi ;
Je forcerai le ciel à conspirer pour moi !
Tout semble tendre au but que mon cœur se propose ;
(Avec joie.)
J'entrevois un secret qui doit servir ma cause ,
Un secret important , terrible , périlleux ;
Pour me venger d'Henri je ne rêvais pas mieux.
(Lui montrant la porte dérobée de droite.)
Disparais promptement par cette obscure issue ,
Qui d'un œil étranger ne peut être aperçue ;

Je veux que le hasard éclaire mes soupçons ;
 Epions aujourd'hui ; mais, demain , agissons ;
 Etouffons un instant la haine dans nos âmes ,
 Et c'est le fer alors qui dénouera nos trames.
 Quelque temps , s'il le faut , reste en ce noir réduit ,
 Le regard vigilant , l'oreille ouverte au bruit ,
 Et.... C'est lui. Pars.

(Avianus pousse un ressort derrière le portrait de droite et sort par la porte dérobée.)

SCÈNE IV.

MATHILDE, HENRI.

(Mathilde va au-devant d'Henri qui entre à gauche.)

MATHILDE.

Salut au plus grand des monarques !

HENRI.

De cet humble respect épargnez-vous les marques ,
 Comtesse ; ai-je aucun droit à me les arroger ?
 Ici vous êtes reine et je suis étranger.

MATHILDE.

Dites un hôte ami : désirant ma venue ,
 Vous hâtiez vivement l'instant d'une entrevue ,
 Et me voici.... (Elle lui indique un siège ; ils s'asseyent.)

HENRI (avec dignité et mélancolie).

Mathilde , au milieu des plaisirs
 Dont votre bienveillance a charmé nos loisirs ,
 Je n'ai point oublié les motifs d'un voyage
 Qui d'un doux avenir devait être le gage.
 Tour à tour nous vantant d'un succès disputé ,
 Nous avons sans relâche et bien longtemps lutté !
 La voix de mes sujets , courroucée et plaintive ,
 A rendu désormais mon âme plus craintive.
 N'est-ce rien que verser des flots de sang humain ?
 Ces peuples , dont le sort repose dans ma main
 Et que nos différends livraient à la détresse ,
 Salûront notre accord avec des cris d'ivresse
 Et , des revers anciens perdant le souvenir ,
 Me les pardonneront en les voyant finir !

D'ailleurs, je le sens bien, ma vieillesse s'approche
 Et je dois terminer à l'abri du reproche
 Des jours qu'assez d'éclat sans doute a couronnés,
 Mais que j'aurais voulu calmes et fortunés.
 Nous devons être las d'une lutte sans gloire;
 De ce triste passé périssent la mémoire !
 C'est trop rester debout; le repos est bien dû
 A l'athlète indompté qui ne s'est pas rendu,
 Mais qui, pliant enfin sous sa tâche trop rude,
 Au seuil de son tombeau s'assied par lassitude !
 (Gravement.)
 Quelles conditions, Mathilde, exigez-vous ?

MATHILDE.

Le repos est aussi mon désir le plus doux;
 Entre nous un traité va donc être facile.
 Vous savez que, de Rome interprète docile,
 Je vous parle en son nom, sans rien vouloir pour moi :
 C'est Rome, en cet instant, qui vous dicte sa loi.

HENRI.

Et cette loi ?....

MATHILDE.

Du haut de la chaire suprême,
 Paschal daigne de vous écarter l'anathème;
 D'une guerre fatale il éteindra les feux,
 Et tous vos partisans auront grâce à ses yeux.

HENRI (avec impatience).

En retour ?....

MATHILDE.

Réprimant toute attaque hardie,
 Vous ne sortirez point de votre Lombardie;
 Rome ne verra plus vos coupables soldats....

HENRI (noblement).

N'étant plus provoqué, je n'avancerai pas.
 Achevez.

MATHILDE.

Il faudra renoncer sans contrainte
 Au droit (car à l'Eglise il porterait atteinte)
 D'élire, à votre gré, vos évêques germains
 Et d'imposer vous-même un pontife aux Romains;

La tiare deviendra libre de la couronne !

HENRI (stupéfait).

Qu'entends-je ? Et c'est ainsi que Paschal me pardonne ?

Il demande ma honte et ses prétentions

Réveillent au grand jour nos deux ambitions !

(Il se lève.)

MATHILDE (se levant).

Henri....

HENRI (avec colère).

Je souillerais le nom de mes ancêtres !

Roi, je me courberais sous le sceptre des prêtres !

Ce pouvoir souverain qui les tente à présent,

De qui l'ont-ils reçu ? D'un prince complaisant,

D'un de nous, de Pépin, d'Othon, de Charlemagne !

Mais, depuis trois cents ans, la France et l'Allemagne

Gémissent de l'erreur qui les avait trompés ;

Des armes qu'on tient d'eux leurs enfants sont frappés !

Opprobre ! En mes Etats, sombre foyer d'intrigues,

Des moines ourdiraient le réseau de leurs ligues

Et, murmurant bien haut des paroles de paix,

M'assiégeraient dans l'ombre au sein de mon palais ;

Des prélats, enivrés d'orgueil et de scandale,

Remuant en secret ma cour impériale,

Déchaîneraient sur moi leur aveugle fureur,

Et je ne pourrais rien contre eux, moi, l'empereur !

Cette espérance est vaine, et cette offre, insensée !

MATHILDE (d'un ton froid et dissimulé).

D'odieuses couleurs chargeant votre pensée,

Ne cesserez-vous pas de prodiguer l'affront

A ceux dont l'huile pure a consacré le front ?

Ah ! c'est l'esprit du mal qui parle en votre bouche !

Tous n'ont pas cette humeur inflexible et farouche.

Sur l'Europe abaissez vos superbes regards ;

Quel spectacle imposant s'offre de toutes parts ?

Les princes à l'envi vénèrent le Saint-Siège ;

Leur respect les élève et leur foi les protège.

Voyez Sanche en Castille ; Alphonse en Aragon ;

Chez les Hongrois Geisa ; chez les Danois Suénon ;

Wratislas en Bohême ; au fond de la Russie,

Démétrius, ce chef d'une horde endurcie ;

Boleslas en Pologne, et jusqu'au conquérant
 Qui triompha d'Harold et qu'Hastings fit si grand ;
 Guillaume, à ses Normands soumettant l'Angleterre :
 Tous rendre hommage au Dieu qui leur donne la terre
 Et tous se prosterner devant l'élu de Dieu !
 Moi-même, enfin, Seigneur, qui commande en ce lieu,
 Qui tiens de mes aïeux Lucques, Ferrare et Pise,
 Ne m'appelle-t-on pas la fille de l'Eglise ?
 Et vous seul, au milieu de tant d'Etats divers,
 Rougiriez-vous d'un joug que bénit l'Univers ?
 (Avec un peu d'ironie.)
 Le repos, disiez-vous, souriait à votre âme ?

HENRI (avec feu).

Mieux vaut périr vaincu que reculer infâme !

MATHILDE (fièrement).

Nous nous retrouverons à travers les combats.

HENRI (de même).

L'hôte accueilli par vous ne vous oubliera pas.

MATHILDE.

Rome a bien des appuis !

HENRI.

Henri ne tremble guère.

MATHILDE.

Plus de traités ?

HENRI.

Jamais.

MATHILDE (avec fougue).

La guerre alors !

HENRI (de même).

La guerre !

MATHILDE.

Vous en risquez l'issue ?

HENRI.

Et d'un œil assuré.

MATHILDE.

Craignez-la !

HENRI (calme).

Je l'attends.

MATHILDE (à part, avec rage).

Moi, je la préviendrai !

(Haut.)

Adieu, Seigneur !

HENRI (vivement).

Adieu !

(Mathilde sort rapidement par le fond.)

SCÈNE V.

HENRI.

Sur le bord d'un abîme

Je m'éveille, enflammé d'un orgueil légitime :

Ils pensaient me saisir dans leurs filets honteux ;

Je n'ai qu'à me lever pour en rompre les nœuds.

(Indigné.)

Malheur aux trahisons ! Je reprendrai sans crainte

L'armure dont ces bras gardent encor l'empreinte,

Et je ne quitterai le glaive, en ma fureur,

Que rougi de mon sang ou ruisselant du leur !

Aux autres le plaisir de jouir de leur chute ;

A moi seul les dangers et l'honneur de la lutte ;

Et je mourrai content !

SCÈNE VI.

HENRI, PRAXÈDE.

(Praxède est sortie de gauche et s'avance doucement.)

HENRI (se retournant).

Ah ! Madame, c'est vous !

PRAXÈDE.

Eh bien ! tout se rend-il à nos vœux les plus doux ?

J'ai vu sortir Mathilde ; est-elle résolue

A garder l'alliance entre vous deux conclue ?

HENRI (froidelement).

Praxède, avant trois jours, nous partons de ces lieux.

PRAXÈDE (interdite).

Avant trois jours ? pourquoi de si brusques adieux,

Quand les fêtes partout ?....

HENRI (froidelement).

Ne parlez plus de fêtes ;
Ce calme dangereux était plein de tempêtes.
S'avançant à leur but par de secrets chemins,
Ils amusaient nos yeux pour enchaîner nos mains !

PRAXÈDE.

Que voudrait donc Paschal ?

HENRI.

Me livrer sans défense
Aux prélats allemands, dont la fierté m'offense ;
Sur le choix d'un pontife anéantir mes droits ,
Et m'abaisser, enfin, comme les autres rois !

PRAXÈDE (inquiète).

Vous avez repoussé toute paix ?

HENRI (noblement).

Toute honte !

PRAXÈDE.

Un tel péril est grand.

HENRI.

Quel qu'il soit, je l'affronte.

PRAXÈDE.

Si vous deviez gémir d'un refus indiscret ;
Si vos jours menacés....

HENRI (fièrement),

Et qui donc oserait ?...

PRAXÈDE.

Henri, ne raillez point le trouble d'une femme ;
Mais cette résistance épouvante mon âme ;
Epuisant votre audace en un dernier effort,
Peut-être...

HENRI (avec amertume).

Auriez-vous peur de partager mon sort ?
Faudrait-il, pour calmer ma timide compagne,
M'exposer aux dédains de toute l'Allemagne,
Conserver devant eux un silence prudent
Et me déshonorer, Madame, en leur cédant ?
Un joug, fût-il doré, me semble insupportable.

PRAXÈDE (avec précaution).

Mais, si l'obéissance était inévitable !
 Aux chances du hasard à quoi sert de s'offrir ?
 Etes-vous obligé de vaincre ou de mourir ?
 Une sage réserve, en ce moment suprême,
 Sauverait tout !

HENRI (stupéfait).

Comment ?

PRAXÈDE.

N'avez-vous pas vous-même
 Autrefois invoqué ces maîtres absolus ?
 Des murs de Canossa ne vous souvient-il plus ?

HENRI (tressaillant d'indignation et de douleur).

Canossa ! Souvenir d'infamie et de rage !
 Ce seul mot suffirait pour doubler mon courage,
 Pour faire de mon sein déborder la fureur !
 Une fois, à leurs pieds ils ont mis l'empereur :
 A leurs pieds ! Mais ce temps d'opprobre et de disgrâce,
 Bien des pleurs, bien du sang en ont lavé la trace.
 Alors, Praxède, alors nous n'étions pas unis ;
 Vous n'avez pas connu les tourments infinis
 Dont cette aveugle erreur a déchiré mon âme ;
 Si vous les aviez vus, vous les tairiez, Madame !

PRAXÈDE.

Seigneur....

HENRI.

Après vingt ans vous m'en voyez trembler ;
 Praxède, était-ce à vous de me les rappeler ?

(Avec une ironie mélancolique).

Oui, près de commencer une implacable guerre,
 Je sentis, j'en conviens, une terreur vulgaire ;
 Je subis l'ascendant de ces pontifes saints,
 Dont l'artifice encor masquait les noirs desseins.
 Grégoire m'éblouit et j'implorai Grégoire ;
 Je reculai, confus de ma propre victoire ;
 J'achetai le pardon et la paix ; à quel prix !

(Avec rage).

Comme ils m'ont prodigué l'insulte et le mépris !
 Comme ils ont lentement joui de ma défaite !
 En tous lieux, sur mes pas, la foule stupéfaite,

Me jetant des regards de haine et de pitié,
 Se montrait en spectacle un prince humilié.
 Après un mois entier d'un pénible voyage,
 Malgré les vents d'hiver et les feux de l'orage,
 J'arrivai, gravissant les plus rudes chemins,
 A Canossa, nid d'aigle au creux des Apennins.
 Cachant un cœur de fer sous un aspect débile,
 Hildebrand était là, sombre, austère, immobile !
 Il m'ordonna d'attendre au bas de ces remparts,
 A moi, rival de Rome, héritier des Césars ;
 D'y prier, d'y couvrir ma pourpre d'un cilice,
 D'y confesser mes torts devant le saint calice,
 D'y subir froidement les affronts de deux cours,
 Tête nue, à genoux ; et j'y restai trois jours !

(Avec amertume).

Trois longs siècles ! Enfin, on m'accorda ma grâce
 Et je me relevai ! Mais l'honneur de ma race,
 Le mien, que nul revers ne m'avait dérobé,
 S'est terni dans la poudre où je m'étais courbé !
 Mon armée eut horreur de ma condescendance ;
 Sa révolte punit un instant d'imprudence ;
 Et je ne l'apaisai qu'en la faisant marcher
 Contre cet Hildebrand que j'avais cru toucher :
 Trop juste châtiment d'une faute si grande !
 (Avec force).
 Les maux qu'ils m'ont causés, que le ciel les leur rende !
 Celui qu'ils ont tenu suppliant devant eux,
 Leur fera payer cher ce souvenir honteux !

PRAXÈDE.

Vous vous perdrez, seigneur, par tant de violence ;
 La fortune se lasse, et je frémis...

HENRI (durement).

Silence !

Douteriez-vous de moi ? Verrais-je, en ma maison,
 Des cœurs lâches, tout prêts pour une trahison ?
 Nous avons un beau rôle à jouer l'un et l'autre :
 Quand je remplis le mien, sachez garder le vôtre ;
 Montrez-vous digne enfin de servir mon courroux.
 Flatter mes ennemis, c'est trahir votre époux :
 Ne l'oubliez jamais !

(Il sort troublé à gauche).

SCÈNE VII.

PRAXÈDE puis CONRAD.

Ame fougueuse et dure ,
 Que rien n'adoucirait , ni frayeur , ni murmure !
 Comme ma chaîne est lourde !...

(Conrad entre au fond, en costume de chasse et l'air triste).

PRAXÈDE (faisant un pas vers lui).

Ah ! cher prince , venez !
 Je suis si seule , hélas ! quand vous m'abandonnez !
 D'où rentrez-vous encor ? De la chasse ?

CONRAD.

. Oui , Madame.

PRAXÈDE (laissant peu à peu éclater son dépit).

C'est l'unique plaisir qui charme ici votre âme ;
 Jadis , dans vos forêts qui vont de l'Elbe au Rhin ,
 Où devant vous fuyaient le chevreuil et le daim ,
 Vous goûtiez ce plaisir avec indifférence ;
 Mais , depuis que tous deux nous sommes à Florence.... ,
 Craindriez-vous donc tant de rester près de moi ?

CONRAD (tristement).

Oui , je le crains.

PRAXÈDE.

Conrad , c'est un étrange effroi ,
 Un effroi bien tardif !

CONRAD.

Epargnez-moi , Praxède !

PRAXÈDE.

A l'espoir qui s'éteint il n'est pas de remède ,
 Je le sais , et déjà vos sens irrésolus...

CONRAD (vivement).

Ne croyez pas...

PRAXÈDE (avec violence).

Je crois que vous ne m'aimez plus ?

CONRAD (avec douleur).

Je ne vous aime plus , cruelle ! quand ma vie ,
 Que tous pensent d'en bas noble et digne d'envie ,

S'est remplie à jamais de remords et de pleurs ?
 Quand je compte en secret mes jours par mes douleurs ,
 Quand l'éternel poison d'une morne tristesse
 Court au fond de ce cœur , troublé dans son ivresse ?
 Je ne vous aime plus ! Les cieux me sont témoins
 Que, si je forme un vœu , c'est de vous aimer moins !

PRAXÈDE.

Conrad !...

CONRAD (avec agitation).

Chaque désir n'est-il pas un supplice ?
 Suis-je un amant pour vous ? Non ; je suis un complice ,
 Et tous nos entretiens sont mêlés de terreur.
 Vous ne me parlez pas de lui... de l'empereur.
 Que dit-il ? Que fait-il ? Que du moins il ignore
 Le coup...

PRAXÈDE.

Un autre mal sourdement le dévore ;
 Il va recommencer pour la troisième fois
 Le duel inégal du sceptre et de la croix ,
 Et, rival insensé de l'Eglise romaine,
 Retremper dans le sang son immortelle haine !

CONRAD (sombre).

Ah ! puisse de nouveau le démon des combats
 Vers d'illustres périls précipiter ses pas !
 Puisse le grand dessein qui couve dans sa tête
 Semer en éclatant le bruit et la tempête !
 Puisse jusqu'au tombeau son indomptable orgueil
 L'égarer d'heure en heure et d'écueil en écueil !
 De ses fiers ennemis puisse croître le nombre ,
 Pour qu'il n'ait pas le temps de découvrir dans l'ombre,
 Où son regard vengeur soudain les foudroierait ,
 Son fils qui l'a trahi , sa femme qui le hait !

PRAXÈDE (avec violence).

Oui, je le hais ! c'est lui qui seul sur cette terre
 Rend nos liens pesants et notre joie amère.
 Je le hais ! car sans lui nous eussions vu toujours
 Se lever l'astre pur des fidèles amours.
 Je le hais ! Car le jour où, sur l'ordre d'un père,
 Je m'unis aux autels à ce vieillard austère ,

Tombant comme une proie aux bras d'un tel vainqueur ,
Il ne prit que ma main et me laissa mon cœur ,

(Avec tendresse).

Ce cœur que vous aviez , que vous avez encore !
De nos prospérités retracez-vous l'aurore ,
Quand , jeune , beau , sans cesse admis à notre cour ,
Vous transformiez Khazan en un divin séjour .
Que de longs soirs perdus aux genoux d'une femme !
Que de tendres serments pour enchaîner notre âme !
Comme nous nous bercions d'un rêve dangereux !

CONRAD (tristement).

Et comme tout à coup le réveil fut affreux !

PRAXÈDE (avec amertume).

Oui , votre père au mien fit demander sa fille .
Il daignait s'abaisser jusqu'à notre famille ;
On accepta bien vite un si brillant hymen ;
D'ailleurs , comment aux vœux du despote germain
Eût résisté le chef de l'humble Moscovie ?
On me proclama reine , et je vous fus ravie ,
Maudissant le hasard qui changeait devant Dieu
Une flamme si douce en un coupable feu !

CONRAD (avec remords).

Nous trompâmes Henri !

PRAXÈDE (avec une passion croissante).

Nous cachâmes nos larmes !

Mais en vain du pouvoir on me montrait les charmes ;
En vain des courtisans , me servant à genoux ,
Paraient de pourpre et d'or ce sein qui bat pour vous .
Dans les jeux d'un palais , sur le velours d'un trône ,
Le front étincelant d'une auguste couronne ,
Maîtresse d'un grand peuple à mes yeux répandu ,
Tout me semblait désert ; je vous avais perdu !
Vous revintes pourtant ; mais plein de défiance ,
De nos devoirs nouveaux mesurant la distance ,
Poursuivi de soupçons , accablé de regrets ,
Enfin n'osant aimer , comme , moi , j'aimerais !

CONRAD.

Praxède , je n'ai pas votre audace inflexible .
Si mon père apprenait ce mystère terrible ,

TOM. I.

S'il fallait devant lui m'accuser ou mentir,
Je m'enfuirais au loin, pâle de repentir,
Et mon esprit frappé d'une atteinte si rude...

PRAXÈDE (avec ironie).

Conrad, votre tendresse a trop d'inquiétude;
Sachez donc être heureux!

CONRAD (amèrement).

Déplorable bonheur,
Qui nous coûte à tous deux le repos et l'honneur,
Bonheur que trouble un mot et qu'un remords enlève!
(On entend derrière le tableau de droite un bruit assez faible qui fait tres-
saillir Conrad).

PRAXÈDE (avec dédain).

Vous n'êtes qu'un enfant et vous tremblez d'un rêve;
Je rougirais... Mais quoi? Vous ne m'écoutez pas?
Vos regards sont distraits?

CONRAD (courant à droite).

O ciel!

PRAXÈDE (étonnée).

Cet embarras...

Qu'avez-vous?

CONRAD (agité).

Un bruit sourd, une porte secrète...
Ce réduit à quelqu'un a servi de retraite.

PRAXÈDE (effrayée).

Des espions cachés!

CONRAD (avec explosion).

Ils nous ont entendus,
Madame, Henri sait tout et nous sommes perdus!

TROISIÈME ACTE.

(Même décor qu'au deuxième acte).

SCÈNE I.

HENRI, PRAXÈDE, CONRAD.

(Ils sont assis tous trois à droite).

HENRI.

Conrad, il se répand de funestes nouvelles ;
L'Allemagne est en proie aux efforts des rebelles
Et, pour se délivrer d'un péril menaçant,
Elle se tourne en pleurs vers l'empereur absent.
On dit que l'effroi gagne et qu'Henri, votre frère,
Redoutant du hasard quelque chance contraire,
N'ose en venir aux mains avec les révoltés
Et devant eux s'abaisse à d'indignes traités.

CONRAD (étonné).

Mon frère !

HENRI.

Je connais sa nature inconstante,
Aux vents de la Fortune incessamment flottante ;
Et, si mon prompt retour n'allait le prévenir,
Pour garder le présent il perdrait l'avenir :
Nous partirons demain.

PRAXÈDE (vivement).

Malgré votre souffrance ?...

HENRI (avec force).

Des triomphes nouveaux me rendront l'espérance.
(Gravement).

Oui, je souffre, et ce corps, de soucis épuisé,
Par un brusque trépas sera vite brisé ;
Mes cheveux ont blanchi sous ce lourd diadème,
Et c'est un dur métier que le métier suprême :
Heureux, lorsque le ciel nous a laissés, du moins,
Des cœurs tendres et purs pour en charmer les soins !

PRAXÈDE (confuse).

Seigneur...

HENRI (avec bonté).

Qu'il me conserve une épouse fidèle,
 Qui voit la calomnie expirer autour d'elle,
 Un fils, dont le nom vole aux bords les plus lointains
 Et que sa gloire appelle à d'éclatants destins !
 Quoique sous son fardeau le vieil Henri chancelle,
 Avec de tels soutiens sa route est encor belle,
 Puisqu'il a votre main pour affermir ses pas
 Et puisqu'il peut, au but, tomber entre vos bras !
 (Leur tendant la main).
 Mes enfants !

CONRAD (à part).

Sa bonté m'afflige et m'épouvante !

HENRI.

Parmi les trahisons que leur fureur invente,
 Ceux qui pour me frapper choisissent bien leurs coups,
 Mes ennemis, jamais n'ont rampé jusqu'à vous ;
 Jamais ils n'ont rompu les nœuds qui nous unissent :
 Aussi tous deux mon âme et ma voix vous bénissent,
 Et j'applaudis en vous cette vive amitié
 Qui de tous mes chagrins sait prendre la moitié !
 Que, se lassant pour moi, le destin m'abandonne,
 Qu'on me ravisse, un jour, mon sceptre et ma couronne,
 Le souverain déchu, défiant ses vainqueurs,
 Oubliera l'Univers, s'il lui reste vos cœurs !
 (Il se lève, ainsi que Praxède et Conrad).
 Praxède, il faut donner vos ordres à ma suite,
 Pour que notre départ n'ait pas l'air d'une fuite ;
 Il faut en surveiller les rapides apprêts,
 Sans déplaire à Mathilde ou troubler son palais.
 Son hospitalité fut prodigue et loyale,
 Digne d'un esprit noble et d'une main royale ;
 Bien qu'hélas ! contre moi l'arme une injuste erreur,
 L'hôte pardonne aux torts dont gémit l'empereur.
 Au pied de ces remparts la lutte recommence ;
 Mais, tant que nous vivrons sous le ciel de Florence,
 Ne soyons pas ingrats ! (Il rentre à gauche.)

SCÈNE II.

PRAXÈDE, CONRAD.

CONRAD (agité).

L'avez-vous entendu ,

Praxède ? Expliquez-moi ce calme inattendu.
 Il a surpris dans l'ombre un secret qui l'outrage
 Et nulle émotion n'anime son visage ;
 Nul courroux ne l'enflamme à ce noir souvenir ;
 Ne nous épargne-t-il que pour mieux nous punir ?

PRAXÈDE (inquiète).

Comme vous je m'étonne et comme vous je tremble.

CONRAD.

Spectacle plein d'horreur, quand Dieu nous voit ensemble
 De notre dévouement lui demander le prix
 Et relever nos fronts qu'abattrait son mépris !
 Ne sommes-nous point las de cet ignoble rôle ?
 Palpiter de frayeur au son de sa parole ;
 Eblouis des éclairs de son brûlant regard ,
 Le sentir dans la plaie enfoncer le poignard ;
 Quand sa bouche nous rit et quand sa main nous presse ,
 Tressaillir d'un baiser , pâlir d'une caresse ;
 Incertains s'il connaît notre infâme abandon ,
 Ravir sa confiance ou subir son pardon ,
 L'implorer ou le fuir : quel supplice , Madame ,
 Quelle honte !

PRAXÈDE (avec ironie).

L'effroi , qui domine en votre âme ,

Vous réduirait sans peine à de lâches détours ;
 Pour votre liberté , pour vos droits , pour vos jours ,
 Vous semblez inquiet , plus que pour moi sans doute ;
 Dès le premier écueil vous maudissez la route !

CONRAD (avec désespoir).

Praxède , un tel soupçon manquait à mon malheur.
 Plus d'un champ de bataille attesta ma valeur ;
 Vingt périls ont prouvé si j'estime la vie :
 Je n'ai plus une crainte , un regret , une envie ,
 Et mon seul désespoir est de ne pas guérir
 D'un amour dont je meurs et dont je veux mourir !

PRAXÈDE (avec dédain).

Non, vous ne mourrez point et nous pourrons encore,
 Rejetant à jamais des liens que j'abhorre,
 Echapper à l'abîme entr'ouvert sous nos pas
 Et goûter un bonheur qui ne vous trouble pas !
 (Vivement.)
 Ce temps viendra ; mes vœux l'amèneront peut-être
 Et je le hâterais, s'il tardait à paraître !
 Le chemin où le sort nous engagea tous deux
 A des gouffres profonds et des bords hasardeux ;
 Mais, une fois entrés dans la sombre carrière,
 Il faut marcher, courir de barrière en barrière
 Et ne pas reculer ; car on rencontrerait
 Un spectre, le Remords, qui nous étoufferait !
 (Mattéa paraît au fond.)

SCÈNE III.

PRAXÈDE, CONRAD, MATTÉA.

CONRAD (vivement).

J'aperçois Mattéa.

PRAXÈDE (se retournant).

Que me veut-on ?

MATTÉA.

Madame,

La comtesse Mathilde auprès de vous réclame

La faveur d'être admise ; elle me suit de près.

(Elle sort sur un geste de Praxède pour introduire Mathilde.)

PRAXÈDE.

On ne peut se soustraire aux témoins indiscrets.

D'une frivole cour reprenons le langage.

A-t-elle deviné notre prochain voyage ?

Et pour renouer mieux ses plans déconcertés

(A Conrad, qui s'éloigne.)

Pense-t-elle déjà ?.... Prince, vous me quittez ?

CONRAD.

Je vous laisse avec elle. A mon inquiétude

Rien ne plaît que le calme et que la solitude ;

Ce cœur, dont vous raillez le courage affaibli,

Je l'avoue, a besoin de silence et d'oubli.

Je reviendrai bientôt. (Il sort par le fond, à droite.)

SCÈNE IV.

PRAXÈDE.

Qu'il est faible ! Et je l'aime !

J'aime peut-être en lui cette faiblesse même ;
 Il est, lorsqu'on est fort, si doux de protéger !
 Mais la comtesse est là : c'est pour m'interroger
 Qu'elle cherche à me voir ; cachons bien à sa vue....

SCÈNE V.

PRAXÈDE, MATHILDE.

(Mathilde arrive par le fond, à gauche.)

PRAXÈDE (allant vers elle).

Vous me faites, Madame, une grâce imprévue
 En déroband une heure aux soins plus sérieux
 Pour venir la passer et la perdre en ces lieux.

MATHILDE (avec une feinte amitié).

Je respire au contraire, et je le dis sans feinte,
 Quand j'abjure un instant le faste et la contrainte,
 Quand je retrouve au fond d'un asile écarté,
 Après tant de grandeurs, un peu de liberté !

(Lui prenant la main.)

Que de fois, appelant un cœur comme le vôtre,
 J'eusse voulu renaître et revivre en un autre,
 M'égarer à loisir en ses longs entretiens
 Et calmer ses ennuis en lui contant les miens !

PRAXÈDE.

Des ennuis ! En est-il dans la sphère où vous êtes ?
 Le pouvoir souverain vous berce de ses fêtes ;
 Au sceptre d'une femme un grand peuple est soumis.

MATHILDE (gravement).

J'ai beaucoup de flatteurs ; mais où sont mes amis ?
 On me vante, on me craint ; qui me console et m'aime ?
 Qui sait me résister ? Qui me sert pour moi-même ?
 Personne. En mon palais je n'entends, je ne vois
 Que l'ombre de mes pas ou l'écho de ma voix.
 Oui, l'horizon est vaste au sommet où nous sommes !
 Femme, il est glorieux de régner sur des hommes,

D'avoir l'esprit plus ferme et le coup d'œil plus prompt
 Et d'atteindre du pied le niveau de leur front !
 Mais, quand on a quitté la riante campagne
 Pour s'élever aux flancs d'une aride montagne,
 Quand on a pas à pas et d'écueil en écueil
 Gravi l'étroit sentier où vous poussait l'orgueil,
 Quand on a bien monté, traînant de lourdes chaînes,
 Après tant de périls, de craintes et de peines,
 On arrive à la cime, on se retourne : hélas !
 On est seul ! Le ciel tonne et l'abîme est en bas ;
 Des nuages d'airain écrasent votre tête ;
 Le vertige vous prend : nul cri ne vous arrête !
 Vous chanceliez : nul bras ne vient vous secourir !
 Vous tombez : nul regard ne vous a vu périr ;

(Amèrement.)

Car vous étiez trop haut ! Telle est ma destinée,
 Eclatante au dehors, de près infortunée ;
 Et rien, enfin, ne manque à mon rare bonheur
 Qu'un espoir pour combler le vide de mon cœur !

PRAXÈDE.

Rien n'a-t-il ébranlé cette vertu si fière ?
 Geoffroi, duc de Lorraine, et Guelph, duc de Bavière ?....

MATHILDE (avec ironie).

Mes deux époux ! Aucun n'était digne de moi !
 Que je rêve souvent, pour lui donner ma foi,
 Un prince, dont la vie agrandisse la mienne,
 Dont le renom soit pur, dont le sang m'appartienne,
 Qui dirige l'essor de mon génie altier,
 Sans plier devant moi, sans me faire plier,
 Dont la tendresse arrache à ma fierté royale
 Ce plaisir de céder que nul plaisir n'égale,
 Un prince généreux, intrépide, jaloux,

(Brusquement.)

Ardent.... tel, en un mot, que Conrad est pour vous !

PRAXÈDE (avec explosion.)

Conrad ! Qu'avez-vous dit ?

MATHILDE (vivement).

Je sais tout.

PRAXÈDE (à part).

C'était elle !

MATHILDE.

Et qui n'admirerait une flamme aussi belle ?

PRAXÈDE (agitée).

Oh ! Mathilde, étouffez ce funeste secret !

MATHILDE.

Qui n'en serait touché ? Qui ne vous l'envirait ?

PRAXÈDE (avec douleur).

Me l'envier ?

MATHILDE (vivement).

Praxède, ouvrez-moi donc votre âme.

En moi qui vous effraie, et ne suis-je pas femme ?

De vos aveux déjà n'ai-je pas la moitié ?

Ils seront bien gardés !

PRAXÈDE (inquiète).

Taisez-vous, par pitié !

Taisez-vous !

MATHILDE (avec force).

A quoi bon dissimuler encore,

Vous dis-je ? Je sais tout. Oui, Conrad vous adore ;

Oui, par force jetée au lit de l'empereur,

Vous n'avez dû subir ce joug qu'avec horreur ;

Il vous semble odieux, pesant, insupportable ;

Il faut le rompre !

PRAXÈDE.

O ciel !

MATHILDE.

Vous vous jugez coupable ;

Vous n'êtes que victime, et vous pourriez d'un mot....

PRAXÈDE (avec terreur).

Vous me perdrez, Madame !

MATHILDE (vivement.)

Ah ! je vous sers plutôt ;

Je vous montre un malheur où vous craigniez un crime ;

J'accours vous retenir au penchant d'un abîme ;

Pour venger le passé, pour sauver l'avenir,

Il n'est plus qu'un moyen : je vais vous le fournir.

Prévenez tout danger ; dédaignez toute excuse.

Avant que l'empereur devant tous vous accuse,

Accusez-le vous-même et, sans ménager rien,
Fuyez !

PRAXÈDE (troublée).

Quoi ! le quitter ?

MATHILDE (froidelement).

Vous le trahissez bien !

J'achève. Dans cinq jours, se tient, en ma présence,
Un concile, assemblé sous les murs de Plaisance ;
Les timides prélats dont il est composé
Accepteront sans peine un avis imposé.
Paraissez à leurs yeux ; invoquez les lois saintes ;
Apaisez vos remords ; faites parler vos plaintes :
Peignez tous les tourments d'un hymen malheureux,
Dont chaque jour rendra les liens plus affreux
Et que le ciel condamne en le laissant stérile.
Contre un injuste époux implorez un asile :
Il n'osera vous suivre à l'ombre de la croix ;
L'autel est un refuge où s'arrêtent les rois.
Les nœuds qu'un prêtre a joints, qu'un prêtre les divise !
Henri soutiendra seul les foudres de l'Eglise ;
Vous, songez à vous mettre à l'abri de leurs coups
Qui, tournés contre lui, pourraient tomber sur vous.
Sa perte est résolue et sa tête est proscrite ;
Ne vous exposez point aux haines qu'il mérite
Et, dans mon amitié cherchant un sûr appui,
Unissez-vous à moi pour lutter contre lui !

PRAXÈDE (troublée).

Vous êtes sa rivale !

MATHILDE (vivement).

Et vous, son ennemie :

Nous devons nous comprendre.

PRAXÈDE (rougissant).

Ah ! c'est l'ignominie !

MATHILDE.

Le salut. Imprudente, aimez-vous mieux, enfin,
Un supplice infamant qu'un triomphe certain ?
Mesurez les périls où tout délai vous plonge ;
Henri vous punira de votre long mensonge !

PRAXÈDE (rapidement).

Il l'ignore !

MATHILDE.

Il l'aura bien vite découvert.

Croyez-moi , réprimez un trouble qui vous perd ;
Venez !

PRAXÈDE (hors d'elle-même).

Quel sombre espoir pénètre dans mon âme ?
Mes yeux sont éblouis d'une sinistre flamme ;
D'où sortez-vous , démon qui me tentez ainsi ?
Je ne suis pas à vous , tant que je reste ici ;
N'est-il pas là , celui qu'à jamais je délaisse ?
Emmenez-moi !

MATHILDE (avec jole).

C'est bien , partons ; pas de faiblesse :
Vous êtes libre !

(Elle l'entraîne ; Conrad entre au fond.)

SCÈNE VI.

PRAXÈDE, MATHILDE, CONRAD.

PRAXÈDE (reculant).

O ciel !

MATHILDE (bas à Praxède).

Ne vous arrêtez pas.
J'apprends tout à Conrad et je sors sur vos pas.
(La poussant au dehors.)
Nous nous retrouverons !
(Praxède sort vivement par le fond.)

SCÈNE VII.

MATHILDE, CONRAD.

CONRAD (stupéfait).

Absent depuis une heure ,
Madame , je reviens , et dans cette demeure
Je rencontre , au retour , le désordre et l'effroi ;
Que s'est-il donc passé ?

MATHILDE (avec chaleur).

Conrad , écoutez-moi.

Nous n'avons qu'un instant ; j'abrège les paroles
Et ne descendrai point à des détours frivoles :
Praxède m'a tout dit.

CONRAD (pâlissant).

Comment ?

MATHILDE (à mi-voix).

Votre bonheur,

Votre amour !

CONRAD (éclatant).

Notre amour et notre déshonneur,
N'est-ce pas ? vous plaignez notre infâme conduite,
Mathilde !

MATHILDE.

Pensez-vous que j'en sois seule instruite?...
L'empereur....

CONRAD (avec désespoir).

Quoi ! Mon père ! Et je voulais douter !

MATHILDE.

Sur vos deux fronts l'orage est tout près d'éclater ;
Il vous écraserait : évitez-en l'approche !

CONRAD (amèrement).

Eviterai-je aussi cet éternel reproche
Que le cri du remords éveille dans mon sein ?

MATHILDE (avec explosion).

Oui, prince, en l'étouffant sous quelque grand dessein,
En cherchant les hasards au lieu de les attendre,
En résistant !

CONRAD (inquiet).

Mon Dieu, j'ai peur de vous comprendre ;
Poursuivez.

MATHILDE.

Votre père, en franchissant ce seuil,
Avait pour un moment dépouillé son orgueil ;
Effrayé des revers qui présageaient sa chute,
Il semblait désireux de finir notre lutte ;
A traiter avec nous il s'était engagé :
Mais dans ce cœur hautain tout a soudain changé !

Oublieux des serments qu'il a prêtés naguère ,
 Il brave encor Paschal et rêve encor la guerre ;
 Il nous force au combat , nous qui voulions la paix ;
 Nul accord n'est possible entre nous désormais ;
 Sa ruine s'apprête , et , tant de fois trompée ,
 Rome a jeté la croix pour ressaisir l'épée !
 Les peuples asservis à la fin sont lassés
 Des sacrilèges nœuds dont ils sont enlacés !
 L'Allemagne frémit ; l'Italie au loin gronde ;
 L'ambition d'un homme a soulevé le monde !
 Votre frère en Souabe a de chauds partisans ,
 Et , détachant d'Henri ses plus chers courtisans ,
 Fait mouvoir à son gré cette foule rebelle !

CONRAD (vivement.)

Il lui cède !

MATHILDE.

Tout haut ; tout bas , il se sert d'elle.

CONRAD (avec douleur).

Mon frère , traître aussi !

MATHILDE (avec chaleur).

Près de nous les Lombards
 Aux chefs impériaux vont fermer leurs remparts ;
 Nul à ce joug trop dur ne veut plus se soumettre ;
 Et leur voix unanime appelle un autre maître ,
 Un maître noble et bon , qui les défende tous ,
 Qu'on bénisse , qu'on aime ; et ce maître , c'est vous !

CONRAD.

Moi ! Non ; vous vous trompez : les Lombards sont fidèles.

MATHILDE (à voix basse).

Je tiens le fil secret de ces trames nouvelles ,
 Conrad ; dans peu de temps vous en verrez l'effet !

CONRAD (reculant).

Ne me proposez point un si lâche forfait ;
 Envers mon père et Dieu je suis assez coupable !

SCÈNE VIII.

MATHILDE , CONRAD , MATTÉA.

(Mattéa, qui entrait à gauche, s'arrête à leur vue et, n'osant avancer, se tient à l'écart derrière un pilier.)

MATHILDE (avec impatience).

De plus de volonté je vous croyais capable.

CONRAD.

Madame....

MATHILDE.

Il faut sortir de l'empire toscan ;
 Le chemin n'est pas long qui conduit à Milan !
 La couronne de fer y ceindra votre tête
 Et la garantira des coups de la tempête.
 Consentez-vous ?

CONRAD (troublé).

Jamais !

MATHILDE (vivement).

Ah ! si vous refusez ,
 Vos yeux, par une erreur maintenant abusés ,
 Se rouvriront un jour, mais trop tard ; car un autre
 Aura conquis ce rang qui doit être le vôtre ,
 Et menant contre vous vos soldats révoltés....

CONRAD (avec désordre).

Un autre ! Quand c'est moi qui puis....

MATHILDE (brusquement).

Vous consentez ?

CONRAD (avec une explosion d'ironie douloureuse).

Oui, Mathilde ; à présent soyez fière et contente ;
 Oui, ce dessein est grand et ce rôle me tente.
 J'étais las, à mon tour, de pleurer, de souffrir ;
 Les armes à la main, je préfère mourir !
 Pourquoi sous mes remords me courber davantage ?
 J'ai pour les effacer le meurtre et le carnage.
 Tais-toi, ma conscience, et laisse enfin parler
 Tous mes mauvais instincts qu'on vient me révéler !
 Discorde et trahison, c'est en vous que j'espère ;
 Inspirez-moi. J'étais le rival de mon père ;

Je serai son bourreau , Madame : applaudissez !
(Il tombe accablé sur un fauteuil.)

MATHILDE (avec une jole mal déguisée).
Vos succès calmeront ces transports insensés.
Concertons-nous. Praxède ira dans un concile,
Dont je saurai vous faire un instrument docile,
Demander hautement qu'on brise sans retour
Cet hymen importun qui trouble votre amour.
Vous, rejoignez l'armée, encouragez son zèle;
Promettez; menacez: on ne peut rien sans elle;
La fortune et le ciel sont de votre côté.
L'empire à votre frère; à vous la royauté!
(Elle sort vivement par le fond.)

SCÈNE IX.

CONRAD, MATTÉA.

CONRAD (s'élançant vers Mathilde).
Comtesse....
(Il recule devant Mattéa qui s'avance tristement.)
Mattéa!

MATTÉA.
Prince, je viens vous dire
Que votre père....

CONRAD (inquiet).
Eh bien ?

MATTÉA.
Sur-le-champ il désire
Confier à vos soins un message important.

CONRAD (à lui-même).
Moi, paraitre à ses yeux, et dans le même instant
Où je veux.... A ce point je serais insensible!
L'entendre, lui parler, le voir, c'est impossible.
(Fausse sortie.)
Dites que d'autres soins.... Dites que du palais
Je sortais devant vous....

MATTÉA (d'un ton ferme).
Pour n'y rentrer jamais!

CONRAD (revenant sur ses pas brusquement).

Vous nous avez surpris ! Une ruse pareille....

MATTÉA (agitée).

Quelques mots par hasard ont frappé mon oreille ;
J'en ai frémi de crainte et de honte pour vous !

CONRAD.

De honte ?

MATTÉA.

Et j'ai maudit celle qui nous perd tous !

CONRAD (irrité).

Mattéa !

MATTÉA.

Pardonnez, si ce hardi langage
Blesse en vous le respect où mon devoir m'engage ;
Je n'ai nul droit sans doute, et je le sais trop bien,
Pour toucher votre cœur par les plaintes du mien.
(Suppliante.)
Cependant, élevée en la même famille,
Pour le noble Henri je suis presque une fille,
Presque une sœur pour vous, et je vous suppliai,
Au nom de votre honneur, précieux et sacré,
Au nom de votre gloire et de votre jeunesse
Que d'une trahison flétrirait la bassesse,
Au nom de vos aïeux, dont le sang immortel
A formé vingt héros et pas un criminel !
(Tombant à ses genoux).
Conrad, ne traînez pas vos lauriers dans la fange ;
Songez que Dieu se lasse et que le destin change,
Et bien loin de ravir le sceptre d'un vieillard...

CONRAD (luttant avec agitation).

Silence, Mattéa, silence ! il est trop tard.
Un pouvoir infernal me pousse vers l'abîme ;
J'y cours ; j'y dois tomber, ou coupable, ou victime ;
Et la voix d'une enfant ne peut plus arrêter
La tempête qui gronde et qui va m'emporter !
(A part).
Fuyons ; en l'écoutant j'aurais peur de moi-même !
(Il sort vivement par le fond).

SCÈNE X.

MATTEA (éplorée).

Il part !... O vous , mon Dieu , qui savez si je l'aime ,
 Vous qui pour lui sans cesse avez reçu mes vœux ,
 Déchirez ce bandeau qui lui couvre les yeux ;
 Tirez-le doucement de son ivresse amère
 Et ne l'éveillez point par un coup de tonnerre !
 (Henri parait à gauche).

SCÈNE XI.

MATTEA , HENRI.

HENRI (courant vers elle et la relevant).

Qu'ai-je vu ? Mattéa toute en pleurs , à genoux !
 Ah ! quels nouveaux périls ont éclaté sur nous ?
 Que dois-je craindre encor ? Ta pâleur m'épouvante ;
 Tu trembles ; tu te tais !

MATTEA (à elle-même).

Pourquoi suis-je vivante ?

HENRI (avec instance).

Apprends-moi tout. Conrad, que t'a-t-il répondu ?
 D'où vient qu'à mon appel il ne s'est point rendu ?
 Cet étrange hasard, malgré moi , me tourmente.
 Je cherche aussi Praxède et Praxède est absente.
 Où sont-ils ?

MATTEA (avec explosion).

Loin d'ici ; vous ne les verrez plus !

HENRI.

O ciel !

MATTEA (vivement).

Leur imposant ses ordres absolus ,
 Mathilde les entraîne et de vous les sépare.

HENRI (avec rage).

Ma cruelle ennemie à la fin se déclare !
 Ma compagne et mon fils, arrachés de mes bras ,
 Exposés par ma faute aux dangers du trépas ,
 Ou jetés dans les fers d'une perfide reine :

TOM. I.

Voilà les derniers traits que me gardait sa haine !
Les malheureux ! Pour moi combien ils vont souffrir !

SCÈNE XII.

MATTÉA, HENRI, AVIANUS, GARDES.

(Avianus se montre au fond avec des gardes qu'il place de distance en distance).

MATTÉA (à part).

S'il se doutait !

HENRI (avec force).

Il faut les sauver ou périr !

C'est assez sommeiller dans un lâche silence :

N'hésitons plus ; luttons contre la violence.

Rassemblons nos soldats, et dans cette cité,

Où j'ai cru follement à l'hospitalité,

Rentrons , portant le glaive et répandant la flamme ;

Ecrasons sous nos pieds le front vil d'une femme ;

Frappons , et que son trône écroulé pour jamais...

(En se retournant pour sortir il recule stupéfait devant les gardes et Mattéa se jette dans ses bras).

AVIANUS (aux gardes).

Enchaînez l'empereur , s'il sort de ce palais !

QUATRIÈME ACTE.

(Une tour du palais).

(Voûtes basses et sombres ; porte grillée au fond ; fenêtre grillée à droite ; petite porte à droite, à gauche un grabat).

SCÈNE I.

HENRI, MATTÉA.

(Henri est couché et endormi sur le grabat ; il est vêtu d'une robe de pourpre en lambeaux et a la barbe et les cheveux longs).

MATTÉA.

Enfin Dieu plus clément à son âme blessée

Envoie un doux repos qui berce sa pensée ;

Ah ! puisse-t-il longtemps prolonger son sommeil !

Tant de chagrins affreux l'attendent au réveil !

Ecartons, s'il se peut, par de pieux mensonges,
L'horrible vérité qui troublerait ses songes,
Et tâchons d'épaissir les voiles sur ses yeux;
Car, s'il voyait l'abîme, il maudirait les cieux !

HENRI (révânt avec agitation).

Praxède, et toi, Conrad, vous m'êtes donc fidèles;
Secondez-moi, brisons leurs trames criminelles!
(S'éveillant).
Où suis-je ?

MATTEA (l'entourant des bras).

Près de moi.

HENRI (avec égarement).

Ma bonne Mattéa,
Je te revois, mais seule ! Ils étaient pourtant là ;
Tout bas ils me parlaient, et leur voix en mon âme
De mon espoir éteint ressuscitait la flamme ;
Ce corps, par la douleur et les ans affaibli,
Renaissait jeune et fort après un long oubli ;
Puisant dans leurs regards la paix qui m'est ravie,
J'allais entre leurs bras recommencer ma vie ;
(Tournant les yeux)...
Et vers notre palais, tous trois... Une prison !
La mienne ! Ah ! c'est l'enfer qui me rend la raison !
(Il se lève).

(Après une pause)

Ne sais-tu rien sur lui ?..

MATTEA.

Non, prince.

HENRI.

Rien sur elle ?

MATTEA.

Rien !

HENRI (avec douleur).

Ah ! contre un vieillard que Mathilde est cruelle !
M'éloigner de tous ceux dont les soins m'étaient dus !
C'est mon funeste sort qui les aura perdus ;
On leur fait expier leur amitié sublime ;
Ils m'aimaient trop tous deux et m'aimer est un crime ;
Entends-tu, Mattéa ? Tu m'aimes bien aussi ;
Qui sait le châtement qu'on te prépare ici ?

MATTEA (avec chaleur).

Je n'en redoute aucun , si j'adoucis vos peines.
 Que ne puis-je porter tout le poids de vos chaînes !
 Je souffre tant des maux qui vous sont réservés !
 Tous mes jours sont à vous qui les avez sauvés..
 Sous un fer assassin quand succomba ma mère,
 Vous avez , par pitié pour ma douleur amère,
 Donné la sépulture à ses restes chrétiens ;
 Ici-bas je restais sans force et sans soutiens ;
 Vous avez en vos bras réchauffé mon enfance ;
 J'ai grandi , l'âme ouverte à la reconnaissance ;
 Je vous devais la vie et promis , à mon tour ,
 De payer à la vôtre un long tribut d'amour ;
 Je tiendrai mon serment !

HENRI (avec tendresse).

Ange qui me consoles,
 Emmène-moi là-haut, si jamais tu t'envoles,
 Et ne me laisse point dans ce désert humain,
 Où pour guider mes pas je n'aurais plus ta main !
 (Après un silence).
 Mon enfant, ce matin, dans un instant de veille,
 Des sons religieux ont ému mon oreille ;
 La cloche frémissante, en ébranlant les airs,
 Semblait me convier aux célestes concerts ;
 Quelle solennité s'apprête dans Florence ?

MATTEA.

Florence va du Christ honorer la naissance.

HENRI (triste et ému).

Noël ! Ce souvenir doux et mystérieux
 A toujours attendri mon esprit orgueilleux...
 Aujourd'hui Dieu me frappe et brise mon courage ;
 Je l'invoque pourtant du fond de l'esclavage,
 Et je deviens jaloux de ce peuple grossier
 Qu'il ne repousse pas et qui peut le prier !
 Si la comtesse, au moins, daignait me le permettre,
 Dans ce cachot affreux j'appellerais un prêtre ;
 J'épancherais tout bas mes fautes dans son sein,
 Et je repartirais , sûr du pardon divin !

MATTEA (avec intérêt).

C'est là votre désir ?

HENRI.

Le dernier que j'éprouve.

MATTEA (vivement).

Il m'a paru bien bon ; oui, si je le retrouve,
Vers vous je le ramène et ses vœux inspirés...

(Elle s'éloigne).

HENRI.

Tu sors ?

MATTEA.

Pour vous servir.

HENRI.

Reviens vite.

MATTEA.

Espérez !

(Elle sort par la petite porte de droite).

SCÈNE II.

HENRI.

(Avec émotion).

Douce et pieuse enfant, le Seigneur qui m'écoute,
D'un dévouement si beau t'accordera, sans doute,
Le digne prix qu'hélas ! je ne saurais t'offrir,
Moi que tout abandonne et qui n'ai qu'à mourir !
(Allant vers la fenêtre).
Que l'air est lourd ici ! que ma tête est brûlante,
Et de mes jours pesants comme chaque heure est lente !
Sur les bords de l'Arno, le matin, j'aperçois
De robustes pêcheurs et de gais villageois,
Que l'aurore éveilla par ses lueurs vermeilles,
Pour jeter leurs filets et remplir leurs corbeilles ;
D'autres passent, joyeux et las de la moisson :
La brise en murmurant répète leur chanson.
Ils chantent ! Enivrés de leur insouciance,
Sans cesse au lendemain bornant leur confiance,
Ils ont, pour éclairer leur sombre pauvreté,
L'astre de la patrie et de la liberté !
Moi, je languis captif loin de mon Allemagne !
Mes yeux, en parcourant cette vaste campagne,

N'y reconnaissent rien qui sourie à mon cœur ;
 Ce ciel bleu n'a pour moi ni flamme ni chaleur.
 Ce fleuve où parfois vogue une blanche nacelle ,
 Les arbres verdoyants dont sa rive étincelle ,
 Le soleil qui se joue à travers ces barreaux ,
 Tout me semble un larcin que me font mes bourreaux !
 Nuages qui flottez vers ma terre natale ,
 Reportez-lui l'écho de ma plainte fatale ;
 Sur votre aile rapide , ô vents , entraînez-moi
 Aux champs où je fus libre , aux murs qui m'ont vu roi !
 (Avec douleur).
 Triste insensé ! Ta voix meurt en vain dans l'espace ;
 Nulle main de tes pleurs ne vient sécher la trace ;
 Et Mathilde elle-même , aigrissant son courroux ,
 Refuse de me voir...

SCÈNE II.

HENRI, MATHILDE.

MATHILDE (qui est entrée par le fond avant les derniers mots).

Mathilde est devant vous !

HENRI (reculant).

C'est elle !

MATHILDE.

Mon aspect ne saurait vous surprendre.

HENRI (avec amertume).

En effet , vous deviez , je l'aurais pu comprendre ,
 Vouloir sourire en face à mes affreux tourments
 Et repaître vos yeux de mes derniers moments !

MATHILDE.

L'excès de vos chagrins vous réduit à l'outrage ,
 Et sans la mériter j'excuse cette rage.

HENRI (indigné).

Sans la mériter ? Vous !...

MATHILDE (avec hypocrisie).

Henri , ce n'est pas moi

Qui vous ai fait subir une si dure loi ;
 Paschal craint que par vous l'Italie égarée
 A de graves périls ne soit encor livrée ;

Il m'ordonne , lassé de vos serments trahis ,
La force et la rigueur !

HENRI.

Et vous ?

MATHILDE.

Moi , j'obéis !

HENRI (avec colère).

Ah ! ne vous cachez point sous un masque hypocrite ,
Mathilde ; c'est par vous que ma tête est proscrite ;
C'est vous qui , m'abusant par une trahison ,
Après votre palais m'ouvrez votre prison ;
C'est vous , enfin , c'est vous (et ce crime est infâme) ,
Qui m'enviez l'amour d'un fils et d'une femme ;
C'est vous qui , dans les fers les plongeant comme moi ,
M'avez ôté l'appui que m'assurait leur foi !

MATHILDE (dissimulant).

Votre fils ! votre femme !... Henri , quoi qu'il m'en coûte ,
J'arracherai votre âme aux ténèbres du doute ;
De vos illusions je détruirai l'erreur ;
Parfois l'incertitude est pire qu'un malheur :
Tôt ou tard vous sauriez...

HENRI (Inquiet).

Qu'allez-vous donc me dire ?

Je frissonne.

MATHILDE.

Conrad pour vous perdre conspire.

HENRI (avec surprise).

Mon fils !

MATHILDE.

Depuis longtemps ; et déjà les Lombards
Ont , pour suivre les siens , quitté vos étendards.

HENRI (vivement).

C'est faux ! c'est impossible !

MATHILDE.

Henri , son autre frère ,
Etend aussi les mains pour dépouiller son père ;
L'Allemagne murmure et va s'armer pour lui.

HENRI.

C'est un lâche mensonge !

MATHILDE.

Enfin, dès aujourd'hui,
 Praxède, comme un joug, brise votre alliance ;
 Devant les saints prélats réunis à Plaisance,
 Elle a porté ses pleurs, elle a plaidé ses droits,
 Et les chefs de l'Eglise ont entendu sa voix !

HENRI (Interdit).

Praxède !

MATHILDE.

Un prompt divorce abrégera ses plaintes ;
 Et, pour la dérober à de nouvelles craintes,
 Conrad, avec transport la pressant dans ses bras...

HENRI (avec horreur).

Conrad !

MATHILDE (avec explosion).

Ils s'aiment tant ! ne le saviez-vous pas ?

HENRI (égaré).

Laissez-moi. Quel abîme entr'ouvert à ma vue !
 D'où vient pour m'éblouir cette flamme imprévue ?
 Je vois tout à présent. Ils mentaient tous les deux ;
 Mes ennemis dans l'ombre avaient triomphé d'eux,
 Et, quand je m'appuyais sur leurs bras avec joie,
 Leurs bras étaient vendus et vous livraient leur proie !

MATHILDE (durement).

Si des poisons impurs ont souillé votre sang,
 Est-ce ma faute, à moi ? Mon cœur est innocent.
 Le sort sur nos berceaux avait semé la haine !
 Comme moi dévouée à la cause romaine,
 Ma mère Béatrix de votre père Henri
 Reçut les mêmes fers que vous portez ici.
 Deux époux, contre moi conjurés l'un et l'autre,
 Désertèrent ma cour pour servir dans la vôtre ;
 Et voici qu'un hasard, par un juste retour,
 D'une femme et d'un fils vous prive à votre tour.
 Comme si, s'indignant de nos luttes extrêmes,
 Le ciel nous en voulait châtier par nous-mêmes !

HENRI (tristement).

Oui, vous avez raison ; c'est la fatalité
Qui nourrit dans nos cœurs cette rivalité.
La lutte est achevée et c'est moi qui succombe !
Ne me tourmentez plus sur le bord de ma tombe ;
Je n'attends rien de vous... qu'une seule faveur !

MATHILDE.

Parlez.

HENRI.

C'est aujourd'hui que naquit le Sauveur ;
Pour vos sujets la fête est douce et solennelle :
Défendez-vous qu'aux leurs ma prière se mêle
Et que d'un saint prélat j'embrasse les genoux ?

MATHILDE (durement).

Il n'est rien de commun entre l'Eglise et vous.
Sans relâche et sans peur vous l'avez combattue ,
Et votre conscience, à présent abattue ,
Demande le pardon à ces mêmes autels
Dont vous avez flétri les honneurs immortels.
Il est trop tard ; enfin , votre audace est punie ;
Par la voix de Paschal Dieu vous excommunie !
Nul prêtre n'oserait , par des regrets hardis ,
Plaindre les criminels qu'un pontife a maudits !

HENRI (égaré).

Un jour pareil !

MATHILDE (avec force).

Ce jour , funeste à votre gloire ,
Devrait d'un long remords glacer votre mémoire.
C'était Noël aussi , quand l'Ange du trépas
Livra Rome tremblante aux coups de vos soldats ;
C'était Noël aussi , quand leur terrible horde ,
Rallumant sous ses pas le feu de la discorde
Et d'un courroux impie exhalant les transports ,
Aux temples vénérés arracha leurs trésors !
Vous répandiez au loin la crainte et le scandale.
Hildebrand avait fui dans une cathédrale ;
Quelques chrétiens , n'ayant que leur foi pour appui ,
Venaient gémir , prier et mourir près de lui !

Tout à coup Cencius, votre infâme complice,
 Entra, la torche au poing, dans le saint édifice,
 Força le sanctuaire avec vos Allemands,
 Du pape renversé saisit les cheveux blancs,
 Le traîna sur le sol et, frémissant de rage,
 D'un gantelet de fer lui meurtrit le visage.
 Qu'eût-il fait, sans les cris d'un peuple furieux ?
 La foudre vengeresse en gronda dans les cieux !

HENRI (vivement).

J'ai blâmé Cencius !

MATHILDE (brusquement).

Le jour qui nous éclaire
 Est de ce jour fatal le sombre anniversaire ;
 Il ne vous trouble pas, et loin de le bannir,
 Vous-même en réveillez l'odieux souvenir !

HENRI (blessé).

Comtesse...

MATHILDE (avec violence).

En votre sein qu'il sème l'épouvante !
 Qu'il le ronge en secret, tel qu'une hydre vivante,
 Et que, vous poursuivant, à toute heure, en tout lieu,
 Il vous rende exécration aux hommes, comme à Dieu !
 (Elle sort rapidement par le fond).

SCÈNE IV.

HENRI.

(Avec désespoir).

Ah ! fuis bien loin, démon qui désolas ma vie,
 Fuis en m'affranchissant de ta haine assouvie !
 Ils me trahissaient donc, tous ceux que j'adorai !
 Dans le fond de mon cœur leur poignard est entré ;
 Ils frappaient d'une main trop rapide et trop sûre,
 Et je dois expirer d'une telle blessure !
 O crime ! Et ne pouvoir invoquer l'Eternel,
 Ne plus se confier en son nom paternel,
 Rester anéanti sous ce dur anathème,
 Sans jamais désarmer sa vengeance suprême ;
 Les enfers auront-ils des tourments plus affreux
 Pour dévorer sans fin l'âme des malheureux ?

De cet abaissement je sortirai peut-être ;
 Je donnerais mon sang pour le pardon d'un prêtre!....
 On vient; qu'ai-je aperçu !

(Mattéa et Liprand sont entrés à droite).

SCÈNE V.

HENRI, MATTÉA . LIPRAND.

MATTÉA (à Liprand, lui montrant l'empereur).

Le voici près de nous.

HENRI (avec exaltation).

Devant un Dieu clément je m'incline à genoux :
 Enfin à mes regards un de ses rayons brille !

MATTÉA (tendrement à Henri).

Etes-vous satisfait, mon père ?

HENRI (plein de reconnaissance).

O noble fille !

LIPRAND (avec compassion).

Prince, dans quel état je vous trouve réduit !

HENRI.

L'astuce d'une femme a seule tout conduit ;
 Prisonnier, avili, sans amis, sans royaume,
 D'un empereur éteint vous voyez le fantôme !

LIPRAND.

Voilà donc dans les cours comme on tient ses serments !
 Voilà ce que des rois suit les embrassements !
 Tous quatre ils étaient joints d'une amitié si tendre !
 De leur fidélité la paix allait dépendre ;
 Tous quatre maintenant, jaloux et divisés,
 Ne se souviennent plus des nœuds qu'ils ont brisés ;
 O toi qu'ils attestaient et qu'offense un parjure,
 Ne les punis pas tous, Seigneur, de leur injure !

HENRI.

Quoi ! vous osez, Liprand, à ma captivité
 Prodiguer les trésors de votre charité ;
 Si j'attirais sur vous un danger ?

LIPRAND.

Que m'importe ?

La crainte n'émeut pas ceux que la foi transporte.
 Partout où souffre un homme, où s'incline un chrétien,
 Mon cœur compatissant vole au-devant du sien ;
 En oubliant ses torts j'adoucis sa misère,
 Et par le repentir il redevient mon frère !..

HENRI (avec admiration).

Comme l'amour de Dieu, le vôtre est infini ;
 Autant qu'il l'est au ciel, ici soyez béni !
 Ah ! si tous vos prélats avaient eu votre zèle,
 L'Eglise aurait en moi son fils le plus fidèle ;
 Je n'aurais pas puni, brûlant d'un fiel amer,
 L'intrigue par la force et la croix par le fer !
 Pour mieux humilier un ennemi barbare,
 Sur deux serviles fronts je jetai la tiare ;
 La lutte fut terrible et mes efforts vainqueurs...

LIPRAND (sévèrement).

Coûtaient à vos sujets bien du sang et des pleurs !

HENRI (repentant).

Oui, Liprand ; ébloui par mon pouvoir suprême,
 Voyant tout se confondre et se perdre en moi-même,
 Détourné par la voix des flatteurs corrompus
 Qui m'eussent fait haïr les plus saintes vertus,
 Je croyais, m'enivrant de mon dédain superbe,
 Pouvoir fouler aux pieds ce peuple ainsi que l'herbe ;
 Je regardais ses jours, ses trésors, son honneur,
 Comme une juste proie offerte à mon bonheur ;
 Et, bornant tous mes soins à dorer leurs entraves,
 Dur pasteur, je régnaï sur un troupeau d'esclaves !
 De mon aveuglement Dieu m'a trop châtié ;
 Il fit de ma grandeur un objet de pitié ;
 Il m'a chassé du trône où brillaient mes ancêtres
 Pour me plonger ici dans les fers de ses prêtres.

MATTEA (le calmant).

Henri !

HENRI (avec douleur).

Ce n'est point là mon plus affreux tourment ;

Et Dieu plus près de moi plaça mon châtement.
Contre moi soulevant ma coupable famille...

MATTEA (désolée).

Quoi ! vous savez ?... et moi qui vous cachais...

HENRI (tristement).

Ma fille,
On m'a tout révélé ; pour feindre il est trop tard ;
Les maux , que ta tendresse éloignait du vieillard ,
Une autre les faisait retomber sur ma tête ;
Mathilde , applaudissant à ma triste défaite ,
Elle-même en ces lieux a voulu m'annoncer
Le coup dont tous les miens venaient de me percer !
(Mattéa et Liprand conduisent jusqu'au grabat Henri épuisé ; Conrad agité
entre par le fond et se tient à l'écart).

SCÈNE VI.

HENRI, MATTEA, LIPRAND, CONRAD.

LIPRAND.

On se redit partout cette fatale histoire.

MATTEA.

Puisse s'en effacer l'exécrable mémoire !

CONRAD (à part).

Une dernière fois le revoir , puis mourir !
Quelle pâleur sinistre et qu'il a dû souffrir !

HENRI (amèrement).

Tous trois en même temps ! Tous trois !

CONRAD (à part).

Il nous accuse !

HENRI.

Où donc étaient mes torts ? Où donc est leur excuse ?
Ma rigueur , l'avaient-ils éprouvée un seul jour ?
N'ont-ils pas dans mon sein épuisé mon amour ?

LIPRAND.

Oubliez-les !

HENRI (avec tendresse).

Praxède, elle qui dans mon âme
Avait d'un âge heureux fait renaitre la flamme,

Me tromper bassement ! Et lui surtout, et lui
 Qui prêtait à ma cause un si solide appui,
 Lui qui, me réchauffant de son jeune courage,
 Aurait porté le poids de mon lourd héritage,
 Lui dont j'étais si fier, Conrad m'a délaissé !

CONRAD (à part).

Quel horrible supplice !

HENRI.

Au cœur il m'a blessé ;
 Et, si je n'écoutais que ma sombre colère,
 Sur ce fils criminel appelant le tonnerre,
 J'attendrais qu'expiant ses affreux attentats,
 Il subît...

MATTEA (vivement).

Ah ! seigneur, ne le maudissez pas ;
 Plaiguez-le !

HENRI (avec exaltation).

Pensez-vous qu'un père ainsi maudisse ?
 Il mérite du ciel la sévère justice,
 La mienne ; et cependant je sens à mes regrets
 Que je chéris l'ingrat, que, lui mort, je mourrais,
 Qu'à peine son pardon sur mes lèvres hésite
 Et que, s'il l'implorait, il l'obtiendrait trop vite !

CONRAD (hors de lui et se précipitant à ses genoux).

Mon père !

MATTEA (stupéfaite).

Il était là !

HENRI (se levant avec égarement).

N'est-ce point une erreur ?

Lui !

LIPRAND (sévérement à Conrad).

Vous reparez aux yeux de l'empereur
 Et vous ne craignez point ?...

HENRI (avec transport).

Silence ! plus de crainte ;
 A quoi bon affecter une longue contrainte ?
 Vous le voyez, pour lui je suis encor sacré
 Et jamais de son père il n'a désespéré !

Il me connaissait bien ! Conrad , que je t'embrasse !
Tu reviens ! tu reviens !

CONRAD (se dégageant de ses bras).

Repoussez-moi, de grâce ;
Ne m'ouvrez point vos bras avec tant de bonté ;
Laissez-moi dans ma honte et dans ma lâcheté !
Plus hautement que vous contre moi je m'indigne ;
A l'arrêt le plus dur ma fierté se résigne
Et pour m'anéantir je voudrais mille morts ,
Si vous n'étiez vengé bien mieux par mes remords !

HENRI (avec compassion).

Des remords ! malheureux !

CONRAD (avec chaleur).

Oui, je fus traitre et lâche !
Je sais quel déshonneur à tous mes pas s'attache ;
Car je vous ai ravi le repos et l'espoir :
Rien ne peut expier un forfait aussi noir.
Je ne vous dirai pas qu'à mon destin je cède ,
Qu'avant vous j'avais vu, j'avais aimé Praxède,
Ni que par votre hymen notre amour fut troublé ,
Ni que nous restions purs , si nous eussions parlé !
Je ne dois pas non plus, pour m'absoudre, vous dire
Qu'ivre de passion, en proie à mon délire,
Entraîné par Mathilde aux plus hardis excès ,
Je ne souhaitais point un odieux succès ;
Mais que par la révolte au milieu des batailles
J'espérais m'assurer d'illustres funérailles !

HENRI (effrayé).

Toi périr !

CONRAD (vivement).

Je n'en suis ni moins infortuné,
Ni moins coupable ; aussi je me suis condamné :
Ne songeons plus à moi. C'est vous qu'à l'instant même
J'accours chercher ; c'est vous que d'un péril extrême,
Au risque de mes jours, je suis venu tirer ;
La main qui vous trahit saura vous délivrer !

MATTEA.

Se peut-il ?

LIPRAND.

Achevez.

CONRAD (rapidement).

(Montrant la porte de droite) Ils n'ont placé qu'un garde,
 Qu'un seul, de ce côté que le fleuve regarde ;
 Ici tout est discret ; tout est calme à l'entour ;
 Une nacelle est prête au pied de cette tour.
 Partez ; tous vos soldats errent dans la campagne ;
 Rejoignez-les ; alors que Dieu vous accompagne !

HENRI (avec force).

Non , je ne fuirai pas !

MATTEA (étonnée).

Que dites-vous ?

LIPRAND.

Seigneur...

CONRAD (désolé).

Mon père !

HENRI (noblement).

Fuir ainsi, c'est manquer à l'honneur,
 C'est abdiquer mes droits, c'est montrer que je tremble !

CONRAD (agité).

Vous refusez ? Eh bien ! nous nous perdrons ensemble.
 Je conçois un projet ; adieu ; comptez sur moi :
 La comtesse m'attend pour me couronner roi.

HENRI (indigné).

L'infâme !

CONRAD (prêt à s'éloigner).

Allons vers elle ; employons la prudence
 Et pour l'en accabler acceptons sa puissance.
 Priez Dieu !

HENRI (l'embrassant).

Maintenant, Conrad, je le bénis !

CONRAD (se dirigeant vers le fond avec exaltation).

Il sauvera mon père !

HENRI (s'appuyant avec joie sur Mattéa et Liprand).

Il m'a rendu mon fils !

CINQUIÈME ACTE.

(Le théâtre représente les jardins du palais ; tout autour règne un portique élégant, devant lequel sont à gauche une table splendidement servie et plusieurs sièges).

SCÈNE I.

MATHILDE, AVIANUS.

MATHILDE (à Avianus qui entre à gauche).

Que viens-tu m'annoncer ?

AVIANUS.

Que déjà tout s'apprête,
Que ce vaste palais respire un air de fête
Et qu'un banquet splendide, offert en ces jardins,
Hâtera le succès de vos secrets desseins.

MATHILDE.

Les seigneurs des deux cours?...

AVIANUS.

Arrivent d'heure en heure
Et rempliront bientôt votre noble demeure ;
Les envoyés lombards et les chefs allemands
Vont à leur nouveau prince apporter leurs serments
Et, du sort de Conrad Mathilde enfin maîtresse ,
D'un triomphe prochain peut savourer l'ivresse.

MATHILDE (avec joie).

Oui, tâchons de finir comme j'ai commencé !
Ayant surpris dans l'ombre un amour insensé,
De Praxède j'ai su faire éclater la flamme
Et, femme , profiter des erreurs d'une femme !
J'oppose, les armant au gré de mon courroux,
Les deux enfants au père et l'épouse à l'époux.
Conrad , dont j'éprouvai l'humeur obéissante ,
N'est qu'un faible instrument pour cette main puissante ;
Je lui devrai le rang que mon orgueil rêvait ;
Je le ferai plier et s'il se relevait...

TOM. I.

20

(D'une voix sombre).
Malheur à lui !

AVIANUS (surpris).

Grand Dieu !

MATHILDE (avec force).

Tu prétends me connaître
Et tu crois qu'au moment de réussir peut-être,
Quand pour atteindre au but il ne reste qu'un pas,
Je n'oserais le faire ! Ah ! tu ne le crois pas !
Reste en ces lieux. J'attends Conrad avant les autres ;
S'il met tous ses projets d'accord avec les nôtres,
S'il ne suit, en régnant, que notre volonté,
Qu'il règne ! A lui le sceptre, à moi l'autorité !
De mon astre royal il ne sera que l'ombre.
Mais si, me suscitant des obstacles sans nombre,
Il se lassait d'un joug qu'il accepte aujourd'hui,
Je le répète encor, malheur, malheur à lui !
Alors, s'il le fallait, pour un dernier service
Je compterais sur toi !

AVIANUS.

Madame...

MATHILDE (avec fougue).

Dans le vice
Tu n'as pas tant marché pour reculer jamais :
J'aurais besoin d'un crime et tu me le promets !

AVIANUS (s'inclinant).

Oui, Madame...

MATHILDE.

Hardi, rapide, irrévocable,
Pareil enfin à ceux dont ton âme est capable !

AVIANUS (froidelement).

Ne suis-je point à vous ?

MATHILDE (impérieuse).

C'est bien, tu me comprends :
Tu peux agir sans moi désormais. Je l'entends ;
Ecoute-nous tous deux et, selon son langage,
Sers-moi !

(Conrad vient de la gauche).

SCÈNE II.

MATHILDE , AVIANUS , CONRAD.

CONRAD.

Salut, comtesse!

MATHILDE (souriant).

Au roi je rends hommage;

CONRAD (tristement).

Au roi ! Ce nom fatal n'est pas encor le mien.

MATHILDE.

Mais il doit l'être. Ayons un instant d'entretien ;
 Nous sommes seuls ; cet homme est discret et fidèle.
 Une cérémonie auguste et solennelle
 Va bientôt sur ces lieux attirer les regards.
 La couronne de fer qu'apportent les Lombards
 Ornera votre front ; de ce brillant insigne
 Dépend une grandeur dont vous êtes bien digne.
 Mais , avant d'y monter, sans détour jurez-moi
 Que vous me garderez une constante foi,
 Que de mes intérêts vous prendrez la défense,
 Que vous me vengerez de toute injuste offense ;
 D'un loyal allié n'est-ce point le devoir ?

CONRAD (avec impatience).

Je sais que c'est à vous que je dois le pouvoir
 Et que, sans vous, jamais une erreur que j'expie
 Ne m'eût précipité dans cette guerre impie !

MATHILDE.

Quoi ! Conrad, votre cœur, encor mal affermi,
 N'ose dans l'empereur trouver un ennemi ;
 Vous écoutez tout bas une crainte importune
 Et vous ne pouvez pas porter votre fortune !

CONRAD (tristement).

Taisez-vous ; je sens trop jusqu'où va mon malheur ;
 Je sais ce qui m'attend de honte et de douleur.
 Quels doux fruits espérer d'une amère bassesse ?
 Mais de tant de remords il en est un, comtesse,
 Que je veux m'épargner. De vous j'exige, au moins,

Que mon père, entouré de respects et de soins,
Se dérobe à la mort sur son front suspendue
Et se console, un jour, de sa pourpre perdue;
J'exige qu'un palais remplace sa prison
Et le mette à l'abri de toute trahison;
J'exige aussi...

MATHILDE (froidelement).

Conrad bien à tort s'inquiète;
Aucun danger d'Henri ne menace la tête;
Il peut couler en paix, au fond de ce château,
Un vain reste de jours qu'il dispute au tombeau;
Et déjà le couvrant de ma sollicitude...

CONRAD (ne se contenant plus).

Est-ce vous qui parlez, quand dans sa solitude
Le souverain d'hier n'a qu'un grabat affreux
Pour étendre aujourd'hui ses membres douloureux?
Quand, plongé tout vivant dans l'ombre et le silence,
De ses lâches gardiens il craint la violence,
Quand, rongé de soucis, tremblant et demi-nu,
Il vous maudit sans cesse!

MATHILDE (avec explosion).

Ah ! vous l'avez donc vu !

Je m'explique à présent votre étrange conduite,
Vos apprêts clandestins pour une prompte fuite,
Aux soldats de la tour vos messages obscurs
Et jusqu'à cette barque attendant sous les murs !

CONRAD (troublé).

O ciel !

MATHILDE.

Je savais tout ; mais j'hésitais à croire
Que vous auriez si peu de force et de mémoire
Et que, changeant encor vos amis en rivaux,
Vous briseriez soudain des serments si nouveaux !

CONRAD.

Mais, Madame...

MATHILDE (avec impétuosité).

Seigneur, songez-y ; la faiblesse
Est une arme fragile et qui s'en sert se blesse ;
Aider tous les partis est parfois dangereux

Et le succès demande un cœur plus vigoureux !

CONRAD (à part).

Elle nous surveillait ! sachons céder et feindre ;
 Une fois sur le trône.... (Haut) Hélas ! je suis à plaindre,
 Mathilde ; mon devoir combat mes intérêts ;
 Je gémis sur mon père et pourtant je voudrais
 Conserver envers vous la foi que j'ai promise.
 Ne doutez plus de moi ; que par votre entremise
 J'arrive à prendre en main les rênes d'un Etat
 Et, croyez-le, Conrad ne sera point ingrat !

MATHILDE (dissimulant).

Ah ! vous me rassurez par ces franches paroles ;
 Il est temps d'oublier vos scrupules frivoles
 Et de prouver à tous par des exploits heureux
 Les droits que vous avez de dominer sur eux.
 Des chefs les plus soumis j'aperçois l'assemblée.
 Silence ! (Bas à Avianus) Avianus, la mesure est comblée ;
 Il faut que dans son rêve il succombe ; il le faut,
 Entends-tu ?

AVIANUS (bas, d'un air sombre).

Vous serez obéie, et bientôt !

(Avianus sort à gauche pendant l'entrée d'une foule de seigneurs italiens et allemands qui se rangent devant la table).

SCÈNE III.

MATHILDE, CONRAD, PRAXÈDE, SEIGNEURS.

MATHILDE.

Paraissez, descendants des plus illustres races,
 Sages dans les grandeurs et forts dans les disgrâces,
 Allemands et Lombards, Saxons et Florentins,
 Vous sur qui de deux cours reposent les destins !
 Unissez vos drapeaux ; l'ambition d'un homme
 Avait su déchaîner les peuples contre Rome ;
 Le ciel, qu'il outrageait, console votre deuil
 En le précipitant du haut de son orgueil ;
 Il tombe réveillé de son erreur profonde
 Et sa chute soudaine a délivré le monde !
 Son épouse, son fils, ses plus loyaux sujets
 Ont porté tour à tour le poids de ses excès ;

De lui chacun se plaint : que chacun l'abandonne !
 Sur un plus digne front déposez la couronne.
 Au lieu de ce vieillard implacable et hautain
 Qui lassait la victoire à le suivre sans fin ,
 De ce jeune héros que la vertu vous guide ;
 Il doit, loin d'imiter un exemple perfide ,
 Rouvrir devant vos pas le sentier de l'honneur
 Et faire aimer la gloire à force de bonheur !
 Qu'il jure devant nous de veiller sans relâche
 Au soin de soutenir une si grande tâche ;
 Nous le suivrons. Nous tous, n'ayons plus qu'un seul cri :
 Vive le roi Conrad ! Plus d'empereur Henri !

TOUS.

Vive le roi Conrad ! Plus d'empereur !

CONRAD (à part).

Mon père,
 Ceux qui flattaient ta gloire insultent ta misère ;
 Toi qui les aimais tant, pardonne à ces ingrats !
 (Henri, pâle, épuisé, arrive à gauche, entre par le portique et s'appuie sur
 le siège principal).

SCÈNE IV.

MATHILDE, CONRAD, PRAXÈDE, HENRI, SEIGNEURS, PAGES,
 OFFICIERS.

TOUS.

Plus d'empereur Henri !

HENRI (à part).

Ne m'appelle-t-on pas ?

Pourquoi ce long tumulte et que disent ces hommes ?

MATHILDE.

Ducs, comtes et barons, au lieu même où nous sommes,
 De votre nouveau prince embrassez les genoux ;

De ce siège royal, Conrad, emparez-vous !

Elle le conduit vers le fauteuil sur lequel s'appuie Henri ; tous reculent à
 sa vue).

HENRI (s'avançant, d'une voix tonnante).

Jamais avant ma mort !

TOUS (effrayés).

Grand Dieu !

HENRI.

Quelle épouvante !

Vous déchiriez la proie et la proie est vivante ;
 Vous tremblez ! Des enfers auriez-vous vu l'horreur ?
 Reconnaissez-moi donc ; je suis votre empereur !

MATHILDE (à part, avec rage).

Ils l'avaient laissé fuir !

HENRI.

La place est occupée ;
 Et si pour la défendre on m'a pris mon épée,
 J'ai cinquante ans de gloire amassés sur mon front
 Et devant leur splendeur les lâches pâliront ;
 Ils pâlissent déjà ! Du sein de cette fête
 Nul de vous n'entendait retentir la tempête ;
 Vos remords assoupis vous laissaient oublier :
 La foudre dans les yeux, j'accours vous réveiller !
 Que méditiez-vous là sans moi ? Suis-je un fantôme ?
 M'osera-t-on en face arracher mon royaume ?
 Se jouera-t-on sans peur de mes derniers moments ?
 (Avec mépris).
 Si j'ai bien écouté, vous prêtiez des serments ;
 Des serments ! Autrefois j'avais reçu les vôtres ;
 Vous les avez rompus et vous en faites d'autres !

MATHILDE (avec colère).

Seigneur...

HENRI (terrible).

Qui me répond, lorsque je parle ainsi ?

(Marchant vers plusieurs seigneurs, avec ironie).
 Gontran, Mathias, Arnold, vous êtes tous ici !
 Je vous ai vus ailleurs, en des jours plus prospères.
 Le vent de la fortune agitait mes bannières ;
 Au gré de vos désirs j'épanchais mes trésors ;
 J'étais heureux et grand : vous me suiviez alors !
 Maintenant que la force à mon bras est ravie,
 Vous désertez ma cause et demandez ma vie ;
 Vous trompez les vaincus ; vous flattez les vainqueurs ;
 Vous vendez votre roi : nobles noms ! nobles cœurs !
 Et vous, Praxède, aussi !

PRAXÈDE (troublée).

C'est votre violence...

HENRI (avec force).

Ah ! silence, Madame ! Ah ! par pudeur, silence !

MATHILDE (à part).

Un dernier trait d'audace , ou nous sommes perdus !

(Haut.)

Seigneurs , d'un tel éclat vous restez confondus

Et d'un prince souffrant la pensée affaiblie...

HENRI (éclatant).

En effet , si ma haine était de la folie ,

Si par tant de malheurs je vous donnais raison !

Le délire vous prend au seuil d'une prison ,

Quand , le front radieux du nom de ses ancêtres ,

On tombe dans les fers que vous forgeaient des traîtres !

Le délire vous prend lorsque , empereur et roi ,

On voit la lâcheté ramper autour de soi

Et que , pour écraser ce ramas de vipères ,

On n'a plus même , hélas ! le glaive de ses pères !

MATHILDE (brusquement).

A ces cris insensés il faut mettre une fin :

Seigneurs , prenez tous place à ce joyeux festin ;

(Aux seigneurs qui hésitent.)

M'avez-vous entendue ?...

(Les seigneurs s'asseyent autour de la table avec Mathilde et Praxède ; des pages entrent à gauche et font le service).

CONRAD (bas à Henri).

Patience , mon père !

Je suis en son pouvoir ; mais bientôt , je l'espère ,

J'en vais être affranchi ! (Il va s'asseoir).

HENRI.

Patience ? O mon Dieu ,

Ne lanceras-tu point ton tonnerre en ce lieu ?

Attendons !

MATHILDE.

Accourez , pages , en folles troupes ;

Versez l'or pur des vins dans l'émail fin des coupes ;

Brûlez mille parfums pour embaumer les airs ;

Formez avec vos luths d'harmonieux concerts.

Que tout marque le faste et peigne l'allégresse.

Obéissez ; Mathilde est ici la maîtresse ,

Et, sans qu'aucun souci nous vienne retenir,
Oublions le passé pour fêter l'avenir !

HENRI (indigné).

O déshonneur !

MATHILDE.

Buvons au règne qui commence,
Au mépris des tyrans qu'aveugla leur démence,
Aux exploits d'un héros qui brave le trépas,
Au bonheur de Conrad !

(Mattéa accourt à droite, pâle et haletante.)

SCÈNE V.

MATHILDE, CONRAD, PRAXÈDE, HENRI, MATTÉA, SEIGNEURS.
PAGES, OFFICIERS.

MATTÉA (avec force).

Conrad, ne buvez pas !

TOUS (stupéfaits).

Qu'entends-je ? (Tous se lèvent en désordre).

HENRI (courant vers elle).

Mattéa !

MATTÉA.

Ne buvez pas, vous dis-je ;

C'est la mort !

MATHILDE (irritée).

Cette fille est en proie au vertige ;

Pages...

MATTÉA (avec force).

Je parlerai ! C'est un hasard divin
Qui m'amène, un hasard qui ne sera pas vain.
J'étais là ; les apprêts de ce complot sinistre,
Je les ai vus ; c'est lui, son fidèle ministre,
Le Sarrasin ! Lui-même avait tout ordonné
Et le vin de Conrad était empoisonné !

PRAXÈDE (vivement).

Expliquez-vous, Mathilde ; une action si noire,
Un semblable attentat !...

MATHILDE (irritée).

Quoi ! vous pourriez y croire ?

CONRAD (vivement).

Oui, j'y crois ; et de vous rien ne m'étonne plus.
 Vous blâmiez bien souvent mes vœux irrésolus,
 Mes regrets importuns ; vous me trouviez timide
 Quand mon bras hésitait devant un parricide ;
 Et vous aurez voulu, punissant mes remords,
 Le diadème au front, m'envoyer chez les morts !

MATHILDE (avec violence, passant devant les seigneurs).

Seigneurs, en mon palais, sous mes yeux, à ma table,
 Sans rougir, on m'impute un crime épouvantable ;
 On m'outrage à plaisir, sur la foi d'une enfant ;
 Une esclave me juge et nul ne me défend ?
 C'est lâche ! Pour frapper suffit-il qu'on déteste ?
 Un seul mot. S'il est vrai qu'un breuvage funeste
 D'un prince que j'estime ait menacé les jours
 Et qu'on doive jeter l'alarme dans deux cours,
 Dit-on qui l'a versé ? D'où vient qu'on me soupçonne ?
 Moi qu'on ose accuser, je n'accuse personne ;
 Pourtant il faut tout dire et mon cœur irrité
 Peut-être, malgré lui, pressent la vérité.
 Conrad s'était armé pour détrôner son père ;
 Son père, transporté d'une sombre colère,
 N'aurait-il pas cherché le salut à tout prix
 Et levant, à son tour, les mains contre son fils...

HENRI (avec horreur).

L'infâme ! Et Dieu vengeur retarde son supplice !

MATHILDE (avec perfidie).

Qui sait, si Mattéa, son obscure complice,
 N'aura pas en secret apprêté le poison
 Et si, pour mieux cacher sa sourde trahison,
 Elle ne venait pas d'une bouche avilie
 La dénoncer bien haut, l'espérant accomplie !

MATTEA (indignée).

Moi, grand Dieu !

CONRAD (irrité, à Mathilde).

Taisez-vous !

MATTEA (désespérée).

Ah ! je vous prouverai

Que je ne formais pas ce dessein abhorré,
 Que j'accourais sauver Conrad de votre audace
 Et que je l'aime assez pour mourir à sa place !
 (Elle va saisir la coupe ; Conrad la retient).

CONRAD (attendri).

O noble enfant, arrête ! Un si pur dévouement
 Tromperait le destin qui veut mon châtement ;
 Je mérite les traits que sa rigueur m'envoie ;
 Dans le sein de la mort je m'élançe avec joie,
 Heureux , si je pouvais retrouver en ses bras
 La paix que j'ai chassée et qui ne revient pas !

HENRI (désolé).

Mon fils !

PRAXÈDE (vivement).

Prince, vivez !

CONRAD (avec mélancolie).

La vie est trop amère ;
 Je suis las de poursuivre une triste chimère ;
 Je jette au loin ma chaîne et, libre enfin , je veux
 M'endormir sous la terre ou m'éveiller aux cieux !
 (Il saisit rapidement la coupe et boit).

MATTEA (avec terreur).

Malheureux !

HENRI (courant vers lui).

Qu'as-tu fait ?

MATHILDE (à part, avec joie).

Lui mort, à moi l'Empire !

CONRAD (tombant aux genoux d'Henri).

Vous que je trahissais , pardonnez-moi ; j'expire !

HENRI (en larmes, à Conrad qui meurt).

Victime repentante, hélas ! je te bénis ;
 Va m'attendre ! (Marchant avec fureur vers Mathilde).

Malheur à qui tua mon fils !

Malheur à vous !

PRAXÈDE (désolée).

Malheur !

MATHILDE (agitée).

(A Henri).

Le sort a sa justice !

Que ta race odieuse ainsi s'anéantisse !
 L'un l'autre vous frappant par des crimes divers ,
 De votre aspect fatal délivrez l'Univers.
 Vous, illustres seigneurs, en ce moment suprême
 Embrassez avec moi la fortune qui m'aime ;
 Vous savez qui je suis ; m'acceptez-vous, ou non ?
 L'Allemagne me craint ; Henri n'est plus qu'un nom ;
 La Toscane est à moi ; le monde entier me loue ;
 Rome me bénira !
 (Liprand et des soldats sont entrés vivement à droite).

SCÈNE VI.

MATHILDE , HENRI, MATTÉA , LIPRAND , PRAXÈDE, SEIGNEURS,
 PAGES , OFFICIERS, SOLDATS.

LIPRAND (avec force).

Rome vous désavoue !
 (Mouvement général).

MATHILDE (surprise).

Liprand !

LIPRAND.

Rome a compris que votre orgueil altier
 Était monté trop haut pour descendre à plier ,
 Que vous tourniez sa foudre au gré de votre envie,
 Que vous l'opprimeriez, l'ayant trop bien servie ;
 (Lui remettant un papier).
 Et ce bref de Paschal fera connaître à tous
 Que vous aurez ici porté vos derniers coups !

PRAXÈDE (avec douleur).

Coups funestes !

MATHILDE (lisant avec colère).

Paschal !

HENRI.

Enfin Dieu la condamne !

MATHILDE (déchirant le papier).

L'ingrat !

LIPRAND.

Si désormais vous quittez la Toscane ,
 Si, soufflant la discorde et répandant l'horreur ,
 Vous bravez ses arrêts , redoutez sa fureur !

MATHILDE (menaçante).

Et si je résistais ?.....

LIPRAND (sévèrement).

Vous, résister à Rome ?

Oubliez-vous déjà le nom dont on vous nomme ?

Vous, fille de l'Eglise ! Et ne savez-vous pas,
Par tout ce qu'il a fait, ce que ferait son bras ?

Obéissez. Praxède, à l'épouse adultère
Le pontife d'un cloître ouvre l'asile austère ;
C'est là que le pécheur doit se réfugier ;
C'est là qu'on trouve Dieu !

PRAXÈDE (confuse).

L'oserai-je prier ?

LIPRAND.

Un autre fils vous reste, Henri, dans l'Allemagne ;
Vous pouvez l'y rejoindre.

MATTÉA (vivement).

Et moi, je l'accompagne !

LIPRAND (à ses soldats).

Qu'on porte avec respect en un funèbre lieu
Le corps de ce martyr dont l'âme est devant Dieu !

HENRI (avec effusion).

(A Mattéa).

Nos larmes s'uniront, saint prêtre. Viens, ma fille.

(Revenant vers Mathilde).

Pour toi, monstre altéré du sang de ma famille,
Ta propre ambition suffit pour te punir ;
Tu m'as pris le passé ; mais tu perds l'avenir !

(Henri s'éloigne, soutenu par Liprand et Mattéa ; des soldats portent le cadavre de Conrad ; Praxède et tous les seigneurs le suivent tristement ; Mathilde reste seule et tombe épuisée de rage sur un siège).

Rapport lu par M. Revillout dans la séance du 10 juillet 1857.

RECHERCHES HISTORIQUES SUR LE MONASTÈRE ROYAL OU CHAPITRE NOBLE
DE MONTFLEURY, PAR HENRI MAILLEFAUD.

Messieurs, l'ouvrage dont je vais vous entretenir a pour auteur un
jeune homme qui s'asseyait naguère sur les bancs de notre lycée et

qui l'a composé avant d'avoir accompli sa vingtième année. Hélas ! il avait raison de se hâter ; samedi dernier il mettait son livre en vente : avant-hier on le portait lui-même à sa dernière demeure. J'ai pensé que vous entendriez avec sympathie quelques mots sur un travail publié dans de pareilles circonstances.

S'il eût paru sous de moins tristes auspices, l'ouvrage de Maillefaud eût encore par sa valeur propre et son sujet même, mérité la bienveillante attention de l'Académie delphinale. La maison de Montfleury est chère à plus d'un titre aux habitants de cette province. Etablie dans un site enchanteur, elle est en outre, pour ainsi parler, la dernière création de leur dernier dauphin national, et depuis cinq siècles, élève leurs filles derrière ses pieuses murailles. L'Académie delphinale ne saurait donc rester étrangère à un ouvrage qui retrace l'histoire et fait connaître la constitution intérieure de cette illustre maison, surtout quand l'auteur de ce livre est un jeune homme à peine sorti du collège, et déjà distingué par l'étendue et la solidité de ses connaissances. N'appartient-il pas en effet à l'Académie de prendre sous sa protection les talents jeunes et encore ignorés ? C'est elle, et nous devons le proclamer avec une fierté légitime, qui signala la première le mérite naissant et déjà mûr de Champollion. Loin de moi la pensée d'un parallèle impossible : ni pour l'importance du sujet, ni pour la valeur du livre, les *Recherches historiques sur Montfleury* ne peuvent entrer en ligne de comparaison avec l'*Egypte sous les Pharaons* ; mais Champollion, comme Maillefaud, commença son ouvrage sur les bancs de notre collège, et c'est déjà pour ce dernier un véritable honneur que cette ressemblance dans les débuts avec un homme placé si haut dans l'estime de l'Europe.

Maillefaud ne voulait pas s'arrêter à ce premier travail : « Si son œuvre, disait-il dans son avant-propos, quelle que soit sa valeur relative, est accueillie avec bienveillance, ce sera pour lui un encouragement à poursuivre à l'avenir de nouvelles recherches sur notre histoire locale. »

Quand il écrivait ces lignes, il était déjà arrivé à la dernière période de sa maladie ; mais s'il ne peut jouir lui-même de l'accueil qu'il demandait pour son livre, et que nous lui aurions certainement accordé, donnons cependant des éloges à sa mémoire pour l'exemple et l'encouragement des autres. Parmi les élèves de notre école de droit, ses camarades, il en est, je l'espère, qui se sentent du goût pour les études sérieuses, pour les recherches d'érudition et d'histoire locale ; montrons-leur que l'Académie delphinale compte au nombre de ses prérogatives et de ses devoirs le plaisir d'encourager les jeunes gens et de signaler leurs premières œuvres à l'estime publique.

Celui-ci semblait avoir reçu de la Providence les dons qui peuvent faire les hommes distingués : une intelligence sérieuse et élevée,

beaucoup de sens et d'aptitude au travail, une volonté ferme et tournée vers le bien, le rendaient capable des efforts les plus soutenus et pouvaient lui faire espérer les succès les plus flatteurs. Une fortune indépendante lui permettait de prendre son temps pour le choix d'une carrière, et de se fortifier, en attendant, par des études variées. Il avait lui-même conscience de ces avantages et s'était mis en mesure d'en profiter. Alors qu'il préparait encore son baccalauréat, il compulsait déjà dans notre bibliothèque publique les documents de l'histoire locale. Plus tard, à Paris, en faisant son droit qu'il n'a pu achever, il suivait les cours de l'école des Chartes. Jamais la pensée des travaux qu'il pouvait faire ne l'abandonna un instant, et ces jours derniers, quand, pour les yeux même les plus aveuglés par la tendresse, il était clairement condamné sans appel, seul, il se faisait encore illusion et se promettait l'avenir.

De toutes ces espérances il ne reste aujourd'hui que le livre dont je vais vous rendre compte.

L'histoire de Montfleury, comme celle de presque tous les monastères qui furent fondés sur le déclin de la féodalité, n'offre point une série d'événements bien variés ; Maillefaud avait trop de sens pour se méprendre sur cette difficulté de son sujet : « Une communauté, dit-il » avec raison, ne consume point au dehors son existence, et elle emploie dans son intérieur toute la vie et toute l'activité qui lui sont propres. C'est un mouvement régulier se renouvelant chaque jour, et si quelque agitation vient à se produire dans cet asile de la piété, elle ne tarde pas à expirer au pied des murs de son enceinte, sans transpirer au delà..... »

Non-seulement le jeune auteur ne se faisait point illusion sur cet horizon borné, mais même il ne voulait point l'élargir par les efforts de l'imagination : « On ne pourra, dit-il, nous accuser de négligence, » si notre narration offre d'assez grandes lacunes qu'il appartient au romancier mais non à nous de faire disparaître. »

Au reste, si cette histoire présente des lacunes et une certaine monotonie, c'est le fait de toutes les histoires locales, et l'on n'en saurait point écrire sans rencontrer cet inconvénient. Montfleury, d'ailleurs, a ses pages brillantes. Fondé le 23 décembre 1342 par le Dauphin Humbert II, qui céda son propre château avec une juridiction fort étendue aux sœurs de saint Dominique, il reçut en 1352, de son fondateur, une épine de la sainte Couronne, et figura dans ses dernières volontés pour une somme de quatre mille florins d'or. Après cet illustre commencement, ce monastère, qui n'était cependant qu'un simple prieuré de l'ordre de saint Dominique, se maintint néanmoins parmi les abbayes de la province dans une telle réputation, qu'entre ces abbayes, dit Chorier, « il y en avait auxquelles on n'aurait su le comparer sans l'abaisser. »

La Prieure de Montfleury, élue par les religieuses elles-mêmes, avait le droit de siéger dans les Etats du Dauphiné, au milieu des députés du haut clergé ; les dames de chœur étaient choisies parmi la plus haute noblesse de la province ; les filles de la première qualité venaient de toutes parts dans ce couvent pour y être élevées comme pensionnaires, et telle était la considération dont il jouissait aux yeux même de la noblesse protestante, qu'il fut épargné par le baron des Adrets, lorsque ce farouche partisan se rendit maître de Grenoble en 1562.

Au xv^e et au xvii^e siècle, les dames de Montfleury eurent à soutenir, au sujet de la clôture, deux luttes fort animées, dans lesquelles ces religieuses l'emportèrent d'abord sur le général même de l'ordre de Saint-Dominique (1492), et puis sur un des plus illustres prélats de l'église de Grenoble, le cardinal Etienne le Camus. Dans cette dernière circonstance, la noblesse du Dauphiné prit même fait et cause pour le couvent, et se porta partie contre l'évêque au parlement de Dijon. Les dames demeurèrent donc affranchies de la clôture, malgré la charte de leur fondation, la règle de Saint-Dominique, les réclamations de quelques religieuses plus attachées aux principes qu'aux coutumes abusives de leur maison, les ordres formels du pape et le Concile de Trente. Une circonstance assez futile causa peut-être leur dernière victoire : l'évêque de Grenoble avait placé sur sa tête la barrette de cardinal avant d'en avoir reçu la permission de Louis XIV, et le grand roi, mécontent du prélat, donna gain de cause aux dames de Montfleury. Ajoutons que, d'après tous les témoignages contemporains, d'après Chorier, Guy-Allard, Valbonnais et Fontanieu, elles n'abusèrent jamais de la liberté qui leur était laissée, et que M^{me} de Tencin fut une malheureuse mais seule exception aux exemples de vertu que donnait leur chapitre.

Ce chapitre finit avec toutes les autres communautés religieuses à la Révolution : la maison fut alors vendue comme propriété nationale ; mais sous la Restauration, elle fut abandonnée par MM. Froussard et Durand aux sœurs de la Providence, et passa, en 1831, dans les mains des dames de Saint-Pierre, qui la cédèrent à leur tour en 1846 à celles du Sacré-Cœur. Elle fut ainsi rendue à sa pieuse destination, et fort nombreuses sont déjà les personnes qui, depuis 1833, ont été élevées dans ce riant séjour, sous la direction des dames de Saint-Pierre ou du Sacré-Cœur. A toutes ces élèves du Montfleury qui ont conservé un souvenir si tendre des lieux charmants où s'est écoulée leur première jeunesse, le livre de Maillefaud ne saurait manquer de plaire. C'est l'histoire de leur patrie, racontée avec amour par le neveu d'une ancienne supérieure (1) et le frère d'une compagne.

Mais quelle que soit la sympathie qui l'a porté à écrire l'histoire de

(1) M^{me} Alexandrine Gullembaud.

cette chère maison, Maillefaud n'a point entendu faire un panégyrique. Sans aucun doute, il faut, pour intéresser le lecteur et pour lui plaire, aimer soi-même ce qu'on veut décrire et s'y attacher avec une certaine passion ; mais un tel sentiment n'exclut pas la vérité, et pour aimer Montfleury, Maillefaud n'était point un moine écrivant l'histoire de son couvent, c'était un élève de l'école des Chartes qui faisait un travail d'érudition et de critique. On trouve en effet déjà dans son ouvrage ce discernement que donnent les études approfondies, et cette raison précoce qu'apporte avec soi la souffrance. Comme les fruits qui tombent avant l'heure, Maillefaud avait une maturité hâtive. Chez lui, tout était sérieux : les convictions religieuses, le jugement, les connaissances ; son style est ferme et généralement correct, ses pensées nettes et précises. L'inexpérience de la jeunesse ne se trahit que dans la longueur et la construction embarrassée de certaines phrases.

Après avoir retracé l'histoire du monastère, Maillefaud en fait connaître l'organisation intérieure ; c'est un des chapitres les plus importants de son livre. Puis il termine ses recherches en donnant la liste des dames de Montfleury, depuis Humbert II jusqu'à la Révolution. Comme les religieuses de ce chapitre noble n'admettaient parmi elles que des personnes qui pouvaient compter quatre quartiers du côté paternel, et se montraient inflexibles sur cette partie de leurs usages, cette liste est presque une *salle des croisades* pour les familles nobles du Dauphiné.

A la fin du livre sont des pièces justificatives qui prouvent avec quel soin le jeune auteur a recherché tous les documents qui pouvaient l'éclairer.

Enfin, Messieurs, si la tombe qui vient de s'ouvrir me permettait de considérer dans cet ouvrage des mérites étrangers à son auteur, je vous parlerai du soin avec lequel ce livre a été imprimé par M. Maissonville, et des gravures faites par M. Dardelet sur les dessins de M. Rahoult.

Vous me pardonnerez cette longue analyse. J'avais vis-à-vis de l'auteur deux devoirs à remplir. Maillefaud a été autrefois mon élève, et vous trouverez tout naturel que le professeur d'histoire au lycée impérial salue avec un plaisir, mêlé de tant d'amertume, le premier et le dernier pas d'un de ses anciens disciples. Quant au secrétaire perpétuel de l'Académie delphinale, il ne pouvait, sans vous le signaler, laisser passer un livre qui appartient d'une façon si particulière à la nature de nos études, et sans déplorer une mort qui nous enlève un émule des Jules Ollivier, des Mermet et des Delorme. C'est entre ces savants et ceux qui continuent parmi nous la tradition de leurs travaux, que Maillefaud eût certainement pris sa place, et l'Académie Delphinale s'associera, j'en suis sûr, aux justes regrets que doit inspirer cette perte si prématurée.

La terre se revêt de joie et de splendeurs. —
Ainsi nos jeunes ans, frais matin de l'â vie,
Se couronnent d'espoir quand notre âme ravie,
Amour ! sent rayonner tes premières ardeurs.

Salut, bois solitaire et sombre,
Exilé sur des bords lointains,
Je reviens chercher un peu d'ombre
A l'abri de tes noirs sapins.

A leurs pieds, dans mes jours d'enfance,
Combien de fois je m'endormis.....
Et le mystère et l'innocence
Me prétaient leurs songes amis.

.....

Bois chéri, dont les voûtes sombres
Abritérent les jeunes ans,
Puissent encor tes fraîches ombres
Couvrir ma tête aux cheveux blancs !

Et quand par le ciel appelée,
Mon âme aura quitté ces lieux,
Que l'on place mon mausolée
Sous tes rameaux harmonieux.

C'est le soir, la brise errante,
Dans son vol capricieux,
De la pelouse odorante
Porte les parfums aux cieux.

.....

Bel astre aux rayons adoucis,
N'es-tu pas, étoile chérie,
La rose sans tache fleurie
Dans le jardin du paradis ?

.....

Es-tu la perle de rosée,
Goutte de lait, d'ambre ou de miel,
Par la céleste main posée
Dans le beau lys de Gabriel,

Ou bien une larme bénie,
Des yeux du Christ tombée un jour,
Et par le Seigneur recueillie
Dans les trésors de son amour. —

.....

Quelle âme ici-bas ne t'adore,
Douce étoile, pure clarté !
La lyre chante ta beauté ;
Avec ferveur l'amant t'implore ;

A toi s'adressent tour à tour,
 Et la plainte de la souffrance,
 Et le regard de l'espérance,
 Et le sourire de l'amour !

Ainsi M. Gabriel Monavon s'abandonne aux charmes de la nature, aux élans du cœur, aux impressions du sentiment. Il chante avec André Chénier, avec Millevoye, avec Lamartine, sur la flûte légère, sur le luth mélancolique ou sur la harpe frémissante. Il dit : Vénus Anadyomène, quand, apparaissant sur les flots, elle fait tressaillir l'univers, — Nizza s'éveillant de sa couche parfumée au doux murmure de la cantilène, — l'hôtesse du vieux manoir écoutant la voix du ménestrel soupirer sous l'ogive, — Effi, la blonde vierge que l'aile de la mort a touchée, ange exilé qui retourne aux saints lieux, exhalant au départ son adieu suprême. Il chante aussi dans un plus mâle accord, dramatique et lyrique à la fois, l'humble fille de Vaucouleurs, initiée par une inspiration soudaine à sa mission providentielle, s'écriant, agitée par des transports inconnus :

Je sens, je sens en moi que le Seigneur m'appelle...
 Sa sainte volonté clairement se révèle :
 Je ne respire plus que les sanglants combats,
 Le tumulte des camps, les belliqueux fracas...
 Un invincible élan m'emporte échevelée,
 Au milieu des horreurs de l'ardente mêlée...
 J'entends gémir la terre au choc des escadrons,
 L'épouvante souffler aux bouches des clairons,
 Et jusqu'au sein des nuits, dans mes songes de flamme,
 Ces échos de la guerre électrisent mon âme !...

J'irai dans les cités, moi, vierge du hameau ;
 Pour le glaive, ma main quittera le fuseau ;
 L'étendard des combats deviendra ma houlette,
 Le casque au lieu de fleurs ombragera ma tête ;
 Et la dure cuirasse et l'acier sur mon sein,
 Remplaceront la bure et le corset de lin.
 Devant moi les créneaux, les tours et les murailles
 Crouleront foudroyés... car l'ange des batailles
 Sur mon front déploiera ses deux ailes de feu,
 S'il est vrai que je sois ton élue, ô mon Dieu !

J'ai beaucoup cité, Messieurs, et vous avez pu apprécier, par ces nombreux fragments, le talent de M. Monavon, et sa manière correcte, élégante, forte quelquefois, facile toujours. — Son style a du charme ; son tour est souvent heureux, son vers tombe avec grâce. — Ses peintures ont de la fraîcheur ; le trait en est pur ; son coloris a des teintes douces et délicatement fondues. — Ce n'est pas l'artiste aux grandes

pages, aux conceptions originales, aux sujets ambitieux. Il se complait dans ce milieu doré où la passion éveille l'esprit sans le tourmenter, où l'imagination anime le paysage sans dépasser l'horizon, où le langage affecte plus l'ornement que la hardiesse ou la nouveauté. — Cet art mesuré, contenu, mais un peu recherché, se distinguant plutôt par l'amenité et la parure de l'expression que par l'abondance et la chaleur de la pensée, a aussi des ombres et des revers à son œuvre. Une certaine monotonie dans l'invention, le retour complaisant des mêmes images, le vague des sentiments, la répétition des couleurs, sont comme les défauts du genre que M. Monavon n'a pas toujours évités. — On ne s'en aperçoit toutefois, et l'on n'éprouve sensiblement cette impression d'uniformité, qu'en lisant, comme un ouvrage suivi, le livre sans s'interrompre. — Mais les pièces détachées et indépendantes qui le composent ne comportent pas ce procédé de lecture réservé pour les poèmes complets. Les poésies lyriques, filles de la fantaisie ou de l'inspiration soudaine, veulent être visitées séparément. La fantaisie et l'inspiration s'imitent elles-mêmes à leur insu. Il en est de leurs productions comme des toiles du même peintre. Placées à côté les unes des autres, la comparaison en fait trop ressortir les ressemblances. Vues chacune à leur heure et sous un jour différent, ces ressemblances s'affaiblissent pour laisser mieux paraître leur mérite absolu, ou ne se montrent encore que pour leur donner plus de charme par l'intérêt du souvenir.

Après cette observation générale qui se trouve ainsi restreinte, mais ne disparaît pas entièrement, la critique, qui n'est jamais désarmée, peut s'attaquer encore à quelques parties faibles, découvrir quelque point vulnérable. De temps à autre, une rime indigente ou parlant plus à l'œil qu'à l'oreille, un hémistiche d'aventure garnissent une place vide sans la remplir, une épithète mal choisie ou mal placée ôtant à l'expression le relief ou la grâce qu'elle doit lui donner, un lieu commun qui vient en aide à l'imagination dans un moment de stérilité, voilà des taches que la critique relève, mais qui, rarement reproduites, ne sont que des imperfections légères. Si je veux être sévère, et je dois l'être pour le talent, je reprocherai aussi à notre poète certaines prétentions, certaines afféteries, certains contours forcés qui viennent quelquefois déparer son langage ordinairement empreint d'un goût plus sûr. Ainsi, je n'aime pas *le printemps qui parfume son cours à l'arome enchanté des lys de la tendresse*, — *la lueur moelleuse de l'étoile qui moire le gazon de ses reflets*, — ou *les baisers d'ambroisie d'un printemps sans fin qui bercent l'essaim riant des fleurs de volupté*. Enfin, si je ne veux rien omettre, je noterai quelques réminiscences trop accusées de Millevoie ou de Lamartine.

Mais ces rigueurs d'Aristarque épuisées et cette très-large part faite à la critique, on doit un juste tribut d'éloges et de sympathie aux qua-

lités qui distinguent en général les poésies de M. Gabriel Monavon, et qui recommandent leur auteur aux suffrages de l'Académie Delphinale. Je suis personnellement heureux de les provoquer en sa faveur, en vous proposant de le nommer membre correspondant de cette Académie.

Lecture faite par M. Revillout dans la séance du 18 décembre 1857.

L'ANCIENNE ACADEMIE DELPHINALE ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE A GRENOBLE.

La ville de Grenoble, outre son Académie universitaire, ses facultés, son école secondaire de médecine, son lycée impérial et ses écoles primaires de différents degrés, possède trois sociétés savantes : l'Académie delphinale, la Société de statistique et la Société d'agriculture. La première, fondée en 1772, compte aujourd'hui quatre-vingt-cinq ans d'existence, et pendant cette durée, déjà longue, a eu des fortunes bien diverses. L'exposé de ces vicissitudes n'est pas sans importance pour l'histoire littéraire et, dans une certaine mesure, pour l'histoire politique du Dauphiné, pendant une période remarquable entre toutes par le progrès des lumières, le développement merveilleux des sciences et les agitations sociales.

Issue du mouvement littéraire et philosophique du dernier siècle, mais fondée par des hommes considérables de l'ancien régime, l'Académie delphinale périt quand la révolution eut dépassé toutes les théories et tous les vœux de ces imprudents mais généreux amis des lumières. Toutefois, en disparaissant elle laissa debout deux grands établissements dont elle avait doté la ville de Grenoble, une bibliothèque publique et un cabinet d'histoire naturelle.

Après la Terreur, lorsque la révolution eut essayé de se constituer en société régulière sous le gouvernement directorial, l'esprit littéraire du XVIII^e siècle, qu'avaient un moment étouffé les excès politiques, reprit son empire, et l'Académie delphinale reparut avec de nouveaux membres, sous le nom nouveau de *Lycée* et plus tard de *Société des Sciences et des Arts*. Le Consulat, ce gouvernement réparateur qui s'était imposé pour mission de concilier les idées et les personnes, rattacha le nouveau corps littéraire à l'ancien, et la Société des sciences et des arts, formée par l'alliance du passé et du présent, eut un véritable

éclat pendant les premières années du XIX^e siècle, et rendit alors de grands services.

Mais arriva l'époque de nos revers : les événements politiques de 1814 et de 1815, suivis en Dauphiné de la conspiration de Didier, jetèrent de profondes divisions dans les esprits et troublèrent toutes les relations. La Société des sciences et des arts reçut le contre-coup de ces agitations, et ses membres cessèrent insensiblement de se réunir. Pendant près de vingt ans elle ne donna presque aucun signe de vie. Mais en 1836 un maire patriote, dévoué avec une infatigable persévérance à tout ce qu'il croyait avantageux ou honorable pour Grenoble, M. Hugues Berriat, la fit enfin sortir de cet état léthargique. Sur l'invitation de ce magistrat, les membres restants de la Société complétèrent par des élections leur nombre réglementaire, et reconstituèrent ainsi leur compagnie. A partir de cette époque, la Société des sciences et des arts n'a plus suspendu ses travaux, et depuis 1844 elle a repris son ancien nom d'Académie delphinale.

L'histoire de cette Académie comprend ainsi trois périodes bien distinctes : l'une commence en 1772 pour finir à la Révolution ; l'autre date de 1796 et se termine pendant les premières années de la Restauration ; la troisième enfin s'ouvre en 1836 et dure encore.

Nous allons essayer de faire connaître successivement les deux premières ⁽¹⁾.

I.

Bureau de direction de la Bibliothèque, Société littéraire de Grenoble, Académie delphinale (1772-1793).

La première pensée de fonder à Grenoble une Société littéraire appartient au président de Valbonnays. Cet homme célèbre avait passé sa jeunesse à voyager pour s'instruire, et quand Pierre Moret de Bourchenu, son père, le rappela en 1677 pour lui céder sa charge de conseiller au parlement, ce fut avec chagrin qu'il revint dans sa province pour se livrer à des occupations contraires à ses goûts. Mais il ne renonça point à ses chères études, et leur donna tout le temps qu'il dérobaît aux obligations de sa place. C'est alors qu'il commença, dit l'auteur de sa vie

(1) M. Revillout rassemble les matériaux pour l'histoire du Lycée des Arts.

composée sur des mémoires qu'avait fournis sa famille, « à tenir » chez lui des conférences d'histoire et de littérature.

Lorsqu'en 1704 il eut entièrement perdu la vue, « les conférences qu'il tenait chez lui devinrent, ajoute le même auteur, » plus régulières et plus fréquentes. Il avait rassemblé avec art » dans sa maison tout ce qui pouvait y retenir des amis de goût » et de confiance, et trois fois la semaine il y donnait des conférences qui y attiraient les personnes de la ville les plus distinguées ⁽¹⁾.

De semblables réunions, formées par le président Bouthier, ami et correspondant de Valbonnays, donnèrent en 1742 naissance à la fameuse Académie de Dijon, et il ne tint pas à l'illustre aveugle de Grenoble que le Dauphiné n'eût avant la Bourgogne une Société littéraire.

Valbonnays, en effet aimait singulièrement les compagnies savantes. Lorsqu'il était à Paris, l'Académie des sciences, comme nous l'apprend son biographe, « lui permettait d'assister dans » sa tribune à ses séances particulières. » Il prenait un intérêt très-vif aux travaux de l'Académie de Lyon, qui l'avait dès son origine admis au nombre de ses associés.

« Permettez-moi, écrivait-il le 18 avril 1726 à un membre de » cette société, avant de finir cette lettre, de vous demander des » nouvelles de l'état présent de votre Académie, des sujets ordinaires de ses occupations, des plans qu'elle a formés pour » étendre de plus en plus les connaissances de l'esprit. Ce sont » autant de sujets intéressants pour moi qui n'ai pas oublié » l'honneur qu'elle m'a fait de me juger digne de remplir une » place dans ses assemblées. C'est avec regret que je ne suis pas » à portée d'en profiter, connaissant, comme je fais, le mérite » distingué des personnes qui la composent. C'est par vous, » Monsieur, que j'espère d'être dédommagé de ce que je perds si » vous m'accordez la grâce que je vous demande de me faire » part quelquefois de ce qu'on y traite ; je vous en aurai une » singulière obligation ; je la recevrai comme une suite de vos » bontés ordinaires ⁽²⁾. »

⁽¹⁾ *Vie de Messire Jean-Pierre de Valbonnays*, extraite des *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres dans la république des lettres*, Paris, 1732. 12 pages in-12, p. 6, 7 et 8.

⁽²⁾ *Correspondance littéraire* de Valbonnays, publiée par M. Ollivier Jules). Valence, 1839, in-8°, lett. II, p. LIX.

Enfin, lorsqu'en 1728 l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres accorda à Valbonnays le titre de *correspondant honoraire*, il s'empessa de la remercier de cette faveur « depuis longtemps l'objet de son ambition ⁽¹⁾. »

On comprend maintenant le désir ardent qu'il avait de convertir en société permanente les réunions de ses amis. Ces conférences, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même dans une lettre au président Bouhier (la IX^e du recueil publié par M. Ollivier Jules) se tenaient chez lui une fois la semaine. Il n'épargna, ni soins, ni démarches, ni dépenses, pour en faire une Académie. Il voulait fournir lui-même les fonds pour instituer des prix, et sur sa demande les membres de la chambre des comptes avaient offert un local pour les réunions ⁽²⁾ ; tous ces efforts n'aboutirent pas, et après la mort de ce savant homme, arrivée le 22 mars 1730, les conférences qu'il avait établies cessèrent d'elles-mêmes, et le projet de créer une Académie resta sans exécution.

Après lui, plusieurs intendants amis des lettres essayèrent vainement de fonder à Grenoble une institution de ce genre ⁽³⁾ ; leur bonne volonté fut aussi inutile que l'exemple donné par Valbonnays. Cependant le XVIII^e siècle était l'époque des Académies, et tandis que, par une apathie bien singulière dans une population si intelligente, les habitants de Grenoble refusaient de prendre l'initiative, de nombreuses sociétés se formaient dans les principales villes de France. L'ardeur de ces corps savants pour les travaux de l'esprit était bien vive, leur confiance dans les progrès de la raison et des lumières, sans bornes, et l'audace de tous et de chacun, à la hauteur des illusions ⁽⁴⁾.

Ni Grenoble, ni le Dauphiné n'étaient étrangers toutefois au mouvement qui emportait les esprits. On le vit bien en 1768, lorsque Rousseau vint, sous le nom de Renou, chercher un asile

⁽¹⁾ *Ibid.*, lett. XII, p. cx.

⁽²⁾ *Discours* de M. Gagnon, secr. perp. de la Société littéraire, dans la première séance publique en 1787.

⁽³⁾ *Prospectus pour l'acquisition d'une bibliothèque*, p. 2.

⁽⁴⁾ On peut s'en former une idée en lisant dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1^{re} série, tom. III, pag. 570, 572, le programme d'une société littéraire que l'on voulait établir à Moulins en 1741. Ce document a été extrait par M. Auzias, avec beaucoup d'autres pièces curieuses, des mémoires manuscrits de M. Letourneau, l'un des secrétaires de la chancellerie du Palais, en Dauphiné.

à Grenoble. Un jour que Jean-Jacques était aller visiter le village d'Eybens, il vit, en revenant à la ville, la route couverte de voitures, de cavaliers et de piétons qui s'avançaient au-devant de lui, et il rentra à Grenoble au milieu de ce cortège, où se trouvaient confondus le parlement, le barreau, les officiers de la garnison, la bourgeoisie et le peuple ⁽¹⁾.

Le Dauphiné partageait donc l'enthousiasme universel ; mais comme il n'avait encore aucun établissement public qui tendit à la propagation des sciences et des arts, les impatients trouvaient que le goût des lettres n'y avait fait encore que des progrès médiocres ⁽²⁾. Bientôt cependant s'offrit aux Grenoblois une occasion de montrer que s'ils se laissaient quelquefois devancer dans la voie du progrès, ils savaient bien vite, par l'élan et la générosité de leurs efforts, regagner le terrain perdu.

Mgr Jean de Caulet, évêque de Grenoble depuis 1726, prélat instruit, « naturellement bon et pacifique, qui ne plaignait jamais mais démarches ni soins pour obliger ⁽³⁾ » mourut le 27 septembre 1774, en laissant une bibliothèque de 40,000 volumes, « en grande réputation depuis longtemps dans le monde littéraire ⁽⁴⁾. On trouva que ce prélat aurait bien dû donner cette » bibliothèque à la ville ⁽⁵⁾, » et pour empêcher qu'elle ne fût dispersée on eut l'idée de l'acquérir pour la rendre publique. La ville était alors hors d'état de suffire à une pareille dépense ; mais de généreux citoyens s'entendirent pour contribuer à cette acquisition, et promirent, avant toute souscription, plus de 20,000 livres. De son côté, le corps des avocats offrit de réunir sa propre bibliothèque à celle de l'ancien évêque. Il joignit à ce premier don 2,356 liv. 8 s. 6 d. qui provenaient des cotisations de ses membres, et promit de consacrer désormais à l'entretien de la bibliothèque les sommes que chaque avocat paierait à sa réception dans l'ordre.

L'élan était donné : le 14 janvier 1772, c'est-à-dire moins de quatre mois après la mort de Mgr de Caulet, on publia, avec un permis d'imprimer signé *Savoie*, premier consul, *le pros-*

⁽¹⁾ *Trois mois de la vie de J.-J. Rousseau*, par M. Auguste Ducoin. Paris, 1852, p. 25 et 26.

⁽²⁾ *Prospectus*, etc., p. 1.

⁽³⁾ *Notes* extraites par M. Auzias des *Mém. de M. Letourneau*, p. 559.

⁽⁴⁾ *Prospectus*, etc., p. 3.

⁽⁵⁾ *Notes* de M. Auzias, p. 560.

pectus d'une souscription pour l'acquisition d'une bibliothèque publique ⁽¹⁾.

Ce prospectus anonyme exposait dès le début le double désir de ses auteurs : doter Grenoble d'une Société littéraire et d'une bibliothèque, et arriver à l'une par l'établissement de l'autre.

« Que l'on fonde, disaient-ils, une bibliothèque publique, » bientôt l'on verra s'établir les assemblées littéraires presque » d'elles-mêmes. »

A cette époque de confiance absolue dans les progrès de la raison, on attendait les fruits les plus heureux de ce double établissement. Au milieu d'espérances très-raisonnables et d'illusions, hélas ! trop tôt démenties, on rencontre un vœu dont tout ami du Dauphiné et des sciences historiques doit souhaiter l'accomplissement. « Là, disait le prospectus, quelque jour peut- » être un citoyen zélé rassemblera des matériaux précieux pour » faire une nouvelle histoire du Dauphiné, ouvrage difficile et » délicat, mais nécessaire et désiré par les vrais patriotes. »

Le projet fut accueilli avec des transports d'enthousiasme, et l'amour des lettres et de la patrie produisit des prodiges. « On dit, écrivait un contemporain le 15 janvier, le lendemain » même du jour où la souscription fut ouverte, que le prospectus fait fortune : les souscriptions vont à 30,000 livres ⁽²⁾. »

Elles n'en restèrent pas là et s'élevèrent en quelques mois jusqu'à la somme de 67,688 liv. 8 s. et 6 d. Parmi les corporations, le parlement avait donné 7,200 liv., les Antonins 3,000, le chapitre de Notre-Dame 2,400, les procureurs au parlement 2,400, les avocats 2,356 liv. 8 s. 6 d., les Chartreux 4,800 liv., les Dominicains 4,200, les notaires 900, la Collégiale de St-André, le collège de médecine, les secrétaires du parlement et les procureurs au bailliage 600, les marchands gantiers 500, le collège 408, les Cordeliers et les Minimes 300, enfin, les secrétaires de la chambre des comptes 288. Parmi les particuliers ou les fonctionnaires, le marquis de Monteynard contribua pour 3,600 livres, le maréchal de Tonnerre, l'intendant Pajot de Marcheval et le marquis de Marcieu, gouverneur de la ville de Grenoble, chacun pour 3,000 livres, Mgr de Leyssin, archevêque d'Em-

(1) Grenoble, veuve Faure et fils, 1772, br. in-4°, 6 pages.

(2) *Notes* de M. Auzias, p. 561.

brun, Mgr de Madaillan, évêque de Grenoble, et M. Vidaud de la Tour, premier président du parlement Maupeou, pour 2,400 livres ; M. de Sauzin, alors président au parlement, et M. Bailly de Bourchenu, premier président de la chambre des comptes, chacun pour 1,500 livres ; MM. de Bourdeille et de Montbreton pour 1,200, M. de Reynaud pour 9,600, M. Claude Raby dit l'Américain pour 720, M. Pèrier pour 600. Outre ces souscriptions considérables, il y en eut un grand nombre d'autres de 360 à 24 livres ⁽¹⁾. Tout le monde voulait souscrire, et dans ce siècle sensible on remarqua avec attendrissement, dans la liste des fondateurs, « le nom de quelques mères de famille ⁽²⁾. »

Après le succès éclatant de la souscription ouverte le 14 janvier 1772, l'imprimeur André Faure avait acquis pour les souscripteurs, à la barre de la chambre des comptes, les livres de Mgr de Caulet. Cette vente s'était faite au prix de 45,000 livres, payées en plusieurs termes entre les mains de M. Tristan de Caulet, marquis de Gramont, neveu et héritier du prélat, et le reste de la souscription, c'est-à-dire 24,571 fr., fut employé en constructions, dans le local destiné à la bibliothèque publique.

Ce local avait été choisi dans les bâtiments du collège. Deux salles laissées sans destination par la suppression des jésuites et d'une certaine *Congrégation de jeunes artisans* que ces religieux avaient instituée dans leur maison ⁽³⁾, avait paru propre à recevoir la bibliothèque ; et l'administration du collège, alors dirigée par l'abbé Ray, s'était sans difficulté prêtée à cet arrangement. C'était en effet, comme le disaient les auteurs de ce projet, « un entrepôt très-commode, en attendant que la ville eût fait » construire un autre bâtiment. »

(1) Tous ces chiffres sont extraits du *premier compte de la bibliothèque*, rendu par le trésorier M. Prié, le 2 avril 1777.

(2) L'une de ces dames était M^{me} veuve du Boys, mère du président Gaspard-Marie du Boys, le dernier survivant de l'ancien parlement de Grenoble. Elle contribua pour 216 livres. Au reste, les dames de Grenoble, au XVIII^e siècle, suivaient le mouvement général : chez elles on remarquait, dit le célèbre botaniste Villars, « l'esprit naturel et l'amour des sciences réunis aux » grâces. » (*Mém. sur la topographie médic. de Grenoble*, inséré dans le *Journ. de Médecine militaire*. Juillet 1786.)

(3) Les jésuites avaient établi dans leur maison trois congrégations dites : *Grande Congrégation*, *Congrégation de Messieurs*, et *Congrégation des jeunes Artisans*. Elles furent supprimées avec eux en 1763 (Voir le *Recueil Giroud*, tom. xxiv, n° 44).

Voilà quatre-vingt-cinq ans que dure cet établissement provisoire ; Dieu veuille, dans le double intérêt de la bibliothèque et du lycée, qu'il ne dure pas encore autant !

Le prospectus avait été mis au jour le 14 janvier 1772 ; le 14 juillet suivant les souscripteurs se réunissaient en assemblée générale et nommaient un conseil de douze personnes, chargé de faire tous les arrangements nécessaires pour livrer la bibliothèque au public. Ces douze directeurs furent choisis, sans aucun doute, parmi ceux qui avaient montré le plus de zèle, et s'étaient mis le plus en avant dans cette œuvre patriotique. C'étaient MM. :

Louis de Sauzin, simple conseiller au parlement avant le coup d'Etat du chancelier Maupeou ⁽¹⁾, mais alors conseiller-président. Lorsque l'ancien parlement fut rétabli par Louis XVI, le 2 mai 1775, M. de Sauzin reprit sa place de conseiller et l'occupa jusqu'à sa mort arrivée en 1786. C'est chez lui qu'eurent lieu les premières réunions du bureau et il en fut le premier président. Il avait, quelques années avant la fondation de la bibliothèque, montré dans une circonstance célèbre son zèle pour le progrès des lumières. Lors de la suppression des jésuites en 1763, le parlement de Grenoble, justement préoccupé du vide que faisait dans l'enseignement public l'abolition de la Compagnie, chargea ce magistrat de rechercher les moyens les plus propres à relever les études dans le Dauphiné. L'éducation était alors et depuis longtemps très-faible dans toute la province, et les deux universités de Valence et d'Orange, la dernière surtout, étaient dans l'état le plus déplorable. M. de Sauzin se mit à l'œuvre, et déposa son rapport devant les chambres assemblées le 11 décembre 1764. Ce travail renferme de curieux renseignements sur l'histoire de l'instruction publique en Dauphiné, et des vues judicieuses et pratiques sur la nécessité d'établir à Grenoble une université centrale, placée sous la surveillance du parlement, et de laquelle relèveraient tous les établissements d'éducation de la province (Recueil Giroud, tome xxiv, n° 73). La cour accueillit favorablement les idées de ce mémoire, qui fit alors sensation et que l'on invoquait encore vingt-quatre ans plus tard, lors de ces mémorables luttes de 1788 entre le par-

(1) Le parlement de Grenoble fut supprimé au mois d'octobre 1771.

lement de Grenoble et le ministre Loménie de Brienne, qui furent les préludes de la révolution ⁽¹⁾.

M. André Faure, imprimeur du roi. La maison Faure possédait deux imprimeries, l'une à Grenoble, qu'elle céda, vers 1784, à M. Allier ; et l'autre à Voiron : elle faisait avec les Périsset de Lyon des affaires de librairie fort importantes. Quant à M. André Faure lui-même, il était lié avec les personnages les plus distingués de Paris et de la province. Il reçut en 1768 Jean-Jacques dans son domaine de Vouillant, et fut même dans la suite en correspondance avec ce grand écrivain qui, malgré son égoïsme et ses bizarreries, inspirait cependant de si vives admirations. M. Faure jouissait d'une fortune d'environ 25 à 30,000 livres de rente, et quand il eut fait construire, de 1768 à 1785, son château de Beauregard, on le désigna habituellement sous le nom de M. Faure de Beauregard. Ami des lettres et des arts, il prit une grande part à la fondation de la bibliothèque : c'est lui qui publia et peut-être rédigea le prospectus de 1772, et qui se chargea la même année d'acquiescer pour les souscripteurs la collection de Mgr de Caulet, à la barre de la chambre des comptes. Dans le bureau de direction, il vint plusieurs fois au secours de ses collègues en prêtant différentes sommes destinées à parer aux besoins les plus pressants. En récompense de tous ses services, il reçut, à l'époque où l'Académie delphinale fut définitivement organisée, le titre d'académicien vétéran.

Claude Arthus d'Yse de Rozans, conseiller au parlement. Ce magistrat, sorti d'une famille illustre qui comptait deux présidents à mortier et un archevêque de Vienne, était lui-même distingué dans sa compagnie et avait été commis avec MM. de Meyrieu, de Chaléon et de Moydieu pour examiner les constitutions et la morale des jésuites. Il vivait encore en 1789, et quitta Grenoble pendant la révolution ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Examen impartial des réflexions d'un patriote dauphinois*, page 53. — A la suite du compte rendu par M. de Sauzin, en 1764, le parlement fit un mémoire au roi, dans lequel on remarquait les passages suivants : « Un des habitants de cette province ne craignait pas d'écrire il y a près de cent ans, que l'amour de l'étude et des lettres n'est pas naturel à ses habitants ; que le nombre des gens d'esprit l'emporte incomparablement sur celui des gens de savoir, et que l'honnête saineantise a beaucoup de charmes pour ses plus excellents esprits. Ce reproche est aussi bien fondé dans ce siècle que dans celui de Chorier ; et le défaut d'établissement pour les lettres en est la vraie cause. » (*Recueil Giroud*, tom. xxiv, n° 73, pag. 35).

⁽²⁾ Il descendait par les femmes de Marc Vulson, conseiller à la chambre

Hippolyte Simonnard, alors chanoine régulier de Saint-Antoine et chargé des affaires de son ordre au parlement de Dauphiné. Il fut plus tard député par le chapitre général de Saint-Antoine pour opérer la réunion de cet ordre avec celui de Malte, et signa, à cet effet, à Paris, le 15 avril 1775, un traité préalable avec le bailli de Saint-Simon, ambassadeur du grand-maître de l'Hôpital auprès du roi de France. C'est à la suite de cet arrangement que le pape Pie VI prononça l'union des deux ordres dans deux bulles qui furent confirmées par lettres patentes du 6 novembre 1777. L'abbé Simonnard était, au moment de la révolution, vicaire général du diocèse de Belley.

L'abbé Barthélemy, chanoine théologal de Notre-Dame, nommé official par le Chapitre, après la mort de Mgr de Caulet. Il a composé sur l'histoire de Grenoble un ouvrage manuscrit que possède aujourd'hui son petit-neveu M. Albert du Boys, et qui renferme de savantes recherches. Il est mort en 1812.

L'abbé Michon, chanoine de la collégiale de Saint-André, député au conseil général de la commune, déporté sous la révolution pour avoir refusé le serment à la constitution civile du clergé ⁽¹⁾.

Jos.-Ant. Lemaistre, avocat éloquent, mais qui avait autant de peine à composer ses plaidoyers que Boileau à faire ses vers ⁽²⁾. Il devint, en 1794, président du tribunal criminel du département de l'Isère, et mourut le 9 ventôse an VIII, à l'âge de soixante-treize ans.

Henri Gagnon, docteur en médecine, premier secrétaire perpétuel de l'Académie delphinale, directeur de l'école de médecine sous l'Empire. Il mourut en 1813, à l'âge de 85 ans. C'était le grand-père du général Gagnon.

J.-P. Cormon de Villemer, directeur du Vingtième en Dauphiné, mort à Grenoble au mois de septembre 1786. Il ne paraît point avoir été mêlé dans les événements de l'époque, mais il déploya le plus grand zèle pour l'établissement de la bibliothèque, et les services qu'il rendit à la ville dans cette occasion

de l'Edit, auteur de plusieurs ouvrages de jurisprudence, et qu'il ne faut pas confondre avec son petit-neveu Marc Vulson de la Colombière, un des créateurs de l'art héraldique en France.

⁽¹⁾ M. Pilot, *Hist. municip. de Grenoble*, page 198.

⁽²⁾ Notes de M. Auzias, p. 547.

importante, méritent bien que son nom soit tiré de l'oubli. C'était un de ces hommes utiles qui font obscurément des œuvres durables.

Raby dit l'Américain, premier secrétaire perpétuel du bureau de direction. Il légua, en 1779, à l'établissement dont il était l'un des principaux fondateurs, ses livres, ses cartes, ses médailles et ses instruments de physique.

M. de la Grée, alors conseiller-maitre et dans la suite (à partir de 1774), procureur général à la chambre des Comptes. Ce magistrat s'attira, en 1780, une fâcheuse célébrité par ses conclusions sur la concession de la plaine de Bièvre. Il avait, dans un long mémoire publié par l'imprimerie royale, énoncé formellement que le *Dauphiné était uni au royaume*; et cette proposition, si contraire aux actes de cession, excita de vives réclamations. A une époque où l'esprit de liberté sorti du mouvement philosophique ne rêvait guère encore que le rétablissement des franchises provinciales, M. de la Grée fut considéré comme un partisan du despotisme et de l'arbitraire, et l'on n'eut pas d'épithètes trop énergiques pour flétrir son opinion. Le parlement s'émut, et, sur le réquisitoire savant et convaincu de M. Savoye de Rollin, supprima, par un arrêt du 7 septembre 1784, les assertions du mémoire et, saisissant l'occasion, demanda au roi de réunir les anciens états de la province.

Enfin, le sieur Bovier, avocat, qui s'était fait en 1768 *le garde de la manche* de Rousseau ⁽¹⁾, et pour lequel ce génie égoïste et fantasque montra tant d'injustice et d'ingratitude. Dans un siècle où l'on avait pour la littérature et la philosophie une admiration aveugle, Gaspard Bovier se distinguait entre tous ses contemporains par l'excès de son zèle ⁽²⁾; il devait être un des plus empressés à proposer l'acquisition de la bibliothèque. En rapport, comme nous le voyons dans M. Ducoin, avec les plus hauts personnages de la ville, influent dans le commerce et dans le barreau, c'est peut-être lui qui détermina les avocats à offrir leur propre bibliothèque, et qui fit souscrire la corpora-

(1) *Réveries d'un promeneur solitaire*, viii promenade.

(2) M. Ducoin, *trois mois de la vie de J.-J. Rousseau*, page 8. — L'auteur de cette intéressante brochure semble, au reste, avoir exagéré la bonhomie de G. Bovier et son fétichisme pour la philosophie. L'avocat de la rue de Saint-Laurent ressemblait à la plupart de ses contemporains, que l'on peut accuser comme lui d'avoir eu pour la littérature « un amour un peu niais. »

tion des marchands gantiers, à laquelle il appartenait aussi. Ce qui est certain, c'est qu'il contribua lui-même pour 360 livres, et que son nom se trouve le troisième dans le tableau des fondateurs. Devenu directeur du nouvel établissement, il fut fort utile à ses collègues dans leurs besoins d'argent et leur prêta en différentes fois la somme de 8,42 livres. On voit que l'ingratitude et les mauvais procédés de Rousseau ne l'avaient pas brouillé avec la philosophie. A l'époque de la révolution, il exerçait la profession de son père Claude Bovier, ce marchand de la rue Saint-Laurent auquel M. Boy de la Tour avait adressé Rousseau, et se trouvait l'un des directeurs de l'hôpital général.

Ces douze membres se réunirent, le lendemain de leur élection, dans la maison de M. Louis de Sauzin, et s'organisèrent immédiatement en bureau de direction. Ils rédigèrent un premier règlement, et décidèrent qu'ils auraient un président annuel et un secrétaire perpétuel. Ils choisirent pour président M. de Sauzin, et pour secrétaire M. Raby d'Amérique, et nommèrent en même temps pour trésorier M. Antoine Prié.

Ainsi fut constituée la commission de la Bibliothèque, et ces premiers administrateurs peuvent être considérés également comme les fondateurs et les premiers membres de l'Académie delphinale. Mais ils étaient avant tout chargés de livrer au public la riche collection de Mgr de Caulet, et ils s'acquittèrent de cette mission avec la plus louable diligence. Nommés le 11 juillet 1772, ils avaient terminé le 5 septembre 1773 tous les arrangements indispensables, et purent convoquer ce jour-là même une nouvelle réunion des souscripteurs pour rendre compte de leurs travaux. L'assemblée approuva ce qu'ils avaient fait, et après avoir porté leur nombre à 25, nomma un bibliothécaire. Le même jour, le public entra en jouissance. Il prit possession avec enthousiasme : plus de cent lecteurs se pressaient journellement dans les salles de la bibliothèque ⁽¹⁾, et l'on espérait généralement que cet établissement « deviendrait pour la province « l'époque d'une révolution remarquable ⁽²⁾. » Cet engouement si naturel et si légitime excitait cependant les railleries de quelques frondeurs ; mais « les persifflages de cet essaim de petits-maitres qui ne rougissaient pas de jouer le rôle de pyrrho-

⁽¹⁾ *Discours* de M. Gagnon.

⁽²⁾ *Annonces-affiches* du 6 mai 1774.

niens ⁽¹⁾ » étaient méprisés et ne troublaient guère la joie et la confiance universelles.

Mais ce n'était point assez de fonder un pareil établissement, il fallait encore pourvoir à son entretien : les douze premiers directeurs n'avaient pas négligé ce point essentiel, et, grâce à leurs démarches, le service et l'accroissement de la Bibliothèque étaient assurés quand ils rendirent compte de leurs travaux à leurs commettants. Le 3 avril 1773, une ordonnance du parlement avait fixé les droits que chaque magistrat, avocat ou officier de la cour, devrait payer lors de sa réception pour les dépenses de la Bibliothèque, et le 10 du même mois, l'ordre des avocats avait pris une délibération sur le même objet. Mais cette corporation, en s'imposant ainsi d'une manière permanente ⁽²⁾ avait voulu députer deux de ses membres dans le bureau de direction : cette prétention légitime fut accueillie par les souscripteurs, qui accordèrent en même temps un délégué au Chapitre de la cathédrale.

Tel fut le premier budget de la Bibliothèque.

Plus tard, mais seulement en 1779, le parlement, par arrêté du 16 mars, accorda à cet établissement une subvention de 600 livres, et la même année M. Necker, alors contrôleur des finances, en donna une autre de 1,000 livres. La même annuité fut accordée le 30 mai 1779 par le conseil de ville, mais à condition que la Bibliothèque resterait toujours publique.

Parmi les personnes choisies en 1773 par la seconde assemblée des souscripteurs, doivent figurer, en première ligne, MM. Prié, Renauldon et Vallet. L'entrée de ces trois nouveaux membres dans le bureau de direction n'était qu'une juste et bien faible récompense du zèle qu'ils avaient déployé pour l'acquisition ou l'arrangement de la bibliothèque. M. Antoine Prié, notaire à Grenoble de 1756 à 1783, avait été chargé de recevoir les souscriptions, et fut le trésorier de la société de 1772 à 1777, c'est-à-dire pendant une période où cette fonction imposait les obligations les plus pénibles. Après avoir cédé sa charge de notaire, il resta directeur des étapes et convois militaires jusqu'à sa mort, arrivée le 18 messidor an VI (6 juillet 1798).

⁽¹⁾ *Annonces-affiches*, 7 février 1777. Ces expressions sont de Vallet, ancien lieutenant de police, un des nouveaux membres nommés le 5 septembre 1773.

⁽²⁾ La somme que devait payer chaque avocat était de 96 livres.

M. J.-Baptiste Renauldon, ancien ingénieur des ponts et chaussées, n'était pas Dauphinois. Il était né à Issoudun, ville de l'ancien Berry, aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement dans le département de l'Indre. Pendant tous les travaux que nécessita l'arrangement du local, M. Renauldon avait constamment aidé les premiers membres du bureau, de ses conseils et de son assistance. C'était lui qui dressait les plans et les devis de toutes les constructions, intervenait dans tous les marchés, surveillait les travaux des entrepreneurs et réglait leurs comptes. Il fit alors construire la galerie qui s'étend entre la voûte et la chapelle du collège. Plus tard, en 1782, lorsque les directeurs trouvèrent dans la suppression des filles de la Madeleine le moyen d'étendre la bibliothèque du côté de l'hôtel des Adrets (aujourd'hui l'hôtel du Cercle), ce fut encore M. Renauldon qui dirigea toutes les constructions et fit faire, en même temps, le prolongement de la grande galerie du côté de l'ouest, et la salle actuelle de lecture. M. Renauldon mourut au milieu de la Terreur, le 4 août 1793, laissant un fils qui fut maire de Grenoble et mérita, comme lui, la reconnaissance publique par des créations utiles.

M. Paul-Joseph Vallet, ancien lieutenant général de police, était un des hommes les plus éclairés de Grenoble. Ses études étaient principalement tournées vers l'agriculture : il avait inventé un pressoir portatif et publié un grand nombre de brochures destinées aux habitants des campagnes ; mais il ne négligeait pas les autres sciences, comme le prouve une lettre publiée par les *Affiches* de 1777, dans laquelle il rendait compte de sept tombeaux anciens découverts à Grenoble, dans une vigne de Sainte-Marie d'en haut. Son ardeur à propager les lumières égalait son amour pour l'étude : il avait fait paraître, en 1767, une *Méthode pour faire promptement des progrès dans les sciences et dans les arts*. Il est certain que ce citoyen recommandable, qui fut, suivant Chalvet, « un des hommes les plus jaloux de la gloire de son pays, » prit une grande part à la création de la bibliothèque, et s'il ne fut pas compris dans la première liste des directeurs, il faut l'attribuer peut-être à ses anciens démêlés avec les consuls de Grenoble, à l'occasion de la police ⁽¹⁾.

(1) Il avait publié, au sujet de ces démêlés, une brochure in-12, portant pour titre : *Les sieurs consuls ne doivent pas se mêler de la police*.

Nommé dans la seconde élection, il se fit remarquer par son zèle, et l'on retrouve à chaque instant son nom dans tous les comptes de la bibliothèque. Il mourut au mois de janvier 1784.

Les quinze personnes dont on vient de lire les noms eurent la principale part à l'établissement de la bibliothèque publique, et nous nous sommes étendu sur eux avec complaisance. Mais les autres membres qui furent élus au mois de septembre 1773 contribuèrent également au succès de l'œuvre, soit par leurs efforts, soit en jetant sur l'association naissante l'éclat de leur illustration ou de leur fortune. Ainsi, M. de Quinsonas (Joseph Pourroy de l'Auberivière), ancien président au parlement, mort à Lyon en 1786, montra le plus grand zèle pour l'agrandissement de la bibliothèque, et, combinant son crédit avec celui du duc de Clermont-Tonnerre, obtint que cet établissement aurait un exemplaire de tous les ouvrages imprimés au Louvre. Avec cet ancien membre du parlement qu'avait aboli le chancelier Maupeou, entra parmi les associés administrateurs un conseiller du parlement nouveau, M. Moreau de Vérone, pourvu plus tard d'une charge de président à la chambre des comptes. Ce savant magistrat mérite une mention particulière. Antiquaire curieux et entreprenant, il avait fait pratiquer dans le diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux des fouilles qui produisirent les plus heureux résultats ; il avait rassemblé dans son château de Vérone une collection d'antiquités de toute espèce, et il ne perdait aucune occasion pour augmenter ses richesses en ce genre. Non-seulement il travaillait lui-même, mais il appuyait de tout son pouvoir les premiers efforts des jeunes gens : « Ses encouragements, disait Chalvet, m'ont soutenu dans un âge où les pénibles recherches de l'érudition n'ont aucun attrait ⁽¹⁾. » M. de Vérone mourut en 1795, laissant à son neveu, M. d'Archimbaud, vingt-quatre volumes manuscrits sur divers sujets d'histoire et de littérature. Un mémoire sur les Voconces, extrait de cette collection, a été publié en 1837 par la société de statistique de la Drôme. Ce remarquable travail fait vivement désirer que les autres manuscrits du même auteur soient également mis au jour.

(¹) *Biographie du Dauphiné*, par Guy-Allard ; nouvelle éd. rev. et aug., 1797.—Chalvet rend au reste le même témoignage au bibliothécaire Etienne Dacros.

On élut, en même temps que M. de Vérone, M. l'abbé Ray, chanoine de Saint-André et principal du collège; M. Binelli, minéralogiste de Turin, que l'intendant Pajot de Marcheval avait fait venir d'Italie pour diriger l'entreprise des mines d'Allemond ⁽¹⁾, et qui mourut à Grenoble le 42 ventôse an XII (1804); messire Gaspard-François de Savye, bailli de Manosque dans l'ordre de Malte, commandeur de Saint-Félix et mestre de camp de cavalerie, qui s'occupait de chimie, et mourut le 29 janvier 1789; enfin M. de Reynaud, conseiller au parlement.

A côté de ces membres élus par les souscripteurs, vinrent à différentes reprises se placer, comme députés de leurs corporations, les abbés Gaillardon et Rouvayre, chanoines de la Cathédrale; et MM. Chanel, Perreton, Anglès et Perrard, délégués dans le bureau par l'ordre des avocats.

Les deux derniers formaient, avec deux de leurs confrères, MM. Barthélemy d'Orbanne et Piat-Desvial, entrés plus tard à l'Académie delphinale, une réunion de savants jurisconsultes qui, par l'ensemble de leurs talents divers, auraient pu soutenir la lutte avec tous les barreaux de France. C'était au moins l'opinion de Dupont-Lavillette, si bon juge en pareille matière, lui qui ferme pour ainsi dire la série de ces esprits d'élite dont il avait été le contemporain, et dont il devint le successeur. M. Barthélemy d'Orbanne était un homme d'affaires consommé; M. Piat-Desvial, habile interprète du droit romain, en connaissait tous les textes et toutes les ressources. M. Perrard (Nicolas-Camille), né en 1726, mort en 1788, discutait le texte de la loi avec une logique invincible et une admirable lucidité ⁽²⁾. M. Anglès, qui survécut aux trois autres et fut sous la Restauration premier président de la Cour royale de Grenoble et président d'âge de la chambre des députés, excellait dans la composition des mémoires judiciaires. Son extrême facilité, son style ner-

⁽¹⁾ Notes de M. Letourneau, pag. 561.

⁽²⁾ Avocat consistorial et membre du conseil de ville, M. Perrard, si l'on en croit une tradition très-répandue, détourna pendant la journée des tuiles un coup de hache levé sur la tête du duc de Clermont-Tonnerre. Il assistait à l'assemblée de Vizille. Retiré à Saint-Egrève pendant l'exil du parlement, il venait souvent à Grenoble pour assister au conseil de ville; il fut atteint dans un de ces voyages d'un refroidissement dont il mourut le 31 août 1788.

veux, sa dialectique puissante, le rendaient le plus redoutable des adversaires.

Ainsi, dans cette société naissante, se trouvaient réunis des hommes distingués de toutes les classes, et le bureau de la bibliothèque était la fidèle image de ce siècle éminemment littéraire où l'amour des sciences et des lumières égalisait déjà tous les rangs et toutes les conditions.

Néanmoins, et c'est un fait digne de remarque, aucun des grands corps existant à Grenoble n'était représenté dans le bureau par ses chefs : ni les premiers présidents du parlement ou de la chambre des comptes, ni le commandant de la province, ni l'intendant, ni l'évêque, ni le marquis de Marcieu, gouverneur de la ville, qui tous avaient cependant souscrit pour des sommes considérables, n'avaient été choisis pour directeurs. L'un des principaux fondateurs de la bibliothèque, M. Claude Raby d'Amérique, nous en fait connaître les raisons. La bibliothèque avait été formée par le libre empressement de tous les citoyens, et l'on ne voulait pas, en choisissant pour l'administrer les premiers magistrats de la province, la faire tomber sous leur patronage et leur tutelle, et lui faire perdre ainsi son indépendance ⁽¹⁾. Mesure aussi prévoyante que digne; car dans un temps où les divers ordres étaient sans cesse en lutte et se disputaient l'influence et l'empire, les seules créations durables étaient celles qui pouvaient, en échappant à la domination des uns et des autres, rester l'œuvre commune de tous. Grâce à cette sage indépendance, la bibliothèque ne se ressentit jamais des troubles qui, de 1772 à 1789, agitèrent Grenoble et le Dauphiné, et put traverser, en s'accroissant sans cesse, une période féconde en discussions et en discordes.

Le premier soin des souscripteurs, après avoir porté à vingt-cinq le nombre des directeurs, avait été de nommer un bibliothécaire. Ils fixèrent d'abord leur choix sur l'abbé Davaux; mais aux vacances de 1775, cet ecclésiastique se rendit à Paris, où il devint précepteur des enfants de France. Le bureau de direction le remplaça par le R. P. Etienne Ducros, religieux corde-

⁽¹⁾ Le manuscrit dans lequel se trouve ce renseignement est intitulé : *Projet pour parvenir à former une administration pour la bibliothèque publique de Grenoble, avec les cas à prévoir pour éviter des inconvénients*. In-4°, mss. autogr. de la bibl. de Grenoble.

lier, « connu, disent les *Affiches* du 8 décembre 1775, comme » l'un des meilleurs ornithologistes des provinces. » Ce second bibliothécaire réunit, en 1777, à sa première charge celle de trésorier, et garda l'une et l'autre jusqu'à l'année 1808 environ. Il s'acquitta de ses fonctions avec le plus grand dévouement, et quand la révolution eut privé la bibliothèque de toutes ses ressources et détruit la société littéraire dont il tenait ses pouvoirs, il resta seul à son poste et conserva pour des temps moins orageux le précieux dépôt commis à son zèle.

Encouragés par le succès de leur première entreprise, les fondateurs de la bibliothèque en essayèrent une autre en 1775. Ils ouvrirent une seconde souscription pour fonder un cabinet d'histoire naturelle, et ce nouvel appel à l'enthousiasme public produisit une somme de 10,512 livres.

Deux collections particulières servirent de noyau au cabinet d'histoire naturelle : l'une, formée par l'ordre de M. Pajot de Marcheval, consistait en minéraux recueillis dans la province ; l'autre, réunie par le R. P. Ducros, se composait surtout d'oiseaux empaillés, et fut cédée par ce religieux à l'association, moyennant une rente viagère. Les recherches, les voyages et la correspondance du savant et laborieux bibliothécaire augmentèrent considérablement, dans la suite, ces premières richesses ⁽¹⁾.

Cependant, le but que l'on s'était proposé en 1772 n'était pas encore entièrement atteint : Grenoble avait deux collections précieuses ; il lui manquait un corps littéraire légalement et solidement constitué. Sur ce point, les directeurs de la bibliothèque et l'opinion publique étaient complètement d'accord. « Les associés-directeurs avaient bien senti, disait plus tard » l'un d'entre eux, qu'ils étaient chargés de former un établissement littéraire, et qu'ils devaient ce tribut aux souscripteurs et au public ⁽²⁾. »

L'opinion manifestait, en effet, sous toutes les formes, son désir de voir se changer en société littéraire ou scientifique le bureau des directeurs. On trouvait bien déjà que les Dauphinois « commençaient à sortir de l'espèce de léthargie

⁽¹⁾ *Discours* de M. Gagnon, en 1787.

⁽²⁾ *Id.*, pag. 17 et 18.

» où ils étaient à l'égard des sciences et des arts ⁽¹⁾, » mais ils n'avaient point encore assez fait, et sans cesse on demandait davantage.

Non-seulement on voulait transformer les associés-administrateurs en membres d'une compagnie littéraire, mais on considérait déjà ce désir comme accompli, et l'imagination, une fois lancée dans le champ des illusions, ne savait plus où s'arrêter. « Nos » compatriotes, disait-on, doués d'un esprit vif et capable des » plus grandes choses, parcourront avec succès la carrière des » lettres, et bientôt nous compterons autant d'auteurs célèbres » que telle province du royaume qui se glorifie d'avoir été le » berceau des plus grands hommes. »

Mais au milieu de tout cet enthousiasme, le bon sens dauphinois ne perdait pas ses droits, et le même abonné des *Affiches* qui se livrait, non sans une légère teinte d'ironie, à ces belles espérances, ajoutait ensuite : « Je voudrais qu'on commen- » çât à s'attacher à l'utile, à ce qui peut rendre le Dauphiné » plus riche et plus florissant..... La première institution que » devraient former nos compatriotes, ce devrait être une so- » ciété d'agriculture. »

Cependant c'était la société littéraire qui se trouvait l'objet du désir universel.

« On a déjà dit, écrivait un autre abonné, que l'administra- » tion de la bibliothèque publique était le noyau d'une acadé- » mie ; il ne manque donc que la forme. L'ouverture prochaine » de notre riche cabinet d'histoire naturelle amènera peut-être » une *révolution* qui rendra nécessaire la demande d'une » *Académie delphinale* ⁽²⁾. »

Ainsi le noyau de la société existe, son nom est indiqué, ce n'est plus maintenant qu'une simple question de forme. Le 28 juin 1776, les *Affiches* reviennent encore à la charge. « L'Aca- » démie de Dijon, aujourd'hui si célèbre, doit sa première » existence au zèle éclairé de quelques savants : Nous avons » nos Pouffier, nos de Gouz de Gerlan, nos Ruffei, nos Clu- » gny ; leur amour pour la patrie et pour la science enfantera

(1) *Affiches*, 13 octobre 1775, pag. 95.

(2) *Ibid.*, 31 mai 1776. « N'est-il pas incontestable, dit ce correspondant enthousiaste, que les compagnies littéraires sont à la société ce qu'une rosée bienfaisante est à la terre ? »

» sans doute, en Dauphiné, les prodiges dont la Bourgogne se glorifie à juste titre ⁽¹⁾. »

Mais ce que le public attendait avec tant d'impatience était déjà accompli : la bibliothèque était devenue, depuis le jour de son ouverture, un centre où se réunissaient tous ceux qui cultivaient les sciences ; les auteurs venaient y lire leurs ouvrages, et le bureau des directeurs « formait déjà un corps littéraire, sans penser à en prendre le titre ⁽²⁾. »

Ce provisoire finit par avoir un terme. Le gouvernement, qu'on sollicitait depuis longtemps, consentit enfin à confirmer par lettres patentes la fondation de la bibliothèque publique, et permit à cet établissement de recevoir des dons et legs. Il transforma, par le même édit, le bureau de direction en corps académique, en autorisant les associés à se choisir des successeurs. Ces lettres patentes, datées du mois de novembre 1780, furent enregistrées au parlement le 8 janvier suivant, et désormais la bibliothèque, le cabinet d'histoire naturelle et la société littéraire eurent une existence légale.

On n'était pas arrivé sans peine et sans dépenses à un pareil résultat : les comptes du trésorier nous apprennent que l'obtention des lettres patentes coûta 149 liv. 8 s. 6 d., qu'il fallut en payer 96 autres à l'avocat chargé, à Paris, des affaires du bureau ; ils font même mention d'une caisse de ratafia envoyée dans la capitale « pour l'intérêt de la bibliothèque, » mais c'étaient là de petites misères ⁽³⁾.

La juste récompense accordée aux travaux des associés fut accueillie avec une grande satisfaction par l'opinion publique : « Les lettres patentes, disaient les *Affiches* du 19 janvier 1781, » érigent en société littéraire MM. les directeurs de ce *lycée*, et » sous ce rapport ne manqueront pas de faire le plus grand » plaisir, par les espérances qu'on doit en concevoir et par » l'émulation et l'intérêt qu'elles réveilleront de plus en plus. »

« A partir de ce moment, les directeurs de la bibliothèque » donnèrent plus d'ordre à leurs travaux littéraires, eurent des

⁽¹⁾ *Affiches*, 28 juin 1776, pp. 37 et 38.

⁽²⁾ *Préface* du Recueil publié par l'Acad. delph. en 1790. — *Mém. de la société littéraire de Grenoble*, première partie, p. 1.

⁽³⁾ Troisième compte du 7 juin 1779 au 18 mai 1782. Pièces à l'appui.

» assemblées plus fréquentes ⁽¹⁾ ; » mais ils furent retenus longtemps encore par les soins indispensables des acquisitions et des constructions, et, suivant les termes de leur secrétaire perpétuel, M. le docteur Henri Gagnon, « durent souvent renoncer à cultiver les lettres pour leur construire un sanctuaire. »

Ce fut en effet une œuvre de dévouement et d'abnégation continuelle, que celle de tous ces hommes distingués, réunis par le seul amour des sciences et des arts, consacrant leur temps et leurs efforts à construire une bibliothèque et à placer des livres ; débattant les marchés avec les entrepreneurs, surveillant tous les travaux, réglant les comptes d'ouvriers, avançant de l'argent et s'engageant souvent solidairement pour suffire à toutes les dépenses ⁽²⁾. Un siècle où la seule passion des lettres a pu produire de semblables choses a bien droit à quelque indulgence, malgré ses erreurs et les lamentables excès qui le terminèrent.

Ce fut ainsi que par d'immenses services rendus, le bureau des directeurs mérita de devenir une compagnie savante.

Ses travaux purement littéraires reçurent une nouvelle impulsion lorsque M. Caze de la Bove eut succédé à M. Pajot de Marcheval, comme intendant du Dauphiné (1784). Ce magistrat ayant fait les fonds de deux prix que devait décerner la société littéraire, elle publia ses programmes, et put, le 2 mai 1787, paraître pour la première fois devant le public, pour lui rendre compte de ses travaux. Depuis cette époque jusqu'au 5 février 1789, elle eut trois séances publiques, dont les comptes-rendus furent successivement publiés en trois parties, sous ce titre : *Mémoires de la Société littéraire de Grenoble*.

S'il fallait en croire un jugement sec et dédaigneux de M. Jules Ollivier, ces mémoires ne contiendraient que des œuvres littéraires dépourvues d'intérêt, et beaucoup de petits vers voués à l'oubli ⁽³⁾. Les petits vers peuvent être parfaitement ou-

⁽¹⁾ *Mém.*, 1^{re} partie, avant-propos.

⁽²⁾ Tout cela résulte des comptes. Ceux qui paraissent le plus souvent dans ces comptes sont, avec M. Prié, MM. Renauldon, Gagnon, Raby d'Amérique, Vallet, Cormon de Villemer et Bovier. Le bibliothécaire seul recevait des honoraires. M. Prié accepta 150 liv. de gratification pour un de ses commis.

⁽³⁾ *Annuaire statistique de la Cour royale de Grenoble* pour 1839, pag. 287.

bliés, car ils n'ont jamais existé : quant aux autres œuvres, elles ont leur importance et montrent que la société ne se vantait pas lorsqu'elle prétendait s'occuper du bien de la province.

Dans la première séance, le secrétaire perpétuel, M. Gagnon, raconta l'histoire de la bibliothèque et de la Société. Son discours, écrit d'après les formes académiques d'alors, est plein de cette emphase particulière aux dernières années du XVIII^e siècle : les mots de *sensibilité*, de *vertus*, de *patriotisme*, qui formaient le jargon du temps ⁽¹⁾, s'y trouvent à plusieurs reprises. L'auteur ne doute pas des prodiges qui doivent résulter du progrès des lumières : « L'amour des lettres, dit-il en commençant, produira le patriotisme et les établissements littéraires produiront les vertus sociales. » Mais sous ce naïf enthousiasme, que rien n'était encore venu détromper, l'on découvre facilement, avec un amour sincère des arts et des sciences et de curieux renseignements sur le mouvement des esprits, ce bon sens dont les Dauphinois devaient bientôt donner tant de preuves au milieu des excès révolutionnaires.

Ce même bon sens inspirait à M. Gagnon, dans la séance du 42 mars 1788, des vues pleines de sagesse sur le genre de travaux qui convient aux académies de province. « Vous ne cultiveriez peut-être pas, disait-il à ses confrères, avec beaucoup de fruit la littérature, les connaissances agréables, la poésie ; mais vous en serez dédommagés par des succès assurés dans des genres plus utiles... Une académie delphinale doit avoir, pour un de ses premiers objets, de débrouiller le chaos de son histoire ; et si chaque province avait le même soin, l'histoire de France des premiers temps ne serait plus bornée à la liste fastidieuse de ses rois et au récit rebutant de leurs guerres, mais présenterait le tableau de la nation sous ses rapports physiques, moraux et politiques.

» Toutes les branches de la physique peuvent être cultivées

(1) Ce jargon avait alors une signification précise. On le vit bien en 1780, lorsque les avocats de Grenoble, ayant à se plaindre de plusieurs magistrats du parlement, témoignèrent au président leur *sensibilité douloureuse* ; ces expressions furent déclarées téméraires et contraires au respect dû à la Cour ; déclaration qui décida les avocats à cesser leurs fonctions pendant un an. (V. la broch. de M. Hyac. Gariel : *La Cour et le Barreau*. Paris, juin 1844.)

» en Dauphiné avec plus de succès qu'ailleurs..... L'histoire naturelle de cette province est riche et variée. »

Ainsi, l'histoire, les sciences physiques, l'histoire naturelle appliquées à la province : voilà les études que M. Gagnon proposait aux membres de l'Académie delphinale, et si nous en croyons son témoignage, c'étaient là les objets principaux de leurs travaux dans leurs séances particulières ⁽¹⁾.

Les idées sages et pratiques émises par M. Gagnon, dans la séance du 12 mars 1788, inspirèrent la Société littéraire dans le choix de toutes les questions qu'elle mit au concours, et, de ses cinq programmes, il n'en est pas un seul qui ne se rapporte directement à l'histoire ou bien aux intérêts industriels et agricoles du Dauphiné. Aussi disait-on qu'elle travaillait à la prospérité de toute la province ⁽²⁾. En 1787, elle avait demandé un mémoire *Sur les causes du dépérissement des bois du Dauphiné et sur les moyens d'y remédier*. Ce sujet, dont l'intérêt est encore si actuel aujourd'hui, excita l'émulation la plus vive. Treize concurrents au moins envoyèrent des mémoires. M. Achard de Germane, avocat au parlement, plus tard procureur général à la Cour royale de Grenoble, obtint le prix. Son travail, fort complet sur tous les points du programme, se faisait particulièrement remarquer par l'indication des moyens à employer pour arrêter le mal. Quatre causes principales avaient, d'après M. Achard, amené le dépérissement des bois dans le Dauphiné : la possession de la plupart des forêts par des communautés d'habitants qui les exploitaient, ou plutôt les dévastaient sans règle et sans mesure ; les progrès du luxe et des arts ; la rigueur de peines inapplicables à force d'être cruelles ; enfin, la mauvaise organisation des maîtrises. Comme remède à tous ces maux, M. Achard demandait que l'on changeât complètement la législation existante, qu'on se mit à replanter les bois et qu'on encourageât dans le Dauphiné l'exploitation des mines de charbon.

Les mémoires qui venaient après celui de M. de Germane

(1) Ces travaux particuliers, ainsi que tous les procès-verbaux de la société, sont perdus. C'est avec des documents épars et incomplets qu'il faut composer l'histoire de l'Académie delphinale.

(2) La société littéraire..... s'occupe de la prospérité de toute la province. (*Examen impartial des réflexions d'un patriote dauphinois, et du Cri de la raison*, 1788, page 54.)

n'étaient pas sans mérite. Ainsi M. Tardy, capitaine au corps royal du génie, présenta d'excellentes considérations sur les causes et les effets de la dévastation des forêts; mais ses idées n'étaient point assez développées: il n'obtint que l'accessit. D'autres, qui avaient bien traité certaines parties du programme, mais n'étaient pas assez complets sur l'ensemble, eurent seulement une mention. De ce nombre étaient M. Raymond, avocat à Die, qui avait signalé avec une grande exactitude les causes du dépérissement des forêts, et M. Reynaud de la Gardette, habitant de Crest, dont on remarqua les vues sur les plantations et les défrichements.

En résumé, ce premier concours avait porté la lumière sur des questions importantes, et le bureau de direction, déjà recommandé à la reconnaissance publique par l'établissement de la bibliothèque et du cabinet d'histoire naturelle, montrait par ces heureux débuts combien il pouvait devenir utile sous sa forme nouvelle de Compagnie littéraire.

La société proposa pour 1788 la question suivante: *Quelles sont les branches d'industrie qui conviennent le mieux aux cantons de cette province qui en sont dépourvus et notamment dans le bas Dauphiné.* Ce fut encore M. Achard de Germane qui remporta le prix. Son second mémoire est, comme le premier, fort intéressant pour l'histoire de la province, car il fait connaître par les détails les plus précis l'état de l'industrie dans les Alpes à la fin du XVIII^e siècle. Mais ces renseignements n'étaient que fort secondaires dans le plan de l'auteur, qui cherchait plutôt à indiquer des réformes et des innovations qu'à constater des faits. De toutes les industries, c'était l'agriculture qui lui semblait le mieux convenir aux Alpes: il s'attacha donc à rechercher les moyens de l'y rendre florissante. Multiplier les grandes routes, donner au peuple des propriétés à cultiver⁽¹⁾, encourager les paysans par des distinctions et des récompenses analogues à leurs mœurs, cesser de déplacer les laboureurs pendant le temps de leurs travaux, déterminer les grands propriétaires à habiter les campagnes: telles étaient en substance les mesures proposées dans son Mémoire. Il devait encore cette fois

(¹) M. de Germane voulait arriver à ce résultat en albergeant aux pauvres les immeubles des hôpitaux et du domaine, et en partageant les communaux (V. *Mém. de la Soc. litt.*, n^e partie, pag. 144 à 153).

la couronne à la proportion qu'il avait su mettre dans les différentes parties de son travail ; mais les productions de ses rivaux avaient aussi leur importance : M. le docteur Tourtelle, médecin à Besançon, envoya des études fort complètes sur les moyens de perfectionner l'espèce des moutons en Dauphiné ⁽¹⁾ ; M. Reynaud de la Gardette, déjà mentionné dans le dernier concours, indiqua, mais sans insister assez sur les détails, toutes les industries qui convenaient à la province : la société, pour récompenser les mérites divers de ces deux concurrents, leur partagea l'accessit.

Les sujets proposés jusque-là appartenaient tous à l'économie politique : mais cette science, si fort en faveur à la fin du XVIII^e siècle, ne plaisait pas également à tous les esprits, et la société littéraire fut entraînée par l'exemple des autres académies à choisir le genre des éloges pour le sujet de ses concours.

Mais, en se conformant à l'usage universel, la compagnie fut encore fidèle à l'esprit qui l'avait animée jusqu'alors. « Les beautés mâles et vigoureuses ⁽²⁾ » que le siècle admirait dans les éloges de Thomas, le modèle et le législateur du genre, étaient un leurre séduisant auquel pouvaient se laisser prendre des concurrents enthousiastes. Elle redouta ce danger, et par crainte de ces morceaux ampoulés, où les lieux communs usurpent la place des faits et la fausse rhétorique celle de l'éloquence, elle mit au concours un *éloge historique* au lieu d'un éloge purement oratoire. Elle voulait par ce changement étendre les bornes du sujet et réduire l'éloge au ton de l'histoire. « Plutarque, disait en son nom M. Savoye de Rollin, l'un de ses membres, a peut-être saisi le véritable genre des panégyriques : il a peint tout uniformément ses personnages en les faisant agir : il les caractérise par leurs actions plutôt que par des déclamations étudiées ⁽³⁾ ».

L'on n'oserait pas dire que ces recommandations judicieuses

⁽¹⁾ Etienne Tourtelle, professeur de médecine à l'ancienne université de Besançon, puis à l'école spéciale de Strasbourg, avait déjà traité le sujet en 1784 pour l'académie de Besançon (*Indiquer les moyens d'améliorer l'espèce des moutons en Franche-Comté*). La biographie universelle, en disant qu'il remporta un prix à Grenoble en 1784, commet une double erreur. Il obtint seulement un accessit, et ce fut en 1788.

⁽²⁾ Expressions de M. Savoye de Rollin.

⁽³⁾ *Mém. de la Société littéraire*, III^e partie, page 6.

aient été fidèlement suivies : « La voix de l'homme éloquent qui » célébra Maurice et Duguay-Trouin ⁽¹⁾ » avait alors trop d'empire. Mais si les divers concurrents ne surent pas se mettre en garde contre les défauts du genre et la mode du siècle ; si M. Savoye lui-même, en recommandant le naturel, monta quelquefois son style au ton de l'éloge oratoire, il faut au moins savoir gré à la Société littéraire d'avoir voulu remplacer les généralités vagues et les phrases emphatiques par l'étude sérieuse des faits et la simplicité de l'histoire.

Elle montra le même discernement dans le choix du grand homme dont elle voulait mettre l'éloge au concours et désigna Bayard. C'était, suivant l'heureuse expression de M. de Rollin, un sujet classique pour la société littéraire de Grenoble ; elle ne pouvait donc manquer de le choisir.

La vie de ce guerrier modeste était d'ailleurs admirablement propre à réaliser les idées de la Société sur le ton qui convient aux éloges historiques. « Il faisait, dit M. de Rollin, simplement » de grandes choses et se doutait à peine de l'éclat de sa réputation. » N'était-ce pas là un grand homme de Plutarque et ne devait-on pas célébrer sa gloire avec un style tempéré ?

Outre ces convenances patriotiques et littéraires, il y avait encore un heureux à-propos dans le choix du sujet. Beaucoup de nobles esprits, et M. de Rollin était du nombre, rêvaient alors le rétablissement des franchises provinciales, comme un retour à l'ancienne constitution française et comme un remède aux maux de la patrie. C'était seconder ces aspirations et ranimer les vieux souvenirs du Dauphiné, que de rendre ainsi des honneurs solennels au plus loyal de ses enfants. Mais ce n'était point assez de faire célébrer Bayard, on voulait encore élever au chevalier sans peur et sans reproche un monument plus propre qu'un discours à rendre cette grande mémoire présente à l'esprit du peuple. On songeait donc à dresser au héros une statue dans Grenoble et depuis quelque temps toutes les mesures étaient prises pour l'exécution de ce beau projet. Le sculpteur même avait été choisi. C'était un Lyonnais nommé Chinard, ainsi qu'il résulte d'une lettre écrite en 1804 aux membres du Lycée des Arts par cet artiste lui-même : « C'est moi qui, présenté par

(1) C'est ainsi que M. Gautier désigne Thomas dans son *Eloge de Bayard*, page 18.

» M. Terray, intendant de Lyon en 1787, obtins l'honneur, après
 » un concours de plusieurs artistes, d'être chargé de l'exécution
 » du monument de Bayard; j'en produisis les dessins et les modè-
 » les, qui furent envoyés à l'intendance de Grenoble. Ce fut M.
 » de la Bove et M. de Rétif qui arrêterent avec moi les conven-
 » tions ⁽¹⁾. »

On devait se procurer les fonds nécessaires par une nouvelle souscription, dont le prospectus allait paraître lorsque arrivèrent les événements de 1788. L'exil du parlement, l'émeute connue sous le nom de *Journée des Tuiles*, les assemblées de Vizille et de Romans, firent oublier le monument de Bayard. La bibliothèque servait alors aux réunions politiques ⁽²⁾, et son conservateur employait son imagination à inventer pour les fêtes populaires des transparents ingénieux et de grandes lanternes cylindriques qui tournaient sur elles-mêmes par le seul effet de la chaleur ⁽³⁾. Mais après le retour du parlement et la convocation des états-généraux, il y eut encore, à la veille de la révolution, quelques moments de calme. Aussitôt l'esprit littéraire reprit son empire, et la statue de Bayard occupa de nouveau l'attention publique.

Le 5 février 1789, la Société littéraire tint sa troisième séance solennelle et décerna les prix du concours institué pour l'éloge historique de Bayard. Le discours couronné était l'œuvre de M. Louis Gautier, notaire à Grenoble. Le lauréat n'avait pas suivi les indications de la Société, et son discours rappelait plus Thomas que Plutarque. On y trouvait, avec une imitation visible de l'oraison funèbre du grand Condé, des apostrophes, des exclamations, des périphrases, de vertueuses sorties contre la dépravation des mœurs : en un mot, tous les artifices et toutes les conventions du genre. Dans cette composition, si fortement empreinte des idées du siècle, la foi de Bayard et ses actes de religion revêtaient une couleur étrange : le pieux chevalier qui, se sentant blessé à mort, avait crié *Jésus*, baisé la *croisée* de son épée en signe de croix et recommandé sa « pauvre âme » à

(1) Archives de l'Académie delphinale.

(2) Récit des fêtes données à Grenoble, le 12 et 20 octobre 1788, au retour du parlement, pag. 3 et 5.

(3) *Ibid.*, pag. 35.

ses compagnons ⁽¹⁾, invoque seulement l'Être suprême et « va demander à l'Être éternel le prix de son amour pour toutes les vertus. »

Malgré ces défauts, qui tenaient au genre et à l'époque, le discours de M. Gautier renferme de véritables qualités ; le style en est élégant et pur, le récit ne manque ni de mouvement ni de chaleur, et l'auteur parle des vertus de son héros avec un ton de sensibilité qui touche. M. Gagnon fils et M. Dochier, de Romans, obtinrent tous deux une mention honorable. Mais leur œuvre, estimable, était bien inférieure cependant à celle de M. Gautier.

Les divers concurrents n'avaient pas manqué de faire allusion au projet qui, malgré les préoccupations du moment, avait encore le privilège d'attirer l'attention publique. Voyant déjà debout dans Grenoble la statue du bon chevalier, M. Gautier terminait ainsi la péroraison de son discours : « O grand homme, » reçois l'hommage que nous allons tous offrir à ta cendre ! » Qu'elle soit sans cesse un monument de patriotisme, de bienfaisance et de religion, et qu'aux pieds du marbre dont le ci-seau va former ton image auguste, le fils apprenne à chérir son père, le guerrier la gloire et son roi, l'homme riche l'humanité, l'homme puissant le faible qui l'implore, et tous les citoyens la patrie et la vertu ! » (Pag. 60.)

Ecrit sur le ton du jour, plein de toutes ces expressions attendrissantes qui faisaient alors le charme des âmes sensibles, le discours de M. Gautier acheva d'échauffer l'enthousiasme en faveur de Bayard. Ce fut ainsi que, sous les auspices de la Société littéraire et à la faveur de ses concours, s'ouvrit une nouvelle souscription. Le prospectus en fut publié le 15 mai 1789, dix jours après l'ouverture des états-généraux. Les passions politiques les plus ardentes commençaient à fermenter dans toute la France ; cependant, dans ces jours d'illusion et d'ivresse, les auteurs du projet ne doutaient pas du succès et considéraient les événements qui se passaient alors comme une chance de plus pour leur entreprise. « Il est enfin arrivé, disaient ces intrépides amis des lettres, ce moment heureux où le meilleur des rois, assemblé avec la nation comme un bon père avec ses en-

(1) *Histoire du bon chevalier sans peur et sans reproche*, par le Loyal Serviteur. Coll. Petitot, tom. xvi, pages 124 et 130.

« fants, va travailler à leur bonheur ; où les états rétablis en
 » Dauphiné vont s'occuper des intérêts de la province, en en-
 » courageant le mérite et en perpétuant le souvenir de ceux qui
 » en auront fait la gloire. »

Le 1^{er} octobre 1789 était l'époque fixée pour la clôture de la souscription.

Le même jour, les gardes du corps donnaient ce repas imprudent qui fut le prétexte des journées de Versailles. Le seul rapprochement de ces deux dates en dit assez : l'émeute et l'anarchie commençaient leur règne, et le monument de Bayard eut le sort de toutes les belles idées d'alors : il dut attendre son jour ⁽¹⁾.

Il en fut de même de tous les sujets que la Société littéraire avait mis au concours : l'éloge de Lesdiguères, l'histoire des anciens habitants du Dauphiné jusqu'à l'établissement du royaume de Boson, les recherches sur les moyens de perfectionner la filature des soies et d'extirper la mendicité en Dauphiné.

Toutefois, avant de disparaître, cette Compagnie, encore si jeune et déjà signalée par tant de services, eut un dernier succès. Le nom d'*Académie delphinale* que lui donnait déjà le public et qu'elle ne craignait pas de prendre elle-même ⁽²⁾, lui fut officiellement attribué par de nouvelles lettres patentes. Ces lettres, données à Versailles au mois de mars 1789 et enregistrées au parlement de Grenoble le 6 juillet suivant, en transformant la Société littéraire en Académie delphinale, lui accordaient aussi des armes. C'était un sceau portant sur un champ d'azur un livre ouvert d'argent avec cette inscription : *Sciences et Arts*, au chef cousu de gueules, chargé d'une fleur de lys d'or, d'un dauphin de même et d'une rose d'argent.

La nouvelle Académie pouvait porter ses études sur tout ce qui concerne les lettres, les sciences, les arts, l'agriculture, le commerce et l'industrie, mais ne pouvait s'occuper ni de théologie ni d'administration publique. « Comme son établis-

(1) La statue élevée sur la place Saint-André ne fut placée que sous la Restauration ; mais dès que l'ordre avait été rétabli en France, le projet de 1787 avait été remis en avant. La lettre de Chinard, citée plus haut, en est la preuve.

(2) Une lettre de M. de Vérone, datée du 1^{er} juin 1788, est adressée à M. Gagnon, secrétaire perpétuel de l'*Académie delphinale*.

» sement était dû à l'empressement avec lequel les citoyens
 » de Grenoble avaient contribué à y former une bibliothèque,
 » la *première et la plus* essentielle de ses obligations était de
 » veiller à la conservation de ce monument précieux. » Dans
 ce but, l'organisation de l'Académie était modifiée de la ma-
 nière suivante : les membres se divisaient en trois classes : les
Académiciens administrateurs, les *Académiciens vétérans*,
 et les *Associés libres*.

Les premiers, dont le nombre était porté de vingt-cinq à quarante, avaient exclusivement l'administration de la bibliothèque. Ils devaient choisir parmi eux un bibliothécaire perpétuel et un comité de membres spécialement chargés de prendre connaissance de toutes les affaires relatives à la bibliothèque, et d'en faire le rapport à leurs confrères en assemblée générale. Les académiciens vétérans se recrutaient parmi les administrateurs qui voulaient prendre leur retraite.

La société littéraire gardait donc, en devenant l'Académie delphinale, sa double qualité de compagnie savante et d'administration publique. C'est à cause de ce dernier caractère que l'art. 30 des lettres-patentes interdisait de nommer dans une classe autre que celle des associés libres, « les personnes attachées à des corps religieux ou à des congrégations. » Mais le parlement ayant refusé d'enregistrer l'article, cette exclusion n'eut aucune force légale.

Les lettres patentes de 1789, quoique données au début de la révolution, furent cependant exécutées. L'Académie delphinale compléta le nombre de ses membres, les divisa en trois classes, institua un comité d'administration, fit graver le sceau armorié qui venait de lui être accordé, et publia dans les premiers mois de l'année 1790 le recueil de ses titres et de ses règlements avec la liste de ses membres ⁽¹⁾.

On ne trouve plus dans cette liste que seize des anciens fondateurs de l'Académie, MM. de la Grée, l'abbé Barthélemy, l'abbé Michon, d'Yse⁽²⁾, Gagnon, Faure de Beauregard, l'abbé

⁽¹⁾ Cette liste existe aussi dans l'*Almanach général du Dauphiné* pour l'année 1790. C'est la première fois du reste que l'on trouve dans cet *Almanach* la composition de la Société littéraire.

⁽²⁾ M. d'Yse de Rosans ne descendait pas, comme on l'a dit plus haut, p. 335, n. 2, du conseiller Marc de Vulson ; seulement, son cousin Jean d'Yse

Simonnard, Bovier, Prié, Renaudon, de Vérone, Binelli, Ray, Lemaistre, Davau et Ducros. Encore MM. Davau, Simonnard et Faure de Beauregard n'étaient-ils pas compris dans le nombre des académiciens administrateurs et formaient-ils à eux trois la classe des académiciens vétérans.

Tous les ordres de la ville avaient fourni des membres pour compléter depuis 1775 la liste des administrateurs. Le parlement avait donné le président de Barral de Montferrat, les conseillers de Garnier, de Vidaud d'Anthon et de la Salcette, les avocats généraux Savoye de Rollin et de la Boissière.

M. de Barral de Montferrat, élu en 1786, était en 1790 maire constitutionnel de Grenoble ; il devint, sous l'empire, premier président de la Cour impériale. M. de Garnier, nommé en 1782, était, au rapport de M. le président du Boys, dernier survivant de ses collègues au parlement, un homme fort distingué. M. J.-Jacques-Gabriel de Vidaud d'Anthon s'était occupé des beaux-arts avec succès ; il était membre de l'ancienne académie royale de peinture et de l'Institut de Bologne. M. Cl.-Joseph-Louis Colaud de la Salcette était le frère du général de la Salcette. M. Jacques-Fortunat Savoye de Rollin, admis en 1786 dans l'Académie delphinale, en était, comme on a déjà pu le remarquer, l'un des membres les plus actifs et les plus influents. Successeur au parlement du célèbre avocat général Servan de Gerbey, il avait, fort jeune encore, acquis une grande réputation comme écrivain judiciaire. Ses talents brillèrent une dernière fois dans un discours fort goûté qu'il prononça pour l'installation du nouveau corps municipal, le 18 février 1790, puis il entra dans la vie privée. Le grand événement de brumaire le fit sortir de cette obscurité ; il devint alors membre du Tribunat, puis successivement préfet de l'Eure, de la Seine-Inférieure et des Deux-Nèthes : il occupa cette dernière fonction jusqu'à la capitulation d'Anvers. Il fut sous la Restauration député de l'Isère et mourut à Paris en 1823 ⁽¹⁾. M. de la Boissière, né à Villeneuve-de-Berg (Ardèche), était fort lettré : il publia sous

de Saléon, archevêque de Vienne, dont il fut l'héritier testamentaire, était l'arrière petit-fils de ce magistrat.

(1) Il figure dans l'Annuaire de la Cour royale pour 1823 comme président de la Société des sciences et des arts. — L'Annuaire de 1824 ne fait plus mention de cette Société.

l'Empire une nouvelle édition des *Mémoires sur les guerres de religion du Vivarais*. Il avait été élu membre de l'Académie delphinale en 1789.

La chambre des comptes fournit à la compagnie M. le président d'Hugues de la Garde, nommé en 1783 : il avait quitté Grenoble à l'époque où le lycée des Arts appela dans son sein les membres survivants de l'ancienne Académie delphinale.

L'Eglise avait donné MM. de Courtois-Minut, Gattel et Savoye. M. de Courtois-Minut était doyen du chapitre et vicaire général du diocèse ; il quitta Grenoble à la Révolution. M. Savoye était syndic de la cathédrale et député du chapitre dans le corps municipal avant les élections ordonnées par l'assemblée constituante. Mais le plus distingué des académiciens sortis de l'ordre ecclésiastique était, sans contredit, M. l'abbé Gattel, professeur plein de goût et de méthode, auteur estimé de plusieurs bons ouvrages, entre autres d'un *Dictionnaire universel de la langue française*. Sa longue vie est au reste un exemple frappant des bouleversements causés dans toutes les existences par ces temps orageux. Né à Lyon en 1743, élevé par les jésuites de cette ville, successivement professeur de philosophie au séminaire de Saint-Irénée à Lyon, et de théologie au grand séminaire de Saint-Sulpice à Paris, il fut en 1767 nommé professeur de philosophie, de physique et de mathématiques à Grenoble. Il y devint bientôt sous-principal du collège, mais en 1786 l'administration de cet établissement ayant été confiée à la congrégation de Saint-Joseph, il se retira avec une pension modique. Il se fit alors recevoir avocat au parlement et devint agent des fermes et secrétaire en chef du premier président, M. de Bérulle. La révolution le priva bientôt après de ces nouvelles fonctions et lui ravit une partie de sa pension et de sa petite fortune. Il fut même enfermé pendant dix-huit mois comme suspect et forcé pour vivre, après sa mise en liberté, d'accepter un emploi dans les subsistances militaires. La création des écoles centrales vint enfin rendre cet homme distingué à l'instruction publique. Il fut d'abord nommé professeur de grammaire générale, puis, lorsque le premier consul jeta les fondements de l'université, proviseur du lycée de Grenoble. Après avoir passé six ans dans ces importantes et difficiles fonctions, il prit une retraite définitive, avec le titre de proviseur émérite. Mais ses loisirs ne furent pas perdus pour le public ; il les consacra à des travaux

littéraires qui furent interrompus par sa mort subite, arrivée le 19 mai 1812 ⁽¹⁾.

L'armée avait pour représentants dans l'Académie le comte de Bailly, le marquis de Belmont ⁽²⁾, M. de Langon et le chevalier du Bouchage. Les deux premiers moururent pendant la Révolution, le troisième au commencement de la Restauration. M. le chevalier du Bouchage, officier du corps royal du génie, fut sous le Consulat et l'Empire préfet des Alpes-Maritimes (comté de Nice) et devint après la Restauration préfet de la Drôme.

Le barreau figurait dans l'Académie par les noms bien connus de MM. Barthélemy d'Orbanne, Duchesne, Piat-Desvial et Achard de Germane : la noblesse y était représentée par le marquis de Viennois, dernier descendant d'un fils naturel d'Humbert II, et par M. de Pina Saint-Didier, dont le fils fut maire de Grenoble sous la Restauration.

L'administration y comptait M. Jourdan, secrétaire de l'intendance; la science s'y trouvait représentée par le célèbre Dominique Villar ⁽³⁾, par M. Prunelle de Lierre, compagnon de Villar dans une de ses excursions botaniques, et, plus tard, député à la Convention et rédacteur d'un journal scientifique à Paris; enfin, par M. Schreiber, directeur des mines de Monsieur, à Allemond, devenu dans la suite membre correspondant de l'Institut et inspecteur général des mines.

La bourgeoisie de Grenoble avait aussi deux de ses membres dans l'Académie, M. Louis Gautier, notaire, auteur de *l'Eloge de Bayard*, et Mounier, l'illustre secrétaire des états de Vizille et de Romans.

L'Académie delphinale s'était ainsi recrutée parmi les hommes les plus distingués de la ville, et l'on peut juger de la réputation dont elle jouissait par ce fragment d'une lettre adressée le 24 mai 1788 par M. de Flotte, au président de la Société :

⁽¹⁾ Voir la notice historique mise en tête de la seconde édition du *Dictionnaire universel de la langue française*. (Lyon, 1813, 2 vol. in-8°.)

⁽²⁾ Lieutenant général; son petit-fils, mort récemment, a été chambellan de S. M. l'Empereur.

⁽³⁾ M. le docteur Bally, l'un des vice-présidents du Congrès de Grenoble, a lu dans une séance générale une notice sur Villar (orthographe adoptée par M. Bally), qui a paru dans le compte-rendu de la XXIV^e session. Au reste, on trouvera dans l'ouvrage capital de ce savant : *Histoire naturelle des plantes du Dauphiné*, les détails les plus intéressants sur sa vie.

« Je me félicite comme patriote d'être à même de leur marquer ma reconnaissance de la célébrité que la ville de Grenoble acquiert pour (*sic*) leur connaissance ⁽¹⁾. »

Mais les noms remarquables qui figuraient dans la liste des membres associés prouvent encore mieux que cette épître incorrecte, la renommée de l'Académie. On y trouvait le dernier intendant du Dauphiné, M. Caze de la Bove, qui, sous l'Empire, devint sénateur et entra à la Cour des comptes; le naturaliste Chaix, prieur des Baux; le géologue Dolomieu, alors commandeur de Malte; le comte de Virieu, qui s'illustra plus tard en défendant Lyon contre la Convention; l'abbé Rozier, auteur du *Cours complet d'agriculture*; l'ingénieur Dausse; les savants Gênois de Saussure et Pictet ⁽²⁾; Guiton de Morveau, l'un des créateurs de la nomenclature chimique; le marquis de Condorcet; le botaniste de Jussieu; André Thouin, membre de l'académie des sciences et restaurateur du jardin du roi; Sage, membre également de l'académie des sciences, impuissant adversaire de Lavoisier et de l'abbé Haüy; le baron de Dietrich, alors célèbre par ses connaissances en minéralogie, plus célèbre encore plus tard comme maire de Strasbourg et victime de la Terreur; le baron de Sainte-Croix, auteur de l'*Examen critique des historiens d'Alexandre*; l'ancien avocat général Servan de Gerbey, et, enfin, le fameux comte de Maistre, qui depuis 1787 était sénateur à Chambéry.

Ce dernier nom faisait, même alors, un singulier contraste avec presque tous les autres ⁽³⁾. Le vigoureux ennemi du XVIII^e siècle n'avait point encore écrit ses *Considérations sur la*

⁽¹⁾ Cette lettre fut adressée à M. de Vérone; elle accompagnait l'envoi d'un ouvrage précieux par son antiquité. M. de Flotte exprimait le désir que cet ouvrage, ravagé par le temps, fût encore digne « d'une Société aussi relevée. »

⁽²⁾ Probablement Max.-Auguste. Au reste, la liste fourmille de fautes d'orthographe. Ainsi Pictet est nommé *Pictet*; le comte de Maistre, le comte *Mestre*, Thouin, *Thuin*; Tourtelle, *Tourtet*.

⁽³⁾ La plupart des académiciens étaient partisans des idées nouvelles et ceux-mêmes qui devaient pendant la Révolution souffrir pour la religion, se félicitaient alors des progrès du siècle. Ainsi M. l'abbé Michon, qui mourut déporté, « avait envisagé, sous les rapports de la religion, les avantages qu'on » peut retirer des lettres, et s'était attaché en particulier à prouver qu'elles « avaient contribué à bannir de nos temples plusieurs usages ridicules. » (*Mém. de la Soc. lit., II^e part., pag. 3.*)

France, mais il avait déjà, dans un discours de rentrée prononcé au sénat de Savoie en 1784, signalé avec énergie les catastrophes que devaient amener les idées régnantes : « Ce siècle, avait-il dit, se distingue par un esprit destructeur qui n'a rien épargné : lois, coutumes, institutions antiques, il a tout attaqué, tout ébranlé, et le ravage s'étendra jusqu'à des bornes qu'on n'aperçoit point encore. »

Au reste, ce discours, si contraire aux opinions du jour, n'était pas le seul titre de l'auteur aux suffrages de l'Académie delphinale : M. de Maistre avait déjà publié en 1775 l'*Eloge de Victor-Amé III, roi de Sardaigne*, imprimé à Lyon en 1775.

Le recueil qui contient des lettres patentes de 1789 a été publié vers le mois de mars 1790 ⁽¹⁾ ; au mois d'août de la même année, l'Académie delphinale donna son dernier signe de vie. « Les temps orageux de la Révolution n'étaient pas encore arrivés, est-il dit dans un registre manuscrit du Lycée des sciences ; cependant cette société n'existait déjà plus et l'on ignore quels sont les motifs qui engagèrent ses membres à se séparer ⁽²⁾. »

Ces motifs sont cependant faciles à trouver : ils sont dans les événements mêmes de 1790. Le parlement de Grenoble fut suspendu le 3 novembre 1789, et supprimé avec la Cour des comptes le 7 septembre 1790. Les biens du clergé furent déclarés propriété nationale le 2 novembre 1789 ; l'antique organisation de l'église gallicane fut brisée le 7 juin 1790 par la division de la France en nouveaux diocèses ; les intendances furent abolies par les lois sur l'administration des départements (15 janvier 1790) ; enfin l'ordre et la corporation des avocats furent supprimés par une loi du 2 septembre 1790. Toutes ces mesures, qui changeaient la face du royaume, eurent pour effet de détruire ou tout au moins de modifier la fortune des principaux membres de l'Académie delphinale. Sur quarante administrateurs qui la composaient, vingt-cinq au moins se trouvaient atteints par les décrets de l'assemblée constituante ; d'autres, comme MM. de Bailly et de Langon, avaient été éloignés de Grenoble

(1) Il nomme M. Barral maire de Grenoble ; or, les élections municipales ne furent terminées à Grenoble que le 18 février 1790. (Voir M. Pilot, *Histoire municipale de Grenoble*, p. 207, 209.)

(2) *Archives de l'Acad. delphinale.*

par leurs fonctions militaires. Peu d'entre eux, au contraire, avaient trouvé ou accepté une place dans l'ordre nouveau. Mais, ni ceux qui avaient perdu leur position, ni ceux qui l'avaient conservée, n'avaient l'esprit assez calme pour vaquer à leurs occupations littéraires. D'ailleurs, dès le mois d'août 1790, la plupart d'entre eux avaient déjà quitté Grenoble. Cependant ceux qui restaient dans la ville n'abandonnèrent pas les établissements qui leur étaient confiés. La Révolution avait tari tous les revenus de la bibliothèque : « ils firent plus d'une fois des » sacrifices, personnels pour reculer le moment où ils seraient » forcés d'en fermer la porte ⁽¹⁾. »

Ce moment étant enfin arrivé, le secrétaire perpétuel adressa un mémoire au président du département pour lui faire connaître la détresse de l'Académie delphinale. Puis, une députation composée de MM. de Courtois-Minut, président ; Gagnon, secrétaire ; Ducros, bibliothécaire, et Savoye de Rollin, se présenta le 16 août 1790 devant le directoire, et M. de Courtois-Minut fit une peinture rapide des services de l'Académie et de ses besoins. Les pétitionnaires, en terminant leur mémoire, invoquaient en faveur de la bibliothèque des considérations à la fois élevées et pratiques, bien dignes assurément d'attirer l'attention des administrateurs départementaux. Les voici telles qu'elles se trouvent résumées dans les procès-verbaux du directoire : « Il importe aux gouvernements libres de conserver tous les » dépôts des connaissances humaines qui sont les instruments » et les sauvegardes de la liberté. Celui de Grenoble a contribué à former des hommes qui font l'honneur de la patrie : il » n'est aucune partie du département qui ne soit dans le cas d'en » ressentir l'heureuse influence par la correspondance continue et les rapports intimes qui vont lier entre eux les districts et les tribunaux. Le siège du directoire le sera certainement d'une éducation publique qui appellera dans son sein » une partie de la jeunesse de nos contrées et par conséquent » on ne peut se passer d'un établissement de ce genre. S'il

⁽¹⁾ *Mém. présenté par M. Gagnon au président du département. (Registre du directoire du département, manuscrit des Arch. de la préfecture, pag. 103.)* — Les revenus de la bibliothèque, consistant dans la contribution que payaient les avocats à leur réception et dans trois rentes annuelles accordées par le parlement, la ville de Grenoble et l'intendance, furent naturellement supprimés par la Révolution, avec les corps qui devaient les fournir.

» n'existait pas, l'utilité générale demanderait qu'on s'occupât
 » du soin de le former : ainsi lui refuser dans ce moment de
 » crise les secours dont il a besoin, ce serait trahir l'intérêt pu-
 » blic et causer au département une perte irréparable. »

Après que la députation se fut retirée, le directoire se fit rendre compte du mémoire et décida qu'il serait paraphé par le président et présenté à la prochaine assemblée du département, « pour y être fait droit ainsi qu'il appartiendrait. » En attendant, vu le besoin urgent de l'*Académie de Grenoble* (il ne pouvait plus y avoir d'*Académie delphinale*), le conseil fit expédier, *au profit d'icelle*, une ordonnance de 500 fr., payable entre les mains du bibliothécaire ⁽¹⁾.

Le mémoire de M. Gagnon fut ensuite présenté à la municipalité, et le 14 octobre 1790 le conseil général de la commune continua la rente de 600 livres que l'ancien conseil de ville avait en 1779 accordée pour l'entretien de la bibliothèque et du cabinet d'histoire naturelle ⁽²⁾.

Ce furent là, selon toute apparence, les derniers actes publics de l'*Académie delphinale*. Cependant, un compte d'ouvrier, acquitté le 30 octobre 1790, semble prouver qu'elle s'occupait encore à cette époque de la bibliothèque ⁽³⁾. C'est la trace la plus récente que j'aie pu trouver de son existence.

Le Directoire, comme il l'avait promis, porta le mémoire de

⁽¹⁾ *Registre* du directoire du département, p. 104. — Voici la lettre qu'écrivait Etienne Ducros au secrétaire général du département (M. Dupont), pour lui accuser réception de cette ordonnance :

« Lundi, 6 septembre 1790.

« Monsieur, j'ai reçu l'ordonnance de 500 liv. que le directoire a bien voulu accorder à la bibliothèque publique pour subvenir à ses pressants besoins. L'extrait de sa délibération du 16 août que vous y avez joint nous fait espérer que le Directoire, connaissant l'utilité de cet établissement, prendra avec succès ses intérêts dans l'assemblée prochaine du département de l'Isère. Versé dans la littérature, l'histoire et la politique, personne ne peut mieux apprécier que vous combien les bibliothèques publiques peuvent contribuer à la gloire et à la prospérité des Etats. » (*Reg. du direct.*)

⁽²⁾ *Registre des délibérations* du conseil général de la commune. Arch. de l'hôtel de ville de Grenoble, n° 22, fol. 39 et 40.

⁽³⁾ Mémoire des ouvrages que Charrel, maître charpentier, a faits et fournis pour la bibliothèque, *par ordre de ces Messieurs*, commencés dans le courant d'octobre 1790. (Pièce destinée à faire partie du dernier compte de l'abbé Ducros.)

M. Gagnon à la première assemblée générale du département, qui se tint à Vienne aux mois de novembre et de décembre 1790. La bibliothèque reçut de cette assemblée une provision de 2,000 fr. pour l'année 1791 ; mais il ne fut plus question de l'Académie delphinale, et les deux établissements qu'elle avait fondés furent mis sous la surveillance du Directoire ⁽¹⁾. L'*Almanach du département pour 1791* place en effet la bibliothèque dans les attributions du troisième bureau du Directoire, composé de MM. Boissieu et Ronjat ; mais ne fait aucune mention de l'Académie, même à propos des établissements scientifiques existant alors à Grenoble ⁽²⁾.

Toutefois, dans cette même session de Vienne, où l'Académie fut dessaisie, en faveur du Directoire, de son honorable patronage, l'amour des lettres qui l'avait fait naître et l'avait animée jusqu'au dernier moment inspirait encore un noble langage à l'un de ses membres. M. Louis Gautier, devenu procureur général syndic du département, adressait à la fin de son rapport les paroles suivantes à l'assemblée : « Enfin, Messieurs, j'ose » l'espérer, et je ne serai point trompé dans mon attente, vous » protégerez les arts et les lettres ; les arts, qui alimentent l'Europe entière, qui ont doublé toutes les ressources et sans lesquels il n'est point de commerce, point d'industrie et de navigation ; les lettres, qui éclairent le goût et guident le génie, » qui ont plus illustré les Grecs et les Romains que leurs victoires et leurs triomphes, et qui, depuis le siècle de Louis XIV, » ont élevé la nation française au-dessus des peuples qui l'environnent. Ah ! vous n'oublierez pas que la Révolution doit » presque tout à la philosophie, à cette fille de la sagesse, née » pour nous instruire et nous consoler ⁽³⁾. »

Ce discours, où respire tant d'enthousiasme et qui parait plutôt écrit pour une société littéraire que pour une assemblée délibérante, n'était-il pas, pour ainsi dire, une dernière protestation de l'Académie delphinale, représentée par un de ses membres, en faveur des lettres et des arts ?

⁽¹⁾ *Procès-verbaux* manuscrits de la première session du conseil du département de l'Isère, tenue à Vienne. (Arch. de la préfecture, p. 303. Jeudi, 9 décembre). Ces procès-verbaux sont imprimés.

⁽²⁾ *Alm. du dép. de l'Isère*, 1791, p. 56. Cet almanach était cependant publié par M. Allier, ancien imprimeur de l'Académie.

⁽³⁾ *Procès-verb.* manuscrits, p. 19. (Séance du jeudi 4 novembre.)

M. Gautier ne se contenta point de ces recommandations générales, il montra par ses actes combien l'occupaient encore les grands intérêts dont il prenait la défense dans ses discours. Il avait dans la vente du monastère de la plaine, devenu propriété nationale, réservé le tombeau dans lequel reposaient les cendres de Bayard, et le conseil du département demanda sur sa proposition que cette réserve fût approuvée par l'assemblée constituante ⁽¹⁾.

Le lauréat de la société littéraire, devenu le principal administrateur du département, achevait ainsi son œuvre et celle de l'Académie qui l'avait couronné, en sauvant de la destruction les derniers restes du chevalier sans peur et sans reproche.

Bien que l'Académie delphinale eût cessé de se rassembler dès la fin de 1790, elle ne finit légalement que sous la Convention nationale. Le 25 novembre 1792, un décret suspendit dans toutes les académies de France, tous remplacements et toutes nominations : le 8 août 1793, un autre décret compléta cette œuvre de destruction en supprimant toutes les sociétés savantes. L'Académie delphinale perdit alors la seule chose qui lui restât encore, l'ombre d'une existence légale.

Quant à la bibliothèque et au cabinet d'histoire naturelle, privés de la surveillance du corps savant qui les avait créés, ils perdirent bientôt toutes les allocations destinées à leur entretien ⁽²⁾ et ne durent leur conservation pendant la tourmente révolutionnaire qu'au bibliothécaire Etienne Ducros ⁽³⁾. Resté seul dépositaire de ces collections précieuses, il employa toutes les ressources pour les sauver et ne parvint à vivre lui-même au milieu de l'anarchie universelle qu'en faisant à l'esprit du temps des concessions et des sacrifices.

Plus tard, après le retour de l'ordre, il put voir les administrations publiques prendre enfin au sérieux la tutelle de ses

⁽¹⁾ *Procès-verbaux* manuscrits, p. 31 et 32. (Vendredi 5 novembre.)

⁽²⁾ Le conseil du département, dans sa seconde session, leur accorda cependant un *secours provisoire* de 2,000 fr. pour 1792. (*Proc. verb. imp.*, p. 180.)

⁽³⁾ « Si ce précieux dépôt a échappé à la tourmente révolutionnaire, sa conservation est due au bibliothécaire, qui, resté seul dépositaire, a employé toutes ses ressources possibles pour le sauver. » (*Note manuscrite* d'Etienne Ducros lui-même. *Archives de la bibliothèque*.)

chères collections et l'aider dans ses fonctions de bibliothécaire « *qui faisaient toutes ses délices* ⁽¹⁾. » En même temps l'Académie delphinale renaissait par les soins de Villar sous le nom de Lycée des Arts. Mais la bibliothèque et le cabinet d'histoire naturelle devaient rester désormais complètement indépendants de la société littéraire et, si l'Académie delphinale ne se réunissait pas encore aujourd'hui dans la salle construite exprès par l'ingénieur Renauldon pour servir à ses délibérations, rien ne viendrait lui rappeler que le soin de veiller à la conservation de la bibliothèque était autrefois « *la première et la plus essentielle* de ses obligations. »

Lecture faite par M. Maignien dans la séance du 19 février 1858.

**CONCLUSION MORALE DANS LES OUVRAGES QU'ON PEUT CONSIDÉRER COMME DES
ŒUVRES D'ART.**

Il est de l'essence de l'œuvre d'art de représenter la vérité et la vie au moyen de certaines conditions matérielles, nécessaires à l'existence même de l'œuvre, et morales ou intellectuelles, nécessaires à la signification de l'œuvre. Les conditions vraiment essentielles et universelles, qui admettent cependant des expressions particulières jusqu'à un certain point et dans des limites qu'on peut déterminer, font le sujet d'autres études dont plusieurs vous ont été déjà communiquées. Celle dont j'ai à m'occuper n'a pour objet que de rechercher s'il y a des principes, et quels sont ces principes, relatifs à la conclusion morale de l'œuvre d'art, en ce sens que l'auteur la communique en l'exprimant, ou qu'il l'inspire au moyen de son œuvre, en l'y laissant cachée et présente par sa vertu propre. Il s'agit donc, dans ces simples réflexions, du résultat possible, naturel, des œuvres d'art, de l'impression que les ouvrages les plus répandus peuvent produire sur les esprits et sur les cœurs ; j'entends une impression durable, réelle, capable de faire prendre aux idées et aux sentiments une direction bonne ou mauvaise, d'avoir enfin dans ce

(1) *Lettre de Ducros adressée à Villar, alors président du Lycée, le 25 prairial an IV. (Arch. de l'Acad. delph.)*

mouvement leur part logique et légitime. Ce n'est pas une dissertation que je fais, c'est un chapitre sans développement, une simple esquisse du sujet où je vais réunir, sous un certain nombre de titres, les idées et les principes dont l'ensemble puisse donner une conclusion complète sur la question, comme j'ai essayé de le faire en énumérant et en notant les divers préjugés relatifs à la littérature et à l'art. La plupart de nos erreurs ne sont que des demi-vérités, des vues incomplètes. Dans ces chapitres sur l'art, j'ai cherché à voir tout, sans phrases, et à ne laisser échapper aucun élément qui, en nous fuyant, emporterait sa part de vérité. Je n'ai ici d'autre mérite que de regarder et de compter ; si je ne vois pas juste, si je compte mal, vous m'en avertirez.

Une œuvre d'art étant donnée, on y trouve des qualités et des défauts d'art proprement dit ; des qualités et des défauts relatifs à la conclusion morale et aux impressions qu'elle est destinée à produire ; de plus, ces divers éléments peuvent, en se mêlant, s'aider ou se nuire ; de ce mélange, de ces incertitudes, résulte souvent un assez grand embarras pour l'esprit. Y a-t-il quelque principe qui puisse nous guider et nous satisfaire en nous permettant de juger sûrement l'idée et le principe moral de l'œuvre ?

Je le crois, et voici, sauf révision, les principes généraux auxquels je m'arrête, d'après ce que j'ai toujours vu dans les arts et ressenti en les étudiant.

1^{er} Principe. — Une œuvre d'art très-morale par sa conclusion et l'intention de l'auteur, peut ne pas toucher et ne produire aucun effet, par l'infériorité des moyens employés, parce que, en général, il est de l'essence de l'œuvre d'art de produire son effet sans une intention particulière et arrêtée de préconiser une certaine idée ou une certaine vertu. C'est donc par l'art qu'il faut d'abord agir, quand on fait de l'art : l'idée seule et l'excellence même de la moralité ne produisant dans le cas contraire aucun effet. Nous ne disons pas que l'intention de l'auteur, ou exprimée ou tout à fait cachée, soit ou non un élément essentiel, nous le verrons tout à l'heure ; nous n'examinons ici que cette première et seule chose : l'inutilité, pour le bien, d'un art insuffisant. Ainsi l'art doit servir à l'idée comme art ; sinon, il ne sert à rien, ou plutôt il nuit, en faisant croire, ce qui serait faux et funeste, que la morale est ennuyeuse par elle-même, et qu'elle l'est encore plus par son union avec l'art.

2^e Principe. — Une œuvre d'art plus remarquable par la moralité que par le talent, n'a guère qu'un succès d'estime ; on s'en soucie fort médiocrement ; elle est donc peu profitable : il ne faut pas compter sur de telles œuvres pour l'amélioration ou le redressement des mœurs. Mais, par une compensation fort regrettable, une œuvre immorale par les tableaux qu'elle présente et les sentiments qui y sont développés, peut, lors même qu'elle est dépourvue des qualités de l'art, faire dévier et corrompre, parce qu'elle s'adresse à la sensibilité et à la passion qui va chercher ce qui la flatte, sans s'arrêter aux imperfections de l'art proprement dit. Comme on le voit, la partie n'est pas égale.

3^e Principe. — Une œuvre d'art, si elle est bien faite, peut présenter des tableaux dont l'idée est très-condamnables, et ne pas produire de mauvais effets sur la volonté ; elle peut même en produire de très-salutaires, si elle est assez profonde pour représenter dans leur vérité absolue ces choses mauvaises en soi et de leur nature, car la vérité artistique alors rend vive et saillante la vraie nature de la chose, c'est-à-dire qu'elle la montre dans sa laideur frappante, et l'expose comme bien plus dangereuse et plus haïssable qu'on ne se le figure ordinairement. L'art vrai est ainsi ; l'artiste n'a donc pas absolument besoin, pour y réussir, d'avoir voulu stigmatiser le vice ou le crime qui fait le sujet de son œuvre. Il lui suffit

.....D'avoir ces haines vigoureuses
Que doit donner le vice aux âmes vertueuses.

4^e Principe. — Une œuvre très-bien faite qui représenterait, selon la grande vérité artistique et morale, des mœurs mauvaises, des actions coupables, et aussi, par un juste contraste, très-favorable lui-même à l'art, et, d'après toutes les lois du naturel et de la vraisemblance, de bonnes mœurs, de belles actions, peut produire une impression très-vive et favorable au bien. Ici l'effet sera doublement produit : en bien, pour le bien, en mal pour le mal, et l'art même n'en sera que plus complet.

5^e Principe. — L'impression possible d'une œuvre d'art, en bien ou en mal, sur la volonté et sur les mœurs, tient souvent en grande partie à l'intention véritable de l'auteur, à ses sentiments, même non exprimés ; sa sympathie ou son antipathie sincère se produit alors naturellement dans ses peintures, et

en détermine la conclusion totale, la vraie moralité. Ainsi par exemple, il ne serait ni juste, ni utile de dire à un écrivain, à un artiste qui représenterait de préférence des crimes, des passions, des violences : Vous gâtez et corrompez les mœurs par de telles peintures. S'il les représente dans leur vérité, c'est-à-dire comme, au fond, toujours plus ou moins haïssables et véritablement laides au point de vue moral, son œuvre alors pourra n'être pas complète, et ne pas s'adresser à toutes sortes d'âges et de conditions ; mais elle aura sa part de moralité. L'utilité morale en est même quelquefois plus directe et plus sûre que toutes les peintures de la vertu.

6° *Principe*. Et cela même nous fournit une règle sûre et très-simple relativement à cette question qui a tant exercé les critiques, je veux parler de la distinction entre *l'art utile* et *l'art pour l'art*. C'est que chacun des deux n'est vraiment bon que quand il est en même temps l'autre. Ainsi, l'intention générale du bien, que nous voulons absolument chez l'artiste, constitue évidemment l'art utile. Mais nous ne lui demandons pas une intention particulière ni surtout une thèse sur telle ou telle vertu ; et en ce sens ce sera l'art pour l'art, mais en ce sens seulement.

Madame de Staël a écrit cette phrase : « Les madrigaux disent un grand mot philosophique en répétant que c'est pour je ne sais quoi qu'on aime, car ce je ne sais quoi, c'est l'ensemble et l'harmonie que nous reconnaissons par l'amour, par l'admiration. » On comprend bien que c'est là une des sources de l'art pour l'art, et que le *je ne sais quoi* a bien vite et bien facilement envahi un vaste champ dans la république des lettres.

7° *Principe*. — Mais, quelle que soit la peinture offerte à nos regards, lors même que l'auteur ferait triompher la vertu au dénoûment ou par sa conclusion finale, nous n'en concluons pas que l'œuvre soit morale et favorable aux mœurs, si les développements et les détails en ont quelque chose de suspect, s'ils laissent douter des sentiments réels de l'auteur relativement aux passions, et de sa sympathie pour la plus haute moralité. Son doute fera douter ; son dénoûment ne prouvera rien ; on s'est trop abusé sur la moralité de ces dénoûments. Le public, même peu clairvoyant, a bientôt vu que cette partie de l'œuvre dépend de la volonté et même du caprice de l'auteur ; que, dans l'œuvre

d'art, c'est un moyen de raccommoder bien des choses plus ou moins fausses ou suspectes ; que dans la vie la réussite de la vertu pouvait être et n'est souvent qu'un hasard, du moins pour la vue bornée de l'homme, et qu'il faut quelque chose de plus vrai et de plus évident pour l'art. C'est dans l'œuvre même que l'idée morale doit être renfermée, c'est de l'œuvre qu'elle doit sortir victorieuse, avec la vive lumière dont elle peut frapper tous les regards.

8° Principe.—Une erreur fatale dans la littérature et dans les arts, en général, a été de croire que les œuvres d'une haute moralité sont nécessairement ennuyeuses; elles sont au contraire les plus intéressantes, et l'on pourrait dire les plus curieuses quand elles sont vraiment bonnes, parce qu'elles ont le plus vaste champ, et qu'elles comprennent en elles-mêmes la vérité. Un des motifs qui ont accrédité cette erreur et dont beaucoup d'artistes ont profité sans oser l'avouer, c'est qu'elles sont vraiment beaucoup plus difficiles (nous entendons les œuvres excellentes), puisqu'ils font un plus grand effort de l'art pour trouver du nouveau et du précis dans un sujet où tout se présente d'abord comme général et universel, et qu'elles réclament par conséquent un talent plus solide et plus profond. C'est faute des principes d'une esthétique sûre qu'on s'est jeté dans tant de déviations littéraires et artistiques qui présentaient à l'artiste faible et incertain, ou pressé de profit et de renommée, une plus grande facilité, un moyen de succès plus prompt, et aussi un appât plus décevant à la curiosité passionnée où à l'indifférence du plus grand nombre. Le roman du jeune Werther aurait fait moins de bruit, si les défauts de ce personnage (et ils sont nombreux), ne paraissaient trouver leur excuse dans sa grande passion, et si toute la morale n'était pour lui dans les mouvements impétueux d'un cœur que nul frein n'arrête. C'est le défaut des œuvres que l'on a appelées romantiques (quels que soient l'origine et le sens absolu de ce mot) ; mais nous ferons ailleurs un tableau, nous dresserons une liste des fautes et des erreurs qui constituent le caractère de cet art, si c'en est un.

9° Principe. — La pensée même de l'artiste et ses sentiments personnels doivent faire place à ceux qu'exige le caractère de son œuvre. Mais il est bon, il faut que dans de certaines limites indiquées par l'esthétique, on les sente, on puisse les deviner ;

ils doivent y être invisibles et présents. La règle qui va de l'art à l'artiste, en exigeant de celui-ci de nobles sentiments et une science élevée, est donc bonne et légitime.

10^e Principe. Quelle que soit d'ailleurs l'idée de l'œuvre d'art, il est presque impossible que la pensée réelle de l'auteur ne s'y fasse pas plus ou moins jour, autrement qu'il ne l'a voulu, quand il ne sait pas la règle et les limites dans lesquelles il doit la renfermer. Lorsqu'il a intérêt à la cacher et qu'il a su se contenir au point qu'elle ne perce nulle part directement, elle apparaît alors par l'exagération même des sentiments qu'il développe et qui ne sont pas sincères ; tout en paraissant s'élever à un plus grand idéal, il en diminue ou même en détruit l'effet.

11^e Principe. — S'il représente le vice et la vertu sous leurs vraies couleurs, c'est-à-dire avec une antipathie naturelle et vraie à l'égard du mal, et au contraire pour le bien, l'œuvre peut être ou plutôt sera certainement belle et utile, en la supposant vivante par le style, le dessin, la couleur qui lui sont propres, et qui sont le moyen de l'art. — Mais si l'artiste peint le mal et le bien de manière à faire douter de la nature même du bien et du mal, avec de certaines arrière-pensées que tout cela pourrait bien être fondé sur des préjugés, dans l'intérêt plus ou moins suspect et le droit équivoque d'une partie de la société..., son œuvre peut devenir extrêmement dangereuse et conduire aux plus funestes conséquences. — Et s'il produit une œuvre où le bien et le mal soient peints dans leur *réalité* en quelque sorte visible et tangible, mais non dans leur *vérité*, et sans s'élever à un certain idéal qui seul donne le cachet d'immortalité aux ouvrages de l'homme, son œuvre sera plutôt dangereuse qu'utile, et si elle est vraiment réussie, elle saisira plus les regards qu'elle n'ébranlera la pensée, elle pourra exciter l'étonnement, mais elle ne forcera pas l'admiration : elle frappera bien les esprits, mais elle ne saurait toucher les cœurs.

12^e Principe. — Ainsi, tout ce que l'on a dit contre l'art et ses effets depuis Platon jusqu'à J.-J. Rousseau et de nos jours, peut donc se réduire à une question très-simple : il ne faut pas le juger par des œuvres dangereuses et immorales, qui souvent, d'ailleurs, sont très-peu artistiques, mais par sa nature même. Il peut produire des effets funestes par le mauvais usage, mais seulement par là ; tout le reste n'est que paradoxe usé,

demi-vérité pire que l'erreur ; et Bossuet lui-même, dans son ouvrage le plus sévère sur ce sujet, dans ses *Maximes et Réflexions* sur la comédie, n'a pas craint d'écrire cette pensée : « Quelle erreur de ne savoir pas distinguer entre l'art de représenter les *mauvaises actions* pour en inspirer l'horreur, » et celui de peindre les passions agréables d'une manière qui » en fasse goûter le plaisir ! » L'autorité de Bossuet, si grande dans tout le reste, est en quelque sorte double en cette matière.

Jusqu'ici je n'ai pas donné d'exemples, ils abondent partout. Je veux cependant en choisir un dans la littérature contemporaine, et je le choisis à dessein dans deux comédies que je n'analyse pas mais qui sont connues par une vogue extraordinaire, par un succès très-prolongé ; elles sont du même auteur : or la contradiction même qui les sépare, et le changement complet d'idéal de la première à la seconde, sont une confirmation de nos principes. On devine peut-être que je veux parler des deux comédies intitulées l'une la *Dame aux Camélias*, l'autre le *Demi-Monde*. Elles sont dans une contradiction manifeste, de sorte qu'il y en a pour tous les goûts : la première est, au fond, une apologie, une sorte de défense publique et lyrique des mœurs qui sont en dehors de la société. L'auteur y met quelque condition, et une certaine poésie raffinée y vient mêler son parfum équivoque, mais au fond c'est cela. — Cette femme vit dans l'aisance et dans un certain luxe : or, d'où vient ce luxe dont elle est environnée ? Elle a une certaine retenue et une certaine dignité, mais quel en est le principe ? Il est clair que mise en contraste avec d'autres personnages du même ordre moral, elle est donnée comme douée de sentiments nobles et purs, et l'intérêt est appelé sur elle à ses derniers moments, comme étant épurée et transformée par un amour vrai : elle aime, tout est dit ; et cela, dans le drame, justifie et sanctifie tout le reste. On comprend tout ce que de pareils tableaux peuvent fournir à la fantaisie et au lyrisme des passions. C'est un exemple donné que le vice peut se purifier en lui-même, et en restant à peu près lui-même ; qu'on peut avoir toutes sortes de qualités, être digne du plus grand intérêt, être grande par le cœur, tout en se mettant en dehors de lois tellement humaines, indépendamment de leur caractère divin, qu'elles se perdent dans la nuit des temps. Ces exemples, dans l'art qui a pour effet de géné-

raliser et de poser des principes *ipso facto*, même sans la volonté de l'artiste, sont de nature à faire douter de la sainteté, de la réalité de la loi, en montrant que la vertu, l'honneur, la réputation, le frein religieux, ne sont pas *ce qu'un vain peuple pense*, et qu'on peut être très-noble et même très-vertueux, par exception, en prenant la route contraire. L'exception ! l'art en fait une idée, un principe général malgré vous, et c'est ce que n'a pas vu l'école romantique, qui a péché par-là. — Qu'est-ce, au contraire, que le *Demi-Monde* du même auteur ? Une société tarée et tachée que l'auteur, tout en la stigmatisant, estime un peu trop haut en comparant ses personnages à des pêches à quinze sols, par comparaison avec les pêches parfaitement belles et pures qui en coûtent vingt. Mais ces personnages tarés, ces femmes qui ont failli, qui en sont réduites aux expédients et aux mensonges, sont abandonnées dès qu'on les connaît. Une jeune personne, dans ce drame, représente par sa sagesse son amour pur et vrai, la pensée de l'auteur. Elle épouse à la fin l'homme droit et sincère qui a dévoilé à son ami la vie de l'intrigante ; et le mépris avec lequel il dit que cette femme est de celles qu'un honnête homme n'épouse pas, est la vraie pensée de l'œuvre, c'en est l'âme et la conclusion. Cependant il n'est pas évident que l'auteur ait fait la comédie pour amener cette conclusion-là ; elle est dans l'œuvre par la vertu même de l'art ; le bien et le mal sont exprimés ici sans équivoque ni tergiversation. Nous ne sommes pas trompés ni séduits ; et s'il y a des peintures plus complètement artistiques et morales, d'un idéal plus pur et plus élevé, on peut donner celle-ci comme exemple d'un tableau dont l'effet serait de venir en aide aux bonnes mœurs par une représentation désintéressée des mauvaises. Et j'arrive enfin à ma conclusion, qui est simple et naturelle : c'est l'excellence de l'art quand il est dans ses vraies conditions, et son action bien-faisante sur l'éducation de l'homme. Créé libre, en effet, l'homme ne profite véritablement que des leçons qu'il se donne à lui-même, ou qu'il accepte, les reconnaissant bonnes, ce qui revient au même. L'habileté du maître est de la lui rendre acceptable et aimable ; autrement il peut se soumettre, mais rien n'est fait s'il n'est persuadé. Or l'art, dans sa vraie nature, faisant sentir immédiatement, même et surtout sans leçon apparente, sans prêcher ni dogmatiser, ce qu'il veut faire accepter, ce qu'il est bon qu'on sente et qu'on veuille, ayant pour mission de rendre

aimable et d'ennoblir par l'idéal ce qui est beau et bon, faisant ressortir par sa puissance vengeresse les laideurs morales, qui seraient souvent cachées ou resteraient inaperçues dans le mouvement ordinaire de la vie, possédant cette vive et aimable puissance dont il sait tempérer l'énergie et cacher le secret, on a bien le droit de dire que son effet vrai et naturel, quand il sait se retenir sur la pente des déviations, est de disposer au bien et de concourir à l'éducation et au développement de l'homme par cette vive lumière de l'intelligence et du cœur. Il est donc un des moyens efficaces que dans sa bonté paternelle Dieu a donnés à l'homme pour lui aider au bien, tout en réjouissant son âme dans les dures nécessités de la vie, pourvu qu'il ne résiste pas à cette invitation divine et qu'il sache s'en montrer digne.

Lecture faite par M. Revillout dans la séance du 5 mars 1858.

FUNÉRAILLES DES MOINES EGYPTIENS AU TEMPS DE SAINT ANTOINE ET DE SAINT PACOME.

En étudiant les règles de Saint Pacôme, ce père du désert qui fonda dans la Thébaidé le monastère de Tabenne ⁽¹⁾ et réunit le premier les moines en communauté, l'esprit demeure frappé des nombreux emprunts que fit ce patriarche des cénobites aux anciennes mœurs de sa patrie. Pour tout ce qui concerne les usages de la vie, les travaux des religieux et même dans une certaine mesure, l'organisation de la hiérarchie monastique, on reconnaît dans ces règles l'influence des coutumes égyptiennes et pour ainsi dire l'empreinte du caractère national. Mais c'est surtout dans les honneurs rendus aux moines après leur mort, que cette imitation paraît visible. Là, malgré des différences, commandées par la foi chrétienne, on retrouve à chaque instant les usages de l'antique Egypte et les cérémonies exposées par Hérodote et Diodore ⁽²⁾, ou révélées par les découvertes modernes ⁽³⁾.

(1) Tabenne ou Tabennesi était située dans la Haute-Egypte et dans le nome de Denderah.

(2) Hérodote., *Euterpe*, cap. 85-90; Diodor., *Biblioth.*, lib. II.

(3) Ces découvertes sont contenues dans les ouvrages des égyptologues

Il sera facile de s'en convaincre en comparant les funérailles des anciens Egyptiens avec celles des moines de Tabenne et des autres Pères du désert.

Hérodote nous rapporte qu'à la mort d'un grand personnage, les hommes et les femmes de sa maison se couvraient la tête de boue, se dépouillaient jusqu'à la ceinture et parcouraient ainsi la ville en se battant la poitrine. Ces témoignages inconvenants d'une douleur immodérée ne pouvaient aller à la modestie du Christianisme, les moines de Tabenne les remplacèrent par des prières, et au lieu de courir les rues dans un costume indécent, se contentèrent de passer auprès du défunt le jour et la nuit qui suivaient sa mort ⁽¹⁾, en chantant des psaumes et en récitant des oraisons.

Après les scènes de deuil, décrites par Hérodote, les anciens Egyptiens remettaient le cadavre aux embaumeurs. Les disciples de saint Pacôme, après avoir veillé pendant une nuit autour du mort, s'occupaient aussi de l'ensevelir, et nous verrons plus tard en quoi consistait cette opération funéraire ⁽²⁾.

Lorsque le corps était retiré du *nitrum* ou salpêtre, dans lequel on l'avait laissé soixante-dix jours, les Egyptiens l'entouraient de bandelettes et le plaçaient dans le cercueil : ils mettaient à côté du cadavre les objets que le défunt avait le plus aimés ; près des femmes, des bijoux de toute espèce ; des jouets autour des enfants ; une palette et un calame à côté du scribe ; une coudée près du marchand et du géomètre ⁽³⁾. Par imitation de cet antique usage, les moines de Tabenne mettaient sur leurs frères défunts les tuniques de lin sans manches, appelées lévitonnaires, et les autres vêtements grossiers qu'ils portaient pendant leur vie ⁽⁴⁾. Ces objets étaient les seuls que la règle

français et étrangers : elles sont mises à la portée de tous dans l'*Egypte ancienne* de M. Champollion-Figeac, dans les *Funérailles des anciens peuples* de M. Ernest Feydeau, et dans un ouvrage du savant anglais Gardner Wilkinson, intitulé : *A popular account of the ancient Egyptians*, 2 vol., London, 1854.

⁽¹⁾ *Reg. S. Pachomii* (Luc. Holsten. *Corp. Regular.*), art. 127. — Zoega, *Catalog. codicum copticorum manuscriptorum qui in Museo Borgiano Velitris adservantur*, Romæ, 1810, in-f°, cod. XLVI, *Vit. Theodor.*, p. 84.

⁽²⁾ *Pachomii vit. græc.* ap. Bolland. 14 mai, n° 65, 89, 95 et *passim*. — Zoega, p. 84.

⁽³⁾ Champollion-Figeac, *Egypte ancienne*.

⁽⁴⁾ *Reg.*, art. 81. — *Paralipom. græc. Vit. Pachomii*, 5, p. 53.

laissât à l'usage particulier du Tabennesiote : ils formaient dans le monastère son armure ⁽¹⁾ pour le combat; ils devenaient après sa mort l'ornement de ses funérailles.

Avant de déposer le mort dans la nécropole qui devait lui servir de dernière demeure, les anciens Egyptiens faisaient pour lui des sacrifices ⁽²⁾ : les cénobites de Tabenne conservèrent cette pieuse coutume, et au lieu de l'huile, des raisins, du vin et des autres offrandes que présentaient leurs ancêtres, offrirent pour les défunts le corps et le sang de Jésus-Christ ⁽³⁾.

Enfin, les habitants de la Thébaine avaient creusé dans les flancs de la montagne lybique d'immenses excavations qui leur servaient de tombeaux et de villes des morts : les choses n'étaient point changées au temps de saint Pacôme, et les cadavres de ses enfants étaient encore portés dans ces catacombes où les contemporains de Ramsès, de Psamménit et de Cléopâtre les attendaient depuis plusieurs siècles ⁽⁴⁾.

Les morts de l'ancienne Egypte étaient accompagnés dans leur demeure funèbre par leurs parents et leurs amis; ceux qui faisaient partie de ce triste cortège manifestaient leur douleur en se battant la poitrine, ou par leur silence lugubre et leur pas solennel ⁽⁵⁾. A Tabenne aussi, tous les frères devaient suivre le convoi sur la montagne, en chantant des psaumes. Personne n'était exempt de ce devoir suprême; les religieux qui ne pouvaient marcher, s'y rendaient comme les autres, soutenus ou portés dans le trajet par les officiers du monastère ⁽⁶⁾, tant la règle attachait d'importance à cette dernière preuve de fraternité religieuse. Mais les frères spirituels du mort n'étaient pas seuls alors autour de son cadavre; ses parents suivant la chair l'accompagnaient avec eux à sa dernière demeure ⁽⁷⁾. A ce moment solennel où le cénobite quittant le monastère allait rejoindre ses ancêtres, il rentrait pour ainsi

⁽¹⁾ *Id est armatura sua. Reg.*, art. 81.

⁽²⁾ Wilkinson, tom. II, p. 358.

⁽³⁾ Pachom. *Vit. græc.*, 65, p. 42. — Zoega, p. 84.

⁽⁴⁾ *Vit. Pach.*, n° 89 et *passim*. — Zoega, p. 81.

⁽⁵⁾ Wilkinson, tom. II, p. 368.

⁽⁶⁾ *Reg.*, art. 127 et 129. — *Vit. Pachomii*, 65, 75 et *passim*. — Zoega, p. 85.

⁽⁷⁾ Γονεῖς καὶ συγγενεῖς τοῦ κοιμηθέντος. *Paralipom. græc.* 5, p. 53.

dire après sa mort dans ce monde dont il était sorti vivant pour s'ensevelir dans le cloître, et comme si la séparation de l'âme et du corps eût subitement renoué les liens brisés par la profession monastique, sa famille se remettait en possession de son cadavre. Il semblait qu'elle en était comptable à la tombe et qu'elle devait le rendre à ses aïeux déposés dans les nécropoles.

Alors, comme au temps des Pharaons, une idée de malheur et d'infamie s'attachait à la privation de la sépulture, et la honte en retombait sur toute la famille de l'homme qui se trouvait ainsi déshonoré. Saint Pacôme et les autres fondateurs de monastères, sans partager entièrement cette croyance universelle, n'avaient eu cependant aucune peine à se conformer en cette circonstance aux préjugés de leur éducation et de leur pays. Le saint fondateur de Tabenne se servait même de ces idées nationales pour inspirer à ses disciples une terreur salutaire, en refusant aux moines vicieux, non pas la sépulture, mais les honneurs qui l'accompagnaient d'ordinaire ⁽¹⁾. Alors il ne laissait plus les frères escorter le corps du défunt jusqu'à la montagne en chantant des psaumes, on n'offrait point pour lui le saint sacrifice, et ses vêtements étaient brûlés au milieu du monastère. C'était ainsi que saint Pacôme effrayait ses enfants et leur apprenait, suivant les expressions de son biographe, à ne pas négliger leur vie. Mais de pareilles tentatives blessaient tellement les mœurs et les opinions reçues, qu'elles excitaient de violents murmures et ne passaient que sous l'autorité de son grand nom. Un jour, en faisant la visite de ses monastères, il rencontre sur sa route le convoi d'un frère : il fait arrêter la marche, et, pour des motifs qu'il connaissait seul, ordonne de brûler les habits de cérémonie placés sur le cadavre et de cesser le chant des psaumes. Cette nouveauté semble aux parents du mort une espèce de sacrilège et leur indignation s'exhale contre le saint patriarche en paroles violentes :

« Que faites-vous donc, ô Père, lui disaient-ils dans l'amertume de leur douleur, que faites-vous en infligeant à notre fils ce traitement étrange et illicite ? Convient-il à votre sainteté d'être sans entrailles envers ce mort et de montrer une insensibilité capable de toucher la férocité même des barbares ? Un

(1) *Pachom. vit.*, 65, p. 42.

ennemi lui-même en voyant la dépouille de son adversaire étendue sans mouvement et sans vie en aurait presque toujours pitié. Nous voyons maintenant chez vous autres chrétiens ce qui n'a jamais été vu chez les barbares. Vous imprimez à toute notre famille une honte ineffaçable. Plût à Dieu que nous ne vous ayons pas rencontré aujourd'hui, vous n'auriez pas fait hériter notre maison d'un outrage éternel ! Plût à Dieu que notre malheureux fils n'eût jamais adopté votre genre de vie sauvage, il n'aurait pas essuyé cette éternelle douleur ⁽¹⁾ ! »

Tout l'esprit de la vieille Egypte ne respire-t-il pas dans ces paroles que rapporte un des biographes de saint Pacôme ? Eût-on parlé autrement sous les pharaons, lorsque les prêtres jugeaient les morts avant de les recevoir dans les nécropoles, et martelaient dans les tombeaux et les monuments, les inscriptions des monarques réprouvés ?

Ainsi que nous venons de le voir, la plupart des usages funéraires avaient donc été conservés à Tabenne et appropriés au christianisme. Mais il nous reste à savoir si la principale coutume des Egyptiens, celle d'embaumer les corps, a été suivie ou abandonnée par les disciples de saint Pacôme. Ici se présente une difficulté sérieuse, et qui concerne non-seulement les moines de Tabenne, mais encore ceux de toute l'Egypte. Le docteur Pariset, ancien secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, prétend que saint Antoine et les autres solitaires qui prêchèrent le christianisme sur les bords du Nil, ont, par leurs prédications ignorantes, fait renoncer leurs néophytes à la coutume païenne d'embaumer les morts ; et comme il attribue l'insalubrité actuelle de l'Egypte au mode grossier de sépulture adopté par les Coptes, et voit dans la *salaison* (ταρχευσις) le plus efficace et le plus remarquable des moyens préservatoires employés par les anciens Egyptiens contre la production de la peste, il rend ainsi les moines comptables devant l'humanité du terrible fléau dont l'Egypte est aujourd'hui le foyer.

Mais ni la médecine ni l'histoire ne peuvent accepter complètement les conclusions de M. Pariset. La prétendue salubrité de l'Egypte aux temps anciens est démentie par des témoignages nombreux et accablants ; aussi le docteur Clot-Bey a-t-il

(1) *Paralipomen. græc.*, n° 5, p. 53.

pu dire, en s'appuyant de ces témoignages, que la peste sera toujours le fléau de l'Orient, comme le choléra est le fléau des Indes, et la fièvre jaune celui des Antilles ⁽¹⁾.

Lors même que, malgré l'autorité des anciens, on regarderait comme un fait prouvé la salubrité de l'Egypte sous les Pharaons, il resterait encore à démontrer que l'embaumement, ou pour parler plus simplement la *salaison* des morts, en était la cause principale, et cette conclusion n'a rencontré que des doutes au sein de l'Académie de médecine, dans la célèbre discussion qui eut lieu sur ce sujet en 1846 ⁽²⁾.

Après cela, qu'importe à la mémoire des moines l'accusation d'avoir fait renoncer leurs néophytes à la salaison des corps ? Puisque la peste est plus ancienne qu'eux, elle n'est donc pas leur œuvre ⁽³⁾, et si la salubrité prétendue de l'Egypte n'était pas due aux momies, ils n'ont commis aucun crime contre l'humanité, en empêchant les chrétiens de momifier les cadavres ⁽⁴⁾. Mais il est impossible de produire des textes qui, sainement interprétés, prouvent que les moines aient rien fait de semblable. Pour ce qui regarde saint Antoine en particulier, il est si peu vrai que ce saint Patriarche de la vie monastique ait interdit les embaumements, qu'il a été suivant toute apparence, et sur sa recommandation, embaumé lui-même. « Ses disciples, dit son biographe saint Athanase le Grand, suivant les ordres qu'il leur avait donnés, l'ensevelirent, l'enveloppèrent de bandelettes, et le cachèrent sous terre (ὕπὸ γῆν) ⁽⁵⁾. » Or, saint Athanase,

⁽¹⁾ Docteur Clot-Bey, *Coup d'œil sur la peste et les quarantaines*, 1851, p. 25.

⁽²⁾ « Pour un esprit inventif, il y a du guignon à accorder une pareille influence à un mode d'ensevelissement qui, réservé pour les grands et les riches, a dû être appliqué tout au plus à un mort sur cent, comme le prouvent sans réplique les calculs de M. Labat (*Annales de la méd. physio-log.*, tom. XXV, p. 727 ; *Note* du docteur Rochoux, *Bullet. de l'Acad. de méd.*, tom. XI, p. 678). — M. le docteur Prus, rapporteur dans la question des quarantaines, ne partage pas non plus « la théorie de l'ingénieux secrétaire perpétuel. » (*Bullet.*, p. 1222 et 1278.)

⁽³⁾ « La peste est l'œuvre de l'homme », a dit M. Pariset dans l'*Eloge* du baron Larrey.

⁽⁴⁾ Expression de M. Champollion-Figeac, *Egypte*, p. 95.

⁽⁵⁾ Καταδέδωκεν αὐτοῖς ἐντολὰς, θάψαντες καὶ σιλιξάντες ἐκρυψαν ὑπὸ γῆν. S. Ath., ed. Ben. II, 864, c.

parlant de corps qui furent évidemment *momifiés*, puisqu'on les gardait dans les églises, se sert absolument des mêmes expressions *ensevelir* (θάπτειν) et *envelopper* (ἐκτεταίνειν) ⁽¹⁾. Si maintenant l'on se rappelle que les Egyptiens du Delta déposaient leurs morts dans des hypogées creusés dans le roc, et soigneusement fermés pour les préserver de l'inondation ⁽²⁾, est-il possible de nier que saint Antoine, qui a été enseveli, roulé dans des bandes et mis sous terre, n'ait été traité, après sa mort, suivant tous les procédés en usage chez les anciens habitants de la Basse-Egypte?

Ces moines, qu'on représente, en général, comme des ignorants et des fanatiques, n'étaient pas sans savoir les conditions de salubrité de leur pays, et s'ils déposaient leurs morts à l'exemple de leurs ancêtres païens, dans les sépulcres de la montagne ou dans les hypogées, c'est qu'ils connaissaient la nature de leur sol. Ils eurent soin de l'expliquer au V^e siècle au célèbre Cassien, et celui-ci fut tellement frappé de ce qu'ils lui dirent, qu'il nous l'a rapporté dans une de ses conférences. Nous allons reproduire le passage, en essayant d'en conserver la forme à la fois négligée et prétentieuse : « Le lit du fleuve du Nil a introduit » chez les Egyptiens la coutume suivante : comme toute l'étendue de leur terre est couverte, à l'instar d'une mer immense, » pendant une grande partie de l'année, par l'inondation habituelle des eaux, il n'est permis à personne d'enterrer un corps » humain, avant que l'inondation soit retirée, et l'on dépose » dans des cellules situées sur la montagne les cadavres des » morts, après les avoir embaumés avec des parfums. C'est que » le sol de cette terre, rendu humide par une continuelle ivresse, » refuse l'office d'inhumer les morts, et que s'il a reçu quelques » cadavres, il est forcé par l'excès de l'inondation de les vomir » à sa surface ⁽³⁾. »

Ainsi, les moines qui prêchèrent le christianisme sur les bords du Nil, au lieu de proscrire les anciens usages funéraires, les conservèrent systématiquement, et si ces usages étaient, comme le prétendait M. Pariset, des préservatifs contre la peste,

⁽¹⁾ Θάπτειν καὶ περιέκτεταίνειν ὀθονίοις. *Ib.*, p. 862, c. n° 90.

⁽²⁾ M. Champollion-Figeac, *Egypte*, p. 263, col. 1.

⁽³⁾ Cassian. *Collat.*, XV.

ils prirent aussi des mesures contre la contagion. Mais ils s'élevèrent avec force contre un abus qui n'existait probablement pas d'abord dans les funérailles, et qui datait peut-être de l'époque où le pharaon Asychis introduisit la coutume de tirer les momies des nécropoles et des hypogées pour s'en faire un moyen de crédit ⁽¹⁾.

Je veux parler de l'habitude de garder les cadavres dans les maisons ; elle était devenue tellement commune, que les morts étaient associés aux vivants dans toutes les demeures. L'habitant de l'Égypte, raconte le caustique Lucien, sale ses morts, les dessèche par ce moyen, et en fait, ensuite, les compagnons de ses festins ; ce que je dis, je l'ai vu ⁽²⁾. A l'imitation des païens, les premiers chrétiens conservèrent aussi les momies auprès d'eux, et quand c'étaient celles d'évêques ou de confesseurs, les déposèrent sur des estrades couvertes de tapis précieux ⁽³⁾. Ces honneurs rendus aux morts étaient pieux en eux-mêmes et parfaitement conformes à la tradition chrétienne ; ils se justifiaient par la croyance à la résurrection des corps ⁽⁴⁾. Mais s'ils se rattachaient aux doctrines les plus hautes de la théologie, ils descendaient souvent dans la pratique jusqu'aux superstitions les plus grossières. Ce culte rendu à la matière rappelait, il est vrai, l'association surnaturelle de deux éléments contraires et la grande destinée du corps, appelé à devenir le temple du Saint-Esprit ⁽⁵⁾ ; mais il pouvait aussi inspirer une trop haute idée de la chair, et faire oublier pour elle l'âme, cet hôte et cette compagne immortelle qui l'abandonne pour revenir plus tard, suivant les admirables expressions du poète, ou l'entraîner et la porter vers les cieus, ou la suivre aux enfers ⁽⁶⁾. Il y avait, du reste, dans ces honneurs accordés aux défunts par une dévotion toute privée, un grand dan-

⁽¹⁾ Herodot. *Euterp.*, 136.

⁽²⁾ Lucian, *De luctu* ; — Cf. Sil. Italic., lib. XIII, v. 474-476 ; — Cic., *Tuscul.* I, 45 ; — Pomp. Mel. I, 9.

⁽³⁾ Athan., *Vit. S. Antonii*, 90, *Opp.* II, p. 862, c.

⁽⁴⁾ Hinc maxima cura sepulchris impenditur. Prudent., *Cathemerin. hymn.* X, v. 45.

⁽⁵⁾ Duo qui socians elementa. Id., *ib.*, v. 2 ; Fervens habitavit in istis sapientia principe Christo. *Ib.*, v. 131, 132 ; *Ep. I ad Corinth.*, VI, 19.

⁽⁶⁾ Vehit hospita viscera secum, pariterque reportat ad astra. Prud., *ib.*, v. 31 et 32 ; Sequitur sua membra deorsum, v. 28.

ger pour la hiérarchie ecclésiastique : permettre au peuple de se faire lui-même les objets de sa vénération, c'était ouvrir une porte par laquelle pouvaient entrer dans le christianisme tous les abus et toutes les hontes de l'idolâtrie ⁽¹⁾. Des charlatans de vertu, spéculant sur une crédulité et une admiration imbéciles, se seraient, de leur vivant, préparé des autels, et la vertu elle-même, séduite par la facilité de l'apothéose, aurait peut-être cherché sa récompense ici-bas, et brigué par des œuvres de parade une couronne terrestre et périssable. C'est ce que comprit saint Antoine, cet héroïque sectateur de la vie cachée en Jésus-Christ. Il attaqua donc, tant qu'il vécut, l'usage d'étaler les corps dans les églises et dans les maisons, il mit dans son parti les évêques, il intéressa à sa réforme les laïques pieux et principalement les femmes, et parvint à la faire triompher presque partout ⁽²⁾. Mais il ne prêchait en aucune façon de ne plus embaumer, il voulait seulement qu'on rendît à la terre les cadavres des morts ; mais avant de les cacher dans les hypogées, il permettait ou plutôt il ordonnait de les ensevelir ⁽³⁾. Quand il fut devenu plus que centenaire, et qu'il sentit que le Seigneur allait le rappeler à lui, il voulut faire une dernière protestation contre l'exposition des morts, et pour dérober sa dépouille mortelle ou la tente de son âme, comme disaient les Grecs d'Egypte ⁽⁴⁾, aux honneurs qui l'attendaient, il se réfugia, déjà malade et épuisé, dans la montagne intérieure. C'est là, dans cet asile qu'il avait cherché contre l'admiration de ses compatriotes, qu'il mourut, en disant à ses disciples : « Si vous tenez à moi, si vous vous » souvenez de moi comme de votre père, ne laissez personne » prendre mon corps pour le transporter en Egypte, de peur » qu'ils ne s'avisent de le déposer dans leurs maisons..... Ayez » donc soin de l'ensevelir vous-mêmes et de le cacher sous terre » et que mon ordre soit gardé par vous, de sorte que personne,

(1) Voyez dans Sulpice-Sévère l'histoire de l'autel élevé sur le tombeau d'un larron et celle du moine Anatolius, *De vit. B. Martini*, 8 et 25.

(2) Athan., *Vit. S. Anton.*, 90, t. II, p. 862 D, 863 A.

(3) Θάψατε οὖν..... καὶ ὑπὸ γῆν κρύψατε. *Ib.*, 91, p. 864 A.—Saint Antoine abolit si peu l'usage d'embaumer complètement ou incomplètement les cadavres, que dans une vie de Daniel, prévôt de Schiet, contemporain de Justinien, on trouve un embaumement partiel. (Zoega, p. 90.)

(4) Τοῦ σκενώματος. *Boll., Vit. S. Pach.*, 95, p. 50.

» excepté vous seuls, ne connaisse le lieu de mon tombeau ⁽¹⁾. »

Au reste, malgré sa grande autorité sur les âmes, S. Antoine ne réussit qu'à moitié dans la réforme qu'il avait essayée. En dépit de ses défenses, appuyées cependant par les constitutions impériales, les corps des martyrs et des fidèles continuèrent à être gardés dans les églises, dans les monastères et dans les maisons. Cet abus augmenta sans cesse, et quand la misère croissante, bientôt plutôt que les scrupules religieux, eut fait abandonner l'habitude trop coûteuse des embaumements, l'enceinte des villes, les lieux de prières, les demeures des particuliers devinrent autant de charniers, foyers permanents de maladies contagieuses ⁽²⁾.

Mais ni saint Antoine ni les moines de Tabenne ne sont comparables de ce résultat. Le premier n'a rien fait, comme on l'a vu, pour proscrire la coutume des embaumements ⁽³⁾, tandis que les autres ont constamment porté leurs morts sur la montagne, loin des villes et des monastères ⁽⁴⁾.

Ont-ils jamais embaumé leurs morts ? C'est une question

⁽¹⁾ Athan., p. 864.

⁽²⁾ « Les rues de ce quartier (Coptes d'Art-Zouel au Caire) n'ont pas plus de deux à quatre pieds de largeur, et les balcons grillés qui s'avancent des deux côtés au premier étage empêchent la lumière de pénétrer jusqu'en bas. Au rez-de-chaussée de chaque maison sont des caveaux funéraires destinés aux sépultures des familles qui l'habitent, et dans lesquels on entasse les cadavres sans autre précaution que de redresser devant la petite porte une dalle cimentée avec de la terre molle ou de la chaux. Quand ce platrage, faiblement adhérent, est desséché, il laisse fréquemment des trous ou des fentes qui font communiquer l'atmosphère cadavéreuse avec l'air extérieur. Les caveaux s'ouvrent à plain-pied, tantôt sur les côtés de cours étroites, d'autrefois sous des couloirs voûtés qui conduisent dans l'obscurité d'une maison à une autre. » (M. le docteur Lagasquié, *Recherches sur l'origine de la peste*. — *Revue médicale*, janvier, février, mars 1814).

⁽³⁾ C'est donc bien à tort que l'on a dit, en fixant une date précise : « les embaumements sont interdits en 356 ». *Rapp.* du docteur Prus. (*Bull. de l'Acad. de médecine*, tom. XI).

⁽⁴⁾ Un miracle de S. Théodore se rapporte même à cet usage : « Une grande maladie arriva et les frères lui dirent : Si par hasard nous mourons, qu'est-ce qu'il nous arrivera ? Voici que l'eau s'augmente et commence à occuper la route qui monte vers la montagne. Il leur répondit : J'ai foi que tant que l'eau occupera la route qui mène à la montagne, le Seigneur empêchera qu'aucun de nous ne meure. » — Zoega, *Cod. Memphitic*, XLVI, p. 61 ; Cf. *Vit. Pachomii*, § 89, p. 48.

difficile à résoudre. Ils faisaient sans aucun doute subir au cadavre une préparation avant de le porter sur la montagne, et l'entouraient de bandelettes, comme autrefois les Egyptiens leurs ancêtres ⁽¹⁾, mais il n'est guère possible, vu le court espace d'un jour qu'ils laissaient d'ordinaire entre la mort et les funérailles, qu'ils aient eu le temps de pratiquer aucun procédé d'embaumement ⁽²⁾.

Cependant, comme aucun texte ancien ne permet d'avancer, sans esprit de système, qu'ils aient rien changé sur ce point aux coutumes existantes, il faut nécessairement admettre que ces moines, si fidèles en tout le reste aux usages nationaux, si jaloux en particulier d'ensevelir les défunts avec gloire et honneur ⁽³⁾, ont dû se conformer aussi dans la sépulture de leurs morts aux habitudes de leur temps et de leur pays. Si donc ils n'avaient plus recours à la *momification*, c'est qu'avant eux les Egyptiens avaient commencé à y renoncer généralement.

En effet, si, comme M. Labat l'établit par des calculs fort plausibles, l'embaumement était un privilège de la richesse ⁽⁴⁾, il a dû cesser insensiblement dans un pays ruiné par tant de conquêtes étrangères. La domination romaine, si pesante pour les grandes familles des pays vaincus, dut surtout arriver à ce résultat, et plusieurs auteurs ont même pensé, mais à tort, que la méthode de faire des momies avait cessé dès les premières années de l'époque impériale ⁽⁵⁾.

Mais si cette méthode était, comme on le croit généralement, une coutume universelle ⁽⁶⁾, elle dut aussi, par l'influence de la

⁽¹⁾ Zoega, p. 84. Ils ensevelirent son corps avec soin dans de belles bandelettes.

⁽²⁾ Les biographes grecs de saint Pacôme et de saint Théodore emploient constamment le mot *κηδεύω* qui n'explique rien; les manuscrits coptes se servent du mot KOS, qui est aussi vague et signifie tous les soins que l'on peut donner au cadavre:

⁽³⁾ Ils ensevelirent Théodore avec gloire et honneur. Zoega, p. 84.

⁽⁴⁾ Opinion du docteur Labat (*Annales de la médec. physiolog.*, tom. XXV, pag. 727).

⁽⁵⁾ Wilkinson, tom. II, pag. 398, rapporte cette opinion. La *Revue archéologique* (tom. VI, pag. 603) semble aller encore plus loin dans la phrase suivante: «Aucun souvenir historique ne démontre la possibilité d'aucune inhumation par les procédés égyptiens, postérieurement à l'an 571 avant l'ère chrétienne.»

⁽⁶⁾ Voir dans Wilkinson, tom. II, p. 394, des détails sur l'embaumement des pauvres.

conquête, diminuer graduellement et finir par disparaître. L'introduction en Egypte de familles étrangères, les invasions des barbares pendant les dernières années de l'Empire, les exigences de plus en plus rigoureuses du fisc romain, la rébellion continuelle des Egyptiens ⁽¹⁾, la persécution violente qui eut lieu sous Dioclétien, non-seulement contre les personnes, mais encore contre les mœurs et les sciences nationales ⁽²⁾; enfin, la destruction de l'ancien culte, dont les cérémonies des funérailles formaient une partie importante et dont la hiérarchie comprenait aussi les embaumeurs; toutes ces causes réunies suffisent assez pour expliquer l'abandon des embaumements, sans avoir besoin d'accuser les moines.

A ces causes il en faut joindre une autre bien considérable aussi: ce furent les impôts établis à diverses époques par les dominateurs de l'Egypte sur la matière qui servait à transformer les cadavres en momies, c'est-à-dire sur le nitre. Les auteurs arabes nous apprennent que les conquérants musulmans ne négligèrent point cette source importante de revenu ⁽³⁾, et l'existence d'un pareil impôt, au temps de l'Islam, nous montre à la fois la permanence des anciens procédés funéraires et l'une des raisons qui les firent disparaître.

On a dit que la principale raison de la haine des moines contre les embaumements était dans les formules païennes placées par la liturgie sur les coffres des momies, mais alors pourquoi les premiers chrétiens de l'Egypte, qui aimaient, suivant les expressions de saint Athanase, à ensevelir et à entourer de bandelettes les corps des personnes considérables et des saints martyrs ⁽⁴⁾, n'ont-ils pas eu les mêmes scrupules? C'est qu'évidemment ces inscriptions et ces formules n'étant pas une partie essentielle

(1) Amm. Marcellin, lib. XXII, cap. XVI, § 23.

(2) Suidas, v° *Diocletianus*. Le nom de Dioclétien était devenu fort odieux en Egypte, tant à cause de ses violences que pour les persécutions exercées contre les chrétiens. Cf. Zoega, p. 24; Eutrop., IX, 23.

(3) Le premier qui établit en Egypte des impôts iniques et vexatoires fut Aahmed-ben-Mohammed-ben-Mudebber, lorsqu'il fut nommé inspecteur des tributs de l'Egypte, après l'an 250 (872 apr. J.-C.). Il mit en monopole la vente du *natron*, qui avait été jusqu'alors une marchandise libre. *Cosmographie de Ben-Ayas*, analysée par M. Langlès dans les *Notices et extraits des manuscrits de la bibliothéq. royale*, tom. VIII, p. 45.

(4) Athan., p. 862.

des embaumements avaient été retranchées pour les momies des chrétiens. Aucune raison inhérente à la coutume de saler les corps ne portait donc les moines à la proscrire : dans les usages funéraires de l'Egypte, ils ne trouvaient à reprendre qu'une seule chose, comme illicite et impie, c'était l'habitude de produire au jour des cadavres et de les étaler dans des maisons et des lieux publics.

On ne peut donc appuyer par aucune raison solide l'opinion si répandue que les moines ont fait brusquement cesser l'usage des embaumements, et l'on doit répéter après un savant Anglais, excellent juge en pareille matière : « Il est probable que la coutume tomba graduellement en désuétude et ne fut point abandonnée soudainement par quelque cause accidentelle se rattachant à un changement dans les usages ou par des scrupules religieux ⁽¹⁾.

Rapport lu par M. Revillout dans la séance du 26 mars 1853.

Messieurs, la Commission que vous avez nommée dans la dernière séance pour examiner le règlement et chercher dans nos Statuts les moyens de maintenir l'éclat de l'Académie delphinale, s'est réunie mardi dernier sous la présidence de votre président. Elle se composait de MM. Fauché-Prunelle, Louis Gautier, Genevey, Burdet, Maignien et de votre secrétaire, et m'a chargé de vous présenter le procès-verbal de ses opérations.

Elle a d'abord reconnu que le texte et l'esprit du règlement se prêtaient à toutes les améliorations désirables, et que, pour atteindre le but que vous vous proposez, il suffisait de remettre en vigueur et d'appliquer dans toute leur étendue certains articles oubliés. Ce n'est donc point une modification à vos règles qu'elle vient vous proposer : le seul changement à leur faire c'est d'en coordonner les dispositions, et elle a chargé de ce soin le président et le secrétaire.

Elle a cru dangereux d'appliquer dans sa rigueur l'article 6 relatif à l'assiduité des membres ordinaires : l'intérêt des séances peut beaucoup mieux, que les sanctions pénales, attirer les membres aux réu-

(1) It is more probable that it gradually fell into disuse, than that it was suddenly abandoned from any accidental cause connected with change of custom, or from religious scruple. Wilkinson, ch. X, vol. II, p. 399.

nions de l'Académie : c'est donc à chercher les moyens de rendre les séances intéressantes qu'elle a consacré ses efforts.

Il lui a paru, en premier lieu, que la publication régulière de notre Bulletin, suivant les formes arrêtées par la délibération du 19 juin 1856, était le moyen le plus propre à exciter l'intérêt et l'émulation des membres, et elle invite en conséquence le Comité de rédaction à se conformer, pour les délais de la publication, aux utiles prescriptions de cet arrêté.

En second lieu, l'admission des étrangers dans nos séances, soit pour y assister comme simples auditeurs, soit pour y faire des lectures, lui semble une pratique excellente à introduire dans nos usages. Les articles 24 et 25 du règlement permettent cette admission et en règlent les conditions. L'étranger, pour l'obtenir, doit demander un billet d'entrée au président, et s'il veut communiquer un Mémoire à l'Académie, présenter au préalable ce Mémoire au bureau. La Commission a pensé que la mise en vigueur de ces deux articles ne pourrait manquer d'exciter le zèle et l'émulation au dedans comme au dehors de l'Académie, et sur ce point l'expérience a parlé. Sans aller chercher d'illustres exemples dans les Académies de Paris, nous savons qu'un pareil usage a fait autrefois le succès de l'ancienne Académie delphinale. « Les séances académiques se sont, suivant les termes d'un recueil publié par cette société, multipliées par le concours des personnes qui cultivent les différentes branches des sciences et par les lectures des ouvrages sur lesquels les auteurs viennent consulter la société. »

Mais en proposant de remettre en vigueur une mesure dont elle a trouvé l'usage dans votre histoire et les conditions dans votre règlement, la Commission a pensé que ni le texte ni l'esprit des articles 24 et 25 ne permettaient aux étrangers de faire des communications verbales ; ils ne pourront donc ni prendre part aux délibérations ni faire autre chose que des lectures. Votre Commission croit même que ces communications écrites doivent avoir une limite. Elle a proposé au Bureau, seul chargé par le règlement d'examiner les ouvrages avant d'en autoriser la communication, de n'accorder aux auteurs qu'un maximum de vingt minutes. Cette limite est celle de l'Académie des sciences. Un extrait de ces lectures pourrait être inséré dans le Bulletin, mais il devrait être fait par l'auteur lui-même et ne jamais dépasser quatre pages.

La Commission s'est ensuite demandé s'il ne serait point avantageux de fonder des concours. Elle a été unanime à reconnaître l'utilité d'une pareille mesure, pratiquée autrefois avec tant de succès par l'ancienne Académie delphinale et le Lycée des Arts ; mais avant de la proposer à l'Académie, elle a besoin de savoir si les ressources de votre budget pourraient suffire à la fois à l'impression de notre Bulletin, dont trois années sont arriérées, au paiement des prix et aux dépenses ad-

ministratives. C'est une question qu'elle pourra résoudre après que le Conseil d'administration aura réglé l'état de nos finances.

Elle est obligée de garder la même réserve au sujet d'un autre question également importante. M. le Président a proposé que l'on rendit compte à l'Académie des principaux ouvrages qui paraissent en France et à l'étranger. Ce serait assurément un excellent moyen de répandre un vif intérêt sur nos séances, et de tenir l'Académie au courant du mouvement intellectuel; d'autant plus qu'ici votre Commission rencontre encore les précédents de l'ancienne Académie delphinale. « On y lisait tous les ouvrages importants, ayant un rapport direct ou indirect aux sciences et à la littérature. Les Académiciens avaient soin d'entretenir commerce avec les divers savants du royaume et des pays étrangers, et de rendre compte aux assemblées des résultats de leur correspondance (art. 32). » Il a paru à votre Commission qu'un tel usage était bon à reprendre et qu'il fallait prier le Président de désigner, chaque fois que paraîtrait un ouvrage remarquable, un membre pour en rendre compte. Mais là encore se rencontrait une question d'argent : comment se procurer les ouvrages importants dont il serait bon d'entretenir l'Académie ? La Commission n'a pu, faute de renseignements, rien décider sur ce sujet ; néanmoins elle exprime le désir que des rapports soient faits sur tous les ouvrages remarquables chaque fois que l'on pourra les avoir sous la main, sans charger le budget de l'Académie. Plus tard, nos finances nous fourniront peut-être le moyen de les acquérir pour notre bibliothèque.

L'examen de ce sujet conduisait naturellement votre Commission à s'occuper des volumes envoyés à l'Académie. Doivent-ils être tous soumis à des rapports ou seulement mentionnés dans nos procès-verbaux ? La Commission a pensé qu'il faut sur ce point s'en tenir aux règles pleines de sagesse établies par l'art. 34, et les modifications diverses que cet article a subies. Les travaux des sociétés correspondantes seront analysés deux fois par an par le secrétaire. Les ouvrages offerts à l'Académie seront renvoyés, s'il y a lieu, par le Président à un membre qui en rendra compte. Ces divers rapports seront verbaux, et seront analysés dans les comptes-rendus des séances ; s'ils sont écrits, ils pourront être imprimés, mais d'après une décision expresse du Comité de rédaction.

Enfin, il a paru bon et utile à la Commission, pour couronner toutes ces mesures, de rétablir l'ancien usage tombé en désuétude depuis 1848, de publier dans les journaux un extrait de nos séances particulières. M. le Président s'est chargé de s'entendre à ce sujet avec notre confrère M. le Rédacteur du *Courrier de l'Isère*.

Tels sont, Messieurs, les projets que l'étude attentive de votre règlement, éclairée par le zèle et les lumières de notre savant président, ont inspirés à notre Commission. Ces usages, que l'on ne peut appeler

nouveaux puisqu'ils sont dans les traditions de l'Académie, exciteront sans doute l'ardeur de nos membres et l'émulation des étrangers. Ils maintiendront, il faut l'espérer, notre chère Académie au rang distingué qui convient à ses honorables souvenirs, et à la province intelligente, dont elle est fière de porter le nom.

La dissertation de M. Genevey sur l'état sauvage, lue dans la séance du 4 décembre 1857, sera imprimée dans la prochaine livraison.

La traduction partielle du voyage d'Abraham Golnitz que M. Macé a communiquée à l'Académie dans la séance du 26 mars 1858, a paru dans la *Revue des Alpes*, et a été ensuite tirée à part et à 100 exemplaires sous ce titre : *Le Dauphiné et la Maurienne au XVII^e siècle*, extraits du voyage d'Abraham Golnitz, traduits et annotés par M. Antonin Macé, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Grenoble. — Grenoble, Merle, 1858, imp. Maisonville, 1 vol. in-42, XVII et 207 pages.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1857 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1858.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

2^e SEMESTRE.

De la juridiction des prud'hommes pêcheurs de la Méditerranée. Discours prononcé le 3 novembre 1857 à l'audience solennelle de rentrée de la Cour impériale d'Aix, par J.-C.-M.-G. DU BEUX, procureur général impérial. — Aix, F. Vitalis, 1857. — Broch. in-8°, 58 pages.

Histoire du droit criminel des peuples modernes, par M. ALBERT DU BOYS, tom. II, Durand, 1858. — 4 vol. in-8°, 734 pages.

L'auteur s'attache dans ce volume, dont plusieurs parties ont été lues devant l'Académie delphinale, à retracer l'histoire complète du droit criminel pendant les âges féodaux.

M. du Boys expose successivement les rapports de la justice avec le fief, les droits de haute, moyenne et basse justice, la composition et le ressort des diverses cours de justice, les crimes, les pénalités, et la procédure criminelle. Après avoir consacré une grande partie de ce volume à la France, il passe ensuite aux autres Etats de l'Europe féodale, et termine par le droit criminel des Croisés.

Mémoire sur la vie et les écrits philosophiques de s'Gravesande, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, séances du 30 mai, 20 et 27 juin 1857, par M. C. MALLET, an-

cien recteur d'Académie. — Paris, Durand, 1858. — Broch. in-8°, 69 pages.

Guillaume Jacob s'Gravesande, physicien, géomètre et philosophe, naquit en Hollande, à Bois-le-Duc, le 27 septembre 1688 ; il mourut le 28 février 1742. Son principal ouvrage philosophique est l'*Introductio ad philosophiam, metaphysicam et logicam continens*, publié à Leyde en 1736.

Etude sur l'histoire du Colonnat chez les Romains, par M. Ch. REVILLOUT, professeur au lycée impérial de Grenoble, 2^e partie ; broch. in-8°, 64 pages. — Paris, Durand, 1857.

Cette brochure montre par quelle suite de mesures administratives les fermiers libres de la République et du Haut Empire sont devenus de Constantin à Justinien les serfs de la glèbe.

MÉMOIRES ENVOYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Rapport sur le travail intitulé : L'Institut et les Académies de Province, de M. F. Bouillier, par M. le conseiller FERAUD-GIRAUD, membre de l'ACADÉMIE D'AIIX. — Aix, 1858. — Broch. in-8°, 23 pages.

A la suite de ce rapport, l'Académie d'Aix donna son adhésion au vœu formé par M. Bouillier.

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts D'ANGERS. — 2^e série, 5^e vol. Angers, 1854, 244 pages. — 2^e série, 6^e vol. Angers, 1855, 1 volume in-8°, 222 pages.

On cite dans ce volume (p. 125) un éloge du docteur Pravaz, né en 1731 au Pont-de-Beauvoisin, et mort à Lyon en 1853. Le docteur Pravaz a fait faire de nombreux progrès à l'orthopédie.

Dans les *Souvenirs pittoresques, scientifiques et artistiques d'un voyage dans le Midi de la France* (p. 137 à 166), M. T.-C. Beraud consacre quelques pages un peu rapides à la rive gauche du Rhône et à Valence.

2^e série, 7^e vol. Angers, 1856, 1 vol. in-8°, 262 pages avec

une carte (segment de la carte de Peutinger, qui renferme l'Anjou).

2^e série, 8^e vol. Angers, 1857, 1 vol. in-8° de 218 pages.

On trouve dans ce volume (p. 147-148) une courte analyse des travaux que renferme le tom. IV du Bulletin de l'Académie delphinale.

Annales de l'Académie d'Archéologie de BELGIQUE, tom. XIV^e, 4^e livraison. Anvers, 1857.

Bulletin de la Société Archéologique de BÉZIERS.

15^e livraison. Béziers, 1857, 1 v. in-8°, 80 pag. et 2 planches.

Cette livraison contient (p. 53 à 79) un travail de M. Alfred Crouzat, conservateur adjoint de la Bibliothèque de Béziers, sur le prieuré de Cassan, situé sur la route d'Agde à Castres, et qui dépendait d'abord de l'ordre de St-Augustin dont l'abbé de St-Ruf (en Dauphiné) était le chef. Mais le 9 avril 1660, l'abbé de St-Ruf ayant voulu rétablir la discipline dans le monastère de Cassan, les religieux de cette maison, soutenus par Fouquet, archevêque de Narbonne, et le prince de Conti, gouverneur du Languedoc, se firent placer sous l'autorité des chanoines de Ste-Geneviève à Paris.

16^e livraison. Compte rendu de la séance publique, tenue le 21 mai 1857. 1 vol. in-8°, 76 pages.

Journal d'agriculture de la CÔTE-D'OR, publié par la Société d'agriculture et d'industrie agricole du département. — 20^e année, 3^e série, tom. II, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12. — 7 broch. — Dijon, 1857. — Tom. III, n^{os} 1, 2, 3. — 2 broch. in-8°. Dijon, 1858.

Mémoires de la Société DUNKERQUOISE pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts. 1856-1857. — Dunkerque, 1 vol. in-8° de 377 pages, avec trois plans.

Un de ces plans contient des courbes représentant le mouvement de la navigation maritime du port de Dunkerque pendant une période de cent années de 1755 à 1856.

On trouve dans les mémoires de la société Dunkerquoise un relevé

des cartes , plans et dessins concernant le nord de la France et qui sont au *British Museum* (pag. 346-351).

Compte rendu des travaux de l'Académie du Gard , en séance publique, le 29 août 1857, par M. Nicot, secrétaire perpétuel. Nîmes. In-8°, 46 pages et 2 planches.

Mémoires de l'Académie du Gard, 1856-1857. Nîmes, 1857. 4 vol. in-8° de 433 pages.

M. le secrétaire perpétuel de l'Académie du Gard rend hommage dans son compte rendu (p. 137), à la mémoire de M. d'Hombres-Firmaz, membre correspondant de l'Académie delphinale, mort au mois de mai 1857.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'INDRE-ET-LOIRE, tom. XXXVII, n° 1 et 2. — Tours, 1857, 2 broch. de 220 pages.

Annuaire de l'Institut des provinces et des congrès scientifiques, 1858, tom. X. — Paris, Derache et Dentu ; Caen , A. Hardel, 4 vol. in-42, XXIX et 720 pages.

On trouve dans ce volume (p. 257 à 259) une notice de M. l'abbé Jouve, chanoine de Valence, sur divers travaux littéraires composés par quelques-uns de ses compatriotes de la Drôme. — M. l'abbé Jouve signale en première ligne un Dictionnaire manuscrit (en 2 volumes in-4° de 400 pages chacun) intitulé: *Origine, signification et étymologie des noms propres d'hommes et de localités, disposés par ordre alphabétique*, par M. A. de Costou, de Montélimar. — L'Annuaire de 1858 contient encore (p. 604 à 621) le compte rendu des assises scientifiques du Dauphiné, tenues à Valence les 29, 31 août et 1^{er} septembre 1857. Ce volume renferme aussi, p. 663 à 674, une analyse des travaux du congrès scientifique tenu à Grenoble au mois de septembre 1857. Cette analyse est accompagnée d'une vue du palais de la Cour impériale de Grenoble. Enfin, de la page 675 à la page 676 se trouve une note sur le congrès archéologique de Valence en 1857.

Mémoires de la Société Académique de MAINE-ET-LOIRE. 1^{er} vol., n° 2. — Angers, 1857, broch. de 160 pages in-8°. — 2^e vol. Angers, 1858, broch. de 188 pages in-8°.

Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la MARNE. Année 1857. — Châlons, broch. in-8° de 232 pages.

Société de statistique de MARSEILLE, séance du 1^{er} octobre 1857. Rapport de M. SEGOND-CRESP, bibliothécaire, délégué au congrès scientifique de Grenoble. — Marseille, 1858, broch. in-8°, pag. 7.

M. Segond-Cresp analyse seulement les travaux de la section d'agriculture.

Mémoires de l'Académie impériale de METZ. XXXVII^e année. — 1856-1857. — 2^e série, 5^e année. — Metz, 1857, 592 pages in-8°.

Ce volume contient la 2^e partie d'un travail de M. l'abbé Guépratte *sur la paix et la trêve de Dieu* (p. 414 à 470). — Les évêques de la province de Vienne eurent part à ce grand mouvement du XI^e siècle.

Académie des sciences et lettres de MONTPELLIER.

Mémoires de la section des sciences, tom. III, 3^e fascicule. — Montpellier, Boehm, 1855-1857 ; de 353 à 525, 2 planches, 6 pages d'observations météorologiques.

Mémoires de la section de médecine, tom. II, 4^e fascicule, 1857, de la page 395 à 540, 3 planches.

Mémoires de la section des lettres, tom. II, 1855-1857, de la page 369 à 554, 1 planche.

Dans ce fascicule se trouve (p. 401 à 480) un savant mémoire de M. Germain, professeur d'histoire à la faculté des lettres, sur la secte des *multipliants*, découverte en 1723 à Montpellier. Ces fanatiques, issus du protestantisme, avaient leur culte particulier, leurs cérémonies à eux, leurs rites spéciaux, leurs baptêmes, leurs mariages, leur cène propres. Mais les hommes sensés ne voyaient en eux que des fous, tant leur culte et leur doctrine étaient extravagants. Dans leurs rangs était enrôlé le prédicant *Vesson* qui, en 1715 et 1716, avait assisté aux synodes de Dauphiné et de Languedoc, et avait, avec Antoine

Court et quatre autres pasteurs, dressé une sorte de constitution pour les églises du désert.

Publications de la Société archéologique de MONTPELLIER, n^{os} 23, 24, 25, 3 livr. du tom. IV (de 4 à 408). Montpellier.
— Paris, Victor Didron. In-4°, 1 planche.

Société des Antiquaires de la MORINIE. Bulletin historique. Sixième année, 23^e et 24^e livraison. — St-Omer, 1857; 1 broch. de 92 pages.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE, tom. VII, n^{os} 5, 6. — Paris, 1857, 2 broch. in-8°.

Bulletin de la société d'agriculture, sciences et arts de la SARTHE, 1857, 3^e et 4^e trimestre, 3^e cahier du tom. XIII^e. — Le Mans, 1858, broch. de 32 pages in-8°.

OUVRAGES OFFERTS PAR DES AUTEURS ÉTRANGERS.

Notice biographique sur M. le baron Chaillou des Barres, par M. A. CHALLE, président de la Société des sciences historiques de l'Yonne. — Auxerre, 1857; broch. in-8° de 20 pages.

M. Chaillou des Barres, gendre de M. de Champagny, l'un des ministres de Napoléon I^{er}, fut préfet de l'Ardèche de 1810 à 1814.

Projet d'enquête sur la culture de l'igname de Chine et du riz sec, présenté à la séance du 1^{er} mai 1857 de la société impériale zoologique d'acclimatation, par M. Victor CHATEL. — Paris, broch. in-4°, 12 pages.

Première lettre géologique adressée à l'Académie des sciences et aux principales sociétés savantes de Paris et des départements, par E.-L. GUIET, juge de paix du canton de Monfort-le-

Rotrou (Sarthe.) — Mamers, impr. de Jules Fleury, 1857; broch. gr. in-8° de 8 pages.

Essai de réhabiliter le neptunisme en le combinant avec l'électromagnétisme.

L'auteur attribue au fluide électrique qui, circulant dans les espaces célestes, occasionne les grands cataclysmes, ce que les géologues attribuent à la chaleur centrale.

Notice historique sur la compagnie des archers ou arbalétriers et ensuite des arquebusiers de la ville de Châlons-sur-Marne et sur la fête donnée par elle en 1754, par M. SELLIER, membre du conseil général et du conseil départemental d'instruction publique de la Marne. 2^e édition. — Paris, Victor Didron, 1857; in-8°, 88 pages.

OUVRAGES OFFERTS AU CONGRÈS SCIENTIFIQUE.

L'Académie delphinale a reçu une partie des ouvrages offerts au congrès scientifique dont la XXIV^e session s'est tenue à Grenoble au mois de septembre 1857.

Parmi ces ouvrages, dont la liste figure en tête des comptes rendus du congrès (tom. I, imprimé par M. Maisonville), il faut citer les suivants qui concernent plus au moins les trois départements de l'ancien Dauphiné :

CONGRÈS ARCHÉOLOGIQUE de France. *Séances générales tenues, en 1855, à Châlons-sur-Marne, à Aix et à Avignon par la Société française d'archéologie, pour la conservation des monuments historiques. — Paris, Derache; Caen, A. Hardel, 1856; in-8°, LVI et 553 pages.*

On lit dans ce volume, p. 383, une note de M. Henri Talon sur trois vases en argent, trouvés en 1852, à 30 milles de Rome, dans les eaux thermales de Vicarello. Sur chacun de ces trois vases, qui paraissent avoir eu le même usage que nos bidons militaires, était gravé l'itinéraire de Cadix à Rome avec le dénombrement des stations. Mgr l'évêque de Gap a copié, dans un voyage à Rome, une section de cet

itinéraire, depuis Apt jusqu'à Turin, et l'a fait publier dans *l'Annonciateur de Gap* (septembre 1854). Ce qui donne de l'importance à cette section, c'est qu'elle indique dans la traversée des Alpes, entre Briançon et Suse, plusieurs mutations qui ne figurent pas dans l'Itinéraire d'Antonin. Ainsi, le premier vase nomme *Druautium*, tandis que le second donne *Gruentia* et *Goesao*, et le troisième *Simas Alpes* et *Goesaeone* (1).

Quant aux stations indiquées par les vases entre Apt et Briançon, elles ne diffèrent de celles que fournit l'Itinéraire d'Antonin que par de légères variations dans l'orthographe.

Etude historique et morale sur le compagnonnage et sur quelques autres associations d'ouvriers, depuis leur origine jusqu'à nos jours, par M. C.-G. SIMON, membre de la Société académique de Nantes. — Paris, Capelle, 1853, 1 vol. in-8°, V et 466 pages.

Dans cette étude, M. C.-G. Simon, membre correspondant de l'Académie delphinale, explique ce que l'on entend dans le vocabulaire du compagnonnage par ces mots *conduite de Grenoble*.

« Cette conduite est, dit M. Simon, une cérémonie des plus humiliantes, à laquelle on soumet quelquefois un compagnon qui a mérité d'être expulsé de la société pour vol, escroquerie, aux dépens de ses camarades, ou toute autre action vraiment honteuse » (p. 150). — M. Simon ne donne pas l'origine de cette locution. Racontant l'histoire des rivalités et des rixes entre les compagnons, il cite un engagement long et meurtrier qui eut lieu en 1816 entre Vergère et Muse près de Lunel, et que dirigeait avec un certain ordre un ouvrier de Grenoble, sorti depuis peu de la garde impériale, et surnommé *Sans-Façon* (p. 50). M. Simon rappelle encore une rixe qui eut lieu à Grenoble le 15 avril 1841 (p. 55). Il ne nomme aucune ville du Dauphiné parmi les villes du tour de France.

Henri IV et le ministre Daniel Chamier, d'après un journal inédit du voyage de ce dernier à la Cour en 1607, frag-

(1) Voici ces diverses stations telles que les reproduisent les comptes rendus du congrès archéologique d'Aix :

1 ^{er} VASE.	2 ^e VASE.	3 ^e VASE.
Brigautium XVIII.	Brigautio XVIII.	Brigautio XVIII.
	Gruentia VI.	Simas Alpes VI.
Druautium XI.	Goesao V.	Goesaeone V.
Seguslonem XXIV.	Segusio XXIII.	Segusione XXIII.

ment d'histoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Charles READ, président de la Société d'histoire du protestantisme français. — Paris, Durand et Amyot, 1854, 4 vol. in-8°, 96 pages.

Daniel Chamier, ministre du Dauphiné, plus tard professeur à l'Académie de Montauban, est l'auteur d'un célèbre ouvrage de controverse intitulé : *La Panstratie catholique*. Il fut, en 1607, envoyé à la Cour pour terminer les difficultés qui s'étaient élevées au sujet de l'établissement d'une Académie protestante en Dauphiné. Il tint lui-même un journal de son voyage, que ses descendants réfugiés en Angleterre après la révocation, ont fidèlement conservé, et que l'un d'entre eux, M. Henry Chamier, a communiqué à M. Charles Read. Ce journal contient des renseignements curieux sur la politique d'Henri IV à l'égard des protestants et sur l'attitude de divers personnages influents de sa Cour. M. Read a mis ces renseignements en œuvre dans la brochure qu'il a offerte au congrès. Il a en outre publié (dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 2^e année, 1854) *in extenso* le journal de Chamier.

NOTE SUR LE CONGRÈS ARCHÉOLOGIQUE DE FRANCE.

(Voy. plus haut pag. 396, lignes 22 et suivantes.)

Les Itinéraires mentionnés dans les procès-verbaux du congrès archéologique de France en 1855, ont été découverts, au mois de janvier 1852, à Vicarello, près du lac Sabatino. Là se trouvaient, suivant toute apparence, les *Aquæ Apollinares* des anciens, si l'on en juge par les vases dédiés à Apollon et les autres antiquités qu'on y a rencontrées. Quant aux trois vases qui portent l'itinéraire de Cadix à Rome, ils sont conservés dans le *Museo Kircheriano* du Collège romain. L'itinéraire est distribué sur chacun d'eux en quatre colonnes, surmontées d'un titre qui remplit tout le contour du vase. Ces itinéraires si singulièrement placés, et trouvés dans les eaux mêmes des anciens thermes, au milieu de médailles de toutes les époques et d'ex-voto, ont été publiés par le P. Giuseppe Marchi, dans une brochure ayant pour titre : *La stipe tributata alle divinità delle acque Apollinari*, ecc., Roma, 1852, in-4°, 32 pag., avec quatre planches gravées. M. Guillaume Henzen les a reproduits dans le tom. III des *Inscriptiones d'Orelli*. (*Inscriptionum latinarum selectarum amplissima collectio, volumen tertium*, Turici, 1856, 4 vol. in-8°, pag. 23 à 27,

n° 5210.) Les numéros donnés aux trois vases répondent, suivant M. Henzen, à l'âge même des Itinéraires. Voici, d'après le texte de la collection d'Orelli, les stations nommées entre Cavaillon et Turin : il sera facile de les comparer à l'Itinéraire d'Antonin et à la carte de Peutinger :

1	2	3
ITINERARIUM A GADES ROMAM	AB GADES VSQVE ROMA ITINERARE	ITINERARE . A . GA- DES. VSQ. ROMA
.....		
CABELLIONEM...	CABELLIONE...	CABELLIONE...
deest	ADFINES XII	ADFINES XII
APTAMIVLIAM XII	APTAIVLIA X	APTAIVLIA X
CATVIACIAM XII	CATVIACIA XII	CATVIACIA XII
ALAVNIVM XVI	ALAVNIO XVI	ALAVNIO XVI
SEGVSTERONEM XXIII	SEQVSTERONE XXIII	SEGVSTERONE XXIII
ALABONTEM XVI	ALABONTE XVI	ALABONTE XVI
VAPPINCVM XVIII	VAPPINQVO XVIII	VAPPINCO XVIII
CATVRRIGOMAGVM XII	CATVRRIGOMAGI XII	CATVRRIGOMAG XII
EBVRODVNM XVII	EBVRODVNO XVII	EBVRODVNO XVII
RAMAM XVII	RAMA XVII	RAMA XVII
BRIGANTIVM XVIII	BRIGANTIO XVIII	BRIGANTIO XVIII
	GRVENTIA VI	SVMMASALPES VI
DRVANTIVM XI	COESAO V	CAESARONE V
SEGVSIONEM XXIII	SEGVSIO XXIII	SEGVSIONE XXIII
OCELYM XXVII	OCELO XX	OCELO XX
TAVRINIS XX	TAVRINIS XX	TAVRINIS XX
.....		

On trouve aussi dans le congrès archéologique de France (p. 382), une communication de M. Léon Berluc, qui signale les débris d'une ancienne villa romaine dans la commune de Dauphin (Basses-Alpes). Cette ville était sur le parcours de la voie *Aurelia*, qui subsiste encore dans le pays sous le nom de chemin *Seinet*. M. Berluc croit reconnaître dans ces ruines l'emplacement de l'ancien *Forum Neronis*.

Le congrès archéologique de France offre encore d'utiles renseignements sur deux cités anciennes, situées dans le département de Vaucluse, mais qui ont appartenu aux peuples établis autrefois dans le Dauphiné. Ces deux cités sont, Vaison, l'une des capitales des Voconces, et Aëria, ville des Cavares, aujourd'hui perdue, mais que M. Jules Courtet croit avoir retrouvée dans l'emplacement actuel de la petite

ville de Sault (sur Vaison, voir pages 413, 420, 422, 433, 439; sur Aéria, pages 427, 428, 430). Entre autres monuments de Vaison, on trouve dans les comptes rendus du Congrès l'inscription grecque et latine en l'honneur du dieu Bélus, inscription que le savant M. Léon Renier (*Mélanges épigraphiques*, pages 129 et suiv.) regarde comme le seul monument authentique, relatif à la lutte entre Septime Sévère et Clodius Albinus. — Les membres du Congrès, en visitant le musée Calvet, à Avignon, y ont aussi rencontré beaucoup d'autres antiquités qui proviennent de Vaison ou des environs, et dont ils rendent compte, entre autres, l'inscription grecque du Gaulois Segomar, p. 436 (Voir M. de La Saussaie, *Numismatique de la Gaule Narbonnaise*, p. 163; M. Augustin Deloye, *Bibliothèque de l'école des Chartes*, 2^e série, tom. IV, p. 132), et une urne très-élégante qui présente sur le goulot des caractères grecs fort lisibles, mais encore inexpliqués (pag. 140). Cette urne avait appartenu à M. de Vérone, un des fondateurs de l'Académie delphinale. Voici l'inscription grecque, telle que l'ont donnée pour la première fois au public les procès-verbaux du Congrès archéologique.

ΔΩΡ.ΔΕΔ.ΒΟΥΡΑΕ

ΛΙΝΟΣ

ΩΦΕΛ.ΕΝΤΙΜΟΤΕ

ΡΗΝ.

Ces quatre lignes ont fait jusqu'ici, d'après M. Deloye, conservateur du musée Calvet, le désespoir de nos meilleurs hellénistes.



BULLETIN

DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1858 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1859.

BUREAU POUR 1859.

Président. — M. Louis GAUTIER, avocat général.

Vice-président. — M. QUET, recteur de l'Académie de Grenoble.

Secrétaire perpétuel. — M. Ch. REVILLOUT, professeur d'histoire au Lycée impérial.

Secrétaire-adjoint. — M. Camille DE BOURNET-LAVAL.

Trésorier perpétuel. — M. MACÉ, professeur d'histoire à la Faculté des lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR 1859.

MM. Albert DU BOYS, FAUCHÉ-PRUNELLE, l'abbé GENEVEY, BURDET et LEROY.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. PHILIBERT SOUPÉ, professeur au Lycée impérial, a été nommé suppléant à la faculté de Lyon, en avril 1858.

M. LALANDE, censeur des études au Lycée impérial, a été nommé à Rouen pendant les vacances de 1858.

TOM. I.

26

M. DEYNEZ, professeur au Lycée impérial, a été nommé à St-Quentin pendant les vacances de 1858.

M. CROZET, maire de Grenoble, est décédé le 11 novembre 1858.

M. JOFFRE, docteur en médecine, est décédé le 25 novembre 1858.

M. BERTIER, ancien juge de paix, est décédé le 15 janvier 1859.

M. JALABERT, professeur à la Faculté de droit, a été élu le 10 juillet 1858, en remplacement de M. DE LEFFEMBERG, qui a changé de résidence.

M. le chanoine AUVERGNE, a été élu le 18 mars 1859, en remplacement de M. JOFFRE, décédé.

M. LESCOEUR, inspecteur de l'Académie de Grenoble, a été élu, le 18 mars 1859, en remplacement de M. LALANDE.

M. MORELLET, membre correspondant, a été élu membre résidant, le 18 mars 1859, en remplacement de M. DEYNEZ.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

M. MESNARD, vice-président du sénat, est décédé en 1858.

M. PHILIBERT SOUPÉ, ancien membre résidant, a été nommé correspondant le 7 mai 1858.

M. Louis COUSIN, de Dunkerque, a été élu le 25 juin 1858.

M. LALANDE, ancien membre résidant, a été nommé correspondant le 21 janvier 1859.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

L'Académie a décidé qu'elle se mettrait en correspondance avec la Société DUNKERQUOISE.

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1858 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1859.

Séance du 7 mai 1858.

M. MACÉ communique à l'Académie de nouveaux fragments de sa traduction de Gölmitz.

M. FAUCHÉ-PRUNELLE lit un récit ayant pour titre : *Un orage dans les Alpes briançonnaises*.

Séance du 28 mai 1858.

M. DU BOYS lit un mémoire sur l'*Extradition*.

Séance du 25 juin 1858.

M. MAIGNIEN lit une étude sur la correspondance de Lafontaine.

M. Louis COUSIN, de Dunkerque, est élu membre correspondant.

L'Académie arrête qu'elle se mettra en correspondance avec la Société DUNKERQUOISE.

Séance du 10 juillet 1858.

M. Emm. Roux lit une dissertation *sur les causes de la supériorité littéraire des Grecs sur les Romains*. Ce travail, dans lequel l'auteur essaie d'établir que les Grecs aimaient l'argent encore plus que la gloire, amène une discussion dans le sein de l'Académie. Plusieurs membres adoptent les idées de M. Roux, mais d'autres lui reprochent de trop généraliser certains faits particuliers, auxquels ils opposent des actes nombreux de désintéressement et de probité. M. Roux, sans nier ces détails honorables, persiste à penser que l'amour du gain formait le fond même du caractère national.

M. JALABERT, professeur à la Faculté de droit, est nommé membre résident en remplacement de M. DE LEFFEMBERG, qui a quitté Grenoble.

Séance du 31 janvier 1859.

L'Académie décide que, conformément à son arrêté du 13 février 1857, des notices seront faites sur MM. CROZET, JOFFRE et BERTIER, membres résidants, décédés depuis sa dernière séance, par MM. Aug. GAUTIER, Louis GAUTIER et Albert Du Boys.

M. le ministre de l'Instruction publique ayant exprimé, par une circulaire du 10 janvier 1859, le désir d'être tenu au courant de toutes les découvertes, de toutes les fondations et de tous les faits qui intéressent, au point de vue de la science, Grenoble et le Dauphiné, l'Académie, pour répondre au vœu de son Excellence, nomme une commission composée de MM. MACÉ, DU BOYS, FAUCHÉ, MAIGNIEN et BURDET. Cette commission adressera à M. le ministre, au nom de l'Académie delphinale, un rapport sur le mouvement scientifique et littéraire des trois départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, en 1859.

M. MACÉ lit une notice historique sur les chemins de fer du Dauphiné. Ce travail doit faire partie du Guide que l'auteur va publier dans la *Revue des Alpes*, fondée par M. Maisonville.

L'Académie, sur la proposition de M. le Président, décide que désormais tout président sortant sera tenu de présenter un arrêté du conseil d'administration sur les comptes du trésorier, et le bulletin imprimé des travaux de l'année.

Séance du 4 février 1859.

L'Académie procède au renouvellement partiel de son bureau et de son conseil d'administration pour l'année 1859. M. Louis GAUTIER est élu *président*; M. QUET, recteur de l'Académie de Grenoble, *vice-président*; M. DE BOURNET-LAVAL, *secrétaire-adjoint*; M. MACÉ, *trésorier perpétuel*, en remplacement de M. Casimir DE VENTAVON, démissionnaire; MM. l'abbé GENEVEY, BURDET et LEROY, *membres du conseil d'administration* pour les années 1859 et 1860.

M. HATZFELD communique à l'Académie la correspondance qu'il a échangée avec M. Damas Hinard, au sujet des idées émises par ce savant sur la formation de la langue espagnole, dans sa traduction du poème du Cid. Cette communication sera continuée.

Séance du 25 février 1859.

M. Louis GAUTIER, nommé président dans la dernière séance, adresse à l'Académie ses remerciements et lui propose diverses mesures.

A la suite de ce discours, l'Académie adopte en principe l'institution d'un concours et nomme une commission pour préparer les conditions et le sujet de ce concours.

Cette commission sera composée de MM. QUET, BURDET, Casimir DE VENTAVON, Jules TAULIER et MACÉ.

M. MORELLET, membre correspondant, commence la lecture d'un mémoire sur la *dépopulation des campagnes*.

M. Emm. Roux lit une note sur une inscription grecque publiée dans la dernière livraison du *Bulletin*.

Séance du 19 mars 1859.

M. FAUCHÉ-PRUNELLE lit un mémoire sur la *météorologie du Dauphiné*.

L'Académie élit membres résidents MM. l'abbé AUVERGNE, chanoine de la cathédrale, en remplacement de M. JOFFRE, décédé; M. LESCOEUR, inspecteur de l'Académie de Grenoble, en remplacement de M. LALANDE, qui a quitté Grenoble; M. MORELLET, membre correspondant, en remplacement de M. DRYNEZ, qui a changé de résidence.

Séance du 25 mars 1859.

M. MAIGNIEN lit des réflexions sur quelques principes de l'art.

M. MACÉ communique à l'Académie des fragments de son *Guide des chemins de fer du Dauphiné*.

Ces fragments concernent la Côte-St-André, Penol et l'église du Mottier. Au sujet de cette dernière, l'auteur fait les réflexions suivantes :

« Ce qu'il faut conserver à tout prix, ce qu'il faut bien se garder de détruire, malgré les tendances et les intentions, à ce que j'ai appris de quelques personnes du pays, c'est le chœur, qui est un des types les plus parfaits et les plus charmants de l'architecture romane secondaire. . . . Un semblable monument, placé dans une grande ville, surtout à Paris, où il en existe si peu de cette époque, serait préservé de la ruine qui le menace, surtout du marteau des démolisseurs, incapables de le remplacer, reproduit par la gravure et signalé pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire pour l'une des plus belles œuvres que l'art roman ait laissées dans notre pays, et qui, hélas! disparaissent chaque jour. Plaise à Dieu que mon cri de détresse soit entendu, et que, à une seconde visite, je trouve ce monument sauvé de l'injure des temps et de la pioche inintelligente des démolisseurs ! »

MÉMOIRES.

Lecture faite par M. Antonin Macé dans la séance du 7 mai 1858 ⁽¹⁾.

LA GRANDE-CHARTREUSE.

Dès qu'on y est arrivé, on fait connaître sa présence, soit en frappant à la porte, soit en sonnant une cloche. A l'instant même il se présente quelqu'un pour s'informer des motifs de l'arrivée, et, quand ils l'ont fait connaître, les hôtes sont immédiatement introduits. On les prie seulement de déposer, dans un petit édifice construit exprès, à droite et à l'intérieur, leurs épées qui y seront gardées jusqu'à leur départ. Pénétrant à travers une vaste cour jusqu'au couvent lui-même, ils sont conduits dans la salle destinée à chaque nation; cependant, comme la salle de la nation allemande était occupée par d'autres personnes, nous fûmes provisoirement conduits dans le réfectoire de France. Comme nous arrivions sur le soir, on alluma le vaste foyer; on dressa la table, et on apporta divers poissons cuits à l'huile et non au beurre, et pour boisson du vin rouge, mais très-âpre; et tout cela fut servi par le dépensier, sans qu'aucun moine fût présent. Après le repas, on nous montra des lits semblables à des alcôves, séparés seulement par des cloisons, entièrement clos, et dont on ouvrit les portes pour notre repos nocturne. C'est ainsi que se passa le premier jour.

Le lendemain matin, un guide se présenta pour nous conduire dans l'intérieur du monastère, et nous ajouterons ici ce que nous avons noté sur le monastère et sur les moines qui l'habitent. Le monastère est situé dans les montagnes (*les Montagnes de Carthuse* (sic), autrefois sur le territoire de la Savoie, maintenant réunies à la France par le roi François, en 1536. L'édifice en lui-même n'est pas fort étendu, ni très-remarquable

⁽¹⁾ Extrait de l'ouvrage publié par M. Macé, sous ce titre : *Le Dauphiné et la Maurienne au XVII^e siècle*. — Grenoble, 1858.

par son architecture ; il est beaucoup plus célèbre par la sainteté et l'origine de l'ordre que par sa majesté ; autrement la Grande-Chartreuse près de Milan tiendrait le premier rang ⁽¹⁾. Je me dispenserai de joindre à ceci l'histoire de l'origine de ce monastère , fondé en 1084, sous le règne du roi de France Philippe I^{er} ; elle se trouve partout, surtout dans les *Antiquités de Paris* ⁽²⁾. Bruno de Cologne est le fondateur de cet ordre et de ce monastère. Pour quels motifs et par quelle route il se rendit dans ces lieux , c'est ce que tous les auteurs apprennent. Au surplus, cette histoire, telle qu'elle se passa à Paris, est représentée dans les tableaux qui se trouvent au palais de la Chartreuse de Paris où j'ai fait de fréquentes visites pendant que j'y habitais , invité par le supérieur de cette maison, homme lettré et qui accueillait parfaitement les étrangers ⁽³⁾. Aussi je me contenterai d'ajouter ici les trois paroles du mort qui décidèrent Bruno à quitter Paris , telles qu'elles sont écrites au-dessous de l'un de ces tableaux, avec des vers remarquables sur les immuables jugements de Dieu. Les voici :

J'ai été accusé par un juste jugement de Dieu.
 J'ai été jugé par un juste jugement de Dieu.
 J'ai été condamné par un juste jugement de Dieu.

(1) Le monastère, tel que l'a vu Gölitz, n'est pas celui qui existe aujourd'hui. Celui-ci, avec ses pavillons très-élevés où se trouvent des chambres pour les voyageurs ; ses clochetons, ses chapelles, ses cellules, ses longs cloîtres, n'est pas assurément un chef-d'œuvre d'architecture, et ne présente ni harmonie ni unité. Mais l'ensemble en est très-imposant. Ajoutons qu'il ne date que de l'année 1676, époque où les anciens bâtiments incendiés furent reconstruits sous le généralat de D. Masson ; par conséquent Gölitz ne l'a pas vu. Toutefois il a dû voir le grand cloître, qui date du XIII^e siècle, dont la longueur est de 224 mètres, et qui est éclairé par 130 fenêtres ou arcades ogivales. Il est étonnant que cette merveilleuse galerie ne l'ait pas frappé. (N. du T.)

(2) Il ne peut s'agir ici des *Antiquités de Paris* de Sauval, contemporain de Gölitz, il est vrai, mais dont le célèbre ouvrage n'a été extrait de ses volumineux manuscrits qu'en 1724 ; l'ouvrage cité par notre auteur est celui de Gilles Corrozet : *Antiquités, chroniques et singularités de Paris*, qui a eu de nombreuses éditions depuis 1532, et dont celle de 1586 est très-recherchée par les bibliophiles. (N. du T.)

(3) Il est très-évident encore qu'il ne peut s'agir ici des chefs-d'œuvre de Lesueur, né seulement en 1617, à moins que Gölitz n'ait ajouté ce passage à sa seconde édition publiée en 1655, l'année même de la mort de Lesueur. (N. du T.)

Quant aux vers, ils ne sentent pas les opinions papistes ⁽¹⁾ :

Et sane ipsa Dei sententia grandis abyssus,
Qui soli detecta manent abscondita cordis.
Quos sibi delegit, vel quos privavit Olympo,
Solut habet notos, solus discrevit ab ævo.
Nos homines cæci rerum secreta videmus.
Sicut Apollineum discernit noctua lumen.

Bruno, quelque temps après, dut quitter ce monastère pour se rendre à Rome, où il était appelé par le pape Urbain II. Lorsqu'il en revint, il ne retourna pas en Dauphiné dans le monastère fondé par lui, mais il se retira dans des déserts de la Calabre, pensant qu'il serait moins libre de préoccupations s'il retournait en Dauphiné. Mais il ne put se cacher longtemps en Calabre; découvert par des chiens de chasse, il fut conduit près du comte de Calabre, qui ensuite l'estima beaucoup, attribuant infiniment à ses mérites et à ses prières ⁽²⁾. Bruno mourut le 6 octobre 1104, et on mit cette épitaphe sur son tombeau :

*Primus in hac, Christi fundator ovilis, eremo
Promerui fieri, qui tegor hoc lapide.
Bruno mihi nomen, genitrix Germania, meque
Transtulit ad Calabros grata quies nemoris.
Doctor eram, præco Christi, vir notus in orbe.
Desuper illud erat, gratia non meritum.
Carnis vincla dies octobris sexta resolvit :
Ossa manent tumulo, spiritus astra petit.*

Notre guide nous conduisit d'abord dans la chapelle du général; c'est le nom qu'on donne au prieur, parce qu'il a l'inspection générale de tous les monastères qui dépendent de cet ordre. Elle est petite, mais admirablement ornée, et les peintures de l'autel sont estimées quelques mille florins d'or.

Il nous mena ensuite dans la salle du Grand-Chapitre, c'est-à-dire dans le lieu où se réunissent tous les moines, quand ils

(1) J'ai traduit mot à mot : *versus non pontificiam redolent opinionem*. J'ai déjà prévenu que Gölitz était protestant; il a donc dû naturellement trouver quelque conformité entre ses opinions religieuses et les vers qu'il cite, dans lesquels on pourrait voir, en effet, quelque tendance vers la prédication calviniste. (N. du T.)

(2) Voir les lettres de ce comte dans les *Annales ecclésiastiques* de Baronius, t. II. (N. de l'A.)

ont à délibérer sur des questions intéressant l'ordre entier ; aussi on y voit des sièges pour chaque nation. Les murailles sont couvertes de six tableaux , dans lesquels un chartreux a peint, d'une main très-habile, l'histoire de l'ordre. Le premier tableau montre le chanoine, se levant de son cercueil, à Paris, et prononçant ces trois paroles que j'ai rappelées plus haut ; sur le bord du cercueil se tient Bruno avec d'autres, tous avec un visage pâle et effrayés par la tristesse de ce spectacle. Le second tableau montre Bruno voyant en songe sept étoiles qui annoncent les sept maisons principales de l'ordre ⁽¹⁾. Le troisième tableau représente l'arrivée de Bruno auprès de l'évêque de Grenoble qu'il vient consulter. Le quatrième montre l'évêque conduisant Bruno par la main dans cette solitude où le monastère s'élève aujourd'hui ; c'est une peinture excellente où le site des montagnes est représenté avec beaucoup d'art. Le cinquième est la construction même du monastère ; les moellons , la chaux, les pierres, le bois, les instruments des ouvriers, compas et règles, tout mérite également les louanges des artistes. Le sixième représente le cadavre de Bruno autour duquel se tiennent des moines affligés dont l'attitude prouve les regrets et l'attachement. Au-dessous se trouve cette inscription :

*Innumeris dives meritis, confectus et annis,
Extremum claudit funere Bruno diem.
Angelicæ plaudunt turmæ, reseratur olympus ;
Non moritur ; vita nobiliore viget.*

On nous conduisit ensuite dans la salle des cours, professés en français pour les novices.

Le cimetière est sans ornement et sans tombeau ; des croix de fer indiquent la sépulture des prieurs.

Le réfectoire contient deux tables et une chaire d'où l'on fait la lecture pendant le repas. Mais ce n'est que les dimanches et aux grandes fêtes de l'Eglise qu'ils se réunissent ainsi au réfectoire, observant strictement la règle et le précepte de saint Hugues, c'est-à-dire *ayant les yeux sur la table, les mains*

(1) Ici Gölnitz n'a pas compris le sens de ce tableau que Lesueur a peint également. Il fait allusion au songe de Saint Hugues, évêque de Grenoble, dans la nuit qui précéda l'arrivée de saint Bruno et de ses six compagnons.

(N. du T.)

dans leur écuelle, les oreilles au livre, le cœur à Dieu.

L'église n'est ni spacieuse ni brillante. On y voit cependant une lampe d'argent d'un grand poids, don des chartreux de Ratisbonne, avec cette inscription : *Domus Carthusiana Ratisbonæ.*

Les cellules des moines et leurs habitations, quoique intérieurement revêtues de bois de chêne, ne sont jamais infectées de punaises, ce que j'ai également vu et noté à Paris, tandis que les ouvriers et les domestiques des moines, demeurant à côté d'eux, n'en sont pas exempts. *Les Antiquités de Paris* s'expriment ainsi à ce sujet : *C'est une chose générale par tout l'ordre, que Dieu n'a point voulu que les moines de c'ordre (sic) soyent affligés et inquietez de ces puantes bestialles, appelées PUNAISES, et en a exempté toutes leurs cellules, desquelles autrement et difficilement ils se pourroient garentir, pour y avoir grande disposition, à cause qu'ils couchent vestus, n'usent point de linge, changent peu souvent d'habits, ont leurs cellules faictes de bois par dedans leurs lits, et fermés de bois au lieu de courtines, et le fouare ⁽¹⁾ de leur lit, qu'ils sont si peu curieux de changer, qu'il y en a qui ne le changent pas en vingt ans une fois ⁽²⁾.*

Occupons-nous maintenant des moines, et voyons ce que l'ordre offre de singulier. Ils ont à leur tête un *prieur* général de toutes les communautés dépendant de l'ordre. Une fois élu, à quelque communauté qu'il appartienne, quel qu'il soit, il est tenu de se rendre dans ce lieu et dans ce monastère de la Grande-Chartreuse; et, tant qu'il est à la tête de l'ordre, il ne peut sortir de ces montagnes, servant d'exemple aux autres moines qui ont choisi cette solitude. Parmi les prieurs, on trouve François Dupuy, docteur en droit, et Pierre Sardus, jurisconsulte.

En ce qui concerne les moines, nous considérerons le nombre des communautés, leurs règles de vie, la distinction des moines.

Les communautés sont divisées en dix-sept provinces, dans lesquelles on compte cent quatre-vingt-neuf monastères, et trois

⁽¹⁾ La paille.

⁽²⁾ La citation est en français dans l'original.

(N. du T.)

mille deux cents religieux et plus, comme l'écrit Azonius ⁽¹⁾. De toutes ces communautés, une fois chaque année, un moine est délégué à l'assemblée générale qui se tient dans ce lieu, ce que les moines des autres ordres n'observent pas.

Leur règle est très-austère et consiste dans ces trois points : le jeûne, les vêtements, la solitude.

Chez eux, le jeûne est perpétuel, ainsi que l'abstinence de la viande, même dans les plus graves maladies. Voilà pourquoi Navarus ⁽²⁾ soulève la question si l'ordre des Chartreux est plus austère que celui des Minimes, puisque ceux-là n'ont que trois vœux essentiels, tandis que ceux-ci en ajoutent un quatrième, savoir l'observation d'un carême continu, de telle façon qu'ils ne peuvent manger ni beurre, ni huile, ni œufs, excepté toutefois le cas de maladie, où il est permis aux Minimes de se nourrir de viande; et il conclut que l'ordre des Chartreux est plus rigoureux, parce qu'il est plus facile de se nourrir toujours de mets du carême, et quelquefois de viande quand on est malade, que de s'en abstenir continuellement. En outre, chaque vendredi, ils jeûnent au pain et à l'eau, à moins qu'ils n'obtiennent la permission du supérieur, pour se servir des mets du carême, à l'exception du fromage, des œufs et du beurre. Cette règle est si rigoureusement observée, que si les calendes de janvier, c'est-à-dire la fête de la Circoncision, tombent un vendredi, les Chartreux s'abstiennent de laitage, quoique, ce jour-là, les séculiers mangent même de la viande. Dans le principe, Bruno avait établi le jeûne au pain et à l'eau, les lundis, mercredis et vendredis; mais cette règle était trop austère, et on n'a conservé que le jeûne du vendredi, de telle façon même que, si quelqu'un des moines veut observer la règle primitive dans toute sa rigueur, il ne le peut qu'avec une autorisation de l'abbé, auquel il appartient de juger la force de chacun de ses religieux et d'imiter la discrétion du patriarche Jacob, *lequel*

(1) L. XII de *Instit. moral.* part. I. cap. 21 de *multitudine monachorum.* (N. de l'A.) — Azonius ou Azon est un célèbre jurisconsulte du XII^e siècle, dont les œuvres ont été imprimées à Spire en 1482, et qu'on est assez surpris de voir cité à propos de la situation des Chartreux au XVII^e siècle. (N. du T.)

(2) L. IV, tit. de *regularib.* L. XXX. Cons. V. (N. de l'A.) — Le docteur Navarus, ou, pour lui donner son véritable nom, Martin Azpilcueta, célèbre théologien espagnol, né en 1493, mort en 1586, auteur de nombreux ouvrages souvent imprimés. (N. du T.)

disoit : si je fay trop travailler à cheminer mes troupeaux, ils se mourront tous ⁽¹⁾.

Tous les dimanches, les frères de l'ordre sont tenus, en sortant du réfectoire et après avoir adressé leurs grâces à Dieu dans l'église, de se tenir, comme les mendiants de Jésus-Christ, à la porte du réfectoire, où chacun d'eux reçoit un pain qu'il emporte dans sa cellule et garde pour le jour suivant. Cet usage est suivi dans toutes leurs communautés, excepté celle de Paris, où, par suite du grand nombre de personnes qui la fréquentent, et dont quelques-unes pourraient être animées de sentiments de moquerie, il n'y a pas lieu d'appliquer cette règle.

Le second point est relatif aux vêtements. Ils sont en laine et appliqués à nu sur le corps, nuit et jour. La règle des Chartreux leur interdit, en effet, de porter aucun vêtement de lin ; exige qu'ils couchent sur un lit de paille, et leur défend de revêtir aucun habillement précieux. Maurice, abbé de Cluny, dit à ce sujet ⁽²⁾ : « Ils portent des vêtements sans valeur, au-dessous » de tout ce que les autres ordres religieux ont pu imaginer, » repoussant même à la vue, courts, étroits, couverts de poils, » sordides, et éloignant par cela même toute idée de gloire ou » d'amour-propre. » Cette espèce de vêtement en poil de chèvre est encore employé aujourd'hui à la Grande-Chartreuse et dans les chartreuses voisines ; mais dans les autres provinces ils sont mieux vêtus, attendu que la règle leur permet de se vêtir d'habillements confectionnés dans le pays, au moins dans certaines circonstances. L'Espagnol saint Dominique, sur le point de fonder l'ordre des Frères-Prêcheurs, alla trouver un Chartreux, le Père Basile, pour le consulter, et après avoir vu les vêtements des Chartreux, il les ordonna aux frères Jacobins, et c'est de là que vient la conformité du costume dans l'un et l'autre ordre.

Le troisième point de leur règle si austère, est la solitude. Aucun d'eux ne sort jamais du monastère, excepté le prieur et le procureur du couvent. Ils ne sortent pas non plus de leurs cellules, si ce n'est par obéissance ou par nécessité, par exemple pour se rendre à l'église ou pour aller, une fois par semaine, se

(1) Les mots en italiques sont en français dans notre auteur. (N. du T.)

(2) Lib. II, Miracul., cap. 28, de Institut. Carthus.

(N. de l'A.)

promener dans les cloîtres du monastère, dans les jardins et dans les cours entourées de murailles, afin de changer d'air, et voilà pourquoi le docteur Navarus appelle leur monastère une prison perpétuelle ⁽¹⁾. A cela s'ajouté le silence qui leur est tellement sacré que, lorsqu'ils se rencontrent, ils se saluent réciproquement, en inclinant seulement la tête, mais sans prononcer même un seul mot. La vue même des femmes leur est interdite depuis le moment où ils sont entrés dans l'ordre.

Cent moines habitent ici, divisés en *donnés* et en *convers*. Ceux-là sont des clercs, s'occupant d'études, de chants, de fonctions ecclésiastiques; ceux-ci sont des novices et des laïques, étrangers aux études, sans caractère religieux, ou bien enfin ceux qui ont été admis dans l'ordre depuis peu de temps.

Tandis que nous notons tout cela en parcourant le monastère, on nous a préparé à déjeuner dans le réfectoire, où nous étions allés dormir. Tout en mangeant, nous convînmes de la récompense à offrir au cuisinier pour le soin qu'il s'était donné; nous lui remîmes un florin, et nous adressâmes des remerciements à notre guide, qui nous conduisit à la première porte, où nous ceignîmes nos épées que l'on nous remit. Notre guide nous pria également d'inscrire nos noms sur un assez grand registre, mais seulement pour en conserver le souvenir. Nous revînmes par le chemin déjà suivi pour reprendre nos chevaux, et, arrivés à cheval à la porte d'entrée, nous offrîmes au gardien un léger présent et un affectueux adieu.

Ensuite, par une route différente et beaucoup meilleure, nous descendîmes, pour aller en Dauphiné, au village de *Sapène* ⁽²⁾, à deux mille du monastère. De ce village à Grenoble, il y a un mille et demi. A un demi-mille de ce village, nous arrivâmes à l'extrémité des montagnes, voyant sous nos pieds la *Tempé* du Dauphiné. C'est une vallée longue et large, couverte de fleurs, d'herbes, de pâturages, de jardins, divisée en deux parties par la rivière de l'Isère. La terre même sur laquelle nous

(1) Aujourd'hui, les Chartreux vont, une fois par semaine, entendre la messe et faire leurs dévotions dans les chapelles de Saint-Bruno et de Notre-Dame de *Casalibus*, situées au milieu de la forêt, au nord et environ à trois-quarts d'heure du couvent. (N. du T.)

(2) Le Sappey, à 17 kilomètres environ du couvent, à 13 kilomètres de Grenoble. (N. du T.)

marchions était toute couverte de violettes pourprées ; nous descendions à travers des vignobles où des amandiers et des pêcheurs répandaient par leurs fruits de délicieuses odeurs. Nous arrivâmes ainsi dans la ville, et nous allâmes loger à l'excellente auberge de *Sainte-Barbe*.

Lecture faite par M. Fauché-Prunelle dans la séance du 7 mai 1858.

UN ORAGE DANS LES ALPES BRIANÇONNAISES.

Par une chaude journée de la fin de juillet 1834, après avoir herborisé pendant trois jours consécutifs dans les Hautes-Alpes, je revenais du Mont-Viso à Briançon, en passant par le col des Hayes. Porteur d'une riche et abondante récolte botanique, harassé de fatigue et inondé de sueur, je gravissais péniblement le sentier rocailleux et sans ombre qui conduit du village de Brunissard à ce col. Jamais l'air si léger et si pur des Alpes briançonnaises ne m'avait paru si lourd, si accablant, si difficile à respirer. Le soleil rayonnait plus pâle et cependant plus chaud à travers une atmosphère vaporeuse d'une teinte sombre et blafarde.

J'avais déjà monté lentement et longtemps ; j'atteignais enfin le point culminant du col et cependant je ne sentais pas ces courants d'air si frais et si vifs, souvent même si froids, que l'on rencontre ordinairement à l'approche des sommités alpines. Jamais l'aspect de ce lieu solitaire, où j'étais déjà venu plusieurs fois, ne m'avait paru si sauvage et si triste ; tout semblait mort ou inanimé autour de moi, sur ce col très-peu fréquenté et alors tout à fait désert. Quoiqu'il y existe un sentier bien frayé, d'une pente douce et d'un parcours facile, les Briançonnais qui vont de la vallée de la haute Durance dans celle du Guil en Queyras, ou réciproquement, passent de préférence par le col Isoard qui est moins élevé et praticable pendant une plus grande partie de l'année ; aussi ne rencontre-t-on presque ni hommes ni troupeaux, ni traces de culture aux environs du col des Hayes, car, à cette hauteur, que les grands végétaux ne peuvent atteindre, la nature n'a qu'une végétation basse et peu abondante qui n'intéresse que le botaniste par la rareté de quelques plantes herbacées et de quelques très-petits arbustes nains ou rampants.

Là, comme à presque tous les cols resserrés des Alpes briançonnaises, on aperçoit vers l'étranglement du col et aux deux côtés du chemin, les vestiges de deux petits corps de garde, à ciel ouvert, à murs en pierres sèches, élevés à la hauteur de ceinture d'homme, construits probablement pendant les guerres du XVIII^e siècle, et destinés à recevoir des postes militaires pour défendre le passage. Un peu plus bas, on aperçoit aussi les vestiges, à niveau du sol, de deux ou trois bergeries ou chalets qui ont sans doute été écrasés par le poids des neiges ou emportés par des avalanches, et que l'on n'a pas cru devoir reconstruire dans cette localité trop élevée, trop froide et trop stérile.

Mais ce n'était pas sur ces vestiges que se portaient en ce moment mes regards et mon attention. Un sujet plus grave me préoccupait et me causait une inquiétude que l'état de l'atmosphère rendait nerveuse et comme fébrile. A peine avais-je franchi le sommet du col, que tournant les yeux vers la partie sud-ouest du ciel dont le haut de la montagne m'avait jusqu'alors caché l'aspect, j'avais aperçu, dans le lointain, de fréquentes et sinistres lueurs s'échappant, les unes en jets directs, les autres en zigzags rapides, des flancs embrasés d'un gros nuage rouge-brun qui s'avavançait vers moi, menaçant à la fois par le feu de ses éclairs et par le bruit de ses détonations.

Craignant d'être atteint par ce terrible et formidable météore, je commence à descendre rapidement vers la vallée de la haute Durance et la ville de Briançon, lorsque, à l'aspect de quelques jolies plantes alpines et calculant que quelque diligence que je fisse, je ne pourrais éviter l'orage, je me résigne à le subir et je m'arrête à herboriser.

Mais bientôt un bruit plus rapproché se fait entendre; un violent coup de tonnerre éclate soudain sur la crête de la montagne dont il fait résonner successivement tous les échos, qui le répètent en roulements longs et saccadés; puis, quelques grosses gouttes de pluie, qui tombent et rejaillissent en étoiles liquides sur les parties dénudées des rochers, m'avertissent qu'il faut songer à la retraite sans délai.

Je recommence aussitôt à descendre au pas de course, poursuivi par le nuage qui, après avoir atteint et couronné la montagne de sa sombre auréole, glisse et se déroule sur ses flancs en grandes et larges ondulations. Je marche donc, ou plutôt

je cours, sous une pluie à chaque instant plus forte et plus abondante, et au son continu de mille tonnerres qui, s'ils n'éclatent pas dans l'air très-rare de ces régions élevées avec autant de fracas que dans l'air plus dense et plus sonore des régions plus basses, n'en sont pas moins effrayants par leurs rugissements si rapprochés.

J'arrive ainsi au petit et chétif hameau des Hayes, où quelques montagnards s'abritaient sous les longues avancées des toits des rustiques chalets. Comme eux, je viens me placer sous l'un de ces abris et y attendre la fin de l'orage; mais, après environ une demi-heure d'une attente impatiente, et voyant que la pluie continuait à tomber avec trop de persistance, je me décide à braver la tempête et me remets en route d'un pas rapide et allongé.

Déjà ils disparaissent à ma vue ces chalets dont il me semble que je regrette d'avoir trop tôt abandonné l'abri protecteur, lorsque quelques grêlons, d'abord rares, puis de plus en plus nombreux, viennent se mélanger aux gouttes de pluie qu'ils remplacent bientôt exclusivement. Bientôt aussi ces grêlons, dont je commence à redouter le choc, car leur grosseur augmente d'instant en instant, tombent ou plutôt se précipitent sur le sol avec tant de vitesse et de fureur, et surtout avec tant de bruit, qu'ils semblent vouloir dominer celui de la foudre qui cependant résonne encore très-fortement dans tous les nombreux échos de la montagne. J'ai souvent essayé des orages terribles dans les Alpes; mais je n'en ai jamais vu de pareils; cependant, quelque terrible qu'il fût, je n'en étais pas encore trop effrayé, quoique j'eusse jugé prudent d'abriter ma tête contre les chocs violents et réitérés de la grêle, sous deux épais cartons renfermant plusieurs mains de papier, où j'avais déjà mis en presse une partie de ma récolte botanique des jours précédents.

Si je n'avais pas encore eu peur jusqu'alors, je suis forcé de convenir que bientôt après j'éprouvai un vif sentiment de crainte et presque de véritable terreur; car, tandis que je cheminais au milieu du tumulte déjà assez assourdissant et même menaçant du tonnerre et de la grêle, j'entendis un bruit si effroyable que je n'en connais aucun auquel je puisse le comparer, et je sentis immédiatement la montagne s'ébranler et trembler sous mes pieds, comme si elle allait s'abîmer dans ses vastes fondements.

Je tournai aussitôt mes regards vers le côté d'où venait ce fracas immense et je crus voir tout un côté de la montagne, celui qui à ma droite s'élevait presque à pic, s'écrouler dans le fond du vallon ou plutôt du ravin qui lui était inférieur.

J'aperçus, en effet, avec une stupéfaction mêlée d'admiration et d'effroi, des milliers de cascades, si rapprochées les unes des autres, qu'elles n'en formaient presque qu'une seule, précipitant de diverses hauteurs, dont quelques-unes étaient de plusieurs centaines de mètres, des torrents de grêlons, de terre, de pierres, de quartiers de rochers.

Après une durée d'environ un quart d'heure ou une demi-heure au plus, et après avoir entraîné et lancé dans l'espace tout ce qui pouvait être entraîné ou détaché de la roche vive, ces torrents, épuisés faute d'aliment, cessèrent de se précipiter en cascade, et un autre genre de spectacle s'offrit à mes yeux. Le fond du ravin, où ne coule ordinairement qu'un faible filet d'une eau claire et limpide, contenait alors et roulait lentement et majestueusement dans ses flancs un fleuve de terres boueuses, de graviers et de rochers au milieu desquels les eaux de la pluie et de la grêle fondante, disparaissant d'abord presque entièrement, finissaient par s'ouvrir peu à peu un passage; puis, cette monstrueuse veine mobile de boue et de graviers, se débarrassant successivement de ses parties les plus épaisses et les plus lourdes qu'elle n'avait plus la force d'entraîner, arrivait au-dessus d'un escarpement élevé d'où elle se précipitait de nouveau, mais en une cascade unique, avec un profond et sourd mugissement qui n'avait plus rien de menaçant.

Pendant que je considérais cette cascade d'un genre si différent de celles que l'on rencontre et admire si fréquemment dans les Alpes; pendant que je suivais des yeux le cours de cette veine jaunâtre et boueuse qui, comme un gigantesque serpent boa à moitié engourdi, tantôt se tordait dans les dures et sinueuses étreintes du ravin, tantôt glissait dans ses profondeurs, un nouveau et splendide spectacle vint s'offrir à mes regards.

Le torrent, la cascade et moi étions très-rapprochés et recouverts d'un dôme d'épaisses vapeurs, lorsque le gros nuage brun, qui vomissait encore par rafales de longues colonnes de grêle et de pluie, entr'ouvrant son flanc occidental, permit aux rayons du soleil couchant de pénétrer dans cette sorte de grotte vaporeuse et d'y venir couronner la cascade de trois superbes

arcs-en-ciel semi-circulaires et concentriques, dont les vives couleurs se réfractaient sur un fond sombre et noir avec cet éclat splendide, avec cette magnificence grandiose et céleste que la main de Dieu peut seule photographier dans ces sublimes tableaux de la nature alpine, comme pour y imprimer le sceau de sa toute-puissance.

Jamais je n'avais vu d'arcs-en-ciel aussi beaux, aussi brillants, aussi rapprochés de moi ; et plusieurs fois j'éprouvai la velléité de m'en rapprocher encore davantage et d'essayer de les toucher, comme si ces arcs aériens ne fuyaient pas toujours devant l'homme, comme s'ils ne reculaient pas toujours à cette distance qui met le rayon de réfraction en rapport direct avec le rayon visuel.

Tout commençait dès lors à présager la fin de l'orage : le tonnerre se taisait ; le nuage se dissipait en s'éclaircissant ; l'air devenait plus calme ; la pluie, qui avait succédé à la grêle, n'avait plus que quelques rares et très-petites gouttes ; les arcs-en-ciel remontaient peu à peu vers la voûte céleste, en s'agrandissant considérablement, mais aussi en perdant de plus en plus la vivacité de leur éclat et de leurs couleurs à mesure que les rayons du soleil couchant arrivaient plus purs et plus brillants, comme pour voir et éclairer davantage les ravages de la tempête.

Le chemin que je suivais était raviné çà et là et converti quelquefois en torrent, soit par les eaux pluviales, soit par les nombreux ruisseaux qui y aboutissaient ou qui le traversaient. Heureusement ce chemin était, sur le côté septentrional du ravin, tout tapissé de pelouses et de prairies ; car, si ce côté avait été aride, rocailleux et recouvert de graviers et de débris mouvants de rocher, comme le côté méridional, j'aurais sans doute été emporté et lancé dans la chute des cascades avec tant et tant de rochers plus résistants et plus lourds que moi.

Cependant j'eus bien quelques obstacles à vaincre ou à éviter ; la plupart de ces prairies, comme presque toutes celles des Alpes briançonnaises, sont sillonnées par des rigoles d'arrosage qui alors arrivaient sur le chemin en torrents rapides et furieux dont plusieurs étaient très-difficiles à traverser. Je fus donc obligé plusieurs fois de tourner la difficulté en remontant vers les parties supérieures des prairies jusqu'aux endroits où ces rigoles, plus profondes, mais plus resserrées, me permettaient

de les franchir. Plusieurs fois aussi, je fus obligé de continuer à descendre par ces prairies pour éviter les portions du chemin qui avaient été rendues impraticables; car, indépendamment de ces ruisseaux, partout où le chemin était enfoncé ou encaissé, il s'était formé de longues flaques d'eau et de boue où des troupeaux de vaches, de mulets, d'ânes et de moutons, qui fuyaient l'orage et remontaient vers les étables de leurs chalets, s'étaient enfoncés et embourbés jusqu'au poitrail et quelquefois jusqu'au cou sans pouvoir avancer ni reculer, tandis que leurs conducteurs, armés de longs et gros pieux, étaient vivement occupés à faire des brèches ou des trouées dans les berges du chemin, afin d'ouvrir des passages aux eaux et aux boues et de les faire écouler dans le ravin inférieur. Le calme et l'impassibilité de ces troupeaux ainsi embourbés contrastaient singulièrement avec l'inquiétude, l'agitation et les cris des travailleurs occupés à ce nouveau genre de sauvetage.

Pendant que je descendais ainsi, le torrent du ravin diminuait à vue d'œil; le temps recouvrait sa sérénité et son beau ciel d'azur foncé des Hautes-Alpes. Les derniers rayons du soleil couchant disparaissaient derrière les crêtes et les anfractuosités de la montagne opposée, en éclairant encore la sommité de celle que je quittais. Enfin, parvenu tout à fait au bas, je ne trouvai plus de traces apparentes de la tempête, et je pus enjammer et traverser, sans la moindre difficulté, ce qui, naguère immense torrent furieux et bourbeux, était déjà redevenu petit ruisseau presque limpide, conservant à peine une très-faible teinte de la couleur des terres de cette montagne.

Lecture faite par M. Du Boys dans la séance du 28 mai 1858.

DE L'EXTRADITION.

§ 1^{er}.

Autrefois, la multiplicité des lieux d'asile était un grand obstacle à la police sociale et à la répression des crimes. Les églises, les enceintes sacrées ou profanes, où la juridiction publique perdait ses droits, étaient comme autant de souverainetés particulières en révolte contre la souveraineté générale. Ces

asiles, qui avaient eu leur utilité quand ils étaient un refuge contre la violence, devaient être abolis quand ils n'étaient plus autre chose que des moyens d'impunité pour les grands criminels. Ce fut, en effet, la réforme qu'amena peu à peu dans chaque Etat de l'Europe ⁽¹⁾ le seul progrès de la civilisation.

Néanmoins, au XVII^e siècle, Louis XIV prétendait que le palais de son ambassadeur à Rome devait abriter les meurtriers qu'y recherchait la police pontificale. Encore aujourd'hui, chez quelques puissances barbaresques de l'Afrique et de l'Asie, les maisons de nos consuls sont des abris sacrés pour nos nationaux qui s'y réfugient.

Mais ces droits d'asile, qui d'ailleurs viennent d'être modifiés, dans les échelles du Levant, par de récents traités avec le sultan de Constantinople, sont fondés sur une fiction de droit public, encore généralement admise, savoir : que la maison d'un représentant de la France, par exemple, est censée faire partie du territoire français.

Ceci nous conduit à la question de l'asile territorial, qui est tout autre que celle de l'asile local, considéré comme lieu saint et inviolable.

On sait que plusieurs illustres cités de l'antiquité profane n'étaient autre chose que des asiles à leur origine, et que la population s'y accrut rapidement par les brigands et les malfaiteurs qui s'y réfugiaient des contrées voisines. De ce nombre furent Athènes, Thèbes et Rome ⁽²⁾.

Au surplus, le principe général de l'antiquité était l'hostilité présumée entre les nations indépendantes, et surtout entre les peuples de races et de langues différentes. *Contra hostem æterna auctoritas esto*, disait le vieux droit romain. Il n'y avait pas de droit des gens à l'égard d'un pays étranger. Pour le citoyen de Rome, les Athéniens, aussi bien que les Carthaginois, étaient des barbares, et les Quirites (membres de la curie) ne reconnaissaient à nul gouvernement *étranger* ou *ennemi*, termes alors synonymes, le droit de réclamer un criminel fugitif, qui était venu s'abriter à l'ombre du Capitole.

⁽¹⁾ Il faut en excepter l'Espagne, où le droit d'asile existe encore.

⁽²⁾ Romulus ut saxo lucum circumdedit alto;
Caillibet Huc, inquit, confuge : tutus eris.
OVID., lib. III, *Fast.*

Il put y avoir quelques exemples d'extradition parmi les diverses nations grecques ; mais ces nations étaient liées entre elles par une espèce de confédération ; elles avaient une communauté de langage, de race et de culte. Il leur était donc impossible de se traiter tout à fait de barbares, et de se mettre réciproquement en dehors du droit des gens.

Et néanmoins il fallait presque toujours en venir à une menace de guerre ⁽¹⁾ pour obtenir l'extradition d'un meurtrier ou d'un perturbateur de la paix publique. Le peuple qui consentait à cette extradition, obéissait à la crainte plutôt qu'il ne cédaît au sentiment d'un droit reconnu.

Dans le monde moderne, quand l'Empire romain tomba en dissolution, les nationalités qui se formèrent de ses débris, manifestèrent d'abord un esprit d'indépendance et d'isolement semblable à celui des Romains et des autres peuples de l'antiquité.

Chaque souverain fut alors censé accorder le droit d'asile à tous les étrangers qui se réfugiaient dans ses domaines, et qui venaient s'y placer dans la *paix du roi*. La France donnait à ces hôtes malheureux la liberté en même temps que l'asile. De là la fameuse maxime : *Fît liber quisquis solum Gallie cum asyli vice contigerit* ⁽²⁾.

Mais l'époque des croisades rapprocha les divers peuples chrétiens, et leur fit sentir les liens de solidarité et d'unité que devait établir entre eux une civilisation fondée sur les mêmes principes. Bientôt on ne regarda plus, comme étant en dehors du droit des gens, que les peuples musulmans et païens, et à quelques égards les juifs. Si les grandes scissions religieuses du XVI^e siècle ont fait craindre la renaissance du vieux droit barbare, cette crainte s'est évanouie devant nos idées de tolérance moderne, et ce principe de la liberté réciproque des cultes, passé dans le droit des gens du XIX^e siècle, semble devoir ame-

(1) « Les Lacédémoniens déclarèrent la guerre aux Messéniens, parce » qu'ils refusaient de leur remettre un meurtrier. Les Achéens menaçaient » Sparte de la rupture de leur alliance, si quelques-uns de ses concitoyens, » qui avaient attaqué une de leurs villes ne leur étaient pas livrés. » — Pausanias, lib. IV, et Livius, lib. XXXVIII, cap. 31. — Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, tom. II, p. 641.

(2) Merlin, *Questions de droit*, v^o *Etranger*.

ner une réciprocité pareille dans tous les rapports internationaux de l'Europe.

Les transformations sociales opérées par l'influence de la révolution française sur le continent, les progrès incessants du commerce, les découvertes merveilleuses des sciences et de l'industrie, changent la face du monde et menacent de troubler l'ordre public, si on ne cherche pas des ressources nouvelles pour l'affermir dans les faits mêmes qui semblent le mettre en péril. Au reste, la Providence ne peut pas permettre qu'un progrès quelconque soit acheté par une perturbation nécessaire.

§ II.

La création des chemins de fer et l'invention de la télégraphie électrique ont accompli une véritable révolution dans les relations des peuples entre eux. Nous n'avons pas à apprécier cette révolution sous le rapport économique ou commercial; mais au point de vue du droit criminel et de la police sociale, il est évident qu'elle crée une situation nouvelle dont il faut se préoccuper sérieusement. En quelques heures, l'homme qui a volé ou tué peut se transporter au bout de l'Europe; en quelques jours, au bout du monde. Suffira-t-il qu'il mette quatre à cinq cents lieues de distance entre sa personne et le théâtre de son crime, pour se dérober à toutes les recherches et pour jouir en paix des fruits de son larcin ou de son brigandage? Est-ce que les frontières disparaîtront pour les facilités du commerce et se relèveront pour opposer des barrières à l'action de la justice?

Il y aurait là une anomalie qui ne saurait subsister longtemps. Les mœurs ne peuvent pas être cosmopolites sans que les lois le deviennent à leur tour. Les intérêts commerciaux eux-mêmes, qui sont aujourd'hui une partie importante des intérêts sociaux, seraient les premiers à demander une protection judiciaire appuyée sur des règlements internationaux, et combinée de manière à être efficace pour tous les pays. Il est donc impossible que la mutualité des relations et des affaires ne finisse pas par amener la répression mutuelle des désordres publics, quels qu'ils soient.

Mais il y a pourtant à vaincre, pour arriver là, des obstacles immenses, qui tiennent aux préjugés divers des races et des peuples, aux ombrages d'un orgueil national encore trop sus-

ceptible pour se laisser éclairer facilement. Reconnaissons d'ailleurs qu'il faut savoir ménager dans une juste mesure, la souveraineté et l'indépendance respectives des Etats.

Néanmoins, si l'on compare, en matière d'extradition des criminels, par exemple, la situation où se trouve aujourd'hui l'Europe, et celle dans laquelle elle se trouvait il y a cinq ou six siècles, on ne peut se refuser à constater de grands progrès accomplis.

Autrefois, lorsqu'un brigand avait franchi la frontière, il se regardait comme à l'abri des atteintes de la justice de son pays.

Un peu plus tard, les souverains introduisirent quelquefois dans les traités, des clauses relatives à l'extradition réciproque des criminels. Mais on se bornait alors à comprendre dans cette mesure les assassins et les voleurs de grands chemins.

On fit bientôt un pas de plus, et on étendit l'extradition jusqu'aux banqueroutiers, aux faussaires et aux criminels de toute sorte, sauf aux conspirateurs ou auteurs de complots purement politiques. En un mot, les crimes de droit commun, qui intéressaient l'humanité tout entière, furent soumis à l'extradition, et on en exclut les crimes qui avaient pour but le renversement d'une certaine forme de gouvernement ou d'une nationalité particulière.

Le plus ancien traité d'extradition qui existe peut-être dans l'Europe entière, est celui qui fut passé le 4 mars 1376 entre le comte de Savoie et Charles V. Ces deux souverains, « considérant que de détestables crimes demeurent impunis par l'asile que les coupables trouvent dans leurs domaines respectifs, conviennent de se remettre réciproquement, à la première réquisition de part et d'autre, leurs propres sujets qui auraient fui la justice de leur prince en passant d'un pays dans l'autre ⁽¹⁾. » Ce traité marquerait une véritable révolution dans le droit public de la seconde moitié du moyen âge. Il détruisait l'idée

(1) *Considerantes detestabilia crimina et actus nefarios defectu remissionis delinquentium non factæ sine correctione debitâ committuntur.... omnes et singulos homines nostros nobis mediate vel immediate subjectos qui deliquerunt locis et terris.... remittere conveniunt, etc.* Coll. des ordonn., t. VI, p. 258, et Lambert, collect. de l., t. V, p. 479. On remarquera le mot *remittere* et non *extradere*. Le mot *extradition* est de création moderne.

d'inviolabilité superstitieuse qui s'attachait à l'asile territorial. Il appartenait à un de nos meilleurs rois d'honorer son nom par ce monument diplomatique.

Après lui, de pareils traités devinrent très-rares. Il y eut probablement des faits particuliers d'extradition, mais non des conventions générales. Les luttes religieuses du XVI^e siècle, comme nous l'avons dit plus haut, firent renaître entre les nations européennes des ombrages et des méfiances. Dans le XVII^e, on crut apercevoir chez Louis XIV une tendance à la monarchie universelle, et l'esprit étroit de nationalité prévalut encore contre l'esprit de cosmopolitisme chrétien. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les barrières commencent à s'abaisser entre les peuples, et qu'interviennent de nombreux traités d'extradition. Ainsi, la France stipule successivement des conventions de cette espèce avec les Pays-Bas en 1736, avec le Wurtemberg en 1759, avec l'Espagne en 1765, avec l'Autriche en 1766, avec la Suisse en 1777, avec l'Electeur de Trèves en 1778. La loi de réciprocité s'établit peu à peu avec les autres pays, à défaut de conventions spéciales et écrites.

La Restauration et le gouvernement de Juillet ont conclu vingt traités nouveaux d'extradition : la République trois ⁽¹⁾; le nouvel Empire quatre. Parmi les Etats européens, il n'y a guères que Rome et la Russie qui n'aient pas de conventions spéciales à ce sujet avec la France. Mais il ne faut pas croire que ces deux pays nous accordent moins d'extraditions que les autres. Seulement la réciprocité est implicitement admise et spontanément accordée, quand la France réclame l'extradition d'un homme accusé de quelque grand crime. Les relations que nous avons avec les Etats-Unis et avec l'Angleterre sont bien autrement difficiles; et l'extradition qui a été consentie en *droit*, par ces deux gouvernements, n'a lieu, *en fait*, que rarement, et après de longs et pénibles débats.

Pour comprendre les difficultés qui peuvent survenir dans l'interprétation de ces traités, il faut résumer les principes généraux sur lesquels se fonde l'extradition, les règles générales qui la modifient, et les conventions particulières qui en restreignent l'application.

(1) On peut en voir le détail dans la *Gazette des tribunaux*, du 23 juillet 1851.

§ III.

Un des criminalistes de notre époque qui ont le plus d'autorité, M. Faustin Hélie, a ainsi défini l'extradition : « L'acte » par lequel un Etat livre le prévenu d'une infraction commise » hors de son territoire à un autre Etat compétent pour juger » cette infraction et la punir ⁽¹⁾. »

Cette définition se rapporte sans doute au plus grand nombre de cas ; mais elle ne s'applique pas à tous. Il y a des Etats qui , par les termes mêmes de leurs conventions, ne sont point obligés à livrer un simple *prévenu* ; il faut que ce prévenu soit mis judiciairement en accusation, ou même condamné par contumace.

Quant à la compétence à l'égard des personnes, elle peut être l'objet de plus d'un litige international.

Tel est, par exemple, le cas où un Anglais, après avoir commis un crime en France, soit contre un Français, soit contre un Anglais, se réfugierait en Angleterre. Dans ce cas, le pays auquel le régnicole appartient, se charge de le faire juger : le criminel s'est replacé lui-même au lieu de sa naissance, sous la juridiction nationale. Il y retombe nécessairement : rien ne doit l'y soustraire. Cette règle est réciproque et elle a aujourd'hui triomphé parmi tous les peuples européens ; néanmoins ce n'a pas été sans quelque fluctuation qu'elle s'est établie. La France elle-même, toujours mue par des idées de justice générale plutôt que par des sentiments de patriotisme étroit, avait admis que, dans certains cas et sur le rapport du grand juge, ministre de la justice, un sujet français, prévenu d'avoir commis un crime contre des étrangers, sur le territoire d'un pays étranger, pourrait être livré à la justice de ce pays ⁽²⁾.

Mais aucune autre nation n'a paru disposée à imiter sur ce point la générosité et l'abnégation de la nation française ⁽³⁾. On

⁽¹⁾ *Traité d'instruction criminelle*, t. II, p. 639.

⁽²⁾ Voir le décret du 23 octobre 1811.

⁽³⁾ Il faut avouer pourtant qu'il y avait une raison pour que la France fût moins exclusivement jalouse de sa juridiction nationale que les autres nations. C'est qu'il y a un cas particulier où la revendication de cette juridiction équivaldrait chez elle à l'impunité du coupable. Notre Code d'instruction

considéra le décret que le gouvernement impérial avait promulgué sur ce point comme implicitement abrogé par l'art. 62 de la charte de 1814, portant que nul ne pouvait être distrait de ses juges naturels ; et par la suite, toutes les conventions d'extradition passées par la France avec les puissances étrangères ont disposé que les gouvernements contractants s'engageraient à se livrer réciproquement les individus réfugiés sur leurs territoires respectifs, *à l'exception de leurs nationaux*.

Voici d'autres points litigieux du droit international sur cette matière : 1° « Un étranger, après avoir commis un crime dans » un pays qui n'est pas le sien, se réfugie dans un autre pays » également étranger : le gouvernement du pays où ce crime a » été commis, pourrait-il s'en faire livrer l'auteur ? 2° Deux » nations réclament à la fois l'extradition du même individu » pour crimes commis successivement sur leur territoire. Comment déterminer la préférence à donner à la réclamation de » l'une ou de l'autre ? »

Quant à la première question, l'opinion qui semble avoir prévalu, c'est que le prévenu ou le condamné non sujet de l'Etat qui le réclame ne pourra être livré qu'après que son gouvernement d'origine aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition. Cette disposition se trouve dans plusieurs traités faits depuis 1847 entre diverses puissances européennes.

La dernière question n'a pas encore reçu de solution bien précise : les deux nations qui réclament le coupable lui étant toutes les deux étrangères, laquelle devra l'emporter ? Suivant quelques publicistes, ce sera celle qui aura la première demandé l'extradition ; suivant d'autres, au contraire, il faudrait se déterminer par la gravité du crime. En fait, il faut bien croire, malheureusement, que celle des deux nations qui l'emportera, ce sera, tout simplement, la plus puissante.

Enfin, la manière de procéder à l'égard de l'accusé dont l'extradition est demandée varie suivant les clauses des traités faits avec les nations étrangères. Les unes ont exigé qu'on leur pro-

criminelle ne concerne que la répression des crimes commis à l'étranger par des Français contre des Français, et garde le silence sur ceux commis par des Français contre des étrangers. — Le décret de 1811 avait sans doute pour but de combler cette lacune.

duist un arrêt de la chambre des mises en accusation ou un arrêt de condamnation par contumace; d'autres se contentent d'un mandat d'arrêt : mais, parmi ces dernières, il en est qui ne considèrent ce mandat que comme pouvant motiver l'arrestation provisoire, c'est-à-dire que si, au bout d'un certain délai, trois mois par exemple, on ne peut pas produire un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, l'accusé est mis en liberté ⁽¹⁾.

On voit dans ces diverses conventions un désir sincère de satisfaire au besoin de la répression sociale, en se prémunissant autant que possible contre les dangers de l'arbitraire.

Un sentiment différent perce dans les dispositions des traités particuliers que l'Angleterre et les Etats-Unis ont consentis sur ce sujet avec la France. C'est celui d'une méfiance nationale très-prononcée pour les formes judiciaires autres que celles qui ont été adoptées généralement par la race anglo-saxonne. Les individus accusés que réclameront ces gouvernements français, anglais, anglo-américain, pourront être livrés, « pourvu que cela n'ait lieu que dans le cas où l'existence du crime sera constatée de telle manière, que les lois du pays où le fugitif sera rencontré justifieraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime y avait été commis ⁽²⁾ ».

Il se présente ici, dès l'abord, une difficulté radicale :

L'instruction première, en France, est *inquisitoriale*, c'est-à-dire, faite d'office et secrètement par le juge d'instruction. Elle est au contraire *accusatoire*, c'est-à-dire, contradictoire et publique en Angleterre et dans l'Amérique du nord : ces peuples ne croient donc pas pouvoir admettre, sans les réviser en quelque sorte, les procédés judiciaires au moyen desquels nous établissons qu'il y a contre un prévenu des indices suffisants pour le mettre en accusation.

Ajoutez à cela qu'ils ont un tel respect pour la liberté individuelle, ils ont si fort multiplié les garanties en sa faveur, que

(1) Voir les conventions faites avec la Saxe, avec les trois grands duchés de Mecklembourg-Schwérin, de Mecklembourg-Strélitz et d'Oldembourg, et enfin avec les trois villes libres de Brême, Lubeck et Hambourg.

(2) Voir principalement le traité du 9 novembre 1843 avec les Etats-Unis. La banqueroute frauduleuse, quoiqu'elle emporte en France *peine afflictive et infamante*, n'est pas au nombre des crimes qui peuvent motiver une demande en extradition.

même la répression des crimes commis par leurs régnicoles sur leur propre sol se trouve souvent entravée et affaiblie. Que l'on juge par là de la difficulté d'obtenir justice contre des réfugiés de notre continent dont la trace a pu être momentanément perdue, et contre qui il est si difficile, si dispendieux de faire instruire en quelque sorte une nouvelle procédure à mille lieues du théâtre du crime dont on poursuit la punition ! Cela se rapporte surtout aux Etats-Unis dont nous allons d'abord nous occuper.

§ IV.

La Gazette des tribunaux a raconté en son temps un fait qui fera juger des écueils que la poursuite d'un crime peut trouver dans les entre-croisements de juridiction usités aux Etats-Unis.

« Au commencement de l'année 1844, un sieur Metzger, notaire à Sarreguemines, quitte son domicile et ne reparait plus. Après sa fuite, une instruction est commencée et se termine bientôt par une accusation de faux, de banqueroute frauduleuse et d'abus de confiance. Un sieur Joseph Karst, qui avait été une des principales victimes de sa confiance pour Metzger, prend la résolution énergique de poursuivre le coupable jusqu'à ce qu'il l'ait atteint. Après s'être muni de passe-ports et de fonds, il quitte ses parents et ses amis, et commence ses recherches ; il trouve un premier indice en lisant dans un hôtel de Sarrelouis le livre des voyageurs, sur lequel il croit reconnaître l'écriture de Metzger sous un nom supposé. Le signalement qu'on lui donne ne fait que confirmer ses soupçons ; il est sur la piste. Il parcourt successivement Mayence, Dildorff, Bruxelles, Malines, Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Londres. Dans cette dernière ville, il perd la trace du fugitif. Mais sur quelques indications qui lui sont fournies, il se rend à Anvers et s'embarque pour les Etats-Unis. Il arrive à New-York et retrouve cette écriture si connue de lui sur un registre d'auberge. Mais le nom désigné est un nom d'emprunt, et celui qui la porte a quitté New-York depuis quelque temps. Le nouvel Ulysse ne se rebute pas. Il recommence sa course à l'aventure. Il visite successivement Philadelphie, Cincinnati, Pittsburg, Louisville, Saint-Louis, Fort-Melingén, d'autres villes encore.

Il est à bout de fonds ; il travaille comme tanneur ça et là pendant quelques jours , jusqu'à ce qu'il ait assez d'argent pour continuer sa route. Enfin il arrive à Troye, où il retrouve et fait saisir son fugitif qu'il livre au consulat de France. C'est alors que , pour obéir aux prescriptions du traité, le chancelier du consulat forme une demande d'extradition devant le tribunal de police de New-York. On était alors au mois d'octobre 1846. Le défenseur de Metzger attaque à la fois la validité même du traité, les pièces produites, et la qualification du crime. Bref, il trouve moyen de parler six heures et demie sur la question. Après six jours de délai, le juge de police prononce un jugement qui ordonne l'extradition. Metzger fait appel devant la Cour fédérale. Le jugement est confirmé, et le 3 mars 1847, le président des Etats-Unis, alors M. Polk, signe l'ordre d'extradition ; mais, dans l'intervalle, les avocats de Metzger avaient obtenu pour celui-ci un acte d'*habeas corpus*, et l'affaire est portée devant la Cour de circuit. La question de droit s'agit alors de nouveau, non plus entre le tribunal américain et les agents français qui ont dû se retirer, mais entre le détenu et le président des Etats-Unis, représenté par l'attorney ou procureur général. Après une nouvelle discussion, le juge Edmunds met la cause en délibéré et rend, *au bout de sept mois et demi*, la décision que voici :

« La question à décider est celle de savoir si le président des
 » Etats-Unis a, en vertu des stipulations du traité, et sans un
 » acte exprès de la législature nationale, autorité pour livrer
 » un habitant de l'un des Etats souverains de la confédéra-
 » tion. » (Les avocats de Metzger avaient en effet soutenu que le président n'avait pas d'autorité pour agir, tant que le congrès n'avait pas pourvu par une loi à l'exécution du traité.)

« Comme il est évident qu'une telle autorité mettrait la li-
 » berté des citoyens à la discrétion du pouvoir exécutif, nous
 » avons cru inutile de résoudre tous les points du litige. Le seul
 » point sur lequel nous ayons à fonder notre opinion, c'est la
 » situation du réclamant ; or, le prisonnier se trouvant dans
 » l'état de la procédure ouverte devant les tribunaux français,
 » en état de prévention et non pas de mise en accusation ou de
 » renvoi devant une des Cours d'assises de France, la demande
 » d'extradition échappe à l'application de la convention diplo-
 » matique, laquelle ne comprend textuellement que les accu-
 » sés.

» Par ces motifs, nous disons : 1° que le prisonnier n'est pas
 » en état de mise en accusation dans le sens du traité; 2° que
 » le président ne peut ordonner l'extradition sans la sanction
 » législative et judiciaire. Nous ordonnons, en conséquence,
 » que, sans avoir égard à l'acte d'extradition décerné par le pré-
 » sident des Etats-Unis, comme nullement et incompétemment
 » rendu, Metzger sera mis immédiatement en liberté. »

« Ainsi la décision d'un simple juge se trouvait annuler en fin de compte un arrêt de la Cour fédérale et un ordre du pouvoir exécutif. L'affaire, au surplus, n'en resta pas là. Pour l'honneur des principes, l'*attorney* interjeta appel, et la Cour suprême le reçut, mais Metzger avait su mettre à profit sa mise en liberté. Il avait disparu, et l'extradition ne put s'effectuer ⁽¹⁾. »

Le gouvernement français obtint un succès plus heureux pour une autre demande d'extradition, faite contre les auteurs de la spoliation du mobilier de tout un hôtel, commise au préjudice de M^{me} de Caumont la Force ⁽²⁾. Mais il fallut, pour mener la chose à bonne fin, l'intervention active de M^{me} de Caumont elle-même, qui courut jusqu'à New-York à la poursuite de ses domestiques infidèles, et qui les fit arrêter presque au moment de leur débarquement, et pour ainsi dire en flagrant délit : il fallut aussi tout le zèle et tout le tact de nos agents consulaires, pour lutter contre les chicanes judiciaires que susciterent les accusés, dans le but de se soustraire à la juridiction française. Mais sans la présence de la personne lésée, qui était en même temps la principale accusatrice; sans sa promptitude, sa vigueur et sa fermeté, il est probable que le gouvernement français eût échoué dans sa demande.

Nous en dirons autant de l'affaire Charpentier, qui a fait dernièrement tant de bruit dans le monde judiciaire. Si les po-

(1) Article du 23 juillet 1831, par Alfred Villefort.

(2) Voir, sur cette affaire, la *Gazette des Tribunaux* des 23, 25 septembre, 2 octobre et 22 décembre 1850. Vermaitre, principal domestique de M^{me} de Caumont, alors en voyage dans le nord de l'Europe, avait supposé une procuration de cette dame pour vendre son mobilier; la vente avait eu lieu aux enchères. Vermaitre, de concert avec deux ou trois autres domestiques, avait réservé ce qu'il y avait de plus facile à emporter dans ce mobilier, comme les bijoux, l'argenterie, etc., et il était parti, le soir même de la vente, pour les Etats-Unis, après en avoir réalisé le produit.

tentats de la finance, qui administrent le chemin de fer du Nord, n'avaient pas senti combien il eût été dangereux de laisser impunis ceux de leurs employés qui les avaient trahis avec tant d'audace, s'ils n'avaient pas été en position de ne ménager ni le temps, ni l'argent ⁽¹⁾, ni les démarches de tout genre pour se faire rendre justice, il est douteux que Charpentier eût pu être amené en France, et qu'on eût pu le faire juger par un jury français.

On comprend maintenant combien il est difficile de remplir les conditions qu'exigent les Etats-Unis pour exécuter leur traité d'extradition avec la France. Que de peines pour réunir autour d'un accusé réfugié à New-York ou à Philadelphie, les éléments d'une instruction sérieuse et complète ! Que de correspondances, quelle perte de temps, que de frais pour faire citer et amener des témoins à travers les mers ! Ajoutez à cela les difficultés qui naissent de l'emploi d'une langue étrangère. Un interprète, en reproduisant les interrogatoires des accusés et les dépositions des témoins, les sépare des nuances d'accent et de physionomie qui en sont le vivant commentaire. De grandes lenteurs sont d'ailleurs le résultat nécessaire de ce genre d'instruction.

Une partie de ces inconvénients seulement existe dans nos relations avec l'Angleterre. Nous n'avons entre ses côtes et les nôtres que quelques heures de distance. Mais la fierté aristocratique de la vieille Albion a quelque chose de plus intraitable encore que les ombrages populaires de la jeune Amérique du Nord. Quand un magistrat est commis par le gouvernement anglais ⁽²⁾ pour examiner la valeur d'un mandat d'arrêt lancé

(¹) On assure que les frais de ce procès se sont montés, pour la compagnie, à environ 250,000 fr.

(²) Voici le texte du traité du 13 février 1843 dans ce qu'il a de relatif aux conditions réciproques de l'extradition pour les réfugiés des deux pays :
 « L'extradition ne sera effectuée, de la part du gouvernement français, que
 » sur l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice, et après production
 » d'un mandat d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent, émané d'un juge
 » ou d'une autorité compétente de la Grande-Bretagne, énonçant clairement
 » les faits dont le fugitif se sera rendu coupable ; et elle ne sera effectuée, de
 » la part du gouvernement britannique, que sur le rapport d'un juge ou magistrat
 » commis à l'effet d'entendre le fugitif sur les faits mis à sa charge par
 » le mandat d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent, émané d'un juge ou

par un de nos juges d'instruction, en questionnant et en interrogeant le fugitif, objet de ce mandat ; ce magistrat trouve toujours qu'il manque quelque chose aux actes judiciaires qui lui sont soumis. Il est constamment disposé à traiter notre procédure avec un superbe dédain, et à la regarder comme indigne d'un peuple libre.

Or, si on peut bien rarement obtenir du gouvernement anglais l'extradition pour les accusés de crimes de droit commun, sera-t-il bien possible de leur arracher des extraditions pour les crimes politiques qui, en recourant à l'assassinat ou autres voies de fait, se transformeront en crimes ordinaires ?

Ceci nous conduit à examiner sur quoi se fonde l'exception consentie et introduite dans le droit public européen en faveur des réfugiés politiques.

§ V.

Cette exception est fondée, il faut bien le dire, sur une idée grande et généreuse. Il ne faut pas que le feu et l'eau soient interdits, chez tout peuple civilisé, à des vaincus coupables seulement d'avoir soutenu le gouvernement de leur pays contre des vainqueurs qui l'ont renversé, ni même à des conspirateurs qui ont essayé de substituer à des institutions et à une dynastie régnantes d'autres institutions et une autre dynastie ; on doit supposer que ces tentatives avaient pour but, non de satisfaire des ambitions personnelles, mais d'améliorer les destinées du pays. Souvent c'est une question de succès qui peut changer le proscrit politique de la veille en héros du lendemain.

• magistrat compétent en France, et énonçant également d'une manière précise lesdits faits. » Il est évident qu'il n'y a pas parité dans les moyens de l'extradition respective. Le droit d'interroger le fugitif anglais, et de faire par-là même une espèce d'enquête sommaire sur les faits de l'accusation n'est point réservé à la justice française. C'est au pouvoir exécutif seul qu'il appartient d'examiner si le mandat d'arrêt ou l'acte judiciaire invoqué par le gouvernement anglais porte les caractères de l'authenticité, et de faire constater l'identité du prévenu qui est l'objet des poursuites de la justice de son pays. Au contraire, le pouvoir exécutif anglais transmet à un magistrat commis à cet effet le mandat d'arrêt lancé contre le fugitif français, et les procès-verbaux ainsi que le commencement d'information qui y sont joints ordinairement, et ce magistrat, en interrogeant le Français fugitif, exerce une espèce de contrôle sur les actes judiciaires qui lui sont soumis.

Où en serions-nous en France, si, depuis plus de soixante ans, les territoires des pays voisins s'étaient fermés pour les émigrants divers qui y ont demandé et qui y ont reçu tour à tour un asile hospitalier? Quel est le parti qui n'a pas eu lieu de bénir cette hospitalité tutélaire? Aucuns de ceux qui représentent les derniers gouvernements de notre pays ne sauraient être admis à maudire un droit qui les a protégés eux-mêmes, et à demander l'abolition d'un principe qu'ils ont naguère invoqué en leur faveur comme une inviolable égide.

Ce droit, au surplus, a été hautement proclamé par l'un des ministres du gouvernement de Juillet, qui s'exprimait ainsi dans une circulaire du 5 avril 1841 : « Les crimes politiques » s'accomplissent dans des circonstances si difficiles à apprécier, ils naissent de passions si ardentes qui sont souvent leur excuse, que la France maintient le principe que l'extradition ne doit pas avoir lieu pour fait politique. C'est une règle qu'elle met son honneur à soutenir. Elle a toujours refusé, depuis 1830, de pareilles extraditions. Elle n'en demandera jamais ⁽¹⁾. »

Oserons-nous le dire, ces raisons données contre l'extradition en matière politique, nous paraissent bien faibles. Jamais un législateur, pas plus qu'un moraliste, ne saurait soutenir qu'un crime quelconque puisse trouver son excuse ou sa justification dans l'ardeur de la passion qui l'a fait commettre. Un vol ne sera pas excusé par la passion *ardente* du gain; un meurtre, par la passion *ardente* de la vengeance!... En affirmant d'une manière tranchante une doctrine que l'on établit si mal, on a l'air de soutenir un parti pris, plutôt que de défendre les droits de la raison et de l'humanité.

Si l'on veut s'expliquer comment l'extradition doit s'appliquer aux crimes de droit commun et non aux crimes politiques, il faut en revenir aux raisons données par Vattel ⁽²⁾, par Kluit ⁽³⁾, par Martens ⁽⁴⁾ et par quelques publicistes spéciaux, à savoir, qu'un souverain ne doit pas livrer les malheureux

⁽¹⁾ Instruction ministérielle citée par M. Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, tom. II, pag. 686-687.

⁽²⁾ *Traité du droit des gens*.

⁽³⁾ *De Deditione profugorum*.

⁽⁴⁾ *Du droit des gens*.

qui se réfugient sur son territoire ; mais qu'il faut excepter de cette règle les scélérats « qui violent toute sûreté publique et se » déclarent les ennemis du genre humain. Les empoisonneurs, » les assassins, les incendiaires de profession, peuvent être ex- » terminés partout où ils sont saisis, car ils attaquent et ou- » tragent toutes les nations , en foulant aux pieds les fonde- » ments de leur sûreté commune ⁽¹⁾. »

On ne saurait donc comprendre dans cette exception les dissidents politiques qui ne compromettraient la sûreté que du pays même dont ils ont été régnicoles et dont ils sont exclus.

Néanmoins, si ces dissidents deviennent des conspirateurs à outrance, si la proximité où ils se trouvent de leur patrie qui les a bannis, leur permet de tramer des complots et peut-être de préparer des invasions ou des assassinats chez la nation qui les a reçus dans son sein, cette nation leur doit-elle la continuation d'un asile qui peut devenir dangereux pour un pays allié et voisin ?

Dans ce cas-là même, nous n'oserions pas soutenir que ces réfugiés doivent être soumis à l'extradition ; mais un gouvernement qui sait respecter ses alliances, se doit à lui-même d'employer des mesures de police locale pour empêcher ces trames si elles deviennent dangereuses pour une puissance amie, et de réprimer lui-même ces attentats s'ils éclatent, et si les auteurs sont sous la main de sa justice.

Le Gouvernement anglais, après le crime du 14 janvier, a satisfait à la seconde de ses obligations : on lui a signalé un Français réfugié depuis plusieurs années dans la Grande-Bretagne, lequel aurait aidé les auteurs de l'attentat, en leur donnant ou en leur facilitant les moyens de le commettre. Ce Français a été poursuivi suivant les règles de la procédure anglaise, comme complice avant le crime ; on n'a épargné ni l'argent ni les soins nécessaires pour compléter l'information et pour produire devant le jury toutes les preuves que comportait la cause. On a fait venir des témoins de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Italie ; huit cent mille francs ont été, dit-on, dépensés en frais de justice ; l'Attorney général et le Lord chef de justice, ont conduit l'affaire avec autant de zèle que s'il s'était agi d'un attentat con-

(1) Vattel, liv. 1^{re}, chap. 19, n° 233.

tre la reine même d'Angleterre, mais s'il a été prouvé que l'accusé avait contribué à fournir l'instrument du crime, on n'a eu que de vagues présomptions qu'il connût les projets réels des assassins. Il a pu soutenir, avec quelque apparence de vérité, qu'on lui avait dit qu'il s'agissait d'une entreprise sur l'Italie.

Peut-être aurait-on dû poser la question au jury anglais d'une manière différente. On aurait pu, en s'en référant à d'anciens statuts pénaux, demander si Bernard n'était pas coupable d'avoir commandé ou acheté *des substances explosibles avec intention de nuire*. Ce crime est qualifié de félonie d'après les lois anglaises ⁽¹⁾. Si la question avait été ainsi posée, la réponse du jury aurait été nécessairement affirmative.

Quant à l'extradition de Bernard, elle n'avait pas été ouvertement réclamée par le gouvernement français, et, à vrai dire, cette demande ne se serait pas présentée dans des circonstances bien favorables. Bernard n'était pas un criminel qui se fût échappé de France après avoir participé à une tentative d'attentat. Il habitait depuis plusieurs années le territoire de l'Angleterre, des liens s'étaient formés entre lui et le gouvernement de ce pays. Il était dans une position analogue à celle des étrangers qui acquièrent des droits civils en France. Enfin, son crime aurait été commis sur le sol anglais. Le gouvernement de ce pays le considérerait comme justiciable de ses lois, et demandait non pas à le soustraire à une punition méritée, mais à exercer sur lui son droit de juridiction. Si la France eût persisté à demander l'extradition, devant l'expression d'un tel désir de faire bonne et prompt justice, n'eût-elle pas, par là même, suspecté de la manière la plus outrageante la bonne foi de son alliée? Il n'y avait donc qu'à laisser se faire l'épreuve des institutions judiciaires de l'Angleterre. Mais si un Français, habitant actuellement la France, prenait une part personnelle et manifeste à une tentative d'assassinat sur la personne du chef de l'Etat, et qu'ensuite, échappant aux poursuites de la police, il parvînt à gagner les côtes de l'Angleterre, n'y aurait-il pas lieu, dans ce cas, de demander son extradition, et une puissance amie devrait-elle la refuser, sous prétexte que ce serait un crime politique?

(1) Voir l'ouvrage intitulé : *The criminal law and its sentences*. London, by Peter Burke, Esquire, p. 17.

La question est plus controversée qu'on ne le pense généralement : « Il suffit, dit M. Faustin Hélie, qu'un crime, même du » droit commun, ait été inspiré par un intérêt exclusivement » politique, pour que son caractère se modifie immédiatement » au point de vue du droit international; ce crime n'est plus em- » preint de cette immuable perversité qui met son auteur au » ban de toutes les nations; l'élément politique, sans l'excuser, » en atténue la portée et les dangers, il n'y a plus le même in- » térêt pour l'étranger à prêter son concours au gouvernement » offensé. Et puis, les mêmes motifs qui déniaient l'extradition » en matière purement politique, s'appliquent à ceux-ci; les » mêmes incertitudes obscurcissent le caractère des faits, les » mêmes animosités frappent la justice de suspicion : les mê- » mes passions les enveloppent et les protègent ⁽¹⁾. »

Malgré notre profond respect, pour l'un de nos plus grands criminalistes, nous ne saurions appliquer ses doctrines à l'espèce que nous avons posée ci-dessus.

L'assassinat, quel qu'en soit le motif, est toujours un crime digne de l'exécution de toute nation civilisée et chrétienne. Et certes, il ne s'amoindrit pas en frappant plus haut, il ne s'épure pas en montant.

Quoi donc ! sera-ce parce qu'au lieu de mettre en deuil une seule famille, il jettera tout un peuple dans des révolutions et des ruines inconnues, qu'un meurtre cessera d'être un crime de droit commun, un crime social ?

Si l'assassin d'un homme privé doit être mis au ban de toutes les nations, l'assassin d'un homme d'Etat ou d'un roi, ne devra-t-il donc ne rencontrer que des apologistes ou même des admirateurs ? On n'a que trop de propension de nos jours à excuser l'assassinat en matière politique. C'est une indigne et pernicieuse tendance contre laquelle il faut réagir avec force ; il faut susciter contre elle les protestations de la morale universelle, qui doit trouver sa plus éclatante expression dans ce concert des gouvernements et des peuples qu'on appelle le droit des gens.

Que l'instrument homicide se dirige contre le roi de Naples ou contre l'empereur des Français, qu'il frappe l'empereur

(¹) *Traité d'instruction criminelle*, t. 2, p. 688. Ce volume a été imprimé en 1846.

d'Autriche ou qu'il tue le duc de Parme ⁽¹⁾, peu nous importe, c'est toujours l'assassinat, le crime des lâches.

Et quant aux hommes d'Etat, qu'ils s'appellent Rossi comme le grand ministre de Pie IX, ou Joseph Leu comme l'énergique paysan de Schwitz, peu nous importe encore. Les assassins de ces hommes doivent être jugés, si cela est possible, dans les pays mêmes qui honorent et qui pleurent de telles victimes.

Et que l'on ne nous dise pas que les concitoyens de ces hommes seront des juges suspects de partialité. On ne met pas ainsi en suspicion la justice tout entière d'un pays, et quand il s'agit d'un crime aussi ignoble et aussi cruel, les dispositions des hommes, pas plus que les prescriptions de la loi, ne sauraient être trop sévères.

Quoi qu'on en puisse dire, la doctrine qui autorise le meurtre d'un adversaire ou d'un ennemi parce qu'il a un plus grand crédit, un plus grand talent, une plus grande autorité que d'autres hommes, est une abominable théorie. Nous sommes faits pour subir certaines inégalités sociales, et non pour les combattre en désespérés par le fer et le feu. Le nivellement par le poignard est un procédé sauvage qui tendrait à nous faire tomber rapidement dans la décadence et rétrograder vers la barbarie.

Donc, pour tous ceux qui voudront pratiquer cet évangile satanique conçu dans les bas-fonds de la société, point de refuge ni d'asile au sein des nations civilisées et chrétiennes; qu'elles comprennent enfin la haute solidarité qui les lie; qu'elles se livrent réciproquement ces grands criminels, et que l'extradition en matière d'assassinat politique soit hautement adoptée par le droit des gens du XIX^e siècle.

§ VI.

Ainsi, pour ce qui regarde l'extradition politique, nous admettons qu'elle ne doit avoir lieu qu'à l'égard des criminels régnicoles, et ayant quitté leur pays après leur assassinat ou leur tentative d'assassinat. Mais quant aux conspirations tramées contre le gouvernement de leur patrie, par des réfugiés, sur le

(1) On assure que les Mazziniens ont fait à la veuve de l'assassin du duc de Parme une pension considérable qui lui est exactement payée...

sol qui leur sert d'asile, le gouvernement étranger qui les a accueillis doit les réprimer par sa propre justice. Il peut aussi, par mesure de police locale, éloigner de son territoire les factieux dangereux et remuants qui compromettent la sécurité publique chez des nations voisines et alliées.

La répression des conspirateurs devient un devoir encore plus strict, lorsque les complots auxquels ils se livrent ont pour but le renversement même de la société civile, comme, par exemple, l'abolition de la famille et de la propriété. Tous les gouvernements possibles, quelle que soit leur forme, sont intéressés à punir ces crimes ou délits, qui devraient être partout l'objet de poursuites locales, ou, au besoin, d'extraditions respectivement consenties.

Dans le moyen âge, que l'on nous dépeint souvent comme une époque de divisions et de morcellement à l'infini des races et des nationalités, il y avait une puissance qui avait conservé en elle-même une organisation vigoureuse et qui servait de lien à l'Europe entière; c'était l'Eglise. Quand l'Islamisme menaçait les peuples chrétiens de l'Occident, ce fut la papauté qui les rallia dans des croisades contre l'ennemi commun. Quand une grande hérésie sociale, telle que le manichéisme des Albigeois, attaquait les fondements même de la société, la papauté réunissait des conciles ⁽¹⁾ où les gouvernements temporels étaient représentés dans une large mesure. Là les deux pouvoirs concertaient les mesures à prendre pour arrêter les ravages des sectaires. L'unité européenne se refaisait ainsi, sous la bannière de l'Eglise, en présence d'un grand danger social.

Aujourd'hui que nous vantons les progrès de nos lumières et de notre esprit cosmopolite, nous avons peine à refaire des liens nouveaux entre les diverses parties de notre vieille Europe. Le succès de cette entreprise est difficile, mais il n'est pas impossible. Les intérêts deviennent si fortement solidaires sur tout le continent, que l'unité y paraît être une nécessité absolue. Cette unité, favorisée par la rapidité des communications, se créera d'abord dans la sphère du commerce, puis dans celle du droit pénal. Il en résultera ainsi un droit des gens plus bienveillant,

(1) Tels furent le concile de Vérone en 1184, le quatrième concile de Latran, en 1215, et une foule d'autres.

et, si j'ose le dire, plus fraternel, que viendra féconder et vivifier la puissance du souffle chrétien.

Lecture faite par M. Maignien dans la séance du 25 juin 1858.

ÉTUDE SUR LA CORRESPONDANCE DE LAFONTAINE.

Il n'est pas facile de parler de Lafontaine dans un court chapitre, une espèce de résumé sur son génie et sur sa personne; ou l'on craint d'omettre quelque remarque essentielle, ou l'on a l'air de louer au hasard, ou, enfin, sans l'analyse présente de ces petits chefs-d'œuvre incomparables et l'exemple cité à propos, ce qu'il y a de plus vrai et de plus précis peut toujours avoir un air de banalité très-peu satisfaisant. Aussi n'ai-je pas l'intention de dire ici du vieux et du nouveau sur le génie même de Lafontaine et son art extraordinaire, mais de faire un simple croquis de l'homme d'après sa correspondance.

Nous n'y trouverons pas tout Lafontaine, parce que sa vie et les diverses situations où il s'est trouvé ne présentent pas des sujets suffisants à toutes les formes de poésie ou d'éloquence que réclament quelquefois les sujets de ses fables, et qu'il possédait au plus haut degré, mais seulement quand l'art l'exigeait ou pouvait s'en accommoder. Un sujet étant donné, nous parlons des fables, rien que des fables, toutes les exigences les plus délicates et les plus profondes seront servies par lui, naturellement, sans efforts, par l'heureuse nature de son génie; mais en dehors de ces circonstances, il n'aura ces diverses qualités que jusqu'à un certain point, de manière à les faire entrevoir comme possibles, sans en donner la réalité complète; ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait d'admirables élans de sentiment et d'affection, quand son cœur est aux prises avec la réalité.

Et cependant, au risque de me contredire, je ne parlerai de sa correspondance, qui est ici mon sujet, qu'après avoir, au moins en passant, dans un résumé que je regardais comme impossible, dit un mot des qualités merveilleuses de ce poète. Celle qu'on lui attribue le plus universellement est la naïveté; ce n'est pas qu'il ne soit, selon le sujet, spirituellement satirique, philosophe plein de tact et de finesse et profond par la pensée; il est vrai néanmoins que la naïveté fait le fond général de tou-

tes ses qualités. Ses méchancetés ont un air de bonhomie, sont un mélange de finesse et de candeur. Ses satires les plus vives, les plus impitoyables par l'art avec lequel il ne laisse aucune porte de salut à l'ennemi, sont sans fiel et sans âcreté, et c'est surtout ce caractère de naturel et de spontanéité que nous trouverons dans sa correspondance.

Oui, le peintre de tant de ruses, des finesses si amusantes et si vraies de maître Renard et des énormes bévues du Bouc et du Loup, n'en est pas moins presque toujours cet

..... Enfant à barbe grise
 Qui ne devait en nulle guise
 Être dupe ; il le fut et le sera toujours,
 Je me sens né pour être en butte aux méchants tours ⁽¹⁾.

Il s'agissait d'un opéra, et Lulli avait ainsi arrangé l'affaire :

Nous en ferons deux lots : l'argent et les chansons ;
 L'argent pour moi, pour toi les sons.

De là enfin la grande et risible colère de Jean Lafontaine, qui ailleurs a si bien décrit les mœurs et le bon droit de Jeannot Lapin.

Qu'on ne se trompe pas cependant à la naïveté de Lafontaine. Cette qualité signifie en général absence d'arrière-pensée ; c'est une espèce de naturel qui s'ignore lui-même, une candeur innocente jusque dans ses malices, mais il y a bien des degrés, et, chez Lafontaine, la naïveté de l'homme se transforme en un naturel exquis chez le poète.

Alors elle s'allie merveilleusement à la réflexion sur toutes choses, même sur les procédés et les ressources de l'art, sur l'étude, les méthodes, etc. ⁽²⁾, elle s'allie à la force des pensées (Vieillard et jeunes hommes), à la plus haute, la plus naturelle, la plus aimable éloquence (Paysan du Danube ; Tortue, Gazel-

⁽¹⁾ Le FLORENTIN, satire contre Lulli. A la fin, il souhaite, avec tout le genre humain, et en particulier, avec la famille de Lulli, la mort de ce musicien.

⁽²⁾ Je pris certain auteur autrefois pour mon maître,
 Il pensa me gêner ; à la fin, grâce aux dieux,
 Horace, par bonheur, me dessilla les yeux.
 Épître à Huet.

le, etc. ; deux Pigeons, etc.), où nous trouvons aussi, suivant le lieu et les circonstances, une douce et profonde sensibilité, une tendresse simple et pénétrante.

Quant à son style, il est d'une harmonie, d'une vérité, d'une proportion si parfaites, qu'on est de plus en plus étonné à mesure qu'on en comprend mieux toute la richesse et toutes les ressources : idées et style unis et reliés par un bon sens exquis ; proportion ; tous les genres d'harmonie, expressive et imitative, non-seulement des formes et des sons, mais des sentiments et des caractères ; choix parfaits de détails et de circonstances ; ton et couleur exprimant toutes les nuances du sujet ; richesse pittoresque qui met les choses en relief et dans leur vrai jour ; naturel simple et fort, excluant toute idée d'affectation ; corrélation intime de toutes les parties ; véritable création dans la peinture des caractères même les plus vulgaires ; bonheur d'expression et d'image qui fait de ses portraits des types immortels.... le tout avec une savante économie de couleurs qui double le prix de son coloris. Sans sortir de son sujet, sans paraître changer de ton, il lui arrive souvent de jeter au milieu d'une scène comique et de la plus franche gaieté, un souvenir aimable, d'une douce mélancolie ; ou bien, dans une peinture simple et naïve, un mot profond, une pensée éloquente, un vers homérique, et l'on ne s'en aperçoit qu'à la réflexion, tant c'était juste et naturel.

Avec lui, rien n'est omis de ce qui peut concourir au tableau, faire ressortir un caractère, laisser percer la vraie nature d'un personnage sous un rôle emprunté, dans des situations critiques où il reste lui-même tout en paraissant se démentir ; il nous dévoile ainsi, sans analyse, *ipso facto*, des secrets très-curieux, et les plus simples expressions, employées à propos, sont des coups de pinceau de maître, souvent des traits de génie.

J'allais me laisser aller à ces analyses, mais je m'arrête à propos. D'ailleurs, ce que nous venons de dire se rapporte aussi à notre sujet.

Lafontaine est bien l'homme que nous disons, mais sa verve et son génie sommeillent un peu, en prennant à leur aise, quand il ne s'agit que de lui-même : il est naturel, naïf, candide, aimable, et nous retrouvons ces qualités avec bien d'autres dans ses fables, mais ici il l'est autrement et c'est toujours bon à voir.

Lafontaine ne s'en fait pas accroire; il se connaît, ce qui est assez rare; même il se moque volontiers de sa propre personne, ce qui n'est pas plus commun. Par exemple, il écrit à un ami, en 1659 : « Vous vous étonnez de ce que tant d'honnêtes gens » ont été les dupes de M^{lle} Colletet, et de ce que j'y ai été moi-même attrapé. Ce n'est pas un sujet d'étonnement que ce » dernier point, *au contraire*. C'en serait un si la chose s'était » autrement passée à mon égard. Ainsi vous faites très-sage-ment de me mettre au nombre des honnêtes gens, puis- » qu'aussi bien je ne puis nier que je ne sois de celui des dupes. » Cela vous est-il nouveau ? » — Il se compare ensuite à une taupe, et cent fois plus taupe qui ne le connaît pas. Puis il reprend : « Dès que j'ai un grain d'amour.... je dis des sottises en » vers et en prose, et je serais fâché d'en avoir dit une qui ne » fût pas solennelle... »

On le voit, rien n'y manque : naïveté, grain de malice, pointe de satire, mots inattendus..... C'est déjà Lafontaine, neuf ans avant la première publication des six premiers livres des fables.

Lafontaine, marié en 1652, avait été accueilli, en 1654, par la duchesse de Bouillon, nièce de Mazarin, exilée à Château-Thierry. Il la suivit quand elle revint à Paris, et fit alors la rencontre d'un oncle de sa femme, Jannard, substitut de Fouquet dans sa charge de procureur général. Jannard le présenta au surintendant qui le nomma son poète et lui donna une pension que Lafontaine devait payer en vers. Il voua une tendre amitié et une éternelle reconnaissance à Fouquet. Aussi lors de la disgrâce du surintendant, qu'il aurait volontiers suivi à la Bastille, il publia cette fameuse élégie aux nymphes de Vaux, dans un moment où l'animosité de Colbert pouvait rendre dangereuse cette noble et poétique défense; et, voulant au moins être pour quelque chose dans la disgrâce, puisqu'il avait goûté de la faveur, il s'en alla avec Louis Jannard qu'un ordre du roi exilait à Limoges. Voilà donc notre bon Lafontaine parti; mais il se souvient alors qu'il est marié, même qu'il a un *marmot* de trois ans, et le voilà qui entame une correspondance dont plusieurs passages sont très-curieux; il dit tout ce qui lui vient, le sérieux, le naïf, le plaisant, le pathétique, tout y passe; c'est déjà Lafontaine. Et d'abord, il voit là, même occasion de compléter l'éducation de M^{me} Lafontaine : « Considérez l'utilité que ce vous

» serait, si, en badinant, je vous avais accoutumée à l'histoire,
 » soit des lieux, soit des personnes. Vous auriez de quoi vous
 » desennuyer toute votre vie, pourvu que ce soit sans intention
 » de rien retenir, moins encore de rien citer. Ce n'est pas une
 » bonne qualité pour une femme d'être savante, et c'en est une
 » très-mauvaise d'affecter de le paraître. » — Il'avait été agité
 comme à l'approche de quelque grand événement, il ajoute, à
 propos de l'ordre d'exil de *M. Jannard* : « La fantaisie de voya-
 » ger m'était entrée quelque temps auparavant dans l'esprit,
 » comme si j'eusse eu des pressentiments de l'ordre du roi. Il y
 » avait plus de quinze jours que je ne parlais d'autre chose que
 » d'aller, tantôt à St-Cloud, tantôt à Charonne, et j'étais hon-
 » teux d'avoir tant vécu sans rien voir : *Cela ne me sera plus*
 » *reproché, grâce à Dieu !* » — Il raconte alors à sa femme
 les histoires qu'on lui raconte à lui-même, par exemple, celle-
 ci, sur une fille de Poitiers : *histoire* où notre Jean trouve
 qu'il y a du bon : — « Il y a, dit-on, *sacrement* entre eux ;
 » mais la *chose est tenue* secrète. Que dites-vous de ces ma-
 » riages de conscience ? Ceux qui en ont amené l'usage n'é-
 » taient pas niais. On est fille et femme tout à la fois. — Tant
 » que l'affaire demeure en cet état, il n'y a pas lieu de s'y oppo-
 » ser ; les parents ne font point les diables ; — et s'il arrive
 » qu'on se lasse les uns des autres, il ne faut aller ni au juge ni
 » à l'évêque. » — Voilà de ces confidences dont on se passerait.
 Mais il écrit à sa femme, il ne pense pas à la postérité qui
 est curieuse, et je cite le passage, parce qu'il est bien de
 l'homme.

Enfin le voilà en pleine campagne : « *Nous avons déjà fait*
 » *trois lieues* sans aucun mauvais accident.... En vérité, c'est
 » un plaisir que de voyager ; on rencontre toujours quelque
 » chose de remarquable. Vous ne sauriez croire combien est
 » excellent le beurre que nous mangeons ; je me suis souhaité
 » vingt fois de pareilles vaches, un pareil herbage, des eaux
 » pareilles et ce qui s'en suit, hormis la batteuse qui est un
 » peu vieille. Je vous écrirai ce qui nous arrivera en chemin, et
 » ce qui me semblera digne d'être observé. » Il me semble que
 cela ne commence pas mal. — « Cependant faites bien mes re-
 » commandations à notre marmot. » En lisant cela, l'on pense
 involontairement à un certain Rat de la fable :



Un rat hôte des champs, rat de peu de cervelle,
Des lares paternels un jour se trouva soûl.

.....
Sitôt qu'il fut hors de la case,
Que le monde, dit-il, est grand et spacieux.

Il y a bien quelque différence : il s'agit d'un rat de peu de cervelle, et qui voit tout en grand. Lafontaine regarde tout avec plaisir et curiosité; il s'arrête à contempler, non un Caucase imaginaire, mais un paysage de Paul Potter. Décidément, il a l'avantage sur son rat, hôte des champs.

Dans une fable charmante, il dit avec une naïveté parfaite :

A ces mots l'animal pervers ;
C'est le serpent que je veux dire,
Et non l'homme : on pourrait aisément s'y tromper (!).

Il y a une tournure semblable dans sa lettre, mais au fond c'est tout autre chose, il s'amuse. Jugez-en : « La comtesse se »
» plaignit fort, le lendemain, des puces. Je ne sais si ce fut cela »
» qui éveilla le cocher, je veux dire les puces du cocher et non »
» celles de la comtesse; tant il y a qu'il nous fit partir de si »
» grand matin.... »

Mais à force de voyager on arrive à *Amboise*, et voici notre poète à la porte de la chambre qu'avait occupée Fouquet (château d'Amboise).

« Je demandai de la voir; triste plaisir, je vous le confesse,
» mais enfin je le demandai; le soldat qui nous conduisait n'a-
» vait pas la clef. Au défaut, je fus longtemps à considérer la
» porte, et me fit conter la manière dont le prisonnier était
» gardé. » Ici, description douloureuse en prose et en vers qu'il ne veut pas faire et qu'il fait de la chambre du prisonnier; c'est un plaisir amer qu'il a voulu goûter :

Cette plainte a pour moi des charmes.

« Sans la nuit, ou n'eût jamais pu m'arracher de cet en-
» droit. »

Ensuite, toutes sortes de descriptions, encore des vers, et :

(!) Naturel admirable qu'Hallam a le tort très-grave de prendre pour une maliserie.

« Je remets la description du château (de Richelieu) à une autre fois, afin d'avoir plus souvent occasion de vous demander de vos nouvelles, et pour *ménager un amusement* qui vous doit faire passer notre exil avec moins d'ennui. » — Cependant il ne s'oublie pas, et il voit avec un certain effroi que cette active correspondance prend sur son sommeil. Le sommeil de Lafontaine ! Il écrit à sa femme : « Il ne s'en faut pas d'un quart d'heure qu'il ne soit minuit, et nous devons nous lever demain avant le soleil, bien qu'il ait promis en se couchant qu'il se lèverait de fort grand matin. J'emploierai ce pendant les heures qui me sont les plus précieuses, à vous faire des relations, moi qui suis enfant du sommeil et de la paresse. Qu'on me parle après cela des maris qui se sont saisis pour leurs femmes ! Je prétends les surpasser tous, et que vous ne sauriez vous acquitter envers moi, si vous ne me souhaitez d'aussi bonnes nuits que j'en aurai de mauvaises, avant que notre voyage soit achevé. » — 5 septembre 1663.

Puisque nous venons de parler de Fouquet, citons ici un passage d'une lettre antérieure de quelque mois, où Lafontaine se défend avec un grand cœur du reproche d'avoir demandé *trop basement* la grâce du surintendant :

« Je viens enfin à cette apostille où vous dites que je demande *trop basement* une chose qu'on doit mépriser. Ce sentiment est digne de vous, Monseigneur, et, en vérité, celui qui regarde la vie avec une telle indifférence, ne mérite aucunement de mourir. Mais peut-être n'avez-vous pas considéré que c'est moi qui parle ⁽¹⁾ ; moi, qui demande une grâce qui nous est plus chère qu'à vous. Il n'y a point de termes si humbles, si pathétiques et si pressants, que je ne m'en doive servir en cette rencontre. Quand je vous introduirai sur la scène, je vous prêterai des paroles convenables à la grandeur de votre âme... Vous n'avez pas assez de passion pour une vie telle que la vôtre. »

Il y a dans tout cela un sentiment vrai et bien profond.

Il a trouvé le temps court d'Orléans à Amboise. Diverses discussions des voyageurs l'ont amusé. Une, entre autres, sur la théologie ; mais ici, *Jannard et moi nous nous endormîmes*. D'autres histoires, il continue :

(1) *Elégie aux nymphes de Vaux.*

« Il semblait même que le soleil se fût amusé à les entendre » aussi bien que nous ; car, quoique nous eussions fait vingt » lieues, il n'était pas encore au bont de sa traite.... Il s'était » tellement paré que M. de Châteauneuf et moi nous l'allâmes » regarder de dessus le pont. *Par ce même moyen*, je vis la » Pucelle ; mais ma foi ce fut sans plaisir ; je ne lui trouvai l'air » ni la taille d'une amazone ; l'infante Gradafillée en vaut dix » comme elle, et *si ce n'était que M. Chapelain est son chroniqueur*, je ne sais si j'en ferais mention. Elle est à genoux » devant une croix, et le roi Charles en même posture vis-à-vis » d'elle ; le tout fort chétif et de petite apparence. C'est un monumment qui se sent de la pauvreté de son siècle. »

Ce qui nous fait voir qu'en 1663, M. Chapelain est encore un grand homme ; mais, heureusement, Boileau n'est pas loin.

Il y a un petit passage assez remarquable en ce que, sans se plaindre et sans faire aucun reproche, il nous apprend, sur le caractère et les habitudes de sa femme, des détails qu'on n'aurait pas devinés. M^{me} Lafontaine, après onze ans de mariage et ayant *un marmot* de trois ans, ne savait pas s'occuper et ne lisait que des romans. « Vous ne jouez, ni ne travaillez, ni » ne vous souciez du ménage, et, hors le temps que vos bonnes » amies vous donnent par charité, il n'y a que les romans qui » vous divertissent ; c'est un fonds bientôt épuisé. Vous avez lu » tant de fois les vieux que vous les savez ; il s'en fait peu de » nouveaux, et parmi ce peu tous ne sont pas bons.... ; *ainsi vous demeurez souvent à sec...* »

Et c'est pour son instruction sérieuse et solide qu'il lui écrit la relation de son voyage dont nous venons de voir quelques échantillons. Notez que Lafontaine ne plaisante pas.

Voilà pour le caractère ; quant à la physionomie, il n'en parle pas ; mais je suppose que, louant les grâces de la duchesse de Bouillon et lorsqu'il dit à propos de ce fameux *nez troussé* :

Mais s'il arrive que mon cœur
Retourne à l'avenir dans sa première erreur,
Nes aquilins et longs n'en seront pas la cause.

je suppose qu'il donnait indirectement, et peut-être sans y penser, une partie notable du profil de M^{me} Lafontaine.

Nous ne suivons pas notre exilé volontaire dans toute son

excursion. Notre sujet n'est pas de rechercher les incidents de ce long voyage, de cette découverte du Limousin ; mais de recueillir les traits qui composent la physionomie du bonhomme. Je passe donc à d'autres lettres où il me semble voir quelques traits nouveaux avec cette qualité permanente de naturel et de laisser-aller, qui le ferait reconnaître dans le moindre billet.

Voici, par exemple, une lettre adressée à Racine, qui nous révèle, dans un aveu naïf et piquant, cette insouciance et cette paresse que nous lui connaissons ; il s'en moque, il y persévère, c'est un parti pris. Il était à Château-Thierry, et son ami, le sévère Racine, avait entendu dire que messire Jean négligeait ses affaires pour la poésie, qu'il travaillait sans cesse, qu'il n'avait que des vers en tête. Lafontaine travailler sans cesse ! C'était trop invraisemblable ; cependant, Racine l'avait cru et s'en fâchait. Notre paresseux lui écrit :

« Il n'y a de tout cela que la moitié de vrai, » et cette moitié, c'est qu'il néglige ses affaires ; mais il appelle cela autrement. « Mes affaires m'occupent autant qu'elles en sont dignes, c'est-à-dire nullement. Mais le loisir qu'elles me laissent, ce n'est pas la poésie, c'est la paresse qui l'emporte. » Ainsi, il négligeait bien ses affaires, c'est vrai, mais pour ne rien faire, ce qui était très-différent. Cependant une petite fille de huit ans lui avait adressé quelques vers de sa façon :

Quand je veux faire une chanson
Au parfait Lafontaine,
Je ne puis rien tirer de bon
De ma timide veine.

Et le *parfait Lafontaine* voyant bien qu'elle ne le laisserait point en repos qu'il n'eût écrit quelque chose pour elle, lui avait envoyé trois couplets :

Paule, vous faites joliment
Lettres et chansonnettes,
Quelques grains d'amour seulement,
Elles seraient parfaites.....

Il est donc vrai qu'il avait fait aussi des vers : mais bien peu, et il ajoute : « C'a été ma plus forte occupation depuis mon arrivée. — Voyez, Monsieur, s'il y avait là de quoi vous fâcher. » Je suppose que Racine lui a pardonné.

Lafontaine, si paresseux et insouciant, s'était cependant préoccupé, à son point de vue, des idées de Descartes et, on le comprend, de son système sur les animaux. Lafontaine est leur avocat naturel; il ne veut pas qu'on leur ôte leur *esprit* et leurs ruses si amusantes. Tout en admirant le génie du philosophe, il regimbe autant qu'il peut contre les idées de

..... Ce mortel dont on eût fait un Dieu
Chez les païens.

Il disserte avec un charme extraordinaire, il raconte des fables, il se débat pour rendre à ses chères bêtes ce que Descartes veut leur ôter; c'est à la fois une réfutation et une apothéose du philosophe. Mais, dans une simple lettre, ce n'est plus le même ton; la critique va plus loin, tourne bientôt en aimable plaisanterie. Il n'est pas fâché, d'ailleurs, de voir que Descartes n'a pas même le mérite de l'invention; il écrit en 1687 à M^{me} la duchesse de Bouillon, comme pour faire suite au discours à M^{me} de la Sablière :

« Votre philosophe a été bien étonné quand on lui a dit que
» Descartes n'était pas l'inventeur de la machine des animaux,
» et qu'un Espagnol l'avait prévenu..... Je ne laisserais pas de
» le croire, et ne sais que les Espagnols qui pussent *bâtir un*
» *château tel que celui-là*. Tous les jours je découvre ainsi
» quelque opinion de *Descartes*, répandue de côté et d'autre
» dans les ouvrages des anciens, comme celle-ci : Qu'il n'y a
» *point de couleur* au monde; ce ne sont que de *différents*
» *effets de la lumière* sur de différentes superficies. Adieu les
» lis et les *roses de nos Amintes*. Il n'y a ni *peau blanche* ni
» *cheveux noirs*. Notre *passion* n'a pour fondement qu'un
» corps sans couleur..... »

Voyez donc quel dommage et quelle désillusion que la science! Heureusement que Lafontaine s'arrête à temps.

Il aurait résisté à toutes les sciences et à tous les savants du monde plutôt que d'admirer moins la beauté aussi bien que l'esprit de la duchesse de Bouillon, par exemple, dont le pied mignon, les brunes et longues tresses, l'esprit et le *nez troussé*, ont pour lui un attrait inexprimable :

Nez troussé c'est un charme.

Alors il ne tarit pas; c'est un mélange de naïveté, d'esprit et de

malice ; il écrit à M. de Bonrepaux : « Ne trouvez-vous pas que » l'Angleterre a de l'obligation au mauvais génie qui se mêle » de temps en temps des affaires de cette princesse ? Sans lui ce » climat ne l'aurait point vue, et c'est un plaisir que de la voir » disputant, grondant, jouant et parlant de tout avec tant d'es- » prit, que l'on ne saurait s'en imaginer davantage. Si elle avait » vécu du temps des païens, on aurait déifié une quatrième » grâce pour l'amour d'elle ; » et il écrivait à cette princesse, en cette même année 1687 : « Nous commençons ici de mur- » murer contre les Anglais de ce qu'ils vous retiennent si long- » temps. Je suis d'avis qu'ils vous rendent à la France avant la » fin de l'automne, et qu'en échange nous leur donnions deux ou » trois îles dans l'Océan. » Il tient à constater qu'on ne saurait trop payer un retour si désiré ; quant à lui personnellement, il irait plus loin, et plus il paierait, mieux cela vaudrait. « S'il » ne s'agissait que de ma satisfaction, je leur céderais tout » l'Océan même. » Heureusement Louis XIV n'a jamais songé à lui confier le portefeuille de la marine et des colonies !

Un jour Lafontaine se met en train de parler de gloire, de paix et de guerre, même de politique :

« Cependant, écrit-il au prince de Conti, vous autres héros » seriez bien fâchés qu'on vous laissât vivre tranquillement, » comme si la vie n'était rien, et que *sans elle la gloire fût » quelque chose.* » Voilà bien le cri du cœur. Il désire la paix. il ose à peine la souhaiter, de peur de contrarier *son héros.* « Je vous dirai que non pas la France, mais l'Europe entière » ne peut que perdre à une guerre comme celle-ci ⁽¹⁾. » Mais il rassure Conti : « Ne vous alarmez pas sitôt de ce mot de paix ; » elle est tellement difficile à faire... » Mais, enfin, il fait pour lui des souhaits que le destin exaucera : « Je pourrai vous en- » tendre dire : *Et quorum pars magna fui.* Ce serait dom- » mage que je mourusse avant l'accomplissement de ma pro- » phétie. Non qu'on eût besoin de moi pour célébrer votre » gloire, mais j'exciterais à le faire les Malherbe et les Voiture. » Y a-t-il encore au monde des Voiture et des Malherbe ⁽²⁾ ? » Bonnes gens, je ne puis vous voir, comme dit maître Fran- » çois dans ses livres. »

(1) En 1688.

(2) Il faudrait le pluriel.

C'est une manière poétique et modeste de parler de ceux qui ne sont plus ; car, malgré leur mérite fort divers et réel, ce ne sont là ni ses maîtres ni ses modèles : au contraire ; et puis, il y a, en finissant, un souvenir, un bon souvenir à maître François (Rabelais), cela lui suffit ; ils s'entendent si bien !

Parmi les distractions de Lafontaine, il y en a une qui est remarquable entre les autres, ce qui n'est pas peu dire. Je ne veux point parler de son abri de la pluie sous un arbre, où on le trouve en passant le matin et en repassant le soir. On en rencontre beaucoup de ce genre-là dans sa vie ; mais si l'on pense qu'acceptant l'inspiration partout où elle se présentait, il était peut-être alors tout préoccupé des *Animaux malades de la peste* ou du *Paysan du Danube*, dans ces circonstances où il s'oublie lui-même et tout ce qui l'entoure, on cessera de s'en étonner. Ces distractions-là tiennent à une concentration de son génie sur un autre point, et il nous semble que l'on n'a plus qu'à vénérer en silence. Mais je veux parler d'une autre *naïveté* qu'il raconte lui-même, et dont il ne peut s'empêcher de rire un peu tout le premier.

Un dimanche, le bonhomme avait dîné chez M. d'Hervart, et il y avait rencontré une jeune personne qu'il ne connaissait pas. Il a eu bien des distractions, et il se plaint que M. d'Hervart ne l'ait pas prévenu. S'il avait su que Mlle de Beaulieu fût si belle, il serait parti avant le dîner ; mais enfin, il n'est parti qu'après. Tout préoccupé de cette vision charmante, de cette contemplation intérieure, il s'est trompé de chemin ; il errait encore à dix heures du soir par la pluie, dans la boue, rêvant, le sublime bonhomme, à Mlle de Beaulieu. Enfin, remis dans un chemin qui n'était pas le sien, mais qui au moins le conduisait quelque part, il a eu le plus mauvais gîte. « J'eus beau » dire, écrit-il à l'abbé Verger, l'oraison de saint Julien, Mlle » de Beaulieu fut cause que je couchai dans un malheureux » hameau. Elle m'a fait consumer trois ou quatre jours en distractions et en rêveries dont on a fait des comptes dans tout » Paris. Vous conterez, s'il vous plait, à la compagnie, l'Iliade » de mes malheurs, non que je veuille vous attrister.... » Et là-dessus une longue tirade de vers qui le soulage : plus de volages amours ; le voilà arrêté pour toujours par cette nouvelle Amarante ; et il compte bien faire

Quelque reine de Cythère
D'Amarante de Beaulieu.

« Vous pouvez, ajoutez-il, vous moquer de moi tant qu'il
 » vous plaira; *je vous le permets*; et si la jeune divinité qui
 » est venue troubler mon repos y trouve un sujet de se divertir,
 » je ne lui en saurai point mauvais gré. » A la bonne heure, au
 moins; voilà qui est accommodant, et je me figure que cette
 jeune adolescente de quinze ans, en voyant les ravages qu'elle
 avait innocemment causés dans un cœur de soixante-huit ans,
 aura bien ri, comme la *compagnie*, ainsi que nous l'apprend la
 réponse. Le bon abbé Berger a fait la commission, et il en rend
 compte: « Le récit de vos malheurs n'a point fait verser de lar-
 » mes. Il n'est pas jusqu'à M^{me} d'Hervart, qui, toute bonne
 » qu'elle est, n'en ait été fort divertie. Enfin, tout le monde a
 » ri, et *personne n'en a été surpris*. »

Comme on le voit, sa réputation était faite, et il le savait bien,
 puisqu'il avait souvent contribué à l'établir par ses récits et ses
 réflexions. Il écrivait à Mlle de Chanmeslay: « Mandez-moi s'il
 » (M. de Tonnerre) n'a point oublié le plus fidèle de ses servi-
 » teurs, et si vous croyez qu'à son retour il continuera de m'ho-
 » norer de ses niches et de ses brocards. » Cependant, son
 épigramme contre Boileau peut nous faire supposer que les ni-
 ches et brocards du satyrique le fâchaient sérieusement. C'est
 la seule fois, peut-être, qu'il ait été méchant; mais là, il l'est
 vraiment. Partout ailleurs, ses colères et ses invectives ne sont
 que d'amusantes mutineries. Mais arrivons enfin à une dernière
 lettre d'un autre style; nous y passons un peu brusquement et
 sans transition; cela même convient à notre poète, et c'est une
 image de sa vie.

Lafontaine, mort le 13 mars 1695, dans les sentiments d'une
 piété parfaite, écrit le 10 février de la même année à M. de
 Maucroix: « Tu te trompes, mon cher ami, s'il est bien vrai,
 » comme M. de Soissons me l'a dit, que tu me croies plus ma-
 » lade d'esprit que de corps. Il me l'a dit pour tâcher de m'ins-
 » pirer du courage, mais ce n'est pas de quoi je manque. Je
 » t'assure que le meilleur de tes amis n'a plus à compter sur
 » quinze jours de vie. (Il ne sort plus que pour aller un peu
 à l'Académie, « *afin que cela l'amuse*.) » Il a eu la veille une
 grande faiblesse. « O mon cher! mourir n'est rien; mais son-
 » ges-tu que je vais comparaître devant Dieu? Tu sais comme
 » j'ai vécu? Avant que tu reçoives ce billet, les portes de l'éter-
 » nité seront peut-être ouvertes pour moi. »

Que devient donc le vieil adage français : *que tout finit par des chansons* ? — C'est qu'on ne va pas jusqu'au bout, si l'on s'arrête à la chanson ; car en allant un peu plus loin, on trouve des tristesses, des amertumes et aussi de grandes et sérieuses choses ; témoin le plus gai et le plus insouciant des hommes, le plus simple des enfants et des poètes, amené bientôt à parler de la mort, de l'éternité, qu'il contemple avec un effroi bien naturel, laissant derrière lui des chefs-d'œuvre auxquels il ne pense guère alors, et des lettres aimables, légères, naïves, charmantes, mais qui vont jusqu'à une dernière..., où il ne s'agit plus de chansons. Mais pour ne pas finir nous-mêmes d'une manière qui aurait bien un peu son côté lugubre, nous sommes tenté de rappeler ici le mot attribué à sa garde-malade : « Dieu n'aura » jamais le courage de le damner ; *il est trop bête.* » — Nous ajoutons seulement cette variante : il est trop bon et trop grand.

Lecture faite par M. Emm. Roux, dans la séance du 10 juillet 1858.

CAUSES DE LA SUPÉRIORITÉ LITTÉRAIRE DES GRECS SUR LES ROMAINS.

Gravis præter laudem nullius avaris. (Hor., A. P., 324.)

Toutes les fois qu'il s'agit d'expliquer la supériorité des Grecs sur les Romains dans les lettres, on ne manque pas de citer ces vers d'Horace :

Gravis ingenium, Gravis dedit ore rotundo
Musa loqui, præter laudem nullius avaris :
Romani pueri longis rationibus assem
Discunt in partes centum diducere. — Dicat
Filius Albinus, si de quincunce remota est
Uncia, quid superat ? — Poteras dixisse : Triens. — Eu !
Rem poteris servare tuam. Redit uncia, quid fit ? —
Semis. — At, hæc animos ærugo et cura peculi
Quùm semel imbuerit, speramus carmina fingi
Posse linenda cedro et levi servanda cupresso ? (1)

Assurément, ce n'est pas là l'éducation des Grecs, qui se faisait toute dans Homère, comme celle des Hébreux dans la Bi-

(1) Hor., A. P., 323-333.

ble; toute, depuis l'a, b, c, jusqu'a la rhétorique, jusqu'à la philosophie que l'écrivain de la guerre de Troie enseigne mieux, au gré d'Horace (*plenius ac melius*), que Chrysippe et que Crantor ⁽¹⁾.

Néanmoins, je crains qu'Horace ne se soit fait illusion sur les causes de cette infériorité qui l'humiliait, en la mettant sur le compte de l'éducation plutôt que de la nature, comme il l'avait fait d'abord :

*Grails ingenium, Grails dedit ore rotundo
Musa loqui.*

Car, d'abord, je ne vois pas trop où se placerait le règne de cette éducation purement arithmétique. Horace lui-même ne l'avait pas subie, puisqu'il impute aux vers de l'antique Livius, et non à la règle de Trois, les corrections mémorables du sévère Orbilius. Avant lui, après lui, Tacite ou l'auteur quelconque du *Dialogue des orateurs*, nous fait voir que, dans l'éducation romaine, tout, jusqu'à la géométrie, se rapportait à l'éloquence, et Quintilien, dans la *Revue des poètes grecs et latins*, ne considère absolument que le secours dont ils peuvent être à ses rhétoriciens. Nous touchons ici du doigt la cause principale de l'infériorité littéraire des Romains, laquelle est surtout sensible en poésie. Esprits positifs, si jamais il en fût, ils s'adonnèrent à l'éloquence avec une ardeur et avec un succès comparables à ceux des Grecs, parce qu'elle leur frayait le chemin aux honneurs et à la fortune, non pas à la fortune honorable mais toujours bornée de nos plus fameux avocats, mais à celle des gouverneurs des provinces romaines : *Latrones gentium* ⁽²⁾. La parole n'était pas pour eux un art, mais un moyen d'action, et plus proprement encore une action même et qui en portait le nom : *actio, agere cum populo* se trouve communément pour *oratio, orationem apud populum agere*. La poésie, au contraire, n'étant rien de plus qu'un art qui ne menait qu'au Parnasse et ne donnait que de l'eau de l'Hippocrène, ils la laissaient dédaigneusement à leurs esclaves, à leurs affranchis, à des gens de rien, étrangers à Rome, et le

(1) Hor., Ep. 1, II, v. 1 sqq.

(2) Sall., *Fragm.* — Cf. un passage de Cic., de *Oratore*, II, 25.

plus souvent grecs d'origine, comme ils l'étaient toujours d'études et de traditions. Pour eux, ce n'eût été qu'un passe-temps puéril, et qui les eût distraits misérablement du gouvernement du monde :

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Malheureusement, ce vers cessait d'être vrai, dans le temps même que Virgile y traçait si magnifiquement les destinées du peuple-roi. Le gouvernement intérieur et extérieur de l'empire venait de passer de ses mains entre les mains d'Auguste, les foudres de l'éloquence étaient éteintes, ainsi que les fureurs des guerres civiles ⁽¹⁾, et les élections n'étaient plus qu'une comédie. Dès lors, les Romains, que ces grands objets n'élevaient plus au-dessus d'eux-mêmes, montrèrent cette âpreté au gain qui perce déjà dans le traité du vieux Caton sur l'agriculture. Vieillards et jeunes gens n'eurent plus que l'argent à la bouche :

O cives, cives, quærenda pecunia primum ;

Virtus post nummos..... ⁽²⁾.

..... Rem facias, rem

Si possis, recte ; sinon, quocumque modo, rem ⁽³⁾.

Ce sens de *res* en dit seul assez : la chose par excellence, donc l'argent, *regina pecunia*, comme l'appelle encore Horace, au nom de ses contemporains ⁽⁴⁾.

Ici je reviens au sentiment d'Horace ; mais mon dessein n'est pas non plus de soutenir contre lui le désintéressement de ses compatriotes à aucune époque, mais seulement de prouver que la raison principale de leur infériorité littéraire relativement aux Grecs, n'a pas été leur avarice, vu que les Grecs étaient encore plus avarés. Horace dit précisément le contraire : *Graius præter laudem nullius avaris*. Mais c'est là ce qui m'étonne, c'est là ce que je ne puis admettre, depuis qu'un commerce plus intime avec les enfants des Grecs, $\pi\alpha\iota\delta\epsilon\varsigma\ \tau\omega\upsilon\ \text{Ἑλληνων}$, comme ils s'intitulent encore aujourd'hui, m'a ouvert les yeux sur certains

⁽¹⁾ Maximi principis disciplina ipsam quoque eloquentiam, sicut omnia alia, *pacaverat*. (Tac., *de Orat.*, 38.)

⁽²⁾ Hor., Ep. I, 1, 53.

⁽³⁾ Id., *ibid.*, 65.

⁽⁴⁾ Id., Ep. I, 6, 37.

traits de la littérature et de l'histoire de leurs pères. Il est vrai que, largement doués d'imagination, d'esprit et d'éloquence naturelle,

Grails ingenium, Grails dedit ore rotundo
Musa loqui,

ils se plurent à déployer leurs talents et à user de leurs facultés, comme un homme sain et vigoureux aime à exercer ses membres; et ce goût pur des travaux de l'esprit les distingue glorieusement des Romains, qui ne cultivaient le leur que dans des vues d'ambition et de fortune. Mais cela ne les empêcha pas d'aimer l'argent autant et plus que les Romains. S'il était pour ces derniers la chose principale, *res*, il était pour les Grecs la chose indispensable, *χρήματα*, ce qu'il faut, *χρή*.

Unde habeas, quærit nemo; sed oportet habere (¹).

C'est que l'argent, c'est tout l'homme, *χρήματα, χρήματ', ἄνθρωπος*, dit Théognis, et il le prouve bien, quoique moraliste, par ses éternelles doléances sur la confiscation de ses biens. Telle était à leurs yeux cette nécessité de l'argent, qu'à consulter encore leur langue, l'intérêt a été la première source de leur astuce inépuisable, puisque *κέρδος*, *gain*, signifie aussi *fourberie*, et *κέρδιον*, *renard*, et *κερδαλίος*, *rusé*. Homère aime cette synonymie, et son Ulysse la pratique en digne petit-fils de cet Autolykus qu'il vante comme le premier voleur et le premier parjure de son temps et de son pays (²)! Le bon Homère abonde en témoignages naïfs de la cupidité de sa nation, et à toutes les sciences dont les anciens l'ont nommé le père, ils auraient pu joindre celle du calcul. Pour n'en citer qu'un exemple sur mille véritablement, lorsque le Lycien Glaucus, reconnaissant dans Diomède un hôte de sa famille, consent à l'échange d'armes que le Grec lui propose, sous prétexte d'amitié, Homère, au lieu d'admirer sa générosité, observe que Jupiter lui avait troublé la cervelle, puisque ses armes étaient d'or et celles de Diomède d'airain (³).

(¹) Juven., XIV, 207.

(²) Hom., Od. XIX, 396.

(³) Id., Iliad. VI, 230 sqq.

Il est des gens avec lesquels aucun commerce n'est lucratif,
mais surtout le commerce d'amitié :

Timeo Danaos et dona ferentes.

Et comment ne pas les craindre, alors plus que jamais, quand Aristophane fait dire à un bourgeois d'Athènes : « Donner n'est pas dans nos mœurs ; prendre et rien que prendre, à la bonne heure ⁽¹⁾ ! » Un Athénien rentre-t-il chez lui, dit le même auteur, il appelle ses esclaves et leur demande : « Qui a mangé la tête de l'anchois ?... Où est ma gousse d'ail d'hier ?... Qui a écorné mon olive ⁽²⁾ ? » Vous jugez bien que dans la patrie d'Harpagon, ce ne sont pas les seuls traits que l'avarice ait fournis à Aristophane et à ses confrères. Les comiques, suivant la remarque d'un de nos plus savants collègues, ont plus de trente mots différents pour désigner un avare ⁽³⁾. Aristote remarque que c'est une des passions qui revêtent le plus de formes ⁽⁴⁾, et Théophraste, son disciple et son imitateur, a décrit quatre sortes d'avarice, sans compter tous les détails de ce genre qu'il a mêlés à ses autres caractères.

Mais, dira-t-on, cette passion n'infectait que le commun des Grecs, et les grands génies dont parle Horace, n'ont aimé que la gloire. Et Simonide ? et Pindare ? et tous ces grands maîtres d'éloquence dont Socrate combattit les folles prétentions ? Heureuse encore la Grèce, si ses enfants s'étaient contentés de tirer de leur talent un tribut légitime, bien qu'exorbitant. Mais de ses orateurs, les uns se vendaient à une cité rivale, les autres, à la Macédoine, les autres, à la Perse. Démosthènes lui-même acceptait l'or du grand roi, en se disant que ce n'était pas trahir son pays, tant que ses intérêts étaient liés avec ceux de son ancien ennemi. Il arrivait encore aux Grecs de faire leur devoir, mais, de délicatesse, ils ne s'en avisèrent jamais, et ils n'en avaient pas même le nom dans leur langue. Cependant Thucydide rapporte un procédé très-délicat des quatre cents envers les sénateurs de la fève, quand ils les chassèrent de

(1) Aristoph., Eccles. 778.

(2) Gren., 980.

(3) Stiévenart, trad. de Théophr., notes sur le ch. X.

(4) Arist. Ethiq., Nicom. IV, 3.

leur sièges⁽¹⁾. Nos révolutionnaires n'ont plus tant de conscience. Ils s'étaient munis de la rétribution qui revenait aux sénateurs pour tout le temps qu'il leur restait à siéger, et à mesure qu'un sénateur sortait, ils lui remettaient sa part en beaux deniers comptants. Ils savaient bien que pour l'honneur, les sénateurs les en tiendraient quittes aisément. Chez les hommes de guerre, même mépris de l'honneur au prix de l'argent. Il serait long autant qu'inutile, de vous retracer l'histoire de leurs trahisons, depuis Thémistocle. Qu'il me suffise de vous rappeler le mot de Philippe, qui se faisait fort d'emporter les citadelles les plus inexpugnables, pourvu qu'on pût y faire monter une bourrique (*asellus*) chargée d'or ⁽²⁾. Et, en effet, comme dit Valère-Maxime, il acheta la Grèce plutôt qu'il ne la conquit ⁽³⁾.

La religion elle-même devint de bonne heure une marchandise entre les mains des prêtres et des prêtresses de la Grèce. Déjà Hérodote cite deux exemples de la vénalité des oracles; Diodore en rappelle un troisième, et quand, enfin, Démosthènes, indigné des trafics de la Pithie, eût le courage de dire qu'elle *philippisait*, il n'étonna personne que par sa franchise ⁽⁴⁾.

C'en est assez, je pense, pour prouver que les Grecs aimèrent autre chose que la gloire, si ardemment qu'ils l'aient aimée; et je me crois en droit de renvoyer l'éloge d'Horace à la prochaine édition des *Beautés de l'histoire grecque* pour leur servir d'épigraphe. Quant au poète latin, ou il dormait, *quando bonus dormitat* HORATIUS, ou il aura voulu réparer les injures et les mépris que ses concitoyens ne cessaient de déverser sur les Grecs.

On pourrait consulter encore sur cette matière Pauw (*Recherches philosoph. sur les Grecs, et particulièrement sur l'avidité du butin, la cupidité des Spartiates, et la corruption des juges dans les jeux publics de la Grèce*).

(1) Thucid. VIII, 69.

(2) Cic. ad Attic., I, 16. Hor., Od. III, XVI, 13.

(3) Val.-M., VII, 2, 10.

(4) Herod. V., 70-72; VI, 66. Diodor. XIV, 4; B. Constant, *Du Polythéisme*, liv. IV, ch. VIII.

Discours de M. Louis Gautier, séance du 25 février 1859.

Messieurs,

Je vous remercie de l'honneur que je reçois de vos trop bienveillants suffrages. Quelque assiduité à vos séances, un concours plus empressé qu'actif à vos travaux, un dévouement sincère à l'œuvre de cette Académie, sont les seuls titres que je pouvais avoir à vos sympathies; vous en avez fait des titres à votre confiance. Vous avez voulu plus intimement m'associer à ce noble commerce des sciences et des lettres, où les esprits élevés qui les cultivent communiquent leur gloire à ceux qui accompagnent leurs triomphes et applaudissent à leurs succès. Mais plus je suis sensible à la flatteuse mission que vous me donnez, plus je dois me préoccuper du devoir qu'elle m'impose. Je sais combien votre indulgence me la rend douce et facile. Je sais aussi tout ce que je trouverai de précieuses ressources dans le zèle et le savoir de notre secrétaire perpétuel. Mais la distinction avec laquelle ceux qui m'ont précédé sur ce siège l'ont remplie, oblige le successeur qui, même en les suivant de loin, veut être digne d'eux, et comme eux digne de vous. Ma tâche sera d'imiter leurs exemples, et surtout ceux du dignitaire éminent de l'Université que vous avez été heureux de voir à votre tête durant l'année qui vient de s'écouler. Je suis l'organe de vos sentiments comme des miens en lui exprimant ici notre commune gratitude pour la sollicitude éclairée et l'exquise aménité qui ont marqué son trop court passage au fauteuil de votre présidence. Il nous a apporté les traditions et les usages des grandes Académies, nos sœurs aînées et nos modèles; il a éclairé de nouvelles lumières la route ouverte à nos efforts. Je rencontrerai dans ses conseils et dans sa collaboration, au bureau où vous l'avez maintenu, une assistance dont je sens d'avance tout le prix, et j'espère, avec l'Académie, qu'il nous réserve des communications que nous fait vivement désirer son autorité dans la science.

Nos réunions de cette année paraissent, Messieurs, s'inaugurer sous de favorables auspices, et nous promettent d'entretenir ces échanges d'érudition, de saine philosophie et de goût

littéraire qui en font l'intérêt et le charme. De nombreuses lectures nous sont annoncées et multiplieront avec nos séances nos studieux loisirs. De nouveaux collaborateurs ne tarderont pas à remplacer les membres que la mort nous a ravés ou qu'ont éloignés de nous des changements de situation ou de résidence. — La publication de notre Bulletin est entrée dans une voie d'amélioration et d'exactitude; elle arrivera bientôt à reproduire nos travaux avec toute l'actualité désirable. Après les effets saisissants de la parole communiquée, qui éveille, étonne, captive l'intelligence, et livre la pensée au courant des impressions qui l'entraîne, la publication qui nous permet de recueillir dans le calme de la lecture de récents souvenirs, et de reprendre une étude, moins sollicitée, mais plus réfléchie, est l'indispensable couronnement de nos travaux. Elle en devient aussi l'encouragement, et ce n'est qu'au prix de la régularité que nous devons compter sur l'active collaboration des hommes distingués que nous possédons dans nos rangs. — C'est à ce but que nos efforts doivent tendre, et notre situation financière, que vous connaissez, nous donne les moyens de l'atteindre. — Il faut que le commencement de chaque trimestre dépose en nos mains et dans celles du public l'œuvre du trimestre précédent.

Il est un autre encouragement que nous devons donner à nos lectures: c'est notre assiduité à venir les entendre. L'attention collective d'un auditoire nombreux est pour les productions de l'esprit une excitation souveraine. — C'est ce qui fait l'attrait des réunions académiques, c'est ce qui en assure le succès. Soyons donc, autant que possible, Messieurs, assidus à nos séances; nous y trouverons les agréments d'un repos sans oisiveté stérile, et nous contribuerons tous, auditeurs et lecteurs, au lustre de notre société.

Mais le but des Académies ne doit pas être seulement de concentrer dans leur sein d'utiles travaux et de les recueillir pour leur unique usage et la satisfaction individuelle de leurs membres. C'est sans doute déjà pour l'écrivain une heureuse fortune que d'avoir autour de lui un auditoire d'élite; c'est pour tous les membres d'une association littéraire, une attrayante et fructueuse occupation que d'écouter et de relire ensuite des œuvres variées; c'est une institution d'un haut intérêt que celle de ces sanctuaires privilégiés, élevés à l'honneur des sciences et des lettres, afin d'en garder les traditions et les principes.

Mais pour que leur destination soit complète, que le vœu de leur formation soit satisfait, il faut que leur action s'étende au dehors, que leur influence rayonne autour d'elles, qu'elles aient avec le public des communications où s'épanchent les trésors qu'elles ont amassés pour lui.

Cette action extérieure des sociétés littéraires a plus d'un moyen de s'exercer.

Elles choisissent sur divers points des membres correspondants qu'elles mettent en rapport avec elles. L'Académie delphinale a des correspondants nombreux et distingués, avec lesquels elle doit désirer d'avoir des relations plus suivies.

Elles ont des sociétés correspondantes qui reçoivent leurs publications, dont elles reçoivent à leur tour les Mémoires. Nous sommes en correspondance avec cinq Académies étrangères, et, en France, avec trente-trois sociétés savantes, dont vingt-sept départementales, depuis le Calvados jusqu'aux Bouches-du-Rhône, depuis le Bas-Rhin jusqu'à la Gironde. Nous devons nous efforcer d'entretenir et d'accroître ces intéressantes communications.

Nous avons la publicité de notre Bulletin, qui peut s'étendre avec le mérite même des œuvres publiées.

Indépendamment de ces moyens d'expansion, les sociétés académiques en ont d'autres dont nous n'avons point encore tout à fait naturalisé l'usage parmi nous. Elles ont l'admission des correspondants et même des étrangers à leurs réunions, les séances solennelles et publiques, des prix décernés.

Nos règlements, loin d'exclure l'usage de ces moyens, l'autorisent, au contraire. Nos correspondants sont admissibles à nos séances, bien qu'ils usent peu de cette faculté et de celle de nous donner des lectures, conférée également aux étrangers sous certaines conditions déterminées.

Les séances solennelles et publiques n'ont point eu lieu depuis longtemps dans cette Académie, notamment depuis sa reconstitution, en 1836; — mais elles étaient dans la pratique de nos prédécesseurs. — La Société des sciences et des arts, successivement Académie delphinale, avait des séances publiques dès son origine. Elle en a eu durant la seconde période de son existence, au sortir de la révolution. Nous pourrions reprendre cet usage, qui signalerait plus spécialement au public notre marche et nos travaux. Une séance annuelle, où seraient con-

voquées les personnes que leur position, leurs études, leur rang dans le monde intéressent plus vivement à la science et à la littérature, serait une innovation heureuse dans les habitudes actuelles de l'Académie. Elle aurait surtout de l'opportunité, si des prix pouvaient y être proclamés. Peut-être aurons-nous plus tard l'occasion d'introduire cette institution dans nos usages.

L'établissement d'un prix à décerner aurait aussi ses précédents. Nous avons plusieurs fois songé à relever cet usage. Le moment est, je crois, venu de réaliser ce projet.

Cette institution est en vigueur dans la plupart des Académies. Elle provoque des travaux, des recherches, des études; elle en fait naître le désir chez des esprits qui seraient restés inactifs sans cette excitation; elle développe le sentiment de l'émulation dans la sphère de la littérature et de la science; elle contribue puissamment à donner aux Académies ce lustre et cette popularité dont elles ont besoin pour remplir toute leur mission.

Elle a produit, à une autre époque, de bons résultats pour l'Académie delphinale, et vous penserez peut-être qu'il n'est point hors de propos de rechercher dans nos propres annales les précédents qu'elles renferment à ce sujet.

La société littéraire, dans sa première séance publique qu'elle tint le 2 mai 1787, décerna un prix de 300 liv. et un accessit de 150 liv. sur une question qui serait encore aujourd'hui d'une véritable actualité, celle du déboisement des montagnes, de ses effets relativement à l'agriculture, et des moyens d'y remédier.

Dans sa séance publique du 12 mars 1788, la société littéraire attribua des récompenses de la même valeur aux auteurs de Mémoires relatifs aux industries les plus en rapport avec les besoins des divers cantons de la province et aux meilleurs moyens d'y assurer les progrès de l'agriculture.

Dans sa séance publique du 5 février 1789, la société couronna l'éloge historique de Bayard.

Avant de disparaître dans la tourmente révolutionnaire, l'Académie delphinale avait encore mis en concours la question de la mendicité en Dauphiné, les moyens de l'extirper et de la prévenir. Elle avait proposé un autre prix sur les moyens de perfectionner la filature des soies. Elle avait encore annoncé qu'elle décernerait des récompenses sur une question d'un haut inté-

rét historique pour notre pays, question qu'elle avait ainsi formulée : « Quels étaient les peuples qui occupaient cette contrée, connue depuis sous le nom de Dauphiné ? Quels étaient leur religion, leur gouvernement, leur législation et leurs mœurs, à l'époque de la première invasion des Romains, et jusqu'à l'établissement du royaume de Boson ? »

Il ne lui fut pas donné de réaliser ces projets. Le temps n'était plus aux luttes pacifiques des tournois littéraires. — Il était aux orages de la place publique.

Après sa reconstitution, le Lycée ou la Société des sciences et des arts mit successivement plusieurs questions au concours.

Le 30 messidor an XI, elle décerna, sur la question des moyens de perfectionner l'éducation physique et morale des enfants, une médaille d'or de la valeur de 500 fr., dont les fonds avaient été faits par un de ses membres.

Le 30 frimaire an XIV, un autre prix, consistant en une médaille d'or de la valeur de 600 fr., dont les fonds avaient été faits par le préfet du département, fut adjugé à un Mémoire sur la statistique générale du département de l'Isère.

Enfin, elle avait mis au concours, pour une médaille d'or de 500 fr., dont les fonds provenaient de la même source, et qui devait être donnée dans la séance publique du mois d'août 1807, un sujet relatif à la minéralogie du canton de l'Oysans, considérée dans l'ensemble de ses productions ou dans une de ses parties. Il ne nous a pas été possible de vérifier quelle avait été l'issue de ce concours.

Quelque temps après la reconstitution de la Société des sciences et des arts, en 1836, cette Académie reçut la proposition, de la part des héritiers de M^{me} Dubois, héritière elle-même de l'abbé Grégoire, ancien évêque de Blois, de mettre au concours les deux questions suivantes, posées dans le testament de celui-ci :

1^o Prouver par l'Écriture sainte et par les traditions que le despotisme, soit ecclésiastique, soit politique, est contraire au dogme et à la morale de l'Eglise gallicane ;

2^o Quels seraient les moyens les plus efficaces pour rendre aux libertés de l'église gallicane leur énergie et leur influence, et de rétablir en entier l'antique discipline.

La proposition fut acceptée ; un premier concours n'eut pas de succès. Les questions furent remises à un nouveau concours,

qui donna pour la première question, un résultat plus satisfaisant. Le prix de 4,000 fr. fut décerné à M. Decordes, conseiller à la Cour royale de Rouen. Le concours sur la seconde question fut abandonné.

Dix ans après et au commencement de l'année 1848, l'Académie delphinale prit la résolution de rétablir l'usage des concours. Dans la séance du 23 janvier, au nom d'une commission désignée dans cet objet, j'eus l'honneur de proposer au choix de l'Académie, l'un des cinq sujets suivants :

- 1° Une notice historique sur les Etats du Dauphiné ;
- 2° Une notice historique sur l'origine des communes dauphinoises ;
- 3° Une notice historique sur l'état des personnes en Dauphiné, sous le régime féodal ;
- 4° Une notice historique sur l'invasion et la domination des Burgondes dans les contrées appelées depuis Dauphiné ;
- 5° Un essai historique et littéraire sur la vie et les ouvrages de Mably.

L'Académie, ayant adopté le sujet n° 2, *De l'origine des communes dauphinoises*, arrêta, dans sa séance du 25 février 1848, qu'un prix de 300 fr. serait décerné à la suite d'un concours dont elle fixa le terme au 15 novembre 1849.

Mais la révolution de février 1848 mit obstacle au succès du concours, qui n'eut aucune suite.

Je propose à l'Académie delphinale de reprendre aujourd'hui une institution utile, qui manque à l'ensemble de nos travaux. L'état de nos finances nous permettra de prélever, chaque année, une somme de deux ou trois cents francs, qui, doublée, pourra, tous les deux ans au moins, permettre de consacrer cinq ou six cents francs à un prix à décerner. — Nous pourrions, pour la première fois, donner dix-huit mois aux concurrents. — Si l'Académie partage ces vues, elle voudra bien désigner une commission de trois ou cinq membres qui, réunie au bureau, examinera l'opportunité de l'institution, recherchera les conditions à déterminer pour le concours, et proposera les sujets qui seront offerts au choix de l'Académie, qui arrêtera sur son rapport le programme du prix.

Lecture faite par M. Emm. Roux, dans la séance du 25 février 1859.

NOTE SUR UNE INSCRIPTION GRECQUE.

Le dernier bulletin de l'Académie delphinale se termine par la mention d'une urne très-élégante du musée Calvet à Avignon, laquelle porte l'inscription grecque suivante :

Δωρ. δεδ. Βουρδε-
λινος
ωφελ. εντιμοτε-
ρευ.

Ces quelques mots en abrégé auraient fait jusqu'ici, selon M. Deloye, conservateur du musée Calvet, le désespoir de nos meilleurs hellénistes. Je n'ose dire après cela qu'ils me semblent on ne peut plus clairs, à moi chétif qui n'ai jamais rien entendu au style lapidaire. *Ne sus Minervam* ! Voici toutefois mon explication. Si elle ne vous paraît pas satisfaisante, elle en provoquera une meilleure, et l'Académie delphinale aura la gloire d'avoir fait cesser le désespoir de nos hellénistes.

Remplissons d'abord les abréviations : Δωρ. me représente δωρεήν; δεδ., δέδωκε; Βουρδελινος, nom propre des moins grecs et des moins classiques; ωφελ. est pour ωφελίμης, εντιμότεραν est entier.

Si ce sont là les termes de l'inscription, le sens n'en est pas douteux. En voici la traduction littérale : Bourdelinos, pour lui laisser son accoutrement grec, Bourdelinos a fait don de cette urne, urne plus précieuse qu'une qui serait utile.

L'élégance exquise de l'urne explique assez l'idée de l'auteur de l'inscription : cette urne n'est pas un vase dont on puisse se servir, ωφελίμη, mais un vase d'ornement qui l'emporte autant sur un ustensile de ménage que les œuvres d'art l'emportent sur les produits de l'industrie, qu'un vase de Sèvres sur un vase de Montereau.

Lecture faite par M. A. Fauché-Frunelle dans la séance du 18 mars 1859.

MÉTÉOROLOGIE DES ALPES DAUPHINOISES.

Il est très-difficile de se rendre parfaitement compte de tous les phénomènes physiques qui se produisent dans l'atmosphère des Alpes et qui constituent leur météorologie, parce que ces phénomènes sont extrêmement complexes, variables et subordonnés à une foule de causes plus ou moins obscures ou incertaines; cependant, il y en a quelques-unes qui commencent à être un peu connues, et la principale est, sans contredit, l'état de la température des différentes parties de cette atmosphère qui a, de plus que celle des plaines, des causes de variations plus nombreuses, plus compliquées, résultant de la masse, de la hauteur, de la situation, de la direction, de l'exposition de ces diverses montagnes.

Le principal effet de ces différences, de ces variations de température dans les différentes parties de l'atmosphère, y produit des agitations, des mouvements, des courants d'air qu'on appelle des vents qui deviennent ensuite les causes de la plupart des phénomènes météorologiques; c'est donc après l'explication des causes et des effets des courants d'air ou vents de l'atmosphère de nos Alpes que je commencerai à faire connaître les résultats de quelques observations météorologiques; mais comme ces causes sont, en première ligne, celles des grands courants d'air de la surface de la terre et plus spécialement de la surface de l'Europe et de la France, je crois devoir faire précéder ces observations de quelques explications sur les causes des vents en général et des vents de France en particulier, parce que ce sont des causes semblables ou analogues qui occasionnent les vents des Alpes.

Les premiers physiciens qui ont observé et tenté d'expliquer la nature du vent ont bien vite reconnu qu'il n'est qu'un mouvement dans une partie de l'atmosphère, qu'un déplacement de portions d'air plus ou moins considérables; mais quelle est la cause de ce déplacement? C'est ce qu'ils ont eu beaucoup de peine à reconnaître et à expliquer.

Une grande masse d'air, et surtout une masse énorme comme celle de l'enveloppe gazeuse qui entoure le globe terres-

tre de toutes parts et en forme ce qu'on appelle l'atmosphère, est (sans que cela paraisse d'abord) d'un poids immense; et cependant ce poids n'a pas même été soupçonné pendant des siècles, car ce n'est que depuis environ deux cents ans que la pesanteur de l'air a été découverte et démontrée d'une manière certaine. La pesanteur de l'atmosphère terrestre équivaut à celle d'une atmosphère de mercure de 28 pouces d'épaisseur, ou d'une atmosphère d'eau de 32 pieds (10 mètres 4 centimètres); l'atmosphère pèse donc sur chaque point de la surface de la terre comme une colonne correspondante de mercure de 28 pouces, ou une colonne d'eau de 32 pieds.

Or, quelle est la force humaine dont le choc, la pression ou l'impulsion pourrait imprimer un mouvement sensible à une pareille masse? Toutes les forces humaines et animales, tous nos agents mécaniques les plus puissants, toutes nos machines à vapeur, à compression d'air et autres, en un mot tous les moteurs imaginés par le génie de l'homme ne pourraient imprimer le moindre mouvement de locomotion à cette énorme masse, de manière à y établir un courant quelque peu semblable au moindre vent; l'immense levier avec son point d'appui, demandé par Archimède pour soulever le monde, serait même sans effet sur cette masse fluide, qui glisserait autour du levier sans lui donner aucune prise.

L'impossibilité de reconnaître ou de découvrir, dans la nature, une force ou un agent quelconque qui puisse opérer un grand déplacement d'air dans l'atmosphère, a également dû faire abandonner l'idée d'expliquer les mouvements de l'air et ses courants atmosphériques, par une force physique produisant un choc ou une pression; aussi les anciens physiciens, qui ne connaissaient, ni la nature, ni la pesanteur de l'air, ni même son élasticité, n'ont-ils jamais pu donner une explication suffisante de la cause des vents; et ceux de l'antiquité ont-ils eu recours à une explication surnaturelle, plus ingénieuse que vraie, à une cause divine, au souffle d'un dieu, au souffle d'Eole, dieu des vents.

Mais, après la belle et importante découverte de la pesanteur de l'air, faite par Galilée et démontrée par Torricelli, les études des physiciens se sont dirigées vers cette propriété de la matière aérienne qui a été l'objet d'observations et d'expériences nombreuses; et ils ont fini par reconnaître que les mouvements qui

ont lieu dans l'atmosphère doivent être attribués, non à l'effet d'une force d'impulsion, mais à des différences ou variations de pesanteur produites dans les diverses parties de cet immense océan gazeux, variations principalement occasionnées par celles de la température; et comme c'est l'action solaire qui produit les principales et les plus grandes variations de température sur la surface de notre globe, ils ont été conduits à examiner et à étudier l'action du soleil sur la grande mer aérienne au fond de laquelle nous vivons et nous nous mouvons, sans pouvoir nous élever à sa surface, comme le font les poissons dans la leur, qui, étant d'une densité, d'une pesanteur, d'une température presque uniforme et constante, leur permet de se servir de leurs membres et organes locomoteurs à toutes les profondeurs; tandis que la nôtre, ayant des différences de densité et de température telles, que nous ne pourrions ni respirer ni vivre dans les parties voisines de sa surface, l'auteur de la nature ne nous a donné ni membres ni organes pour nous élever dans ces parties supérieures; et si quelques animaux, comme par exemple les oiseaux, qui sont plus légers que nous et qui n'ont pas besoin d'un air aussi dense et aussi comprimé pour respirer, peuvent s'y élever au moyen de leurs ailes, ce n'est qu'à une très-petite hauteur comparative; car, s'ils pouvaient s'élever seulement à la dixième partie de la hauteur de l'atmosphère, ce que la nature n'a pas permis à leur organisation trop pesante, quoique ailée et moins pesante que la nôtre, ils ne pourraient y respirer et y vivre à cause de l'extrême rareté de l'air, et ils mourraient bientôt victimes d'une hémorragie qui leur ferait sortir et perdre, par tous leurs pores, presque jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Après avoir appris que l'air était pesant (on savait déjà qu'il était élastique), on a bientôt reconnu que sa pesanteur variait en diverses circonstances et par diverses causes, notamment : 1^o avec sa hauteur dans l'atmosphère, les couches atmosphériques inférieures étant, à cause de leur élasticité, comprimées et condensées par le poids des supérieures, et rendues, par conséquent, plus pesantes; 2^o avec l'intensité de l'action solaire qui, réchauffant l'air, le dilate, le raréfie et le rend ainsi plus léger; 3^o avec son mélange à la vapeur d'eau, car cette vapeur étant plus légère que l'air, un volume d'air humide est plus léger qu'un même volume d'air sec, à la même température et sous une pression égale.

Cependant si la terre était composée d'une matière entièrement semblable et homogène, comme l'est son atmosphère, l'action du soleil serait proportionnellement uniforme et identique sur toutes les parties de la terre ainsi que de son atmosphère, et il n'y aurait qu'un seul grand mouvement d'air régulier, résultant de ce que, par sa rotation autour du soleil, elle présenterait successivement ses diverses faces à cet astre.

Mais, en continuant leurs observations, les physiciens ont pu facilement reconnaître que l'action du soleil sur l'atmosphère de la terre était influencée, tant par la position respective de ces deux astres, que par la différence de nature et l'irrégularité de répartition et de situation des deux matières solide et liquide qui recouvrent la couche superficielle de notre globe; les surfaces des terres se réchauffant plus et plus vite, et se refroidissant aussi plus et plus vite que celle des mers, il en résulte des dilatations différentes et irrégulières dans les couches inférieures de l'atmosphère qui se trouvent inégalement réchauffées et dilatées, irrégularité augmentée encore par la différence de vaporisation produite à la surface des eaux ou des terres. Ces irrégularités et différences de réchauffement, de dilatation, de vaporisation d'eau, produisant des différences de densité et par suite de pesanteur dans les diverses parties de l'air de ces couches, produisent aussi des déplacements, des mouvements de l'air qui tend à se disposer et à se remettre en équilibre selon sa nouvelle pesanteur, laquelle, se trouvant continuellement changée ou modifiée, occasionne, surtout dans les régions inférieures de l'atmosphère, des mouvements presque incessants, des courants d'air ou vents presque continuels et plus ou moins rapides, selon que ces différences de pesanteur sont plus ou moins considérables et plus ou moins rapidement produites; ainsi un vent est généralement occasionné par le réchauffement d'une partie de l'atmosphère, ce qui la dilate, la rend plus légère et y établit une colonne ascendante d'air chaud qui y est immédiatement et successivement remplacée par un courant d'air venant du côté où l'air est le plus dense et le plus froid, en sorte que la cause du vent est du côté opposé à celui d'où vient ce vent.

Les actions attractives et combinées du soleil et de la lune produisent aussi, selon quelques physiciens modernes, dans notre grande mer aérienne comme dans nos mers liquides, des

agitations, des fluctuations, des ondulations plus ou moins considérables, des courants d'air qui seraient des vents ; ils ont même observé, dans notre atmosphère, certains autres courants ondulatoires qu'ils attribuent à diverses causes.

Enfin, les actions électriques, magnétiques et autres actions physiques connues et inconnues, peuvent aussi produire également quelquefois des courants d'air atmosphérique, ou influencer les effets des vents, comme cela se remarque plus particulièrement dans les orages.

Je n'examinerai pas si les attractions combinées du soleil et de la lune sur notre atmosphère peuvent y produire des vents, et quels pourraient être les effets de ces vents, parce que je ne pense pas que ces effets se manifestent d'une manière très-sensible dans les profondeurs de l'atmosphère, vers la surface de la terre et surtout vers nos contrées alpines, où les principaux vents résultent beaucoup plus de l'action calorifique solaire que de l'action sidérale attractive. Aussi est-ce dans les contrées de notre globe où l'action calorifique solaire se fait le plus sentir et règne le plus en souveraine, dans les contrées tropicales ou intertropicales, que l'on observe les vents les plus réguliers, les grands vents réguliers et périodiques, les vents alisés, les moussons et les grandes brises de mer.

Les premiers de ces grands vents réguliers s'expliquent assez bien par le grand courant régulier et continu de l'air qui va des pôles à l'équateur, et qui frappe ou touche, comme un vent d'est, l'homme qui est emporté d'occident en orient par le mouvement quotidien de rotation de la terre sur elle-même. Ce courant continu est occasionné et entretenu par l'action constante d'un soleil brûlant sur l'air des contrées équatoriales qui, fortement échauffé, se dilate considérablement, devient extrêmement léger, et s'élève à une très-grande hauteur dans l'atmosphère, d'où il retombe et retourne vers les contrées polaires à mesure qu'il se refroidit, tandis qu'un courant d'air dense et froid s'établit inférieurement et en sens contraire, des pôles vers l'équateur, et vient remplacer l'air réchauffé qui s'élève pour en repartir et retourner vers les contrées polaires.

Les autres grands vents réguliers, tels que les moussons et les brises, s'expliquent aussi très-bien par l'inégalité d'échauffement des terres et des mers exposées à l'action solaire, aux différentes époques de l'année ou du jour, ce qui occasionne des

vents réguliers et périodiquement contraires de six mois en six mois ou de moindre durée selon les éloignements respectifs des continents et des mers, ou bien encore des petits vents quotidiens de la mer vers la terre et réciproquement.

J'aurais encore beaucoup à dire sur les vents, sur les ouragans, sur les pluies diluviennes, sur les trombes et tourmentes terrestres ou marines des contrées tropicales et équatoriales, de ces contrées brûlantes où, à de petites distances, se rencontrent des causes de grandes et brusques variations de température, comme dans leurs grands archipels et dans le golfe du Mexique; sur les calmes des plaines mers et du grand Océan pacifique où d'immenses étendues de nature et de température uniformes (sans causes différentes de refroidissement ou de réchauffement si ce n'est à des distances extrêmement considérables) laissent d'immenses superficies liquides dans un calme plus ou moins absolu, presque sans vents ni pluies, quoique l'atmosphère qui leur est supérieure soit très-saturée d'humidité, tandis que le voisinage des côtes, les golfes, les archipels, où il y a mélange d'eaux, de terres, de montagnes, qui s'échauffent inégalement, donnent lieu à de grandes différences de température, à de grandes agitations aériennes, à de grands vents, à de grandes pluies, à de grandes tempêtes; mais je me hâte d'arriver à ce qui concerne plus particulièrement nos contrées, à notre grand archipel des montagnes des Alpes, qui sont comme des îles au milieu des plaines terrestres qui les entourent; aux effets de nos hautes et glaciales sommités alpines, de ces énormes réfrigérants qui ont une si grande influence sur la température, les vents, les pluies et les neiges de ces montagnes, ainsi que sur l'organisation particulière des êtres végétaux ou animaux destinés par la nature à y exister.

Dans les contrées tempérées ou froides, comme dans les contrées équatoriales ou tropicales, c'est aussi la dilatation de l'air par la chaleur solaire qui occasionne les vents; c'est également le refroidissement de l'air qui occasionne la pluie; mais comme l'action calorifique du soleil y est bien moins forte, bien moins prédominante et victorieuse, cette action se trouve contre-balançée ou affaiblie, de latitude en latitude, de distance en distance, d'abord par l'obliquité de plus en plus grande des rayons solaires, puis par des causes accidentelles de refroidissement, tellement qu'à quelques kilomètres d'intervalle on éprouve des dif-

férences, des variations de température qui, notamment dans nos Alpes, font varier à chaque instant, en chaque localité, les causes de vent et de pluie, ce qui n'a pas lieu dans les contrées intertropicales où l'action solaire règne en dominatrice absolue.

En France et surtout dans nos Alpes dauphinoises, où l'action calorifique solaire n'est pas tellement intense et prédominante qu'elle ne puisse être sensiblement modifiée par des circonstances particulières ou locales, par des accidents terrestres, par des mélanges irréguliers de terres, d'eaux, de hautes montagnes, les vents sont très-irréguliers, très-variables; et si l'on peut reconnaître qu'ils ont aussi pour cause principale cette action calorifique solaire, il est extrêmement difficile et presque impossible de prévoir ou de déterminer leur époque, leur direction et leurs effets, et, par conséquent, de prévoir (surtout un peu longtemps d'avance) le beau temps ou le mauvais, tant il y a de causes accessoires ou différentes qui se réunissent ou se combinent pour les produire, les influencer ou les faire varier de mille manières, et donner lieu à une multitude de courants d'air de directions différentes ou contraires, même à de petites distances les uns des autres; aussi a-t-on beaucoup de peine à reconnaître, soit dans leurs effets, soit dans leur direction ou leur périodicité, quelques règles plus ou moins générales, sujettes à beaucoup d'exceptions.

Dans toutes les contrées de notre hémisphère arctique ou boréal, le vent du nord, qui vient des contrées septentrionales, est froid; le vent du sud, qui vient des contrées méridionales plus réchauffées par le soleil, est chaud; les vents d'est ou d'ouest, qui viennent des contrées intermédiaires entre le nord et le sud, sont d'une température modérée et souvent très-variable: plus froide, si elle vient du nord-est ou nord-ouest; plus chaude, si elle vient du sud-est ou du sud-ouest; et plus ils sont rapides, plus ils nous paraissent froids, parce qu'ils nous touchent par un plus grand nombre de molécules d'air qui, par leur contact avec le corps humain, lui enlèvent toujours plus de calorique qu'elles ne lui en communiquent.

Mais si la cause de leurs différences de température est assez apparente, il n'est pas aussi facile d'apercevoir, de reconnaître et surtout d'expliquer et de prévoir les époques, les causes de leur naissance, de leurs directions, de leurs effets météorolo-

giques aussi extrêmement variés selon les saisons et les lieux; l'état calorifique, électrique, magnétique, hygrométrique de l'atmosphère, et probablement encore d'autres causes plus ou moins inconnues, peuvent aussi influencer ces effets que je vais examiner principalement dans leurs rapports avec la pluie, qui est souvent de la neige en hiver et quelquefois de la grêle en été.

La pluie doit donc y arriver le plus ordinairement après ou pendant les vents du sud et de l'ouest, qui y apportent d'énormes masses d'air saturées ou chargées d'une abondante humidité qu'elles ont puisée dans la Méditerranée ou l'Océan, et qu'elles viennent ensuite répandre sur les contrées qu'elles parcourent. En conséquence, on considère généralement ces vents comme les causes principales de la pluie, quoiqu'ils n'en soient que les secondaires; car, s'ils nous apportent l'air humide de la surface de ces mers, ce sont d'autres causes qui séparent l'humidité de l'air et la font retomber en pluie.

Ce n'est pas, en effet, l'arrivée des vents de mer sur la terre qui, dans le plus grand nombre des localités de notre globe, amène la pluie; d'ailleurs, l'air qui est à la surface de la mer, lors même qu'il y a séjourné un peu longtemps, n'arrive pas toujours extrêmement surchargé d'humidité, surtout s'il vient d'une mer d'une latitude froide ou même tempérée.

L'air chaud des contrées méridionales, et surtout l'air presque brûlant des contrées qui sont entre les tropiques, contient certainement beaucoup plus d'eau que l'air qui recouvre les mers septentrionales, même que celui qui recouvre les mers voisines de la France, car les expériences constantes de tous les temps et de tous les lieux prouvent que l'air très-chaud est capable d'absorber et absorbe réellement une plus grande quantité de vapeur d'eau que l'air froid ou tempéré, lors même que celui-ci est au-dessus des mers, lacs ou rivières; elles prouvent également que cette faculté absorbante augmente avec la chaleur, comme elle diminue avec le froid.

Aussi le vent du nord qui, pour la France, est bien un vent de mer, puisqu'il vient de l'océan du nord, doit apporter une certaine quantité d'eau qu'il y a aspirée; cependant, outre qu'il en est moins saturé que les vents plus chauds du midi et du couchant, il est moins pluvieux ou plutôt il ne l'est que rarement et accidentellement, parce que, allant du nord au midi, dans des

contrées plus chaudes, non-seulement il ne laisse pas échapper son humidité, mais il en acquiert encore davantage à mesure qu'il va en se réchauffant en avançant vers le sud.

Si les vents de mer étaient les seules ou du moins les principales causes de la pluie, l'Afrique, cette grande presqu'île, à peu près entièrement environnée de mers chaudes, et pour laquelle, par conséquent, tous les grands vents sont des vents de mer saturés de beaucoup d'eau, l'Afrique devrait être extrêmement et presque constamment pluvieuse. Cependant c'est le contraire qui a lieu : il n'y pleut beaucoup que dans ses parties hautes et montagneuses qui sont les plus froides ; mais dans la plupart de ses autres parties, notamment dans ses parties basses et chaudes, sur son littoral, dans ses grands déserts arides et brûlants, il ne pleut presque jamais, quoique l'air y soit toujours très-chargé de vapeur d'eau, parce que, même en hiver, la température du sol y demeure supérieure à celle de la mer.

Les îles de la Méditerranée, l'Espagne, l'Italie méridionale, la Grèce, qui sont au milieu ou presque au milieu des eaux, ont une atmosphère, je ne dirai pas moins humide, ce qui serait une erreur, mais bien moins pluvieuse que la France, l'Allemagne et la Prusse, dont la mer ne baigne qu'une partie des frontières ; et les parties de la France, de l'Espagne et de l'Italie, bordées par la Méditerranée, sont aussi bien moins pluvieuses que les parties centrales ou septentrionales, qui sont cependant plus éloignées de la mer.

Je pourrais encore multiplier les exemples et citer un très-grand nombre de cas où le simple voisinage de la mer, s'il n'est accompagné d'autres circonstances particulières dont je vais parler, n'est point une cause de pluie ; je pourrais notamment citer les brises de mer ou vents marins qui, pendant les saisons chaudes, amènent périodiquement chaque jour l'air de la mer sur les côtes voisines, sans y occasionner de la pluie, parce que cet air, y trouvant un sol proportionnellement plus échauffé par la chaleur diurne que l'eau de la surface de la mer, n'y laisse pas tomber son humidité.

De tous ces exemples on peut conclure que le vent de mer n'est point, en général, cause de la pluie, et que, lorsqu'il l'est, cela tient à des circonstances particulières, entre autres à la position géographique et surtout aux reliefs ou accidents topographiques de la surface des lieux.

C'est donc moins la saturation extrême de l'air par l'humidité qu'il a puisée sur la mer, que le refroidissement de ce même air, qui est le plus souvent et presque toujours la cause de la pluie; dès lors, si un courant d'air humide éprouve ou rencontre dans son trajet, une ou plusieurs causes de refroidissement, l'air ainsi refroidi perdant une grande partie de sa capacité d'absorption de vapeur d'eau, abandonne celle qu'il n'a plus la capacité de contenir, et la laisse retomber, soit peu à peu, lentement et par petites gouttes, en serein, en rosée ou en gelée blanche, soit plus vite et avec plus d'abondance, en pluie ou en neige, soit enfin très-rapidement et très-abondamment, en grosse pluie ou en grêle.

Le refroidissement de l'air, telle est donc la *cause principale* de la pluie, car une masse d'air, quelque saturée d'eau qu'elle soit, conserve cette eau à l'état de vapeur légère invisible, ou à cet état de vapeur un peu moins légère, visible, que l'on nomme vésiculaire, brumeuse ou nuageuse, et ne la laisse point tomber ni s'échapper tant que cette masse d'air n'éprouve pas de refroidissement, quoique ce soient en général les vents les plus chargés d'humidité, tels que les vents du sud et de l'ouest, qui donnent le plus souvent et le plus abondamment de la pluie, parce que le moindre refroidissement peut condenser une grande quantité de vapeur, tandis que les vents froids ou frais, comme ceux du nord et de l'est, qui sont beaucoup moins humides, supportent plus facilement une certaine condensation, un certain refroidissement, sans abandonner leur vapeur d'eau.

Le refroidissement est, dis-je, la *cause principale de la pluie*, car il peut y avoir et il y a, en effet, quelques autres causes accidentelles de pluie, telles que la rencontre, le contact, le frottement, le choc électrique, la pression, de nuages ou de masses d'air plus ou moins humides; quelquefois même plusieurs de ces causes et d'autres encore concourent en même temps; les grosses pluies d'orage, surtout dans les saisons chaudes ou dans les pays chauds, ont assez souvent ces causes accidentelles qui produisent en général des résultats extraordinaires et violents, mais de peu de durée; et un paysan dauphinois, consulté sur la durée d'un orage violent, répond par ce dicton proverbial : *Ce qui enrage ne dure pas.*

Il arrive en effet quelquefois, même dans nos contrées tem-

pérées, que les plus belles et surtout les plus chaudes journées d'été sont troublées, le plus ordinairement vers le soir, par des orages, par de grosses et fortes pluies, accompagnées d'éclairs et de tonnerres et mêlées de grêle; mais ces pluies d'orage, souvent précédées de coups de vents violents et de directions diverses, ne me paraissent être que les résultats de causes accidentelles et locales, notamment des agitations et perturbations produites dans l'atmosphère par le réchauffement diurne excessif de certaines localités relativement à d'autres localités peu distantes et beaucoup moins réchauffées, ce qui y occasionne des courants d'air plus ou moins violents, de courte durée et de directions très-variables, ainsi que la formation d'épais nuages bruns ou roussâtres et des dégagements considérables d'électricité par le froissement ou le frôlement de ces courants d'air et de ces nuages les uns contre les autres; c'est dans ces orages surtout que l'électricité me paraît jouer un grand rôle, non-seulement en contribuant à la formation de l'orage lui-même, mais encore par ses effets, par les commotions, compressions et condensations résultant des chocs et des décharges électriques sur les courants d'air et les nuages diversement électrisés; on peut surtout parfaitement reconnaître ces effets de l'électricité lorsqu'une chute subite ou un redoublement de pluie ou de grêle succède immédiatement à une forte décharge électrique, à un violent coup de tonnerre.

Si donc l'air humide ne laisse pas échapper l'eau qu'il a absorbée, tant qu'il n'éprouve pas de refroidissement, les masses d'air qui arrivent de la mer, quelque chargées ou saturées d'humidité qu'elles soient, ne donnent point de pluie, lorsqu'elles arrivent sur un sol qui est à la même température, et à plus forte raison sur un sol plus chaud ou brûlant; car, dans ce dernier cas, elles absorbent plutôt encore de l'humidité qu'elles n'en laissent échapper, à moins qu'elles ne rencontrent d'autres masses plus froides ou des corps plus froids, tels que de hautes montagnes.

Ainsi, dans tous les pays très-chauds, notamment en Afrique et dans les parties méridionales de l'Europe et de l'Asie, l'air marin, quelque humide qu'il soit, arrivant sur un sol plus fortement échauffé par le soleil que la surface de la mer, ne laisse point échapper l'eau qu'il tient en dissolution; cependant, à une époque plus ou moins courte de l'année, qui est l'hiver de

cés localités, le sol de quelques-unes de leurs parties se trouvant moins chaud ou plus refroidi que la surface des mers qui les avoisinent, l'air qui arrive de cette surface sur celle de la terre est bientôt refroidi par le contact de cette dernière, sur laquelle il abandonne et déverse plus ou moins rapidement toute cette eau dont il s'était copieusement abreuvé et saturé sous ces zones toujours très-chaudes.

Telle est la cause de ces fortes averses, de ces pluies diluviennes qui ont lieu dans quelques-uns de ces pays chauds dont elles inondent périodiquement quelques contrées à certaines époques de l'année. N'y a-t-il pas aussi, dans la plupart de ces pays chauds, des parties hautes et montagneuses, et par conséquent plus ou moins froides, qui refroidissent les masses d'air humide que les courants y amènent, et y occasionnent des pluies, même des neiges, comme cela a lieu dans les contrées montagneuses de l'Asie et de l'Afrique, notamment dans celles de l'Atlas en Algérie, et de l'Abyssinie, de la Nubie au sud de la Haute-Egypte? Ce sont ces pluies, ce sont les fontes de ces neiges qui font enfler périodiquement les eaux du Nil et procurent à la Basse-Egypte ces inondations annuelles, si utiles, si indispensables à son sol et à sa végétation, car il tombe rarement de la pluie dans la basse et la moyenne Egypte, ainsi que dans le grand désert de Sahara et dans plusieurs autres contrées intertropicales de l'Afrique et de l'Asie, qui n'ont ni grandes montagnes ni contrées élevées et froides, parce que la température de la surface de leur sol y demeure constamment supérieure à celle des contrées plus froides ou des mers qui les entourent.

Cependant l'atmosphère y éprouve, comme la terre elle-même, des variations quotidiennes de température assez sensibles; ces contrées, voisines de l'équateur, ont des nuits dont la durée approche presque toujours de douze heures, ce qui occasionne une différence notable entre la température des jours et celle des nuits : l'air y perd, pendant la fraîcheur des nuits, une portion de l'humidité qu'il a humée et aspirée pendant la chaleur des jours; mais cette variation de température, n'étant ni prompte ni rapide comme celle qui résulte de la rencontre ou du contact de l'air avec un corps froid, et le refroidissement ne s'effectuant au contraire que progressivement et peu à peu dans l'atmosphère, il en résulte que l'air n'abandonne aussi que peu à peu une portion de son humidité, ce qui, néanmoins, à rai-

son de la grande quantité de vapeur d'eau qu'il contient , produit une très-abondante rosée qui deviendrait une véritable pluie si le refroidissement était plus rapide et plus considérable.

Nous avons bien aussi, en France et en Dauphiné , pendant les belles nuits de l'été , des sereins abondants , d'abondantes rosées qui proviennent de la même cause ; mais leur abondance, qui est bien loin d'être comparable à celle des contrées méridionales, diminue progressivement, avec la chaleur et l'humidité de l'air , à mesure que l'on s'élève dans les Alpes, surtout dans les Alpes centrales , de telle sorte qu'il n'y a presque plus ni serein ni rosée à la hauteur de 1500 à 2000 mètres , et que l'on peut parcourir les plus hautes prairies alpines, avant le lever du soleil, sans que les chaussures soient mouillées sensiblement , tandis que les prairies inférieures sont couvertes d'une très-abondante rosée.

Si, dans les pays très-chauds, où il ne pleut presque jamais, et où par conséquent le ciel est presque toujours pur et sans nuages, il y a presque toujours du serein et de la rosée, il n'en est pas de même dans les pays tempérés, qui, comme la France, sont plus ou moins pluvieux, et par conséquent aussi plus ou moins nuageux ; dans ces pays, et notamment en Dauphiné, il n'y a presque ni serein ni rosée, tant que le ciel est tout à fait couvert par les nuages, parce que alors les couches supérieures et inférieures de l'atmosphère qui enveloppent ces nuages conservent, surtout au-dessous de ces nuages, une température au moins égale à celle qui maintient la vapeur d'eau à l'état de vapeur nuageuse ou brumeuse, car leur température ne pourrait s'abaisser davantage sans occasionner l'abaissement de celle des nuages contigus et sans les résoudre en pluie ; et si quelquefois les nuages ou les brumes laissent échapper de leur partie inférieure un peu de serein ou de rosée, ce n'est qu'en très-petite quantité et quand leur refroidissement presque insensible ne s'est fait un peu sentir qu'à cette partie inférieure et n'a pas été assez considérable pour les pénétrer entièrement et assez fortement ; néanmoins, c'est là une circonstance qui, de même qu'une rosée ou une gelée blanche très-abondante, est ordinairement indicative de la pluie ; il ne doit donc geler et il ne gèle en effet que très-peu et rarement quand le ciel est couvert, les nuages interceptant d'ailleurs le rayonnement exté-

rieur et supérieur qui est une cause de refroidissement beaucoup plus grande que celle du rayonnement inférieur entre ces nuages et le sol, rayonnement qui ne peut abaisser la température de l'air intermédiaire au-dessous de celle qui maintient l'eau à l'état vaporeux, vésiculaire ou nuageux.

Les vents, et surtout les vents chauds, empêchent aussi le serein et la rosée, soit en maintenant la partie inférieure de l'atmosphère qu'ils traversent dans un état de température nocturne égale ou supérieure à celle du sol; soit en absorbant eux-mêmes tout ou partie de cette humidité qui serait tombée en serein ou en rosée.

Comme les contrées chaudes et d'un ciel souvent serein, les contrées très-élevées et très-froides des Alpes centrales ont aussi un ciel souvent pur et sans nuages; mais si, dans les premières, le ciel demeure serein à cause de la grande chaleur qui élève et retient l'eau à l'état de vapeur transparente et invisible, dans les dernières, au contraire, la pureté du ciel est due à la rareté et au grand froid de cette atmosphère qui absorbe beaucoup moins d'humidité, et qui résout presque immédiatement en pluie ou en neige la vapeur d'eau qu'il peut avoir absorbée ou qui lui est apportée par des courants d'air humides. Aussi les habitants de nos plus hautes contrées alpines, et notamment ceux du Briançonnais, vantent-ils beaucoup leur ciel si souvent pur et sans nuages, leur ciel qui ne connaît pas le brouillard ⁽¹⁾, si ce n'est auprès des lacs et sur les chaînes latérales ou basses; leur ciel d'un bleu si beau et si vif, qu'ils comparent continuellement au beau ciel de l'Italie qui les avoisine du côté de l'Orient, comparaison qui pourrait être juste si l'un n'était pas si souvent froid et glacial, tandis que l'autre est ordinairement chaud ou au moins tempéré. Mais, sous le rapport de la pureté et de la couleur, la comparaison est à l'avantage du Briançonnais, dont l'atmosphère très-limpide et très-sèche orne le ciel d'une coupole d'un très-bel azur foncé qui est la couleur de l'air pur, tandis que l'atmosphère qui forme le

(1) Ne connaît pas le *brouillard*; car, s'il arrive quelquefois qu'on se trouve sur ces hautes montagnes enveloppé de vapeurs plus ou moins condensées, ce sont de véritables nuages et non des brouillards proprement dits, comme ceux qui couvrent assez souvent les vallées inférieures à la fin d'octobre ou en novembre.

dôme du ciel de l'Italie, étant plus chaude, est par conséquent plus chargée d'humidité ou de vapeur d'eau dont le mélange affaiblit un peu la belle couleur azurée de l'air ; mais ce dernier ciel est bien plus resplendissant et bien plus inondé de lumière que le ciel des hautes vallées alpines, où l'air est rare et où le soleil se lève tard et se couche tôt, et qui devient triste et sombre dès que le soleil cesse d'être sur leur horizon, trop circonscrit par les crêtes élevées des montagnes qui les entourent de toutes parts.

L'air si sec, si pur, des plus hautes Alpes et surtout des chaînes centrales, ne doit produire que très-peu de ces phénomènes de réflexion ou réfraction des rayons solaires ou lunaires, que l'on nomme halos, parhélies, parasélènes, consistant, soit en cercles de lumière blanche, irisée ou diversement colorée, qui paraissent entourer le soleil ou la lune, soit en images simples, doubles ou multiples de ces astres, phénomènes qui se produisent dans les parties élevées d'une atmosphère brumeuse ou vaporeuse ; aussi n'ai-je jamais vu, pendant mes excursions dans ces montagnes, ni pendant un séjour de six ans dans les Alpes briançonnaises, un seul de ces phénomènes, tandis que j'ai vu plusieurs fois, dans les parties basses du Dauphiné, et même dans les vallées inférieures de ses Alpes occidentales, notamment dans la vallée du Graisivaudan, quelques parhélies ou parasélènes, très-imparfaites et surtout de magnifiques halos de divers genres, qui sont assez souvent des indices de pluie, comme presque tous les phénomènes météorologiques qui changent, altèrent ou pâlisent l'effet des astres, en réfléchissent ou réfractent les images ou les rayons d'une manière non ordinaire, parce qu'ils sont le plus ordinairement occasionnés par des vapeurs qui tendent et commencent à se condenser dans les hauteurs de l'atmosphère. Mais si je n'ai jamais vu ces phénomènes se produire d'une manière très-apparente dans les parties élevées des Alpes, j'y ai vu assez souvent l'arc-en-ciel pendant les pluies d'été que promènent dans l'atmosphère les nuages qui, en cette saison, laissent presque toujours entre eux de nombreux interstices assez larges pour donner passage aux rayons du soleil qui viennent faire étinceler les gouttelettes de pluie comme des diamants ou des paillettes d'argent, ou qui viennent se réfracter dans le cristal limpide de leurs eaux en un ou plusieurs arcs irisés des plus brillantes couleurs.

Examinons maintenant quels doivent être et quels sont les effets des principaux vents dans la France et dans nos Alpes dauphinoises :

1° Le vent du nord que, dans nos contrées, on appelle le plus souvent la bise, et quelquefois le *biset*, en le masculinisant, est ordinairement frais ou froid, et amène le beau temps en France et dans nos Alpes (sauf dans quelques cas que nous signalerons ci-après), parce que, partant de l'Océan septentrional plus ou moins humide, il vient dans nos régions tempérées où il ne se refroidit pas et n'abandonne pas son humidité, puisqu'il y trouve un climat et un sol plus chauds.

Cependant il arrive quelquefois, quoique rarement, surtout à la fin de l'hiver ou au commencement du printemps, lorsque ces Alpes sont encore couvertes de toutes leurs neiges, que ce vent donne la pluie, lorsqu'il approche du contact glacial de ces montagnes; et alors les Dauphinois l'appellent *la bise noire*, soit à cause de la pluie qu'il occasionne, soit plutôt peut-être parce qu'il nous apporte du nord de gros nuages noirs qui, parvenus à nos Alpes, se résolvent en pluie ou en neige. Il se peut aussi que le vent que les Dauphinois appellent bise noire ne soit autre que celui du nord-ouest qui donne souvent de la pluie, même dans les autres parties de la France, et qui doit prendre un peu la direction du nord au midi en pénétrant dans nos Alpes dauphinoises, dont les chaînes ont cette direction.

2° Le vent d'est ne traverse pas des mers en venant en France, sauf cependant la colonne d'air qui a pu passer sur la mer Caspienne et la mer Noire; et comme, dans son parcours sur une même latitude, il rencontre des terres d'une température à peu près uniforme et supérieure à celle de la superficie de ces mers, si ce n'est quelquefois en hiver, il ne se refroidit pas et, par conséquent, ne donne presque pas de pluie, à moins qu'il ne rencontre sur son passage une cause accidentelle de refroidissement; or, c'est précisément ce qui a lieu dans nos Alpes dauphinoises.

A son arrivée dans ces Alpes, il contient, non-seulement toute la vapeur d'eau dont il a pu être d'abord plus ou moins chargé, mais encore toute celle qu'il a pu et dû aspirer dans les plaines assez chaudes de la Lombardie et du Piémont; aussi, dès qu'il approche des sommités si froides et si réfrigérantes de ces montagnes, surtout en hiver et au printemps, dès qu'il les

touche, il se refroidit considérablement et laisse tomber la majeure partie de son humidité en pluie ou en neige ; il est donc pluvieux ou neigeux sur les chaînes orientales des Alpes dauphinoises dont les habitants l'appellent *la Lombarde*, ce qui a donné lieu à ce vieux dicton : *La Lombarde amène la neige ou la pluie*. Cependant ce dicton ne se réalise pas toujours en été et en automne, après la fonte des neiges, époque à laquelle les sommités des Alpes sont beaucoup moins froides. Mais si le vent d'est est pluvieux sur ces chaînes orientales, il n'en est pas de même sur les chaînes occidentales et en France, où il ne parvient que presque entièrement desséché, parce que les hautes et glaciales chaînes orientales et centrales sur lesquelles il a passé, l'ont très-fortement rafraîchi ou plutôt refroidi, et lui ont condensé et enlevé la presque totalité de sa vapeur d'eau en la faisant retomber sur elles en pluie ou en neige ; voilà, ce me semble, pourquoi le vent d'est arrive ordinairement frais et sans pluie dans les parties occidentales des Alpes et du Dauphiné où on l'appelle la *Matinière*, parce qu'il vient du côté du matin ou du soleil levant. Au reste, c'est un vent assez rare dans ces dernières contrées, où son cours est souvent contrarié, modifié et même arrêté par les obstacles matériels que lui opposent toutes les grandes chaînes de ces montagnes avec leur direction du nord au midi ;

3° Le vent d'ouest, que les Dauphinois surnomment *la Traverse* (sans doute parce qu'il traverse la direction des deux principaux vents, le vent du nord et le vent du sud), vient toujours assez chargé des vapeurs qu'il a aspirées de l'Océan, mais cependant beaucoup moins que le vent du sud qui en est presque toujours saturé ; il doit donc donner de la pluie quand il trouve la surface de la terre plus froide que celle de la mer d'où il arrive, et n'en pas donner dans le cas contraire.

Or, comme la surface de la mer se refroidit moins que celle de la terre pendant les saisons froides, et se réchauffe moins pendant les saisons chaudes, il doit trouver, à son arrivée en France, la température du sol plus froide en hiver, plus chaude en été, et tantôt plus froide, tantôt plus chaude au printemps et en automne ; il doit donc donner ordinairement de la pluie ou de la neige en hiver, du beau temps en été, et tantôt de la pluie, tantôt du beau temps au printemps et en automne, selon qu'il trouve la température du sol inférieure ou supérieure à celle de

la mer qu'il vient de quitter. Cependant, il est plus souvent pluvieux au printemps, surtout à son arrivée dans les Alpes, soit parce qu'il trouve à cette époque le sol refroidi par l'effet prolongé des températures hivernales précédentes, soit parce qu'il est fortement refroidi par sa rencontre ou son contact avec les Alpes encore alors couvertes de neiges à superficie glacée; il peut aussi devenir pluvieux dans les Alpes, après avoir traversé le sol de la France, sans donner de pluie, s'il a trouvé la surface de ce sol plus chaude que celle de l'Océan; de même qu'après avoir été pluvieux dans l'ouest de la France, s'il en a trouvé le sol plus froid que l'Océan, il peut cesser de l'être s'il arrive dans les parties méridionales de la France, comme le Languedoc, la Provence, qui conservent une température assez élevée ou au moins aussi élevée que celle de l'Océan, et échappent ainsi souvent aux pluies du vent d'ouest et même à la plupart de celles des vents du midi, pluies qui ne commencent quelquefois que plus ou moins avant dans les terres, là où le sol commence à être plus froid que l'air arrivant. Les parties septentrionales de la France, la Bretagne, la Normandie, etc., sont, au contraire, presque toujours plus froides que la surface de l'Océan qui baigne leurs côtes, aussi sont-elles plus fréquemment pluvieuses avec le vent d'ouest.

Cependant, même en hiver et au printemps, ce vent donne peu de pluie sur les chaînes orientales des Alpes les plus voisines du Piémont, parce qu'il n'y arrive qu'après avoir passé sur les chaînes occidentales et centrales qui lui ont enlevé ou soutiré une grande partie de son humidité; c'est un effet inverse à celui qu'elles produisent sur le vent d'est.

Au reste, on reconnaît assez facilement quand ce vent doit être pluvieux, aux nuages gris ou bruns qui se forment à l'occident, et qui annoncent que les vapeurs qu'il apporte se refroidissent et se condensent en arrivant vers nos contrées;

4° Le vent du sud ou du midi, appelé plus simplement *le Vent* dans la majeure partie du Dauphiné, arrivant de la Méditerranée extrêmement saturé de vapeurs d'eau, et trouvant presque toujours en toute saison, la superficie du sol plus froide que celle de la mer d'où il vient, donne presque toujours aussi une pluie extrêmement abondante qui, dans les parties des bassins de l'Isère et de la Haute-Durance, ouvertes du midi au nord, commence à tomber sur les montagnes latérales plus tôt que dans

lès bas fonds de ces bassins, parce que ces montagnes, plus froides que les portions de plaines correspondantes, refroidissent et condensent plus tôt ces vapeurs, de manière que la pluie s'y avance en quelque sorte en arc concave vers les parties inférieures des vallées. Les pluies amenées par les vents du midi, ordinairement très-abondantes, continues, rarement intermittentes, sont bientôt suivies du vent du nord qui ramène le beau temps, car il y a souvent action et réaction de vents opposés dans nos contrées ; au contraire, les pluies amenées par les vents d'ouest sont souvent intermittentes, se renouvellent et se reproduisent pendant plus ou moins longtemps.

Cependant il arrive souvent, en été, que la superficie du sol de l'intérieur des terres, s'échauffant plus que celle de la mer, l'air qui touche ce sol, s'échauffant par ce contact, se dilate considérablement, devient plus léger, s'élève dans l'atmosphère et produit une raréfaction, une sorte de vide dans lequel arrive l'air plus frais et plus dense de la mer, ce qui occasionne sur les côtes, pendant l'été, un vent quotidien, une brise de mer que l'on nomme *vent marin*, lequel ne donne ni vent ni pluie, parce qu'il est formé par un courant d'air de quelques heures seulement, qui vient sur un sol plus chaud que la superficie de l'eau de la mer qu'il quitte. Ce genre de vent a lieu également dans quelques vallées des Alpes dauphinoises qui s'ouvrent au midi, notamment dans la vallée de la Haute-Durance, à Embrun, à Briançon, où chaque chaude journée d'été est ordinairement rafraîchie, vers son milieu (après que l'air du fond de ces vallées a été réchauffé par le soleil et s'est élevé dans l'atmosphère), par un petit courant d'air venant du sud, par un petit vent, sans pluie, qu'on appelle aussi *vent marin*, parce qu'il vient de la Méditerranée ; c'est sans doute le prolongement ou la continuation du vent marin de la Provence ⁽¹⁾.

(¹) On remarque aussi, dans plusieurs vallées des Alpes, quelques autres petits vents régulièrement quotidiens à certaines époques de l'année, surtout l'été, et à certaines heures du jour ou de la nuit, vents qui ont diverses directions, selon la position ou l'exposition de ces vallées. Je n'hésite pas à les attribuer à une cause analogue, à celle de la brise marine, c'est-à-dire à la différence quotidienne de réchauffement ou de refroidissement, non de la terre et de la mer, mais des sommités neigeuses des Alpes ou de leurs glaciers, et des terres des plaines qui les avoisinent.

Mais il est encore une autre espèce de vent du sud, qui n'est pas seulement quotidien comme le vent marin, et qui souffle quelquefois en Dauphiné pendant plusieurs jours consécutifs sans occasionner de la pluie, ou qui ne l'occasionne qu'après avoir soufflé pendant un nombre de jours déterminé (trois, six ou neuf jours, selon l'opinion vulgaire) : est-ce parce qu'il est sans pluie, ou parce qu'il chasse devant lui, dans l'atmosphère, quelques légers nuages blanchâtres, que les Dauphinois l'ont surnommé *le vent blanc* ? C'est ce que je n'ai pu éclaircir. Toujours est-il que dans les Alpes dauphinoises, la plupart des vents ont leurs surnoms comme la plupart des personnes ; qu'on leur attribue même des couleurs, comme au vent blanc, à la bise noire ; j'ai encore entendu qualifier quelques vents de vents bruns, gris ou roux ; aussi dit-on que les Dauphinois ont la vue si bonne et si perçante, qu'ils distinguent jusqu'à la couleur des vents.

J'ai longtemps cherché à découvrir la cause pour laquelle, par une sorte d'anomalie apparente, la bise noire occasionne de la pluie dans nos Alpes dauphinoises, tandis que le vent blanc n'en occasionne point ; et cette cause m'a paru être la même ou plutôt une cause inverse, lorsque j'ai comparé les époques de ces deux vents. Si la bise donne quelquefois de la pluie pendant l'hiver ou au commencement du printemps, n'est-ce pas parce que, à cette époque, la masse d'air amenée par ce vent trouve, en s'approchant de nos Alpes alors surchargées de glaces ou de neiges glacées, une température de plus en plus froide et glaciale qui est même, vers les sommets de ces montagnes, une véritable température sibérienne beaucoup plus froide que celle des contrées qu'elle vient de parcourir, ce qui la refroidit encore davantage et la force d'abandonner une portion de son humidité ; cependant comme elle contient moins d'humidité que les courants d'air plus chauds ou plus tempérés venant des autres directions, elle ne la laisse tomber le plus souvent qu'en petite quantité, et par giboulées ou rafales intermittentes d'une petite pluie fine et glaciale quelquefois mêlée de neige ou de grésil. Si, au contraire, le vent blanc qui a lieu plus ordinairement en automne, ne donne pas de pluie, n'est-ce pas parce que, à cette époque, les neiges sont presque entièrement fondues sur les sommets des Alpes ? Ces sommets, alors encore un peu réchauffés par les chaleurs de l'été, sont par conséquent alors aussi beaucoup moins froides, beaucoup moins réfrigé-

rantes, et les courants d'air venant de la Méditerranée peuvent y passer sans se refroidir assez pour perdre leur vapeur d'eau; ce serait une cause semblable à celle qui occasionne le vent marin diurne sans pluie; seulement cette cause serait plus prolongée, parce qu'elle proviendrait, non pas seulement de l'échauffement de l'air dans quelques-unes des vallées alpines ouvertes au midi, mais encore de son échauffement dans la plupart des autres vallées ou contrées qui s'étendent au loin et au nord de nos Alpes dauphinoises.

Cette double explication me paraît vraie, et cependant il y a aussi dans nos Alpes, à ces époques, des bises sans pluie et des vents du sud suivis de pluies fortes et abondantes; la différence de ces effets me semble devoir être attribuée à ce que, dans ces derniers cas, la bise arrive avec une température au moins aussi froide que celle de ces montagnes, et le vent du midi avec une température supérieure ou au moins égale.

Les vents blancs maintiennent l'atmosphère dans un état de température assez modérée et même assez chaude pour procurer quelques journées également assez chaudes, même au mois de novembre; ce qui a fait appeler ces belles journées *été de la Toussaint, été de la Saint-Martin*, parce que c'est ordinairement à peu près à ces époques qu'elles ont lieu.

Outre les quatre vents cardinaux du nord, de l'est, de l'ouest et du sud, dont les effets que je viens d'indiquer concordent assez bien avec les résultats des observations qui ont été faites à Grenoble depuis un certain nombre d'années, et que le physicien Viard, dont la science regrette la mort récente et trop prématurée, a fait connaître dans la séance du 9 septembre 1857, au congrès scientifique de France alors réuni à Grenoble ⁽¹⁾, il y a encore beaucoup d'autres vents collatéraux ou intermédiaires qui ont des effets plus ou moins analogues ou semblables à ceux des vents cardinaux dont ils se rapprochent par leur direction. Je bornerai donc là ce que j'ai à en dire en général; mais tous ces vents divers se combinent, se modifient souvent de mille manières différentes, selon les directions, les contours, les hauteurs de ces montagnes ou leurs autres principaux accidents; souvent aussi il y a des vents différents ou même con-

(1) Congrès scientifique de France, XXIV^e session, t. 1^{er}, p. 378.

traies à différentes hauteurs de l'atmosphère et même des Alpes, et la plupart du temps, lorsqu'on arrive vers les sommités de ces montagnes, on sent comme une rivière qui vient vous inonder ou vous couvrir d'un air plus ou moins frais ou froid. Toutes ces circonstances occasionnent des variations à l'infini dans la température et la météorologie alpines; aussi faut-il, pour prévoir le temps, s'attacher à distinguer le vent prédominant, celui qui règne dans les parties supérieures de l'atmosphère, et, pour cela, il faut surtout examiner la direction des nuages les plus supérieurs, plutôt que celle des nuages inférieurs ou des girouettes, qui, dans nos contrées montagneuses, ne se trouvent jamais placées à des hauteurs suffisantes.

La grande irrégularité et l'inégale hauteur du sol dauphinois, et notamment de ses Alpes, ainsi que leurs neiges et leurs glaciers, occasionnent beaucoup d'irrégularité dans les directions et les effets des vents de nos contrées, car les vents de peu de durée ou très-souvent variés sont assez souvent les résultats de causes accidentelles locales et occasionnent de fréquentes intermittences de beau temps et de pluie, surtout lorsque les courants supérieurs ne sont que faiblement prononcés; mais, lorsqu'un vent reste constant pendant un assez grand nombre de jours, on peut être presque certain que c'est un vent plus général; que c'est le vent dominant, dont les effets sont aussi plus généraux, plus prolongés et presque toujours semblables à ceux que j'ai indiqués d'après sa direction.

L'observation du vent dominant ou supérieur est toujours celle que les Dauphinois ont l'habitude de faire préalablement; car, quand, pour prévoir le temps, on leur demande quel vent il fait, ils répondent: c'est tel vent, en ayant la précaution d'ajouter: mais tel autre vent est dessus.

On peut encore remarquer que la pluie ne commence pas subitement dès l'arrivée du vent qui l'occasionne, parce que la masse d'air plus chaud apportée par ce vent dans un lieu plus froid ne se refroidit néanmoins que successivement et peu à peu, et que la pluie ne doit commencer que lorsque le refroidissement est devenu assez général et assez considérable dans cette masse pour laisser condenser et échapper la vapeur d'eau qu'elle contient. Mais la pluie, une fois commencée, se continue sans interruption tant que la cause du refroidissement continue d'agir.

Cependant s'il survient une cause de condensation qui agisse sur cette vapeur d'une manière puissante et en même temps subite, comme une forte commotion électrique sur la vapeur d'un nuage, alors cette vapeur, subitement condensée et liquéfiée, tombe aussi subitement en pluie ou en grêle, ainsi que l'on peut l'observer assez souvent pendant ces orages où une averse abondante succède immédiatement à un violent coup de tonnerre.

Buffon a dit que les vents sont plus violents dans les lieux élevés que dans les plaines : c'est une erreur ; il aurait pu dire, avec plus de vérité, que les vents y sont plus fréquents, parce que, à cause des différences de température résultant des différences de hauteur et d'exposition des pays montagneux et élevés, il y a beaucoup de causes de variation de température, et par conséquent de fréquentes agitations dans l'air ; mais cet air étant très-rare et en général peu fortement échauffé dans nos hautes et froides vallées des Alpes dauphinoises, ces agitations ne peuvent être ni très-violentes ni très-fortes, et la grêle y est aussi moins fréquente et moins grosse que dans les grandes plaines, quoiqu'il y ait parfois quelques grosses grêles ⁽¹⁾ ; le tonnerre y résonne aussi moins fortement que dans l'air plus condensé des régions inférieures ; et, s'il y a quelquefois des orages assez violents, leur violence est loin d'égaler celle de ces vents terribles, de ces ouragans furieux qui cassent ou déracinent les arbres les plus gros, enlèvent des toitures, renversent des cheminées, même des maisons, ou causent de plus grands désordres encore, comme on en voit rarement dans nos vallées inférieures ou dans nos plaines, comme on en voit plus souvent dans les plaines des pays chauds.

Enfin, les trombes, les tourmentes, surtout les tourmentes d'été, y sont aussi peu connues et moins violentes que dans les

(1) Je ne puis croire, comme on l'a pensé pendant longtemps, que les gros grêlons, qui paraissent formés de l'agglomération de plusieurs grêlons plus petits, soient le résultat d'attractions de nuages diversement-électrisés qui attirent et repoussent successivement plusieurs fois leurs grêlons respectifs les uns vers les autres ; mais je suis très-porté à admettre que cette agglomération peut provenir de ce que ces petits grêlons de pesanteurs différentes se rencontrent et s'agglomèrent dans leur chute, soit par l'effet de la différence de vitesse résultant de leur différence de pesanteur, soit plutôt peut-être par l'effet de leur électrisation différente qui les porte à s'attirer, à s'unir.

plaines ; les principales tourmentes de nos Alpes sont les tourmentes d'hiver , beaucoup moins dangereuses par leur violence que par les courants des neiges qu'elles soulèvent et font tourbillonner en tous sens, en toutes directions, dans l'atmosphère qu'elles transforment en une mer ou un océan de neige ou de poussière de neige qui s'agite et se meut dans tous les sens , qui change et modifie sans cesse les configurations, les sinuosités du sol ou des montagnes, qui envahit la figure, les oreilles, les narines et surtout les yeux de ceux qui s'y trouvent exposés , tellement que bientôt les oreilles se remplissent, les narines se bouchent et les yeux, obligés de se fermer, ne peuvent plus servir à se conduire ; on peut facilement préserver les oreilles et la figure en les enveloppant et les couvrant d'un vêtement quelconque ; mais, comme on a besoin de se servir des yeux pour pouvoir se diriger et se conduire, on les recouvre d'un bandeau d'une étoffe claire et transparente à travers laquelle on puisse voir, par exemple, d'un bandeau fait avec une cravate de soie un peu claire, pour que le regard puisse la traverser, et néanmoins d'une couleur un peu foncée, verte, bleue, noire ou brune pour affaiblir et assombrir le trop vif éclat de l'extrême blancheur de la neige qui éblouit le regard et blesse ou fatigue si fortement la vue.

On a dit que les montagnes attirent les nuages, parce qu'on en voit plus sur elles ou dans leur voisinage que dans les autres parties de l'atmosphère ; c'est une erreur d'apparence : elles n'attirent pas les nuages, mais elles en forment souvent en refroidissant l'air ambiant et en condensant sa vapeur.

Les montagnes, ces grandes masses réfrigérantes, se procurent quelquefois elles-mêmes, par leur contact avec l'air humide, des nuages et des pluies qui leur sont beaucoup plus nécessaires qu'aux plaines, parce qu'elles laissent écouler très-vite leurs eaux pluviales sur leurs pentes inclinées ; et, lorsqu'il y a plusieurs séries de chaînes de montagnes sur la direction du courant d'air qui procure la pluie, les premières chaînes qui refroidissent ce courant et lui enlèvent son humidité, sont presque toujours beaucoup plus mouillées que les autres qui reçoivent un air qui se dessèche de plus en plus à mesure qu'il pénètre dans ces montagnes ; voilà sans doute pourquoi les chaînes latérales des Alpes, qui reçoivent les premières et plus abondantes décharges des nuages qui arrivent de

leur côté, sont beaucoup plus arrosées et plus humides que les chaînes centrales, qui ne reçoivent qu'un air déjà épuisé de ses vapeurs en majeure partie; cependant, comme ces chaînes centrales sont plus froides, elles peuvent encore lui soutirer une grande partie de l'humidité que leur ont laissée les premières chaînes moins froides; cette température plus froide leur permet aussi de conserver plus longtemps de plus grands réservoirs d'humidité sur leurs cimes, parce qu'elles reçoivent plus souvent de la neige qui ne s'écoule pas immédiatement comme l'eau de la pluie.

Ces hautes montagnes si froides enlèvent aussi, presque chaque jour et même sans pluie, aux couches d'air qui touchent leurs glaciers ou leurs neiges perpétuelles, quelques portions de l'humidité qui leur reste, ce qui contribue aussi un peu à l'alimentation de ces glaciers.

Je trouve la preuve que les chaînes centrales des Alpes dauphinoises sont plus froides et surtout beaucoup moins humides que les chaînes latérales, dans un grand nombre de circonstances; ainsi les plantes y sont moins développées, moins grandes, moins rameuses, plus grêles et plus fines; les prairies y sont moins herbeuses, les mousses et les lichens y sont moins abondants; la ligne des neiges perpétuelles s'y abaisse davantage; les nuages et les brouillards y sont plus rares, les pluies moins fréquentes et de moindre durée; enfin, pour peu que le temps soit beau, le regard peut, du haut de leurs sommets, s'étendre au loin, presque sans autre obstacle que l'interposition des montagnes voisines, tandis que, des sommets des chaînes latérales, le regard est souvent arrêté par des nuages ou des brouillards. Je suis monté trois fois sur le *col de la Traversette* du mont Viso, qui est à une hauteur d'environ 2,800 mètres, et d'où, par un temps pur et serein, une bonne vue distingue très-bien la ville de Turin, et peut même apercevoir, dans un horizon très-lointain, le dôme de la cathédrale de Milan, à 60 lieues de distance, et chaque fois je n'ai pu voir ni Turin, ni même la plaine du Piémont, immédiatement contiguë à cette montagne; chaque fois les vapeurs chaudes, émanées de cette plaine, se condensaient en arrivant vers les parties élevées de la montagne sur la crête de laquelle j'étais, et y formaient un vaste bandeau de nuages ou de brouillards, qui, étalé en face de moi comme un écran, interceptait entièrement la vue du côté

du Piémont, tandis que rien ne voilait le ciel au-dessus de ma tête ni du côté de la France. Pour jouir du magnifique coup d'œil voilé par le nuage, il aurait fallu descendre beaucoup plus bas, ou, ce qui était impossible, gravir le grand pic inaccessible du mont Viso dont je voyais la cime blanche s'élever majestueusement à environ 1000 ou 1200 mètres au-dessus de ma tête comme une haute pyramide de glace, dans un ciel pur et sans nuages à cette grande élévation.

J'ai souvent remarqué un phénomène semblable sur le flanc horizontal de la grande chaîne alpine qui borde la gauche du bassin de l'Isère ; j'ai vu souvent pendant l'été, à une certaine hauteur de cette chaîne, une longue bande de nuages s'étendant horizontalement sur son flanc où elle persistait quelquefois, presque immobile, pendant une série plus ou moins longue de belles journées, tandis que d'autres fois, elle avait une tendance à s'élever ou à s'abaisser. Quoique la chaîne de la rive droite de l'Isère n'ait que plus rarement une pareille bande, elle l'a aussi cependant quelquefois, mais moins persistante ; et, sur cette chaîne comme sur l'autre, son immobilité et sa tendance à s'élever ou à se dissiper et disparaître, est assez généralement un indice de beau temps, comme son abaissement ou sa tendance à descendre est un indice de pluie ; car, dans le premier cas, si la bande paraît immobile, je ne pense pas qu'elle le soit toujours ; il m'a semblé, au contraire, sans cependant être allé le vérifier de près, que presque toujours sa partie supérieure s'élève insensiblement et continuellement dans l'atmosphère où elle se transforme, de vapeur brumeuse ou nuageuse en vapeur invisible, tandis que sa partie inférieure, qui préserve la zone qu'elle recouvre des influences atmosphériques et la maintient à une température presque constante, favorise l'évaporation d'une certaine quantité d'humidité, qui, passant à l'état nuageux ou brumeux, remplace peu à peu celle de la partie supérieure qui s'est dissoute dans l'air ambiant ; dans le second cas, au contraire, cette bande se condense, devient plus lourde et tend de plus en plus à se résoudre en pluie.

La formation de cette bande nuageuse, que l'on peut observer aussi sur les flancs de quelques autres montagnes des chaînes latérales des Alpes, m'a paru avoir plusieurs causes : tantôt, et c'est alors surtout qu'elle est un indice de pluie, elle se forme vers une zone moins élevée, vers la zone des bois noirs ou au-

dessous par le refroidissement ou la condensation des vapeurs de l'air qui, devenues trop lourdes dans une atmosphère humide et par conséquent plus légère, ne peuvent presque plus conserver leur état vaporeux et tendent à se liquéfier ; tantôt, au contraire, elle se forme dans une zone plus élevée et voisine des sommités, par les exhalaisons vaporeuses émanées de la ligne des neiges fondantes ou du sol humide qui s'échauffe plus que l'air contigu, lesquelles, en rencontrant les neiges supérieures, se convertissent en vapeurs nuageuses ; mais comme, dans ce cas, il y a tendance des vapeurs à s'élever, c'est un indice que l'atmosphère est sèche et pesante, et, par conséquent, un indice de beau temps.

Quelquefois aussi, au lieu ou au-dessus de ces bandes nuageuses latérales, on voit, sur les crêtes et sommités, de longues traînées de nuages, de formes changeantes et mobiles, qui sont encore des indices de pluie si elles tendent à s'abaisser et à descendre, et des indices de beau temps si, poussées par un vent du nord, elles tendent à s'élever.

Ainsi, en général, ces nuages clairs, transparents et légers, qui se soutiennent à de grandes hauteurs ou tendent de plus en plus à s'élever et à se dissiper, donnent rarement de la pluie ; mais les nuages sombres et lourds qui semblent peser sur les montagnes, ou qui descendent le long de leurs flancs, ou qui se traînent sur leurs parties inférieures, ou enfin qui plongent jusqu'aux rivières où ils semblent boire, sont ordinairement des indices de mauvais temps.

Au reste, les Dauphinois, qui ont depuis longtemps remarqué ces indices sur leurs montagnes, les ont signalés par des proverbes ou dictons locaux ; ainsi les nuages légers qui courent ou coiffent les sommités de leurs Alpes, sont appelés par eux *chapeaux de bise*, parce qu'ils sont en général formés par le vent du nord, qui refroidit et condense les vapeurs ascendantes qui, avant de se dissiper et de se dissoudre entièrement dans l'air, sont momentanément un peu refroidies ou condensées lorsqu'elles arrivent vers ces sommités. Les Grenoblois, en particulier, ont fait, sur le mont St-Eynard, voisin de leur ville, le vieux dicton que voici :

Quant Saint-Eynard prend son chapeau,
C'est signe de beau ;
Mais s'il prend son manteau,
Gare l'eau !

Ils en ont fait un autre que je ne citerai pas, sur l'indice de pluie résultant de l'apparition de bandes de nuages sombres ou noirâtres à leur horizon, au couchant, du côté de Voreppe ou de Rives ; cette circonstance indique, en effet, que l'air venant du couchant se refroidit considérablement, et que ses vapeurs se condensent en nuages épais à leur entrée dans les Alpes.

Les différentes couleurs, teintes ou apparences de l'atmosphère, son état plus ou moins brumeux, ses reflets, sa pureté, sa transparence, sa légèreté sont encore assez souvent des indices des vents régnants, de l'état hygrométrique de l'air, et par suite, des indices de beau ou de mauvais temps présent ou prochain.

Ainsi, les indices de beau temps sont une journée qui commence avec une atmosphère fraîche et pure, réfléchissant ou réfractant, au soleil levant, une lumière blanche, limpide, vive et brillante sous un ciel qui se maintient serein et azuré, sans trop de transparence, et qui finit par un beau soleil radieux, se couchant dans un horizon pur, d'où il éclaire les blanches sommités de nos Alpes couvertes de neige, d'une lumière également blanche ⁽¹⁾, quelquefois légèrement rosée ou carminée, avec le vent du nord, et qui est un peu plus rougeâtre ou d'un rouge jaunâtre avec les vents d'ouest et du sud.

Les indices de pluie sont, au contraire, une journée commençant par un ciel d'un rouge jaunâtre ⁽²⁾, brumeux ou assombri, entièrement caché par d'épais nuages d'un gris brun plus ou moins foncé dans leurs diverses parties, et qui prennent une teinte presque uniforme aux approches de la pluie; ou commençant, si le ciel n'est pas entièrement couvert, par un soleil levant entouré de brumes et de vapeurs qui impriment à la lumière de ses rayons une teinte pâle, d'un blanc sale et jaunâtre qui les affaiblit et semble les ternir, et qui se reflète en teintes blasardes, également pâles ou d'un blanc jaunâtre, sur des nuages pommelés qui s'allongent en traînées brumeuses, ou se forment en vagues nébuleuses et onduleuses, que l'on appelle *pommelées*; car, dit-on encore :

Temps pommelé, femme fardée,
Ne sont pas de longue durée.

⁽¹⁾ *Rose au soir, blanche au matin, c'est la journée du pèlerin.*

⁽²⁾ *Avec temps rouge le matin la pluie est en chemin.*

Ces vagues onduleuses se nuancent de gris, de brun ou de noir, soit par le plus ou moins d'épaisseur des nuages, soit par les ombres qu'ils se portent les uns sur les autres, dans une atmosphère où arrive un vent d'un air chaud et humide, plus ou moins difficile à respirer, qui sera rafraîchi un peu, puis s'apaise quand la pluie commence, d'où le proverbe bien connu : *Petite pluie, abat grand vent.*

C'est également un indice de pluie, si le soleil se couche dans un horizon sombre et nuageux que ses rayons ne parviennent presque pas à pénétrer pour éclairer une atmosphère pâle et d'un gris rougeâtre et jaunâtre ou chargée d'épais nuages noirâtres, dont les bords plus clairs sont d'un gris blanc, sale, plus ou moins blafard. De même, un temps nuageux au midi et au couchant, indique que les vapeurs apportées par les vents humides du sud et de l'ouest, refroidies et condensées en arrivant vers nos contrées, le seront encore plus en entrant dans les vallées des Alpes, ce qui y occasionnera de la pluie, tandis que, si le ciel est parfaitement pur et clair au midi et au couchant, il y a rarement du mauvais temps, quand même le nord ou le levant se trouveraient couverts ou chargés de quelques nuages, parce que ces nuages se dissipent et disparaissent dans l'air plus chaud du sud et de l'ouest.

Ces remarques atmosphériques, qui ont déjà été faites depuis longtemps, s'appliquent même aux corps que l'on peut voir à travers les diverses teintes ou apparences de l'atmosphère, notamment à la lune qui paraît claire et blanche avec un temps serein, pâle avec un temps pluvieux, et rougeâtre avec un temps venteux, ce qui a été assez bien résumé dans ce vieux vers latin :

Pallida luna pluit, rubicunda flat, alba serenat.

Enfin, une atmosphère extrêmement chargée de ces vapeurs brumeuses qui pâlissent la pureté du ciel et la clarté de ses étoiles, qui paraissent pleureuses, est souvent aussi un indice de pluie.

Il y a encore un très-grand nombre de signes indicateurs; il y en a, surtout dans nos Alpes, plusieurs qui varient selon les situations respectives de certaines localités; mais il en est un plus général qui a une cause certaine et bien connue, c'est celui qui résulte de l'état hygrométrique de l'air. Quand le temps

est très-beau et doit continuer à l'être, l'air est ordinairement très-sec et très-dense, et, précisément à cause de cette densité, il laisse moins pénétrer le regard, et l'on distingue moins bien les objets éloignés; mais, quand l'air est très-humide, très-saturé de vapeurs, ce qui est assez souvent un signe de pluie, il devient plus léger, plus incolore, plus clair, plus transparent, parce que la vapeur d'eau, avec laquelle il est mêlé, est plus légère, plus incolore, plus claire, plus transparente que l'air. Alors l'état de l'atmosphère laisse mieux pénétrer le regard et lui permet de beaucoup mieux distinguer les objets éloignés, tels que les Alpes avec leurs reliefs et leurs ondulations. Ainsi lorsque de la terrasse du jardin de la ville de Grenoble ou de son pont suspendu, et par un temps serein, on voit le Mont-Blanc se dessiner parfaitement sur son horizon lointain, on peut presque toujours prédire un changement de temps prochain, tandis que, si cette montagne se distingue difficilement, dans une atmosphère moins transparente et comme brumeuse à l'horizon, on peut prévoir la continuation du beau temps.

Enfin, on a encore remarqué que si une forte pluie nocturne cesse et fait place à un temps chaud et serein lorsque le soleil est déjà assez élevé au-dessus de l'horizon, il est rare qu'elle ne recommence pas avec la fraîcheur du soir, qui refroidit et condense de nouveau les vapeurs nuageuses que la chaleur diurne avait momentanément dilatées et rendues invisibles; mais si, après la pluie, le temps devient frais et serein, ou s'il ne se rassérène que vers le soir, c'est ordinairement un indice qu'un vent humide et pluvieux a succédé un vent plus sec et plus frais, tel que le vent du nord, et il y a souvent continuation de beau temps.

Il semble donc qu'au moyen de ces divers indices et de plusieurs autres qui varient selon les localités, il doive être facile de prévoir et de prédire le beau temps ou le mauvais temps; et cependant c'est extrêmement difficile, parce que tous ces indices, loin d'être ordinairement réunis et bien prononcés, caractérisés ou apparents, sont souvent plus ou moins douteux, ou paraissent se contrarier; c'est qu'en effet le temps est souvent incertain ou nuageux, et souvent aussi il change et devient beau ou mauvais plusieurs fois dans une journée; ainsi, j'ai eu fréquemment occasion d'examiner, pendant plusieurs jours

nuageux consécutifs, les cimes de nos montagnes couvertes de longues traînées de nuages qui, poussés vers le sud par un léger vent du nord soufflant par intermittences, tendaient les uns à descendre, les autres à s'élever : tant que le vent du nord soufflait, il n'y avait point de pluie; mais, dès qu'il cessait de souffler, il commençait à pleuvoir un peu dans quelques parties de la vallée et de quelques-unes des montagnes qui l'entourent, tandis que, dans d'autres parties, les nuages semblaient s'éclaircir et vouloir laisser pénétrer quelques rayons du soleil; mais enfin, le vent du nord recommençant à souffler avec un peu plus de persistance, la pluie cessait malgré un ciel toujours assez nuageux.

Il n'est donc pas facile de prévoir et de prédire, d'une manière certaine, le beau ou le mauvais temps, ainsi que les changements de temps, parce que, même avec une réunion de plusieurs des principaux signes indicateurs, ces changements ne sont pas immédiats et ne s'effectuent presque toujours qu'après des intervalles de durées très-variables, quelquefois qu'après plusieurs jours; et commencent même, dans une localité voisine, un ou deux jours plus tôt ou plus tard que dans celle où l'on a fait l'observation. Il faut d'ailleurs une grande habitude d'observations locales pour reconnaître les prédispositions de l'atmosphère, qui sont aussi modifiées quelquefois d'un moment à l'autre par le changement de direction d'un courant d'air; mais j'ai souvent remarqué qu'après une longue série de jours beaux et secs, les signes indicateurs de la pluie se répètent et se continuent plusieurs fois et plus ou moins longtemps avant l'arrivée du mauvais temps, de même qu'à la suite de pluies prolongées ou multipliées, le beau temps ne s'établit qu'après qu'il a été annoncé par un certain nombre de signes indicateurs répétés pendant plusieurs jours.

Enfin il y a souvent des temps très-différents et à de très-petites distances dans nos vallées alpines; souvent il pleut dans quelques-unes, tandis que le temps est seulement nuageux ou même parfaitement serein dans d'autres.

Je terminerai donc en répétant ce que disait M. Lecouturier, dans une lettre récemment publiée et adressée à M. Babinet, membre de l'Institut, à l'occasion de ses prédictions météorologiques qui ne se sont pas vérifiées : « Rien n'est si difficile » que de prévoir le temps qu'il fera, même quelques heures à l'avance. »

Lecture faite par M. Maignien dans la séance du 25 mars 1859.

PENSÉES ET RÉFLEXIONS SUR QUELQUES PRINCIPES DE L'ART.

Le principe de l'art et ses divers éléments sont, dans leur expression possible, d'une vérité et d'une durée absolue. Mais les œuvres même les plus parfaites contiennent toujours quelque élément changeant et périssable qui ne peut résister au temps. La proportion de cette partie changeante trompe souvent les critiques; ils lui accordent trop ou trop peu; il n'y a plus avec eux, pour apprécier une œuvre, que d'en connaître la date et l'auteur. Tout s'explique alors; ils comprennent les idées, les sentiments, les allusions, et tout est dit.

Un des éléments les plus difficiles à reconnaître et à constater dans les arts, c'est la nature et l'influence de l'époque, c'est-à-dire l'âge du peuple chez lequel fleurit l'artiste qu'on étudie, qu'on veut connaître; et, quand on l'a fait, ce n'est rien encore, si l'on n'est pas capable d'en sentir la vivante inspiration. Si les enfants et les adolescents pouvaient avoir du génie, et s'ils avaient les moyens de le manifester dans des œuvres vraiment artistiques, sans imitation et sans manière d'école, leurs productions auraient ce cachet d'inimitable que nous retrouvons à de certaines époques de l'histoire de l'art et de la poésie. De telles œuvres pourraient avoir bien des défauts de détail, présenter des lignes étranges; elles soulèveraient bien des critiques, elles n'en seraient pas moins inimitables et uniques.

Voilà pourquoi, en relevant des erreurs, des contradictions, des fautes même, chez les vrais artistes, poètes, peintres, sculpteurs de l'ancienne Grèce, on ne diminue pas leur gloire d'un iota.

Et voilà aussi pourquoi ceux des modernes qui n'ont pas ce sens de l'expression artistique dans son adolescence et dans sa fleur, s'étonnent toujours un peu ou beaucoup de la renommée de ces incomparables esprits. Ils croient que c'est par habitude, par un respect outré de l'antiquité qu'on les loue toujours. Ils ne peuvent comprendre cet instinct chez les autres, parce qu'ils en sont privés: leur aptitude va à comprendre le faux et à le croire vrai.

On ne peut pas juger, *a priori*, d'un art par un autre, à une

époque donnée : l'architecture, par exemple, ne prouve pas la poésie ou la sculpture. La raison en est simple : l'art, dans ses manifestations diverses, emploie des moyens d'expression différents et comme des langues diverses.

Ces langues et ces moyens employés par l'art pour donner la forme nécessaire et la vie à l'idée, correspondant à des facultés différentes qui ne se développent pas nécessairement dans le même temps, ne peuvent donner que ce qu'ils ont pour animer les œuvres d'art essentiellement différentes. A une époque de civilisation suffisante, un idéal élevé, un sentiment sublime de religion, pourra produire des œuvres architecturales prodigieuses de grandeur et d'originalité, dans le même temps où la peinture, la sculpture, la poésie n'auraient que des expressions incomplètes, grandioses peut-être, mais souffrant de l'insuffisance des principes et des moyens. Les connaissances que chaque art exige n'étant pas assez développées ni assez solides, les arts qui en ont besoin et qui en sont comme la floraison n'existent qu'à moitié.

Sans une langue assez développée et assez forte, comme expression de l'intelligence qui a pris possession de ses ressources, point de grandes œuvres poétiques et durables ; sans la connaissance réfléchie de l'homme moral, point de vraie œuvre dramatique ; sans l'étude de l'homme moral et physique, et les connaissances accessoires qui en découleront, point de véritable art représentatif, peinture ou sculpture ; ou bien alors l'œuvre sculpturale semble renfermer des âmes en peine, comme le *prince charmant* caché sous la forme de la *bête* ; et la peinture, comme on le voit dans les premiers essais du XIII^e siècle à Florence, fait plus penser et deviner qu'elle ne montre en effet ; ce n'est qu'une demi-peinture soutenue par un demi-sentiment musical. On le voit alors, l'architecture, quand elle s'élève aux proportions de l'art, n'exprimant, comme tel, que les sentiments les plus généraux et les plus vagues, sans réclamer la connaissance de l'homme, peut donc, dans le développement d'une civilisation, donner des œuvres vraiment originales et immortelles, quand les autres arts en sont encore aux tâtonnements et à la recherche des moyens que, suivant le progrès des idées, l'esprit curieux de l'homme saura successivement découvrir.

C'est une chose prodigieuse que la facilité avec laquelle, à certaines époques, on s'écarte de la nature sans même le soup-

çonner ; l'affectation et le maniéré sont alors comme une seconde nature.

Peindre la nature, c'est exprimer des sentiments que chaque homme pourra reconnaître quoiqu'ils ne soient pas entièrement les siens, et malgré la diversité des usages et des modes ; tels, enfin, que l'humanité, comme un seul homme, les reconnaîtra pour vrais.

Ainsi, l'écrivain qui, pour se mettre, *à priori*, au-dessus de la critique, a cru faire de l'esprit et montrer une piquante originalité en faisant la terrible question, *le cœur humain de qui, la nature de quoi ?* a dit une véritable niaiserie au point de vue historique, une énormité au point de vue moral et artistique. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne soit bon de représenter que les sentiments les plus généraux, absolument parlant, sans aucun mélange de coutumes particulières, d'habitudes personnelles, sans le grain de sel de l'originalité individuelle. Au contraire, l'un fait valoir l'autre, pourvu que le fonds soit bien la nature humaine ; et si l'on nous demande la nature humaine de qui ? Nous répondrons : de personne, c'est-à-dire, de tous considérés comme un seul.

Les écoles exagérées n'ont souvent d'autre motif d'existence que les services négatifs qu'elles se rendent mutuellement : l'école spiritualiste se perdrait dans le vague et l'indéterminé sans l'école réaliste qui la retient au moins dans quelques limites de la nature ; et l'école réaliste s'enfoncerait dans la matière sans l'école spiritualiste, qui l'empêche d'oublier tout à fait l'âme et la pensée.

Que si elles se perdent dans ces excès, elles ont encore ce résultat, qui a son bon côté, de faire penser à quelque chose de mieux, et aspirer à un art qui n'appartienne en propre ni à l'une ni à l'autre.

Ces écoles se font donc un contre-poids très-utile, quelquefois nécessaire ; la résultante de leur dissidence est le principe d'un art suffisamment spiritualiste et suffisamment naturel. Ce dont il s'agit le moins dans ces disputes, c'est le génie. Si le génie vient ensuite, il profite du procès, comme le juge dans la fable des plaideurs.

On pourrait, sans présomption, se faire fort de trouver toujours un vice radical dans tout système d'art à dénomination particulière : par exemple, le romantique s'arrête aux excep-

tions et prend la fièvre pour le génie; le classique imite et se fait une nature factice. L'école vraiment coloriste ne dessine pas purement, et quelquefois ne dessine pas du tout. Les dessinateurs exclusifs colorient sans charme et sans mystère, et ne voient bien de la nature que les lignes.

Quand on est d'une école par système, par prédilection, par calcul, n'importe, on n'en est pas partout et toujours. Voilà pourquoi la critique peut quelquefois citer des choses parfaites chez des classiques, des romantiques, des coloristes, des dessinateurs. Mais dans ces cas exceptionnels, ils n'étaient pas de leur école, ils étaient simplement vrais et naturels. Si l'on en fait honneur à leur système, on a tort. Dans ce cas, l'artiste ne jouit pas toujours de sa bonne fortune ou de son heureuse inspiration. Je ne sache pas qu'on ait su beaucoup de gré à M. Ingres du coloris de sa grande odalisque qui, en plusieurs parties, est d'une vérité saisissante, comme expression de la nature.

Je ne crois donc pas qu'on puisse citer comme excellente une école à laquelle il ait fallu donner un nom particulier. On approche plus ou moins de la perfection, cela n'admet pas de dénomination spéciale. Ce qui est beau et bon n'est, ni classique, ni romantique, ni réaliste, ni idéaliste, ni flamand, ni vénitien, il est excellent.

Quand une école a reçu légitimement une dénomination particulière, c'a été après coup, pour désigner son premier maître; et cela, loin d'infirmar notre pensée, la confirme. Le nom particulier tient alors à quelque qualité originale et spontanée de ce premier maître, et ce sont ces qualités personnelles, persistant dans l'école, malgré le vrai principe de l'art, qui ont produit ces dénominations si suspectes chez les élèves et les successeurs.

Ce que l'on a dit du dessin incomplet mais exact et juste, indéfini mais vrai des coloristes qui ne dessinent pas, pourrait être vrai, en ce sens qu'il n'y manquerait que plus de détail et de pureté; mais le plus souvent cette observation manque de justesse. Ce n'est pas un dessin incomplet et rudimentaire dont ils se sont contentés, mais un dessin inexact et faux sur lequel ils se sont hâtés de jeter leurs couleurs et qui perdrait à être plus fini; car alors le travail, en complétant, par les détails, un ensemble dont l'incohérence dissimule un peu les fautes, ne

pourrait que mettre dans une plus vive évidence l'inexactitude et la fausseté des premières lignes.

Une grande qualité se développe aux dépens des autres; elle devient la branche gourmande, et cette qualité, qui en a fait perdre plusieurs autres et qui se particularise en grandissant, s'érige enfin en système et en école.

Et comme les extrêmes se touchent, cette grande qualité finit quelquefois, grâce à l'habitude et à la facilité prodigieuse qui en est résultée, par devenir de la manière et du métier.

L'œuvre la plus vraiment artistique est celle où il y a le moins de manière et de métier. La manière et le métier sont en raison inverse de l'inspiration et du génie.

La manière résulte des moyens les plus commodes et les plus faciles, eu égard au caractère et à l'organisation de l'artiste, employés d'abord naturellement, ensuite par habitude, enfin par instinct; le mal est qu'on s'en sert pour tous les cas, même pour ceux qui demanderaient une autre *manière*.

Le métier est de la manière rendue plus hardie par un mécanisme sûr de son résultat: il a des recettes pour produire de certains effets. L'effet se montre quelquefois à contre-sens, mais d'une manière frappante pour les yeux du vulgaire, et tout est dit. Les effets de la manière se produisent par l'habitude sans spontanéité, avec l'attention ordinaire de l'ouvrier: les effets du métier peuvent se produire en pensant à autre chose.

On parle beaucoup de vraisemblance, on en veut partout et toujours, et l'on a raison: pour émouvoir ou plaire en récréant, il faut d'abord que la chose présentée soit possible. Cependant, il y a une distinction à faire: il se présente des situations peu vraisemblables, de celles qu'on serait tenté d'appeler impossibles, mais qui servent de cadre à des peintures auxquelles il faudrait renoncer, ou qui, sans cette indulgence, perdraient beaucoup de leur charme et de leur vérité. Alors la scène même n'est en quelque sorte qu'une allégorie où il s'agit surtout d'une peinture curieuse et intéressante; on peut dire en général que, moins le type est curieux, moins l'idéal est élevé, plus il est indispensable de satisfaire par l'exacte vraisemblance de tous les détails, et que plus, au contraire, le type est intéressant et curieux, plus l'idéal est élevé, plus il faut prendre ce mot de vraisemblance dans un sens large, et plus il faut per-

mettre de liberté au poète et à l'artiste. En d'autres termes, la grande vérité peut et doit faire glisser sur bien des détails de la lourde réalité, pour laquelle il suffit alors de quelques grands traits essentiels.

Mais qu'est-ce que l'idéal, comment et à quelles conditions prend-il une vie réelle dans les œuvres d'art qu'il pénètre et qu'il anime ?

La forme étant nécessaire à l'art, l'expression purement intellectuelle ne donne que des idées : une réflexion philosophique, une sentence morale, une formule scientifique. — Il y a dans l'art le corps et l'âme, la matière et l'idée, l'élément physiologique et l'élément intellectuel. Mais la matière y est cachée par la forme expressive de l'art; elle y est sans y présenter ses qualités naturelles; elle devient autre chose qu'elle-même, pénétrée par l'idée qui la transfigure.

Dans l'œuvre d'art, il y a donc toujours une idée quelle qu'elle soit; mais cette idée ne constitue pas toujours un véritable idéal; elle peut même s'éloigner à l'infini de l'idéal, et exprimer tout le contraire. L'idéal peut se prendre en deux sens : 1° le type, c'est-à-dire l'expression par la forme artistique de l'idée vraie et complète des caractères; 2° le degré de mérite moral, de volonté pure et libre, c'est-à-dire la représentation suffisante et vraie de ce qui serait l'idéal dans la vie. On comprend qu'en baissant toujours, il peut arriver à une limite passé laquelle il n'est plus.

L'expression des qualités morales par le moyen de l'art est donc le point essentiel de l'idéal. Elle est d'autant plus difficile que l'art doit parler tout seul. Or, l'élément naturel ou matériel, plus ou moins rebelle à l'idée, l'entame presque toujours par quelque côté.

Dire la chose ne serait rien; la produire et la faire vivre par l'art, c'est la grande affaire, c'est tout.

(Sera continué.)

DOCUMENTS INÉDITS

DONATION DE LA MALADERIE DE ST-ETIENNE DE CROSSEY A LA CHARTREUSE DE
CURRIÈRE PAR AMÉDÉE V-DE SAVOIE.

Anno a nativitate domini millesimo trecentesimo undecimo indictione tertia decima vicesima nona mensis jullij coram me notario et testibus infrascriptis, domino Amedeo comite Sabaudie existente cui..... beneficium principis deus... ideo... cunctis per hoc publicum instrumentum appareat quod cum illustris vir dominus Amedeus comes Sabaudie pie et libenti animo pro salute anime sue et suorum parentum procuranda dederit pure et libere maladeriam de Croceys que sita est in parochia sancti ap.. ⁽¹⁾ cum suis pertinentiis juribus et appendiciis universis fratri Jacobo Vechone priori domus corerie ordinis carthusiensium recipienti nomine et ad opus dicte domus et eandem donationem reverendus in Christo pater dominus Guiellmus divina providentia Gracianopolitanus episcopus auctoritate sua ordinaria confirmaverit prout in infrascripto notario constat per litteram dicte confirmationis suo magno sigillo sigillatam, que incipit in prima linea : nos Guiellmus miseratione divina, et ultima finit : fecimus roborari. et dictus dominus comes dederit prout in mandatis castellanis Voyronis ⁽²⁾, Tolvonis ⁽³⁾ et sancti Laurencii ⁽⁴⁾ ut predictum priorem nomine quo supra in plenam et corporalem possessionem dicte maladerie et omnium jurium suorum inducant et inductum perpetuo protegant et defendant alter alterius et alia mandata

⁽¹⁾ Sancti Apri, St-Aupre, canton de Voiron.

⁽²⁾ Volron, chef-lieu de canton.

⁽³⁾ Tolvon, commune de St-Etienne de Crossey, canton de Voiron.

⁽⁴⁾ St-Laurent-du-Pont, chef-lieu de canton.

non expectando, ut hæc et plura alia pro dicto dono in statu debito conservando in littera dicti domini comitis sigillo ejus majori sigillata laciùs patent. Cuius littere tenor de verbo ad verbum in fine presentis instrumenti continetur siquidem litteram principalem dicti doni propter pericula fractionis sigilli et alia casualia pericula oporteat de loco ad locum suis temporibus deportare. ideo jōhanne Renardi castellano Voyronis pro dicto illustri domino comite et dicto domino priore nomine quo supra constitutis in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, dictus jōhannes Renardi volens tanquam fidelis obedire mandato illustris domini comitis dictum priorem presentem et petentem nomine quo supra in plenam et pacificam et corporalem possessionem ut.... posuit et ind.... de maladeria supra dicta et de omnibus juribus et pertinenciis et apendiciis ipsius maladerie cuiuscumque nomine censeantur et ubique possent quomodolibet reperiri quocunque tempore, et ipsum priorem nomine quo supra recipienti claves dictarum domus et ecclesie concedendo, precipientes in infrascripto notario predicti castellanus et prior de predictis omnibus fieri publicum instrumentum nec non in fine presentis instrumenti tenorem littere dicti doni in publicam formam redigi ad eternam memoriam rey geste et ad evitanda pericula que possent in portanda principali littera evenire. Cuius littere tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum: gracia sancte et individue trinitatis misericorditer nostre salutis admoniti recordati sumus humane statum conditionis et vite fragilis lapsus inevitabiles quum sine termino ducimur in peccatis, bonum itaque judicavimus nos peccati servos de manu mortis redimere, temporalia pro celestibus, eternam hereditatem pretio preterite possessionis comparare ne duplici contricione conteramur et presentis vite miserias labores et dolores inicui resumamus. Ideo nos Amedeus comes Sabaudie universis presentes litteras inspecturis tam presentibus quam futuris salutem et noticiam rey geste. cum omnibus teneamus patrociniū nostrum et auxilium impertiri, eis potissimum providere qui carnatis servant opibus et seculi vanitatibus spretis divinis inveniuntur obsequiis mancipati, ea propter nos dictus Amedeus comes Sabaudie pro remedio anime nostre nostrorumque parentum omnium tam vivorum quam eciam defunctorum pietatis intuitu damus et concedimus prout sanius intelligi potest aliter sane mentis religioso

viro fratri jacobo Vechone priori religiose domus Corerie ordinis carthusiensium recipienti nomine suo et ad opus dicte domus Corerie maladeriam sancti Stephani de Crocejs, cuius donatio et collatio ad nos et nostros pertinet et pertinuit ab antiquo. que maladeria sita est cum suis apendiciis et pertinentiis infra fines mandamenti castri nostri de Tolvone inter ecclesias sancti Stephani de Crocejs ⁽¹⁾ predicti et sancti ap., damus, inquam, dictam maladeriam pure et libere dicto priori ut supra recipienti cum omnibus homagiis, feudis, retrofeudis, censibus, cunctis nemoribus..... et omnibus aliis possessionibus, obventionibus, bonis mobilibus et immobilibus et generaliter cum omnibus juribus pertinentiis et apendiciis universis prout sanius et utilius intelligi potest a quocumque pro domo Corerie supra dicta nichil juris et alicuius servitutis sive usagii nobis et nostris in dicta maladeria vel eius pertinentiis vel eorum occasione aliquo modo retinendo, preterquam quinque solidos vian(nenses) annuos quos pro bona garda nos et antecessores nostri consuevimus ibidem percipere ab antiquo, et salvo jure quod in predictis habet dominus humbertus de Peladru can(onicus) vian(nensis) cui predicta contulimus possidenda quandiu fuerit in (h)umanis, et salvo jure quod in dicta maladeria recipiantur leprosi prout hactenus existit observatum. de quibus omnibus et singulis ut supra pie et pure datis et concessis dominum priorem presentem nomine et ad opus dicte domus Corerie recipientem investimus et in possessionem corporalem per quoddam baculum ponimus salvo semper jure dicti domini humberti ut superius est narratum, dantes et concedentes eidem priori Corerie qui nunc est et pro tempore fuerit plenam et liberam potestatem et auctoritatem quamcumque sibi placuerit, possessionem predicte maladerie et eius pertinentiarum universarum et auctoritate ipsam apprehendere et ipsam retinere, alicuius..... judicis seu castellani licencia minime expectata, et mandamus et precipimus districte per presentes litteras omnibus nostris iudicibus bajulis baylivis castellanis et ministris Voyronis, tolvonis et

(1) St-Etienne-de-Crossey, canton de Voiron. Tout ce territoire dépendait des Etats des comtes de Savoie avant le traité de 1355, qui a fixé les limites du Dauphiné et celles de Savoie en les portant au Gulers et au Rhône.

sancti laurentii de Ponte presentibus et futuris ut nullo alio mandato a nobis et a successoribus nostris vel a quibuslibet expectato in predictis et singulis ut supra per nos pie et pure datis et concessis dictam domum Corerie et rectorem et rectores dicte maladerie quas ibidem dicta domus Corerie suis temporibus instituet libere et sine exactione qualibet protegant, et si requisiti fuerint, ut alter ipsorum in possessionem ponat et defendat, ita quod sine aliqua inquietudine eleemosina dicte domus per nos facta ab omnibus eam in aliquo impugnantibus vel calumpniantibus sic viriliter defendatur. utque nobis et nostris dicta eleemosina proficiat ad salutem et monachis et servitoribus dicte domus Corerie cedat ad commodum sicut decet, precipientes ut supra per presentes litteras iudicibus castellanis et ministris supra dictis et ipsorum cuilibet prout in predictis et singulis predictorum excipiendis, defendendis et dicte domui manutenendis alter ipsorum alterum non expectet cum per priorem dicte domus aut per rectores dicte maladerie fuerint requisiti. et versa vice dictus prior Corerie atendens in predictis omnibus et singulis predictorum benignum devotionis affectum quem dictus dominus comes habuit in predictis, ita pie et pure dictus prior nomine quo supra recipiens, concedentis pio corde et affectu devoto nomine suo et conventus sui concedit, vult et ordinat quod dictus dominus comes una cum uxore sua et filiis et filiabus et omnibus parentibus suis sint vere, plene et specialiter ac perpetuo tanquam bene initi principes et consortes omnium missarum, orationum, vigiliarum, abstinentiarum, eleemosinarum et omnium exercitiorum spiritualium que sicut de cetero in dicta domo Corerie, domino inspirante, et specialiter concedit, vult et ordinat ut supra quod ex nunc in antea unus de monachis de doctoribus domus predicte sit ibidem pro dicto domino comite et suis, qui pro eodem serviat deum et missas de beata semper virgine maria celebret, vel alius pro eo quot et quales modus et devotio ordinis carthusiensium patient, et in dicta missa et missis dictum dominum comitem et suos in devota memoria recordantes habeat et pro eo ad dominum jeshum christum intercedat quantum ei dominus inspirabit. concedit etiam eidem domino comiti post diem obitus sui trecentarium plenum. videlicet triginta diebus continuis missam pro defunctis specialem et totum officium et anniversarium pro eo et suis faciendum perpetuo in

domo Corerie supra dicta. nulli autem liceat hanc nostram donationem infringere, annulare vel ei ausu temerario contraire. si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem nostram et successorum nostrorum se noverit incursum et cum Datan et habiron, quos terra vivos absorbit, accipiat portionem. Ut autem presens hec nostra eleemosina perpetuo per nostros fideliter observetur, presentem litteram sigilli nostri munimine fecimus roborari. datum in castro nostro Chambeyri XII die mensis julii anno Domini M.C.C.C. undecimo. datum et actum ante ecclesiam dictæ maladerie anno et die contento in principio huius instrumenti testibus presentibus ad hec vocatis et rogatis domino humberto de Podio presbitero, Rosagno de Solerio, johanneto Fabri habitatoris Voyronis, Martino Vachoni, Guigone Malsani et me Guiellmeto Chipre imperiali auctoritate notario publico iuratoque curie dicti domini comitis, qui predictis omnibus presens fui et scripsi signoque meo consueto signavi et fideliter redegi.

Collation faite sur l'original en parchemin déposé aux archives communales du Beausset (Var).

(Magl. GIRAUD, chan. rect. de St-Cyr.)

Note du secrétaire sur cette charte.

Ce document, dont l'Académie doit la communication à M. l'abbé Magloire Giraud (1), recteur de St-Cyr (Var), date du commencement du XIV^e siècle.

La maison de Savoie avait encore alors, dans le département actuel de l'Isère, et au milieu des possessions du Dauphin, plusieurs terres considérables. Elle soutint, pour conserver cette partie de ses domai-

(1) M. l'abbé Magloire Giraud, chanoine honoraire de Fréjus et d'Ajaccio, correspondant du ministère de l'Instruction publique, a publié des recherches fort érudites sur diverses paroisses du canton de Beausset (Var). L'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres), a couronné l'un de ces travaux, et beaucoup de sociétés savantes de la Provence et du Languedoc ont admis l'auteur parmi leurs membres. L'Académie delphinale vient aussi de le nommer membre correspondant.

nes, des luttes continuelles avec nos Dauphins, jusqu'au traité du 5 janvier 1355 (v. st.), par lequel Amé VI, surnommé le *Comte Vert*, et le dauphin Charles de France, portèrent au Guiers et au Rhône les limites de leurs Etats.

Au nombre des terres ainsi possédées par les comtes de Savoie, se trouvaient les châtelainies de Voiron, de St-Laurent-du-Pont et de Tolvon. La dernière avait alors une importance féodale que ne rappelle certainement pas le village actuel de Tolvon. Mais la colline au penchant de laquelle est située cette chétive bourgade, était, au moyen âge, couronnée d'une forteresse considérable ⁽¹⁾. Il en reste à peine aujourd'hui quelques fondements perdus dans les broussailles ; mais on devine son ancienne puissance quand, du haut de la montagne où elle était assise, on domine les villages environnants de Tolvon, de Saint-Nicolas-de-Macherin, de St-Aupre, de Saint-Etienne-de-Crossey, de Coublevie, et l'étroit vallon des gorges de la Morge.

C'est au-dessous de ce château fort, entre les églises de St-Etienne-de-Crossey et de St-Aupre, que se trouvait la maladrerie, à ce qu'il paraît fort importante, donnée aux Chartreux par Amédée V.

Amédée, surnommé le Grand, était fils de Thomas, comte de Maurienne ; il avait, en 1284 ⁽²⁾, succédé, dans le comté de Savoie, à son vieil oncle, Philippe I^{er}. De puissants ennemis l'assaillirent dès le commencement de son règne, et essayèrent de lui enlever une partie de ses nouveaux domaines. C'était surtout le dauphin Humbert I^{er}, de la Tour-du-Pin, et le comte Aymon III, de Genevois. Amédée V était de force à se défendre contre ces redoutables adversaires. Son génie était entreprenant et plein de souplesse, son caractère était de fer. Partout il cherchait autour de lui des appuis et des alliés, demandant aux uns, comme au seigneur de Clermont ⁽³⁾, qu'il voulait, au prix de 675 liv. viennoises, tourner contre le Dauphin, le secours de leurs bras et de leurs vassaux, aux autres la protection de leurs prières.

Les Chartreux, en échange des biens temporels que leur accordait le nouveau comte de Savoie, lui prodiguèrent d'une main libérale tous

(1) Le 3^e cartulaire de saint Hugues, manuscrit conservé à l'évêché de Grenoble, contient, dans ses premiers feuillets, la liste des églises du diocèse ; on y trouve, au sujet de Tolvon, les deux mentions suivantes : *Eccleria de Burgo Tulvonis, capella de Tulvone*.

(2) Suivant M. de Ménabréa, *Montmélian et les Alpes, Mém. de la société roy. acad. de Savoie*, t. X, p. 296. — En 1285, suivant l'*Art de vérifier les dates*, et Sismondi, dans la *Biogr. univ.*

(3) Guichenon, *Hist. de Savoie*, t. I, p. 352.

les biens spirituels en leur pouvoir. Ils associèrent le comte Amédée, son épouse, Sibylle de Baugé, ses fils, ses filles et tous ses parents, à toutes leurs prières et bonnes œuvres. Ce n'était pas assez encore : par grâce spéciale, il y eut dorénavant à Currière un moine, choisi parmi les docteurs, pour tenir dans la maison la place du comte et de sa famille, servir Dieu en leur nom, et dire pour eux des messes de la sainte Vierge. Enfin, les Chartreux, pour couronner toutes ces générosités spirituelles, promettaient au comte de célébrer pour lui, après sa mort, une messe spéciale pendant trente jours, sans préjudice d'un anniversaire perpétuel pour lui et pour les siens.

Le comte Amédée recevait ainsi les biens (les Chartreux donnaient à de semblables faveurs le nom de *benefices*) les plus signalés de l'ordre, c'est-à-dire ce qu'ils appelaient le *monachat*, la *messe de la sainte Vierge*, et le *trécentaire* ou *tricenaire*. Le *monachat* en particulier était une faveur insigne, la plus grande que pussent donner les Chartreux. On peut en juger par la lettre suivante que le prieur Innocent le Masson adressait au marquis de Louvois, le célèbre ministre de Louis XIV : « Frère Innocent, prieur de Chartreuse et général » de l'Ordre des Chartreux, à messire Michel le Tellier, marquis de » Louvois, secrétaire et ministre d'Etat, chancelier des Ordres du » Roy, etc., salut en celui qui est notre unique salut.

» L'instinct naturel que Dieu nous a donné de rendre des recon-
 » noissances à ceux qui nous font du bien, nous fait un continuel re-
 » proche quand nous manquons de l'accomplir, et sa Majesté divine
 » nous a même prescrit, dans ses saintes écritures la manière de
 » les rendre en nous faisant dire par son Sage, que nous ne devons
 » point laisser échapper la moindre parcelle des dons avantageux
 » qu'on nous a faits. C'est, Monseigneur, ce que nous avons bien de la
 » dévotion de pratiquer à v're égard, et nous croirions être coupables
 » d'une grande ingratitude si, pendant que vous ne cessez de favori-
 » ser n're Ordre de v're Bienveillance et de v're protection, on y
 » cessoit un moment de vous en rendre des reconnoissances deuant
 » Dieu par les vœux de nos prières. Mais pour mieux vous témoigner
 » n're gratitude, nous ne nous contentons point de vous le rendre
 » pendant le cours de nos jours mortels, nous voulons rendre nos re-
 » connoissances immortelles et perpétuelles autant qu'il est en n're
 » possible ; c'est pourquoy nous vous présentons et donnons le Béné-
 » fice spirituel le plus signalé de l'ordre qui est celui du monachat,
 » plein et entier, avec ses Psautiers et avec la messe de la sainte Vier-
 » ge, qui se rendra, pour le repos éternel de v're âme, par toutes les
 » personnes de l'Ordre, quand il aura plu à Dieu de vous retirer de
 » cette vie. Vous asseurant cependant qu'on ne cessera point de recom-

» mander à Dieu la prospérité et santé de votre personne, et de toutes
 » celles qui composent votre illustre famille. En foy de quoy nous
 » avons signé et fait sceller ces pntes du grand sceau de l'Ordre.
 » En Chartreuse, ce 12 septembre 1679 ⁽¹⁾. »

Quant à la messe de la sainte Vierge, c'était encore, au témoignage du R. P. Innocent le Masson, « une grâce accordée seulement aux per-
 » sonnes qui avaient bien mérité de l'Ordre, et qui donnaient sujet
 » d'espérer qu'elles y seraient attachées toute leur vie ⁽²⁾. »

La charte d'Amédée V fut confirmée par l'évêque Guillaume IV de Royn, qui gouvernait l'église de Grenoble depuis 1302. Mais comme les Chartreux, pour faire reconnaître leurs droits, étaient obligés de transporter en divers lieux la lettre d'Amédée V, et qu'ils craignaient d'en briser le sceau, ils en firent dresser, une copie authentique, en présence de Jean Renard, châtelain de Voiron, par Guillemet Chypre, notaire de la Cour d'Amédée V.

C'est cette copie que M. l'abbé Giraud a retrouvée dans les archives de la commune du Beausset.

Si M. l'abbé Giraud ne s'est point trompé en transcrivant les dates, l'indiction de cette copie est inexacte, car l'année 1311 ne correspond point à la 13^e mais à la 9^e indiction; mais ce mécompte, fût-il réel, ne porterait aucun préjudice à l'authenticité de la pièce. « En général, dit
 » l'*Art de vérifier les dates*, tous les savants conviennent qu'il y a un
 » très-grand nombre d'actes sincères dont l'indiction est fautive ou
 » très-embarrassante ⁽³⁾. »

La Chartreuse de Currière, en faveur de laquelle Amédée V a fait cette donation, fut fondée par Amblard d'Entremont, alors chanoine de Sainte-Catherine, proche d'Aiguebelette en Savoie, et plus tard évêque de Maurienne. Amblard, dont les ancêtres figurent parmi les premiers bienfaiteurs de la Chartreuse, aimait singulièrement les disci-

⁽¹⁾ *Registrum beneficiorum Ordinis, ab anno 1676, ad annum 1707.* (Ms de la bibl. de Grenoble, p. in-fol., n° 943.) Le monachat donné au comte Amédée par les chartreux de Currière paraît plus étendu que celui dont parle le R. P. Innocent, mais il n'était accordé que dans une chartreuse particulière. Les statuts défendirent plus tard aux maisons de conférer aux étrangers le monachat, sans l'autorisation du chapitre général (*Statut. antiq. cartusiens.*, 1 part., c. 49, § 15).

⁽²⁾ Lettre du 19 mars 1683, à J.-Ant.-Marie de Molinex Péronnet, familier de la sainte Inquisition. (*Registr. beneficior.*)

⁽³⁾ *Art de vérifier les dates*, éd. S. Allais, 1818, t. I, p. 38.

piés de saint Bruno, et attachait le plus grand prix à leurs prières ; il fonda son anniversaire dans toutes les Chartreuses ⁽¹⁾.

Chorier fixe en 1212 l'établissement du monastère de Currière ⁽²⁾ : c'est une erreur dont il est facile de s'apercevoir au premier coup d'œil. Amblard d'Entremont devint évêque de Maurienne vers 1300 ; il est mort le 24 avril 1308 ⁽³⁾ ; il ne pouvait évidemment rien fonder en 1212, à moins d'avoir vécu plus d'un siècle.

Cependant tout le monde, après Chorier, a répété la même erreur : Guy-Allard commence ⁽⁴⁾, et certains auteurs ecclésiastiques, dont les ouvrages ont été rédigés évidemment sur des documents venus de la Chartreuse, n'ont pas su s'en garantir. Ainsi le savant prélat italien Charles-Joseph Morozzo, dans son théâtre chronologique de l'ordre des Chartreux, travail si complet cependant, donne, en s'appuyant sur l'autorité de Chorier, la date de 1212 pour la fondation de Currière ⁽⁵⁾.

L'erreur était pourtant facile à éviter : parmi les manuscrits de la bibliothèque de Grenoble, provenant de la Grande-Chartreuse, figure une carte générale des maisons de l'ordre, exécutée sur parchemin, avec une certaine habileté calligraphique, sous le généralat de Jean Peson, entre les années 1655 et 1675 ⁽⁶⁾.

Sur les deux côtés de cette carte se trouve la liste des différentes chartreuses divisées par provinces, avec la date de leur fondation. Celle de Currière y est ainsi désignée : 1291, *D. Currieæ*. C'est donc en 1291, et non point en 1212, que ce monastère a été fondé, neuf ans environ avant qu'Amblard d'Entremont devint évêque de Maurienne. Cette date se trouve confirmée par un autre manuscrit de la bibliothèque de Grenoble, intitulé : *Livre contenant l'ordre, l'origine et la situation de toutes les maisons du saint ordre des Chartreux* ⁽⁷⁾.

Il ne faut pas confondre ce monastère de Currière avec une autre

⁽¹⁾ Besson, *Mém. pour l'histoire des diocès. de Genève, Tarentaise, Aoste et Maurienne et du Décanat de Savoie*, Nancy, 1759, in-4°, p. 294.

⁽²⁾ Chorier, *Hist. gén. du Dauphiné*, t. II, p. 17.

⁽³⁾ Besson, *Mém.*, p. 294.

⁽⁴⁾ *Mém. du Dauphiné*, au mot *Chartreux*, tom. I, p. 149. (Ms de la bibl. de Grenoble).

⁽⁵⁾ *Theatr. chron. sacri cartusiensis ordin.* (Taurin., 1581. Appendix, n° XI, p. 303.)

⁽⁶⁾ *Charta general. domorum ordinis cartusiensis.* (Ms de la biblioth. de Grenoble, n° 1058.)

⁽⁷⁾ Ce livre, de 66 feuillets, fait partie d'un volume de *Miscellanées*, in-4°. *Miscellan. Cartusien.*, ms de la biblioth. de Grenoble, n° 630.

maison également située dans le voisinage de la Grande-Chartreuse, et qu'on appelait la *Corerie* ou la *Courrierie*. Cette confusion est cependant facile, car toutes deux étaient dans l'enceinte de la Grande-Chartreuse, et le monastère de Currière, comme il arrive précisément dans notre charte, est quelquefois désigné par le nom latin de *Coreria* ⁽¹⁾.

La *Corerie*, située à 2 kil. et à l'E. de la Grande-Chartreuse, sur la route qui conduit à Grenoble par le Sappey, était une maison de convers, dirigée par un procureur ⁽²⁾; c'était une simple annexe du grand monastère, et toutes les Chartreuses importantes, à l'imitation de la maison-mère, avaient aussi leur *Corerie* ⁽³⁾.

Le monastère de Currière était, au contraire, à l'O. de la Grande-Chartreuse, à une lieue environ, dans une vallée où l'on pénètre en quittant la route du couvent, un peu au-dessus des forges de Fourvoirie.

Cette vallée avait d'abord servi de refuge à des ermites révoltés contre l'autorité du prier des Chartreux. Saint Hugues les excommunia, et, pour les expulser tout à fait de la montagne, le prier Guigues se fit, en 1129, céder la vallée par tous ceux qui pouvaient y prétendre des droits. De ce nombre était Humbert de Boczosel, alors seigneur de Tolvon. Cette donation fut ratifiée par Amédée II, premier comte de Savoie, et l'un des ancêtres d'Amédée V ⁽⁴⁾.

En même temps que Currière, Guigues se fit concéder la vallée de Curriérette (*Curiera minor*), située au nord de la première, et toutes les deux furent désormais comprises dans les limites de la Grande-Chartreuse.

C'est dans cette vallée de Currière, qu'Amblard d'Entremont fonda, vers 1291, une maison de Chartreux. Mais cette maison n'eut pas, comme monastère particulier, une existence bien longue. En 1399, le chapitre général y abolit la dignité de prier et la réunit à la Grande-Chartreuse. Depuis lors, le couvent de Currière n'eut plus d'existence à part. Au XVII^e siècle, elle servait d'infirmerie pour les religieux mala-

⁽¹⁾ Morotii, *Th. Chronol.*, 1. laud.

⁽²⁾ *Ibid.*

⁽³⁾ Le nom de *Coreria* a la même étymologie que celui de *Corerius* ou *Correarius*, usité en Dauphiné pour désigner un officier ecclésiastique. V. Ducange.

⁽⁴⁾ *Annal. Ordin. Cartusiens.*, tom. II, pp. 355 à 359, ann. 1129, n^o 1 et 2. Ms de la biblioth. de Grenoble, 6 vol. in-fol.—Amédée II, dans la charte confirmative, prend le titre de *comte de Maurienne*.

des, et de séjour d'été au R. P. général, qui allait s'y reposer des soins de l'administration ⁽¹⁾. Lorsque les prieurs des autres chartreuses venaient au chapitre général, ils devaient laisser à Currière leurs serviteurs et leurs bêtes de somme, pour monter seuls à la Grande-Chartreuse ⁽²⁾.

La maladrerie de St-Etienne-de-Crossey, qui fait l'objet de la donation d'Amédée V, ne paraît pas avoir existé bien longtemps encore. Seulement, à la fin du XV^e siècle, l'église de St-Etienne-de-Crossey, qui valait quarante florins de revenu, était à la nomination du prieur de la Grande-Chartreuse ⁽³⁾, et les Révérends Pères conservèrent jusqu'à la révolution les terres considérables qu'ils tenaient des bienfaits d'Amédée V.

Ch. REVILLOUT.

⁽¹⁾ *Livre contenant l'ordre... de toutes les maisons.*

⁽²⁾ Morotii, *Th. Chronol.* l. laud.

⁽³⁾ Polletus, *diocesis Gratianopolitanæ*, die 1^{re} jan^{rii} 1497.

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1859 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1860.

BUREAU POUR 1860.

Président. — M. Albert du Boys , ancien magistrat.
Vice-Président. — M. Louis GAUTIER , avocat général.
Secrétaire perpétuel. — M. Ch. REVILLOUT, professeur d'histoire au Lycée impérial.
Secrétaire adjoint. — M. de BOURNET-LAVAL.
Trésorier perpétuel. — M. Antonin MACÉ, professeur d'histoire à la Faculté des lettres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. BURDET, LEROY, JALABERT, PATRU, Jules TAULIER.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. l'abbé GENEVEY, curé de Saint-Louis, est décédé le 3 mai 1859.
M. Fernand de SAINT-ANDÉOL, membre correspondant, a été élu
membre résidant le 21 février 1860.

TOM. I.



M. Gustave VALLIER a été élu le même jour.

M. PETIT, président de chambre à la Cour impériale, a été élu le même jour.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

M. FERRIOT, ancien recteur de l'Académie de Grenoble, est mort le 10 juillet 1859.

M. l'abbé Magl. GIRAUD, recteur de Saint-Cyr (Var), a été élu le 15 juillet 1859.

M. le colonel GUILLAUME, directeur du personnel au ministère de la guerre en Belgique, a été élu le 9 décembre 1859.

M. Henry MORIN-PONS, à Lyon, a été élu le 20 janvier 1860.

M. Gaspard BELLIN, juge suppléant au tribunal civil de Lyon, a été élu le 16 mars 1860.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

L'Académie a placé sur cette liste la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LES TROIS DERNIERS TRIMESTRES DE 1859 ET LE PREMIER TRIMESTRE DE 1860.

Séance du 13 mai 1859.

M. Louis GAUTIER, président, qui assistait au Congrès des délégués des sociétés savantes avec M. Alb. du Boys, membre résidant, et M. le marquis de BÉRENGER, membre correspondant, rend compte des principaux actes de cette assemblée. MM. Alb. du Boys et de Bérenger ont présenté au Congrès un rapport sur les travaux de l'Académie delphinale.

M. le Président annonce la mort de M. l'abbé GENEVEY, curé de Saint-Louis et ancien président de l'Académie. M. le Président se charge de faire sur la vie de ce regrettable confrère, la notice exigée par le règlement.

La Société archéologique d'Ille-et-Vilaine est mise au nombre des sociétés correspondantes.

M. LESCŒUR lit un discours sur Vauvenargues.

M. le Secrétaire fait un rapport verbal sur les ouvrages militaires de M. le colonel GUILLAUME, directeur du personnel au ministère de la guerre en Belgique. M. Revillout conclut en proposant de nommer M. Guillaume membre correspondant.

Séance du 3 juin 1859.

M. l'abbé AUVERGNE lit un rapport sur un ouvrage ayant pour titre : *Grammaire comparée des langues bibliques*. . . .

M. Jules TAULIER communique à l'Académie les premières pages d'une étude sur le baron de Gordes, lieutenant du roi en Dauphiné pendant les guerres de religion. M. Taulier s'attache, dans cette monographie, à mettre en relief le rôle plein de modération et de tolérance joué par de Gordes à cette époque de passion religieuse et politique. L'étude sur de Gordes a paru quelques jours après chez MM. Maisonville et fils et Jourdan.

Séance du 1^{er} juillet 1859.

M. le Secrétaire expose les titres scientifiques de M. le chanoine Magloire GRAUD, recteur de Saint-Cyr (Var), et propose de le nommer membre correspondant. Ces conclusions sont appuyées par M. MACÉ.

M. REVILLOUT lit un rapport au nom de la commission chargée de préparer l'institution d'un concours. L'Académie, adoptant les conclusions de ce rapport, décide qu'elle mettra au concours le sujet suivant : *Étude sur la vie, le rôle politique et l'administration de Lesdiguières*. Le prix sera de 500 francs ; il sera décerné à la première séance du mois de mai 1861. Les concurrents devront avoir déposé leurs mémoires le 30 décembre 1860. Ils ne devront pas se faire connaître, à peine d'être exclus du concours. Les membres résidents de l'Académie ne pourront concourir.

L'Académie charge son Président et son Secrétaire de prendre des mesures pour donner une grande publicité à ce concours.

En conséquence de cette délibération, le Président et le Secrétaire ont rédigé le programme suivant :

« Programme d'un prix à décerner en 1861.

» L'Académie delphinale met au concours le sujet suivant : *Étude historique sur la vie, le rôle politique et l'administration de Lesdiguières*.

» Lesdiguières n'est pas seulement un vaillant chef de parti, continuateur heureux du baron des Adrets et de Montbrun, c'est encore un homme d'Etat de premier ordre. Avec d'humbles commencements, il est arrivé à de grandes choses, autant par sa sagesse et son habileté que par sa valeur militaire. Après avoir su discipliner et faire triompher les protestants, il s'est associé des premiers aux efforts d'Henri IV pour concilier les partis, et, tandis que le Béarnais conquérait péniblement sa couronne aux alentours de Paris, Lesdiguières, aux extrémités du royaume, dominait la Provence et le Dauphiné, et protégeait nos frontières, « toujours vainqueur et jamais vaincu. »

» Les travaux de la paix ne le trouvèrent pas moins habile, et son administration a laissé dans le Dauphiné des souvenirs ineffaçables. Enfin, quand les guerres de religion recommencèrent sous Louis XIII, le connétable, au terme de sa carrière, retrouva l'énergie de ses jeunes années pour défendre le pouvoir royal et contenir les factions.

» Les concurrents devront suivre et apprécier en toute liberté cet homme remarquable aux différentes époques de sa longue existence. Ils se rappelleront toutefois que ses exploits militaires ont été souvent racontés et forment la partie la mieux connue de son histoire ; ils

pourront donc se dispenser de les exposer en détail; et s'attacheront de préférence à mettre en relief son rôle politique et son administration. Cette part de la vie de Lesdiguières est la moins étudiée : l'Académie la signale plus spécialement que toutes les autres à l'attention des concurrents.

» De nombreux documents conservés dans les dépôts publics et privés, et surtout à la bibliothèque impériale, pourront offrir de précieuses ressources.

» L'Académie ne demande pas cependant une simple compilation de renseignements plus ou moins curieux : elle veut une étude historique, recommandable à la fois par l'intérêt des faits, la méthode de la composition et le mérite du style.

» Le prix à décerner est de la somme de CINQ CENTS FRANCS.

» Les Mémoires seront adressées francs de port à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie delphinale, à la Bibliothèque de Grenoble. Ils devront être parvenus avant le 1^{er} janvier 1861, terme de rigueur. Le prix, s'il y a lieu, sera décerné dans le courant de mai 1861.

» Chaque Mémoire sera anonyme et portera en tête une épigraphe, qui sera répétée sur une enveloppe renfermant, sous cachet, le nom et l'adresse de l'auteur du Mémoire.

» Les concurrents sont invités à indiquer exactement les sources où ils auront puisé, surtout quand ils auront à produire des documents nouveaux.

» Grenoble, le 31 juillet 1859.

» *Le Président,*

» L. GAUTIER.

» *Le Secrétaire,*

» Ch. REVILLOUT.

Séance du 15 juillet 1859.

M. Magloire GIRAUD, recteur de Saint-Cyr (Var), est nommé membre correspondant.

M. LACOUR lit une dissertation sur l'emplacement de *Ventia* et de *Solonium*, *oppida gaulois*, mentionnés par Dion Cassius dans le récit de la guerre faite par Pomptinius aux Allobroges révoltés contre Rome.

Séance du 9 décembre 1859.

M. le colonel GUILLAUME, directeur du personnel au ministère de la guerre en Belgique, est nommé membre correspondant.

M. Macé fait hommage à l'Académie de la Numismatique féodale du Dauphiné, au nom de l'auteur, M. Henry MORIN-PONS.

Le compte rendu verbal, fait par M. Macé, constate que le livre de M. Morin est plein de recherches savantes sur les monnaies des archevêques de Vienne, des évêques de Grenoble et des dauphins de Viennois ; qu'il est publié avec un grand luxe d'impression et de gravures, et qu'il peut être très-utile à l'histoire de la province. M. Emile Lacour, en appuyant le témoignage de M. Macé, exprime le désir que l'auteur continue et achève ce beau travail. L'Académie, suffisamment renseignée sur les titres de M. Morin, met sa candidature comme membre correspondant à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. Albert du Boys dépose au nom de M. Ch. de MONTEYNARD, un exemplaire du Cartulaire de Domène. L'Académie accepte avec reconnaissance cette magnifique publication, faite, sous ses auspices, par un de ses membres résidents, et décide qu'il en sera fait, dans la revue placée à la fin de son Bulletin, un compte rendu détaillé.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique relative à la publication du Dictionnaire géographique de la France. L'Académie désigne une commission pour examiner la part que pourrait prendre la Compagnie à cette grande entreprise. Cette commission est composée du Président, du Secrétaire, membres de droit de toutes les commissions, et de MM. du Boys, Taulier, Macé.

M. du Boys communique à l'Académie un chapitre de son Histoire du Droit criminel ayant pour titre : *Les Mainténances*. Il fait connaître l'histoire de cette institution féodale si célèbre en Angleterre et montre comment elle fut définitivement abolie sous le premier roi de la maison de Tudor ⁽¹⁾.

M. Macé lit ensuite une étude topographique sur le massif de la Grande-Chartreuse. Il décrit la situation et la configuration de ce massif, les cours d'eau qui en descendent, et considère ce groupe de montagnes comme une continuation du Jura prolongé au sud du Rhône ⁽²⁾.

M. le Président lit à l'Académie une lettre de M. Hector BLANCHET, membre correspondant, relative à la maladrerie de Saint-Aupre, dont il est question dans une charte publiée dans la dernière livraison du Bulletin.

(¹) Ce morceau forme le ch. xvii du III^e vol. de l'*Histoire du Droit criminel des peuples modernes*. Paris, Durand, 1860.

(²) Cette étude topographique a paru dans la *Revue des Alpes* du 28 janvier 1860, n^o 135. Elle fait partie du *Guide itinéraire des chemins de fer du Dauphiné*.

La maladrerie de Saint-Aupre, dite de Crossey, était fondée depuis longtemps sur la paroisse de Saint-Aupre, lorsque le comte Amé V la donna à la Chartreuse de la Courrerie. La lèpre rapportée d'Orient par les premiers Croisés avait fait de tels progrès en Europe, que, suivant Mathieu Pâris, on fonda dans le XII^e siècle jusqu'à 19,000 léproseries. On en comptait 2,000 en France : il y en avait dans presque toutes les villes et tous les bourgs du royaume. Le Dauphiné et la Savoie eurent aussi leurs hospices de lépreux : il n'y en avait pas moins de onze seulement autour de Voiron, ceux de Saint-Aupre, Moirans, Voreppe, Vourey, Tullins, Poliéna, l'Albenc, Rives, Renage, Chirens et Saint-Laurent-du-Pont.

La maladrerie de Saint-Aupre était appelée de Crossey, parce qu'elle est située au pied du rocher de Crossey qui a donné son nom à une paroisse voisine (St Etienne), près d'un bois communal appelé Plantinay, dans une prairie arrosée par le ruisseau de Morge. Les chartreux y envoyaient chaque année du blé et du vin par les lépreux, et y avaient fait élever, près de l'hospice, une chapelle dont les murailles étaient debout au commencement de ce siècle et dont on voit encore aujourd'hui les fondations. Cette chapelle, placée sous le patronage de sainte Marie-Madelaine, était desservie alternativement par le curé de Saint-Aupre et par celui de Saint-Etienne-de-Crossey, qui y disaient chacun une messe par semaine. Le premier était tenu de donner aux lépreux le sacrement de l'Eucharistie, et le prieur de la Grande-Chartreuse payait les messes. (Visite de l'évêque de Grenoble Laurent-Allemand 1^{er}, en 1493. — Aux archives de l'évêché.)

En 1493, les lépreux de Saint-Aupre étaient au nombre de huit. En 1500, ils présentèrent une requête au Parlement pour que l'on fit réparer le chemin de Voiron aux Echelles passant alors par leur hospice, afin qu'ils ne perdissent pas les charités des voyageurs. (Invent. de la Ch. des comptes, Graisivaudan, tom. ix.)

En 1607, un inspecteur des pauvres se fit accompagner par les consuls de Voiron dans une visite qu'il fit à la maladrerie, fit tirer du sang aux lépreux et régla le régime qu'ils devaient suivre (arch. de Voiron) ; mais peu de temps après cette visite, en 1614, il n'y avait plus de malades dans l'hospice, et l'on en mit à ferme les dépendances.

La maladrerie était alors la propriété du mandement de Voiron, sans doute en vertu de l'ordonnance de Charles IX, du mois d'avril 1561, qui place les maladreries sous l'administration des communautés des villes, des bourgs et des villages.

Mais les Augustins étant venus, en 1642, s'établir à Voiron, la communauté leur donna toutes les terres de la maladrerie, ainsi que la chapelle, à condition qu'ils soigneraient tous les lépreux du mandement, si la lèpre venait à reparaitre. (Acte de l'établissement des Pères

Augustins à Voiron.) La communauté de Voreppe protesta contre cette donation et réclama les biens de la maladrerie comme étant unis à son hôpital ; mais les habitants de Voiron, dans une assemblée des trois Ordres, écartèrent cette prétention comme mal fondée. Toutefois, Louis XIV ayant, par un édit de 1664, donné les biens de la maladrerie aux chevaliers de saint Lazare, la communauté de Voreppe renouvela ses prétentions. Un arrêt du Conseil, rendu le 13 juin 1696, accueillit ces réclamations, et des lettres patentes, enregistrées le 17 novembre suivant au Parlement de Grenoble, ordonnèrent que l'hôpital de Voreppe jouirait des biens de la maladrerie à condition de soigner les pauvres malades du mandement de Voiron, dans les proportions des revenus qu'il retirerait de cette jouissance.

Séance du 23 décembre 1859.

M. le Secrétaire communique à l'Académie une lettre par laquelle M. HATZFELD, professeur de littérature étrangère à la Faculté des lettres, envoie, au moment de quitter Grenoble pour aller occuper une chaire dans un lycée de Paris, sa démission de membre résident.

M. REVILLOUT fait, au nom de la commission nommée dans la séance précédente, un rapport sur la part que pourrait prendre l'Académie à la préparation du Dictionnaire géographique de la France, entreprise par M. le Ministre de l'instruction publique.

Cette commission propose :

1° De s'entendre avec la Société de statistique pour ce travail ;

2° De dresser un tableau circulaire contenant un certain nombre de questions géographiques et archéologiques, et de l'envoyer, pour le faire remplir, aux personnes les plus capables de chaque commune.

3° De faire examiner et coordonner ces renseignements divers par une commission spéciale composée, s'il y a lieu, de membres des deux Sociétés.

L'Académie approuve ces propositions et charge la commission de préparer l'exécution de ce plan.

Séance du 30 janvier 1860.

M. le Secrétaire rend compte à l'Académie de l'obstacle que rencontre l'exécution du plan adopté dans la séance précédente, relativement au Dictionnaire géographique de la France. Ce Dictionnaire est, en ce qui concerne le département de l'Isère, entièrement fait par un membre de la Société de statistique. L'Académie charge sa commission de

lui faire, à la prochaine séance, un nouveau rapport sur cette question.

M. Albert du Boys lit une notice sur M. le docteur JOFFRE, ancien membre résidant, mort au mois de novembre 1858.

M. REVILLOUT lit un mémoire sur *l'invasion païenne* qui a eu lieu dans le Graisivaudan au x^e siècle.

L'Académie nomme membre correspondant M. Henry MORIN-PONS, à Lyon.

Séance du 3 février 1860.

M. le Président entretient l'Académie des démarches faites par la commission pour le Dictionnaire géographique. Il résulte de cette communication, que la Société de statistique a annoncé à M. le Ministre qu'elle se chargeait du travail et se trouvait déjà en mesure de le présenter à Son Excellence. L'Académie delphinale, après cette communication, pense qu'il n'y a pas lieu pour elle de s'occuper du Dictionnaire géographique, et décide qu'elle offrira spécialement à M. le Ministre son concours pour le Répertoire archéologique, également entrepris sous les auspices de Son Excellence.

M. le Président est chargé d'écrire à M. le Ministre.

L'Académie procède au renouvellement de son bureau et de son conseil d'administration.

Sont élus : Président, M. Albert du Boys ; vice-président, M. Louis GAUTIER ; secrétaire adjoint, M. de BOURNET ; membres du conseil d'administration, MM. JALABERT, PATRU et Jules TAULIER.

Séance du 24 février 1860.

L'Académie décide, sur la proposition de M. MACÉ, qu'elle imprimera, à la suite de son Bulletin, les lettres de Lesdiguières recueillies par M. Fréd. LOCK. Il sera fait de cette publication un tirage à part de 200 exemplaires, dont 100 seront mis à la disposition de M. LOCK. M. MACÉ est chargé de surveiller cette publication.

M. Louis GAUTIER lit une notice sur M. l'abbé GENEVEY, membre et ancien président de l'Académie.

L'Académie élit membres résidants : MM. Fernand de SAINT-ANDÉOL, ancien membre correspondant ; Gustave VALLIER, propriétaire ; PETIT, président de chambre à la Cour impériale.

Séance du 16 mars 1860.

M. Louis GAUTIER lit un rapport sur les ouvrages de M. Gaspard Bellin, juge suppléant au tribunal civil de Lyon. A la suite de ce rapport, l'Académie nomme M. BELLIN, membre correspondant.

M. Albert du Boys lit ensuite un mémoire sur le paupérisme en Angleterre. Cette notice est destinée à faire partie de *l'Histoire du Droit criminel* ⁽¹⁾.

Séance du 30 mars 1860.

M. Louis GAUTIER fait connaître à l'Académie qu'avant de cesser les fonctions de président pour l'année précédente, et pour se conformer à la délibération du 3 février, il a écrit deux lettres à M. le Ministre de l'instruction publique au sujet du Dictionnaire géographique et du Répertoire archéologique de la France. Dans l'une, il a exposé à Son Excellence et l'a priée d'approuver les motifs qui retenaient le concours de l'Académie delphinale au Dictionnaire géographique pour ne rien enlever à la Société de statistique de l'initiative qu'elle a prise; dans la seconde, il a exprimé à M. le Ministre l'empressement que l'Académie delphinale mettrait à apporter la part de collaboration à la rédaction du Répertoire archéologique. Il lui a avancé qu'elle faisait dans ce but un appel au zèle de tous les membres et qu'elle comptait particulièrement sur le contingent à donner par quelques-uns d'entre eux que leurs études spéciales, leur savoir historique et de récents travaux ont initiés à la connaissance des monuments et des traditions archéologiques de plusieurs parties intéressantes de l'ancien Dauphiné. M. le Président a sollicité, au nom de l'Académie, l'indulgence de M. le Ministre pour la lenteur inévitable d'un pareil travail dans un département peuplé, étendu, contenant un très-grand nombre de localités, et riche de souvenirs de toutes les époques.

M. le Ministre a répondu :

« Paris, le 19 mars 1860.

« Monsieur le Président, tout en s'abstenant par un scrupule très-honorable de prendre part à la rédaction du Dictionnaire géographique de la France, l'Académie delphinale veut bien offrir au

⁽¹⁾ Tom. III, *Appendice*, ch. III.

- » comité son concours pour la préparation du Répertoire archéologique de la France.
- » Veuillez, Monsieur le Président, agréer et faire agréer à vos savants collègues l'expression de mes vifs remerciements et ceux du comité. Nous serons toujours heureux de pouvoir compter, en cette circonstance, sur les lumières des hommes distingués qui composent l'Académie.
- » Recevez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très-distinguée.
- » Pour le ministre et par autorisation :
- » *Le Directeur du personnel et du secrétariat général,*
- « G. ROULAND. »

L'Académie fait ensuite la répartition des cantons de l'Isère entre ses membres pour la préparation du Répertoire archéologique.

M. MACÉ communique un extrait de son Guide du chemin de fer du Dauphiné, ayant pour titre : *Etudes historiques sur Moirans*.

Il rappelle d'abord les principaux souvenirs qui se rattachent à cette bourgade, réfute en passant l'opinion qui place dans cette localité le meurtre de l'empereur Gratien par Andragathe, puis refait en partie, avec des documents nouveaux qu'il a recueillis lui-même ou que lui a fournis M. Fernand de SAINT-ANDÉOL, l'Histoire des quatre frères Paris, ces célèbres financiers originaires de Moirans ⁽¹⁾.

(¹) Ce fragment du *Guide des chemins de fer* a paru dans les n^{os} 147 et 148 de la *Revue des Alpes* du 21 et du 28 avril 1860.

MÉMOIRES.

Lecture faite par M. Lescœur dans la séance du 13 mai 1859.

DISCOURS SUR VAUVENARGUES.

On ne peut être dupe de la vertu.

VAUVENARGUES (').

Il arrive souvent que la Providence refuse à des natures énergiques les moyens de se donner carrière dans un champ digne d'elles; mais c'est une rare bonne fortune quand ces hommes, à défaut de grandes actions à enregistrer dans l'histoire, livrent à la postérité, comme l'a fait Vauvenargues, les principes mêmes dont ils avaient fait provision, pour le cas où il aurait plu à Dieu de se servir d'eux dans l'accomplissement de quelque grand dessein.

La destinée de l'homme n'est pas de penser, mais d'agir. Loin de nous, sans doute, l'erreur de placer la main qui exécute au-dessus de l'esprit qui ordonne. La racine féconde et vivace est plus précieuse que le fruit qui tombe et qu'elle peut reproduire; mais le prétendu désintéressement des spéculations de la science n'est, à vrai dire, qu'une chimère, et loin de se rabaisser par son regard vers la pratique, l'esprit emprunte toute sa dignité de l'importance des intérêts dont il se préoccupe, intérêts de cette vie ou de l'autre, intérêts des particuliers ou des peuples, intérêts du présent ou des générations à venir. Quelles que soient nos études, le bon sens populaire nous demande avec raison ce qu'elles prouvent et où elles mènent, et, sans être autorisé à mépriser une science, parce qu'il n'aperçoit pas le terme au delà duquel elle doit cesser d'être stérile, il dédaignerait, à bon droit, celle qui ferait gloire de rester à jamais infé-

(') *Réflexions et maximes*. — Paris, Briasson, 1746, p. 152.

conde. Mais, à ce point de vue, peu d'écrivains ont aussi bien mérité du reste des hommes que ceux qui ont résumé, sous la forme de maximes pratiques, leurs études sur les devoirs et les diverses conditions de la vie. Les anciens les appelaient des sages et leurs sentences tenaient lieu de lois ; chez nous, ils sont le plus agréable délassement et la meilleure école des esprits sérieux.

Entre les principes d'action qui sont l'objet des méditations du penseur, les plus considérables se résument sous les noms de religion, morale, politique, littérature ; et quand il s'agit de Vauvenargues, il n'est pas besoin d'aller chercher en dehors de ce cercle pour trouver ample matière à nos éloges. Aussi n'établirons-nous dans cette étude aucune division plus savante ; et sans même nous arrêter aucunement aux événements de sa carrière courte et sans gloire, qui nous offre cependant le plus intéressant spectacle, celui du courage confiant et calme contre les assauts du malheur, nous allons voir d'abord, en quelques mots, quelle part est faite à la religion dans ses écrits et dans sa vie. Apprécier le penseur et l'écrivain, ce sera d'ailleurs apprécier l'homme ; car, pour résumer en un mot ce que j'ai à dire sur ce rare génie, tout son talent ne fut que sa vertu.

§ 1^{er}. *Religion*. — La recommandation de Voltaire et certaines anecdotes d'une authenticité fort douteuse ont représenté Vauvenargues comme un esprit fort ; mais qui pourrait, après avoir lu seulement quelques lignes de ses écrits, s'arrêter à cette pensée ?

A son dernier jour, il aurait, dit-on, trouvé sur ses lèvres des paroles de théâtre pour écarter le ministre de la religion venu pour l'assister à ses derniers moments. Se pourrait-il qu'à cette heure suprême, Vauvenargues fût devenu tout à coup si peu semblable à lui-même ? En présence de la mort, il aurait, pour la première fois de sa vie, fait parade de sentiments affectés et bravé ce terrible mystère de l'avenir qui déconcerte les plus fiers ! Qui croira jamais à une dissonnance si étrange dans une si parfaite harmonie ? Nous ne savons que trop ce que l'esprit de parti est capable de prêter à ceux qui ne sont plus et dont le démenti n'est plus à craindre.

Mais, que dis-je ? Quel démenti plus formel que ces pensées même si profondément et si manifestement sincères :

« Si les moindres périls dans les affaires nous donnent de
 » vaines terreurs, dans quelles alarmes la mort ne doit-elle pas
 » nous plonger lorsqu'il est question pour toujours de tout no-
 » tre être, et que l'unique intérêt qui nous reste, il n'est plus
 » en notre puissance de le ménager, ni même quelquefois de le
 » connaître !

» Newton, Pascal, Bossuet, Racine, Fénelon, c'est-à-dire,
 » les hommes de la terre les plus éclairés, dans le plus philoso-
 » phe de tous les siècles, et dans la force de leur esprit et de
 » leur âge, ont cru Jésus-Christ.

» Et le grand Condé, en mourant, répétait ces nobles paroles :
 » *Oui, nous verrons Dieu comme il est. Sicuti est, facie ad*
 » *faciem.* » (Paris, Briasson, 1746, pag. 375 et 376.)

Qu'on rapproche de ces pensées ce que dit Vauvenargues du respect de la religion, par M. de Turenne, *le plus sage et le plus courageux de tous les hommes*. Qu'on remarque son jugement sur ce qu'il appelle les *enthousiastes de l'incrédulité*, sur les hommes qui *traitent Pascal et Bossuet de petits esprits* ; et qu'on dise si de l'amitié de Voltaire et de Vauvenargues il y a rien à conclure que d'honorable pour Vauvenargues et pour Voltaire !

Mais un biographe a écrit que Vauvenargues, dans une seconde édition de son livre, pour plaire à son ami, a retranché ces témoignages d'admiration et de sympathie pour les hommes illustres qui ont été en même temps d'illustres chrétiens. Qu'une telle faiblesse serait coupable ! Mais aussi avec quelle réserve doit-on accueillir une accusation aussi grave !

Celle-ci disparaît au premier examen. Vauvenargues n'était plus quand fut publiée, par les soins de l'abbé Trublet et de l'abbé Seguy, la seconde édition de ses œuvres. Dès cette époque, il n'était pas sans exemple que les dépositaires de la pensée d'un écrivain se montrassent plus fidèles à l'esprit de secte qu'au dépôt même consacré par la mort. L'amour-propre des hommes est ingénieux, et l'intérêt de la vérité, l'intérêt même de la mémoire d'un ami avaient déjà plus d'une fois servi d'excuse et de prétexte à des altérations coupables.

Rien n'est hasardeux comme de juger un auteur sur des écrits qu'il n'a pas lui-même livrés à la publicité ; c'est même une épreuve bien périlleuse pour la gloire d'un écrivain que d'appeler l'attention sur ses ébauches. Il y a souvent plus que de

l'indiscrétion à faire connaître les confidences d'un ami intime. Nul n'est héros, vu de trop près. Mais s'il est quelque chose qui demande à être livré discrètement aux regards, ce sont ces papiers auxquels il nous arrive de confier nos pensées d'un jour que le lendemain peut être aurait changées, et qu'un autre état de notre humeur ou le retour d'une réflexion plus attentive aurait détruites. C'est un faible titre à notre admiration et à nos éloges que le nombre et la longueur des écrits, et Vauvenargues est aussi grand, dans le petit volume qu'il a publié en 1746, que dans le recueil posthume de ses œuvres complètes.

Dans cette première édition, seul texte dont la mémoire de Vauvenargues soit responsable, nous trouvons un petit écrit trop important au point de vue qui nous occupe pour le passer sous silence. C'est une Méditation sur la foi, que Pascal n'eût pas désavouée. On y sent la vigueur d'une âme forte et la mélancolie d'un cœur où assurément la philosophie n'a pas pris la place des tendresses de la religion. « Hélas ! que vous êtes heu-
 » reuses, âmes simples, âmes dociles ! Vous marchez dans les
 » sentiers sûrs. Auguste religion, douce et noble créance, com-
 » ment peut-on vivre sans vous ! » Cette méditation se termine par une prière à la Trinité, qui n'est pas sans un remarquable élan d'inspiration, et où l'esprit le plus prévenu ne saurait méconnaître l'expression d'un hommage sincère.

« O Dieu, qu'ai-je fait ? Quelle offense arme votre bras contre
 » moi ? Quelle malheureuse faiblesse m'attire votre indigna-
 » tion ? Vous versez dans mon cœur malade le fiel et l'ennui
 » qui le rongent ; vous séchez l'espérance au fond de ma pen-
 » sée ; vous noyez ma vie d'amertume ; les plaisirs, la santé, la
 » jeunesse m'échappent ; la gloire, qui flatte de loin les songes
 » d'une âme ambitieuse, vous me ravissez tout.... »

Pour qui a pratiqué Vauvenargues, que cette prière est bien le propre fruit de ses entrailles ! Comme elle exprime avec vérité les besoins et les sentiments particuliers de son âme ! Quel autre pouvait prier en des termes pareils que ce jeune homme si profondément malheureux de sentir son talent et son ardeur se consumer au milieu des souffrances, dans l'inaction et dans l'oubli ?

Il serait trop long de chercher dans les autres écrits de Vauvenargues toutes les pensées par lesquelles il se rattache aux traditions religieuses du siècle précédent. Il a écrit sur le libre

arbitre et la liberté, à côté de beaucoup de choses assez faiblement raisonnées, quelques pages évidemment inspirées de Leibnitz et de Bossuet. Il manque rarement une occasion de rendre un hommage courageux à la religion chrétienne, et l'on aurait peine à montrer dans toutes ses œuvres une seule phrase quelque peu précise qui le rattachât au libertinage d'esprit de son siècle.

Vauvenargues paraît donc avoir accepté avec le respect le plus parfait et sans les soumettre au contrôle de sa raison, les croyances de ses pères. Il ne s'est jamais appliqué ni à les contester ni à les défendre. Mais, remarquons-le; car c'est une chose étonnante dans un écrivain si préoccupé du point de vue pratique, ce principe d'action si important dans la vie des hommes sérieux semble être resté sans une influence prépondérante sur l'esprit de Vauvenargues.

La morale chrétienne se distingue de celle des philosophes par les dogmes qui en sont la base et en assurent la sanction. Bien loin de chercher à s'asseoir sur ce principe désintéressé, surhumain, impersonnel, respectable illusion de nobles esprits, elle prend l'homme pour ce qu'il est, c'est-à-dire, pour un être sensible avant tout à son intérêt, et que rien autre ne touche avec force et ne conduit avec autorité. Elle fait consister la vertu dans le sacrifice du présent sur la foi d'un avenir meilleur. *Dilexi mandata tua propter retributionem.*

C'est sur une idée qui est peut-être une des plus rudes épreuves de la raison humaine, l'infinité des peines et des récompenses, la disproportion effrayante entre le temps et l'éternité, qu'elle fonde irrésistiblement son droit souverain. Armée de ce principe, une logique inexorable réduit à néant la vie passagère, et subordonne tous les sentiments de la nature à la pensée toujours présente de notre bonheur éternel. Ainsi la religion donne des lois au monde, au nom du plus grand intérêt personnel qui se puisse imaginer; et la charité n'est que le premier précepte d'une morale dont l'amour de soi est le premier principe.

La préoccupation incessante de cette autre vie, caractéristique chez les penseurs chrétiens, n'existe pas chez Vauvenargues; sa raison, dominée par un autre point de vue, semble avoir été à peine troublée par ces terribles appréhensions de l'avenir. Les observations et les maximes qu'il a consignées dans ses

écrits, n'ont guère trait qu'à la vie présente. « La pensée de la » mort nous trompe, dit-il, car elle nous fait oublier de vivre. » Il se tient donc sur ses gardes, et tout entier à la pensée du rôle qu'il a à jouer dans ce monde, il semble écarter à dessein toute réflexion sur son avenir éternel. C'est chez lui un principe : « Pour exécuter de grandes choses, il faut vivre comme si on » ne devait jamais mourir. » Comme Pascal, à la fleur de son âge, il touche au terme de sa carrière. Voyez-les tous deux sur la limite de cet autre monde : l'un semble l'envisager avec le calme le plus serein, l'autre avec la plus terrible épouvante. Celui-ci ne paraît craindre que de mourir indigne du ciel ; celui-là ne songe qu'à vivre vertueux pour la terre.

§ II. *Morale.* — La doctrine morale de Vauvenargues, si on peut appeler de ce nom des réflexions si libres de toute prétention et de tout esprit de système, repose tout entière sur l'observation de la nature humaine, et ressemble ainsi bien plus à celle de Xénophon et de Plutarque qu'à celle de Pascal et de Bossuet. Mais s'il n'emprunte pas aux traditions du siècle précédent le principe qui sert de base à la morale chrétienne, il accepte bien moins encore pour loi suprême de la vie cet étroit et illogique amour-propre auquel d'autres écrivains ont affecté de réduire les hommes, et qui ferait, de la vertu, la plus vaine et la plus insensée des illusions.

Il est même à remarquer que rien n'est plus manifeste dans tous les écrits de Vauvenargues que son dessein de relever l'homme humilié par des jugements plus que sévères, et de rétablir dans ses droits la vertu chassée du monde par des moralistes chagrins : « Si l'illustre auteur des *Maximes*, dit-il, eût » été tel qu'il a tâché de peindre tous les hommes, mériterait- » il nos hommages? . . . Le corps a ses grâces, l'esprit a ses » talents, le cœur n'aurait-il que des vices? Et l'homme capable » de raison serait-il incapable de vertu? »

Juge toujours indulgent de ses semblables, Vauvenargues voit partout le bien et ferme les yeux sur le mal ; ingénieux à supposer l'un, à excuser l'autre, il semble avoir pris à tâche, non de nier la déchéance originelle, mais de retrouver les traces de notre grandeur déchu. La vertu n'est donc pas un vain nom dans le monde. Loin d'être incompatible avec la nature de

l'homme, elle a ses racines dans le fond même de notre âme et s'épanouit richement sous notre soleil.

Dans son introduction à la connaissance de l'esprit humain, Vauvenargues avait établi que le grand caractère du bien et du mal moral est de tendre celui-ci à la ruine, celui-là à l'avantage de toute la société. Sans doute, substituer le bien général au bien particulier, c'est faire une large part au dévouement, et une semblable doctrine était faite pour plaire à l'âme compatissante, humaine, généreuse de Vauvenargues. Mais une réflexion plus attentive fait remarquer, d'un côté, qu'en entrant dans les prescriptions de la loi et en acquérant des droits à la récompense, le dévouement n'est point pour cela anéanti ni même aucunement altéré, et que, de l'autre, ces sublimes et séduisantes idées de l'intérêt général, de l'ordre et du bien en soi, séparées de l'idée d'un Dieu rémunérateur et vengeur, sont sans action sur les hommes. La morale du pur désintéressement comme l'amour pur des Quiétistes fait à notre nature un honneur immérité. L'homme n'est ni ange ni bête. Mais Vauvenargues ne se préoccupe pas de savoir si l'intérêt général a tous les caractères de l'obligation, et si la morale fondée sur ce principe a une sanction suffisante. On aurait tort de chercher en lui un philosophe profond et d'une irréprochable logique, plutôt qu'un guide et un ami dont la voix fait plaisir à entendre et dont les conseils sont agréables à suivre.

Ce n'est point d'ailleurs à reconnaître dans les actions humaines, ce caractère contestable d'utilité sociale que brille son talent. Pour étaler à nos yeux le spectacle de toutes les vertus, il lui suffit de nous ouvrir son âme. Par une heureuse inconséquence, il est moins fidèle à sa propre définition du bien moral qu'au principe de la sagesse socratique : Connais-toi toi-même. Ce n'est pas dans les traditions, ce n'est pas dans les livres, ce n'est pas dans autrui que Vauvenargues étudie l'homme et cherche les lois de sa nature, c'est en lui-même et en lui seul.

Vauvenargues ne sait rien ; il raisonne peu ; il imagine moins encore ; il excelle à sentir et à représenter avec vérité le monde intérieur qui pose sous le regard de la conscience. Par le singulier privilège d'une vertu toujours soutenue et d'une âme toujours grande, les images qu'il nous trace de lui-même font honneur à l'humanité ; et la réalité vivante qu'il nous présente est acceptée comme un idéal que l'art aurait créé pour servir de

type et de loi. C'est là le merveilleux talent de Vauvenargues, le caractère particulier de son enseignement moral, et le secret du charme qu'il exerce sur les esprits délicats.

« Nous avons si peu de vertu, que nous nous trouvons ridicules d'aimer la gloire. » Vauvenargues se proclame au-dessus d'un sentiment qui nous fait si peu d'honneur. Il se déclare passionné pour la vertu et pour la gloire, passionné comme le furent jadis les héros de la Grèce et de Rome ; et pour lui, la vertu n'est point seulement cet oisif sentiment du bien moral qui suffit à l'honnête homme, c'est bien effectivement cette mâle énergie qui pousse les âmes d'élite aux grandes choses. Vauvenargues nous apprend qu'il a passé toute sa jeunesse à se préparer à un emploi où il pût déployer cette force de caractère et illustrer son nom. Il eût été peu touché de l'honneur d'être écrivain, s'il eût pu devenir homme d'Etat.

Né pour l'action, Vauvenargues s'attacha à discerner dans les éléments de notre nature ce qui donne le plus de force pour agir. Il trouvait en lui-même tant de sentiments généreux et élevés, qu'il ne pouvait avoir la pensée de mettre l'homme en garde contre les tendances instinctives de sa nature. « Si vous » avez, dit-il, quelque passion qui élève vos sentiments, qui » vous rende plus généreux, plus compatissant, plus humain, » qu'elle vous soit chère. » C'est même aux passions qu'il fait honneur des plus grands avantages de notre esprit. « L'esprit est » l'œil de l'âme, non sa force. Sa force est dans le cœur, c'est-à-dire, dans les passions. La raison la plus éclairée ne donne » pas d'agir et de vouloir. » Mais Vauvenargues ne néglige aucun des éléments de notre nature. « La raison et le sentiment, » dit-il, se conseillent et se suppléent tour à tour. Quiconque » ne consulte qu'un des deux et renonce à l'autre, se prive » inconsidérément d'une partie des secours qui nous ont été » accordés pour nous conduire. »

§ III. *Politique.* — Nous trouvons Vauvenargues, dans la morale, pénétré au plus haut point du sentiment de la grandeur humaine, enthousiaste de tout ce qui témoigne de l'énergie et de la force de l'âme, plein de respect pour tous les droits, indulgent pour toutes les faiblesses, compatissant pour toutes les misères. Il veut que la vertu ne reste pas oisive, que les talents de chacun deviennent utiles à tous ; que la justice soit humaine et que

l'habileté ne travaille qu'à faire des heureux. Ces dispositions, portées dans la politique, nous montrent assez le rôle qu'eût aspiré à y jouer Vauvenargues. Il était d'ailleurs dans la nature des choses qu'un jeune homme, né avec le sentiment d'une grande destinée, doué d'une âme généreuse et sensible et du plus grand nombre des qualités qui font les hommes illustres, supportât avec quelque impatience de se voir préférer pour les emplois où l'appelaient son caractère et ses études, des jeunes gens sans plus de talents que de vertus, dont les intrigues et les plaisirs faisaient toute la fortune. Aussi ne devait-il pas chercher à se soustraire à ces sentiments nouveaux de réaction populaire qui prenaient dès lors possession de la société; et, pour me servir du langage qui commençait à avoir cours, il devait accorder plus de sympathie à la cause des peuples qu'à celle des rois.

Nous voyons qu'entre les gloires du grand siècle, aucune autre ne le frappe plus vivement que celle de Fénelon; mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'illustre archevêque de Cambrai est particulièrement admiré de Vauvenargues par ce côté même qui montrait en lui à Louis XIV le bel esprit le plus chimérique de son royaume : « Ombre illustre, s'écrie-t-il, en ef-
 » fet, né pour cultiver la sagesse et l'humanité dans les rois, ta
 » voix ingénieuse fit retentir au pied du trône les calamités du
 » genre humain, foulé par les tyrans, et défendit contre les ar-
 » tifices de la flatterie la cause abandonnée des peuples. »

Vauvenargues parle déjà comme un tribun de la fin de son siècle; il ne ménage ni les souverains ni les privilégiés de la fortune; il les fait même quelque part responsables de tous les désordres des malheureux. Il déplore avec une énergie toute romaine la servitude qui abaisse les hommes jusqu'à s'en faire aimer. Il confond dans de communs éloges César et Brutus, et son admiration va même jusqu'à Catilina. Devons-nous nous étonner que Vauvenargues n'ait pas rendu une suffisante justice à l'esprit de discipline qui seul fonde et maintient tout ce qu'il y a de grand dans les choses humaines? Songeons, pour son excuse, qu'il ne restait plus sous ses yeux, des débris du grand siècle, qu'un déplorable héritage de malheurs et de petitesse. Remarquons d'ailleurs que, dans ses œuvres les plus étudiées, Vauvenargues reconnaît et proclame plus haut que personne, la nécessité sociale de la subordination, de la dépen-

dance et de l'inégalité des conditions en rapport avec l'inégalité des talents.

Il appelle de ses vœux le règne de la justice, mais il ne s'irrite pas follement contre la force et sait qu'avant tout l'homme est né pour obéir. « La justice ou la force, il a fallu opter entre » ces deux maîtres; tant nous étions peu faits pour être libres ! » Que ne devait-on pas attendre d'un homme qui avait à son service toutes les idées généreuses que le cœur inspire, sans tenir à aucune des exagérations systématiques que l'imagination y ajoute? Dieu seul peut savoir quel rôle eût été réservé à cette nature généreuse et honnête dans les grands événements qui se préparaient; mais on peut affirmer sans crainte que s'il lui eût été donné de vivre jusqu'à cette époque féconde en grands dévouements et en grands caractères, Vauvenargues eût ajouté un nom glorieux à ceux qu'illustrèrent le plus l'amour du bien, le talent et la mort.

Quand la Providence lui eut refusé les moyens d'exécuter d'aussi grandes choses que les hommes illustres qu'il s'était proposés pour modèles, il voulut du moins montrer par ce qui dépendait de lui, qu'il n'était pas incapable de concevoir de grands desseins. Cette considération nous explique le plus grand nombre des pensées de Vauvenargues.

§ IV. *Littérature.* — Tous les grands personnages qui ont eu, dans tous les temps, le plus d'empire sur l'esprit des peuples, ont excellé dans l'éloquence. Que fallait-il de plus pour qu'il attachât à cette étude une importance toute particulière? Ne l'oublions pas d'ailleurs, il poursuit infatigablement son but, et ses principes littéraires devront porter, comme tout le reste de ce qu'il nous a laissé, le caractère de ce haut intérêt pratique qui a joué un si grand rôle dans sa vie.

La littérature a un vaste domaine. Rien de ce qui intéresse l'homme ne lui reste indifférent; et toutes les observations générales du moraliste se traduisent immédiatement pour l'écrivain en lois propres de son art. C'est l'homme qu'il s'agit de conduire, et il est trop manifeste qu'à mesure qu'en connaît mieux ses goûts, ses passions, sa nature, on peut aussi mieux exercer sur lui cet empire, objet de si ardens efforts et de si laborieuses études.

Aussi quel trésor précieux, au point de vue des lettres, que les

observations si variées que nous a laissées Vauvenargues ! Et je ne parle pas seulement du recueil de ses réflexions détachées. Il n'a rien écrit qui ne soit plein de ces vues fécondes qui donnent à penser et de ces idées générales qui sont le secret de grands écrivains.

L'observation du rôle aussi important que légitime que les passions jouent dans notre vie a ouvert à Vauvenargues, sur les lois de l'art d'écrire, une source féconde d'idées, non pas nouvelles, mais pleines de justesse, de force et de grandeur.

« Les grandes pensées viennent du cœur. » — « Il faut avoir » de l'âme pour avoir du goût. » — « La raison ne connaît pas » les intérêts du cœur. » Et beaucoup d'autres marquées au même cachet.

Une rare sagacité sur les choses de sentiment, une vue pénétrante sur tous les beaux côtés de notre nature, la rencontre de l'expression nette et vraie, telles sont en général les qualités qui distinguent Vauvenargues. Qu'on en juge par quelques pensées prises au hasard : « Les méchants sont toujours surpris » de trouver de l'habileté dans les bons. — Ceux qui méprisent » l'homme ne sont pas de grands hommes. — Nos plus sûrs » protecteurs sont nos talents. — La netteté est le vernis des » maîtres. — La clarté orne les pensées profondes. » Il atteint quelquefois, mais plus rarement que la Rochefoucauld, le piquant et l'esprit dans la concision épigrammatique de la forme, comme lorsqu'il dit : « La clarté est la bonne foi des philosophes. »

Vauvenargues apprécie dans les autres l'imagination qui parle à nos sens, le sublime qui jette l'esprit hors de lui-même, la splendeur de l'expression qui porte avec elle la preuve des grandes pensées. Mais ses sujets ne comportaient pas l'élévation des grands sentiments, et la nature lui avait refusé le don de se représenter réellement les choses et à sa volonté, de provoquer à son gré, de soutenir et d'accroître les émotions de son âme, ce qui est, à proprement parler, l'imagination oratoire. Vauvenargues s'émeut quelquefois, et, sous l'impression d'un sentiment vrai autant qu'il est grand, l'enthousiasme de la vertu, il arrive à l'éloquence ; mais les grands sentiments s'épuisent vite, et chez Vauvenargues l'émotion du langage ne dure pas un instant de plus que le sentiment qui l'a produite. Il ne lui est pas donné de la soutenir, comme aux orateurs qui ont plus d'art et

chez qui les passions, sans être plus vives et plus vraies, sont du moins plus dociles à leur appel et mieux pliées à leur service.

Mais ce n'est proprement ni le mérite de l'élocution, ni les qualités de l'artiste, ni l'esprit de symétrie et de système, ni le savoir, ni l'enchaînement des idées et la puissance de la logique; mais bien les qualités d'un grand caractère, qui font le génie littéraire de Vauvenargues. On le trouve tout entier dans ses *Réflexions* et *Maximes*: candeur, force d'âme, vertu, aussi bien que bon sens, sagacité, profondeur; on l'y voit pour ainsi dire avec l'armure complète qu'il s'était préparée pour le combat où il ne lui fut pas donné de prendre part.

Le plus important de ses ouvrages après ses *Maximes* est l'*Introduction à la connaissance de l'esprit humain*. Il n'y faut chercher ni un traité bien méthodique, ni un système d'un enchaînement bien rigoureux, ni des découvertes bien nouvelles sur les lois de notre nature; mais on y trouvera en revanche des observations de détail d'une finesse exquise, des vues d'une profonde justesse, l'étude la plus pénétrante des moyens d'agir sur les hommes. Je n'ai pu me défendre, en lisant cet ouvrage, de reporter quelquefois mes souvenirs à un des livres de l'antiquité que j'ai le plus admiré, cette Rhétorique du plus sage des philosophes grecs qui n'a encore été ni égalée ni complétée par les modernes.

Les *Réflexions* de Vauvenargues sur quelques poètes ont aujourd'hui peu d'intérêt, après les progrès qu'a faits la critique. Ce sont cependant ces études qui le firent d'abord connaître et apprécier de Voltaire. Elles témoignent, en effet, d'un sentiment très-délicat des beautés littéraires et d'une distinction d'esprit rare.

Mais, dans tout ce qu'a écrit Vauvenargues, rien ne m'a paru plus exquis et plus parfait que les *Conseils* qu'il adresse à un jeune homme. La pureté soutenue de la forme égale ici l'élévation constante de la pensée. Jamais oracle de la sagesse antique n'a parlé avec une douceur plus persuasive ou une plus respectable autorité. Qui que vous soyez, vous n'entendrez pas sans en être touchés, ces leçons d'une si attrayante morale! Pour moi, je n'oublierai jamais les heures délicieuses que je passai avec deux amis, à savourer ces belles pages. Oh! puissé-je souvent trouver à mes labeurs des délassements si pleins de charmes!

Ses discours sur la gloire et sur les plaisirs, quoique d'une perfection moins achevée, plaisent encore par cette même fleur de vertu délicate et d'indulgente philosophie. Mais tous les ouvrages, que Vauvenargues n'a pas lui-même livrés au public, fruits hâtifs d'une jeunesse qui sentait l'avenir lui échapper, portent plus ou moins les traces d'une certaine inexpérience. Faut-il s'en étonner? Combien d'écrivains, devenus célèbres plus tard, en sont encore à des ébauches bien moins dignes de voir le jour, à l'âge où mourut Vauvenargues?

Cette inexpérience se révèle surtout dans ses *Caractères* et dans ses *Dialogues des Morts*. Vauvenargues est trop esclave de la vérité pour faire assaut d'esprit avec Fontenelle; il est trop peu préoccupé des artifices de l'art, pour lutter avec la Bruyère. Ses portraits sont calqués sur la réalité même. On y cherche en vain, on attend inutilement le trait piquant ou le contraste qui doit exciter la surprise et achever le tableau. Le plus grand intérêt de ces études est de nous faire pénétrer plus intimement dans la vie de l'auteur, soit en nous initiant aux premiers jets de sa pensée, soit en nous mettant sous les yeux des portraits comme celui de Clazomène, où le peintre est à lui-même son modèle : « Clazomène a eu l'expérience de toutes les » misères de l'humanité. Les maladies l'ont assiégé dès son » enfance et l'ont sevré dans son printemps de tous les plaisirs » de la jeunesse. Né pour les plus grands déplaisirs, il a eu de » la hauteur et de l'ambition dans la pauvreté; il s'est vu, dans » ses disgrâces, méconnu de ceux qu'il aimait. L'injure a flétri » sa vertu, et il a été offensé de ceux dont il ne pouvait prendre » vengeance. Ses talents, son travail continuel, son applica- » tion à bien faire, n'ont pu fléchir la dureté de sa fortune. Sa » sagesse n'a pu le garantir de faire des fautes irréparables. Il » a souffert le mal qu'il ne méritait pas et celui que son impru- » dence lui a attiré. Lorsque la fortune a paru se lasser de le » poursuivre, la mort s'est offerte à sa vue; ses yeux se sont » fermés à la fleur de son âge. Toutefois, qu'on ne pense » pas que Clazomène eût voulu changer sa misère pour la pros- » périté des hommes faibles : la fortune peut se jouer de la sa- » gesse des gens vertueux; mais il ne lui appartient pas de » faire fléchir leur courage. . . . »

L'Académie française, en 1745, avait proposé pour le prix d'éloquence un sujet tiré du livre des *Proverbes* : *Dives et pauper*

obviaverunt sibi; utriusque operator est Dominus. Vauvenargues eut la pensée de descendre dans la lice. Mais plus pénétré de sympathie pour ceux qui souffraient comme lui de l'inégale répartition des biens de cette terre, que préoccupé du grand intérêt politique de la concorde, au lieu de voir dans le libre et doux échange du bienfait et de la reconnaissance, dans la satisfaction de celui qui donne et dans le bonheur de celui qui reçoit, ce lien social qui semblait indiqué par le texte sacré, Vauvenargues insista avec plus d'ardeur que de prudence sur le contraste des conditions extrêmes, sur la nécessité inviolable de l'aumône, sur les excès du mauvais riche et sur les droits du pauvre vertueux. Pouvait-on demander à un homme si profondément malheureux de se croire au sein du mieux ordonné et du meilleur des mondes? L'Académie ne put lui décerner les honneurs d'une couronne. On aime cependant à le voir, dans cet écrit, apprécier d'avance à sa valeur l'âge d'or que devait célébrer J.-J. Rousseau, cette vie sauvage où l'égalité, fondée sur une oisiveté commune, n'est que l'égalité de l'ignorance et du crime. On ne reste pas insensible devant le tableau qu'il a tracé du bon prince versant des larmes sur les calamités de la guerre, ni surtout devant cette démonstration de la Providence si puissamment établie sur les malheurs même de la vie présente, et à laquelle un retour de l'auteur sur lui-même prête un charme inimitable à tout l'artifice oratoire : « Ah ! s'il était vrai, si tout » se bornait à la terre, quelle condition lamentable ! Où serait » la consolation du pauvre ? Quelle main calmerait le cœur du » riche ? Dans tous les états de la vie, s'il nous fallait attendre » nos consolations des hommes, dont les meilleurs sont si » changeants et si frivoles, si sujets à négliger leurs amis dans » la calamité, ô triste abandon ! Dieu clément ! Dieu vengeur » des faibles ! je ne suis ni ce pauvre délaissé qui languit sans » secours humain, ni ce riche que la possession même des richesses trouble et embarrasse ; né dans la médiocrité, dont » les voies ne sont pas peut-être moins rudes, accablé d'afflictions dans la force de mon âge, ô mon Dieu ! si vous n'étiez » pas, ou si vous n'étiez pas pour moi, seule et délaissée dans » ses maux, où mon âme espérerait-elle ? Serait-ce à la vie qui » m'échappe et me mène vers le tombeau par les détresses ? » Serait-ce à la mort qui anéantirait avec ma vie tout mon » être ? »

Tel fut Vauvenargues, usant toujours sans un faux respect humain, de la parole, pour peindre ce qu'il y avait en lui de plus intime; l'écrivain le plus sincère et le plus vrai qui fût jamais, et, en même temps, d'un jugement merveilleusement net et profond, d'une pénétration sans égale, d'une sagesse rare dans le siècle de l'exagération et du paradoxe, grand sans effort, charmant sans art, l'homme dont la foi demeura inébranlable au milieu des philosophes, dont les mœurs restèrent pures dans une société corrompue, dont la vertu fut à l'épreuve de tous les mécomptes, dont l'unique pensée fut de se rendre utile, dont l'unique passion fut l'amour de la gloire, dont la vie se passa à concevoir de grandes choses et qu'une injuste fortune réduisit au stérile honneur de s'en montrer digne, génie destiné à s'illustrer par l'action et qui se consuma dans le repos à attendre en vain un ordre de la Providence.

La postérité devrait sans doute tenir compte à une volonté forte du bien qu'elle a poursuivi; mais s'il n'est pas dans le cours ordinaire des choses que Vauvenargues passe jamais de l'estime des esprits délicats aux triomphes éclatants de l'opinion et à la gloire des écrivains de premier ordre, s'il ne lui a pas été donné de mettre en œuvre ses idées dans la conduite des grandes affaires de la politique, nous qui vivons un siècle après lui, n'avons-nous pas à nous applaudir de ce qu'au lieu d'exemples qui dormiraient aujourd'hui dans l'histoire, il nous a laissé des écrits où sont si bien étudiés tous les ressorts qui meuvent la machine humaine, et où nous est révélé le secret des principes par lesquels les grands esprits agissent sur le monde? Quoi qu'il en soit, et si, par notre destinée modeste, nous semblons désintéressés dans ces hautes études, n'oublions pas du moins qu'il nous a charmés par une douce et consolante philosophie, et qu'il nous a rendus meilleurs en nous apprenant que le bien n'est pas une exception sur la terre.

Lecture faite par M. l'abbé Auvergne dans la séance du 3 juin 1859.

QUELQUES MOTS SUR UNE GRAMMAIRE COMPARÉE DES LANGUES BIBLIQUES...

Par M. l'abbé E. Van Drival, directeur et professeur au grand séminaire d'Arras, membre des Sociétés asiatiques de Paris et de Londres.

Faciliter et rendre plus générale l'étude des langues orientales par l'application des découvertes de Champollion, tel est le but que s'est proposé l'auteur de cette grammaire.

L'ouvrage se compose, en l'état, de deux parties; la première comprend: *l'Histoire et l'analyse des alphabets sémitiques et européens*; la deuxième partie forme proprement la grammaire comparée de l'hébreu, du chaldéen, du syriaque, de l'arabe et de l'égyptien. Une troisième partie est sous presse, et donnera, par ordre d'idées d'abord, le dictionnaire comparé et raisonné de toutes ces langues, puis, par ordre alphabétique, un Dictionnaire hébreu-français avec les points-voyelles, et en même temps la prononciation de saint Jérôme, d'Origène, etc.; travail qui, selon M. Van Drival, n'aurait pas été fait jusqu'ici. Il est bon de mentionner ici: 1^o un petit volume distinct, qui a pour titre: *Premières notions d'une grammaire comparée de l'hébreu, du chaldéen, du syriaque et de l'arabe, avec un appendice sur la langue des Egyptiens*; 2^o deux volumes non encore parus, et que l'auteur intitulera: *Le symbolisme, ou la langue allégorique de l'Ecriture sainte, expliquée par les Pères de l'Eglise, les monuments de la liturgie, et les monuments et emblèmes anciens*.

A la simple lecture de ces divers titres, nous sentons que nous sommes en présence d'un orientaliste distingué qui dirige ses connaissances et ses efforts vers l'objet de sa mission et de sa vocation, l'Ecriture sainte et les traditions primitives de l'humanité; qui s'attache avant tout au sens littéral des livres sacrés, et professe un égal respect pour le sens spirituel ou symbolique de la Bible. Ajoutons immédiatement que ces diverses publications sont de sa part une œuvre de zèle et de dévouement; qu'en vendant ses livres lui-même, sans l'intermédiaire des libraires, il a voulu les fournir au clergé au meilleur marché possible; et, en effet, les trois volumes de *Grammaire comparée* ne coûtent que 12 fr., et les deux volumes du *Symbolisme* ne se vendront que 8 fr. Pour bien comprendre ce bon marché excessif, il suffit de savoir que la *Grammaire égyptienne* de Champollion coûte, à elle seule, 60 fr., et le Dictionnaire autant.

Les livres de M. Van Drival doivent avoir pour nous cet intérêt spécial qui nous attache au nom de Champollion. On voit que c'est

Champollion qui les a inspirés; il appelle incomparable et toute providentielle la découverte par laquelle notre savant compatriote nous fait lire les hiéroglyphes égyptiens. Il dit : *notre admirable... l'illustre Champollion*. Il assure que la critique sacrée aura beaucoup à gagner en s'appuyant sur les faits nouvellement acquis à la science des langues; que plus d'un texte peu clair jusqu'ici, plus d'une expression douteuse, plus d'une allusion à des idées conventionnelles chez les peuples primitifs, se verront bientôt environnés d'une lumière certaine. Il regarde l'Égypte comme une mine renfermant beaucoup de trésors et de secrets bibliques.

Nous ne nous occuperons aujourd'hui que de la première partie de la Grammaire comparée des langues bibliques, et nous n'en parlerons que comme un timide novice parle des œuvres du maître.

Dans ce premier volume, l'auteur s'applique à montrer, dans les hiéroglyphes égyptiens, l'origine de tous nos alphabets, tant sémitiques qu'européens. Il consacre à cette démonstration 22 planches, autant qu'il y a de lettres dans l'alphabet hébreu, c'est-à-dire une planche par lettre. Chaque planche présente trois colonnes. La 1^{re} colonne nous offre tous les hiéroglyphes dans lesquels Champollion a découvert la valeur phonétique de la lettre dont il s'agit; la 2^e colonne donne les formes abrégées, démotiques ou populaires des mêmes signes; la 3^e colonne présente les lettres correspondantes des alphabets hébreu, samaritain ou phénicien, arabe, syriaque, grec et latin. Un examen tant soit peu attentif vous fait bientôt apercevoir les rapports frappants qu'il y a entre les signes de la seconde colonne et ceux de la troisième, et le rapprochement de ces hiéroglyphes et de nos alphabets nous montre clairement la filiation de ces derniers.

L'auteur complète sa démonstration en donnant, dans une 23^e planche, tous les alphabets qui s'écrivent de droite à gauche, à la manière de l'Orient, et, dans une 25^e planche, tous les alphabets qui s'écrivent de gauche à droite, à la manière de l'Occident. La planche 24^e, intercalée entre les deux autres et gravée sur un papier transparent, les explique visiblement l'une par l'autre et d'une manière curieuse. L'inscription que porte cette planche 24^e n'est autre chose que le *Pater Noster* en langue latine, mais écrit en caractères phéniciens ou samaritains, et de droite à gauche. Or il arrive que si vous retournez cette planche, et que vous lisiez alors de gauche à droite, grâce à la transparence du papier, sans avoir la moindre notion de l'écriture phénicienne, vous pouvez la lire avec la plus grande facilité. D'où l'on peut conclure que les lettres latines n'offrent aucune différence essentielle avec les lettres phéniciennes, ou plutôt ce sont les mêmes lettres tournées de gauche à droite.

J'avoue qu'on ressent une vive satisfaction à faire par soi-même cette épreuve. Il semble qu'on touche du doigt l'unité primitive de

l'écriture, ou plutôt la filiation traditionnelle des divers alphabets des peuples civilisés qui ont du reste conservé à chaque lettre un nom et une place à peu près les mêmes partout; l'unité primitive de la famille humaine en ressort, ce semble, plus clairement.

Je ne terminerai pas l'analyse rapide de ce premier volume sans transcrire un texte de Clément d'Alexandrie, que l'auteur cite à l'appui de sa thèse, et sans dire quelque chose des inscriptions antiques du Mont-Sinaï qui semblent en être une merveilleuse confirmation.

Voici d'abord la traduction du texte cité : « Moïse étant devenu grand, les plus habiles des Egyptiens lui enseignèrent l'arithmétique et la géométrie, la rythmique et l'harmonie, la médecine et la musique.

» Ils lui apprirent encore la philosophie par symboles, celle qui est contenue dans les lettres hiéroglyphiques.

» Il fut instruit, par les Chaldéens et Egyptiens, sur les lettres des Egyptiens et sur la science des choses célestes : c'est pourquoi il est dit, aux Actes des apôtres, qu'il fut instruit dans toutes les connaissances des Egyptiens.

» Eupolème, dans le livre qu'il a écrit sur les rois juifs, dit que Moïse fut le premier savant, et que *le premier il enseigna la grammaire aux Juifs*. Les Juifs transmirent cet art aux Phéniciens, et les Phéniciens aux Grecs. »

Tel est le témoignage de Clément d'Alexandrie sur Moïse.

Et maintenant, qui ne serait frappé d'un étonnement extraordinaire et comme d'une révélation soudaine en apprenant que toutes les routes qui conduisent du golfe de Suez au Mont-Sinaï présentent au voyageur, sur les rochers qui les bordent, un nombre incalculable d'inscriptions antiques entremêlées de figures et d'images qui remontent probablement à l'époque du séjour des Israélites dans le désert après leur sortie d'Egypte ! La vallée surtout qui mérite de fixer notre attention est celle qui porte le nom de vallée écrite, *Wadi Mokateb*, le long de laquelle, sur une étendue de trois heures de chemin, s'élève une chaîne de rochers de grès rouge, perpendiculaires comme des murs et chargés d'inscriptions. Près de là, il y a également une montagne écrite, *Djebel Mokateb*.

Le musée du Louvre possède déjà la copie d'environ trois cents de ces inscriptions, qui se comptent par milliers sur les lieux. Les rochers sont couverts de caractères jusqu'à leurs sommets, à une hauteur de plus de 100 pieds. Ces caractères ont communément un pouce de relief et un pied de longueur; il y a même une inscription dont le titre est formé de caractères qui ont jusqu'à 6 pieds de hauteur et trois pouces de relief. Voici comment M. Forster, savant anglican, traduit ce titre : *S'enfuit le cheval rapide, élevant ses deux jambes de devant,*

et, dans sa course, jette par terre son cavalier. Pharaon, courant à toutes jambes, comme un cheval rapide, s'enfuit élevant ses deux mains pour accélérer sa fuite. — L'inscription elle-même offre 41 lignes, juste autant qu'il y a de versets dans le cantique de Moïse après le passage de la mer Rouge ! Ne serait-ce point ce cantique lui-même ?

Trois autres inscriptions se rattachent à un même fait : la chute des caillles dans le camp d'Israël. Seulement, ce que les traducteurs de la Bible ont appelé caillles seraient en réalité des oies.

Une autre rappelle le combat d'Israël contre les Amalécites. Elle est surmontée d'un homme représenté les bras levés, et on traduit ainsi l'inscription : *Le prophète assis sur une grosse pierre dure prie Dieu ; Aaron et Hur soutenant ses mains.* Toutes ces inscriptions sont du même style, du même caractère, et il y a, entre plusieurs de ces lettres et les caractères hébreux, arabes et grecs, des rapports frappants.

Notre analyse ne comporte pas de plus grands développements sur ce sujet. M. Forster, qui l'a approfondi, conclut que ces inscriptions sont d'un même peuple et d'une même époque, et que ce peuple n'a pu subsister dans le désert que par des moyens extraordinaires ; or, il n'y a que le peuple d'Israël qui y ait été conservé d'une manière miraculeuse pendant 40 ans. Du reste, un auteur du VI^e siècle attribue formellement ces inscriptions aux Israélites. On conclut encore que cette langue du Sinai serait la langue vulgaire d'Egypte que les Israélites avaient apprise pendant leur séjour dans la terre de Gessen.

Ne semble-t-il pas, dès lors, que la grande voie de Suez, qui va s'ouvrir à toutes les parties du monde, serait, dans les desseins de la Providence, destinée à quelque chose de plus imposant encore que de faciliter un commerce de biens temporels entre tous les fils d'Adam ; destinée à ramener les hommes à ces grandes pages de leur histoire originelle, à ces grands monuments dans lesquels Dieu s'est réservé un témoignage irréfutable daté de 4,000 ans, et où l'humanité, abandonnant le système, viendra se désaltérer aux sources pures des traditions primitives !

Rapport lu par M. Revillout, dans la séance du 1^{er} juillet 1859, sur l'institution d'un concours.

L'Académie delphinale a décidé, sur la proposition de M. L. Gautier, qu'elle instituerait un concours annuel.

Elle a chargé une commission de préparer l'organisation de ce concours et de lui présenter le sujet d'un prix à décerner ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cette commission était composée de MM. Gautier, président de l'Académie ; Quet, Burdet, Casimir de Ventavon, Jules Taullier, Macé, et Revillout, secrétaire de l'Académie.

La commission, réunie sous la présidence de M. Gautier, m'a chargé de faire à l'Académie les propositions suivantes :

1^o Un prix de 500 francs sera décerné par l'Académie delphinale dans le courant de l'année 1861 ;

2^o Le terme de ce premier concours est fixé au 31 décembre 1860. — Les Mémoires devront être, à cette époque, déposés, franc de port, chez M. le secrétaire perpétuel de l'Académie delphinale. Les auteurs ne devront pas se faire connaître, à peine d'être exclus du concours.

Les membres résidents de l'Académie ne pourront prendre part à ce concours ;

3^o La commission propose, au choix de l'Académie, les quatre sujets suivants :

1^o Etude historique sur la vie, le rôle politique et l'administration de Lesdiguières ;

2^o Examen critique des historiens du Dauphiné antérieurs à la Révolution : Thomassin, Aymar du Rivail, Chorier et Valbonnays ;

3^o Notice historique sur Vocanson ;

4^o Etudier l'histoire littéraire du Dauphiné pendant le XVII^e siècle, d'après les mémoires latins de Chorier et les écrits de ses contemporains.

Ce n'est pas sans dessein que la commission place en tête de cette liste l'étude sur Lesdiguières. Ce guerrier célèbre n'est pas seulement un vaillant capitaine, un continuateur heureux du baron des Adrets et de Montbrun, c'est encore un grand homme d'Etat. Parti de faibles commencements, il est arrivé à de grandes choses, autant par sa sagesse et son habileté que par sa valeur militaire. Il a su discipliner son parti et le faire triompher ; s'est associé des premiers aux efforts d'Henri IV pour apaiser et concilier les factions ; et pendant que le Béarnais conquérait péniblement sa couronne sur les rives de la Seine, Lesdiguières savait à la fois dominer le Dauphiné et le défendre contre l'étranger : « Toujours vainqueur et jamais vaincu. »

Les travaux de la paix ne le trouvèrent pas moins habile, et son administration a laissé dans notre province des souvenirs ineffaçables.

Mais ces souvenirs si vivaces sont altérés par la tradition ; Lesdiguières est devenu un héros légendaire, et, comme Hercule qu'il avait pris pour emblème, il a réuni sur sa seule personne toute la gloire et toutes les œuvres de ses descendants.

La commission a pensé qu'il était convenable de rendre à ce grand homme sa véritable figure dans l'histoire. Cependant, pour ne pas mettre au concours un sujet trop vaste, elle conseille aux concurrents d'en laisser un peu dans l'ombre le côté purement militaire. Cette face a été d'ailleurs convenablement mise en lumière par Videl, le capitaine Arabin, de Thou, M. Long et M. Ménabréa. Les candidats négli-

geront donc les détails stratégiques pour étudier et mettre en relief le rôle politique et administratif de Lesdiguières. Cette étude ainsi circonscrite peut fournir les documents les plus curieux et les révélations les plus inattendues, si les concurrents-peuvent mettre à profit une partie des trésors encore enfouis dans les divers dépôts de l'Empire.

L'examen critique des historiens du Dauphiné peut aussi produire un excellent travail. Cette étude ne consisterait pas à faire, comme l'a fait le baron de Sainte-Croix pour les historiens d'Alexandre, une histoire nouvelle du Dauphiné, meilleure que celles d'Aymar du Rivail, de Chorier et de Valbonnais; la tâche de nos concurrents serait moins vaste et plus facile. C'est au point de vue littéraire surtout qu'ils devraient examiner nos historiens, juger leur méthode, apprécier leur critique, déterminer la part qui revient à chacun, et surtout indiquer ce qui reste à faire après leurs travaux.

En vous proposant de mettre au concours une notice sur Vocanson, la commission a voulu répondre à un appel qui fut fait il y a quelques années par M. Hedde, de Nîmes. Ce savant avait avancé que notre célèbre mécanicien était l'inventeur du métier Jacquard : on vous a dit à ce propos que tel était l'avis du général Poncelet, mais ce procès n'est point encore jugé, faute de pièces ; peut-être l'Académie, en mettant le sujet au concours, hâterait-elle la décision d'une affaire importante à la gloire de notre province.

Enfin, le dernier sujet proposé par la commission pourrait fournir un tableau fort piquant à un esprit ingénieux et délicat.

Le Dauphiné prit une part sinon fort glorieuse au moins fort grande au mouvement littéraire du XVII^e siècle : les Mémoires latins de Chorier publiés par la Société de statistique, l'Histoire de Salvaing de Boissieu éditée par M. de Terrebasse, offrent, sur les rapports de nos littérateurs avec les hommes de lettres et les savants de leurs temps, de curieux renseignements qu'il serait facile de compléter par les écrits de leurs contemporains. Tous ces documents réunis et mis en œuvre par une main habile formeraient un livre plein d'intérêt et d'agrément.

Tels sont, Messieurs, les sujets divers que votre commission vous propose ; elle les emprunte, il est vrai, tous à notre province : mais elle a pensé que, pour un premier concours, l'Académie devait songer d'abord au Dauphiné. Si, pour provoquer plus d'émulation, nous allions dès l'abord chercher hors de notre pays, on pourrait à juste titre nous faire le reproche que Tacite adressait à ses contemporains, de nous montrer indifférents à notre renommée : *otus incuriosa suorum*.

Lecture faite par M. Albert du Boys dans la séance du 20 janvier 1860.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR M. LE DOCTEUR JOFFRE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DELPHINALE, MORT LE 25 NOVEMBRE 1858.

Messieurs,

L'un des articles les plus sages de notre règlement est celui qui veut que nous fassions paraître une notice biographique sur chacun des membres que la mort nous enlève.

Il est à regretter qu'un pareil usage n'ait pas été en vigueur dans le sein de cette Académie, depuis l'époque de sa fondation. Notre secrétaire perpétuel, qui a cherché si laborieusement les traces à demi effacées par le temps de nos traditions littéraires, eût trouvé des matériaux tout préparés pour son *Histoire de l'Académie delphinale*. Son ouvrage n'aurait pas pu être mieux composé ni mieux écrit, mais il aurait été plus complet. Au sein des familles elles-mêmes, les souvenirs des aïeux risquent de s'altérer rapidement, s'ils ne sont confiés qu'aux échos fugitifs de la parole : *verba volant, scripta manent*. Comment ce danger ne serait-il pas plus grand encore pour les ancêtres littéraires de l'Académie, qui ne se rattachent pas à nous par l'ensemble de leur vie privée, mais seulement par leur vie intellectuelle et publique !

Les renseignements biographiques deviendraient surtout difficiles à recueillir, quand il s'agirait d'étrangers transplantés sur notre sol. Pour eux, le fil de la tradition une fois rompu, il serait bien difficile de le renouer ; c'est donc une œuvre d'une utilité spéciale, j'ose le dire, que d'écrire la vie d'un membre qui est né et qui a vécu longtemps dans une autre province que la nôtre. C'est la situation où s'est trouvé M. Joffre, qui, comme vous le savez, Messieurs, n'a commencé à se naturaliser parmi nous que vers l'âge de trente-six ou trente-sept ans. Le Dauphiné a été sa patrie de choix et d'adoption ; et, une fois fixé parmi nous, il n'a jamais regretté la patrie de son berceau.

M. Henri Joffre naquit à Vogüé, près de Villeneuve-de-Berg, département de l'Ardèche, le 13 mars 1803. Il appartenait à une de ces vieilles familles d'agriculteurs chez lesquelles l'honneur et l'amour du travail sont héréditaires.

Il parcourut d'une manière rapide et brillante le cercle de ses études. A l'âge de vingt-un ans, il obtenait, à Montpellier, le grade de docteur en médecine. Elève de Delpéch, il se fit remarquer de son maître par ses heureuses dispositions et par son ardeur infatigable pour le travail. Le célèbre professeur lui accorda sa confiance et son amitié : il l'employa à recueillir et à mettre en ordre des matériaux pour son grand ouvrage de *clinique chirurgicale*.

Henri Joffre quitta l'école de médecine de Montpellier avec son grade de docteur, emportant l'estime de ses condisciples et celle de ses maîtres.

Trop jeune encore pour débiter dans l'exercice de la médecine, et désirant d'ailleurs étudier sur les lieux les doctrines de l'école de Paris, il se rendit dans cette ville et y suivit avec beaucoup d'assiduité et d'application, les cours des grands maîtres, notamment ceux de Dupuytren, Boyer, Lisfranc, Laennec, Récamier, Cayol, Capuron, etc.

Il revint ensuite dans son pays natal, le Vivarais. Il se fixa à Villeneuve-de-Berg où il se livra exclusivement, pendant quatorze ans, à la pratique médicale. Durant les douze premières années, sa constitution, naturellement robuste, lui permit de satisfaire aux exigences d'une clientèle nombreuse et dispersée dans la campagne; constamment à cheval et toujours prêt à marcher, la nuit comme le jour, au premier appel de ses malades, et sans cesse exposé, dans un pays montagneux, à toutes les vicissitudes d'une atmosphère variable, il paya de si rudes fatigues par l'altération de sa santé. Il songea alors à quitter le Vivarais et à venir se fixer à Grenoble. Il exécuta ce projet dans le cours de l'année 1839.

Mais deux ans avant de changer ainsi de séjour, il s'était accordé quelque repos dans l'intérêt de sa santé, et il en avait profité pour se livrer à des études de cabinet sérieuses et variées. Ses observations scientifiques furent publiées dans une Revue spéciale, alors fort en vogue, la *Presse médicale*, et elles furent très-appréciées, même à Paris. On lui dut un excellent Mémoire sur l'efficacité de l'extrait de belladone, contre les étranglements herniaires. Il donna aussi le résultat de ses expériences sur l'emploi de la toile d'araignée pour couper les fièvres intermittentes, moyen précieux dans les campagnes, où on ne peut pas toujours se procurer du sulfate de quinine. Ce

qui lui fit plus d'honneur encore, ce fut la publication de deux *Mémoires sur les luxations congénitales du fémur, en haut et en dehors*. Ces deux Mémoires, qui lui ouvrirent les portes de plusieurs sociétés savantes, résumaient une polémique qu'il avait eue pendant deux ans avec plusieurs célébrités du monde médical.

« M. le docteur Humbert, orthopédiste très-distingué de
 » Morley, avait eu la hardiesse, contrairement à ce qu'avaient
 » écrit Dupuytren, Palleta et Delpech, de tenter la cure radi-
 » cale des luxations congénitales du fémur. Il avait consigné
 » douze cas de guérison dans un ouvrage dont il avait fait
 » hommage à l'Académie des sciences. Ce corps savant crut à
 » la réalité des cures de M. Humbert et lui décerna un prix Mon-
 » thyon de 3,000 fr. Le gouvernement le décora aussi de la croix
 » de la Légion d'honneur. Tout allait au mieux pour le docteur
 » Humbert, lorsque le docteur Pravaz tenta de son côté, à
 » Lyon, mais par un procédé différent, la guérison d'une luxa-
 » tion congénitale du fémur chez une jeune cliente de M. le
 » docteur Joffre; cette guérison est bientôt annoncée à ceder-
 » nier. Il se rend à Lyon où il put constater, par lui-même et
 » d'une manière positive, la réalité du fait. Par une des coïnci-
 » dences les plus heureuses, il se trouvait en ce moment à Lyon
 » une jeune fille récemment traitée par M. Humbert, et dont on
 » proclamait hautement la guérison : il fut permis à M. le doc-
 » teur Joffre de la visiter avec plusieurs des sommités médicales
 » de la localité; mais quelle ne fut pas la surprise du docteur
 » Joffre en constatant que la tête fémorale, au lieu de se trou-
 » ver dans la cavité cotiloïde, n'était descendue que dans la
 » fosse sacro-sciatique ! La claudication, d'ailleurs, n'avait été
 » que modifiée. La lecture de l'ouvrage de M. Humbert ame-
 » nait aussi, pour un esprit réfléchi, à ce résultat, que toutes
 » les observations qu'il renfermait, ne différaient en rien de
 » celles de la jeune personne de Lyon. C'est cette erreur (er-
 » reur que M. Humbert avait fait partager aux membres de
 » l'Institut), que M. Joffre a fait ressortir d'une manière évi-
 » dente et irrécusable dans son dernier travail ; il a prouvé en
 » même temps que les cures entreprises par M. le docteur Pra-
 » vaz, de si regrettable et de si honorable mémoire, étaient
 » réelles et incontestables. M. le docteur Joffre a donc rendu un
 » véritable service à la science et à l'humanité, en fixant le ju-

» gement des praticiens sur une question qui avait été si longtemps débattue.

» M. Humbert, irrité de se voir ainsi enlever ses titres à l'immortalité, pour une des plus belles conquêtes de la chirurgie moderne, fit à M. le docteur Joffre une réponse virulente qu'il adressa aux sociétés médicales et à tous les praticiens. « Attaqué, disait son factum, dans une propriété qui ressort du domaine de la science, c'est au tribunal des savants, au défaut de cour constituée à cet effet, que je viens apporter ma défense. »

» Il adressa en même temps une plainte en règle à l'Académie de médecine. De son côté, le docteur Pravaz envoya à ce corps savant un Mémoire où étaient consignés les résultats de ses premiers essais, qui avaient eu un plein succès. L'Académie nomma, à cet effet, une commission qui fit un rapport entièrement favorable à la cause de MM. les docteurs Pravaz et Joffre, et ce corps savant, après une discussion qui fit l'objet de deux séances, sanctionna complètement les conclusions de la commission. C'est ainsi que fut tranchée, d'une manière définitive, la question de curabilité des luxations fémorales anciennes, en haut et en dehors.

» Ce fait eut un grand retentissement dans le monde médical. Le Mémoire du docteur Joffre eut l'assentiment de tous les praticiens et de tous les corps savants. La société royale de médecine de Bordeaux, notamment en lui envoyant, à cette occasion, un diplôme de membre correspondant, lui faisait écrire par son secrétaire perpétuel : « La société de médecine connaissait votre Mémoire sur la luxation ancienne du fémur en haut et en dehors, avant qu'elle entendît le rapport de sa commission. Les journaux lui avaient déjà appris le mérite de ce travail *qu'elle met elle-même au nombre des meilleurs qui aient été faits depuis longtemps en chirurgie.* »

» Certains journaux politiques parlèrent aussi du dernier Mémoire du docteur Joffre, comme constatant une des plus belles découvertes de la chirurgie moderne. »

Par suite et en récompense de ses remarquables travaux, M. Joffre fut nommé membre correspondant de la société de médecine de Bordeaux (11 avril 1838), et de la société médicale de Dijon (11 juin 1838). Il faisait déjà partie, depuis plusieurs

années, de la société des sciences physiques, cliniques et arts industriels de Paris (31 décembre 1832).

Peu de mois après s'être fixé à Grenoble, il y avait conquis une belle et honorable position. Il succéda, à l'évêché et dans les principaux établissements religieux de cette ville et des environs, à la clientèle de M. le docteur Bouteille, qui, après une longue maladie, mourut dans le cours de l'année 1840.

Le 6 mars de cette même année, le docteur Joffre devenait notre collègue à l'Académie delphinale.

Dans la séance du 4 décembre 1840, il nous faisait connaître les travaux de notre compatriote le docteur Pravaz ⁽¹⁾, célèbre surtout par ses découvertes dans la science orthopédique, et par l'emploi des bains d'air comprimé, associés à la gymnastique, pour combattre « certaines diathèses trop souvent rebelles aux » moyens pharmaceutiques. » A la suite de ce rapport, M. Pravaz fut nommé membre correspondant de notre Académie.

M. Joffre fut, pendant plusieurs années, l'un de nos collègues les plus assidus et les plus laborieux. Il nous donna plusieurs Mémoires pleins d'érudition et d'une saine philosophie; nous citerons entre autres, celui qui est intitulé : *De l'influence de la civilisation sur l'aliénation mentale*; celui sur la *phrénologie*, dans lequel les doctrines de Gall et de Spurzheim sont combattues par les armes de la science et par celles du ridicule. Enfin, un rapport parfaitement raisonné sur les trois Mémoires de M. Nichet, chirurgien en chef de l'hospice de la Charité à Lyon.

Pendant que, dans la modeste enceinte de nos séances, le docteur Joffre se faisait estimer de plus en plus de chacun de ses collègues, au dehors, dans la ville même de Grenoble, sa considération personnelle, sa réputation comme médecin distingué, ne cessait de s'accroître. Par son dévouement sans bornes, il devenait bientôt l'ami des familles auxquelles il était appelé à donner ses soins. Si, dans les circonstances ordinaires, on pouvait lui reprocher un peu d'hésitation et de timidité, en présence d'une maladie grave et aiguë on voyait bientôt disparaître ces légers défauts, plutôt apparents que réels. Alors on s'étonnait de la netteté et de la décision de son langage, de la promptitude de ses intuitions, de la hardiesse de ses prescriptions médicales. Il était comme ces généraux d'armée dont l'intelligence

(1) Né au Pont-de-Beauvoisin.

et la présence d'esprit grandissent devant le danger. Ajoutons que le cœur venait, chez lui, au secours de l'intelligence. Il ne se contentait pas d'ordonner le remède, il voulait être là pour saisir le vrai moment de l'administrer. Sa sollicitude attentive ne lui aurait pas permis de se confier, pour de tels soins, à un autre qu'à lui-même, et le médecin habile, veillant des nuits entières au chevet de son client, ne craignait pas de se transformer en garde-malade.

Dans les établissements publics et surtout dans les maisons d'éducation, il provoquait, par sa bonté, la confiance et l'abandon des plus timides, et il obtenait du malade ces confessions entières qui aident si puissamment le diagnostic du bon médecin. Aussi les enfants l'aimaient, non-seulement comme un père, mais comme un père tendre et indulgent.

Ces qualités du cœur furent appréciées par une veuve digne de les comprendre, et le docteur Joffre trouva dans cette union toutes les conditions du bonheur. Cette alliance achevait d'ailleurs de le naturaliser parmi nous. Malheureusement, nulle félicité parfaite n'est durable pour l'homme, et l'horizon le plus serein est souvent le plus prompt à se charger de nuages. Henri Joffre, après un petit nombre d'années, eut le malheur de perdre la compagne de sa vie; ce fut pour lui un coup mortel. Sa douleur développa le germe d'une maladie de cœur qui se joignit à une ancienne affection au foie. Sa santé reçut ainsi une incurable atteinte.

Cependant sa femme, en mourant, lui avait laissé, comme gage de sa tendresse, une jeune fille en bas âge, et l'amour paternel rattachait avec force Henri Joffre à l'existence. Il aurait voulu vivre assez pour remettre aux mains d'un époux cet objet de son affection inquiète et passionnée. Aussi il employa, pour se guérir, les conseils les plus éclairés des facultés de France et de l'étranger. Mais la Providence ne lui accorda pas les délais que demandait son cœur de père; il était lui-même médecin trop éclairé pour ne pas voir que sa fin approchait. Il s'y prépara en pratiquant avec courage et résignation la religion chrétienne qu'il avait toujours professée avec cette fermeté d'esprit que faisait ressortir le danger des autres, et que développa peut-être plus encore le sien propre. Après avoir mis ordre à sa conscience, il descendit dans les détails les plus minutieux de ses affaires matérielles, réglant tout, pourvoyant à tout avec cette

liberté d'intelligence que n'auraient pas eue ses propres amis au lendemain de sa mort. On ne comprend pas tout ce qu'il lui fut donné d'accomplir en ce genre, dans les rares intervalles de ses souffrances.

Il expira le 25 novembre 1858, laissant pour ses clients, pour ses amis et surtout pour sa fille orpheline, un vide que rien ne pourra remplir. L'homme honnête et délicat, le bon collègue, le père excellent, le médecin dévoué jusqu'au sacrifice de sa propre santé et presque de sa vie, aura et doit avoir, dans un monde meilleur, sa récompense et ses félicités ; c'est nous, ce sont ceux surtout à qui il semblait encore si nécessaire ici-bas, qui avons en partage les regrets et la douleur. Mais c'est une douce consolation pour un ami que de rendre hommage à sa mémoire, et d'achever de mettre en lumière quelques côtés restés obscurs de son âme si pure et si ardente, afin qu'on lui rende, au moins après le tombeau, cette justice complète qu'il est si rare d'obtenir pendant la vie.

Lecture faite par M. Revillout dans la séance du 20 janvier 1860 ⁽¹⁾.

DISSERTATION SUR L'OCCUPATION DE GRENOBLE AU X^e SIÈCLE PAR UNE
NATION PAYENNE.

Vers le milieu du X^e siècle, et sous les rois du second royaume de Bourgogne, une nation païenne occupait Grenoble avec une partie du Graisivaudan.

Ce fait incontestable, rappelé dans un texte court et laconique du cartulaire de saint Hugues ⁽²⁾, a donné naissance à deux opinions absolument contraires.

⁽¹⁾ Depuis la lecture de ce mémoire, M. de Terrebasce a publié l'*Examen critique de l'Inscription de Saint-Donat relative à l'occupation de Grenoble par les Sarrazins au X^e siècle*, Paris, Dumoulin, 1860, 20 p. in-8° avec planche, et les révélations contenues dans cette curieuse brochure ont amené M. Revillout à modifier sa dissertation sur plusieurs points assez importants.

⁽²⁾ *Terram quam abstraxerat a gente pagana*, 2^e Cart. Hugon. 16. Cette charte si importante a été publiée par M. du Boys, *Vie de saint Hugues*, p. 465 ; par M. Fauché-Prunelle, *Essai sur le Briançonnais*, t. I, p. 278 et suiv.

Les uns, à la suite de Chorier, ont prétendu que depuis Charles Martel et jusqu'au temps de l'évêque Isarn, c'est-à-dire pendant deux cent vingt-trois ans, les Barbares avaient occupé Grenoble et forcé nos évêques à transporter leur résidence hors de leur diocèse ; les autres ont pensé que l'invasion des païens n'avait été que de courte durée, et qu'Isarn, après l'avoir vue commencer, l'avait aussi vue finir ⁽¹⁾.

La première opinion soulève des objections invincibles ⁽²⁾. De nombreuses traditions permettent bien de supposer que les Sarrasins ont pu s'établir à Grenoble pendant le cours du VIII^e siècle ⁽³⁾ ; mais ces traditions mêmes, romanesque mélange de souvenirs historiques et de fables populaires, attestent que cette occupation a dû prendre fin sous les premiers rois de la dynastie carlovingienne.

A défaut de ces traditions qui ont paru très-suspectes à tous les savants, la simple vraisemblance empêcherait de croire à la longue durée de cette occupation. Ni Charles Martel, ni Pépin le Bref, ni surtout Charlemagne n'étaient hommes à laisser un tel poste aux Sarrasins. Mais le fait suivant vient enlever toute espèce de doute à cet égard. Vers 882, Adalbert, évêque de Maurienne, pénètre avec des gens armés dans l'église de Grenoble, où l'évêque Bernaire assistait à matines, et l'enlève de vive force ⁽⁴⁾. Cet acte de violence avait lieu sous le règne de Boson, après l'anarchie qui suivit la mort de Louis le Débonnaire et quand les pirates Sarrasins avaient recommencé depuis longtemps leurs courses dans la vallée du Rhône. Si Grenoble était alors habité par son évêque, on peut sans témérité penser qu'il avait dû l'être sous Charlemagne.

Mais parce que les Sarrasins n'ont pas possédé cette ville pendant deux cent vingt-trois ans, s'ensuit-il nécessairement

⁽¹⁾ M. Ollivier Jules, *Lettre à M. Reinaud sur le séjour des Sarrasins en Dauphiné*; *Lettre de M. Pilot à M. Ollivier*, *Rev. du Dauphiné*, I, 225; II, 137.

⁽²⁾ Ces objections ont été présentées par M. Pilot, *Histoire de Grenoble*, p. 18 et suiv.; *Rev. du Dauphiné*, II, p. 137 et suiv.

⁽³⁾ M. Berger de Xivrey, *Occupation de Grenoble par les Sarrasins au X^e siècle*, *Rev. du Dauphiné*, III, 108; Aymari Rivallii, *de Allobrogibus*, éd. de Terrebasse, 1843, p. 41 et 361.

⁽⁴⁾ *Ep. Joannis VIII ad episc. Mauriennæ Adalbertum*, *Sirmond, Concil. Gall.*, III, 518.

que l'invasion païenne, mentionnée par saint Hugues, n'ait duré qu'un très-petit nombre d'années ? « Il est, dit M. Fauché-Prunelle dans son curieux *Mémoire sur les invasions des Sarrasins*, une opinion intermédiaire à laquelle je me rangerais volontiers si elle reposait sur des documents certains ou contemporains, et si elle pouvait s'accorder avec l'ensemble des faits historiques de cette époque; cette opinion consisterait à admettre que vers la fin du VIII^e siècle ou vers le commencement du IX^e, les Sarrasins auraient pu reparaitre dans le Dauphiné une ou plusieurs fois, mais par intervalles seulement, et en occuper quelques parties, notamment la ville de Grenoble, dans laquelle ils auraient soutenu un siège de plusieurs années ⁽¹⁾. »

Cette opinion intermédiaire, avancée par M. Fauché-Prunelle avec une si prudente réserve, me paraît ressortir de tous les documents que nous possédons et s'accorder avec l'ensemble des faits contemporains : je n'hésite donc point à m'y ranger. Je crois même que les Sarrasins n'ont pas reparu seulement par intervalles dans le Dauphiné, mais qu'ils en ont occupé des parties considérables et notamment le Graisivaudan pendant de longues années.

Les chartes dont on peut conclure cette occupation prolongée sont presque contemporaines, puisque les unes sont antérieures à Isarn et que les autres datent de la dernière moitié du XI^e siècle et sont par conséquent aussi anciennes que la plupart des chroniques relatives à l'histoire du X^e. A une époque aussi rapprochée, les souvenirs étaient encore vivants et les petits-fils des compagnons d'Isarn pouvaient raconter à saint Hugues les exploits de leurs aïeux, après les avoir eux-mêmes entendus raconter à leurs pères.

Or il résulte de toutes ces chartes un fait bien clair pour qui les étudie avec attention, c'est que les traditions des églises de Vienne, de Grenoble, et même, mais avec moins d'évidence, celles de Saint-Donat, attestent à la fois la longue occupation des païens.

(1) *Bulletin de l'Académie Delphinale*, II, p. 227.

LES TRADITIONS ET LES CHARTES.

Commençons par les traditions de Vienne. C'était au temps de saint Hugues un bruit constant dans cette église, que, sous l'archevêque Barnoin, le diocèse de Grenoble était déjà désolé par les païens ⁽¹⁾. Comme Barnoin vivait de 886 à 898, cette tradition fait remonter aux dernières années du IX^e siècle l'apparition des envahisseurs dans le Graisivaudan. Les Viennois, il est vrai, croyaient Barnoin contemporain d'Isarn; mais cette erreur portait évidemment sur la personne de l'évêque de Grenoble et non sur la date de l'invasion. Car on ne peut admettre que le chapitre de Vienne ignorât la véritable époque de Barnoin. Ce prélat avait joué dans l'Eglise et dans l'Etat un rôle trop célèbre pour que l'on pût commettre à son égard une erreur aussi grossière. On savait qu'il avait été l'âme du concile de Valence qui releva pour Louis, fils de Boson, le trône de Provence en 890. Comme il avait été le chancelier de ce jeune roi, l'on retrouvait son nom dans presque toutes les chartes de son temps, et les actes de son épiscopat devaient être présents à la mémoire de son clergé, depuis que Léodegaire, un de ses successeurs, avait fait recueillir les vies de tous les pontifes de Vienne; travail important qui, dans ce siècle de renaissance religieuse, eut un grand retentissement au dehors, et se trouve mentionné dans la chronique de Novalaise ⁽²⁾.

Le chapitre de Vienne était donc dans la vérité quand il affirmait qu'au temps de l'archevêque Barnoin, c'est-à-dire à la fin du IX^e siècle, l'église de Grenoble était persécutée et dévastée par les païens ⁽³⁾. Malheureusement pour soutenir ses

⁽¹⁾ Gratianopolitana ecclesia a paganis desolata erat. (*Charta de lite inter Hugonem et Guidonem.*) Alb. du Boys, *Hist. de St Hug.*, p. 452.

⁽²⁾ *Chron. Noval.*, Append. 12, apud Pertz, VII, p. 127. — Léodegaire ou saint Léger fut archevêque de Vienne de 1030 à 1070. (Voir une savante note de M. Giraud, dans le *Cartulaire de Romans*, p. 72 et suiv., note 11 de la charte 33.) Or, c'était vers la fin du XI^e siècle qu'avaient lieu les tristes démêlés de saint Hugues et de Guy de Bourgogne.

⁽³⁾ A persecutione paganorum qua tunc vastabatur. Dans M. du Boys, *St Hug.*, p. 454.

prétentions sur Saint-Donat et le Salmorenc, l'archevêque Guy de Bourgogne fit fabriquer par un moine de Saint-Rambert une fausse donation de Barnoin en faveur d'*Isarn*, mais cette action honteuse ne prouve rien contre la tradition de Vienne. Cette tradition elle-même est confirmée par une charte dont nous aurons à parler plus tard et qui nous montre le jeune roi Louis donnant, assisté des grands et des évêques de son royaume, l'église de Saint-Donat à l'évêque Isaac ⁽¹⁾. Assurément, quel que fût alors le mélange du temporel et du spirituel, le roi Louis, cet enfant placé sous la tutelle du clergé, ce fils d'un père qui avait juré solennellement à Mantaille de gouverner suivant les conseils de l'Eglise et, pour tout dire en un mot, ce prince que Barnoin lui-même avait fait roi, n'aurait jamais osé donner sans l'autorisation de ce prélat ce qu'il donnait à l'évêque Isaac; car il permettait à ce dernier d'exercer toutes les fonctions épiscopales sur un territoire appartenant au diocèse de Vienne, et l'on comprend qu'il ait eu besoin de faire sanctionner cette donation extraordinaire par le consentement des évêques. Le clergé de Vienne ne se trompait donc point en affirmant, sans toutefois pouvoir en fournir la preuve expresse, que Barnoin avait cédé Saint-Donat à l'évêque de Grenoble, au temps de l'invasion païenne.

Si la tradition de Vienne prouve une occupation prolongée, celle de Grenoble n'est pas moins concluante.

Isarn, suivant les assertions de saint Hugues, ne trouva plus, après l'expulsion des païens, qu'un pays à peu près désert ⁽²⁾. Les habitants avaient disparu presque tous; aucun propriétaire ne se présentant plus pour revendiquer des droits sur ce sol abandonné, l'évêque de Grenoble en avait pris possession comme d'une conquête faite sur l'ennemi et le tenait en franc alleu. ⁽³⁾

Un pareil état de choses ne peut s'expliquer que par un long séjour des Barbares; jamais Isarn, qui vivait, comme tous les évêques de nos contrées, *sous la loi romaine* ⁽⁴⁾, ne se fût

⁽¹⁾ I *Cart. Hug.* 27, publiée par dom Bouquet, IX, 675.

⁽²⁾ *Paucos invenit habitatores.* (*Cart. de Condaminis*, citée p. 551, not. 2.)

⁽³⁾ *Per alodium, sicut terram quam abstraxerat a gente pagana.* (*Ibid.*)

⁽⁴⁾ Ce fait résulte d'une Charte d'Alric, évêque d'Asti. (*Hist. patriæ monumenta, Chartarum* I; Torino, 1836; col. 483, n° 277.)

emparé d'un territoire vacant, si quelque représentant des anciens propriétaires se fût présenté pour le réclamer en vertu de son droit : « Lorsque les ennemis, dit le Digeste, ont été chassés d'un lieu, les biens qui s'y trouvent ne sont pas confisqués, ne deviennent pas la proie du vainqueur, mais retournent à leurs anciens maîtres ⁽¹⁾. » L'invasion avait donc effacé dans le Graisivaudan la distinction des propriétés et le souvenir de tous les droits, et pour qu'un tel résultat ait pu se produire, il avait fallu que le sol envahi fût resté bien longtemps la proie des envahisseurs.

Ces deux traditions si positives et si unanimes de Vienne et de Grenoble se compléteraient et s'expliqueraient par celles de Saint-Donat, si les documents de ce prieuré, produits en 1812 par Jean-Cl. Martin, recteur de la paroisse de Clansayes, et depuis acceptés par la plupart des savants, étaient authentiques ⁽²⁾. Mais ces renseignements avaient déjà soulevé des doutes sérieux de la part de M. Pilot dès l'année 1837, et M. de Terrebasse vient presque de les réduire à néant dans une brochure récente.

Il semble résulter, en effet, du travail de ce savant et consciencieux érudit, que Jean-Claude Martin a placé, de son autorité privée, au-dessus de la porte d'entrée du clocher de Saint-Donat, l'inscription fameuse relative à l'occupation de Grenoble par les Sarrasins, et que cette pièce décisive n'existe nulle part ailleurs que sur le verso du titre d'un manuscrit composé vers la fin du XVII^e siècle par un certain Claude Chalvet, chanoine et capiscol de Saint-Donat ⁽³⁾. M. de Terrebasse va même plus loin et suppose que les deux distiques dont elle est formée sont l'œuvre personnelle de Claude Chalvet et « le

⁽¹⁾ Pomp. fr. 20, D. XLIX, 15.

⁽²⁾ *Histoire chronologique de Jovinzieux, de nos jours Saint-Donat, bourg du département de la Drôme, ancienne résidence des évêques de Grenoble ; et Notice de Peyrins*, par Jean-Claude Martin. Valence, Marc-Aurel, 1812, in-8°.

⁽³⁾ Ce manuscrit appartient à M. Giraud, de Romans ; il a pour titre : *Plusieurs preuves tirées et sacrées, historiques et chronologiques, pour montrer l'imposition du nom de Saint-Donat à l'ancien bourg, église, château de Jovinzieux, acquis des rois de Bourgogne par les évêques de Grenoble, les effets depuis changement reçus jusqu'à présent.*

Ce manuscrit contient 238 feuillets.

- » résumé poétique de l'ouvrage et des croyances historiques du
» capiscol de Saint-Donat ⁽¹⁾.

On pourrait sans doute discuter cette dernière conjecture : les vers en question sont bien étrangement tournés pour appartenir au XVII^e siècle, et peut-être M. de Terrebasse lui-même, si bon juge en pareille matière, y reconnaîtrait-il, après nouvel examen, les marques d'une autre époque ⁽²⁾. Mais en attendant

⁽¹⁾ *Examen critique*, p. 16.

⁽²⁾ Les documents rendus publics par Jean-Claude Martin ont été tirés du manuscrit de Claude Chalvet, et sont au nombre de cinq principaux :

1° Une date : LMIIII (954) ;

2° Une inscription : RENCO ME FECIT ;

3° Quatre vers alternativement hexamètres et pentamètres que Cl. Martin donne comme venant, sur le titre de l'ouvrage de Chalvet, à la suite d'une antienne en vers léonins en l'honneur du confesseur S. Donat. Voici ces vers :

Cum a Mauris habitanda diù Grannopolis esset
Lipsana sanctorum præsul habere cavet
Ferique Jovinziaco pariter pro sede palatia Regis
Sancti Donati nomine rite sacrat.

M. de Terrebasse estime que ces vers, dont il existe dans le manuscrit du capiscol deux leçons, toutes deux raturées et placées, l'une au-dessus, l'autre au-dessous du titre, appartiennent en propre à Chalvet, et que les variantes et les ratures dénotent le travail de la composition. Le fait est fort possible, et les quatre vers cités plus haut ne paraissent avoir aucun caractère d'antiquité ;

4° la fameuse inscription :

Per Mauros habitanda diù Grannopolis isthuc
Lipsana sanctorum Præsul ab urbe tulit.
Usta Jovinziaci sibi Rege palatia dante
Sanctum in Donatum voce, re, sede novat.

A la suite de ces distiques mal transcrits par M. Martin, M. de Terrebasse reproduit trois ratures qui existent sur le manuscrit de Chalvet : le dernier mot du premier vers *istuc* a été effacé et remplacé par *istò* et ensuite au-dessus par *isthuc*. Le second vers finissait par *tollit*, auquel on a substitué *tulit*. Ces ratures et la place singulière occupée par la pièce en question, au revers d'un titre et sans aucune indication d'origine, ont induit M. de Terrebasse à supposer que l'inscription prétendue n'était qu'une troisième leçon des deux distiques placés sur le recto. Mais cette leçon offre de telles différences avec les deux premières qu'il semble difficile de les attribuer toutes trois au même siècle et au même auteur. Les leçons du recto se composent de vers fort mauvais, mais, sauf un vers de sept pieds et sauf une faute de quantité dans un nom propre (no long dans Grannopolis), les règles de la syntaxe et de la prosodie y sont à peu près observées. Il en est tout autrement de la leçon du verso : elle commence par un solécisme (*per*

un jugement définitif, il faut provisoirement renoncer à se servir de l'inscription de Saint-Donat et la reléguer au nombre de

Mauros, au lieu de *Mauris*), elle continue par un nominatif absolu *Per Mauros habitanda diu Grannopolis*. Au second vers se trouvent peut-être une faute de quantité (*tollit*, un spondée au lieu d'un iambe), et le mot *Lipsana* qui n'appartient qu'à la langue hagiologique du moyen âge, et n'a pas été employé avant le VI^e siècle (Voir Ducange au mot *Lipsana*). Le troisième vers renferme un *sibi* qui n'est pas des plus corrects, et le quatrième, trois ablatifs ingénieusement accouplés pour former un jeu de mots et une faute contre la versification (*voce re*, anapeste au lieu du dactyle exigé par la règle). Tout cela ne sent en aucune façon la facture correcte et le purisme du XVII^e siècle.

Mais il faut convenir que si cette pièce barbare n'est pas l'œuvre de Chalvet, il est impossible d'en déterminer l'origine. Le porche du clocher de S. Donat paraît être tel aujourd'hui qu'il était au XVII^e siècle ; or, à l'exception d'une banderolle romane et d'un écusson martelé dont nous parlerons plus bas, il n'existe au-dessus de ce porche aucune trace d'inscription. Il est possible que le capiscol ait trouvé le document qui nous occupe dans quelque ancien recueil, et qu'il s'en soit servi comme d'un thème, ou, suivant une expression scolaire, d'une matière à retourner. Ce qui pourrait appuyer cette supposition, c'est que dans les vers du recto disparaissent toutes les irrégularités des distiques placés au verso. Plus de *per Mauros*, plus de nominatif absolu : *lipsana* reste, mais non sans avoir causé de scrupules, puisqu'on a eu l'idée d'y substituer *corpora*. La répétition des ablatifs était un tour de force ingénieux qui devait flatter l'amour-propre du premier inventeur, le correcteur l'a supprimée sans pitié ; il développe les idées trop vagues, remplace *isthuc* par *fert que Jovinziaco*, ajoute des idées intermédiaires comme *ce pariter* pour lequel il s'est repris trois fois (*hic*, ensuite *una*, puis enfin *pariter*) ; en un mot, tout en conservant le fonds et les expressions principales, il donne une forme toute nouvelle au morceau primitif. S'il en était ainsi, les ratures et les surcharges relevées par M. de Terrebasse dans les distiques du verso, ne dénoteraient plus le travail de la composition, mais trahiraient les tâtonnements d'un archéologue inexpérimenté, hésitant à lire un texte difficile ;

5° Enfin la brochure de Cl. Martin contenait une inscription romane qui se lisait au-dessus de la portée d'entrée du clocher. Guy-Allard a connu cette inscription et la cite dans un des manuscrits donnés à la bibliothèque de Grenoble par M. Allard Duplantier ; mais il la lisait autrement que Chalvet. Au lieu de *Cheselme an Gorgias la servir A G. Allamant* que cite le capiscol, il donne : *Chechinne an Gorgias la fameli Alleman*, et fait à ce sujet la réflexion suivante : « Je crois qu'elle y fust mise par les ordres de Soffrey (*sic*) Alleman, évêque de Grenoble et prieur de saint Donnat. » (Ms. Guy Allard, recueil intitulé : *Histoire du Dauphiné*, tom. 1, fol. 1135). Il est facile de vérifier qui se trompe de Chalvet ou d'Allard, car l'inscription existe encore en forme de banderolle au-dessus du porche, suivant le témoignage de M. Germain, curé actuel de Saint-Donat. L'écusson signalé par Chalvet existe également, mais les fleurs de lys ont disparu.

ces documents suspects que l'on peut essayer de défendre, mais que l'on ne saurait invoquer.

Toutefois l'*Examen critique* laisse encore subsister deux documents produits par Claude Martin et tous les deux fort importants, malgré leur brièveté. C'est d'abord une date : LM.IIII, et ensuite une courte inscription : RENCO ME FECIT. Cette date et cette inscription rapprochées semblent prouver que le clocher et l'église de Saint-Donat ont été bâtis en 954, sous la direction de Renco. Cet architecte n'est pas tout à fait inconnu : M. de Terrebassé a pris soin de rechercher sa trace et l'a retrouvée sous la même forme : *Renco me fecit*, dans l'histoire de l'abbaye de Tournus, reconstruite vers 960 ⁽¹⁾. « C'était, dit-il, » un des pieux architectes, des *maîtres de l'art*, que cette » époque d'ardente foi voyait accourir partout où il y avait une » église à construire ou à relever ⁽²⁾. »

Or ainsi qu'il résulte de plusieurs documents recueillis par saint Hugues, Isarn, évêque de Grenoble, possédait alors Saint-Donat, et faisait dans ce bourg du Viennois toutes les fonctions épiscopales ⁽³⁾ : c'est donc par son ordre que Renco commença ses travaux vers l'année 954.

Si cet évêque avait été, comme on le veut, chassé lui-même de son siège par les envahisseurs, aurait-il eu les moyens et la pensée de construire une église et un clocher dont les restes annoncent encore la magnificence ⁽⁴⁾? Mais si l'on admet au contraire que depuis de longues années, les évêques de Grenoble avaient leur résidence à Saint-Donat et qu'ils avaient encore une partie de leur diocèse, on comprendra qu'Isarn ait songé à parer le mieux qu'il pouvait le lieu de son exil, en attendant l'occasion de chasser les barbares.

Les documents incontestés de Saint-Donat viennent donc confirmer d'une manière indirecte les traditions de Vienne et de

(1) • On voit au bas d'un piller de cette croisée le nom de l'architecte, en caractères qui, ce semble, conviennent bien à la fin du X^e siècle : *Renco me fecit.* » (*Histoire de l'abbaye et de la ville de Tournus*, enrichie de figures et accompagnée de preuves, par un chanoine de la même abbaye (Juénin), Dijon, 1733, in-4°, p. 77, note.)

(2) *Examen critique*, p. 24 et 25.

(3) 1 *Cart. s. Hugon*, 28.

(4) *Examen critique*, p. 23.

Grenoble et prouver la longue occupation de notre contrée par les infidèles.

Ce triple témoignage est encore appuyé par les chartes relatives à Saint-Donat et recueillies par saint Hugues.

La première est cet édit, ce *précepte* du roi Louis, daté de l'année 894, qui cède l'église de Jovincieux à l'évêque Isaac. Rien, il est vrai, dans cette pièce, ne révèle clairement les ravages des barbares, mais combien de circonstances les font soupçonner! Isaac n'y figure pas avec le nom de son siège épiscopal; c'est seulement « un certain de nos fidèles, le vénérable évêque Isaac, pour lequel on a fait appel à notre clémence royale ⁽¹⁾. » On y confirme toutes ses acquisitions passées et futures dans le Viennois, dans le Lyonnais et dans la Provence, mais on n'y parle pas de celles qu'il peut avoir faites ou peut faire dans le Graisivaudan. Ce silence absolu sur Grenoble et sur le diocèse de Grenoble est au moins fort singulier. Les droits concédés à Isaac ne le sont pas moins. Le jeune roi lui accorde l'autorisation de bénir le chrême le jeudi saint, de faire des ordinations, de réconcilier les pénitents, en un mot, d'accomplir à Jovincieux, c'est-à-dire dans un diocèse étranger, toutes les fonctions de l'épiscopat. Ces privilèges spirituels ne furent pas une lettre morte : Isaac et ses successeurs jusqu'à Humbert remplirent à Saint-Donat, comme ils auraient pu le faire à Grenoble, tous les devoirs de leur ministère, ainsi qu'il résulte d'une charte insérée au cartulaire de saint Hugues. Ils conférèrent les ordres sacrés, reçurent les pécheurs à la pénitence, les excommunièrent ou les réconcilièrent et bénirent le saint chrême : exerçant toutes ces fonctions de leur charge aux époques prescrites par les canons (*tempore congruo*) ⁽²⁾.

C'était donc un nouveau siège que le roi Louis, de concert avec les prélats et les seigneurs du royaume, avait érigé pour les évêques de Grenoble, un siège hors de leur diocèse. Et cette résidence étrangère était si bien leur demeure habituelle, qu'une charte précieuse nous montre en 903 Isaac établi à Saint-Donat, et commence par ces mots : « A la sainte église de Dieu qui est

⁽¹⁾ Quodam fideli nostro Isaac. 1 *Cart. s. Hugues*, 27, dans dom Bouquet, IX, 675.

⁽²⁾ 1 *Cart. Hug.*, 28, citée par M. Pilot, *Rev. du Dauph.*, II, p. 144, not. 2.

construite en l'honneur de sainte Marie et de saint Vincent, c'est-à-dire de Saint-Donat, où se trouve l'évêque Isaac ⁽¹⁾. » Si malgré les canons qui font de la résidence la première obligation du pasteur ⁽²⁾, les évêques de Grenoble séjournaient ainsi hors de leur ville épiscopale, c'est que sans doute ils y étaient contraints par une nécessité impérieuse. Isaac, Alchérius, Isarn étaient éloignés de leur siège par l'occupation païenne : Humbert n'était plus arrêté par ce motif, mais il put séjourner quelque temps à Saint-Donat pendant que s'achevait la cathédrale, relevée par Isarn.

Toutes ces preuves, qui démontrent clairement le long séjour de nos évêques loin de leur ville, tomberaient d'elles-mêmes, si l'on pouvait citer un seul fait prouvant leur présence à Grenoble pendant la première moitié du XI^e siècle ; mais je n'en connais aucun, et ceux qu'on a produits ne signifient pas ce qu'on leur a fait dire. Ainsi, l'abbé Barthélemy ⁽³⁾ voulait conclure la présence de l'évêque Isaac à Grenoble de ces expressions de la charte que nous avons citée plus haut : « A l'église de sainte Marie et de saint Vincent ; » ce sont, il est vrai, les titres actuels de notre cathédrale ; mais le notaire explique immédiatement sa pensée en ajoutant : *ou de Saint-Donat*. Et c'est dans ce sens qu'il faut prendre le nom de Saint-Vincent, employé dans une charte de l'évêque Isarn, avant l'expulsion des païens ⁽⁴⁾.

§ 2.

LES HONGROIS OU LES SARRASINS.

Rien ne venant infirmer la tradition qui prouve l'occupation prolongée du Graisivaudan, il ne reste plus qu'à déterminer le

⁽¹⁾ 1 Cart. Hugon., 10. *Sacrosancte ecclesie que est constructa in honore sancte Marie et sancti Vincentii SIVE SANCTI DONATI, ubi Isahac episcopus esse videtur*. Cette charte est datée d'un mardi du mois de mai, la seconde année du règne du roi Louis Auguste (*anno secundo regnante rege Ludovico Augusto*). Le titre d'*Auguste* ajouté au nom de Louis l'Aveugle donne l'année 903 pour la date de cette charte : Louis ayant été couronné empereur par le pape Benoît iv, le 12 février 901.

⁽²⁾ L'abbé Fleury, *Institution au droit ecclésiastique*, édit. de Boucher d'Argis, Paris, 1767, tom. I, p. 135.

⁽³⁾ *Histoire manuscrite de Grenoble et des Dauphins*, liv. I, chap. 5.

⁽⁴⁾ 1 Cart. Hugon., 11.

peuple barbare à qui l'on doit attribuer cet établissement presque séculaire.

Saint Hugues est sur ce point d'une obscurité complète, et désigne les envahisseurs par ces mots vagues : *une nation païenne* (gente pagana). Cette expression peut indiquer à la fois les Normands, les Sarrasins et les Hongrois, peuples qui pendant le X^e siècle promènèrent à plusieurs reprises, sur la Gaule, la dévastation et la mort.

Les Normands établis dans la Neustrie occidentale et convertis au christianisme depuis 942, sont ici hors de cause ; mais le doute s'est élevé entre les Hongrois et les Sarrasins.

Ce doute serait résolu par l'inscription de saint Donat, qui nomme expressément les Maures ; mais sans faire usage d'une pièce aussi contestable, on peut établir, par de nombreux arguments, que les Sarrasins, et non les Hongrois, ont envahi Grenoble au X^e siècle. On pourrait d'abord invoquer les traditions locales, et tous ces vestiges si patiemment constatés et recueillis par M. Fauché-Prunelle ⁽¹⁾ ; mais cette preuve, excellente s'il s'agissait de démontrer que les Maures sont venus dans le Graisivaudan, n'est pas assez concluante pour la question qui nous occupe. Les Sarrasins ont envahi le Dauphiné au VIII^e siècle, et toutes les traces dans lesquelles on croit les retrouver ont pu être imprimées à cette époque reculée ⁽²⁾.

Mais il est clair que le fait d'une occupation prolongée exclut entièrement l'hypothèse des Hongrois. Ces hordes asiatiques, déchaînées contre l'occident par l'imprévoyance de l'empereur Arnoul, ne s'arrêtaient nulle part dans leurs incursions. Elles marchaient devant elles détruisant tout, suivant les chroniques, par le fer et par le feu. Ces envahisseurs nomades n'ont donc pu demeurer à Grenoble pendant près d'un siècle.

Et même, en supposant que l'occupation n'eût pas été aussi longue, qu'elle n'ait duré que plusieurs années, il serait encore

⁽¹⁾ *Bulletin de l'Académie delphinale*, II, 289.

⁽²⁾ J'en excepte les noms qui rappellent la forteresse de Fraxinet, comme le Frenay au-dessus de Lancey, cité par M. Fauché (p. 288) ; de tels noms ne peuvent évidemment se rapporter qu'à l'invasion du X^e siècle, mais cette étymologie de Fraxinet, quoique admissible, est toujours plus ou moins hypothétique. On ne peut attribuer aux Sarrasins l'origine de tous les lieux dont le nom dérive du Frêne.

bien difficile de croire à la présence des Hongrois dans le Graisivaudan pendant l'épiscopat d'Isarn.

Deux chemins pouvaient conduire ces bandes sauvages dans notre pays : l'un par le Rhin, l'autre par les Alpes ; on peut aisément prouver que ni par l'un ni par l'autre elles ne sont venues s'établir à Grenoble au milieu du X^e siècle.

D'après la chronique de saint Vincent de Metz, les Hongrois ne franchirent le Rhin qu'à quatre reprises différentes : une première fois, en 917, sous le règne de Conrad I^{er} de Franconie ; une seconde, en 926, sous Henri I^{er} l'Oiseleur, et deux fois pendant le gouvernement d'Othon le Grand, en 937 et en 954 ⁽¹⁾.

La dernière de ces invasions, la seule qui corresponde avec le pontificat d'Isarn, ne sortit pas de la Lorraine. Les Barbares, appelés par le duc Conrad : « traîtres, disent les chroniques, à Dieu et au roi, » passèrent le Rhin et la Meuse, et s'avancèrent jusqu'à la forêt Carbonnière ; mais repoussés à Lobbes, près de Cambrai, ils s'en retournèrent impunément dans leur pays. L'année suivante (955) Othon le Grand les combattit en Bavière, sur les bords du Lech, et, par sa brillante victoire d'Augsbourg, mit un terme à leurs courses et à leurs ravages ⁽²⁾.

Outre ces quatre invasions par le Rhin, mentionnées et comptées par la chronique de Saint-Vincent, on a cru en retrouver une autre dans le livre intitulé : des Malheurs de Saint-Gall : *de Casibus sancti Galli*.

L'auteur de cet ouvrage, Ekkehard le Jeune, raconte qu'une bande hongroise, après avoir envahi la Lorraine, se jeta sur la Bourgogne, arriva près de Besançon, et fut ensuite détruite par une ruse de Conrad le Pacifique. Ce prince arma contre elle les Sarrasins de Fraxinet, mit aux prises les deux armées barbares, et, fondant au fort du combat sur l'une et sur l'autre, les tailla toutes deux en pièces ⁽³⁾.

Ce fait d'armes sans date est fixé vers l'année 950 par les éditeurs des *Historiens de France*, et l'on a voulu voir, dans les Hongrois ainsi vaincus par le roi de Bourgogne, les conquérants de Grenoble au temps d'Isarn.

(1) Pertz, *Monum. Germaniæ historica*, V, 1839, p. 157.

(2) *Chron. Sigeberti*, 955, ap. Pertz, V, 349, cf. Pertz, VI, 66 et suiv.

(3) Dom Bouquet, IX, p. 6 ; Pertz, II, p. 110.

Mais cette date de 950 est une pure conjecture de dom Brial, continuateur de dom Bouquet, appuyée seulement sur l'âge présumé de Conrad. Comme ce jeune roi, monté sur le trône en 937, est qualifié par Ekkehard d'adolescent dans sa fleur (*floridus adolescens*), on a pensé qu'il avait alors vingt-trois ans, ce qui ne serait pas impossible si le récit du moine de Saint-Gall était parfaitement exact. Mais ce document offre des contradictions flagrantes qui lui ôtent toute autorité. Ekkehard commence par parler du premier passage des Hongrois au-delà du Rhin ⁽¹⁾, ce qui semblerait se rapporter à l'année 917 ; puis il raconte un combat de Luitfrid, landgrave d'Alsace, contre les envahisseurs, et ce combat ne fut livré qu'en 924 ⁽²⁾. Enfin, il donne pour chef aux Bourguignons Conrad le Pacifique, ce qui ne peut avoir trait qu'aux invasions de 937 ou de 954. Les contradictions sur les circonstances ne sont pas moindres. C'est près de Besançon que semble avoir eu lieu cette bataille sanglante où succombèrent les Hongrois et les Sarrasins, et c'est dans la ville d'Arles, c'est-à-dire à près de deux cents lieues, que Conrad vient vendre ses prisonniers. Le roi de Bourgogne combat avec la lance et l'épée de saint Maurice, et cette lance avait été cédée par son père, Rodolphe II, au roi de Germanie, Henri l'Oiseleur ⁽³⁾.

Toutes ces contradictions justifient le jugement sévère porté sur Ekkehard II par son éditeur, M. Ildefonse de Arx. « On doit, dit le savant bibliothécaire de Saint-Gall, une grande confiance pour le fond du récit aux faits rapportés par Ekkehard ; car on ne le surprend jamais à inventer des mensonges, et l'on prouve aisément, par des témoignages empruntés à d'autres documents, qu'il a dit la vérité.... Mais il *faut dire tout le contraire* si l'on veut examiner l'exactitude des circonstances. Il est manifeste qu'Ekkehard, à l'exemple des écrivains du moyen âge, se trompe souvent très-grossièrement ⁽⁴⁾. Il s'éloigne de la vérité en citant les noms propres des personnes, en associant des dates, et souvent en intervertissant l'ordre des faits. »

Il n'est pas impossible que le moine de Saint-Gall ait ici

⁽¹⁾ *Priores suas legiones in Alsatiam transferunt.*

⁽²⁾ Granddier, *Histoire de Strasbourg*, II, p. 303.

⁽³⁾ *Art de vérifier les dates*, t. X, p. 385 ; Luitprand, IV, 12.

⁽⁴⁾ *Hallucinari manifestum est*, Pertz, II, p. 76.

commis une de ces erreurs de noms propres que lui reproche M. de Arx, et qu'il ait pris Conrad pour son père Rodolphe II.

C'est en effet Rodolphe qui se servait de la lance miraculeuse, et lorsqu'il vainquit les Hongrois, en 924, il était alors à la fleur de l'âge. Comme il les battit en Provence, il dut naturellement vendre ses prisonniers dans la ville d'Arles ⁽¹⁾.

Cette correction n'est point arbitraire, elle est même rendue indispensable par le contexte du chroniqueur. C'est après avoir raconté le pillage de l'abbaye de St-Gall, par les Hongrois et la destruction d'une de leurs bandes à Fricowe, sur le Rhin, deux événements de 924, qu'il arrive à parler de leur défaite par Conrad. Il lie même le récit qu'il va faire à ce qu'il a rapporté précédemment par ces mots significatifs : *Dum hæc sataguntur*, « pendant que ces choses se passaient ⁽²⁾. »

Le désastre des Hongrois en Bourgogne eut donc lieu pendant l'invasion de 924, et cette date se trouve encore confirmée par le nom du guerrier alsacien qui combattit les Barbares, Luitfrid, dont on place en 924 le combat glorieux.

Ainsi tout s'éclaircit. Cette invasion, dont le moine Ekkehard était seul à parler et dont il ne donnait pas la date, trouve sa place parmi les autres courses mentionnées et comptées par les chroniqueurs. Au lieu de former une apparition à part, elle n'est plus qu'un épisode de la grande irruption de 924, appelée *la seconde* par la Chronique de saint Vincent de Metz, et signalée par de si affreux ravages ⁽³⁾.

Mais les hordes terribles des Hongrois ne pénétrèrent pas en France seulement par le Rhin; souvent aussi elles franchirent les passages des Alpes, après avoir dévasté l'Italie. N'ont-elles pas, dans une de ces invasions, pu s'emparer de Grenoble et chasser pour un moment nos évêques de leur ville épiscopale? Justement Flodoard, le célèbre annaliste de Reims, place en l'année 954 une apparition de ces barbares. « Les Hongrois, » dit-il, sortirent de l'Italie, franchirent les sommets des Alpes

⁽¹⁾ Flodoard, *Chron.*, ann. 924; Pertz, V, 373.

⁽²⁾ Pour saisir la suite des faits, il faut recourir, non pas à dom Bouquet, qui ne donne qu'un fragment, mais à Pertz, II, p. 110.

⁽³⁾ Les Hongrois arrivèrent à la fois par le Rhin et par les Alpes. Cette invasion terrible paraît avoir duré de 924 à 926.

» et se jetèrent sur l'Aquitaine; ils y restèrent pendant pres-
 » que tout l'été, désolèrent le pays par leurs rapines et leurs
 » massacres, et revinrent ensuite dans leur patrie, en repas-
 » sant par l'Italie ⁽¹⁾. »

Quoique cette incursion ait eu lieu sous le pontificat d'Isarn, il est difficile d'y voir cette invasion païenne qui occupa Grenoble. D'abord, les dates correspondent mal : on place généralement, d'après une inscription de Saint Donat mal entendue, la fuite d'Isarn en 954, et la courte apparition des Hongrois eut lieu, d'après Flodoard, en 951. Ensuite les Barbares ne firent que traverser le Dauphiné pour se rendre en Aquitaine, et ne séjournèrent pas même un été tout entier dans cette dernière province. Enfin, Grenoble et la vallée du Graisivaudan ne paraissent pas la route ordinaire pour aller des Alpes en Aquitaine.

Toutes ces raisons ne permettent donc pas de croire que les Hongrois, soit en venant de Lorraine, soit en arrivant d'Italie, aient pu, vers 954, s'emparer de notre ville. Aucun souvenir n'existe plus de leur passage à travers nos vallées, tandis que l'occupation sarrasine y laissa des vestiges ineffaçables. Le nom des envahisseurs s'y retrouve partout, sous une forme ou sous une autre, dans les divers accidents de nos montagnes, dans les appellations de nos villages et de nos anciens châteaux forts; dans les noms de famille, conservés presque sans altération à travers les siècles ⁽²⁾. On rencontre dans nos communes un nombre infini de Sarrasin et de Morel, et tous ces noms, de même que celui de Payan, sont des monuments parlants de la domination sarrasine.

Le cartulaire de Domène, récemment publié avec tant de luxe et de soin par un de nos confrères, offre encore la preuve indirecte que le Graisivaudan fut longtemps occupé par les envahisseurs. En effet, ce cartulaire nous montre que beaucoup de grandes familles de la plaine avaient des biens dans le Trièze, et particulièrement à St-Jean-d'Hérans ⁽³⁾. Or, le Trièze, avec la couronne de montagnes qui en forme pour ainsi dire un immense amphithéâtre, est un lieu de refuge dont le plateau de

⁽¹⁾ Dom Bouquet, VIII, p. 207.

⁽²⁾ M. Fauché, *Bullet. de l'Acad. delph.*, II, 485 et suiv.

⁽³⁾ Ainsi les Dauphins, les Aynard, les Béranger, les Alleman.

Saint-Jean-d'Hérans, s'abaissant en étages escarpés vers le Drac, est un des avant-postes ⁽¹⁾. C'est là que, pendant les guerres de la réforme, Lesdigières établit son quartier général, et souvent les rampes et les eaux du Drac et de l'Ebron furent rougies par le sang des catholiques et des protestants. Ce pays, si bien disposé par la nature, a dû servir de refuge aux habitants de la plaine, après l'invasion des Sarrasins; et voilà comment, au XII^e siècle, les familles de la vallée, bien que le Triève fût alors partie d'un autre diocèse, y possédaient des biens considérables.

Alors même que cette conjecture ne serait pas fondée, il n'en serait pas moins établi par les preuves précédentes que les Sarrasins sont la nation païenne par laquelle notre ville a été longtemps occupée au X^e siècle.

§ 3.

ACCORD AVEC LES FAITS CONTEMPORAINS.

Il reste maintenant à savoir si cette opinion s'accorde avec l'ensemble des faits contemporains.

Ce fut seulement en 889 ⁽²⁾ que les pirates sarrasins se saisirent des hauteurs qui couronnent, vers le N.-E., le golfe de Grimaud, et se mirent à fonder la redoutable forteresse de Fraxinet; mais ils ravageaient depuis longtemps les côtes de Provence, et, dès l'année 842, avaient commencé à paraître sur les bords du Rhône ⁽³⁾.

Les chroniqueurs du Nord parlent rarement et d'une manière

(1) Le mot de Triève est trop général : c'est le canton actuel de Mens qu'il faut dire. Ce petit pays, véritable impasse couverte au nord et au nord-est par le Drac, au sud-est par la chaîne de l'Obfou, à l'ouest par les ravins profonds et escarpés d'un torrent nommé l'Ebron, forme un refuge facile à défendre. Quant à l'autre partie du Triève qui comprend les cantons de Clelles et du Monestier-de-Clermont et que l'Ebron sépare du canton de Mens, elle est située sur la route naturelle de Grenoble à Marseille, et comme elle est ouverte au nord par la vallée de la Gresse, au sud par le passage de la Croix-Haute, loin de former un asile, elle a dû servir de chemin aux envahisseurs.

(2) Dom Bouquet, IX, p. 48.

(3) Reinaud, *Invasions des sarrasins en France*, p. 138; *Rev. du Dauph.*, I, 243.

très-vague de ces premières incursions ; mais il existe un document certain de la terreur qu'elles inspiraient. En 890, les évêques et les grands du royaume de Bourgogne se réunirent à Valence, sur l'autorisation du pape Etienne V, pour donner un roi à leur pays. Boson était mort au commencement de l'année 887 ; l'empereur Charles le Gros, déposé par les Allemands ; avait fini ses jours dans la misère en 888 ; les Bourguignons étaient donc sans chef, et l'état du pays était affreux. Pour mettre un terme à cette cruelle situation, les prélats et les seigneurs proclamèrent pour roi le jeune Louis, fils de Boson. Le procès-verbal de leur assemblée à la fois politique et religieuse existe encore ; il contient une sorte de manifeste où sont exposées les raisons de l'acte solennel qui venait de s'accomplir. Parmi ces motifs, le plus important et le plus sérieux est la nécessité de réunir la nation sous un seul chef, pour repousser les Barbares. « Après la mort du très-glorieux empereur Charles, le » royaume, disaient les évêques, étant depuis quelque temps » sans roi et sans prince, était violemment tourmenté de tout » côté, non-seulement par ses propres habitants, que ne retenait aucune autorité, mais encore par les païens ; car les Normands, ravageant et détruisant tout, menaçaient sur un point, tandis que, sur un autre, les Sarrasins désolaient la province » et la réduisaient à l'état de désert ⁽¹⁾. »

Or, cette raison, que les évêques assemblés donnaient aux peuples, était la même que Barnoin, archevêque de Vienne, avait exposée au pape Etienne V, lors de son voyage à Rome ; de sorte que les ravages des Sarrasins dans la contrée avaient précédé, non-seulement l'élection du jeune Louis, mais encore le départ de Barnoin pour l'Italie ⁽²⁾. Ils devaient donc être antérieurs au débarquement des pirates dans le golfe de Grimaud, ou tout au moins à la construction, nécessairement assez longue, des forteresses de Fraxinet.

Ces ravages des Sarrasins, qui réduisirent en désert, avant l'année 890, une partie du royaume d'Arles ⁽³⁾, expliquent la translation d'un grand nombre de reliques à cette époque. Le

⁽¹⁾ *Concil.*, Harduin, VI, pars I, p. 421.

⁽²⁾ *Revue du D.*, 1, 244.

⁽³⁾ Le texte dit *provinciam*, mot qui peut s'entendre, ou de la Provence, ou vaguement d'une partie quelconque du royaume.

clergé d'Aix emporta vers le Nord le corps de sainte Madeleine, et le déposa dans l'abbaye de Vezelay, qu'avait fondée, en 867, le fameux Gérard de Roussillon ⁽¹⁾. L'évêque de Sisteron, Eustorgius, envoya les restes de saint Donat dans la vallée de l'Isère; l'archevêque d'Embrun, Arthaldus, mit en sûreté, dans le bourg de Jovinzieux, les reliques de saint Vincent, de saint Oronce et de saint Victor ⁽²⁾. Toutes ces translations s'opérèrent à la même époque; mais telle est l'indigence et l'obscurité des documents qui nous en restent, qu'elles sont entourées de mystères impénétrables ⁽³⁾.

Cette terreur, qui bannissait de Provence les reliques les plus précieuses, s'étendait-elle déjà jusque dans nos vallées? On ne peut l'affirmer; mais on serait tenté de le supposer, quand on voit le roi Boson donner à l'un de nos évêques le château de Jovinzieux, maintenant Saint-Donat. C'était sans doute pour reconnaître la part qu'avait prise à l'élection de Mantaille son prédécesseur Bernaire: mais c'était peut-être aussi, comme le remarque judicieusement M. l'abbé Auvergne, pour lui procurer un asile éventuel contre les fréquentes irruptions des Sarrasins ⁽⁴⁾.

Au reste, on ne peut savoir en quoi consistait la donation de Boson, puisque le *précepte* qui la contenait n'existait même plus au temps de saint Hugues. Mais en 892 cette donation fut, comme nous l'avons vu, renouvelée par Louis, fils de Boson, avec une grande solennité, en faveur de l'évêque Isaac.

Grenoble était-il alors occupé par les Maures, était-il seulement menacé par leurs incursions? On ne saurait le décider; mais l'étrange concession faite par le jeune roi et les grands du

(1) Reinaud, p. 161, not. 2.

(2) Aymar du Rivail, *Allobrog.*, p. 372.

(3) Ainsi, l'on sait seulement que sainte Madeleine fut transportée à Vezelay, sous le règne d'Odoin, de 888 à 898 (Jacques de Guyse, *Hist. de Haïnaud*, t. VIII, pag. 303 et suiv.); que les restes de saint Donat, de saint Vincent et de ses compagnons, furent transférés à Jovinzieux, sous le règne du roi Boson. Aymar du Rivail, le seul écrivain qui nous fasse connaître ce détail sans indiquer la source où il l'a puisé, le place le 4 des nones de mai de la dixième année de Boson (4 mai 889), date impossible, puisque ce prince est mort la huitième année de son règne, ainsi qu'il résulte de son épitaphe, rapportée par Aymar lui-même, p. 372.

(4) *Annuaire de la Cour impériale de Grenoble* pour 1854, p. 174.

royaume à l'évêque de Grenoble, de tous les droits spirituels sur un territoire étranger ⁽¹⁾, montre évidemment ce que devait être Saint-Donat pour Isaac : un refuge contre l'invasion, un siège au besoin pendant l'occupation de sa ville épiscopale.

Si les Sarrasins ne s'étaient pas encore alors emparés de Grenoble, ils allaient bientôt s'y établir. C'est en effet, comme l'ont déjà remarqué MM. Reinaud et Fauché-Prunelle, par les gorges de nos montagnes et par nos vallées qu'ils se sont avancés vers le Nord ⁽²⁾. La preuve en est facile à fournir : « Les Sarrasins, dit la chronique de Novalaise, se répandant comme un torrent hors de leur retraite de Fraxinet, dévastèrent la province d'Arles, la Bourgogne et le pays de Nice; et noyèrent aussi, dans le sang et dans le feu, toute la Gaule subalpine » ⁽³⁾.

Ces ravages avaient lieu avant 906, et ce fut la terreur qu'ils inspiraient qui mit en fuite les moines de Novalaise et leur abbé Domniverl. Les fugitifs, emportant avec eux leurs trésors les plus précieux et leurs livres au nombre de six mille, se réfugièrent à Turin; preuve sans réplique que la route de Suse n'était point encore interceptée et que les envahisseurs menaçaient Novalaise par le chemin du Cénis. Ils arrivaient donc par la Maurienne et le Graisivaudan ⁽⁴⁾, et avaient pu pénétrer dans notre vallée par le passage de la Croix-Haute.

On trouve encore une autre preuve de la direction suivie par les Barbares dans une tradition empruntée par Baldessani à la Chronique de Novalaise : « L'archevêque saint Benoît fut martyrisé par les Sarrasins, dans la ville d'Embrun, avec l'évêque de Maurienne et une multitude nombreuse venue de la vallée de Suse, de la Novalaise et du diocèse de Maurienne ⁽⁵⁾. Pour que ces malheureux aient pu se réfugier dans la ville d'Embrun, il faut que la horde qui les refoulait devant eux ait pénétré dans leurs vallées par l'ouest et non par l'est; ils auraient autrement

⁽¹⁾ *Omnes virtutes quas mater ecclesiam perpetim videtur habere in omnibus ecclesiasticis ordinibus.* 1 Cart. saint Hug., 27.

⁽²⁾ M. Reinaud, p. 103; M. Fauché, p. 482 et suiv.

⁽³⁾ *Chron. Noval.*, IV, 26 (Pertz, VII, p. 108).

⁽⁴⁾ M. Fauché, p. 483.

⁽⁵⁾ *Gall. Christ. nov.*, t. III, 1067.

rencontré dans leur fuite les bandes d'envahisseurs dont ils voulaient éviter les atteintes ⁽¹⁾.

Ainsi s'expliquent les incursions sarrasines qui désolaient le diocèse de Grenoble au temps de l'archevêque Barnoin, l'occupation de notre ville, la fuite de nos évêques et leur séjour à Saint-Donat. Isaac passa dans cette forteresse, transformée en siège épiscopal, sa longue existence ⁽²⁾; Alchérius y exerça les fonctions de son ministère; Isarn y commença son épiscopat.

§ 4.

L'ÉVÊQUE ISARN.

L'histoire de ce prélat libérateur est bien peu connue : il était déjà évêque la 43^e année du règne de Conrad le Pacifique (950 ou 951) ⁽³⁾, et c'est peut-être lui qui figure dans le Cartulaire de saint Barnard, de Romans, sous le nom d'Isarn, *évêque et abbé* ⁽⁴⁾. Il n'était pas rare alors de voir un moine conserver la dignité abbatiale après sa consécration comme évêque. Un pareil exemple fut donné, dans le même siècle, par deux abbés du monastère de saint Chaffre, en Vivarais : Ucbald et Wigo, qui devinrent évêques l'un de Die, l'autre de Glanedève ⁽⁵⁾. Isarn, élu pendant la vacance du siège métropolitain, fut sacré par Odilbert évêque de Valence ⁽⁶⁾, sorti, comme lui peut-être, du monastère de saint Barnard ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Voir, sur ce point si important, l'excellente argumentation de M. Fauché, p. 481 et 485.

⁽²⁾ Cet évêque Isaac figure dans un grand nombre de chartes, et tous ces documents nous le montrent constamment mêlé aux affaires du diocèse de Vienne. Les chartes 10, 24, 27, 31 du 1^{er} Cartulaire de saint Hugues, et les chartes 1, 2, 4, 5 du 3^e Cartulaire le concernent. Il figure aussi dans le n^o 10 bis du Cartulaire de saint Barnard. Dans la charte I du 3^e recueil de saint Hugues, écrite en commun avec Barnoin, archevêque de Vienne, et un autre Isaac, évêque de Valence, au roi de Bourgogne transjurane, Rodolphe I, il se plaint des troubles du temps présent (*pro instantis temporis inexplicabili perturbatione*), qui forçaient les évêques de négliger la définition des affaires ecclésiastiques. 3^e Cartulaire de saint Hugues, n^o 1. (Ms. de l'évêché de Grenoble.)

⁽³⁾ 1^{er} Cart. de saint Hugues, 11.

⁽⁴⁾ Cart. saint Barnard, 106.

⁽⁵⁾ Dom Valssette, *Histoire du Languedoc*, II, 130.

⁽⁶⁾ Cart. Hug., 26.

⁽⁷⁾ Cart. saint Barnard, 89, 105.

Le procès-verbal de cette consécration existe encore : c'est la 6^e pièce du 3^e cartulaire de saint Hugues : malheureusement cette chartre précieuse est tout à fait détériorée par l'humidité et, sauf les premières lignes que le temps a respectées, ne contient plus guères que des phrases sans suite et des mots coupés en deux. Néanmoins, malgré son état de mutilation, ce document renferme encore des indications importantes. L'église de Grenoble a besoin d'être consolée par un protecteur capable (*idoneo consolaretur patrono*) : il lui faut un administrateur infatigable et prévoyant des affaires ecclésiastiques (*ecclesiasticarum rerum continuum ac providum dispensatorem*), un pasteur qui veille sur son troupeau et l'empêche d'être déchiré par les morsures du loup rôdant autour du bercail. C'est pour cela que l'on a fait choix d'Isarn : car dans les circonstances il faut un prélat robuste et résolu (*robustum atque expeditum*), un combattant qui ne soit pas embarrassé dans la lutte : (*neque..... impeditum in agone certantem decet*).

Sans aucun doute, la plupart de ces expressions et de ces métaphores sont empruntées aux saints livres et, prises isolément, peuvent n'avoir qu'un sens vague : toutefois leur accumulation dans une pièce assez courte semble montrer que les circonstances où se trouvait l'église de Grenoble n'étaient pas ordinaires.

Mais ce qui n'est pas vague et démontre d'une manière expresse la situation critique où l'église de Grenoble était réduite, c'est le lieu même où s'est accomplie l'élection d'Isarn. C'est à Vienne et du consentement du clergé et du peuple viennois qu'Isarn est choisi pour évêque. L'église de Vienne était alors veuve de son pasteur et l'on ne comprendrait pas son empressement à pourvoir une autre église avant de songer à elle-même, si le diocèse de Grenoble n'avait pas été dans des nécessités terribles ⁽¹⁾.

(1) (Remestagnus) hujus regni (nobillimus) gratianopolitanam sedem sui sa
 consensu ejusdem (atque) incliti regis nostri
 Conradi expe
 idoneo consolaretur patrono, quorum precibus cum regali

Les actes que nous connaissons d'Isarn donnent l'idée d'un prélat vigoureux (*soliditate probatum*), habile à protéger les droits confiés à sa vigilance.

On le voit, immédiatement après son élection, empressé à rétablir le temporel de son église. Les évêques de Grenoble n'étaient pas même à cette triste époque entièrement dépouillés de leurs dîmes et de leurs revenus. Les Sarrasins ne paraissent point avoir poussé leur domination au dehors du Graisivaudan, c'est-à-dire de l'étroite vallée où coule l'Isère, en amont de l'Echaillon: du moins plusieurs des chartes rassemblées par saint Hugues au sujet de l'ancien comté de Salmorenc, semblent prouver que ce petit pays, encore assez important puisqu'il comprenait à peu près dix cantons actuels du département de l'Isère, appartenait toujours à nos évêques pendant l'occupation des infidèles ⁽¹⁾. Une charte de la XIII^e année du roi Conrad le Pacifique nous montre Isarn occupé à faire valoir ses droits temporels sur ce territoire, qui lui restait encore. Il constitue un précaire à *Talducero* (Thodure?) près de Viriville et dans le canton de Roybon ⁽²⁾. Dans un autre document on le voit s'unir à l'archevêque de Vienne et aux évêques de Valence, du Puy et de Genève, pour excommunier un seigneur qui détenait une terre appartenant à l'église de Valence ⁽³⁾.

Les Sarrasins, au commencement du pontificat d'Isarn, étaient toujours très-redoutables: aussi le nouveau pontife paraît-il s'être résigné, comme ses prédécesseurs, à résider à St-Donat pendant de longues années encore. On peut du moins l'induire avec vraisemblance des travaux qu'il fit entrepren-

..... Isarnum
sacerdotali quidem digne hon.....
..... soliditate probatum. Nos igitur unanimis
eum eligentes..... sedis clericorum
ac laicorum (cœtu) quam omnis Viennensis cl.....

(Fragm. de la charte, d'après la copie de M. l'abbé Auvergne.)

⁽¹⁾ Le comté de Salmorenc comprenait tout ou partie des cantons de St-Etienne de St-Geoirs, de la Côte-St-André, de Lempis, de Virieu, de St-Geoire, de St-Laurent-du-Pont, de Voiron, de Rives, de Tullins et de Vinay. Voir la *Revue des Alpes*, 10 déc. 1859, n° 128, p. 187. Cette liste omet le canton de Roybon. (Cart. de saint Hugues, I, 10 et 11.)

⁽²⁾ Saint Hugues, *Cart.* I, 11.

⁽³⁾ Saint Hugues, *Cart.* I, 25; III, 7.

dre dans ce bourg pour la construction d'une église nouvelle et qui commencèrent en 954 sous la direction de Renco ⁽¹⁾.

Plus tard sans doute les circonstances changèrent, puisque Isarn partit de St-Donat pour chasser les Sarrasins, les détruire, et rentrer en vainqueur dans sa ville épiscopale.

L'époque où s'accomplit cette délivrance est restée, comme l'événement lui-même, dans une obscurité profonde. Chorier la fixe en 967 ⁽²⁾ ; Valbonnays en 965 ⁽³⁾. Mais il faut avouer, dit M. Ollivier Jules, que les historiens du Dauphiné n'ont pas pris la peine d'indiquer les motifs qui leur ont fait adopter cette date, sur laquelle saint Hugues garde le silence ⁽⁴⁾.

Ce silence de saint Hugues permettant les conjectures, j'incline fortement à croire que la délivrance de Grenoble ne fut point un fait isolé, mais fut contemporaine de tous les événements du même genre, arrivés dans les Alpes pendant la dernière moitié du X^e siècle. En 968, l'empereur Othon le Grand, alors en Italie, avait promis d'entreprendre l'expulsion des Sarrasins, mais il mourut sans avoir pu tenir sa promesse ⁽⁵⁾. Tout porte à croire que jusqu'alors aucune entreprise considérable n'avait encore été tentée contre les Infidèles. Mais de 972 à 975 les Maures furent chassés de la Provence et du Gapençais ⁽⁶⁾ et c'est alors sans doute qu'à la faveur de ce soulèvement général, Isarn put, avec le secours des seigneurs du Viennois et probablement aussi du Diois, détruire les Sarrasins dans le Graisivaudan.

Mais si l'évêque Isarn a délivré Grenoble d'une oppression si longue, pourquoi n'est-il rien resté du prélat libérateur? Aucune image, aucune inscription, aucune chronique ne rappellent son souvenir à la postérité reconnaissante, et si l'un de ses successeurs n'avait pas eu besoin de citer son nom dans une querelle avec le comte d'Albon, nous ignorerions complètement son existence ou du moins l'expulsion des Maures. Un de nos anciens

⁽¹⁾ V. plus haut, p. 559.

⁽²⁾ *Estat polit.*, II, 62.

⁽³⁾ *Hist. du Dauphiné*, II, 337.

⁽⁴⁾ *Rev. Dauphin.*, I, 250, n. 1.

⁽⁵⁾ Witikind, dans *Melbom. Script. rer. german.*, tom. I, p. 661 ; M. Reinaud, p. 201.

⁽⁶⁾ M. Reinaud, p. 205 à 212.

confrères croit, il est vrai, avoir retrouvé son image dans un bas-relief informe, sur les murs de Saint-Laurent ⁽¹⁾ ; mais n'est-ce point une pieuse et poétique illusion ? L'église supérieure de Saint-Laurent fut relevée de ses ruines non par Isarn, mais par son successeur Humbert ⁽²⁾, plus de cinquante ans après la destruction des païens, et rien ne fait penser qu'on ait songé alors à l'évêque libérateur.

La mémoire d'Isarn n'a pas eu d'ailleurs seule à souffrir de cet oubli profond. L'histoire dit à peine quelques mots du comte Guillaume, le libérateur de la Provence et le destructeur de Fraxinet ⁽³⁾. Quelques lignes, relativement modernes, dans l'ancien bréviaire de Gap, nous font seules connaître que cette ville fut délivrée des Sarrasins par son évêque, aidé des seigneurs laïques ⁽⁴⁾. Même silence presque complet sur l'expulsion des Maures établis dans les environs de Sisteron, de Riez ou de Castellane ⁽⁵⁾.

Ce silence s'explique : au moyen âge les œuvres et les actions anonymes sont très-communes, et les plus grandes choses n'ont pas d'auteur dans le souvenir des peuples. Je me trompe, l'imagination populaire les attribue toujours à quelqu'un : les œuvres merveilleuses aux anges ou aux démons, les brillants faits d'armes aux paladins, les conquêtes à Charlemagne, et dans ces nuages où la légende aime à se perdre, les véritables artistes et les héros réels disparaissent et s'effacent.

Ainsi l'expulsion des Maures, ce grand événement de l'histoire vraie, s'est rapidement défigurée dans les traditions et dans les romans ; la fantaisie, la crédulité naïve, ont tout confondu : mêlé les événements du VIII^e siècle à ceux du XI^e, les païens avec les musulmans, et créé des difficultés insolubles à la critique. De là, pour ce qui concerne particulièrement Grenoble, ces faits étranges, consignés dans beaucoup de livres anciens : la ville encore païenne en 800, conquise après un siège de sept ans et convertie au christianisme par Charlemagne ; le fameux

(1) *Bulletin de l'Académie delphinale*, 2^e série, I, pp. 225 à 229.

(2) Mabillon, *de re diplomatica*, VI, pp. 580 et 581, n^o 150.

(3) M. Reinaud, p. 207.

(4) Bouche, *Hist. de Provence*, II, 44.

(5) M. Reinaud, pp. 205 et 210.

paladin Roland accourant au secours de son oncle et le délivrant des mains des Sarrasins, puis établissant les châteaux de Pariset et de Bouquéron pour bloquer plus étroitement les Infidèles⁽¹⁾ ; enfin, Charlemagne élevant à Dieu sous l'invocation de saint Vincent, martyr, une église sur la rive gauche de l'Isère⁽²⁾.

Il est impossible de démêler dans ce récit fabuleux la part de l'erreur et celle de la vérité ; mais peut-être faut-il reconnaître un souvenir altéré d'Isarn dans la tradition qui fait élever par Charlemagne à la suite de sa victoire une église en l'honneur de saint Vincent. Quand l'évêque du X^e siècle eut détruit les infidèles, il construisit l'église de Grenoble⁽³⁾ et la mit sous l'invocation des mêmes saints qui servaient autrefois de patrons à sa cathédrale de l'exil dans le château de Saint-Donat, c'est-à-dire de sainte Marie et de saint Vincent. L'imagination populaire a bien pu défigurer cet événement, le reculer dans le temps et le faire ainsi remonter jusqu'à Charlemagne. S'il en est ainsi, plusieurs autres détails de la tradition Carlovingienne peuvent également se rapporter à l'événement du X^e siècle. Les guerriers d'Isarn n'ont pas dû triompher au premier assaut ; il est donc très-possible qu'ils aient assiégé la ville pendant sept ans, et que pour mieux réussir dans leurs attaques ils se soient retranchés sur les hauteurs de Bouquéron et de Pariset.

Mais tout cela n'est que pure hypothèse, et l'on est obligé d'avouer que l'on ne sait rien de certain sur l'événement le plus considérable assurément de l'histoire de Grenoble au moyen âge. On ne se préoccupait alors de la postérité que pour s'assurer par des écrits authentiques la possession des terres ; quant à l'histoire, on n'avait pas le temps d'y penser. Notre pays n'était point encore, au XI^e siècle, sorti de cette effroyable anarchie qui faisait craindre la fin du monde, et la reine Hermengarde, veuve du roi Rodolphe III le Fainéant, mettait encore dans ses chartes cette clause, étrange après l'an mille : *mundi*

(1) Voir Aymar du Rivail, de *Allobrogibus*, p. 362, et les notes 1 et 2 de M. de Terrebasse.

(2) Aymar, p. 41.

(3) Isarnus episcopus ædificavit ecclesiam gratianopolitanam S. Hugonis. (*Cartul.* II, n° 16.) M. de St-Andéol croit que les piliers de la nef dans la cathédrale actuelle appartiennent à cette construction. (Congrès scientifique de France, 24^e section (1857), t. 1, p. 217.)

fine appropinquante ⁽¹⁾. On oubliait vite, à cette époque sinistre; et les hommes d'alors, les yeux tournés vers l'avenir, dans lequel ils essayaient de découvrir quelque lueur d'espoir, n'avaient ni le temps ni le courage de songer au passé terrible qu'ils laissaient derrière eux ⁽²⁾.

Lecture faite par M. Louis Gautier dans la séance du 24 février 1860.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR M. L'ABBÉ GENEVEY.

Messieurs,

Je remplis, selon le vœu de l'Académie delphinale, un pieux devoir en rendant aujourd'hui un hommage mérité à la mémoire de notre regretté collègue, M. l'abbé Genevey, chanoine honoraire de la cathédrale et curé-archiprêtre de la paroisse Saint-Louis de Grenoble, membre et ancien président de cette Société. C'est une tâche triste et consolante à la fois que de nous incliner avec recueillement sur la tombe entr'ouverte de ceux d'entre nous que la mort a frappés, et de fixer dans le livre d'or de nos souvenirs, pour les soustraire aux outrages du temps, les impressions encore vivantes qu'ils nous ont laissées. Dans notre compagnie, vouée au double culte des sciences et des lettres, M. l'abbé Genevey représentait cette haute philosophie chrétienne qui leur communique ses pures inspirations; il l'exposait avec une éloquence austère mais sympathique où venaient se mêler, par une heureuse alliance, les calmes lumières de la raison et les émanations sereines de la foi; il ne cherchait la force ni dans l'éclat ni dans les mouvements du discours; il la trouvait dans une parole sobrement étudiée, doucement persuasive, et dont la clarté pénétrait l'intelligence sans l'éblouir ou la confondre. C'était le miroir où se réfléchissaient les qualités de son esprit et de son cœur, la réserve du

(1) *Cartulaire de l'abbaye de Savigny, suivi du petit cartulaire d'Ainay*, publiés par M. Aug. Bernard, impr. impér., 1853, 2 vol. in-4°, n° 639; cf. n° 641.

(2) À la pag. 560, lig. 34, et à la pag. 561, lig. 6 de la note 1 du mémoire de M. Revillout, il faut lire 902 au lieu de 903.

savoir, la modération dans les sentiments, la charité ignorante d'elle-même. Tel se montrait chez lui l'orateur sacré dans la chaire, le pasteur dans sa mission évangélique. Tel la mort le prit avant l'heure, recommandé par les travaux de son ministère et les regrets de son église, à la justice de celui qu'il avait fidèlement servi.

Hippolyte Genevey naquit à Tullins, le 26 octobre 1804. Il appartenait à une famille dont la position modeste était relevée par l'honnêteté des mœurs. Un respectable ecclésiastique, M. l'abbé Caillet, alors curé de Tullins et depuis vicaire général de l'évêque de Grenoble, discerna les précoces dispositions que son enfance annonçait, et le prit de bonne heure auprès de lui; il le forma, sous sa direction, aux vertus religieuses et aux études littéraires qui le préparèrent au sacerdoce. — Le jeune élève avait une propension marquée pour les travaux sérieux de l'esprit. Absorbé tout entier par le désir de s'instruire, il négligeait ou fuyait les jeux de son âge, pour consacrer tout son temps à l'étude, tous ses loisirs à la lecture. Il parcourut ainsi le cercle de l'enseignement littéraire et termina sa rhétorique sous l'excellent maître qui l'avait accueilli. Il ne quitta le presbytère de Tullins que pour entrer au séminaire diocésain de Grenoble. — Durant le cours de philosophie qu'il suivit une année dans cet établissement, selon l'usage de l'époque, il révéla, pour les spéculations de cette science, une aptitude spéciale, et, dès ses débuts, il mérita d'être appelé à la direction des conférences, honneur et fonction départis aux élèves les plus distingués. Il déploya les mêmes facultés et obtint les mêmes succès dans les deux années de théologie qui complétèrent ses études ecclésiastiques. Une intelligence facile et sûre, une rédaction claire et solide, un travail consciencieux et soutenu, le firent remarquer comme un sujet d'élite, en même temps que ses qualités morales signalèrent sa vocation pour le ministère sacré. Il y fut admis à vingt-trois ans et ordonné prêtre le 25 juillet 1824.

Associé d'abord au clergé de l'une des paroisses les plus importantes du diocèse, il réalisa promptement les espérances que le docte et pieux élève du séminaire avait fait concevoir, et fut bientôt jugé digne, malgré sa jeunesse, du gouvernement d'une paroisse. Il accomplissait à peine sa vingt-cinquième année, quand il passa, le 1^{er} octobre 1826, des fonctions de vicaire de Voi-

ron, à celles dedesservant de la succursale de Gières, qu'il devait administrer pendant onze années. La situation de cette paroisse, à proximité de la ville de Grenoble, l'activité de ses habitants, la société choisie que la belle saison y rassemble, en font comme un poste privilégié, réservé par la sagesse épiscopale à ceux qui paraissent appelés à développer des talents, des qualités supérieures. Là viennent se joindre aux intéressants et modestes travaux du curé de campagne, les préoccupations qu'inspire et les devoirs qu'impose, dans les villes, le contact du monde. M. l'abbé Genevey satisfait à toutes les convenances de cette position. Il s'y créa des relations excellentes : il s'y fit considérer par la dignité de son caractère ; il y fit apprécier son esprit cultivé. Il sut y trouver aussi des heures de solitude et de studieux loisirs, où s'exerçait et s'élevait sa pensée, où se mûrissait son talent pour la prédication. Il fut souvent tiré de cet asile des champs pour occuper les chaires des églises de Grenoble : il se distingua dans les retraites et dans les sermons isolés dont il fut chargé, et devint l'un des prédicateurs estimés du diocèse.

Il était de ceux qui se laisseraient volontiers oublier dans la pratique modeste de leurs devoirs, si leur mérite ne les portait pas de lui-même aux fonctions plus élevées qui les réclament. — Désigné depuis longtemps au suffrage du vénérable prélat qui gouvernait alors le diocèse, il fut enlevé aux affections de la paroisse de Gières et nommé à l'archiprêtré de Vif, le 30 juillet 1837. Cette promotion le plaçait dans des conditions nouvelles, dans un milieu non moins éclairé, qui mit plus en relief encore la distinction de son esprit. Sa réputation s'accrut rapidement et trois années suffirent pour l'élever aux premiers rangs du clergé. Le 24 août 1840, il entra comme chanoine titulaire au chapitre de la cathédrale de Grenoble. Cette position, ordinairement accordée au long exercice du sacerdoce, lui était conférée à un âge où le besoin du repos n'est encore que la prévision d'un avenir éloigné, et où l'éminence des services pouvait seule recevoir une si honorable récompense. Son activité n'était pas toutefois destinée à se perdre dans les loisirs de cette dignité. En même temps que les travaux de la chaire et du tribunal sacré utilisaient son dévouement, l'enseignement de l'éloquence aux élèves du séminaire diocésain lui était confié, par un faveur que cette maison devait à la sollicitude épiscopale. Il féconda cet enseignement par la profondeur de ses connaissances,

la pureté de son goût et la sévère précision de son langage. Mais quelque avantage, quelque lustre que le concours de son talent pût donner à l'école ecclésiastique et à l'église cathédrale, et quelque élevé que fût son rang dans la hiérarchie, il devait bientôt sacrifier l'honneur qui s'y trouvait attaché pour un poste plus militant, où la virilité de son intelligence et de ses vertus religieuses allait répondre aux exigences plus grandes d'une tâche nouvelle. — La seconde paroisse de la ville de Grenoble venait de perdre un pasteur qui l'avait administrée pendant de longues années, à travers tous les changements et toutes les difficultés de notre âge, et qui laissait une mémoire hautement vénérée. La nomination du successeur de M. l'abbé Toscan commandait un choix exceptionnel. M. l'abbé Genevey fut proposé pour cet héritage, dont son dévouement accepta le fardeau, et devint archiprêtre de Saint-Louis, le 28 mars 1842.

Les dix-sept dernières années de sa vie ont été consacrées aux nombreux devoirs de cette charge. Il s'en acquitta avec une activité constante et un zèle éprouvé. Il y apportait les sentiments inaltérables d'une foi profonde, la fermeté tempérée par la douceur, la dignité sans ostentation, la simplicité comme la pureté des mœurs et l'abnégation de la charité. Prêtre selon le cœur, mais aussi selon l'esprit de Dieu, il conduisait son troupeau dans les voies de la justice par l'exemple et par la parole.

Théologien exercé et moraliste instruit, il distribuait du haut de sa chaire paroissiale un enseignement pratique, clair et substantiel, qui vivifiait de courtes et solides prédications hebdomadaires. Il puisait dans les pages sacrées des Evangiles et dans la divine poésie des psaumes, le texte d'instructions suivies où il développait les principes qui doivent guider l'homme dans toutes les actions de la vie, dans les relations du monde, comme dans l'accomplissement des obligations religieuses. Le genre de talent qu'il y produisait mérite d'être remarqué et caractérisé. Ce n'était point, nous l'avons indiqué déjà, cette éloquence éclatante qui éblouit par les magnificences de l'expression et l'ampleur de la pensée ; ce n'était pas non plus cette parole ardente qui, par l'énergie du sentiment et la vivacité de l'action, émeut, entraîne et subjugue. Non qu'il n'eût aussi les couleurs du style et les mouvements de l'âme, et que, sous l'impression d'un sentiment prononcé, il ne fût susceptible de s'élever ou de s'attacher dans les épanchements du conseil ou les excitations de

la polémique. Mais tel n'était point le caractère accoutumé, l'allure habituelle de son éloquence. Il avait surtout l'action mesurée, contenue, la pensée calme et nette, l'esprit logique, ce qui captive l'intelligence sans effort et sans surprise, et pénètre jusqu'au cœur, touché seulement par l'évidence et le prestige naturel de la vérité.

Ses instructions étaient travaillées, rédigées avec soin ; il ne laissait rien au hasard de l'improvisation et la mémoire facile dont il était doué lui permettait la reproduction fidèle d'une préparation toujours écrite. Sa pensée était de la sorte sûrement réfléchie, son élocution constamment irréprochable. Cette méthode répandait bien peut-être quelque froideur, un peu d'égalité monotone dans son discours ; mais si le relief de la phrase y perdait, si la variété du geste et de l'intonation lui manquait quelquefois, il relevait toujours l'attention et l'intérêt par la lucidité de l'expression et la justesse du raisonnement.

Les facultés de M. l'abbé Genevey apparaissaient aussi dans les conférences, où se réunissaient chaque mois, suivant les prescriptions ecclésiastiques, les prêtres des paroisses qui dépendaient de son archiprêtre. Les discussions sur les points de théologie ou de morale soumis à ces assemblées, recevaient, sous l'autorité de sa science religieuse, une puissante direction. Il les réglait et les fortifiait ; il en éclairait la marche ; il y versait les ressources de son savoir et de sa dialectique.

Ses conseils étaient appréciés et recherchés dans le sein de ces conférences ; ils ne l'étaient pas moins au dehors, non-seulement par les ecclésiastiques auprès desquels sa science était en grande estime, non-seulement par les personnes qui recouraient à sa direction spirituelle, mais encore par ceux qu'arrêtaient dans la conduite de la vie des difficultés diverses. Sa bienveillante affection pour ses collaborateurs, la sûreté de ses relations et de son amitié, l'extrême convenance de ses habitudes caractérisent aussi les souvenirs de sa vie.

Ces souvenirs, Messieurs, il vous a été donné d'y participer. — M. l'abbé Genevey ne pouvait pas vous rester étranger. Unissant l'amour du beau à celui du bien, pour les confondre tous les deux dans ses aspirations religieuses, il avait sa place marquée parmi vous, et il ne tarda pas à l'occuper par le concours empressé de vos suffrages. Il fut nommé membre de l'Académie delphinale, le 2 juin 1843. Cette élection n'ajoutait pas

seulement un lustre de plus à notre Société, elle lui assurait une collaboration effective dont notre Bulletin a recueilli les utiles travaux. Ce sont des Rapports clairs et succincts, des Mémoires intéressants sur des sujets philosophiques. Je ne vous les rappellerai pas tous ; permettez-moi seulement de vous en citer quelques-uns.

La première lecture qu'il fit à l'Académie, avait pour sujet *l'erreur, cette funeste négation de la vérité* ; il en posait la définition, il en déterminait les caractères, il en présentait un exemple dans *cette grande erreur de l'intelligence, le panthéisme*, qu'il comparait à celle qu'il appelait *la grande erreur morale de notre siècle, que le saint-simonisme surtout avait voulu formuler*. — A une époque postérieure, en 1848, au moment où la tempête sociale était menaçante, il nous communiquait, sur le *communisme*, de clairs aperçus. En signalant ses erreurs subversives de tout ordre et de toute morale, il séparait cette doctrine *qui ne peut rien pour le bien du monde, de l'association, qui peut, dans une certaine mesure, sinon guérir nos maux, du moins en diminuer le nombre*. Revenant encore sur cette pensée dans un travail qu'il vous soumettait plus tard, il expliquait *comment les associations peuvent se fortifier pour l'humanité*, à la condition de *respecter tout à la fois la liberté de l'homme et la justice, et de s'animer de l'esprit de dévouement puisé aux sources de la doctrine religieuse*. Une autre fois, dans une étude sur *l'humanité et le progrès*, il nous montrait avec une netteté parfaite de vue et de langage, *le progrès dépendant, pour l'homme, de la triple connaissance de son origine, de sa destinée et des moyens à employer pour parvenir à son développement final* ; — et dans quelques observations complémentaires, en réponse à des objections soulevées, il plaçait *en dehors des améliorations matérielles, dont il ne contestait pas d'ailleurs le développement et l'utilité, le progrès dans sa grande signification métaphysique, ce progrès véritable qui doit porter la marque du caractère de l'homme, et qui doit être absolument intellectuel et moral*.

Dans ces diverses dissertations, l'esprit philosophique procède de lui-même, tout en convergeant avec l'esprit religieux. C'est la déduction, le raisonnement, la spéculation vivant de sa

propre vie, mais ne vivant que pour se rencontrer avec les grandes vérités de la tradition chrétienne, et pour en proclamer la nécessaire et suprême influence. La forme littéraire y est pure et élevée, à la manière du XVII^e siècle, sans affectation de couleur comme sans obscurité.

M. l'abbé Genevey était assidu à vos séances ; il s'honorait d'être parmi vous et vous honorait à son tour. Vous l'avez souvent compté au nombre des officiers de votre compagnie, comme membre du conseil d'administration, vice-président et président.

Vous l'avez ainsi possédé plusieurs années et la force de son âge vous promettait encore une durable collaboration en même temps qu'elle donnait à sa paroisse et à ses amis de longues espérances. Mais le travail et les sollicitudes du pasteur l'avaient prématurément éprouvé. Il y avait rencontré le germe du mal qui devait l'enlever dans tout l'éclat de ses jours et de son intelligence. Il avait commencé à en ressentir les vives atteintes ; mais il luttait avec trop de courage contre les nécessités du repos. Les jours de labeur et d'austérité le trouvèrent encore infatigable et les ressorts de sa vie s'y brisèrent. La mort précipita sa venue. Il la vit apparaître et la reçut avec une haute résignation chrétienne, et il passa à la vie des justes le 3 mai 1859, à l'âge de 58 ans.

La mort soulève tous les voiles ; comme elle découvre les imperfections, elle révèle les vertus cachées. M. l'abbé Genevey n'avait rien à perdre à cette dernière épreuve. L'honneur de sa mémoire n'a fait qu'ajouter à l'honneur de sa vie. Sa charité s'est dévoilée tout entière sur sa tombe. Il n'avait mis, il n'avait caché dans son épargne que les bénédictions du pauvre.

La dissertation de M. Emile Lacour sur l'emplacement des villes de *Ventia* et de *Solonium*, ayant eu besoin de quelques remaniements, n'a pu être insérée dans cette livraison et paraîtra plus tard.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1858 JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1860.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

Cartulare monasterii beatorum Petri et Pauli de Domina Cluniacensis Ordinis Gratianopolitanæ diœcesis, exscriptum ex antiquo Codice manuscripto pergameno quod est in potestate nobilis domini du Bouchet, regii historiographi, Parisiis commorantis in vico Tramusino, A. D. 1679. Nunc primum sub auspiciis Delphinalis Academiæ Gratianopoli constitutæ, cura, studio et impensis hujus ACADEMIÆ SOCIÏ typis mandatum. Lugduni, excudebat Ludovicus Perrin, A. R. S., 1859.

M. de Monteynard a fait appel à tout le monde pour que cette publication fût faite avec le plus grand luxe. Il a confié l'impression de ce Cartulaire à M. Louis Perrin qui en a fait un chef-d'œuvre typographique. M. Riondel architecte du département de l'Isère, a relevé la coupe et le plan des ruines de l'ancien prieuré. M. Margain a pris trois vues photographiques de ce monument. M. Dardellet a gravé, pour le frontispice, une vignette qui représente saint Odilon, abbé de Cluny, bénissant Aynard 1^{er}, fondateur du prieuré de Domène. — L'éditeur a lui-même collationné le texte du Cartulaire avec beaucoup de soin, et l'a fait suivre de quatre index. Le premier contient tous les noms propres des personnes, rangés suivant l'ordre dans lequel ils se présentent dans chaque charte. Le second, ces mêmes noms distribués par ordre alphabétique. Une troisième table renferme la liste des noms de lieux avec leur rapport avec la géographie actuelle. Enfin, une quatrième table consiste dans un glossaire des mots appartenant à la basse latinité.

Outre ces quatre index, l'éditeur a joint au Cartulaire des recherches sur les seigneurs de Monteynard, fondateurs et bienfaiteurs du prieuré de Domène, avec une note assez courte sur les trois Rodolphe que l'on trouve à l'origine de cette famille.

M. de Monteynard, après la publication du Cartulaire, a fait imprimer avec le même luxe, une note de 11 pages, contenant deux chartes nouvelles avec des commentaires de M. de Terrebasse.

Dissertation sur le culte de saint Cérat, évêque de Grenoble, par M. l'abbé AUVERGNE, chanoine (extrait de la *Revue des Alpes*). Grenoble, Maisonville, 1858, 35 pages in-48.

M. l'abbé Auvergne a voulu prouver les trois propositions suivantes :

1° Un saint évêque de Grenoble, nommé Cérat, a été honoré d'un culte public dès le 8^e siècle ;

2° Saint Cérat, évêque de Grenoble, est le saint du même nom qu'on honore à Auch et dont on possède les reliques à Simorre ;

3° Saint Cérat a vécu et est mort dans son diocèse. Son corps seulement et ses autres reliques ont été transférés à Simorre.

Note sur un principe important et nouveau d'hydraulique, par M. DAUSSE, ingénieur en chef au corps impérial des ponts et chaussées, chargé de la statistique des rivières de France. (Extrait des comptes rendus des séances de l'Académie des sciences, tom. XLIV, séance du 13 avril 1857.) 44 p. in-4°.

Cour impériale de Rennes. Installation de M. du Beux, en qualité de procureur général, le 9 avril 1859. *Discours prononcés* par M. Pouhaër, premier avocat général ; M. Boucly, premier président, M. du Beux, procureur général (membre correspondant). Rennes, 27 pages in-8°.

M. du Beux rappelle dans son discours d'installation le souvenir de Mounier, premier préfet d'Ille-et-Vilaine, qui vint en Bretagne à une époque difficile et sut concilier les partis.

Histoire du droit criminel des peuples modernes considéré dans ses rapports avec les progrès de la civilisation, depuis la chute de l'empire romain jusqu'au XIX^e siècle, par Albert du Boys, ancien magistrat, tom. 3°. Paris, Durand, Grenoble, Maisonville et fils et Jourdan, XIII et 668 pages in-8°.

Ce troisième volume contient l'histoire du droit criminel des Anglo-Normands. M. du Boys commence à la conquête normande et étudie d'abord les modifications que ce grand événement introduisit dans la législation anglo-saxonne. Il examine l'organisation judiciaire de l'Angleterre et principalement les institutions si originales des juges

ambulants et du jury. La procédure l'occupe ensuite; puis il arrive aux pénalités si souvent empreintes d'une cruauté sauvage. L'établissement du pouvoir absolu, sorti des guerres civiles, exerce sur le droit criminel d'Angleterre une influence que signale et qu'apprécie M. du Boys; puis il termine cette histoire du droit criminel anglais en montrant comment la période féodale proprement dite, s'arrête au règne de Charles II.

Le volume contient en outre, sous forme d'appendice, trois chapitres sur l'esclavage, le servage et le paupérisme en Angleterre.

Ce dernier chapitre a été lu dans une séance de l'Académie delphinale.

Recherches sur l'origine du Parlement de Grenoble, comparativement à celle du Parlement de Paris, par M. A. FAUCHÉ-PRUNELLE. (Extrait de la *Revue des Alpes*.) Grenoble, Maissonville, 4 vol. in-48.

La conclusion de ce travail est la suivante : « S'il est vrai de dire
 » que la nature d'une institution résulte plutôt de son existence et de
 » ses pouvoirs ou attributions, que de sa dénomination ou qualification, on doit, pour déterminer l'origine du parlement de Grenoble,
 » faire ce que l'on a fait pour le parlement de Paris, c'est-à-dire, re-
 » porter cette origine, non pas seulement à l'époque où il a reçu le
 » nom de parlement, mais à celle où des documents historiques éta-
 » blissent son existence, et je crois avoir prouvé cette existence au
 » commencement du XIII^e siècle, et je ne doute même pas qu'elle ne
 » doive être reportée au siècle précédent, peut-être à un siècle plus
 » antérieur. »

Rentrée de la Cour impériale de Grenoble, du 3 novembre 1858. *Discours* prononcé par M. Louis GAUTIER, avocat général. *Influence de la législation française sur la législation générale*. Grenoble, typ. C. P. Baratier, 1858. 39 pages in-8°.

Mémoire sur l'ancien Tauroentum, ou Recherches archéologiques, topographiques et historiques sur cette colonie phocéenne, par l'abbé Magl. GIRAUD, recteur de St-Cyr (membre correspondant.) — Toulon, E. Aurel, 1853, XIII et 238 pages in-8°, avec 5 planches.

Tauroentum était une ville mentionnée par les géographes anciens comme située à l'est de Marseille, et suivant toute apparence détruite par les Sarrasins au X^e siècle. On avait voulu retrouver cette ville disparue dans Toulon, mais M. Magl. Giraud démontre, par la comparaison des textes anciens, la production de titres du moyen âge et le

nom même de *Taurento* conservé par des ruines encore existantes aujourd'hui, que Tauroentum était placé au fond du golfe des Lèques, à l'opposé de la Ciotat, entre les villages des Lèques, au N.-O. et de St-Cyr au N.-E. La plus grande partie du mémoire de M. Giraud est consacrée à établir cet emplacement; le reste contient les renseignements de toute espèce qui peuvent concerner Tauroentum, description de ruines, inscriptions, médailles, pierres gravées, etc.

Guide-Itinéraire des chemins de fer du Dauphiné. — Description, travaux d'art, histoire, archéologie, biographie, agriculture, industrie, géologie, botanique, par M. Antonin MACÉ. — *Première section : de St-Rambert à Grenoble.* — 1^{re} partie : *de St-Rambert à Voiron.*

On trouve, dans ce *Guide-Itinéraire*, la description fidèle et exacte des églises, des chapelles, des châteaux, des ruines, des localités historiques, ou simplement pittoresques, dans un rayon de douze et quinze kilomètres autour de chacune des stations de nos chemins de fer, et non pas seulement celle de chacune de ces stations. De cette manière, on a, pour la première fois, l'histoire et l'archéologie d'un grand nombre de communes d'une petite partie du département de la Drôme, et d'une partie considérable du département de l'Isère, et, dans le nombre, la description de beaucoup de localités qui n'avaient jamais été décrites ni même mentionnées nulle part.

La description pittoresque des lieux, l'indication des établissements industriels, des voies de communication, des ressources qu'offre l'agriculture, de la nature géologique du sol, de la botanique des parties montagneuses, tiennent également, dans cet ouvrage, une place considérable.

Considérations sur l'enseignement de droit administratif, par M. Jules MALLEIN. — Paris, Plon, 1857; un volume in-8°.

M. Jules Mallein, après avoir enseigné pendant vingt ans le droit administratif, a mis dans cet ouvrage les résultats de cette longue expérience. Il indique les améliorations que devrait recevoir l'enseignement d'un droit aussi spécial pour un grand nombre de carrières que le droit civil pour la magistrature et le barreau, et d'autant plus difficile qu'il forme, à cause de son peu de fixité, un chaos presque insaisissable. Entre autres réformes, M. Mallein demanderait trois années pour le cours de droit administratif, et ne voudrait pas qu'on imposât aux étudiants l'obligation de suivre d'autres cours que ceux des facultés de droit. Il présente des observations critiques sur l'institution des agrégés destinés à remplacer les suppléants dans les écoles

de droit, et voit, dans cette institution, un véritable danger pour l'avenir de ces écoles.

Numismatique féodale du Dauphiné. — Archevêques de Vienne, évêques de Grenoble, dauphins de Viennois, par M. H. MORIN (membre correspondant). — Paris, Rollin, 1854, VIII et 400 pages, avec 23 planches.

M. Morin, négligeant pour le moment les suites gauloises, les tiers de sol mérovingiens de l'ancienne province viennoise, ainsi que les deniers viennois de la dynastie carlovingienne, étudie seulement la numismatique de la féodalité dauphinoise. Il commence par l'histoire monétaire des archevêques de Vienne, et la prend aux monnaies mixtes de l'empereur Louis l'Aveugle et des archevêques, et la conduit jusqu'à la disparition de l'atelier archiépiscopal. M. Morin s'occupe ensuite des évêques de Grenoble, dont les plus anciennes pièces remontent au XI^e siècle, et qui formèrent ensuite une association monétaire avec les Dauphins. Les monnaies de ces seigneurs viennent en troisième lieu dans la *Numismatique féodale du Dauphiné*. C'est sous le règne d'Humbert I^{er} que l'on voit apparaître les premières traces d'un monnayage purement delphinal : M. Morin suit l'histoire de ce monnayage jusqu'à la fuite du Dauphin Louis (Louis XI), en 1456. « Ce n'est pas, dit-il, sans raison, que nous nous imposons cette limite ; car, si l'on y réfléchit sérieusement, cette date de 1456 est le point de départ d'une période nouvelle dans l'histoire du Dauphiné. A ce moment, cet ancien apanage des fils aînés de France ayant fait définitivement retour à la couronne, sa position politique tendit chaque jour à se confondre avec celles des autres provinces de la monarchie, et, comme on le devine, son organisation monétaire ne présenta plus que des distinctions illusoires. » (Page 356.)

Etudes analytiques sur les ouvrages philosophiques prescrits pour l'examen du baccalauréat ès lettres, par G.-A. Patru, professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Grenoble. — Paris, Jules Delalain, 1859, XX et 344 pages in-12.

L'auteur s'est proposé dans ces études : 1^o de faire comprendre les textes des auteurs philosophiques ; 2^o d'en apprécier les pensées et les théories au point de vue de la science moderne et de la religion chrétienne.

MÉMOIRES ENVYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Bulletin de la Société industrielle d'ANGERS et du département de Maine-et-Loire, XXVIII^e et XXIX^e année, VIII^e et

IX^e de la 2^e série; 1857 et 1858. — Angers, Cosnier et Lachèse; 2 vol.

Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'ANGERS, nouvelle période, tome deuxième, second cahier. — Angers, Cosnier et Lachèse, 1859, de la pag. 93 à la pag. 188.

Bulletin de la Société d'encouragement pour l'agriculture et l'industrie dans l'arrondissement de BAGNÈRES de Bigorre (Hautes-Pyrénées). — 1^{re} année, n^o 3, octobre 1859, pag. 33 à 48; in-8^o.

Bulletin de la Société archéologique de BÉZIERS (Hérault); 2^e série, tom. 1, 1^{re} livraison. — Béziers, veuve Millet, impr., 1858; in-8^o, 79 pag.

2^e livraison. — Béziers, 1859; in-8^o.

La 2^e livraison contient un curieux travail de M. Gabriel Azaïs *sur les troubadours de Béziers*, pag. 83 à 289. Quelques pages de ce mémoire concernent la comtesse de Die, qui se rendit célèbre au XII^e siècle par ses vers provençaux et ses amours pour le troubadour Rambaud d'Orange (p. 274 à 277).

Société littéraire et scientifique de CASTRES (Tarn); *Procès-verbaux des séances*, 3^e année. — Castres, février 1860; 426 et 31 pages.

Journal d'agriculture de la COTE-D'OR, publié par la Société d'agriculture et d'industrie agricole du département. — 22^e année, 3^e série, tom. IV; 1859.

Séance solennelle de l'Académie FLOALPINE, 12 juillet 1859.

L'Académie flosalpine a été fondée dans le petit séminaire d'Embrun par Mgr Irénée Dépéry, évêque de Gap. Elle a tenu sa première séance générale à Embrun, le 12 juillet 1859, et des travaux fort importants ont été lus par plusieurs de ses membres. M. Chabrand, vicaire général, s'est proposé de donner l'étymologie celtique des noms de rivière, de montagnes et de localités du pays compris dans les Hautes-Alpes. M. Charronnet a envoyé une étude historique sur la chartreuse de Durbon. M. l'abbé Vallon a communiqué un mémoire sur les voies romaines des Hautes-Alpes; M. l'abbé Templier, le commentaire de l'inscription gravée sur l'arc triomphal de Suze, en l'honneur du roi Cottius; M. Sauret, quelques chapitres d'une histoire d'Embrun; M. l'abbé Pron, une notice sur Notre-Dame d'Embrun.

Mémoires de l'Académie du Gard, 1858-1859. — Nîmes, impr. Ballivet, 1859; 4 vol. in-8°, 342 pag. et 5 planches.

On trouve dans ce volume, pag. 251 et 252, une appréciation du talent de M. Hébert, peintre de Grenoble, par M. Jules Salles (article intitulé *du portrait*).

Compte-rendu des travaux de l'Académie du Gard, en séance publique du conseil général, le 27 août 1859, par M. Nicot, secrétaire perpétuel; 28 pages.

Pag. 16, quelques lignes sur M. Hedde, membre résidant de l'Académie du Gard, mort le 9 novembre 1858, auteur d'un mémoire sur les travaux de Vaucanson.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'INDRE-ET-LOIRE, tom. XXXVII, 3^e et 4^e trimestres de 1857. — Tours, 1860; in-8°, pages 157 à 216.

Rapport fait à l'Académie des INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES, au nom de la Commission des antiquités de la France, par M. Léon Renier, lu dans la séance publique annuelle du 2 décembre 1859; 37 pag. in-8°. — Typogr. Firmin Didot.

La première mention très-honorable est accordée à M. Giraud, pour son *Essai historique sur l'abbaye de saint Barnard et sur la ville de Romans* (pag. 13).

Une autre mention très-honorable est accordée à M. Charronnet, pour une histoire manuscrite intitulée : *Histoire des guerres de religion et de la société protestante dans les Hautes-Alpes, 1562-1789* (p. 22).

Annuaire de l'INSTITUT des provinces, des sociétés savantes et du congrès scientifique, 2^e sér., 2^e vol. (XII^e de la collection). — Paris, Derache et Dentu; Caen, A. Hardel, 1860, XXVI et 343 pages.

Il est question, dans un rapport de M. G. Cotteau, *sur le progrès de la géologie en France pendant l'année 1858*, des cartes du Dauphiné, publiées par MM. Scipion Gras et Ch. Lory (p. 58), et du congrès scientifique de Grenoble, en 1857. « Ceux d'entre vous, dit le rapporteur, qui ont assisté à cette réunion n'ont point oublié la clarté vraiment remarquable avec laquelle M. Lory, qui connaît si parfaitement les terrains du Dauphiné, a exposé, à plusieurs reprises, ses opinions sur la géologie de cette région accidentée, » p. 69.

Dans la séance du 2 mai, présidée par M. Albert du Boys, et dans un rapport sur le projet de Code rural, présenté en 1858, il est incidemment question des syndicats pour l'endiguement de l'Isère (p. 137).

Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la LOIRE, tom. III, 1^{re} livraison. Janvier, février, mars 1859. St-Etienne, Théolier aîné, impr., 48 pages in-8°.

Mémoires de la Société académique de MAINE-ET-LOIRE, 248 pages.

5^e vol., *Travaux divers*, 335 pages.

6^e vol., *Travaux de la section des sciences physiques et naturelles*. — Angers, Cosnier et Lachèze, 1859.

Une note de la page 12 rectifie une erreur qui mettait le célèbre Villars au nombre des étudiants de l'université d'Angers et le faisait herboriser en Anjou. Cette note est de M. Boreau, dans un *catalogue raisonné des plantes phanérogames qui croissent naturellement dans le département de Maine-et-Loire*.

Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la MARNE. Année 1859. — Châlons, Laurent, in-8°, 326 pages.

Mémoires de l'Académie impériale de METZ, XL^e année, 1858-1859, 2^e série, 7^e année. — Metz, Rousseau-Pallez, 1859; 605 pages in-8°, avec 5 pl.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE. — Paris, comptoir de la librairie de province, tom. VIII et IX, 1858 et 1859.

Société des antiquaires de LA MORINIE, Bulletin historique. — 8^e année, 30^e livraison. Avril, mai et juin 1859. — St-Omer, Fleury-Lemaire, impr., pp. 665 à 700, in-8°.

On trouve dans ce Bulletin une lettre autographe de Napoléon I^{er}, écrite à l'âge de seize ans, datée de Valence en Dauphiné, le 25 novembre 1785, et signée Napolione di Buonaparte. Elle est adressée à M. Amielh, directeur des élèves du roi au petit séminaire d'Aix. A Aix en Provence (pp. 697, 698.)

31 et 32 livraisons, p. 701 à 767.

Société agricole, scientifique et littéraire des PYRÉNÉES-

ORIENTALES, XII^e vol.—Perpignan, 1860. XXXII et 318 pages.

Bulletin du comice agricole de l'arrondissement DE ST-QUENTIN (Aisne), publié pendant l'année 1859, tom. VIII, n^{os} 1 à 46, avec deux plans lithographiés. — St-Quentin, 1859, in-8°, 388 pages.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la SARTHE; 1859, 2^e trimestre, tom. XIV. — Le Mans, Ch. Monnoyer, impr., pag. 74 à 194, avec une carte de la cité du Mans.

Bulletin de la Société SAVOISIENNE d'histoire et d'archéologie, n^o 4, p. XLIX à LXXVIII; 1859.

Ce bulletin renferme de curieux renseignements archéologiques sur la Maurienne et la Tarentaise.

Mémoires et documents publiés par la Société SAVOISIENNE d'histoire et d'archéologie, tom. III. — Chambéry, 1859; LXXXVI et 342 pag. in-8°, avec une planche et une carte.

Ce volume contient une charte du 5 mai 1385 relative au combat de la Bâtie d'Arbrei entre les troupes du comte de Savoie et celles du Dauphin (n^o 4 des *documents inédits relatifs à la Savoie*, pag. 101 et 102).

En outre, l'*Etat des bénéfices du décanat de Savoie tiré du pouillé du diocèse de Grenoble, de l'année 1488, et des visites des évêques*, édité par Auguste Dufour, major d'artillerie; pag. 163 à 271.

Bulletin de la Société des sciences, belles-lettres et arts du département du VAR, séant à Toulon; 27^e année, 1857. — Toulon, 1860, XVI et 423 pages.

La revue des ouvrages offerts par des auteurs étrangers et celle de plusieurs ouvrages publiés par des membres de l'Académie n'ayant pu être insérée ici faute de place, sera remise à la prochaine livraison, la dernière du volume.

BULLETIN

DE

L'ACADÉMIE DELPHINALE.

2^e SÉRIE.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ACADÉMIE

DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1860 JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1861.

MEMBRES RÉSIDANTS.

M. Auguste GAUTIER, doyen honoraire de la faculté de droit, est décédé dans la nuit du 20 au 21 octobre 1860.

M. Emile LACOUR, avocat, s'est fait inscrire au tableau de l'Ordre des avocats à Valence, après les vacances de 1860.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

Mgr Irénée DÉPÉRY, évêque de Gap, a été élu le 13 juillet 1860.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

L'Académie a placé sur la liste des sociétés correspondantes :

L'ACADÉMIE FLOSAIPINE d'Embrun, le 13 juillet 1860;

La SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'OISE, le 14 décembre 1860, en remplacement de l'ATHÉNÉE DU BEAUVAISIS, dont les membres ont cessé de se réunir depuis environ trois ans.

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ACADÉMIE

PENDANT LES TROIS DERNIERS TRIMESTRES DE 1860.

Séance du 27 avril 1860.

Le Secrétaire donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de M. le marquis de BÉRENGER, membre correspondant et délégué de l'Académie delphinale au congrès des Sociétés savantes. Le congrès a chargé M. de Bérenger de féliciter l'Académie de ses efforts et de ses travaux.

M. Emm. Roux lit un mémoire sur la *Retraite des dix mille*, de Xénophon.

M. Fernand de SAINT-ANDÉOL communique une Notice sur les églises de *Penol* et du *Mottier*. A l'appui de ses assertions, M. de Saint-Andéol fait passer plusieurs dessins sous les yeux de l'Académie.

A l'occasion de cette lecture, M. Macé rappelle qu'il a communiqué à l'Académie, dans sa séance du 25 mars 1859 (voyez plus haut, pag. 405), une notice sur les deux églises du *Mottier* et de *Penol*, insérée depuis dans la *Revue des Alpes* et dans le *Guide-itinéraire des chemins de fer du Dauphiné* (1^{re} partie, p. 193 à 210). Il présente ensuite quelques objections contre l'antiquité attribuée par M. de Saint-Andéol à l'église de *Penol*, et persiste à croire que ce monument est du XI^e siècle. Il pense au contraire que certaines parties de l'abside du *Mottier* sont plus anciennes que l'église de *Penol*.

Séance du 11 mai 1860.

M. le Président fait part à l'Académie du projet de réunir l'Académie delphinale et la Société de statistique de l'Isère, mis en avant par plusieurs membres des deux Sociétés. Déjà la Société de statistique a nommé pour examiner cette question une commission dans le sein de laquelle on a proposé de réunir dans une même organisation toutes les Sociétés savantes de Grenoble. L'Académie nomme à son tour une commission pour s'occuper du même objet. Elle est composée de MM. L. GAUTIER, MACÉ, FAUCHÉ-PRUNELLE et CHARBONNEL-SALLE.

M. FAUCHÉ-PRUNELLE lit un mémoire sur *les élections municipales* à Briançon.

M. Emm. Roux communique à l'Académie la seconde partie de son mémoire sur la *Retraite des Dix mille*.

Séance du 25 mai 1860.

M. MACÉ lit un fragment de son *Guide des chemins de fer du Dauphiné*, relatif à la Buisse. Il fait dans ce morceau la description de la propriété de M. de Galbert, où se trouvent des ruines romaines très-curieuses, et s'occupe ensuite des antiquités gauloises trouvées dans les grottes de la Buisse (*).

M. de SAINT-ANDÉOL donne lecture d'un Mémoire sur le *pays des Helviens*, ancien Vivarais (département actuel de l'Ardèche).

Séance du 13 juillet 1860.

Mgr Irénée DÉPÉRY, évêque de Gap, est nommé membre correspondant.

L'Académie Flosalpine, fondée par Mgr l'évêque de Gap, dans le séminaire d'Embrun, est mise au nombre des Sociétés correspondantes.

M. MACÉ communique à l'Académie un fragment de son *Guide des chemins de fer*. Ce fragment a pour titre : *Excursions dans les environs de Saint-Robert*, et contient de curieux renseignements sur les deux routes qui conduisent de St-Robert à la Grande-Chartreuse, sur la fontaine Lutinière et sur le rocher de Cornillon où M. Macé a découvert des restes de la maçonnerie nommée par les Romains *opus signinum*. Ce morceau renferme en outre une savante dissertation sur l'emplacement probable de *Ventia*, oppidum gaulois, mentionné par Dion Cassius (liv. xxxvii, ch. 47), et près duquel le préteur C. Pomptinius vainquit les Allobroges soulevés contre la domination romaine. M. Macé penche à croire que cette forteresse était située près de la Vence (**).

(*) Ce fragment a paru dans le numéro 155 de la *Revue des Alpes*, du 16 juin 1860.

(**) La *Revue des Alpes* a publié, dans ses numéros 161 et 162 du 28 juillet et du 4 août 1860, la communication faite à l'Académie par M. Macé.

Séance du vendredi 14 décembre 1860.

M. le Président annonce à l'Académie qu'elle a eu la douleur de perdre M. Auguste GAUTIER, doyen honoraire de la Faculté de droit, mort à Voiron dans la nuit du 20 au 21 octobre. Il annonce en outre que M. Emile LACOUR, avocat, s'est fait inscrire, à partir de la rentrée des cours et tribunaux, au tableau de l'Ordre des avocats à Valence. M. le Secrétaire propose à l'Académie de remplacer sur la liste des Sociétés correspondantes l'Athénée de Beauvais dont les membres ont cessé de se réunir depuis environ trois ans, par la Société académique du département de l'Oise. Cette proposition est adoptée.

Sur la proposition de M. MACÉ, l'Académie prie son Président d'écrire à M. Ch. Berriat Saint-Prix, conseiller à la Cour impériale de Paris et membre correspondant de l'Académie, pour demander à ce magistrat de lui donner le manuscrit de son père, couronné jadis par la Société des sciences et des arts de Grenoble, et contenant une statistique complète du département de l'Isère. M. le conseiller Berriat a publié dans un article de la *Revue des Alpes* qu'il mettait cet important manuscrit à la disposition du département ou de l'Académie delphinale.

M. FAUCHÉ-PRUNELLE, président de la Commission formée de concert par la Société de statistique et l'Académie delphinale pour s'occuper de la topographie ancienne du Dauphiné, annonce à l'Académie que les procès-verbaux de cette commission ont été envoyés à Paris et ont été favorablement accueillis par le Comité des Sociétés savantes.

M. Roux lit la première partie d'un Mémoire ayant pour titre : *Les Perses et les Grecs ou despotisme et liberté*, d'après Hérodote.

Séance du 28 décembre 1860.

M. le Secrétaire communique à l'Académie la lettre d'un membre correspondant qui demande à recevoir le Bulletin. Diverses propositions ayant été faites à ce sujet, l'Académie désigne une Commission pour rechercher les moyens d'établir entre elle et ses correspondants des relations plus réelles que celles qui ont existé jusqu'ici.

Cette Commission se compose des Membres du bureau et de MM. MALLERIN, AUZIAS et MACÉ.

M. BURDET lit une Notice sur M. Aug. GAUTIER, membre et ancien président de l'Académie.

M. Roux continue la lecture de son Mémoire intitulé : *Les Perses et les Grecs ou despotisme et liberté d'après Hérodote*.

MÉMOIRES.

Lecture faite par M. de Saint-Andéol dans la séance du 27 avril 1880.

NOTICE SUR LES EGLISES DE PENOL ET DU MOTTIER.

Afin de mettre à profit une belle journée de notre nouveau mais tardif printemps, et poussé par le besoin de secouer aussi la torpeur d'un coin du feu trop prolongé, je montais, un de ces jours derniers, associé à un aimable compagnon, dans le convoi du matin, qui nous déposait bientôt à la Côte-St-André, but improvisé de notre promenade.

Combien de douces sensations nous fit goûter cette journée enchâssée entre deux des plus maussades au souvenir d'une courte mémoire, et passée sous un ciel dont le vaste horizon ajoutait à son éclat, et que nuançaient au midi ces teintes lumineuses que voilent ici nos brumes des Alpes, je ne saurais l'exprimer : sensations toujours neuves comme celles de l'enfance devant un monde inconnu.

Les impressions mises de côté, je me bornerai à parler de deux œuvres d'art qui, bien que déjà décrites ⁽¹⁾, m'ont paru pouvoir offrir à la science archéologique un jalon de plus dans ses recherches parmi des temps encore trop ignorés. Car si la classification des différentes périodes du style ogival a dit son dernier mot, l'ère romane secondaire, au XI^e et XII^e siècles, étudiée et fixée en majeure partie, laisse encore à désirer.

Ici j'emprunte à l'autorité de M. Alfred Ramé ces lignes insérées dans le *Bulletin monumental* de cette année : « Au-delà

(¹) Décrites par M. Antonin Macé, dans son *Itinéraire des chemins de fer du Dauphiné*, travail consciencieux qui met en lumière bien des détails intéressants cette province, ignorés jusqu'à ce jour.

» du temps de Philippe-Auguste et de Louis VIII, au-delà sur-
 » tout de celui de Philippe I^{er}, plus encore de celui du roi Ro-
 » bert, que de contradictions et d'incertitudes ! » Et plus loin :
 « L'étude du XI^e siècle est donc à faire en entier, et les bases de
 » cette étude sont encore à poser. Si ces réflexions sont vraies
 » pour le XI^e siècle, combien plus ne le sont-elles pas pour les
 » âges précédents ! »

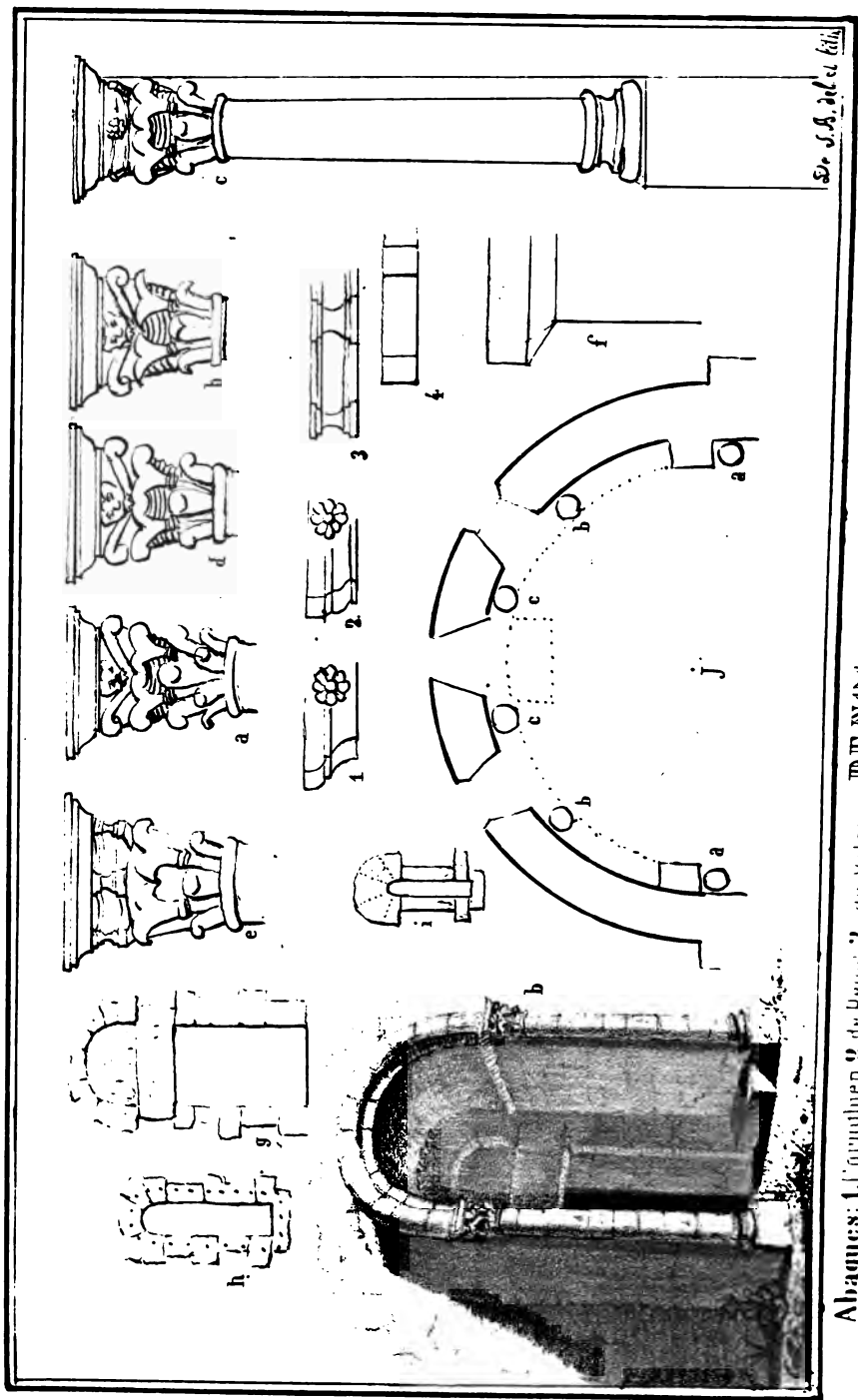
C'est à ce propos que je viens vous présenter une appréciation du siècle et de l'âge des églises du Mottier et de Penol, appréciation qui, hors de cette enceinte, acquerrait une certaine autorité, si elle sortait triomphante des épreuves d'une bienveillante critique.

Historiquement, le prieuré du Mottier-de-Bocsozel existait au XI^e siècle. Son nom dérive de celui de monastère qui, en se décomposant, a laissé son nom au Monastier, au Monestier, au Monstier, au Moustier, au Moutier, et enfin au Mottier.

Penol, localité d'une certaine importance sous la domination romaine, ainsi que l'attestent de nombreux débris, et dont on attribuait la douteuse origine aux Carthaginois (Pœni), aurait pu posséder un temple à Jupiter Pennin. Quoi qu'il en soit, elle était mentionnée au XI^e siècle comme dotée d'un prieuré de Bénédictins, dépendant de l'abbaye de St-Chef.

Le voisinage de ces deux églises, dont l'étude peut être simultanée, favorise les inductions à tirer de la ressemblance qui les unit et des différences qui les distinguent. Toutes deux, primitivement construites à trois nefs, ont été privées : l'une, des arcs et des piliers de sa nef centrale ; l'autre, de sa nef latérale gauche. Ce qui appelle particulièrement l'attention, c'est le chœur en hémicycle de chacune et le porche de la première.

Rappelons d'abord qu'à l'époque carlovingienne, imitation de l'époque romaine, la sculpture architecturale n'abordait pas la nature vivante ; car, sauf dans le tympan du fronton des temples, et quelquefois dans la frise, le style romain empruntait de préférence à la nature morte, pour ses chapiteaux. Ceux qui nous restent du temps de Charlemagne en sont la preuve. « Alors les colonnes, est-il dit dans l'Histoire de l'art monumental, par Batissier, les colonnes sont rondes le plus souvent et couronnées de chapiteaux qui rappellent la corbeille corinthienne. Vers le X^e siècle déjà ils sont décorés de divers feuillages lourdement dessinés d'ornements à la manière antique, mais d'un style barbare. »



Abaque: 1. Forum d'Auguste, 2. de Pégase, 3. de Valence, 4. 12'. a. e. altitud. valence f. Ant. 1.

De fleuris qu'ils étaient auparavant, nous voyons au XI^e siècle les chapiteaux animés, puis historiés jusque dans les premières années du XII^e siècle, où le goût, commençant à s'épurer, assigna le portail à l'iconographie chrétienne, comme un champ plus propice pour y développer ses enseignements, que le bloc cylindrique d'un chapiteau.

Une fois ces principes remis en mémoire, quel motif aurait opéré cette transition de la nature végétale à la nature animale dans les chapiteaux? Jusqu'à ce que ce point ait été mieux étudié, je supposerais que la figurine, placée parfois sous les deux petites volutes des chapiteaux corinthiens du bas-empire, aux lieu et place du fleuron, grossièrement reproduite, enlaidie sous un volume exagéré, par un ciseau maladroit, aura pu servir de point de départ à ces têtes de monstres, de démons, prenant ensuite corps et membres, pour devenir, dans la lutte du mal contre le bien, le livre des ignorants.

Les deux édifices dont j'ai à vous entretenir ont la physionomie commune aux églises des styles romans primordial et secondaire: nef en parallélogramme allongé, sans transept ni clocher, et terminé par un hémicycle plus ou moins décoré, dont la demi-coupoie repose sur des arcatures ou fausses arcades à plein cintre, portées sur des colonnes que soutient un même stylobate.

C'est là du roman sans contredit; mais cette affirmation ne suffit plus aujourd'hui devant les recherches opérées sur les diverses phases de ce style. Les hommes qui s'en occupent sérieusement demandent: « Où se trouvent indiqués les caractères » qui distinguent les édifices du XI^e siècle de ceux du XII^e? » Et ainsi que le dit avec raison M. Ramé, leur digne interprète: « On les connaît par les documents historiques; mais quand il s'agit d'en montrer la marche par des exemples, on hésite, on conteste; l'un nie, l'autre affirme, et l'on peut dire que sous ce rapport la science ne peut constater aucun progrès sérieux, après vingt années de recherches et de contradictions. »

C'est pour répondre en partie à cet appel que nous allons tâcher de fixer au XI^e siècle, par la comparaison avec des édifices, ou portions d'édifices du XII^e siècle, situés dans notre province (car il est essentiel de ne pas éloigner les termes de comparaison), le chœur de l'église de l'ancien monastère de Bocsozel.

L'histoire nous enseigne qu'après les dévastations et les terreurs du X^e siècle, le XI^e siècle ouvrit l'ère d'une nouvelle civilisation, progressive au XII^e et dans les siècles suivants. C'est donc l'enfance d'un art que nous devons trouver ici à comparer aux œuvres de sa jeunesse; jeunesse dont la sagesse précoce et l'intelligente raison posaient les bases des splendeurs monumentales de l'art ogival.

Jetons un coup d'œil sur les huit chapiteaux qui supportent les arcatures du chœur : et préalablement par où commencer ? C'est en vain, il n'y a pas de suite. Je vois des câbles, des aigles, des lis d'eau, des ânes, des sirènes, des figures géométriques, des diables, des chevaux, le Père éternel, des corbeilles, des vieillards cassés, des volutes renversées, des balances, des serpents, que sais-je encore. Je crois du moins y voir tout cela, car l'enfant terrible, et c'est bien de lui (il ne doute de rien), marche sans hésiter, ne façonne jamais deux fois le même joujou, c'est à tort et à travers qu'il frappe du ciseau. Ce qu'il sait, il le reproduit; ce qu'il ignore, il l'exécute. A l'aigle royal, il oppose un panier vide; il découpe un simple trapèze et le jugement dernier pour vis-à-vis. Aucun lien, aucun rapport n'unissent ensemble ces huit chapiteaux. Ils ne sont pas seulement dissemblables, mais ils sont disparates; et si, au lieu de huit chapiteaux il en avait fallu cent, cette folle imagination n'en aurait pas façonné deux pareils.

Il ne faudrait pas sans doute de l'identité rigoureuse de forme dans les chapiteaux employés aux monuments des siècles de Périclès, d'Auguste et de Louis XIV, conclure d'une manière absolue en faveur d'une haute civilisation. Le XII^e siècle et les siècles suivants nous les montrent variés avec art dans l'unité d'ensemble de leurs monuments. Ils sont dissemblables mais non disparates. De leur dissemblance ou variété peut naître une agréable impression; d'un criant disparate, jamais.

Et c'est là, je crois, ce qui distingue la sculpture architecturale du XI^e siècle de celle du XII^e. C'est tout naturellement un progrès de l'art accompli par le temps.

En dehors de cette débauche d'imagination dans la façon des chapiteaux, il y a aussi disproportion entre la masse de ces derniers et le fût de la colonne, allongé au-delà du module antique. Au XII^e siècle, le fût s'allonge, il est vrai, bien davantage; mais le chapiteau rentre dans de justes proportions. Il est

bon de rappeler que, parallèlement à ces étranges procédés, le XI^e siècle préféra parfois, dans les constructions monastiques d'une règle austère, renoncer à la colonne pour n'employer que le pilier couronné par un simple cordon. Les Bernardins suivirent fréquemment cette méthode pendant le XII^e siècle, dont le goût, d'ailleurs épuré par l'expérience, abandonna bientôt le chapiteau animé et cueillit ses modèles dans la nature végétale et en partie dans la Flore indigène.

Je vous ferai grâce de la description détaillée de ces huit chapiteaux. J'ai voulu vous en présenter une esquisse qui permet d'en saisir les côtés saillants, et d'y reconnaître les défauts originels de cette époque peu connue ⁽¹⁾.

Mettons en regard, pour achever cette étude, des chapiteaux du XII^e siècle, pris autour de nous : soit, les deux du portail de l'église de Marnans, ceux du portail du prieuré de Vizille, et les deux de la nef de Chalais, monastère fondé en 1108.

Ils rentrent dans les conditions que nous avons attribuées aux chapiteaux de ce temps-là. A Vizille, c'est un souvenir du chapiteau corinthien ; à Marnans, deux rangs de feuilles d'eau couronnant une colonne prismatique, tandis qu'une feuille grasse, posée comme une soucoupe sur le fût cylindrique de la colonne correspondante, supporte un bouquet lié de quatre belles feuilles de vigne, inclinées sur les angles. Comme à Vizille, l'abaque antique est rappelé et le tailloir se profile sur baguettes et doucine, tandis qu'au Mottier il n'est autre qu'une grosse pierre carrée, chanfreinée dans sa partie inférieure. A Chalais, deux rangs de feuilles d'acanthé enveloppent la corbeille du chapiteau placé à main gauche ; sous celui de droite, une délicate guirlande de fleurs, agrafée aux fines volutes des angles, sépare du tailloir ces deux mêmes rangées de feuilles d'acanthé. Cette dernière pièce peut lutter d'élégance et de goût avec les belles œuvres de l'antiquité.

On peut juger, d'après cette comparaison, qu'abstraction faite d'un ciseau plus ou moins exercé, variable aussi selon les lieux

(1) La représentation, sur les chapiteaux du XI^e siècle, de sujets symboliques grossièrement exécutés, indique une influence venant du Nord, dont les mystiques légendes se dérouleront achevées sur les portails du XIII^e siècle.

et les ressources, le XII^e siècle mesure toujours son travail et ses produits à ses forces et à ses moyens. S'il se sent novice, il ne copiera que des végétaux dont l'agencement acquerra bien souvent d'autant plus de grâce qu'il l'aura plus simplifié. Son œuvre sera simple mais non triviale; grotesque, jamais; convenable, toujours.

Le trajet du Mottier à Penol est de trois heures et demie de marche environ; mais avec un beau soleil de printemps et la halte du déjeuner pris à la Côte, cette course ne semble plus être qu'une promenade.

Les murs de cette église ont-ils un air de vétusté? Pas le moins du monde. Ils sont construits en cailloux roulés, comme on construit aujourd'hui, là où les bons matériaux font défaut; comme on construisait il y a cent ans, il y a huit cents ans et même mille ans, probablement.

Mais voici le porche; il ne ressemble nullement aux porches-clochers qui, depuis le X^e siècle, abritent l'entrée de nos églises; pas davantage aux porches de la renaissance, en charpente et tuiles plates, reposant sur deux piliers ou poteaux. La forme se retrouve telle dans ceux de quelques églises d'Italie, épaissie et lourde devant les plus vieilles églises de nos villages, plus élégante dans le porche d'Avignon, élevé sous Charlemagne et sculpté par les artistes italiens que ce souverain avait appelés. Ce porche encadre la porte de l'église de ses deux murs d'une profondeur de quatre pieds environ (4 mètr. 30 cent.), supportant une voûte en berceau plein cintre.

La base de ces deux murs forme un socle assez saillant, du côté intérieur, pour servir de siège, et, sur le devant, pour y asseoir une colonne, sur laquelle vient retomber l'arc de la voûte, composé d'un bandeau sur un tore.

A l'aspect de cette voûte, que rien ne termine, je soupçonne qu'elle était surmontée d'un tableau en amortissement couronné par un larmier ou corniche à deux pentes en fronton. C'est pour soulager la vieillesse de cet édicule sans doute, qu'on aura soulagé ses épaules de ce fardeau.

Les proportions des deux colonnes qui le décorent sont celles de l'antique. Le fût est composé de plusieurs tambours de hauteur égale. La composition de leurs chapiteaux est corinthienne, mais les détails sont d'un archaïsme primitif.

Autour d'une corbeille aux fleurs striées comme les replis d'un dragon, se détachent en plates silhouettes les pièces propres à cet ordre : les feuilles d'acanthé, les caulicaules, les volutes et jusqu'à la figurine centrale sous le tailloir. Mais sous la main lourde et grossière, exécutant pièce à pièce ce qu'une intelligence familiarisée avec le monde antique lui dictait mot à mot, cette figurine ou mascaron devient un masque dont le Mottier pourra faire plus tard un démon. Malgré ces défauts de détail, l'ensemble est plus que roman, il est romain.

Nous avons vu, au Mottier, quelle fougue développait le XI^e siècle dans l'étrange diversité de ses chapiteaux. Et si l'on songe que cette diversité, mieux raisonnée, s'est invariablement perpétuée depuis le XII^e siècle, pendant toute l'ère ogivale jusqu'à la franche renaissance de la fin du XVI^e siècle, époque qu'on ne peut, dès le premier coup d'œil, assigner jamais à cette œuvre, il faudra bien admettre : ou que, dans ce cas, le XI^e siècle a fait une exception incroyable à quiconque a connu son tempérament dans l'hémicycle du Mottier, ou que cette construction lui est antérieure et se rapproche d'un âge où prédominait encore l'influence romaine. Mais entrons dans l'église et voyons si les six colonnes du chœur infirmeront nos pressentiments.

Les deux premières qui, placées en encoignure entre un pied droit et le mur latéral ajouté, supportaient l'arc triomphal de la voûte primitive, sont exécutées dans de bonnes proportions. Aussi grosses que celles du porche, elles sont plus allongées. Tandis que le fût de ces dernières présente une longueur égale à sept à huit fois leur diamètre, cette longueur est portée, chez les premières, à neuf à dix fois. L'artiste, afin de mettre en harmonie le chapiteau avec la longueur du fût, l'a décoré des deux rangs classiques de feuilles d'acanthé, sa composition restant d'ailleurs identique à celle du porche.

Au-delà de ces deux colonnes, nous voyons l'hémicycle décoré de cinq fausses arcades à plein cintre, portées sur quatre colonnes et deux pieds droits. Ces quatre colonnes, reposant, ainsi que nous l'avons dit en commençant, sur un socle continu, circulaire, tandis que les deux de l'entrée du chœur descendent jusqu'au niveau du sol, sont plus courtes et moins grosses. Les deux premières qui se présentent sont décorées de chapiteaux pareils à ceux du porche. Tout autant qu'à la porte, le masque en est laid dans le sanctuaire. Ce qui exclut toute

pensée diabolique; car, stéréotypé déjà six fois, il ne compte pas pour autre chose que le fleuron corinthien. C'est une pièce qui remplit un vide et rien de plus.

Les deux dernières colonnes, celles du fond de l'hémicycle, sont pareilles à leurs voisines, sauf cette légère différence que le mascaron et les volutes sont remplacés par la véritable rose à huit pétales, du plus pur corinthien; et cette rose est fixée sur un abaque composé d'ionique et de corinthien. Le profil du tailloir de tous ces chapiteaux, produit d'une doucine sous un filet, est franchement romain. C'est entre ces deux colonnes qu'est placé l'autel antique, cube de pierre couvert d'un épais rebord, plus antique peut-être que l'édifice qui le renferme.

Au Mottier, le fût des colonnes est taillé en ligne droite du sommet à la base, qui s'implante dans l'astragale comme un billot. Les deux minces tores qui en couronnent le sommet font partie du bloc du chapiteau.

A Penol, le fût se rattache aux moulures extrêmes par un léger évasement dit *congé*, venant former filet, tel qu'on le remarque dans les ordres romains, et la base est rigoureusement ionique avec un peu de lourdeur dans le dernier tore.

Remarquons que ces chapiteaux sont exécutés en terre cuite, procédé en usage aux époques mérovingienne et carlovingienne, ainsi que cela est attesté par les débris recueillis dans divers musées ⁽¹⁾.

En résumé, nous constatons dans ces huit chapiteaux l'unité de style et la rigueur d'une symétrie qui tient compte des plus petits détails.

Nous sommes donc ici, j'en ai la persuasion, en présence d'une œuvre aussi rare que précieuse appartenant au roman primordial.

Je savais, sur l'église du Mottier, partager d'avance, au sujet de son âge, l'opinion de ceux de vous, Messieurs, qui l'ont visitée. Mais, sur ce dernier objet, je ne me fais pas illusion, et je m'attends à rencontrer le doute et même plus que cela. Nous avons pourtant reconnu que, romans dans leurs dispositions

(1) V. le 24^e vol. du *Bulletin monumental*.

générales, ces deux édifices n'étaient point et ne pouvaient pas être le produit d'une même école. Or, si l'église du Mottier est réellement du XI^e siècle, celle de Penol, par l'antique ordonnance romaine qui la distingue, lui est nécessairement antérieure.

Les personnes peu disposées à admettre l'existence d'édifices carlovingiens penseraient-elles que leur antériorité d'un siècle et demi sur l'ère romane secondaire fût une raison essentielle de leur destruction? Non, certes. L'invasion normande fut, en France, la cause principale de leur perte, d'où la conclusion que nous ne devons plus en posséder chez nous. Cependant la vallée du Rhône en général, et les plaines du Dauphiné, plus heureuses, sinon sans crainte, échappèrent à ces mêmes causes de destruction sous le règne pacifique de leurs rois de Bourgogne.

Si, par les considérations exposées dans cette étude, j'avais réussi, Messieurs, à faire succéder dans vos esprits le doute à l'incrédulité, vous auriez la patience de me suivre dans la minutieuse recherche de détails propres à le changer en certitude; car le fait d'une église carlovingienne debout dans nos environs, serait d'une importante valeur au profit de l'art dans notre province.

Examinons la porte : « La porte est carrée et surmontée d'un » arc en plein cintre, formant tympan. Celui-ci est rempli, ou » par des pierres de petit appareil ou par une croix grossière. » (Garairo, *l'Archéologue chrétien*, style roman primitif.)

« Le cintre des portes repose ordinairement sur de simples » pieds-droits ou pilastres, plus rarement sur des colonnes. » Presque toujours une porte carrée est ouverte au milieu de » l'arcade principale. » (De Caumont, *Rudiments d'archéologie*, architecture romane primitive.)

« La porte est carrée et son linteau est surmonté par un cin- » tre de décharge, bâti en briques ou avec des voussoirs en » pierre. » (Batissier, *Histoire de l'art monumental*, style latin.)

Telle est la porte de l'église de Penol. Ouverte carrément dans le mur et sans la moindre retraite, elle n'offre pas même un rudiment de la console des X^e, XI^e et XII^e siècles pour support à son épais linteau. Le mortier qui remplit le tympan ne permet pas d'y découvrir la croix primitive. Une petite porte, ouverte

sur le côté droit de l'église, et qui communiquait avec les bâtiments du prieuré, reproduit ce même style primitif.

Et pour ne rien négliger qui vienne à l'appui de notre opinion, examinons aussi les fenêtres. Leur forme répond exactement à la description des fenêtres du roman primordial donnée par les auteurs déjà cités. Etroites et longues, leur ouverture, à l'extérieur, tranche dans le mur à angle droit, sans qu'un simple biseau y vienne simuler le moindre évasement. Elles s'y découpent à l'emporte-pièce, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Les trous de scellement, très-rapprochés, qui les entourent sur le plat du mur, accusent un grillage en fer serré et coudé dans son pourtour. Les deux petites absides qui terminaient les nefs latérales, altérées en partie, sont éclairées par une petite fenêtre très-étroite. La partie supérieure de l'une d'elles est taillée dans un seul bloc, indice estimé par plusieurs archéologues appartenir le plus souvent aux constructions antérieures au XI^e siècle.

Mais sur ce bloc, par égard sans doute pour les conditions architectoniques, on a tracé des raies simulant des claveaux.

Je terminerai par un parallèle entre les chapiteaux de Penol et l'un des deux qui décorent le porche de l'église Saint-Jean à Valence. Porche et chapiteaux que le congrès archéologique de 1857 attribua, sous l'imposante autorité de son honorable président, M. de Caumont, à la fin du IX^e siècle ou aux premières années du X^e.

L'analogie est frappante. Dans six des huit chapiteaux de Penol, l'altération du type consiste dans la suppression d'un rang d'acanthé, dont le vide est couvert, autant que possible, par un développement anormal des caulicaules. Dans le chapiteau de Saint-Jean, un rang de feuilles d'acanthé est aussi supprimé, et le développement plus exagéré encore des caulicaules a pris la place des volutes et des fleurons ou figurines. Il est, en somme, l'altération du corinthien carlovingien, de la même manière que ce dernier l'est du corinthien romain. Donc, si le chapiteau de Valence est du commencement du X^e siècle au plus tard, celui de Penol, qui lui est évidemment antérieur, peut être reporté tout au moins à la dernière moitié du IX^e siècle. Et cette conséquence est appuyée par cette remarque que le chapiteau qui fait face à celui de Valence lui est dissemblable; que la dissemblance sera la manie du XI^e siècle, et que l'usage

en sera persistant jusqu'au XVI^e siècle, tandis que l'unité de style et la rigoureuse similitude entre les chapiteaux de Penol attestent encore l'influence romaine qui se fit sentir dans les arts sous le règne de Charlemagne.

De tout cet ensemble de présomptions et de preuves, je suis porté à conclure que l'église de Penol a été construite au IX^e siècle; qu'elle est par conséquent carlovingienne.

Après avoir, mon compagnon et moi, épuisé notre attention sur le dernier de ces deux édifices, nous profitâmes de notre halte à la Côte-Saint-André pour jeter un coup d'œil dans son église que je n'avais aperçue qu'une fois, bien à la hâte, il y a quelques dix ans, afin d'y juger des changements et des progrès opérés depuis lors. Quels progrès ! On a brisé les meneaux flamboyants de ses larges fenêtres, pour y établir plus commodément des vitraux tout d'une pièce qui simulent assez bien un calicot imprimé. Sortons vite et rappelons-nous de préférence l'heure délicieuse qu'au retour du Mottier, un pasteur de campagne, par un accueil tout cordial, nous fit passer en compagnie des Tintoret, des Guido Rêni, des Lanfranchi, des Tenniers, des Van-Huysen, des Breughel, des Ruisdaël, des Watteau, des Vouet, des Boucher, des Girardon. Un jour s'y fût écoulé comme une heure, une heure nous y parut une minute. N'eussions-nous vu ce jour-là rien autre chose que l'admirable Christ sculpté par Girardon, que nous nous serions tenus pour satisfaits de notre course; et je me pardonnerais, Messieurs, de vous avoir entretenu trop longtemps si la pareille pouvait, d'aventure, tenter quelqu'un parmi vous.



Lecture faite par M. Fauché-Prunelle dans la séance du 11 mai 1860.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DANS LE BRIANÇONNAIS.

On lit dans la *Vie de César*, par Plutarque (traduction d'Amiot) :

« En traversant les monts des Alpes, César passa par une
» petite villette de barbares, habitée de peu d'hommes pauvres
» et mal en point, là où ses familiers qui l'accompagnoient se

» prirent à demander ; en riant entre eux, s'il y avoit point de
 » brigues pour les estatz et offices de la chose publique en
 » c'este ville-là, et s'il y avoit point de débatz et d'envie entre
 » les principaux pour les honneurs d'icelle ; et César, parlant
 » à certes, respondit : Je ne sais pas cela ; mais, quant à moi,
 » j'aimerois mieux estre ici le premier que le second à Rome.»

Selon une tradition, généralement répandue et accréditée dans les Hautes-Alpes, tradition très-vraisemblable, que l'on trouve rappelée dans plusieurs ouvrages manuscrits ou imprimés, cette *petite villette de barbares* n'aurait été autre que la petite ville de Briançon, située sur la principale route de l'Italie dans la Gaule transalpine, au pied du versant occidental du mont Genève, qui, selon les Briançonnais, aurait été surnommé *Alpis Julia*, du prénom de César, avant d'être appelé *Alpis Cottia*, du nom de leur roi Cottius, et qui était alors l'un des principaux lieux de station et d'étape militaire pour les armées romaines qui traversaient les Alpes.

Les archives municipales du Briançonnais ne justifient que trop la vérité de la franche et ambitieuse réponse de ce général romain, qui ne voulait point d'égal dans un gouvernement qui, par sa forme républicaine, n'admettait point de maître, car elles sont remplies de très-nombreux documents judiciaires, de pièces, sentences et arrêts attestant, d'une manière officielle et authentique, les brigues, cabales, contestations, séditions même (suivant les expressions de quelques-uns de ces documents), auxquelles ont donné lieu les prérogatives et fonctions municipales, et spécialement celles de premier consul de la ville de Briançon, qui, à cause de leur importance et des honneurs qu'elles procuraient, ont été constamment le point de mire de toutes les ambitions briançonnaises ou césariennes, car il y a toujours eu beaucoup de Césars à Briançon comme partout ailleurs. Je pourrais citer notamment la majeure partie des avocats, des gradués, des marchands et des bourgeois de cette ville, qui, pendant plusieurs siècles, ont lutté continuellement les uns contre les autres, pour obtenir les fonctions municipales et consulaires, et plus particulièrement celles de premier consul. Les Césars de Briançon, avocats ou gradués, ont trouvé des Césars rivaux dans les marchands et bourgeois de la ville, de même que ceux-ci en ont trouvé à leur tour dans les paysans et villageois de la banlieue rurale. C'est même dans

un procès contre ces derniers que les bourgeois (répondant aux prétentions des villageois de la banlieue, qui invoquaient leurs chartes et leurs anciens titres, pour se prétendre bourgeois unis et égaux aux bourgeois de la ville, et être admis à concourir avec eux aux élections et prérogatives municipales), faisaient dire, par l'organe de M^e Clément, leur avocat, qu'il était inouï que des manants et villageois osassent élever une question de préséance ou d'égalité vis-à-vis des bourgeois d'une ville; et, faisant même intervenir dans ce débat le grand nom de César, ils ajoutaient que si les ex-consuls de la tierce ou banlieue rurale obtenaient la préséance sur les habitants de la ville, *ce serait une dérision pour ses habitants, qui ont une réputation de sagesse et de bon gouvernement depuis César.*

La révolution de 1789 est bien parvenue à faire passer son puissant et impitoyable niveau sur toutes les prétentions de ces classes rivales, mais elle n'a pu détruire les ambitions personnelles qui les avaient fait naître, ambitions qui survivront à toutes les lois, à toutes les révolutions, parce qu'elles sont inséparables de la nature humaine; et, non-seulement la ville de Briançon, mais encore toutes les autres villes du monde, jusqu'aux *villetes des Alpes les plus pauvres et les plus mal en point*, pour me servir des expressions d'Amyot, ont eu et auront toujours leurs petits Césars.

J'ai fait connaître, dans mon ouvrage sur les anciennes institutions briançonnaises, quelques-unes des nombreuses et principales luttes que les Briançonnais ont soutenues pendant des siècles, soit entre eux, pour faire admettre leurs prétentions respectives aux fonctions municipales, soit contre les officiers royaux ou delphinaux, pour la défense de leur régime municipal.

Ce régime méritait, en effet, d'être défendu de tous leurs efforts, car il était très-indépendant, avait des attributions ainsi que des droits très-étendus, et reposait sur la base la plus large qu'il soit possible d'admettre, sur la volonté générale des habitants exprimée par leur suffrage universel. Il leur avait été concédé ou plutôt reconnu et confirmé par une charte du 29 mai 1343, qui leur attribuait le droit de se réunir librement et quand bon leur semblerait, même de s'imposer pour l'administration de leurs affaires communes, et d'élire à cet effet de un à six officiers municipaux, syndics, procureurs, mansiers, ou

autres, ainsi qu'ils voudraient les nommer. Ces officiers, qui, antérieurement à cette charte, étaient appelés duumvirs comme dans le municipe romain, ainsi que le prouve l'inscription relative au duumvir et questeur Parridius, inscription qui existait anciennement au-dessus de la porte du château de Briançon, ces officiers avaient ensuite reçu divers noms, et finalement celui de consuls qu'ils ont conservé jusqu'en 1790, postérieurement à la loi municipale, du 14 décembre 1789, contre laquelle ils ont réclaté, comme violant leurs privilèges, et qu'ils n'ont commencé à exécuter qu'en 1794 et sous protestation.

Chaque communauté briançonnaise nommait ordinairement un nombre de consuls proportionné à son importance; et, quoique chacune d'elles pût en élire jusqu'à six, je n'ai pas trouvé de communauté qui en ait élu plus de trois. La communauté de Briançon, la plus importante de toutes, n'en élisait elle-même que trois, outre un mansier spécialement destiné à l'administration des chemins et de l'arrosage, et encore ces fonctions de mansier étaient-elles presque toujours remplies par l'un des trois consuls.

Les Briançonnais, qui étaient si fiers de leurs droits municipaux auxquels ils tenaient tant, attachaient une extrême importance à leurs élections consulaires, et ils y procédaient avec certaines formes, et surtout avec beaucoup de pompe et de solennité; mais ces formes, ces solennités n'étant point écrites dans leur charte, et ne résultant, la plupart du temps, que d'usages locaux, n'étaient pas les mêmes partout; elles variaient selon les temps, les lieux, les circonstances; elles n'étaient pas les mêmes dans toutes les communautés rurales, et elles n'étaient pas les mêmes dans les communautés rurales que dans la communauté urbaine de Briançon.

Les assemblées électorales municipales étaient annoncées et convoquées avec toutes les formes de publicité et de convocation usitées selon les époques et les usages locaux, *more solito, ut moris est*, disent les plus anciens procès-verbaux qui remontent jusqu'au XIV^e siècle. Ainsi, c'était tantôt au moyen de publications faites par le curé, au prône de la messe paroissiale, ou par le crieur public, à la porte de l'église, à l'issue de cette messe, que l'assemblée était annoncée, et la convocation de la réunion était faite à son de trompe ou de tambour; l'assemblée

pour l'élection des consuls de Briançon, fut convoquée, dit le procès-verbal d'élection du 6 janvier 1788, *aux formes ordinaires, ensuite des affiches et son de cloche* : à Bardonesche, c'était au son de la cloche ou des trompettes du château de Bramafam, ou autrement : *Dedit et concessit* (Dalphinus) *licentiam et libertatem se convocandi et congregandi ad sonum campanæ, vel tubarum castri de Bramafam, vel aliter* (Chap. 43 de la charte du 4 juin 1336). On pouvait aussi, à Briançon, convoquer au son des trompettes du château, mais on devait surtout le faire au son de la cloche du sing du Serre, qui était une cloche municipale, placée dans un clocheton construit sur le rocher près de ce château ⁽¹⁾; tantôt, enfin, la convocation était faite par des avertissements donnés à domicile, de porte en porte, verbalement ou par écrit, soit par les valets, sergents ou crieurs de la communauté, soit par ceux de la châtellenie ou du bailliage.

La plus ancienne élection dont j'aie pu retrouver le procès-verbal est du 9 février 1371, et elle est faite par acte devant notaire. Ce procès-verbal explique que l'université des hommes du bourg de Briançon, congrégée et convoquée en un, *in unum*, a été réunie dans la maison du tribunal, *infra domum fori*, par la voix du crieur public, comme il est d'usage, en présence et par ordre de Briançonnet Galian, vice-châtelain, comme l'a rapporté Pierre Reynier, annonciateur et crieur public de la curie ou de la cour de Briançon. La présence de la majorité, ou plutôt des deux tiers des membres de la communauté était nécessaire, comme dans le droit romain, car le notaire a la précaution de constater la déclaration ou l'affirmation des assistants, quant à ce : *Pro majori parte et ultra quam sunt due partes, ut asseruerunt*; ou bien, comme dans d'autres procès-verbaux : *Pro majori parte et ultra quam sunt due partes in modum universitatis coadunati*. N'est-ce pas là la reproduction presque identique de ce texte des lois romaines, ainsi conçues : *Cum duæ partes ordinis totius curiæ instar exhibeant* (L. 45, Cod. Justin., et 142, Cod. Theod., *De decurionibus*) ? Le no-

(1) Cette cloche servait principalement à la convocation des habitants que l'administration municipale désignait, à tour de rôle, pour aller réparer les chemins communaux et les canaux d'arrosage.

taire désigne ensuite par leurs noms et prénoms tous les votants, qui sont au nombre de 95, non compris les syndics et le notaire secrétaire.

Cet acte d'élection, comme tous ceux de ces temps anciens, est très-long et énumère avec des détails très-prolixes, tous les pouvoirs donnés aux syndics. Je me bornerai à en extraire ce qui est relatif au mode et à la forme de l'assemblée, qui est annoncée et proclamée par le notaire en quelque sorte en forme de manifeste : *Anno nativitatis millesimo tricentesimo septuagesimo primo, indictione nona, die nona mensis febroarii, apud Briançonum infra domum fori . . . ; notum sit omnibus quod congregata et in unum convocata universitate hominum burghi Briançonii, voce preconis, ut moris est, pro majori parte et ultra quam sunt due partes, ut asseruerunt, in presentia discreti viri Briançoneti Galiani vice castellani Briançonii et de ipsius vice castellani mandato, ut retulit Petrus Reynerii nuncius et preco publicus curie Briançonii, nomina quorum sunt hec : (suivent les noms).*

Les consuls y sont désignés par les qualifications de syndics, procureurs, acteurs ou agents, administrateurs et défenseurs de la communauté : *fecerunt, constituerunt et solemniter ordinaverunt . . . universitatis syndicos, procuratores, actores, aministratores et deffensores*. Ces qualifications sont les mêmes que celles que les lois romaines donnaient aux administrateurs des cités; et la dernière n'est-elle pas une réminiscence, une reproduction des défenseurs des cités, *defensores civitatum*, du municipe romain ?

Les procès-verbaux d'élection ont été faits en cette forme pendant près de deux siècles après la grande charte briançonnaise de 1343, et il est probable qu'on a continué de suivre alors la forme usitée avant cette charte, car les communautés briançonnaises (si jamais elles ont cessé d'exister et de fonctionner depuis le municipe romain); avaient recouvré leur existence bien antérieurement à cette charte, puisqu'elles sont mentionnées sous les désignations de *communitates, universitates*, dans les grandes reconnaissances générales du XIII^e siècle ⁽¹⁾.

(1) Archives de la chambre des comptes de Grenoble, registre *Probus*.

Il existe encore, dans les archives de la communauté de Briançon, un certain nombre de procès-verbaux d'élection, du XIV^e et du XV^e siècle; on y remarque constamment les mêmes formes, la même manière de stipuler. Au XVI^e siècle, la rédaction française est substituée à la rédaction latine, et elle est faite par des secrétaires nommés par la communauté; mais jusqu'alors ces actes, malgré leur longueur, n'expliquent pas comment se faisaient les élections; il en est un seul, dont j'ai omis de retenir la date, et qui mentionne que c'était par acclamation, *more Gallorum*; je pense que cela signifiait, à la manière des Gaulois, ou plutôt à la manière des Gallo-Romains, c'est-à-dire, selon le mode du municipe romain, en usage chez les Gallo-Romains.

Ce vote par acclamation, *more Gallorum*, existait encore à la fin du XVI^e siècle; mais il était contrôlé par le secrétaire, qui recueillait ensuite les votes individuellement. A cette époque, la communauté de Briançon choisissait son premier consul parmi les personnes âgées, ce qui le faisait nommer *consul vieux*; le second, parmi les jeunes gens, que l'on nommait *consul jeune*, et le troisième parmi les habitants de la banlieue rurale, que l'on nommait *consul de la tierce*.

Le vibailli ou le châtelain, qui présidait l'assemblée le jour de l'élection, commençait par faire au peuple une allocution relative à la circonstance, en lui faisant considérer l'importance de l'élection qui allait avoir lieu, et en l'invitant à y procéder mûrement et paisiblement.

Après cette allocution, le secrétaire, s'adressant aux membres de l'assemblée en général, leur demandait : *qui voulez-vous pour consul?* et ils répondaient par acclamation en nommant leur candidat. Le secrétaire faisait ensuite la ronde en demandant à chacun individuellement : *qui voulez-vous nommer?* Au reste, laissons ce secrétaire raconter l'élection de 1588 :

« Et procédant à lad. nomination, j'ey prié la companye pro-
 » céder à la nomination du consul vieux à la manière accostu-
 » mée, leur disant : qui volès-vous pour consul vieux ? Et
 » l'hores, tous d'une voix, nul discrepant, ont haultement
 » nommé le sieur Guilhelme Grand pour consul vieux ; et
 » faisant la ronde à l'accostumée, partout demandant : qui
 » volès-vous nommer ? Lesd. manantz et habitantz, tous, nul
 » dissentant, ont respondu et nommé : nous volons le sieur

» Guilhelme Grand pour consul vieux ; et réitérantz par plusieurs foys leurs voix, eslections et nomination, j'ey publié à lad. assemblée que je ne treuvoys aucuns dissidentz, ains que tous unanimement demandent led. sieur Guilhelme Grand pour consul vieux.

» Sécutivement j'ey prié et requis lad. compaignye procéder à l'eslection du consul jeune, et l'hors tous ont crié, nommé et esleu le sieur Claude Rame pour second consul de lad. ville et communeaulté, et suyvant à la ronde, demandant : qui volès-vous pour second consul ? Tous d'une voix, nul discrepant ne dissident, nommé et respondu : nous volons le sieur Claude Rame filz d'Anthoine pour second consul, géminantz et réitérantz par plusieurs foys lad. eslection et nomination dud. Rame ; et, sur ce, j'ey publié et notifié au peuple que led. sieur Rame estoit nommé et créé pour second consul de lad. ville.

» Et après, j'ey requis lad. assemblée procéder à la eslection et création du troysiesme consul pour la tierce ; et l'hors, tous d'une voix, nul discrepant ne dissident, ont respondu, nommé et créé le sieur Chaffré Silvestre filz de Jacques pour troysiesme consul ; et, suyvant à la ronde, demandant : qui volès-vous pour troysiesme consul ? ont, tous d'une voix, nul discrepant, respondu : nous volons le sieur Chaffré Silvestre pour consul de la tierce ; sur quoy j'ey publié que le sieur Chaffré Silvestre estoit nommé par tous pour troysiesme consul.

» Et réitérant lesd. créations et nominations, j'ey publié que nous avons pour consuls de lad. année 1588, les sieurs Guilhelme Grand pour consul vieux, le sieur Claude Rame, filz du sieur Anthoine, pour consul nouveau, et sieur Chaffré Silvestre, pour consul iij^e de la tierce.

» Et, sur ce, demandé s'il y avoyt aucuns opposantz ne contredisantz, sur quoy ont tous respondu : ilz sont bons et gentz de bien, esleuz et créés au contentement de tous. »

A partir du XVI^e siècle, il y a eu successivement plusieurs modifications dans la forme et le cérémonial des élections ; mais ces modifications, presque insignifiantes, étaient plutôt des modifications dans le mode du cérémonial que dans celui de l'élection. Ainsi, lorsque l'assemblée électorale était réunie, les anciens consuls, soit seuls, soit accompagnés de quelques mem-

bres du conseil, allaient chercher le vibailli et même le procureur du roi, qui commença, dès lors, à assister aux élections, pour les surveiller et requérir qu'elles fussent faites conformément à la loi ; cependant, la présence de ce dernier n'était pas considérée comme essentielle ou indispensable, et s'il était absent ou empêché, on procédait à l'élection sans lui.

A cette époque, la séance commençait par la lecture à haute voix des lois et règlements sur les élections consulaires, auxquelles on procédait ensuite *en cueillant les voix à la manière accoutumée*, disent les procès-verbaux. Quand les élus étaient présents, le vibailli ou le châtelain les installait immédiatement en leur mettant sur l'épaule le chaperon consulaire et en leur faisant prêter le serment de bien remplir leurs fonctions et de rendre un compte exact et fidèle de leur gestion, serment dont la formule a varié à diverses époques. Enfin, l'un des nouveaux élus, et le plus ordinairement le premier consul, faisait un discours à l'assemblée.

Les consuls de Briançon avaient un costume distinctif, consistant en un manteau avec chaperon sur l'épaule gauche ; ils revêtaient ce costume lors de leur installation et pour toutes les cérémonies publiques et fêtes municipales auxquelles ils assistaient officiellement.

La nomination et l'installation des consuls était considérée, dans toutes les communautés du Briançonnais et même dans la plupart des communautés du Dauphiné, comme une fête publique, et se faisait avec une certaine pompe. Le cérémonial de cette installation, qui variait beaucoup selon les usages particuliers locaux, a ensuite été réglé et rendu uniforme dans toute cette province, par un arrêt du parlement de Grenoble du 3 juillet 1769, qui a ordonné qu'elle aurait lieu en présence du vibailli et du procureur du roi qu'un sergent de ville, en uniforme avec hallebarde, allait chercher à son hôtel.

Mais, dans un pays religieux comme le Briançonnais, où l'on attachait une très-grande importance à l'élection et à l'installation des consuls, on ne se bornait pas à ce simple cérémonial ; la religion venait ajouter la pompe de ses cérémonies à celle des cérémonies civiles. A Briançon, ces élections et installations, annoncées à son de cloches, étaient suivies d'un *Te Deum* en action de grâces, chanté solennellement dans l'église paroissiale, où se rendaient, immédiatement après l'élection, tous les mem-

bres du corps municipal (les nouveaux consuls en tête avec manteau et chaperon) précédé des deux sergents de ville en costume avec leur hallebarde. A l'entrée de l'église, le clergé venait recevoir le cortège et rendre aux consuls certains honneurs dont le cérémonial était déterminé par un règlement particulier du 27 septembre 1726, mentionné dans les archives de Briançon, mais que je n'ai pu retrouver.

Cependant, si, lors des élections, il survenait quelque évènement ou incident considéré comme néfaste ou contraire aux usages municipaux, on le regardait comme un mauvais présage; il en résultait une espèce de deuil municipal; les solennités ordinaires n'avaient pas lieu et étaient même suspendues quelquefois pendant plusieurs années. Ainsi, en 1656, Claude Ferrus fut nommé consul; mais son père, sous la puissance duquel il se trouvait, refusa de cautionner sa gestion, en exécution d'un règlement municipal de 1624, qui paraît n'avoir fait que reproduire et constater ce qui se pratiquait antérieurement en ce cas, conformément à la loi 2, P. *Ad municip.* Ce refus, considéré comme injurieux et néfaste pour l'honneur municipal, nécessita une nouvelle élection, et il n'y eut ni *Te Deum* ni solennité municipale cette année-là; il n'y en eut pas même pendant plusieurs années après; mais cette cérémonie fut ensuite rétablie, comme cela résulte de divers procès-verbaux ultérieurs d'élections municipales, notamment ceux des 28 janvier 1674 et 27 décembre 1680.

Aux processions et cérémonies publiques, les consuls avaient la préséance sur tous les autres fonctionnaires (même sur le commandant d'armes et les officiers royaux du bailliage); et marchaient immédiatement après le Saint-Sacrement, accompagnés des autres officiers municipaux et de six bourgeois. Il en était, au reste, de même dans les principales villes du Dauphiné, notamment à Grenoble, Vienne, Valence et Romans. Ce droit de préséance sur des fonctionnaires qui leur étaient supérieurs en autorité et en attributions, a plusieurs fois donné lieu, dans ces villes, à des contestations qui ont été portées jusque devant les rois de France ou leur conseil d'Etat, et toujours la préséance consulaire a été consacrée par leurs décisions. Ce droit, également contesté aux consuls de Briançon, leur a été maintenu par une ordonnance de Louis XIV, du 14 septembre 1714, conservée dans les archives de cette ville.

Soit immédiatement après son installation, soit à la première séance municipale qu'il présidait après son élection, le premier consul de Briançon adressait au corps municipal une allocution ou un discours, tant en son nom qu'en celui de ses collègues, et j'ai pu m'en procurer deux, et même trois, prononcés par un membre d'une famille noble et honorée plusieurs fois des premières dignités consulaires en la personne de plusieurs de ses membres pendant le siècle dernier, par Roux la Croix, seigneur de la Bâtie des Vignaux ⁽¹⁾ qui a été nommé premier consul en 1713 et 1725; les minutes autographes de ces discours m'ont été données par un autre Roux la Croix, l'un de ses arrière-petits-fils, décédé à Briançon depuis quelques années.

Voici le texte du discours de 1713; on y remarque, parmi les exhortations adressées au corps municipal pour l'accomplissement de ses devoirs, l'affectation de montrer une certaine érudition historique pour relever l'éclat des fonctions consulaires, de faire, selon les usages de ce temps, des citations tirées des livres sacrés, et même de comparer les règlements municipaux de Briançon aux conseils que Moïse a reçus de Dieu pour l'administration de son peuple :

« Nous ressentons, Messieurs, avec toute la reconnaissance dont nous sommes capables, l'honneur qu'il vous a plu nous faire en nous mettant à votre tête, et nous sommes bien persuadés que l'affection y a autant de part que la bonne opinion que vous avez eue de nous; ainsi, nous nous proposons d'y répondre par tous nos soins et un attachement inviolable pour vos intérêts, tant en général qu'en particulier, sans que nulle considération nous en puisse détourner.

» Il est vrai que la dignité consulaire dont nous sommes revêtus, considérée par le bon côté, a des privilèges et des avantages qui lui sont particuliers et qui la relèvent sans doute par-dessus les autres de même qualité qui sont dans le royaume; il

(1) Dans une requête imprimée tome II, page 142, de mon ouvrage sur les anciennes institutions du Briançonnais, et adressée à l'intendant du Dauphiné le 23 juin 1758, Georges Roux-Lacroix (probablement le fils de l'auteur des discours qui suivent) est ainsi qualifié : *Maitre Georges Roux-Lacroix, seigneur de la Bâtie des Vignaux, conseiller du roi, président et juge des fermes au département des montagnes du Haut-Dauphiné, leur premier consul et député* (des communautés composant le bailliage de Briançon).

n'est pas nécessaire d'en rapporter ici les différences : il suffit de dire qu'elle approche de plus près de la nature et de la qualité de ces anciens titres de consuls qui étaient respectables à tout l'univers; il n'en faut pas davantage que de savoir que Clovis, le premier roi chrétien de ce royaume, après avoir vaincu Alaric roi des Goths, se tint fort honoré, quoique roi, de recevoir de l'empereur Anastase les titres et la qualité de consul; qu'il fut revêtu des marques et des ornements de cette dignité dans l'église de Saint-Martin-de-Tours, et que dès lors il fut appelé consul et auguste.

» Mais si, d'un autre côté, nous envisageons cette dignité, nous y trouvons plusieurs contrepoids et d'une grande amertume; nos engagements y sont grands et pénibles, nos obligations dures et multipliées, le pas y est presque partout glissant et dangereux; nous nous exposons souvent à perdre votre bien pour le vouloir conserver, et il est des temps qu'il le faut prodiguer pour n'en pas perdre davantage, ou pour recouvrer celui qui était égaré ou en acquérir à la place; et ce serait pour nous peu, s'il n'y avait que le nôtre de sacrifié. Enfin, nos vues sont trop courtes, nos génies trop bornés, pour ne pas faire de fautes en nombre; mais, étant aidés de vos conseils, nous espérons de franchir tous les obstacles et de nous acquitter de notre devoir.

» Permettez-moi, Messieurs, en même temps, de vous dire que si nos obligations sont grandes, les vôtres le sont aussi, quoique différemment; si nous sommes les administrateurs et les économes de votre bien, c'est d'après vos décisions et suivant que vous l'avez réglé et disposé; nous ne faisons qu'exécuter ce que vous avez une fois déterminé; en un mot, tout autant de personnes qui composez le conseil général, vous êtes tout autant de juges; toutes vos délibérations sont autant de jugements, de sentences et d'arrêts, puisque c'est sans recours.

» Ainsi, Messieurs, faisant attention à votre caractère, il est d'autant plus respectable que votre manière de gouverner, de juger et de décider, est à mon sens plus ancienne qu'aucune autre par le rapport qu'il y a avec ce qui est porté dans l'Exode, chap. 24 ⁽¹⁾, où Dieu, parlant à Moïse, s'exprime ainsi : *provi-*

(1) Ce chiffre est erroné; l'orateur aurait dû indiquer : chapitre 18, §§ 21 et 22.

autem de omni plebe viros potentes et timentes Deum, in quibus sit veritas et qui oderint avaritiam, et constitue ex eis tribunos, centuriones et quinquagenarios et decanos qui judicent populum omni tempore, quidquid autem majus fuerit referant ad te, et ipsi minora tantummodo judicent : choisissez, dit-il, parmi le peuple, des hommes d'un esprit fort, craignant Dieu, ennemis de l'avarice, dans lesquels soit l'amour de la vérité et de la justice; parmi ce nombre, vous en députerez quelques-uns pour remplir divers emplois, lesquels jugeront tout ce qu'il y aura de moins important parmi le peuple et ce qu'il y aura de plus grave vous sera rapporté.

» N'est-ce pas ce qui se passe parmi vous? Vous êtes ces hommes choisis du peuple en qui sont ces qualités que je viens de rapporter; vous nommez vos consuls, vos juges de police, vos auditeurs de comptes et votre conseil particulier : *Constitue ex eis tribunos, centuriones, quinquagenarios et decanos*, tous lesquels décident et jugent chacun de ce qui lui est assigné, *ipsi tantummodo minora judicent*; mais pour les affaires de la plus grande conséquence, elles vous doivent être rapportées, *et siquid majus fuerit referant ad te*; ne nous semble-t-il pas que c'est sur ce beau et divin modèle que nos règlements ont été formés?

» Ces avantages sont grands, Messieurs; mais ils sont suivis des obligations que je réduis principalement à deux : à l'intégrité et à l'application à vos fonctions. J'entends par la première qu'aucune considération étrangère, que la proximité de la chair et du sang, n'aient aucune part à vos décisions; que la crainte de déplaire à un ami ou à un puissant injuste ne vous porte à juger en sa faveur contre la justice : *Qui timet hominem, cito corrueat*. Proverb....; que la haine, la vengeance, la jalousie, le caprice et l'intérêt particulier soient étouffés en ce lieu; et, finalement, que le secret y soit observé pour que rien ne se rapporte hors de l'assemblée de ce qui s'y passe et qui doit rester caché.

» Je fais consister par la deuxième, qui est l'application à ses fonctions, à assister avec soin et avec exactitude aux assemblées tant générales que particulières qui seront convoquées, et on peut dire qu'il n'est pas de marque plus certaine et plus évidente de mauvais et d'inique juge, que de refuser ou différer, sans légitime cause, l'audience et la justice demandées, vérité peut-être à laquelle vous n'avez pas jusqu'à présent fait réflexion ;

vous auriez peine à le croire si les oracles sacrés ne nous l'apprenaient formellement, ainsi qu'il est dit dans saint Luc, chapitre 48 : *Judex quidem erat in quadam civitate qui Deum non timebat et hominem non reverebatur* : il y avait un juge, dans une certaine ville, qui n'avait crainte ni de Dieu ni des hommes ; quel crime pensez-vous qu'on lui ait imputé ? Le voici : On lui demandait justice et il refusait pendant longtemps de la rendre, *et nolebat per multum tempus*. Il n'est pas dit qu'il rendit des sentences injustes, mais seulement qu'il ne voulait pas prononcer.

» Je suis persuadé, Messieurs, que nul de ces défauts ne tombera sur vous et que vous aurez une attention singulière à vous rendre surtout assidus aux assemblées générales et particulières ; c'est la principale chose qu'on vous demande ; on est sûr du reste à votre égard.

» Pour conclusion, Messieurs, animons-nous mutuellement à nous acquitter de notre devoir ; on peut dire à la gloire de tout notre pays que la promptitude et l'exa^ctitude avec lesquelles nous avons exécuté tant d'ordres et de diverse nature et depuis si longtemps, qui nous ont été donnés pour le service du roi jusques à présent, sont plutôt partis de notre cœur que de l'autorité de ceux de qui nous recevions les ordres, quoique nous ayons toujours eu pour eux un respect et une soumission aveugles ; il n'est pas surprenant que ce qui aurait été impossible à d'autres nous ait été possible : *volenti et amanti nihil impossibile* ; aussi personne ne nous peut ravir cette réputation générale et dont nos ennemis sont contraints de convenir, que le roi, notre auguste monarque, n'a pas, dans son royaume, de peuple qui soit plus fidèle et plus zélé pour son service que le nôtre.

» Enfin, on est content de nous, on a lieu de l'être pour le passé ; il n'y a plus guère à souffrir ; reprenons courage : la nuit de nos douleurs et de nos souffrances est vraisemblablement sur sa fin ; le jour de notre repos s'approche. Soutenons donc cette grande réputation qui nous est si chère et que nous avons acquise à si juste titre. Nous sommes réduits à l'extrémité, il est vrai, mais nous ne sommes pas vaincus ; nous sommes accablés, mais nous ne sommes pas abattus et sans espoir ; nos membres sont déchirés et tout décharnés, il est vrai, mais ils sont unis ; que cette union qui fait toute notre force, que cette union qui a fait

l'admiration des plus grands hommes qui l'ont connue et la jalousie de nos voisins, rappelle nos esprits ; on sera à la fin contraint de toutes parts de nous rendre justice ; nous avons tout lieu de l'espérer de la bonté et de l'équité de nos supérieurs ; nous avons, Messieurs, par-dessus tout, un avantage considérable ; c'est d'avoir l'honneur de servir sous des généraux qui ne font pas moins leur gloire d'exposer leur vie pour repousser et vaincre les ennemis de l'Etat, qu'à protéger les peuples dont la fidélité leur est connue ; ils sont témoins de tous nos maux, ils les connaissent à fond, ils en sont attendris ; rien n'échappe à leur pénétration ; ils ont vu que notre persévérance est à toute épreuve ; que ne devons-nous pas espérer d'eux, puisqu'ils ont tout crédit et tout pouvoir, et qu'il n'y eut jamais de bonté et de tendresse plus forte que la leur ! Nous seconderons toujours, Messieurs, de tout notre pouvoir, vos bonnes intentions, et nous vous donnerons partout des preuves de l'extrême considération avec laquelle nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très-humbles et très-obéissants serviteurs. »

Ajoutons à ce discours celui qu'il adressa au même corps municipal à la fin de l'année, lors de l'expiration de ses fonctions consulaires :

« Nous devons, Messieurs, avant de déposer le chaperon dont vous nous avez honoré, vous donner des témoignages authentiques de notre reconnaissance ; nous en sommes pénétrés par plusieurs motifs, et celui auquel nous sommes le plus sensibles, c'est la confiance que vous avez toujours eue en nous ; nous avons été convaincus que vous n'avez jamais douté un seul moment que vos intérêts nous ont été si fort à cœur, qu'oubliant tout le reste, nous ne nous sommes attachés qu'à vous conserver dans vos droits et à vous garantir de tous les maux que vous auriez pu souffrir ; nous ne saurions assez vous remercier des bons sentiments que vous avez fait paraître avoir toujours eus pour nous.

» Vous savez, en effet, Messieurs, que nulle considération et nulle crainte de déplaire ne nous a pas arrêtés d'un pas quand il a s'agi de votre bien ; nous avons agi ouvertement et avec toute la force dont nous étions capables, pour détourner tout ce qui pouvait vous être préjudiciable ; en un mot, nous avons recherché l'amitié de ceux que nous savions pouvoir vous faire du bien ; nous nous sommes étudiés de tout notre

pouvoir, et nous n'avons rien oublié pour nous les rendre favorables, n'ayant en cela que vos intérêts en vue ; et nous n'avons pas hésité de nous opposer hardiment à ceux que nous avons reconnus être mal intentionnés pour vous ; nous n'avons jamais balancé de vous défendre hautement lorsqu'on vous a attaqués en général ou en particulier, sans que jamais la lèpre de la fausse politique ait pu nous infecter.

» Voilà, Messieurs, le détail de notre bonne volonté à votre égard ; mais nous ne sommes pas assez téméraires pour croire que nous ayons eu toujours tout le succès que vous deviez espérer ; que nous n'ayons commis quelques fautes et qu'il ne nous soit échappé beaucoup de choses pendant le cours de notre administration ; nous espérons que vous nous le pardonnerez tout en vue de nos bonnes intentions ; nous les avons eues toujours droites et par devoir et par reconnaissance ; en un mot, nous ne souhaitons rien avec tant d'ardeur que d'être anathèmes pour nos frères, pour suivre le langage de l'apôtre.

» Il ne nous reste qu'à vous prier de jeter les yeux sur des successeurs à notre administration, qui soient en état de réparer tout ce que nous pourrions avoir omis ; qui agissent avec force et avec zèle pour vos intérêts, et qui travaillent à faire réussir tous les projets qui ont été formés pour votre commun soulagement ; vous avez des sujets heureusement en nombre, qui ont toutes les qualités qu'il faut pour remplir dignement cette place ; vous ne sauriez faillir au choix que vous ferez, puisque vous les connaissez comme nous.

» Enfin, Messieurs, soyez persuadés que nous serons, jusques au dernier moment de notre vie, avec un attachement à toute épreuve, Messieurs, vos très-humbles et très-obéissants serviteurs. »

Enfin, voici un autre discours qu'il prononça, lors de sa réélection aux fonctions consulaires, en 1725 :

« C'est bien juste, Messieurs, que nous vous témoignions notre reconnaissance de l'honneur que vous nous avez fait en nous mettant à votre tête, et moi particulièrement qui reçois cet honneur pour une deuxième fois, d'autant mieux que nous sommes persuadés que l'affection y a autant de part que la bonne opinion que vous avez de nous ; nous pensons que vous ne doutez pas que nous y répondrons par tous nos soins et par un attachement inviolable et à toute épreuve à vos intérêts.

» Nous n'ignorons pas, et vous le savez mieux que nous, que la dignité consulaire, dont nous sommes revêtus, a, dans son ancienneté, des avantages et des prérogatives considérables qui la distinguent par-dessus celle de nos voisins; votre manière et votre forme de gouvernement, qui est autant estimable qu'elle est ancienne, en est une preuve suffisante; tous les droits seigneuriaux que vos aïeux ont incommutablement acquis lui doivent encore donner un relief particulier.

» Mais si, d'un autre côté, nous envisageons cette dignité, nous y trouvons plusieurs contre-poids et d'une grande amertume; nos engagements sont grands et pénibles, nos obligations dures et multipliées; le pas y est presque partout glissant et dangereux; nous nous exposons souvent à perdre votre bien pour le vouloir conserver, et il est des temps qu'il le faut prodiguer pour n'en pas perdre davantage. Enfin, nos vues sont trop courtes, nos génies trop bornés pour ne pas faire des fautes en nombre; mais étant aidés de vos conseils, nous espérons de prendre le bon parti et de nous acquitter, heureusement pour vous et glorieusement pour nous, de notre devoir.

» Ce qui nous fait encore plus gémir sous notre dignité et sous les ornements dont nous sommes revêtus, c'est de voir que de partout elle a été et continue d'être attaquée; elle a reçu des atteintes si considérables de tous les côtés, qu'il ne lui reste plus que l'ombre de son ancien lustre; et vous ne doutez pas qu'en nous ternissant on nous affaiblit et on nous met hors d'état de pouvoir vous soutenir dans vos personnes et dans vos biens comme nous le souhaiterions; il n'est pas jusqu'à notre propre pasteur qui ne se mette de la partie; vous en avez vu un petit échantillon dans le temps même que vous paraissiez témoigner de la joie de l'élection que vous veniez de faire de nos personnes pour cette dignité.

» Nous sommes donc obligés de vous représenter combien il est important, en ne consultant même que votre propre intérêt, que vous ne négligiez rien de tout ce qui peut contribuer à conserver à cette dignité et à ceux que vous choisirez pour se joindre à nous pour votre administration, les avantages, les droits, l'autorité et tout le lustre qu'on tâche tous les jours de leur ôter; nous les soutiendrons de tout notre pouvoir, et nous vous exhortons très-instamment de vouloir bien en cela concourir avec nous; nous vous protestons que c'est bien moins pour no-

tre gloire et notre honneur que nous agirons, que pour votre repos, votre satisfaction et votre avantage particulier; il y a tant de relation de l'un à l'autre, que l'on ne peut pas toucher l'un que l'autre n'en soit offensé; il faut donc qu'il y ait une union parfaite et indissoluble, non-seulement entre vous tous, mais encore entre vous et nous.

» Vous conviendrez sans doute, Messieurs, avec nous, et nous prenons la liberté de vous le dire, que la source et la véritable cause de votre déchéance et de la nôtre ne provient que de ce que nous n'avons pas été assez sensibles au bien public pour lequel peu s'intéressent comme il faut, et que les autres n'y apportent qu'une grande indifférence et beaucoup de nonchalance, s'imaginant qu'il leur suffit de veiller à leurs intérêts particuliers, en quoi il y a une grande erreur, car la ruine de l'un entraîne après soi nécessairement l'autre.

» Faut-il, pour vous exciter à cet attachement que nous vous demandons pour les intérêts du corps, que nous vous rappelions ce que nos pères et les vôtres ont fait; qu'ils ont sacrifié leur repos et leur bien particulier pour le seul avantage de leurs successeurs en corps? Tout était de conséquence pour eux en fait du public, pour léger qu'il fût en apparence. Lorsqu'ils se rachetèrent des droits seigneuriaux, ils s'obligèrent à payer des sommes immenses, et les paiements qu'ils en firent effectivement les avaient fait gémir pendant longtemps, et cela pour n'acquérir presque rien de réel, mais uniquement pour acquérir la liberté à leurs descendants ⁽¹⁾. Ceux qui les ont suivis n'ont pas eu d'autres sentiments, et tant qu'ils ont duré on peut dire que le bonheur les a toujours accompagnés; pour le bien public, les intérêts particuliers sont oubliés, les esprits les plus opposés et les plus divisés s'unissent; quand on attaque le corps ou qu'il se trouve offensé en la personne d'un particulier, tous doivent concourir ouvertement et efficacement pour sa défense.

» Enfin, Messieurs, souvenons-nous que le meilleur moyen pour réussir dans toutes nos entreprises est de nous rendre exacts et prompts à exécuter tous les ordres qui nous seront don-

(1) L'orateur fait ici allusion au prix des droits féodaux rachetés par les Briançonnais dans leurs grandes chartes municipales de mai et juin 1343.

nés pour le service du roi. Vous avez la gloire d'avoir mérité l'estime et l'approbation de tous nos supérieurs par le passé; vous en avez reçu d'éclatants témoignages; il ne nous faut point démentir; nous ferons toujours tout ce qui dépendra de nous pour vous conserver cette gloire et pour vous faire connaître que nous avons l'honneur d'être, avec un attachement infini, Messieurs, vos très-humbles et très-obéissants serviteurs. »

Lecture faite par M. Roux dans les séances des 27 avril et 11 mai 1860.

RETRAITE DES DIX-MILLE, DE XÉNOPHON. — COMPARAISON AVEC LES COMMENTAIRES DE CÉSAR.

I.

Si la vanité n'était la source la plus féconde d'illusions et de mensonges, aucun genre d'histoire ne serait comparable aux mémoires des hommes illustres sur les événements auxquels ils ont pris part ou qu'ils ont conduits en personne. Cela est évident en ce qui concerne la connaissance des faits, de leurs causes et de leurs conséquences, et ne l'est pas moins, à ne considérer que les qualités de la narration. Il nous suffira donc de le remarquer. D'ailleurs, si l'évidence avait besoin de preuves matérielles plus que de raisonnements, il n'est personne ici qui ne nommât aussitôt les Commentaires de César et la Retraite des Dix mille ou *Anabase* de Xénophon. Il existe entre ces deux ouvrages assez de rapports pour qu'il nous fût aisé de tracer un parallèle en règle, si l'on n'avait reconnu l'abus de ces antithèses et de ces rapprochements poussés à outrance. Nous nous contenterons donc de les relever à mesure que nous les rencontrerons. Mais il en est un à vous signaler immédiatement : c'est que ces deux grands capitaines se sont trouvés dans les conditions les plus propres à les préserver de l'écueil le plus formidable du mémoire.

Cet écueil, venons-nous de dire, est la vanité, laquelle nuit peut-être encore plus à l'agrément qu'à la vérité du récit, rien n'offusquant plus notre amour-propre que l'amour-propre d'autrui. Chacun le sait, et les auteurs de mémoires sont les premiers à le remarquer. Aussi se promettent-ils bien d'être modestes. Mais la vanité s'ignore; quelques louanges qu'elle se

donne, elle croit se tenir fort au-dessous de ce qui lui est dû, et elle ne cherche pas tant à tromper les autres qu'elle ne se trompe elle-même. Elle est bien nommée du latin : *vanitas*, mensonge ! Il n'y a par conséquent de modestie à attendre que du petit nombre d'hommes que leur génie ou une vertu héroïque met au-dessus de cette faiblesse :

..... Pauci quos æquus amavit
Juppiter, aut ardens evexit ad æthera virtus,
Dis geniti potuere (!).

Ceux-là peuvent aimer, et passionnément, la gloire et les louanges ; mais ils s'y connaissent assez de droits ; ils y comptent assez pour les attendre de l'équité du public ; ils racontent simplement ce qu'ils ont fait, parce que la grandeur de leurs actions ne veut ni commentaires ni emphase ; ils rendent justice au mérite de leurs ennemis, et au concours de leurs amis, parce qu'ils dominent trop visiblement tout ce qui les approche pour que personne leur fasse ombrage. L'éclat de leur cortège ne fait que s'ajouter au leur, et épargner au lecteur l'ennui que cause la plus belle figure à qui la rencontre partout. Tels sont César et Xénophon : dans les faits qu'ils rapportent l'un et l'autre, ils occupent la première place, et personne ne saurait la leur contester. C'est déjà un grand point pour un mémoire qu'il soit du général en chef et non des généraux sous ses ordres. Car ceux-ci se portent mutuellement envie, et se disputent la meilleure part dans ses triomphes. Ils sont, l'un et l'autre, venus à bout de leur entreprise ; ce qui n'est pas moins important. Car les mémoires des malheureux ne sont d'habitude que des apologies pleines d'aigreur et de fausseté, où, pour se laver, ils noircissent les autres ; où leurs revers sont atténués et leurs avantages partiels enflés outre mesure. Mais le vainqueur, qu'a-t-il besoin d'exalter des opérations que le succès a couronnées ?

Voilà donc un premier caractère commun aux Commentaires et à l'Anabase : simplicité dans les grandes choses, modestie en parlant de soi, bienveillance, modération et équité en parlant des autres. Ces traits de grandeur d'âme ravissent plus que tous leurs prodiges de vaillance et d'habileté. Mais la modestie

(!) Virg. *Æn.*, VI, 129.

de César n'est que simulée : c'est un art de se faire valoir si profond, qu'il agit sur les lecteurs superficiels, c'est-à-dire sur le grand nombre, sans qu'ils l'aperçoivent nulle part. *Ars summa artem non apparere* ⁽¹⁾. Celle de Xénophon défie l'œil le plus exercé. Je suppose que l'on ne connût pas l'auteur de l'Anabase, et que l'on n'en jugeât qu'à la manière dont elle parle de Xénophon : pas un mot ne le ferait soupçonner d'en être le père. Il n'a pas même tenu à lui que nous n'en fissions honneur à un autre. Car, lorsque dans ses Helléniques, il arrive à l'expédition de Cyrus, il passe outre, en disant : « Comment » Cyrus rassembla une armée et marcha ensuite contre son » frère, le combat qui eut lieu, la mort de Cyrus, et l'heureuse » arrivée des Grecs jusqu'à la mer; tout cela a été raconté par » Thémistogène de Syracuse ⁽²⁾. » Ce Thémistogène n'étant pas autrement connu, les critiques supposent que c'est un pseudonyme pris par Xénophon, et cette hypothèse n'a rien d'in vraisemblable. Mais il est tout aussi vraisemblable que Xénophon n'aura pas été le seul historien d'un événement si merveilleux, et il est possible que la relation de ce Thémistogène eût paru avant la sienne, et qu'il ait mieux aimé y renvoyer le lecteur, que de déflorer son œuvre par un extrait anticipé. Quoi qu'il en soit, il est certain et digne de remarque que, si son Anabase a eu des rivales, elle en a effacé jusqu'au souvenir, et que l'antiquité n'y a pas même cherché des témoignages opposés au sien. Il l'est encore plus, que ce passage des Helléniques n'ait inspiré de doutes à aucun critique sérieux sur l'authenticité de l'Anabase, tant on y reconnaît son style, tant, surtout, on y reconnaît l'homme, tel que nous le montrent et ses autres écrits et l'histoire ! Aucune autre main que la sienne n'a pu le peindre si naïvement, en action et en paroles, avec ses talents si divers et ses qualités aimables, sa candeur surtout et sa modestie. César force notre admiration, mais il n'a pas nos sympathies : Ici, cruel, là perfide, partout injuste, nous prenons parti contre lui pour les braves nations qu'il extermine ou qu'il asservit, afin de se faire connaître. Xénophon, au contraire, ne combat que pour son salut et celui de ses compagnons d'armes, et la

(1) Cic.

(2) *Hellen.* III, 1.

bonté de sa cause est la première qualité qui nous le recommande. Voyons comme tout le reste y répond.

Quoique Xénophon ait fait partie de l'expédition de Cyrus dès le début, et que ce prince ait aussi, dès le début, usé de ses lumières, il ne se met en scène que lorsque les Grecs l'ayant placé à leur tête, il faut absolument qu'il se produise. Mais avec quelle retenue il le fait ! Avec quel retranchement de tous les détails inutiles dans la circonstance ! Agé déjà de plus de 40 ans, il avait certainement publié quelques-uns de ses ouvrages, et donné des preuves de sa capacité à la guerre. Néanmoins, il parle de lui comme d'un inconnu : « Il y avait, dit-il, à l'armée, un certain Xénophon d'Athènes ⁽¹⁾. » On n'aurait point pardonné à un autre que lui une façon si sommaire de désigner un homme de son mérite. Après cela, l'emploi constant qu'il fait de la 3^e personne en rapportant ses paroles et ses actes, ne mérite d'être remarqué que comme un trait de plus de ressemblance avec César. « Ce Xénophon, ajoute-t-il, ne suivait l'armée ni comme général, ni comme officier, ni comme soldat. » Quel y était donc son emploi, son rang ? Ce qui suit donne à penser que Cyrus le gardait auprès de lui en qualité de confident, de conseiller, d'*aide-de-camp*, et la chaleur que Xénophon a mise dans son éloge confirme leur amitié. Mais il ne le dit pas. En revanche, il confesse ingénument la légèreté avec laquelle il se donna à lui. Il avait dans l'armée de Cyrus un ami qui l'invita à le rejoindre, s'engageant à le présenter au prince, et l'assurant *qu'il avait plus à attendre de ses bonnes grâces que de celles de ses compatriotes*. Xénophon n'eut pas de peine à le croire, car il tenait médiocrement à Athènes, et aimait la guerre avec passion. Il ne laissa pas de consulter Socrate. Celui-ci craignit que Xénophon ne se rendit suspect aux Athéniens, en s'attachant à un prince barbare et allié de Lacédémone, et le renvoya à l'oracle de Delphes. Xénophon y fut ; mais au lieu de demander s'il devait, ou non, entreprendre ce voyage, il demanda à quels dieux il devait sacrifier pour en revenir sain et sauf. Socrate lui remontra qu'il avait omis la question préalable. Effectivement, Xénophon, dans cette circonstance, imitait l'inconséquence de beaucoup de gens qui,

(1) *Anab.* III, 1, 4.

lorsqu'ils désirent vivement une chose, cherchent à surprendre le suffrage de ceux qu'ils croient nécessaire de consulter, et usent de ces subterfuges même envers le ciel. Néanmoins Socrate ne s'opposa point à son départ. Il faut dire, pour la justification du maître et du disciple, que Cyrus pratiquait ses enrôlements sous le prétexte d'une guerre contre les Pisidiens, et qu'il ne leva l'étendard de la révolte contre son frère, que lorsque, par les bienfaits et par les distances, il eût mis les Grecs dans l'impossibilité de reculer. Cela réduit la faute de Xénophon à un biais indigne d'un philosophe et même de tout homme raisonnable, mais unique dans sa longue et laborieuse carrière. A partir de ce moment, on le voit, et particulièrement dans l'*Anabase*, soumettre aux dieux tous ses desseins, par la voie de la divination, et au moindre signe contraire, abandonner les plus séduisants et les mieux fondés en apparence, ne voyant plus qu'une amorce trompeuse dans les avances de la fortune et de la gloire. En vain les Grecs lui défèrent le commandement en chef, en vain ils le conjurent de l'accepter ⁽¹⁾ : ce titre sourit, il l'avoue, à sa vanité ; il était dû à ses talents, à ses vertus, et ne lui imposait aucune charge nouvelle ; car, depuis le premier jour de la retraite, il en avait soutenu tout le fardeau. Mais quoi ? Les entrailles des victimes portent un refus, et il refuse. Il renonce, par ce même motif, à un projet qui ne devait pas être moins cher à l'auteur de la *Cyropédie*, celui de fonder une république sur les bords du Pont ⁽²⁾. Un oracle est-il ambigu, il s'évertue à l'ajuster à l'événement. Son premier soin, dans tous ses succès, est d'en renvoyer aux dieux la gloire et de s'acquitter de ses vœux. Qu'est-ce qui détermine cet homme modeste à se dévouer au salut de ses frères d'armes ? Un songe ⁽³⁾. Qu'est-ce qui lui fait mépriser les menaces des Carduques et les eaux profondes du Centrite ? Encore un songe ⁽⁴⁾. C'est les yeux au ciel qu'il marche toujours en avant ; c'est au nom des dieux, et en l'assurant de leur aide, qu'il entraîne sur ses pas sa petite troupe, à travers les obstacles insurmontables qui l'arrêtent

⁽¹⁾ *Anab.* VI, 1.

⁽²⁾ *Anab.* V, 6, 15.

⁽³⁾ *Anab.* III, 1, 2.

⁽⁴⁾ *Anab.* IV, 3, 8.

chaque jour. *Ὡς τοῖς θεοῖς, avec les Dieux!* Tel est son mot d'ordre, son cri de ralliement. Vous diriez un prophète autant qu'un général, et le Moïse du paganisme. En quoi il est juste de remarquer la supériorité de l'Anabase sur les Commentaires, où tout ce que ne fait pas le génie de l'homme est dévolu à la fortune; et si l'on veut se convaincre combien dans les lettres, ainsi que dans la vie, le sentiment religieux le moins éclairé l'emporte sur l'athéisme le plus poli, il ne faut pas en chercher la preuve ailleurs que dans cette comparaison.

L'Anabase surpasse encore les Commentaires en intérêt, par cela que Xénophon a plus de difficultés à surmonter. Car, si nos pères les Gaulois étaient d'autres adversaires que les hordes de l'Asie, César n'avait à lutter que contre eux. Ses légions étaient façonnées à une discipline de fer, et il leur commandait au nom du sénat et du peuple romain. Xénophon ne tenait son autorité que du libre suffrage de son armée, et cette armée était, comme toutes les armées de mercenaires, un ramassis d'aventuriers indisciplinés, rapaces, débauchés, qui traînaient des courtisanes jusques dans les périls et les embarras de leur retraite; qui se débandaient et s'arrêtaient pour piller amis et ennemis là où il fallait le plus d'ordre et de diligence, et qui passaient sans cesse du découragement le plus profond à la confiance la plus aveugle. La jalousie des autres chefs ne lui causait pas moins d'ennuis. La manière dont il maintient une autorité si précaire est le plus grand prodige, le spectacle le plus curieux, le plus singulier de l'Anabase. Il est admirable sans doute de ramener des bords du Tigre dans leurs foyers quelques milliers de Grecs à travers un continent ennemi et inconnu. Mais cette merveille s'opère par une série de combats que leur répétition rend quelque peu monotones. Quoi de plus varié, au contraire, que les moyens par lesquels il supplée au défaut de discipline! quelle vigilance! quelle prévoyance! quelle présence d'esprit! A toute heure sa tente est ouverte à ceux qui ont un avis à lui donner ⁽¹⁾. Pas de nouvelle fâcheuse qui le déconcerte; pas de mal auquel il ne remédie! Il trouve dans son sang-froid jusqu'à ces plaisanteries qui dissipent la frayeur

(1) IV, 3, 10.

du soldat, si médiocres qu'elles soient ⁽¹⁾, en leur montrant que ce qui l'épouvante, n'est qu'un jeu pour le général. Un jour, ayant à forcer un défilé sous une avalanche de pierres et de quartiers de roche, il dit à ceux qui hésitent, que plus il en tombe, mieux cela vaut, parce que l'ennemi n'en aura que plus tôt épuisé ses munitions ⁽²⁾. Il commande surtout par l'exemple. Comme il lui importait une fois d'occuper avant l'ennemi la cime d'une montagne, et que, galopant sur le flanc de sa troupe, il l'exhortait à presser le pas, un certain Sotéridas de Siccyone lui dit : « La partie n'est pas égale, Xénophon ; tu » galopes sur un cheval, et moi je me traîne péniblement avec » mon bouclier. Xénophon l'entend, saute de cheval, pousse » notre mécontent hors des rangs, lui arrache son bouclier, et » marche à pied de toute sa vitesse. Or, il avait sa cuirasse de » cavalier dont le poids l'écrasait. Cependant il faisait avancer » la tête et rejoindre la queue qui avait peine à suivre. Les » autres soldats frappent Sotéridas, lui jettent des pierres, l'in- » jurient, jusqu'à ce qu'ils l'aient contraint à reprendre son » bouclier et à marcher. Xénophon remonte sur son cheval, et » s'en sert tant que le chemin est praticable ; puis, quand il » cesse de l'être, il quitte son cheval et marche à pied aussi » vite qu'il peut. On arrive enfin sur la hauteur avant les enne- » mis ⁽³⁾. » Ses soldats avaient-ils enfreint ses ordres par négligence, témérité ou amour du pillage, il attendait pour les réprimander qu'ils eussent recueilli le fruit de leur désobéissance. Lui, d'un goût si délicat, il ne craignait pas de leur emprunter les locutions les plus triviales, pour s'en faire mieux écouter. « Camarades, leur dira-t-il, ces gens que vous voyez sont le » seul obstacle qui nous empêche d'arriver où nous voulons » depuis longtemps. Il nous faut, s'il y a moyen, les manger » tout crus ⁽⁴⁾. » *A la fourchette*, traduiraient nos zouaves. Il est vrai que pour une de ces exhortations cavalières, vous en trouveriez dix où l'auteur, tout en demeurant à la portée de

⁽¹⁾ Voyez plutôt dans la vie de Fabius Maximus, par Plutarque, l'excellent effet d'une mauvaise plaisanterie d'Annibal, trad. de Pierron, t. I, p. 425.

⁽²⁾ *Anab.* IV, 7, 7.

⁽³⁾ *Anab.* VII, 4, 47. Cf. sa réponse à Seuthès, VII, 3, 45.

⁽⁴⁾ *Anab.* V, 4, 19.

son auditoire par l'extrême simplicité des considérations et des figures, garde dans les termes cette fleur d'atticisme qui l'a fait surnommer l'abeille de son pays.

Mais, ni l'intelligence du caractère et des besoins du soldat, ni l'éminence de ses services, ni son juste mélange de douceur et de fermeté, ne préservaient toujours Xénophon de leurs révoltes et de leurs calomnies. Alors il était réduit à se justifier devant eux comme un criminel devant ses juges. Mais il ne gardait pas longtemps cette attitude. La modération même qu'il opposait à leur violence, son ton insinuant sans bassesse, ses arguments lumineux et palpables comme il en faut à la multitude, avaient bientôt changé ses dispositions et ses idées, et tourné sa rage contre l'accusateur. Xénophon profitait de ce revirement pour leur faire sanctionner les mesures d'ordre et de répression les plus urgentes, et se relevait plus puissant du coup qui devait l'abattre. Le choix entre ces apologies victorieuses est embarrassant; car elles sont toutes des modèles du genre judiciaire; mais, n'était sa longueur, je vous rapporterais celle où, prenant à partie son adversaire, qui l'accusait de l'avoir frappé, il le confond par son propre témoignage, cette sorte de dialogue la rendant plus vive et plus dramatique ⁽¹⁾. Dans une autre apologie, je remarque un trait de bienséance oratoire excellent. Xénophon voulait dire aux Grecs qu'ils devraient le remercier de certaines choses dont ils lui faisaient un crime. Mais cela pouvait leur paraître de l'orgueil. C'est pourquoi, mettant les dieux à sa place, il proteste que l'armée leur doit des actions de grâces pour ce qui l'irrite contre leur général ⁽²⁾. Qui n'admirerait encore, pour la forme comme pour le motif, le discours par lequel il dissuade les Grecs de piller Byzance ⁽³⁾? Son éloquence ne prévalut pas toujours contre leur cupidité; mais du moins ne s'associa-t-il jamais aux violences et aux rapines qu'il ne put empêcher, et tel était son désintéressement, telle sa délicatesse, qu'il refusa les présents que Seuthès, roi de Thrace, lui offrait pour prix d'une négociation où il avait servi les intérêts du barbare, en ne consultant que

⁽¹⁾ V, 8, 3.

⁽²⁾ *Anab.* VII, 6, 32.

⁽³⁾ *Anab.* VII, 1.

ceux des Grecs ⁽¹⁾ César n'avait point de ces scrupules, et on sait, par d'autres que par lui cependant, qu'il rapporta des Gaules autant d'argent que de gloire ⁽²⁾. Ce même Seuthès faisant attendre leur solde aux Grecs, Xénophon lui adressa une leçon de politique honnête et morale, qui achèvera de vous peindre la noblesse de son caractère et l'élévation de ses idées.

« Seuthès, lui dit-il entre autres choses, je te prends à témoin
 » avec les dieux qui savent tout, que je n'ai rien reçu de toi
 » pour les services que t'ont rendu mes soldats, et que je ne
 » t'ai pas même réclamé ce que tu m'avais promis..... J'aurais
 » regardé comme une honte de faire mes affaires et de négliger les leurs, surtout quand ils me témoignent tant d'estime.
 » Laissons un Héraclide traiter tout de bagatelle, hors l'argent,
 » et trouver bons tous les moyens de s'en procurer; quant à
 » moi, Seuthès, je ne pense pas que pour un homme, et encore
 » moins pour un prince, il y ait rien de plus précieux ni de
 » plus éclatant que la justice et la générosité; quiconque les
 » possède est riche, car il a beaucoup d'amis et on recherche
 » son amitié. Dans la prospérité, il trouve des gens pour partager sa joie; dans l'infortune, les secours ne lui manquent pas ⁽³⁾. »

II.

Dans les Mémoires, les événements tiennent la première place pour l'historien; mais la critique littéraire y cherche avant tout l'auteur, et encore plus volontiers l'homme, quand il n'a point disparu sous l'auteur. Voilà pourquoi, en ouvrant l'*Anabase*, notre premier coup d'œil a été pour le personnage de Xénophon. Il lui était dû d'autant plus que ses autres écrits se prêteraient à la même étude. Qui le suivrait sous les productions multiples de son esprit, n'aurait pas de peine à observer combien toutes portent son cachet profondément gravé; à quel point, à travers la diversité des objets, toutes se rencontrent dans l'expression de l'individu. Car, si en partant des

⁽¹⁾ Anab. VII, 1, 6. Cf. VII, 5, 4; et VII, 7, 53.

⁽²⁾ Suétone, Plutarque.

⁽³⁾ Anab. VII, 7, 39.

doctrines exposées dans ses œuvres didactiques et appliquées dans la Cyropédie, et en y joignant les talents, les goûts, les qualités, les défauts qu'elles accusent, on essayait de se figurer, *à priori*, le rôle de l'auteur dans les circonstances où le plaça la mort de Cyrus, on arriverait exactement à celui qu'il s'attribue dans l'Anabase. Ce qu'il y dit, il a dû le dire; ce qu'il y fait, il a dû le faire; rien qui ne soit nécessaire à son caractère, rien qui s'élève au-dessus: en quoi paraissent encore, et plus que dans tout le reste, sa bonne foi et sa modestie. Car il ne faudrait pas penser, d'après cela, qu'il soit de ces auteurs tellement pleins d'eux-mêmes que, parlant d'eux ou n'en parlant pas, sous leur nom ou sous le nom d'autrui, ils posent constamment devant nous. Xénophon ne se peint nulle part dans ses œuvres, de propos délibéré; mais il s'y réfléchit partout comme dans une eau limpide, parce qu'effectivement elles coulent de son âme qui est la candeur même. Beaucoup, lorsqu'ils écrivent, font au moral ce que faisait extérieurement M. de Buffon, lequel, comme on sait, ne se mettait jamais qu'en manchettes de dentelles à son tableau de la nature, *ce trône extérieur de la magnificence divine*. Ceux dont nous parlons prennent-ils la plume, ils se nettoient, ils se composent, ils se parent des sentiments et des vertus qu'ils jugent les plus propres à leur faire honneur: Catons dans leur cabinet, et la fleur du troupeau d'Epicure au-dehors:

Qui Curios simulant, et bacchanalia vivunt ⁽¹⁾.

Tel nous connaissons Salluste, en dépit de ses grands airs de sévérité antique. Mais Xénophon est du petit nombre de ces auteurs qui ne risquent rien à s'abandonner au courant de leur esprit, de leur cœur, de leurs habitudes. Le lecteur n'y trouvera pas tout parfait, mais les défauts mêmes que cet abandon entraîne ou laisse passer ne lui déplairont pas, en ce qu'il y reconnaitra la nature, et qu'exempts de malice et de noirceur, ils font ombre, et non pas tache, au tableau. Cette absence complète d'apprêt est extrêmement rare, d'abord, parce que les âmes aussi honnêtes ne le sont pas mal, et ensuite, parce

(1) Juven., II, 3.

que, dans le peu qu'il s'en trouve, toutes n'ont pas reçu le don d'écrire bien, naturellement. C'est ce parfait équilibre entre les qualités de l'âme et de l'esprit, qui fait le charme particulier de notre auteur. Il est sans art ce que les autres mettent tout leur art à paraître, et l'*Anabase* est, à mon avis, le plus aimable comme le plus admirable de ses écrits, parce qu'il est celui où il se montre le plus en plein et le plus à nu. Pour combien ne serait-ce pas le contraire ?

Et cependant Fénelon, dans sa lettre à l'Académie ⁽¹⁾ traite l'*Anabase* durement. « Xénophon, dit-il, n'a fait qu'un journal » dans sa retraite des Dix-mille; tout y est précis et exact, » mais uniforme. » J'avoue que je ne conçois pas ce jugement de la part d'un si bon juge de l'antiquité, d'un homme qui en goûtait si fort la simplicité, et qui s'associait à l'admiration de Cicéron pour la beauté nue des *Commentaires de César*. Mais son autorité nous fait une loi de réfuter son erreur, si manifeste qu'elle soit. Xénophon n'a fait, il est vrai, de frais d'aucune espèce. Mais en avait-il donc tant à faire dans un ouvrage de la sorte ? Y a-t-il place à la composition dans un fait simple ? à l'invention, dans une relation historique ? Xénophon s'est abstenu sévèrement de tous les ornements que l'histoire comporte, mais qu'elle n'exige point. Il entre sur-le-champ en matière par ces mots : « De Darius et de Parysatis naissent » deux fils » ; et il quitte tout aussi brusquement la plume avec le commandement, à l'arrivée de son successeur : « Sur ces » entrefaites arrive Thymbron, qui prend l'armée des mains » de Xénophon. » Nous ne sommes pas accoutumés à cette manière de prendre congé de son lecteur. Mais César n'a pas non plus de préambule ni de conclusion, et personne ne lui en a fait de reproche. Xénophon a mis la même négligence dans quelques détails. Ainsi les résumés qu'il a placés en tête de cinq ⁽²⁾ de ses livres se terminent tous les cinq par la même formule : « Cela a été exposé dans le livre précédent. » Il y a quelques autres locutions qu'il affectionne trop. Mais de même que le style d'un écrivain ne serait pas varié par cela seul qu'il ne s'y rencontrerait point deux fois le même mot, ainsi ces

(1) Sect. VIII.

(2) Livres 2, 3, 4, 5, 7.

répétitions qu'il était facile à Xénophon de corriger, s'il eût voulu s'en donner la peine, ne prouvent pas que le sien soit monotone. Il est ici comme partout, constamment clair, simple, naturel : si c'est de l'uniformité, c'est une uniformité dont on ne se lasse point. L'Anabase serait même de tous ses ouvrages celui où, sans rien perdre de ces qualités précieuses qui en constituent le fonds immuable, il prend, selon les circonstances, le plus de couleur, de chaleur, de vivacité ; et il ne pouvait en être autrement sur des événements personnels et aussi émouvants. Ces événements sont eux-mêmes, il est vrai, d'une nature peu variée, l'ordinaire d'une retraite étant de se battre ; mais la faute en est à la matière, et on n'aurait le droit de s'en prendre à Xénophon qu'autant qu'il se serait rigoureusement renfermé dans le compte-rendu des marches, campements et combats de chaque jour, à la manière d'un général dans ses rapports à l'autorité supérieure. Là, *tout est précis et exact, mais uniforme*. Celui qui se ferait cette idée de l'Anabase se tromperait aussi lourdement que s'il s'agissait des *Commentaires de César*. Nous avons déjà vu que Xénophon s'y montre homme d'Etat autant que tacticien, qu'il nous tient au courant de la situation des esprits, des intrigues, des mouvements contraires de cette Grèce, de cette lie de la Grèce en campagne, qu'il gouverne, qu'il apaise, qu'il encourage par sa parole et ses exemples. Il nous fait assister aux conseils de guerre que multiplie et que rend si intéressants la situation critique de l'armée, et nous rapporte les dits et gestes de chacun avec autant de soin que les siens propres. Ceux des chefs que le fer assassin de Tissapherne enlève trop tôt de la scène pour que leurs actes et leurs discours nous les fassent suffisamment connaître, il nous trace leurs portraits, et si les preuves matérielles de la ressemblance de ces portraits nous manquent, il nous est permis de l'induire de ce que chacun, en étant original et distinct des autres, ne laisse pas d'être vrai d'une vérité absolue, c'est-à-dire de correspondre à une variété quelconque de la nature humaine. Voyez d'abord dans Cléarque, le premier d'entre eux, ce caractère heurté, pétri de contradictions apparentes, ou plutôt très-réelles, mais fréquentes, et telles néanmoins qu'un peintre de fantaisie n'en imaginerait que difficilement. Xénophon commence par quelques détails sur sa vie, qui donnent déjà une idée de l'homme. Tant que Lacédémone sa patrie fut en

lutte avec Athènes, il demeura en Grèce. A la paix, il persuada à ses concitoyens que les Thraces faisaient du tort aux Grecs, gagna comme il put les éphores, et mit à la voile pour aller guerroyer contre ces barbares ; les éphores, ayant changé d'avis après son départ, le rappelèrent, et, sur son refus de revenir, le condamnèrent à mort. Alors Cléarque s'attache à Cyrus, gagne sa confiance, et en reçoit dix mille dariques, dont il se sert pour lever une armée et poursuivre son dessein contre les Thraces. Il pille et ravage leur pays jusqu'à ce que Cyrus ait besoin de ses troupes : il part alors avec lui pour une autre campagne. Ici je laisse parler Xénophon :

« Ce sont bien là les actes d'un vrai soldat qui, libre de vivre
 » en paix, sans honte et sans dommage, préfère la guerre ; libre
 » de ne rien faire, aime mieux s'imposer les fatigues de la
 » guerre ; libre d'avoir des richesses sans danger, préfère posséder moins, pourvu qu'il fasse la guerre. C'est à la guerre
 » qu'il dépensait son argent, comme on le dépense en amour
 » ou en autres plaisirs, tant il était passionné pour la guerre.
 » Pour son talent militaire, en voici la preuve. Il aimait le
 » danger ; la nuit comme le jour il conduisait les siens à l'ennemi, et, dans les occasions périlleuses, il était prudent,
 » ainsi que l'attestent tous ceux qui l'y ont vu. On le disait
 » habile à commander, autant qu'on le pouvait attendre d'un
 » homme de cette humeur. Car, s'il était capable aussi bien
 » que personne de songer à procurer à ses troupes les objets
 » nécessaires et à prendre pour cela les précautions voulues,
 » il ne savait pas moins amener ceux qui le suivaient à lui
 » obéir. Il y arrivait, du reste, par la sévérité ; il avait l'air dur,
 » la voix rude ; il punissait toujours avec rigueur, parfois avec
 » colère, au point qu'il s'en est plus d'une fois repenti. Il punissait pourtant par système, convaincu qu'on ne saurait
 » attendre aucun service d'une armée sans discipline. On prétend même qu'il disait qu'une armée doit plus craindre son
 » chef que les ennemis, soit qu'on lui ordonne de garder un
 » poste, d'épargner les terres amies, ou de marcher résolument à l'ennemi. Aussi, dans les dangers, c'est lui qu'on
 » écoutait le plus volontiers, et les soldats ne lui préféraient
 » personne. Alors la rudesse de sa physionomie prenait, dit-on, une teinte plus douce, et sa dureté ne paraissait plus
 » être qu'une mâle assurance en face des ennemis. Ce n'était

» plus, aux yeux de tous, qu'un gage de talent et non un objet
 » d'effroi. Mais, le danger évanoui, dès qu'on voyait jour à
 » passer sous d'autres chefs, on l'abandonnait en foule. Cléar-
 » que n'avait en effet rien de gracieux : il était toujours dur et
 » cruel, en sorte que ses soldats avaient pour lui les sentiments
 » des enfants pour un pédagogue. Par suite, il n'eut jamais
 » personne qui le suivit par amitié ou par dévouement; mais
 » ceux que la patrie, le besoin, ou toute autre nécessité,
 » avaient rangés sous ses ordres, il savait parfaitement les faire
 » obéir. Dès qu'on eut commencé à vaincre sous lui, deux
 » grands moyens lui créèrent d'excellents soldats : son intrépi-
 » dité à toute épreuve contre les ennemis, et une crainte du
 » châtiment qui les rendait soumis à la discipline. Tel était
 » Cléarque dans son commandement; mais il ne voulut jamais,
 » dit-on, subir celui d'un autre. Il avait, quand il mourut,
 » environ cinquante ans. »

C'est bien vraiment le type du soldat, selon la remarque de Xénophon; mais s'il eût été moins prévenu en faveur des Lacédémoniens, il n'eût pas manqué de rapporter la dureté de cet enfant de Sparte à son éducation, et de remarquer que si les soldats le voulaient pour général à l'heure du danger et l'abandonnaient aussitôt après, les peuples de la Grèce n'en usaient point autrement à l'égard de son pays. Un ennemi puissant venait-il à les menacer, ils couraient se réfugier sous le bouclier des Lacédémoniens; mais le péril passé, ils maudissaient la sévérité de leurs *harmostes*. Passons au suivant :

« Proxène de Béotie, dès son enfance, désira devenir un
 » homme capable de grandes choses; c'est ce désir qui lui fit
 » prendre des leçons payées de Gorgias de Léontium. Après
 » avoir passé quelque temps auprès de lui, se croyant de force
 » à commander et à reconnaître par ses services la faveur des
 » princes, il s'associa aux entreprises de Cyrus. Il espérait en
 » rapporter un grand nom, une grande puissance, et de l'ar-
 » gent en quantité. Mais malgré cette ambition, il prouva, tou-
 » jours jusqu'à l'évidence qu'il ne voulait rien obtenir par des
 » moyens injustes; c'était par la justice et la probité qu'il pré-
 » tendait arriver à son but; autrement, non. Il était capable
 » de commander à d'honnêtes gens, mais il n'avait pas ce qu'il
 » faut pour inspirer à ses soldats le respect ou la crainte: il
 » respectait ses soldats plus qu'il n'en était respecté, et l'on

- » voyait trop qu'il craignait plus de se faire mal venir de ses
- » soldats que ses soldats de lui désobéir. Il pensait qu'il suffit
- » pour être un bon chef et le paraître, de donner des éloges à
- » ceux qui font bien, et de n'en point donner à ceux qui se
- » conduisent mal. De la sorte, les honnêtes gens, placés sous
- » ses ordres, lui étaient dévoués, tandis que les méchants le
- » prenaient aisément pour dupe, et conspiraient contre lui.
- » Quand il mourut, il avait près de trente ans. »

C'est mourir bien jeune, et il méritait un meilleur destin. Xénophon nous instruit dans le livre suivant de l'amitié qui l'unissait à Proxène. On s'en douterait au soin qu'il prend de prévenir les inductions fâcheuses que l'on serait tenté de tirer de son amour du pouvoir et des richesses. Il n'est pas non plus mal aisé d'expliquer leur sympathie d'après ce portrait. Car il s'y rencontre des traits qui conviendraient aussi bien à Xénophon qu'à Proxène. Que si, à ces traits, on ajoute les meilleures qualités de Cléarque, on aura notre auteur tout entier. Fait, comme Proxène, pour commander aux honnêtes gens, il avait assez de la fermeté de Cléarque pour commander à des Grecs, très-honnêtes gens, si l'on veut, mais plus ingouvernables que l'on ne nous accuse de l'être. A l'exemple de Proxène, il voulait de la gloire, et ne dédaignait point les honneurs, sans être capable de les poursuivre par des moyens injustes; mais à la différence de Proxène, et à l'instar de Cléarque, il méprisait les richesses, et *dépensait son argent à la guerre, comme d'autres le dépensent en amour et à d'autres plaisirs, tant il aimait la guerre!*

Quoique Xénophon tienne ainsi de l'un et de l'autre de ces personnages, leur opposition entre eux n'en est pas moins sensible : Cléarque, rigide jusqu'à la cruauté; Proxène, bon jusqu'à la faiblesse; celui-ci plus fait pour imposer; celui-là, pour attirer; le premier courant partout où l'on se bat, afin de se battre; celui-là d'une humeur moins farouche, mais plus vain et plus intéressé, cherchant dans la guerre non ses émotions sauvages, mais la fortune et les honneurs. En somme, on conçoit que Proxène eût des amis et que Cléarque n'en eût pas; cependant on ne va point jusqu'à haïr ce dernier, et on l'admire par certains endroits. Tel n'est pas Ménon de Thessalie.

- « Celui-là était visiblement possédé de la soif des richesses,
- » n'aspirant au commandement que pour gagner davantage;

» aux honneurs, que pour multiplier ses profits. Il recherchait
 » l'amitié des hommes les plus puissants, afin de commettre
 » impunément toutes sortes d'injustices. Pour parvenir à ses
 » fins, il regardait comme la voie la plus courte le parjure, le
 » mensonge, la fourberie : la simplicité et la bonne foi lui sem-
 » blaient une niaiserie ⁽¹⁾. On voyait qu'il n'aimait personne,
 » et ceux dont il se disait l'ami ne tardaient point à s'aperce-
 » voir qu'il leur tendait des pièges. Il se serait bien gardé de
 » se moquer d'un ennemi ; mais on eût dit qu'il se moquait
 » perpétuellement de ceux qui vivaient avec lui. Ce n'était pas
 » aux biens de l'ennemi qu'il s'attaquait, car il jugeait difficile
 » de s'emparer de ce qui est bien gardé ; mais il croyait avoir
 » seul le secret de la facilité avec laquelle on dépouille un ami
 » qui n'est pas sur ses gardes. Sentait-il qu'il avait affaire à
 » des parjures et à des coquins, il leur portait respect comme à
 » des gens bien armés ; mais quant aux hommes pieux et vrais,
 » il cherchait à exploiter leur bonhomie. Comme on voit quel-
 » qu'un faire gloire de sa piété, de sa franchise, de sa probité,
 » ainsi Ménon se vantait de savoir tromper, forger un men-
 » songe, se jouer de ses amis ; et quand on n'était pas homme
 » à tout faire, il jugeait que votre éducation était manquée.
 » Quand il voulait être le premier dans l'affection d'un autre,
 » il ne craignait de recourir à la calomnie pour supplanter ses
 » plus anciens amis. Afin de se faire obéir des soldats, il se fai-
 » sait le complice de leurs désordres. A ses yeux, le moyen
 » d'être aimé et courtisé était de montrer qu'on était en état de
 » nuire plus que personne, et que l'on ne s'en ferait point scru-
 » pule. Il se disait le bienfaiteur de ceux qui l'avaient aban-
 » donné, et qu'il n'avait pas perdus, content de s'en être
 » servi. »

Voilà un modèle de bassesse et de scélératesse. Il y a dans ce portrait, ainsi que dans celui de Cléarque, une vigueur qui

(1) Rien ne ressemble plus au portrait du cardinal Dubois, dans les Mé-
 moires du duc de Saint-Simon : « L'avarice, la débauche, l'ambition étaient
 ses dieux ; la perfidie, la flatterie, les servages, ses moyens ; l'impiété par-
 faite, son repos ; et l'opinion que la probité et l'honnêteté sont des chi-
 mères dont on se pare et qui n'ont de réalité dans personne, son principe
 en conséquence duquel tous moyens lui étaient bons..., etc. »

n'est pas ordinaire à Xénophon. Il faut qu'il les ait faits d'après nature. J'ajouterais pour Ménon que l'auteur a été inspiré par

ces haines vigoureuses
Que doit donner le vice aux âmes vertueuses.

Il restait encore à Xénophon deux victimes de Tissapherne à nous dépeindre ; mais, comprenant que c'était assez de trois portraits en pied, il s'est contenté de les esquisser en deux coups de crayon qui nous montrent les deux qualités qu'il estimait le plus dans le soldat.

« Agias d'Arcadie et Socrate d'Achaïe furent également mis » à mort. Ni l'un ni l'autre ne furent jamais décriés comme lâches à la guerre ni comme traîtres à l'amitié. Ils étaient » âgés tous les deux de près de 35 ans ⁽¹⁾. »

On pourrait ajouter à cette galerie Cyrus le Jeune ⁽²⁾ sur l'éloge funèbre duquel l'histoire aurait peut-être bien quelques réserves à faire, mais la chaleur du panégyrique en prouve du moins la sincérité.

Vellem in amicitia sic erraremus..... ⁽³⁾

En le lisant avec attention, on y découvre des qualités et des maximes que Xénophon a empruntées à ce prince pour en enrichir le héros de sa Cyropédie, si toutefois il ne les a point également prêtées à tous les deux.

Pour reprendre et terminer l'énumération de tout ce que l'Anabase contient, en dehors des événements militaires, on y trouve la description des places les plus importantes, telles que Calpé ; les productions les plus remarquables de chaque pays, ses traditions, sa manière de combattre, ses danses même quand elles sont curieuses, et jusqu'à la description de ce festin de Seuthès où le désintéressement de Xénophon lui causa un embarras si honorable ⁽⁴⁾. Au terme d'une longue expédition

⁽¹⁾ Du liv. II, chap. VI, ainsi que les portraits précédents.

⁽²⁾ I, 9.

⁽³⁾ Hor., Sat. I, 3, 41.

⁽⁴⁾ I, 4, 5, 6. — II, 3. — VI, 2, 4.

dans laquelle, malgré tous ses efforts, ses soldats rançonnaient les villes grecques, ainsi que les barbares, il n'avait pas de quoi faire à son hôte les présents d'usage en Thrace. Il s'en tira avec esprit, et le raconte de même. Chaque convive était tenu d'annoncer le présent qu'il destinait au prince, en même temps qu'on lui présentait la corne qu'il devait vider à sa santé ; et déjà des compagnons de Xénophon, l'un avait promis un cheval ; l'autre un esclave ; celui-ci des étoffes précieuses ; celui-là une coupe d'argent et un tapis ; quand enfin la corne fatale, corne d'abondance pour le seul Seuthès, arriva à notre auteur. Laissons-le conter le reste : « Xénophon, *qui avait un peu bu*, se lève, prend bravement la corne et dit : Pour moi, Seuthès, je me donne à toi moi-même et tous mes compagnons, pour être de tes amis dévoués. Nul ne me désavouera ; tous, au contraire, désirent encore plus que moi devenir de tes amis. Et maintenant les voici qui ne te demandent rien que d'affronter pour toi les fatigues et les dangers. Avec eux, s'il plaît aux dieux, tu reprendras possession du vaste pays de tes pères, et tu y ajouteras de nouvelles conquêtes : tu auras beaucoup de chevaux, beaucoup d'hommes et de femmes, que tu ne seras point dans la nécessité d'enlever, mais que nous t'amènerons et dont nous te ferons cadeau. » Seuthès se lève et boit avec Xénophon ⁽¹⁾.

Comment, après tout cela, Fénelon a-t-il pu taxer l'Anabase de monotonie ? Je ne vois qu'une manière de l'expliquer ; c'est qu'il en parlait sur des souvenirs trop reculés, et qu'à l'époque où il écrivit sa lettre à l'Académie, sa mémoire commençait à ployer sous la multitude et la diversité de ses connaissances, quoiqu'il fût toujours jeune par l'imagination et la sensibilité, et que les années, en mûrissant son jugement, ne l'eussent pas affaibli.

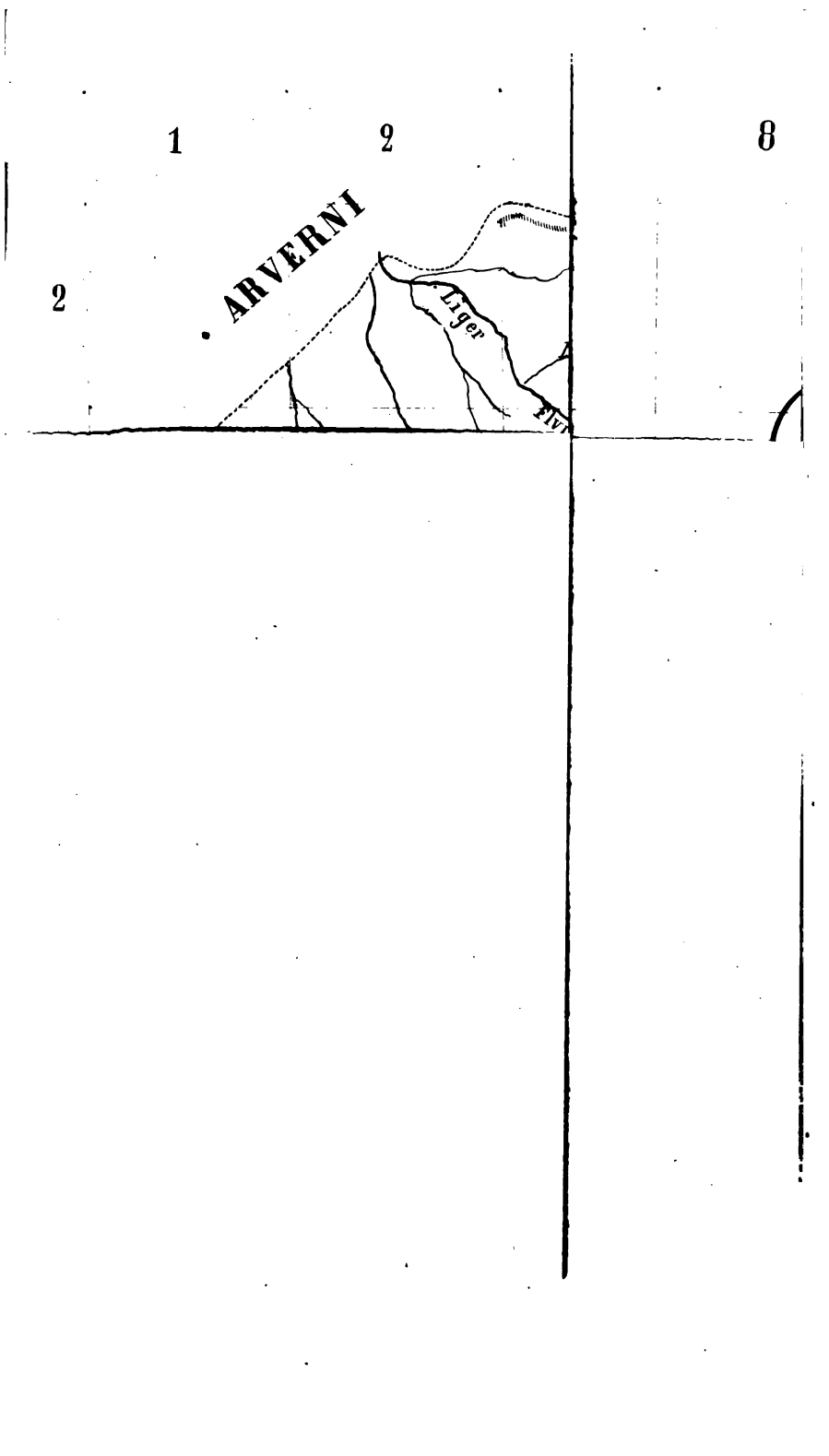
Lecture faite par M. de Saint-Andéol dans la séance du 25 mai 1880.

APERÇU GÉOGRAPHIQUE SUR LE PAYS DES HELVIENS, DEPUIS LA CONQUÊTE ROMAINE JUSQU'AU VIII^e SIÈCLE.

Si, pour rétablir autant que possible l'ancien état géographique du pays des Helviens, devenu diocèse d'Albe au III^e

(¹) VII, 3, traduction Talbot, sauf quelques changements.





siècle, on se bornait aux indications données par les auteurs latins, la tâche serait facile mais ingrate. Il suffirait d'inscrire sur une carte du Bas-Vivarais le nom d'*Helvi* et celui d'*Alba*, encore que ce dernier, relativement à la position du Rhône, ait été placé par Ptolémée tout à l'opposé du lieu qu'il occupe, que dans le moyen âge plusieurs auteurs aient voulu le retrouver à Viviers ⁽¹⁾, plus tard à Aubenas, et enfin depuis un siècle et demi environ, à sa véritable place.

Les ouvrages de d'Anville, de Bergier, et même la carte Théodosienne, ne renferment que peu de mots touchant ce pays. Pour obtenir quelque chose de plus, il fallait chercher ailleurs. Les martyrologes, Grégoire de Tours, Moreri, dom Vaissette, fournissent quelques matériaux historiques. Le plus précieux document pour les noms de lieux est le pouillé (*pulletum*) des donations faites à l'église de Viviers depuis le V^e siècle jusqu'au VIII^e, relevé par l'évêque Thomas au XII^e siècle, et cité par le P. Columbi dans son livre : *De rebus et gestis episcoporum Vivarensium* ⁽²⁾.

Les cent et quelques noms de lieux cités dans ce recueil paraissent être de prime abord, sauf une vingtaine, si étrangers à cette province, que le doute a dû planer sur l'authenticité de ce document. Mais en consultant la langue romane en usage dans ce pays, empreinte d'un caractère plus fixe que celui de la langue française, après avoir apprécié les légères modifications qu'elle a subies dans le cours des âges, sous des influences étrangères, on parvient à reconnaître, comme sous un vieux vêtement, les noms des lieux existants aujourd'hui, confirmés par une logique naturelle à leur destination et à leur emplacement.

Cette même langue a conservé à plusieurs localités, non citées dans ce document, leur dénomination latine, soit communes, telles que : *Casæ*, *Casellæ*, *Prata*, *Pratella*, ou em-

(1) La colonne milliaire de Joviac, indiquant précisément la distance de cette localité à Viviers, favorisait cette erreur. On oubliait qu'Àps et Viviers sont également éloignés de Joviac.

(2) Inter Joannis Columbi *opuscula varia*, Lugduni, 1668, in-folio. Le pouillé de Thomas a été reproduit en partie par l'*Annuaire de l'Ardèche*, publié à Aubenas, impr. Léopold Escudier, année 1857.

pruntées aux sites, aux évènements, à la végétation, telles que : *Asper locus, Ex aquis, Cruoris lacus, Hucclades, Mala vallis, Ad alnos, Ad salices*, etc. La langue romane est encore le guide le plus fidèle dans l'indication des châteaux et des camps (*oppida, castra, castella, campi*) établis pour la défense du pays et de sa capitale, tous placés dans des positions éminemment stratégiques.

Plus récemment, des études sur cette province, manuscrites pour la plupart ou insérées dans des recueils périodiques, ont aidé à l'intelligence d'une époque trop oubliée ⁽¹⁾.

Les traditions, acceptées dans une certaine mesure, ne sont point non plus à dédaigner. Tantôt c'est un récit simple et naturel dont la vraisemblance est appuyée par le caractère des temps, la nature des lieux ou par des traces matérielles ; tantôt c'est une légende dont l'enveloppe merveilleuse recèle un fond de réalité. Si, après avoir pesé la valeur propre de chacun de ces divers matériaux, on parvient, en les rapprochant, à composer un tout homogène, la preuve doit ressortir de cet ensemble.

Les ruines, enfin, dont le sol est jonché, les unes visibles encore, les autres disparues après vérification faite de leur existence, leur position relativement aux grandes voies et aux étymologies latines des lieux qui les recèlent, composent un faisceau de présomptions en faveur du tracé de ces voies, et deviennent la preuve évidente d'établissements romains ou gallo-romains.

Le pays des Helviens, dont il est ici question, devenu évêché d'Albe, puis de Viviers, sous le nom de VIVARAIS, n'occupait pas la surface actuelle qui forme le département de l'Ardèche. La plus grande partie de l'arrondissement de Tournon dépendait alors de l'église de Vienne ; la partie comprise entre Tournon et Cruas dépendait de l'évêché de Valence, tandis que l'évêché d'Albe et Viviers comprenait seulement la partie méridionale du département dont la chaîne des montagnes du Coiron traçait la limite depuis le mont Mezenc jusqu'à Cruas, sur les bords du Rhône. Ce pays était limité : au nord, par les

(1) La publication de l'*Annuaire de l'Ardèche* promettait d'intéressants résultats. Sa suspension est vraiment regrettable.

Vellaviens et les *Ségusiens* ; à l'est, par les *Ségalauniens* et les *Tricastins*, dont il était séparé par le cours du Rhône ; à l'ouest, par les *Arvernes* et les *Gabales*, et au sud, par les *Volces Arécomiques*.

Voici l'énumération des divers articles, puisés aux sources précitées, et l'ordre dans lequel ils recevront leur explication :

Le tracé de cinq voies romaines ;

L'indication de sept ponts ;

L'emplacement de huit châteaux et camps ; d'un champ de bataille et d'un camp sarrazin ;

Le nom de cinq montagnes, de quatorze vallées ou territoires, de dix-huit rivières et ruisseaux, de quatre villes romaines ou gallo-romaines, de trente bourgs ou villages environ, de trois temples, de dix-sept églises, de vingt-cinq maisons rurales (*mensæ boariæ, colonicæ*), la plupart dotations à l'église de Viviers ; le nom de quelques *villæ* romaines, maisons seules ;

L'indication de trois eaux minérales, de dix-sept pierres milliaires dont dix encore debout, d'un tombeau (*monumentum*), de deux sarcophages, de deux pierres de sacrifice et de plusieurs dolmens, menhirs et pierres branlantes.

Les rapports entre le nom ancien et le nom moderne de plusieurs de ces lieux étant insaisissables sans le secours de la langue romane, il est bon de faire connaître préalablement les principales modifications introduites dans sa syllabique et dans ses désinences par les peuples limitrophes de l'ouest, depuis la colonisation romaine jusqu'au V^e siècle, et depuis lors jusqu'au VIII^e, par les barbares du Nord. Ce sont le *c* dur au commencement des mots, changé en *c* doux ; c'est le *che* auvergnat, ce sera celui de la langue française, substitué à ce même *c* dans les mots dérivés du latin *capillus, capella, campus*, cheveu, chapelle, champ. Cette modification, venue de l'ouest, cesse exclusivement sur les bords du Rhône et s'est arrêtée à la limite méridionale de cette province. La lettre *x* est aussi dédoublée et remplacée par l'*s* ou le *z*.

Les invasions du Nord, au V^e siècle, firent pénétrer dans la langue des consonnances dures et allonger les mots par des désinences germaniques.

Sous Charlemagne, par un retour vers la bonne latinité, quelques lieux reprirent leurs noms primitifs en rejetant ces désinences, à la réserve de l'*s* finale et se dépouillèrent autant

que possible des redoublements de consonnes. C'est ainsi que la plupart des noms de lieux se trouvèrent rétablis.

C'est aussi d'après des noms anciens, reconnus sous leur dénomination moderne, que nous avons cherché, par analogie, à reconnaître, sous des noms modernes, quelques noms anciens ⁽¹⁾.

Voies romaines.

Albe, capitale du pays des Helviens, était le point de départ de cinq voies pavées et munies de pierres milliaires, conduisant : la première, à Lyon, par Valence; la deuxième, à Arles, par le bourg St-Andéol (*gentibus*); la troisième, à Gergovie, par les Cévennes; la quatrième, à Nîmes, par la ville ruinée présumée *Baccona*, et la cinquième, partant directement d'Albe, abrégeait le parcours de cette dernière voie qu'elle allait rejoindre au passage de l'Ardèche.

Voie d'Albe à Lyon.

La première, conduisant à Lyon par Valence, descendait dans la gorge de Fragol (*Fragosus torrens?*), passait le pont sous le château de Mélas (*castellum Melatis*), situé près des bords du Rhône, au point de ce fleuve le plus rapproché de la capitale. De là, elle suivait ses bords en face d'Anconne (*Aconum*), passait à Joviac (*Jovis aqua?*), dont la pierre, indiquant 8,000 pas, a été transportée à Privas; elle suivait la vallée des Vaucronnes, passait à Cruas (*Crudas*), Baix sur Baix (*super Balianam*), au Pouzin (*Puteum?*), ville dont le cimetière, gallo-romain, a été mis à découvert, à Soyons (*Subdio*), et franchissait le fleuve sur le pont de Valence, dont les fondements apparaissent dans les basses eaux, au point nommé la Tour-de-Constance, pour se rattacher à la voie d'Arles à Lyon.

La pierre milliaire de Cruas indique 47,000 pas; elle est encore à sa place.

(1) Les noms latins non suivis d'un ? sont donnés par des auteurs ou par des chartes, les autres sont fournis par l'induction.

Pierre milliaire de Cruas (Crudas).

IMP CAES
T AELIO HADR
AVG. ANTON
PIO P.P.
TRIB POT [•] VII
COS IIII
M. P. XVII

La pierre de Joviac n'en diffère que par le chiffre des pas.

Pierres trouvées au-dessus de Rochemaure (vallis cruda, crudatis).

D.	M	MEMORIÆ
MAXXIMI		AETERNE GET
CVPARI		TIVRSVLI
VOCRO		QVI VIXIT ANN
N NE SSES		XXII GETTIA
		RVFINE
		/////// IVS VRS //////////

Voie d'Albe à Arles.

La deuxième voie, conduisant à *Gentibus*, où elle se rattachait, sur l'autre rive du Rhône, à la voie de Lyon à Arles, passait par Viviers (*Castrum Helviorum*?). Sa longueur totale était de 24,000 pas. Les inscriptions de quatre pierres milliaires, établies sur cette voie, sous le règne d'Antonin, ont été relevées au commencement de ce siècle⁽¹⁾. Trois indiquent encore le nombre de pas. La pierre indiquant 6,000 pas était placée au pied du village de Saint-Thomé; celle qui en accusait 8,000 se trouvait près du pont de Viviers, et la troisième, qui marquait 24,000 pas, était placée au Bourg (*Gentibus*). Millin en découvrit une à Viviers qui, rongée dans sa partie inférieure, n'avait conservé que les mots suivants, dont voici le *fac simile* :

(1) Millin, *Voyage dans le Midi de la France*, 1807.

Pierre découverte à Viviers par Millin.

VALERIANO
P. AVGVS NEP
CON ///////////////
//////// V ///////////
////////////////////
////////////////////
////////////////////

Voie d'Albe à Gergovie.

La troisième voie, conduisant à Gergovie, traversait le Riou-mau, proche d'Albe, sur le pont *Vopiscum*; elle passait sur le col de St-Jean le Centenier (*castellum Centenarii*), traversait le torrent de Claduègne sur un pont dont les fondements apparaissent sous les cailloux de son lit, passait au pied de Mongol (*Mons Galli* ou *Galiani*?), traversait la fertile vallée de Pradel (*Pratellum*), s'élevait (*ad scand*) sous Palagaïl (*Palatium Galiani*?) pour descendre rapidement (*per scalam*?) dans la vallée de Lussas (*Lucia*); elle la traversait près des carrières exploitées pour les constructions de la ville d'Albe, après en avoir passé la rivière sur un pont, descendait sous le chastelas (*oppidum*?), par l'Echelette (*Scaleta*), dans la vallée de l'Ardèche (*Hentica*), jusqu'au débouché de la gorge d'Uscel (*Uscellum*?). Là, elle suivait la rive gauche de l'Ardèche à une certaine élévation jusqu'à Niaigles, d'où elle descendait sur le bord du fleuve pour le traverser au-dessus de Romejit (*Romæ, iter, itus, itio*?), et s'y bifurquer près du pont de la Baume, à l'aboutissant de trois vallées où Valérius Constantin fit placer la pierre milliaire qui, de même que la chaussée (*agger*), avait dû être souvent entraînée par les eaux ⁽¹⁾.

Elle passait ensuite devant Romigier (*Romæ agger*?) sous

(1) Un maçon équarrissait déjà cette pierre pour un jambage de porte, lorsqu'un habitant du Pont-de-la-Baume, M. Croizier, eut la bonne pensée de la racheter, de la dresser sur un piédestal à l'entrée du hameau, et de la couronner d'une croix. Au milieu du vandalisme par indifférence que nous pratiquons si fort, cette action mérite des éloges.

Mayras (*castellum Majus?*), traversait la Champagne de Montpézat (*Campus Montispedis?*) et se divisait en deux parts au pied de la montagne. L'une, gravissant la gorge du ruisseau de Pourseilles (*per Salices?*), franchissait le Pal, traversait le Rieutord (*Rivus tortus?*) pour aborder la frontière, par le Béage (*Bisatio*), nom qui accuse une bifurcation, et par *Arvematenia* (*Arvernorum meta?*) ou le Mézenc. L'autre part passait par la vallée de Eontaulières (*Fons alnorum?*), le Roux, gravissait les plateaux de Faujan (*Fanum Jovis?*) et de Lanarce (*Ligernascens*) pour arriver à Pradelles (*Pratella*).

Voie d'Albe à Javols.

La voie qui, ainsi que nous l'avons dit, se détachait de la précédente au pont de la Baume, traversait l'Alignon sur le pont romain encore debout, puis l'Ardèche sur celui à base romaine, dit de Barutel, près de Nérac; elle remontait la vallée devant Mayres (*castellum Minus?*), s'élevait jusqu'au col de la Chavade (*Calveia?*, montagne nue), pour descendre de là au sud-ouest dans la vallée de l'Allier, et rejoindre, par Langogne et Javols (*Gabalum*), la voie d'Aquitaine ⁽¹⁾.

La trace des pavés de cette troisième voie se fait remarquer à l'issue du pont ruiné de St-Jean, dans le chemin délaissé sous Mongol, proche du Pradel, dans la plaine de Lussas, entre le pont ruiné et le hameau de Mias et, au-delà, dans les parties non rectifiées de la rampe de l'Echelette, aux abords d'Uscel, sur la crête des collines qui bordent l'Ardèche, près de Niaigles, dans le chemin de ce village au pont de la Baume. Entre ce point et le pont sur l'Alignon, la voie est intacte sur un parcours de deux à trois cents pas. Les pavés reparaissent aussi au-delà de Montpezat, sur la montée des Cévennes et particulièrement au Roux.

(1) Je suis redevable de l'indication du tracé de cette voie, depuis l'Alignon jusqu'à l'Allier, à l'obligeance de M. Raymond, architecte du département de l'Ardèche.

IMPERAT CAE
VAL CONSTANTINO
BONO CÆSARI DIVI CON
AUG FILIO
BONO REI
PVBLICE
NATO

Cette inscription, rapprochée de celle de Millin, en éclaircit le sens. Ces deux pierres datent de Constantin, qui fit remplacer les pierres détruites du règne d'Antonin.

Voie d'Albe à Nîmes.

La quatrième voie se détachait de la précédente entre Montgol et le Pradel. Elle longeait la colline qui sépare les deux vallées de Claduègne et d'Auzon, y traversait une ville aujourd'hui ruinée, passait, sur un pont, la dernière rivière au-dessus de Saint-Germain, la passait de nouveau au-dessus de Lanas, suivait la vallée de l'Ardèche à Ruons pour la franchir à Salavas (*Saltus vallis?*), et s'en éloignait au midi, par Vagnas, dans la direction de Nîmes.

Cinq pierres milliaires subsistent encore sur son parcours dans ce département, et l'inscription d'une sixième, disparue depuis un demi-siècle environ, a été conservée ⁽¹⁾.

La première se voit entre les ruines du pont romain d'Auzon et le village de Saint-Germain; la deuxième, entre Balazuc et Pradon. C'est après ce village qu'était placée la troisième, disparue. Les quatrième et cinquième se voient à Salavas, et la sixième à Vagnas ⁽²⁾.

Toutes ces pierres sont taillées sur un même modèle, ce qui permet de les reconnaître à défaut des inscriptions effacées par le

⁽¹⁾ Indiquée par M. O. de Valgorge, de regrettable mémoire, dans les *Souvenirs de l'Ardèche*. J'ai reçu l'affirmation de son existence de la part de M. Villard, ancien notaire à Vallon, qui tenait le fait d'un parent de l'auteur des *Souvenirs*.

⁽²⁾ Je dois l'indication des trois dernières pierres à l'obligeance de M. Delorme, conducteur des ponts et chaussées. Il serait à désirer que tous ses collègues eussent le même esprit de remarque et d'observation.

temps. La formule de ces inscriptions ne varie que sur le nombre des pas.

Inscription de la pierre milliaire sous Pradon, citée par O. de Valgorge.

IMP TITO
AELIO HA
DRIAN AN
TONINO
P. P. TRIB P^O
VII COS IIII
M. P. XXI

Cette voie conserve quelques traces de son pavé, à Croursillac (emplacement d'une ville ruinée), aux abords du pont ruiné d'Auzon, dans le chemin délaissé de St-Germain et dans celui qui, de ce village, conduisait à Sauveplantade.

Vole directe d'Albe à Nîmes.

La cinquième voie partait de la citadelle d'Albe, laissait bientôt à gauche le chemin de Valvignères (*Vallis vinearia*), et s'élevait rapidement sur les pentes du Mont-Juliau (*Mons Julii Cæsaris?*). Arrivée près du sommet, elle se dirigeait par la vallée du Rouanel dans celle d'Ibie, passait à Mercoiras (*Mercurius?*), proche St-Maurice, et débouchait, par cette vallée, dans la plaine de Vallon où elle joignait la quatrième voie, à Salavas (*Saltus vallis?*). Quatre pierres milliaires de cette voie, perdues aujourd'hui, ont été reconnues par Giraud-Soulavie et placées dans la carte géographique de ses œuvres. La trace des pavés s'est conservée sur un assez long parcours, du sommet de Juliau jusque dans la vallée du Rouanel, sous la dénomination de *chemin ferré*.

Ponts romains.

Voici l'indication des sept ponts sus-mentionnés : 1° les ruines du pont de Fragol, sur la voie d'Albe à Lyon ; 2° le pont jeté sur l'Escoutay (*Scotadium*), près de Viviers, sur la voie d'Alba à Gentibus ; 3° les bases du pont de Claduègne à St-Jean ; 4° les

ruines du pont qui faisait passer à la voie de Gergovie la rivière d'Auzon, près de Mias; 5° les restes du pont qui faisait passer cette même rivière à la voie de Nîmes, au-dessus de St-Germain; 6° le pont bâti sur l'Alignon, en grande partie de construction romaine; 7° les bases du pont de Barutel, près de Neyrac.

Châteaux et camps romains.

Nous avons pu reconnaître l'emplacement de dix camps (*oppida, castra, castella, campi*); deux ont retenu le mot *castrum* défiguré sous celui de *jastres*, par suite du *c* dur changé en *ç* doux, et trois camps se retrouvent sous les noms de CHAMPAGNE, CHAMPUSAS et CAMP DE CÉSAR.

Lorsque Rome, impuissante à se défendre elle-même, livra la Gaule aux barbares du Nord, plusieurs de ces camps abandonnés ne retinrent que le nom de leur partie principale, la moins sujette à la destruction : l'*Area* au lieu de *Castrum*. Ce mot *Area* se retrouve dans six noms de châteaux ou camps, sous les désinences IERS, AYRS, EYRS, EYRAS, ERIAS, EYRIAS ⁽¹⁾.

(1) Si la recherche de l'emplacement de camps et châteaux romains sous des noms modernes dissimulant plus ou moins le mot *area*, était reconnue de quelque valeur, elle faciliterait l'exploration de cette matière. Nous faisons part des remarques qui nous ont engagé à l'employer, dans le but de faire partager notre opinion à ce sujet.

A propos de la cité d'Aeria, non loin du Rhône, nous avons remarqué que les castra ou oppida d'Aleria (Corse), d'Almeria (Espagne), renfermaient dans leur appellation un terme commun qui faisait supposer un même caractère, une destination pareille : c'est *Aria* pour *Area*. De même que, de nos jours, les villes de Châteauneuf, Châtellerault, Châteaudun, Castellane, etc., renferment un terme commun qui rappelle leur caractère défensif. Cette induction se trouve appuyée par cette remarque que le castrum établi sur le rocher de Jastre est situé sur le territoire du hameau d'*Eyrias*; que le camp de César est proche du village des *Eyrs*; que le camp de Crugnières était établi aux *Ayrs*; que le bourg de Berrias, dans le voisinage duquel on a reconnu un camp, renferme le mot *eria*; que le village d'*Arras*, dans cette même province, possède un camp romain. De telles coïncidences seraient-elles un jeu du hasard ? Nous ne pouvons le croire.

Si, après avoir reconnu que la plupart des camps et châteaux étaient situés auprès de localités retenant le mot *Area* plus ou moins altéré, on recherchait si des camps ont existé proche de lieux contenant dans leur nom

Voici l'emplacement raisonné pour la plupart de ces châteaux ou camps : trois protégeaient immédiatement la capitale, située à la bifurcation ou plutôt au contact de deux vallées. L'un d'eux défendait l'accès de la vallée supérieure, et les deux autres, le bas des vallées qui y donnaient accès du côté du Rhône.

De plus, bien que le bassin de la ville d'Albe soit assez découvert, il est dominé, au sud-ouest, par les pentes abruptes du mont Juliau. Afin d'éviter toute surprise de ce côté, un simple camp était établi sur le plateau qui forme le versant opposé à celui du côté de la ville, dont la sécurité se trouvait ainsi suffisamment garantie. Car, Albe, comme toute cité vraiment romaine, était assise dans une plaine agréable. Elle était munie d'une citadelle fondée sur une coulée de laves à l'autre bord de la rivière qui baignait ses murs, et destinée à la protéger bien moins contre les ennemis du dehors que contre ses propres querelles.

Le camp de CÉSAR était établi non loin du point de jonction de la chaîne du Coiron (*Cemenus mons*) aux Cévennes (*Gebennæ montes*). De ce point, qui domine les deux versants qui séparent le Haut du Bas-Vivaraïs, l'on était maître du passage qui eût permis à des hordes venues de l'ouest d'exercer, du haut de cette chaussée naturelle, leurs dévastations jusque sur les bords du Rhône.

Le camp de BERRIAS dominait, à l'ouest, la plus grande plaine de l'Helvie. A toutes les époques guerroyantes, ce lieu a été militairement occupé, depuis la conquête romaine, pendant les guerres des Cévennes jusqu'au camp de Jallez.

Le camp de Crugières était établi dans la plaine des Ayns, devant le village de St-André. Des monnaies romaines, des pièces de fer, de bronze, recueillies à différentes époques, et les tuiles à rebord, éparses dans les champs, y attestent un établissement romain.

Le camp de CHAMPAGNE fut occupé par les troupes de César

ce même mot, et placés, d'ailleurs, dans des positions vraiment stratégiques, il y aurait là des chances de succès, si peu que quelques tuiles ou pièces de monnaie romaines y fussent recueillies et quelques pans de murs mis à découvert.

lors de ses mouvements vers les Arvernes. Il est situé au pied des Cévennes, sur la voie de Gergovie.

L'oppidum de JASTRES, situé près d'EYRIAS, était assis sur un plateau incliné à l'est, et dont le sommet domine l'Ardèche à l'ouest d'une hauteur à pic d'environ deux cent cinquante mètres. L'analogie de sa position avec celle de plusieurs autres oppida, l'absence de mortier dans son grossier appareil, et la présence de monuments celtiques dans son voisinage, prouvent suffisamment qu'antérieurement à la conquête ce castrum romain était un oppidum gaulois. Son enceinte est encore entière; elle est munie d'une citerne; ses murs, composés d'énormes blocs, s'élèvent de un à deux mètres au-dessus du sol. Cet oppidum occupait à peu près le centre du pays des Helviens, sur la voie de Gergovie et d'Aquitaine.

Le camp de MAYRAS dominait l'affluent des deux principales vallées qui conduisaient chez les Arvernes et les Gabales, et la voie romaine devant le hameau de Romigier (*Romæ agger?*). Des pans de murs de construction romaine apparaissent encore au-dessus du sol.

La synonymie du nom de MAYRES avec celui de MAYRAS, et la position de ce lieu commandant la vallée de l'Ardèche et la voie conduisant à Javols, permettent de supposer sur ce point non exploré l'établissement d'un camp.

Au sud et non loin du camp de CRUGIÈRES, sur un terrain appelé les CAMPAGNES, on a découvert, à diverses reprises, des débris d'armes et des monnaies romaines, ainsi que deux boîtes en argent fortement alliées, contenant des instruments de chirurgie. Ces découvertes et le nom de CAMPAGNE, dérivé de *campus*, paraissent attester le lieu d'un combat.

Les montagnes de Berg ont pour point culminant le plateau de REZ, qui domine la vallée du Rhône, de Vienne à la mer. De forme ovale, taillé à pic au sud et à l'est, incliné au nord par une pente rapide, il est détaché, à l'ouest, d'un contre-fort à longue arête, par un large fossé. Devant ce fossé et sur le côté nord, partout où les rochers à pic font place à un plan incliné, le sol est jonché de débris de murs en pierres sèches, s'élevant encore, sur plusieurs points, à deux mètres de hauteur, et couvrant le sol de leurs débris sur une longueur de huit mètres. Des tours dont on voit les traces les appuyaient à l'intérieur. Vers le centre du plateau, les débris de cinq tours indiquent une

construction pentagone; près de là, quelques matériaux, dispersés sur un plan carré, mêlés de tuiles à rebord, accusent un logis. Le nom de Rez peut venir du mot arabe *ras*, signifiant sommet, cap. Les deux ruisseaux qui coulent sur ses flancs prennent, à leur point de jonction, le nom de *Rimouren*, rivière des MAURES.

Noms supposés des châteaux et camps.

Ces *Castra*, plus tard *Areæ*, devaient posséder chacun un nom propre. Nous donnons ici ceux que nous supposons avoir pu leur appartenir.

Le *Castrum* placé à l'embouchure de la rivière d'Albe, dans le Rhône, sur le rocher de Viviers, nom qui recèle l'*Area* dans sa finale *iers*, avait l'honneur de s'appeler *Castrum Helviorum*, non pour cela qu'il en fût la capitale, comme aucuns l'auraient prétendu avec un semblant de raison, mais parce qu'il était situé à la porte de l'Helvie, vis-à-vis de la riche et puissante province viennoise. Il en était la principale entrée.

Ainsi, nous voyons aujourd'hui une porte de nos diverses places frontières s'appeler la Porte-de-France, sans impliquer rien de plus; que, par cette place et par cette porte, le pays voisin communique avec la France. Lors du changement de *Castrum* en *Area*, le *Castrum Helviorum* devint l'*Helviorum Area*, et par élision, *Helviarea*, *Helviarium*, d'où *Viario*, *Vivaria*, *Vivarium*, nom apparu dans les auteurs anciens sans étymologie connue.

L'accès inférieur de la vallée qui, par un col fortement échancré, aboutissait sur la ville d'Albe, était défendu par le *Castrum Melatis*, que son voisinage du Rhône et d'Albe faisait l'entrepôt naturel des transports par le fleuve du commerce de la capitale. C'est aujourd'hui MÉLAS ⁽¹⁾.

Lors de la ruine d'Albe, au V^e siècle, le clergé épiscopal, par une prévision justifiée, fit choix, pour son refuge, de ce *Cas-*

(1) L'exploratoire de ce castrum fut occupé, au XII^e siècle, par un château autour duquel se groupa un nouveau village qui prit le nom de *Tigillum* (signal); au moyen âge, *Tillaud*; aujourd'hui, le TEN.

trum, le seul des trois situé hors de la marche des barbares. Il y séjourna un quart de siècle environ. Des murs de construction romaine, ciments, monnaies, cimetière gallo-romain, etc., attestent encore son existence.

Le *Castrum* qui commandait le haut de la vallée, sur le col qui sépare celle d'Albe ou d'Escoutay de celle de Claduègne, au point où passait la voie qui conduisait à Gergovie d'une part, et de l'autre à Nîmes, s'appelait *Castrum Centenarii*. La tradition y a perpétué le souvenir d'un poste de cent hommes. Le village de St-Jean, qui l'a remplacé, s'appelle ST-JEAN-LE-CENTENIER, et le quartier situé au-dessus du village a retenu le nom de JASTRES, altération de *Castrum*.

Le camp établi sur le mont Julius était appelé *Campus Albæ?*, aujourd'hui CHAMPUSAS, CHAMP d'APS ou mieux d'*Osas*, nom roman de ce village, perpétué dans le patois. La tradition a maintenu en ces lieux le souvenir d'une sanglante bataille. L'histoire nous apprend que les Arvernes, ennemis acharnés des Helviens, ayant été attaqués par ces derniers, les repoussèrent au point, de les obliger à se renfermer dans leurs villes (*Commentaires*, l. 7). Les Vandales, au commencement du V^e siècle, détruisirent de fond en comble la ville d'Albe, après avoir saccagé le pays des Gabales. Il est permis de supposer que la tradition s'applique à l'un de ces deux événements. Pour attaquer la ville en venant du côté des Gabales, on évitait, en abordant le camp d'Albe, de passer sous le *Castrum* du CENTENIER.

Quand on est sur les lieux, on se figure, battus et pourchassés, les soldats d'Albe fuyant par l'unique vallon qui s'ouvrait à leur gauche, tant pour échapper au plus vite, que pour se réfugier au plus tôt sous le *Castrum* du Centenier, d'où le nom MALAVAL, conservé à ce vallon. Le plateau sur lequel était assis ce camp, n'offrant aucun côté abrupt, des tertres et des talus artificiels défendaient son approche du côté le plus découvert. Les noms modernes de MANESCALI (*manere, mansio, scalæ?*), de la MORTE (*tumulus?*), rappellent ces travaux défensifs.

Le camp de CÉSAR a conservé son nom jusqu'à ce jour. Le village des EYNS près duquel il est situé, viendrait d'*Area Cæsaris*.

La situation du camp de *Berrias* lui aurait valu le nom de *Bella area*, d'où *Berrias*.

L'antique village de St-André domine, du haut de son tertre, l'emplacement du camp de Crugières, situé aux AYRS. Il est dominé lui-même par deux monticules munis d'épaisses substructions, restes de pièces fortifiées. L'un s'appelle la Croix, et l'autre, donné au V^e siècle à l'église de Viviers, par l'évêque Jean sous le nom de *Clariaco*, s'appelle Clayrac. CRUGIÈRES viendrait de *Crucis Area*.

Le camp de la CHAMPAGNE de Montpézat est resté avec son nom primitif.

L'oppidum de JASTRES, situé sur le territoire des deux hameaux de MIAS et d'EYRIAS, occupait le centre du pays des Helviens, au milieu des autres camps. Il a pu s'appeler *Castrum medium*, d'où *Mediarea*, dont les deux hameaux se seraient partagé le nom.

Le camp de MAYRAS, important par sa position au pied des Cévennes, sur le passage de la voie des Arvernes dont on redoutait l'inimitié, dominait la jonction de deux vallées. Il a pu s'appeler *Castrum majus*, *maior area*, d'où MAYRAS, dont la finale *as* exprime, dans la langue romane, l'exagération en grandeur, volume, qualité.

Le camp de MAYRES répondait aux mêmes besoins de défense que celui de MAYRAS. Il défendait l'accès du pays des Helviens sur le chemin des Gabales, comme celui de MAYRAS sur la voie des Arvernes. Serait-il le *Castrum minus*, *minor Area*?

Nous exprimons, sans plus l'affirmer, ce que ces étymologies peuvent offrir d'exact ou de vraisemblable.

Montagnes.

Voici les noms des cinq principales montagnes de l'Helvie :

Les Cévennes.

1^o Au nord-ouest, les Cévennes, traversées par la voie des Arvernes et par celle des Gabales, étaient appelées *Cevenna mons*, *Cebennæ montes* ou *Gebennæ*.

Le Mezenc.

2^o Le Mezenc, point culminant des Cévennes, sur la limite du pays des Arvernes, était appelé *Meta Arvernorum*?. Au VII^e

siècle, une église, dédiée à St-Pierre, fut construite à Arvernatenie (d'*Arvernorum Meta?*), village situé à ses pieds sur la frontière des Arvernes, non loin de la Loire. C'est aujourd'hui le Béage, au moyen âge *Bisatio* de *Bis itio?*, indice d'un embranchement de voie. La paroisse de ce bourg est, en effet, la seule sur cette frontière, sous le vocable de saint Pierre.

Le Coiron.

3° La longue chaussée volcanique du Coiron, dans la direction des Cévennes au Rhône, composait, au nord, avec les montagnes dites des Bouttières, les *Cemeni montes*, ramification des *Gebennæ montes*, dirigée sur le Rhône entre les vallées du Doux (non loin de l'embouchure de l'Isère), et d'Escoutay, près Viviers. C'est, en effet, sur son versant méridional que finit la culture du figuier et de l'olivier, et dans ses flancs que coule le Plumen, *Obris vel Orobius*, l'Erieux, ainsi que le mentionne Strabon. Ce qui vient à l'appui de cette opinion, c'est que, dans les chartes du VII^e siècle, le Coiron est appelé mont *Cenot*, altération de *Cemenos*; plus tard, *Conot*, et en dernier lieu *Coiron*, à cause de l'aspect *cuit* de ses basaltes et scories. Et, d'ailleurs, la chaîne des Cévennes, courant du nord au midi, ne possède pas, à proprement parler, de flanc méridional, tandis que le Coiron en présente un dans sa longueur de l'ouest à l'est, couvert, encore aujourd'hui, de figuiers et d'oliviers ⁽¹⁾.

(1) A propos de la voie Agrippine, de Lyon à Bordeaux : *Unam (viam) quæ per Cemmenos montes usque ad Antones et Aquitaniam*, Bergier dit : « Les » monts (il traduit Cemmenos par Cévennes) prennent leur commencement » près de Lyon et autres places assises sur le cours du Rhône, *spécialement* » où le Rhône et l'Isère se joignent, et de là s'étendent de droit fil jusque » près des Pyrénées. » Les Cévennes, appelées *Gebennæ*, prennent leur commencement bien au-dessus de Lyon, vers Tarare, tandis que les *Cemmeni montes* commencent non loin de la jonction de l'Isère et du Rhône, et composent la partie centrale du Vivarais. Cela nous porte à croire que la voie Agrippine empruntait celle de Lyon à Arles jusqu'à Valence, et de là les deux voies d'Albe à Lyon et d'Albe à Javols, suivant ainsi les *Cemmenos montes* depuis leur commencement, vers l'embouchure de l'Isère, jusqu'à leur jonction avec les Cévennes.

Le Tanargue.

4° A l'ouest, le mont Tanargue s'appelait *mons Taranus* ou *Taranicus*. Il était dédié à Jupiter tonnant. Au pied de cette montagne, du côté le plus central et le plus peuplé de l'Helvie, s'élevait un temple en son honneur. Un château élevé sur ses ruines a conservé le nom de Faujan (*Fanum Jovis?*); tout auprès est le mont Jau et le vallon d'Ajou.

Montagnes de Berg.

5° La partie montueuse comprise entre la vallée du Rhône, au levant, celle de l'Ardèche, au couchant et au midi, et celle d'Escoutay ou d'Albe, au nord, couverte de bois et de pâturages, portait le nom générique d'*Alpes*, désignant encore de nos jours, par le mot *alp*, des pâturages élevés. Les évêques de Viviers portèrent jusqu'au VIII^e siècle le nom d'*Episcopi Albenses*. Ils le transformèrent ensuite en celui d'*Alpenses*, qui avait l'avantage d'accuser la possession de nombreuses propriétés sur ces Alpes, appartenant, en effet, à l'église de Viviers, tandis que le nom d'*Albenses* ne rappelait plus qu'une ville anéantie.

Après l'invasion des barbares, au V^e siècle, la ville de *Gentibus*, assise au pied de ces montagnes, sur les bords du Rhône, avait reçu le nom de *Bergoiat*, qui renferme le nom générique de montagne en langue germanique. Au IX^e siècle, elle érigea dans le cœur de ces montagnes un oratoire à son patron, *sanctus Andeolus à Bergoiat*, aujourd'hui ST-ANDÉOL-DE-BERG, tandis que tout proche de là l'importante grange Cistercienne de BERG s'enrichit, à la fin du XII^e siècle, de pâturages désignés encore sous le nom de *ad pascuas alpium*, aujourd'hui PASCALON. Depuis lors, ces montagnes ont conservé le nom de montagnes de Berg.

Vallées et territoires.

Les chartes anciennes nous ont donné treize noms de vallées ou de territoires. Ce sont, en se servant de noms modernes pour indiquer leur assiette :

Le *territorium Corbonense*, situé entre le Bourg et l'Ardèche;

Le territorium Langdonis, situé entre le Bourg et Viviers ;
La vallis Conspiensis, située entre le Rhône et Valvignères.

La Vescova, littoral du Rhône compris entre Mélas, évêché provisoire, et Viviers, fut donné à l'évêché par les fidèles après le pillage d'Alaric II.

La Cruda vallis? continuait la *Vescova* jusqu'à CRUAS, jadis son chef-lieu sous le nom de *Crudas*. Ses habitants s'appelaient *Vaucrones*. Les terres ocreuses et rougeâtres de sa montagne volcanique avaient peut-être motivé cette dénomination ;

La vallis Vinearia, située au midi d'Aps, conserve aujourd'hui son nom de VALVIGNÈRES et sa renommée, comme au temps de Plîne et de Columelle ;

La vallis Ibiæ traçait le plus court chemin d'Albe à Nîmes ; elle est située dans les montagnes de Berg ;

Le territorium Samsonense est situé au sud de l'embouchure de la rivière de Chassezac sous le village de *Sampzon* ;

La Cazona vallis commençait à CHAZEUX et se continuait le long de la Lande jusqu'à CHASSIERS ;

La vallis Gorgia, VALGORGE, pénétrait dans les flancs du mont Tanargue ;

La vallis Nitrans renferme la rivière de Borne et les *aguæ nitrosæ* de St-Laurent-les-Bains ;

La vallis Contra-Vitans? (Contranice au VIII^e siècle), aujourd'hui vallée de la Souche, descendait à l'opposé de la *vallis Nitrans* ;

La Via lata, gorge profonde, conduisait, de la vallée dite *interaquas*, aujourd'hui d'*Entraygues*, au camp de César. Elle renferme le village de la VIOLE et le torrent de la VIOLANE, dit Volane, qui, grossi par deux affluents, va couler dans une vallée plus ouverte du simple nom de *Vallis*, VALS.

Rivières et ruisseaux.

Vingt noms de rivières sont retrouvés à peu près entiers.

Scotadium, l'ESCOUTAY, passait à Albe ; il se jette dans le Rhône devant Viviers. Il compte parmi ses affluents le *Gulienus*, la GULLES, qui tournait la ville d'Albe et passait au pied de son théâtre ; et le *Rivus malus?*, le RIOUMAU, dont l'embouchure est à un mille au-dessus des ruines d'Albe.

Fragosus torrens?, FRAGOL, se jette dans le Rhône sous Mélas.

Bavarius, petit ruisseau qui se jette dans le Rhône au-dessus du bourg. Nous ferons observer, à propos du ruisseau voisin appelé *Auxon* dans Cassini, et de plusieurs autres *Auxon* ou *Alzon*, que ce nom, donné par les Sarrasins à plusieurs cours d'eau, a fait oublier leur nom primitif. Cet *Auzon* est plus connu dans ces parages sous le nom de *Rimouren*, *rivière des MAURES*.

Ibia, l'*IBIE*, coule dans les montagnes de Berg. Son embouchure, dans l'Ardèche, est au-dessous de Vallon. Un de ses affluents s'appelait *Rivus Mercurii?*, c'est le RIMER CUER; sur ses bords est le mas de MERCOYRAS; et celui d'*Hermes-Sanus?*, les HERMESSÈNES, en est tout proche.

Liger, la LOIRE. Son nom remontait, dans l'Helvie, à son premier affluent, le Vernasson, qui prend sa source à la montagne de LANARCE (*Ligernaticum*, *Ligernascens*). Il était pris pour le fleuve même, tandis que la Loire de nos jours, dont la source coule dans les prairies désertes du Gerbier-de-Jonc, passait pour être son premier affluent sous le nom de *Rivus tortus*, RIEUTORD, à cause du coude aigu qu'il décrit devant Usclades.

Hentica, *Hertica*, l'ARDÈCHE, ainsi désignée au VI^e siècle. Les rivières suivantes composent ses affluents.

Fons alnorum?, FONTAULIÈRES, passe à Montpézat ainsi que *Persalices*, POURSEILLES.

Alinna, l'ALIGNON, coule à l'opposé de la *Linna*, dans la vallée *Contranitans* (de la Souche), opposée à la *vallis nitrans*. Provenant de la montagne de Jupiter tonnant, *Taranus*, elle a laissé son nom générique de *Jovis aqua?* au bourg de JAUIAC.

Bisorta?, la BISORGUE, qu'explique sa double source, coule près de Juvinas.

Rivus cinerum?, le CENDRON, issu des pouzzolanes du Coiron, se jette dans l'Ardèche, au-dessus d'Aubenas.

Rivus Ulevolæ, le LUOL, coule dans la vallée voisine; il passe à St-Etienne-de-Boulogne (*Sanctus-Stephanus ab Ulevola*).

La rivière qui parcourt la vallée de Lussas, si pleine de souvenirs romains, a perdu son nom sous le nom sarrasin d'Auzon; elle reçoit la rivière de *Clades ignis?*, CLADUÈGNE. La tradition d'une bataille, les traces d'un incendie, la ruine d'une ville sur

ses bords ; et, sur la colline de Croussillac (*Cruoris lacus?*), le terrain empreint du sang d'une hécatombe et recelant encore la pierre sacrificatoire, et, d'autre part, la source originaire de volcans éteints, et son lit noir de basaltes, justifient le nom sanglant de cette rivière.

Lauda, la LANDE, coule dans la vallée, entre Chazeaux et Chassiers.

Linna, la LIGNE, passe à l'Argentière et va se joindre à une rivière de même nom.

Bessina, la BAUME, ainsi nommée au VI^e siècle, passe à Joyeuse et à Rosières. Ses deux sources (*bis nascens?*) viennent de la montagne de Jupiter Taranus ; elle a laissé son nom générique de *Jovis aquæ*, au château et à la ville de *Joyeuse*, élevés en face de l'affluent du *Blajou*. Les exemples de localités prenant le nom de la rivière qui les traversent sont assez fréquents.

Cassagnaqua, CHASSEZAC, était la rivière de *Cassagne* francisé CHASSAGNE et mentionné au V^e siècle ; elle prend sa source dans la Lozère.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, il y avait rapport de nom entre la localité et la rivière, de même qu'on voyait la propriété de *Laudot* au VII^e siècle sur la *Lande*, et celle de *Legulian* au VIII^e siècle sur le *Gullanus* la *Gulle*.

Villes et villages.

D'après les vestiges de l'époque romaine, on peut induire que ce pays était aussi peuplé qu'aujourd'hui ; il possédait peut-être moins de petites villes et de bourgades, mais ses quelques villes étaient plus considérables que de nos jours, et ses campagnes étaient animées par un grand nombre d'établissements ruraux très-importants (*villæ*), mas, hameaux.

Sa ville capitale, *Alba Augusta Helviorum*, renfermait une population estimée devoir être de 60,000 âmes. L'étendue de son emplacement, le luxe de ses constructions et la richesse de ses débris rendent ce chiffre vraisemblable. Elle couvrait un triangle d'un kilomètre de base sur deux de hauteur, et sa banlieue était peuplée par de nombreux faubourgs.

Elle possédait un temple de Jupiter servi par des Flamines augustales, un théâtre, des thermes dont les murs étaient revê-

tus de marbre et de peintures. Les nombreuses mosaïques que la charrue découvre chaque jour indiquent la fréquence de leur emploi dans le pavé de ses habitations. Elle était ville latine et jouissait par conséquent de la plupart des droits attachés au titre de citoyen romain.

Cette notice géographique ne le comportant pas, nous n'entrerons pas dans plus de détails sur cette capitale, non plus que sur les débris et objets d'art exhumés jusqu'à ce jour. Nous nous bornerons à citer quelques inscriptions lapidaires :

D.	M.	D.	N.M.	L	PINARIO
PETRONI		CENSORIV		OPTATO	
SECVNDILLI		DIONISI		CVLTORILARVM	
SECVNDVS F		DAVERIVS		SEX ANTONI	
SECVNDINVS		EVTYCHES		MANSVETI ET	
CARISSIMA		ET TERENTIA		L VALER. RVFINI	
PETRONA		ELVSINA PA			
//// VXOR		RENT FILIO			
		KARISS. POS.			

D.	♡	M.		D	M	D	M
PARDV LE		♡ D.M. ♡		TINCIAE		CONNIAE	
POSIT♡ME		SEVERAE P		TYCHE MV		AMATIAE	
MORIAM		G ET MARI		LIERI OP		ATT AMOE	
SILVINVS		NA. PPP.		TIMAE L		NVS HEZCN	
EVTYCHEA				CASCELLA		HONORAT	
MERENTIS				POS.		TII PIENT	
SIME.							

Nous supposons cette dernière inscription inédite. Nous l'avons relevée aux environs d'Albe, au quartier d'Elusina, dont le nom figure dans la seconde inscription ; Lusigna au IX^e siècle.

La seconde ville de la province était *Gentibus, Bergoiat* depuis l'invasion des barbares du Nord jusqu'au X^e siècle, puis *Burgalenus Sancti Andeoli*, aujourd'hui Bourg-St-Andéol.

Située sur le Rhône auprès d'une belle source intarissable, elle jouissait certainement de quelque importance au II^e siècle, puisqu'un des apôtres, envoyés d'Orient dans les Gaules par saint Polycarpe, afin de répandre la lumière de l'Évangile dans

les grands centres de population, se détacha de ses compagnons pour y prêcher la nouvelle doctrine.

Elle possédait un temple dédié au dieu Mithra, dont il reste un bas-relief et une inscription.

Le séjour de sa campagne était recherché par les patriciens de la province narbonnaise; on y a reconnu les ruines de riches *villæ*.

Son église a été fondée sur des débris romains.

On y remarque des inscriptions, et, dans son intérieur, un beau sarcophage qui reçut au IX^e siècle les reliques de saint Andéol.

HIC REQVIIS
CET IN PACE
IAC DOMNO
LVS QVI VI
XIT ANNVS
XXXVIII ET
DEES III OBITT
III K MAIAS
XII REG DOM
NI ALARICI.

FABIVS ZOILVS SIBI
CONSVADVLLIAE PRI ///
VAE MARITAE CARISSIM
S T HABEREMVS. FECIT

D M
TIB. IVLI. TERENTIA
NO ANNVM. VII. D. II.
IVLIVS. CRANTORT
TERENTIA. VALERIA
FILIO SVO. DVLCISSIMO.

D. S. INVI MITHRAE MAXS
MANNI F VIS MONIT
T MVRSIVS MEM P. S. P

Ces quatre inscriptions sont toutes dignes d'attention. La première fait mention du règne d'Alaric; elle recouvre encore probablement les cendres de Dominolus replacées là lors de la reconstruction de l'église au IX^e siècle par l'évêque Bernoin. Elle est placée sous le porche à droite de la porte ⁽¹⁾.

(¹) C'est avec un profond regret que nous avons vu arracher naguères, de ce même porche, la pierre tumulaire du bienheureux Bernoin qui dota le bourg de cette église des reliques de son patron, et le combla de ses bienfaits. Les auteurs de cette profanation auraient dû respecter ce que les huguenots et 93 avaient laissé à sa seule et véritable place.

La deuxième montre le mot *marita* rarement employé pour *uxor*. Le beau sarcophage qui porte la troisième recut le corps de saint Andéol après avoir renfermé celui d'un innocent enfant. Nous n'insisterons pas sur l'importance de la quatrième inscription qui, devenue presque illisible, occupe encore le monde savant.

Viviers n'étant qu'à dix mille pas d'Albe, Gentibus, distant de vingt-un mille pas, devenait la première étape.

Pratella, Pradelles, ville réunie au pays des Helviens sous les empereurs.

Baccona?, SAINT-DENIS-ET-BARONE, ruiné. Les ruines de cette ville, dont le nom est encore incertain, couvrent le sol sur un kilomètre environ en tout sens, au pied de collines dont les vignobles sont les plus estimés du Bas-Vivarais. Un quartier de ce terrain est appelé aujourd'hui BARONE ; un second, ST-DENIS ; un troisième, CROURSILLAC ; un quatrième, les HORTOUS, et le cinquième PURÈVE. Ce qui porterait à croire que BARONA est une altération de *Baccona* ⁽¹⁾, lieu de Bacchus, c'est la richesse et la qualité de ses crus, et le nom de *sanctus Dionysius* substitué habituellement à celui de Bacchus *Dionysius*, par le Christianisme triomphant, de même que celui de *Martinus* à *Mars*, *Martis*, et de *Mauricius* à *Mercurius*. Dans le quartier de SAINT-DENIS, on voyait, il y a peu d'années, un cippe et une inscription en capitales romaines, au milieu d'un des champs qui recèlent des pavés avec béton de 30 à 40 c. d'épaisseur, dont la dureté a lassé les efforts du cultivateur. Dans le quartier de la BARONE était placé un cimetière gallo-romain en partie détruit par les exploitations agricoles et par les eaux d'un ravin. Au quartier de CROURSILLAC apparaît un terrain rougi par le sang d'une hécatombe, encore muni de la pierre sacrificatoire. Cette pierre est de grès, nature de pierre qui ne se trouve qu'à 8 ou 40 kilomètres à peu près sur l'autre bord de l'Ardèche. On y a recueilli, en différentes fois, des monnaies, des fragments de marbre, des fûts de colonnes, un chapiteau très-élégant du bas-empire, une statuette d'Isis en gypse, des poteries ; la tuile romaine apparaît dans tout le périmètre de la ville. Elle est plus rare au quartier

(1) C'est sous le nom de Bacon que Bacchus était vénéré à Chalon-sur-Saône ; une inscription porte ces mots : *Deo Baconi*.

des Horrons, des Jardins. Là le sol est sillonné par des fondations de murs où le seuil des portes apparaît souvent. *Purève*, la partie la plus basse de cette ville, contenait les citernes, *putei*.

Cette ville, complètement ruinée, était située sur la voie qui joignait celle de Nîmes à celle de Gergovie.

L'*Oppidum Helviorum*, *Helviarea*, *Vivarea*?, Viviers, dut contenir une population civile dans son enceinte. Il est à croire qu'en la choisissant pour leur siège, les évêques d'Albe y trouvèrent plus qu'une simple garnison. Les bords du Rhône étaient alors très-peuplés, et la situation de cet *oppidum* entre les deux villes d'*Alba* et de *Gentibus* dut y fixer de bonne heure les éléments d'une cité.

Le *Castrum Melatis*, où se réfugia le clergé d'Albe lors de la ruine de cette ville en 444, possédait une église et par conséquent une population civile. Saint Mamert, évêque de Vienne, vint y sacrer évêque Auxonne. Des restes de murs romains, monnaies, ciments, cimetière gallo-romain, attestent suffisamment son origine. Nous donnons ici une inscription trouvée à Mélas toute empreinte d'un cachet de localité. Les trois noms propres qui y figurent, si toutefois les deux derniers ne sont pas qualificatifs, rappellent saint Janvier, premier évêque d'Albe, la qualité d'Helvien et le titre de citoyen Albien.

D M

ET MEMO

RIAE IA

NVARIS

HELVINI FI

LII ALBI

NI FRATRIS

INCMPARAB

Des inscriptions funéraires recueillies près de Rochemaure dans la *vallis cruda*, le *Valcruda* des *Vocrones* et à *Crudas* son chef-lieu, aujourd'hui *Cruas*, indiquent sur ce fait l'établissement d'une bourgade dont plusieurs maisons sont mentionnées au VII^e siècle. Il est raisonnable de supposer que sa position intermédiaire entre Albe et Valence en faisait un lieu d'étape.

Nous avons donné au chapitre des voies romaines l'inscription de la pierre milliaire et celle de deux pierres trouvées dans cette vallée des *Vocrones*. Nous y ajoutons ici les deux inscriptions romaines placées dans la chapelle de l'Abbaye.

Albina?, diminutif d'*Alba*, était un avant-poste de la capitale, isolé sur un bloc de laves dans la vallée Fragosa, de Fragol. C'est aujourd'hui AUBINIAS.

D M
 AMASPETIE
 se VERE
 AMASPETIVS
 se VERUS
 FILIÆ CA
 RISSIMAE

D M
 AMASPE
 TIO SEVERO
 AMASPETI
 V S SEVE
 RIANVS
 FRATRI CA
 RISSIMO .

Lucia, Lussas, de *Lucus-Sacer*? (ses pierres celtiques permettent cette hypothèse); ou, selon la tradition locale, d'un Romain du nom de *Lucius*, ou bien encore de *Lucus Saxorum*, parce que sa forêt, plantée dans le cœur des rochers, renfermait les carrières de pierres où venait puiser la capitale, était une jolie bourgade située sur un tertre dans la verdoyante vallée d'Auzon : des tuiles, lampes, mosaïques, monnaies, cippes, inscriptions lapidaires, etc., indiquent sa position primitive, tandis qu'à quelques pas au sud son église de Ste-Marie, donnée au VII^e siècle par l'évêque Venant II à la cathédrale, a groupé autour d'elle le village actuel de Lussas.

Tout auprès était situé le *Castrum Medium*? qui dominait la gorge désignée sous le nom de *Scaleta* (l'Echelette) où passait la voie des Arvernes, tandis que la grande montée ou *Scala*? se dirigeait de *Lucia* au *Castrum Centenarii* par la colline dont le revers, moins rapide, était nommé au VII^e siècle *Ad Scand*. A un kilomètre environ au sud de Lussas et sur l'autre bord de la rivière apparaissent encore les débris d'un tombeau, et un peu plus loin les ruines du pont romain déjà mentionné sous le n^o 4.

Voici une inscription lapidaire trouvée à Lussas :

D M
 PETRONIVS
 DIADVMVS
 IIIIII VIR AVG
 ARAS DVAS
 PRISCIANAE
 CONIVGI
 CARISSIMAE
 ///////////////
 ONICVRANT.

Fragment d'inscription que j'ai recueilli, enchâssé dans les murs d'une maison.

D
 MARS
 MARITO
 P S

Dans cette même vallée existait, à une heure de marche au sud, le village de *Bessia*, BESSAC, dont l'église extra-muros de Saint-Martin, mentionnée au VII^e siècle, devient plus tard le noyau du village et monastère de la Villedieu.

Caxona, aujourd'hui CHAZEAX, était le chef-lieu de la vallée de même nom mentionnée au VII^e siècle.

La même vallée renfermait aussi *Vitis*, dont le nom, allongé plus tard de dures consonnances, a retenu le nom de VINEZAC, et PRUINAS, hameau voisin mentionné aussi au VII^e siècle.

Roseris sur la rivière *Bessina*, mentionné au VI^e siècle, est aujourd'hui ROSIÈRES.

Cassagna, mentionné au V^e siècle, était assez important pour donner son nom à la rivière de *Cassagnaqua*. Ce bourg était situé dans un pays peuplé, fertile et protégé au midi par une enceinte de rochers semi-circulaires. C'est aujourd'hui le village de CHASSAGNE sur la rivière de CHASSEZAC.

Campus doli?, *Scondolobe* au VII^e siècle par l'immixtion, dès le V^e siècle, de consonnances barbares, retrouva plus tard son premier nom ; c'est le village de CHAMDOLAS.

Samsonus, localité assez importante pour donner son nom à un riche territoire cité au VI^e siècle, est le village de SAMPZON.

Ruons, *Ruonis*, puis *Rusonone* au V^e siècle, était situé sur la voie d'Albe à Nîmes, à vingt-deux milles de la capitale, dans une fertile vallée, non loin des bords de l'*Hentica* ou *Hertica*, l'ARDÈCHE. Des débris romains : tuiles, monnaies, confirment son existence. Lors de l'invasion des barbares dans l'Helvie au V^e siècle, ses habitants se réfugièrent sur l'autre bord de la rivière, *Contra Rusononem*?, par élision *Crusononem* au VII^e siècle, devenu le village de CHAUZON, tandis que *Rusonone* a repris son premier nom RUONS.

Mercurius?, situé sur la rivière d'*Ibia*, recèle encore des vestiges de son antiquité : monnaies romaines, bétons en ciment, inscriptions lapidaires, etc. Au triomphe du Christianisme, ce village échangea le nom du dieu contre celui d'un saint qui offrait autant que possible, selon l'usage, de l'analogie dans ses consonnances ; il fut nommé *Sanctus Mauricius*, aujourd'hui ST-MAURICE-D'IBIE. A un kilomètre environ existait un établissement sanitaire sur les bords d'une source minérale ferrugineuse qui, perdue en partie, colore encore la berge droite du ruisseau qui traverse ces lieux sous le nom de RIMERCUER. Ce

lieu s'appelle MERCOIRAS. Non loin de là se trouve le hameau des Hermessènes dont le nom indique aussi que ces lieux et ces eaux étaient dédiés au dieu de la santé, à Mercure Hermès.

Fragment d'une inscription romaine à St-Maurice-d'Ibie.

MARITVS
SVB ASCIA

SAINT-AURICE-D'ARDÈCHE. Son église mentionnée au VI^e siècle, et les tuiles, médailles et pierre des sacrifices trouvés sur son territoire attestent son antique existence. Il est permis de croire qu'ainsi que son homonyme de la vallée d'Ibie, il avait été dédié au même dieu pour l'être plus tard au même saint.

A l'embranchement des deux voies de Nîmes et de Gergovie s'élevait, dans une fertile plaine, le village de *Pratellum*?, nom dû à ses vertes prairies. Depuis plusieurs siècles, on rencontre sous la charrue des pans de murs, des pavés, ciments, conduits de plomb, monnaies de divers empereurs, de Gallien, entre autres. Les débris de tuiles romaines sont répandus sur un kilomètre carré de surface. Des tombes, des poteries, des masses de pierres calcaires rougies par le feu accusent l'établissement d'un village et sa destruction par le feu. C'est aujourd'hui le château et la terre du PRADEL.

Au pied des Cévennes, près du camp de Champagne, s'élevait la bourgade de *Montispes*, halte obligée à quiconque voulait entreprendre le pénible trajet de la montagne. Sa coutellerie, plusieurs fois séculaire, serait-elle la petite monnaie d'une ancienne fabrication d'armes desquelles il était prudent de se munir dans la traversée de ces sauvages contrées? Située à l'embranchement de deux voies romaines connues encore aujourd'hui sous le nom de *Chemins de César*, elle a formé la petite ville de MONTPEZAT placée à environ dix-neuf mille pas d'*Uscellum*, au pied de la rapide ascension de montagnes qu'il était prudent de pouvoir franchir en un jour. Cette bourgade était sans doute une étape, la deuxième depuis Albe.

Dans les Cévennes, sur le même parcours et près de la Loire, au pied du Mezenc, existait le village d'*Arvermatenia* où fut construite une église au VII^e siècle en l'honneur de saint Pierre. C'est le BÉAGE situé au pied du Mezenc nommé alors *Meta Avernorum*?

Sur les sommets avoisinant le premier affluent de la Loire, considéré à cette époque comme sa principale origine, et sur la voie romaine conduisant à PRADELLES, se trouve le bourg ou l'étape de *Ligernacens*, devenu Viguerie de *Ligernat* au IX^e siècle, aujourd'hui LANARCE.

Quand les Romains choisissaient un lieu pour s'y établir, ils commençaient par s'assurer de l'eau à tout prix. Une source bonne et intarissable fixait souvent leur choix. La source de *Tournon* dans la vallée d'Ibie, diminutif de celle plus abondante de *Tourne* qui coule au Bourg, assura probablement l'emplacement du village de *Tournustus* mentionné au commencement du VII^e siècle. C'est le village de TOURNON de Villeneuve.

Le bourg auquel la rivière de l'Alignon, issue de la montagne de Jupiter, a laissé son nom primitif de *Jovis aqua*, est JAUIAC.

La rivière *Jovis aquæ*?, de même origine et formée de deux affluents principaux, prit le nom de *Bessina* (bis nata), aujourd'hui la BAUME, et laissa son premier nom au château élevé sur ses bords en face du Blajou, aujourd'hui la ville de JOYEUSE.

Si le Castrum de Viviers est redevable de son évêché à la ruine d'Albe, AUBENAS lui doit sa fondation sous le nom d'*Albanova* ou *Nascens* pour *Renascens*?

Si l'on pense aux 60,000 âmes et aux temples de marbre de la vallée d'Albe, cette prétention de la remplacer peut sembler empreinte de quelque suffisance. Mais si l'on apprécie la magnifique assiette de cette ville au centre de l'antique Helvie, au cœur de ses plus riches vallées, sur lesquelles elle commande et règne désormais du haut de sa verte colline, on conviendra que, sous ce rapport, elle fit un choix aussi heureux à l'égard d'Albe, que l'évêché, par les rigueurs des temps, le fit malheureux en se fixant sur le rocher de Viviers.

En effet, tandis que sa colline étale au levant ses flancs richement cultivés, qu'elle s'étend au midi sur des plans longuement inclinés vers de fertiles plaines aux lointains horizons, elle forme et commande au nord le défilé des cinq grandes vallées des Cévennes déjà réunies à celle de l'Ardèche comme les cinq doigts à la main.

Ainsi placée, la prospérité ne pouvait lui faillir. Nous voyons au VII^e siècle le Patrice Antherius y posséder un palais dont il fait don à l'église de Viviers, ainsi que des quatre églises de St-Loup (à Mercuer), St-Jean-Baptiste (sous Aubenas), St-Satur-

nin (St-Cernin) et St-Maurice bâtie par Marius dès la fin du siècle précédent, plus, deux champs et quatre maisons en *Bocère* (aux BuiSSIères-de-Bessia, à la BoissiÈRE). C'était, on le voit, un personnage puissant. Rien de plus naturel d'ailleurs que l'autorité civile eût placé là le représentant de son pouvoir de préférence à l'excentrique position de Viviers. C'est sans doute aux traditions de cette époque qu'est due l'erreur pardonnable des géographes et des historiens d'avoir, jusqu'au XVII^e siècle, placé Albe à Aubenas. Quelques substructions dans un faubourg, et la base d'un mur en petit appareil situé à la partie nord du château, sont les seuls restes apparents de son ancienneté.

Au nord-est d'Aubenas, sur l'autre bord de l'Ardèche à son débouché des montagnes, existait déjà le village ou étape d'*Uscellum*. Son nom, formé du mot latin dégénéré *uscire* conservé dans la langue italienne et dans le vieux mot français *issir*, exprime la position comme *issue*, c'est USCEL. On y voit encore au pied du château l'enceinte d'une piscine romaine. Située à environ vingt-un mille pas d'Albe, à l'extrémité du pays découvert, à l'entrée des profondes vallées issues des Cévennes, cette localité devait être, dans cette position toute spéciale, la première étape sur cette voie.

Au nord de la même ville, sur les pentes cendreuseuses du Coiron, le sol du village de St-Julien du Cers ou d'Uscel recèle les preuves d'une origine gallo-romaine : cimetiÈre, poteries, bronzes, monnaies, meules, tombeaux, etc. Quel était son nom ? Son épithète de *Cers* proviendrait-elle de *cinis*, *cineris* ? A ses pieds coule le ruisseau du Cendron.

Vicus cinereus serait le nom ancien du bourg voisin de VESSEAUX, où l'époque gallo-romaine a aussi exhumé ses preuves.

A l'entrée de la vallée de JUVINAS, village dont le nom dérive de *Jovis*, sur la cime d'un rocher, était assis le village d'*Asperlocus*, aujourd'hui ASPERJOC, et, sur la même crête, celui d'*Exaquis*, aujourd'hui AYZAC. Leur nom latin confirme leur origine.

La voie des tombeaux (les Romains, on le sait, élevaient des tombeaux sur les chemins les plus fréquentés comme promenade) conduisait de la citadelle d'Albe, à travers une campagne et une localité qui conservait, au IX^e siècle, le nom de *Lusinia*, à la plantureuse et bachique vallée dite *Vallis Vinearia*, but attrayant des citadins, dont le centre était occupé par un *Vicus* cerné de murailles gallo-romaines encore debout. C'est aujourd'hui St-Symphorien de VALVIGNÈRES.

Meteraxus échangea son nom contre celui de son saint ermite, *St-Montant*; sa première église, isolée dans le cimetière, a conservé le nom de MITROIX.

Au bas du *territorium Corbonense*, non loin de l'embouchure de l'Ardèche, dans le Rhône, existait le bourg de *Tager-note*. Que son étymologie vienne de *tages*, *tagetis*, ou de *tagace notari* ⁽¹⁾, il n'en rendait pas moins hommage au dieu des augures ou des voleurs. On y voyait naguères, dans une niche de pierre, Mercure, enfant ailé, tenant une bourse, avec cette inscription : MERCVRIO EX VOTO ⁽²⁾. Quand vint à briller la lumière de l'Evangile, ce lieu échangea son nom quelque peu suspect contre celui de St-Just, archevêque de Lyon et enfant du Vivarais. Voici l'inscription qu'on y lit sur un sarcophage :

M. RVTILVS FIRMI
NVS NOMINE. C.
RVTILI FRONTINI

M. RVTILVS FIR
MINVS NOMINE
C. RVTILI FRONTI
NI. FILII SVI
M. VO. D.

Après la destruction d'Albe, sa citadelle, encore susceptible de quelque défense, reçut bientôt une nouvelle population dans ses murs. Les matériaux se trouvaient sous la main et le sol était depuis longtemps fertilisé. Ce village dominait les ruines de la capitale, et de la vue d'une si terrible catastrophe lui vint le nom expressif d'*Occiac* (*occidere*, être détruit). Ce nom a traversé les âges, à peine modifié, dans la langue romane, sous le nom actuel d'*Osas*, tandis que la langue française lui a appliqué le nom, décomposé à diverses époques, d'*Alba*, *in Albis* au VII^e siècle, alors qu'Albe même n'était plus qu'un emplacement, un titre épiscopal; *Alpis* au IX^e siècle, *Alps* au XV^e, et, enfin, de nos jours, *Als*.

Temples.

Il résulterait, d'après les documents recueillis jusqu'à ce jour,

⁽¹⁾ Tajax, Tagetis, fils du Génie et l'inventeur de la science augurale. Tajax, larron.

⁽²⁾ Actuellement au musée d'Avignon.

que deux divinités auraient partagé presque exclusivement le culte des Helviens : Jupiter et Mercure.

Le plus beau temple de la capitale était érigé en l'honneur de la première. Un second, *Fanum Jovis*, FANJOU, lui était consacré près du mont JAU et du val d'AJOU, au pied du mont *Tarvanus*, qui portait son surnom *Tonnant*, et dont les eaux formaient, sous le nom de *Jovis aquæ*, les deux rivières qui laissent leur nom, l'une au château de JOYEUSE et l'autre au bourg de JAUJAC.

Sur le plateau des Cévennes, que traversait un embranchement de la voie des Arvernes, un autre *Fanum Jovis*, FAUJAN, dont les richesses archéologiques viennent d'être mises en lumière, s'élevait aussi en son honneur.

A *Lucia*, LUSSAS, le nom de Temple de Jupiter, donné à tort ou à raison à de belles ruines, y perpétue le souvenir de son culte.

Jovis aqua, JOVIAC, sur les bords du Rhône, et JUVINAS, rappellent son nom ainsi que CASTELJAU près de Berrias.

Mercure était adoré à *Mercurius*, MERCOIRAS, devenu Saint-Maurice-d'Ibie, comme dieu de la santé. Un édicule tout au moins recevait, sur les bords du *Rivus Mercurii*, RIMERCUER, les vœux des malades secondés par les eaux de la source minérale consacrée à *Hermes Sanus*, près les *Hermessènes*.

ST-MAURICE-D'ARDÈCHE, village romain, était sans doute un *Vicus Mercurii*, transformé comme son homonyme pour les mêmes motifs.

Le nom du village de MERCUER, près d'Aubenas, proclame son culte, et à *Tagernote*, St-JUST, il est représenté sur un cippe avec une bourse pour attribut, avec l'inscription : *Mercurio ex voto*.

La ville de *Gentibus* avait un temple consacré au dieu *Mithra*. Le rocher qui lui servait de fond montre encore le dieu sur un bas-relief, et porte une inscription que nous avons donnée au chapitre de cette ville.

Eglises.

Nous donnons ici le nom de quelques églises et l'âge de leur fondation ou de leur donation à l'évêché.

St-Hostian est élevé, du V^e au VI^e siècle, aux portes de Viviers, sous le nom de St-Martin, dans la vallée Conspiensis.

Au VI^e siècle, *St-André-de-Méterat* est donné par Firmin à l'évêché, et, dans le même temps, celle de Décia (Dusillac), sur le *Capmont du Cenot* (Coiron), donnée par l'évêque Eumaque.

St-Victor-du-Rhône est donné par Secundus peu de temps après.

St-Maurice est bâti sur les bords de l'Ardèche, par Marius.

L'église de *St-Pierre et Paul*, *Ste-Eulalie et St-Romain* est bâtie aussi sur les bords de l'Ardèche par Bellus de Vienne, dotée et donnée à l'article de la mort. C'est ST-PIERRE-LE-VIEUX, sous Aubenas, où sourd l'abondante source de *St-Romain*.

Au VII^e siècle, *St-Symphorien* de la vallée vineuse est déjà bâti, puis donné à l'évêché. C'est l'église de VALVIGNÈRES.

Un monastère de femmes est construit à *Mélas* par une dame nommée Frédégonde.

St-Pierre, bâti par Bobo à *Arvematénie*, près de la Loire (le Béage) est dotée d'une maison appelée *Utiague* sur l'Hentica (l'Ardèche), origine du Bourg de *Thueits*.

Ste-Marie-de-Lucia (Lussas), et *St-Martin-de-Bessia* (Bessac), aujourd'hui la VILLE-DIEU, furent données et dotées par l'évêque Venant II.

St-Thomas (St-Thomé), fut bâti aux frais de la veuve Itéria, proche de Viviers.

St-Loup (à Mercuer), *St-Jean-Baptiste* (sous Aubenas), *St-Saturnin* (à St-Cernin), et *St-Maurice* (d'Ardèche), sont donnés à l'évêché par le patrice Anthérius et sa femme Sulpicia.

St-Etienne ad scand (Mirabel), et *St-Laurent* (sous Coiron), sont bâtis par l'évêque Longin, pour en augmenter la dotation de la cathédrale.

Vers le VIII^e siècle, *St-Martin-de-Vallegorgia* (Valgorge) et *St-Pierre-de-Salviaplantada* (Sauveplantade), sont dotés et donnés à la cathédrale de St-Vincent, par Ogin, homme notable.

Maisons de campagne. — Villæ,

Nous indiquons sur leur étymologie et d'après leurs ruines, quelques-unes des nombreuses maisons de campagne, *villæ*, situées dans les lieux les plus agréables de l'Helvie, et dont la

ville de Gentibus, entre autres, était environnée. Nous y ajoutons aussi quelques établissements ruraux, dont plusieurs, donnés à l'évêché, du V^e au VIII^e siècle, ont gardé le nom de **BORIE** (Bouverie).

Sala (les Salles). Ce nom, donné à la partie des *villæ* destinée à enserrer les grains, a perpétué jusqu'à ce jour le souvenir de la riche *villa* établie dans une vallée plantureuse sur les bords de l'Ardèche, au-dessus du point où deux murs de rochers, resserrant subitement son lit, l'ont obligé, dans ses fortes crues, à déposer là ses plus fertiles alluvions. Comme dans les environs de Rome, les chênes verts, les arbousiers et les alaternes toujours verts boisaient ses collines, le figuier et le laurier d'Apollon ombrageaient ses jardins, tandis que l'olivier et le grenadier y mûrissaient leurs fruits. Parmi les débris de cette *villa*, le plus remarquable est un sarcophage de marbre blanc (voir au chapitre tombeaux), depuis longtemps transféré à l'église voisine de St-Maurice. La possession d'une œuvre pareille appartenait expressément à la puissance et à la richesse. Son style accusant le VI^e ou VII^e siècle, nous serions porté à croire que la *villa* appartenait au patrice Anthérius, gouverneur de la province, qui possédait un palais à Albeniste (Aubenas), et le donnait à l'évêché avec deux champs, quatre maisons et quatre églises, situés le long des bords de l'Ardèche, dont trois sur le trajet d'*Albeniste* (Aubenas) à *Sala* (aux Salles), y compris celle de St-Maurice, qui en est voisine. Ce personnage pouvait ainsi descendre en bateau le cours de la rivière de son palais à sa *villa*, sans quitter ses terres. Si l'on songe que la puissance et la fortune étaient chose rare alors comme aujourd'hui, la supposition que nous émettons ne serait pas dépourvue de fondement.

Sur le trajet indiqué ci-dessus et dominant la rive gauche de l'Ardèche, s'élève, sur la croupe d'une colline, une énorme tour appelée *Tourasse* ou TOUR DE CÉSAR, seul souvenir d'une *villa* dont le nom commun est resté attaché aux lieux qui l'environnent, à défaut du nom propre oublié. Des tombes antiques, des monnaies romaines, en or et en argent, des fragments de mosaïques, trouvés au pied de cette tour, témoignent d'un brillant passé, tandis qu'un magnifique point de vue explique le choix de son assiette.

Palatium Galli (Palagaïl). Ici, le point de vue est des plus

vastes. Cet emplacement est occupé par une habitation rurale. Il est situé proche de la voie d'Albe aux Arvernes, non loin de celle de Nîmes, sur la colline appelée *ad Scand* au VII^e siècle, et dominant les vallées de Claduègne, d'Auzon et de l'Ardèche. Des monnaies (de Gallien entre autres), des fragments de marbre, tuiles, etc., viennent à l'appui de son origine.

Tout auprès est le *Mons Galli* (Montgol). Mêmes restes. On y a trouvé, de plus, des conduits en plomb et des briques creuses, ou mieux des tuyaux de forme carrée, percés sur deux côtés opposés de trous triangulaires et employés probablement aux étuves de bains.

Blanda Mensa?. Cette *Mansio* (hôtellerie) était placée dans le faubourg d'Albe, à la jonction des voies de Lyon et d'Arles à celle de Nîmes et de Gergovie.

Successivement *Blandamensa*, *Blandamisque*, *Biandas*, *Bouydas* en langue romane et *BUYDAPS* en français; elle est restée ce que voulait sa position, une hôtellerie.

Un grand nombre de *casæ*, *casellæ*, sous le nom moderne de CHASES, CHAZALETs, sont disséminés dans la partie méridionale de la province. Leur dénomination, purement latine, suffit pour attester leur ancienneté.

On a découvert aussi, dans les environs du Bourg, l'emplacement de plusieurs *Villæ*.

Voici les noms modernes des donations rurales faites à l'évêché de Viviers, du V^e au VIII^e siècle. Il est à noter que l'ordre dans lequel se trouvent énoncées les donations dans le pouillé de l'évêché, est généralement celui de leur situation respective.

Au V^e siècle, Jean, promu à l'évêché de Viviers, donne à l'église les deux domaines de *Clariaco* et de *Cassagna*. Ce sont le domaine de CLAIRAC, près St-André, et le village de CHASSAGNE, en patois *Cassagne*. Mélanie II, évêque, donne les domaines d'*Axnacène* et de *Casanenc*, non loin des autres. Ce sont le village des ASSIONS, et l'un des CAZALETs voisins.

On peut supposer que ces deux évêques étaient originaires de cette partie de l'Helvie. Un village voisin porte le nom de St-Mélanie, parce qu'il en possédait peut-être la dépouille, et pour honorer la mémoire d'un de ses enfants.

Lucien, évêque, donne les trois métairies d'*Améliac Blandamisque* et *Occiac*. *Améliac*, aujourd'hui MAILLAC, est toujours une bonne propriété rurale; *Blandamisque* est devenu le Buy-

d'Aps, et sur la même ligne, suivant l'ordre précité, nous rencontrons, à la citadelle d'Albe, la métairie d'*Occiac*, absorbée dans le village d'*Osas* en patois, d'Aps en français.

Au VI^e siècle, Valérius, évêque, donne entre autres terres celle de *Corese*, aujourd'hui *CHÉRÈS*, dans les bois de Berg, proche d'Aps et du droit chemin de Nîmes.

On peut supposer d'après ces donations, situées dans la banlieue de l'ancienne capitale, que les deux donateurs en étaient originaires, ou bien qu'ils faisaient faire retour à l'évêché transféré, des terres lui ayant appartenu.

Firmin donne *Tornicat*, *Savonac* et *Vaucerne*. Nous croyons les retrouver à *TOURNE*, près du bourg St-Andéol, et à *CHAUVAC* et *VALESCURE*, au nord de cette ville.

Eumaque, évêque, donne *Déciat* avec l'église, *Cocolumne*, *Cartenac* et le *Guillan*. *Déciat* serait *DUZILLAC*, absorbé plus tard par *BERZÈME*, sur le Coiron, alors mont *Cenot*, de *Cemenus*, dont les vastes plateaux étaient appelés le *Capmont*, et les pentes défrichées, l'*Exemplatoire* (voir Ducange).

Cocolumne se retrouve près de là, dans la *BORIE* de *CHOCOULON*. Son surnom de *BORIE* indique sa provenance ecclésiastique. Cette belle terre est riche en pâturages.

Cartenac, situé sur l'*Exemplatoire* qui regarde Albe, sur les bords du *RIOUMAU*, *Rivus malus*, a fait le village de *SCEAUTRES*, et maintenu à sa porte la *BORIE* d'Entraygues et un *CHAZALET*, *Cazella*.

Enfin, tout au-dessous, sur la même ligne et tout proche d'Albe ou Aps, la métairie de *le Guillan*, sur les bords du ruisseau du même nom, s'appelle la *GUILLE*, sur la *GUILLE*.

Au VII^e siècle, Arduphe ou Adolphe, évêque, fait don à Dieu de *Mexan*, de *Canovare*, de *la Fare*, de la ferme de St-Laurent et de trois maisons situées à *Crudatis* (Cruas). Ce sont probablement les terres de *MEZEN*, près St-Remèze; *CHENAVÉRAS* et la *FARE*, situés près de Gras, et une ferme près St-Laurent-de-Viviers.

Albin dote St-Aule de ses terres de *Crusonone*, *CHAUSON*; de *Congon*, *Scondolobe*, etc. Ce sont aujourd'hui la *BORIE* DE *PRADON*, vis-à-vis *CHAUSON*; *CONGON*, sous *Sampzon*, et *CHANDOLAS*.

Bobo, et Raffin son frère, donnent à l'église qu'ils ont fait bâtir sur la Loire, à *Arvématénia*, une maison appelée *Utiaque*,

sur l'*Hentique*, noyau de la petite ville de *Thueits* sur l'AR-DÈCHE. La lettre *h*, conservée dans ce mot comme une superfétation, y rappelle l'aspiration de l'*u* d'*Utiague*, et le son dur de *que* changé en *che*, aurait fait *Utiache*, puis le village mentionné sous le nom de *Tuech* au moyen âge, aujourd'hui THUEITS.

Aspasie dote la cathédrale de St-Vincent de sa propriété de *Laudot* dans la Caxona, et de celles de *Vitis* et de *Pruines*. C'est la propriété de LAUDE, sur la Lande, dans le pays de Chazeaux et Chassiers et autres, près de VINEZAC et PRUINAS.

Bains romains.

Les bains étaient une passion et un sujet de luxe chez les Romains. On reconnaît, en France, aux traces de leurs travaux, combien ils appréciaient les eaux thermales et minérales.

Dans le pays des Helviens, ils faisaient usage des eaux thermales salines (*aquæ nitrosæ*) de la *Vallis nitrans*, aujourd'hui ST-LAURENT-LES-BAINS. On y a trouvé des murs de construction romaine, destinés à élever et isoler l'ouverture de l'une des sources, et des monnaies.

Une piscine antique, des monnaies des empereurs Gordien, Antonin, etc., des poteries et tuiles romaines attestent que les *Neræ aquæ*, les eaux de NÉRAC, n'étaient pas inconnues aux Romains. On les nommait ainsi parce qu'elles sortent d'un noir cratère de basalte.

La source de MERCOIRAS, enfoncée sous les alluvions des collines environnantes, ne se laisse plus soupçonner que par les dépôts ferrugineux dont elle colore les bords du ruisseau de RIMERCUER (*Mercurius*) ; mais les ruines, monnaies, marbres, bétons, meules, etc., et le voisinage du hameau des HERMESSÈNES, rappellent assez et son usage et son antiquité.

Tombeaux.

Dans la vallée de LUSSAS, *Lucia*, s'élevait un tombeau (*monumentum*) du plus noble style, appelé communément le Temple de Jupiter. De ses beaux débris, dispersés et trop utilisés, il en reste sur place d'une étonnante conservation, dont les profils toscans ont conservé toute leur pureté. D'après le

tracé des fondations et la taille en biais de quelques blocs, on peut supposer un stylobate sur un plan quadrilatère allongé, arrondi aux deux petits côtés et amorti par une pyramide quadrangulaire aux angles rabattus.

On remarque dans l'église paroissiale du Bourg un sarcophage antique, à couvercle imbriqué, qui avait reçu en dépôt les restes d'un enfant avant de contenir le corps de saint Andéol. Il est orné d'un bas-relief représentant deux petits génies soutenant un cartouche avec l'inscription mentionnée à l'article de *Gentibus*.

Le revers, devenu la face principale depuis sa pieuse destination, contient une sorte de dithyrambe à la gloire du saint patron, dont les deux compagnons, saints Polycarpe et Bénigne, ont leur image sculptée en bas-relief, dans une niche, de chaque côté de l'inscription.

Le sarcophage, composé d'un seul bloc de marbre blanc, que l'on voyait naguères dans l'église de St-Maurice d'Ardèche ⁽¹⁾, représente les douze apôtres en haut-relief, placés deux à deux dans des niches encadrées par des colonnes torses supportant un fronton en segments de cercles alternant avec un triangle. Notre-Seigneur est assis, de profil, sous un palmier, à l'extrémité du côté droit. Cette œuvre paraît être du VI^e siècle.

Pierres sacrificatoires.

Les pierres de sacrifices sont en grès, de forme à peu près circulaire, légèrement creusées vers leur centre percé d'un trou entouré de rigoles rayonnantes, pour l'écoulement du sang des victimes. Les deux que nous avons reconnues sont : l'une, à St-Maurice d'Ardèche, enchâssée dans le côté extérieur du mur d'une cour ; l'autre, exhumée il y a vingt ans environ, a été enfouie sur place par les mêmes raisons qui l'avaient mise au jour (nivellement pour plantation de vignobles). Le terrain qui l'enveloppait est coloré d'un rouge-noir qui n'est point dans la nature de ce sol néocomien. Ce lieu, déjà cité à propos de la ville ruinée présumée Bacona, est appelé CROURSILLAC (*Cruoris*

(1) Actuellement au musée de Lyon, sous le n° 764.

lacus). Nul doute qu'une hécatombe n'y ait été offerte. Le torrent voisin de CLADUÈGNE (*Clades ignis*) rappelle, dans son nom, le carnage, résultat d'une sanglante bataille dont l'hécatombe aurait été l'hommage victorieux.

Monuments celtiques.

Le bois de Païolive, entre les Vans et Berrias, contient plusieurs dolmens; on en voit deux dans la commune des As-sions, deux autres dans le pays de Crugières, un sur le chemin de la Ville-Dieu à Lussas.

On remarque sur les hauteurs rocheuses de Casteljau un bloc cubique posé horizontalement sur le plan incliné d'un rocher calcaire, moyennant deux cailloux roulés, placés sous deux de ses angles. Une faible source mouille la base du rocher.

On voit plusieurs menhirs sur la commune de Bidon, dits pierres géantes. Un menhir granitique, entouré des débris d'un Cromlech, s'élève sur le sommet de Bélair.

Nous avons aussi remarqué une pierre branlante sur la rive droite de l'Ardèche, à trois kilomètres environ de Ruons.

Des couteaux de silex, des haches de cailloux et de jade, dites pierres de tonnerre, ont été recueillies sur divers points, particulièrement au Pradel.

Lecture faite par M. Roux dans les séances du 14 et du 28 décembre 1860.

DES PERSES ET DES GRECS, OU DESPOTISME ET LIBERTÉ, D'APRÈS HERODOTE.

Il est des auteurs (en petit nombre, mais il en est) qui arrivent si naturellement à leur but, qu'ils semblent y avoir été conduits par le hasard, sans y penser, et que l'on serait tenté d'admirer leur bonheur plus que leur génie. Cela s'est rencontré surtout chez les Grecs qui, selon un des critiques les plus délicats de notre siècle, « exécutaient avec une naïveté exquise ce qu'ils inventaient avec un art profond ⁽¹⁾, » parce

(1) Saint-Marc-Girardin, *Essais de littérature et de morale*. Tragédie grecque et française.

que cet art, ajouterai-je, ils le puisaient à sa source même, tandis que d'eux à nous il a passé par tant de canaux, par tant d'applications et d'apprêts, que c'est à peine si nous nous le figurons à l'état natif. Eux-mêmes s'intitulaient les organes directs de la divinité, ὑποφῆται, προφῆται, *vates*, et avec raison; car ils étaient les premiers anneaux de cette chaîne aimantée de Platon dont certains pessimistes veulent que la vertu soit épuisée, lorsque tant de courants nouveaux et d'idées et de sentiments s'offrent à la retremper. Disciples de la nature, et la suivant par un amour désintéressé du beau, sans se douter seulement qu'on les suivrait à leur tour, tous leurs mérites ont l'assaisonnement si rare de la simplicité. On a vanté l'innocence de leur diction; mais cette innocence ne règne pas moins dans leurs conceptions, leurs intentions et l'abandon absolu de l'ouvrage à lui-même. Enoncer brièvement leur sujet, le disposer avec une sagesse dont ils n'avertissent point, avancer sans bruit par une route large, unie, où l'on n'aperçoit plus un jalon, et, parvenus au terme de leur course, fermer silencieusement le livre, en laissant au lecteur le soin facile de tirer des conclusions dont il a toutes les prémisses entre les mains, voilà, dis-je, un des côtés et peut-être le plus considérable de cette simplicité antique : c'est là, notamment, tout Hérodote. Ce père de l'histoire aime tant à conter, et il conte si bien, qu'un lecteur superficiel pourrait croire que lui du moins justifie la sentence arbitraire de Quintilien : *Scribitur historia ad narrandum, non ad probandum*. Mais pour n'avoir ni la solennité de Thucydide, ni le philosophisme de Xénophon, ni le pédantisme de Polybe, Hérodote n'en a pas moins constamment en vue l'instruction du lecteur, et si l'on cherche la raison de ses digressions les plus manifestes, on n'en trouvera point d'autre que les leçons qui en découlent. Seulement, comme l'observe Sainte-Croix, « il ne disserte pas sur la politique, il ne dogmatise pas sur la morale; ses leçons sont dans le récit, et ses maximes dans le résultat ⁽¹⁾. » Qu'il soit donc entendu, si le titre de cette étude ne le dit point assez, qu'Hérodote n'a exposé nulle part d'une manière directe et catégorique ses idées

(1) *Examen des historiens d'Alexandre*, p. 8.

en politique, non plus qu'en religion et en morale. Les introductions, les épilogues, les dissertations au milieu du récit, en un mot, les professions de foi sous une forme quelconque, n'étaient pas encore en usage, et Hérodote en avait moins besoin que personne par la simplicité de ses principes qui sont tout uniment ceux d'un honnête homme sans faste. Mais comme il en était pénétré, ils ont passé de son âme dans ses récits, et qui les lit, non par bouts, mais en entier et dans leur ordre, n'a pas de peine à les y démêler. Il y reconnaîtra par exemple, pour nous renfermer dans notre sujet, cet amour de la liberté qui, bien que Dorien, lui a inspiré pour Athènes une sorte de culte. Je sais que le dévouement sans pareil de cette héroïque cité dans la guerre médique méritait la palme qu'il lui décerne à plusieurs reprises. Mais il devient évident que la forme de son gouvernement était aussi pour quelque chose dans la prédilection de notre auteur, quand il commence ainsi un chapitre : « Athènes » était déjà grande ; mais alors affranchie de la tyrannie, elle » prit un nouvel essor ⁽¹⁾. » Proposition qu'il développe et explique un peu plus bas : « Ainsi croissait la puissance d'Athènes, » et cela fait voir combien, à tous égards, la liberté est excellente. En effet, aussi longtemps que les Athéniens obéirent » à des tyrans, ils ne furent supérieurs en guerre à aucun de » leurs voisins, tandis qu'à peine affranchis de la tyrannie, ils » les surpassèrent de beaucoup. C'est que, lorsqu'ils étaient » esclaves, ils se comportaient mal à dessein, comme travaillant pour un maître, au lieu qu'une fois libres, ils firent des » merveilles, parce que chacun travaillait pour soi ⁽²⁾. » Ces quelques mots jetés au milieu de son histoire sont à la fois son premier et son dernier hommage personnel à la liberté ; mais ils nous révèlent la pensée intime de tout son ouvrage en ce qui touche la politique. En effet, on sait que, s'il embrasse l'his-

(¹) Hérodote, V, 66. Le second livre de Tite-Live commence par une pensée semblable, mais exprimée avec la solennité romaine : *Liberi jam hinc populi Romani res pace belloque gestas, annuos magistratus, imperiaque legum potentiora quam regum peragam.*

(²) Hér., V, 78 ; la traduction de ce passage est de M. Egger, qui le cite dans son article si intéressant sur les origines de la prose dans la littérature grecque, *Revue européenne*, 15 mars 1860, § III, p. 240.

toire du monde, c'est par la Perse qui avait embrassé le monde dans ses conquêtes ou ses entreprises, et que son principal objet est la lutte de cette monarchie colossale avec les petites républiques de la Grèce. La Grèce et la Perse y occupent donc le premier plan, et elles y sont opposées l'une à l'autre, non pas comme deux peuples que des événements fortuits ou des intérêts mesquins auraient mis aux prises, mais comme les représentants irréconciliables de la servitude asiatique et de la liberté européenne ; j'ajouterais de la barbarie et de la civilisation, si la barbarie et la civilisation n'étaient pas, aux yeux d'Hérodote, la conséquence nécessaire de l'un ou l'autre de ces régimes. Assurément Hérodote n'a pas formulé la question en ces termes abstraits qui existaient à peine ; mais qu'il l'ait comprise ainsi, et qu'il ait entendu l'exposer et la résoudre par toute son histoire, cela ressort évidemment de l'antagonisme constant dans lequel elle nous présente les deux parties belligérantes, et dont je vais essayer de rassembler les traits épars ; car il va toujours sans dire qu'Hérodote n'a point institué entre elles de ces parallèles qu'affectionnent les rhéteurs et les historiens formés à leur école. Il a bien esquissé les mœurs des Perses, mais comme il a esquissé celles des autres peuples et sans mettre en regard celles des Grecs. Il se tait même absolument de celles-ci, par une exception unique et dont le motif est sans doute qu'écrivant pour des Grecs, il jugeait ce soin superflu. Il se peut aussi qu'il y trouvât une trop grande diversité ; car, tandis que dans les monarchies le souverain étant l'Etat, tout se modèle sur lui :

..... componitur orbis.....
Regis ad exemplum..... (1),

on peut dire des républiques en général ce que disait Horace du peuple romain encore mal discipliné par Auguste :

Bellua multorum es capitum (2).

Quant aux mœurs des Perses, telles que les décrit Hérodote, loin d'être mauvaises, elles valurent mieux que celles des Grecs,

(1) Claud., de IV Cons. Hon., 299.

(2) Ep. l. I., 76.

tant que, renfermés dans leurs montagnes et contents du produit de leurs chasses et de leurs troupeaux, ils échappèrent au contact des nations *plus civilisées* et des Grecs eux-mêmes ; car ce furent ces derniers qui, toujours selon notre historien ⁽¹⁾, enseignèrent à ces *barbares* le vice infâme auquel Platon ouvre toutes grandes les portes de sa république idéale ⁽²⁾, comme ce furent les Assyriens qui introduisirent dans leur religion le culte de Mithra ⁽³⁾. Les Perses adoptaient les usages, et encore plus les vices étrangers, avec une facilité ⁽⁴⁾ qui explique la promptitude de la décadence observée par Xénophon dans leurs institutions et leur puissance ⁽⁵⁾. Mais Hérodote trouva chez eux la religion la plus épurée du paganisme, et une éducation à la fois militaire et morale dans son extrême simplicité ; car elle se bornait à ces trois choses, *τρία μούνα*, dit-il expressément, comme pour démentir à l'avance la *Cyropédie* et le Premier Alcibiade, et ces trois choses étaient : monter à cheval, tirer de l'arc, et dire la vérité ⁽⁶⁾. Ce dernier point serait bien sorti de la mémoire de leurs descendants, si nous en croyons un voyageur moderne ⁽⁷⁾ ; mais il n'entra jamais dans l'éducation des Grecs nourris par Homère aux mensonges d'Ulysse. Les Perses étaient, avec le reste de l'Asie, adonnés à la polygamie. Mais sans doute qu'alors, comme maintenant, et par les mêmes raisons d'économie, cette coutume était le triste privilège des riches. Ils ne connaissaient toujours pas encore les incestes que leur reprochent Ctésias et Tertullien ⁽⁸⁾. Les citoyens qui donnaient le plus d'enfants à l'Etat recevaient chaque année des présents du roi ; les bonnes actions étaient récompensées avec un éclat et une magnificence extraordinaires ; on tenait compte aux coupables de ce qu'ils avaient fait de bien antérieurement, et une première faute n'était jamais punie de mort ; le parricide était réputé impossible ; enfin, les dettes étaient une flétrissure

⁽¹⁾ I., 136.

⁽²⁾ *Rep.*, V.

⁽³⁾ *Hér.*, I, 131.

⁽⁴⁾ *Hér.*, I, 135.

⁽⁵⁾ *Cyrop.*, VIII, 8.

⁽⁶⁾ *Hér.*, I, 136.

⁽⁷⁾ Le prince Soltikoff, *Voyage en Perse, Téhéran*.

⁽⁸⁾ Didot, *Histor. græc. fragmenta*, Ctésias, p. 60.

ainsi que le mensonge, parce qu'elles y conduisent. Voilà, certes, sans nous prononcer entre Xénophon et Hérodote, en ce qui concerne leur tempérance ⁽¹⁾, un peuple honnête, juste et humain.

Si donc l'histoire de ce peuple abonde dès l'origine en faits qui révoltent l'humanité et qui la dégradent, on ne saurait raisonnablement s'en prendre à lui ni à son naturel, mais à la forme d'un gouvernement où le souverain était tout, et les sujets, rien, des plus grands aux plus petits. C'est bien aussi le sentiment d'Hérodote. Il suffirait pour le prouver du discours d'Otane sur l'abolition de la monarchie ⁽²⁾, et des autres témoignages indirects que nous rencontrerons sur notre route ; mais je dis que cela ressort surtout, et à chaque ligne, du tableau qu'il nous a laissé de ce gouvernement, sans y employer autre chose que ses actes dans l'ordre où ils se sont succédé, et en les abandonnant à leur propre éloquence. On y remarquera combien il s'accorde pour la couleur, non-seulement avec celui de la Bible, dans le livre d'Esther, mais avec celui que Chardin trace de la Perse moderne, et Montesquieu, des états despotiques en général. Je suis même surpris, pour le dire en passant, que le savant auteur de *l'Esprit des lois* n'ait jamais cité que le voyageur moderne, quand il aurait pu flanquer partout son autorité de celle du voyageur ancien, et fonder ainsi ses observations sur une expérience de vingt siècles. Nous ferons pour lui quelques-uns de ces rapprochements, rien ne prouvant mieux, selon nous, d'une part, la sagacité et la véracité d'Hérodote ; de l'autre, la nature immuable et uniforme du despotisme. Encore aujourd'hui ceux qui visitent la Perse ou telle autre contrée de l'Orient, y trouvent peu de changement depuis le *père de l'histoire*. L'on ne s'étonnera donc pas si, en reproduisant son tableau, nous ne distinguons pas les souverains Mèdes des Perses leurs successeurs et leurs imitateurs trop fidèles.

(1) Xén. *Cyrop.*, I passim, et VI, 2, 14. Hérodote (I, 133) reconnaît qu'ils mangent peu d'aliments solides ; mais, en revanche, il les dit très-adonnés au vin. Tels les a vus encore Chardin : d'une sobriété extrême quant à la nourriture, et fidèles au cresson de la *Cyropédie* ; mais très-infidèles au Coran sur l'article du vin, de l'opium et du haschich. (Chardin, t. IV, ch. 16, édit. Langlès.)

(2) III, 80.

I.

Cambyse, ayant conçu de l'amour pour une de ses sœurs, demanda aux juges royaux, qui étaient les dépositaires et les interprètes des lois nationales, s'il lui était permis de l'épouser. Ceux-ci répondirent prudemment qu'ils ne connaissaient point de loi qui autorisât ces sortes d'unions, mais qu'il y en avait une qui permettait aux rois de Perse de faire tout ce qu'il leur plaisait. L'épithaphe de Darius se terminait par une déclaration conforme à cette réponse : « Je pouvais tout ce que je voulais ⁽¹⁾ ! » Et l'épithaphe et les juges ne disaient que trop vrai : l'autorité du grand roi était illimitée en principe, et, si c'est possible, encore plus de fait, par la patience inouïe des Perses que ne lassèrent jamais les excès les plus odieux d'une tyrannie sans frein. Chardin ne rencontra point non plus en Asie de despotes plus despotes que les Shah, de l'aveu des Persans qui disent *faire le roi* pour se conduire avec injustice et violence, et qui ne laissent pas de leur obéir en tout *du fond du cœur*, parce qu'ils voient en eux les vicaires de Mahomet ⁽²⁾. Les rois de la Perse ancienne avaient cherché de même à convaincre leurs sujets de la supériorité de leur nature, et pour cela ils se dérobaient le plus possible à leurs regards ⁽³⁾. C'était un crime puni de mort que de se présenter devant eux sans leur ordre, ou un privilège si grand, que les conjurés qui mirent Darius à la place de Smerdis, le stipulèrent en leur faveur ⁽⁴⁾. La salle où ils recevaient leurs hôtes était disposée de manière que ceux-ci ne les vissent pas et en fussent vus ⁽⁵⁾. Une police secrète, composée des plus hauts personnages que l'on appelait les *yeux* et les *oreilles* du roi, leur rapportait tout ce qui intéressait leur auto-

(1) Strabon, p. 1062.

(2) Chardin, *Description du Gouvernement*. Rapporter à la même partie toutes celles de nos citations qui ne seront pas accompagnées d'une indication contraire.

(3) Hér., I, 99.

(4) Hér., III, 84 ; Esther, IV, 11.

(5) Athénée, IV, p. 145. On montre encore au vieux sérail, à Constantinople, la grille voilée derrière laquelle les sultans, jusqu'à la fin du siècle dernier, donnaient audience aux ambassadeurs européens.

rité, de sorte que, se montrant instruits de choses qu'ils n'avaient ni vues ni entendues, ils persuadaient au vulgaire qu'ils étaient doués de facultés surhumaines, et sinon des dieux, au moins les confidents des dieux et *leur image sur la terre* ⁽¹⁾.

« Leurs ordres étaient au-dessus du droit naturel, et le fils » devenait le bourreau de son père, et le père de son fils, lorsqu'ils » le commandaient ⁽²⁾. » Cambyse fait écorcher un juge prévaricateur, tendre son siège avec sa peau, et monter son fils sur ce siège ⁽³⁾. Le même prince perce au cœur, d'une flèche, le fils de Prexaspe sous les yeux de son père, pour lui prouver que le vin ne fait point tremblér sa main, et Prexaspe se récrie sur son adresse divine. Flatterie parricide que Sénèque a peut-être raison d'exécrer plus que ce jeu atroce : *Sceleratius telum illud laudatum est quam missum* ⁽⁴⁾ ! Et pourtant non-seulement Prexaspe demeure fidèle à Cambyse dans la révolte des Mages, mais il se dévoue à la mort pour préserver sa patrie de leur domination ⁽⁵⁾. Une autre fois ce tyran maniaque ordonne, sous les prétextes les plus frivoles, de saisir douze Perses de la plus haute distinction, les condamne à mort sans aucune forme de procès, et les fait enterrer vivants jusqu'au cou. Tout cela n'empêcha point les Perses de mêler leurs larmes à celles que ce monstre répandit dans ses derniers instants ⁽⁶⁾. Hérodote n'est donc pas entré assez avant dans l'esprit de soumission et de dévouement aveugles de ces peuples envers leurs rois, quand il qualifie de folie, de vertige providentiel (*θεοβλαβής εἰς*) la conduite d'Astyage choisissant pour comprimer la révolte de Cyrus cet Harpage auquel il avait servi les membres de son fils

⁽¹⁾ Plutarque, *Thémistocle*, 27. — Hér., I, 114 et la note de M. Miot sur ce paragraphe. — Xénoph. *Cyrop.*, VIII, 2, 10. — « Cette dénomination subsiste » toujours en Orient, et on appelle encore en Turquie *ayan*, c'est-à-dire *yeux*, » un officier municipal chargé de veiller à la sûreté des particuliers et au » bon ordre de la ville. » *La Perse*, par L. Dubeux, p. 59.

⁽²⁾ Chardin ; — *Esprit des lois*, III, 10.

⁽³⁾ Hér., V, 25.

⁽⁴⁾ *De ira*, III, 14, 3.

⁽⁵⁾ Hér., III, 63, 75. Voir aussi dans Xénophon (*Anab.*, I, 6, 10) la part que les parents d'Orontas eurent à sa condamnation.

⁽⁶⁾ Hér., III, 68.

dans un second festin d'Atrée ⁽¹⁾. Sa défection, inévitable en tout autre pays, ne fut dans celui-ci qu'une exception qui apparemment ne s'y est pas représentée, puisque Chardin y vit « employer de nouveau les grands que l'on avait ruinés, accablés, traités avec la plus grande indignité, sans rien appréhender de leur ressentiment ⁽²⁾. »

Notre voyageur appelle cette soumission « une soumission de conscience, » et je ne vois point d'autre nom à lui donner. On a dit que les grands s'y maintenaient par la crainte du peuple, lequel ne sentait que la majesté du monarque. Sans doute, les fureurs du despotisme n'ont pas coutume de descendre aussi bas, et on ne fait point périr de pauvres dans l'unique but de confisquer leurs biens ⁽³⁾. Mais l'indigence même n'est point à l'abri des exactions, et ceux à qui le souverain ne fait pas l'honneur de les dépouiller de ses propres mains, il les livre à l'avarice et à la licence des gouverneurs de province, afin de leur vendre plus cher leur charge, ou de leur faire rendre gorge quand ils se sont suffisamment engraisés de la substance et des sueurs de leurs administrés, et ainsi « les gouvernements orientaux sont une roue d'iniquité ⁽⁴⁾. » Tel était le luxe des Satrapes que, seulement pour nourrir la meute de celui de Babylone, il fallait que quatre des bourgs de cette immense cité unissent leurs ressources ⁽⁵⁾. Qu'était-ce donc du grand roi ? Le moindre de ses repas coûtait de vingt à trente talents, et tel s'élevait à quatre cents ⁽⁶⁾. C'était la charge et la ruine des villes où il passait, lui ou ceux de sa maison, ses grands officiers, ses ambassadeurs. Ses femmes et ses favoris obtenaient encore des assignations de toutes sortes sur les villes et les provinces, dont l'une était tenue de leur fournir des colliers, l'autre des voiles, celle-ci le pain, celle-là le vin ⁽⁷⁾. Joignez à cela les présents

⁽¹⁾ Hér., I, 119, 127.

⁽²⁾ Chardin.

⁽³⁾ Chardin ; — *Esprit des lois*, V, 15.

⁽⁴⁾ Chardin.

⁽⁵⁾ Hér., I, 192.

⁽⁶⁾ Hér., VII, 118. Ctésias et Dinon, cités par Athénée, IV, 145. A. Chardin.

⁽⁷⁾ Hér., II, 98. — Thucyd. I, 138. — Xénoph. *Anab.*, I, 4, 9. — Plat. *Prem. Alcib.* — Athén., I, 25. — Cic. *in Verr.*, III, 33. — Corn. Nep. et Plutarc. *in Themist.* — Diod. Sic., II, 57.

volontaires, plus onéreux qu'aucun impôt, et qui sont encore le plus clair des revenus du Shah ⁽¹⁾. Les campagnes avaient aussi leur tribut, le plus lourd et le plus odieux qu'on pût frapper sur un pays aride, où, selon le proverbe arabe, une goutte d'eau vaut un grain d'or. Propriétaires du sol ainsi que des habitants, les rois arrêtaient par des écluses le cours des rivières, et mesuraient aux cultivateurs l'eau à prix d'argent ⁽²⁾. Enfin, toutes les classes de la société étaient soumises à des levées que l'humeur conquérante des rois de Perse rendaient fréquentes, et qui s'exerçaient avec une rigueur effroyable. Un Perse nommé *Œobazus*, qui avait trois fils, supplie Darius de lui en laisser un. — Tous les trois même, répond le monarque, et il les fait égorger sur la place ⁽³⁾. Un Lydien immensément riche, du nom de *Pythius*, ayant reçu Xerxès et son armée avec une magnificence qui le surprit, croit pouvoir lui demander la permission de garder auprès de lui l'aîné de ses fils. Il en avait cinq, et son grand âge voulait un soutien. Une prière si modeste et si naturelle indigna Xerxès au point, qu'il hésite s'il ne le mettra pas à mort avec tous ses enfants; mais, en reconnaissance de son hospitalité, il se contente d'ordonner que l'on coupe l'aîné en deux par le milieu du corps, et que l'armée défile entre ses membres pantelants ⁽⁴⁾. Se révoltera-t-on contre ce prince inhumain lorsque l'armée et la flotte, recrutées avec cette barbarie, auront péri dans sa folle entreprise, et qu'il rentrera dans ses Etats en fugitif? Loin de là, quand arrivera à Suze la nouvelle de la victoire de Salamine, on s'y affligera beaucoup moins du désastre public, qu'on ne s'alarmera des périls du roi ⁽⁵⁾.

Il semblerait donc que cette soumission inaltérable fût dans le sang des Perses, moins bouillant que le nôtre, selon l'explication de Chardin, et l'observation plus générale de Montesquieu

(1) Hér., III, 89; IX, 116. — Chardin; — *Esprit des Loix*, V, 17.

(2) Hér., III, 117. — Les rois entreprirent, du reste, de gigantesques travaux pour amener de l'eau dans des contrées désertes. (Polybe, X, 28.) — Voir enfin, dans Chardin, les attributions, l'importance et la vénalité du *Myr-âb* ou grand-maitre des eaux (t. IV, p. 100).

(3) Hér., IV, 84.

(4) Hér., VII, 27-30 et 38-40.

(5) Hér., VIII, 90.

qui assigne les climats chauds au despotisme ⁽¹⁾. Il est impossible que le commerce des Grecs, et plus tard celui des Européens, ne leur ait pas dès longtemps ouvert les yeux sur les avantages des gouvernements où les lois garantissent la vie et les biens de chacun contre toute sorte de violence, et ceux qui conserveraient des doutes à cet égard n'ont qu'à lire la délibération qui suivit le massacre des Mages ⁽²⁾. Jamais il ne se dit rien de plus fort ni en faveur de la liberté, ni contre l'Etat monarchique; cependant l'esprit public et l'habitude l'emportèrent, et la monarchie fut rétablie aussitôt que renversée, et rétablie sans retour. Qui n'appliquerait ici ces paroles célèbres de Montesquieu : « La » liberté même a paru insupportable à des peuples qui n'étaient » pas accoutumés à en jouir; c'est ainsi qu'un air pur est » quelquefois nuisible à ceux qui ont vécu dans des pays marécageux ⁽³⁾. » Le bon Chardin use d'une comparaison moins poétique, mais non moins sensible, relativement à l'admiration stérile que les seigneurs Persans lui exprimaient pour nos gouvernements d'Europe : « Il en est d'eux, dit-il, comme de la » plupart des gens à qui l'on parle de l'autre vie qu'on ne » saurait cependant détacher de celle-ci. »

Un peuple si bien né pour la servitude, et qui la tenait à honneur ⁽⁴⁾, méritait du moins d'être gouverné paternellement. Mais comme c'est le propre de la tyrannie de toujours trembler, ses rois lui appliquèrent la politique de terreur formulée par Aman :

Il faut des châtimens dont l'univers frémisses;
Qu'on tremble en comparant l'offense et le supplice ⁽⁵⁾.....

Nous avons déjà cité la vengeance qu'Astyage tira d'Harpage,

⁽¹⁾ Chardin, t. IV, p. 220 ; — *Esprit des lois*, V, 15.

⁽²⁾ Hér., III, 80-84.

⁽³⁾ *Esprit*, XIX, 2.

⁽⁴⁾ « *Ra'yyet*, qui est le terme qui signifie *sujet*, est un terme bas, et qu'on ne dit que des paysans et des gens qui sont encore moins qu'eux. On dit » ghôlam-châch, ou esclave du roi, comme on dit en français un *marquis*. » CHARDIN. — Qu'il en fût de même dans l'antiquité, c'est ce que prouve, dans *les Perses* d'Eschyle, la réponse du messager à Atossa, qui lui demandait qui était le *maître* (ἡγεμόν) des Athéniens : « Il n'est point de mortel dont » ils se laissent appeler *les esclaves* (δούλοι) ni les *sujets*. » V. 242.

⁽⁵⁾ *Esth.*, II, 1.

parce qu'il n'avait pas fait périr Cyrus selon son ordre, et Cambyse, de Prexaspe, parce qu'il lui avait répondu avec sincérité sur l'opinion de ses sujets. Le même Cambyse, dans un moment d'humeur contre Crésus, avait ordonné sa mort. On la différa, prévoyant qu'il s'en repentirait. Et en effet Cambyse fut charmé de le retrouver en vie, mais ceux qui l'avaient épargné n'en payèrent pas moins de leur tête leur désobéissance ⁽¹⁾ et leur simplicité; car dans les Etats despotiques, la nature du gouvernement veut que les arrêts du prince soient, comme ceux du Destin, irrévocables et exécutés sans remise, quand il serait manifeste qu'en les rendant il était ivre ou hors de sens ⁽²⁾. C'est d'ailleurs le seul exemple du contraire dans Hérodote, tandis que tout nous montre la promptitude avec laquelle les personnages les plus puissants étaient, sur un mot, sur une dépêche, sur un signe du roi, massacrés au centre de leur gouvernement et par leurs propres gardes, — et l'histoire d'Orctès dans notre auteur, et celle d'Aman dans la Bible, et les témoignages énergiques et multipliés de Chardin ⁽³⁾.

Les monarques Perses affectaient la même rigueur dans leurs guerres. Les rois vaincus étaient mis à mort, quelquefois avec une grande partie de leur peuple. Le grand Cyrus lui-même avait réservé ce sort à Crésus et à quatorze Lydiens ⁽⁴⁾; Cambyse fit mourir deux mille Egyptiens avec le fils de Psamménite ⁽⁵⁾, et arracher de son tombeau Amasis, qu'il semblait que la mort eût voulu soustraire à sa vengeance, afin de livrer au moins son cadavre à ses bourreaux ⁽⁶⁾. Darius, le plus humain et le plus généreux des Achéménides, punit la révolte de Babylone par le supplice de trois mille de ses habitants les plus considérables,

⁽¹⁾ Hér., III, 36.

⁽²⁾ Chardin; — *Esprit des lois*, III, 10. — Xénophon remarque que Cyrus ne récompensait pas autant les actions les plus éclatantes que la promptitude à obéir. *Cyrop.*, VIII, 1, 29.

⁽³⁾ Hér., III, 127-129. — *Esther*, particulièrement cc., VII, 8; VIII, 8. — Chardin dit, entre autres choses, de celui dont on connaît seulement la disgrâce, « que l'on ne lui donne ni un verre d'eau, ni une pipe de tabac, ni un morceau de pain, dans l'incertitude si le roi veut souffrir qu'il vive. Toute la nature, pour ainsi dire, se soulève contre lui..... »

⁽⁴⁾ Hér., I, 86.

⁽⁵⁾ Hér., III, 14.

⁽⁶⁾ Hér., III, 16.

et le supplice du pal ⁽¹⁾ ! Le reste de la population était emmené en captivité dans l'intérieur de la monarchie. On vit même des nations inoffensives transplantées par un caprice de roi, les Péoniens, par exemple, que Darius, frappé de leur costume, se fit amener du fond de la Thrace, comme une ménagerie, avec leurs femmes et leurs enfants ⁽²⁾.

Il fallait que la nature même subît leurs lois ou leurs châtimens. Un cheval de Cyrus s'étant noyé dans le Gynde, le conquérant sacrifia toute une campagne à faire de ce fleuve superbe un humble ruisseau au moyen de saignées sans nombre ⁽³⁾. Il est vrai que Xénophon ne mentionne pas cet exploit de son héros. Xerxès ne se contenta point d'infliger à l'Hellénisme la peine du fouet et des fers : il lui reprocha sa félonie envers *son seigneur et maître*, et, comme pour couvrir le ridicule de cette exécution par une autre moins innocente, il ordonna de trancher la tête à tous ceux qui avaient dirigé la construction des ponts détruits par la tempête ⁽⁴⁾. — D'où vint encore à ce prince l'idée d'ouvrir l'Athos à ses vaisseaux ?

Velificatus Athos ⁽⁵⁾.....

Hérodote démontre que cette œuvre gigantesque ne fut pas une œuvre d'utilité, mais d'ostentation, un nouveau défi jeté à la nature, et dont l'enjeu fut la vie de plusieurs milliers de travailleurs ⁽⁶⁾.

Il ne nous appartient pas de suivre les rois de Perse dans leur intérieur, de les y montrer répandant avant tout autre le sang de leurs frères, y joignant souvent celui de leurs enfants, et poussés de meurtre en meurtre jusqu'à la ruine totale de leur

⁽¹⁾ Hér., III, 159.

⁽²⁾ Hér., VII, 14. — Ces transplantations de peuples, pratiquées aussi par les Romains, ne sont pas encore passées de mode en Perse. Abbas le Grand y recourait souvent. Chardin cite entre autres les Géorgiens et les Arméniens qu'il transférait par vingt et trente mille à deux ou trois cents lieues de leur pays natal.

⁽³⁾ Hér., I, 189.

⁽⁴⁾ Hér., VII, 35.

⁽⁵⁾ Juven., X, 173.

⁽⁶⁾ Hér., VII, 22-25.

maison par les intrigues et les jalousies implacables d'un peuple de femmes et d'eunuques ⁽¹⁾. De tout temps les trames et les révoltes de leurs plus proches parents, la domination et les tromperies de leurs favoris, et jusqu'à la satiété précoce des plaisirs, ont fait du sérail des princes de l'Orient un séjour maudit où ils expient durement la tyrannie qu'ils exercent au dehors. De tout temps ils ont été à la fois l'épouvante et le jouet de leur cour, si bien que le sultan Casvin avait coutume de dire qu'il ne craignait pas tant les lances des hommes que les quenouilles des femmes ⁽²⁾. Hérodote n'a pas résisté à la tentation d'ajouter à son histoire l'origine des malheurs et des crimes domestiques de Xerxès. Le médecin Ctésias, plus historien de cour par sa profession, nous en a appris davantage sur les forfaits des Amytis, des Statira, des Parysatis. Il suffira à notre dessein de remarquer que les fureurs de ces femmes ne se renfermèrent point toujours dans l'enceinte du palais. Ainsi Amestris, femme de Xerxès, se voyant sur son déclin, fit prendre dans les meilleures familles de la Perse quatorze jeunes gens qu'elle enterra vifs afin d'ajouter leurs années aux siennes ⁽³⁾. C'est bien ce qui s'appelle, comme le dit naïvement Chardin, « être le maître à pur et à plein de la vie et des biens de ses » sujets. »

(¹) Témoin le meurtre de Smerdis par Cambyse, de Masistes par Xerxès, la rivalité sanglante d'Hystaspe et d'Artaxerxès I, celle de Cyrus le Jeune et d'Artaxerxès II, le même prince faisant périr cinquante et un de ses fils, selon Justin (X, 1), et Ochus surpassant tous ses prédécesseurs par ses cruautés envers sa famille. — « *En Perse, on arrache les yeux à tous ceux qui* » viennent du sang royal, soit par les femmes, soit par les hommes, ou on les « *laisse mourir quand ils naissent en ne les allaitant pas.* » Chardin; — cf. *Esprit des lois*, V, 14.

(²) Chardin, t. V, p. 113.

(³) Hér., VII, 114. — L'historien ancien ne nous laisse qu'entrevoir la raison de cette barbarie; mais elle ressort clairement de l'euphémisme encore en usage chez les Persans du temps de Chardin, pour apprendre à quelqu'un la mort d'un autre : « *Il vous a fait don de la part qu'il avait à la vie.* » Les Grecs n'échappèrent pas à cette superstition abominable, non plus que les Romains. Hér., III, 11; Plutarque, *Thémistocle*, 13; Tite-Live, XXII, 57, et la note savante de M. P. Mérimée (*Conjuration de Catilina*, §4); enfin, *l'Essai*, du même, sur la guerre sociale, § 12. Les Juifs de Bohême croient encore à l'efficacité de ce genre de dévouement que la fable attribue à Alceste. V. Kompert, *Scènes du Ghetto, un Conte du Ghetto*, p. 302.

II.

Que l'on se figure maintenant la stupeur de ces monarques *devant lesquels la terre se taisait* ⁽¹⁾, quand ils virent un Etat chétif, dont ils ignoraient jusqu'alors l'existence ⁽²⁾, prendre contre eux la défense de l'Ionie révoltée, et se poser comme la borne d'un empire qui, à les entendre, ne devait en avoir d'autre que le séjour éthéré de Jupiter ⁽³⁾ ! Ici se découvre le dessein d'Hérodote, en rassemblant cette multitude d'exemples de leur toute-puissance en Asie, de leur orgueil et de leur barbarie ; c'était d'y opposer le régime des lois, les bienfaits de la liberté, et sa force. Si vous en doutez, écoutez l'entretien de Démarate et de Xerxès, qui lui demandait si la vue de son armée et de sa flotte ne suffirait point pour réduire les Grecs sous son obéissance. Avec la prudence de sa nation, Démarate commence par s'assurer si le grand roi est disposé à entendre la vérité, et celui-ci l'exhortant à une franchise sans réserve, il lui répond :

« O roi, puisque vous exigez que je n'écoute que la vérité, et
 » que je ne dise rien qui puisse, par la suite, me faire accuser
 » de mensonge, je vous obéirai. La Grèce a de tous temps été
 » nourrie dans l'habitude de la pauvreté ; mais elle tient de ses
 » doctrines et de la force de ses lois, la vertu dont elle est à la
 » fois armée, et contre la pauvreté, et contre la tyrannie. Je ne
 » prétends pas cependant vous parler de tous en ce moment ;
 » je veux seulement vous entretenir des Lacédémoniens. Il est
 » d'abord certain qu'ils n'entendront à aucune proposition de
 » votre part, si elle doit avoir pour résultat l'asservissement de
 » la Grèce ; ensuite, il ne l'est pas moins qu'ils prendront les
 » armes contre vous, quand bien même tous les autres peuples
 » de la Grèce seraient passés dans votre parti. Au surplus, ne
 » me demandez pas en quel nombre il faut qu'ils soient pour
 » se conduire ainsi : ils ne pourraient mettre que mille hommes
 » en campagne, qu'ils combattraient ; fussent-ils même moins,

(1) *Machab.*, I, 1.

(2) *Hér.*, V, 105.—*Eschyl.*, *Pers.*, 231.

(3) *Hér.*, VII, 8.

» ils le feraient encore, comme s'ils étaient en plus grand
» nombre. »

A ces mots, Xerxès s'écria en riant : « Que dites-vous, Dé-
» marate ? Mille hommes se mesurer avec une armée telle que
» la mienne ! Voyons, répondez-moi ; vous dites que vous avez
» été vous-même roi de ce peuple ? Eh bien, voudriez-vous, à
» l'instant même, vous battre contre dix hommes ? Et pourtant,
» si tous vos concitoyens sont tels que vous les dépeignez, vous
» qui êtes leur roi, vous devez, d'après vos lois, être en état de
» tenir tête à deux fois plus d'adversaires que chacun d'eux. Si
» donc chacun d'eux en vaut dix de mon armée, je présume
» que vous en vaudrez vingt, et, à ce compte, vous pourriez
» avoir raison. Mais si vos concitoyens sont tous, pour la force
» du corps et pour la taille, tels que vous et que les autres Grecs
» qui viennent à ma cour, voyez si vous ne vous flattez point, et
» s'il y a autre chose dans votre discours que jactance et vanité ?
» Car, je vous prie, interrogeons toutes les probabilités : quelle
» résistance mille ou même dix mille, et, si vous voulez, cinquan-
» te mille hommes, jouissant tous d'une liberté égale, au lieu
» d'être tous sous le commandement d'un seul, pourraient-ils op-
» poser à une armée telle que celle-ci ? Car, en accordant aux La-
» cédémoniens cinq mille combattants, nous serions toujours
» plus de mille contre un. Encore s'ils étaient, comme dans notre
» gouvernement, soumis à un chef unique, il serait permis de
» croire que la crainte de la colère du maître saurait leur ins-
» pérer une valeur supérieure à celle que la nature leur a dé-
» partie, et qu'on les ferait avancer à coups de fouet contre des
» forces supérieures ; mais, dans le relâchement que la liberté
» apporte à la discipline, ni l'un ni l'autre n'est possible. Bien
» plus, je crois, moi, que même à nombre égal, les Grecs au-
» raient de la peine à lutter contre les Perses corps à corps.
» C'est chez nous que l'on trouve des exemples de ce que vous
» dites, et encore sont-ils rares. Oui, parmi les Perses de ma
» garde, il en est qui accepteraient le combat contre trois Grecs
» ensemble. Voilà ce que vous ignoriez, sans quoi vous n'eus-
» siez point dit tant de sottises ⁽¹⁾. »

(1) Ces paroles de Xerxès ne sont pas le seul témoignage du cas que les Perses faisaient de la force du corps, ainsi que tous les peuples barbares. Le

« O roi, répliqua Démarate, je savais, dès le principe, qu'en
 » vous disant la vérité je ne vous serais pas agréable; mais
 » puisque vous l'avez exigée tout entière, je vous l'ai fait con-
 » naître à l'égard des Lacédémoniens. Et pourtant vous savez
 » mieux que personne l'affection que je puis leur porter après
 » qu'ils m'ont dépouillé de mes honneurs et du rang de mes
 » pères, et réduit à la vie errante d'un banni, tandis que votre
 » père m'a recueilli, donné un asile et des moyens d'existence.
 » Or, il n'est pas presumable qu'un homme de bon sens dé-
 » daigne une amitié si efficace, plutôt que d'y répondre de tout
 » son pouvoir. Du reste, je ne me fais fort personnellement de
 » lutter ni contre dix hommes, ni contre deux, et je ne me bat-
 » trais même pas avec un seul pour mon plaisir; mais si c'é-
 » tait nécessaire, ou que j'y fusse poussé par un intérêt majeur,
 » je combattrais de grand cœur contre un de ces Perses qui se
 » vantent de valoir trois Grecs. J'en dis autant de tous les La-
 » cédémoniens : seul à seul, ils ne craignent personne au
 » monde, mais réunis, ce sont les meilleures troupes qui exis-
 » tent; car, s'ils sont libres, ils ne le sont pas en tout : ils ont
 » au-dessus d'eux la Loi, souveraine dont ils craignent l'auto-
 » rité absolue bien plus encore que vos sujets ne vous craignent.
 » Ils font tout ce qu'elle leur commande, et elle leur commande
 » de ne jamais fuir devant l'ennemi, quel que soit son nombre,
 » mais de garder leur rang jusqu'à la victoire ou à la mort. Si
 » vous ne voyez que sottises dans ce langage, je suis résolu de
 » ne plus ouvrir la bouche, et je ne l'eusse pas ouverte sans
 » votre ordre. Puissent, après tout, ô roi ! les choses réussir
 » au gré de vos espérances ⁽¹⁾ !

grand Cyrus recourait à toutes sortes d'artifices pour se donner un extérieur plus imposant (*Cyrop.*, VIII, 1-40). Cambyse excellait à tirer de l'arc, et en concluait qu'il raisonnait juste (*Hér.*, III, 35). Son inimitié pour Smerdis vint de ce que celui-ci avait tendu davantage l'arc des Ichthyophages (*Hér.*, III, 30). Xerxès était le plus bel homme de son armée, et le plus digne du trône par son extérieur (*Hér.*, VII, 187). Artaxerxès Longue-Main, chassant avec Mégabyze, lui fit trancher la tête, parce que, voyant un lion qui allait se jeter sur son souverain, il lui avait enlevé l'honneur de l'abattre. Enfin, dans la *Vie d'Artaxerxès Mnemon*, Plutarque vante la vigueur de ce prince. (Ch. 24.)

(¹) *Hér.*, VII, 102-105. — En reproduisant ce morceau, Sénèque (*Benéf.*, VI, 31) l'a gâté, par la substitution de ses jeux d'esprit, à cette belle compa-

Démarate oublie un des principaux avantages des Grecs sur les Perses, leur supériorité dans la tactique : omission d'autant plus remarquable qu'il est difficile de la croire involontaire. Hérodote aura voulu laisser tout l'honneur de leur triomphe à la supériorité de leurs institutions. Mais cette considération était trop au-dessus d'un barbare entêté de sa toute-puissance. La pitié surmonta le dépit dans Xerxès, et il se contenta de rire des paroles de Démarate ⁽¹⁾. Il rit de même quand les Lacédémoniens envoyèrent un héraut lui demander satisfaction de la mort de Léonidas, comme ils en avaient déjà envoyé un à Cyrus pour lui défendre d'insulter aucune ville du territoire de la Grèce ⁽²⁾. Les Thermopyles, cependant, auraient dû lui faire soupçonner déjà ce dont le plus petit peuple est capable avec cette hauteur de caractère. A peine sorti de ce défilé, sur les corps de vingt mille de ses meilleurs soldats et de deux de ses frères, il reçut un nouvel avertissement moins coûteux, mais non moins significatif, et il n'en tint pas plus de compte que du premier. Des transfuges arcadiens qu'il interrogeait sur ce que les Grecs faisaient en ce moment, lui répondirent : « Ils célèbrent » les jeux olympiques et sont occupés du spectacle des combats » gymniques et des courses de char. » — « Et quel est le prix » de ces combats ? » leur demanda-t-on. — « Une couronne » d'olivier. » A ces mots, le fils d'Artabane, Tritantæchmès, se permit une très-noble réponse, qui le fit pourtant accuser de pusillanimité par le roi. Lorsqu'il entendit que le prix de ces combats n'était point de l'argent, mais une simple couronne de feuilles, il ne put garder le silence, mais s'écria devant tout le monde : « Grands dieux, Mardonius, contre quels ennemis » nous conduisez-vous ? Des hommes qui ne combattent point » pour des richesses, mais pour l'honneur ⁽³⁾ ! »

Hérodote rapporte encore, des Lacédémoniens, un trait de caractère qu'il admire avec raison. Les Lacédémoniens avaient précipité dans un puits les hérauts de Darius, en les invitant ironiquement à y prendre pour leur maître *la terre et l'eau*.

raison de la vertu des lois avec celle du fouet, qui était, chez les Perses, le nerf de la discipline. — Hér., VIII, 223 ; Xénoph., *Anab.*, III, 4-26.

(¹) Hér., VII, 106.

(²) Hér., I, 152. — VIII, 114.

(³) Hér., VIII, 26.

Depuis cette odieuse violation du droit des gens, les dieux rejetaient tous leurs sacrifices. Alors, deux bons citoyens, riches et de haute naissance, Sperthiès et Bulis, demandèrent à être livrés à Xerxès, afin qu'il vengeât sur eux les hérauts de son père, et que le crime de Sparte fût lavé dans leur sang. « Le » dévouement intrépide de ces deux hommes, dit Hérodote, est » digne d'admiration, et leurs discours, que je vais rapporter, » n'en méritent pas moins. En se rendant à Suze, ils arrivèrent » près d'Hydarne. Hydarne était Perse de naissance, et com- » mandait sur toute la côte maritime d'Asie. Il donna l'hospita- » lité aux deux Lacédémoniens, et, les ayant reçus à souper, » leur adressa, pendant le repas, la question suivante : — Ci- » toyens de Sparte, d'où vient que vous fuyez l'amitié du roi ? » Regardez-moi, considérez ma position, et vous verrez que le » roi sait honorer le mérite. Donnez-vous donc à lui, vous » aussi, et chacun de vous, car il vous estime l'un et l'autre, » recevra de sa faveur la souveraineté d'une partie de la Grèce. » A cette proposition, les Lacédémoniens répondirent : « Hydar- » ne, le conseil que vous nous donnez n'est pas d'un homme » qui ait pesé également le pour et le contre. En nous enga- » geant à prendre un parti dont vous avez éprouvé les avanta- » ges, avez-vous l'expérience de celui auquel il nous faudrait » renoncer ? Vous savez ce que c'est que d'être esclave, mais » vous n'avez jamais goûté de la liberté, et vous ignorez si c'est » une chose douce ou non. Si vous en eussiez goûté, vous nous » conseilleriez de la défendre, non pas seulement avec la lance, » mais encore avec la hache. » Telle fut la réponse qu'ils firent à Hydarne.

» Lorsqu'arrivés à Suze on les conduisit en présence du roi, et que les gardes voulurent les obliger à se prosterner pour l'adorer, ils déclarèrent d'abord qu'ils ne le feraient pas, quand même on leur collerait le front contre terre, attendu qu'il était contraire à leurs usages de se prosterner devant un homme, et qu'ils n'étaient point venus pour cela ⁽¹⁾.

(1) Thémistocle, le vainqueur de Salamine, se soumit sans la moindre objection à ce honteux cérémonial (Plutarq., *Thém.*, 27) ; mais on sait combien son caractère était au-dessous de ses talents, et la fierté ne sied pas aux traîtres. On est plus péniblement surpris de voir l'honnête Xénophon noter l'institution de cet hommage servile par Cyrus, sans en paraître choqué le moins du monde. (*Cyrop.*, VIII, 3-14.)

» Sortis vainqueurs de ce débat, voici à peu près ce qu'ils dirent : « Roi des Mèdes, les Lacédémoniens nous ont envoyés vers vous à la place des hérauts qui ont péri à Sparte, afin que notre mort expie la leur. » — « Je ne me montrerai pas, » répondit Xerxès avec magnanimité, tel que les Lacédémoniens. Ils ont violé les droits les plus sacrés parmi les hommes, en faisant mourir des hérauts; le sacrilège que je leur reproche, je ne le commettrai point moi-même, et ne vous ôterai point la vie pour décharger les Lacédémoniens du sang qui crie contre eux ⁽¹⁾. »

Cette leçon de générosité d'un barbare ne fut pas perdue pour les Spartiates, et ils ne tardèrent point à la lui rendre. Le corps de Mardonius étant demeuré aux mains des vainqueurs de Platée, un Eginète rappela à Pausanias que Xerxès avait mutilé et mis en croix le corps de Léonidas, son oncle, et l'exhorta à outrager de même les restes du général perse; mais Pausanias lui fit cette réponse :

« Eginète, mon hôte, je ne puis que louer votre attention et votre bienveillance pour moi; mais votre conseil ne vaut rien. Car, après avoir porté aux nues ma patrie et mon exploit, vous nous faites rentrer dans la poussière en m'exhortant à insulter un cadavre, afin, dites-vous, d'augmenter ma renommée. Une semblable conduite est plus faite pour les barbares que pour les Grecs, et nous n'avons pas contre eux de plus grands griefs. Pour moi, je ne voudrais, à ce prix, de l'estime, ni des Eginètes, ni de ceux qui penseraient comme eux, et il me suffira toujours de plaire aux Spartiates, en ne faisant et en ne disant rien que de juste et de religieux. Quant à Léonidas, que vous me recommandez de venger, je dis qu'il a été bien vengé, lui et tous ceux qui sont morts aux Thermopyles, par le nombre infini de victimes qui couvrent ce champ de bataille. Et vous, ne venez plus me tenir un pareil langage, ni me donner d'avis de la sorte, mais sachez-moi gré de ce que je vous laisse aller sans vous punir ⁽²⁾. »

Ainsi les Grecs tenaient à se distinguer des barbares, et s'en

⁽¹⁾ Hér., VIII, 135, 136.

⁽²⁾ Hér., VIII, 79. — Pour ce morceau comme pour les précédents, nous avons suivi la traduction de M. Miot, sauf quelques modifications.

distinguaient véritablement par la noblesse des sentiments et du langage, et par un respect de l'humanité plus grand, quoiqu'il n'approchât pas encore de celui que le Christianisme a enseigné au monde. Ils ne leur étaient pas moins supérieurs par l'esprit et les connaissances, et les Perses le reconnaissent; car, malgré leurs préjugés de race ⁽¹⁾, ils les attiraient et les retenaient auprès d'eux par toutes sortes de séductions, et, au besoin, de vive force ⁽²⁾, comme font les Turcs à l'égard des rayas. Leurs médecins étaient des Grecs; leurs meilleurs généraux, leurs troupes d'élite, des Grecs; les réfugiés politiques de la Grèce devenaient leurs confidents et leurs conseillers d'ordinaire trop fidèles ⁽³⁾; car il y a une ombre à ce tableau: tandis que les Perses étaient si dévoués à leurs plus mauvais rois, la Grèce était, même alors, un foyer d'intrigues, de rivalités et de trahisons, qui lui firent plus de mal que les armées du grand roi. Hérodote le confesse ⁽⁴⁾, et les Athéniens ne craignirent pas de l'afficher en toutes lettres sur un immense trophée d'armes enlevées aux barbares:

**LES ATHÉNIENS ET LES GRECS
APRÈS LA DÉFAITE DES PERSES ET DES THÉBAINS,**

disait l'inscription de ce trophée, et si les Athéniens n'avaient été retenus par le souvenir de leur origine, ils auraient pu associer les Ioniens aux Thébains. Car, à la bataille de Salamine,

⁽¹⁾ Hér., I, 134.

⁽²⁾ Voir l'histoire de Démocède, médecin de Darius. Hér., III, 129-137.

⁽³⁾ Xénophon déclare dans la *Cyropédie* (VIII, 8-26), que les Perses de son temps n'osaient plus se mettre en campagne, même contre les peuples de l'Asie, sans le secours des Grecs, et l'histoire nous apprend les services qu'ils ont tirés, à la guerre et dans le gouvernement, des Démarate, des Histiee, des Iphicrate, des Mentor, des Memnon, sans parler de ce qu'ils se promettaient de Pausanias et de Thémistocle. Quant aux médecins, nous venons de nommer celui de Darius, Démocède. Artaxerxès Longue-Main fit les offres les plus brillantes à Hippocrate, qui les méprisa; mais un de ses compatriotes et vraisemblablement de ses disciples, Apollonide, écouta celles d'Amytis, fille de Xerxès et épouse de Mégabyse. L'historien Ctésias passa une vingtaine d'années à la cour d'Artaxerxès-Mnémon, en qualité de médecin de la trop fameuse Parysatis sa mère, etc.

⁽⁴⁾ Hér., VI, 98.

ce furent les Ioniens qui combattirent avec le plus d'opiniâtreté du côté des Perses, malgré les sollicitations patriotiques de Thémistocle ⁽¹⁾. Quant à Plutarque, qui avait ses raisons pour ne pas laisser cet opprobre peser uniquement sur la Béotie, il fait dire aux Grecs eux-mêmes, et avec trop de vérité, que « tous » les trophées que la Grèce avait élevés, étaient des monuments » de ses malheurs et de sa honte, et que c'était aux vices et à la » jalousie de ses généraux qu'elle avait dû presque tous ses » revers ⁽²⁾. »

Lecture faite par M. Burdet dans la séance du 28 décembre 1860.

NOTICE SUR M. AUGUSTE GAUTIER.

Messieurs,

Je suis assuré d'éveiller toutes vos sympathies en vous proposant, conformément à l'usage pratiqué dans cette Académie, de vous entretenir quelques instants de la mémoire d'un homme qui fut longtemps notre collègue, qui a été notre président, et qui porta toujours un intérêt persévérant à nos travaux ; je veux parler de M. Gautier père, dont la mort arrivée au mois d'octobre dernier a été l'objet d'universels regrets.

Toutes les phases de la vie de M. Gautier se sont écoulées au milieu de nous, et les fonctions nombreuses que son activité lui a permis d'exercer l'ont mis tellement en évidence, qu'il est peu d'existences qui aient eu à Grenoble une pareille notoriété. A l'époque de sa mort, le *Courrier de l'Isère* inséra un article où sont rappelés tous les titres qu'il a portés et qui peuvent servir à montrer la grande considération dont ses citoyens aussi bien que les divers gouvernements l'ont constamment entouré, de telle sorte que si je ne tenais ici qu'à tracer une biographie pour ainsi dire officielle, l'œuvre serait déjà presque faite et je n'aurais pas beaucoup à y ajouter.

Mais en étudiant de plus près les circonstances de la vie de M. Gautier, et en fouillant à quelques sources cachées où il m'a

(1) Hér., VIII, 22 et 85.

(2) Vie de Flaminius.

été permis de puiser, j'ai trouvé des détails d'un caractère plus intime et qui sont de nature à relever encore la haute estime dans laquelle est déjà tenue sa mémoire. Il m'a semblé qu'ils mettaient au grand jour les ressorts qui ont fait mouvoir cette activité féconde qu'il déploya, surtout dans la première partie de sa carrière, et qui le conduisit aux succès les plus honorables, et à ce point de vue ils m'ont paru dignes de fixer l'attention de l'Académie et ils exciteront, j'en suis certain, son intérêt.

M. Gautier est né à Grenoble en 1783; son père exerçait dans cette ville la profession de notaire dont ses auteurs étaient déjà investis avant lui dans les environs de cette ville. Il avait un oncle qui occupait au bailliage un emploi de magistrature, et qui a fait partie, après la Révolution, de la Cour criminelle qui fut érigée à cette époque.

M. Gautier père avait une clientèle considérable, surtout dans le clergé, qui avait alors des possessions importantes, et dans les familles anciennes de la province; il était au nombre des représentants accrédités de ce tiers-état qui tenait alors dans le pays une si grande place, et il fut un moment procureur général syndic auprès de l'administration départementale formée après les grands changements survenus en 1790 et 1791. J'ajouterai une circonstance qui a quelque prix pour cette assemblée, c'est qu'à la suite d'un concours littéraire ouvert par l'Académie Delphinale et auquel il prit part, il avait été élu membre de cette Académie.

Mais si ses fonctions avaient suffi pour lui donner une position sociale que l'opinion faisait alors très-grande et lui avaient permis de soutenir sa famille dans le rang qui lui appartenait, elles n'avaient pas augmenté sa fortune, qui se réduisait presque à la valeur de son notariat. Bientôt la Révolution, en détruisant les offices, vint mettre au néant cette valeur, pour laquelle il ne reçut qu'une indemnité insignifiante; pour comble de malheur, la mort le surprit en ce moment, et sa veuve resta chargée de ses deux enfants, dont l'aîné avait à peine 10 ans, n'ayant pour principale ressource que les rentrées assez considérables, il est vrai, qui restaient à faire dans les minutes du notariat.

L'aîné de ces enfants était le jeune Gautier dont nous nous occupons aujourd'hui, et qui se trouvait ainsi, dès le début de sa carrière, au milieu des orages de la Révolution, aux prises avec des circonstances critiques qui étaient de nature à mettre

en péril son avenir. Son âge ne lui aurait pas permis de lutter contre la destinée, et il en eût inévitablement été victime, sans l'appui d'une puissance qui se leva alors pour le protéger et à laquelle il avait voué une reconnaissance qui a animé sa vie : ce fut l'énergie d'une mère, qui, au prix de tous les sacrifices personnels et de grandes privations, sut parvenir non-seulement à diriger son éducation, mais à lui procurer, au milieu des temps les plus difficiles, une instruction dont les sources étaient presque alors complètement fermées.

M. Gautier répondit à merveille au dévouement de sa mère en se montrant docile à ses conseils et en développant dans ses études une ardeur qui lui fit obtenir à l'école centrale des succès constants. Il eut plusieurs prix dans les classes de belles-lettres, et ce fut aussi dans cet établissement, qui concentrait alors à Grenoble presque toutes les ressources de l'instruction publique, qu'il fit avec distinction l'étude de la législation.

Non-seulement il traversa ainsi une crise dangereuse pour sa jeunesse, mais en définitive les épreuves auxquelles il fut soumis eurent des conséquences heureuses pour son avenir. Dans sa position modeste, M^{me} Gautier resta seule maîtresse de la direction des idées de son fils ; elle sut les préserver de l'influence redoutable de l'opinion d'alors, qui imposait aux hommes les plus sages des vues subversives, et qui nourrissait contre toutes les anciennes influences politiques et religieuses qui avaient gouverné l'Etat, des haines furieuses et qui dépassaient de beaucoup les nécessités des réformes que le mouvement de 1789 avait fait prévaloir.

M. Gautier sortit de ces temps agités avec la conscience qu'il appartenait à ce tiers-état qui avait triomphé, mais avec des appréciations calmes sur les hommes et les choses dont il était entouré et avec des opinions religieuses dont rien ne put jamais ébranler la solidité.

Il en sortit aussi avec un sentiment de vénération pour sa mère qui était un culte et qui développa chez lui l'amour des relations de famille auxquelles il subordonna toujours dans la suite les principales déterminations de sa vie. Il m'a été donné de lire au bas d'un inventaire familial du mobilier de la succession paternelle, quelques lignes de la main de M. Gautier, où sa piété filiale exprimait sa reconnaissance envers sa mère dans des termes d'une exquise sensibilité et dont il est impossible de n'être pas profondément touché.

Ce fut là le secret des efforts qu'il fit dès le commencement de sa carrière de jurisconsulte, en 1804 et 1805, pour se créer une position capable d'augmenter ses ressources et de ramener dans sa maison l'aisance que le malheur des temps avait éloignée.

Les rangs du barreau de Grenoble étaient alors occupés par des hommes considérables et profondément versés dans le droit et les traditions de la province. Le rôle important qu'avait occupé l'ancien parlement et la multiplicité des offices de judicature avaient jeté une foule d'hommes dans la carrière des études juridiques. L'esprit naturel qui se rencontre facilement en Dauphiné trouvait dans les discussions journalières l'occasion de se développer, et l'on sait quel éclat avait jeté ce barreau dans les grands débats politiques qui venaient alors de s'éteindre. Après la Révolution, beaucoup d'hommes importants en faisaient encore partie, et il n'était pas facile à un jeune homme sans fortune de trouver une place parmi eux. M. Gautier dut à ses relations et aux excellentes dispositions qu'il apportait, la faveur d'entrer comme secrétaire chez l'un de ceux qui avaient alors pour la pratique des affaires la plus grande importance, M. Duport-Lavillette.

M. Duport n'avait pas alors moins de six secrétaires et donnant un grand nombre de consultations. Dans l'état désordonné où la Révolution avait jeté la législation, les intérêts de toutes les familles étaient profondément troublés, tous les droits pleins d'incertitude, et on était obligé d'assiéger constamment le cabinet des jurisconsultes, non-seulement pour les procès, mais pour la direction des affaires les plus usuelles.

En peu de temps, M. Gautier parvint à se faire distinguer du maître par son zèle et son assiduité autant que par sa capacité, et il fut placé à la tête du cabinet de M. Duport et obtint toute sa confiance. Ce fut là qu'il compléta dans le laps de quatre années ses études en droit par une excellente pratique, et quand il se présenta au barreau vers 1808, il y tint presque immédiatement, malgré sa jeunesse, un rang considérable. Il en reste un témoignage irrécusable dans une décision rendue par la Cour impériale, le 8 décembre 1813, en exécution d'une loi de 1810 qui prescrivait aux tribunaux de signaler parmi les membres du barreau qui postulaient devant eux, ceux qui se faisaient le plus remarquer par leurs lumières, leurs talents, et par la délicatesse et le désintéressement qui devaient caractériser ces

fonctions. La décision de la Cour accorda à M. Gautier la mention la plus honorable dont il fut officiellement informé par une lettre de M. le Procureur général.

En 1812, il fut nommé juge suppléant au tribunal de Grenoble; mais, appelé en cette qualité à faire partie de la Cour prévôtale, il donna sa démission le 25 mai 1816, quelques jours après la malheureuse échauffourée de Didier dont cette Cour était appelée à connaître. Il ne lui convenait pas, à raison des relations personnelles qu'il avait eues avec ceux qui se trouvaient compromis, de figurer au nombre de leurs juges.

C'est à partir de cette époque que se placent les travaux importants de M. Gautier comme avocat, travaux qui ont fondé la grande considération dont il fut bientôt investi; placé au premier rang du barreau, prenant part à des luttes quotidiennes contre ceux qui en occupaient avec lui la tête, il eut bientôt la clientèle la plus honorable. Les représentants des anciennes familles affluaient surtout dans son cabinet et n'hésitaient pas à lui confier leurs plus grands intérêts. Il sut maintenir au milieu de ses plus grands succès sa réputation de délicatesse et de désintéressement, qui resta toujours parfaitement intacte, et quoiqu'il ait immensément travaillé et que ses goûts soient toujours restés simples et modestes et toute sa vie de la plus grande régularité, la fortune qu'il a acquise s'est réduite à de médiocres proportions.

En 1824, il avait déjà depuis plusieurs années pris place dans le conseil de son ordre, lorsqu'une distinction inattendue vint le surprendre. Le gouvernement ayant à reconstituer la faculté de droit de Grenoble que des orages politiques avaient fait momentanément supprimer, le nomma professeur doyen et lui confia la direction de cet important établissement. M. Gautier dut sans doute sa nomination à l'influence morale que sa conduite et le succès de ses travaux juridiques lui avaient créée et qui était de nature à lui donner de l'autorité sur une jeunesse remuante; mais elle fut aussi le résultat de la position politique qu'il avait su prendre dans les luttes ardentes qui marquèrent les dernières années du gouvernement de la Restauration.

La question qui s'agitait alors est aujourd'hui du domaine de l'histoire et il n'y a plus d'inconvénient à la rappeler telle qu'elle était posée: les princes de l'ancienne maison de Bourbon, revenus de l'exil en 1814, avaient ramené dans le pays quelques-uns

des éléments de l'ancien ordre social qui avaient survécu aux destructions de la Révolution, mais en annonçant la prétention d'en faire la base d'un état de choses tout nouveau et qui était de nature à donner satisfaction aux aspirations et aux intérêts qui avaient pris naissance depuis 1789.

Aux yeux d'un grand nombre, cette prétention était inadmissible et irréalisable : les offres des anciens princes devaient être repoussées comme manquant de sincérité, et on ne pouvait trouver en eux les conditions désormais nécessaires au bonheur du pays ; pour d'autres, au contraire, la loyauté des princes qui s'appuyaient sur la charte constitutionnelle ne devait pas être ainsi condamnée d'avance, et il y avait, à les accueillir et à suivre la voie qu'ils ouvraient, l'avantage de renouer la chaîne des temps, de fortifier les éléments sociaux en les appuyant sur les traditions anciennes que le temps et le droit avaient consacrées, et d'éloigner l'appréhension de nouvelles révolutions qui, en ébranlant, au contraire, l'ordre social ou seulement l'ordre politique intérieur, pouvaient finir par compromettre même les progrès réalisés depuis 1789.

M. Gautier, dont le caractère loyal n'admettait pas facilement les combinaisons fondées sur l'artifice, et qui n'avait jamais perdu de vue le respect dû aux principes conservateurs de la société, ne repoussait pas cette dernière opinion. Il était sans doute de son temps et de son pays, et n'eût voulu désavouer aucun des avantages conquis au profit des idées nouvelles ; mais il ne lui paraissait pas indispensable de changer la dynastie pour conserver le nouveau droit public, dès qu'elle-même avait consenti à l'inaugurer par la promulgation de la charte constitutionnelle.

Le gouvernement d'alors fut heureux de trouver dans les rangs auxquels appartenait M. Gautier, un homme d'un mérite et d'une réputation universellement acceptés, et auprès duquel ses intentions n'étaient pas méconnues, et ce fut là sans doute une des raisons qui lui firent confier le décanat de la faculté de droit. Il avait été appelé quelque temps auparavant aux fonctions d'adjoint au maire de la ville de Grenoble, et enfin, au moment de la lutte suprême que soutint le gouvernement de la Restauration, il reçut une marque de confiance encore beaucoup plus grande et fut nommé en juin 1830 au poste important de président du collège électoral où furent si vivement discutées les destinées du pays.

Mais en prêtant ainsi jusqu'au bout à un gouvernement malheureux l'appui de sa popularité, M. Gautier resta universellement apprécié même de ses adversaires politiques. Après 1830, il fut sans doute un peu effacé de la scène politique, mais il conserva toute son influence et sa valeur morale, et sut dans toutes les circonstances faire respecter son caractère et ses principes. Il était bâtonnier des avocats lorsqu'après juillet 1830, le procureur général nommé par le nouveau gouvernement vint prendre possession du parquet de la Cour. Quand ses confrères crurent devoir faire une adresse à ce magistrat, il déclara qu'il ne serait pas dans cette circonstance l'organe du conseil, et informa M. le procureur général de sa détermination par la lettre suivante :

« M. le Procureur général ;

» Je n'aurai pas l'honneur de me présenter ce soir à la tête de l'ordre des avocats à l'audience que vous avez bien voulu lui accorder sur sa demande.

» Quelque soumis que je sois au nouvel ordre de choses qui vient de s'établir en France, mon respect pour le malheur et deux mois à peine écoulés depuis que, président du collège du premier arrondissement électoral de l'Isère, je prononçai le discours dont j'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire, ne me permettent pas de vous adresser aujourd'hui l'allocution que vous allez entendre, œuvre d'une commission de cinq membres, dont deux choisis dans le sein du conseil et trois autres en dehors de ce conseil.

» J'ai l'honneur, etc. »

Après 1830, M. Gautier, absorbé par les fonctions qu'il occupait à l'école de droit, et par les charges gratuites de toute nature qu'on lui imposait par suite de la connaissance qu'on avait de son zèle et de son activité, avait quitté l'audience pour se renfermer dans son cabinet et se livrer à la consultation, et s'était ainsi un peu éloigné du barreau, qui ne lui conserva pas moins toujours les mêmes témoignages d'estime en lui donnant place dans le conseil de l'ordre et en le ramenant de temps en temps à la distinction du bâtonnat.

Dans ses fonctions de doyen, où j'ai pu surtout l'apprécier

pendant 25 ans, M. Gautier apporta toujours une bienveillance et une aménité dans ses rapports qui le rendaient cher à tous ses collègues ; il exerçait sans effort sur eux une influence qui les réunissait autour de lui et qui maintenait l'harmonie et la bonne direction ; sa connaissance des lois et le soin minutieux qu'il apportait aux détails de l'administration en avaient fait un auxiliaire très-précieux pour les chefs de l'Académie. Son influence s'étendait aussi sur les jeunes gens, et depuis le rétablissement de l'école en 1824 on n'a jamais eu à regretter les désordres et les agitations qui s'étaient produits auparavant, quoique la difficulté des temps ait quelquefois été grande.

M. Gautier a continué jusqu'à un âge avancé cette vie active et occupée. Il avait éprouvé cependant dans la dernière partie de son existence des pertes cruelles : la mort lui avait ravi prématurément plusieurs enfants, et lui avait porté le dernier coup en rompant une alliance dans laquelle il avait placé le bonheur de sa vie, et qu'il avait formée en consultant plutôt des convenances de famille et de position, que le soin d'augmenter sa fortune. Il était impossible que de tels chagrins, s'unissant au poids des années, ne l'eussent profondément affecté, mais il sut cependant les supporter noblement et chrétiennement, et, sans se laisser abattre, il continua d'occuper toutes ses fonctions ; en résumé, il est bien peu d'hommes qui puissent se faire honneur d'une carrière civile aussi longue, plus complètement dévouée et plus utile aux intérêts de son pays.

Les fonctions publiques que M. Gautier a occupées et les services qu'il y a rendus sont sans aucun doute ses titres essentiels à la reconnaissance publique et ils seront toujours appréciés ; mais, quelque éclatants qu'ils aient été, ils ne doivent pas faire perdre de vue les mérites qui recommandent la première période de sa vie : il est beau de le voir déployer à cette époque ce courage et cette énergie persévérante qui, tout en le faisant le centre et le soutien d'une famille dont il était l'âme, le poussèrent rapidement dans la voie du succès à tel point, que le jeune avocat sans appui et sans fortune de 1810, put de 1824 à 1830 figurer au milieu des plus hautes notabilités de son pays, et fut trouvé digne par la confiance royale d'occuper un poste où on le faisait pour ainsi dire le modérateur des opinions, au milieu d'une situation politique des plus graves et des plus compliquées.

Même dans les temps actuels qui ont vu s'élever rapidement des positions brillantes, il est rare d'avoir à enregistrer de pareils résultats acquis en marchant toujours dans les voies les plus dignes et sous les yeux de ses concitoyens. Quand on a accompli une pareille carrière, on a mérité tous les éloges. On asseoit sur des bases solides la considération de sa famille, et on laisse à tous des exemples utiles à méditer.

REVUE DES PUBLICATIONS

REÇUES PAR L'ACADÉMIE DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1860 JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1861 ⁽¹⁾.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE.

Exposition des principes de rhétorique contenus dans le Gorgias de Platon et dans les Dialogues sur l'éloquence de Fénelon, par Ant.-Gaspard BELLIN (membre correspondant). — Lyon, Is. Deleuze, 1841, 36 pag. in-8°.

Exposition critique des principes de l'école sociétaire de Fourier, par Ant.-Gaspard BELLIN. — Lyon, Is. Deleuze, 1844, 55 pages in-8°.

Exposition des idées de Platon et d'Aristote sur la nature et l'origine du langage, par M. G. BELLIN. — Strasbourg, G. Silberman, 1842, 32 pages in-8°.

Des avantages du concours appliqué au recrutement du personnel administratif et judiciaire, par M. BELLIN. — Paris, Gust. Thorel; Lyon, Dorier, 1846, 63 pages in-8°.

Tableaux judiciaires et administratifs pour le service de l'audience, la confection des distributions et des ordres, et l'accomplissement des opérations électorales et du recrutement, par Antoine-Gaspard BELLIN. — Paris, impr. de Paul Dupont, 1852, 4 cahiers, gr. in-8°.

(1) Cette revue contient en outre la liste des publications qui n'ont pu être mentionnées, faute de place, dans la livraison précédente. V. *plus haut*, p. 592.

Notice sur l'édification du grand théâtre et du palais de justice à Lyon, par Ant.-Gaspard BELLIN. — Paris, Lyon, Ballay et Conchon, 1855, 347 pag. in-12.

La Silhouette du jour. Abus, vices, travers, ou les souhaits d'un bonhomme à ses concitoyens, par Dvitiya Durmanas; vasiya de Benarès (M. G. BELLIN), nouvelle édition. — Paris et Lyon, Ballay et Conchon, 1857, 540 pages in-18.

Notice historique sur la société littéraire de Lyon, par Antoine-Gaspard BELLIN, secrétaire. — Lyon, Aimé Vingtrinier, 1859, 70 pages in-8°.

Compte-rendu des travaux de la société littéraire de Lyon, pour l'année académique 1857-1858, par M. Gaspard BELLIN. — 63 pag. in-8°; 1859.

Compte-rendu des travaux de la société littéraire de Lyon, pour l'année académique 1858-1859, par M. Gaspard BELLIN. — Broch. in-8°.

Eloge historique d'Edouard Servan de Sugny, par Antoine-Gaspard BELLIN, secrétaire de la société littéraire de Lyon. — Lyon, impr. d'Aimé Vingtrinier, 1864; in-8°, 44 pag.

M. Jean-Pierre-Marie-Edouard Servan de Sugny était né à Simandre, département de l'Isère, le 2 floréal an VII: il était parent éloigné du célèbre avocat général Michel Servan; mais, malgré sa naissance dauphinoise, sa vie publique et privée se passa surtout dans le ressort de la Cour impériale de Lyon. M. Servan de Sugny a publié plusieurs volumes de vers.

Tableau statistique du personnel et des travaux de la société littéraire de Lyon. La partie nécrologique et bibliographique est extraite des notes communiquées par M. Péricaud aîné, doyen de la société; le dépouillement des procès-verbaux et autres documents subsidiaires est de M. BELLIN, secrétaire; 464 pag. in-8°. — Lyon, impr. d'A. Vingtrinier.

Ce tableau contient des renseignements sur MM. Cartier (Louis-Vincent), Trolliet (Louis-François), Cochard (François-Nicolas), Janson (Louis), Legeay (Urbain), Guironnet de Massas (Ch.-Fleury-Edouard), Servan de Sugny (Marie-François), Tranchand (Jean-Hector), Lombard de Buffières (J.-J.-Louis), Guerre Dumolard (Jean), Potton (François-Ferdinand-Ariste), Servan de Sugny (Jean-Pierre-

Marie-Edouard), Pallias (Honoré-Pierre-François), Allmer (Louis-Auguste-Christophe), de Lubac (Maurice-Jules), qui tenaient ou tiennent au Dauphiné par leur naissance ou leurs fonctions.

Faut-il codifier les lois administratives? Examen de cette question par M. Jules MALLEIN, professeur de droit administratif à la faculté de Grenoble, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, chevalier de la Légion d'honneur. — Grenoble, Maissonville et fils et Jourdan; Paris, Aug. Durand, 1860; 54 pages in-8°.

M. Mallein ne conteste pas l'utilité d'un Code administratif, mais il ne croit pas que le projet de codifier les lois administratives soit praticable.

« Soit qu'on interroge les matières que le progrès fait naître et diversifie sans cesse, ou celles qui présentent l'origine la plus ancienne et la nature en apparence la plus stable; soit qu'on étudie les sujets qui ont d'intimes rapports avec le droit constitutionnel ou ceux qui en sont absolument distincts; soit qu'il s'agisse de spécialités ou de généralités; soit qu'on lise les lois, soit qu'on parcoure les livres, soit qu'on rapproche les époques, on rencontre partout le même obstacle, et partout il est insurmontable, p. 44. »

Si M. Mallein pense que les lois administratives, à cause de leur nature variable, ne peuvent être rassemblées en un corps de texte, il croit cependant possible la rédaction d'une loi générale sur la *procédure administrative*.

Etudes critiques sur l'histoire du Dauphiné. L'arianisme à Grenoble, par M. Ch. REVILLOUT. (Extrait de la *Revue des Alpes*.) — Grenoble, Maissonville, 1858; 48 pages in-18.

M. Revillout essaie dans cette première partie d'éclaircir la légende de S. Cératus, sixième évêque de Grenoble. Il semble résulter de cette étude que Cératus, chassé de son diocèse par les Bourguignons ariens, alla finir sa vie à Simorre en Gascogne.

Guide du voyageur à la Grande-Chartreuse, description pittoresque, historique, etc., des quatre routes principales qui y conduisent : de la gare de Grenoble par le Sappey; de la gare de St-Robert par Proveysieux, la Charmette, etc.; de la gare de Voreppe par St-Laurent du Pont et Fourvoirie; de la gare de Voiron, par St-Etienne-de-Crossey, le Grand Frou, etc., par M. Jules TAULIER. — Grenoble, Maissonville et fils, 1859; 248 pag. in-18.

Notice historique sur Bertrand Raymbaud de Simiane, baron de Gordes. — 1 vol. in-8°, par M. Jules TAULIER ; Maissonville, 1859.

« Bien peu savent, en Dauphiné, dit M. Jules Taulier, où est né, où est mort, comment a vécu le capitaine, sans contredit le plus digne, le plus noble, le plus admirable parmi tous ceux qui ont joué un rôle dans nos guerres de religion. Guy-Allard lui-même a laissé dans l'ombre et dans l'oubli l'homme dont la vie entière fut pure de toute tache et de tout excès ; qui sauva le Dauphiné des horreurs qui ensanglantèrent Paris et la province, dans la fatale nuit du 24 août 1572, qui demeura jusqu'à son dernier soupir fidèle à la religion de ses pères, sans chercher à s'en faire un instrument de fortune ; qui se montra constamment grand homme de guerre, soldat intrépide, sujet dévoué, catholique sincère, pacificateur habile, et dont la sagesse égala le zèle en toutes circonstances et en toutes choses. »

Examen critique de l'inscription de Saint-Donat, relative à l'occupation de Grenoble par les Sarrasins au X^e siècle, par M. de TERREBASSE, membre correspondant. — Paris, Dumoulin, 1860 ; 20 pag. in-8°, avec planche.

Il résulte de cet examen que la prétendue inscription de Saint-Donat n'existe nulle part ailleurs que sur le verso du titre d'un manuscrit composé vers la fin du XVII^e siècle par un certain Claude Chalvet, chanoine et capiscot du prieuré de Saint Donat. (V. *plus haut*, p. 556.)

La vérité sur l'autel druidique de la Motte-d'Aveillans, par M. G. VALLIER. — Grenoble, impr. Allier père et fils ; 1860, broch. in-8° de 8 pages, avec 4 planches d'après les dessins de M. W. Lukis.

M. G. Vallier, après avoir été sur les lieux, conclut, en rapprochant les différents noms donnés dans le pays à la pierre d'Aveillans, que ce monolithe n'est pas un autel druidique, mais un bloc de rocher dont on a voulu extraire des meules.

MÉMOIRES ENVOYÉS PAR LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'ANGERS (ancienne académie d'Angers). — Nouvelle période, tom. II^e, 3^e cahier. — Angers, Cosnier et Lachèze, 1860.

Tom. III, 1^{er}, 2^e et 3^e cahier. — Angers, 1860 ; in-8°.

Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de BÉZIERS (Hérault), II^e série, tom. 1^{er}, 3^e livraison.

Notice biographique sur M. Cordier, ingénieur-mécanicien, par M. Auguste Fabregat, vice-président.

Supplément à la III^e livraison du tom. 1^{er}. — 2^e série. Béziers, 1860.

2^e série, tom. II, 1^{re} livraison. — Béziers, 1860.

Extrait du bulletin de la Société d'agriculture du département du CHER, n° 68. Rapport sur les travaux de la section d'agriculture du congrès scientifique de Grenoble, par M. le comte de Galbert, associé correspondant de cette Société, lu à la séance du 6 mars 1858. — Bourges, 1858 ; 49 pages in-8°.

Journal d'agriculture de la COTE-D'OR, publié par la Société d'agriculture et d'industrie agricole du département. — 23^e année, 3^e série, tom. V. — Dijon, 1860.

Département d'ILLE-ET-VILAINE. — Cours de chimie agricole professé en 1859 par M. F. Malaguti, doyen de la faculté des sciences de Rennes, rédigé par M. A. Marteville et publié par la *Société départementale d'agriculture*. — Rennes, 1860 ; 1 vol. in-12.

Compte-rendu des travaux de la Société centrale d'horticulture du département d'ILLE-ET-VILAINE pendant l'année 1859. — Rennes, 1860 ; in-8°.

Dans ce compte-rendu se trouvent cités plusieurs extraits du *Sud-Est* concernant les travaux des sociétés d'agriculture de l'Isère, pag. 62 à 67. — Ces extraits sont faits par M. Mahias, un des membres du congrès scientifique de Grenoble en 1857.

Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'INDRE-ET-LOIRE. — Tom. XXXVIII^e, années 1858-1859. — Tom. XXXIX, année 1860, 1^{er} trimestre. — Tours, impr. Ladevèze, 1860 ; 2 livr. in-8°.

Journal de la Société de la MORALE CHRÉTIENNE. — Tom. X, 1, 2, 3, 4, 5. — Paris, 1860 ; in-8°.

Société des Antiquaires de la MORINIE. Bulletin historique, 9^e année, 33, 34, 35 et 36 livraisons. Janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1860. — St-Omer, 1860; in-8°.

Annales de la Société académique de NANTES et du département de la Loire-Inférieure. — 1859, 1^{er} et 2^e semestre. — Nantes, Mellinet, 1859; tom. XXX, 718 et XVIII pages.

Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'OISE, tom. IV. — Beauvais, 1859.

Travaux de l'Académie impériale de REIMS. — 29^e vol., années 1858-1859, n^{os} 1 et 2. — Reims, 1860.

Ce volume contient une correspondance du duc de Mayenne, du 11 novembre 1590 au 1^{er} juin 1591, publiée d'après un manuscrit de la bibliothèque de Reims. Ces lettres missives, qui sont adressées à tous les partisans et agents de la Ligue en France et à l'étranger, sont au nombre de 248 et remplissent une partie du volume, de la page 119 à la page 444. Les lettres 1, 44, 91, 100, 113, 114, 158, 218, concernent ou le Dauphiné ou des personnages dauphinois.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la SARTHE. — 1859, 3^e et 4^e trimestre, tom. XIV; le Mans, 1859. — 1860, 2^e et 3^e trimestre; le Mans, 1860, in-8°.

Mémoires et documents publiés par la Société SAVOISIENNE d'histoire et d'archéologie, tom. IV. — Chambéry, 1860; in-8°.

Ce volume contient, entre autres documents, 1^o un fragment de la description de la Savoie, ouvrage écrit en latin et inédit, de Delbène; 2^o des franchises accordées par les comtes de Savoie, extraites des archives de Turin et publiées par M. Auguste Dufour. Plusieurs de ces chartes sont octroyées à des villes ou communes du Dauphiné. Ainsi le n^o XIII du 1^{er} oct. 1257 concerne Saint-Symphorien d'Ozon (Isère, arrondissement de Vienne); le n^o XIX, du 17 nov. 1323, est fait en faveur de St-George d'Espérance (Isère, arrondissement de Vienne), et renouvelle des franchises données le 1^{er} février 1290; le n^o XXII, du 8 mars 1324, confirme des franchises de tout l'ordre des Chartreux; le n^o XXV de 1324, le samedi avant la Toussaint, contient un accord entre le comte Edouard et le prieur de Ternay (près de St-Symphorien d'Ozon), relatif à quelques franchises pour les

hommes du couvent; le n° XXVI, du 3 novembre 1324, renouvelle les franchises de St-Laurent du Pont; le XXVIII, du 22 janvier 1325, confirme les franchises de St-Symphorien d'Ozon.

OUVRAGES OFFERTS PAR DES AUTEURS ÉTRANGERS.

Procès-verbal des délibérations du CONSEIL GÉNÉRAL du département de l'ISÈRE, session de 1859. — F. Allier père et fils, impr.; 1 vol. in-8°, 472 pages.

E. DE GLATIGNY. *Famille de le Bidart de Thumaide et le chevalier Alphonse Ferdinand de le Bidart de Thumaide*. — Anvers, J.-E. Buschmann, 1859, 44 pag. in-8°, extrait des Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique.

Les congrès des vignerons français, par M. GUILLORY aîné, — Paris, librairie agricole de la Maison rustique; 1860; 394 pages in-8°.

Monseigneur RAILLON et Monseigneur DUPANLOUP. *De la légitimité des administrations capitulaires des évêques nommés*, par M. Jacques Molroguier, neveu de Mgr Jacques Raillon. — Paris, E. Dentu, 1860; in-8° de 79 pages.

Institution des sourds-muets de Nancy; distribution des prix du 31 août 1859; discours prononcé par M. le directeur (M. PIROUX); idée de la méthode Nancéienne; compte-rendu des exercices; classement des élèves en trois catégories; documents divers. — Nancy, Grimblot, veuve Raybois et Comp^e, impr.; 1859; brochure in-8°, 76 pages.

Etude sur la question relative aux Scamili impares. — Paris, Lacroix et Baudry, 1860, par Antoine RONDELET; in-4°, 44 pages et planche.

Eau minérale d'Alet. Analyse des observations théoriques et pratiques faites sur l'emploi de cette eau, par M. le docteur A...., P..... — Paris, 1859, 32 pages in-48.

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE 1^{er} VOLUME DU BULLETIN DE L'ACADÉMIE
DELPHINALE, 2^e SÉRIE.

A

- ACADÉMIE archéologique de Belgique. Correspondante, 8. — Envois, 55, 141, 237, 392.
- archéologique de Madrid. Correspondante, 8.
- d'Aix. Correspondante, 7. — Adhère à la proposition de M. Bouillier, 391. — Envois, 237.
- de Besançon. Correspondante, 7.
- de Bordeaux. Correspondante, 7.
- de Dijon. Correspondante, 7.
- delphinale. Additions et modifications au règlement, 11, 147, 386, 404. — Histoire, 1, 245, 327. — Institue un concours, 404, 405, 460, 516. — Liste de ses membres résidents, 3. — *Idem* des correspondants, 5. — *Idem* des sociétés correspondantes, 7. — Nouveaux membres, 65, 145, 241, 402, 513, 514, 593. — Projet de fusion avec les autres sociétés de Grenoble, 594.
- de Lyon. Correspondante, 8.
- de Marseille. Envoi, 238.
- de Metz. Correspondante, 8. — Envoi, 55, 394, 591.
- de Montpellier. Correspondante, 242, 244. — Envoi, 394.
- de Reims. Correspondante, 8. — Envoi, 715.
- de Savoie. Correspondante, 8. — Envois, 142, 396. — Analyse de la 1^{re} série de ses Mémoires, 142.
- de Vaucluse. Correspondante, 8.
- du Gard. Correspondante, 7. — Envois, 55, 142, 393, 590.
- flosalpine d'Embrun. Correspondante, 593, 595. — Envoi, 589.
- ADMINISTRATIVES (faut-il codifier les lois?), 712.
- AERIA (Emplacement d'), à Sault, 399.
- AIX (Académie d'). V. *Académie*.
- ALBINUS (inscription d'), 229.
- ALLOBROGIE. Ses limites de l'Ouest, 56.
- ALPES Briançonnaises. Histoire, 52, 235. — Description d'un orage, 403, 414.

- dauphinoises (Météorologie des), 405, 465.
AMÉDÉE V de Savoie (Charte d'), en faveur de la chartreuse de Currière, 502.
ANABASE (Etude sur l'), de Xénophon, 594, 595, 625.
ANGERS (sociétés savantes d'). V. *Société*.
ANCEMOND (Le duc), 236.
ANDERT (d'), membre résident, 4.
ART (Quelques principes de l'), 405, 496.—(Préjugés en fait d'), 10, 43.
ASSISES scientifiques du Sud-Est de la France. Envoi, 237.
ASSOCIATION florimontane d'Anncy. Correspondante, 8.
ATHÉNÉE des arts, à Paris, Correspondant, 8.
 —du Beauvaisis. Correspondant, 8. — A cessé de se réunir, 593.
AUBE (société académique de l'). V. *Académie*.
AUVERGNE (le chanoine). Elu résident, 402, 405.—Dissertation sur S. Cérat : Hommage, 585. — Rapport sur une grammaire comparée des langues bibliques, 515, 539.
AUZIAS, membre résident, 3.—Membre d'une commission, 596.
AVOUERIES. Communication de M. du Boys, 147.

B

- BAGNÈRES** de Bigorre (société d'encouragement de). V. *Société*.
BARRAL (de), évêque de Castres, introduit la pomme de terre dans le Tarn, 57.
BASTARNAY (Imbert de), seigneur de Montrésor, 56.
BASOCHE (clercs de la), 57.
BÉATES de la Haute-Loire, 56.
BEAUMONT (de). Projet de crédit foncier : Rapport de M. Burdet, 10.
BEAUSSIRE (Emile), nommé membre résident, 4, 10. — Quitte Grenoble, 65. — Son ouvrage sur le fondement de l'obligation morale, 9, 12.
BELGIQUE (académie archéologique de). V. *Académie*.
BELLIN (G.), élu correspondant, 514, 522. — Hommages, 710, 711.
BÉRANGER (de la Drôme). Correspondant, 5.
BÉRANGER (Marquis de). Correspondant, 6. — Délégué de l'Académie, 515, 594.
BERGERME. Correspondant, 5.
BERLIOZ (Hector). Correspondant, 5.
BERRIAT-ST-PIRX (Charles). Correspondant, 5.
BERRIAT-ST-PIRX (Félix). Correspondant, 7.
BERRIAT-ST-PIRX (Jacques). Son manuscrit sur la statistique de l'Isère, 596.
BERTHIN (Vital). Membre résident, 4.
BERTIER. Membre résident, 3. — Meurt, 402, 404.
BESANÇON (académie de). V. *Académie*.
BÉZIERS (société archéologique de). V. *Société*.
BIBLIOTHÈQUE publique de Grenoble (Fondation de la), 327.
BINEAU. Membre correspondant, 5.
BLANC (Célestin). Membre correspondant, 6.
BLANCHET (Hector). Membre correspondant, 6.—Communication sur la maladrerie de St-Aupre, 518.
BLANCHET (le président). Membre résident, 3.
BORREAU. Note sur Villars, 591.

- BOUILLIER.** Propose de réunir l'Institut et les Académies de province, 244, 391. — Rapport et vote sur ce projet, 244.
- BOURDAT.** Membre résidant, 4.
- BOURDILLON (l'abbé).** Nommé membre résidant, 241, 243.
- BOURGEAT (l'abbé).** Nommé membre correspondant, 7, 10. — Rapport sur l'un de ses livres (*Programme d'un cours de philosophie*), 10, 21. — Sa mort, 242.
- BOURNET (de).** Nommé membre résidant, 145, 148. — Membre d'une commission, 244. — Secrétaire adjoint, 401, 404, 513, 521.
- BOUTARD.** Projet de crédit foncier, 9. — Analyse de ce Mémoire, 9.
- BRIANÇON.** Elections municipales, 595, 607.
- BRIANÇONNAIS (Essais sur le), de M. Fauché-Prunelle,** 52, 235.
- BRUNEL,** 239.
- BULLETIN de l'Académie delphinale.** Améliorations introduites dans la publication du Bulletin, 10, 11.
- BURDET.** Membre résidant, 3. — Membre de commissions, 146, 147, 244, 245, 404, 405, 513. — Mémoire sur l'organisation féod. du Dauphiné, 146, 163. — Notice sur M. Gautier, 596, 701. — Rapports : sur l'Institut et les Académies de province, 244. — Sur le projet de crédit foncier de M. Morellet, 9.
- BUREAU de l'Académie en 1856,** 3, 9; — En 1857, 145-147; — En 1858, 241, 245; — En 1859, 401, 404; — En 1860, 513, 521.

C

- CALVET-ROGNIAT.** Correspondant, 6.
- CAMPAGNES.** Dépopulation, 405.
- CARTULAIRE de Domène,** publié sous les auspices de l'Académie, 244. — Hommage, 518, 584. — de Romans, 62.
- CASSAN (Prieuré de), dépendant de St-Ruf,** 392.
- CAUMONT (de).** Son opinion sur le congrès scientifique de Grenoble, 244.
- CÉRATUS (Saint), évêque de Grenoble,** 585, 712.
- CÉSAR (commentaires de) comparés avec l'Anabase,** 625.
- CHALLE.** Hommage, 395.
- CHALONS-SUR-MARNE (Arbalétriers de),** 396. — Congrès archéologique, 396. — V. *Société*.
- CHAMIER (Daniel),** 398.
- CHAMPIER (de).** Correspondant, 6.
- CHAMBON (l'abbé).** Membre résidant, 4.
- CHAMPOLLION-FIGEAC.** Membre correspondant, 5.
- CHAPITRE de Monfleury,** 317.
- CHARBONNEL-SALLE.** Membre résidant, 4. — Membre d'une commission, 594.
- CHARRONNET.** Obtient une mention de l'Institut, 590.
- CHARTES dauphinoises.** Commission pour les recueillir, 147.
- CHARTREUSE (la Grande).** Décrite par Gölnitz, 406. — Etude topographique de M. Macé, 518. — Guide de M. Taulier, 712. — de Currière, 502, 506.
- CHATEL (Victor).** Hommages, 57, 240, 395.
- CHER (société d'agriculture, etc. du).** V. *Société*.
- CHERBOURG (société académique de).** V. *Société*.
- CHÉRIAS.** Correspondant, 5.
- CHEVRIER (Jules).** Nommé correspondant, 242, 243. — Son Mé-

- moire sur les fouilles de St-Jean-des-Vignes, 235, 243.
- CHOLLET. Correspondant, 5.
- CLOCHES sous la Terreur, 55.
- COLONAT des Romains, 141, 391.
- COMICE agricole de St-Quentin. Envois, 56, 592.
- COMITÉ des arts et des monum., 8.
- COMMISSIONS : du Bulletin, 10. — Pour le musée archéolog., 147. — Des chartes, 147. — Pour le règlement, 245. — Pour la topographie des Gaules, 244, 596. — Du mouvement scientifique et littéraire, 404. — Du concours, 405, 516. — Sur le projet de fusion des sociétés de Grenoble, 594. — Sur les rapports à établir avec les correspondants, 596. — Sur une proposition de M. Bouillier, 244. — Sur le Dict. géogr., 518, 520.
- COMPAGNONNAGE, 397.
- COMTE (Achille). Correspondant, 6.
- CONCOURS. Proposé par M. L. Gautier, 404. — Institué, 405. — Les dignitaires choisis pour sujet, 516. — Rapport, 542.
- CONDAMINE (sens du mot), 236.
- CONDUITE de Grenoble. Sens de cette expression, 397.
- CONGRÈS archéologique de Châlons, Aix et Avignon, 396, 398.
- de Valence, 393.
- scientifique d'Auxerre, 245.
- de Grenoble, 244, 393, 394, 590.
- du Puy. Envoi, 56.
- CORRESPONDANCE de Lafontaine. Article de M. Maignien, 403, 439.
- CORNEILLE (Mémoire de M. Hatzfeld sur les commencements de), 10, 27, 69.
- COSTOU (de). Dictionnaire manuscrit des noms propres d'hommes et de localités de la Drôme, 393.
- COTE-D'OR (société d'agriculture de la). V. *Société*.
- COTTEAU (Opinion de M.) sur les travaux de M. Lory, 590.
- COURNOT. Correspondant, 5.
- COURS d'eau à fond mobile, hommage par M. Cunit, 52.
- COURTET (Jules). Son opinion sur Aeria, 399.
- COUSIN (Louis). Nommé membre correspondant, 402, 403.
- CROZET. Membre résident, 3. — Sa mort, 402, 404.
- CUNIT. Membre résident, 4. — Essai sur les cours d'eau à fond mobile : Hommage, 52.
- CURRIÈRE (Chartreuse de), 502, 506.

D

- DALBOUSSIÈRE. Membre résident, 4. — Sa mort, 65.
- DAMAS-HINARD. Correspond avec M. Hatzfeld, au sujet du poème du Cid, 404.
- DAREMBERG. Lettre à M. Macé, sur le Silphium, 136.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. Correspondant, 7.
- DAUPHIN (débris d'une voie romaine à), 399.
- DAUPHINÉ. Chartes à recueillir, 147. — Chemins de fer, 404, 405, 523, 587, 594, 595. — Documents inédits, 137, 502. — Guerres de religion, 63. — Histoire, 53. — Météorologie, 465. — Numismatique, 588. — Organisation féodale, 146, 163.
- DAUSSE. Membre résident, 4. — Hommages, 140, 585.
- DECORDE. Membre correspondant, 5.
- DELORT (général), 238.

- DENANTES.** Membre résidant, 4.
DÉPÉRY (Mgr), correspondant, 593, 595.
DÉPOPULATION des campagnes. Communication de M. Morellet, 405.
DESGRANGES. Membre résidant, 3.
DEVAUX (Envoi du catalogue de M.), 240.
DEWANDRE. Correspondant, 6.
DEYNEZ. Nommé membre résidant, 241, 243. — Quitte Grenoble, 402.
DICTIONNAIRE géographique de la France. Lettre de M. le ministre, 518. — Commission nommée, 518. — Rapport de M. Revillout, 520. — La société de statistique se charge du travail, 521. — Lettre de M. le ministre à ce sujet, 522.
DOCUMENTS inédits, 137, 502.
DOLE (Société d'agriculture, etc., de l'arrond. de). Correspondante, 7.
DOMÈNE. Cartulaire, 244, 518, 584.
DORGEVAL-DUBOUCHET. Membre correspondant, 6.
DRAGUIGNAN (Société d'études, etc., de). Envois, 55, 141.
DROIT administratif (Enseignement du), 527.
 — criminel (Histoire du), 390, 585.
Du BEUX (Discours de rentrée de M.), en 1857 : Hommage, 390. — Installation à Rennes : Hommage, 585.
Du BOYS (Albert). Membre résidant, 3. — Président, 145, 147, 513, 521. — Vice-président, 3, 9. — Délégué de l'Académie, 515, 591. — Membre de commissions, 146, 242, 245, 401, 404, 518. — Communique un Mémoire sur les seigneuries ecclésiastiques, 147. — Sur les justices dans les villes, 243. — Sur les maintenances, 518. — Sur le paupérisme en Angleterre, 522. — Hommages, 54, 390, 585. — Mémoire sur Ximènes et l'inquisition d'Espagne, 66. — Sur l'extradition, 403, 419. — Notice sur M. Joffre, 521, 545.
DU COIN, Correspondant, 6.
DUNGLAS. Correspondant, 6. — Notice sur les béates de la Haute-Loire, 55.
DUNKERQUOISE (Société). Correspondante, 402, 403. — Envoi, 392.
DUPORT-LAVILLETTE. Membre résidant, 3.
DU VIVIER DE STREEL (l'abbé). Hommages, 59, 60.

E

- EMBRUN** (Académie flosalpine d'), v. *Académie*.
ÉPIQUES (essais) en France, de 1590 à 1650. Mémoire de M. Soupé, 66, 87.
ESPAGNOLE (formation de la langue), 404.
EXTRADITION. Mémoire de M. du Boys, 403, 419.

F

- FABRE.** Etudes sur la basoche. Hommage, 57.
FALAISE (société académique de). V. *Société*.
FAUCHÉ-PRUNELLE. Membre résidant, 3. — Membre de commissions, 10, 147, 241, 244, 245, 401, 404, 594, 596. Propose de recueillir les chartes dauphinoises. 147. — Fait hommage de son es-
TOM. I.

- sai sur le Briançonnais, 52, 235. **FERRIOT.** Correspondant, 5. — Sa mort, 514.
 — De ses recherches sur l'origine du Parlement de Grenoble, 586. — Mémoire sur la météorologie des Alpes dauphinoises, 405, 465. — Sur un orage dans les Alpes, 403, 414. — Sur les élect. municip. à Briançon, 595, 607.
FAURE. Correspondant, 5.
FÉODALE (Organisation) du Dauphiné, 163.
FISSONT. Membre résidant, 4.
FLANDRE maritime. V. *Société*.
FLOSALPINE (Académie). V. *Académie*.
FORUM NERONIS, emplacement présumé, 399.
FUNÉRAILLES des moines d'Egypte, par M. Revillout, 245, 374.

G

- GABOURD.** Correspondant, 6.
GAP (Bibliothèque de). Obtient un exemplaire du Bulletin, 147.
GARD (Académie du). V. *Académie*.
GARNIER. Correspondant, 6.
GAU. Correspondant, 6.
GAULES (Topographie des), 224, 596.
GAUTIER (Auguste). Membre résidant, 3. — Vice-président, 145, 147. — Membre de commissions, 10, 244. — Sa mort, 593, 596. — Notice de M. Burdet sur la vie de M. Gautier, 593, 701.
GAUTIER (Louis), membre résidant, 4. — Président, 401, 404. — Vice-président, 241, 245, 513, 521, 594. — Délégué de l'Académie, 515. — Membre de commissions, 146, 147, 245, 594. — Rapport sur M. Monavon, 243, 322. — Sur le Musée archéologique, 147, 221. — Sur les ouvrages de M. Bellin, 522. — Discours comme président, en 1859, 404, 458. — Communication au sujet du Répertoire archéologique et du Dictionnaire géographique, 522. — Discours de rentrée, hommage, 586.
GENEVEX (l'abbé). Membre résidant, 4. — Membre de commissions, 245, 401, 404. — Sa mort, 513, 515. — Notice sur sa vie, 521, 577. — Rapport sur un ouvrage de M. l'abbé Bourgeat, 10, 21. — Communication sur l'état sauvage, 244, 389.
GERMAIN (Analyse du mémoire de M.) sur les multipliants, 394.
GINOULHIAC (Mgr). Membre résidant, 4.
GIRAUD. Essai historique sur saint Barnard de Romans, 62, 590.
GIRAUD (l'abbé Magloire). Communication, 502. — Nommé correspondant, 514, 516, 517. — Hommage, 586.
GLATIGNY (de). Hommage, 716.
GÖLNITZ. Son voyage. Traduct. de M. Macé, 246, 389, 403, 518. — Voyage à la Grande-Chartreuse, 406.
GORDES (de). Notice de M. J. Taullier, 515, 713.
GOURNAY (de). Membre résidant, 4. — Membre de commissions, 145, 147, 241. — Communication sur le Musée archéologique, 146. — Dissertation sur l'effigie du pourtour de l'abside de St-Laurent, 147, 216. — Sur la figure de saint Thibaut, découverte à St-Laurent, 148, 224.
GRATIEU (l'empereur) n'a pas été tué à Moirans, 523.
GRÈCS (Supériorité littéraire des)

- sur les Romains, par M. Roux, 403, 452.
 — (les) et les Perses. Mémoire de M. Roux, 594, 681.
 GRENOBLE (Congrès de), 244, 393, 394, 590.
 — (Musée d'archéologie de). Mémoire de M. de Gournay, 146. — Rapport de M. L. Gautier, 147, 221.
 — (Occupation de) par une nation payenne, 521, 551, 713.
 — (Origine du Parlement de), 586.
 GRIMAUD. Correspondant, 6.
 GUEYMARD (Emile). Obtient une mention à Marseille, 238.
 GUIDE à la Grande - Chartreuse. Hommage de M. Taulier, 712.
 — des chemins de fer du Dauphiné, 404, 405, 518, 523, 587, 595.
 GUIET. Hommage, 395.
 GUILLAUME (le colonel). Elu correspondant, 514, 515, 517.
 GUILLORY. Hommage, 716.

H

- HATZFELD. Membre résidant, 4. — Secrétaire adjoint, 3, 9. — Quitte Grenoble, 520. — Communication sur la formation de la langue espagnole, 404. — Commencements de Corneille, 10, 27, 69. — Rapport sur un ouvrage de M. Beaussire, 9, 12.
 HELVIENS (Mémoire sur le pays des), par M. de Saint-Andéol, 595, 642.
 HERMENOUS. Correspondant, 6.
 HÉRODOTE (Despotisme et liberté, d'après). Mémoire de M. Roux, 596, 688.
 HOMBRES-FIRMAZ. Membre correspondant, 5. — Sa mort, 242, 243. — Recueil de Mémoires et d'observations sur divers sujets. Hommage, 54.
 HUMBERT (charte d'), évêque de Grenoble, 220.

I

- ILLE-ET-VILLAIN (Société archéologique du département d'). V. *Société*.
 INDIENNE (Littérature). Hommage de M. Soupé, 140.
 INDRE-ET-LOIRE (Société d'agriculture). V. *Société*.
 INONDATIONS (Note sur les). Hommage de M. Dausse, 140.
 INSCRIPTION (Examen critique de l'). Hommage de M. de Terre-basse, 556, 703.
 — grecque du musée Calvet, 400. — Interprétée par M. Roux, 405, 464.
 — romaine de la Chapelle-Blanche, 146, 149. — De Romagnieu, 148, 229.
 INSCRIPTIONS (Recueil des) de la Gaule. Circulaire du ministre, 4.
 INSTITUT. Rapport de la commission des antiquités, 142, 590.
 — des provinces. Envois, 237, 393, 590.
 INSTITUT (l') et les Académies de province, 391. — Discussion au sujet de ce Mémoire, 244.
 ISARN (l'évêque), 216, 551.
 ISÈRE (Conseil général du département de l'). Envoi, 716.
 — (Usages locaux du département de l'), 237.
 — (Société de statistique de l'), v. *Société*.
 ITIER. Correspondant, 5. — Obtient une médaille à Marseille, 239.
 ITINÉRAIRE de Cadix à Rome, 396.

J

- JACQUEMOUD. Correspondant, 6. Meurt, 402, 404. — Notice sur sa vie, 521, 545.
 JALABERT. Elu membre résidant, 402, 403. — Membre d'une commission, 513, 521. JOUVE (l'abbé). Notice sur les travaux littéraires dans la Drôme, 393.
 JAY. Correspondant, 7. JUSTICE dans les villes, communication de M. du Boys, 243.
 JEUNES FLEURS, poésies de M. Monavon, 322.
 JOFFRE. Membre résidant, 3. —

K

- KERKHOVE (le vicomte de). Correspondant, 6. KERKHOVE-VARENT (de). Correspondant, 6.

L

- LA CHAPELLE BLANCHE (inscription de), 146, 149. LE PUY. V. *Société*.
 LACOUR. Elu membre résidant, 241, 243. — Quitte Grenoble, 593, 596. — Communication d'une dissertation sur l'emplacement de Ventia et de Solonium, 517, 583. LEROY. Membre résidant, 3. — Membre de commissions, 401, 404, 513.
 LAFONTAINE (Correspondance de), 403, 439. LESCŒUR. Elu membre résidant, 402, 405. — Discours sur Vauvenargues, 515, 524.
 LALANDE. Membre résidant, 4. — Elu correspondant, 401, 402, 403. LESDIGUIÈRES (Etude sur la vie de) mise au concours, 516. — Sa correspondance sera publiée par l'Académie, 521.
 LAPLANE (de). Correspondant, 5. LIÈGE. V. *Société*.
 LE BIDART DE THUMAIDE. Correspondant, 6, 716. LIONNE (Hugues de). Notice de M. Réal, 67, 104.
 LEFFEMBERG (de). Elu membre résidant, 241, 243. — Quitte Grenoble, 402. LOCK. A recueilli des lettres de Lesdiguières, 521. — Ce recueil sera publié par l'Académie, 521.
 LE MANS. V. *Société*. LONG. Guerres de religion dans le Dauphiné, 63.
 LEMPS (de). Membre résidant, 4. LONGCHAMP. Membre résidant, 4.
 LENORMANT. Correspondant, 6. LOUVOIS et les chartreux, 508.
 LE PASQUIER, secrétaire général du département de l'Isère, 238. LYON. V. *Académie et Société*.

M

- MACÉ. Membre résidant, 3. — Secrétaire adjoint, 145, 147, 241, 245. — Trésorier perpétuel, 401, 404. — Membre de commissions, 10, 146, 147, 244, 404, 405, 518, 594, 596. — Fait une proposition relative aux funérailles des membres décédés, 147. — A la correspondance de Lesdiguières, 521. — Communique des fragments

- de sa traduction de Gœlnitz, 246, 389, 403, 405, 406, 518. — De son guide des chemins de fer, 404, 405, 518, 523, 587, 595. — Mémoire sur une inscript. de la Chapelle blanche, 146, 149. — Sur une inscription de Romagnieu, 148, 229. — Sur le Silphium, 67, 124, 136. — Opinion sur les embaumements en Egypte, 245. — Rapport sur le voyage d'Abraham Gœlnitz, 246. Sur un Mémoire de M. Bouillier, 244. — Sur le programme du congrès d'Auxerre, 245. — Sur la numismatique de M. Morin, 518.
- MAIGNIEN.** Membre résidant, 4. — Président, 3, 9. — Membre de commissions, 10, 141, 145, 404. — Communication d'une étude intitulée: *l'Utilitaire*, 67. — Conclusion morale dans les œuvres d'art, 245, 366. — Correspondance de Lafontaine, 403, 439. — Pensées et réflexions sur quelques principes de l'art, 405, 496. — Préjugés en fait de littérature et d'art, 10, 43.
- MAILLEFAUD.** Etude historique sur Montfleury, 317.
- MAINE-ET-LOIRE** (Société académique de). V. *Société*.
- MAINTENANCES.** Communication de M. Du Boys, 518.
- MALLEIN** (Jules). Membre résidant, 3. — Membre d'une commission, 596. — Hommage de ses travaux sur le droit administr., 587, 712.
- MALLET**, correspondant, 5. — Hommage, 390.
- MARCHEGAY.** Communication, 67, 137.
- MARNE** (Société d'agriculture du département de la). V. *Société*.
- MASSAS** (Adrien de). Correspondant, 5.
- (Charles de). Correspondant, 6.
- MATHILDE** (la comtesse). Drame de M. Soupé, 243, 247.
- MAULÉON** (Jacques de la Trémoille, seigneur de), 139.
- MAUREL** de Rochebelle. Membre résidant, 4. — Membre d'une commission, 9, 145, 146.
- MAYENNE** (Correspondance de), 715.
- MAZARIN** (Correspondance de). Lettre de M. le ministre, 11.
- MÉDICALE** allemande (Société). V. *Société*.
- MEMBRES** correspondants, 5, 242, 402, 514, 593.
- décédés (Notice sur les), 147.
- résidants, 3, 65, 145, 241, 402, 513, 593.
- MÉTÉOROLOGIE** des Alpes dauphinoises. Mémoire de M. Fauché, 405, 465.
- MESNARD.** Membre correspondant, 5. — Sa mort, 402.
- METGÉ.** Correspondant, 5.
- METZ** (Académie de). V. *Académie*.
- MICHAL** (Louis). Membre résidant, 4.
- MICHELET.** Correspondant, 6.
- MINISTRE** (Circulaires et lettres de M. le), 9, 11, 244, 404, 518, 522.
- MOINES** d'Egypte (Funérailles des), 374, 386.
- MOIRANS** (Communication de M. Macé, sur), 523.
- MOLÉON** (de). Correspondant, 6.
- MOLROGUIER.** Hommage, 716.
- MONAVON.** Nommé correspondant, 242, 244. — Jeunes fleurs, poésies, 322.
- MONNIER** de la Sizeranne. Correspondant, 5.
- MONNOYERS** du saint Empire, 144.
- MONT** (du). Correspondant, 6.
- MONTCHENU** (Jouffrey de). Lettre inédite, 137.
- MONTEYNARD** (de). Membre résidant, 4. — Membre d'une commission, 10. — Fait hommage du

- cartulaire de Domène, 518, 584.
MONTFLEURY. Monastère de Dauphiné, 317.
MONTPELLIER (Sociétés savantes de). V. *Académie et Société*.
MONTMEYAN (de). Correspondant, 6.
MORALE chrétienne (Société de la). V. *Société*.
MORELLET. Membre correspondant, 6. — Nommé résidant, 402, 405. Communication sur la dépopulation des campagnes, 405. — Projet de crédit foncier, 9, 10.
MORIN-PONS. Nommé correspondant, 514, 521. — Numismatique féodale: Hommage, 518, 588.
MORINIE (Antiquaires de la). V. *Société*.
MOTTIER (Eglise du). Communication de M. Macé, 405, 594. — Mémoire de M. de St-Andéol, 594, 597.
MOUNIER. Premier préfet d'Ille-et-Vilaine, 585.
MUSÉE archéologique de Grenoble, 146, 147, 321.
 — Calvet, à Avignon (Inscriptions du), 400, 464.

N

- NADAUD.** Correspondant, 6.
NANTES (Société académique de). V. *Société*.
NAPOLEON (lettre de), datée de Valence, 591.
NICHET. Correspondant, 6.
NUMISMATIQUE féodale de Dauphiné: Hommage de M. Morin, 518, 588.

O

- OBLIGATION** morale (Fondement de l') 9, 12.
ŒUVRES d'art (Conclusion morale dans les), par M. Maignien, 246, 366.
OISE (Société académique de l'). V. *Société*.
ORAGE dans les Alpes, lecture de M. Fauché, 403, 414.

P

- P....** (le docteur A.), hommage, 716.
PAGÈS. Nommé membre résidant, 10, 4. — Usages locaux du département de l'Isère, 237.
PARLEMENT de Grenoble (Origine du), 586.
PATRU. Membre résidant, 3. — Membre de commissions, 145, 241, 513, 521. — Etudes analytiques sur les ouvrages philosophiques: Hommage, 588.
PAUPÉRISME en Angleterre. Communication de M. Du Boys, 522, 586.
PELLAT. Correspondant, 5.
PENOL (Eglise de). Communication de M. Macé, 405, 594. — Mémoire de M. de St-Andéol, 594, 597.
PESTES en Dauphiné, 143.
PETIT (le président). Nommé membre résidant, 514, 521.
PHILIBERT-SOUPÉ. V. *Soupe*.
PICARDIE (Antiquaires de). V. *Société*.
PIROUX. Hommage, 716.
POMMES de terre (Maladie des), 240.
PONSARD, correspondant, 6.
PRAVAD (docteur), 391.
PRÉJUGÉS en fait de littérature et d'art, 10, 43, 51.

- PROCÈS contre les animaux, 144.
 PROCÈS-VERBAUX, 12, 66, 146, 243, 403, 515, 594.
 PROGRAMME d'études archéologiques de M. Rostan, cité, 141.
 PRUDHOMME, imprimeur de l'Académie, éditeur du *Sud-Est*, 60.
 PRUNIER de St-André. Ses lettres, 144.
 PYRÉNÉES - ORIENTALES (Société des). V. *Société*.

Q

- QUET, recteur de l'Académie. Nommé membre résident, 241, 244. — Président, 241, 244. — Vice-président, 401, 404. — Membre d'une commission, 405. — Propositions relatives au règlement, 244, 404. — Rapport sur un Mémoire de M. Revellat, 245.
 QUINON. Membre résident, devient correspondant, 7, 9, 145.

R

- READ (Charles). Hommage, 397.
 RÉAL (Félix). Membre correspondant, 5. — Essai sur Lionne, 67, 104.
 RÉAL (Gustave). Correspondant, 7.
 RECTEURS. Ont les sociétés savantes sous leur patronage, 9. — M. le recteur demande un certain nombre de membres pour former une commission de topographie, 244.
 RÉFORME dans le Dauphiné, 64.
 RÈGLEMENT (Délibérations relatives au), 11, 147, 244, 246, 404.
 REGNIER (Etudes sur), 10, 27.
 RÉGUI, président à Marseille, mort à Grenoble, 238.
 REIMS (académie de). V. *Académie*.
 REINAUD. Correspondant, 6.
 RENNES (société académique de). V. *Société*.
 RÉPERTOIRE archéologique (L'Académie offre son concours pour la préparation du), 521, 522, 523.
 REUME (de). Correspondant, 6.
 REVELLAT. Nommé correspondant, 242, 246.
 REVILLOUT. Membre résident, 4. — Secrétaire perpétuel, 3. — Rapporteur de commissions, 11, 246, 386, 516, 520. — Rapport sur un mémoire de M. Chevrier, 243. — Sur un ouvrage de M. Maillefaud, 243, 317. — Sur les ouvrages de M. Guillaume, 515. — Sur le concours, 542. — Mémoire sur l'ancienne académie delphinale, 245, 327; — Sur les funérailles des moines d'Egypte, 245, 374; — Sur l'invasion de Grenoble au x^e siècle, 521, 551. — Note sur une lettre de Jouffrey de Montchenu, 138; — Sur la chartreuse de Currière, 506. — Hommage : Etudes sur le colonat romain, 141, 391; — Sur Cératus, 712.
 REVUE des publications reçues en 1856, 52, 140; — En 1857, 235, 390; — En 1858 et 1859, 584; — En 1860, 710.
 — des sociétés savantes, 56.
 RHIN (Bas). V. *Société*.
 RÆDERER (Œuvres de), 59.
 ROMAGNIEU (Cippe de), 148, 229.
 ROMAINS (Causes de l'infériorité littéraire des), par M. Roux, 452.
 ROMANS (Abbaye et ville de), 62.
 RONDELET. Hommage, 716.
 ROUSSELOT (l'abbé). Membre résident, 4.
 ROUX (Emm.). — Membre résident, 4. — Mémoire sur la supériorité littéraire des Grecs, 403, 452; —

Sur une inscription grecque, 405, 564; — Sur la retraite des dix mille, 594, 595, 625; — Sur les Perses et les Grecs, d'après Hérodote, 596, 680.

S

- SABATTIER.** Correspondant, 5.
- SAINT-ANDÉOL (de).** Correspondant, 5. — Elu résidant, 513, 521. — Fournit à M. Macé des renseignements sur Moirans, 523. — Mémoire sur les églises de Penol et du Mottier, 594, 597; — Sur le pays des Helviens, 595, 642.
- SAINT-AUPRE (Maladrerie de),** 518.
- SAINT-BARNARD de Romans,** 62.
- SAINT-DONAT (Inscription de).** Examen par M. de Terrebasse, 551, 713.
- SAINT-ETIENNE-DE-CROSSEY (Maladrerie de),** ou de St-Aupre, 502, 506.
- SAINT-LAURENT de Grenoble (Effigies de l'abside de),** 216, 224.
- SAINT-MAURICE (de).** Membre résidant, 4. — Sa mort, 145.
- SAINT-QUENTIN (Comice agricole de).** V. *Comice*.
- SAINT-ROBERT (Excursions dans les environs de),** 595.
- SAINT-RUF, chef d'ordre,** 392.
- SAINT-VALLIER (Aymar de Poitiers, seigneur de),** 55.
- SARTHE (Société d'agriculture de la).** V. *Société*.
- SAVOIE (académie de).** V. *Académie*.
- SAVOISIENNE (Société).** V. *Société*.
- SCHAEKENS.** Correspondant, 6.
- SEINE-ET-OISE.** V. *Société*.
- SELLIER.** Hommage, 237, 396.
- SERVAN de Sugny (Edouard),** 711.
- SILPHIUM (Mémoire de M. Macé, sur le),** 67, 124.
- SIMON.** Correspondant, 7. — Fait hommage de son étude sur le compagnonnage, 397.
- SISTERON.** Membre résidant, 4.
- SOCIÉTÉ académique de Cherbourg.** Correspondante, 8. — Envoi, 141. — académique de Falaise. Correspondante, 7. — académique de l'Aube. Envoi, 54. — académique de l'Oise. Correspondante, 593. — Envoi, 715. — académique de Maine-et-Loire. Envois, 237, 393, 591. — académique de Nantes. Correspondante, 7. — Envois, 239, 715. — académique de Rennes. Correspondante, 7. — archéologique de Béziers. Correspondante, 7. — Envois, 55, 392, 589, 714. — archéologique d'Ille-et-Vilaine. Correspondante, 514, 515. — archéologique de Montpellier. Correspondante, 242, 244. — Envoi, 395. — archéologique de Touraine. Correspondante, 7. — Envoi, 56. — d'agriculture, etc. d'Angers. Correspondante, 7. — Envois, 391, 589, 713. — d'agriculture de Châlons-sur-Marne. Correspondante, 8. — Envois, 55, 237, 394, 591. — d'agriculture de Dôle. Correspondante, 7. — d'agriculture de la Côte-d'Or. Envois, 392, 589, 714. — d'agriculture de la Loire. Envoi, 591. — d'agriculture de la Sarthe. Correspondante, 8. — Envois, 142, 239, 395, 592, 715.

- d'agriculture de Lyon. Correspondante, 8.
- d'agriculture d'Ille-et-Vilaine. Envoi, 714.
- d'agriculture d'Indre-et-Loire. Correspondante, 7. — Envois, 55, 237, 393, 590, 714.
- d'agriculture du Cher. Envoi, 714.
- d'agriculture du Puy. Correspondante, 7. — Envoi, 55.
- d'émulation de Nantua. Correspondante, 7.
- d'émulation de Liège. Correspondante, 8.
- d'encouragement de Bagnères-de-Bigorre. — Envoi, 589.
- de la morale chrétienne. Correspondante, 8. — Envois, 55, 142, 239, 395, 591, 714.
- de l'histoire de la Flandre maritime, à Bergues. Correspondante, 65, 67.
- des Antiquaires de la Morinie. Envois, 395, 591, 715.
- des Antiquaires de Picardie. Envoi, 239.
- des sciences, etc., des Pyrénées-Orientales. Correspondante, 8. — Envois, 56, 142, 591.
- des sciences, du Bas-Rhin. Correspondante, 8.
- des sciences du Var. Correspondante, 8. — Envois, 144, 592.
- des sciences morales de Seine-et-Oise. Correspondante, 8.
- d'études de Draguignan. — Envois, 55, 141.
- de statistique de l'Isère. Correspondante, 7. — Projet de la réunir avec l'Académie delphinale, 594.
- de statistique de Marseille. Envoi, 238, 394.
- dunkerquoise. Correspondante, 402. — Envoi, 392.
- industrielle d'Angers. Correspondante, 7. — Envois, 237, 588.
- littéraire de Castres. Envoi, 589.
- littéraire de Lyon. Envoi, 711.
- médicale allemande. Envoi, 142.
- philotechnique. Correspondante, 8.
- savoisienne. Correspondante, 65, 67. — Envois, 592, 715.
- SOLONIUM, oppidum gaulois, 517.
- SOULLIÉ. Correspondant, 7.
- SOUPÉ. Membre résidant, 4. — Quitte Grenoble, 401. — Membre correspondant, 402. — Membre d'une commission, 9. — Etudes sur les Epiques de France, 66, 87. — Sur Regnier, 10, 27. — La comtesse Mathilde, 243, 247. Hommages, 140.
- STASSART (Baron de). Œuvres, 58.
- SUD-EST, journal agricole de Grenoble, 60, 714.

T

- TAULIER (Frédéric). Membre correspondant, 6.
- TAULIER (Jules). Membre résidant, 3. — Membre de commissions, 405, 513, 518, 521. — Communication de la notice sur de Gordes, 515. — Hommage de l'histoire de Dauphiné, 53. — Du Guide à la Grande-Chartreuse, 712. — De la notice sur de Gordes, 713.
- TAUROSMENTUM (Mémoire sur). Hommage de M. l'abbé Giraud, 586.
- TERRASSE (de). Correspondant, 5. — Hommages, 236, 713. — Explication du mot *condamine*, 236.
- THIBAUT. Correspondant, 6.

- THIBAUT (St), archevêque de Vienne. Son effigie, 224.
 TOURAINE (société archéologique de). V. *Société*.
 TRAVERS. Théologien opposant, condamné par le cardinal de Tencin, 239.

U V

- UTILITAIRE (l'). Lecture de M. Maignien, 67.
 VAISON, 399.
 VALLIER. Elu membre résidant, 514, 521. — Hommage de sa note sur la pierre d'Aveillans, 713.
 VAN-DRIVAL (l'abbé). Analyse de sa grammaire comparée des langues bibliques, 539.
 VAR (Société des sciences du). V. *Société*.
 VAUCANSON (Mémoire de M. Hedde, sur), cité, 590.
 VAUCLUSE. V. *Académie*.
 VAUVENARGUES (Discours sur), par M. Lescœur, 524.
 VELLAVIE, 56.
 VENTIA. Oppidum gaulois, 517, 583. — Opinion de M. Macé, 595.
 VENTAVON (Casimir de). Membre résidant, 3. — Trésorier perpétuel, 3. — Donne sa démission de trésorier, 404. — Membre d'une commission, 405. — Fait une proposition relative aux membres décédés, 147.
 VENTAVON (Mathieu de). Membre résidant, 3.
 VERNET. Membre résidant, 4. — Sa mort, 65.
 VESSON. Ministre protestant du désert, 394.
 VICAT. Correspondant, 5.
 VILLARS (le botaniste), 591.
 VINCENT. Correspondant, 5.
 VINGTRINIER. Hommage, 60.
 VOIE Aurélia, 141, 399.
 VOIE ROMAINE de Cadix à Rome, section de Cavaillon à Turin, 396, 399. — Voie romaine de la Maurienne, 157.
 WALLON (Dialecte), 60.

X

- XÉNOPHON (Anabase de), article de M. Roux, 625.
 XIMÉNÈS et l'Inquisition, 66.

TABLE DES MATIÈRES

SUIVANT L'ORDRE DANS LEQUEL ELLES SONT PLACÉES DANS LE
VOLUME.

Avant propos.....	Pages. 1
Etat de l'Académie au 1 ^{er} juillet 1856	3
Membres résidants.....	3
Membres correspondants	5
Liste des sociétés correspondantes.....	7
Extrait des procès-verbaux pendant le premier semestre de 1856.....	9
Mémoires et rapports	12
Rapport de M. Hatzfeld. De l'autorité d'une morale, fondée sur la raison	12
Rapport de M. l'abbé Genevey. Programme d'un cours de philo- sophie de M. l'abbé Bourgeat.....	21
Etude sur les Satires de Regnier, par M. Soupé.....	27
Préjugés en fait de littérature et d'art, par M. Maignien.....	43
Revue des publications reçues par l'Académie pendant le pre- mier semestre de 1856.....	52
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	52
Mémoires envoyés par les sociétés savantes	54
Ouvrages offerts par des auteurs étrangers à l'Académie.....	57
Ouvrages concernant le Dauphiné.....	62
Changements survenus dans l'Académie depuis le 1 ^{er} juillet 1856 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1857.....	65
Extrait des procès-verbaux pendant le deuxième semestre de 1856.....	66
Mémoires et rapports.....	69
Etude sur les commencements de Corneille, par M. Hatzfeld...	69
Des principaux essais épiques en France, de 1590 à 1650, par M. Soupé.....	87
Essai biographique sur H. de Lionne, par M. Félix Réal.....	104

Le silphium des anciens. (Extraits d'un Mémoire de M. Macé)..	124
Lettre de M. Ch. Daremberg à M. Macé.....	136
Documents inédits.....	137
Lettre de M. Jouffrey de Monichenu.....	137
Note sur cette lettre.....	138
Revue des publications reçues pendant le deuxième semestre de 1856.....	140
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	140
Mémoires envoyés par les sociétés savantes.....	141
Changements survenus dans l'Académie, depuis le 1 ^{er} janvier jusqu'au 1 ^{er} avril 1857.....	145
Extrait des procès-verbaux de l'Académie, pendant le premier trimestre de 1857.....	146
Mémoires et rapports.....	149
Dissertation de M. Macé, sur une inscription de la Chapelle-Blanche (Savoie).....	149
De l'ancienne organisation féodale du Dauphiné, par M. Burdet.	163
Dissertation sur l'effigie incrustée à l'extérieur du pourtour de l'abside de St-Laurent, par M. de Gournay.....	216
Rapport de M. Louis Gautier sur la situation du Musée archéologique.....	221
Découverte de la partie inférieure de la figure de saint Thibaut sur le mur en saillie de la rotonde de l'église de Saint-Laurent.....	224
Cippe funéraire trouvé à Romagnieu ; dissertation par M. Macé.	229
Revue des publications reçues par l'Académie, pendant le premier trimestre de 1857.....	235
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	235
Mémoires envoyés par les sociétés savantes.....	237
Ouvrages offerts par des auteurs étrangers.....	240
Changements survenus dans l'Académie, depuis le 1 ^{er} avril 1857 jusqu'au 1 ^{er} avril 1858.....	241
Extrait des procès-verbaux pendant les trois trimestres de l'année 1857 et le premier trimestre de l'année 1858.....	243
Mémoires et rapports.....	247
La comtesse Mathilde, étude dramatique, par M. Soupé.....	247
Rapport de M. Revillout, sur l'histoire de Monfleury, par Henri Maillefaud.....	317
Rapport de M. Louis Gautier sur les poésies de M. Gabriel Monavon.....	322
Notice de M. Revillout sur l'ancienne Académie delphinale....	327
Conclusion morale dans les ouvrages qu'on peut considérer comme des œuvres d'art, par M. Maignien.....	366
Mémoire de M. Revillout sur les funérailles des moines égyptiens au temps de saint Antoine et de saint Pacôme.....	374

Rapport de M. Revillout, au nom de la commission du règlement.....	386
Note relative à la dissertation de M. Genevey, sur l'état sauvage, et à la traduction de Gölnitz, par M. Macé.....	389
Revue des publications reçues depuis le 1 ^{er} avril 1857 jusqu'au 1 ^{er} avril 1858.....	390
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	390
Mémoires envoyés par les sociétés savantes.....	391
Ouvrages offerts par des auteurs étrangers.....	395
Ouvrages offerts au congrès scientifique.....	396
Note sur le congrès archéologique.....	398
Changements survenus dans l'Académie depuis le 1 ^{er} avril 1858 jusqu'au 1 ^{er} avril 1859.....	401
Extraits des procès-verbaux depuis le 1 ^{er} avril 1858 jusqu'au 1 ^{er} avril 1859.....	403
Mémoires.....	406
La Grande-Chartreuse, fragment traduit de Gölnitz, par M. Macé.....	406
Un orage dans les Alpes briançonnaises, par M. Fauché-Prunelle.....	414
De l'extradition, mémoire par M. du Boys.....	419
Etude sur la correspondance de Lafontaine, par M. Maignien ..	439
Gauses de la supériorité littéraire des Grecs sur les Romains, par M. Roux.....	452
Discours de M. Louis Gautier, président de l'Académie.....	458
Note sur une inscription grecque du musée Calvet, par M. Roux.....	464
Météorologie des Alpes dauphinoises, par M. Fauché-Prunelle..	465
Pensées et réflexions sur quelques principes de l'art, par M. Maignien.....	496
Documents inédits.....	502
Donation à la maladrerie de Saint-Etienne de Crossey par Amédée V de Savoie.....	502
Note du secrétaire sur cette Charte.....	506
Changements survenus dans l'Académie, du 1 ^{er} avril 1859 au 1 ^{er} avril 1860.....	513
Extraits des procès-verbaux pendant les trois derniers trimestres de 1859 et le premier trimestre de 1860.....	515
Mémoires.....	524
Discours sur Vauvenargues, par M. Lescœur.....	524
Quelques mots sur une grammaire comparée des langues bibliques, par M. l'abbé Auvergne.....	539
Rapport de M. Revillout, sur l'institution d'un concours.....	542
Notice biographique sur le docteur Joffre, par M. du Boys....	545
Dissertation sur l'occupation de Grenoble, au X ^e siècle, par M. Revillout.....	551

Notice biographique sur M. l'abbé Genevey.....	577
Note sur la dissertation de M. Lacour, relative à Ventia et Solonium.....	583
Revue des publications reçues depuis le 1 ^{er} avril 1858 jusqu'au 1 ^{er} avril 1860.....	584
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	584
Mémoires envoyés par les sociétés savantes.....	588
Changements survenus dans l'Académie depuis le 1 ^{er} avril 1860 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1861.....	593
Extrait des procès-verbaux de l'Académie pendant les trois derniers trimestres de 1860.....	594
Mémoires.....	597
Notice sur les églises de Penol et du Mottier, par M. de Saint-Andéol.....	597
Les élections municipales dans le Briançonnais, par M. Fauché-Prunelle.....	607
Retraite des Dix mille de Xénophon, par M. Roux.....	625
Aperçu géographique sur le pays des Helviens, par M. de Saint-Andéol.....	642
Des Perses et des Grecs, ou despotisme et liberté, d'après Hérodote, par M. Roux.....	680
Notice sur M. Gautier, par M. Burdet.....	701
Revue des publications reçues par l'Académie, depuis le 1 ^{er} avril 1860 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1861.....	710
Ouvrages publiés par les membres de l'Académie.....	710
Mémoires envoyés par les sociétés savantes.....	713
Ouvrages offerts par des auteurs étrangers.....	716
Table analytique des matières.....	717
Table des matières suivant l'ordre dans lequel elles sont placées dans le volume.....	734

L'Académie arrêtera chaque année au mois de janvier la liste des membres correspondants qui devront recevoir son Bulletin, conformément aux résolutions suivantes :

Le Bulletin sera distribué à ceux des correspondants :

- 1° Qui auront fait régulièrement des communications manuscrites relatives aux divers objets dont s'occupe l'Académie ;
- 2° Ou qui auront envoyé des ouvrages imprimés ;
- 3° Ou enfin qui paieront une cotisation de 5 fr. par volume.

Le Bulletin pourra être mis en vente au prix de 7 fr. 50 c. par volume.

L'Académie recevra avec empressement les communications des personnes qui lui sont étrangères, principalement sur les sujets qui concernent le Dauphiné, et serait très-disposée à leur donner le titre de membres correspondants.

Leurs communications seront toujours mentionnées dans le Bulletin et pourront même y être, s'il y a lieu, insérées en tout ou en partie.

(Délibération du 1^{er} février 1861.)



